



HAL
open science

L'œuvre de Celso Furtado à Paris : le parcours d'un intellectuel et homme d'Etat

Renata Bianconi

► **To cite this version:**

Renata Bianconi. L'œuvre de Celso Furtado à Paris : le parcours d'un intellectuel et homme d'Etat. Histoire. Université Paris-Sorbonne - Paris IV, 2014. Français. NNT : 2014PA040082 . tel-04267945

HAL Id: tel-04267945

<https://theses.hal.science/tel-04267945>

Submitted on 2 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

ÉCOLE DOCTORALE II

Centre Roland Mousnier - Centre d'Etudes du Brésil et de l'Atlantique Sud

THÈSE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

Discipline : HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

Présentée et soutenue par :

Renata BIANCONI

le : 21 juillet 2014

L'œuvre de Celso Furtado à Paris : le parcours d'un intellectuel et homme d'État

Sous la direction de :

M. Luiz Felipe de ALENCASTRO – Professeur, Paris-Sorbonne

Membres du jury :

- M. Luiz Carlos BRESSER PEREIRA – Professeur Émérite, Fundação Getúlio Vargas
Mme Milena FERNANDES DE OLIVEIRA – Maître de conférences, Universidade Estadual de Campinas
M. Afrânio GARCIA – Maître de conférences HDR, École des Hautes Études en Sciences Sociales
Mme Ligia OSORIO SILVA – Professeur, Universidade Estadual de Campinas

REMERCIEMENTS

J'adresse mes remerciements, en premier lieu, à mon directeur de thèse, Monsieur le Professeur Luiz Felipe de Alencastro, pour son soutien, son attention et sa disponibilité au cours de cette recherche doctorale. Je tiens à lui exprimer toute ma reconnaissance pour ses précieux conseils, pour la confiance et la liberté qu'il m'accordées durant ces années de thèse, ainsi que pour l'apport fondamental de ses enseignements et travaux à ma formation universitaire.

Je remercie ensuite les membres du jury d'avoir accepté de participer à l'évaluation de cette thèse. À Monsieur le Professeur Luiz Carlos Bresser-Pereira, qui m'a fait l'honneur de présider ce jury, mes plus sincères remerciements. À Madame le Professeur Ligia Osório Silva et à Monsieur Afrânio Garcia, qui ont accepté d'évaluer ce travail en qualité de rapporteurs, ma profonde gratitude pour leur disponibilité et leurs précieuses remarques. À Madame Milena Fernandes de Oliveira, mes remerciements pour avoir accepté de participer à mon jury de thèse, ainsi que pour les échanges et l'encouragement tout au long de ce travail.

Merci également à Madame Rosa Freire d'Aguiar Furtado, pour son accueil chaleureux à Paris et pour m'avoir fait bénéficier de ses connaissances - d'une valeur inestimable - sur le parcours de Celso Furtado, ainsi que de documents personnels de l'auteur. Cette thèse est aussi redevable de son travail au sein du Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, à Rio de Janeiro.

Aux Professeurs Ignacy Sachs, Pierre Salama et René Passet, mes remerciements pour avoir aimablement accepté de m'accorder des entretiens qui ont beaucoup contribué à ce travail.

Je remercie également Monsieur Alexandre Minda, de l'Université Toulouse 1 Capitole, pour l'intérêt porté à mon travail et pour les fructueux échanges qui m'ont aidée à progresser dans mes recherches.

À Madame Wilma Peres Costa, alors professeur à l'Universidade Estadual de Campinas, ma profonde reconnaissance pour son soutien amical aux débuts de mon projet doctoral.

À tous mes proches, famille et amis, mes chaleureux remerciements pour tous leurs mots d'encouragement. Merci spécialement à Erick de Moraes Franklin, dont le soutien et la confiance inébranlables tout au long de ces années m'ont permis de mener à terme ce travail.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
PARTIE I - Le parcours intellectuel de Celso Furtado : formation et influences.....	17
1. Le contexte politico-culturel au Brésil, années 1920-1930.....	17
1.1 L'interprétation de la réalité brésilienne.....	25
2. Celso Furtado, sa formation universitaire, ses influences intellectuelles.....	33
2.1 Le premier séjour universitaire de Celso Furtado en Europe : le doctorat à la Sorbonne.....	39
2.2 La « vision globale » de François Perroux et autres influences françaises.....	52
PARTIE II - La problématique du sous-développement et la CEPAL, une école de pensée née dans le Tiers monde.....	75
1. L'émergence du problème du développement et l'approche du sous-développement.....	75
1.1 Le contexte historique dans lequel émerge la problématique du développement sur la scène internationale.....	75
1.2 L'évolution de l'étude du sous-développement dans l'après-guerre.....	90
La critique de la division internationale du travail dans le cadre des Nations Unies.....	114
2. Celso Furtado, haut fonctionnaire aux Nations Unies, 1949-1958.....	123
2.1 La CEPAL et la pensée structuraliste latino-américaine.....	123
La première approche structuraliste de l'économie brésilienne.....	126
Celso Furtado aux États-Unis, 1951 : quête d'un dialogue.....	132
La CEPAL et la planification latino-américaine.....	134
Celso Furtado et l'analyse structuraliste de l'histoire brésilienne.....	137
L'approche structuraliste de l'inflation latino-américaine.....	141
Les dernières années de Celso Furtado à la CEPAL.....	150
2.2 Le renouvellement théorique à Cambridge et Formação Econômica do Brasil.....	156
Le réexamen des problèmes du sous-développement.....	156
Formação Econômica do Brasil, par Celso Furtado.....	159
La réception internationale de Formação Econômica do Brasil.....	180
PARTIE III - Celso Furtado au gouvernement brésilien : la SUDENE, le ministère du Plan et le coup d'État militaire.....	193
1. Le contexte international de la Guerre froide, ses répercussions sur le développement latino-américain et les plans de la SUDENE pour le Nordeste brésilien.....	195
1.1 La situation économique en Amérique latine et l'établissement de l'Alliance pour le progrès.....	207
1.2 Les répercussions de la Guerre froide au Nordeste brésilien.....	220
1.3 La polarisation du débat politique au Brésil : Le Brésil à l'heure du choix.....	232
2. Le ministère du Plan, l'échec du Plan triennal et le coup d'État de 1964.....	243
2.1 Le retour de Celso Furtado à la SUDENE et la montée des pressions politiques.....	266

3. La dictature militaire au Brésil.....	277
3.1 La chute du gouvernement Goulart.....	277
3.2 Le rôle des États-Unis et la répercussion internationale du coup d'État de 1964.....	285
3.3 Un régime d'exception qui dure vingt-et-un ans.....	299
PARTIE IV - Celso Furtado en exil : nouvelles voies de réflexion sur la problématique du sous-développement.....	315
1. Le départ en exil : débats sur le développement latino-américain dans les années 1960	315
1.1 La crise des économies latino-américaines dans les années 1960 et le débat sur la stagnation	319
Prebisch et les problèmes du développement périphérique dans les années 1960.....	319
Le débat sur la crise des années 1960 en Amérique latine et la critique à l'approche de Furtado sur la stagnation	332
L'interprétation structuraliste du sous-développement et de la stagnation latino-américaine	344
Bref bilan de la première étape de l'exil de Celso Furtado à l'ILPES et à l'Université Yale	349
1.2 Celso Furtado : de la stagnation à l'analyse du « modèle » brésilien de développement	352
2. L'exil parisien de Celso Furtado	365
2.1 L'intérêt pour l'Amérique latine en France et l'arrivée de Celso Furtado à Paris.....	365
2.2 Activités d'enseignement et de recherche à Paris, 1965-1985.....	371
Renouvellement des études sur le sous-développement	372
Disciples du maître brésilien à Paris	394
2.3 Les années 1970 : intensification de la circulation internationale de Celso Furtado	404
2.4 Une lutte dans le champ des idées : entraves à la libre circulation des idées, et l'analyse de la dictature brésilienne par des intellectuels brésiliens à Paris	418
3. De nouvelles voies de réflexion sur le sous-développement.....	433
3.1 Le développement économique comme « mythe ».....	433
3.2 L'analyse du capitalisme post-national et la réflexion sur un Nouvel ordre économique international	443
3.3 Les insuffisances de la science économique : pour une nouvelle économie politique et une approche interdisciplinaire du développement	460
3.4 La vision globale de Celso Furtado : créativité versus dépendance, l'aspect culturel du développement	469
Celso Furtado, ministre de la Culture du Brésil	483
CONSIDÉRATIONS FINALES.....	489
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	499

INTRODUCTION

L'objet de cette thèse est l'étude de l'œuvre de l'économiste et historien brésilien Celso Furtado, notamment en ses rapports avec le milieu universitaire français. Historien de l'économie brésilienne, Celso Furtado (1920-2004) noue des liens durables avec la France depuis la réalisation de son doctorat à l'Université de Paris, en 1948, sous la direction du Professeur Maurice Byé. Pionnier de l'économie développement, il est aux côtés de Raúl Prebisch dans la période de constitution de la Commission économique pour l'Amérique latine, des Nations Unies (1949-1958). Praticien du développement, Celso Furtado consacre ses efforts à la mise en œuvre d'une politique régionale de développement dans le *Nordeste* brésilien (1958-1964), étant le créateur et directeur de la Superintendance pour le développement du Nord-Est (SUDENE) ; il est le premier ministre du Plan du Brésil (1962-1963).

Le coup d'État militaire au Brésil, en 1964, l'écarte de ses fonctions au sein de l'administration brésilienne et le prive de ses droits politiques pendant dix ans. Celso Furtado prend le chemin d'un exil volontaire qui le ramène finalement en France. Les circonstances historiques lui imposent ainsi de se consacrer à l'activité intellectuelle et à la vie universitaire. Et c'est à Paris, nonobstant une circulation internationale accrue dans les années 1970, que la carrière universitaire de Celso Furtado sera développée (1965-1985). Professeur associé à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de l'Université de Paris, et étant rattaché à l'Institut d'études du développement économique et social, Furtado organisera également des cours et séminaires à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine et, plus tard, dans les années 1980, des séminaires à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Le retour définitif de l'auteur au Brésil n'intervient qu'après la fin de la dictature militaire. Rétabli le régime démocratique (1985), Celso Furtado accepte le poste d'Ambassadeur du Brésil auprès de la Communauté Économique Européenne, à Bruxelles, avant d'être nommé ministre de la Culture (1986-1988). Intellectuel de renom international, il intègre le Conseil Académique de l'Université des Nations Unies - UNU (1978-1982), la Commission Sud (1987-1991), la Commission Mondiale de la Culture et du Développement de l'ONU-UNESCO (1993-1995), ainsi que la Commission Internationale de Bioéthique de l'UNESCO (1996-1998). En 1997, il est admis à l'Académie Brésilienne des Lettres et, en 2003, à l'Académie Brésilienne des Sciences. En 2003, des économistes et personnalités de l'Amérique latine, Europe et États-Unis indiquent son nom au Comité du Prix Nobel d'Économie, à Stockholm.

L'objectif initial de cette étude était la mise en lumière des travaux accomplis par Celso Furtado pendant son exil en France. L'importance décisive de la France dans la formation intellectuelle de l'auteur nous a, toutefois, incités à approfondir l'étude des influences françaises de l'auteur, fondamentales dans la constitution de sa vision particulière des relations économiques internationales.

D'ailleurs, dans le but de mieux faire connaître en France l'apport de Celso Furtado à la théorie du sous-développement, nous avons jugé pertinent de présenter plus en détail sa contribution aux travaux de la CEPAL, ainsi que l'apport de cette école de pensée à la compréhension des problèmes du développement du Tiers monde.

En outre, considérant que la polarisation politique internationale qui marque la période subséquente au deuxième conflit mondial est à l'origine du coup d'État qui interrompt le processus démocratique brésilien et amène Celso Furtado à l'exil, nous avons également intégré cette question dans notre étude. Dans ce sens, sont spécialement considérées les pressions politiques qui marquent l'action de Celso Furtado dans le *Nordeste* brésilien, région déshéritée, considérée comme problématique du point de vue des polarisations de la Guerre froide. La perception des enjeux politiques internationaux de cette période est également fondamentale dans les développements ultérieurs de l'œuvre de l'auteur. La question de l'hégémonie des États-Unis et de l'expansion internationale de leurs grandes entreprises occupe une place privilégiée dans l'œuvre de l'auteur élaborée en exil ; Furtado lie, dès lors, la dépendance technologique à la perpétuation du sous-développement dans les pays d'industrialisation périphérique.

Ainsi, à la lumière du parcours intellectuel et professionnel de Celso Furtado, et compte tenu des enjeux historiques de l'époque, les deux décennies de son exil sont analysées dans cette étude. Notre hypothèse de travail est que Celso Furtado apporte en France une contribution singulière à l'étude du développement économique et, plus particulièrement, du sous-développement. Celso Furtado fait connaître en France l'approche structuraliste de la CEPAL ainsi que celle de la dépendance, qu'il contribue à développer davantage pendant ses premiers mois d'exil au Chili, à partir d'une critique des thèses initiales de la CEPAL. Il aurait ainsi contribué, en France, à la formation d'une génération d'économistes préoccupés par les problèmes du sous-développement, d'un point de vue structurel.

Cependant, sa contribution intellectuelle pendant les années d'exil dépasse largement la transmission de la pensée économique développée en Amérique latine. Alors professeur universitaire, en pleine maturité intellectuelle, Celso Furtado propose de nouvelles voies pour la compréhension des problèmes du Tiers monde. En saisissant les mutations de l'économie

internationale et les nouveaux problèmes posés par l'expansion internationale des grandes entreprises, dans le cadre de l'hégémonie nord-américaine dans l'après-guerre, Celso Furtado attire l'attention sur les nouveaux défis imposés aux pays du Tiers monde dans leur quête du dépassement de la dépendance et du sous-développement. En observant les insuffisances de la théorie économique pour la compréhension de ces problèmes, il propose de nouvelles voies de réflexion qui dépassent le cadre strictement économique. Si son approche des problèmes du développement a toujours été interdisciplinaire ou, plus spécifiquement, historico-structurelle, dans sa maturité intellectuelle, l'auteur cherche à englober d'autres disciplines, dont la philosophie, dans son horizon de réflexions, à la recherche d'une vision globale des problèmes de notre civilisation.

Dans notre approche de l'œuvre de Celso Furtado, nous allouons une importance accrue à ses récits autobiographiques et aux entretiens accordés par l'auteur tout au long de son parcours intellectuel ; bien évidemment, les ouvrages de l'auteur restent la source fondamentale de ce travail. Une place également importante est accordée aux déclarations et témoignages de ceux qui l'ont côtoyé, afin de retracer ce parcours. En outre, nous cherchons à mettre en relief le contexte historique sous-jacent à la production bibliographique de l'auteur. Cette démarche vise, en dépassant la présentation des ouvrages de Celso Furtado, à une mise en rapport de l'homme avec son œuvre, sans toutefois déduire l'homme de l'œuvre et vice-versa. Nous cherchons ainsi à présenter une interprétation du parcours de l'auteur balisée par les contraintes qui lui sont imposées par l'histoire.¹

Par rapport aux autres sources utilisées dans ce travail, il faut souligner que sont nombreux les ouvrages, thèses et articles scientifiques consacrés à l'œuvre de Celso Furtado. En ce qui concerne les ouvrages consacrés à son œuvre publiés au Brésil, nous en soulignerons particulièrement l'intérêt d'un recueil organisé en hommage au quatre-vingt-huitième anniversaire de l'auteur, publié en 2001.² Des spécialistes reconnus y apportent leur contribution, tels que L. C. Bresser-Pereira, Ignacy Sachs, Helio Jaguaribe, Ricardo Bielschowsky, Aldo Ferrer, Francisco de Oliveira, Joseph Love, entre autres.

Fruit d'un séminaire organisé en 2005 (Furtado disparaît en 2004), l'ouvrage *Celso*

¹ Il est intéressant de rappeler ce qu'Eric Hobsbawm nous dit sur les limites imposées aux expériences d'un individu par l'histoire mondiale (qui façonne cette expérience). En adaptant la phrase de Karl Marx, il affirme : « 'men make [their lives], but they do not make [them] under circumstances chosen by themselves, but under circumstances directly encountered, given and transmitted from the past' and, one might add, by the world around them. » Cf. Eric HOBBSAWM, *Interesting times : a twentieth-century life*, New York, Pantheon Books, 2007, p. xiii.

² Cf. Luiz Carlos BRESSER-PEREIRA, José. M. RÊGO (org.), *A grande esperança em Celso Furtado*, São Paulo, Editora 34, 2001.

Furtado e o século XXI est publié en 2007³, proposant une réflexion sur la portée de la pensée de l'auteur sur le présent et l'avenir des sciences sociales latino-américaines. Vingt contributions de spécialistes brésiliens et étrangers y sont regroupées autour de six thèmes correspondant à des domaines de réflexion pour lesquels l'apport de Celso Furtado aurait été décisif : économie du développement, politique économique pour le développement, histoire du Brésil et de l'Amérique latine, système financier international, économie régionale et critique à la théorie économique.

Un autre ouvrage issu d'un séminaire de réflexion sur l'œuvre de Celso Furtado mérite une mention particulière. Dans *Era da esperança*, sont regroupées les interventions de chercheurs et d'anciens étudiants de l'auteur, tenues lors d'un colloque sur son œuvre (Paraíba, 1991) ; l'intérêt de cet ouvrage est accru en raison de la publication des commentaires et interventions de l'auteur lui-même au cours des discussions.⁴

En ce qui concerne les travaux universitaires, un grand intérêt est porté à l'œuvre de Celso Furtado, spécialement au Brésil. La bibliothèque du Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento (CICEF), établi à Rio de Janeiro, recense une cinquantaine de travaux universitaires brésiliens (niveaux licence, master et doctorat) consacrés à la pensée de l'auteur ou à des aspects de son œuvre ou de son action au gouvernement brésilien. Si des sujets développés par Celso Furtado pendant ses années d'exil (à l'exemple des problèmes relatifs à la technologie et aux entreprises internationales, à la culture et à la mondialisation) y figurent, aucune recherche systématique concernant la période de l'exil de l'auteur n'a été identifiée.

Au Mexique, le sociologue Carlos Mallorquín, soutient une thèse de doctorat, en 1993, à l'Universidad Nacional Autónoma de México, portant sur l'idée de sous-développement dans la pensée de Celso Furtado et ses fondements théoriques⁵. Divers articles et chapitres de livres ont depuis été publiés par cet auteur concernant les idées de Celso Furtado, et notamment sur le structuralisme latino-américain. Développant son travail original, C. Mallorquín propose, en 2005, un « portrait intellectuel » ou une « biographie de type intellectuel » de Celso Furtado, offrant « une abondante discussion autour de son 'œuvre' et une exploration limitée de sa 'vie' » ; il se concentre ainsi sur l'« analyse discursive » de l'œuvre de Celso Furtado, exposant l'évolution et la transformation des idées de l'auteur, y

³ Cf. Joao SABOIA, Fernando C. CARVALHO (org.), *Celso Furtado e o século XXI*, São Paulo, Manole, 2007.

⁴ Cf. Francisco de S. GAUDÊNCIO, Marcos FORMIGA (coord.), *Era da esperança : teoria e política no pensamento de Celso Furtado*, São Paulo, Paz e Terra, 1995.

⁵ Cf. Carlos MALLORQUÍN, *La idea del subdesarrollo : el pensamiento de Celso Furtado*, Thèse de doctorat, Facultad de Ciencias Políticas y Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, 1993.

compris de ses ouvrages publiés pendant l'exil.⁶ Il s'agit vraisemblablement de l'ouvrage le plus complet sur l'œuvre de Celso Furtado. Pour les propos de notre recherche, ce livre est une référence importante en ce qui concerne les écrits de Celso Furtado ; nonobstant, notre approche s'en différencie en ce que nous cherchons justement à identifier les motivations sous-jacentes à la production intellectuelle de l'auteur. Concernant cette approche méthodologique, nous pourrions rappeler le point de vue de Quentin Skinner lorsqu'il propose, dans le cadre de l'histoire des idées, de « situer les textes que nous étudions dans des contextes intellectuels et des structures du discours qui nous permettent de reconnaître ce que leurs auteurs *faisaient* en les écrivant. »⁷ Skinner propose ainsi de situer les textes dans leur contexte d'écriture, afin d'identifier l'intention de l'auteur, autrement dit, s'il « *concevait* l'œuvre *comme* une attaque, ou une défense, comme une critique, ou comme une contribution à une position ou ligne d'argument particulière ». ⁸

Au Brésil, les économistes Ricardo Bielschowsky, Mauro Boianovsky et Luiz Carlos Bresser-Pereira, entre autres, accordent une place de choix dans leurs recherches à l'œuvre de Celso Furtado.

Ricardo Bielschowsky, économiste de la CEPAL, est l'auteur d'un ouvrage fondamental sur la pensée économique brésilienne et le cycle idéologique du développement. Dans cet ouvrage, une place importante est accordée à la pensée « développementiste » de Celso Furtado et à son ouvrage *Formação econômica do Brasil*, « chef-d'œuvre du structuralisme brésilien ». Si dans cet ouvrage la période étudiée par l'auteur s'achève en 1964, il poursuivra néanmoins son analyse de l'œuvre de Celso Furtado, englobant les ouvrages et les discussions plus récents de l'auteur, l'accent étant mis sur le structuralisme de l'œuvre de Celso Furtado.⁹ Mauro Boianovsky s'est depuis quelques années penché sur l'étude de l'œuvre de Celso Furtado, publiant des chapitres de livres et articles sur l'auteur, dont il faut spécialement souligner les articles publiés dans *History of Political Economy*, sur la théorie du développement dans les années 1950 et sur les discussions en Amérique latine sur la stabilisation.¹⁰ Ami personnel de Celso Furtado, le professeur Luiz Carlos Bresser-

⁶ Cf. Carlos MALLORQUÍN, *Celso Furtado : um retrato intelectual*, Rio de Janeiro, Contraponto, 2005 (citations p. 15).

⁷ Cf. Quentin SKINNER, *Visions of politics. Volume 1 : regarding method*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. vii (italique de l'auteur).

⁸ *Ibid.*, p. 100.

⁹ Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro : o ciclo ideológico do desenvolvimentismo* [1988], 4^e éd., Rio de Janeiro, Contraponto, 2000 ; Ricardo BIELSCHOWSKY, « Celso Furtado e o pensamento econômico latino-americano », in L. C. BRESSER-PEREIRA, J. M. RÊGO (org.), *A grande esperança em Celso Furtado*, São Paulo, Editora 34, 2001.

¹⁰ Cf. Mauro BOIANOVSKY, « A view from the tropics : Celso Furtado and the theory of economic development in the 1950s », *History of Political Economy*, vol. 42, 2010 ; *id.*, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate on economic stabilization in Latin America », *History of Political Economy*, vol. 44, 2012.

Pereira apporte une contribution singulière à la compréhension des idées de l'auteur, insistant sur l'indépendance de cette pensée et sa méthode propre, ainsi que sur l'engagement de Furtado pour le développement de son pays.¹¹

Le sociologue brésilien Francisco de Oliveira, qui travaille avec Celso Furtado à la SUDENE, a également publié plusieurs textes sur l'auteur, avec une mise en relief de l'importance politique de cette pensée.¹² Tamás Szmrecsányi étudie plusieurs aspects de l'œuvre de Celso Furtado, étant le premier à attirer l'attention sur l'importance de sa thèse de doctorat sur l'économie coloniale brésilienne, pour la compréhension des sources utilisées par l'auteur dans *Formação econômica do Brasil* (1959) ; cela a permis d'éclairer des aspects de l'élaboration de cet ouvrage. Octavio Rodriguez, spécialiste de la pensée de la CEPAL et du structuralisme latino-américain fut l'un des premiers auteurs à mettre l'accent sur la question culturelle dans l'analyse du développement de Celso Furtado.¹³

Le CICEF, qui, depuis 2008, publie, entre autres, la collection *Arquivos Celso Furtado*, organise, en 2011, la Table ronde « Celso Furtado : a dimensão cultural do desenvolvimento » [Celso Furtado : la dimension culturelle du développement], dans le cadre d'un projet visant à promouvoir une lecture de l'œuvre de Celso Furtado qui dépasse les limites de l'analyse économique. En 2012, le CICEF publie le cinquième volume de la collection Archives Celso Furtado, rendant disponibles des textes de l'auteur concernant la période où il était chargé du ministère de la Culture au Brésil, ainsi que des textes écrits par l'auteur depuis les années 1970 sur le thème de la culture en ses rapports avec le développement.¹⁴ La période qui s'étend des années 1970 jusqu'au retour de Celso Furtado au Brésil nous intéresse particulièrement, en raison justement de la mise en valeur de l'aspect culturel dans l'interprétation de l'auteur des problèmes du développement ; cela comprend une partie importante du renouveau théorique apporté aux études du sous-développement par Celso Furtado, étant un aspect fondamental de son œuvre de maturité, produite essentiellement pendant l'exil.

Les ouvrages publiés par le Centre Celso Furtado, avec une mise en valeur des textes, entretiens et documents inédits de Celso Furtado, sont une référence essentielle pour la réalisation de notre recherche. Organisée et commentée par Mme Rosa Freire d'Aguiar

¹¹ Voir spécialement : Luiz Carlos BRESSER-PEREIRA, « Método e paixão em Celso Furtado », in L. C. BRESSER-PEREIRA, J. M. RÊGO (org.), *A grande esperança em Celso Furtado*, op. cit.

¹² Les textes de F. de Oliveira concernant l'œuvre et la personne de Celso Furtado sont regroupés dans : Francisco de OLIVEIRA, *A navegação venturosa. Ensaios sobre Celso Furtado*, São Paulo, Boitempo, 2003.

¹³ Cf. Octavio RODRÍGUEZ, « Furtado e a renovação da agenda do desenvolvimento », in J. SABOIA, F. C. CARVALHO (org.), *Celso Furtado e o século XXI*, São Paulo, Manole, 2007 ; Octavio RODRÍGUEZ, *El estructuralismo latinoamericano*, México, Siglo XXI/CEPAL, 2006.

¹⁴ Cf. Celso FURTADO, Rosa F. A. FURTADO (org.), *Ensaios sobre cultura e o Ministério da Cultura*, Rio de Janeiro, Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2012 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 5).

Furtado, veuve de l'auteur et directrice culturelle de ce centre de recherches, la collection *Arquivos Celso Furtado* (avec cinq volumes publiés jusqu'en 2012) constitue une source importante de recherches sur l'auteur, que nous avons pu incorporer dans notre travail. De même, la contribution personnelle de Mme Furtado à la réalisation de nos recherches doit être signalée ; les documents et textes concernant la période de l'exil de Celso Furtado à Paris qu'elle nous a rendu disponibles, ainsi que les entretiens qu'elle nous a accordés (permettant d'identifier les interlocuteurs privilégiés de Celso Furtado à Paris) sont d'une fondamentale importance dans notre travail. En outre, la bibliothèque personnelle de Celso Furtado intègre le CICEF, la consultation de ces fonds permettant d'illustrer les préoccupations de l'auteur à des moments et sur des sujets spécifiques (ouvrages datés, parfois annotés par l'auteur).

En France, la portée de l'œuvre de Celso Furtado fut mise en évidence notamment à deux occasions. En février 1997, un colloque international sur l'apport de la pensée de Celso Furtado et la réception de son oeuvre, notamment en Europe, a lieu à Paris, en présence de Celso Furtado. Le colloque est organisé sous les auspices de la Maison des Sciences de l'Homme, du Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain (CRBC-EHESS), de l'Université Pierre Mendès France à Grenoble (laquelle avait décerné un doctorat *Honoris Causa* à Celso Furtado, en 1996) et de l'Institut de Sciences Mathématiques et Économiques Appliquées ; l'UNESCO s'est également associée à cet hommage. Des chercheurs brésiliens, latino-américains, européens et nord-américains participent à cette initiative. Dans ce colloque sont discutées les contributions de Celso Furtado dans les domaines suivants : histoire économique et théorie du développement ; progrès technique et développement inégal de l'économie mondiale ; la construction nationale et le développement régional (la SUDENE) ; la théorie économique, sciences sociales et planification ; l'impératif technologique et les inégalités sociales.¹⁵ Cette publication est particulièrement importante pour les propos de notre travail, car regroupant des témoignages de chercheurs ayant côtoyé Celso Furtado pendant son exil à Paris, tels qu'I. Sachs et A. Sid Ahmed ; la contribution de G. Destanne de Bernis est spécialement intéressante, en ce qu'elle met en relief la vision globale que dégage l'œuvre de Celso Furtado et sa perception de l'économie internationale comme un ensemble de rapports de domination et dépendance.

En 2006, la revue *Économie Appliquée* consacre un numéro à l'auteur brésilien récemment disparu. Un des derniers textes de Celso Furtado, « Défis pour la nouvelle génération » (mai 2004) y est publié, ainsi que le texte de la conférence prononcée par

¹⁵ Cf. Ignacy SACHS, Afranio GARCIA (éds.), *Le développement : qu'est-ce? L'apport de Celso Furtado*, Paris, MSH, 1998 (*Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34).

l'auteur à Paris, au Collège de France, en 1994, « Retour à la vision globale de Perroux et Prebisch ». Arturo Guillén, Hector Guillén Romo, Luiz Carlos Bresser-Pereira, Pierre Salama et Gregorio Vidal apportent leur contribution à ce numéro en hommage à Celso Furtado.¹⁶

Témoignant de l'importance accordée au penseur brésilien dans le pays où il a vécu pendant vingt ans et avec lequel il a entretenu durablement des liens, un hommage à la mémoire de Celso Furtado est aussitôt organisé à la Maison de l'Amérique latine, à Paris, suite à sa disparition. Alain Touraine, Luiz Felipe de Alencastro, Abdelkader Sid Ahmed, Carlos Quenan, Alain Rouquié et Ignacy Sachs y apportent leurs témoignages. Dans *Le Monde*, Luiz Felipe de Alencastro et Elsa Assidon rappellent les liens durables de Celso Furtado avec la France et sa contribution novatrice à l'enseignement du développement économique.¹⁷

Avérée l'importance de la pensée de Celso Furtado, notre étude cherche à apporter une contribution à la mise en lumière de l'œuvre de l'auteur en France. Notre but est double : d'abord, mieux faire connaître l'apport de Celso Furtado aux études du sous-développement et examiner la réception de son œuvre, notamment dans le pays où l'auteur a enseigné le plus durablement ; ensuite, attirer l'attention sur une tranche de l'œuvre et du parcours de Celso Furtado, restée moins connue, y compris au Brésil, quelque peu obscurcie par le succès mondial de son œuvre-maîtresse *Formation économique du Brésil*, ainsi que par l'engagement de l'auteur à la CEPAL, puis à la SUDENE.

Notre recherche est structurée en quatre parties, qui cherchent à retracer le parcours de cet économiste de renom international, intellectuel et homme d'État, depuis sa formation jusqu'à la fin de son exil en France. Débutant par l'étude de la période de formation intellectuelle de Celso Furtado, nous nous penchons initialement sur le contexte politique brésilien de l'époque et sur les interprétations de la réalité brésilienne ayant pu influencer l'auteur ; d'autres influences y sont également signalées, à l'exemple de celle de Karl Mannheim (et le rôle social de l'*intelligentsia*), qui l'amène à l'étude de la planification. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, à laquelle il participe aux côtés des Alliés, Celso Furtado retourne en Europe pour la réalisation de ses études doctorales. Notre recherche s'intéresse alors aux influences subies par l'auteur pendant ses études à Paris, ainsi qu'à sa thèse de doctorat portant sur l'économie coloniale brésilienne.

Dans une deuxième partie, nous proposons un aperçu historique des origines de la

¹⁶ *Economie Appliquée* [Celso Furtado (1920-2004)], vol. 59, n° 3, 2006.

¹⁷ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Celso Furtado : grand théoricien du développement », *Le Monde*, 23 novembre 2004 ; Elsa ASSIDON, « Celso Furtado, défricheur des territoires multidimensionnels du développement », *Le Monde*, Économie, 14 décembre 2004.

problématique du développement économique, ainsi qu'un aperçu des discussions sur le sujet qui marquent la période de l'après-guerre. Différentes interprétations du phénomène du sous-développement sont alors présentées, étant introduite l'approche innovatrice qui émerge dans le cadre de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). L'approche de la CEPAL et l'école structuraliste latino-américaine sont présentées plus en détail dans le deuxième chapitre de cette partie. Nous y mettons en relief les premiers efforts de théorisation de Celso Furtado, fonctionnaire de la CEPAL, sur l'histoire économique brésilienne ; en partant des analyses proposées par Prebisch sur les économies périphériques, et en adoptant une approche historique, Furtado avance des hypothèses nouvelles sur le comportement de l'économie brésilienne. Dans cette partie de notre travail nous accompagnons le parcours de Celso Furtado au sein de la CEPAL, en tant que directeur de sa Division de développement économique, ainsi que ses contributions aux avancements théoriques proposées par l'institution (à l'exemple de l'approche structuraliste de l'inflation). Nous concluons cette partie par une analyse de l'élaboration de l'ouvrage *Formação econômica do Brasil*, réalisée à Cambridge-G.B. (où Furtado est invité par l'économiste Nicholas Kaldor) l'année précédant son départ de la CEPAL. Étant donné l'importance de cet ouvrage dans la reconnaissance internationale qu'a atteint l'auteur, nous l'analysons en détail, ainsi que sa réception internationale.

La troisième partie de notre travail est consacrée à l'engagement de Celso Furtado au gouvernement brésilien, qui survient après une dizaine d'années de recherches sur les problèmes du développement. C'est à la lutte contre les inégalités régionales que Celso Furtado oriente ses efforts, en proposant un plan d'action pour la région *Nordeste*, à l'origine de la création de la SUDENE, qu'il dirige jusqu'au coup d'État de 1964. Nous analysons l'engagement de l'économiste à la SUDENE à la lumière du contexte international de la Guerre froide et des ingérences découlant de l'aide étrangère au développement, en l'occurrence, de l'Alliance pour le progrès proposée par le président J. F. Kennedy. Nous accompagnons également la polarisation du débat politique au Brésil et les pressions exercées sur la SUDENE. Dans le deuxième chapitre de cette partie nous analysons l'action de Celso Furtado au ministère du Plan du gouvernement Goulart et la montée des forces conduisant à la chute de ce gouvernement. En concluant cette partie, nous analysons le soutien nord-américain à la déposition de Goulart, ainsi que la répercussion internationale de cet événement et des mesures arbitraires qui en découlent (dont la cassation des droits politiques de personnalités comme Celso Furtado). Nous présentons également un bref aperçu de l'évolution du régime militaire qui s'installe en 1964, de sa politique économique (durement critiquée par Celso Furtado dans les années à venir), ainsi que du processus politique

permettant la fin du régime.

Dans la dernière partie de notre thèse, la période de l'exil de Celso Furtado, qui ne s'achève définitivement qu'avec le rétablissement de la démocratie au Brésil, est analysée. Nous avons choisi de regrouper dans un premier chapitre de cette partie les séjours de Celso Furtado à l'Institut latino-américain de la planification économique et sociale -ILPES (1964), au Chili, et à l'Université Yale (1964-1965), aux États-Unis ; la continuité de la problématique traitée par l'auteur explique ce choix. Période de crise économique en Amérique latine, le début des années 1960 donne lieu à des débats sur le développement de la région ; la portée du processus d'industrialisation en cours en tant que politique de développement pour la région est remise en cause. Une révision critique des propositions initiales de la CEPAL est alors entamée, à laquelle Celso Furtado participe activement. Sa thèse de la tendance à la stagnation des économies latino-américaines sera durement critiquée par la suite, notamment à la lumière de la période de croissance accélérée observée au Brésil vers la fin de la décennie 1960. Nous analysons ces discussions en les liant à la critique proposée par Celso Furtado du modèle de développement adopté au Brésil, basé sur la concentration du revenu et sur l'action des grandes entreprises internationales.

La période de l'exil parisien de Celso Furtado est analysée dans le deuxième chapitre de cette partie. Nous l'introduisons par un aperçu de l'intérêt suscité par l'Amérique latine en France et de la réception de Celso Furtado à son arrivée. Dans ce chapitre nous cherchons à mettre en évidence des aspects peu connus du parcours de vie de cet économiste et historien brésilien. Dans le but de vérifier notre hypothèse de base, selon laquelle Celso Furtado aurait apporté une contribution significative en France aux études des problèmes liés au sous-développement économique, nous y présentons nos recherches concernant les cours donnés par Celso Furtado à Paris, ainsi que les travaux dirigés par l'auteur ou ayant subi son influence directe ; sa participation à des manifestations scientifiques, attestant de l'intérêt porté à son œuvre, est également signalée. Par rapport aux ouvrages publiés par Celso Furtado, nous portons une attention particulière dans ce chapitre à ceux préparés pour orienter les étudiants qui suivaient ses cours de théorie du développement économique et d'économie latino-américaine, ainsi qu'à son ouvrage discutant l'hégémonie nord-américaine en Amérique latine ; la réception de ces ouvrages est également analysée.

Les années 1970 sont une période d'intense circulation internationale de Celso Furtado, avec des reflets importants sur son œuvre. Nous avons ainsi choisi de présenter, dans ce chapitre sur l'exil parisien de Celso Furtado, les différents séjours de l'auteur dans des universités étrangères (spécialement ses activités d'enseignement aux États-Unis, en Angleterre et au Brésil). Le chapitre s'achève sur des considérations sur la résistance « dans le

champ des idées » que Celso Furtado et d'autres intellectuels brésiliens exilés à Paris opposaient à la dictature brésilienne. Nous y portons une attention particulière au numéro spécial des *Temps modernes* organisé par Celso Furtado en 1967, ainsi qu'à la page spéciale du journal *Le Monde* que l'auteur organise, en 1979, à l'occasion du quinzième anniversaire du coup d'État au Brésil.

Le dernier chapitre de notre travail est consacré aux ouvrages résultant de l'effort intellectuel entrepris par Celso Furtado dans les années 1970, auquel son intense circulation internationale et les échanges d'idées qui en découlent ne sont pas étrangers. Nous nous penchons tout d'abord sur sa critique du style de vie élitiste (car non généralisable) diffusé par la civilisation industrielle et du rôle fondamental des grandes entreprises dans ce processus.

Nous passons ensuite à l'analyse de Celso Furtado concernant les transformations de l'économie mondiale sous l'égide des grandes entreprises ayant une action internationale. Dans cette phase du capitalisme que l'auteur appelle « post-nationale », il soutient la nécessité de la conformation d'un « nouvel ordre économique international ». Nous présentons dans ce deuxième sous-chapitre l'évolution de la pensée de l'auteur au sujet des transformations et de la crise de l'économie mondiale, avec une attention spéciale aux problèmes des économies sous-développées.

Un troisième sous-chapitre est consacré à la dénonciation faite par Celso Furtado des insuffisances de la science économique, et à son appel à une nouvelle économie politique et à une approche interdisciplinaire du développement.

Nous concluons ce dernier chapitre de notre thèse en analysant la démarche fort innovatrice de Celso Furtado qui, à l'aide des idées de créativité et de culture, cherche une interprétation englobante de la civilisation industrielle et de ses impasses. Un bref aperçu de l'application des idées du ministre de la Culture Celso Furtado, concernant l'importance déterminante de la culture dans le processus de développement, clôt ce dernier chapitre de notre travail.

PARTIE I - Le parcours intellectuel de Celso Furtado : formation et influences

1. Le contexte politico-culturel au Brésil, années 1920-1930

Né en 1920 dans la ville de Pombal, État de la Paraíba, dans une région semi-aride (« sertão ») de la région Nord-est du Brésil, Celso Monteiro Furtado est issu d'une famille de magistrats et grands propriétaires terriens. Son père, magistrat, intégrait la franc-maçonnerie, « à une époque où cela signifiait être anticlérical et ouvert aux idées nouvelles »¹⁸ ; grâce à lui, Furtado a pu disposer dès son adolescence d'une vaste bibliothèque, qui lui a ouvert la voie à sa première passion intellectuelle, l'histoire, suivie par celle de la littérature¹⁹. La découverte du courant positiviste (le jeune Furtado hérite la bibliothèque positiviste d'un parent militaire), d'influence profonde et durable au Brésil, influence sa vision de la réalité, lui offrant une méthode scientifique pour la captation de la réalité²⁰. Ainsi, dès sa jeunesse, sont présents dans son esprit « [la] primauté de la raison, l'idée que toute connaissance trouve sa forme supérieure dans une connaissance scientifique, la conviction que connaissance et progrès vont de pair ». ²¹ S'alliant à l'influence positiviste, de ses lectures d'histoire (où il est à souligner l'influence d'*Histoire du socialisme et des luttes sociales*, de Max Beer, qui lui permet une première approche de la théorie de l'histoire de Marx) Furtado appréhende la possibilité de dépassement des formes sociales existantes – même de celles figées de son

¹⁸ Cf. Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. XXV, n° 1-2, 1973, p. 30. Le texte est écrit, à la demande de l'UNESCO, pour le numéro spécial « Portraits autobiographiques » de cette publication.

¹⁹ Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 30. Furtado remémore son intérêt pour la littérature dans un entretien accordé en 1983, affirmant que pendant son adolescence et ses années à l'université, sa passion pour les grands auteurs de fiction lui faisait envisager une carrière d'écrivain. Sa seule incursion dans la littérature, néanmoins, aura été le livre de contes *De Nápoles a Paris - Contos da vida expedicionária*, publié en 1946, inspiré des expériences de l'auteur pendant sa participation à la guerre. Sa première activité professionnelle après l'entrée à l'université à Rio de Janeiro a été le journalisme (*Revista da Semana* et le journal *Correio da Manhã*). Si Furtado ne se jugeait pas « journaliste par vocation », le journalisme le rapprochait toutefois de l'activité « d'un intellectuel ». Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado. Entrevista concedida a Alzira de Abreu » [entretien initialement publié dans *Ciência Hoje*, mars-avril 1983], in V. M. CARVALHO, V. R. COSTA (coord.), *Cientistas do Brasil : depoimentos*, São Paulo, SBPC, 1998, p. 35-44 (citations, p. 37).

²⁰ Cf. Celso FURTADO, « Debate com o plenário » [chapitre regroupant des réponses de C. Furtado aux questions qui lui sont posées au cours d'un colloque sur son œuvre, tenu en 1991, à Paraíba], in F. S. GAUDÊNCIO, M. FORMIGA (coord.), *Era da esperança : teoria e política no pensamento de Celso Furtado*, São Paulo, Paz e Terra, 1995.

²¹ Cf. Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 31. Selon l'auteur, il y a deux niveaux de rationalité dans une science sociale : « Se limiter à la rationalité formelle (celle des moyens) est la vocation du technocrate. Mais ignorer que cette rationalité existe et qu'elle est indépendante des jugements de valeur, c'est empêcher tout progrès d'une science sociale. » *Ibid.*, p. 36.

Nordeste natal - puisque elles sont « des produits de l'histoire » et leur sens peut être saisi sur le plan intellectuel.²² La « responsabilité morale » de l'homme face à l'histoire émerge ainsi dans son esprit, lui offrant une justification à son athéisme, manifesté dès l'âge de treize ans.²³

Vivant son adolescence dans une période où le Brésil s'ouvrait aux grands courants d'idées de l'époque, d'inspiration communiste aussi bien que fasciste²⁴ - période interrompue par l'instauration de la dictature Vargas en 1937 - Furtado a pu avoir accès à une masse importante d'informations. La Guerre d'Espagne ayant marquée ses années de jeunesse, Furtado garde de ses lectures sur le fascisme en Europe et sur la lutte anti-fasciste en Espagne, une profonde répugnance à toute forme de régime dictatorial. D'effet profond sur la génération de Furtado, la dictature Vargas fait naître dans son esprit une attache radicale à la démocratie, et le refus de toute sorte de régime autoritaire, soit-il de droite ou de gauche²⁵.

Le gouvernement de Getúlio Vargas qui s'ensuit à la Révolution de 1930 met fin à la succession de gouvernements liés aux oligarchies caféières, dont le rôle hégémonique sur la politique nationale s'était établi depuis les années 1870. Dans cette république oligarchique contrôlée par les intérêts du café, le gouvernement central agit comme un instrument des gouvernements des États producteurs de café, finançant l'immigration de travailleurs européens (en substitution à la main-d'œuvre esclave), ainsi que les opérations commerciales

²² Dans les mots de Furtado : « Pour moi, qui vivait dans une société figée et stratifiée, l'idée que les formes sociales sont des produits de l'histoire et qu'il est par conséquent possible de les dépasser me permettait de regarder le monde avec d'autres yeux. Cette idée, jointe à la conviction positiviste que la connaissance est un facteur de progrès, me permettait de considérer sous un autre jour la position de l'homme à l'égard de l'histoire : il devenait possible d'échapper à un univers fataliste et absurde et d'accéder à la responsabilité morale. » Cf. Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 31.

²³ Voir Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.* Répondant à une question sur ses positions religieuses dans une interview télévisée de 1997, Furtado affirme : « Je suis convaincu que les valeurs morales ne dépendent pas de religion [...]. Ce n'est qu'une confusion que de mélanger religion avec moralité ou avec décence ou avec éthique [...]. L'homme est doté de structures cognitives et d'une réflexion propre pour créer ces valeurs fondamentales qu'il même respecte. [...] J'ai beaucoup lu ma vie durant et je me suis convaincu chaque fois plus que ce dont une société a besoin c'est de valeurs, de principes éthiques fermes, et cela est un phénomène créé dans un contexte social. » Cf. Entretien télévisé avec Celso Furtado, par Roberto d'Avila, Paris, 1997 (TV Cultura, Programa Conexão Roberto D'Avila, São Paulo, Brésil, 1997).

²⁴ Cf. Luciano MARTINS, « A gênese de uma *intelligentsia* - os intelectuais e a política no Brasil, 1920 a 1940 », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, São Paulo, ANPOCS, vol. 2, n° 4, junho de 1987, p. 65-87. Sur le rôle des différentes classes sociales dans la « Révolution de 1930 » au Brésil et les caractéristiques de l'État qui en est issu, voir : Boris FAUSTO, *A Revolução de 1930 : historiografia e história*, São Paulo, Companhia das Letras, 1997.

²⁵ Cristovam Buarque, ancien gouverneur du District Fédéral et ancien ministre de l'Éducation au Brésil, dans ses commentaires à l'interview qu'il a faite avec Celso Furtado en 1991, affirme : « Tout en étant de gauche, [Furtado] n'est jamais tombé dans la tentation d'être connivent avec les dictatures socialistes, comme presque tous ceux de sa génération. Dès sa jeunesse, Celso a maintenu cette cohérence admirable et presque impossible pour les intellectuels de sa génération. » Cf. Cristovam BUARQUE, *Foto de uma conversa*, São Paulo, Paz e Terra, 2007, p. 18. Dans cette ligne, Daniel Pécaut affirme à propos de C. Furtado : « Une différence majeure le sépare des penseurs de 1920-30 comme de ceux de 1960 : il ne cesse de proclamer son adhésion à la démocratie et à un régime politique ouvert. A l'opposé des idéologues de l'ISEB, il ne croit pas aux seules vertus de l'idéologie pour recréer la société. Il n'en reste pas moins, et c'est en cela qu'il s'inscrit dans la lignée des penseurs, qu'il partage leur croyance en la puissance des idées et de la rationalité, et en la possibilité d'une fondation rationnelle de la société. » Cf. Daniel PÉCAUT, « Celso Furtado et le politique : l'écrivain comme un 'penseur' » *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998, p. 157-164, citation p. 158.

relatives à production caféière. Le développement urbain s'intensifie à partir de la fin du XIX^e siècle en raison de facteurs comme l'accroissement des groupes liés aux activités commerciales d'exportation (diversifiant la demande de services urbains), la montée de la classe militaire, et la présence d'immigrants européens (introduction d'activités manufacturières). Selon Furtado, « [la] nécessité d'incorporer cette population urbaine ou, plutôt, les groupes de la classe moyenne de cette population au processus politique national, est devenue progressivement un facteur de troubles dans le fonctionnement de la République oligarchique »²⁶. La classe militaire en processus de modernisation (formation de cadres techniques) dans le cadre de la formation de l'État national, acquiert une importance politique croissante, devenant, sous l'influence des hommes politiques de la classe moyenne, « le principal instrument d'attaque des positions de l'oligarchie »²⁷. Malgré les pressions tout au long de la Première République²⁸, ce n'est qu'avec la désorganisation de l'économie internationale perpétrée par la Crise de 1929²⁹ que l'oligarchie caféière sera obligée à faire des concessions politiques, face à la montée des classes moyennes urbaines accélérée par le développement industriel stimulé par la crise du secteur externe lié à l'économie caféière³⁰. Le mouvement révolutionnaire avait comme base, selon Furtado, les populations urbaines (bureaucraties militaires et civiles et groupes industriels) réagissant contre la prééminence sur le gouvernement fédéral des groupes caféiers ; ces groupes réagiront, néanmoins, à leur tour, obligeant le gouvernement à entreprendre des mesures d'aide financière aux producteurs de café à partir de 1933.³¹

La fin de la Première République (période qui s'étend de la proclamation de la République en 1889 jusqu'en 1930) correspond ainsi à un mouvement de contestation du pouvoir des vieilles oligarchies et à une aspiration au sein des couches urbaines en expansion à une plus grande participation politique et à la modernisation économique du pays. Les années 1920 furent une période de grande effervescence politique et culturelle dans les centres

²⁶ Cf. Celso FURTADO, « Brésil : de la République oligarchique à l'État militaire », *Les Temps Modernes*, vol. 23, n° 257, octobre 1967, p. 578-601, citation p. 584.

²⁷ Cf. Celso FURTADO, « Brésil : de la République oligarchique à l'État militaire », *op. cit.*, p. 585. Selon l'auteur (*ibid.*), cette alliance a été viabilisée par le fait que ces cadres d'officiers recrutés dans la classe moyenne « étaient convaincus de constituer l'avant-garde moderne de la société, partageant ainsi, sur le plan formel, la même idéologie 'progressiste' que la classe moyenne libérale. »

²⁸ Furtado affirme : « Cette capacité de résistance des vieilles structures, qui avait été particulièrement remarquable dans le processus de liquidation de l'esclavage, a été un trait permanent de l'évolution des institutions brésiliennes. » Cf. Celso FURTADO, « Brésil : de la République oligarchique... », *op. cit.*, p. 586.

²⁹ Coïncidant avec la crise de 1929 qui réduit la demande internationale de café, une vague de surproduction touche le secteur au Brésil, collapsant l'économie caféière pendant les années à venir, ouvrant ainsi la voie à l'ascension politique de groupes non directement liés à l'économie d'exportation.

³⁰ Sur la crise de l'économie caféière, les politiques de récupération des prix mises en place par le gouvernement (achat et destruction de la production face à la surproduction de café) et leur répercussion sur la production industrielle, voir notamment les chapitres 30 à 32 de : Celso FURTADO, *Formação econômica do Brasil*, Rio de Janeiro, Fundo de Cultura, 1959.

³¹ *Ibid.*, chap. 32.

urbains, notamment à Rio de Janeiro et São Paulo, marquée par des manifestations à plusieurs niveaux. Sur le plan politique, la période est marquée par la montée des mécontentements au sein des jeunes officiers (« tenentes ») qui, par des successives révoltes, demandent une réforme de l'État (contre la corruption identifiée à la Première République), ainsi qu'au sein des classes moyennes urbaines cherchant à avoir une plus grande participation politique (contre le « patrimonialisme » rural prédominant³²). Sur le plan culturel, l'avènement du « mouvement moderniste », avec la réalisation de la Semaine d'Art moderne à São Paulo, en 1922, témoigne de l'esprit de renouvellement de l'époque : en quête d'une identité nationale, des écrivains et des artistes cherchent à rapprocher la culture des racines populaires, rompant avec les valeurs esthétiques traditionnelles et soutenant des valeurs nationalistes par opposition à un cosmopolitisme jugé artificiel (avec des figures comme Mário de Andrade³³ dans la littérature, Villa-Lobos dans la musique, Portinari et Di Cavalcanti dans la peinture, entre autres)³⁴ ; l'idéologie nationaliste du mouvement moderniste évolue dépassant les aspects esthétiques, vers des prises de position politiques, aussi bien à droite qu'à gauche. A partir d'un contexte de manifestations multiples mais encore régionalisées, la Révolution de 1930 s'inscrit dans l'histoire brésilienne, selon Antonio Candido, comme un mouvement d'unification culturelle, « catalysant des éléments dispersés pour les disposer dans une configuration nouvelle » et élargissant la zone d'influence des transformations culturelles (contingente toutefois par les profondes inégalités propres à cette société)³⁵. Il est à souligner dans ce processus une « surprenante prise de conscience idéologique d'intellectuels et artistes, dans une radicalisation qu'auparavant était quasi inexistante »³⁶. Dans ce contexte, émergent des propositions de réforme de l'enseignement public par la laïcisation et la modernisation

³² Sur les relations patrimonialistes au Brésil et les difficultés de séparation entre les sphères publique et privée dans cette société, voir l'ouvrage (spécialement le chap. 5, « O homem cordial ») de Sérgio BUARQUE DE HOLANDA, *Raízes do Brasil*, 26^e éd., São Paulo, Companhia das Letras, 1995 (la première édition est de 1936).

³³ Mario de Andrade, dans une lettre à l'écrivain Carlos Drummond de Andrade (lettre non datée, probablement de la fin 1924 ou début 1925), explique ainsi sa conception d'un « nationalisme universaliste » : « De quelle manière pouvons-nous concourir à la grandeur de l'humanité ? Est-ce en étant Français ou Allemands ? Non, car cela est déjà dans la civilisation. Notre contingent doit être Brésilien. Le jour où nous serons entièrement Brésiliens et que Brésiliens, l'humanité sera riche de plus une race, riche d'une nouvelle combinaison de qualités humaines. [...] J'avance même que tant que le Brésilien ne se brésilianise [abrasileirar] pas, il reste un sauvage. [...] Pour une simple raison : il n'y a pas une Civilisation. Il y a des civilisations [...]. Imitant ou répétant la civilisation française, ou allemande, nous sommes des primitifs, parce que nous sommes encore dans la phase du mimétisme. Nos idéaux ne peuvent pas être ceux de la France parce que nos besoins sont entièrement autres, notre peuple autre, notre terre autre etc. ». Cf. Carlos DRUMMOND DE ANDRADE, Mário DE ANDRADE, *A lição do amigo. Cartas de Mário de Andrade a Carlos Drummond de Andrade*, 2^e éd., Rio de Janeiro, Record, 1988, p. 30-31.

³⁴ Année de commémoration du Centenaire de l'Indépendance politique du Brésil, 1922 sera marquée par des manifestations diverses. Outre la Semaine d'Art moderne, on pourrait souligner la naissance du Parti Communiste Brésilien et la création de l'Académie Brésilienne des Sciences. Cf. Luciano MARTINS, « A gênese... », *op. cit.*. Voir aussi Daniel PÉCAUT, *Entre le peuple...*, *op. cit.*

³⁵ Cf. Antonio CANDIDO, « A Revolução de 1930 e a cultura », *Novos Estudos Cebrap*, vol. 2, n° 4, abril 1984, p. 27-36, citation p. 27.

³⁶ *Ibid.*

des méthodes pédagogiques, visant à l'instruction de citoyens, ainsi que de création d'universités, à l'exemple de l'Université de São Paulo, fondée en 1934³⁷.

Si dans cette recherche de modernisation de la société et de formation d'une conscience nationale, culture et politique vont de pair, le nationalisme émergent prendra aussi bien des connotations progressistes que conservatrices (voire réactionnaires). En témoigne la création de mouvements politiques tels que l'*Aliança Nacional Libertadora* (l'Alliance nationale libératrice), d'inspiration communiste³⁸, et l'*Ação Integralista Brasileira* (l'Action intégraliste brésilienne)³⁹, inspirée des expériences fascistes, fondée par l'écrivain moderniste Plínio Salgado⁴⁰ dont les conceptions politiques s'appuyaient sur l'œuvre d'intellectuels brésiliens d'orientation nationaliste et autoritaire tels qu'Oliveira Viana et Azevedo Amaral.⁴¹

Si l'on pouvait identifier dans le mouvement de 1930 le désir de constitution d'une « société civile », d'une plus ample participation dans le processus politique, les dédoublements du gouvernement Vargas rapidement mettent fin à ces aspirations avec l'instauration de l'*Estado Novo* en 1937, période autoritaire du gouvernement Vargas qui dure

³⁷ Si les universités créées au cours des années 1920 se limitaient à rassembler des écoles et facultés qui existaient au préalable, celles fondées dans les années 1930 constituaient un système englobant les sciences naturelles, physiques et sociales et humaines, avec une importance accrue aux facultés de philosophie (disséminatrices d'un esprit critique face au traditionalisme régnant) ; l'accès à l'enseignement supérieur s'est ainsi élargie à des couches moins favorisées des secteurs privilégiés de la société brésilienne. Cf. Antonio CANDIDO, « A Revolução... », *op. cit.*

³⁸ L'un des premiers livres brésiliens d'orientation marxiste fut *Evolução política do Brasil*, de Caio Prado Jr., publié en 1933.

³⁹ Pour une analyse de ce mouvement, voir : Hélió TRINDADE, *Integralismo : o fascismo brasileiro na década de 30*, São Paulo, DIFEL, 1974 (cette étude fut présentée originellement comme Thèse de doctorat d'Etudes politiques, Université de Paris 1, Fondation nationale des sciences politiques, en 1971, sous le titre *L'Action intégraliste brésilienne : un mouvement de type fasciste des années 30* ; le jury de cette thèse fut composé par René Rémond, Celso Furtado et Georges Lavau) ; en français, voir : Hélió TRINDADE, *La tentation fasciste au Brésil dans les années trente*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1988. Selon l'auteur, l'*Ação Integralista Brasileira* est à l'origine d'un document divulguant un supposé plan communiste secret pour la prise du pouvoir au Brésil, le « Plan Cohen », qui aurait cautionné la suspension des droits constitutionnels imposée par Vargas en 1937 et l'implantation de l'« Estado Novo ». Ce faux dossier attestant l'imminence de la prise du pouvoir par les forces communistes au Brésil, a été élaboré par le capitaine Mourão Filho, chef « intégraliste » et membre du service secret de l'Armée de terre qui, élevé au poste de général, déclencherà les opérations militaires pour le renversement du Président Goulart en 1964.

⁴⁰ Il est à souligner le rattachement de Plínio Salgado à des mouvements catholiques, l'activité intellectuelle d'orientation catholique connaissant un essor à partir des années 1920 au Brésil, influencée par le mouvement de renouvellement catholique français. Cf. Hélió TRINDADE, *Integralismo...*, *op. cit.* Ce renouveau de la spiritualité catholique au Brésil a souvent été sympathique aux positions politiques de droite, voire fascistes (cf. Antonio CANDIDO, « A Revolução... », *op. cit.*). Au sujet des rapports entre le mouvement « intégraliste » et l'Église catholique au Brésil, voir : Margaret Todaro WILLIAMS, « Integralism and the Brazilian Catholic Church », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 54, n° 3, Aug. 1974, p. 431-452. Selon Williams (p. 435) : « Heralding itself as the sociopolitical projection of Catholic doctrine, Integralism justified its own existence on spiritual, and even supernatural, grounds. The Integral State would 'orient and lead the Nation in conformity with the laws of Jesus Christ.' »

⁴¹ Cf. Angela de C. GOMES, « A política brasileira em busca da modernidade : na fronteira entre o político e o privado », in L. M. SCHWARCZ (org.), *História da vida privada no Brasil : contrastes da intimidade contemporânea*, São Paulo, Companhia das Letras, 1998, p. 489-558. Voir aussi : Antonio CANDIDO, « A Revolução... », *op. cit.*

jusqu'à sa déposition en 1945⁴². En effet, la Révolution de 1930 avait donné naissance à un État dont le garant étaient les institutions militaires, force unificatrice des diverses fractions des classes dominantes brésiliennes, et qui avait viabilisée, par la mobilisation des classes moyennes militaires, la Révolution de 1930. Après la promulgation de la Constitution de 1934 et la fin du gouvernement provisoire avec l'élection de Vargas à la présidence de la République, une période de répression aux mouvements dits « radicaux » (d'orientation communiste) s'est amorcée⁴³. En même temps, une législation sociale a été mise en place dans le pays (réduction de la durée du travail, congés payés), accompagnée d'une propagande officielle massive, garantissant ainsi le prestige de Vargas parmi le peuple⁴⁴. Le projet

⁴² Les forces armées avaient appuyé l'instauration de l'*Estado Novo* par Vargas en 1937 et l'avait soutenu tout au long de son gouvernement autoritaire. Néanmoins, la conjoncture de la fin de la Seconde Guerre mondiale engendre un climat défavorable à la poursuite de la dictature au Brésil. Le combat du fascisme en Europe mettra en évidence les contradictions internes du régime de Vargas, renforçant les pressions pour le retour de la démocratie au Brésil. Le problème de l'institutionnalisation du régime établi en 1937 se pose à partir de 1942, quand devait se terminer le mandat de Vargas selon la Constitution de 1937 ; avec l'entrée du Brésil dans la guerre, Vargas reporte les consultations populaires (Constitution et élections) jusqu'à la fin du conflit. Sous pression de l'opinion publique, un processus de redémocratisation débute en avril 1945, quand Vargas accorde l'amnistie politique, redonnant la liberté à un grand nombre de communistes, ce qui permettra la légalisation du Parti communiste. L'opposition libérale, critique du nationalisme de Vargas (prônant à la place un programme d'ouverture de l'économie au capital étranger et de stabilisation monétaire), évoquera la manipulation des masses populaires par Vargas et la possibilité d'un nouveau coup d'État au moment des élections pour faire appel à l'intervention militaire contre le gouvernement. Sur la situation en 1945, F. Weffort observe: « Si les communistes surprenaient l'opinion libérale en établissant une alliance avec l'ancien dictateur, les libéraux, à leur tour peu confiants dans la mobilisation de l'opinion publique, passent à chercher avec insistance les militaires en leur demandant une solution d'urgence à la crise institutionnelle. » L'appel à une large manifestation des mouvements syndicaux sera le facteur déclenchant du coup d'État militaire, le 29 octobre 1945, provoquant la déposition de Vargas. Le pouvoir judiciaire incarnera les pouvoirs de la République jusqu'à l'élection en décembre du général Eurico Gaspar Dutra (du Parti Social Démocratique-PSD, avec l'appui du Parti Travailliste Brésilien-PTB et de Vargas), pour la période 1946-1951. Comme le souligne F. Weffort, « Vargas avait perdu le gouvernement, mais pas le prestige dont il jouissait parmi les masses populaires lesquelles, au contraire, doivent avoir vu dans sa déposition une raison de plus pour le soutenir et pour s'indisposer contre le 'parti des riches' [l'Union Démocratique Nationale-UDN] qui avait provoqué sa chute. ». Cf. Francisco WEFFORT, « Origens do sindicalismo populista no Brasil (A conjuntura do após-guerra) », *Estudos Cebrap*, n° 4, 1973, p. 65-105 (citations p. 74 et 81). Les élections de 1950, au suffrage universel, amènent Vargas une nouvelle fois à la présidence du Brésil, mandat qui s'achève avec son suicide, en 1954.

⁴³ « Du point de vue idéologique, les cadres dirigeants tendent à abandonner les formules libérales, les considérant comme franchement dépassées [...]. Le changement est lié à l'influence des idées autoritaires, à l'attraction par le fascisme, qui lente, mais sûrement, pénètre les classes dominantes dans les années 20, émergeant après la Révolution de 1930. » Getúlio Vargas lui-même, alors gouverneur de l'État du Rio Grande, faisait l'éloge de « l'organisation des classes promue par le fascisme » en Italie. Cf. Boris FAUSTO, *A Revolução de 1930...*, op. cit., p. 142.

⁴⁴ Sur l'État né de la Révolution de 1930, Boris Fausto souligne son « rôle fondamental de désorganisateur politique de la classe ouvrière, en en réprimant durement l'avant-garde et les organisations partisans, en même temps qu'il cherchait à établir avec l'ensemble de la classe un nouveau type de relations. La politique de marginalisation pure et simple réalisée par les vieilles classes dominantes n'avait plus de conditions de sustentation. » Cf. Boris FAUSTO, *A Revolução de 1930...*, op. cit., p. 140. Dans son analyse sur le « populisme » dans la politique brésilienne, Francisco Weffort observe à propos des rapports entre l'État et les masses que la Révolution de 1930 a liquidé l'auto-renouvellement de l'oligarchie, c'est-à-dire, « le système d'accès au pouvoir par le recrutement à l'intérieur des familles et groupes économiques traditionnels », faisant émerger les masses urbaines comme acteur nécessaire à l'exercice du pouvoir. Cf. Francisco WEFFORT, *O populismo na política brasileira*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1980, p. 50. Cette émergence des masses urbaines n'a pas signifié, néanmoins, une participation autonome des masses populaires dans le processus politique, les groupes dominants continuant d'être les classes moyennes urbaines, l'agriculture caféière d'exportation ou les autres secteurs agricoles. Étant donné l'incapacité de chacun des groupes dominants à incarner seul l'hégémonie

politique qui s'achève en 1937 instaure ainsi un régime autoritaire et corporatiste, prônant une formule démocratique dans laquelle l'autorité du Président coordonne en même temps l'État et la vie politique du pays, une « démocratie nouvelle qui ne comporte qu'un seul parti : le parti de l'État, qui est aussi le parti de la Nation ».⁴⁵ Écartant la dissension comme fondement de la société, avec cette formule autoritaire l'État organiserait la vie économique par de nouveaux interlocuteurs avec la société, comme la syndicalisation obligatoire sous la tutelle de l'État – les relations entre le capital et le travail passant ainsi par l'État.⁴⁶ Désormais, s'accélère le processus de « modernisation conservatrice » au Brésil, un effort de modernisation matérielle et des institutions sociales, politiques et culturelles dirigé par l'État et non pas par une société civile pleinement constituée.⁴⁷ Ainsi, dans ce processus de « modernisation conservatrice », de nouvelles couches sociales s'intègrent à la vie politique, mais de façon à ce que « les rapports existants à l'intérieur de l'univers des élites se redéfinissent sans que cela entraîne la transformation structurelle du système ».⁴⁸ Le gouvernement Vargas a néanmoins entrepris un énorme effort de modernisation des institutions administratives de l'État brésilien, avec la création d'institutions comme le DASP (Département d'administration du service public), le Conseil fédérale du commerce extérieur et déjà pendant la guerre, le Conseil de mobilisation économique.

En plus de la rationalisation de l'administration fédérale, dans sa première période de gouvernement (1930-1945), Vargas entreprend un projet d'unification du marché national (éliminant les barrières entre les États) et promeut la création d'industries de base, comme la C.S.N. (Compagnie sidérurgique nationale, qui commence à opérer en 1946). De retour au pouvoir en 1951, cette fois par la voie d'élections directes, Vargas mène un projet de développement industriel du pays, centré sur les industries de base et les secteurs

politique après la crise oligarchique, les masses populaires se feront présentes dans le jeu politique, mais « leur participation se produira toujours sous la tutelle de représentants de quelques-uns des groupes dominants. » Et Weffort d'ajouter sur le gouvernement de Vargas : « Le chef de l'État commencera à agir comme arbitre dans une situation de compromis qui, initialement formée par les intérêts dominants, devra compter désormais sur un nouveau partenaire - les masses populaires urbaines - et la représentation des masses dans ce jeu sera contrôlée par le chef de l'État lui-même. [...] C'est ainsi qu'apparaît dans l'histoire du Brésil ce fantôme populaire qui sera manipulé par Vargas pendant presque vingt ans. Au moyen des mécanismes de manipulation que les fonctions gouvernementales lui assurent dans les conditions de crise interne entre les groupes dominants, Vargas trouvera la manière de répondre à toute sorte de pressions sans se soumettre, de manière exclusive et durable, aux intérêts immédiats de l'un d'entre eux. » Cf. Francisco WEFFORT, « Le populisme dans la politique brésilienne », *Les Temps Modernes*, n° 257, octobre 1967, p. 634 et 637-638.

⁴⁵ Selon un article de Azevedo Amaral, un des intellectuels « propagandistes » de l'*Estado Novo*, publié en 1941, cité par Angela C. GOMES, « A política... », *op. cit.*, p. 516.

⁴⁶ Cf. Angela C. GOMES, « A política... », *op. cit.* Selon l'auteur (*ibid.*, p. 521), ce « modèle corporatiste » contrôlé par l'État « imposait l'élimination de la compétition politique entre les acteurs qui y participaient », et « il est fondamental de retenir la complexité du nouvel arrangement institutionnel, articulant le public et le privé dans une formule qui cherchait à solutionner la tension constitutive des relations entre l'État et la société au Brésil ».

⁴⁷ Voir à ce sujet l'analyse de Luciano MARTINS, *Pouvoir et développement économique - formation et évolution des structures politiques au Brésil*, Paris, Anthropos, 1976.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 79.

d'infrastructure. Visant à pourvoir au financement de ces projets, la B.N.D.E. (Banque nationale de développement économique) est créée en 1952.⁴⁹ La création de la Petrobras (compagnie nationale de pétrole), en 1953, s'insère dans le cadre du projet « développementiste » entrepris par Vargas, mais sera à l'origine d'une nouvelle campagne de diffamation contre lui. Comme la proposition initiale du gouvernement ne prévoyait pas un contrôle direct de l'État sur l'exploitation des ressources pétrolières, la possibilité de participation du capital étranger dans la Petrobras a engendré de fortes critiques au gouvernement. Une campagne nationaliste est déclenchée contre Vargas, aussi bien de la part des secteurs nationalistes de droite (y compris les militaires) que des secteurs de gauche. Le projet final proposé par Vargas a finalement institué le monopole de l'État sur les activités pétrolières, mais les disputes politiques dues au projet ont été un facteur important de détérioration de son gouvernement. Face à la crise économique et à la recrudescence de l'inflation, Vargas se voit obligé d'adopter, en 1953, un programme de contrôle de l'inflation très impopulaire, en contraposition au programme de développement économique et aux politiques dites « populistes » de revalorisation des salaires. Les critiques au ministre du Travail João Goulart, chargé du rapprochement du gouvernement avec les travailleurs, sont venues enrichir la liste des critiques à Vargas, que la démission du ministre n'a pas rendues moins agressives. La presse dénonçait alors « un possible coup d'État syndicaliste » de Vargas et le taxait de « démagogue » en affirmant la non-viabilité économique de l'augmentation de 100% du salaire minimum⁵⁰ Dans le but de se rapprocher des classes populaires, le Président décrète l'augmentation des salaires le 1^{er} mai 1954. L'offensive de la presse d'opposition s'intensifie, Vargas étant alors accusé d'appeler à la collaboration des forces communistes dans le but d'établir une dictature de type péroniste au Brésil. Ainsi, attaqué par la presse et sous la pression d'une conspiration militaire pour sa démission, Vargas est mené au suicide le 24 août 1954. De ce geste, Vargas a écarté toute possibilité de coup d'État à ce moment-là, en raison de la commotion populaire qui s'est ensuivie.⁵¹

⁴⁹ Sous la direction de Celso Furtado, qui travaillait alors à la CEPAL, un Groupe mixte CEPAL-BNDE a été établi en 1953 visant à l'étude de l'économie brésilienne et à l'élaboration de techniques de planification économique. Sur l'histoire de la BNDE et son rôle dans l'industrialisation brésilienne, voir : CICEF, *Memórias do Desenvolvimento*, année 4, n° 4, septembre 2010 [publication du Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, Rio de Janeiro, Brésil].

⁵⁰ Cf. André de SEGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 84.

⁵¹ Sur les gouvernements de Getúlio Vargas, voir : Paulo BRANDI, « Vargas, Getúlio », in A. A. de ABREU *et al.* (coords.), *Dicionário histórico-biográfico brasileiro pós-1930*, 2^e éd. rev. act., Rio de Janeiro, FGV/CPDOC, 2001, vol. V, p. 5898-5971 ; Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964 : an experiment in democracy*, London, Oxford University Press, 1969, chap. 1 et 3 ; André de SEGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985*, *op. cit.*, p. 57-77 et 80-86.

1.1 L'interprétation de la réalité brésilienne

En quête d'une explication de la « réalité brésilienne » ou visant à « réinterpréter le passé national », se multiplient les études développées au Brésil dans les domaines historique, politique, sociologique et anthropologique, stimulées aussi par le développement de l'enseignement supérieur concernant ces disciplines. Il est à souligner parmi les interprétations du Brésil parues à partir de années 1930, le rôle innovateur d'auteurs comme Gilberto Freyre, Sérgio Buarque de Holanda e Caio Prado Júnior, dont les œuvres « expliquèrent le Brésil aux Brésiliens »⁵², des œuvres-clé qui expriment « la mentalité liée au souffle de radicalisme intellectuel et analyse sociale qui a éclos après la Révolution de 1930 et n'a pas été, malgré tout, étouffé par l'Estado Novo »⁵³.

Gilberto Freyre publie, en 1933, *Casa-Grande & Senzala*⁵⁴, livre d'histoire sociologique qui, selon Lucien Febvre, plus qu'une histoire du Brésil, est une étude ayant pour objet les rapports des « trois masses humaines » qui progressivement fusionnent formant le Brésil⁵⁵. Avec un langage littéraire inhabituel pour un livre scientifique et une liberté inusitée dans le choix des termes employés, ce livre offre une interprétation innovatrice du « patriarcalisme » brésilien accordant une place de choix à l'influence des esclaves dans la formation de la sociabilité brésilienne⁵⁶, célébrant le métissage racial et montrant les interactions entre la « casa-grande » aristocratique et la masse des esclaves⁵⁷. Il est à souligner

⁵² Expression employée dans : Francisco de OLIVEIRA, « A navegação venturosa », in *id.*, *A navegação venturosa. Ensaio sobre Celso Furtado*, São Paulo, Boitempo, 2003, p. 19. F. de Oliveira considère que Celso Furtado, avec son livre *Formação econômica do Brasil*, rejoint ce groupe de « démiurges du Brésil », ayant néanmoins la spécificité d'expliquer le Brésil contemporain (et non seulement d'expliquer le passé du pays). L'expression « démiurges du Brésil », quant à elle, est due à Antonio Candido, fondateur de la théorie littéraire brésilienne moderne, qui l'a employée pour désigner le trio d'auteurs des années 1930, Gilberto Freyre, Sérgio Buarque de Holanda et Caio Prado Jr., lesquels « ont élaboré des interprétations qui ont modelé, définitivement, notre manière de comprendre la formation de la société, de l'État et de la nation, avec leurs formes sociales, économiques, politiques et culturelles, avec leurs stigmates et modes de rapport qui nous ont imprimé un sceau spécial. » Cf. Francisco de OLIVEIRA, « *Formação econômica do Brasil* : gênese, importância e influências teóricas », in *id.*, *A navegação venturosa...*, *op. cit.*, p. 83-84 ; voir également le témoignage de F. de Oliveira dans : José MARIANI (réal.), *O longo amanhecer : cinebiografia de Celso Furtado*, Riofilme/Andaluz, Brésil, 2004 [1 DVD vidéo, 73 min].

⁵³ Cf. Antonio CANDIDO, « O significado de *Raízes do Brasil* », in S. BUARQUE DE HOLANDA, *Raízes do Brasil*, 26^e éd., *op. cit.*, p. 9.

⁵⁴ Cf. Gilberto FREYRE, *Maîtres et esclaves : la formation de la société brésilienne*, traduit du portugais par Roger Bastide, préface de Lucien Febvre, Paris, Gallimard, 1952.

⁵⁵ Cf. Lucien FEBVRE, « Gilberto Freyre, *Maîtres et esclaves* », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 8, n° 3, 1953, p. 409-410.

⁵⁶ Selon Darcy Ribeiro, un des mérites de ce livre est d'avoir appris aux brésiliens à « nous réconcilier avec notre ancestralité lusitane et noire, dont nous étions un peu vexés. [...] [Freyre] a aidé comme personne d'autre le Brésil à prendre conscience de ses qualités, principalement de celles bizarres. » Cf. Darcy RIBEIRO, « Gilberto Freyre. Uma introdução a *Casa-grande & senzala* », in G. FREYRE, *Casa-grande & senzala*, 45^e éd., Rio de Janeiro, Record, 2001, p. 11-42, citation p. 13.

⁵⁷ Gilberto Freyre montre, certes, que l'amalgame entre le portugais et le noir a permis « l'individualité de la société brésilienne », mais son analyse redéfinit « mythiquement » cette identité brésilienne, arrivant à des propositions critiquables en ce qui concerne, par exemple, l'inexistence de préjugés de race dans cette société, « vision idéalisée », selon Cardoso. Cf. Fernando Henrique CARDOSO, « Livros que inventaram o Brasil », *Novos Estudos CEBRAP*, n° 37, novembre 1993, p. 21-35. Pour une critique de Cardoso aux propositions de

l'intérêt pour la vie quotidienne présent dans ce livre, où la famille, la cuisine, la vie sexuelle, les habitudes de la vie courante sont traitées de manière innovatrice.⁵⁸ Freyre introduit l'anthropologie culturelle développée par les auteurs nord-américains dans l'étude de la société brésilienne - à un moment où « l'histoire et l'anthropologie encore s'ignoraient réciproquement »⁵⁹ -, établissant un pont entre le « naturalisme » qui marquait les interprétations précédentes de cette société et les études sociologiques qui prédomineraient à partir des années 1940.⁶⁰ Si l'anthropologie de Franz Boas qui influence l'œuvre de Freyre est très peu théorique et contestataire, elle a le mérite d'afficher ouvertement une « opposition au racisme et au colonialisme »⁶¹. Ainsi, Freyre, malgré l'adoption subséquente de positions politiques réactionnaires et l'aspect conservateur de la vision du Brésil présente dans son œuvre (qui « d'une certaine façon légitimait l'esclavagisme »⁶²), a délivrée la pensée brésilienne des interprétations à caractère raciste prévalentes (venues notamment d'Europe), selon lesquelles la race ou l'ethnie imprimerait un caractère d'infériorité à certains groupes.⁶³ Dans son parcours intellectuel, Celso Furtado souligne l'importance du contact avec l'œuvre de Freyre en ce qu'elle lui a permis de connaître la sociologie nord-américaine (et la théorie anthropologique de la culture) lui révélant la dimension culturelle de l'histoire, influence toutefois beaucoup moins importante du point de vue de l'interprétation du processus historique brésilien – ou le « message » – véhiculés par l'œuvre de Freyre.⁶⁴

Publié en 1936, *Raízes do Brasil*⁶⁵, de Sérgio Buarque de Holanda, est un essai d'interprétation sociologique sur la formation brésilienne. Inspiré de la sociologie allemande de Max Weber et George Simmel, Buarque de Holanda rompt avec le « sentimentalisme lusophile » présent dans l'œuvre de Gilberto Freyre, offrant une critique de l'autoritarisme

Freyre, voir: Fernando Henrique CARDOSO, *Capitalismo e escravidão no Brasil meridional : o negro na sociedade escravocata do Rio Grande do Sul*, São Paulo, DIFEL, 1962.

⁵⁸ Cf. Fernando Henrique CARDOSO, « Livros que inventaram o Brasil », *op. cit.*

⁵⁹ Cf. Evaldo CABRAL DE MELLO, « *Raízes do Brasil* e depois », in S. BUARQUE DE HOLANDA, *Raízes do Brasil*, 26^e éd., *op. cit.*

⁶⁰ Cf. Antonio CANDIDO, « O significado de *Raízes do Brasil* », *op. cit.* L'historien Carlos Guilherme Mota évalue que, tout en étant de difficile classification (car ses explications ne se limitent pas à un champ d'analyse spécifique), l'œuvre de Freyre a constitué « une dénonciation du retard intellectuel, théorique, méthodologique, qui caractérisait les études sociales et historiques au Brésil ». Cf. Carlos Guilherme MOTA, *Ideologia da cultura brasileira*, São Paulo, Editora 34, 2008, p. 71.

⁶¹ Cf. Darcy RIBEIRO, « Gilberto Freyre... », *op. cit.*, p. 23.

⁶² Cf. Celso FURTADO, « Entrevista com Celso Furtado realizada em 6 de agosto de 2001 e revista pelo entrevistado em julho de 2002 » [entretien accordé à Rosa M. Vieira, 2001], in R. M. VIEIRA, *Celso Furtado : reforma, política e ideologia (1950-1964)*, São Paulo, Educ, 2007, p. 409-432, citation p. 410. Darcy Ribeiro souligne une certaine « nostalgie » présente dans l'interprétation de Freyre de la société patriarcale au Brésil (venue de l'ascendance aristocratique de l'auteur) en ce qui concerne sa vision des relations entre les maîtres et les esclaves ; nostalgie qui ne se manifesterait nullement du point de vue d'un « descendant d'esclaves de la même 'casa-grande' ». Cf. Darcy RIBEIRO, « Gilberto Freyre... », *op. cit.*, p. 25.

⁶³ Cf. Celso FURTADO, « Entrevista com Celso Furtado... » [entretien accordé à Rosa M. Vieira, 2001], *op. cit.*

⁶⁴ Voir Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*; voir aussi Celso FURTADO, *O capitalismo global*, São Paulo, Paz e Terra, 1998, chap. « A longa marcha da utopia ».

⁶⁵ Sérgio BUARQUE DE HOLANDA, *Raízes do Brasil*, Rio de Janeiro, J. Olympio, 1936 ; Sérgio BUARQUE DE HOLANDA, *Racines du Brésil*, trad. du portugais par M. Meyer, Paris, Gallimard, 1998.

prédominant dans la politique brésilienne⁶⁶ et une analyse sur la capacité des élites locales à conduire la modernisation institutionnelle du pays. Penseur « radicalement démocrate » - en ce qu'il contraste avec Freyre, de positions conservatrices et non préoccupé par les éventuels obstacles posés au changement par l'ordre social qu'il analyse⁶⁷ -, Buarque de Holanda n'a jamais partagé ni les idéologies communistes ni les fascistes. Il a discuté les possibilités, compte tenu des racines historiques et culturelles du pays, d'un changement de l'ordre social vers une véritable démocratie capable de surmonter le personalisme et le caudillisme, ce qui ne pourrait se faire sans la participation populaire ; c'est surtout sur les masses urbaines en expansion qui reposerait ce changement, selon l'auteur. Liant ainsi la connaissance du passé à la compréhension des problèmes du présent⁶⁸, se servant de concepts comme « l'homme cordial », l'auteur montre les difficultés de séparation entre les sphères publique et privée : la transgression de l'ordre domestique et familial étant nécessaire à la formation de l'État et à la transformation de l'individu en citoyen, le personalisme hérité de la culture ibérique rendrait difficile l'établissement de la démocratie dans le système politique latino-américain. De ce fait, Buarque de Holanda, à la veille du coup d'État de Vargas qui implanterait l'*Estado Novo*, bloquant toute manifestation critique, affirmait que, sans une véritable participation populaire, les mouvements réformateurs au Brésil n'auraient été réformateurs qu'en apparence. Selon lui,

« En vérité, l'idéologie impersonnelle du libéralisme démocratique ne s'est jamais naturalisée parmi nous. [...] La démocratie au Brésil a toujours constitué un lamentable malentendu. Une aristocratie rurale et semi-féodale l'a importée et s'est arrangée pour l'accommoder, dans la mesure du possible, à ses droits et privilèges, ces mêmes privilèges qui, dans le Vieux Monde, avaient été le but de la lutte de la bourgeoisie contre les aristocrates. »⁶⁹

Ainsi, écrivant à un moment où le pays, redoutant les tentations communistes, s'inclinaient à des idéaux fascistes, Buarque de Holanda n'écartait pas la possibilité que les tendances réactionnaires l'emportaient sur le processus démocratique au Brésil, tant que le pays n'ait pas liquidé « le vieil ordre colonial et patriarcal, avec toutes les conséquences morales, sociales et politiques qu'il a provoquées et continue de provoquer ».⁷⁰

Présentant la première interprétation marxiste de l'histoire du Brésil, Caio Prado Jr.

⁶⁶ Cf. Antonio CANDIDO, « A Revolução de 1930 », *op. cit.*, p. 32.

⁶⁷ Cf. Fernando Henrique CARDOSO, « Livros que inventaram o Brasil », *op. cit.*, p. 27.

⁶⁸ Cf. Antonio CANDIDO, « O significado de *Raízes do Brasil* », *op. cit.*

⁶⁹ Cf. Sérgio BUARQUE DE HOLANDA, *Raízes do Brasil*, *op. cit.*, p. 160 (p. 254 de l'édition française, *Racines du Brésil*, *op. cit.*).

⁷⁰ Cf. Sérgio BUARQUE DE HOLANDA, *Raízes do Brasil*, *op. cit.*, p. 180 (p. 285 de l'édition française, *Racines du Brésil*, *op. cit.*).

publie, en 1933, *Evolução política do Brasil*⁷¹. Cet ouvrage innove en analysant l'histoire de la formation sociale du Brésil à travers des catégories analytiques jusqu'alors inédites dans l'historiographie brésilienne, comme la lutte des classes⁷². Si l'essai de 1933, dans lequel l'auteur étudie l'émancipation politique du Brésil insérant l'évènement dans le processus de formation de l'État national (en discutant avec la bibliographie qui le précède), permet déjà d'introduire Caio Prado Jr. parmi les « démiurges du Brésil », son livre le plus influent, *Formação do Brasil contemporâneo*⁷³, n'est cependant publié qu'en 1942. Dans ce dernier, « cherchant les possibilités de changement inscrites dans le processus historique »⁷⁴, Caio Prado Jr. réalise une recherche approfondie sur une période clé de la formation nationale brésilienne, de la fin du XVIII^e au début du XIX^e siècle, période dans laquelle les éléments constitutifs de la nationalité brésilienne « organisés et accumulés depuis le début de la colonisation, éclosent et se complètent » formant la base du Brésil contemporain.⁷⁵ Ainsi, l'étude des « bases matérielles et sociales de la colonisation », permet à Caio Prado Jr. d'en déceler les « persistances dans la vie brésilienne ».⁷⁶ L'historien Fernando Novais met en relief « la cohérence de l'ensemble de l'œuvre » de Caio Prado Jr. ainsi que les « positions fortement nationalistes » qui caractérisent l'auteur : « Colonie et nation, économie coloniale (primaire-exportatrice, tournée vers l'étranger) et économie nationale (tournée vers le marché intérieur), telles sont les catégories fondamentales qui traversent toute la réflexion ».⁷⁷ S'il fait une analyse marxiste de la formation brésilienne, Caio Prado refuse toutefois l'existence de féodalisme au Brésil (en ce qu'il sera suivi par d'autres auteurs), considérant la colonisation moderne (dans le cadre de l'expansion européenne outre-mer) comme ayant une nature essentiellement commerciale. Dans cette réflexion d'inspiration marxiste, « la servitude a pris la place préminente du prolétariat, et les seigneurs des terres [senhores do latifúndio] ne se

⁷¹ Caio PRADO JÚNIOR, *Evolução política do Brasil: ensaio de interpretação materialista da história brasileira*, São Paulo, R. dos Tribunais, 1933.

⁷² L'historien Carlos Guilherme Mota affirme: « avec les interprétations de Caio Prado Jr., les classes émergent pour la première fois dans les horizons d'explication de la réalité sociale brésilienne – en tant que catégorie analytique. » Cf. Carlos Guilherme MOTA, *Ideologia da cultura brasileira*, op. cit., p. 70 (italiques de l'auteur).

⁷³ Caio PRADO JÚNIOR, *Formação do Brasil contemporâneo*, São Paulo, Livraria Martins Editora, 1942.

⁷⁴ Cf. Fernando A. NOVAIS, « Caio Prado Jr. na historiografia brasileira », *Histórica. Revista do Arquivo do Estado de São Paulo*, vol. 1, n° 1, 1993, p. 17-23, citation page 19.

⁷⁵ Cf. Caio PRADO JÚNIOR, *Formação...*, op. cit., p. 5.

⁷⁶ Cf. Carlos Guilherme MOTA, *Ideologia da cultura brasileira*, op. cit., p. 73.

⁷⁷ Cf. Fernando A. NOVAIS, « Caio Prado Jr. ... », op. cit., p. 21. L'économiste Guido MANTEGA attribue, à son tour, aux trois premiers livres de Caio Prado Jr. (*Evolução política do Brasil*, 1933; *Formação do Brasil contemporâneo*, 1942; et *História econômica do Brasil*, 1945) la fondation de l'analyse marxiste de l'économie brésilienne ; des analyses qui se consolideraient dans les années 1950, y regroupant des auteurs comme Ignácio Rangel et Celso Furtado (qui n'étant pas marxiste, « a fourni d'importants subsides à l'interprétation matérialiste du Brésil »). Cf. Guido MANTEGA, « Marxismo na economia brasileira », in Tamás SZMRECSÁNYI, Wilson SUZIGAN, *História econômica do Brasil contemporâneo: coletânea de textos apresentados no I Congresso Brasileiro de História Econômica, Campus da USP, setembro de 1993* (p. 147-166), São Paulo, EDUSP, 2002, citation p. 147.

sont pas transformés en barons féodaux, mais en capitalistes exportateurs ‘modernes’ »⁷⁸.

Sur le plan politique, la Révolution de 1930, en démantelant le pouvoir oligarchique prédominant a, nonobstant, posé les bases ou renforcé des positions autoritaires dans l’État. Sur le plan culturel et intellectuel, en revanche, elle a amorcé un mouvement durable de renouveau de l’interprétation de l’histoire du Brésil, « avec l’établissement de nouveaux paramètres dans la connaissance du Brésil et de son passé »⁷⁹. Cela, à un moment de forte prédominance des idées anti-libérales au Brésil, quand des auteurs comme Oliveira Viana, Alberto Torres et Azevedo Amaral affichaient plus ou moins ouvertement des conceptions autoritaires de l’État.⁸⁰

Du côté des études économiques, il est à souligner dans les années 1930 la publication du « compendium pionnier »⁸¹ de l’industriel (ingénieur-économiste) Roberto Simonsen, *História econômica do Brasil (1500-1820)*. Publié en 1937, cet ouvrage réunissait un vaste matériel sur la période coloniale, permettant l’approfondissement de la connaissance factuelle de l’économie brésilienne. Par l’abondance de données réunies, cette étude est devenue le point de départ de plusieurs analyses subséquentes, comme celles développées par Celso Furtado (depuis sa thèse de doctorat, en 1948, et au cours des années 1950)⁸². Son ouvrage étant présent dans la pensée des défenseurs de l’implantation d’un capitalisme industriel moderne au Brésil, courants qui prennent de l’ampleur au cours des années 1950, Simonsen est considéré comme le « patron des développementistes brésiliens »⁸³. Dans sa pensée développementiste, il est à souligner le rôle de l’industrialisation comme moyen de surmonter la pauvreté et la participation de l’État dans ce processus, notamment en intervenant dans des secteurs où l’initiative privée serait défaillante et en protégeant l’industrie nationale ; dans son approche, le libre-échange ne bénéficierait qu’aux nations dont la richesse était déjà consolidée⁸⁴. Dans l’argumentaire de cet entrepreneur engagé dans la vie politique nationale, la planification (dans un cadre démocratique) acquiert un rôle primordial pour l’industrialisation, nécessaire pour la structuration de l’économie et l’élévation du revenu national. Les adversaires de ces idées - la figure prédominante à cette période étant

⁷⁸ Cf. Fernando Henrique CARDOSO, « Livros que inventaram o Brasil », *op. cit.*, 34-35.

⁷⁹ Cf. Carlos Guilherme MOTA, *Ideologia da cultura brasileira*, *op. cit.*, p. 69.

⁸⁰ Cf. Fernando Henrique CARDOSO, « Livros que inventaram o Brasil », *op. cit.*

⁸¹ Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro : o ciclo ideológico do desenvolvimentismo*, 4^e éd., Rio de Janeiro, Contraponto, 2000, p. 82.

⁸² L’affirmation suivante de Celso Furtado résume l’importance de Simonsen dans son parcours : « Sans l’œuvre de Roberto Simonsen je n’aurais jamais écrit le *Formação econômica do Brasil* ». Cf. Celso FURTADO, « Entrevista com Celso Furtado... » [entretien accordé à Rosa M. Vieira, 2001], *op. cit.*, p. 410.

⁸³ Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, *op. cit.*, p. 82.

⁸⁴ Nous suivons ici la présentation de l’œuvre et du rôle de Simonsen dans la pensée brésilienne sur le développement économique présentée dans : Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, *op. cit.*, p. 81-89.

l'économiste conservateur Eugênio Gudin⁸⁵ - voyaient dans la planification économique un danger de rapprochement au socialisme et considéraient le protectionnisme comme un facteur de perturbation du libre fonctionnement des mécanismes du marché. C'est, néanmoins, grâce à l'ouverture aux discussions sur les problèmes du sous-développement stimulée par Gudin, que les idées de la CEPAL auront une première grande diffusion : le texte fondateur de cette école de pensée, écrit par Raúl Prebisch en tant que consultant des Nations Unies, sera traduit au portugais (par Celso Furtado) et publié dans la *Revista Brasileira de Economia*, de la Fondation Getúlio Vargas⁸⁶. S'ensuivra, au sein de la Fondation Getúlio Vargas, une série de débats autour des idées contenues dans le texte de Prebisch, une véritable « offensive sur le plan académique contre les idées de la CEPAL »⁸⁷ sous l'initiative d'Eugênio Gudin, comptant avec la participation de figures éminentes de la pensée économique orthodoxe, comme Jacob Viner⁸⁸.

Tâchant de repenser le Brésil hors du cadre autoritaire prédominant, les « démiurges du Brésil » révolutionneront la pensée brésilienne (en y introduisant l'anthropologie culturelle, l'histoire des mentalités ou le matérialisme historique) influençant les travaux dans les sciences humaines et sociales à partir de années 1930. Leur influence se retrouve aussi dans l'œuvre de Celso Furtado qui, par sa contribution innovatrice à la compréhension de l'histoire économique brésilienne sera incorporé à la triade précédente, avec son ouvrage *Formação econômica do Brasil*. Résultat de dix années de réflexion de Celso Furtado, cet ouvrage, rédigé à Cambridge en 1957-1958 et publié en 1959 au Brésil, englobe les idées développées par l'auteur depuis son doctorat à la Sorbonne, suivi de sa participation à la CEPAL où, aux cotés de Raul Prebisch, Furtado développe une interprétation innovatrice des problèmes du sous-développement, finissant par son séjour au King's College à Cambridge

⁸⁵ Pionnier de l'enseignement de l'économie au Brésil, Eugênio Gudin (ingénieur de formation et économiste autodidacte) a participé à l'institutionnalisation du cours d'Économie au Brésil promue par le ministère de l'Éducation en 1944, ainsi que de la création, en 1948, de *Revista Brasileira de Economia*, importante publication dans le champ de l'économie au Brésil. Il a aussi été ministre de l'Économie du gouvernement Café Filho, en 1954. Pour une analyse de sa pensée, voir Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, *op. cit.*, p. 40-76.

⁸⁶ Cf. Raúl PREBISCH, « O desenvolvimento econômico da América Latina e seus principais problemas », *Revista Brasileira de Economia*, vol. 3, n° 3, 1949. Selon Celso Furtado, « L'original espagnol et la traduction anglaise seraient publiés par les Nations Unies à New York, circulant avec la lenteur caractéristique des documents officiels. » Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada* [mémoires, 1985], in C. FURTADO, R. F. AGUIAR (org.), *Obra autobiográfica de Celso Furtado*, t. 1, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1997, p. 170.

⁸⁷ « Ou, si l'on préfère l'angle opposé, un effort pour rétablir la vérité dans des points essentiels de la doctrine, particulièrement en ce qui concerne la théorie du commerce international. » Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 249.

⁸⁸ Voir les commentaires de Celso Furtado à propos de la série de six conférences données par Jacob Viner à la Fondation Getúlio Vargas, à Rio de Janeiro, en 1950, dans : Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 249-252. Les conférences de J. Viner, réaffirmant le principe des avantages comparatifs, ont été publiées dans la *Revista Brasileira de Economia*, vol. 5, n° 2, 1951.

où il prend contact avec les derniers développements de la théorie keynésienne. Selon le sociologue Francisco de Oliveira, « Aucune œuvre n'a eu l'importance idéologique de *Formação econômica do Brasil* dans notre récente histoire sociale ». Oliveira affirme même que l'œuvre de Furtado dépasse celle de ses prédécesseurs brésiliens en ce qu'elle « expliquait et 'construisait' le Brésil de ses jours : elle était contemporaine de sa propre 'construction' ». ⁸⁹

⁸⁹ Oliveira précise qu'il ne se réfère pas à une supériorité théorique de l'œuvre de Furtado face aux précédentes, sinon au fait que son œuvre « a été écrite *in actione* ». Cf. Francisco de OLIVEIRA, « A navegação venturosa », in *id.*, *A navegação venturosa...*, *op. cit.*, p. 19.

2. Celso Furtado, sa formation universitaire, ses influences intellectuelles

Celso Furtado intègre, à l'âge de vingt ans (1940), l'Université du Brésil⁹⁰, à Rio de Janeiro, alors capitale fédérale brésilienne. C'étaient les débuts de l'institutionnalisation des sciences sociales au Brésil, prédominant encore dans les parcours universitaires les cursus de médecine, génie et droit. Intéressé par l'histoire, la philosophie et les sciences sociales, et suivant la tradition familiale (père magistrat), Furtado choisit une formation universitaire en Droit.⁹¹ L'Économie ne constituait pas encore un parcours universitaire indépendant⁹², étant étudiée néanmoins dans les facultés de Droit et Génie. Dans son appréciation, les ingénieurs qui se tournaient vers l'Économie avaient une vision mécaniciste de la société qui empêchait d'analyser les relations économiques en dehors des relations d'équilibre (l'économie étant vue comme un système de production, avec des variables tendant à un point d'équilibre, où les aspects sociaux ont une importance moindre) ; la formation en Droit, en revanche, permettait de concevoir l'économie comme un système social.⁹³

Pendant sa formation à l'Université du Brésil, à Rio de Janeiro, Furtado commence à étudier l'administration, s'intéressant, via la lecture d'auteurs américains, aux problèmes de l'organisation des affaires publiques et des entreprises. En 1943, réussissant un concours d'admission à la fonction publique, Furtado est nommé expert (« técnico ») en organisation et finances publiques au Département d'Administration du Service Public (DASP), étant affecté à Niterói-RJ. Travaillant au DASP, institution liée au gouvernement fédéral, créée en 1938 dans le cadre du processus de modernisation de l'administration publique (avec la

⁹⁰ En 1937, l'*Universidade do Rio de Janeiro*, créée dans les années 1920 regroupant des écoles supérieures qui existaient dans cette ville, devient l'*Universidade do Brasil*. Partie du projet centralisateur de contrôle strict sur la vie politique et sociale qui culmine avec l'instauration de l'*Estado Novo* cette même année, l'Université du Brésil vise à la formation des élites nationales. Daniel Pécaut analyse : « L'enseignement représente l'un des domaines dans lequel l'effort du régime pour créer la mentalité de « l'homme nouveau » est le plus systématique ». Cf. Daniel PÉCAUT, *Entre le peuple...*, *op. cit.*, p. 55.

⁹¹ Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado. Entrevista concedida a Alzira de Abreu », *op. cit.*

⁹² Pendant « l'ère Vargas », marquée par la centralisation du pouvoir, l'expansion des fonctions économiques de l'État et la création d'institutions de planification et régulation économique, le champ d'influence des économistes s'élargit, avec la création d'institutions comme le DASP (Département d'administration du service public), le Conseil fédéral du commerce extérieur, le Conseil national du pétrole, entre autres. L'institutionnalisation de l'Économie en tant qu'enseignement de niveau supérieur se fait sur la base d'un projet de renouvellement du programme des cours d'Économie élaboré par Eugênio Gudim, Maurice Byé et Octávio Bulhões, présenté au ministre de l'Éducation Gustavo Capanema, en 1941. En 1945 est créée la Faculté Nationale de Sciences Économiques. Cf. Simon SCHWARTZMAN, Helena M. B. BOMENY, Vanda M. R. COSTA, *Tempos de Capanema*, São Paulo, EDUSP/Paz e Terra, 1984, chap. 7. Voir aussi Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, *op. cit.*

⁹³ Furtado résume ainsi ses différences par rapport aux économistes-ingénieurs : « C'est une vision fonctionnaliste qui caractérise l'économie néoclassique. J'étais préoccupé par l'évolution de la demande, par la modernisation de la société. J'ai toujours compris l'économie comme un des aspects de la vie sociale. » Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado. Entrevista concedida a Alzira de Abreu », *op. cit.*, p. 37.

professionnalisation des carrières du service public) entamé par Getúlio Vargas, Celso Furtado publie des articles dans la *Revista do Serviço Público*, liée à cette institution ; dans ses articles, Furtado discute, visant à en déceler les possibilités d'application au Brésil, l'expérience nord-américaine en matière d'administration publique.

Le DASP, dans le cadre des modernisations entreprises par la dictature Vargas⁹⁴, a été chargé d'étudier le système administratif du pays afin d'augmenter son efficacité ; dans ce sens, des réformes d'inspiration nord-américaine ont été entreprises visant à la rationalisation de l'administration (l'administration bureaucratique en substitution à l'administration patrimoniale), en ce qui concerne l'introduction d'un système de mérite pour le recrutement dans la fonction publique, ainsi que l'élaboration et l'administration du budget de l'État.⁹⁵ Le caractère technique prêté au DASP (avec l'attribution de l'élaboration du budget annuel de l'État ainsi que le contrôle de son exécution) n'empêchait pas que cette institution, tout en étant dirigée par des bureaucrates et composée par des fonctionnaires de diverses spécialités, soit prise dans le processus de centralisation entrepris par le président Vargas. Selon L. S. Graham, c'est l'intérêt de Vargas dans la création d'une machine d'État loyale à lui qui a permis une certaine organisation du service public (nécessaire à la construction de la nation), de telle manière qu'après sa chute en 1945, le service public serait redevenu une source de patronage politique. D'après son analyse, l'échec de cette première tentative de réforme de l'administration publique au Brésil serait à chercher dans le modèle suivi, dérivé de la tradition juridique européenne ou de théories nord-américaines dépassées ; l'application du modèle de service public nord-américain ignorerait les spécificités de la société et de la culture du Brésil, étant nécessaire, selon lui, la compréhension préalable de la société pour toute réforme réussie. Ainsi, la tentative de constitution d'un service public basée sur le système américain de gestion du personnel de la fonction publique a configuré un système administratif dans lequel les normes sont très éloignées de la réalité.⁹⁶

Furtado participe à cette discussion en publiant, en tant que fonctionnaire du DASP, des articles dans la *Revista do Serviço Público* : deux articles sont publiés en 1944 qui présentaient la structure du service public des États-Unis et l'administration de personnel du gouvernement fédéral nord-américain⁹⁷, et deux autres articles sont publiés en 1946 discutant,

⁹⁴ Sur la réforme administrative entreprise par le gouvernement Vargas, voir : Beatriz WAHRLICH, *Reforma administrativa na era de Vargas*, Rio de Janeiro, FGV, 1983.

⁹⁵ Cf. Lawrence S. GRAHAM, *Civil service reform in Brazil : principles versus practice*, Austin/London, Institute of Latin American Studies/University of Texas Press, 1968.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ Cf. Celso FURTADO, « A estrutura da Comissão do Serviço Civil dos Estados Unidos », *Revista do Serviço Público*, année VII, vol. 1, n° 2, 1944; et Celso FURTADO, « Notas sobre a administração de pessoal no Governo Federal Americano », *Revista do Serviço Público*, année VII, vol. 3, n° 1, 1944. Voir aussi : Celso

cette fois d'un point de vue théorique, des questions concernant l'organisation et l'administration.⁹⁸ Ultérieurement, Furtado analysera le DASP – ainsi que la période de la dictature Vargas – comme symbolisant une « préoccupation maximale avec l'efficacité et minimale avec les fins ultimes poursuivies ». ⁹⁹ Et l'auteur d'ajouter :

« Sous la tutelle de cette institution, la machine bureaucratique a été amenée à des extrêmes de rationalisation, dans les critères de la dite *organisation scientifique du travail*. Possiblement, nulle part ailleurs le système de mérite dans la sélection de personnel ne fut appliqué avec autant de rigueur [...]. Il n'y a jamais eu un plan de gouvernement, ni la définition de directives [...]. La seule logique était celle de la reproduction du système de pouvoir, tout devant converger à renforcer la position du dictateur. »¹⁰⁰

Achevant sa formation en Droit à Rio de Janeiro, Celso Furtado est convoqué à intégrer, en 1944, la Force Expéditionnaire Brésilienne qui participe à la Seconde Guerre mondiale au front Allié (avec la 5^e Armée nord-américaine) en Italie. Sur sa participation au conflit (de janvier à août 1945), dans ses récits autobiographiques ainsi que dans ses interviews, Furtado se montrera toujours très réservé, refusant le côté héroïque de la participation à la guerre. Dans son appréciation (et compte tenu du fait que le Brésil reste neutre dans le conflit jusqu'en 1943), l'importance de la participation brésilienne au conflit doit être cherchée dans la lutte interne contre la dictature au Brésil, instaurée depuis 1937 par Getúlio Vargas (l'« Estado Novo ») ; dans ce sens, l'apport du pays à la lutte contre le nazisme en Europe n'aurait pas été décisive dans le dénouement de la guerre, mais très importante en tant qu'« affirmation nationale », permettant « de renforcer les forces démocratiques qui voulaient renouveler le Brésil ». ¹⁰¹

De retour au Brésil, Furtado reprend son poste d'expert en finances au DASP, publiant, en 1946, son premier livre, un recueil de chroniques sur la participation brésilienne à la Seconde Guerre mondiale, basé sur les observations personnelles de l'auteur sur cette expérience en Italie. ¹⁰² Cette même année, avec une monographie en sciences politiques qui

FURTADO, « Celso Monteiro Furtado [entretien] », in C. BIDERMAN, L. F. COZAC, J. M. REGO (org.), *Conversas com economistas brasileiros*, São Paulo, Ed. 34, 1996, p. 61.

⁹⁸ Cf. Celso FURTADO, « Teoria da estrutura em organização », *Revista do Serviço Público*, année IX, vol. 1, n° 2, 1946 ; Celso FURTADO, « Teoria do Departamento de Administração Geral », *Revista do Serviço Público*, année IX, vol. 2, n° 2, 1946.

⁹⁹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 137.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 137-138.

¹⁰¹ Voir l'entretien accordé par Celso Furtado à Cristovam Buarque, le 8 mars 1991, publié en 2007 : Cristovam BUARQUE, *Foto de uma conversa*, *op. cit.*, p. 15. Sur la période du gouvernement de Getúlio Vargas (1930-1945), Furtado rappelle que « le Brésil a connu une période de grande effervescence intellectuelle après la révolution de 1930, qui mit un terme au règne des magnats du café. De 1930 à 1937, date à laquelle s'instaure la dictature de Vargas, le pays s'ouvre aux grands courants d'idées de l'époque et connaît une vive animation intellectuelle. Il ne faut pas oublier non plus qu'à partir de 1937 les intellectuels qui font preuve d'indépendance d'esprit vont être l'objet d'une répression implacable ». Cf. Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 30.

¹⁰² Celso FURTADO, « Contos da vida expedicionária » [1946], in C. FURTADO, *Obra autobiográfica de Celso Furtado*, t. 1, *op. cit.*, p. 17-86. Sur ces *Contes de la vie expéditionnaire*, Celso Furtado observe, en 1997, qu'ils « reflètent l'éblouissement d'un jeune issu de l'intérieur du Nordeste brésilien face à la richesse d'une

discutait la trajectoire de la démocratie en Amérique, Furtado reçoit le prix Franklin D. Roosevelt décerné par l'Instituto Brasil-Estados Unidos (IBEU). Dans cet essai¹⁰³, Furtado étudie l'évolution des institutions politiques aux États-Unis et, sur l'exemple de la société nord-américaine, la problématique de la démocratie dans une société industrielle de masses. Il y discute la difficile compatibilité entre la démocratie et l'évolution des institutions gouvernementales qui, en quête d'efficacité administrative, deviennent dans leur fonctionnement des organismes similaires aux entreprises industrielles (qui, à leur tour, par la centralisation du pouvoir qui les caractérise, fonctionnent à l'instar des institutions militaires). Ainsi, transposées à l'administration publique, la centralisation du pouvoir et la hiérarchisation qui accompagnent la révolution bureaucratique pourraient rendre inopérants les mécanismes de contrôle démocratique des États dans la société industrielle, la domination minoritaire pouvant mener à l'atrophie de la vie politique. Les enjeux de la concentration du pouvoir économique seront un des sujets développés postérieurement par Furtado, notamment dans les années 1960 ; dans cet essai de 1946, l'auteur démontre déjà sa préoccupation avec le sujet : « Comment peut la démocratie s'assurer que les forces économiques, organisées [à similitude] des institutions militaires, ne tentent pas de dominer l'État ? »¹⁰⁴.

Cette première expérience professionnelle dans la fonction publique montre à Celso Furtado l'importance de l'organisation et de la planification dans l'économie moderne.¹⁰⁵ De l'étude de la théorie de l'organisation viendra son intérêt pour la planification qui, d'une approche technique passe à être vue comme « une technique sociale d'importance capitale, propre à élever le degré de rationalité des décisions qui commandent des processus sociaux complexes, en évitant de déclencher des processus cumulatifs et irréversibles dans des directions défavorables ».¹⁰⁶ Cette conception du rôle de la planification, Furtado la doit à la sociologie de la connaissance, à sa lecture de Karl Mannheim, *Man and society in an age of reconstruction* ; alors, sur cette conception, Furtado analysera plus tard le processus de reconstruction en Europe comme demandant un effort de reconstruction institutionnelle, dans lequel reviendrait à la planification l'introduction d'une double rationalité, au niveaux des fins

vieille civilisation qui semble s'écrouler. » Cf. Celso FURTADO, « Nota do Autor », in C. FURTADO, *Obra autobiográfica de Celso Furtado*, t. 1, *op. cit.*, p. 15.

¹⁰³ Celso FURTADO, « Trajetória da democracia na América », *Revista do Instituto Brasil-Estados Unidos*, vol. V, n° 2, 1947.

¹⁰⁴ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 99.

¹⁰⁵ Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado. Entrevista concedida a Alzira de Abreu », *op. cit.* Voir aussi : Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, chap. 1 ; Celso FURTADO, « Entrevista com Celso Furtado... » [entretien accordé à Rosa M. Vieira, 2001], *op. cit.*

¹⁰⁶ Cf. Celso FURTADO, « Aventuras d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 32-33.

et au niveau des moyens, afin de préserver la liberté de l'homme¹⁰⁷. Le premier contact de C. Furtado avec l'œuvre de Mannheim s'était produit au début de années 1940 quand, déjà à l'Université à Rio, il a accès à la traduction d'*Ideologie und Utopie*, œuvre fondamentale de la sociologie de la connaissance, diffusée par la maison d'édition mexicaine Fondo de Cultura Económica¹⁰⁸. Dans cette œuvre, K. Mannheim affirme que la sociologie de la connaissance « cherche à comprendre la pensée dans le contexte concret d'une situation socio-historique » et « elle ne détache pas les modes de pensée concrets du contexte pragmatique collectif grâce auquel nous découvrons le monde, dans un sens tout d'abord intellectuel. »¹⁰⁹ Si la compréhension des racines sociales de la connaissance, à partir de la théorie marxiste de l'idéologie, est une des contributions de K. Mannheim à la sociologie contemporaine, l'est tout aussi son analyse du rôle des intellectuels dans la société contemporaine : les intellectuels tout en étant influencés par les contextes sociaux dans lesquels ils évoluent, sont capables de pourvoir des valeurs et des idéaux généraux pour la direction de la société¹¹⁰. Cette conception du rôle des intellectuels dans la société (à partir du concept d'*intelligentsia*¹¹¹), comme des sujets capables d'intervenir dans l'évolution de la société, sera fondamentale dans le parcours de Celso Furtado, et dans son engagement intellectuel et comme homme politique. Inconditionnellement attaché à la démocratie, Furtado trouve dans l'étude de K. Mannheim une voie d'échappement au technicisme, ce qui lui permet de voir la société, avant tout, en tant que système de valeurs¹¹² ; c'est à partir de ces valeurs partagées par la société, dans un cadre de libertés politiques et de processus démocratiques, comme l'entendait Mannheim¹¹³, que Furtado concevra la planification et le rôle social de l'*intelligentsia*.

¹⁰⁷ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 99.

¹⁰⁸ Grâce aux traductions en espagnol entreprises et diffusées par la maison d'édition mexicaine Fondo de Cultura Económica, à partir du début des années 1940, Furtado prendra contact avec des œuvres comme celle de Max Weber, des livres d'auteurs marxistes, des livres d'économie, de méthodologie de l'histoire, etc. Ainsi, pendant sa période à l'Université à Rio de Janeiro, même en pleine dictature Vargas au Brésil, Furtado a pu se constituer une bibliothèque de sciences sociales en langue espagnole (du fait de la langue, ces livres échappaient aux censeurs du gouvernement, « pas très perspicaces » selon Furtado). Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado. Entrevista concedida a Alzira de Abreu », op. cit., p. 38.

¹⁰⁹ Cf. Karl MANNHEIM, *Idéologie et utopie*, traduit de l'allemand par J.-L. Evard, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2006 (la version originale est de 1929), citation p. 3. Dans la même œuvre, Mannheim affirme : « À raison du genre et de la position particuliers des groupes auxquels elles appartiennent, ces personnes agrégées en groupes s'efforcent de modifier la nature et la société qui font leur environnement, ou à les maintenir en l'état. [...] Dans les sciences sociales, c'est ce pôle d'intérêt intellectuel, auquel le tissu de l'agir collectif donne ses orientations, qui rend disponibles non pas simplement les grandes questions générales, mais aussi les hypothèses concrètes de la recherche et les modèles de pensée visant la mise en ordre de l'expérience. » (*ibid.*, p. 3 et 4, respectivement)

¹¹⁰ Cf. l'introduction de Bryan S. TURNER à : Karl MANNHEIM, *Ideology and utopia* [1936], in *Collected Works of Karl Mannheim*, vol. 1, London/New York, Routledge, 1997.

¹¹¹ Selon K. Mannheim : « Dans toute société, il y a des groupes sociaux dont la tâche particulière consiste à fournir une interprétation du monde à la société. Nous leur donnons le nom d'« intelligentsia' ». Cf. Karl MANNHEIM, *Idéologie et utopie*, op. cit., p. 8.

¹¹² Cf. Celso FURTADO, « Entrevista com Celso Furtado... » [entretien accordé à Rosa M. Vieira, 2001], op. cit., p. 422.

¹¹³ Cf. l'introduction de Bryan S. TURNER à : Karl MANNHEIM, *Ideology and utopia*, op. cit.

Intéressé par les problèmes de l'organisation et de l'administration depuis les dernières années de son cours de Droit à l'université (période où il intègre aussi le service public), Furtado rajoute à sa vision personnelle du monde - sûrement marqué par l'expérience de la guerre -, l'idée que l'étude de la planification serait de fondamentale importance pour la compréhension des enjeux de cette période de reconstruction. De l'observation historique de l'instabilité intrinsèque des économies de marché et de la menace que représentait le fascisme aux sociétés démocratiques, Furtado refusait l'idée de Marx selon laquelle « la crise elle-même engendrerait une nouvelle formation sociale 'plus rationnelle' », l'expérience historique montrant plutôt les potentialités de la manipulation des masses et l'émergence du pouvoir bureaucratique (« comme l'avait prévu Max Weber »).¹¹⁴ La planification lui paraît ainsi de fondamentale importance, étant comprise comme un instrument viabilisant l'adéquation des moyens dont dispose une société aux objectifs préalablement établis par cette société.¹¹⁵ L'introduction de « rationalité dans la vie publique » intègre tôt les préoccupations de C. Furtado qui, influencé par la lecture de Karl Mannheim, se consacre à l'étude de la « chose publique » et, par conséquent, à l'étude de la planification.¹¹⁶ L'étude de la planification - en tant que « quête des principes de rationalité qui s'appliquent à une société globale »¹¹⁷ - s'associait, selon Furtado, avec l'étude de l'histoire : accédant à la compréhension du temps présent l'homme aurait la faculté d'intervenir rationnellement sur l'histoire ; s'établissait ainsi un lien entre l'activité intellectuelle de l'homme et l'histoire.¹¹⁸

Il est de fondamentale importance pour la compréhension de la vision de l'économie qu'aura Celso Furtado que de souligner qu'il n'a entrepris l'étude systématique de l'économie qu'après avoir acquis des connaissances dans des matières plurielles comme l'administration (publique et privée, spécialement la théorie de l'organisation), l'étude de planification, la sociologie¹¹⁹ et l'histoire. Karl Mannheim et Henri Pirenne sont spécialement mis en relief par Furtado parmi les influences qu'il a précocement subies, qui lui ont permis de comprendre que l'histoire n'était pas qu'une œuvre du hasard, que l'on pouvait y chercher une logique ; Furtado affirmait que comprendre l'histoire était son « grand défi ».¹²⁰ C'est ainsi en cherchant à comprendre l'histoire que Celso Furtado affirme s'être tourné vers l'étude de

¹¹⁴ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 98-99.

¹¹⁵ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita* [mémoires, 1989], in C. FURTADO, R. F. AGUIAR (org.), *Obra autobiográfica de Celso Furtado*, t. 2, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1997, p. 238.

¹¹⁶ Cf. l'entretien de C. Furtado, octobre 2001, publié dans : Aspásia CAMARGO, Maria A. LOYOLA, *Celso Furtado entrevistado por Aspásia Camargo e Maria Andréa Loyola*, Rio de Janeiro, EdUERJ, 2002, p. 14.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 15.

¹¹⁸ *Ibid.* ; voir aussi Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*

¹¹⁹ Celso Furtado souligne particulièrement l'importance de la sociologie allemande dans sa formation, par la lecture des œuvres de Max Weber, Ferdinand Tönnies, Hans Freyer et Georg Simmel. Cf. Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 34.

¹²⁰ Cf. Celso FURTADO, « Entrevista com Celso Furtado... » [entretien accordé à Rosa M. Vieira, 2001], *op. cit.*, p. 426.

l'économie dont l'importance lui a été montrée, entre autres, par les œuvres d'Henri Pirenne sur l'histoire de l'Europe au Moyen âge, de Werner Sombart et Henri Sée sur les origines du capitalisme, d'Antonio Sérgio sur l'histoire du Portugal. Outre le but de comprendre l'histoire, les études de l'organisation et de la planification (qu'il entame stimulé par son engagement dans le service public) le conduisent aussi à l'étude de l'économie, de telle manière qu'il y parvient par deux voies distinctes qui néanmoins « l'une comme l'autre portaient à une conception globalisante, à une vision macro-économique »¹²¹. Ainsi, dans ses dernières années à l'Université du Brésil, Furtado entame l'étude de l'Économie de façon autodidacte, la considérant comme « un instrument pour pénétrer le social et le politique, et avancer dans la compréhension de l'Histoire, particulièrement quand celle-ci se montrait encore comme présent à nos yeux »¹²².

2.1 Le premier séjour universitaire de Celso Furtado en Europe : le doctorat à la Sorbonne

Diplômé en 1944, décidé à ne pas suivre une carrière en Droit (carrière suivie par son père, magistrat) et alors désirant approfondir ses connaissances en Économie, Furtado décide de poursuivre sa formation à l'étranger. S'il a d'abord pensé à un séjour universitaire aux États-Unis, la difficulté d'obtention d'une bourse d'études (autrement ses moyens financiers seraient insuffisants) le fait renoncer à ce projet. Marqué par l'expérience de l'Europe détruite qu'il avait connue l'année précédente (il traverse le nord de l'Italie et une grande partie de la France vers la fin de la guerre), Furtado décide de retourner en Europe, désireux « d'observer les transformations en cours », convaincu que « le monde de [sa] génération serait modelé par les forces qui venaient à prévaloir dans le processus de reconstruction de l'Europe, en particulier de l'Europe occidentale »¹²³. Ayant étudié la sociologie de la connaissance, Furtado envisage de s'inscrire à la London School of Economics, en raison de la présence de Karl Mannheim comme professeur de cette institution. Toutefois, dans l'Angleterre de l'immédiat après-guerre, les conditions d'accès aux universités se montrent très restreintes aux étrangers en raison de l'afflux d'anciens combattants.¹²⁴ Furtado décide alors de s'installer à Paris fin 1946, désirant allier ses études d'Économie avec la possibilité de voyager en Europe, attiré notamment par les expériences de planification économique en

¹²¹ Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 34.

¹²² Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 98.

¹²³ *Ibid.*, p. 96.

¹²⁴ *Ibid.*, chap. 1. Voir aussi : Celso FURTADO, « Celso Furtado. Entrevista concedida a Alzira de Abreu », *op. cit.*

Europe de l'Est¹²⁵.

Prenant contact à Paris avec le Professeur Maurice Byé, Celso Furtado est invité à s'inscrire à l'Université de Paris pour la préparation d'une thèse de doctorat en Économie. Spécialiste de l'économie internationale, M. Byé avait travaillé au Brésil dans le cadre des missions universitaires françaises¹²⁶ et, désirant reprendre contact avec les problèmes brésiliens, suggère à C. Furtado une recherche sur les déséquilibres externes de l'économie brésilienne dans l'après-guerre. Faute de données suffisantes pour entreprendre ce travail et ayant connu la bibliothèque du Musée de l'Homme à Paris, qui disposait d'une importante collection sur le Brésil, Furtado propose une étude sur l'économie coloniale brésilienne de la période dominée par la culture de la canne à sucre, période dans laquelle le Brésil avait joué un rôle éminent dans le commerce international ; son directeur de thèse lui suggère alors d'établir un parallèle avec l'économie du sucre des Antilles françaises, concurrente de la brésilienne. La thèse de Celso Furtado, *L'Économie coloniale brésilienne (XVI^e et XVII^e siècles). Éléments d'histoire économique appliqués à l'analyse de problèmes économiques et sociaux modernes*, sous la direction de Maurice Byé, a été soutenue le 1^{er} juillet 1948 devant la Faculté de Droit et des Sciences économiques de l'Université de Paris, les autres membres du jury étant les professeurs René Courtin et Louis Baudin. Furtado dira plus tard que sa « vision internationale de la formation de l'économie brésilienne a commencé avec cet exercice ».¹²⁷ En effet, cette étude de l'économie coloniale brésilienne sera intégrée dans la

¹²⁵ Sur l'impossibilité de concrétiser ses plans originaux de visiter l'Union soviétique, voir : Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., chap. 1. Celso Furtado y raconte avoir refusé, au nom de sa « liberté de pensée », la suggestion d'un ami membre du Parti communiste brésilien de s'affilier à ce Parti afin d'obtenir une mission impliquant une visite à l'Union soviétique.

¹²⁶ Maurice Byé avait intégré la mission française d'enseignement au Brésil, où il a enseigné l'économie politique à l'Université de Porto Alegre en 1937, et à l'Université du Brésil (Rio de Janeiro), de 1939 jusqu'à son engagement dans les Forces françaises libres, rejoignant les troupes du général de Gaulle en Afrique. Les missions universitaires françaises au Brésil, à partir des années 1930, ont lieu au moment de la constitution des universités à São Paulo (Université de São Paulo, 1934), à Rio de Janeiro (Université du District Fédéral, fondée en 1935, devenue Université du Brésil en 1939) et à Porto Alegre. Des missions d'enseignement et recherche, notamment dans les sciences humaines et sociales, furent assurées à São Paulo (première université à connaître la présence des missions françaises) par des professeurs tels que Fernand Braudel, Claude Lévi-Strauss, Pierre Monbeig, Roger Bastide, François Perroux (1936-37, qui cède sa chaire d'Économie à René Courtin en 1937), entre autres. D'influence moins importante que la mission de São Paulo, la mission française à Rio a néanmoins compté avec la présence, entre autres, de Gaston Leduc et de l'économiste Maurice Byé. Porto Alegre n'a, à son tour, connu la présence des missions françaises que pendant une courte période (1937-1938), à travers les chaires de Sociologie (Jacques Lambert) et d'Économie politique (Maurice Byé). Cf. Jean-Paul LEFEBVRE, « Les missions universitaires françaises au Brésil dans les années 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 38, avril-juin 1993, p. 24-33 ; voir du même auteur, « Les professeurs français des missions universitaires au Brésil (1934-1944) », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n°12, 1990. Voir aussi Guy MARTINIÈRE, *Aspects de la coopération franco-brésilienne*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1982 ; et Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris, L'Harmattan, 1985.

¹²⁷ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 113. A l'occasion de la publication de la version en portugais de cette thèse, Furtado écrira dans sa présentation (datée d'octobre 2000) que l'élaboration de cette étude lui a permis de « découvrir l'importance de l'analyse économique pour l'appréhension de la logique de la réalité sociale des pays – c'est le cas du Brésil – originaires d'opérations commerciales. En effet, la formation du Brésil n'a pas eu comme point de départ la confrontation des envahisseurs portugais avec les populations

réflexion plus ample entreprise par l'auteur sur la formation économique du Brésil publiée en 1959¹²⁸.

Inédite au Brésil jusqu'à l'année 2001, la publication de la version en portugais de la thèse de doctorat de Celso Furtado a été l'occasion de mieux connaître les sources utilisées par l'auteur dans ses réflexions sur l'histoire économique du Brésil.¹²⁹ Si dans *Formação econômica do Brasil* la bibliographie historique brésilienne citée par Furtado est réduite (l'auteur caractérisait ce livre comme « un livre d'analyse, et non d'histoire », dont « l'objectif était d'avancer une série d'hypothèses interprétatives »¹³⁰), dans sa thèse de doctorat, *L'économie coloniale brésilienne*, la bibliographie citée permet d'entrevoir les sources historiques présentes dans les travaux postérieurs de l'auteur.

Dans la première partie de la thèse (« Antécédents portugais de la colonisation du Brésil ») est discutée l'hypothèse de l'essayiste portugais António Sérgio selon laquelle la bourgeoisie commerciale maritime portugaise a été la force motrice du mouvement des Découvertes ; Furtado reformule cette hypothèse en y intégrant un point de vue sociologique (cherchant à saisir le sens des événements)¹³¹. « La formation de la colonie » est discutée par Furtado dans la deuxième partie de sa thèse, où il se sert de sources primaires du XVI^e et du XVII^e siècles¹³² aussi bien que d'une bibliographie plus récente, y étant à souligner les œuvres de Gilberto Freyre, Roberto Simonsen et Caio Prado Jr. L'œuvre de Freyre, *Casa Grande & Senzala*, a été innovatrice selon Celso Furtado en ce qu'elle a mis en lumière « l'importance du patriarcat esclavagiste et latifondiaire dans la formation de la société brésilienne », ouvrant la voie à des études dans le domaine de l'histoire économique.¹³³ Dans le domaine de

autochtones. Celles-ci ont été massacrées pour ouvrir espace à des activités commerciales [« empresariais »] liées à l'expansion des activités économiques européennes. » Cf. Celso FURTADO, *A economia colonial no Brasil nos séculos XVI e XVII*, São Paulo, HUCITEC/ABPHE, 2001, p. 5.

¹²⁸ Celso FURTADO, *Formação econômica do Brasil*, Rio de Janeiro, Fundo de Cultura, 1959. Ce livre n'a été publié en France qu'en 1972 : Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, trad. J. Peffau, Paris/La Haye, Mouton, 1972.

¹²⁹ Sur l'importance de l'analyse de la thèse de doctorat de Celso Furtado pour la compréhension de son oeuvre subséquente, voir : Tamás SZMRECSÁNYI, « Sobre a formação da *Formação econômica do Brasil* de C. Furtado », *Estudos Avançados*, vol. 13, n° 37, 1999. Tamás Szmrecsányi est le premier historien à avoir attiré l'attention sur l'importance de la thèse de doctorat de Furtado pour l'identification de la bibliographie qui intègre (souvent sans être citée) les réflexions de l'auteur dans *Formação econômica do Brasil* ; ayant eu accès à la thèse soutenue en France, il est à l'origine de la publication de la version en portugais de cette thèse au Brésil, en 2001 (faite à partir des originaux en portugais conservés par Celso Furtado).

¹³⁰ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 344.

¹³¹ Cf. Celso FURTADO, *A economia colonial brasileira*, *op. cit.*, partie I, chap. I (où Celso Furtado commente les sources utilisées dans cette thèse).

¹³² Furtado souligne l'importance de l'œuvre d'Antonil (pseudonyme du jésuite italien Giovanni Antonio Andreoni), *Cultura e opulência do Brasil por suas drogas e minas*, publiée à Lisbonne, en 1711, pour la compréhension de la vie économique de la période coloniale brésilienne. Cf. Celso FURTADO, *A economia colonial brasileira*, *op. cit.*, p. 18-19.

¹³³ Cf. Celso FURTADO, *A economia colonial brasileira*, *op. cit.*, p. 14. René Courtin, dans son livre *Les problèmes de la civilisation économique au Brésil*, qui intègre la bibliographie utilisée par Furtado dans sa thèse, souligne la mise en lumière des « conséquences sociales de la monoculture patriarcale, esclavagiste et latifundiaire » à partir de l'œuvre des sociologues brésiliens comme Gilberto Freyre, mais remarque que ces

l'histoire économique, Furtado souligne parmi ses références les œuvres de J. F. Normano (*Brazil, a study of economic types*, de 1935), Roberto Simonsen (*História econômica do Brasil*, de 1937), René Courtin (*Les problèmes de la civilisation économique au Brésil*, de 1941) et Caio Prado Jr. (*Formação do Brasil contemporâneo - Colônia*, de 1942 ; *História econômica do Brasil*, de 1945). Le livre de Simonsen indique déjà l'idée de l'inexistence de féodalisme au Brésil, idée que Furtado développe dans sa thèse, en s'appuyant sur les définitions de féodalisme présentées par Henri Pirenne et Werner Sombart, à la lumière de la réalité sociale et économique de la période coloniale brésilienne. De l'œuvre de Caio Prado Jr. (1942) vient une des idées-clés de la thèse de Furtado, à savoir, l'idée selon laquelle « la monoculture, fondement de l'organisation économique coloniale brésilienne, était un impératif du milieu tropical »¹³⁴. La dernière partie de sa thèse (« Atavismes coloniaux du Brésil actuel ») est, selon Furtado, « une tentative d'application de la théorie d'Henri Pirenne de corrélation des périodes de l'histoire sociale du capitalisme avec la formation de nouvelles élites dirigeantes »¹³⁵. Furtado y discute les persistances du système colonial dans la structure sociale et économique du Brésil contemporain : le centre de gravité de son économie étant à l'extérieur du pays dans le système colonial, le Brésil « aura, ainsi, un rôle passif dans le processus de sa formation »¹³⁶ ; dans cette « immense entreprise monoproductrice »¹³⁷, l'épuisement d'un cycle de production mène à un autre cycle également basé sur la monoculture¹³⁸ et dirigé de l'extérieur, processus qui ne s'achève pas avec l'indépendance politique du pays.¹³⁹

auteurs « ont à peu près complètement négligé d'exposer les causes économiques de cette organisation ». Cf. René COURTIN, *Les problèmes de la civilisation économique au Brésil*, Paris, Librairie de Médicis, 1941, p. 89, note 3.

¹³⁴ Cf. Celso FURTADO, *A economia colonial brasileira, op. cit.*, p. 19.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 20.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 142.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 143.

¹³⁸ Ainsi, la décadence d'un cycle de monoculture entraîne de profondes conséquences sur la région en cause, dues aux transferts de main d'œuvre et capitaux à d'autres régions. Suivant la terminologie proposée par Caio Prado Jr. (1942), Furtado observe que, c'est la « petite agriculture de subsistance », désorganisée et primitive, qui occupe les régions abandonnées par la « grande agriculture d'exportation » (en raison de l'épuisement de la terre dû au primitivisme des techniques employées ou de la décadence de l'agriculture d'exportation). Toutefois, ces terres n'appartenant pas aux petits agriculteurs (contrats de fermage), ceux-ci « tendent à émigrer vers les zones urbaines, attirés par des salaires relativement élevés », entraînant la pénurie des produits de première nécessité dans les centres urbains à la période où s'amorce le développement industriel du pays. Préoccupation récurrente tout au long de son œuvre, la question de la réforme agraire est déjà présente dans ce travail de 1948, où Furtado attire l'attention sur l'urgence de la « remise de la terre à qui y travaille », afin de libérer l'agriculteur de la charge du « latifundiste rentier », et d'incorporer l'agriculture tournée vers le marché intérieur comme un élément dynamique de l'économie nationale. Cf. Celso FURTADO, *A economia colonial brasileira, op. cit.*, partie III, chap. III (l'auteur y établit une comparaison avec la situation de l'agriculture de subsistance aux Antilles françaises).

¹³⁹ Pour une présentation détaillée des références bibliographiques citées par C. Furtado dans sa thèse de doctorat, voir le deuxième chapitre de : Roberto Pereira SILVA, *O jovem Celso Furtado : história, política e economia (1941-1948)*, Dissertação de Mestrado [Mémoire de Master Recherche], Instituto de Economia, Universidade Estadual de Campinas, 2010.

Appuyé sur la théorie d'Henri Pirenne sur la rénovation des élites au cours des transformations du capitalisme, Furtado affirme dans sa thèse :

« Les intérêts créés autour d'une forme de production déterminée consolident des positions et hiérarchisent des valeurs. Disparue cette forme de production, les valeurs sociales cristallisées autour d'elle présentent une fluidité moindre que sa base matérielle. D'où la persistance à travers les siècles de tout un groupement social lié à certaines valeurs, vivant de gloires passées et en complète stagnation ».¹⁴⁰

Dès lors, le système économique colonial, avec ses éléments caractéristiques – la monoculture et l'esclavage – aura, nous montre Furtado, des effets durables sur l'évolution du Brésil : les relations sociales et la vie politique en seront marquées par le régime patriarcal esclavagiste antérieur¹⁴¹, ainsi que la vie économique du pays¹⁴², où la dépendance de la monoculture persiste, constituant encore au début du XX^e siècle (période de décadence du cycle de la monoculture du café) un problème fondamental à être surmonté.¹⁴³

L'omission de références à la bibliographie historique brésilienne dans *Formação econômica do Brasil* est ainsi partiellement résolue avec le recours à la thèse de doctorat de Celso Furtado, qui permet de mieux identifier l'origine des connaissances historiques de l'auteur et son « positionnement historiographique »¹⁴⁴. Si dans le livre de 1959, l'influence de l'activité d'économiste de Celso Furtado, notamment depuis son entrée à la CEPAL, est plus présente, son travail de doctorat « a été développé dans le contexte plus générique d'une science sociale tournée aussi bien vers l'Histoire que vers l'Économie », selon l'analyse de T. Szmrecsányi¹⁴⁵. Gilberto Freyre (*Casa-grande & senzala*) et Caio Prado Jr. (*Formação do Brasil contemporâneo*), deux des principaux auteurs responsables du renouvellement des sciences sociales au Brésil dans les premières décennies du XX^e siècle, ainsi que Roberto Simonsen (*História econômica do Brasil*) sont parmi les auteurs brésiliens les plus cités dans

¹⁴⁰ Cf. Celso FURTADO, *A economia colonial brasileira*, *op. cit.*, p. 148.

¹⁴¹ A la fin du XIX^e siècle, relate C. Furtado à partir des observations d'auteurs de l'époque, l'organisation sociale et politique du Brésil tournait toujours autour du grand domaine patriarcal. La population du pays étant composée de seigneurs et esclaves d'un côté, et de l'autre, d'une masse amorphe, sans expression sociale (dédiée à la petite agriculture, à l'artisanat ou au commerce dans des zones urbaines dépendantes des grands domaines), aucune « mentalité politique » ou « conscience de collectivité » ne se forme dans ce pays où « il n'y a pas de peuple ». Cf. Celso FURTADO, *A economia colonial brasileira*, *op. cit.*, p. 165-169 (partie III, chap. IV).

¹⁴² « Sur le plan interne, l'indépendance politique n'entraîne pas de conséquences majeures : la classe seigneuriale liée aux intérêts de l'agriculture d'exportation passera à diriger le pays qui, de cette manière, conservera les caractéristiques du système antérieur. [...] Les exportations de produits agricoles, dirigées de l'extérieur, continueront à être l'essentiel de l'activité économique du pays. » Cf. Celso FURTADO, *A economia colonial brasileira*, *op. cit.*, p. 147.

¹⁴³ Celso Furtado expose ainsi, en 1948, le problème de la persistance de la monoculture: « L'élimination de cet atavisme colonial – la monoculture – se présente encore aujourd'hui comme un problème fondamental pour le Brésil. Transplanter à l'intérieur du pays l'axe de sa vie économique, surmonter le régime de colonie agricole strictement exportatrice d'aliments exotiques : voilà le problème brésilien. » Cf. Celso FURTADO, *A economia colonial brasileira*, *op. cit.*, p. 147.

¹⁴⁴ Cf. Tamás SZMRECSÁNYI, « Sobre a formação... », *op. cit.*, p. 209.

¹⁴⁵ *Ibid.*

la thèse de doctorat de Celso Furtado. Si, à part Simonsen, ces références ne se retrouvent pas dans *Formação econômica do Brasil* de manière explicite, en fonction de la caractéristique de travail de synthèse que Furtado imprime à ce dernier (recouvrant une période plus large et destinée à un public diversifié), le dialogue avec l'historiographie brésilienne qui le précède y est évident, selon l'analyse de Francisco de Oliveira. Cet auteur souligne que l'influence de l'œuvre de Caio Prado Jr. sur Celso Furtado est « transparente » à ceux qui comparent les deux auteurs¹⁴⁶.

Si Furtado ne dialogue pas ouvertement avec la génération d'intellectuels qu'à partir des années 1930 modernise les études sur la formation de la société brésilienne, des thèmes traités dans son œuvre étaient déjà présents dans ses précurseurs : l'approche de la production sucrière comme une « colonie de production » est trouvée dans l'œuvre de Freyre¹⁴⁷ (qui cite Leroy-Beaulieu, également cité dans la thèse de doctorat de C. Furtado) ; Caio Prado Jr. avait déjà intégré la formation de la société brésilienne dans le processus d'expansion du capitalisme marchand, mettant en relation l'économie brésilienne, depuis la période coloniale, avec l'économie mondiale¹⁴⁸ ; Buarque de Holanda, à son tour, a traité de la nécessaire formation d'un espace public au Brésil (où prédominait l'absence de citoyenneté due aux relations « patrimonialistes »).

Considérant le traitement de la question de l'État comme étant de fondamentale importance dans l'œuvre de C. Furtado (surtout son interprétation du rôle de l'État dans l'économie à partir des années 1930), F. de Oliveira¹⁴⁹ trouve que Buarque de Holanda « a été celui qui a traité, peut-être, des thèmes les plus proches de l'œuvre de Furtado » car, mettant en valeur respectivement le culturalisme et le marxisme, Freyre et Prado Jr. s'éloigneraient des préoccupations prédominantes dans l'œuvre de Furtado. Ceci étant, c'est surtout dans le

¹⁴⁶ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « *Formação econômica do Brasil* : gênese, importância e influências teóricas », in *id.*, *A navegação venturosa...*, *op. cit.*, p. 85. Voir au sujet des points de rapprochement entre l'œuvre de Caio Prado Jr. et celle de Celso Furtado, la postface de Bernardo Ricupero à l'édition mexicaine de la thèse de doctorat de C. Furtado (*La economia colonial brasileira*, Mexico, Universidad de la Ciudad de México, 2003), reproduite dans : Bernardo RICUPERO, « Celso Furtado e o pensamento social brasileiro », *Estudos Avançados*, vol. 19, n° 53, 2005, p. 371-377.

¹⁴⁷ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « Voyage dans l'œil du cyclone : Celso Furtado et le défi de la pensée autoritaire brésilienne », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998, p. 149-155. Une version plus développée de ce texte a été publiée en portugais dans : Francisco de OLIVEIRA, « Viagem ao olho do furacão : Celso Furtado e o desafio do pensamento autoritário brasileiro », in *id.*, *A navegação venturosa...*, *op. cit.*, p. 59-82.

¹⁴⁸ « Des différences plus substantives entre Prado Jr. et Furtado apparaissent dans l'évaluation de la signification de l'industrialisation. Alors que le premier n'accorde pas d'importance majeure au phénomène, une fois qu'il met en relief sa dépendance des capitaux étrangers et son incapacité de changer l'orientation de l'économie depuis la colonie, le dernier souligne son sens transformateur. » Cf. Bernardo RICUPERO, « Celso Furtado e o pensamento social brasileiro », *op. cit.*, p. 374.

¹⁴⁹ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « Voyage dans l'œil du cyclone... », *op. cit.*, p. 150.

dialogue intellectuel avec la pensée autoritaire brésilienne (spécialement Alberto Torres¹⁵⁰ et Oliveira Viana) que F. de Oliveira trouve l'origine de l'interprétation de C. Furtado sur le rôle de l'État dans l'économie et dans la société brésiliennes. L'absence de références à ces auteurs s'expliquerait, d'après F. Oliveira, par « le style Furtado » : refus de la « polémique stérile » et « recherche constante d'une rigueur scientifique » alors que les auteurs classiques de la pensée autoritaire brésilienne étaient des « rhétoriciens, éclectiques et surtout plus doctrinaires qu'analystes »¹⁵¹.

La pensée autoritaire brésilienne offre une interprétation de la formation de la société brésilienne et de ses répercussions sur les institutions politiques du pays fondée sur la constatation des différences entre la société brésilienne et les sociétés dites civilisées (en l'occurrence, le modèle européen). L'analyse économique était le point faible de ces interprétations, qui privilégiaient des aspects anthropologiques, sociologiques et politiques de la formation de la société brésilienne ; le caractère multiethnique de la société y apparaissait comme étant à l'origine des déformations caractéristiques de l'organisation sociale brésilienne, à l'exemple du pouvoir des oligarchies qui impliquerait une décentralisation du pouvoir nocive à la formation nationale. Ainsi, à partir d'une interprétation à caractère raciste de la société brésilienne, la pensée autoritaire/conservatrice sera à l'origine d'une première mise en discussion de la question du rôle de l'État au Brésil : en vue de « l'organisation nationale », une certaine centralisation du pouvoir politique sera préconisée (décentralisation fédérative, mais sans autonomie financière aux États), par la voie d'un Pouvoir coordinateur (proposé par Torres¹⁵²), pouvoir qui pourrait se superposer aux trois pouvoirs de la République.

Sans oublier que le Pouvoir coordinateur a été incorporé aux propositions d'ordre fasciste qui se développent au Brésil au début du XX^e siècle, F. de Oliveira identifie une « modernité » dans les questions posées par la pensée autoritaire classique brésilienne. Selon lui, cette pensée a constitué une première approche de la question de la planification en réponse aux dysfonctionnements de l'État face au développement capitaliste du Brésil¹⁵³, question qui ne sera effectivement à l'ordre du jour qu'à partir des années 1950. Dans ce sens,

¹⁵⁰ Selon le résumé Daniel Pécaut : « La conversion des intellectuels en un acteur politique prend à partir de 1915 l'aspect d'un mouvement de fond. Elle s'accomplit sous des avatars divers : vague nationaliste, modernisation culturelle, réveil catholique, poussée antilibérale. [...] Alberto Torres fera figure, pour les penseurs autoritaires de toutes tendances, de précurseur incontesté ». Cf. Daniel PÉCAUT, *Entre le peuple...*, *op. cit.*, p. 16-17.

¹⁵¹ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « Voyage dans l'œil du cyclone... », *op. cit.*, p. 151.

¹⁵² Alberto TORRES, *A organização nacional*, Rio de Janeiro, Imprensa Nacional, 1914.

¹⁵³ Il est à souligner toutefois que les thèses de la droite autoritaire, nationalistes et contraires à une économie tournée aux exportations (et basée sur les grandes propriétés), n'étaient pas pour autant favorables à l'industrialisation du pays ; malgré l'influence de cette pensée sur la politique des années 1930, la planification mise en place à cette période au Brésil visait à « doter l'État brésilien de la connaissance technique nécessaire pour accélérer l'industrialisation ». Cf. Francisco de OLIVEIRA, « Voyage dans l'œil du cyclone... », *op. cit.*, p. 153.

F. de Oliveira affirme que C. Furtado, aussi bien que les classiques de l'autoritarisme, « sont des auteurs dont la production est étroitement liée aux possibilités de l'action rationnelle stratégique dans la politique »¹⁵⁴. Ceci étant, F. de Oliveira insiste sur la complète distinction entre les orientations théorico-méthodologiques des auteurs de la droite autoritaire et celles de C. Furtado, configurant un dialogue entre des acteurs placés dans des « positions diamétralement opposées »¹⁵⁵ : Furtado s'est toujours conservé fidèle aux idées et pratiques démocratiques, refusant toute sorte d'autoritarisme et, grâce au recours à l'histoire, il offre une interprétation sur la formation de la société et sur le rôle de l'État au Brésil basée sur le processus de colonisation, écartant toute explication basée sur des arguments raciaux.¹⁵⁶

Ainsi, comme l'analyse F. de Oliveira, Furtado répond à des questions posées par la pensée autoritaire, dans un dialogue invisible, mais qui ne peut pas être ignoré dans la compréhension de son œuvre. Aux questions relatives aux dysfonctionnements de l'État pendant la Première République (qui mènent à des révoltes des militaires et à des questionnements concernant le financement de l'infrastructure du pays, l'urbanisation, l'éducation, etc.), la pensée autoritaire offrira des réponses conservatrices. C'est le cas de l'idée d'un Pouvoir coordinateur (décentralisation fédérative sans autonomie financière et fiscale) et de la rationalisation des décisions par l'administration technique de l'État (méfiance envers la politique et les dérives oligarchiques). Si après la Révolution de 1930, des propositions des conservateurs seront adoptées, la planification qui est établie à cette période ne sera pas anti-industrialiste (la vocation agricole du pays était soutenue par la pensée politique conservatrice brésilienne¹⁵⁷) ; au contraire, la modernisation de l'État contribuera à accélérer le processus d'industrialisation.

C'est en reconstruisant l'histoire économique du Brésil, sans ignorer les modernes interprétations de la formation du pays réalisées à partir des années 1930, que Furtado offre, dans ses travaux des années 1950, une interprétation innovatrice de la transition vers l'économie industrielle, des effets de la crise des années 1930 et des nouvelles fonctions qu'incorpore l'État brésilien dans le processus de développement. En incorporant les

¹⁵⁴ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « Viagem ao olho do furacão... », in *id.*, *A navegação venturosa...*, *op. cit.*, p. 72.

¹⁵⁵ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « Um republicano exemplar », in *id.*, *A navegação venturosa...*, *op. cit.*, p. 118.

¹⁵⁶ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « Voyage dans l'œil du cyclone... », *op. cit.*, p. 153.

¹⁵⁷ Il faut souligner l'exception constituée par Azevedo Amaral, idéologue de l'Estado Novo de Getúlio Vargas, intellectuel autoritaire qui soutient des propositions d'une modernisation du pays axée sur l'industrie. Dans cette proposition d'industrialisme autoritaire, l'État jouerait le rôle d'articulateur avec les investissements étrangers (le capital étranger y est censé être le protagoniste du processus d'industrialisation). Il reviendrait ainsi à l'État autoritaire, dans ce processus de modernisation conservatrice, la régulation des conflits sociaux et la planification économique : « Nous pourrions dire que dans la planification se trouvent synthétisés tous les objectifs vers lesquels convergent les tendances et les efforts de ceux qui plaident en faveur du remplacement de l'économie empirique par un régime de systématisation rationalisée de la production, de la richesse et de la distribution. » Cf. A. J. AZEVEDO AMARAL, *O Estado autoritário e a realidade nacional*, Rio de Janeiro, José Olympio, 1938 (citation à la page 139, apud Daniel PECAUT, *Entre le peuple et la nation...*, *op. cit.*, p. 39).

questions sociales, économiques et politiques dérivées du processus de colonisation (présentes déjà dans des auteurs comme Freyre, Buarque de Holanda et Prado Jr.) Furtado s'écarte des explications à caractère raciste de la formation de la société brésilienne présentes dans les classiques de la pensée autoritaire brésilienne. En outre, appuyée sur Keynes et Mannheim (l'État comme porteur « d'une rationalité *diverse* de celle du marché »¹⁵⁸), la réflexion de Furtado sur la réponse du Brésil à la crise des années 1930 lui aurait permis de dépasser l'interprétation de Caio Prado Jr. Si, pour Prado Jr., l'industrialisation dans le cadre de l'impérialisme ne complétait pas le projet de formation nationale, Furtado affirme, à son tour, qu'avec l'industrialisation il y avait une « possibilité d'insertion autonome dans le cadre de la division internationale du travail capitaliste »¹⁵⁹ (idée développée par la CEPAL).

Sur l'influence de la historiographie brésilienne sur son œuvre, Furtado soulignera l'importance de *Casa-grande & senzala*, de Gilberto Freyre, auteur qu'il dira l'avoir influencé pendant sa formation, et qu'il a, selon ses mots, « lu et relu, étudié, car il révélait une dimension anthropologique que [Furtado] ne saisissait pas »¹⁶⁰. Quant à Caio Prado Jr., Furtado déclare ne l'avoir lu qu'au moment où il préparait sa thèse à Paris, l'ayant abondamment cité dans ce travail¹⁶¹ ; si le livre *Formação do Brasil contemporâneo* lui semblait intéressant du point de vue historique (« mais pas original »¹⁶² ajoute Furtado), les analyses économiques que développait Prado Jr. étaient, toutefois, très fortement marquées par un marxisme qui « immobilisait » sa pensée. C'est en raison de ces limitations du point de vue économique qu'il trouve dans l'œuvre de Prado Jr. que Furtado dira ne pas l'avoir cité dans son œuvre *Formação econômica do Brasil*¹⁶³.

En revanche, Furtado déclare ne pas avoir été influencé par les auteurs classiques de la pensée sociale brésilienne, soulignant seulement l'intérêt de l'œuvre d'Oliveira Viana en ce qu'elle présentait une vision d'ensemble du Brésil, étant tout de même marquée par l'approche ethno- raciale qui prédominait dans la pensée brésilienne. Les auteurs qui étudiaient le Brésil au début du XX^e siècle, comme Oliveira Viana et l'écrivain Euclides da

¹⁵⁸ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « Viagem ao olho do furacão... », *op. cit.*, p. 78 (italiques de l'auteur).

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 80.

¹⁶⁰ Entretien de Celso Furtado au journal *Folha de São Paulo*, 19 juillet 1992.

¹⁶¹ Caio Prado Jr. est le deuxième auteur brésilien le plus cité dans la thèse de doctorat de Celso Furtado, le plus cité étant Gilberto Freyre.

¹⁶² Entretien de Celso Furtado au journal *Folha de S. Paulo*, 19 juillet 1992.

¹⁶³ Furtado avance aussi la raison de ne pas souhaiter « faire une bibliographie exhaustive » pour expliquer l'absence des œuvres de Freyre et Prado Jr. dans *Formação econômica do Brasil*. Cf. Entretien de Celso Furtado au journal *Folha de São Paulo*, 19 juillet 1992. Remonte à ce même entretien la seule référence que nous ayons trouvée dans les textes et interviews de Celso Furtado sur l'œuvre de Sérgio Buarque de Holanda. Furtado y déclare : « Alors, *Raízes do Brasil* je l'ai lu et me suis enthousiasmé, mais il me m'a pas semblé avoir quelque chose d'important pour moi. Probablement je n'avais pas, à cette époque-là, la sensibilité pour percevoir ce qu'il y avait d'original en lui ; peut-être pour cette raison, je l'ai lu et il ne m'a pas beaucoup influencé. »

Cunha, étaient, selon Furtado, « fascinés par la sociologie du XIX^e siècle »¹⁶⁴ ; cette valorisation des ethnies et des races dans l'explication de la formation sociale brésilienne n'épargnait pas les économistes, dont le plus prééminent à l'époque était le futur ministre Eugênio Gudin, « qui partait du principe que le Brésil avait des infériorités naturelles, principalement du fait de son climat et de sa race »¹⁶⁵. La droite intellectuelle contemporaine de Furtado, nous rappelle F. de Oliveira, était composée notamment par des économistes conservateurs qui, préconisant l'adoption d'une théorie économique prévue dans les manuels de la discipline, n'accordaient pas une place centrale dans leurs constructions théoriques à l'interprétation de l'État et de ses rapports avec la société ; en parallèle, la gauche communiste brésilienne ne présentait pas non plus une théorisation sur la question de l'État, venant tout de même à se rallier au « projet étatiste » en vogue à partir des années 1930, incorporant, à l'instar de la droite autoritaire, une vision de « l'État comme démiurge de la nation »¹⁶⁶.

Ainsi, c'est en observant que l'intellectualité contemporaine à C. Furtado (les libéraux de la droite, ou la gauche communiste) n'offrait pas d'interprétation sur le rôle de l'État dans l'économie et dans la société brésiliennes, que F. de Oliveira affirme que le dialogue intellectuel de C. Furtado ne pourrait se faire qu'avec la pensée autoritaire de droite qui prédominait jusqu'aux années 1930, en vue de la construction de sa propre interprétation sur le rôle de l'État. Celso Furtado, quant à lui, ne reconnaît pas l'importance de la pensée d'auteurs comme Oliveira Viana (qui théorisait sur l'État comme organisateur de la réalité sociale) comme ayant une influence durable sur sa pensée. Il affirme plutôt avoir conformé sa propre vision de l'État par la voie de la planification : par l'étude de la théorie de l'organisation lorsqu'il travaillait au DASP¹⁶⁷ (notamment des auteurs nord-américains qui étudiaient la planification au niveau des grandes entreprises), alliée à la perception sociale du problème de la planification qui lui venait de Mannheim.¹⁶⁸ Vera Cepêda, en analysant les

¹⁶⁴ Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado : decifrando o Brasil [entretien] », *Revista Democracia Viva*, vol. 1, n° 1, 1997, p. 58-77 (citation p. 59).

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « Viagem ao olho do furacão... », *op. cit.*, p. 63.

¹⁶⁷ C'est en travaillant au DASP que Furtado prend contact avec l'œuvre d'auteurs nord-américains, comme H. J. Laski, dont l'ouvrage *Reflexiones sobre la revolución de nuestro tiempo* est cité par Furtado dans un article de 1946 publié dans la *Revista do Serviço Público*. Dans cet article, par l'analyse des transformations dans les techniques de production et dans la division du travail à partir de la révolution industrielle, Furtado montre les nouvelles fonctions en tant qu'« instrument de modération entre des forces antagoniques » qu'acquiert l'État dans les pays démocratiques les plus avancés, et le nécessaire processus de rationalisation de l'action de l'État (de réforme de l'administration publique) qui sera à son tour inspiré des techniques d'organisation élaborées au niveau des entreprises privées. Cf. Celso FURTADO, « Teoria do Departamento de Administração Geral » [1946], *op. cit.* ; Celso FURTADO, « Celso Furtado. Entrevista concedida a Alzira de Abreu », *op. cit.* Pour une analyse des « textes de jeunesse » de C. Furtado, dont ceux publiés dans la *Revista do Serviço Público*, voir le premier chapitre du Mémoire de Master recherche de R. P. Silva : Roberto Pereira SILVA, *O jovem Celso Furtado : história, política e economia (1941-1948)*, *op. cit.*

¹⁶⁸ Cf. Celso FURTADO, « Ideias para o país - entrevista de C. Furtado a M. C. Tavares e L. G. Belluzzo », *Carta Capital*, année VIII, n° 171, décembre 2001, p. 72-77. Dans cet entretien, Furtado affirme avoir fusionné

critiques adressées à Furtado quant à une supposée « suprématie du *technique sur le politique* »¹⁶⁹ dans l'approche de l'auteur de la question de l'État au Brésil, rappelle qu'il a le mérite d'avoir déplacé la discussion sur l'État en dehors du cadre exclusif de la droite. Cepêda affirme : « la présence de l'État, dans la plupart des textes produits au Brésil depuis le début du [XX^e] siècle, avait une claire connotation anti-démocratique et conservatrice, perpétuant le dit pacte des élites. Les textes furtadiens reflètent une valorisation extrême de la démocratie et de la préservation des règles du jeu démocratique »¹⁷⁰.

Malgré son caractère anti-démocratique, la pensée sociale brésilienne du début du XX^e siècle aurait eu le mérite de mettre en lumière la nécessité d'une action de l'État et des élites nationales en vue de la modernisation du pays (ce qui se retrouvera dans le processus de modernisation conservatrice entamé après la Révolution de 1930) ; si les bases théoriques et l'arrangement politique souhaité divergent complètement, la préoccupation avec la construction nationale y retrouvée sera aussi présente dans la construction théorique de Celso Furtado. L'influence de la génération postérieure d'intellectuels, qui à partir des années 1930 renouvelle la pensée sur la formation brésilienne, dans une période de transition vers la modernité capitaliste au Brésil¹⁷¹, lui permettra de dépasser les approches raciales et déterministes qui marquaient la pensée brésilienne depuis le XIX^e siècle. A partir de ces influences, Furtado développera une approche propre de la question nationale et du rôle de l'État dans le développement économique, devenant l'une des figures-clés en Amérique latine dans ce domaine. Cherchant dans l'histoire une explication au retard économique du Brésil, et s'appuyant sur les influences de Mannheim, Weber, Perroux, Keynes, et Prebisch/CEPAL, Furtado proposera ainsi une nouvelle approche de la question du sous-développement.

Avant de rejoindre la CEPAL, expérience qui marquera les développements postérieurs de son œuvre, Celso Furtado avait pu approfondir ses connaissances en économie, à Paris. En même temps qu'il prépare sa thèse et suit des cours à la Sorbonne, Furtado s'inscrit à l'Institut d'Études Politiques de Paris, intéressé par le « vaste horizon » des cours et séminaires y dispensés¹⁷². La critique de la théorie quantitative de la monnaie Furtado a pu la

« les idées de planification opérationnelle des nord-américains avec la perception sociale du problème [de la planification] – qui était de Mannheim. C'est de ce point que je suis parti pour construire une chose nouvelle ». *Ibid.*, p. 72.

¹⁶⁹ Cf. Vera A. CEPÊDA, « O pensamento político de Celso Furtado - desenvolvimento e democracia », in L. C. BRESSER-PEREIRA, J. M. RÊGO (org.), *A grande esperança em Celso Furtado*, São Paulo, Editora 34, 2001, p. 167-184, citation p. 179.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 179.

¹⁷¹ Cf. Rosa M. VIEIRA, *Celso Furtado : reforma, política e ideologia (1950-1964)*, *op. cit.*

¹⁷² Dans son livre de mémoires *La fantaisie organisée*, Furtado affirmera : « Il me fascinait d'étudier l'histoire des idées, de la technique et de la politique du XIX^e siècle, car je pensais que le déraillement de l'humanité avait commencé à ce moment-là. » Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 102.

suivre par les cours du professeur Bertrand Nogaro qui « avait une vision très critique du monétarisme et de ses limitations », une théorie qui « séduit et tend à mener à la stérilité »¹⁷³. Furtado souligne l'importance du professeur Nogaro dans sa formation à cette période, rappelant toutefois que, malgré la modernité contenue dans son idée « de mettre la théorie de la balance des paiements au centre des problèmes monétaires », Nogaro développait une critique de caractère éminemment « formaliste ».¹⁷⁴

Pendant ses études doctorales à Paris, Furtado suivra les cours d'économie industrielle de François Perroux qui, à cette époque, menaient des recherches qui le conduiraient à l'idée des « pôles de croissance » et commençait à théoriser sur les entreprises qui s'organisent horizontalement dans plusieurs pays en quête d'une plus grande autonomie de décision. Le concept de « grande unité interterritoriale », dont les pionniers ont été F. Perroux et M. Byé, a contribué de façon décisive à « modifier la vision des relations économiques internationales »¹⁷⁵. Ces entreprises, de véritables centres de décision, participeraient activement de la restructuration du système mondial de production capitaliste dans l'après-guerre et joueraient un rôle déterminant dans la liaison entre les pôles de développement des pays développés et les secteurs modernes des économies sous-développées.¹⁷⁶

Le cours de marxisme du professeur Auguste Cornu, spécialiste de la pensée marxienne, plus centré sur la philosophie que sur les aspects économiques du marxisme, a été l'occasion pour lui d'étudier minutieusement l'œuvre de Marx et d'Engels. Furtado n'avait lu jusque-là que des fragments de l'œuvre de ces auteurs, mais il était déjà « familiarisé avec la pensée de Ricardo et connaissait la macroéconomie moderne ». Pour cette raison, après avoir étudié *Le Capital*, la contribution de son auteur à l'Économie paraît à Furtado moins importante que « [la] formidable vue que dégage Marx sur la genèse de l'histoire moderne [qui] ne laisse indifférent aucun esprit curieux »¹⁷⁷. Peu réceptif aux idées économiques de

¹⁷³ Cf. Celso FURTADO, « Celso Monteiro Furtado [entretien] », in C. BIDERMAN, L. F. COZAC, J. M. REGO (org.), *Conversas com economistas brasileiros*, op. cit., p. 71.

¹⁷⁴ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 121. Dans une interview de 1995, Furtado se sert de l'exemple de l'économiste Bertrand Nogaro, qui l'aurait beaucoup influencé pendant ses études à Paris, pour illustrer la différence entre le rôle attribué aux économistes en Europe – celui d'un professeur qui expose ses idées – et la conception venue des États-Unis, de l'économiste comme un consultant. Nogaro aurait raconté à Furtado avoir refusé d'être payé pour rendre son opinion sur les problèmes monétaires japonais, affirmant que l'élaboration d'un article scientifique serait la forme la plus adéquate pour exprimer une éventuelle analyse sur le sujet. Cf. Celso FURTADO, « Celso Monteiro Furtado [entretien] », in C. BIDERMAN, L. F. COZAC, J. M. REGO (org.), *Conversas com economistas brasileiros*, op. cit., p. 72-73.

¹⁷⁵ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 121.

¹⁷⁶ À ce sujet, voir : Maurice BYÉ, « La Grande Unité Interterritoriale dans l'industrie extractive et ses plans », *Cahiers de l'I.S.E.A.*, n° 2, série F, septembre 1955 ; François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle* [1961], Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1991 (coll. « Œuvres complètes de François Perroux », tome V, n° 1), II^e partie : « Les pôles de croissance » ; Celso FURTADO, « Dépendance externe et théorie économique », *L'Homme et la Société*, n° 22, oct-déc. 1971 ; Celso FURTADO, *Raízes do subdesenvolvimento*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2003.

¹⁷⁷ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 116.

Marx, Furtado dira avoir néanmoins gardé de ses lectures du *Capital* certaines idées qui influenceraient sa conception des processus économiques, spécialement l'importance capitale du progrès technique¹⁷⁸ (confirmée par la lecture de Schumpeter) et la tendance contraignante des capitalistes à accumuler le capital (« ils sont résolus à renverser tous les obstacles qu'on leur oppose dans cette voie »)¹⁷⁹. Furtado affirme :

« Marx m'avait fait comprendre que toute décision économique implique une certaine forme de pouvoir. [...] Cela dit, la notion d'un pouvoir exercé de façon contraignante par le capitaliste est insuffisante. Le pouvoir existe aussi comme système. Et, dans l'économie capitaliste, les centres de décisions les plus importants de ce système sont dans l'État. Je dois à Keynes cette idée que l'économie capitaliste ne peut pas fonctionner sans une certaine centralisation des décisions, autrement dit sans une structure supérieure du pouvoir (à un certain degré le capitalisme est toujours un capitalisme d'État). Keynes m'a donc permis de saisir très tôt le caractère structurel du phénomène de la dépendance économique. »¹⁸⁰

Si Keynes lui permet de comprendre l'importance de l'État (la nécessité d'une certaine centralisation des décisions) pour le fonctionnement de l'économie capitaliste¹⁸¹, c'est néanmoins à François Perroux que Furtado attribue l'influence la plus décisive dans la conformation de sa pensée et de sa perception du rôle de l'État.¹⁸² En mettant en valeur le rôle de l'État, la théorisation de Keynes sur le fonctionnement de la macroéconomie aurait permis de penser l'Économie, non plus en termes de régulation par le marché, mais en termes de

¹⁷⁸ Voir sur ce point l'ouvrage de Celso FURTADO, *Dialética do desenvolvimento*, Rio de Janeiro, Fundo de Cultura, 1964. A partir de la formulation de la dialectique de Hegel, qui « mène à comprendre l'histoire comme une opposition de forces en équilibre mobile » (*ibid.*, p. 13), Furtado montre qu'en représentant la réalité sociale par l'intégration de deux secteurs, l'infrastructure (les forces productives) et la superstructure (les valeurs idéologiques), Marx « construisit le plus simple de tous les modèles dialectiques », « simplification audacieuse » qu'il répéterait en divisant la société en deux classes « dont le conflit fondamental opérerait comme force motrice du processus historique » (*ibid.*, p. 17). Ces simplifications entreprises par Marx, l'affirme Furtado, « permirent de pénétrer dans l'analyse de l'histoire dans une phase où les sciences sociales étaient encore en formation » (*ibid.*). Toutefois, Furtado trouve dans le niveau de généralité de ce modèle analytique une limitation à son application comme instrument d'orientation pratique (ce qui serait le « le but de la science » selon l'auteur) (*ibid.*, p. 23).

¹⁷⁹ Cf. Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 34.

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 35.

¹⁸¹ Selon Furtado : « En mettant au premier plan une vision globale des décisions économiques, dont l'insuffisance de coordination était responsable du chômage, l'œuvre de Keynes donna une grande impulsion à la théorie de la politique économique. [...] Concevoir la politique économique comme un effort de coordination des décisions [...] a constitué une rupture de front avec la vision optimiste de l'efficacité des mécanismes de marché à laquelle avait conduit la pensée néoclassique. De l'analyse de Keynes est née une théorie de la coordination des décisions économiques qui a considérablement valorisé les centres de décision au niveau national. Or, si l'élimination du chômage exigeait une action directrice de l'État sur l'ensemble du système économique, que dire des modifications structurelles indispensables pour sortir du sous-développement ? Cette approche a amené à accentuer les aspects politiques des problèmes économiques et à concevoir le développement comme le fruit d'une action délibérée et non comme l'effet d'une génération spontanée. » Cf. Celso FURTADO, « Le développement », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. XXIX, n° 4, 1977, p. 692 ; John Maynard KEYNES, *The general theory of employment, interest and money*, London, Macmillan, 1936.

¹⁸² Sur le rôle de l'État dans l'économie, François Perroux affirme : « Ni le capitalisme atomistique, ni le capitalisme des grandes unités n'ont jamais fonctionné indépendamment de l'État. Les initiatives et l'influence de celui-ci se révèlent à leur naissance, durant leur croissance, par leurs résultats. De capitalisme entièrement et exclusivement privé, l'histoire n'en a jamais connu ; l'observation du présent ne nous en révèle aucun. » Cf. François PERROUX, *Le capitalisme* [1948], Paris, Presses Universitaires de France, 1962, p. 29.

politique économique, rétablissant ainsi la « primauté du politique sur l'économique »¹⁸³. Destanne de Bernis souligne que c'est en raison des différentes périodes de l'histoire dans lesquelles ils conçoivent leurs concepts que Keynes et Perroux, tous les deux accentuant le rôle de l'État, ne se trouvent pas dans une même perspective générale : « Perroux attribue à l'État la charge de la régulation globale d'une économie largement indépendante plutôt que celle de résorber le chômage, question qui ne se posait plus (ou pas encore) dans les années cinquante et soixante. »¹⁸⁴ Selon l'analyse de Destanne de Bernis, pour F. Perroux, néanmoins, « le phénomène du pouvoir déborde celui de l'État », se rencontrant « à tous les niveaux d'organisation » (agent, entreprise, activité économique), et n'étant pas restreint aux sociétés capitalistes, car le pouvoir « n'est pas propre au capital mais à l'organisation de toute société »¹⁸⁵.

2.2 La « vision globale » de François Perroux¹⁸⁶ et autres influences françaises

François Perroux a été l'introducteur de la pensée économique de Joseph Schumpeter en France¹⁸⁷ et a contribué à la diffusion (et à la critique) des idées de Keynes dans le pays. Selon P. Rosanvallon, si la *Théorie Générale* de Keynes a été peu lue en France dans l'entre-deux-guerres (n'étant traduite en français qu'en 1942), l'élaboration des thèses sur l'auteur dans les années 1940 dirigées par François Perroux, ainsi que la publication, par ce dernier, de l'étude *La généralisation de la «General Theory»* (1950) ont contribué à mieux faire connaître l'œuvre de Keynes dans les milieux universitaires français. Néanmoins, plus importante aurait été, selon Rosanvallon, la pénétration des idées keynésiennes chez les hauts fonctionnaires au début des années 1950, avec la formation d'un « keynésianisme pratique », « indissociable de la transformation du rapport de l'État à la société » (mise en valeur de l'idée de politique économique, avec l'accroissement de l'intervention de l'État dans

¹⁸³ Cf. Celso FURTADO, *Retour à la vision globale de Perroux et Prebisch*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1995 (coll. « Les Conférences François Perroux », VI), p. 15. Ce texte correspond à la « Sixième Conférence François Perroux », prononcée par C. Furtado au Collège de France, le 15 juin 1994. Publié initialement dans la revue *Economie Appliquée* (vol. 47, n° 3, 1994), le texte est republié, en 2006, dans un numéro spécial de la même revue, consacré à Celso Furtado (*Economie Appliquée*, vol. 59, n° 3, 2006).

¹⁸⁴ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Furtado et l'économie mondiale », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998, p. 63.

¹⁸⁵ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « La dynamique de François Perroux, l'homme, la création collective, le projet humain » [1977], in F. DENOËL (dir.), *François Perroux : dossier*, Lausanne, L'Age d'homme, 1990 (coll. « Les Dossiers H »), p. 99-130 ; citations de la page 118.

¹⁸⁶ Expression empruntée à Celso FURTADO, *Retour à la vision globale de Perroux et Prebisch*, *op. cit.*

¹⁸⁷ Cf. Antonin COHEN, « Du corporatisme au keynésianisme : continuités pratiques et ruptures symboliques dans le sillage de François Perroux », *Revue Française de Science Politique*, vol. 56, n° 4, août 2006, p. 555-592. Voir aussi le texte de F. Perroux sur J. Schumpeter : François PERROUX, « La pensée économique de Joseph Schumpeter » [1965], in *id.*, *Marx, Schumpeter, Keynes*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1993 (coll. « Œuvres complètes de François Perroux », tome VI, n° 1).

l'économie de l'après-guerre – financement et production – dans le cadre de la mise en place d'un système de planification économique).¹⁸⁸ François Perroux, à son tour, avance la conceptualisation de « l'effet de domination », qui dépassait le cadre strictement économique de « l'effet d'innovation » mis en lumière par Schumpeter¹⁸⁹. L'effet de domination est défini par F. Perroux dans les termes suivants : « L'effet de domination, intentionnel ou non, est une influence dissymétrique ou irréversible. Sa mesure tient dans l'avantage extérieur au contrat ou la marge d'indétermination introduite par comparaison à l'équilibre de l'échange pur. Ses composantes sont la force contractuelle de unité, sa dimension et son appartenance à une zone active de l'économie. »¹⁹⁰

Perroux introduit ainsi le thème du pouvoir dans les relations économiques, le projetant dans l'économie internationale, ce qui a précocement stimulé C. Furtado, son élève à Paris, « à articuler l'économie avec le pouvoir, dans le cadre international ». ¹⁹¹ Sur l'importance de la théorisation faite par F. Perroux, Furtado souligne :

« La science économique traditionnelle ignore l'existence du pouvoir. Elle ne reconnaît que le pouvoir du monopole, qui est une chose anormale. Les marxistes n'avaient pas non plus la perception de l'importance du pouvoir, ils pensaient qu'en expliquant l'économique on expliquerait tout, mais, en réalité, en expliquant l'économique on n'explique pas forcément le phénomène du pouvoir ». ¹⁹²

D'où l'importance de F. Perroux, continue Furtado :

« [Perroux] avait une idée très claire, avec sa formation allemande, de ce qu'était le phénomène du pouvoir, qu'il a appelé 'l'effet de domination', qu'il fallait identifier en premier lieu pour approcher une réalité économique. L'on ne peut expliquer un processus économique complexe qu'à partir d'une perception du rapport des forces qui y agissent. Et

¹⁸⁸ Selon Rosanvallon, « Au-delà de la perspective d'un moyen terme entre le socialisme et le libéralisme, le keynésianisme français a en effet plongé peu à peu ses racines dans l'histoire longue d'un rapport pédagogique de l'État à la société ». Cf. Pierre ROSANVALLON, « Histoire des idées keynésiennes en France », *Revue Française d'Économie*, vol. 2, n° 4, 1987, p. 22-56 ; citation à la page 52. Sur l'introduction du keynésianisme en France, du point de vue de ses rapports avec le corporatisme français, voir : Antonin COHEN, « Du corporatisme au keynésianisme... », *op. cit.* Cohen montre qu'au discours économique de François Perroux au lendemain de la guerre correspond la recherche d'une « troisième voie » entre libéralisme économique et planification intégrale, la programmation économique (collaboration entre groupements organisés – communautés de travail – et l'État) permettant d'atteindre les buts collectifs de la nation. Selon Cohen (p. 588) : « C'est dans ce registre qu'il faut notamment comprendre l'attrait du keynésianisme parmi ceux qui, comme François Perroux, se sont amplement mobilisés pour donner un contenu économique au corporatisme et qui vont directement participer à la diffusion des idées keynésiennes en France. » Cohen (p. 588) rappelle la place prépondérante réservée à la théorie de Keynes dans le cours d'Histoire des doctrines économiques donné par F. Perroux à l'IEP de Paris (1946-1947), où la théorie de Keynes était présentée « comme une théorie de 'conciliation' entre le 'trantran du capitalisme' et 'la menace barbare de la planification' ».

¹⁸⁹ Cf. Celso FURTADO, *Retour à la vision globale de Perroux et Prebisch*, *op. cit.*

¹⁹⁰ Cf. François PERROUX, « Esquisse d'une théorie de l'économie dominante », *Économie Appliquée*, avril-sept. 1948, p. 253 (cité par Richard ARENA, « Les économistes français en 1950 », *Revue Économique*, vol. 51, n° 5, sept. 2000, p. 987.)

¹⁹¹ Cf. l'entretien accordé par C. Furtado à C. Mallorquín, le 26 avril 1994 : Carlos MALLORQUÍN, « O pensamento econômico latino-americano : entrevista de Celso Furtado a Carlos Mallorquín », *Novos Estudos CEBRAP*, n° 41, mars 1995, p. 100.

¹⁹² Cf. Celso FURTADO, « Celso Monteiro Furtado [entretien] », in C. BIDERMAN, L. F. COZAC, J. M. REGO (org.), *Conversas com economistas brasileiros*, *op. cit.*, p. 69-70.

celles-ci, en fait, sont des manifestations de pouvoir. Elles ne sont pas que des mécanismes, lesquels expliquent aussi beaucoup de choses. Mais l'on ne saisit pas le plus important, qui sont les fins que cherche l'homme. »¹⁹³

François Perroux, dans ses œuvres, dénonce la distinction entre l'économique et le social qui permettrait à la théorie économique conventionnelle d'é luder le problème du pouvoir, en comprenant l'économie comme une science des moyens (et non une science des fins, ces dernières étant « du ressort de la morale et de la politique »¹⁹⁴) :

« Dès lors, on doit se demander si la distinction tranchée *a priori* dont il s'agit, ne rend pas des services au maintien du *statu quo*. Si les fins sont hors de l'atteinte de l'économiste, il pourra se contenter d'accepter l'ordre social existant, la hiérarchie des pouvoirs sociaux qui le constituent et se bornera à procurer des recettes pour le bon emploi des ressources rares d'une rareté sociale telle qu'elle est modelée par les institutions de l'époque et du lieu. »¹⁹⁵

Alors, les « phénomènes de pouvoirs » ne se glissent dans la théorie conventionnelle (où règne la concurrence pure et parfaite), selon Perroux, « que par la porte étroite des régimes monopolistiques des prix »¹⁹⁶. Perroux reproche ainsi à la théorie économique néoclassique, par son hypothèse de « l'homogénéité des agents humains »¹⁹⁷, de négliger les implications du pouvoir dans le fonctionnement de l'économie. De ce fait, selon lui, « [la] théorie de l'équilibre général n'est pas la simplification de la vie économique observable : elle en est le contre-pied : on ne retrouve pas la réalité en modifiant peu à peu l'équilibre général, en compliquant progressivement le modèle : pour trouver la réalité, il faut choisir un autre modèle. »¹⁹⁸

Si Perroux n'est pas un économiste néoclassique, il ne peut pas non plus être classé parmi les économistes marxistes, ni parmi les keynésiens. Perroux « ne croit pas à la lutte des classes »¹⁹⁹, mettant en question qu'il y ait un antagonisme entre les classes sociales (celle qui dispose des moyens de production et celle qui en est privée) menant à la destruction de la propriété privée des moyens de production. Les prévisions de Marx ne seraient donc pas corroborées par l'observation historique²⁰⁰, dans le sens que, dans les pays industrialisés

¹⁹³ *Ibid.*, p. 70.

¹⁹⁴ Cf. François PERROUX, « Pouvoir et économie » [1973], in *id.*, *Pouvoir et économie généralisée*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1994 (coll. « Œuvres complètes de François Perroux », tome V, n° 2), citation p. 150.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 151.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 152.

¹⁹⁷ Cf. François PERROUX, « Pouvoir et économie », in *id.*, *Pouvoir et économie généralisée*, *op. cit.*

¹⁹⁸ Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 34. Dans « Pouvoir et économie » (*op. cit.*, p. 184), encore à propos des modèles walraso-parétiens, F. Perroux affirme : « Le point - on n'y insistera jamais assez - n'est pas de savoir si ce modèle fondamental *simplifie* la réalité, car c'est le fait de tout modèle ; mais bien de dire s'il ne la détruit pas. » Voir aussi : Henri CHAMBRE, « Pour une économie pleinement humaine. L'itinéraire de F. Perroux », *Études*, mars 1974.

¹⁹⁹ Cf. l'« Introduction » de Christian CHAVAGNEUX au dossier « Perroux l'ambigu », *L'Économie Politique*, n° 20, oct.-déc. 2003.

²⁰⁰ Cf. Pierre URI, « François Perroux », *Revue Économique*, vol. 38, n° 5, septembre 1987, p. I-XII.

l'antagonisme entre les classes ne s'est pas aggravé face à un processus de prolétarianisation croissante. Au contraire, souligne Perroux : « on constate que dans les pays industrialisés la classe ouvrière s'est diversifiée ; elle est 'tentée' et en partie absorbée par le capitalisme ; elle n'a pas tendance à s'accroître en nombre et à subir une diminution du salaire réel en longue période ni une détérioration de son niveau de vie »²⁰¹. Perroux affirme néanmoins l'existence d'un conflit entre les classes sociales, nécessaire « pour faire naître et créer les conditions du dialogue »²⁰², car « [jamais] les classes dominantes n'ont souhaité ni préparé spontanément le dialogue avec les classes dominées »²⁰³. Ainsi, l'histoire de l'humanité ne peut être ramenée, selon Perroux, à la lutte de deux classes antagonistes, vu que, là où l'industrialisation a lieu, elle « tend à promouvoir, quant aux rémunérations réelles – salaires et transferts sociaux –, les salariés qui y participent », alors que, dans les pays en développement, les concepts de classe et de lutte des classes du marxisme originaire ne s'appliqueraient pas, selon Perroux, car « [étrangers] aux *milieux sans industrie* »²⁰⁴. D'ailleurs, le critère de la propriété ou non des moyens de production « ne se suffit pas à lui-même lorsqu'il est présent : sa signification dépend de l'organisation du tout social, des réseaux d'information et de pouvoirs qui spécifient et qualifient une société donnée »²⁰⁵.

Critique également à l'égard de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936) de John M. Keynes, Perroux considère que le modèle proposé par Keynes « n'est soutenable que pour un cas très spécial, une situation historique analogue à celle du Royaume-Uni vers les années 30, et encore non sans réserves expresses »²⁰⁶. Les politiques de déblocage préconisées par Keynes supposent un marché financier et monétaire très développé, des institutions et des habitudes mentales et sociales instaurées et répandues par le capitalisme ; ainsi, « [leur] efficacité est subordonnée à l'existence de puissantes forces de développement : la volonté d'investir de l'entrepreneur, la réponse normale du travailleur aux stimulants capitalistes, la discipline des banques et le respect des règles du jeu posées par les autorités monétaires ».²⁰⁷ Le développement étant « le fait de changements dans les institutions »²⁰⁸, le modèle keynésien n'ouvre pas la voie d'une politique du

²⁰¹ Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, Paris, Aubier/Presses de l'UNESCO, 1981, p. 119.

²⁰² Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « La dynamique de François Perroux... », *op. cit.*, p. 116.

²⁰³ Cf. François PERROUX, *Industrie et création collective*, vol. 1, Paris, PUF, 1964, p. 129.

²⁰⁴ Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie...*, *op. cit.*, p. 120.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 120.

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 91.

²⁰⁷ Cf. François PERROUX, « Les blocages de la croissance et du développement. La croissance, le développement, les progrès, le progrès (définitions) », *Tiers-Monde*, vol. 7, n° 26, 1966, p. 239-250 (citation p. 244).

²⁰⁸ Cf. la préface de François Perroux à Elias GANNAGÉ, *Économie du développement*, Paris, PUF, 1962, p. viii.

développement²⁰⁹. De ce fait, par rapport à son application aux pays sous-développés, la théorie keynésienne est contestée par F. Perroux dans la mesure où les politiques proposées ne visent pas à changer les institutions d'un système économique, mais à en corriger un dysfonctionnement, représenté par l'inclinaison à l'accumulation des richesses plutôt qu'à leur investissement productif, qui empêche la pleine utilisation des ressources. Perroux considère que la « cure » keynésienne « n'est ni pertinente ni opérationnelle dans le cas des pays en développement »²¹⁰, vu que « [les] freinages et blocages du développement se manifestent au niveau des institutions, des structures mentales et des habitudes sociales »²¹¹. Ainsi, le produit réel global d'un ensemble social peut croître sans que celui-ci se développe car, l'affirme Perroux, le développement suppose des changements « dans l'appareil économique » aussi bien que des « changements dans les hommes », qui doivent être capables « d'aspiration et d'attente ».²¹²

Le sous-développement est, donc, selon Perroux, « d'une autre nature »²¹³ et doit être analysé en termes de « domination », de « désarticulation interne » et de couverture des « coûts de l'homme »²¹⁴, les « trois traits notables », liés entre eux, qui caractérisent les économies sous-développées. Ce sont des économies *inarticulées*, composées de deux secteurs juxtaposés – l'un moderne ou capitaliste, l'autre archaïque ou anté-capitaliste – qui souffrent d'un défaut de communication, n'entretenant que de faibles rapports : les forces de croissance ne se propagent pas à l'ensemble du système ou le font en provoquant des déséquilibres. Les économies sous-développées sont aussi des économies *dominées*, même en dehors du cadre colonial, du fait de l'asymétrie dans les rapports de forces entre les divers agents (États, grandes entreprises d'exportation, groupes financiers) au niveau des relations internationales ; ces relations d'inégalité dans les pouvoirs de décision entre États ou grandes entreprises et les pays sous-développés aggrave la désarticulation interne de ces derniers : « Parce que l'économie sous-développée est inarticulée, l'effort de la nation ou de la firme dominante s'applique en des lieux et à des activités bien déterminées sans que les solidarités dites 'nationales' puissent rapidement le rectifier et le répartir ».²¹⁵ Dans le contexte de désarticulation et de domination propre aux économies sous-développées, le libre

²⁰⁹ Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, *op. cit.*, p. 91.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 90.

²¹¹ Cf. François PERROUX, « Les blocages de la croissance et du développement... », *op. cit.*, p. 243.

²¹² Cf. la préface de François Perroux à Elias GANNAGÉ, *Économie du développement*, *op. cit.*

²¹³ Voir l'analyse de Gérard DESTANNE DE BERNIS, « La dynamique de François Perroux... », *op. cit.*

²¹⁴ Voir, de F. Perroux, les chapitres « La notion de développement » [1961] et « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement » [1955], in F. PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, respectivement, II^e partie, chap. III, p. 191-205 et IV^e partie, chap. I, p. 419-487. Voir aussi : Gilbert BLARDONE, « François Perroux et le développement », in R. BARRE, G. BLARDONE, H. SAVALL (éds.), *François Perroux : le centenaire d'un grand économiste*, Paris, Economica, 2005, p. 35-65.

²¹⁵ Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, II^e partie, chap. III, p. 192.

fonctionnement des mécanismes du marché – censé équilibrer l’offre et la demande de biens et services – n’est donc pas capable de pourvoir à la satisfaction des besoins fondamentaux des membres des populations, auxquels n’est pas livré « le minimum vital évalué par la science »²¹⁶. Ainsi, comme l’observe Henri Bartoli, « [aux] ‘désirs solvables’ de l’économie standard, F. Perroux oppose les ‘besoins fondamentaux’, tels qu’ils se définissent ‘objectivement’ en référence aux sciences de l’homme et ‘socialement’ à l’existence. »²¹⁷ Perroux prône ainsi le dépassement de la logique des seuls besoins solvables dans la recherche d’un développement humain basé sur la couverture des « coûts de l’homme », qu’il définit comme « les coûts du statut humain de la vie pour tous », « les coûts qui procurent à chacun l’espérance de vie, la santé, l’accès à la connaissance, compatibles avec les conditions concrètes du lieu et de l’époque ».²¹⁸ Dans son livre *Pour une philosophie du nouveau développement*, François Perroux précise :

« Faire pénétrer ces coûts [du statut humain de la vie pour chaque travailleur et chaque citoyen] dans les comptabilités, privée et sociale, c’est déjà rompre avec la logique de la solvabilité. C’est admettre que l’individu vivant est prioritaire dans la distribution du produit et du revenu. La vie des hommes est, *en droit*, préférée à un surcroît d’enrichissement. Cet impératif, comme tout autre, se spécifie par les conditions de temps, de lieu et de milieu culturel. Évidemment aussi, il peut se heurter à des impossibilités absolues. Il appelle, en tout cas, une enquête rigoureuse sur le champ des possibles et admet une *hiérarchie* des satisfactions et des emplois *radicalement* différente de celle que dicte la solvabilité. »²¹⁹

La désarticulation, la domination et la non-couverture des coûts de l’homme représentant ainsi des « éléments structurels constitutifs du sous-développement »²²⁰, Perroux prône l’élaboration de politiques de développement adaptées à chaque réalité, avec la prise en compte des besoins réels des populations (besoins économiques, culturels et sociaux) et le repérage des ressources potentielles (naturelles et humaines) dans chaque ensemble humain.²²¹ L’économie de marché, « supposée capable d’engendrer des surplus de produits et

²¹⁶ *Ibid.*

²¹⁷ Cf. Henri BARTOLI, « François Perroux, précurseur de l’alter-mondialisme », in R. BARRE, G. BLARDONE, H. SAVALL (éds.), *François Perroux : le centenaire d’un grand économiste*, op. cit., p. 13-33, citation p. 19.

²¹⁸ Cf. François PERROUX, *L’Économie du XX^e siècle*, op. cit., II^e partie, chap. III, p. 192. Et Perroux de préciser : « Dans un ensemble humain, les coûts de l’homme se répartissent, opérationnellement, en trois groupes. Ce sont : 1^o ceux qui empêchent les êtres humains de mourir (lutte contre la mortalité dans le travail professionnel et hors des limites de ce travail) ; 2^o ceux qui permettent à tous les êtres humains une vie physique et mentale minima (activités de préventions hygiéniques, de soins médicaux, de secours invalidité, vieillesse, chômage) ; 3^o ceux qui permettent à tous les êtres humains une vie spécifiquement humaine, c’est-à-dire caractérisée par un minimum de connaissances et un minimum de loisirs (essentiellement : coûts d’instruction élémentaire, coûts de loisir minimum). » *Ibid.*, III^e partie, chap. III, « Les coûts de l’homme » (repris d’*Économie Appliquée*, n^o 1, 1952), p. 367-368.

²¹⁹ Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, op. cit., p. 165-166.

²²⁰ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « La dynamique de François Perroux... », op. cit., p. 127.

²²¹ Cf. François PERROUX, *L’Économie du XX^e siècle*, op. cit. En rejoignant l’analyse d’Albert Hirschman (*The strategy of economic development*, Yale University Press, 1958), Perroux affirme : « Pour l’économiste qui échappe aux conformismes des écoles naguère florissantes en même temps que les dominations des puissances capitalistes, le développement est d’abord le repérage et la mise en œuvre des ressources latentes (potentielles).

de revenus qui finalement bénéficient à tous en tache d'huile »²²² s'est montrée, selon Perroux, depuis les débuts du capitalisme industriel, incapable d'assurer à toutes les existences humaines la satisfaction de leurs besoins vitaux. S'opposant à « [la] 'consommation' d'êtres humains, au bénéfice des choses et de l'accumulation du capital sous toutes ses formes »²²³, l'instauration des réseaux d'assistance sociale dans les pays développés, a permis au système de continuer de fonctionner : « Que cette évolution ait été imposée par la révolte ou proposée par les religions et la morale (y compris la 'morale' d'État) ne change rien à l'opposition – qui n'a pas été surmontée jusqu'aujourd'hui même – entre le *principe de solvabilité* et le *principe de solidarité*. »²²⁴ Néanmoins, affirme Perroux, le modèle social qui s'est historiquement configuré dans les pays occidentaux n'est pas transposable aux pays en développement, puisque correspondant à un autre stade de développement et à une forme de société différente²²⁵. De cette façon, selon Perroux, les théories économiques élaborées à partir de l'expérience sociale et des mécanismes économiques et financiers des pays développés apportent peu à l'interprétation du parcours des pays en développement et à l'orientation de leur politique économique.²²⁶ En effet, ces économies, sans solide cohésion interne et sans pouvoir par rapport à l'étranger, « subissent » le marché, en y participant « dans des conditions d'inégalité profonde, universelle et durable »²²⁷.

Face aux désarticulations et dominations (interne et externe) dont souffrent les pays sous-développés, le rôle de l'État, arbitrant les conflits et articulant les flux économiques, est

A.O. Hirschman le dit explicitement : 'L'essentiel est de mobiliser des ressources latentes.' Nous avons à comprendre, à partir de faits nombreux et incontestables, que *nous ne les connaissons pas* ; nous avons, jusqu'ici, dépensé beaucoup de temps et d'argent pour découvrir celles-là seulement d'entre les ressources potentielles que nos intérêts d'Occidentaux nous inclinaient à désirer. Ainsi en est-il des ressources naturelles, bien sûr. Mais plus encore, des ressources de l'homme. L'Afrique ou telle de ses parties est considérée trop rapidement comme un continent arriéré parce qu'il est, pour nous, plein d'interrogations et de mystères ; il y existe une 'armée de réserve d'entrepreneurs' (A.O. Hirschman) et une armée de réserve d'administrateurs, de politiques et d'inventeurs d'équilibres humains. Le pire moyen de les mobiliser serait de le tenter exclusivement ou principalement par les seules méthodes de l'économie marchande. » *Ibid.*, II^e partie, chap. IV, p. 280.

²²² Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, *op. cit.*, p. 67.

²²³ *Ibid.*

²²⁴ *Ibid.*, p. 68. Dans son œuvre *Pouvoir et Économie*, Perroux affirmait : « Le capitalisme a une logique : celle de la solvabilité et de la rentabilité privées. Le capitaliste investit, produit et vend ; il attend un profit net. Les aspirations et les besoins essentiels des agents qui ne peuvent pas payer ne se frayent aucun accès au marché et restent insatisfaits. A cet égard, la répartition historique des richesses ne peut procurer aucune justification rationnelle et analytique à la marge des aspirations et des besoins essentiels qui restent omis. Les sociétés occidentales le reconnaissent implicitement en encadrant le flux des échanges marchands par le flux des transferts de solidarité et le flux des transferts contraints. » Cf. François PERROUX, « Pouvoir et économie » [1973], in *id.*, *Pouvoir et économie généralisée*, *op. cit.*, p. 265.

²²⁵ Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, *op. cit.*, p. 69-70. Il est à noter que Celso Furtado, dans son analyse de la formation historique du sous-développement, rejoint ces considérations de F. Perroux.

²²⁶ Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, *op. cit.*, chap. II, « L'élaboration théorique ».

²²⁷ *Ibid.*, p. 83.

essentiel, car le marché seul, avertit Perroux, n'est pas capable de faire face aux contradictions et tensions sociales caractéristiques du sous-développement. Alors, le programme et le plan apparaissent dans l'approche de F. Perroux comme « les instruments nécessaires du développement »²²⁸ ; ils doivent être conformes à un « projet collectif » capable d'« [introduire] quelque ordre dans l'hétérogénéité des conflits sociaux », rendant « compatibles entre eux les projets des groupes sociaux »²²⁹ et supportables les déséquilibres que nécessairement le développement impose²³⁰. Si Perroux « démontre l'incapacité d'une société marchande à adopter un projet collectif », il ne se rallie aucunement à la « solution d'une autorité organisatrice »²³¹. L'« arbitrage », dans l'acception d'« un pouvoir qui se prononce au nom de l'intérêt général, de l'avantage collectif, du bien commun »²³² est nécessaire en vue d'harmoniser développement et croissance :

« Dans un processus de croissance, les changements structurels, combinés aux changements relatifs des pouvoirs entre les groupements économiques et sociaux, ne sauraient être arbitrés par le seul prix des marchés imparfaits dans des conditions telles que l'on soit raisonnablement sûr d'obtenir, pour la population, un optimum dynamique du produit et de sa structure de production et de répartition. La croissance n'étant pas spontanément équilibrée, doit donc être harmonisée par le pouvoir public ».²³³

²²⁸ Dans les mots de F. Perroux : « Si bien que - à des niveaux différents - le programme et le plan sont, pour les économies sous-développées et les autres, les instruments nécessaires du développement. » Quant aux fonctions du plan dans les économies sous-développées, Perroux affirme : « Avant tout autre rôle, un plan crée la 'perspective de développement et de croissance' (A. O. Hirschman). Le but est de susciter, dans le respect d'autrui et l'irrespect des vaines orthodoxies, la propension à travailler et la propension à créer. [...] Plus étroitement, le plan réagit contre les concentrations répétées d'investissements aux lieux des premières réussites. [...] Le plan enfin réduit les incompatibilités les plus lourdes entre les initiatives intérieures d'une part, entre les initiatives intérieures et les initiatives extérieures, d'autre part. Dans la mesure où l'économie sous-développée a trop peu de capital et de talents pour que sa force de travail disponible soit employée selon les techniques modernes, elle doit prendre conscience de la structure qu'elle préfère, disons des priorités auxquelles elle s'arrête, après réflexion. » Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit., p. 282-283.

²²⁹ Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit., p. 281. Voir aussi Gilbert BLARDONE, « François Perroux et le développement », op. cit., p. 46. Selon Perroux, le « développement économique qui commande la croissance et la soutient lorsqu'elle a été amorcée » est « d'abord le repérage et la mise en œuvre des ressources latentes (potentielles) » ; secondement, « le déclenchement et l'entretien de processus cumulatifs » (« [les] ressources sont moins rares dans les pays sous-développés que ne l'est la capacité de les lier les uns aux autres, de les combiner entre elles ») ; « [ce] développement cumulatif, c'est une troisième caractéristique, ne peut être amorcé et n'est entretenu que si l'on rend au moins grossièrement compatibles entre eux les projets des groupes sociaux. » Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit., p. 280-281.

²³⁰ Selon F. Perroux : « La croissance est déséquilibre. Le développement est déséquilibre. L'implantation d'un pôle de développement suscite une suite de déséquilibres économiques et sociaux [...] ». Et l'auteur d'ajouter : « La croissance n'est pas seulement faite de déséquilibres de fonctionnement (du budget, de la balance extérieure, de l'épargne et de l'investissement) qu'il s'agit de rendre supportables. Elle comporte des contradictions structurelles. » Dans une note, Perroux observe : « La meilleure analyse que nous connaissions des interactions entre coûts-prix-quantités d'une part, et structures économiques et sociales d'autre part est celle que présente Celso Furtado dans une étude miméographiée : *Development and stagnation in Latin-America : a structuralist approach* (Yale, 1965) [rajoutée en tant que chapitre 7 à la traduction française du livre *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, de C. Furtado]. » Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit., citations aux pages 203, 690 et 690 (note 1), respectivement ; Celso FURTADO, *Développement et sous-développement*, Paris, PUF (coll. « Théoria »), 1966.

²³¹ Cf. Jean DENIZET, « Sur quelques œuvres para-économiques de François Perroux », in F. DENOËL (dir.), *François Perroux : dossier*, op. cit. p. 155.

²³² Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit., p. 205.

²³³ Cf. François PERROUX, « Pouvoir et économie », in *id.*, *Pouvoir et économie généralisée*, op. cit., p. 256.

À la recherche d'un « développement complexe et harmonisé »²³⁴, dans lequel les pays sous-développés ne soient pas soumis aux décisions venues de l'extérieur et les investissements se relient entre eux, Perroux attribue un rôle privilégié à l'industrialisation²³⁵. « Phénomène social complexe » qui ne se résume pas à la création d'industries, l'industrialisation implique, selon Perroux, « le conditionnement économique d'une société, un développement spécifique de l'économie à base d'entreprise et de marché, une adaptation des types humains à l'appareil de production ».²³⁶ Toutefois, dans les économies sous-développées (formées par la juxtaposition de secteurs capitalistes et anté-capitalistes) caractérisées par la dépendance à l'égard des investissements étrangers, les plans des grandes compagnies étrangères qui y exercent une influence dominante peuvent ne pas être compatibles « à d'autres plans ou programmes nécessaires pour la mise en valeur des pays sous-développés »²³⁷. Comme l'affirme Perroux, « [ce] sont *les structures de l'industrialisation* qui caractérisent les rapports entre pays développé et pays sous-développé »²³⁸, mais du fait de l'inégalité dans les structures des différents pays, le premier exerce une position dominante par rapport au second. Perroux ne considère pas les économies sous-développées comme des économies « en régime de circuit stationnaire » (dont le remède pourrait être l'introduction d'innovations), à la Schumpeter²³⁹, mais des économies désarticulées, souffrant de blocages structurels de développement²⁴⁰ :

« Les dynamismes de la population, de l'innovation, de la domination, de la lutte et de la coopération des groupes sociaux, qui, dans le milieu des économies à base de marché complexe, ont toutes les chances de déployer leurs conséquences cumulatives d'engendrer l'accroissement du produit réel global et une transformation des structures de ce produit, gardant quelque contact avec les choix des individus, n'ont, dans un milieu sans économie à base de marché complexe, aucune de ces chances. Les impulsions particulières et locales [...] ne sont ni transmises, ni amplifiées. »²⁴¹

Au-delà de la « dynamique de la nouveauté » proposée par Schumpeter, Perroux propose l'élaboration d'une « dynamique de l'inégalité » pour l'étude des relations entre pays développés et pays sous-développés, qui « opposerait les mécanismes de la domination à ceux

²³⁴ Expression employée par François Perroux dans : « Les points de développement et les foyers de progrès » [1959], in F. PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, II^e partie, chap. VI.

²³⁵ Voir Gilbert BLARDONE, « François Perroux et le développement », *op. cit.* (dont nous suivons ici quelques points de l'argumentation).

²³⁶ Cf. François PERROUX, « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement » [1955], in *id.*, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, IV^e partie, chap. I, p. 484.

²³⁷ *Ibid.*, p. 424-425.

²³⁸ Cf. François PERROUX, *L'économie des jeunes nations*, vol. 1, Paris, Presses Universitaires de France, 1962, p. 25. Voir aussi Gilbert BLARDONE, « François Perroux et le développement », *op. cit.*

²³⁹ Voir l'analyse de F. Perroux sur l'œuvre de J. Schumpeter dans : François PERROUX, « La pensée économique de Joseph Schumpeter », *op. cit.*

²⁴⁰ « Les ressorts, les institutions, les mécanismes du développement économique ne naissent pas spontanément dans certains milieux qui restent en état de blocage structurel de croissance. » Cf. François PERROUX, « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement », in *id.*, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 447.

²⁴¹ *Ibid.*, p. 445.

du contrat sans combat »²⁴² (ce dernier présument l'égalité entre les parties). Dans des pays sous-développés couplés aux pays développés par des centres industriels, dont les exemples majeurs seraient les pays d'Amérique Latine²⁴³, Perroux affirme, en renvoyant à l'étude de Maurice Byé sur « La grande unité interterritoriale »²⁴⁴, que les pays demandeurs d'investissements et les pays offreurs de capitaux ne raisonnent pas nécessairement sur les mêmes périodes de temps, la stratégie économique de l'étranger tendant à prévaloir sur les plans de développement du pays receveur d'investissements. Ainsi, Perroux observe qu'un « pays sous-développé opère son développement grâce à des prêts extérieurs dont le montant et la nature dépendent largement de décisions autonomes du prêteur »²⁴⁵ - les États-Unis occupant une place prépondérante en tant que fournisseur de capitaux²⁴⁶. Les conditions historiques de la période d'industrialisation des pays sous-développés (« une planète en voie d'industrialisation généralisée »²⁴⁷) se montreraient, donc, nettement diverses de celles rencontrées par les « vieilles nations européennes »; ces dernières, dans leur processus d'industrialisation, n'ont pas pu « bénéficier d'énormes transferts d'épargne réelle et de compétence technique provenant de l'extérieur »²⁴⁸, mais ont pu « [bénéficier] pour un long temps d'un décalage dans les formes de croissance et dans les niveaux de développement »²⁴⁹.

Perroux affirme que l'industrialisation des pays sous-développés transforme les échanges internationaux sans avoir d'effets dépressifs sur eux, et est compatible avec l'intensification de l'industrialisation des pays développés. Il appelle alors « à un projet commun d'industrialisation concertée impliquant dépassement de la nation [qui dissocie la puissance de l'industrie de la puissance nationaliste] et dépassement du capitalisme [une économie du service et non une économie du gain] ». Ce projet commun serait capable de rendre compatibles les « projets collectifs de ces deux sortes de groupes humains [vieilles nations et nouveaux peuples] » : « Parmi les données de l'industrialisation du XX^e siècle, il y a l'existence de projets collectifs et de styles culturels qui engendrent nécessairement le conflit tant qu'on ne recherche pas systématiquement, officiellement et en fait, la formule de leur composition. »²⁵⁰

²⁴² Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit., I^e partie, chap. I.

²⁴³ Cf. François PERROUX, « Trois outils d'analyse... », in *id.*, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit., p. 470.

²⁴⁴ La Grande Unité Interterritoriale (G.U.I.) fut définie par Maurice Byé comme « l'ensemble intégré des organisations de production contrôlées, en divers territoires, par un centre unique de décision ». Cf. Maurice BYÉ, « La Grande Unité Interterritoriale dans l'industrie extractive et ses plans », op. cit.

²⁴⁵ Cf. François PERROUX, « Trois outils d'analyse... », in *id.*, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit., p. 479.

²⁴⁶ Pour une analyse du concept d'économie dominante de F. Perroux, illustré par l'exemple des États-Unis, voir : Raymond BARRE, « L'économie dominante : de 1950 à 2004 », in R. BARRE, G. BLARDONE, H. SAVALL (éds.), *François Perroux : le centenaire d'un grand économiste*, op. cit., p. 1-12.

²⁴⁷ Cf. François PERROUX, « Trois outils d'analyse... », in *id.*, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit., p. 481.

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 480.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 481.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 485.

Face aux inégalités dans les structures économiques entre pays développés et pays sous-développés, et à la domination des premiers sur les seconds qui en résulte, les pays sous-développés sont soumis à des effets asymétriques par rapport à leurs échanges extérieurs. Il s'agit d'effets asymétriques « d'influence » en ce qui concerne l'imitation de la consommation des pays riches par leurs classes aisées (imitées à leur tour par les classes moyennes locales)²⁵¹ ; « de dominances », en raison de inégalité en connaissances techniques et en moyens financiers, dans la préparation des conventions privées ou publiques ; « de domination partielle » dans des secteurs où l'action d'oligopoles détermine les prix et les quantités vendues.²⁵² Affirmant que l'inégalité et les asymétries sont la règle dans les échanges internationaux²⁵³, Perroux met en évidence que la concurrence « cesse d'exister si elle est pratiquée entre partenaires par trop inégaux » : « elle est une pure apparence si l'un des partenaires est assez fort, en fait, pour produire ce qu'il décide et en *imposer* le débit au coût et au prix que seul il peut pratiquer provisoirement ou pour *une longue durée*. »²⁵⁴ Face aux « emprises de structure » et à la tendance à la fixation unilatérale des conditions des échanges²⁵⁵, qui mettent les pays en développement « au service de l'étranger »²⁵⁶, Perroux prône à ces pays « [qui] ont subi une *structuration* décidée par l'étranger et pour lui »²⁵⁷, une stratégie de développement qui soit « globale, endogène et intégrée »²⁵⁸. Une telle stratégie

²⁵¹ Sur les pressions exercées sur le développement de la consommation dans les pays sous-développés, Perroux, faisant référence aux analyses de J. S. Duesenberry (*Income saving and the Theory of Consumer behavior*, 1949), affirme : « Dans une même nation, de groupe à groupe, les consommations sont socialement déterminées et les consommations des classes supérieures exercent une attraction sur les consommations des classes inférieures. Ce qui est vrai de groupe à groupe à l'intérieur d'une nation l'est aussi de peuple à peuple. [...] dans la mesure où le capitalisme étranger tire parti du marché du pays sous-développé, il suscite, sur ce dernier marché des demandes qui ne sont ni commandées par l'urgence objective des besoins, ni par des systèmes de goût cohérents et formés, mais par les intérêts particuliers des entreprises qui se trouvent en contact avec la demande locale. » Cf. François PERROUX, « Trois outils d'analyse... », in *id.*, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 466-467. Il est à noter ici que cette idée de mimétisme des modèles de consommation des pays développés par les pays sous-développés sera au cœur des analyses développées par Celso Furtado sur la conformation des structures sous-développées et la perpétuation du phénomène du sous-développement.

²⁵² Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, *op. cit.*, p. 175.

²⁵³ A ce sujet, Perroux affirme : « Les réalités actuelles nous font comprendre, en remontant dans le passé, l'expansion du commerce mondial du XIX^e siècle : ses conditions ont été l'hégémonie britannique, les investissements extérieurs générateurs de marchés, enfin, les liaisons étroites entre les rapports commerciaux et les monopoles de production et de finance. » *Ibid.*, p. 179.

²⁵⁴ Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, *op. cit.*, p. 180.

²⁵⁵ *Ibid.*, p. 52.

²⁵⁶ *Ibid.*, p. 176.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 179.

²⁵⁸ Et Perroux de préciser : « Le *nouveau* développement se veut 'global' 'intégré' 'endogène'. [...] *Global* désigne une vue de l'ensemble des dimensions d'un tout humain et la diversité des aspects qui doit être assumée dans leurs relations, au-delà des analyses spéciales. Évidemment, le terme s'applique à des ensembles de dimensions et de structures diverses, nation, 'région de nations', monde entier. *Endogène* [...] évoque les forces et les ressources intérieures d'une nation et leur mise en œuvre et en valeur cohérente. [...] Le développement intégré [peut] signifier soit l'intégration plurirégionale, soit la meilleure cohésion des secteurs, régions et classes sociales. » Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, *op. cit.*, p. 30-31. Voir aussi le document qui a précédé l'élaboration de ce livre : François PERROUX, « L'idée du développement global endogène et intégré (D.G.E.I.) », Document de travail, UNESCO, Réunion d'experts sur « Recherche sur l'idée d'un développement intégré », Quito, Equateur, 27-31 août 1979.

visé à restructurer l'économie du pays de façon à « [augmenter] la part de la population dans la gestion des ressources locales et dans la distribution des fruits qu'elles procurent ». ²⁵⁹

Comme l'observe G. Blardone ²⁶⁰, Perroux conseille aux pays disposant d'une base industrielle (tels ceux d'Amérique latine ou d'Asie), de rechercher une intégration plurinationale par les pôles de croissance. Dans cette zone de collaboration entre nations, les propagations spontanées doivent s'accompagner de politiques délibérées, en vue du renforcement de leurs économies internes, ainsi que de la réduction de leur dépendance extérieure. François Perroux affirme que « la notion de pôle de développement n'a de valeur qu'au moment où elle devient un instrument d'analyse rigoureuse et l'outil d'une politique » ; comme il le définit, « [un] pôle de développement est une unité économique motrice ou un ensemble formé par de telles unités. » ²⁶¹ Et l'auteur d'ajouter :

« La croissance et le développement d'un *ensemble* de territoires et de populations ne seront, donc, obtenus que par *l'aménagement conscient du milieu de propagation* des effets du pôle de développement. Ce sont des organes d'intérêt général qui transforment la croissance *d'une industrie* ou *d'une activité* en la croissance d'une nation en voie de se faire et les développements anarchiques en un développement ordonné. » ²⁶²

À propos de l'œuvre de F. Perroux, Celso Furtado souligne :

« Quoique la démarche centrale de sa pensée s'orientât vers le concept de *pôle de croissance* - lequel inclut trois éléments essentiels : l'industrie clé, l'organisation imparfaite des marchés et les économies externes spéciales -, François Perroux, en ayant lié étroitement le développement à l'idée de pouvoir, conféra à son œuvre une portée considérable qui continue de croître. » ²⁶³

C. Furtado fait remarquer, en outre, qu'avec son concept de « pôles de croissance », Perroux permettait de concevoir la croissance économique comme étant le résultat d'une « volonté politique ». ²⁶⁴

Comme le rappelle H. Bartoli, « [F. Perroux] se prononce pour la mondialisation des

²⁵⁹ Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, *op. cit.*, p. 181. L'auteur affirme (*ibid.*) : « Les stratégies dirigées contre les emprises de structures sont connues : elles se nomment importations de substitution, diversification des exportations, recherche attentive et persévérante de points d'insertion spécialisés dans les échanges mondiaux. Ce qui manque aux pays en développement, c'est la dimension des moyens financiers et le pouvoir de négociation. »

²⁶⁰ Gilbert BLARDONE, « François Perroux et le développement », *op. cit.*, p. 61-62. Voir aussi : François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, II^e partie.

²⁶¹ Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 202. Selon Perroux : « Une unité simple ou complexe, une entreprise, une industrie, une combinaison d'industries – est motrice quand elle exerce sur d'autres unités avec qui elle est en relations, des effets d'entraînements. [...] L'unité est motrice dans un espace économique et social déterminé quand la résultante de tous les efforts qu'elle engendre est positive, en ce sens qu'elle change les structures de façon telle que le produit réel global et net de l'ensemble connaît un taux de croissance plus élevé. [...] Elle ne doit pas être confondue avec le centre de décision qui agit sur elle. Souvent, dans les pays sous-développés, l'unité motrice dépend de décisions de groupes économiques et financiers agissant de concert avec les pouvoirs publics autochtones ou extérieurs. » *Ibid.*, p. 202-203.

²⁶² Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 204, italiques de l'auteur.

²⁶³ Cf. Celso FURTADO, *Retour à la vision globale de Perroux et Prebisch*, *op. cit.*, p. 17.

²⁶⁴ Cf. Celso FURTADO, « Entrevista com Celso Furtado... » [entretien accordé à Rosa M. Vieira, 2001], *op. cit.*, p. 420.

décisions prises par les pouvoirs politiques et économiques »²⁶⁵ ; étant donné les difficultés pour l'établissement d'une régulation publique du marché mondial (d'un pouvoir mondial capable de contrecarrer les agissements impérialistes), une volonté politique commune à des pays ou groupes de pays pourrait déjà permettre l'établissement de coopérations entre les divers « pôles de développement », qui seraient alors au service d'intérêts communs.

Organisée autour de la vision de l'inégalité²⁶⁶ (des unités économiques, entre les nations), hors des schémas de la théorie économique standard, l'œuvre de F. Perroux accorde une place déterminante aux asymétries et irréversibilités ainsi qu'aux effets de domination dans les relations économiques. Dans ce sens, l'aspiration des pays sous-développés à accéder à la technique contemporaine par la voie de l'industrialisation, en vue d'une plus grande autonomie, peut se heurter à de nouvelles formes de subordination, à une grande firme ou à un groupe de grandes firmes.²⁶⁷ Au début des années 1960, Perroux affirmait :

« L'industrialisation contemporaine avec ses grandes unités, leurs programmes à long terme et la complexité des ensembles humains qu'elles organisent, est plus intense que jamais. Or, les grands centres d'industrialisation ne se développent pas nation par nation, mais au sein de groupements de nations où ils trouvent la demande et les facteurs de production qu'il leur faut. »²⁶⁸

Selon Perroux, il ne s'agit pas de l'exportation de « systèmes abstraits », mais de la proposition d'un « style de vie concret » par « des machines concrètes dirigées et organisées par des hommes concrets »²⁶⁹, processus dans lequel l'inégalité entre les nations et l'inégalité des structures industrielles joue un rôle important. La grande firme, dans le cadre de ces inégalités, « exerce à l'égard de ses fournisseurs, de ses clients et de ses rivaux des actions de puissance : elle déploie une stratégie. »²⁷⁰

Perroux voit dans l'évolution de l'économie internationale au XX^e siècle le reniement de certains aspects de la pensée libérale, avec notamment l'acceptation de mesures de protection temporaire pour des industries nouvelles (à l'exemple de l'article 18 du G.A.T.T., permettant qu'une aide de l'État soit employée « pour faciliter l'établissement, le développement ou la reconstruction de certaines branches d'activité industrielle ») ; cela signifierait « reconnaître que l'appareil de production couplé à une certaine population ne peut

²⁶⁵ Cf. Henri BARTOLI, « François Perroux, précurseur de l'alter-mondialisme », *op. cit.*, p. 23.

²⁶⁶ *Ibid.*, p. 16 (Bartoli se réfère sur ce point à une idée présentée par R. Barre dans : Raymond BARRE, « De l'Europe sans rivages à l'économie du genre humain », in F. DENOËL (dir.), *François Perroux : dossier, op. cit.*, p. 230).

²⁶⁷ Le traitement des grandes entreprises en tant qu'unités de pouvoir, question mise en lumière par François Perroux, ainsi que par Maurice Byé, sera également au cœur des analyses de Celso Furtado sur l'ordre économique international de l'après-guerre.

²⁶⁸ Cf. François PERROUX, « Travail pour la paix et compétition entre systèmes économiques », *Esprit*, vol. 30, n° 312, décembre 1962, p. 916-934, citation p. 927.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 928.

²⁷⁰ Cf. François PERROUX, « *Indépendance* » de l'économie nationale et interdépendance des nations, Paris, Aubier Montaigne, 1969 (coll. « Recherches économiques et sociales »), p. 18.

pas être abandonné au diktat du marché mondial ». ²⁷¹ Perroux fait remarquer que la logique de l'économie néo-classique, dont le modèle est celui du marché parfait de concurrence pure, est ébranlée depuis Keynes, qui a mis l'accent sur le rôle des investissements dans la détermination du niveau du produit. ²⁷² Toutefois, si la doctrine de J. M. Keynes permet d'envisager la dynamisation de l'activité économique par une volonté politique, elle ne permet pas d'expliquer comment rendre compatibles entre elles les stratégies en vue du plein-emploi de la part des différents gouvernements nationaux. ²⁷³

Si, comme l'affirme Perroux, « [on] ne peut plus compter, désormais, sur l'arbitrage neutre d'un marché mondial et d'un prix mondial » ²⁷⁴, l'avènement des grandes firmes dans le marché international impose des complications supplémentaires aux inégalités observables entre les nations (des « nations » et des « quasi-nations » ²⁷⁵). Selon la terminologie choisie par F. Perroux, les « unités transnationales » (U.T.N.) caractérisent ces unités privées, disposant d'une part de marché importante, en régime d'oligopole, et dont les stratégies se dessinent par rapport à plusieurs États nationaux (dépassant ainsi la nation, les centres publics qui représentent les populations nationales). ²⁷⁶ En effet, comme l'auteur l'observe, les U.T.N. disposeraient « de nombreux et efficaces moyens pour se soustraire à la loi du marché », à travers leurs circuits propres de mouvements de capitaux investis à long terme et de transferts des techniques, et leurs politiques propres de rémunération des facteurs qu'elles mobilisent ²⁷⁷. Considérant la firme transnationale comme « un centre de pouvoirs et *non pas seulement de pouvoirs du marché* », mais un pouvoir « multidimensionnel (économique, technique, monétaire, para-politique) » ²⁷⁸, Perroux affirme à propos du sens que peut prendre la « mondialisation » de l'économie :

« L'U.T.N. mondiale, la *World enterprise* regarde le monde comme un tout, selon son optique qui est celle de la solvabilité et en vue de son objectif qui est le profit privé. Elle ne

²⁷¹ *Ibid.*, citations à la page 17.

²⁷² Cf. François PERROUX, « Les unités transnationales U.T.N. et la rénovation de la théorie de l'équilibre général (intérieur et extérieur) », *Mondes en développement*, n° 12, 1975, p. 655-676.

²⁷³ Selon Perroux : « Parce que le plein-emploi, dans une évolution dynamique, est lié à des choix concernant la création d'industries nouvelles, à la modernisation de l'industrie et de l'économie entière, parce que les nations sont inégales en ressources naturelles, en richesses acquises, en efficacité économique, la politique de J. M. Keynes ne change clairement rien aux différences et aux inégalités des structures des économies nationales, ni aux actions par lesquelles certaines en assujettissent d'autres. » Cf. François PERROUX, « *Indépendance* » de *l'économie nationale et interdépendance des nations*, *op. cit.*, p. 21.

²⁷⁴ *Ibid.*

²⁷⁵ « Les nations en voie de se faire peuvent être considérées comme des *quasi-nations*, puisqu'elles ont pour partenaires des nations qui, par leurs dimensions, la nature de leurs activités et leur pouvoir de négociation, exercent des influences et des dominances inscrites dans les faits et qui, même si elles le voulaient, ne pourraient être éliminées dans une courte période. » Cf. François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, *op. cit.*, p. 212.

²⁷⁶ Cf. François PERROUX, « Les unités transnationales U.T.N. et la rénovation de la théorie de l'équilibre général (intérieur et extérieur) », *op. cit.*, p. 657-658.

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 670.

²⁷⁸ *Ibid.*, p. 662.

se préoccupe aucunement [...] de donner au monde les moyens de former une économie au service des besoins des populations. Elle n'est pas un développeur, elle est un marchand. Son service est celui d'une clientèle qui peut payer : ses techniques et son *know how* sont transférés selon les exigences de la rentabilité. »²⁷⁹

Alors, l'histoire du capitalisme, pour F. Perroux, n'est pas l'histoire « d'une lutte entre un grand nombre d'unités de dimensions et de forces égales, d'activités économiques comparables », mais l'histoire de « centres successivement dominants, de grandes firmes successivement dominantes qui entraînent dans leur sillage des régions entières du monde, peuplées d'unités et d'individus relativement passifs. »²⁸⁰ Ainsi, comme le souligne G. Destanne de Bernis, F. Perroux - comme « les grands classiques » - développe sa construction théorique « sur deux horizons de temps, l'explication du fonctionnement du capitalisme, l'interprétation des tendances profondes de l'histoire dans laquelle nous sommes insérés, l'équilibration générale des activités inégalement puissantes et spontanément incompatibles d'une part, la montée vers l'économie de la ressource humaine d'autre part. »²⁸¹ Cette lutte, pour une économie au service de l'homme, une « économie de tout l'homme et de tous les hommes », F. Perroux la menait en « [récusant] tout ralliement aux doctrines d'autres grands contestataires », comme J. M. Keynes et K. Marx.²⁸²

De cette façon, comme le rappelle H. Guillén-Romo²⁸³, à partir de son insatisfaction à l'égard des théories néoclassiques, marxistes et keynésiennes²⁸⁴, F. François Perroux œuvrera à la construction d'une nouvelle théorie capable d'expliquer aussi bien la réalité des pays développés que celle des pays en voie de développement. L'« économie du développement » sera donc distincte de l'« économie de la croissance » : si le développement vise, d'une part, les conditions sociales, « *la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global* »²⁸⁵, il est le fait, d'autre part, de « l'ensemble des changements, observables dans le *système économique* et dans le *type d'organisation*, qui conditionnent la croissance

²⁷⁹ *Ibid.*, p. 671.

²⁸⁰ Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, 1^e partie, chap. II (« Le dynamisme de la domination »), p. 126.

²⁸¹ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « La dynamique de François Perroux... », *op. cit.*, p. 118.

²⁸² Cf. Jean WEILLER, « François Perroux, un grand contestataire », *Revue Française d'Économie*, vol. 4, n° 2, 1989, p. 30 et 38.

²⁸³ Cf. Hector GUILLEN ROMO, « François Perroux : pionnier oublié de l'économie du développement », *Economie Appliquée*, vol. 63, n° 4, 2010, p. 73-101.

²⁸⁴ Cette affirmation rejoint l'analyse de Gérard Destanne de Bernis qui, néanmoins, précise : « Le champ de l'économie pour François Perroux est celui de l'action des hommes en société pour la satisfaction de leurs besoins (la couverture des coûts de l'homme). Effectivement, ce champ était aussi celui de Marx. [...] C'est en tout cas le seul qui permette d'accéder à une compréhension en profondeur du fonctionnement économique de la société. » Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « La dynamique de François Perroux... », *op. cit.*, p. 115.

²⁸⁵ Cf. François PERROUX, « La notion de développement », in *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 191 (italiques de l'auteur).

entendue comme l'augmentation soutenue du produit réel global »²⁸⁶ ; « [alors] le développement est le fait de changements dans les institutions »²⁸⁷, et « [il] englobe et soutient la croissance »²⁸⁸.

Ainsi, selon l'observation de Jean-Paul Maréchal²⁸⁹, le projet de François Perroux « place l'homme au centre de l'économie » : « Mais l'homme dont il est question est une personne, c'est-à-dire ni l'atome humain asocial du libéralisme, ni d'ailleurs l'individu broyé par le collectif d'un certain marxisme. [...] Au-delà du libéralisme et du socialisme, cette conception, que l'on peut qualifier d'humaniste, récuse tout déterminisme univoque, quel qu'en soit le sens, entre l'homme et la société ».²⁹⁰

Dans un article très intéressant paru dans une publication commémorative du 50^e anniversaire du livre *Formação Econômica do Brasil* de Celso Furtado (publié au Brésil en 1959), Alain Alcouffe examine les influences croisées entre Celso Furtado et les économistes français.²⁹¹ Alcouffe souligne que des économistes tels que Maurice Byé et Jacques-R. Boudeville, qui ont contribué à la divulgation des idées de Perroux, ont aussi été liés au Brésil, et étroitement liés à Celso Furtado. Maurice Byé (professeur dans le cadre des missions universitaires françaises au Brésil avant de rejoindre la Résistance française) a développé, dans le prolongement des idées de Perroux dans le domaine des relations internationales, des études sur les « grandes unités interterritoriales », mettant en évidence les imperfections des « mécanismes classiques censés assurer l'équilibre des échanges ».²⁹²

Comme François Perroux l'a lui-même souligné, renvoyant aux « travaux de pionnier » de M. Byé, « [la] grande firme - nationale ou multinationale - avec son réseau de filiales et de firmes associées est une combinaison de pouvoirs inégalement répartis. »²⁹³ Cette interpénétration des travaux de M. Byé et de F. Perroux peut être illustrée par les mots de ce dernier lors de la disparition de Byé. En évoquant alors les études de Byé sur la Grande Unité Interterritoriale, Perroux affirme : « La puissante firme qui étend son activité sur plusieurs régions du monde, plurinationale par ses capitaux et par ses effets, est un phénomène dominant dans la vie économique du XX^e siècle [...]. Dans ce déploiement d'études

²⁸⁶ Cf. la préface de François Perroux à Elias GANNAGÉ, *Économie du développement*, PUF, 1962, p. viii.

²⁸⁷ *Ibid.*

²⁸⁸ Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 764.

²⁸⁹ Cf. Jean-Paul MARÉCHAL, « L'héritage négligé de François Perroux », *L'Économie Politique*, n° 20, oct.-déc. 2003, p. 47-63.

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 53.

²⁹¹ Alain ALCOUFFE, « Furtado, o Brasil e os economistas franceses : influências cruzadas », in F. S. Coelho; R. G. Granziera (orgs.), *Celso Furtado e a Formação Econômica do Brasil : edição comemorativa dos 50 anos de publicação : 1959-2009*, São Paulo, Atlas/Ordem dos economistas do Brasil, 2009.

²⁹² *Ibid.*, p. 44.

²⁹³ Cf. François PERROUX, « Pouvoir et économie », in *id.*, *Pouvoir et économie généralisée*, *op. cit.*, p. 254.

[*corporaciones multinacionales, World Enterprise*] riches en conséquences pratiques, le nom de Maurice Byé brille comme celui du pionnier. »²⁹⁴

Jouant un rôle très important dans la diffusion des idées de F. Perroux, les études de l'économiste français Jacques-R. Boudeville²⁹⁵ ont, selon A. Alcouffe, permis de « [rendre] opérationnels les concepts proposés par Perroux », offrant « une méthodologie à des politiques d'aménagement et de développement ».²⁹⁶ A part son travail pionnier sur les pôles de croissance brésiliens²⁹⁷, qui a contribué à la diffusion et à l'application des idées de Perroux, Boudeville a eu une liaison durable avec le Brésil et avec Celso Furtado. Dans l'avant-propos du livre de ce dernier, *Développement et sous-développement* (1966), Boudeville, alors collègue de Celso Furtado comme Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris (conjointement avec Maurice Byé, qui signe la préface de ce même livre), lui manifeste son amitié, longue d'une quinzaine années. Exaltant cet ouvrage, « fruit de longues années de réflexions universitaires et d'expériences administratives », complété (dans la traduction française) par un dernier chapitre composé déjà en exil (Yale, 1965), Boudeville affirme : « Sa recherche d'une explication structurelle du développement y prend la précision formelle d'un modèle, et constitue l'un des apports les plus intéressants de l'école économique latino-américaine ».²⁹⁸ A cette même occasion, Boudeville rappelle que l'exil en France de Furtado aura été l'occasion pour l'ancien ministre du Plan du Président Goulart, et alors professeur à la Sorbonne, de se rapprocher de Pierre Massé, commissaire général du Plan (1959-1965) en France.

Pierre Massé avait écrit la préface du premier livre de Celso Furtado traduit en

²⁹⁴ Cf. François PERROUX, « Maurice Byé (1905-1968) », *Économies et Sociétés*, tome III, n° 3, mars 1969, p. 497.

²⁹⁵ J.-R. Boudeville a été chargé, en 1956, de coordonner un contrat de recherche sur les relations interindustrielles de l'État de Minas Gerais au Brésil. Cf. Jacques-R. BOUDEVILLE, « Contribution à l'étude des pôles de croissance brésiliens : une industrie motrice, la sidérurgie du Minas Gerais. *Cahiers de I.S.E.A.*, série F, n° 10, juin 1957.

²⁹⁶ Cf. Alain ALCOUFFE, « Furtado, o Brasil e os economistas franceses : influências cruzadas », *op. cit.*, p. 45.

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ Cf. l'« Avant-propos » de Jacques-R. BOUDEVILLE, dans : Celso FURTADO, *Développement et sous-développement*, *op. cit.*, p. vii. Par rapport à l'école structuraliste latino-américaine, Furtado explique : « Ecole de pensée née dans la première moitié des années 50 parmi les économistes latino-américains, le structuralisme économique a eu pour but principal de mettre en évidence l'importance des paramètres « non économiques » des modèles macro-économiques. [...] En effet, sans une parfaite connaissance de la structure agraire, il ne serait pas possible de comprendre la rigidité de l'offre d'aliments dans certaines économies ; sans une analyse du système de décisions (dont le contrôle peut être entre les mains de groupes étrangers), il ne serait pas facile de comprendre l'orientation du progrès technologique assimilé ; sans une identification du dualisme structural, il ne serait pas facile d'expliquer la tendance à la concentration du revenu, etc. Étant donné que ces facteurs « non-économiques » - régime de propriété de la terre, contrôle des entreprises par des groupes étrangers, situation d'une partie de la population « en dehors » de l'économie de marché - sont intégrés dans la matrice structurale du modèle avec lequel travaille l'économiste, ceux qui ont donné un relief particulier à l'étude de ces paramètres ont été appelés « structuralistes ». » Cf. Celso FURTADO, *Théorie du développement économique*, 2^e éd. rev. et aug., trad. A. Diniz et J. Peffau, Paris, PUF, 1976, p. 29-30.

français, *Le Brésil à l'heure du choix* (1964)²⁹⁹, un recueil d'exposés sur les problèmes du développement économique du Brésil. Dans cette préface, P. Massé, partageant la conviction de la nécessité de la planification du développement affirmée par Furtado, souligne : « Il fait justice de la confusion trop fréquente entre planification et étatisation, tout en soulignant que l'État, et le plan, ont des rôles différents à jouer selon le niveaux de développement de l'économie. »³⁰⁰ Pierre Massé est une figure-clé de la « planification indicative »³⁰¹ en France, expérience de planification avec laquelle Furtado prend contact lors de la réalisation de son doctorat en France, et dont les idées il appliquera en tant que fonctionnaire des Nations Unies dans le cadre de la CEPAL et en tant que haut fonctionnaire du gouvernement brésilien. Selon François Perroux,

« La planification indicative, par comparaison aux plans impératifs de l'Est et aux capitalismes qui refusent tout principe de planification, est une institution originale. Elle ne pose rien de moins que cette question : l'économie à base d'entreprise et de marché peut-elle s'astreindre à une discipline qui, sans briser ses ressorts, lui épargne les instabilités et les troubles qui déparent son fonctionnement s'il est spontané ? Un 'ajustement' (Pierre Massé) des interventions du Centre et des actions de la Périphérie est-il possible - et comment - qui rende la croissance et le développement économiques plus féconds et mieux intelligibles ? »³⁰²

Comme le souligne C. Furtado, pour une économie capitaliste avancée, le recours à la planification était la seule voie de récupération des plaies laissées par la guerre. C'est à cette expérience qu'il assiste à la fin des années 1940. S'il considérait, depuis ses études d'administration (et la lecture d'auteurs américains) que la planification était « la grande invention du capitalisme moderne », à partir de son contact avec l'expérience de la

²⁹⁹ Celso FURTADO, *A pré-revolução brasileira*, Rio de Janeiro, Fundo de Cultura, 1962 (trad. française de J. Chouard, *Le Brésil à l'heure du choix – La politique économique d'un pays en voie de développement*, Paris, Plon, 1964).

³⁰⁰ Cf. la Préface de Pierre MASSÉ à Celso FURTADO, *Le Brésil à l'heure du choix... op. cit.* p. 13.

³⁰¹ Cf. Pierre MASSÉ, *Le Plan ou le anti-hasard*, Paris, Gallimard, 1965 (coll. « Idées »). Selon la définition de Pierre Massé (1952), « le Plan est un *substitut du Marché* dans les cas où celui-ci est irréalisable, défaillant ou dépassé. » Et l'auteur de préciser en 1984, dans son livre de mémoires : « Dans tous les autres cas, le Marché évite des migraines aux planificateurs. » Cf. Pierre MASSÉ, « Pratique et philosophie de l'investissement », *Économie Appliquée*, vol. 5, n° 4, oct.-déc. 1952, p. 642 ; Pierre MASSÉ, *Aléas et progrès : entre Candide et Cassandre*, Paris, Economica, 1984, p. 106.

³⁰² Perroux poursuit : « Cette question concerne le système occidental de la production et des échanges : des réponses que nous y donnerons par l'acte et en fait, dépendra la vigueur de ce système, en une époque pleine de promesses et de dangers. Un économiste pourrait-il consentir à éluder tout à fait cette question autrement qu'en acceptant de ne pas faire son métier ? » Cf. François PERROUX, *Le IV^e Plan Français (1962-1965)*, Paris, PUF, 1962, p. 8. Quant à l'emploi des termes « Centre » et « Périphérie » par Pierre Massé, le premier fait référence à un centre d'ajustement, à un « substitut du marché » quand le mécanisme du marché est irréalisable (« lorsque l'avenir lointain entre en jeu ») ou défaillant (« aux époques d'inflation ou de pénurie qui dérèglent ou bloquent le régulateur des prix ») ; la « Périphérie » comprend les individus et les entreprises. Devant ces difficultés d'ajustement par le mécanisme des marchés, « [le] rôle du premier [le Centre] est de tendre à l'ajustement par des retouches apportées aux constellations de prix et d'objectifs, le rôle de la seconde [la Périphérie] de modeler ses optimum conditionnels sur ces retouches. Dans un processus bien compris, il n'appartient ni à la périphérie de définir les 'justes prix', ni au centre d'intervenir dans la recherche des optimum périphériques. L'ajustement est un dialogue dans lequel le Centre et la Périphérie ont chacun leur part. » Cf. Pierre MASSÉ, « Aperçus économiques sur l'efficacité, le risque et l'investissement », *Revue de Statistique Appliquée*, tome 1, n° 2, 1953, p. 93.

planification indicative française³⁰³, Furtado avancera dans sa conceptualisation du sous-développement. Il affirme :

« Les Français disaient que la planification était nécessaire pour résoudre les problèmes causés par la guerre. J'ajoutais en disant que le sous-développement était une espèce de dévastation. Donc, pour le surmonter l'on a besoin de la planification. Le marché seul ne peut pas résoudre le problème. Il n'est pas capable de modifier les structures, ce qui est fondamental. »³⁰⁴

Dirigeant l'élaboration du premier manuel de techniques de planification élaboré au sein de la CEPAL, au début de années 1950³⁰⁵, Furtado applique les connaissances acquises lors de son expérience en France aux problèmes spécifiques de pays latino-américains.³⁰⁶ Cette « Technique de Planification » était une « stratégie de développement basée sur l'identification des principales variables macroéconomiques et points d'étranglement structurels, principalement ceux liés aux relations externes ». ³⁰⁷ Dans ce contexte, la Banque nationale de développement économique (BNDE), dont C. Furtado sera plus tard l'un des directeurs, a été fondée au Brésil (1952), dans un effort d'établissement des bases d'une planification de l'action publique, viabilisant l'avancement de l'industrialisation au Brésil.³⁰⁸ Un groupe mixte CEPAL-BNDE a été créé en 1953, présidé par C. Furtado, pour des échanges techniques dans le but d'étudier l'économie brésilienne.³⁰⁹ Appliquées au cas du

³⁰³ Comme C. Furtado le résume : « La 'planification indicative' française consistait à mobiliser toute la société pour discuter les objectifs d'intérêt global ; puis le financement était stipulé en fonction des possibilités du pays et de sa capacité d'endettement externe ». Cf. Celso FURTADO, *O longo amanhecer : reflexões sobre a formação do Brasil*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1999, p. 77-78.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 78.

³⁰⁵ CEPAL, *Estudio preliminar sobre la técnica de programación del desarrollo económico* [Preliminary study of the technique of programming economic development], Santiago, CEPAL, 1953 (Rapport présenté à la 5^e session de la CEPAL, tenue à Rio de Janeiro, Brésil, le 6 avril 1953).

³⁰⁶ Outre l'expérience de la planification française qui visait, selon Furtado, à un effort modernisateur sélectif sous l'égide de l'État, cherchant notamment à promouvoir des changements sur le plan technologique (des changements structurels), l'auteur souligne deux autres approches de la question de la planification économique qui marquaient les discussions au moment où la CEPAL élaborait ses techniques de planification : la planification soviétique et les politiques de stabilisation des économies de marché industrialisées. Si la planification soviétique (dont les débats Furtado avait eu l'occasion de suivre à Paris), dépassée l'étape de rareté généralisée, tendait à engendrer des gaspillages de ressources et de nouvelles formes d'inégalité sociale, elle apportait néanmoins des « enseignements sur les rapports entre la structure du système de production et les taux d'accumulation ». Du côté des économies de marché qui avaient subi les conséquences de la Grande dépression des années 1930, la planification via une régulation macroéconomique cherchait à assurer le plein emploi de la main d'œuvre ; or, la régulation économique étant suffisante pour la promotion du plein emploi, la planification perdait de son intérêt dans un contexte où l'introduction de changements structurels n'était pas le but de la politique économique. Dans le cas d'économies avec un excédent structurel de main d'œuvre, comme l'affirme Furtado, le plein emploi ne pouvait pas être fixé comme but de la politique économique ; le but devant être plutôt « une progressive augmentation de la productivité moyenne » cherchant à limiter le « gaspillage de main d'œuvre » dû à l'insuffisance de capital, caractéristique des économies sous-développées. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 236-242 (citations p. 237 et 240, respectivement).

³⁰⁷ Cf. Celso FURTADO, *O capitalismo global*, *op. cit.*, p. 13.

³⁰⁸ Cf. Celso FURTADO, *O longo amanhecer...*, *op. cit.*

³⁰⁹ Voir au sujet des origines de la BNDE (BNDES - Banque nationale de développement économique et social, à partir de 1982) et de son rôle dans le processus d'industrialisation brésilien, la publication du Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento : CICEF, *Memórias do Desenvolvimento*, année 4, n° 4, septembre 2010.

Brésil, les techniques développées au sein de la CEPAL ont été à l'origine de la politique d'industrialisation (le « Plano de Metas ») mise en place pendant le gouvernement de Juscelino Kubitschek (1956-1961). Par une utilisation plus rationnelle (que celle entreprise par le marché) des ressources dont dispose la société, la planification permet, selon Furtado, d'augmenter l'efficacité de l'État :

« Ma conviction est qu'une économie sous-développée comme celle du Brésil a besoin d'une planification. Une économie riche, comme celle de la Suisse, n'a peut-être pas besoin d'une planification globale, car les situations s'accommodent et le marché résout l'essentiel. Mais dans une économie comme la brésilienne, qui a un immense retard accumulé, des déséquilibres régionaux et sectoriels, et un énorme potentiel de ressources non utilisées, abandonner l'idée de planification c'est renoncer à l'idée d'avoir un gouvernement effectif. »³¹⁰

Conscient du fait que le cadre politique est déterminant dans tout projet de développement, C. Furtado rejoindrait P. Massé quand celui-ci affirme qu'au planificateur échoit la préparation d'« une étape de développement cohérente dans les directions correspondant aux préférences de la Nation »³¹¹, étant nonobstant le rôle du programmeur d'éclairer ce choix, « soumettant au pouvoir politique et à l'opinion publique un petit nombre de variantes alternatives du Plan ».³¹² Le problème fondamental est donc, selon P. Massé, celui de la finalité du Plan, puisque celui-ci « cherche à combler les lacunes et à corriger les défauts de l'évolution spontanée de l'économie [constituant] une affirmation de volonté »³¹³, celle-ci s'exprimant dans le cadre des institutions politiques de la Nation. Furtado rejoindrait cette vue quand il affirme : « Les décisions par rapport aux fins à atteindre sont du ressort du pouvoir, elles précèdent la planification. »³¹⁴ L'objectif des techniques de planification élaborées par la CEPAL était donc de présenter à la société, à partir de la structure existante, un horizon d'options sur lequel les décisions pourraient être prises, permettant d'augmenter l'efficacité dans l'utilisation des ressources rares : « Étant fixé un ensemble d'objectifs stratégiques, l'on passait à la vérification de sa faisabilité du point de vue de la pression sur la balance des paiements, de la magnitude des changements structurels requis, de la pression inflationniste potentielle, du temps nécessaire pour augmenter la tolérance à ces contraintes. »³¹⁵

³¹⁰ Cf. Celso FURTADO, *O longo amanhecer...*, *op. cit.*, p. 80.

³¹¹ Et Pierre Massé d'ajouter : « S'il peut avoir, en tant que citoyen, ses préférences personnelles, il n'est pas juge, en tant que programmeur, des préférences collectives. Le juge de ces préférences est la Nation elle-même, s'exprimant à travers ses institutions politiques. » Cf. Pierre MASSÉ, « La planification française », *Les Cahiers de la Publicité*, vol. 1, n°1, 1962, p. 96.

³¹² *Ibid.*

³¹³ *Ibid.*, p. 89.

³¹⁴ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 239.

³¹⁵ *Ibid.*, p. 241.

Si Furtado déclare n'avoir « jamais pu concevoir l'existence d'un problème strictement économique »³¹⁶, outre sa formation initiale privilégiant l'histoire, la philosophie et la sociologie, la période de son doctorat à Paris est sûrement déterminante dans son parcours intellectuel, complété par la suite par sa collaboration avec Raul Prebisch au sein de la CEPAL. D'importance fondamentale pour la conceptualisation du sous-développement, l'idée de pouvoir³¹⁷ mise en avant par la pensée de F. Perroux complétait la vision en termes de « centre-périphérie » de R. Prebisch, de telle manière que C. Furtado se considérait comme « le disciple de ces deux maîtres »³¹⁸. Il est ainsi caractéristique de l'approche de C. Furtado cette capacité d'« [accueillir] les apports de tous les économistes qu'il a pu rencontrer dans ses pérégrinations en Amérique latine ou en Europe, tout en gardant ses distances envers chacun et en construisant sa propre analyse »³¹⁹, de même pour les auteurs classiques de la pensée économique. Attaché à l'indépendance de sa pensée, Furtado apprend de Marx ainsi que de Keynes, sans néanmoins devenir ni marxiste ni keynésien, mais employant les théories qu'il juge pertinentes pour l'interprétation des faits économiques auxquels il doit faire face³²⁰.

De fondamentale importance dans le développement postérieur de son œuvre ainsi que dans sa carrière d'homme politique et de haut fonctionnaire international, ont été le contact et les échanges de C. Furtado avec des intellectuels français, entamés depuis ses années de doctorat (et approfondis par la suite lors de ses deux décennies d'enseignement à Paris, 1965-1985). L'importance des structures de pouvoir et de ce que Perroux a appelé l'« effet de domination » dans les relations économiques en général et, particulièrement, dans les relations économiques internationales a, dès cette époque, intégré le cadre conceptuel de Furtado.³²¹ Parmi les éléments qui composent le cadre théorique dans lequel se développe l'œuvre de C.

³¹⁶ Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 34. Affirmant que la découverte de l'importance du « social » a été décisive dans sa vie, Furtado critique les économistes « techniquement sophistiqués » mais incapables de saisir la dimension sociale des problèmes. Par exemple, des mesures économiques qui augmentent le chômage à court terme peuvent être techniquement fondées, sous l'argument d'une création future de postes de travail dans d'autres secteurs. Mais Furtado questionne : « Et le coût social jusque là ? [...] [les morts] ce serait le coût du progrès... ». Cf. Celso FURTADO, *O longo amanhecer...*, *op. cit.*, p. 93.

³¹⁷ Selon l'affirmation de Perroux : « L'échange économique, avant d'être une translation d'objets, est la rencontre des projets des sujets. Économiquement et socialement, il n'est pas saisissable autrement que dans un réseau de pouvoirs. [...] L'accumulation du capital n'est pas mécaniquement fonction de la différence entre rentabilité et coût à la marge, mais de la possibilité et du désir d'acquérir du capital pour l'exercice d'un pouvoir. » Cf. François PERROUX, « Pouvoir et économie », *op. cit.*, p. 189.

³¹⁸ Celso FURTADO, *Retour à la vision globale de Perroux et Prebisch*, *op. cit.*, p. 20.

³¹⁹ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Furtado et l'économie mondiale », *op. cit.*, p. 62.

³²⁰ Cf. Luiz Carlos BRESSER-PEREIRA, « Método e paixão em Celso Furtado », in L. C. BRESSER-PEREIRA, J. M. RÊGO (org.), *A grande esperança em Celso Furtado*, *op. cit.*, p. 19-43. Comme Furtado lui-même l'affirme : « Ma conception des phénomènes économiques, qui combine une vision globalisante inspirée de l'histoire et une coupe synchronique qui utilise toutes les ressources de l'analyse économique, a pris pour moi sa forme définitive lorsque se sont cristallisées dans mon esprit deux idées : celle de structure et celle de centre de décision. » Cf. Celso FURTADO, « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 36-37.

³²¹ Cf. Celso FURTADO, « Celso Monteiro Furtado [entretien] », in C. BIDERMAN, L. F. COZAC, J. M. REGO (org.), *Conversas com economistas brasileiros*, *op. cit.*

Furtado, peuvent être mis en relief : l'idée du pouvoir et des asymétries comme étant constitutifs des relations internationales, développée par F. Perroux ; l'importance croissante que prennent les grandes entreprises dans les échanges internationaux (question développée de façon pionnière par M. Byé) ; ainsi que la critique de la division internationale du travail³²² et de la capacité du marché en tant que régulateur des systèmes économiques, avec la conséquente valorisation du rôle de l'État. La capacité de C. Furtado de remettre les questions relatives au sous-développement dans le cadre des relations internationales a été mise en lumière par Gérard Destanne de Bernis, lui aussi un disciple de Maurice Byé et François Perroux. Destanne de Bernis affirme que l'apport fondamental de l'œuvre de Celso Furtado réside « dans l'immersion du sous-développement dans l'univers des relations économiques internationales ».³²³ Et l'auteur d'ajouter :

« Je n'hésite pas à dire que Celso Furtado me paraît être l'économiste qui a la plus vive conscience de ce fait que l'économie internationale est un ensemble de rapports entre économies diversement dominantes et économies diversement dominées qui ont pris des formes successives au cours de l'histoire, et sans la considération desquels rien ne peut se comprendre. »³²⁴

³²² A ce propos, prônant l'industrialisation des « pays neufs » face aux dangers représentés par la spécialisation (sensibilité aux fluctuations économiques, dépendance par rapport aux pays industriels « trop enclins à être alternativement de mauvais acheteurs et des vendeurs réticents ») J.-R. Boudeville affirmait en 1950 : « Dans les conditions présentes du monde réel, non seulement la division internationale du travail est en majeure partie un leurre, mais sur les marchés internationaux la concurrence est imparfaite ou inexistante. » Cf. Jacques BOUDEVILLE, « Commerce extérieur, revenu national et dévaluation », *Revue Économique*, n° 3, 1950, p. 354-386 (citations respectivement aux pages 370 et 369).

³²³ Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Furtado et l'économie mondiale », *op. cit.*, p. 59.

³²⁴ *Ibid.*, p. 61.

PARTIE II - La problématique du sous-développement et la CEPAL, une école de pensée née dans le Tiers monde

1. L'émergence du problème du développement et l'approche du sous-développement

1.1 Le contexte historique dans lequel émerge la problématique du développement sur la scène internationale

À la période de la colonisation - voie d'intervention des puissances européennes dans d'autres régions du monde - remontent des discours et des pratiques qui perdureraient, au XX^e siècle, sous le signe du « développement ». ³²⁵

G. Rist rappelle que, suite à la Première Guerre mondiale, c'est dans le cadre du pacte de la Société des nations que la notion de « *degré de développement* » apparaît dans la littérature internationale. ³²⁶ Selon Rist, « *Il y aurait donc, au-delà des intérêts économiques et politiques, des valeurs universelles – 'la civilisation', 'le bien-être matériel et moral', le 'progrès social' - dont on peut légitimement se réclamer pour intervenir dans l'existence d'autres peuples.* » ³²⁷ Ainsi, le système des mandats « reposait sur le présupposé d'une 'civilisation' que certains privilégiés avaient mission de diffuser. » ³²⁸

L'idée de diffusion de la civilisation (occidentale) comme facteur de légitimation de l'intervention dans d'autres régions du monde sera métamorphosée en l'idée de « développement » après la Seconde Guerre mondiale. ³²⁹ La condamnation du racisme après les atrocités perpétrées pendant la guerre, ainsi que l'émergence des nouvelles puissances mondiales, les États-Unis et la Russie – à qui l'existence d'empires coloniaux n'intéressait pas – ouvraient la voie à une nouvelle vision du monde, basée non plus sur la relation hiérarchique colonisés/colonisateurs, mais sur une relation entre égaux en droit ³³⁰ : « Le colonisé et le colonisateur appartiennent à des univers non seulement différents mais encore opposés et, pour réduire la différence, l'affrontement – la lutte de libération nationale – paraît inévitable. Tandis que le 'sous-développé' et le 'développé' sont de la même famille ; même si

³²⁵ Cf. Gilbert RIST, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2001, p. 81-82. Nous suivons ici les idées avancées par G. Rist dans cet ouvrage.

³²⁶ *Ibid.*, p. 103 (italique dans l'original).

³²⁷ *Ibid.*, p. 104 (italique dans l'original).

³²⁸ *Ibid.*, p. 125.

³²⁹ Nous nous appuyons ici sur le chapitre 4 de Gilbert RIST, *Le développement...*, *op. cit.*

³³⁰ Selon la « Déclaration universelle des droits de l'homme » adoptée par les 58 États Membres qui constituaient alors l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 décembre 1948, à Paris. Disponible sur le site Internet de l'ONU, <http://www.un.org/fr/documents/udhr/index.shtml> [consulté le 25 novembre 2009]

le premier est un peu en retard sur le second, il peut espérer combler l'écart [...]. »³³¹

Différemment de la période de l'entre-deux-guerres³³², après la Seconde Guerre mondiale des efforts ont été entrepris en vue de la coopération et de l'intégration économiques, afin d'éviter l'imposition de mesures protectionnistes de la part des économies européennes sous restriction de devises. Il était question, surtout pour les États-Unis, dont les capacités productives opéraient au niveau maximum³³³, que le marché international se rétablisse rapidement après la guerre, tout en évitant les crises monétaires et les pratiques déflationnistes et protectionnistes entraînées par la Crise de 1929³³⁴. Il faut souligner que la prééminence des États-Unis dans le commerce international et l'asymétrie entre leur niveau de développement et celui du reste du monde, ainsi que leur autosuffisance (ou faible dépendance par rapport à l'économie mondiale) ne sont pas négligeables dans l'explication du niveau de l'effondrement de l'économie mondiale dans la période de la Grande dépression de 1929-1933. C. P. Kindleberger, notamment, a souligné le rôle de « l'hégémonie perdue » dans la Grande dépression : Londres, comme puissance hégémonique, avait assuré la coordination du système international des paiements (sous l'étalon-or) avant la Première Guerre mondiale, rôle que New York n'aurait pas assumé dans la période subséquente, ouvrant ainsi la voie aux

³³¹ Cf. Gilbert RIST, *Le développement...*, *op. cit.*, p. 123, italiques de l'auteur.

³³² « The tendency to rugged individualism in matters of international exchange was already marked in the twenties but it was substantially aggravated in the depression, when commercial and monetary policy reduced itself to a *saave qui peut* and trade languished in a jungle of duties, quotas, barter arrangements, currency and exchange controls, special accounts, bilateral treaties, and similar products of official ingenuity. » Cf. David S. LANDES, *The unbound Prometheus : technological change and industrial development in Western Europe from 1750 to the present*, 2^e éd, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2003 (la première édition est de 1969), chap. 7, p. 504.

³³³ Les deux guerres mondiales ont énormément profité à l'économie nord-américaine : la plus grande économie du monde déjà en 1913 (1/3 de la production industrielle mondiale), les États-Unis deviendront le plus grand créancier international après la Première Guerre ; en 1920, les États-Unis étaient aussi le plus grand exportateur, ainsi que le plus grand importateur après la Grande-Bretagne. « Bref, à la fin de la Première Guerre mondiale, l'économie américaine était à bien des égards aussi internationalement dominante qu'elle devait le redevenir après la Seconde Guerre mondiale. C'est la Grande Crise qui interrompt temporairement cette ascension. » Cf. Eric J. HOBBSBAWM, *L'âge des extrêmes : le court vingtième siècle, 1914-1991*, traduit de l'anglais par P.-E. Dauzat, Bruxelles/Paris, Éd. Complexe/Le Monde diplomatique, 2003, p. 138.

³³⁴ *Ibid.*, chap. 3. Selon Eric Hobsbawm, l'effondrement économique de l'entre-deux-guerres est de fondamentale importance à la compréhension du monde de la deuxième moitié du XX^e siècle. Suite à la Première Guerre mondiale, une période de récupération et de « boom » économique marquera les années 1924-1929, alimentée surtout par des flux internationaux de capitaux vers les pays industrialisés, notamment l'Allemagne (qui empruntait aux États-Unis pour faire face aux obligations de réparation prévues dans le Traité de Versailles). Avec la récession de l'économie mondiale qui débute en 1929, ayant comme « épice » les États-Unis et se disséminant vers d'autres économies industrielles (la chute des prix des produits primaires rendant la dépression globale), un chômage de masse sans précédent s'installe. La réponse des autorités économiques viendra sous forme de montée des barrières protectionnistes (marchés nationaux et devises), « tout en sachant pertinemment que cela avait pour effet de démanteler le système international de commerce multilatéral dont, croyaient-ils, dépendait la prospérité mondiale. » Cela peut s'expliquer, selon l'auteur, par la crainte des radicalisations sociales (aussi bien de gauche que de droite) qui placera au premier plan les considérations sociales au lieu des considérations économiques. *Ibid.*, citation p. 134.

nationalismes déstabilisateurs du système économique international.³³⁵ Les racines politiques de la crise seraient à chercher dans le Traité de Versailles qui, en imposant de lourdes réparations à l'Allemagne, aurait rendu l'Europe plus dépendante des prêts nord-américains (avec lesquels l'Allemagne réglait les réparations) et donc, plus sensible à la suspension des flux déterminée par la crise de Wall Street en 1929. Outre les énormes passifs internationaux contractés pour le financement de la guerre, l'Europe a dû faire face au déclin de sa balance commerciale avec le reste du monde, perdant des parts de marché en faveur des États-Unis et du Japon, ainsi que de l'Amérique latine et de l'Inde.³³⁶

En 1944, considérant la fin prochaine des hostilités, des accords ont été mis en place à Bretton Woods, aux États-Unis, dans le but d'établir le cadre institutionnel nécessaire à la reprise et à la progression des échanges internationaux, dont le rétablissement d'un système monétaire stable et la reconstruction des économies européennes détruites pendant le conflit étaient les éléments fondamentaux.³³⁷ La Charte des Nations Unies de 1945 reconnaissait, dans son chapitre IX, « Coopération économique et sociale internationale », le rôle de la stabilité et du bien-être pour le maintien des relations pacifiques et amicales entre les nations. D'après les résolutions fondatrices des Nations Unies, la promotion du progrès social et l'instauration de meilleures conditions de vie (progrès économiques) seraient à chercher dans le cadre des institutions internationales.

À l'issue des accords de Bretton Woods, deux institutions sont créées en 1945, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (ou BIRD, Banque internationale pour la reconstruction et le développement). Le FMI constituera un instrument de régulation des

³³⁵ Cf. Charles P. KINDLEBERGER, *The world in depression, 1919-1929*, éd. rev. et aug., Berkeley, University of California Press, 1986. Voir aussi l'analyse d'Ester Fano, et sa critique à Kindleberger : Ester FANO, « Los países capitalistas, desde la guerra mundial hasta la crisis de 1929 », *Cuadernos de Pasado y Presente*, n° 85 (« La crisis en los años 20 »), México, 1981. Selon E. Fano, des rigidités institutionnelles (représentations politiques et grands intérêts organisés) imposeraient des barrières politiques insurmontables à toute tentative d'intervention de l'État visant à stimuler la récupération économique. Fano affirme que, si la Seconde Guerre mondiale a permis de mettre fin à la dépression économique, elle a aussi permis de dénouer les hostilités qui empêchaient toute réforme des modes d'action capitalistes, en vue d'une concertation d'intérêts. Ainsi, l'on ne pourrait pas demander au capitalisme occidental des années 1920-1930 (comme le fait Kindleberger) une flexibilité que seulement la Seconde Guerre mondiale a pu lui redonner.

³³⁶ Cf. James JOLL, « The Decline of Europe : 1920-1970 », *International Affairs*, novembre 1970. Selon l'auteur, la faiblesse des stratégies de réarmement de la France et de la Grande-Bretagne (pour des raisons politiques, comme les pertes pendant la Première Guerre mondiale, et économiques, comme le retard technologique dans le cas de la France, dont l'industrie ne sera modernisée qu'à partir des années 1950) aggravée par le retrait des capitaux américains de l'Europe pendant la Grande dépression, rendra impossible la mise au point de solutions politiques à leurs problèmes internes et internationaux : « It was the failure of the European states to find political solutions of their domestic and international political problems after 1920 that had led to the war of 1939. » *Ibid.*, p. 12.

³³⁷ David S. Landes souligne que, dans les efforts vers la coopération et l'intégration internationales dans le deuxième après-guerre il y avait, de la part des États-Unis, la crainte « that they would be the principal victims of a return to autarky » et leur conviction « that this was the only way to put Europe back on its own feet », mais aussi, de la part des internationalistes européens, comme Jean Monnet, la quête de l'intégration économique « as a mean to political unification and a guarantee of peace ». Cf. David S. LANDES, *The unbound Prometheus*, op. cit., p. 505.

politiques monétaires des pays signataires, mettant en place un nouveau système monétaire international de changes fixes, basé sur un étalon dollar, afin d'éviter des dévaluations compétitives. La Banque mondiale aura pour but le financement de la reconstruction européenne ainsi que des projets de développement (investissements que le contexte international orientera surtout vers l'Amérique latine). Selon Gerald Meier, considérant les participants de la conférence de Bretton Woods (du côté des pays sous-développés, seulement quelques pays latino-américains dont les revendications portaient notamment sur le cours des matières premières), « dès le départ, il fut clair que les questions du développement ne figureraient pas à l'ordre du jour de Bretton Woods », qui se dirigeait essentiellement à la création du FMI.³³⁸

Néanmoins, dans le cadre du nouveau rapport des forces internationales qui émerge après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis – ayant intérêt à maintenir la machine productive développée pendant le conflit et à consolider leur hégémonie sur le plan international – lancent le plan Marshall (5 juin 1947)³³⁹, instrument d'aide à la reconstruction de l'Europe³⁴⁰, ainsi qu'un nouveau programme d'aide aux régions qui désormais seront connues comme « sous-développées » (*underdeveloped*). C'est le discours d'investiture du président américain Harry S. Truman à son deuxième mandat, le 20 janvier 1949, qui présentera dans son « Point IV », « l'acte inaugural d'une nouvelle ère », « l'ère du 'développement' »³⁴¹.

Dans ce discours, Truman parle du rôle des États-Unis - dans le moment d'incertitude vécu par le monde après les deux guerres mondiales de la première moitié du XX^e siècle - vers qui « [the] peoples of earth » se tourneraient « for good will, strength, and wise

³³⁸ Cf. Gerald M. MEIER, « La période de formation », in G. MEIER, D. SEERS (éd.), *Les pionniers du développement*, Paris, Économica, 1988, p. 9.

³³⁹ Selon Bertrand de Jouvenel, « le mécanisme politique des Nations Unies » ainsi que « le mécanisme économique mis sur pied à Bretton Woods » se sont révélés inadéquats à la situation d'après-guerre, étant nécessaire, « pour faire face au danger politique imprévu, improviser la doctrine Truman », et « improviser le Plan Marshall pour parer à la difficulté économique négligée ». Cf. Bertrand DE JOUVENEL, *L'Amérique en Europe : le Plan Marshall et la coopération intercontinentale*, Paris, PLON, 1948, p. 21. Le 12 mars 1947, le président Truman demande au Congrès des États-Unis des crédits en faveur de la Grèce (qui soutient une guerre civile contre les communistes) et de la Turquie (pays menacé par l'URSS), affirmant que la politique des États-Unis doit être « de soutenir les peuples libres qui résistent aux entreprises de domination ». Cette même année, le 5 juin, le secrétaire d'État Marshall, exposant la situation économique des pays européens, affirme : « pour assurer leur existence quotidienne et permettre leur reconstruction, ceux-ci doivent tirer du continent américain des importations qui, durant les trois ou quatre années à venir, seront très au-dessus de leur capacité de paiement. » *Ibid.*, p. 14 et 15.

³⁴⁰ Sur les controverses suscitées par le Plan Marshall, D. S. Landes observe : « The Marshall Plan gave rise from the start to considerable controversy. Many Europeans [...] were convinced that the whole thing was simply a scheme to fuel an American economy that was running out of steam now that the immediate postwar demand had been satisfied. [...] At the other extreme were those Europeans who saw the Plan essentially as a noble gesture of comradeship and responsibility. » Ce dernier serait l'argument avancé par B. de Jouvenel ; David Landes, quant à lui, met en avant le caractère d'acte politique du Plan Marshall, sa motivation dérivant d'une vision de politique internationale liant le bien-être des États-Unis à celui de l'Europe. Cf. David S. LANDES, *The unbound Prometheus*, *op. cit.*, p. 493, note 1.

³⁴¹ Cf. Gilbert RIST, *Le développement...*, *op. cit.*, p. 129.

leadership ». ³⁴² Il proclame la foi des États-Unis dans l'égalité des hommes et dans leur liberté de pensée et d'expression ³⁴³, ainsi que leur opposition à des régimes avec des conceptions de vie différentes, évoquant notamment la « fausse idéologie » représentée par le communisme dont les actions configureraient une menace aux efforts des nations libres pour le redressement mondial et une paix durable. ³⁴⁴ En présentant son plan d'action pour les années à venir, le président Truman met en relief quatre points : le renforcement des Nations Unies et agences annexes ; la continuation des programmes de redressement économique mondial (la reconstruction européenne, la réduction des barrières et l'augmentation du volume du commerce international) ; le renforcement de la sécurité ³⁴⁵ de l'Atlantique Nord sous forme d'accords de défense collectifs dans les termes de la Charte des Nations Unies ; un nouveau programme d'aide aux régions sous-développées au moyen de certains apports, notamment de la part des États Unis.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale la reprise des mouvements internationaux de capitaux constituait une préoccupation de l'administration américaine. Les origines du Point IV doivent être cherchées, selon Michael Heilperin ³⁴⁶, dans la préoccupation de rétablir les mouvements internationaux de capitaux dans l'après-guerre, qui s'est manifestée notamment au long de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi tenue à La Havane entre novembre 1947 et mars 1948, en vue de l'élaboration d'une organisation internationale du commerce. Les discussions ont présenté, selon l'auteur, la nécessité de la reprise des flux de capitaux vers les « vastes régions sous-développées du monde » ³⁴⁷, la cause du développement économique étant orientée en ce moment au rétablissement d'une économie internationale, but ultime des États-Unis.

À la Conférence de La Havane ³⁴⁸ est posée la question de l'établissement d'un

³⁴² Cf. Harry S. TRUMAN, « Inaugural address » (January 20, 1949), in J. T. WOOLLEY, G. PETERS, *The American Presidency Project* [en ligne], Santa Barbara, University of California (hosted), Gerhard Peters (database). Disponible sur : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=13282> [réf. du 23 septembre 2009].

³⁴³ Conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par les États membres des Nations Unies.

³⁴⁴ « [...] the actions resulting from the Communist philosophy are a threat to the efforts of free nations to bring about world recovery and lasting peace. » Cf. Harry S. TRUMAN, « Inaugural address » (January 20, 1949), *op. cit.*

³⁴⁵ « Third, we will strengthen freedom-loving nations against the dangers of aggression. » *Ibid.*

³⁴⁶ Cf. Michael A. HEILPERIN, « Le point IV du président Truman », *Politique Étrangère*, vol. 15, n° 2, 1950, p. 165-177.

³⁴⁷ *Ibid.*, p. 165. Dans le texte de la Charte de La Havane l'on fait référence aux « pays qui sont encore relativement peu développés » ou « dont les ressources sont encore relativement peu développées », l'expression « sous-développement » n'étant pas employée.

³⁴⁸ « Le Conseil économique et social des Nations Unies, par une résolution en date du 18 février 1946, a décidé de convoquer une Conférence internationale sur le commerce et l'emploi en vue de favoriser le développement de la production, des échanges et de la consommation des marchandises. La Conférence, qui s'est réunie à La Havane le 21 novembre 1947 et qui s'est terminée le 24 mars 1948, a arrêté le texte de la Charte de La Havane instituant une Organisation internationale du commerce [...]. » Cf. Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi tenue à La Havane, Cuba, du 21 novembre 1947 au 24 mars 1948. Acte final et documents

système commercial international favorable au développement économique.³⁴⁹ D'après la Charte de La Havane³⁵⁰, à la recherche du plein emploi productif, des politiques protectionnistes pourraient se justifier (notamment en vue de l'équilibre de la balance des paiements³⁵¹), les autres États étant tenus de les accepter. L'échec de la Charte de La Havane pour le rétablissement d'une l'économie mondiale découlerait, selon l'analyse contemporaine (1950) de l'économiste M. Heilperin, de la prééminence, dans les discussions, de la question du développement économique (et le « nationalisme économique »³⁵²) sur celle des échanges internationaux. Ainsi, la pression pour l'inclusion des clauses permettant des dérogations aux principes du libre-échange – défendue notamment par les États-Unis – a donné naissance à un « texte de compromis » ne répondant pleinement aux attentes d'aucun État.³⁵³ Suite à la non ratification de la Charte par les États-Unis, les autres États qui l'avaient signée en 1948, renonceront aussi au document, qui n'entrera jamais en vigueur. L'Organisation internationale du commerce, prévue dans ce texte et qui devait fonctionner comme « institution spécialisée » des Nations Unies (statut prévu dans l'article 47 de la Charte des Nations Unies), ne sera pas établie, prévalant jusqu'en 1995 (date de la création de l'Organisation mondiale du Commerce – OMC) l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce – GATT, de 1947³⁵⁴, accord provisoire précédant l'OIC.³⁵⁵

connexes - Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce, Lake Success, New-York avril 1948. Mise en forme par Jacques Nikonoff, 27 octobre 2006. Texte disponible sur le site Internet de l'Association ATTAC France, http://france.attac.org/archives/IMG/pdf/Charte_de_La_Havane_1_.pdf [réf. du 23 septembre 2009].

³⁴⁹ Cette question, évoquée en ce moment par les pays d'Amérique latine, sera reprise à la Conférence de Bandung, en 1955, dans le contexte des indépendances de pays d'Asie et d'Afrique. Cf. J. NIKONOFF, « Contre le libre-échange, la Charte de La Havane », 2006. Document électronique disponible sur le site Internet de l'Association ATTAC France, <http://www.france.attac.org/spip.php?article6720> [réf. du 23 septembre 2009].

³⁵⁰ La Charte de la Havane a pour but général : « Atteindre les objectifs fixés par la Charte des Nations Unies, particulièrement le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social envisagés à l'article 55 de cette Charte [des Nations Unies] ». Cf. *Conférence des Nations unies sur le commerce et l'emploi...*, 1948, *op. cit.* A ce sujet, J. Nikonoff affirme : « La coopération économique est établie comme l'un des buts et principes de l'ONU, cette dernière reconnaissant les fondements économiques de la paix dans l'article 55 de la Charte des Nations Unies. Déclare-t-on la guerre à ses partenaires commerciaux ? L'ONU s'attelle donc à la reconstruction d'un ordre économique international cohérent. » Cf. J. NIKONOFF, « Contre le libre-échange, la Charte de La Havane », *op. cit.*

³⁵¹ Cf. *Conférence des Nations unies sur le commerce et l'emploi...*, 1948, *op. cit.*, Article 21 (« Restrictions destinées à protéger la balance des paiements »).

³⁵² Cf. Michael A. HEILPERIN, « Le point IV du président Truman », *op. cit.*, p. 166. Selon l'analyse de cet auteur : « Au cours des derniers débats sur l'aide technique pour le développement économique qui ont eu lieu à Lake Success, des inquiétudes se sont manifestées. Les pays sous-développés, qui réclamaient l'aide technique et des capitaux étrangers, insistaient sur leur droit de faire de l'autarcie, d'établir des contingentements, le contrôle des changes, etc. » *Ibid.*

³⁵³ Cf. Pierre Michel EISEMANN, « Charte de la Havane », *Encyclopædia Universalis*.

³⁵⁴ Le texte de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947)* est disponible sur le site Internet de l'Organisation mondiale du commerce, http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/gatt47.pdf [réf. du 29 juillet 2010].

³⁵⁵ Selon G. Arrighi, la libéralisation commerciale a suivi plutôt que précédé (ou commandé) l'expansion économique mondiale dans le deuxième après-guerre. Le GATT est devenu un forum de négociations bilatérales et multilatérales en matière de tarifs et restrictions commerciales, différent de la proposition de Roosevelt de création d'une Organisation internationale du commerce avec le pouvoir de reconstruire un système de

Quoique moins favorable aux pays sous-développés que les propositions initiales de la Charte de La Havane, le GATT³⁵⁶ reconnaissait la nécessité d'accorder certaines dérogations à des pays « dont l'économie ne peut assurer à la population qu'un faible niveau de vie et en est aux premiers stades de son développement »³⁵⁷. Dans la mesure où c'est nécessaire à son programme de développement, un pays peut donc imposer des restrictions aux importations « [en] vue de sauvegarder sa situation financière extérieure et d'assurer un niveau de réserves suffisant »³⁵⁸. Ainsi, la possibilité de « donner la priorité à l'importation des produits qui sont le plus nécessaires compte tenu de [leur] politique de développement économique »³⁵⁹, permettra aux pays en développement « de mettre en place des programmes de remplacement des importations et de protéger leurs industries nationales en imposant des contingents sous couvert d'un soutien de leur balance des paiements »³⁶⁰. Néanmoins, avec l'échec de la création de l'Organisation internationale du commerce, l'idée d'un contrôle intergouvernemental sur les fluctuations des prix des produits primaires (stabilisation), discutée à Bretton Woods et contenue dans les principes de la Charte de La Havane n'intégrera pas l'ordre économique international qui se configure dans l'après-guerre (le sujet sera toutefois repris dans le cadre de la CEPAL).³⁶¹ Le GATT, entité qui composera l'ordre économique international de l'après-guerre conjointement avec le FMI et la Banque mondiale, concentrera ses efforts dans les années 1950 à réduire les tarifs sur les biens manufacturés, avec des répercussions limitées sur les problèmes concernant les pays sous-développés, dont les processus d'industrialisation étaient encore débutants.³⁶² Après la révolution keynésienne³⁶³, le maintien du niveau de la demande effective deviendrait l'objectif des pays développés (visant à éviter la reproduction des crises comme celle des années 1930), pour

commerce multilatéral en vue de la promotion d'une expansion économique à l'échelle globale. Arrighi analyse aussi l'impossibilité politique de proposition, aux États-Unis, d'une politique unilatérale de libéralisation commerciale comme celle entreprise par la Grande-Bretagne dans les années 1840. Cf. Giovanni ARRIGHI, *The long twentieth century*, London/New York, Verso, 1994, chap. 4.

³⁵⁶ Les pays signataires des accords reconnaissent « que leurs rapports dans le domaine commercial et économique doivent être orientés vers le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel et de la demande effective, la pleine utilisation des ressources mondiales et l'accroissement de la production et des échanges de produits ». Pour la réalisation de ces objectifs, les accords viseraient, « sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce et à l'élimination des discriminations en matière de commerce international ». Cf. *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947)*, *op. cit.*, p. 3.

³⁵⁷ *Ibid.*, article XVIII. Le document précise (p. 75) : « L'expression 'aux premiers stades de son développement' ne s'applique pas seulement aux parties contractantes dont le développement économique en est à ses débuts, mais aussi à celles dont les économies sont en voie d'industrialisation à l'effet de réduire un état de dépendance excessive par rapport à la production de produits primaires. »

³⁵⁸ *Ibid.*, p. 32.

³⁵⁹ *Ibid.*, p. 33.

³⁶⁰ Cf. Gerald M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.*, p. 11.

³⁶¹ Cf. Joseph L. LOVE. « Raul Prebisch and the origins of the doctrine of unequal exchange », *Latin American Research Review*, vol. 15, n° 3, 1980, p. 45-72.

³⁶² Cf. John TOYE, Richard TOYE, *The UN and global political economy : trade, finance, and development*, Bloomington, Indiana University Press, 2004, p. 5.

³⁶³ Cf. Gerald M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.*

lequel concourraient les institutions de Bretton Woods, pourvoyant un ordre international favorable à la stabilité.

Ainsi, l'échec de la Charte de La Havane, « probablement le premier texte international à évoquer le développement », considérant le commerce comme n'ayant « qu'un seul objet : le développement de chaque pays considéré individuellement, dans un cadre de relations internationales fondées sur la coopération et non sur la concurrence »³⁶⁴, ouvrira la voie à l'évocation de la question du développement du point de vue du libre échange et de l'aide technique, la stabilité internationale étant le but ultime des politiques menées au niveau de chaque nation. Sur l'économie internationale de la période de l'immédiat après-guerre, C. Furtado affirme :

« La doctrine économique formulée dans les Accords de Bretton Woods (1944) et dans la Charte de La Havane (1948) constitue essentiellement un retour à la pensée libérale et fut à l'origine d'une superstructure institutionnelle internationale (Fonds monétaire international, Banque mondiale, GATT), laquelle devait s'assurer, au moyen d'une tutelle indirecte, que les politiques nationales acceptassent la priorité des objectifs de la stabilité internationale. Les États-Unis prétendaient ainsi faire revivre le projet de la structuration d'un système économique mondial à partir d'un centre national dominant, ce que l'Angleterre avait tenté au siècle précédent. »³⁶⁵

Cette façon de recréer une économie internationale était alors conforme à l'idéologie dominante aux États-Unis (Doctrine Truman) de l'existence de deux mondes opposés, d'un côté un monde communiste expansionniste, de l'autre, un monde libre dont l'organisation et la création d'une capacité d'autodéfense ne pouvait revenir qu'aux États-Unis.³⁶⁶ Ainsi, selon Arrighi l'affirme, le « one worldism » de Roosevelt aurait été métamorphosé dans un projet plus en accord avec l'ordre mondial de la Guerre froide : un « free worldism » dans lequel l'endiguement du pouvoir soviétique devient le principe organisateur de l'hégémonie nord-américaine³⁶⁷. Hégémonie qui, au vu de cette rivalité, favorisa la légitimation des « demandes de progrès des peuples non-occidentaux et des classes non-proprétaires du monde », en même temps qu'« accéléra le processus de réorganisation de l'économie capitaliste mondiale en vue de satisfaire ces demandes dans le maximum des possibilités du gouvernement nord-américain »³⁶⁸ De ce point de vue, la Seconde Guerre mondiale aurait montré que les États-

³⁶⁴ « Dans son article 10, la Charte de La Havane traite de la coopération en vue du développement économique et de la reconstruction nécessaires de l'après-guerre : 'les États membres coopéreront entre eux, avec le Conseil économique et social des Nations Unies, avec l'OIT, ainsi qu'avec les autres organisations intergouvernementales compétentes, en vue de faciliter et de favoriser le développement industriel et le développement économique général ainsi que la reconstruction des pays dont l'économie a été dévastée par la guerre.' » Cf. J. NIKONOFF, « Contre le libre-échange, la Charte de La Havane », *op. cit.*

³⁶⁵ Cf. Celso FURTADO, « Le développement », *op. cit.*, p. 691.

³⁶⁶ Cf. Giovanni ARRIGHI, *The long twentieth century*, chap. 4.

³⁶⁷ *Ibid.*, p. 68.

³⁶⁸ Cf. Giovanni ARRIGHI, *The long twentieth century*, *op. cit.*, p. 69.

Unis étaient capables de s'enrichir et d'accroître leur pouvoir dans un contexte de « chaos systémique » croissant. Néanmoins, après la guerre, leur isolationnisme politique ayant atteint une zone de rendements décroissants, les États-Unis étendront l'idéologie du New Deal (de larges dépenses publiques dans le but d'atteindre la sécurité et le progrès) à l'ensemble du monde : la reconstruction et l'aide aux pays pauvres permettraient de surmonter le chaos de l'après-guerre, évitant des dérives révolutionnaires avec la renaissance d'un système de marché mondial. Ainsi, l'idée originelle de Roosevelt d'un monde unifié (« one worldism »), via des instances de gouvernement mondiales, est réduite, avec la doctrine Truman, à l'idée d'un monde bipolaire, échoyant aux États-Unis l'organisation et la sécurité de sa partie « libre ». De ce point de vue, les institutions de Bretton Woods (le Fonds monétaire international et la Banque mondiale), ainsi que l'ONU, deviendront des instruments de légitimation idéologique de l'hégémonie nord-américaine (des instruments pour l'exercice des fonctions hégémoniques nord-américaines).³⁶⁹

Dans le contexte international de l'après-guerre, la diffusion à échelle internationale du progrès économique par le moyen de l'aide technique³⁷⁰ (conception soulignée dans le quatrième point du message du président Truman) servirait aussi à « témoigner aux régions sous-développées, dans lesquelles le communisme et l'influence soviétique sont toujours assez forts, que le monde occidental et le capitalisme américain ont une contribution viable à apporter à la prospérité et au bien-être de ces nations. »³⁷¹ Donc, les préoccupations relatives au développement économique des régions sous-développées aussi bien que le combat à l'idéologie communiste sont à la base du programme d'aide proposé par l'administration américaine.³⁷²

Néanmoins, selon l'analyse de l'économiste Michael Heilperin, derrière le message du président Truman « il y avait de vastes possibilités et très peu de réalités »³⁷³. Les placements

³⁶⁹ *Ibid.*, p. 276-277 (Illustrant ces points, Arrighi cite le livre de Franz SCHURMANN, *The logic of world power : an inquiry into the origins, currents and contradictions of world politics*, New York, Pantheon Books, 1974, p. 40-42, 67).

³⁷⁰ G. Destanne de Bernis souligne que l'« expression d'assistance technique est née à la fin des années trente pour désigner l'aide accordée par les États-Unis aux pays de l'Amérique latine » et que « [à] peine la guerre achevée, les États-Unis et l'U.R.S.S. instaurent des programmes importants d'assistance technique bilatérale. [...] Les travaux menés depuis 1947 dans le cadre du Conseil économique et social des Nations unies ont donné naissance au Programme élargi d'assistance technique des Nations unies ». Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Assistance technique », *Encyclopædia Universalis*.

³⁷¹ Cf. Michael A. HEILPERIN, « Le point IV du président Truman », *op. cit.*, p. 166.

³⁷² Maurice Gassier, ancien inspecteur général des Travaux publics de l'Indochine française, souligne les « considérations altruistes [relâchement des contraintes de la faim et de la maladie] aussi bien qu'égoïstes [arracher l'homme à la tentation communiste en relevant son niveau de vie] qui ont inspiré le président Truman ». Cf. Maurice GASSIER, « Le Quatrième Point du président Truman », *Politique Étrangère*, vol. 16, n° 1, 1951, p. 45.

³⁷³ Cf. Michael A. HEILPERIN, « Le point IV du président Truman », *op. cit.*

de capitaux et les crédits gouvernementaux nécessaires à l'établissement du programme d'aide technique devraient être d'un montant considérable, compte tenu des besoins en infrastructure nécessaires à tout développement technique (ports, réseau routier, usines électriques, par exemple), le seul envoi d'experts techniques n'étant nullement suffisant. Les moyens de financement interne (l'épargne interne) étant insuffisants pour accroître la formation de capital (avec le conséquent accroissement des besoins en importation), l'apport de capitaux étrangers se présente comme la seule issue viable à la promotion du développement technique de ces pays. Or, l'apport de ressources via des crédits gouvernementaux rencontrant des résistances dans l'opinion publique³⁷⁴, le recours aux capitaux privés se présente comme un moyen de mettre en œuvre le programme d'aide au développement des régions sous-développées, objet du Point IV du président Truman. Ainsi, initialement concernant un apport technique aux régions sous-développées, le programme a incorporé l'aide financière comme étant de fondamentale importance à l'exécution des projets, soulevant, par conséquent, le problème de la reprise des mouvements internationaux de capitaux privés. Afin de viabiliser cette reprise, le projet de loi concernant l'aide technique prévue dans le Point IV prédisait « que les gouvernements qui bénéficieraient du point IV acceptent les règles du jeu relatives à un traitement équitable des capitalistes étrangers » et « certaines règles de conduite vis-à-vis des capitalistes privés américains ».³⁷⁵

Le diagnostic concernant les régions sous-développées suscité par le programme présenté par le président Truman dans son discours de 1949 a soulevé des critiques de fond chez des analystes contemporains comme Maurice Gassier³⁷⁶. Il a souligné le but de promotion de l'industrialisation contenu dans le programme, avec la construction des infrastructures requises, ainsi que la mise en place des services de santé et d'éducation publiques. Néanmoins, le montant des investissements requis aurait détourné la discussion

³⁷⁴ Heilperin souligne l'impatience en Amérique au sujet des impôts après la fin de la guerre (le gouvernement cherchant à réduire ses dépenses), ainsi que l'attachement américain au principe de l'économie privée, comme des raisons qui empêcheraient un apport suffisant de capitaux publics au financement du programme de développement proposé. *Ibid.*

³⁷⁵ Cf. Michael A. HEILPERIN, « Le point IV du président Truman », *op. cit.*, p. 173-174. Selon l'auteur, les entreprises américaines seraient très rétives quant aux placements de fonds à l'étranger, d'où la nécessité des traités intergouvernementaux relatifs aux investissements (face aux risques des programmes de nationalisations, des restrictions aux paiements vers l'extérieur, des contrôles des changes, des impôts, des restrictions à l'importation, etc.). Critique à l'égard des discussions aux Nations Unies sur le danger de l'exploitation capitaliste dans les pays sous-développés, l'auteur affirme : « La période du colonialisme est bien passée ! », et « en pratique ces pays sous-développés sont très bien en mesure de se défendre ». Et l'auteur d'ajouter : « Aujourd'hui, par une sorte de paradoxe, on constate que les pays qui demandent des autres un très grand effort d'internationalisme sont les mêmes qui, par ailleurs, revendiquent le droit de rester extrêmement nationalistes ! Ils exigent des autres une attitude très éclairée, mais se réservent le droit de faire de l'autarcie. » *Ibid.*, p.174 et 176.

³⁷⁶ Cf. Maurice GASSIER, « Le Quatrième Point du président Truman », *op. cit.*

vers la question du financement de l'entreprise, négligeant, d'après lui, la vraie discussion sur le développement des populations concernées. L'auteur résume ainsi l'idée sous-jacente au programme d'aide proposé :

« Il semble que les auteurs de ces plans se soient dit : le peuple des États-Unis jouit du niveau de vie le plus élevé parce qu'il dispose de nombreuses voies de communications, que la force motrice y est abondante et bon marché, que l'état sanitaire y est bon, permettant l'accroissement de la population et assurant ainsi à l'industrie à la fois main-d'œuvre et consommateurs, que de nombreuses écoles y forment cadres et main-d'œuvre qualifiée, que l'ensemble de ces conditions a permis la production massive des biens de consommation les plus divers dans d'innombrables établissements industriels. Façonnons donc les régions sous-développées à l'image des États-Unis. [...] Nous aurons élevé le niveau de vie de ces régions misérables. On n'ajoute pas, parce qu'on tient que cela va de soi : et nous les aurons soustraites à l'attraction communiste. »³⁷⁷

Comprenant ces vues comme « un idéal vers lequel il faut tendre »³⁷⁸, l'auteur souligne, toutefois, les décades nécessaires à la mise en place d'un plan de ce genre, temps pendant lequel plusieurs distorsions dans les champs économique et social pourraient se créer : « Ce n'est que lorsque la majorité de la population d'un pays sous-développé sera occupée de façon continue dans l'industrie sur des bases normales que l'industrialisation y aura véritablement relevé le niveau moyen de vie. »³⁷⁹ A partir de l'observation des conditions de travail dans les pays sous-développés, Gassier prône une méthode demandant moins d'investissements (et donc avec des résultats à court terme) et moins envahissante par rapport aux coutumes locales. Si à partir de ces considérations de Gassier l'on pourrait entrevoir une approche de la question des technologies appropriées au développement des régions d'industrialisation tardive, son analyse permet plus clairement l'identification d'une préoccupation par rapport à la perte de l'influence politique de la France face aux peuples qui seraient contemplés par l'aide américaine ; la France, dans l'immédiat après-guerre, n'aurait pas les moyens de promouvoir le développement (l'industrialisation), selon les prémisses du plan proposé par les États-Unis, des pays sous sa « responsabilité ».

De façon analogue, Pierre Moussa analyse le positionnement des États-Unis par rapport aux nations sous-développées : « Parce que les États-Unis ont connu dans de nombreux domaines une assez admirable réussite, les Américains sont enclins à penser que les voies qu'ils ont choisies sont celles où devraient s'engager les autres nations, et en particulier les nations sous-développées. »³⁸⁰ Il faut souligner que, d'après la conception de

³⁷⁷ *Ibid.*, p. 46.

³⁷⁸ *Ibid.*, p. 46.

³⁷⁹ *Ibid.*, p. 49. En évoquant l'expérience de l'Indochine, l'auteur affirme (*ibid.*) : « En faisant passer une fraction de la masse du camp des déshérités dans celui des partiellement satisfaits, les englobant ainsi dans le groupe de la civilisation blanche, on augmente la surface de contacts et de heurts entre cette civilisation et la civilisation primitive locale ; on accroît le trouble dans les esprits de ceux dont le sort n'a pas changé. »

³⁸⁰ Cf. Pierre MOUSSA, *Les États-Unis et les nations prolétaires*, Paris, Éditions du Seuil, 1965, p. 64. Pierre Moussa relate, dans ce livre, ses impressions des États-Unis, pays où il a dirigé, de 1962 à 1965, le département

sous-développement présentée par Pierre Moussa, les États-Unis, par leur évolution historique, seraient « un fragment du tiers monde qui a réussi »³⁸¹, faisant partie autrefois du groupe des territoires dépendants. Selon lui, au-delà de la dépendance, le sous-développement aurait également marqué le passé américain, du fait de leur participation dans la division internationale du travail principalement comme fournisseurs de matières premières et aliments jusqu'au début du XX^e siècle (des traces de ce sous-développement existant toujours dans les années 1960, sous forme de *latifundia* dans le sud du pays).

La rationalité économique de l'emploi de techniques modernes dans les régions concernées par l'aide prônée par les États-Unis afin de les faire dépasser la condition de sous-développement a été contestée même au sein des Nations Unies, comme l'illustrent les critiques de James Baster³⁸². Selon lui, si l'on considère les techniques comme étant une fonction de la dotation en facteurs (capital et travail),

« Backwardness is not necessarily evidence of ignorance and may on the contrary be proof of wisdom. Low physical productivity per man-hour may suggest that more up-to-date techniques would improve output, but it would not necessarily be rational to employ them. [...] This casts some doubt on the argument that the undeveloped countries should be assisted to use the latest Western techniques now because they will soon 'catch up' to the levels of wealth and productivity of Western countries. It would surely be expecting too much of any foreign aid program [...]. If the undeveloped countries are taken to be those whose factor endowment is unfavorable to advanced Western industrial technique, such countries may legitimately remain undeveloped in this sense for a long time. »³⁸³

Même si le Point IV du président Truman reconnaît le problème de la nécessité de la formation de capital dans les pays sous-développés, l'approfondissement de l'effort des États-Unis dans ce sens n'y est néanmoins pas envisagé. Selon l'analyse de J. W. Spanier³⁸⁴, l'aide technique demandant moins d'effort financier, la question du développement industriel à large échelle ne sera donc pas contemplée par ce programme, et même l'aide technique recevra de moins en moins de ressources depuis le déclenchement de la guerre en Corée, en 1950 ; la plupart de l'aide économique finirait de ce fait par se résumer à l'aide militaire (le support aux alliés). Ainsi, l'aide économique des États-Unis aurait tendance à être conditionnée au ralliement à leurs politiques concernant leur système d'alliances dans le cadre de la Guerre

« Afrique » de la Banque Mondiale (BIRD), à Washington. Sur la question de l'industrialisation, selon l'auteur, ce positionnement américain prendrait la forme de défense de l'initiative privée comme moteur du processus, la propriété des biens de production devant appartenir au seul capital privé ; les pays sous-développés, néanmoins, face à l'insuffisance du secteur privé national (le « privé » tendant à être assimilé à l'« étranger » dans ces pays), seraient plus enclins à « la création d'entités industrielles publiques ». *Ibid.*, p. 68-69.

³⁸¹ *Ibid.*, p. 13.

³⁸² Cf. James BASTER, « A second look at Point Four », *The American Economic Review*, vol. 41, n° 2, Papers and Proceedings of the Sixty-third Annual Meeting of the American Economic Association, mai 1951, p. 399-406. James Baster fut membre du Secrétariat des Nations Unies.

³⁸³ *Ibid.*, p. 402 et 404.

³⁸⁴ Cf. John W. SPANIER, *American foreign policy since World War II*, éd. rév., New York, Praeger, 1963, chap. 7 : « The underdeveloped countries and american survival ».

froide. L'aide économique aux pays sous-développés provenue du bloc communiste, par contre, ne forcerait pas leur non neutralité. A ce sujet, J. W. Spanier observe :

« Whereas the United States seems to grant aid very reluctantly and only for the negative purpose of stopping Communism, the Soviet Union extends aid with a positive message. The Russians constantly point to their record of economic development. Their claim is that they have become the world's most powerful industrial nation. This claim draws great attention in the backward areas of the world, whose peoples are in a great hurry to industrialize. Rightly or wrongly, they see in modern technology the answer to their poverty [...]. »³⁸⁵

L'aide nord-américaine au développement économique aurait ainsi eu ses débuts en 1947, dans le cadre de la Doctrine Truman, avec l'assistance militaire (et ses répercussions dans le champ économique) à la Grèce et à la Turquie dans leur résistance à l'infiltration des forces communistes.³⁸⁶ Comme souligné par C. P. Kindleberger, « Much of the assistance, especially in roads in Turkey, served a double economic and military purpose and could be said to be the beginnings of US aid to economic development. *Its main purpose was military.* »³⁸⁷ Le mouvement de décolonisation dans l'après-guerre renforcera l'intérêt américain à éloigner les nouveaux pays indépendants de l'influence soviétique (et de son exemple de planification économique viabilisant un processus d'industrialisation rapide). Selon Brian Urquhart³⁸⁸, l'idée originale contenue dans le Point IV était celle du maintien de la stabilité mondiale par le moyen d'un vaste programme de développement dirigé par les Nations Unies (et ses agences spécialisées³⁸⁹) dans les pays sous-développés.

C'est donc dans le contexte géopolitique de la Guerre froide que le sous-développement se configure comme un problème de politique internationale. Néanmoins, dans un premier moment, une certaine idée d'égalité entre les nations marquera les discours sur le sous-développement. Le dépassement de la condition de sous-développé, l'entrée dans

³⁸⁵ *Ibid.*, p. 201.

³⁸⁶ Voir à ce sujet, Charles P. KINDLEBERGER, *Historical economics : art or science ?*, Berkeley, University of California Press, 1990, chap. 8 : « US Foreign Economic Policy, 1776-1976 ».

³⁸⁷ Cf. Charles P. KINDLEBERGER, *Historical economics : art or science ?*, *op. cit.*, p. 222 (c'est nous qui soulignons).

³⁸⁸ Cf. « The Oral History Interview of Sir Brian URQUHART (6 January 2000) », p. 7, in *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices*, CD-ROM (New York : United Nations Intellectual History Project, 2007). Selon G. Rist, toutefois, le Point IV se présente comme un « petit catalogue de bonnes intentions », qui « ne prend aucun engagement » et « se borne à mobiliser des ressources non matérielles (la science et la technologie), les acteurs sociaux nord-américains [...] et la communauté internationale. Quant à l'Administration américaine, elle ne fait aucune promesse mais signale simplement qu'elle est disposée à prendre la direction des opérations, tout en se référant - diplomatiquement - au rôle que pourrait jouer l'ONU ». Et l'auteur de conclure : « Et pourtant, ce texte constitue un petit chef-d'œuvre dans la mesure où il synthétise un certain nombre d'idées qui, manifestement, étaient conformes à l'esprit du temps ; il innove sur le plan conceptuel et propose une nouvelle manière de concevoir les relations internationales. » Cf. Gilbert RIST, *Le développement...*, *op. cit.*, p. 120.

³⁸⁹ Dont la CEPAL - Commission économique pour l'Amérique latine, établie en 1948 par le Conseil économique et social des Nations Unies. A propos de cette institution, voir le site Internet de la CEPAL (ECLAC, pour l'acronyme en anglais), www.eclac.org, rubrique « Acerca de la CEPAL », « Historia de la CEPAL ».

le « monde développé », apparaît ainsi comme une question d'accélération de la croissance, d'apport des ressources techniques et financières manquantes. Une conception a-historique du phénomène du sous-développement marquera ainsi ces premières discussions sur le sujet. Comme l'affirme G. Rist :

« Les conditions historiques qui expliqueraient l'«avance» des uns et le «retard» des autres ne peuvent entrer dans le raisonnement, puisque les «lois du développement» sont censées être les mêmes pour tous et «s'imposent avec une nécessité de fer», ajouterait Marx. Ce qui s'est passé en Europe entre le XVIII^e et le XIX^e siècle doit donc se reproduire ailleurs. Non seulement on évacue les effets de la conquête, de la colonisation, de la traite, du démantèlement de l'artisanat en Inde, de la déstructuration des sociétés, etc., mais encore on fait comme si l'existence de pays industriels ne transformait pas radicalement le contexte dans lequel évoluent les candidats à l'industrialisation. Le monde est pensé non pas comme une structure dans laquelle chaque élément dépend des autres, mais comme une collection de nations «individuelles», formellement égales les unes aux autres. »³⁹⁰

Toutefois, outre le tournant configuré par la problématique avancée par le Point IV (liée au contexte international de polarisations de l'après-guerre), la création des agences spécialisées des Nations Unies³⁹¹ permettra la mise en lumière d'une autre sorte d'analyse en ce qui concerne les régions sous-développées du monde, élaborée notamment en Amérique latine, au sein de la nouvellement créée Commission économique pour l'Amérique latine - CEPAL. Établie en 1948 par le Conseil économique et social des Nations Unies, la CEPAL développera une méthode propre d'analyse des problèmes du sous-développement : la méthode « historico-structurelle »³⁹² qui entend la dynamique économique des pays sous-développés comme étant conditionnée par les structures productives et les institutions préexistantes, conformant un comportement spécifique à ces économies, c'est-à-dire, différent des mécanismes de fonctionnement des économies développées.

La réflexion sur les problèmes du développement économique des pays nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie³⁹³ ainsi que des pays d'Amérique latine aura lieu dans

³⁹⁰ Cf. Gilbert RIST, *Le développement...*, *op. cit.*, p. 124.

³⁹¹ Suivant les mots de Bert Hoselitz: « In recent years interest on the part of social scientists in the problem of economic development and associated cultural changes has shown a steady increase. The reason for this has been partly the publicity given to the fourth point in President Truman's Inaugural Address of January, 1949, but partly also the preoccupation with developmental aid discussed and administered by the United Nations and its specialized agencies. » Cf. la préface de Bert F. Hoselitz in Bert F. HOSELITZ (éd.), *The progress of underdeveloped areas*, Chicago/London, The University of Chicago Press, 1952 (7^e réimpression, 1971), citation p. v.

³⁹² Comme le synthétise F. H. Cardoso : « Le principe d'une explication historico-structurelle tient au processus même de formation des structures et à la découverte des lois de leur évolution. Il nous faut envisager les structures comme des systèmes de relations entre les hommes, à la fois déterminés et susceptibles de changements, au fur et à mesure que, dans la lutte politique, économique et culturelle, se présentent de nouvelles formes de pratique sociale. En ce sens, l'objet de l'analyse n'est pas réifié en *acteurs* mais dynamisé en systèmes de *rappports sociaux*. Cf. Fernando H. CARDOSO, *Les idées à leur place : le concept de développement en Amérique latine*, trad. D. Ardaillon et C. Tricoire, Paris, A. M. Métailié, 1984, p. 86 (italiques de l'auteur).

³⁹³ Selon G. M. Meier : « L'éclatement des empires coloniaux en Asie et en Afrique pendant et juste après la Deuxième Guerre mondiale a imposé aux économistes de se pencher sur les problèmes du développement. Les

l'immédiat après-guerre d'abord dans le cadre des Nations Unies et autres organisations internationales, une littérature sur le sujet apparaissant notamment comme œuvre d'experts liés à ces organismes³⁹⁴. Comme le souligne G. Meier, dans les premiers temps de l'économie du développement, « c'est le besoin de résoudre des problèmes de politique économique qui impulse la réflexion théorique »³⁹⁵. La nécessité de transformer les structures économiques en vue du développement demandait d'abord un effort de compréhension du fonctionnement de ces structures pour la conception des mesures de politique économique appropriées. Ainsi, posé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le problème du sous-développement fut un phénomène étudié d'abord par les économistes. L'accession de nouveaux États à l'indépendance stimula l'apparition d'une littérature économique sur le sujet, qui fut réintégrée dans un cadre interdisciplinaire par la suite.

Dans les premiers temps des études sur le sous-développement³⁹⁶, une période de dénonciation de la situation de misère et de faim constatée dans de nombreux pays marque les débats, le sous-développement étant appris, dans le cadre de l'économie classique, comme un retard économique dont la panacée serait l'injection de capitaux étrangers. A partir des années 1950, des données sociologiques sont mises en lumière dans les analyses, et le manque de capitaux fait place à des problèmes spécifiques à ces sociétés (l'on passe ainsi d'une différence de « degré » à une différence de « nature » difficilement saisissable dans le seul cadre de l'économie classique). Par la suite, l'actualité politique des années 1960 (lutttes révolutionnaires, échecs de programmes de développement) intègre les débats, avec des discussions sur l'efficacité des différentes méthodes de développement et la nécessité d'adapter les « modèles » de développement aux caractéristiques propres de chaque pays. Celso Furtado souligne, toutefois, que, dans la réflexion sur le développement, l'ajout des indicateurs de nature sociale à la perception d'un écart entre les niveaux de consommation des

revendications nationalistes de l'entre-deux-guerres ont été satisfaites dans la période de l'après-guerre, et l'impérialisme et le colonialisme étaient en pleine déroute. La charte des Nations Unies annonçait l'émancipation des colonies. » Cf. Gerald M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.*, p. 5.

³⁹⁴ Parmi les premières contributions sur le sujet on retrouve des auteurs comme Rosenstein-Rodan, Nurkse, Prebisch, Singer, Myrdal et Lewis. Cf. H. W. ARNDT, *Economic development : the history of an idea*, Chicago/London, The University of Chicago Press, 1989, chap. 3, p. 49.

³⁹⁵ Cf. Gerald M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.*, p. 4. Élaborés par des groupes d'experts à la demande des Nations Unies, trois rapports sont à souligner dans cette période initiale des analyses du développement économique : *National and international measures for full employment*, New York, United Nations, 1949 ; *Measures for the economic development of under-developed countries*, New York, United Nations, 1951 ; et *Measures for international economic stability*, New York, United Nations, 1951. Il est aussi à souligner l'étude de R. Prebisch, *El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas*, de 1949, dont les idées seront développées dans des études ultérieures au sein de la CEPAL. Voir G. M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.*, p. 11-14 ; voir aussi : John TOYE, Richard TOYE, *The UN and global political economy...*, *op. cit.*, chap. 4 ; Richard JOLLY, Louis EMMERIJ, Thomas G. WEISS, *The power of UN ideas : lessons from the first 60 years*, New York, UN Intellectual History Project Series, 2005.

³⁹⁶ Cf. Yves LACOSTE, « Le sous-développement : quelques ouvrages significatifs parus depuis dix ans », *Annales de Géographie*, vol. 71, n° 385 et n° 386, 1962, p. 247-278 et 387-414.

différents pays, a « [contribué] à la confusion des concepts du ‘développement’, du ‘progrès’, du ‘bien-être social’ et de la ‘modernisation’ enfin, vus comme l’accès aux formes de vie créées par la civilisation industrielle ».³⁹⁷

La réaction monétariste aux politiques interventionnistes/développementistes de l’après-guerre se fait présente dès le milieu des années 1960, aussi bien dans le milieu universitaire que du côté des institutions multilatérales, comme la Banque mondiale et le FMI. Des questionnements émergent aussi chez des économistes hétérodoxes, notamment quant aux résultats des efforts d’industrialisation entrepris dans les pays sous-développés qui, en misant sur la croissance économique, auraient délaissé le problème des inégalités sociales.³⁹⁸

1.2 L’évolution de l’étude du sous-développement dans l’après-guerre

Le dernier point du discours du président Truman, désormais connu comme « Point IV », marquera, dans la littérature sur le développement économique, l’émergence sur la scène internationale de la problématique des régions sous-développées.³⁹⁹ Selon Rist, c’est « cette *innovation terminologique* qui modifie le sens du mot ‘développement’ en introduisant un rapport inédit entre ‘développement’ et ‘sous-développement’. »⁴⁰⁰ L’emploi du mot « développement » jusque-là signifiait un processus autonome⁴⁰¹, tandis que le concept de « sous-développement » « évoque non seulement l’idée d’un changement possible en direction d’un état final, mais surtout la possibilité de provoquer ce changement »⁴⁰².

Si dans le « mainstream » de l’Économie l’expression « progrès matériel » (ou progrès économique) était prépondérante dans la littérature depuis A. Smith jusqu’à la Seconde Guerre mondiale, des exceptions comme Marx et Schumpeter témoignent de l’emploi de

³⁹⁷ Cf. Celso FURTADO, « Le développement », *op. cit.*, p. 690.

³⁹⁸ Cf. Carlos Pinkusfeld BASTOS, Gustavo BRITTO, « Introdução », p. 7-41, in A. N. AGARWALA, S. P. SINGH, *A economia do subdesenvolvimento* [trad. de *The economics of underdevelopment*, 1958, par M. C. Whately], Rio de Janeiro, Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2010.

³⁹⁹ « Bien entendu, l’usage du mot ‘développement’, dans le champ économique et social, n’est pas nouveau. Tout comme Marx, Leroy-Beaulieu l’utilise et il figure dans l’article 22 du pacte de la Société des nations, lequel affirme en outre qu’il existe des ‘degrés de développement’. En 1899, Lénine avait écrit un ouvrage sur *Le développement du capitalisme en Russie* ; en 1911, Schumpeter avait rédigé sa *Théorie du développement économique* ; et, en 1944, Rosenstein-Rodan avait proposé *The International Development of Economically Backward Areas*. Enfin, en décembre 1948, l’Assemblée générale des Nations unies avait voté deux résolutions intitulées ‘Développement économique des pays insuffisamment développés’ (198-III) et ‘Assistance technique en vue du développement économique’ (200-III). » Cf. Rist, G. *Le développement...*, *op. cit.*, p. 121-122.

⁴⁰⁰ *Ibid.*, p. 121.

⁴⁰¹ « [...] phénomène intransitif qui, tout simplement, ‘se produit’, sans qu’on n’y puisse rien changer ». *Ibid.*, p. 122.

⁴⁰² *Ibid.*

l'expression « développement économique »⁴⁰³ : le concept de développement de Marx et la notion de stages de développement suivant un processus dialectique d'après une loi inexorable (concept dérivé de Hegel), est repris dans la « Théorie du développement économique » de Schumpeter, de 1911. Toutefois, dans cette approche, le développement économique est présenté, nous le montre Arndt, comme un « historical process that happened without being consciously willed by anyone » ; « it is a society or an economic system that 'develops' » (sens intransitif).⁴⁰⁴ Déjà dans le cadre de la politique coloniale, l'idée de développement peut prendre le sens de *ressources à être développées*, et donc, un sens *transitif*.⁴⁰⁵

Dans le contexte international de l'immédiat après-guerre, de conception de plans de reconstruction et de développement des régions arriérées, le concept de développement acquerra un sens notamment d'augmentation du revenu par tête des pays pauvres afin de réduire l'écart qui les sépare des pays riches. Le *développement économique* devient ainsi un synonyme de *croissance économique*, acception qui prédominera dans la littérature économique dans l'immédiat après-guerre. Si la tendance pendant la « période constitutive »⁴⁰⁶ de l'économie du développement fut l'assimilation du développement économique à la croissance du revenu réel par tête, des économistes comme H. Myint proposaient déjà dans les années 1950 de nuancer les idées de *retard* (« backwardness ») et de *sous-développement* (« underdevelopment ») : il distingue le *sous-développement des ressources* (naturelles) de l'*arriération des populations* (par rapport à la vie économique, comme il le précise). Selon Myint, un développement efficace des ressources naturelles (avec croissance du produit global) n'engendre pas nécessairement une réduction de l'arriération économique de la population (qui peut même s'approfondir si la participation de la population dans le processus est réduite).⁴⁰⁷

Le terme *sous-développement* a, néanmoins, un sens variable selon les auteurs⁴⁰⁸. Aux termes déjà employés pour caractériser ces pays, comme *arriérés*, *pauvres*, *à bas revenus*,

⁴⁰³ Cf. H. W. ARNDT, « Economic development : a semantic history », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 29, n° 3, avril 1981, p. 457-466.

⁴⁰⁴ *Ibid.*, p. 460.

⁴⁰⁵ Pour des exemples de l'emploi du terme développement dans la littérature du XIX^e siècle, voir Arndt (1981). Cet auteur, en observant le non emploi de l'acception transitive du terme développement aux États-Unis au XIX^e siècle (différemment de ce qui s'est passé en Australie, par exemple), avance l'explication selon laquelle dans l'histoire des États-Unis, avec l'arrivée des immigrants, l'occupation des terres fertiles de l'Ouest, l'urbanisation et l'établissement de diverses entreprises industrielles et financières, le développement « happened », sous les règles établies par le gouvernement, sans toutefois dépendre de l'initiative de celui-ci. *Ibid.*, p. 462.

⁴⁰⁶ Cf. G. M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.*, p. 6.

⁴⁰⁷ Cf. Hla MYINT, « An interpretation of economic backwardness », *Oxford Economic Papers*, juin 1954. Voir aussi : G. M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.* ; H. W. ARNDT, « Economic development : a semantic history », *op. cit.*

⁴⁰⁸ Nous suivons ici l'argumentation d'Yves LACOSTE, « Le sous-développement... », *op. cit.*

s'ajoutent d'autres au cours des années 1950, comme *nations prolétaires*⁴⁰⁹, *économie asymétrique*⁴¹⁰, *Tiers Monde*⁴¹¹, *pays insuffisamment développé*, *pays en voie de développement*. Une référence à l'évolution historique des grandes puissances industrielles peut être identifiée dans des formules comme *pays non-évolués* (J. Marchal), *société traditionnelle* (W. W. Rostow) et *société pré-industrielle*, qui postulent « une similitude entre les conditions économiques et sociales que connaissent actuellement les pays sous-développés, et celles qui caractérisaient avant la révolution industrielle les pays aujourd'hui développés »⁴¹². D'autres auteurs mettront en lumière les différences *qualitatives* entre les pays développés et les pays sous-développés, comme S. Kuznets⁴¹³ ; la différenciation entre « le présent des pays sous-développés et le passé préindustriel des pays maintenant développés » est, l'observe Y. Lacoste, « l'élément crucial de tous les raisonnements sur les questions de développement et de sous-développement »⁴¹⁴. C'est dans ce sens que G. Destanne de Bernis⁴¹⁵ affirme qu'il y a une « différence de nature » entre une économie sous-développée et une économie développée, l'inégalité n'étant pas seulement quantitative ou alors une différence de degré dans une même évolution.⁴¹⁶

Un effort de recherche des causes du sous-développement sera entrepris par les auteurs pionniers de l'étude du phénomène, qui devait servir de base aux politiques de

⁴⁰⁹ Cf. Pierre MOUSSA, *Les nations prolétaires*, Paris, PUF, 1959. L'idée de nations prolétaires renvoie à l'existence de rapports de production entre les pays (dans l'économie internationale) semblables aux rapports existants entre les classes sociales des pays développés ; donc, à l'existence de « nations inégales ».

⁴¹⁰ Cf. R. DUMOULIN, *La structure asymétrique de l'économie algérienne d'après une analyse de la région de Bône*, Paris, Genin, 1960. La structure asymétrique y désigne une situation intermédiaire entre le développement et le sous-développement. Yves Lacoste souligne, néanmoins, que l'« économie algérienne, que décrit R. Dumoulin, est incontestablement sous-développée, mais l'auteur part sur une définition erronée du sous-développement d'où son souci de forger une autre expression. Il en va de même des autres tentatives de définir des catégories intermédiaires entre l'état d'économie développée et le sous-développement : exemple : 'économie semi-développée'. Un des seuls pays au monde qui ne peut être rangé véritablement ni dans le groupe des pays développés, ni dans celui des pays sous-développés, est le Japon. Pour les autres pays, soi-disant 'semi-développés', leurs structures fondamentales sont en fait celles du sous-développement, mais le secteur d'économie moderne y est particulièrement important. » Cf. Yves LACOSTE, « Le sous-développement... », *op. cit.*, p. 257.

⁴¹¹ L'expression est employée pour la première fois par le démographe A. Sauvy, dans un article de 1952, traitant du troisième monde que composent les pays sous-développés, enjeux des puissances capitalistes et communistes. Ce texte s'achève comme suit : « Car enfin ce Tiers Monde ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers État, veut, lui aussi, être quelque chose. » Cf. Alfred SAUVY, « Trois mondes, une planète », *L'Observateur*, n° 118, 14 août 1952.

⁴¹² Cf. Yves LACOSTE, « Le sous-développement... », *op. cit.*, p. 255-256.

⁴¹³ Cf. Simon KUZNETS, « Underdeveloped countries and the pre-industrial phase in the advanced countries » [1954], in A. N. Agarwala, S. P. Singh (éds.), *The economics of underdevelopment*, Bombay/New York, Indian Branch/Oxford University Press, 1958. Kuznets fait référence dans ce texte au décalage entre les niveaux de vie de pays développés et pays sous-développés. Les privations matérielles que subissent les populations des derniers, qui connaissent néanmoins les niveaux de vie atteints par d'autres peuples, représenteraient un potentiel d'exacerbation de tensions socio-économiques et politico-militaires.

⁴¹⁴ Cf. Yves LACOSTE, « Le sous-développement... », *op. cit.*, p. 256.

⁴¹⁵ Cf. l'Introduction de Gérard DESTANNE DE BERNIS, *Cahiers de l'I.S.E.A., Niveaux de développement et politique de croissance*, mai 1958.

⁴¹⁶ Cf. Yves LACOSTE. « Le sous-développement... », *op. cit.*, p. 256.

développement.

Certains auteurs évoqueront des explications « naturelles » au sous-développement : les mentalités des populations (y compris des questions religieuses), la pauvreté en ressources naturelles ou les conditions climatiques constituant des exemples de freins au développement économique.⁴¹⁷ De Bernis voit dans cette « naturalisation » du sous-développement une sorte de négation du phénomène en tant que problème économique.⁴¹⁸ Chez les auteurs reconnaissant le caractère économique du sous-développement, un clivage s'établira entre ceux qui, dans la tradition classico-libérale, interprètent le sous-développement comme un *retard* qui disparaîtra de lui-même, et les auteurs qui l'analysent en tant que *situation induite* par le processus de développement des pays les plus avancés, processus qui aurait engendré des relations de domination et dépendance entre les différents pays.

Selon la conception classique du développement économique, le processus de développement est un phénomène spontané, dont l'élargissement du marché (division du travail et commerce international) et le progrès technique sont les éléments moteurs, l'accumulation de capital étant sa caractéristique. Le développement doit nécessairement se produire dans une économie libérale, à moins que des obstacles non-économiques n'interviennent dans le processus, liés notamment à l'environnement (chez Adam Smith, absence de réseaux de communication) et à la structure politico-administrative (la répartition du revenu national ou l'élévation de la rente de la terre, chez David Ricardo ; les différents stades d'évolution des sociétés chez John S. Mill).⁴¹⁹

Les relations économiques internationales (et la spécialisation internationale) seraient, dans cette approche, bénéfiques à l'ensemble des partenaires de l'échange. Une première rupture se présente tout de même déjà entre Smith et Ricardo, le premier condamnant le colonialisme en raison de ses « conséquences sur le négoce britannique », à une époque où l'expansion à l'extérieur n'était pas nécessaire à l'expansion britannique⁴²⁰, le dernier visant, par la spécialisation internationale (théorie des avantages comparatifs), à favoriser l'industrialisation britannique. Ce n'est toutefois qu'avec Friedrich List qu'une critique de la

⁴¹⁷ Voir Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Le sous-développement, analyses ou représentations », *Tiers-Monde*, vol. 15, n° 57, jan-mars 1974. Jacques FREYSSINET (*Le concept de sous-développement*, 4^e éd., Paris, Mouton, 1977, p. 23) souligne que : « Le poids croissant accordé aux facteurs extra-économiques a conduit certains auteurs à faire du sous-développement la simple traduction dans le domaine économique d'un phénomène général qu'ils analysent comme un phénomène de civilisation » ; l'auteur rejette ces « déterminismes extra-économiques » (géographiques, religieux) en faveur d'une analyse économique du sous-développement (*ibid.*, p. 25).

⁴¹⁸ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS. « Le sous-développement, analyses ou représentations », *op. cit.*, p. 107-108.

⁴¹⁹ Voir Jacques FREYSSINET, *Le concept de sous-développement*, *op. cit.*, chap. 1 ; voir aussi Gérard AZOULAY, *Les théories du développement : du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, chap. 2.

⁴²⁰ Nous suivons ici l'argumentation de Gérard DESTANNE DE BERNIS. « Le sous-développement, analyses ou représentations », *op. cit.*

division internationale du travail sous contrôle britannique sera amorcée. List, considéré comme le premier théoricien du développement⁴²¹, tout en reconnaissant la vocation de certains pays à la production manufacturière, défendait le droit au développement des autres nations, du moins des autres nations des zones tempérées, celles des zones torrides ayant une mission agricole, selon l'auteur⁴²².

L'un des principaux représentants de l'École historique allemande (pour laquelle le processus de développement historique est marqué par des étapes bien définies), List distingue quatre phases dans le développement économique des peuples, vers de degrés supérieurs de « civilisation » : l'état sauvage, l'état pastoral, l'état agricole, l'état agricole et manufacturier, l'état agricole, manufacturier et commercial ; si le libre échange promouvrait le passage successif du premier jusqu'au troisième état, l'élévation au quatrième état « ne saurait s'opérer d'elle-même, sous l'empire du libre échange, que dans le cas où toutes les nations appelées à l'industrie manufacturière se trouverait dans le même moment au même degré de civilisation ».⁴²³

Ainsi, List préconise la « protection des industries naissantes », c'est-à-dire, l'établissement de mesures protectionnistes à l'égard des nations dominantes, ce qui n'excluent toutefois pas l'importation des biens et techniques nécessaires à l'établissement du processus de développement.⁴²⁴ Cette approche mène à une remise en cause du principe des avantages comparatifs (vu comme correspondant aux intérêts de la puissance britannique) dans le cadre d'une économie nationale qui cherche à se développer, dans laquelle les forces productives agricoles et industrielles doivent se développer en s'appuyant mutuellement. De cette façon, encore que l'analyse de List ne concerne pas le phénomène du sous-développement, sa critique de la division internationale du travail prônée par les classiques,

⁴²¹ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Le sous-développement... », *op. cit.*, p. 105.

⁴²² Suivant les mots de Frédéric List : « *L'agriculture et l'industrie manufacturière réunis chez un même peuple, sous la même autorité politique, vivent dans une paix perpétuelle* ; elles ne sont troublées dans leur action réciproque, ni par la guerre, ni par les mesures de l'étranger ; elles garantissent par conséquent à la nation le développement incessant de sa prospérité, de sa civilisation et de sa puissance. » Néanmoins, pour l'auteur, les peuples ne seraient pas tous également lotis pour la tâche du développement : « *Les pays de la zone tempérée sont spécialement propres au développement de l'industrie manufacturière* ; car la zone tempérée est la région des efforts intellectuels et physiques. [...] Un pays de la zone torride ferait une tentative des plus funestes en cherchant à devenir manufacturier. N'y étant point appelé par la nature, il avancera beaucoup plus rapidement en richesse et en civilisation, s'il continue à échanger ses productions agricoles contre les produits des manufactures de la zone tempérée. » A condition qu'aucune nation ne monopolise les relations internationales, la dépendance qui en résulte pour les « zones torrides » ne serait pas un inconvénient : « Il est vrai que les pays de la zone torride tombent ainsi dans la dépendance de la zone tempérée ; mais cette dépendance sera exempte d'inconvénients ou plutôt elle cessera d'exister si, dans la zone tempérée plusieurs nations se font équilibre sous le rapport des manufactures, du commerce, de la navigation et de la puissance politique [...]. » Cf. Friedrich LIST, *Système national d'économie politique* [1841], 2^e éd., trad. de l'allemand par H. Richelot, Paris, Capelle, 1857, p. 103-104.

⁴²³ Cf. Friedrich LIST, *Système national d'économie politique*, *op. cit.*, p. 100-101.

⁴²⁴ Cf. Gérard AZOULAY, *Les théories du développement...*, *op. cit.*, chap. 2. Voir aussi : Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Le sous-développement... », *op. cit.*

ainsi que son concept de « système des forces productives », appelant à une économie nationale où agriculture et industrie progressent de pair, seront repris par les théoriciens du sous-développement, notamment par ceux intéressés par la planification économique en vue d'un développement autocentré ou autonome.⁴²⁵

Sur la question des inégalités entre les nations dans la division internationale du travail, Destanne de Bernis soulignera : « Si ce problème n'était pas abordé avant Ricardo parce qu'il n'existait pas dans les faits, il ne l'est plus dans la pensée dominante après List parce que les Empires coloniaux nouveaux s'organisent avec l'appui des Pouvoirs publics, avec ou sans conquêtes militaires violentes et que l'on ne peut avoir que le droit de célébrer les mérites de la colonisation. »⁴²⁶ C'est avec les mouvements d'indépendance dans le deuxième après-guerre que les effets négatifs de la colonisation seront soulignés, d'abord par la dénonciation de la misère et de la faim dans de vastes régions du monde, s'ensuivant une littérature sur le sous-développement qui reprendra la critique de la division internationale du travail, cette fois à partir du point de vue des nations dominées économiquement.

Freyssinet identifie un « postulat optimiste fondamental » chez les classiques :

« les pays développés montrent aux pays sous-développés la voie du développement ; les pays sous-développés sont ceux qui jusqu'ici ont échoué dans la mise en œuvre de leur processus de développement ou qui n'y sont pas parvenus qu'avec beaucoup de retard. Le problème posé par le sous-développement est celui de la généralisation à l'ensemble du monde de ce qui a été déjà réalisé par un certain nombre de pays »⁴²⁷.

Par rapport à l'appréhension des problèmes du développement, du point de vue des pays développés, J. Austruy a observé que « l'égoïsme de l'Occident passe par plusieurs phases » : « D'abord, le capitalisme occidental exporte ses intérêts qui doivent correspondre à l'intérêt du monde dans la perspective idéologique de l'ordre libéral. L'histoire de la colonisation sous ses diverses formes est l'illustration la plus facile de l'ambivalence de cette attitude. L'Occident impose ses valeurs, et aussi ses intérêts qui sont érigés en valeurs

⁴²⁵ À l'exemple des politiques de substitution d'importations en Amérique latine. Pour une analyse des idées de F. List et leur réception en Amérique latine (et spécialement au Brésil), voir : Mauro BOIANOVSKY, « Friedrich List and the economic fate of tropical countries » [en ligne], 2011. Disponible sur : <http://ssrn.com/abstract=1810846> [réf. du 22 juin 2011] ; article à paraître dans *History of Political Economy*, vol. 45, n° 4, 2013. Celso Furtado, qui fait référence à F. List (au concept de « système des forces productives ») à plusieurs reprises dans ses ouvrages, avait pris contact avec l'œuvre de l'auteur allemand pendant la réalisation de ses études doctorales à Paris, à la fin des années 1940. En témoigne un exemplaire du cours du Professeur L. Baudin, dont un chapitre est dédié aux auteurs des années 1840 (L. Blanc, Bastiat, Proudhon, Mill, List), présent dans la bibliothèque personnelle de C. Furtado (CICEF, Rio de Janeiro). Cet exemplaire porte des annotations de C. Furtado et a été daté par lui, « Paris, 1947 ». Cf. Louis BAUDIN, *Précis d'histoire des doctrines économiques, conforme au programme de la partie générale du D.E.S. d'Économie Politique de la Faculté de Droit de Paris*, Paris, Domat-Montchrestien, 1947 ; Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 242 ; Celso FURTADO, « Le développement », *op. cit.*, p. 692.

⁴²⁶ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Le sous-développement... », *op. cit.*, p. 105.

⁴²⁷ Cf. Jacques FREYSSINET, *Le concept de sous-développement*, *op. cit.*, p. 53.

universelles. »⁴²⁸ Il s'agit, précise l'auteur, d'une espèce de « paternalisme », impliquant « une certaine forme d'entraînement dans le développement » ; un processus guidé par l'idée selon laquelle l'échange (« dont on oubliait l'aspect asymétrique pour les parties pour s'attacher à l'accroissement global de valeurs et d'information pour l'ensemble ») produisait l'intérêt général. Un deuxième niveau de l'égoïsme de l'Occident consiste, au-delà de l'entraînement et de l'assimilation des autres dans l'expérience de développement de l'Occident, à « les convaincre de la nécessité d'imiter les modèles de l'Occident ». ⁴²⁹ L'appréhension du développement serait dénaturée encore par un troisième degré de l'égoïsme occidental qui dépasse à la fois l'idée selon laquelle « l'Occident est prédestiné au développement de l'humanité » et « qu'il possède l'expérience unique des moyens de développement ». L'Occident serait alors le « Pionnier » : « il a eu la chance ou le fardeau d'explorer le premier des sentiers où tous doivent passer, à leur tour, pour atteindre le but qui est commun à toutes les sociétés en voie de développement. »⁴³⁰

Tout en soulignant que les économistes contemporains ont compris qu'une aide qui se borne au combat d'une doctrine adverse est contestable, Austruy observe que l'orientation de l'aide au développement n'en est pas moins dirigée par une division manichéenne du monde. Il rappelle, dans ce sens, le « manifeste non-communiste » de W. W. Rostow, conseiller du Président Kennedy, dont l'analyse décompose l'histoire de chaque économie nationale selon une suite d'étapes⁴³¹, et entend ainsi présenter une théorie de la croissance économique et une théorie de l'histoire générale des temps modernes. Cette optique, car « facile et séduisante », a eu une grande influence, qui semble s'être étendue même sur « un économiste aussi averti que J. K. Galbraith »⁴³² lorsque celui-ci affirme qu'est fallacieuse la dichotomie entre pays développés et pays en voie de développement : « Pour voir avec perspicacité le problème de l'assistance, il est essentiel de considérer que les différents pays du monde ne sont pas divisés en pays développés et sous-développés, mais échelonnés le long d'une ligne représentant les différents stades de développement. »⁴³³ D'après la théorie de Rostow, toutes les sociétés

⁴²⁸ Cf. Jacques AUSTRUY, *Le scandale du développement*, Paris, Marcel Rivière et Cie, 1965, p. 64.

⁴²⁹ Alors, Austruy souligne que les deux systèmes (capitaliste et socialiste) se basent sur leur propre histoire pour proposer une solution pour le développement (des expériences de croissance d'ailleurs issues des mêmes transformations de la société occidentale). En renvoyant à François Perroux (*La coexistence pacifique*, PUF, 1958), l'auteur affirme : « les capitalismes répandent la doctrine du développement à faible coefficient de capital, combinée avec la règle de l'équilibre de la balance des paiements sur période moyenne ; les républiques socialistes proposent de leur côté le développement par l'industrie lourde combinée avec des formes combinées de bilatéralisme. » Cf. Jacques AUSTRUY, *Le scandale du développement*, *op. cit.* p. 66-67.

⁴³⁰ *Ibid.*, p. 67.

⁴³¹ *Ibid.*, p. 55 ; Walt W. ROSTOW, *The stages of economic growth : a non-Communist manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.

⁴³² Cf. Jacques AUSTRUY, *Le scandale du développement*, *op. cit.* p. 56.

⁴³³ Cf. J. K. GALBRAITH, *Les conditions actuelles du développement économique*, Paris, Denoël, 1963 (cité par Jacques AUSTRUY, *Le scandale du développement*, *op. cit.* p. 56). Dans cet ouvrage, Galbraith affirme que le capital, la technique et l'organisation sont les trois éléments qui peuvent être transmis par les pays développés à

seraient en marche vers une ère de l'opulence⁴³⁴, dont la société américaine en serait l'exemple, et des sociétés telles que la Chine ou l'Inde en seraient parvenues vers l'an 2000 ou 2010⁴³⁵. Comme le souligne Austruy, « [dans] la mesure où il y a une seule voie, celle-ci est nécessairement *la bonne* pour qui veut se développer. »⁴³⁶

Du côté des pays développés, leur propre expérience historique est présentée d'une manière favorable, « pour en faire un archétype que doivent retrouver toutes les sociétés », une « la voie vers la vérité »⁴³⁷. Parallèlement, comme l'observe Austruy, du côté des pays sous-développés, ces mêmes idées ou ce même schéma du développement pénètrent par le biais des élites politiques et intellectuelles éduquées à l'étranger, qui transposent, « sans beaucoup d'originalité créatrice », à leur réalité, pourtant complètement diverse, des mécanismes valables surtout pour les économies développées. Alors, en ce qui concerne leur propre développement, ces élites auraient tendance à

« l'imaginer comme une réplique de la société occidentale avec quelques modifications, leur permettant de conserver les avantages de leur mode de vie auxquels elles tiennent, bien qu'ils ne soient pas nécessairement les plus valables, ni pour la sauvegarde de leurs valeurs traditionnelles, ni pour l'apparition du développement. D'autant que cette hybridation de modernisme et de traditionalisme contente tout le monde, simplement, mais au prix de l'efficacité. »⁴³⁸

Le conditionnement des consommateurs serait une voie parallèle de pénétration de l'idée du développement occidental :

« pour une rentabilité immédiate, les firmes de l'Occident conditionnent les consommateurs d'une manière qui les éloigne d'une recherche originale de ce que doit produire leur développement pour pouvoir advenir ; tandis que les techniques et les méthodes de production qu'exporte aussi l'Occident créent des attitudes et des mentalités de producteurs qui sont une pauvre réplique de celles de l'Occident à ses plus mauvais jours. »⁴³⁹

Sur l'imprécision des concepts de « développement » et « croissance », André Marchal précise : « De cette distinction entre la notion de développement et celle de croissance, nous retiendrons ce que dit M. Byé... qui est fort important, à savoir que 'le développement des sous-développés pose des problèmes très différents de ceux que pose la croissance des

des pays à des stades de développement différents. Cette transmission présente à la fois des avantages et des dangers. Une politique de développement doit alors reposer sur la planification, car le marché ne serait pas en mesure de mettre en place la structure administrative et éducative nécessaire dans les premiers stades de développement. Cf. Guy CAIRE, « Esquisse d'un état des travaux en matière de développement », in J. AUSTRUY, *Le scandale du développement*, op. cit. p. 394-395.

⁴³⁴ J. K. Galbraith fait la critique de cette société de l'opulence dans son ouvrage *The affluent society* (Boston,, Hamish Hamilton, 1958).

⁴³⁵ Cf. Walt W. ROSTOW, *The stages of economic growth*, op. cit.

⁴³⁶ Cf. Jacques AUSTRUY, *Le scandale du développement*, op. cit. p. 56 (italiques de l'auteur).

⁴³⁷ *Ibid.*, p. 69.

⁴³⁸ *Ibid.*, p. 72.

⁴³⁹ *Ibid.*, p. 73. Et l'auteur de poursuivre : « Il convient seulement de souligner que le genre de vie créé par les méthodes de production 'modernes' produit à son tour certains rôles et certaines structures mentales qui favorisent le mimétisme de l'Occident [...]. » *Ibid.*

développés' ». ⁴⁴⁰ S'amorçait alors la distinction entre croissance et développement, que François Perroux précise et formalise. M. Byé, en s'appuyant sur les idées de F. Perroux, observe qu'une économie pauvre n'est pas nécessairement une économie sous-développée ; une économie sous-développée ne présente pas nécessairement un retard de croissance. Il précise que les problèmes du développement d'une économie sous-développée sont différents des problèmes de croissance des économies développées ; en outre, le revenu par tête n'est pas un bon indicateur pour la classification des pays. ⁴⁴¹ Byé soutient que le retard en termes quantitatifs est conjugué, dans le sous-développement, à certains aspects structurels, comme l'intégration insuffisante des divers secteurs de l'économie. En conséquence, la théorie du développement, distincte de la théorie de la croissance, ne peut pas être fondée sur un seul modèle (établi en termes de quantités ajoutées) applicable à toutes les économies. ⁴⁴²

À propos des théories du développement circulant au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Ignacy Sachs affirme :

« Un économisme étroit faisait juger que la croissance rapide des forces de production dès lors qu'elle serait assurée, déclencherait un processus complet de développement qui s'étendrait plus ou moins spontanément à tous les domaines de l'activité humaine. [...] Les options idéologiques et le clivage intervenaient au niveau du choix du modèle à suivre, les uns proposant de refaire le chemin parcouru par les pays industrialisés capitalistes depuis la révolution industrielle, les autres prônant les vertus universelles du modèle soviétique. Les deux écoles de pensée, au fond, croyaient donc également à un développement linéaire mécaniciste et répétitif de l'histoire, et réduisaient entièrement le processus historique à une mécanique sociologique, en érigeant en loi universelle la mécanique de leur choix. » ⁴⁴³

La thèse du sous-développement comme un retard dans le processus de développement sera l'une des voies empruntées par la théorie du développement au XX^e siècle, à partir d'une revivification du domaine de l'histoire économique, avec des auteurs comme W. W. Rostow et A. Gerschenkron. ⁴⁴⁴ En identifiant des caractéristiques communes au passé des économies développées et au présent des économies sous-développées, certains auteurs – le plus emblématique étant W. W. Rostow – tâcheront de faire correspondre les sociétés périphériques du XX^e siècle à la situation dans laquelle se trouvaient les sociétés européennes au XVIII^e siècle, à la veille de leur révolution industrielle. Cela aboutit à une conception du développement économique comme une suite de phases historiques par lesquelles toute société passe nécessairement au cours de son évolution ; de cette façon, les

⁴⁴⁰ Cf. André MARCHAL, *Systèmes et structures*, 4^e année de Licence, 1958-1959, Ed. Cujas (cité par Jacques AUSTRUY, *Le scandale du développement*, *op. cit.* p. 87).

⁴⁴¹ Cf. Maurice BYÉ, « The role of capital in economic development », in H. ELLIS, H. WALLICH (éds.), *Economic Development for Latin America : proceedings of a conference held by the International Economic Association*, London, Macmillan, 1961, p. 111.

⁴⁴² *Ibid.*, p. 124.

⁴⁴³ Cf. Ignacy SACHS, « La logique du développement », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. XXIV, n° 1, 1972, p. 38.

⁴⁴⁴ Cf. Gerald M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.*, p. 20.

méthodes ayant assuré l'essor des pays développés seraient alors à suivre par le pays sous-développés afin de rattraper leur retard économique.

D'après le schéma proposé par W. W. Rostow⁴⁴⁵, par rapport à leur dimension économique, toutes les sociétés se trouvent dans une des cinq catégories suivantes pendant leur parcours vers la maturité économique (les trois premières étapes se rapportant au problème du sous-développement⁴⁴⁶): *la société traditionnelle*, incapable d'utiliser systématiquement son milieu physique pour l'amélioration de son niveau de vie; l'étape d'établissement des *conditions préalables au démarrage économique*, avec l'établissement de nouvelles fonctions de production dans l'agriculture et dans l'industrie par l'utilisation des nouvelles conceptions scientifiques (ce qui s'est d'abord produit en Europe occidentale à la fin du XVII^e et début du XVIII^e siècles); *le démarrage économique*⁴⁴⁷ (« take-off »), période pendant laquelle s'achève le renversement des obstacles à une croissance régulière, le taux d'investissement s'accroît permettant de surmonter les pressions démographiques, et les secteurs manufacturiers se développent; *la marche vers la maturité*, étape marquée par un taux d'investissements de 10 à 20% du revenu national (permettant que la croissance de la production soit en avance par rapport à la croissance de la population) et pendant laquelle l'industrie continue de croître et se diversifie; *l'ère de la consommation de masse*, quand l'industrie de biens durables de consommation et les services deviennent les secteurs dynamiques de la croissance économique. Le passage d'un stade à l'autre dépendrait des « propensions » des populations à : développer les sciences fondamentales, à appliquer les sciences à des fins économiques; à accepter les innovations, à rechercher le progrès matériel, à consommer et à procréer⁴⁴⁸. Ces propensions varieraient en fonction des interrelations entre les forces économiques, sociales et politiques d'une société, et se transformeraient lentement et en longue période⁴⁴⁹; quant aux origines de ces propensions, qu'il distingue comme des facteurs de croissance, Rostow remet le soin de les étudier aux historiens-sociologues.⁴⁵⁰ Yves Lacoste voit dans ce recours aux « propensions » des populations à certains comportements un retour « à l'hypothèse fragile de l'existence de mentalités qui seraient plus ou moins

⁴⁴⁵ Cf. Walt W. ROSTOW, *The stages of economic growth*, *op. cit.*

⁴⁴⁶ Point souligné par Yves LACOSTE, « Le sous-développement... », *op. cit.*, p. 276.

⁴⁴⁷ Rostow présente un tableau approximatif des dates des « take-off » : Grande-Bretagne, 1783-1802 ; France, 1830-1860 ; Belgique : 1833-1860 ; États-Unis, 1843-1860 ; Allemagne, 1850-1873 ; Suède, 1868-1890 ; Japon, 1878-1890 ; Russie, 1890-1914 ; Canada, 1896-1914 ; Argentine, depuis 1935 ; Turquie, depuis 1937 ; Inde et Chine, depuis 1952. Cf. W. W. Rostow, *The stages of economic growth...*, *op. cit.*, p. 38.

⁴⁴⁸ On suit ici la systématisation présentée par Jacques FREYSSINET, *Le concept de sous-développement*, *op. cit.*, p. 136 (références à W. W. Rostow, *The Process of Economic Growth*, chapitres I à III). Voir aussi Pierre VILAR, « Croissance économique et analyse historique » [1960], in P. VILAR, *Une histoire en construction : approche marxiste et problématiques conjoncturelles*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1982, p. 26.

⁴⁴⁹ Cf. Jacques FREYSSINET, *Le concept de sous-développement*, *op. cit.*, p. 136.

⁴⁵⁰ Cf. Pierre VILAR. « Croissance économique... », *op. cit.*, p. 26. P. Vilar questionne : cherchant une alternative à Marx, « un équivalent méthodologique doté d'autres conclusions », Rostow « offre-t-il une vraie synthèse [...] ? ». *Ibid.*

favorables au développement ».⁴⁵¹

En ambitionnant présenter une interprétation historique globale du développement économique, généralisable à toute société, Rostow aurait, selon la critique qui lui est faite par Pierre Vilar, « faussé la réalité historique »⁴⁵², puisque « [son] schéma d'ensemble – humanité biologique jusqu'à la révolution industrielle, prise sur l'environnement à partir de celle-ci, croissance auto-soutenue après le 'take-off' – est historiquement injustifiable ». ⁴⁵³ En installant l'humanité sur « l'escalier mécanique de la 'croissance auto-soutenue' »⁴⁵⁴ après son éveil à l'esprit scientifique, et en ne définissant les sociétés industrielles que par leurs traits positifs, Rostow aurait négligé toutes les implications historiques des différentes situations des sociétés préindustrielles. Avancer vers l'industrialisation dans un cadre général d'économies préindustrielles serait complètement différent de réussir son industrialisation dans un contexte international défini par l'économie capitaliste développée.⁴⁵⁵ Comme le souligne F. A. Novais, la forme d'insertion d'un pays dans le système colonial conditionne sa position face au développement économique : les pays pouvant compter sur l'exploitation coloniale pendant la phase précédant leur industrialisation évolueront différemment des pays formés dans le cadre du système colonial ou subissant l'impact de cette exploitation.⁴⁵⁶ Dans ce sens, la notion de « société traditionnelle », selon la définit Rostow, ne permet pas de retrouver les racines historiques du phénomène du sous-développement, produisant un amalgame entre toute situation antérieure à la révolution industrielle et le sous-développement moderne. Pierre Vilar met en évidence les « erreurs de perspective » provenant du « rapprochement superficiel entre 'sous-développement' moderne et 'prédéveloppement' historique » chez des auteurs qui, comme W. W. Rostow, ne distinguent pas dans leurs analyses du développement entre pays colonisés et pays colonisateurs et retrouvent uniformité des « mouvements, de leurs causes et de leurs conséquences, à travers tous les temps et tous les pays »⁴⁵⁷.

Selon la critique d'A. Gunder Frank aux « étapes » décrites par Rostow, la première

⁴⁵¹ Cf. Yves LACOSTE, « Le sous-développement... », *op. cit.*, p. 276. Voir aussi la critique de Pierre VILAR au modèle proposé par Rostow, basé sur des « propensions » des sociétés au changement, dans : Pierre VILAR, « Développement historique et progrès social. Les étapes et les critères » [1961], in P. VILAR, *Une histoire en construction...*, *op. cit.*

⁴⁵² « En présentant le passage de la société 'traditionnelle' à la société 'industrielle' comme la réalisation d'une sorte de programme pour pays 'sous-développé' rédigé à coup de 'il faut', W. W. Rostow a faussé non seulement la réalité historique (réalité de *luttés*), mais la réalité psychologique de la transformation, qui fut individualiste et antiplaniste. » Cf. Pierre VILAR, « Développement historique ... », *op. cit.*, p. 104.

⁴⁵³ *Ibid.*

⁴⁵⁴ *Ibid.*, p. 121.

⁴⁵⁵ Voir la critique de l'historien brésilien F. A. Novais aux étapes du développement proposées par Rostow dans : Fernando A. NOVAIS, « Sistema colonial, industrialização e etapas do desenvolvimento » [1970], in F. A. NOVAIS, *Aproximações : estudos de historia e historiografia*, São Paulo, Cosac Naify, 2005, p. 127-138.

⁴⁵⁶ *Ibid.*

⁴⁵⁷ Cf. Pierre VILAR. « Développement historique ... », *op. cit.*, p. 93 et 94.

des cinq étapes, l'étape traditionaliste, ne correspond à aucune société sous-développée contemporaine. En ce qui concerne l'étape d'établissement des conditions préalables au démarrage du développement économique, comprenant des changements dans les institutions et dans l'investissement, avec la pénétration des pays sous-développés par les influences provenant des pays développés, Frank souligne que, loin de favoriser leur développement économique, ce contact l'aurait entravé :

« la réalité du sous-développement, que la première et la seconde étape de Rostow masquent ou même nient, est que l'incorporation de ces pays et de leur population dans l'expansion du système mondial mercantiliste, puis capitaliste, a d'abord provoqué leur sous-développement, et que, de plus, leur participation continue à ce même système a pour effet de maintenir, et même d'aggraver ce sous-développement. »⁴⁵⁸

La troisième étape, celle du démarrage, synthétiserait, l'observe Frank, « le changement qualitatif dynamique qui mène de la structure du sous-développement à celle du développement »⁴⁵⁹. Néanmoins, Rostow aurait négligé dans l'analyse de cette transition, la propre histoire des pays développés, qui ne se seraient pas (comme en témoigne l'exemple de l'Angleterre) « développés exclusivement au moyen de leurs propres efforts », les pays sous-développés ayant joué un rôle crucial « dans le financement de la capitalisation des pays à présent développés ».⁴⁶⁰ Alors, l'affirme Frank, « aucun pays, une fois sous-développé, n'est jamais parvenu à se développer par les étapes de Rostow »⁴⁶¹. La quatrième et la cinquième étapes - l'acheminement vers la maturité et la consommation de masse - découleraient mécaniquement des premières dans le schéma de Rostow, alors que « dans la fâcheuse réalité des pays sous-développés, c'est précisément la structure de leur sous-développement [leurs relations structurelles avec les pays développés] [...] qui depuis si longtemps empêche la réalisation des deux dernières étapes. »⁴⁶²

La perspective historique dans l'analyse du développement est aussi employée par Alexander Gerschenkron⁴⁶³, qui à son tour refuse l'idée de reproduction du modèle de développement des pays « first-comers » par les pays d'industrialisation tardive. Selon Gerschenkron, le niveau de développement atteint par un pays (ou son niveau relatif de retard économique) sera déterminant dans son processus d'industrialisation. Dans son analyse de

⁴⁵⁸ Cf. André GUNDER FRANK, « Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie », *Cahiers Vilfredo Pareto*, vol. 6, n° 15, 1968, p. 186.

⁴⁵⁹ *Ibid.*, p. 187.

⁴⁶⁰ *Ibid.*, p. 189.

⁴⁶¹ *Ibid.*, p. 190.

⁴⁶² *Ibid.*, p. 187.

⁴⁶³ Cf. Alexander GERSCHENKRON, « Economic backwardness in historical perspective », in B. F. HOSELITZ (éd.), *The progress of underdeveloped areas, op. cit.* ; Alexander GERSCHENKRON, *Economic backwardness in historical perspective : a book of essays*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 1962.

l'industrialisation tardive en Europe, l'auteur identifiera les avantages du retard (« advantages of backwardness ») qui donneraient la possibilité aux pays d'industrialisation tardive d'avancer plus rapidement dans ce processus que ne l'ont fait les pays pionniers ou leaders – et même de rattraper le retard – en profitant des techniques de production déjà expérimentées. La croissance économique aurait, selon l'auteur, deux caractéristiques générales : l'absence de conditions préalables (certaines conditions favoriseraient néanmoins le processus) et les avantages du retard (un plus grand retard au début de l'essor [*spurt*] de croissance donnera lieu à un essor plus fort). Limitant cet essor aux activités manufacturières et minières, Gerschenkron l'entend distinct du « take-off » de Rostow (étendu à l'ensemble du revenu national) ; C. Kindleberger, néanmoins, analyse : « l'essence du 'take off' est la discontinuité, et cela est central dans la pensée de Gerschenkron »⁴⁶⁴.

Tout aussi anti-marxiste qu'anti-rostowien⁴⁶⁵, Gerschenkron refuse à la fois la révolution industrielle anglaise comme étant le modèle de développement industriel à suivre (et le rôle de l'accumulation primitive de capital dans le processus de développement)⁴⁶⁶ et l'existence d'étapes équivalentes de croissance économique pour tous les pays, la modernité et le retard se présentant historiquement de façon concomitante.

Face aux conditions préalables à la croissance industrielle (et à un modèle d'industrialisation uniforme et indifférenciée)⁴⁶⁷, Gerschenkron proposera la considération des processus de développement industriel par rapport aux degrés de retard des régions concernées au début de l'essor de leur industrialisation ; le retard jouerait un rôle positif dans la création des « substituts » à ces conditions préalables manquantes. Ainsi, dans les pays arriérés, des innovations institutionnelles seront motivées à partir des tensions politiques créées par la prise de conscience du niveau de développement économique atteint ailleurs ; l'intervention de l'État sera requise pour le cheminement des capitaux et de l'action des

⁴⁶⁴ Cf. Charles P. KINDLEBERGER, « Review : Economic Backwardness in Historical Perspective : A Book of Essays. By Alexander Gerschenkron », *The Journal of Economic History*, vol. 23, n° 3, sep. 1963, p. 362.

⁴⁶⁵ Cf. Albert FISHLOW, « Review Essay : Alexander Gerschenkron, *Economic Backwardness in Historical Perspective : A Book of Essays* » [en ligne], 2003. Disponible sur : http://eh.net/book_reviews/economic-backwardness-in-historical-perspective-a-book-of-essays/

⁴⁶⁶ Tout en reconnaissant l'intérêt d'identifier les aspects généraux communs aux divers processus d'industrialisation, Gerschenkron remarque que l'historien, refusant d'ignorer les irrégularités retrouvées, peut soit les traiter comme des exceptions, soit essayer de systématiser ces déviations par rapport au modèle original en créant un nouveau modèle, compte tenu du fait que tout événement historique, en principe, change le cours des subséquents. Cf. Alexander GERSCHENKRON, *Economic backwardness in historical perspective : a book of essays*, op. cit., chap. 2 : « Reflexions on the Concept of 'Prerequisites' of Modern Industrialization ».

⁴⁶⁷ En critiquant l'idée de conditions préalables au développement, Gerschenkron affirme : « This, no doubt, has rather discouraging implications as far as development of backward countries is concerned. Have they really to create all those conditions *before* they can embark upon the process of industrialization ? [...] what can be reasonably regarded as a prerequisite in some historical cases can be much more naturally seen as a product of industrialization in others. The line between what is a precondition of, and what is a response to industrial development seems to be a rather flexible one. » Cf. Alexander GERSCHENKRON, *Economic backwardness in historical perspective : a book of essays* [1962], op. cit., chap. 2, p. 33.

entrepreneurs vers les industries naissantes (y compris le contrôle de la consommation interne en vue de la formation d'épargne) ; les industries productrices de biens d'équipement (capital-intensives) seront privilégiées par rapport à la production de biens de consommation, avec des conséquences au niveau de la dépendance envers l'étranger, les techniques locales étant délaissées au profit des technologies plus modernes ; l'expansion industrielle, étant donné la faible capacité de consommation du secteur agricole, devra trouver des débouchés dans le secteur industriel (croissance des ventes interindustrielles), dans le cadre d'une « croissance non-équilibrée » rendue possible par la participation de l'État.⁴⁶⁸

Gerschenkron⁴⁶⁹ affirme que le processus d'industrialisation dans les pays en retard sera considérablement différent du développement connu par les pays avancés : plus accéléré (accès à la technologie moderne) et divers du point de vue de la structure productive et organisationnelle de l'industrie, variant selon les instruments institutionnels et l'environnement idéologique caractéristiques à chaque pays ; Gerschenkron remarque aussi les difficultés de constitution d'une force de travail industrielle stable dans les pays sous-développés.

Observant l'évolution historique des pays européens d'industrialisation tardive, Gerschenkron affirme :

« to the extent that industrialization took place, it was largely by application of the most modern and efficient techniques that backward countries could hope to achieve success, particularly if their industrialization proceeded in the face of competition from the advanced country. The advantages inherent in the use of technologically superior equipment were not counteracted but reinforced by its labor-saving effect. »⁴⁷⁰

La tendance des pays d'industrialisation tardive à concentrer leurs efforts dans l'introduction de technologies plus modernes et onéreuses visant au développement d'industries lourdes (biens d'investissement) serait économiquement justifiée ; néanmoins, ce développement imitatif de l'évolution des pays plus avancés n'aura été possible qu'en fonction du cadre institutionnel et idéologique guidant le processus. Gerschenkron souligne, dès lors, que la politique de développement des pays en retard ne doit pas être formulée en considérant seulement l'expérience antérieure des pays développés, mais en prenant en compte, pour chaque pays, sa dotation en ressources naturelles, ses conditions climatiques, les possibles obstacles institutionnels à l'industrialisation, son insertion dans le commerce

⁴⁶⁸ Albert Fishlow résume dans ces quatre hypothèses l'approche de Gerschenkron. Cf. Albert FISHLOW, « Review Essay... », *op. cit.*

⁴⁶⁹ Cf. Alexander GERSCHENKRON [1952], « Economic backwardness... », *op. cit.*

⁴⁷⁰ *Ibid.*, p. 7. Les expériences d'industrialisation de pays tels que la Russie, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche et la Bulgarie sont analysées plus en détail par A. Gerschenkron dans : Alexander GERSCHENKRON, *Economic backwardness in historical perspective : a book of essays* [1962], *op. cit.*

international, entre autres⁴⁷¹.

Or, si le XIX^e siècle peut offrir des exemples aux pays d'industrialisation tardive, les aspects contemporains de la question de l'industrialisation doivent être insérés dans l'analyse présente du problème, ainsi que considérés les effets du développement culturel préalable des pays (notamment dans le cas des pays non-européens) sur leur potentiel d'industrialisation. Le problème de l'industrialisation tardive se présente ainsi comme une question économique aussi bien que politique dans l'approche de Gerschenkron. En citant l'exemple soviétique d'industrialisation rapide sous contrôle dictatorial - et le possible attrait de l'exemple soviétique à d'autres pays -, l'auteur accentue « les formidables dangers inhérents à notre époque de l'existence de retard économique »⁴⁷², qui ne serait pas, de la sorte, un problème restreint aux pays économiquement en retard.

Si Gerschenkron souligne les « advantages of backwardness » dans les processus d'industrialisation tardive, il reconnaît néanmoins que la révolution industrielle anglaise, ainsi que les processus d'industrialisation qui l'ont suivie, « affected the course of all subsequent industrializations »⁴⁷³. Celso Furtado, dans son analyse du sous-développement, avance dans cette voie en affirmant cependant que, si le retard relatif d'un pays dépasse un certain niveau, les modifications qualitatives qui imprègnent alors le processus d'industrialisation, finissent par le rendre distinct du modèle de l'industrialisation tardive en Europe ; dans ce contexte, l'industrialisation n'engendrera pas de systèmes économiques nationaux, étant plutôt orientée à la complémentation du système économique international.⁴⁷⁴

La formulation de C. Furtado rejoint ainsi celle de Paul Baran, qui voit dans la pénétration du système capitaliste dans des structures sociales moins évoluées l'une des causes de l'apparition du sous-développement. Dans cette approche, si le système capitaliste a pu contribuer au développement des pays actuellement développés, il se serait transformé, au XX^e siècle, en un obstacle au progrès des pays actuellement sous-développés.⁴⁷⁵ De fondamentale importance dans l'approche de P. Baran, le concept d'excédent économique (« economic surplus ») est également central dans l'approche de C. Furtado, les deux auteurs mettant l'accent sur la forme d'utilisation de cet excédent, plutôt que sur la capacité d'épargne

⁴⁷¹ Cf. Alexander GERSCHENKRON [1952], « Economic backwardness... », *op. cit.*, p. 26.

⁴⁷² *Ibid.*, p. 29.

⁴⁷³ Cf. Alexander GERSCHENKRON, *Economic backwardness in historical perspective : a book of essays*, *op. cit.*, p. 41.

⁴⁷⁴ Cf. Celso FURTADO, *O mito do desenvolvimento econômico*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1974 ; Mauro BOIANOVSKY, « A view from the tropics : Celso Furtado and the theory of economic development in the 1950s », *History of Political Economy*, vol. 42, n° 2, 2010.

⁴⁷⁵ Cf. Paul BARAN, *The political economy of growth*, New York, Monthly Review Press, 1957 ; voir aussi Yves LACOSTE, « Le sous-développement... », *op. cit.*

d'un pays, en vue de son processus de développement.⁴⁷⁶

Dans sa théorie du sous-développement économique⁴⁷⁷, Furtado présente le phénomène du sous-développement contemporain comme un résultat de la Révolution industrielle en Europe au XVIII^e siècle : l'expansion des économies industrialisées européennes vers des régions « précapitalistes » du monde aurait alors engendré dans ces régions des structures hybrides ou dualistes, dans lesquelles certaines structures se comportent selon le système capitaliste et d'autres structures demeurent à l'état préexistant. Le sous-développement se présente donc, selon Furtado, comme un processus historique autonome, et ne constitue pas une étape vers le développement, que les pays actuellement développés auraient dépassé au cours de leur évolution.⁴⁷⁸

Si Rostow prend en considération le phénomène du sous-développement moderne en perspective historique, il ne le considère pas comme un phénomène spécifique, l'apprenant comme l'une des phases de l'évolution de toute société. Dans cette même conception « non conflictuelle du capitalisme »⁴⁷⁹, d'autres auteurs souligneront les facteurs manquants aux pays sous-développés pour la réussite de leur développement et proposeront des stratégies pour le rattrapage de ce retard. Le rôle de l'épargne et de l'offre de main-d'œuvre aura une importance majeure dans l'argumentation de plusieurs auteurs pionniers de la théorie du développement, dans la mesure où l'augmentation de la productivité et l'accumulation de capital se présentent comme des problèmes centraux pour le développement économique. Les questions concernant le commerce international ainsi que le rôle de l'État en tant que coordinateur des stratégies de développement⁴⁸⁰ figurent aussi parmi les questions traitées dans ces premiers temps de l'économie du développement, et marqueront une rupture dans les représentations que se font les auteurs sur le phénomène du sous-développement.

⁴⁷⁶ Cf. Mauro BOIANOVSKY, « A view from the tropics... », *op. cit.* Celso Furtado souligne, dans ses mémoires, que Paul Baran a abouti à des conclusions semblables sur le rôle de l'excédent social, peu de temps après lui, et partant d'une approche méthodologique différente de la sienne. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 285.

⁴⁷⁷ Voir spécialement : Celso FURTADO, *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, Rio de Janeiro, Fundo de Cultura, 1961, chap. 4.

⁴⁷⁸ Cf. Celso FURTADO, *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, *op. cit.* ; Celso FURTADO, *Théorie du développement économique*, *op. cit.*

⁴⁷⁹ L'expression est employée par De Bernis dans son analyse des représentations du sous-développement ; nous suivons ici à plusieurs reprises les idées contenues dans ce texte. Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Le sous-développement... », *op. cit.*, p. 112. Pierre Vilar a aussi critiqué ces approches du problème du développement comme négligeant la réalité historique, « la réalité des luttes ». Cf. Pierre VILAR, « Développement historique ... », *op. cit.*, p. 104.

⁴⁸⁰ La prise en compte des « économies externes » (divergence entre les bénéfices privés et les bénéfices publics ou sociaux d'un investissement) dans l'analyse du développement entraînera un écartement entre la théorie du développement et l'analyse classique ou marginaliste, dans la mesure où l'intervention de l'État sera prônée afin de viabiliser l'effort d'investissement nécessaire au développement. Pour une analyse des acceptions du concept d'économies externes, voir : Tibor SCITOVSKY, « Two concepts of External Economies », *Journal of Political Economy*, vol. LXII, 1954.

Le « cercle vicieux de la pauvreté » décrit par R. Nurkse⁴⁸¹ met en relief les défaillances des mécanismes économiques classiques dans la promotion du développement des économies économiquement en retard. Par rapport à leur dotation en facteurs, ces économies présentent généralement un excédent de main-d'œuvre dans l'agriculture (sous forme de « chômage déguisé », dans le sens d'une main-d'œuvre qui ne contribue que très faiblement à la production) et une capacité d'accumulation de capital réduite. Incapables d'augmenter la productivité du travail, qui dépend en large mesure du volume de capital employé dans le processus productif, ces économies se retrouvent dans une situation d'équilibre de sous-emploi. A partir d'une situation de stagnation ou pauvreté, ces économies se montrent incapables de lever les contraintes à la formation de capital, aussi bien du côté de l'offre que de la demande de capitaux, se configurant ainsi les « cercles vicieux » décrits par Nurkse. Du côté de la demande, si les revenus sont bas, le marché aura des dimensions réduites, restreignant l'incitation à investir ; faute de capital, la productivité se maintient à un niveau bas et, par conséquent, les revenus restent bas. Prenant le raisonnement du côté de l'offre : à partir de bas revenus, la capacité d'épargne sera réduite, engendrant un faible emploi de capital à l'industrie, une faible productivité et le maintien des revenus à un bas niveau.

Nurkse souligne que la formation de capital en pays sous-développés n'est pas qu'une question d'offre de capitaux. En fonction des limitations du marché intérieur dans ces pays, l'action de l'entrepreneur schumpétérien – agent innovateur capable de transformer le processus de production – peut y est bloquée. De ce fait, Nurkse propose un effort de « croissance équilibrée » [*balanced growth*]⁴⁸² dans le but de rompre « l'équilibre de sous-développement » : alors que l'investissement dans une industrie donnée peut être voué à l'échec (en raison de l'inélasticité de la demande en fonction des bas revenus, plutôt qu'une question d'indivisibilités liées à l'équipement/aux techniques), l'investissement simultané dans une ample gamme d'industries différentes et complémentaires entraîne, en fonction des économies externes, un élargissement du marché. Ainsi, dans la mesure où augmente la productivité et le pouvoir d'achat des travailleurs dans chaque industrie, un marché en

⁴⁸¹ Cf. Ragnar NURKSE, *Problems of capital formation in underdeveloped countries*, 1953. Ce livre est une version des six conférences données par Nurkse à Rio de Janeiro (Brésil), en 1951, publiées dans la *Revista Brasileira de Economia* (déc. 1951). Des commentaires à ce texte, par Celso Furtado, ainsi que la réplique de Nurkse à Furtado ont été publiés dans cette même revue (numéros de décembre 1952 et avril 1953). Les trois textes ont été réédités dans : CICEF, *Memórias do Desenvolvimento*, année 1, n° 1, juin 2007 [publication du Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, Rio de Janeiro, Brésil].

⁴⁸² « A balanced increase in production generates external economies by enlarging the size of the market for each firm or industry. There is on this account as well as for other possible reasons, a discrepancy between the private and the social marginal productivity of capital. Even if we abstract from political and other risk factors, there is no guarantee that the motives that animate individual businessmen will automatically induce a flow of funds from the rich to the poor countries. » Cf. Ragnar NURKSE, « Some International Aspects of the Problem of Economic Development », *The American Economic Review*, vol. 42, n° 2, mai 1952, p. 574.

expansion se crée pour l'ensemble des industries (Nurkse fait référence notamment à la production de biens de consommation courante).⁴⁸³ Si l'incitation à l'investissement privé national est faible, dans cet effort en vue d'une « croissance équilibrée », l'appel à une action coordinatrice de l'État (planification gouvernementale) se fait nécessaire. La participation du capital privé étranger n'est pas à écarter ; néanmoins, Nurkse rappelle ses limitations : outre le manque d'incitation à l'investissement visant au marché intérieur des pays sous-développés, certains secteurs d'activité où traditionnellement se sont concentrés ces investissements privés (production primaire destinée à l'exportation vers les grands centres industriels) devraient perdre de leur intérêt avec le développement de substituts synthétiques et l'accroissement des échanges entre pays industrialisés.⁴⁸⁴

Quant au problème de l'offre de capitaux, Nurkse insistera sur le faible taux d'épargne interne engendré par le niveau de productivité et des revenus des pays sous-développés. Toutefois, l'augmentation du niveau absolu des revenus ne garantit pas, selon l'auteur, un incrément concomitant de la capacité d'épargne d'un pays. La conscience de l'existence d'écart entre les niveaux de vie des différents pays engendrerait, chez les pays retardataires dans le processus de développement, une élévation de leur propension générale à la consommation, réduisant leur capacité d'épargne.⁴⁸⁵ Le choix entre consommation et épargne serait ainsi influencé par l'« effet de démonstration » – analysé par J. S. Duesenberry⁴⁸⁶ – selon lequel le contact avec des biens ou modèles supérieurs de consommation pouvait déclencher des modifications dans le comportement des consommateurs dans le sens d'une élévation de leur propension à consommer. En transposant ce raisonnement au niveau international, Nurkse identifie dans l'imitation générale des niveaux de consommation des États-Unis un facteur de limitation de l'offre de ressources disponibles à l'investissement dans

⁴⁸³ Cf. Ragnar NURKSE, *Problems of capital formation...*, *op. cit.* ; voir aussi, du même auteur, « Some International Aspects of the Problem of Economic Development », *op. cit.*

⁴⁸⁴ « Reliance on direct business investment for the capital needed for economic development is therefore liable to a double disappointment. Not only is there little or no incentive for private business capital to go to work for the expansion of the domestic economies of low-income countries ; even for the expansion of raw-material supplies for export, private business funds may not want to move out in any steady or sizable flow. But this, I repeat, applies to induced investment. It does not, or need not, affect international investment of the autonomous sort [investissement fait par les autorités publiques qui ne dépend pas de l'état de la demande]. » Cf. Ragnar NURKSE, « Some International Aspects... », *op. cit.*, p. 575.

⁴⁸⁵ Selon Nurkse : « The intensity of the attraction exercised by the consumption standards of the economically advanced countries depends on two factors. One is the size of the gaps in real income and consumption levels. The other is the extent of people's awareness of them. Even though the poorer countries have probably all increased their per capita income over the last hundred years, the gaps have tended to widen. [...] The gaps are great, but equally important is the fact that contact and communication are closer than ever before, so that knowledge of these gaps has increased. » Cf. Ragnar NURKSE, « Some International Aspects... », *op. cit.*, p. 578-579.

⁴⁸⁶ Cf. J. S. DUESENBERY, *Income, Saving and the Theory of Consumer Behavior*, Harvard University Press, 1949. Voir, sur la question de « l'effet de démonstration » et de ses conséquences sur la capacité d'épargne, le développement fait par Nurkse dans : Ragnar NURKSE, *Problems of capital formation...*, *op. cit.*, chap. III : « The Standard of Living and the Capacity to Save ».

les pays sous-développés, dans la mesure où elle réduit non seulement l'épargne volontaire, comme impose des difficultés politiques à la mobilisation forcée des ressources internes par le gouvernement en vue de la formation de capital.⁴⁸⁷ Les transferts unilatéraux de ressources ou l'aide étrangère à la formation de capital dans les pays sous-développés risqueraient de rencontrer les mêmes difficultés concernant les propensions à la consommation, aggravées, selon Nurkse, du fait que l'aide internationale est basée sur des « jugements de valeur politiques »⁴⁸⁸. Une amélioration des termes de l'échange pouvant avoir les mêmes répercussions sur l'économie (augmentation des revenus sans augmentation de l'épargne interne), Nurkse conclut que les pays sous-développés doivent réaliser un effort interne de mobilisation de ressources (en élevant le taux d'épargne interne) en vue de l'augmentation du taux d'investissements nécessaire au développement économique.

En bref, un effort de « croissance équilibrée » permettrait aux pays sous-développés de vaincre les limitations de l'incitation à l'investissement dans ces économies. Les sources potentielles d'épargne en vue de cet effort d'investissement (de formation de capital) seraient le contrôle de la consommation ostensive, ainsi que - et le plus important d'après Nurkse - l'augmentation de la productivité rurale, produisant une augmentation du revenu réel passible d'être dirigé à la formation de capital. Ainsi, l'excédent de main-d'œuvre caractéristique de plusieurs pays sous-développés - y compris le « chômage déguisé » sous forme d'une main-d'œuvre employée à l'agriculture à très faible productivité - constituerait une source potentielle d'accumulation de capitaux en vue du développement économique de ces pays.⁴⁸⁹

Celso Furtado, dans sa critique à l'approche de R. Nurkse, affirme que la croissance équilibrée (des investissements simultanés dans plusieurs secteurs, pour que les uns constituent un marché pour les autres) n'a de sens que pour les processus cycliques des économies développées, comme proposé par la théorie du développement économique de Schumpeter. Pour Furtado, en cherchant à appliquer cette théorie à l'explication du démarrage d'un processus de croissance dans des économies sous-développées, Nurkse s'écarte de la réalité de ces pays. Furtado affirme : « Pour une économie sous-développée, entamer un processus de développement avec ses propres ressources et par l'action spontanée de ses propres entrepreneurs, est, pour employer une phrase courante, comme se lever par ses

⁴⁸⁷ Selon Nurkse, un des éléments responsables de la réussite de la formation de capital et de l'industrialisation au Japon a été son isolement face aux schémas de consommation du monde occidental (qui a nonobstant été imité sur plusieurs fronts) ; le « rideau de fer » communiste constituerait un exemple d'isolement radical, permettant l'affaiblissement de l'effet de démonstration et favorisant l'effort interne en vue de la formation de capital. Cf. Ragnar NURKSE, « Some International Aspects... », *op. cit.*

⁴⁸⁸ *Ibid.*, p. 582.

⁴⁸⁹ Cf. Ragnar NURKSE. « Notas sobre o trabalho do Sr. Furtado relativo a 'Formação de capitais e desenvolvimento econômico' » [1953], in CICEF, *Memórias do Desenvolvimento*, n° 1, juin 2007.

propres cheveux. »⁴⁹⁰

Similairement à la « croissance équilibrée », la théorie du « big push » de P. Rosenstein-Rodan⁴⁹¹ propose des mesures appropriées à l'accélération du développement des économies en retard.⁴⁹² D'après cette théorie, un seuil critique d'investissements doit être atteint pour qu'un pays sous-développé puisse connaître une croissance auto-entretenu. Des mesures graduelles ou des efforts isolés ne sauraient aboutir au même résultat, en raison notamment des indivisibilités du côté des processus de production (dimension optimale de la firme), ainsi que de la dimension du marché intérieur (la coordination des investissements réduirait le risque de désajustements entre l'offre et la demande). Il se pose, en outre, la question du financement du niveau minimum élevé d'investissements préconisé. À ce sujet, l'auteur suggère que, après une étape de croissance basée sur la mobilisation des ressources latentes de l'économie, des mécanismes doivent être mis en place en vue d'assurer l'élévation du taux d'épargne de l'économie.⁴⁹³

G. Destanne de Bernis identifie dans les analyses de Nurkse et de Rosenstein-Rodan l'interprétation du sous-développement comme un retard par rapport aux pays développés. D'où leur prétention d'« utiliser pour une économie sous-développée les instruments mêmes qui ont été forgés par les économies développées »⁴⁹⁴.

Celso Furtado qui, depuis le début des années 1950 soulignait la méconnaissance de la réalité historique des pays sous-développés et mettait en garde contre la généralisation des théories économiques⁴⁹⁵, affirme ainsi sa conception du sous-développement (1957) :

« Je pense que ce concept a une dimension historique qui ne doit pas être perdue de vue. Il n'y a pas d'économies sous-développées *per se*, mais seulement en comparaison avec d'autres économies contemporaines. L'Angleterre du XVII^e siècle, ou en Italie du XVI^e siècle ne peuvent pas être considérées comme des économies sous-développées.

Le second fait à mettre en relief est le suivant : le développement économique des 150

⁴⁹⁰ Cf. Celso FURTADO, « Formação de capital e desenvolvimento econômico », *Revista Brasileira de Economia*, vol. 6, n° 3, 1952, p. 13.

⁴⁹¹ Cf. Paul N. ROSENSTEIN-RODAN, « Problems of industrialization of Eastern and South-Eastern Europe », *The Economic Journal*, vol. 53, n° 210/211, juin-sept. 1943, p. 202-211 ; du même auteur, « Notes on the theory of the 'big push' », in H. ELLIS, H. WALLICH (éds.), *Economic Development for Latin America*, *op. cit.*, p. 57-67.

⁴⁹² Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Le sous-développement, analyses ou représentations », *op. cit.*, p. 119.

⁴⁹³ Par rapport à la question de l'épargne, l'exemple de la Révolution industrielle anglaise est cité par Rosenstein-Rodan. Si celle-là n'a pas été précédée d'une période de réduction de la consommation, la proportion épargnée du revenu en croissance a, néanmoins, été supérieure au taux moyen d'épargne précédent. Cf. Paul N. ROSENSTEIN-RODAN, « Notes on the theory of the 'big push' », *op. cit.*, p. 65.

⁴⁹⁴ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Le sous-développement, analyses ou représentations », *op. cit.*, p. 119.

⁴⁹⁵ Furtado observe que, dans les pays sous-développés, faute de données statistiques, les économistes avaient pris « l'habitude de raisonner par analogie, dans l'illusion qu'à un certain degré de généralité les phénomènes économiques seraient identiques partout. » Il affirme que, malheureusement, malgré la consistance logique de ces théories, le degré élevé d'abstraction dans lequel elles sont construites empêche leur application à des situations concrètes. Cf. Celso FURTADO, « Formação de capital e desenvolvimento econômico », *op. cit.*, p. 7.

dernières années, couramment désigné comme industrialisation, est un phénomène qualitativement distinct des processus de développement qu'ont connu les économies typiquement commerciales. La croissance d'une économie industrielle est, fondamentalement, un processus endogène, inséparable du progrès technologique, tandis que les économies commerciales croissaient particulièrement par agglutination, c'est-à-dire, par expansion horizontale. »⁴⁹⁶

Un trait caractéristique qui distingue, selon Furtado, les économies stationnaires de celles en processus de développement est le mode d'utilisation de l'excédent économique (consommation et investissements improductifs ou accumulation de capital) ; cela est lié, nous avertit l'auteur, à l'appropriation de cet excédent par les groupes dominants de la société.⁴⁹⁷ Dès lors, affirme Furtado, une modification dans la forme d'utilisation de l'excédent économique (qui présuppose des changements dans son appropriation) s'impose pour qu'une économie stationnaire se transforme en un système en croissance.⁴⁹⁸ En mettant l'accent sur le problème de l'indivisibilité des processus (offre et demande), la théorie du « big push » aurait ignoré « les aspects plus larges de transformation sociale exigés pour qu'une économie stationnaire se développe sur la base de ses propres ressources et impulsions. »⁴⁹⁹ Le traitement de la question du développement en termes d'indivisibilités ignorerait, en outre, la dimension historique de la technologie. Dans ce sens, dans une situation où il n'y a pas d'emploi alternatif à la main-d'œuvre libérée par le progrès technique, l'automatisation d'une industrie n'augmentera pas la productivité moyenne de l'ensemble du système, malgré la croissance de la productivité marginale de secteurs spécifiques.⁵⁰⁰ Par conséquent, tout en considérant que l'assimilation de techniques avancées est indispensable à la croissance, Furtado attire l'attention sur le fait que cette assimilation engendre, dans les pays sous-développés, l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre (facteur pourtant abondant dans ces économies) ; des disparités sont alors engendrées entre les divers secteurs qui rendent plus difficile l'intégration des économies sous-développées, ainsi que leur

⁴⁹⁶ Cf. Celso FURTADO, « Comentários sobre estudos do Professor Rosenstein-Rodan », *Econômica Brasileira*, vol. 4, n° 3-4, juin-déc. 1958, p. 119-125, citation p. 120. Ce texte, présenté lors de la Conférence de l'International Economic Association, tenue à Rio de Janeiro, en août 1957, a été également publié en anglais : « Comments on Professor Rosenstein-Rodan's paper », in H. ELLIS, H. WALLICH (éds.), *Economic Development for Latin America*, *op. cit.*, p. 67-73. M. Boianovsky fait remarquer que dans cette conférence le programme de recherche que Furtado développe sa vie durant est déjà énoncé. Furtado y met en relief trois points à être traités dans une théorie du développement économique : quelles sont les conditions de l'avènement des premières économies industrielles ? (puisque c'est la formation d'une économie industrielle en Europe à la fin du XVIII^e siècle qui engendre l'économie mondiale contemporaine) ; quelles conditions sont requises pour qu'un système non industriel stationnaire devienne un système industriel ? ; quelles sont les conditions pour qu'une économie à développement retardé élimine la distance qui la sépare des économies ayant initié leur développement industriel entre la fin du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e siècle ? Cf. Celso FURTADO, « Comentários sobre estudos do Professor Rosenstein-Rodan », *op. cit.*, p. 120 ; Mauro BOIANOVSKY, « A view from the tropics... », *op. cit.*, p. 225.

⁴⁹⁷ Cf. Celso FURTADO, « Comentários sobre estudos do Professor Rosenstein-Rodan », *op. cit.*

⁴⁹⁸ *Ibid.*, p. 122.

⁴⁹⁹ *Ibid.*, p. 123.

⁵⁰⁰ *Ibid.*, p. 124.

développement social et politique. Le développement des économies sous-développées se réalise, donc, de façon distincte de la croissance qu'ont connue les actuels pays hautement industrialisés. D'où la nécessité, selon Furtado, d'une « théorie des rapports entre les effets de l'échange extérieur, l'accumulation, l'assimilation de la technique, la conjugaison de facteurs et ressources et le rythme de croissance. »⁵⁰¹

Dans le cadre des Nations Unies, les premières statistiques concernant les revenus nationaux ont été réalisées, permettant des comparaisons quant au niveau des revenus par tête dans les différents pays et la conséquente mise en lumière de l'ampleur du fossé entre les niveaux de vie des pays riches et pauvres, et donc, de « la magnitude du problème du sous-développement »⁵⁰². Indépendamment des outils de mesure de la pauvreté, celle-ci apparaît comme un trait indéniable de distinction entre pays avancées et sous-développés.⁵⁰³ L'élévation des niveaux de vie des pays pauvres apparaît comme une préoccupation majeure à partir des premiers documents des Nations Unies, le bien-être de l'ensemble de la population étant alors présenté comme le but dernier du développement économique.⁵⁰⁴

De cette présentation du problème les économistes en établiront une définition en termes de croissance soutenue du flux de biens et services, plus précisément, de croissance du revenu par tête à long terme.⁵⁰⁵ Ainsi dans la littérature, à partir des années 1950, l'idée de développement économique fut fréquemment assimilée à celle de croissance économique, « quoique le premier terme ait tendu à être employé principalement pour des pays pauvres, le dernier pour des pays riches ».⁵⁰⁶ À ce titre, J. Baster, membre du Secrétariat des Nations Unies, précisait en 1954 :

« The phrase 'economic growth' might usefully be applied to areas where the behavior of the economic variables determining the size of the national product is not seriously affected by social and institutional change during the period considered. The phrase 'economic development' might usefully be confined to backward areas where economic

⁵⁰¹ *Ibid.*, p. 125.

⁵⁰² Cf. H. W. ARNDT, *Economic development : the history of an idea, op. cit.*, p. 51. Voir le rapport des Nations Unies : NATIONS UNIES - Département des affaires économiques et sociales, *Economic report : salient features of the world economic situation, 1945-47*, Lake Success, NY, United Nations publications, 1948.

⁵⁰³ Voir « Editorial », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 1, n° 1, mars 1952, p. 3-7.

⁵⁰⁴ Cf. H. W. ARNDT. *Economic development : the history of an idea, op. cit.*, p. 50.

⁵⁰⁵ La publication pour la première fois des comparaisons des données relatives aux niveaux de vie des différents pays échet à Colin CLARK (*The Conditions of Economic Progress*, 1940), qui a compilé d'importantes données sur les pays sous-développés, permettant des comparaisons sur les secteurs d'activité (primaire, secondaire et tertiaire) ainsi que sur les niveaux de consommation des populations. Il est à noter que l'auteur « insiste sur l'importance des facteurs immatériels du progrès technique et ceci intéresse très directement les pays sous-développés. » (citation d'Yves LACOSTE, « Le sous-développement... », *op. cit.*, p. 254).

⁵⁰⁶ Cf. H. W. ARNDT. *Economic development : the history of an idea, op. cit.*, p. 51. Arndt (*ibid.*) souligne le fait que le premier livre complet sur le développement économique, publié par A. Lewis, en 1955, ait néanmoins porté le titre *The theory of economic growth*. On peut aussi rappeler le titre d'un autre ouvrage classique sur le développement économique, *The political economy of growth*, de Paul BARAN, publié en 1957.

improvement takes place with notable concomitant changes in social structure. »⁵⁰⁷

Néanmoins, à partir de l'identité entre croissance et développement, et considérant le modèle des pays développés comme étant le modèle de développement à suivre, l'augmentation du revenu par tête des pays sous-développés s'impose dans les discussions, le développement dépendant alors de l'apport de capitaux. Selon D. Seers, il y avait un large consensus (y compris chez les Marxistes) sur le fait que les investissements en capital étaient le moyen d'atteindre la fin qui est l'élévation des revenus.⁵⁰⁸

L'analyse keynésienne, développée à partir des problèmes posés par la Grande crise, en attribuant un rôle actif au secteur public constitua une forte influence à l'économie du développement. La mobilisation de ressources pendant la guerre et l'élaboration postérieure des plans de reconstruction auraient démontré les potentialités de la planification économique dans la lutte contre la pauvreté⁵⁰⁹.

L'économie du développement ne constituant pas encore une discipline spécifique, c'est à partir des possibilités présentées par la politique économique (la mobilisation de ressources en fonction des objectifs que s'est donnés une nation) que les problèmes du développement commencèrent à être systématisés. La problématique de court terme (existence de chômage en fonction d'une insuffisance de la demande effective) de l'analyse keynésienne⁵¹⁰ sera étendue à la croissance à long terme par les premiers auteurs intéressés à la question du développement économique⁵¹¹. E. Domar affirmait dans un article de 1946 :

« One does not have to be a Keynesian to believe that employment is somehow

⁵⁰⁷ Cf. James BASTER, « Recent Literature on the Economic Development of Backward Areas », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 68, n° 4, nov. 1954, p. 602.

⁵⁰⁸ Cf. Dudley SEERS, « The birth, life and death of economic development », *Development and Change*, vol. 10, n° 4, oct. 1979, p. 709.

⁵⁰⁹ Cf. Gerald M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.*

⁵¹⁰ Contrairement à l'analyse néoclassique selon laquelle un équilibre spontané se produirait à un niveau de plein emploi, Keynes identifie « dans la diversité des motifs qui incitent à épargner et à investir » des facteurs passibles de conduire l'économie à un niveau de production non compatible avec le plein emploi. Afin de trouver un niveau de demande effective compatible avec le plein emploi, l'intervention de l'État dans le système économique se fait nécessaire. Néanmoins, du fait de son analyse se concentrer sur le court terme, Keynes attribue « un rôle paramétrique à une série de variables, telles que la population, la technologie, les habitudes des consommateurs, la structure du marché, le stock de capital, etc., [concentrant] toute son attention sur les investissements, dont les variations constitueraient la variable explicative de base des fluctuations de l'activité économique. » Cf. Celso FURTADO, *Théorie du développement économique*, *op. cit.*, p. 71-72.

⁵¹¹ Un premier effort de dynamisation du modèle keynésien est représenté par le modèle Harrod-Domar, qui cherche à étendre l'analyse de court terme de Keynes à la croissance à long terme. Selon ce modèle ($g=s/k$), le taux de croissance (g) peut être maximisé par la maximisation du taux d'épargne (s) et par la minimisation du coefficient capital-produit (k). Voir : R. F. HARROD, « An essay in dynamic theory », *Economic Journal*, mars 1939 ; R. F. HARROD, *Toward a dynamic economics*, Londres, Macmillan, 1948 ; E. DOMAR, « Capital expansion, rate of growth and employment », *Econometrica*, vol. 14, avril 1946. Selon Hla Myint : « Post-Keynesian economics in the form of the Harrod-Domar growth model was enthusiastically adopted as the basis for overall development planning and for calculating the aggregate capital requirements to achieve a certain rate of growth, on the assumption of a fixed capital-output ratio. » Cf. Hla MYINT, « The Neoclassical Resurgence in Development Economics : Its Strength and Limitations », in G. M. MEIER (ed.), *Pioneers in development. Second series*, New York, Oxford University Press, 1987, p. 110.

dependent on national income, and that national income has something to do with investment. But as soon as investment comes in, growth cannot be left out, because for an individual firm investment may mean *more* capital and *less* labor, but for the economy as a whole (as a general case) investment means *more* capital and *not less* labor. If both are to be profitably employed, a *growth* of income must take place. »⁵¹²

Des modèles de croissance apparaissent ainsi visant à saisir dans un cadre systématique les variables en jeu pour le développement des régions arriérées, processus dans lequel l'accumulation de capital devait prendre une place privilégiée. Par rapport à ces modèles de formulation générale (quant aux systèmes et structures économiques), Freyssinet met en question non pas leurs aspects techniques, mais « s'il existe une perspective de croissance commune aux économies avancées et sous-développées ». Cela reviendrait à admettre, le cas échéant, que le sous-développement correspond à « un échec relatif dans la mise en œuvre des mécanismes de croissance », n'existant donc qu'une « question de degrés » séparant les économies sous-développées des économies développées.⁵¹³

Dans la mesure où l'élévation des niveaux de vie d'une population dépend de l'utilisation des ressources productives à un niveau supérieur au niveau de subsistance (de satisfaction des besoins de consommation immédiats), se fait nécessaire l'augmentation de la productivité de l'économie, dont l'accumulation de capital est le principal vecteur. Considérant le besoin d'augmenter les niveaux de productivité dans des économies en majeure partie agricoles, un effort d'industrialisation se présente, pour la plupart des auteurs consacrés à la question du développement, comme le chemin à entreprendre vers le dépassement du sous-développement. L'exemple de l'économiste néoclassique Jacob Viner témoigne d'un point de vue différent. Tout en étant l'un des premiers auteurs à mettre en relief la question de la pauvreté, et de la non prise en compte de la satisfaction des besoins fondamentaux des populations dans l'évaluation des politiques de développement (centrées sur les agrégats macroéconomiques), Viner fut un défenseur du libre échange et un critique des programmes d'aide au développement. Critique de la thèse de la détérioration des termes de l'échange formulée par R. Prebisch et H. Singer⁵¹⁴, Viner était un défenseur de la théorie des avantages comparatifs, ne partageant pas l'idée de l'impératif de l'industrialisation pour l'élévation des revenus des pays sous-développés. De ce fait, cet auteur ne met pas au premier plan de son argumentation la nécessité d'accroître l'accumulation de capital pour atteindre l'élévation de la productivité et la croissance du revenu par tête dans les pays sous-

⁵¹² Cf. Evsey D. DOMAR. « Capital expansion, rate of growth and employment », *op. cit.*, p. 147 (italiques de l'auteur).

⁵¹³ Cf. Jacques FREYSSINET, *Le concept de sous-développement*, *op. cit.*, p. 101.

⁵¹⁴ La question de la thèse connue comme Prebisch-Singer sera traitée par la suite.

développés.⁵¹⁵

Nonobstant, les « grands thèmes des années cinquante - insistance sur l'accumulation de capital, l'industrialisation et la planification - étaient sans doute d'inspiration keynésienne ». ⁵¹⁶ Selon Celso Furtado :

« De l'analyse de Keynes est née une théorie de la coordination des décisions économiques qui a considérablement valorisé les centres de décision au niveau national. Or, si l'élimination du chômage exigeait une action directrice de l'État sur l'ensemble du système économique, que dire des modifications structurelles indispensables pour sortir du sous-développement ? Cette approche a amené à accentuer les aspects politiques des problèmes économiques et à concevoir le développement comme le fruit d'une action délibérée et non comme l'effet d'une génération spontanée. » ⁵¹⁷

Dès le début des années 1950, les recommandations des groupes d'experts des Nations Unies allaient dans le sens de la programmation du développement économique, avec des estimations sur les besoins en investissements/capital nécessaires pour atteindre le taux de croissance du revenu national recherché. La capacité de captation d'épargne intérieure étant réduite dans des pays à faibles revenus, l'appel au capital étranger (public ou privé) se faisait nécessaire pour la concrétisation des plans de développement, à côté de l'assistance technique (comme soulevé par le Point IV du discours du président Truman), de la transmission des technologies et du savoir-faire des pays les plus avancés. ⁵¹⁸ Des questions comme les secteurs prioritaires à l'application des capitaux, le choix des investissements à être entrepris (priorité aux industries lourdes - biens d'équipement - ou aux industries légères - biens de consommation), ainsi que la question de la disponibilité et de l'utilisation de la main-d'œuvre feront partie des discussions dans ces premiers temps de la théorie du développement.

La critique de la division internationale du travail dans le cadre des Nations Unies

Raúl Prebisch, alors consultant à la CEPAL, et Hans Singer, travaillant aux Nations Unies à New York, seront à l'origine de la mise en lumière d'une nouvelle problématique concernant les régions sous-développées. ⁵¹⁹ Les auteurs identifient un processus de

⁵¹⁵ Cf. Jacob VINER, *International trade and economic development*, Oxford, Clarendon Press, 1953. Il s'agit de six conférences prononcées à la Fondation Getúlio Vargas, à Rio de Janeiro, en 1950 ; voir notamment les chapitres III et VI de ce livre. Voir aussi Paul P. STREETEN, « Development Dichotomies », in G. MEIER, D. SEERS (éds.), *Pioneers in development*, New York, Oxford University Press, 1984, p. 348-349. Celso FURTADO commente la série de conférences de Viner au Brésil dans son livre *A fantasia organizada*, *op. cit.*

⁵¹⁶ Cf. Gerald M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.*, p. 16.

⁵¹⁷ Cf. Celso FURTADO, « Le développement », *op. cit.*, p. 692.

⁵¹⁸ Nous suivons ici certains points soulevés par Gerald M. MEIER, « La période de formation », *op. cit.*

⁵¹⁹ J. Toye et R. Toye résumant ainsi l'origine de la thèse Prebisch-Singer : « The Prebisch-Singer thesis is generally taken to be the proposition that the net barter terms of trade between primary products (raw materials) and manufactures have been subject to a long-run downward trend. The publication dates of the first two works in English that expounded the thesis were nearly simultaneous. In May 1950, the English version of *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*, by Raúl Prebisch, appeared under the

détérioration des termes de l'échange des pays exportateurs de produits primaires qui, en concentrant les bénéfices du commerce international dans les pays développés ou industrialisés, mettait en échec les théories traditionnelles de transmission internationale de la croissance via le commerce international.

Le travail pionnier de R. Prebisch, « manifeste » fondateur de l'école cépalienne⁵²⁰, constituait une critique à l'idée de tendance à la répartition équitable des fruits du progrès technique parmi les pays participant aux échanges internationaux. Cette idée, légitimatrice de la division internationale du travail en cours, dans laquelle la « périphérie » du système économique mondial fournissait des produits primaires aux pays industrialisés du « centre » du système, ne serait pas corroborée par les données qui, au contraire, indiqueraient une détérioration des termes de l'échange et la conséquente concentration des revenus en faveur des centres industrialisés.⁵²¹ Le progrès technique étant plus accentué dans l'industrie que dans la production primaire, une baisse des prix correspondante à l'augmentation de la productivité aurait été favorable aux pays de la périphérie. Néanmoins, le comportement des structures de production et d'emploi face aux cycles économiques, distinct entre le centre et la périphérie du système, explique, selon Prebisch⁵²², la capacité des pays industrialisés de préserver à l'intérieur de leur système les fruits du progrès technique (via l'augmentation ou la défense de la rémunération des facteurs de production)⁵²³, et même de s'approprier une partie des fruits du progrès technique de la périphérie (disloquant la pression des cycles économiques vers celle-ci, où se produisent des contractions des revenus plus accentuées que dans les centres)⁵²⁴. Ainsi, la tendance à la détérioration des termes de l'échange viendrait

UN's imprint. In the same month Hans Singer published an article, 'The distribution of gains between investing and borrowing countries,' in the *American Economic Review*. » Cf. John TOYE, Richard TOYE. « The origins and interpretation of the Prebisch-Singer thesis », *History of Political Economy*, vol. 35, n° 3, 2003, p. 437.

⁵²⁰ Cf. Raúl PREBISCH, « El desarrollo económico de América Latina y algunos de sus principales problemas » [1949], in CEPAL, *Boletín económico de América Latina*, vol. VII, n° 1, 1962. Nous avons présenté certains points développés ici, concernant l'approche de la CEPAL, également dans : Renata BIANCONI, Alexandre MINDA, « Multinational firms, peripheral industrialisation and the recovery of national decision centres : the contribution of Celso Furtado », *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 21, n° 2, 2014.

⁵²¹ Dans cette approche, les « centres » correspondent aux économies où les techniques capitalistes de production ont pénétrées précocement, se répandant rapidement à l'ensemble de l'appareil productif ; la « périphérie » se compose d'économies dont la production était initialement en retard du point de vue technologique et organisationnel, et où le progrès technique ne bénéficiaient qu'à une minorité de la population (se concentrant dans les secteurs d'activité dont la production se destine aux centres industriels). Cf. Octavio RODRIGUEZ, *A teoria do subdesenvolvimento da CEPAL*, Rio de Janeiro, Forense-Universitária, 1981 [Traduction de *La teoria del subdesarrollo de la CEPAL*, México, Siglo XXI Editores, 1980], chap. 1.

⁵²² Cf. Raúl PREBISCH, « El desarrollo... », *op. cit.*

⁵²³ D'un côté, avec une structure productive moins atomisée que celle de la périphérie, les pays du centre auraient un pouvoir de négociation accru dans les transactions internationales ; de l'autre, dans les pays du centre, en raison de la rareté relative de la main-d'œuvre et de l'action des syndicats, les salaires seraient moins susceptibles à la baisse pendant les contractions cycliques. Cf. Octavio RODRIGUEZ, *A teoria do subdesenvolvimento da CEPAL*, *op. cit.*, chap. 2.

⁵²⁴ Selon Rodríguez, implicitement à la détérioration des termes de l'échange il y a le fait que « dans les économies périphériques, le revenu moyen augmente moins que la productivité du travail ou, en autres mots, que

« des conditions structurelles qui donnent aux centres et à la périphérie différentes capacités à obtenir des augmentations de revenu dans les phases d'expansion cyclique, ainsi que d'éviter sa réduction dans les phases de déclin. »⁵²⁵

A partir de l'analyse du rapport *Postwar Price Relations in Trade Between Underdeveloped and Industrialized Countries*, publié par le Conseil économique et social des Nations Unies, en février 1949⁵²⁶, Prebisch émet l'hypothèse selon laquelle le progrès technique aurait été plus accentué dans l'industrie que dans la production primaire, ce qui aurait dû aboutir à une baisse des prix plus accentuée des produits industriels par rapport aux produits primaires (avec une amélioration continuée du rapport des prix en faveur de la périphérie). Ceci étant, la baisse des prix des produits industriels aurait dû permettre la répartition égalitaire des fruits du progrès technique à l'ensemble des pays participant aux échanges internationaux (présupposé implicite dans la division internationale du travail en cours), la périphérie ne trouvant aucun bénéfice en son industrialisation. Toutefois, la réalité montrant que les prix ne variaient pas selon les productivités, il ne restait à l'Amérique latine que la voie de l'industrialisation pour accéder aux bénéfices du progrès technique.

Simultanément à la publication en anglais de l'étude de Prebisch⁵²⁷, Hans Singer publie l'article « The distribution of gains between investing and borrowing countries »⁵²⁸ qui, en utilisant le même rapport des Nations Unies (élaboré par Singer dans le cadre des Nations Unies) à l'origine de l'étude de Prebisch, arrive à des conclusions similaires quant à l'évolution des termes de l'échange. Singer explique la détérioration des termes de l'échange en termes des différents effets du progrès technique selon les élasticités-revenus de la demande de biens primaires et industriels : le progrès technique dans les biens manufacturés aboutirait à l'augmentation des revenus réels dans les pays développés, alors que dans la production d'aliments et matières premières, caractéristiques des pays sous-développés, le progrès technique entraînerait une baisse des prix.⁵²⁹

ces économies 'perdent' une partie des fruits de leur propre progrès technique, 'les transférant' partiellement vers les grands centres. » *Ibid.*, p. 40.

⁵²⁵ *Ibid.*, p. 64

⁵²⁶ Paru en février 1949, ce rapport prendra le titre *Relative Prices of Exports and Imports of Under-developed Countries. A Study of Post-war Terms of Trade between Under-developed and Industrialized Countries* (Nations Unies, Département des affaires économiques, 1949), lors de sa publication en vue d'une circulation générale cette même année. Cf. John TOYE, Richard TOYE. « The origins... », *op. cit.*

⁵²⁷ Raúl PREBISCH, *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*, Lake Success, N.Y., United Nations, 1950.

⁵²⁸ Hans W. SINGER, « The distribution of gains between investing and borrowing countries », *The American Economic Review*, vol. 40, n°2, May 1950, p. 473-485. Selon Singer : « It [cet article] was based on the historical analysis on which I had worked in the United Nations during 1947-48 and which was published by the U.N. in 1949 [*Relative Prices of Exports and Imports of Underdeveloped Countries*] ». Cf. Hans W. SINGER, « The terms of trade controversy and the evolution of soft financing : early years in the U.N. », in G. MEIER, D. SEERS (éds.), *Pioneers in development*, *op. cit.*, p. 282.

⁵²⁹ Selon l'analyse de J. Love, les travaux de Prebisch antérieurs à la CEPAL montreraient que les éléments fondamentaux de sa théorie avaient été formulés avant la publication du rapport de l'ONU (NATIONS UNIES,

Si Singer ne met pas en question l'intérêt du commerce international, sa préoccupation se concentre sur la justice distributive des gains engendrés par les échanges entre pays exportateurs de produits primaires et pays exportateurs de produits manufacturés – plutôt que sur l'efficacité allocative des ressources promue par les échanges –, son analyse portant sur les différences structurelles entre ces pays.⁵³⁰ Pour échapper aux conséquences de la détérioration des termes de l'échange et des faibles niveaux de productivité, Singer prône aux pays en développement de diversifier leur production au-delà du secteur primaire d'exportation, se concentrant sur l'industrialisation dirigée aux besoins du marché intérieur ou tournée à l'exportation. A l'époque de cet article, néanmoins, l'industrialisation par substitution d'importations semblait la voie la plus plausible à être entreprise par les pays en développement.

Singer souligne l'importance du commerce avec l'étranger pour les pays sous-développés ou à bas revenus et les répercussions négatives de ses fluctuations (volume et prix) sur le revenu national, impliquant une réduction de l'excédent (revenu qui dépasse les besoins de subsistance) disponible à la formation de capital. Les échanges avec l'étranger auraient aussi des implications sur les niveaux de productivité du travail des économies sous-développées dans la mesure où celle-ci est plus élevée dans les activités dirigées à l'exportation (plantations, activités minières, etc.) – plus intensives en capital, grâce à des technologies importées – que dans les activités dirigées au marché intérieur. Les économies sous-développées présentent ainsi, selon Singer, « le spectacle d'une structure économique dualiste : un secteur à haute productivité produisant pour l'exportation coexistant avec un secteur à faible productivité produisant pour le marché domestique ».⁵³¹ Ainsi, en raison des différences entre les niveaux de productivité des secteurs d'exportation et domestique dans ces économies dualistes, les échanges avec l'étranger auraient une importance accrue pour les pays sous-développés ; même si le niveau d'emploi dans les secteurs d'exportation est

Relative prices..., *op. cit.*). Cf. Joseph L. LOVE, « Raul Prebisch and the origins of the doctrine of unequal exchange », *op. cit.* D'un autre côté, Celso Furtado affirme, dans une interview de 1994, qu'une première version du texte de R. Prebisch rendue disponible aux membres de la CEPAL aurait été retirée de circulation par l'auteur qui, après avoir pris contact avec le document élaboré par Singer aux Nations Unies, aurait réécrit son texte dont la version finale (à être présentée par Prebisch à la Conférence de la Havane en 1949) incorporait les données sur le système des échanges internationaux présentées dans le travail rédigé par Singer dans le cadre des Nations Unies (document « Postwar Prices... », cité par Prebisch). Cf. Carlos MALLORQUÍN, « O pensamento econômico latino-americano. Entrevista de Celso Furtado a Carlos Mallorquín », *Novos Estudos*, n° 41, mars 1995.

⁵³⁰ « While mainstream economics concentrated on the problem of allocative efficiency (where comparative advantages ruled supreme), my interest was from the beginning more in the direction of distributive justice, or rather distributive efficiency ». En faisant référence au concept de « pays dominant » établi par François Perroux, Singer ajoute : « It seemed to me that to think of the distribution of gains in terms of only the amount of labor saved by specialization was to neglect an essential element. The assumption of equal exchange in impartial 'fair' markets seemed in conflict with the facts of unequal market and technological power. » Cf. Hans W. SINGER, « The terms of trade controversy... », *op. cit.*, p. 280 et 281.

⁵³¹ Cf. Hans W. SINGER. « The distribution of gains... », *op. cit.*, citation p. 474.

proportionnellement moins important dans ces pays que dans les pays industrialisés, ces secteurs contribuent positivement au niveau de productivité globale de l'économie. Néanmoins, il reste à considérer, nous avertit Singer, le fait que les installations productives qui rendent viable l'exportation des produits des pays sous-développés sont souvent propriété étrangère. Dès lors, il faudrait nuancer les conclusions selon lesquelles le commerce international promeut la formation de capital et a des effets de diffusion du savoir-faire et des technologies modernes dans les économies sous-développées. Ainsi, la situation géographique d'un investissement ne garantit pas que ses fruits seront appropriés localement :

« Can it be possible that we economists have become slaves to the geographers? Could it not be that in many cases the productive facilities for export from underdeveloped countries, which were so largely a result of foreign investment, never became a part of the internal economic structure of those underdeveloped countries themselves, except in the purely geographical and physical sense? [...] I would suggest that if the proper economic test of investment is the multiplier effect in the form of cumulative additions to income, employment, capital, technical knowledge, and growth of external economies, then a good deal of the investment in underdeveloped countries which we used to consider as 'foreign' should in fact be considered as domestic investment on the part of the industrialized countries. »⁵³²

Ainsi, la différence au niveau des productivités des secteurs traditionnels et d'exportation corroborerait la non intégration des secteurs d'exportation – essentiellement de propriété étrangère – aux économies sous-développées, réduisant le caractère modernisateur attribué aux échanges internationaux.⁵³³ La spécialisation dans l'exportation de produits primaires aurait été insuffisante pour entamer un processus de développement économique autonome, l'investissement étranger découlant du commerce international contribuant plutôt « à la concentration de l'industrie dans les pays déjà industrialisés »⁵³⁴. Analysant la spécialisation des pays sous-développés dans l'exportation d'aliments et produits primaires (comme résultat des investissements des pays industrialisés), Singer en souligne deux conséquences adverses : la spécialisation entraînerait le déplacement des effets cumulatifs et secondaires des investissements du pays receveur vers le pays investisseur, et détournerait les pays sous-développés des activités plus propices au progrès technique et aux économies externes et internes, éloignant « du cours de leur histoire économique un facteur central de radiation dynamique qui a révolutionné la société dans les pays industrialisés »⁵³⁵. A partir de l'analyse des données historiques publiées par les Nations Unies⁵³⁶, Singer identifie dans les termes de l'échange un troisième facteur de réduction des bénéfices du commerce international au développement des pays sous-développés. Observant une tendance séculaire

⁵³² *Ibid.*, p. 475.

⁵³³ *Ibid.*

⁵³⁴ *Ibid.*, p. 477.

⁵³⁵ *Ibid.*

⁵³⁶ Cf. NATIONS UNIES, *Relative Prices of Exports and Imports of Under-developed Countries*, *op. cit.*

de détérioration des termes de l'échange des pays exportateurs de produits primaires face aux pays industrialisés (exportateurs de produits manufacturés), Singer écarte la possibilité que ces relations de prix puissent s'expliquer par une variation des coûts réels entre biens manufacturés et primaires. Selon l'auteur, si les tendances concernant la productivité (augmentation plus rapide de la productivité industrielle par rapport à la productivité des secteurs producteurs d'aliments et matières premières) étaient responsables des variations dans les relations de prix, l'on n'aurait pas observé une augmentation aussi importante des niveaux de vie (et des revenus réels) des pays industrialisés par rapport aux niveaux de vie observés dans les pays sous-développés. Dès lors, si la variation des termes de l'échange ne répond pas à des variations dans les niveaux de productivité, c'est dans la répartition des fruits du progrès technique entre producteurs (via l'augmentation de leurs revenus) et consommateurs (via la réduction des prix des produits) qu'il faut chercher, selon Singer, la source de la détérioration des termes de l'échange observée. Dans ce sens, les bénéfices du progrès technique dans le secteur manufacturier des pays développés auraient été beaucoup plus importants en tant qu'incrément des revenus des producteurs, alors que dans les pays sous-développés le progrès technique aurait entraîné prioritairement une baisse des prix de leur production (aliments et matières premières).⁵³⁷

Dans une économie ouverte, participant aux échanges internationaux, les producteurs et les consommateurs ne peuvent pas être considérés comme un seul ensemble absorbant les fruits du progrès technique (élévation des revenus réels de l'économie). Ainsi, si le consommateur d'un produit est à l'étranger, l'élévation des revenus du producteur – en résultat d'un incrément de la productivité – représentera pour ce consommateur la perte « d'une partie ou de tous les fruits potentiels du progrès technique sous forme de prix plus bas »⁵³⁸. En outre, étant donné l'inélasticité de la demande des produits primaires, celle-ci n'aurait pas augmenté en réponse à la réduction relative de leur prix de façon à générer une compensation au niveau des revenus globaux des pays exportateurs. Si l'augmentation des revenus engendre une augmentation de la demande de biens manufacturés, le même comportement n'est pas observé du côté de la demande de produits primaires, soit en fonction de la faible élasticité-prix de la demande d'aliments, soit en fonction du progrès technique qui constitue un facteur de réduction des besoins en matières premières dans la production des biens manufacturés. En fonction de ces facteurs, la tendance déclinante des prix des produits primaires en termes de produits manufacturés constituerait, selon l'argumentation de Singer,

⁵³⁷ « Generalizing, we may say that technical progress in manufacturing industries showed in a rise in incomes while technical progress in the production of food and raw materials in underdeveloped countries showed in a fall in prices. » Cf. Hans W. SINGER, « The distribution of gains... », *op. cit.*, p. 478.

⁵³⁸ *Ibid.*, p. 479.

un phénomène structurel et non seulement cyclique.⁵³⁹

Singer démontre ainsi que les bénéfices des échanges internationaux seraient inégalement répartis entre pays investisseurs (exportateurs de capitaux) et receveurs d'investissements étrangers. La spécialisation des pays sous-développés dans l'exportation de biens primaires stimulée par des investissements originaires des pays développés, a renforcé la concentration des fruits du progrès technique dans ces derniers, en bénéficiant aussi bien aux producteurs de biens manufacturés qu'aux consommateurs des pays développés⁵⁴⁰. De cette façon, ce système de spécialisation renforcé par l'investissement étranger de type traditionnel confère aux pays industrialisés des bénéfices réitérés, comme la possibilité d'employer leur population dans des activités à plus haute productivité, de profiter des économies internes et externes de l'expansion industrielle ainsi que des fruits du progrès technique incorporé dans les produits primaires (dont les pays développés sont les principaux consommateurs) ; en plus, les pays industrialisés bénéficient de la demande étrangère pour leurs biens manufacturés, dont les prix incorporent les revenus croissants appropriés par les producteurs de ces biens.

L'impératif de planification de l'industrialisation des pays sous-développés émerge de l'analyse de la détérioration des termes de l'échange entreprise par Singer, dans la mesure où, subordonné aux variations des relations de prix du commerce international, le processus d'industrialisation ne se consoliderait pas dans ces pays. Ainsi, dans les périodes de boom de l'exportation de produits primaires (prix en hausse) les investissements étrangers et domestiques se dirigent majoritairement à l'expansion de la production primaire, alors que pendant les périodes de déclin des prix des produits primaires – quand l'incitation à l'industrialisation dans les pays sous-développés sera accrue – les ressources nécessaires à la formation de capital ne seront pas disponibles.⁵⁴¹ En conséquence, la croyance dans le rôle de l'investissement étranger comme propagateur de l'industrialisation à travers le monde⁵⁴² – comme en témoignerait la réussite du processus d'accumulation de capital en Amérique du Nord à partir d'investissements européens – doit être nuancée compte tenu de l'expérience des pays sous-développés. Au lieu de servir à l'approfondissement de l'exploitation des avantages comparatifs entre les pays, les investissements et les échanges internationaux pourraient collaborer à modifier la division internationale du travail, à travers l'absorption sur place des

⁵³⁹ *Ibid.*

⁵⁴⁰ « The industrialized countries have had the best of both worlds, both as consumers of primary commodities and as producers of manufactured articles, whereas the underdeveloped countries had the worst of both worlds, as consumers of manufactures and as producers of raw materials. » *Ibid.*

⁵⁴¹ « [...] the underdeveloped countries are in danger of falling between two stools : failing to industrialize in a boom because things are as good as they are, and failing to industrialize in a slump because things are as bad as they are. » *Ibid.*, p. 482.

⁵⁴² *Ibid.*, p. 483.

profits générés dans les pays sous-développés, de façon à réinvestir dans leur système économique les fruits du progrès technique incorporé à la production primaire⁵⁴³, en vue d'un changement structurel vers le développement industriel.

La CEPAL et l'industrialisation comme politique de développement

Lieu de « réflexion collective »⁵⁴⁴, la CEPAL a promu l'avancement de l'entendement de la question du sous-développement et de sa spécificité, en introduisant des concepts qui marqueraient les discussions sur le phénomène à partir des années 1950. Comme le souligne Celso Furtado, « la CEPAL a constitué le seul effort de création d'un corpus de pensée théorique sur la politique économique surgi dans la vaste aire de la planète qui est venue à être connue comme Tiers monde. »⁵⁴⁵ L'historien Luiz Felipe de Alencastro met en relief l'importance de « l'avancement intellectuel » proportionné par la CEPAL et par les initiatives de Prebisch :

« Dans une époque où les analyses sur la dépendance économique étaient naissantes, quand les nations latino-américaines constituaient un ensemble historique unique, distinct du bloc soviétique et des sociétés africaines et asiatiques encore soumises au statut colonial, les chercheurs de la CEPAL ont innové sur plusieurs plans, projetant des réformes économiques et sociales dans un cadre constitutionnel. »⁵⁴⁶

Historiquement, selon la conception de la structure centre-périphérie de la CEPAL, c'est dans le processus de diffusion à l'échelle mondiale du progrès technique, à partir de la révolution industrielle, que les deux pôles du système se configurent : dans le « centre », les nouvelles techniques pénètrent amplement les activités industrielles conformant une structure productive diversifiée et homogène ; dans la périphérie du système, par contre, se configure, pendant la période de « développement vers l'extérieur » (*desarrollo hacia afuera*⁵⁴⁷), une structure productive spécialisée et hétérogène, où le progrès technique se concentre dans les activités d'exportation (production primaire et activités connexes), coexistant des secteurs d'activité avec des niveaux de productivité du travail très disparates.

⁵⁴³ « Absorption of the fruits of technical progress in primary production is not enough ; what is wanted is absorption for reinvestment. » *Ibid.*, p. 485.

⁵⁴⁴ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Celso Furtado e a América Latina », in Celso FURTADO, *A economia latino-americana - formação histórica e problemas contemporâneos*, 4^e éd., São Paulo, Companhia das Letras, 2007.

⁵⁴⁵ Cf. Celso FURTADO, *O capitalismo global*, *op. cit.* p. 25.

⁵⁴⁶ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Celso Furtado e a América Latina », *op. cit.*, p. 12-13.

⁵⁴⁷ Il s'agit du « développement » basé sur l'exportation de produits primaires (répondant à la demande des centres industriels), instrument pour l'importation de produits manufacturés. Ce type de développement, principal moteur de la croissance économique (jusqu'aux bouleversements de l'économie internationale à partir de la Première Guerre mondiale), constitue, néanmoins, un phénomène circonscrit, dans la mesure où les techniques modernes de production ne pénètrent que les régions articulées à l'économie internationale. Cf. Raúl PREBISCH, *Problemas teóricos y prácticos del crecimiento económico* [1952], Santiago, CEPAL, 1973 ; Octavio RODRIGUEZ, *A teoria do subdesenvolvimento da CEPAL*, *op. cit.* ; voir aussi Celso FURTADO, *Théorie du développement économique*, *op. cit.*, chap. X et XI.

Analysant la dynamique de l'économie internationale à partir des années 1920, Prebisch montre que lorsque les États-Unis remplacent la Grande-Bretagne comme centre dynamique principal, la transmission à la périphérie, via les échanges internationaux, des bénéfices de la technologie produite dans le centre (transfert des gains de productivité) n'était plus assurée.⁵⁴⁸ Au début des années 1940, Prebisch a analysé le comportement de l'économie nord-américaine face à la crise des années 1930, qui aurait engendré une conjoncture de manque de devises dans les pays latino-américains, forçant un premier mouvement d'industrialisation dans ces pays. Remplaçant la Grande-Bretagne comme principal partenaire commercial des pays latino-américains, mais ayant, contrairement à ceux-ci, une faible propension à importer, les États-Unis imprimaient, selon Prebisch, un risque de déséquilibre permanent dans le système des échanges internationaux de l'après-guerre. D'où sa recommandation de la voie de industrialisation pour la réduction de la vulnérabilité des économies latino-américaines aux aléas du commerce international.⁵⁴⁹

De ce premier effort de théorisation sur la problématique des pays périphériques, entrepris par Prebisch au sein de la CEPAL, émergeait le message de la nécessité d'une planification du processus de développement. L'industrialisation devient un synonyme de développement pour les économies latino-américaines, qui permettrait l'incorporation du progrès technique dans le système économique, l'augmentation de la productivité du travail et de la participation du produit industriel dans le produit global de l'économie.⁵⁵⁰ C'est par son caractère de défense d'un large projet de développement que l'essai de Prebisch (1949) a été surnommé « le Manifeste » latino-américain par Albert O. Hirschman.⁵⁵¹

⁵⁴⁸ Voir : CEPAL, *Estudio Económico de América Latina, 1949*, New York, Nations Unies, 1951. Voir aussi : Celso FURTADO, *A fantasia organizada, op. cit.*, chap. V.

⁵⁴⁹ Cf. Joseph L. LOVE, « Raul Prebisch and the origins of the doctrine of unequal exchange », *op. cit.*

⁵⁵⁰ Comme C. Furtado le souligne : « A partir des analyses de la CEPAL, on ne pouvait plus admettre comme hypothèse de travail la possibilité de retour à une situation où les exportations de produits primaires jouaient le rôle de principal facteur entraînant du développement régional. D'un autre côté, il devenait évident que toute tentative d'accroissement du volume des investissements auraient des répercussions négatives sur la balance des paiements, étant donné que le coefficient d'importation du secteur responsable de la formation du capital était bien supérieur à la moyenne, et aussi que les biens de consommation caractérisés par une demande plus élastique à l'augmentation du revenu étaient importés. » Cf. Celso FURTADO, « Planification et réforme de structures en Amérique latine », *Archives Européennes de sociologie*, vol. 11, mai 1970, p. 83-84.

⁵⁵¹ Dans les mots de l'auteur : « that veritable ECLA manifesto, *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems* ». Cf. Albert O. HIRSCHMAN, « Ideologies of economic development in Latin America » [1961], in A. O. HIRSCHMAN, *A bias for hope : essays on development and Latin America*, New Haven/London, Yale University Press, 1971 ; voir également : Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, *op. cit.*, p. 140.

2. Celso Furtado, haut fonctionnaire aux Nations Unies, 1949-1958

2.1 La CEPAL et la pensée structuraliste latino-américaine

De retour au Brésil après la conclusion de son doctorat, Furtado intègre en 1949 la nouvellement créée Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), agence des Nations Unies, installée à Santiago du Chili. Peu de temps après l'arrivée de Furtado à la CEPAL, Raúl Prebisch, économiste argentin fondateur et pendant plusieurs années dirigeant de la Banque Centrale d'Argentine, accepte une invitation pour y préparer, en tant que consultant⁵⁵², une étude sur la situation économique de l'Amérique latine. Comme représentant du Brésil, Celso Furtado participe à l'élaboration de l'étude annuelle de l'économie latino-américaine à être présentée à la Conférence de la Havane cette même année.

L'étude élaborée par Prebisch constituait une critique à l'idée d'une tendance à la répartition équitable des fruits du progrès technique parmi les pays participant aux échanges internationaux, idée qui légitimait la division internationale du travail en cours. Selon lui, les données disponibles montreraient le contraire : avec la détérioration des termes de l'échange et la conséquente concentration des revenus en faveur des centres industrialisés, le commerce international ne permettrait pas la transmission du progrès technique produit dans le centre du système vers sa périphérie.

Le rapport *El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas*⁵⁵³ présenté par Prebisch lors de la Conférence de La Havane, préconisait la voie de l'industrialisation aux pays périphériques comme moyen d'échapper aux contraintes de l'ordre international existant et d'accéder aux fruits du progrès technique. Dans cette approche, le commerce extérieur n'est plus le lieu de maximisation des avantages comparatifs, mais un instrument permettant l'obtention des devises nécessaires à l'importation d'équipements, à la diversification des structures productives et à l'assimilation

⁵⁵² Prebisch assume en 1950 le Secrétariat Exécutif de la CEPAL ; il nomme Celso Furtado Directeur de la Division de Développement Économique. Furtado travaillera à la CEPAL jusqu'en 1957 (il quitte définitivement l'institution en 1958, après une année de recherches à l'Université de Cambridge-GB), assurant des missions dans plusieurs pays latino-américains, comme l'Argentine, le Pérou, le Costa Rica, l'Équateur (1954), le Mexique (1956), et le Venezuela (1957).

⁵⁵³ Cf. Raúl PREBISCH [1949], « El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas », *Boletín Económico de América Latina*, vol. 7, n° 1, février 1962, p. 1-24. Considérant ce document comme « un tournant dans la pensée politico-économique en Amérique latine », Furtado, avec l'autorisation de Prebisch, le traduit en portugais et le publie au Brésil : Raúl PREBISCH, « O desenvolvimento econômico da América Latina e seus principais problemas », *Revista Brasileira de Economia*, vol. 3, n° 3, 1949. C'est à partir de cette traduction que « le 'manifeste' fondateur de l'école cépalienne a eu sa première ample diffusion. » Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 157.

des techniques modernes.⁵⁵⁴

A la Conférence de Montevideo, en mai 1950, l'*Estudio Económico de América Latina, 1949*⁵⁵⁵, élaborée sous la direction de Prebisch est présentée. L'étude était composée d'une partie théorique et d'analyses macroéconomiques des quatre plus grandes économies latino-américaines (Argentine, Brésil, Mexique et Chili) ; l'objectif de ces monographies était de saisir le comportement du produit et du revenu ainsi que les transformations structurelles qui s'étaient produites dans ces économies dans le quart de siècle précédent englobant une période de boom suivie d'une dépression, une guerre mondiale et la récupération de l'après-guerre. Les cinq premiers chapitres⁵⁵⁶, rédigés par Prebisch, présentent sa vision de la dynamique de l'économie internationale, le « système centre-périphérie ». Prebisch y critique la théorie des déséquilibres des balances des paiements, montrant que si cette théorie a pu être valable tant que le centre principal du système était la Grande-Bretagne, la situation change lorsque les États-Unis assument ce rôle.⁵⁵⁷ Les échanges ne sont plus considérés comme des prolongements des activités internes des pays (échanges d'excédents), mais ont un dynamisme propre, étant le vecteur de transmission de la technologie, des pays centraux qui la produisent et l'exportent vers les pays périphériques qui l'absorbent.

L'*Estudio Económico de América Latina* constatait que la forte dégradation des termes de l'échange de l'économie latino-américaine dans les vingt années précédentes (1929-1949) n'avait pas engendré un accroissement de la demande de ses produits par les pays centraux, mais simplement une réduction des coefficients d'importation de ces derniers qui, alors, payaient moins pour les mêmes quantités achetées aux pays latino-américains.⁵⁵⁸ La dynamique du système, sous la prédominance du nouveau centre, se montrant insuffisante pour impulser la propagation du progrès technique à la périphérie, une action délibérée était requise ; de ces nouvelles circonstances naîtra la doctrine de l'industrialisation orientée à la substitution d'importations. En suivant Furtado : « Si d'un côté l'absorption de l'excédent de

⁵⁵⁴ Cf. l'argumentation de Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 151-157.

⁵⁵⁵ CEPAL, *Estudio Económico de América Latina, 1949*, op. cit.

⁵⁵⁶ Ces cinq chapitres portent le titre général de « Crecimiento, desequilibrio y disparidades : interpretación del proceso de desarrollo ». Ce texte a été traduit par Celso Furtado et publié au Brésil : Raúl PREBISCH, « Interpretação do processo de desenvolvimento econômico », *Revista Brasileira de Economia*, vol. 5, n° 1, 1951. À la différence de *El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas*, texte signé personnellement par Prebisch en tant que consultant des Nations Unies à la CEPAL, son texte intégrant l'*Estudio, 1949* était une œuvre du Secrétariat exécutif de la CEPAL. Nonobstant, ce texte est publié au Brésil sous le nom de Prebisch (qui l'avait rédigé) car, comme l'affirme Furtado, une publication portant le nom de Prebisch permettrait une diffusion beaucoup plus importante des idées y présentées. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 248.

⁵⁵⁷ La Grande-Bretagne était une économie avec un degré d'ouverture élevé, ce qui permettait la répartition des réserves (l'or) conformément aux besoins du commerce international, différemment des États-Unis, économie avec un coefficient d'importations plus réduit (et en déclin entre 1925-1949) et, donc, un pouvoir d'induction ou de réponse extérieur moindre. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 174-175.

⁵⁵⁸ *Ibid.*, p. 176.

main-d'œuvre demande des mesures protectionnistes, de l'autre la tendance au déséquilibre externe exige l'application de critères sélectifs d'importation. La conjonction de ces deux conclusions de caractère normatif conduirait à la doctrine de l'industrialisation orientée à la substitution d'importations. »⁵⁵⁹

L'étude de la dynamique du commerce international et de la propagation de la technique moderne ouvrait ainsi la voie au débat sur les spécificités des économies sous-développées qui, arrivant tardivement à la technique moderne (où le rapport capital/travail est plus élevé) devaient faire face à des problèmes nouveaux. Ces problèmes concernaient les exigences en capital et le niveau des revenus locaux, les dimensions du marché, ainsi que les déséquilibres au niveau des facteurs de production (technologies intensives en capital alors que le facteur abondant dans ces économies est la main-d'œuvre).

Le thème de l'orientation de la technologie moderne dans le sens de l'économie de main-d'œuvre, déjà présent dans l'étude de 1949, sera approfondi dans le texte préparé pour la Conférence de 1951 au Mexique, intitulé *Problemas teóricos y prácticos del crecimiento económico*. Ce document consolidait les débats des années précédentes au sein de la CEPAL constituant, selon Furtado, « la présentation la plus complète de ce que l'on est venu à appeler la pensée de la CEPAL ». ⁵⁶⁰

Désormais, le dynamisme que les pays périphériques auraient pu obtenir de l'échange international basé sur l'exportation de leurs produits primaires contre l'importation des produits manufacturés des pays centraux est vu comme ayant atteint ses limites ; des limites dérivées de l'avancement même de la technologie qui réduirait la demande relative de produits primaires, ainsi que du protectionnisme qui marque l'avènement de l'hégémonie nord-américaine sur l'économie mondiale. L'industrialisation périphérique étant dépendante de l'importation de biens d'équipements, dans un contexte de restrictions de la capacité d'importation, une politique de substitution d'importations s'imposait qui permettrait une modification de la composition des importations. La planification du développement viserait, donc, à éviter les déséquilibres externes ainsi qu'à chercher l'adaptation de la technologie produite dans les pays industrialisés à la dotation des facteurs des pays périphériques, réduisant le coût social de l'industrialisation.

À partir des premiers textes de la CEPAL, notamment de l'effort de théorisation entrepris par Prebisch, émergeait le message de la nécessité d'une orientation du processus de

⁵⁵⁹ *Ibid.*, p. 177.

⁵⁶⁰ *Ibid.*, p. 198 ; Raúl PREBISCH, *Problemas teóricos y prácticos del crecimiento económico*, México, CEPAL, 1951.

développement.⁵⁶¹ L'industrialisation apparaît alors comme le projet auquel les pays latino-américains devaient se consacrer en vue du dépassement de leur sous-développement.

La première approche structuraliste de l'économie brésilienne

Parallèlement à l'effort théorique de Prebisch, dont les premiers textes à la CEPAL exprimaient le sens de défense d'un projet de développement pour l'Amérique latine, Furtado se consacrait à la compréhension de la dynamique du processus historique conduisant à l'industrialisation alors en cours. Comme le souligne R. Bielschowsky, une prise de conscience de la nouvelle dynamique de croissance entamée dans les années 1930 marque l'approche de la CEPAL, et C. Furtado est « probablement l'auteur cépalien le plus attentif à cette dynamique »⁵⁶², comme en témoignent le chapitre « Développement économique du Brésil » de l'*Estudio 1949* de la CEPAL⁵⁶³, ainsi que son article publié en 1950, « Características gerais da economia brasileira »⁵⁶⁴.

Dans ce premier essai d'analyse économique, sur l'histoire économique brésilienne, Furtado présente quelques idées-clés de son analyse postérieure (consolidée notamment dans son ouvrage *Formação econômica do Brasil*, de 1959), comme celle de « déplacement du centre dynamique » de l'économie et de « concentration des revenus dans les phases de prospérité et de socialisation des pertes dans les phases de dépression ».⁵⁶⁵

⁵⁶¹ Furtado soulignera la réaction des délégations américaine et anglaise à l'idée, prônée par la CEPAL lors de la Conférence de Montevideo, d'une plus grande intervention des gouvernements dans le processus de développement (la pensée dominante suggérait implicitement la spontanéité du développement, limitant le rôle des gouvernements au maintien d'un cadre favorable aux investissements). Le soutien de Pierre Mendès-France, chef de la délégation française, au texte présenté par la CEPAL aurait été fondamental. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 186-187. Sur le soutien de Mendès-France à la CEPAL et son rôle dans l'intermédiation des accords entre les latino-américains et les nord-américains à la Conférence de Montevideo, voir : Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2008, p. 263-264

⁵⁶² Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, op. cit., p. 140.

⁵⁶³ C. Furtado participe à élaboration du chapitre consacré au Brésil de l'*Estudio, 1949* de la CEPAL, où est analysée l'évolution récente de l'économie brésilienne. Dans ce chapitre, « Développement économique du Brésil », l'on observe que, face à une tendance au déséquilibre externe (en raison de la disparité entre son taux de croissance et sa capacité d'importation), l'économie brésilienne a été obligée d'entamer la production interne de biens antérieurement importés. La substitution par la production nationale de biens comme aliments et tissus a alors permis à cette économie de changer la composition de ses importations de façon à garantir l'importation de biens essentiels à son développement (combustibles, produits chimiques, etc.). Cf. CEPAL, *Estudio Económico de América Latina, 1949*, op. cit.. Sur le rôle de C. Furtado dans l'élaboration de l'*Estudio, 1949*, voir Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, op. cit., p. 140 (qui affirme que la partie sur le Brésil a été élaborée par Furtado) ; et Joseph LOVE, *Crafting the Third World : theorizing underdevelopment in Rumania and Brazil*, Stanford, Stanford University Press, 1996, p. 155 (d'après un entretien avec Furtado, Love affirme : « Furtado prepared the data - though he denies credit for the accompanying analysis - for the Brazilian section of the famous *Economic Survey of Latin America* for 1949 »).

⁵⁶⁴ Celso FURTADO, « Características gerais da economia brasileira » [Les caractéristiques générales de l'économie brésilienne], *Revista Brasileira de Economia*, vol. 4, n° 1, mars 1950. Cet essai a été élaboré, comme l'affirme C. Furtado, dans la deuxième moitié de 1949. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 166.

⁵⁶⁵ Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, op. cit., p. 164.

Ayant étudié en détail le « Manifeste » rédigé par Prebisch (qu'il avait traduit) et recueilli une masse d'informations sur l'économie brésilienne, Furtado s'applique alors à étudier les causes du « singulier retard » de cette économie.⁵⁶⁶ Dans cet essai, l'auteur adopte une approche historique, par-delà le cadre explicatif de l'économiste. Dans ce sens, il se distingue de Prebisch : tandis que Prebisch « se limitait à faire l'interface entre deux coupes synchroniques » (lorsqu'il compare le comportement du système capitaliste à l'époque où son centre principal était la Grande-Bretagne et à l'époque où les États-Unis en deviennent le centre), Furtado s'intéressait à « capter le déroulement des événements dans le temps, l'enchaînement des facteurs qui perpétuaient le retard criant de l'économie brésilienne. »⁵⁶⁷ Furtado caractérise alors l'économie brésilienne exportatrice de produits primaires comme étant une économie de « type colonial ». Furtado explique le choix de ce terme (au lieu de « périphérique ») par son intention de placer dans le cadre historique les liens qui s'établissent entre une économie de type colonial et l'économie métropolitaine, responsables du transfert de ressources vers l'étranger. Dans le cas du Brésil, Furtado l'observe, cette dynamique permettait d'expliquer « la tendance à la concentration sociale du revenu et la lente croissance du marché intérieur ». ⁵⁶⁸ Alors, dans son texte de 1950, Furtado explique qu'une structure économique de type colonial a tendance à concentrer les revenus dans les périodes de prospérité et à socialiser les pertes dans les périodes de dépression économique.⁵⁶⁹

À partir des analyses de Prebisch sur les cycles économiques et les coefficients d'importation élevés des économies périphériques, Furtado avance des hypothèses nouvelles sur le comportement des revenus au Brésil. Il introduit l'offre élastique de main-d'œuvre comme élément explicatif de la concentration du revenu dans les périodes de hausse cyclique. Ainsi, comme chaque cycle d'expansion des exportations pouvait disposer de la main-d'œuvre en provenance des secteurs en décadence, en plus de l'effet de l'immigration européenne vers les plantations de café en expansion, les salaires réels ne connaissaient pas d'augmentation pendant les hausses cycliques⁵⁷⁰. Dans son analyse de 1950, Furtado anticipe un élément central du modèle proposé par Arthur Lewis⁵⁷¹ en 1954, à savoir, l'offre parfaitement élastique (ou illimitée) de travail comme facteur déterminant de l'inertie des

⁵⁶⁶ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, chap. IV (« La découverte du Brésil »), p. 159-167, citation p. 162.

⁵⁶⁷ *Ibid.* p. 163.

⁵⁶⁸ *Ibid.*

⁵⁶⁹ Cf. Celso FURTADO, « Características gerais da economia brasileira », *op. cit.* p. 11.

⁵⁷⁰ Le comportement des salaires dans les pays périphériques se montre différent de celui des pays centraux (en raison des pressions des organisations syndicales). Voir à ce sujet l'analyse de Prebisch : Raúl PREBISCH [1949], « El desarrollo económico de la América Latina... », *op. cit.*

⁵⁷¹ Cf. Arthur LEWIS, « Economic development with unlimited supplies of labour », *The Manchester School*, vol. 22, n° 2, mai 1954, p. 139-191.

salaires dans les pays sous-développés.⁵⁷²

L'influence des idées de J. M. Keynes sur le cadre analytique de C. Furtado (influence présente depuis ses études en France et approfondie à la CEPAL) est patente dans cet article de 1950, notamment lorsque Furtado analyse l'effet multiplicateur de l'expansion du secteur exportateur sur le marché intérieur. Sur ce point, Furtado affirme que, en raison de l'augmentation du revenu des groupes exportateurs (aucune force ne tendant à élever les salaires réels dans ce système économique), l'effet multiplicateur de l'élévation des prix des produits primaires sur le marché international est canalisé vers l'étranger, où s'approvisionnent, en biens manufacturés, les classes à hauts revenus. La formation du marché intérieur se faisait, de ce fait, très difficile, et sa croissance se produisait d'une façon extensive, « par l'augmentation d'une masse à faible pouvoir d'achat ».⁵⁷³

La formulation de la « socialisation des pertes » permettait de comprendre le comportement de l'économie brésilienne dans les périodes de baisse cyclique de l'exportation de produits primaires. Si dans les pays industriels une contraction cyclique de l'économie imposait l'élimination des entreprises moins qualifiées, au Brésil le mécanisme de « socialisation des pertes » permettait de transférer à la masse de la population « les pertes imposées aux entreprises agro-exportatrices par la contraction du marché extérieur ».⁵⁷⁴ Par le moyen des dépréciations monétaires, le niveau de production ainsi que le revenu des exportateurs étaient préservés, alors que la masse des consommateurs de produits importés éprouvait une baisse de leur pouvoir d'achat.⁵⁷⁵

⁵⁷² Cf. Celso FURTADO, « Características gerais da economia brasileira », *op. cit.* ; voir aussi les commentaires de l'auteur dans : Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, chap. IV (« La découverte du Brésil »), p. 164. Pour des analyses sur ce texte de Furtado (1950), voir : Joseph LOVE, *Crafting the Third World*, *op. cit.*, chap. 10 : « Furtado and structuralism » ; Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, *op. cit.*, p. 141 ; Mauro BOIANOVSKY, « A view from the tropics... », *op. cit.*

⁵⁷³ Cf. Celso FURTADO, « Características gerais da economia brasileira », *op. cit.*, p. 11-12. Et l'auteur de poursuivre (*ibid.*, p. 12) : « Contrairement aux économies qui ont crû par l'augmentation de la productivité, la production se développant *pari passu* avec le marché intérieur, au Brésil la croissance de l'économie nationale s'est faite au bénéfice de groupes restreints, sans que le marché intérieur agisse comme centre de l'économie du pays. » Cette forme de croissance qui n'est pas déterminée par des augmentations de la productivité est à l'origine, l'affirme Furtado, de « traits fondamentaux » de l'économie brésilienne, comme : la socialisation des pertes et la concentration des bénéfices (conformant un « esprit de bénéfices élevés qui passera de l'agriculture à l'industrie ») ; une faible productivité générale et des niveaux de dépenses des groupes dirigeants compatibles avec ceux des pays à haute productivité (réduisant l'épargne nationale) ; des taux d'intérêt élevés (en raison des bénéfices élevés et du faible niveau d'épargne) ; une dépression permanente des salaires réels (en raison de la forme extensive de croissance de l'économie nationale et de l'effet du taux de change sur le prix des produits importés) ; les bas salaires agricoles servent de base aux salaires des autres activités ; lente formation du marché intérieur en fonction de la stagnation ou dépression des salaires réels ; formation tardive d'un « authentique esprit d'entreprise, condition fondamentale du développement d'une économie capitaliste ». *Ibid.*, p. 12.

⁵⁷⁴ *Ibid.*, p. 10.

⁵⁷⁵ Furtado souligne que, pour une économie de type colonial, une période de dépression sur le marché international ne signifie pas nécessairement une contraction de la demande de ses produits (et du niveau de production), mais une baisse des prix des produits exportés et du pouvoir d'achat des groupes exportateurs (qui par la dépréciation de la monnaie sont protégés de ce dernier effet). Cf. Celso FURTADO, « Características gerais da economia brasileira », *op. cit.*

Comme le souligne J. Love, Furtado et Prebisch se sont intéressés aux effets des cycles économiques sur la périphérie ; toutefois, à la différence de Prebisch, « Furtado ne s'est pas occupé des conséquences différenciées des mouvements cycliques pour le Centre et pour la Périphérie, mais des différents effets du cycle sur les groupes socio-économiques de cette dernière. »⁵⁷⁶

Ainsi, dans son article de 1950, Furtado élabore une analyse des effets de la crise de 1929 et de la récession qui s'ensuit sur les mécanismes de défense de l'économie brésilienne de type colonial. La principale force de déséquilibre dans une économie dépendante de l'exportation de produits primaires est, l'affirme Furtado, la persistante détérioration de ses rapports d'échange. Comme Furtado l'observe, en allusion implicite au travail pionnier de R. Prebisch⁵⁷⁷ : « La perte du pouvoir d'achat, sur le marché international, des produits primaires, par rapport aux produits manufacturés, semble être une caractéristique spécifique du développement économique capitaliste. »⁵⁷⁸ Quand, à partir des années 1930, est entravé le mécanisme de compensation des pertes de pouvoir d'achat (de l'unité exportée en termes d'unité importée) par l'augmentation du volume physique des exportations, la croissance de l'économie brésilienne, selon le schéma de la division internationale du travail, est compromise.⁵⁷⁹ Les dépréciations de la monnaie nationale permettent alors à la classe des exportateurs de conserver leur pouvoir d'achat (qui aurait autrement baissé en suivant la réduction des exportations) ; toutefois, ce mécanisme a des conséquences directes sur le pouvoir d'achat de la grande masse de la population qui consomme les produits importés dont les prix augmentent en monnaie nationale.⁵⁸⁰

⁵⁷⁶ Cf. Joseph LOVE, *Crafting the Third World*, *op. cit.*, p. 158.

⁵⁷⁷ Dans son texte de 1949, Prebisch affirmait que, avant la Grande dépression, les pays de l'Amérique latine ont pu croître en étant impulsés de l'extérieur, par la croissance de ses exportations. Toutefois, la situation présente ne permettant pas d'envisager la reproduction de ce phénomène dans l'avenir, leur croissance devait désormais s'appuyer sur le marché intérieur, par la voie de l'industrialisation. Tout en soulignant l'importance de l'exportation de produits primaires en tant que source des devises nécessaires à l'industrialisation, Prebisch affirme que la division internationale du travail entre producteurs de biens primaires et producteurs de biens manufacturés n'a pas permis le transfert à la périphérie des bénéfices du progrès technique (que la baisse relative des prix des produits industriels aurait permis). Cela en raison de la détérioration en longue durée des termes de l'échange de la périphérie : au long des cycles économiques successifs, les prix varient de façon plus intense dans les pays périphériques que dans les pays centraux (où les salaires augmentent dans les phases ascendantes du cycle, et présentent de fortes résistances à la baisse pendant les phases descendantes du cycle). Cf. Raúl PREBISCH [1949], « El desarrollo económico de la América Latina... », *op. cit.*

⁵⁷⁸ Cf. Celso FURTADO, « Características gerais da economia brasileira », *op. cit.*, p. 7. Sur ce point, Furtado renvoie le lecteur au rapport du Conseil Économique et Social des Nations Unies (cité également par Prebisch dans son texte de 1949), *Postwar price relations in trade between underdeveloped and industrialized countries* (1949).

⁵⁷⁹ Cf. Celso FURTADO, « Características gerais da economia brasileira », *op. cit.*, p. 7-8.

⁵⁸⁰ Sur ce point, J. Love observe que C. Furtado faisait remarquer, déjà dans cet article de 1950, que l'une des causes de l'inflation était la détérioration des termes de l'échange (par ses effets sur les prix des biens importés). Dans un autre article, publié en 1952, Furtado affirmait que l'inflation n'était pas un problème monétaire, mais le résultat d'un déséquilibre structurel de la balance des paiements du pays (« disparité entre la croissance du revenu et celle de la capacité à importer »). Ainsi, Furtado aurait été l'un des premiers économistes latino-américains à imputer l'inflation à des distorsions structurelles de l'économie ; cela, avant la publication de

Furtado montre que le processus d'industrialisation qui s'était amorcé au Brésil à la fin du XIX^e siècle, avec le développement de l'industrie textile tournée vers le marché intérieur, était fortement dépendant du comportement cyclique du secteur exportateur (et de ses effets sur la capacité d'importation du pays⁵⁸¹). L'industrie locale connaissait ainsi des périodes d'expansion pendant les baisses cycliques des prix d'exportation, et ses périodes de crise correspondaient aux moments de prospérité du secteur exportateur. Ce n'est qu'à partir de la crise de 1929, lorsque se démantèlent les mécanismes de défense de l'agriculture d'exportation, que se met en marche une évolution autonome des activités industrielles par rapport au secteur primaire-exportateur.⁵⁸²

Face à la profonde chute des prix du café sur le marché mondial dans les années 1930, la « socialisation des pertes » via la dépréciation de la monnaie n'était plus suffisante ; une politique de destruction d'une partie de la production de café a été alors entreprise, « fruit du même esprit tendant à la socialisation des pertes ».⁵⁸³ Un contrôle de l'utilisation des devises disponibles (un contrôle des importations) a été mis en place, afin d'éviter l'immobilisation des activités économiques du pays que la pénurie de certaines importations (combustibles et matières premières) aurait engendrée. Par conséquent, la réduction forcée du coefficient d'importations des groupes à hauts revenus (exportateurs)⁵⁸⁴, ainsi que la réduction des possibilités d'investissement dans le secteur d'économie coloniale, apportent une forte impulsion au marché intérieur. Selon cette analyse, la crise de 1929 et ses dédoublements sont à l'origine d'une profonde transformation de la structure économique brésilienne : la nécessité de réduire fortement et durablement les importations de biens manufacturés engendre un déplacement des investissements vers la production pour le marché intérieur.⁵⁸⁵ C'est alors à partir de ce texte de C. Furtado que le terme de développement par « chocs externes »

l'article révolutionnaire de Michal Kalecki (« El problema del financiamiento del desarrollo económico », *El Trimestre Económico*, vol. 21, n° 84(4), oct.-déc. 1954), qui a beaucoup influencé l'école structuraliste latino-américaine (notamment par les analyses de l'inflation de J. Noyola-Vásquez, de 1956, et de O. Sunkel, de 1958). Cf. Joseph LOVE, *Crafting the Third World*, *op. cit.*, p. 161 ; Celso FURTADO, « Formação de capital e desenvolvimento econômico », *op. cit.*, p. 34. Sur l'approche structuraliste de l'inflation, que nous présentons par la suite dans ce sous-chapitre, voir également : Octavio RODRÍGUEZ, *A teoria do subdesenvolvimento da CEPAL*, *op. cit.*, chap. 6 ; Octavio RODRÍGUEZ, *El estructuralismo latinoamericano*, México, Siglo XXI/CEPAL, 2006, chap. 4.

⁵⁸¹ En effet, dans son texte de 1950, Furtado n'emploie pas l'expression « capacité d'importation », mais celle de « pouvoir d'achat du pays à l'étranger ». Selon lui, ce dernier concept (fonction du *quantum* exporté et du rapport d'échange) constitue une innovation méthodologique de son texte de 1950 ; le concept sera employé par la suite dans les études de la CEPAL sous la forme de « capacité d'importation ». Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 166.

⁵⁸² Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 165-166.

⁵⁸³ Et Furtado de poursuivre : « À une politique décidée de découragement de ce secteur agricole et d'utilisation en d'autres secteurs des facteurs de production libérés, l'on préférerait un partage général des pertes à travers le système de quote-part de sacrifice, avec le conséquent appauvrissement du pays qui perdait substance. » Cf. Celso FURTADO, « Características gerais da economia brasileira », *op. cit.*, p. 25.

⁵⁸⁴ Le pouvoir d'achat des groupes à hauts revenus avait néanmoins été maintenu via les dépréciations monétaires.

⁵⁸⁵ Cf. Celso FURTADO, « Características gerais da economia brasileira », *op. cit.*, p. 27-28.

commence à être employé dans la littérature sur l'industrialisation périphérique.⁵⁸⁶ Il y affirme : « Le choc causé par la crise externe a ainsi donné à l'économie brésilienne l'opportunité de développer son marché intérieur. »⁵⁸⁷

Outre les avantages classiques de l'industrialisation, dérivés des possibilités d'utilisation intensive de la technique et de l'élévation de la productivité, Furtado signale quelques aspects particuliers du processus d'industrialisation alors en cours au Brésil. Ces aspects concernent : une plus grande indépendance du pays vis-à-vis des fluctuations du marché international de produits primaires (à mesure qu'une partie du revenu national se consacre à une économie de marché intérieur) ; des changements dans sa structure agricole (en raison de l'urbanisation, une polyculture tournée vers le marché intérieur se développe) ; et l'intégration de l'économie du pays en une unité économique. Sur ce dernier point, l'auteur observe que les cycles économiques (agricoles et minier) qu'a historiquement connus le pays, situés chacun dans une région différente et nouant des rapports propres avec l'étranger, n'avaient pas permis l'établissement d'un lien économique solide entre les diverses régions du pays. C'est alors au processus d'industrialisation que Furtado attribue l'intégration des diverses régions du pays en un seul marché. L'auteur conclut son article de 1950 en affirmant : « Le Brésil, en entrant dans sa nouvelle phase de développement économique, non seulement achevait son cycle colonial, mais encore fusionnait tous les 'cycles' antérieurs en une unité économique intégrée, et complétait le processus historique de sa formation nationale. »⁵⁸⁸

R. Bielschowsky souligne que cette analyse de C. Furtado sur le développement du marché intérieur brésilien sera reprise, « comme une idée maîtresse explicative de la transition vers une économie industrielle », dans le livre *Formação econômica do Brasil* ; l'idée y prendra le titre de « déplacement du centre dynamique », constituant, l'affirme Bielschowsky, un « paradigme de l'analyse de l'histoire économique brésilienne de la première moitié du XX^e siècle ». ⁵⁸⁹

⁵⁸⁶ Joseph Love affirme que Prebisch avait observé auparavant que le progrès vers l'industrialisation des nations latino-américaines les plus avancées économiquement s'était produit pendant des périodes de crise de l'économie internationale ; toutefois, c'est à C. Furtado que J. Love attribue le terme de développement par « chocs externes ». Cf. Joseph LOVE, *Crafting the Third World*, *op. cit.*, p. 158.

⁵⁸⁷ Cf. Celso FURTADO, « Características gerais da economia brasileira », *op. cit.*, p. 28.

⁵⁸⁸ *Ibid.*, p. 28-31 (citation p. 31).

⁵⁸⁹ Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, *op. cit.*, p. 141.

Celso Furtado aux États-Unis, 1951 : quête d'un dialogue

Cherchant à connaître davantage l'évolution des travaux d'autres chercheurs sur des problèmes connexes à ceux étudiés à la CEPAL, Furtado obtient l'autorisation de l'institution pour un séjour aux États-Unis afin de visiter d'autres centres de recherche.⁵⁹⁰ Furtado souligne l'importance de l'établissement de ce dialogue pour éviter l'isolement et le risque de chercher à « défoncer des portes ouvertes » en essayant d'avancer rapidement dans un nouveau champ de réflexion (comme celui de la théorisation du sous-développement entrepris par la CEPAL).

Le voyage réalisé pendant le printemps 1951 débute par Harvard-MIT où Furtado s'entretient, entre autres, avec Vassily Leontieff, Walt W. Rostow, S. M. Wright, C. Kindleberger. Leontieff se montre intéressé par les élaborations de la CEPAL que lui expose C. Furtado, notamment quant au gaspillage de ressources (facteurs de production) qui marque l'industrialisation tardive ; si Leontieff démontre comprendre les problèmes auxquels se réfère Furtado en utilisant le concept de « productivité sociale », il insistait toutefois sur l'intérêt d'employer des équipements plus sophistiqués dans ces économies. L'entretien avec Rostow n'a pas été fructueux du point de vue des discussions sur la problématique du sous-développement : « à aucun moment il n'a semblé s'intéresser à ce qui me préoccupait », dira Furtado⁵⁹¹ ; nonobstant, cet entretien a été l'occasion pour Furtado d'être informé de l'intérêt porté à Cambridge, en Angleterre, à la problématique de la croissance, spécialement par Joan Robinson. Furtado reçoit de Rostow le manuscrit du livre qu'il était en train d'écrire, « Les étapes de la croissance économique », lequel paraîtra à Furtado être un schéma « élégant et attractif », mais qui, en insistant sur les « invariances des processus de développement économique allait dans une direction opposée à celle qui était en train de se former dans [son] esprit ». ⁵⁹² Les conversations avec S. M. Wright (« intéressé par les problèmes de la croissance spécifiquement dans des économies capitalistes ») et C. Kindleberger (« totalement tourné vers la thématique du commerce international »)⁵⁹³ ont complété dans l'esprit de Furtado l'idée du total désintérêt porté par la théorie économique aux problèmes spécifiques du sous-développement, vu comme une « imperfection » qui ne demandait pas une théorisation propre.

À Chicago, Furtado rencontre un intérêt plus prononcé pour une approche interdisciplinaire du développement, notamment de la part du groupe de chercheurs sous la

⁵⁹⁰ Sur le séjour de C. Furtado aux États-Unis en 1951, nous suivons l'argumentation de l'auteur : Celso FURTADO, *A fantasia organizada, op. cit.*, p. 191-198.

⁵⁹¹ *Ibid.*, p. 192.

⁵⁹² *Ibid.*, p. 193.

⁵⁹³ *Ibid.*

direction de Bert Hoselitz à l'Université de Chicago. À cette même université, Furtado rencontre T. Schultz, dont les travaux sur l'agriculture étaient discutés par les chercheurs de la CEPAL. Schultz constatait l'instabilité des prix agricoles aux États-Unis ainsi que le déclin de l'élasticité-revenu de la demande de produits primaires dans ce pays (selon la « loi d'Engels »). Schultz concentrait néanmoins ses efforts sur le problème de la stabilité des prix dans l'économie nord-américaine (pour éviter la tendance à la baisse des prix payés à ses agriculteurs), ne se montrant pas sensible aux problèmes des économies périphériques exportatrices de produits primaires. À la North Western University, aussi à Chicago, Furtado souligne sa rencontre avec l'anthropologue Melville Herskovits, dont les travaux sur les processus de changement culturel permettraient, selon Furtado (qui entendait le sous-développement comme une « manifestation culturelle »), un rapprochement avec la pensée de Prebisch. Ce rapprochement avec la pensée de Prebisch se faisait dans la mesure où la question de la diffusion du progrès technologique, moteur du développement de la périphérie selon la pensée de Prebisch, posait « deux problèmes à élucider : celui de l'émergence d'un foyer de créativité technologique, dans une culture donnée, et celui de la nature du processus de diffusion des valeurs »⁵⁹⁴ ; ce dernier aspect n'avait pas encore été suffisamment étudié, selon Furtado. À partir de ce dialogue avec M. Herskovitz et observant, pour le cas du Brésil, son évolution culturelle se tourner vers l'innovation technologique, notamment avec des emprunts à d'autres cultures, Furtado affirme : « Pour penser le Brésil il fallait commencer par l'anthropologie. »⁵⁹⁵

Si les conversations avec des économistes nord-américains n'apportaient pas beaucoup d'éléments à ses réflexions sur les problèmes du sous-développement, cela était dû au fait qu'ils « s'engageaient à découvrir la rationalité de l'agent économique, le plus éthérée fût-elle »⁵⁹⁶, attribuant les problèmes dans le fonctionnement du système économique à des défauts institutionnels qu'il fallait corriger pour arriver « au monde idéal de la concurrence pure et parfaite ».⁵⁹⁷

Un autre contact important souligné par Furtado a été celui avec l'historien E. J. Hamilton, à l'Université de Chicago. Étudiant le commerce de l'Espagne avec ses colonies, Hamilton a mis en évidence les aspects négatifs de l'afflux de métaux précieux en Espagne aux XVI^e et XVII^e siècles. Cette analyse aurait aidé Furtado « à comprendre les distorsions que l'exploitation du pétrole était en train d'introduire dans une économie comme la vénézuélienne », thème qu'il développerait dans des analyses effectuées encore dans le cadre

⁵⁹⁴ *Ibid.*, p. 194.

⁵⁹⁵ *Ibid.*, p. 195.

⁵⁹⁶ *Ibid.*, p. 196.

⁵⁹⁷ *Ibid.*

de la CEPAL, ainsi que postérieurement, déjà en tant que professeur, pendant son exil en France.⁵⁹⁸

La CEPAL et la planification latino-américaine

Suite au diagnostic, à la Conférence du Mexique, concernant la nécessité de programmes de développement, le Secrétariat de la CEPAL mettra ses compétences à la disposition des gouvernements des pays latino-américains afin d'habiliter des cadres techniques à l'utilisation des instruments de politique économique. Un programme de formation en problèmes du développement économique est créé à la CEPAL, en 1952, sous la direction de Jorge Ahumada. Ces cours, visant à un public déjà inséré dans les centres de décision, permettront, selon Furtado, « la diffusion continentale de la pensée développée par la CEPAL ». ⁵⁹⁹ L'approche de la planification qui prévalait dans ces cours reliait, le précise Furtado, « le fonctionnement des systèmes économiques à des centres de décision ». ⁶⁰⁰

Sous la direction de Celso Furtado, une Division de développement économique sera implantée à la CEPAL, pour l'élaboration d'instruments appropriés à l'industrialisation retardataire. Selon Furtado :

« Ce qui caractérise le sous-développement c'est le gaspillage de main-d'œuvre à cause de l'insuffisance de capital. L'objectif central devrait être, donc, d'optimiser l'utilisation du capital, à partir des contraintes créées par le commerce extérieur, par le taux d'épargne interne, par l'entrée nette de capitaux et par les préférences de la collectivité par rapport à la composition de l'offre de biens de consommation. » ⁶⁰¹

Les coûts sociaux du développement des pays d'industrialisation tardive pourraient alors être réduits par une adéquate évaluation des ressources disponibles au financement de l'effort d'accumulation envisagé ; des estimatives sur le volume et la composition des importations, en fonction des besoins d'investissement des divers secteurs de l'économie, devaient ainsi intégrer le plan. Furtado souligne que, à ce moment-là, l'accès à la technologie ne semblait pas demander un traitement particulier, car il était sous-entendu que la technologie était incorporée dans les équipements en vente libre sur les marchés. ⁶⁰²

⁵⁹⁸ Les recherches de C. Furtado sur le Venezuela et les problèmes découlant de la rente pétrolière, développées dans les années 1950 et 1970, ont été regroupées récemment dans le premier volume de la collection « Archives Celso Furtado », visant à la publication des documents de l'auteur, inédits ou inaccessibles : Celso FURTADO, *Ensaio sobre a Venezuela : subdesenvolvimento com abundância de divisas*, Rio de Janeiro, Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2008 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 1).

⁵⁹⁹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 246.

⁶⁰⁰ *Ibid.* La problématique du contrôle des centres de décision de l'économie sera de plus en plus présente dans l'œuvre de Celso Furtado, tout particulièrement à partir des années 1960 et de son exil en France. À ce sujet, voir : Renata BIANCONI, Alexandre MINDA, « Multinational firms, peripheral industrialisation and the recovery of national decision centres : the contribution of Celso Furtado », *op. cit.*

⁶⁰¹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 240.

⁶⁰² *Ibid.*, p. 241-242.

Selon l'observe E. J. Dosman, les unités les plus puissantes de la CEPAL étaient la Division de développement, dirigée par Furtado, et la Division de formation, dirigée par Jorge Ahumada. L'équipe de Furtado, composée de neuf personnes, dont Regino Boti et Juan Noyola, était « le centre de la pensée sur la théorie du développement et la planification » de la CEPAL. La division de formation professionnelle d'Ahumada, comptant sur la participation de chercheurs internationaux, offrait à des économistes des gouvernements latino-américains une formation en analyse économique, comptabilité sociale, théorie du développement économique et planification de projets, entre autres. Et Dosman d'affirmer : « Ahumada et Furtado étaient en effet des rivaux : l'un communiquait de nouvelles idées, tandis que l'autre les créait. »⁶⁰³ De plus, idéologiquement, le groupe de Furtado était connu comme « la division rouge », alors que le chilien Ahumada était un démocrate-chrétien conservateur : un pluralisme idéologique souhaité au sein du Secrétariat de la CEPAL par Prebisch, qui conservait néanmoins le contrôle sur la politique et les publications de l'organisation⁶⁰⁴.

En 1952, est créée au Brésil la Banque Nationale de Développement Économique (BNDE), sous le gouvernement de Getúlio Vargas. Celso Furtado est invité à intégrer l'équipe de la nouvelle institution lorsqu'il travaillait sur l'élaboration de techniques de planification à la CEPAL⁶⁰⁵. Un groupe mixte d'études composé de techniciens de la CEPAL et de la BNDE est alors créé, sous la direction de Celso Furtado, qui s'installe de ce fait au Brésil début 1953 (où il reste jusqu'en octobre 1955). Le but de ce groupe était d'élaborer, utilisant les méthodes de planification de la CEPAL, un système de projections de l'économie brésilienne qui servirait à des fins de formulation de programmes de développement économique.⁶⁰⁶ Le

⁶⁰³ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986, op. cit.*, citations aux pages p. 279 et 280, respectivement.

⁶⁰⁴ *Ibid.*, p. 267 et 280.

⁶⁰⁵ Cf. CEPAL, *Estudio preliminar sobre la técnica de programación del desarrollo económico*, Santiago, CEPAL, 1953 [Rapport présenté à la 5^e session de la CEPAL, tenue à Rio de Janeiro, Brésil, le 6 avril 1953], document des Nations Unies n° E/CN.12/292.

⁶⁰⁶ Le travail du groupe sera toutefois influencé par le contexte politique de l'époque (il est à rappeler que le suicide du président Vargas survient en août 1954) et par des divergences au sein de la direction de la BNDE. Si le plan initial de travail était ambitieux, comprenant un diagnostic de la situation économique brésilienne et des pronostics des tendances pour les années à venir (présentant les options ouvertes au gouvernement), le travail a fini par être dépourvu de sa valeur en tant que formulation de politique. N'incombant pas au groupe la suggestion d'objectifs de politique économique, les projections réalisées avaient un propos didactique. Sur cette étude, Furtado explique : « A partir des projections de la demande de produits finis et des possibilités d'importation, on projetait la demande de produits intermédiaires et des biens de capital, sur la base des coefficients techniques de production. » Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada, op. cit.*, chap. XI, citation p. 292. Furtado expose en détail sa participation au Groupe mixte d'études CEPAL-BNDE, les difficultés rencontrées, ainsi que les résultats des études élaborées au sein du groupe (y compris le « Plano de Metas » du président Kubitschek), dans un entretien datant de 1982, repris dans : CICEF, *Memórias do Desenvolvimento*, année 3, n° 3, octobre 2009, p. 101-121. La deuxième étape de la collaboration de C. Furtado à la BNDE, en tant que directeur de l'institution (1958-1959), est également traitée dans cet entretien.

premier rapport du groupe⁶⁰⁷, publié en 1955, a effectivement servi de base au « Plano de Metas » [Plan d'objectifs] du président Juscelino Kubitschek qui, en formulant un programme de gouvernement tourné à l'industrialisation, a cherché l'appui de l'équipe de la BNDE. L'étude réalisée conjointement entre la BNDE et la CEPAL comportait des objectifs d'investissement pour l'ensemble des secteurs stratégiques de l'économie.

Parallèlement à son travail au Groupe Mixte CEPAL-BNDE, Furtado accepte des invitations à prononcer des conférences au Brésil. À l'Escola Superior de Guerra - ESG [École Supérieure de Guerre], « convaincu de l'importance qu'aurait dans la crise en gestation une institution dédiée à influencer les élites militaires et civiles », Furtado cherchera, lors des conférences y prononcées, à démontrer que la planification était la voie pour la réduction du retard que le pays avait accumulé par le passé.⁶⁰⁸ Dans une conférence, en novembre 1953, à l'Escola de Sociologia e Política de São Paulo [École de Sociologie et Politique de São Paulo], Furtado affirmait que la planification est l'une des réponses que peut offrir l'économiste à la question de la possibilité de l'accélération de la croissance : « Le type de planification, que l'on considère ici, se réfère directement au développement économique et consiste, notamment, dans la coordination et intensification des investissements et dans une politique visant à atteindre la rationalisation de l'utilisation des ressources humaines et matérielles dont dispose l'économie. »⁶⁰⁹

La préparation d'une autre série de conférences, cette fois dans un institut d'études nouvellement créé à Rio de Janeiro⁶¹⁰, permettra à Furtado d'organiser ses réflexions sur le

⁶⁰⁷ CEPAL-BNDE, *Esboço de um programa preliminar de desenvolvimento da economia brasileira (período 1955-62)*, Rio de Janeiro, BNDE, Relatório do Grupo Misto CEPAL-BNDE, 1955.

⁶⁰⁸ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada, op. cit.*, citation p. 279. L'ESG était un lieu d'endoctrinement en faveur d'une forme spécifique de développement lié à la sécurité nationale. Organisée en 1946-1947 avec l'aide d'officiers nord-américains (pour être l'équivalent brésilien de leur *National War College*) - et déjà dans le cadre des polarisations de la Guerre froide -, l'ESG est officiellement inaugurée en 1949. Civils et militaires y envisageaient l'orientation de la croissance économique vers la conformation d'une société industrielle capitaliste, partageant des valeurs sociales, politiques et économiques en étroite liaison avec les intérêts nord-américains (la lutte contre le communisme et la défense des intérêts des entreprises multinationales). Sur l'ESG et sa collaboration avec les États-Unis, voir : René Armand DREIFUSS, *1964 : a conquista do Estado. Ação política, poder e golpe de classe*, 5^e éd. (1^e éd., 1981), Petrópolis, Vozes, 1987, p. 77-82 ; A. B., « Une idéologie de l'interdépendance et de la sécurité », *Le Monde Diplomatique*, juillet 1975.

⁶⁰⁹ Cf. Celso FURTADO, « A técnica do planejamento econômico » [Conférence à l'École de Sociologie et Politique de São Paulo, le 19 novembre 1953], *Revista de Ciências Econômicas*, vol. XI, n° 70, 1954, p. 3.

⁶¹⁰ Ce groupe de débats, organisé par le politologue Hélio Jaguaribe, est à l'origine de l'Instituto Superior de Estudos Brasileiros - ISEB [Institut Supérieur d'Études Brésiliennes], institution liée au ministère de l'Éducation, créée en 1955. L'ISEB aurait été conçu comme un lieu de formulation d'une idéologie du développement national, en contraposition à l'École supérieure de guerre. Les intellectuels regroupés à l'ISEB, provenant de différentes formations idéologiques, comme les politologues Hélio Jaguaribe et Cândido Mendes, le sociologue Guerreiro Ramos, les philosophes Roland Corbisier et Álvaro Vieira Pinto, l'historien (et militaire à la retraite) Nelson Werneck Sodré, les économistes Ignácio Rangel, Rômulo de Almeida et Ewaldo Lima, participent à la construction de l'idéologie nationale-développementiste. Lieu de réflexion théorique au départ, les différents points de vue concernant le national-développementisme y regroupés engendreront des confrontations au sein de l'institution (H. Jaguaribe démissionne), et progressivement l'ISEB s'engagera

développement en un essai d'intégration de l'analyse économique à la méthode historique⁶¹¹. Son approche visait à la mise en rapport de l'histoire et des sciences sociales, ayant comme point de départ ces dernières, plus particulièrement, l'économie. Considérant le phénomène du développement comme un processus de changement culturel, Furtado avançait l'idée selon laquelle « si il y a changement, c'est parce qu'il existe la possibilité de choix, ce qui présuppose une marge dans la disponibilité de ressources, un *excédent* par rapport au strictement nécessaire à la survie de la collectivité ». ⁶¹² Un processus d'accumulation étant possible en raison de l'existence d'un excédent social, l'étude de son appropriation et de son utilisation (rapports entre la destination de l'excédent et le système productif) devenait, dans l'approche de Furtado, fondamental à l'étude du développement.

Celso Furtado et l'analyse structuraliste de l'histoire brésilienne

En 1954, Furtado regroupera ses réflexions dans un ouvrage intitulé *A economia brasileira* [L'économie brésilienne]⁶¹³, son premier livre d'économie. Ce livre, précurseur de l'œuvre classique de Furtado, *Formação econômica do Brasil*, comprend une analyse historique de l'économie brésilienne depuis la colonisation jusqu'aux années 1950, l'intégrant dans le cadre général de l'expansion européenne.⁶¹⁴ Furtado dédie *A economia brasileira* à Raúl Prebisch, dont les positions constituaient le point de départ du livre ; son but était d'« élargir l'horizon des réflexions » à un moment où le débat économique se montrait

politiquement aux cotés de la gauche radicale ; ostensiblement critiqué par la presse en raison de son engagement pour les réformes de bases, l'ISEB connaîtra une forte répression après le coup d'État de 1964. Pour une description de l'ISEB, voir : Daniel PECAUT, *Entre le peuple et la nation : les intellectuels et la politique au Brésil*, Paris, Ed. Maison des Sciences de l'Homme, 1989. Voir aussi Caio Navarro de TOLEDO, « A luta ideológica na conjuntura do golpe de 1964 », *E-Premissas : Revista de Estudos Estratégicos* [en ligne], n° 1, 2006, p. 120-130, disponible sur <http://www.unicamp.br/nee/epremissas/01.htm> [réf. du 29 mars 2012].

⁶¹¹ Ces conférences ont été réunies dans l'essai : « O desenvolvimento econômico - ensaio de interpretação histórico-analítica » [Le développement économique - essai d'interprétation historico-analytique], *Econômica Brasileira*, vol. 1, n° 1, jan-mars 1955. Publié aussi en espagnol : « Ensayo de interpretación histórico-analítica del desarrollo económico », *El Trimestre Económico*, vol. 23, n° 90(2), avril-juin 1956. Cet essai sera une première version du troisième chapitre de son livre *Développement et sous-développement* (1966), publié en portugais en 1961.

⁶¹² Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 284.

⁶¹³ Celso FURTADO, *A economia brasileira : contribuição à análise do seu desenvolvimento*, Rio de Janeiro, A Noite, 1954. Ce livre n'a jamais été réédité ; certaines de ses parties ont été développées dans des travaux postérieurs de Furtado, comme *Uma economia dependente* (Rio de Janeiro, Ministério da Educação e Cultura, 1956), *Formação econômica do Brasil* (1959, *op. cit.*) et *Desenvolvimento e subdesenvolvimento* (1961, *op. cit.*). Ce livre comprend une version de l'essai critique de Furtado sur les conférences prononcées par l'économiste R. Nurkse, à Rio de Janeiro, en 1951, publié initialement en 1952 dans la *Revista Brasileira de Economia*. Ce dernier a été le premier article de circulation internationale de C. Furtado, grâce à une traduction publiée par l'*International Economic Papers*. Cf. Celso FURTADO, « Formação de capital e desenvolvimento econômico », *op. cit.* ; Celso FURTADO, « Capital formation and economic development », *International Economic Papers*, n° 4, 1954.

⁶¹⁴ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 287 ; Ricardo BIELSCHOWSKY, *Pensamento econômico brasileiro...*, *op. cit.*, p. 164-165.

dominé par l'école orthodoxe au Brésil.⁶¹⁵ Furtado n'emploie cependant pas les catégories de l'analyse prebischienne - « centre » et « périphérie » - dans ce livre, préférant le terme « économie coloniale », car le problème de la croissance y est traité du point de vue des effets sur l'économie brésilienne des cycles économiques mondiaux.⁶¹⁶ L'essai de Furtado cherche alors à éclairer des aspects du processus de croissance de l'économie brésilienne qui semblaient enfreindre les postulats de la pensée traditionnelle basés sur l'expérience des pays industrialisés.⁶¹⁷

Dans *A economia brasileira* est alors entrepris un effort de réflexion sur les phénomènes économiques dans leur ensemble. Les quatre chapitres historiques de l'ouvrage portent sur : la période coloniale esclavagiste, la période de l'économie coloniale basée sur le travail salarié, l'étape de transformations rapides qui suit la crise de 1929, et la période de cristallisation des déséquilibres introduits dans le système économique avec la crise du secteur colonial.⁶¹⁸ Plus qu'à la reconstitution des événements historiques, c'est au fonctionnement des systèmes économiques qui se forment successivement au Brésil que s'intéresse l'auteur, cherchant à en caractériser le processus de croissance et à en identifier les facteurs de stagnation. Le terme « économie coloniale » s'applique alors à des systèmes incapables « de créer leur propre impulsion de croissance ». Et Furtado de préciser : « la production dans une économie coloniale n'arrive à se compléter économiquement que quand la marchandise produite est exportée. »⁶¹⁹

Compose aussi ce livre un premier chapitre méthodologique, « Les catégories fondamentales du processus historique de croissance économique », dans lequel l'auteur traite des mécanismes propres aux économies commerciales et les confronte avec ceux des économies industrielles.⁶²⁰

Dans le chapitre théorique qui clôt le livre, « Formulation théorique du problème de la croissance économique »⁶²¹, Furtado affirme que la théorie du développement économique

⁶¹⁵ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 290.

⁶¹⁶ Pour une analyse de *A economia brasileira*, voir Carlos MALLORQUIN, *Celso Furtado : um retrato intelectual*, São Paulo/Rio de Janeiro, Xamã/Contraponto, 2005, p. 58-81.

⁶¹⁷ Cf. l'Introduction de Cleantho LEITE à Celso FURTADO, *A economia brasileira*, *op. cit.*

⁶¹⁸ Celso FURTADO, *A economia brasileira*, *op. cit.*, p. 14.

⁶¹⁹ *Ibid.*, p. 15.

⁶²⁰ Ce chapitre présente les bases conceptuelles d'un article qui sera publié par Furtado en 1955, un essai d'interprétation des origines de l'économie industrielle, publié dans le premier numéro de la revue *Econômica Brasileira*. Suite à l'intérêt suscité par la publication du livre *A economia brasileira*, un Club d'économistes est fondé en 1954 à Rio de Janeiro, sous la présidence de Celso Furtado, la plupart de ces membres étant des économistes fonctionnaires du gouvernement fédéral. Le Club crée une revue de circulation trimestrielle, la revue *Econômica Brasileira*, visant à véhiculer des études d'économie appliquée et à stimuler des travaux interprétatifs sur le plan théorique.

⁶²¹ Ce chapitre est composé de deux parties, « Le mécanisme du développement » et « La théorie du développement dans la science économique ». La première est une version de l'article publié par Furtado en 1952 (antérieurement cité), reprise dans *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, *op. cit.*, chap. 2 ; la deuxième sera également reprise dans *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, chap. 1. Mis à part ce chapitre théorique et

déborde les catégories de l'analyse économique, qui n'est pas capable d'expliquer « pourquoi une société se modifie et à quels agents est dû ce processus ». ⁶²² Le rôle de l'économiste dans cette œuvre interdisciplinaire ⁶²³ serait alors d'expliquer le mécanisme du développement économique. Toutefois, comme Furtado le précise,

« Il ne suffit pas de construire un modèle abstrait et d'expliquer comment il fonctionne. Il est indispensable, d'ailleurs, de critiquer en termes de réalité historique, les variables stratégiques de ce modèle. La duplicité fondamentale de la science économique - son caractère abstrait et historique - apparaît, ainsi, avec toute sa plénitude dans la théorie du développement économique. » ⁶²⁴

Dans cette approche, le développement devient essentiellement un phénomène historique, et chaque phénomène historique de développement est alors singulier, dans la mesure où chaque économie doit faire face à des problèmes qui lui sont spécifiques (ressources naturelles, courants migratoires, ordre institutionnel, degré relatif de développement des économies contemporaines). ⁶²⁵ Toutefois, Furtado précise que, loin de se limiter à la description de situations historiques, l'économiste doit employer tout l'outillage analytique de sa discipline afin de comprendre la réalité économique. ⁶²⁶ Dès lors, une théorie ne se justifie que lorsqu'elle permet de mieux connaître et expliquer la réalité. Ainsi, un degré élevé d'abstraction théorique peut impliquer un éloignement des problèmes concrets. Dans le cas de la théorie du développement, des formulations spéciales concernant les différents

le premier chapitre (méthodologique), le livre *A economia brasileira* sera entièrement présent (modifié et augmenté) dans *Formação econômica do Brasil*.

⁶²² Cf. Celso FURTADO, *A economia brasileira*, *op. cit.*, chap. VI.I, p. 193.

⁶²³ Furtado (*ibid.*) évoque comme exemple de l'intérêt grandissant de l'apport d'autres disciplines à l'étude du développement, le séminaire sur le développement organisé à l'Université de Chicago, en 1951, qui a rassemblé des sociologues, anthropologues et historiens à côté des économistes. Furtado ne rapporte pas avoir assisté à ce séminaire (il se trouvait aux États-Unis à ce moment-là en visite à des universités nord-américaines, dont Chicago). Comme le souligne M. Boianovsky, dans ce séminaire à l'Université de Chicago (du 18 au 21 juin 1951) a été présenté pour la première fois l'essai classique de A. Gerschenkron sur les « avantages du retard », pièce centrale de son interprétation de l'industrialisation tardive en Europe. Dans ce texte, Gerschenkron affirme que les caractéristiques du processus d'industrialisation d'un pays sont déterminées par son niveau préalable de développement (son retard économique relatif). A. Gerschenkron était alors un économiste qui adoptait « une perspective historique dans l'interprétation du retard économique ». Étant également préoccupé par l'aspect historique du processus de développement, Furtado doit avoir pris connaissance précocement des résultats de ce séminaire (au moins des « proceedings » publiés en 1952, comme l'observe M. Boianovsky). Cf. Mauro BOIANOVSKY, « A view from the tropics... », *op. cit.*, p. 226-227 ; Alexander GERSCHENKRON [1952], « Economic backwardness in historical perspective », *op. cit.*

⁶²⁴ Cf. Celso FURTADO, *A economia brasileira*, *op. cit.*, chap. VI.II, p. 211. Dans la version de ce texte publiée dans *Desenvolvimento e subdesenvolvimento* (chap. 1), Furtado précise, sur ce point, que l'économiste travaille sur des schémas plus ou moins simplifiés de la réalité, qui ne découlent pas directement de l'observation du monde réel. Dès lors, se pose à l'économiste le problème méthodologique de la définition du niveau de « généralité » pour lequel un modèle abstrait peut conserver sa valeur explicative. Le problème se présente de façon particulière pour la théorie du développement, qui ne permet ni l'élimination du facteur temps (c'est-à-dire, d'ignorer l'irréversibilité des processus économiques historiques) ni celle des différences de structure entre des économies à des niveaux distincts de développement. Cf. Celso FURTADO, *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, *op. cit.*, p. 20 (page 12 de l'édition française, *Développement et sous-développement*, *op. cit.*) ; voir aussi : Mauro BOIANOVSKY, « A view from the tropics... », *op. cit.*, p. 226.

⁶²⁵ Cf. Celso FURTADO, *A economia brasileira*, *op. cit.*, chap. VI.II, p. 213.

⁶²⁶ *Ibid.*

processus historiques de développement sont nécessaires ; « il serait totalement irréal », l'affirme Furtado, d'assimiler les problèmes qu'affrontent des économies telles que les latino-américaines, « à ceux qu'ont connus d'autres [économies], actuellement plus développées, dans des étapes antérieures de leur croissance. »⁶²⁷ Furtado souligne également que l'application d'une théorie demande une correcte identification préalable des problèmes : « En économie, la fausseté n'est pas toujours dans les théories [...]. L'erreur est dans l'identification du problème. »⁶²⁸ Par exemple, dans le cas de l'analyse de l'industrialisation d'un pays sous-développé, le principe du libre-échange peut être évoqué pour affirmer l'artificialité de ses industries, c'est-à-dire, leur incapacité de résister à la concurrence externe (étant donné leur faible niveau de productivité relative) ; l'erreur n'est pas alors dans l'acceptation du principe du libre-échange, mais dans la non observance des conditions prévalant dans le monde réel, « lesquelles n'ont rien à voir avec le libre-échange ». Dès lors, la justification de l'installation d'une industrie dans un pays ne devrait pas être cherchée dans un principe qui ne se présente pas dans le monde réel.⁶²⁹ Cette conception de C. Furtado de l'approche des problèmes économiques est clairement manifestée dans le choix de l'épigraphe (de S. Jevons) de son livre théorique publié en 1961 (qui regroupe des textes écrits au long des années 1950) : « Le carré de l'hypoténuse d'un triangle rectangle est égal à la somme des carrés des deux autres côtés ; mais il convient en outre de se demander : S'agit-il réellement d'un triangle rectangle ? ». ⁶³⁰

Un compte-rendu de l'ouvrage *A economia brasileira* a été élaboré par l'un des membres prééminents de la CEPAL, l'économiste mexicain Juan Noyola-Vasquez, l'un des auteurs de la théorie structuraliste de l'inflation⁶³¹. L'analyse de Noyola, de 1955, met en relief le caractère d'innovation méthodologique du livre. Soulignant que le livre illustre le niveau de « maturité et d'indépendance atteint par la pensée économique latino-américaine », Noyola affirme que sa valeur ne dérive pas seulement de la « pénétrante analyse de l'histoire économique du Brésil », mais surtout de sa « contribution méthodologique » : « une heureuse synthèse de logique cartésienne et conscience historique ». Et Noyola de préciser : « L'ardeur

⁶²⁷ *Ibid.*, p. 238. En outre, Furtado affirme qu'il est « totalement anti-scientifique » l'insistance à appliquer « à tout prix » une théorie à des problèmes qui « débordent ses limites ». *Ibid.*, p. 240.

⁶²⁸ *Ibid.*, chap. VI.II, citation p. 239.

⁶²⁹ Et Furtado de poursuivre : « Qui étudie l'histoire économique se surprend à chaque pas avec la lutte du sens commun contre la fausse science. » *Ibid.*, chap. VI.II, p. 239. Dans le livre *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, cette élaboration est reprise dans le chapitre 2.

⁶³⁰ Cf. Celso FURTADO, *Développement et sous-développement*, *op. cit.*, p. 7. Furtado souligne, en outre, que l'on ne peut pas mettre en doute une théorie comme la théorie orthodoxe du commerce international (« c'est comme mettre en doute le théorème de Pythagore »). Dans le cas des théories déductives, l'on ne peut que se demander si elles ont une valeur explicative quelconque, rajoute-il. Voir les commentaires de C. Furtado sur les conférences données par Jacob Viner à la Fondation Getúlio Vargas (1950) : Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 249-252.

⁶³¹ Juan NOYOLA-VÁZQUEZ, « El desarrollo económico y la inflación en México y otros países latinoamericanos », *Investigación Económica*, vol. XVI, n° 4, 1956.

cartésienne de précision et de clarté conduit l'auteur à réduire à des modèles de grande simplicité la structure et le fonctionnement des systèmes économiques. En même temps, sa vision historique sûre le conduit à situer ces modèles dans leur perspective adéquate. »⁶³²

L'approche structuraliste de l'inflation latino-américaine

Des interactions entre J. Noyola et C. Furtado au sein de la CEPAL est née dans les années 1950 l'approche structuraliste de l'inflation latino-américaine. Cette approche, cependant, n'a jamais été un point de vue de la CEPAL en tant qu'institution (Prebisch lui-même critiquait la nouvelle approche⁶³³), étant plutôt composée de points de vue de divers auteurs à elle liés.⁶³⁴ Comme le synthétise O. Rodríguez, les différents travaux qui composent cette approche « présentent un trait principal en commun : [ils] considèrent que les processus inflationnistes latino-américains ont leurs racines dans des déséquilibres engendrés dans la sphère réelle du système économique et, spécialement, dans certaines caractéristiques et rigidités des secteurs extérieur et agricole. »⁶³⁵ Si le terme « structuraliste » a été d'abord employé par rapport à cette analyse de l'inflation, car elle mettait en relief « des particularités de la structure productive d'économies comme les latino-américaines », il sera étendu plus tard à l'ensemble de la pensée de la CEPAL.⁶³⁶

Dans son article de 1952 sur la formation de capital et le développement économique (un commentaire critique aux conférences prononcées par R. Nurkse à Rio en 1951), Furtado avait souligné que l'inflation qui accompagne le processus de développement n'est pas un

⁶³² Cf. Juan F. NOYOLA-VÁZQUEZ, « Celso Furtado, *A economia brasileira : contribuição à análise do seu desenvolvimento* », *El Trimestre Económico*, vol. 22, n° 86(1), jan.-mars 1955, p. 137-142 (ce compte-rendu a été également publié dans la revue du Clube dos Economistas, à Rio de Janeiro : Juan NOYOLA-VÁZQUEZ, « Celso Furtado, *A economia brasileira* », *Econômica Brasileira*, vol. 1, n° 3, 1955, p. 191-194).

⁶³³ Cette nouvelle approche du problème de l'inflation latino-américaine a donné lieu à une querelle au sein même de la CEPAL, la réaction de Prebisch n'étant pas immédiatement favorable à ces nouveaux développements. Pour des extraits de la correspondance entre Furtado et Prebisch (1954) et entre Noyola et Furtado (1955), qui illustrent ces discussions, voir : Mauro BOIANOVSKY, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate on economic stabilization in Latin America », *History of Political Economy*, vol. 44, n° 2, 2012, p. 291-292. Dans ses mémoires, Furtado attire l'attention sur l'évolution subséquente des idées de Prebisch sur l'inflation. Prebisch affirme, dans un article de 1961, qu'il faut une politique rationnelle et planifiée de développement économique et de progrès social afin d'éviter l'inflation dans les pays latino-américains, et que la solution à un tel problème n'est pas seulement technique, mais « fondamentalement politique ». Cf. Celso Furtado, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 306 ; Raúl PREBISCH, « El falso dilema entre desarrollo económico y estabilidad monetaria », *Boletín Económico de América Latina*, vol. VI, n° 1, mars 1961, p. 1-26 (citation p. 1).

⁶³⁴ Dans le développement de l'approche structuraliste de l'inflation, O. Rodríguez souligne l'importance d'auteurs liés à la CEPAL tels que Juan Noyola, Anibal Pinto, Julio Olivera et Osvaldo Sunkel, dont les travaux auraient eu une ample diffusion. Celso Furtado est citée parmi les auteurs qui ont également traité de la question de l'inflation, mais Rodríguez ne cite que l'article de 1960 de Furtado, « *Industrialização e inflação* », originellement publié dans la revue *Econômica Brasileira* (vol. VI, n° 3-4, 1960) et repris dans son livre *Développement et sous-développement* (*op. cit.*, chap. 6). Cf. Octavio RODRÍGUEZ, *El estructuralismo latinoamericano*, *op. cit.*, chap. 4 : « Sobre el enfoque estructuralista de la inflación » [Sur l'approche structuraliste de l'inflation].

⁶³⁵ *Ibid.*, p. 117.

⁶³⁶ *Ibid.*

problème monétaire passible d'être résolu par la thérapeutique usuelle de la contraction des investissements. Selon lui, les déséquilibres découleraient de la disparité entre la croissance du revenu et la croissance de la capacité d'importation, et leur correction dépendrait de changements dans la structure de production du pays (augmentation des exportations ou substitution des importations).⁶³⁷ Dans l'ouvrage sur l'économie brésilienne publié en 1954, le raisonnement développé par Furtado le mène à affirmer « que l'inflation est fondamentalement une lutte entre des groupes pour la redistribution du revenu réel et que l'élévation du niveau de prix n'est qu'une manifestation extérieure de ce phénomène. »⁶³⁸

La nouvelle approche de l'inflation latino-américaine alors en développement dans le cadre de la CEPAL est formalisée par Juan Noyola-Vázquez, dans une conférence prononcée à l'UNAM (Mexique), en 1956, qui est à l'origine de l'article « El desarrollo económico y la inflación en México y otros países latinoamericanos ». ⁶³⁹ Collaborateur de Furtado à la CEPAL et connaissant bien son l'ouvrage de 1954, sur lequel il avait publié un compte-rendu en 1955⁶⁴⁰, Noyola propose, en 1956, l'idée selon laquelle l'inflation n'est pas un phénomène monétaire, mais le résultat d'un déséquilibre de type réel qui se manifeste sous forme d'élévation du niveau général de prix.⁶⁴¹ Dans sa conférence de 1956, Noyola affirme que pour la compréhension de l'inflation en tant que déséquilibre réel (phénomène plus

⁶³⁷ Cf. Celso FURTADO, « Formação de capital e desenvolvimento econômico » [1952], *op. cit.*

⁶³⁸ Cf. Celso FURTADO, *A economia brasileira* [1954], *op. cit.*, p. 181.

⁶³⁹ Cf. Juan NOYOLA, « El desarrollo económico y la inflación en México y otros países latinoamericanos », *Investigación Económica*, vol. XVI, n° 4, 1956, p. 603-648 (la conférence de Noyola est reproduite aux pages 603-616 ; les pages 617-648 reproduisent les discussions qui la suivent, auxquelles participe C. Furtado). Sur la proximité théorique entre Noyola et Furtado en ce qui concerne l'approche du problème de l'inflation, voir : Mauro BOIANOVSKY, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate... », *op. cit.* ; voir aussi : Carlos MALLORQUIN, *Celso Furtado : um retrato intelectual*, *op. cit.*, p. 108 (note 45). Sur leur travail à la CEPAL, voir : Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, chap. IX (« La joie ineffable de la création »). Furtado (*ibid.*, p. 234) décrit cet économiste mexicain, qui a travaillé au FMI avant de rejoindre la CEPAL, comme suit : « Noyola s'imaginait marxiste quand il pensait politiquement, mais il était le premier à recourir aux instruments de l'analyse économique conventionnelle lorsque des problèmes spécifiquement économiques étaient abordés. Il possédait une formation complète d'économiste, et les deux années qu'il avait passées en travaillant au FMI l'avaient vacciné contre le monétarisme. »

⁶⁴⁰ Cf. Juan F. NOYOLA-VÁZQUEZ, « Celso Furtado, *A economia brasileira...* », *op. cit.* Il est à noter que les pages traitant plus spécifiquement de l'inflation dans l'ouvrage de C. Furtado de 1954 sont intégralement reprises (avec quelques ajustements concernant les données citées) dans le livre le plus connu de l'auteur, *Formação econômica do Brasil*, de 1959. Cf. Celso FURTADO, *A economia brasileira* [1954], *op. cit.*, p. 174-187 ; Celso FURTADO, *Formação econômica do Brasil* [1959], chap. 35, *op. cit.* (dans l'édition française, chap. V.VI. : « Les deux aspects du processus inflationniste »). Colin Danby, ne citant pas l'ouvrage de Furtado de 1954, mais seulement celui de 1959, observe que l'élaboration de Furtado illustre l'approche de Noyola (1956) ; Danby précise toutefois qu'il s'agissait d'un ensemble d'idées que les jeunes économistes de la CEPAL étaient en train de développer dans les années 1950. Cf. Colin DANBY, « Noyola's institutional approach to inflation », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 27, n° 2, 2005, p. 161-178 (voir p. 173). Sur les connexions entre les idées de Furtado et de Noyola, voir : Mauro BOIANOVSKY, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate... », *op. cit.*, p. 292-294. Boianovsky y suggère, en traitant de l'article de Danby, que, s'il a une influence prédominante entre Furtado et Noyola, elle va plutôt dans le sens du premier vers le second.

⁶⁴¹ Cf. Juan NOYOLA, « El desarrollo económico y la inflación... », *op. cit.*, p. 604. Pour une analyse plus approfondie de cet article et de la contribution de Noyola à l'approche structuraliste de l'inflation, voir : Colin DANBY, « Noyola's institutional approach to inflation », *op. cit.* Voir aussi, sur la pensée de Noyola : Carlos BAZDRESCH, « El pensamiento de Juan F. Noyola », *El trimestre económico*, vol. 50(2), n° 198, avril-juin 1983, p. 567-593.

perceptible dans les pays sous-développés), les schémas théoriques qui expliquent l'inflation en termes de surinvestissement ou d'un excès de demande sur l'offre sont insuffisants. Il y attire l'attention sur d'autres approches plus raffinées pour la compréhension de la nature de l'inflation, comme celles de Michal Kalecki, qui met l'accent sur les rigidités de l'offre et le pouvoir de monopole dans le système économique, ou celle d'Henri Aujac, lequel, en mettant en relief le comportement des classes sociales et leur capacité de négociation, révèle que l'inflation n'est qu'un aspect particulier du phénomène plus général de la lutte des classes.⁶⁴² Noyola considère, cependant, que même ces raisonnements ne sont pas suffisants pour la compréhension de l'inflation latino-américaine, laquelle requiert l'observation de la structure et du fonctionnement de chaque économie en particulier. En affirmant que l'inflation, dans chaque pays latino-américain, est un problème « spécifique et distinct »⁶⁴³, il propose un schéma théorique regroupant les éléments structurels, dynamiques et institutionnels à l'origine des déséquilibres. Deux catégories fondamentales se distinguent dans ce modèle d'analyse de l'inflation : les pressions inflationnistes fondamentales (découlant surtout de déséquilibres dans le commerce extérieur et dans l'agriculture) et les mécanismes de propagation (fiscal - dont les systèmes de protection sociale et cambiaire -, de crédit, et de réajustement des prix et revenus). Noyola affirme que pour l'analyse de l'inflation dans les pays latino-américains il serait alors nécessaire d'identifier dans chacun les pressions inflationnistes fondamentales (dont dépend l'intensité de l'inflation) et puis, d'observer l'existence de conditions favorables à l'apparition de mécanismes de propagation de

⁶⁴² Cf. Juan NOYOLA, « El desarrollo económico y la inflación... », *op. cit.*, p. 604. Noyola ne présente pas dans ce texte les références des auteurs cités ; d'autres articles permettent leur identification, comme, par exemple, celui d'O. Sunkel sur l'inflation chilienne, lequel applique la distinction proposée par Noyola entre pressions inflationnistes et mécanismes de propagation et présente sa propre contribution au renouvellement théorique en cours, avec son analyse structuraliste de l'inflation chilienne (cf. Osvaldo SUNKEL, « La inflación chilena : un enfoque heterodoxo », *El Trimestre Económico*, vol. 25, n° 100(4), oct.-déc. 1958). La référence d'H. Aujac est : Henri AUJAC, « Une hypothèse de travail : l'inflation, conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux », *Économie Appliquée*, vol. 3, n° 2, avril-juin 1950. Cet article a été traduit en anglais et publié sous le titre « Inflation as the monetary consequence of the behavior of social groups : a working hypothesis », dans *International Economic Papers*, n° 4, 1954 ; dans ce même numéro a été publiée la traduction de l'article de Celso Furtado de 1952, « Capital formation and economic development » (*op. cit.*). Par rapport à Kalecki, la référence est l'article issu des conférences qu'il prononce à Mexico, en août 1953, alors qu'il était fonctionnaire du Département des Affaires économiques de l'ONU : Michal KALECKI, « El problema del financiamiento del desarrollo económico », *op. cit.*

⁶⁴³ Cf. Juan NOYOLA, « El desarrollo económico y la inflación... », *op. cit.*, p. 604. M. Boianovsky souligne que cette affirmation de Noyola reflète son interaction avec Furtado. Furtado assiste à la conférence de Noyola de 1956 et prend part au débat qui l'a suivie, en résumant sa propre interprétation de l'inflation brésilienne et ses connexions avec la croissance économique à partir des années 1940. Alors que Noyola discute les déséquilibres et l'augmentation du niveau des prix engendrés par le processus de développement économique, Furtado présente un phénomène inverse : au Brésil, notamment depuis la montée des prix internationaux du café en 1949, l'inflation aurait eu un effet positif sur la croissance (économie en processus d'industrialisation). Cf. Mauro BOIANOVSKY, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate... », *op. cit.*, p. 293 et 302 ; Juan NOYOLA, « El desarrollo económico y la inflación... », *op. cit.*, p. 636-637.

l'inflation.⁶⁴⁴ Suivant ce modèle, Noyola présente une analyse comparative des inflations chilienne et mexicaine. Il conclut sa conférence en proposant trois affirmations : 1. si l'alternative à l'inflation est la stagnation économique ou le chômage, il est préférable de choisir l'inflation ; 2. le plus grave de l'inflation n'est pas l'augmentation des prix, mais ses conséquences sur la répartition du revenu et les distorsions qu'elle engendre entre la structure productive et la structure de la demande ; 3. d'autres instruments de politique économique passibles de mitiger les pressions inflationnistes, comme, entre autres, la politique fiscale et les contrôles des prix et salaires, sont infiniment préférables à la politique monétaire, laquelle ne commence à être efficace que lorsqu'elle étouffe le développement économique.⁶⁴⁵

A propos des débats en cours dans les années 1950 sur l'inflation, Furtado considère que « personne n'a aussi clairement exprimé [leur] approche que Noyola » dans sa conférence de 1956.⁶⁴⁶ En introduisant la différence entre « pressions inflationnistes » et « mécanismes de propagation » de l'inflation, Noyola dépassait l'approche monétariste, laquelle « se limitait à observer le processus de propagation, dont le combustible est la monnaie ». ⁶⁴⁷ En analysant cet article, H. Guillén-Romo observe : « pour Noyola l'inflation est un produit des conditions concrètes de l'économie nationale, des relations économiques internationales et de la dynamique sociale. »⁶⁴⁸

L'approche de l'inflation présentée par l'économiste français Henri Aujac - lequel aurait été influencé par François Perroux, ainsi que Furtado, élève de Perroux à Paris à la fin des années 1940⁶⁴⁹ - aurait eu une influence sur l'approche structuraliste de l'inflation développée en Amérique latine. La proposition de Furtado selon laquelle l'expansion monétaire n'est que le moyen par lequel le système redistribue le revenu réel afin d'établir un nouveau point d'équilibre, se rapprocherait du point de vue d'Aujac, qui affirme que l'aspect

⁶⁴⁴ Cf. Juan NOYOLA, « El desarrollo económico y la inflación... », *op. cit.*, p. 604-605. Osvaldo Sunkel précise que la distinction entre pressions inflationnistes et mécanismes de propagation est fondamentale, dans la mesure où les derniers, s'ils peuvent maintenir ou donner un caractère cumulatif à l'inflation, ils ne peuvent pas « constituer une cause de l'inflation » ; cependant, en étant « l'aspect le plus visible du mécanisme inflationniste [ils sont] confondus avec les vraies causes de l'inflation. » Cf. Osvaldo SUNKEL, « La inflación chilena : un enfoque heterodoxo », *op. cit.*, p. 573.

⁶⁴⁵ Cf. Juan NOYOLA, « El desarrollo económico y la inflación... », *op. cit.*, p. 616.

⁶⁴⁶ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 306.

⁶⁴⁷ *Ibid.*, p. 307. Sur les débats qui suivent l'exposition de Noyola, Furtado observe que les participants n'avaient aucune réflexion propre sur le sujet, et se limitaient à reproduire ce qui avait déjà été publié. Selon Furtado, Noyola n'aurait pas, lui non plus, trouvé stimulant le débat.

⁶⁴⁸ Cf. Hector GUILLÉN-ROMO, « De l'«Ordre Cépalien du Développement» au néo-structuralisme en Amérique latine », *Économie Appliquée*, vol. LIX, n° 3, septembre 2006, p. 61-94 (citation p. 71).

⁶⁴⁹ La tradition française de François Perroux et Henri Aujac aurait ainsi été incorporée dans la formulation structuraliste latino-américaine notamment à travers les connaissances acquises par Celso Furtado pendant ses études en France (le discours structuraliste de Furtado se développe par la suite en incorporant l'histoire et les spécificités régionales). Puisant dans cette tradition, Noyola tient en compte dans sa formulation sur l'inflation la fragilité de l'État et la possibilité de modifications dans ses institutions par le biais des conflits sociaux. Cf. Carlos MALLORQUÍN, « Teoría e interpretación del estructuralismo de Celso Furtado », *Estudios Sociológicos*, vol. 17, n° 49, 1999, p. 23-57 ; Colin DANBY, « Noyola's institutional approach to inflation », *op. cit.*, p. 162 (note 4) et 165.

monétaire de l'inflation n'est qu'une conséquence de son aspect social, à savoir, la compétition entre les groupes sociaux⁶⁵⁰, soumis à des liaisons monétaires, pour la répartition du revenu national. L'explication d'H. Aujac se rattacherait à l'idée de domination de F. Perroux⁶⁵¹, quand il affirme : « L'efficacité du groupe rebelle aux liaisons monétaires existantes, dépend, en fait, de son pouvoir effectif de domination sur le reste de la collectivité, que ce pouvoir soit d'ordre économique, juridique ou politique. »⁶⁵² En développant la définition présentée par F. Perroux, selon laquelle l'inflation « est un système de désajustements nés dans des zones diverses de l'économie et propagés dans des zones de transmission qui les amortissent ou les développent », Aujac affirme :

« Ce sont les groupes sociaux qui donnent valeur et efficacité aux désajustements, ce sont les comportements des groupes sociaux qui amortissent ou développent ces désajustements [...]. L'inflation naît donc de l'effort des groupes pour modifier le type de compatibilité de comportements fixés par la liaison monétaire. Elle ne cesse que lorsqu'un nouveau type de compatibilité, conséquence de ces efforts, s'impose aux divers groupes, soit qu'ils l'acceptent, soit qu'ils ne puissent plus s'y soustraire. »⁶⁵³

En suggérant la possibilité d'action d'un groupe social, comme les salariés, sur le pouvoir politique afin de « modifier à leur profit la forme de l'État et des institutions »⁶⁵⁴, Aujac s'écarte des points de vue de l'économie orthodoxe selon lesquels l'État serait un acteur exogène dans les processus économiques, un « arbitre neutre »⁶⁵⁵ des conflits sociaux. Dès lors, comprenant l'État et ses institutions comme étant l'objet de la lutte des différents groupes sociaux, des auteurs tels que Keynes, Aujac, Kalecki et Noyola partageraient le point

⁶⁵⁰ Précisément, Aujac propose que « l'inflation est la conséquence du comportement des groupes sociaux », lesquels « sont ceux que l'histoire a formés et que l'analyse sociologique permet de déterminer dans une société économique développée ». Ces groupes sociaux, Aujac les définit comme étant « des ensembles d'individus qui, à un moment donné, dans le cadre d'une structure donnée, ont des intérêts communs et présentent des réactions communes aux modifications de l'environnement ». Cf. Henri AUJAC, « Une hypothèse de travail : l'inflation, conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux », *op. cit.*, p. 281.

⁶⁵¹ En suivant Pierre Uri, il est intéressant de rappeler que F. Perroux a bouleversé l'analyse économique en introduisant « les concepts fondamentaux de structures et d'effets de domination ». Comme Uri le résume, « L'effet de domination [...] est le rapport entre inégaux qui se constate, entre agents, entre firmes, entre nations et qui se lie à un effet de dimension, de provisions de biens initiales, d'horizon de temps, de force contractuelle. » La structure « est le réseau des proportions et relations qui caractérisent un ensemble économique. La structure s'oppose à l'homogénéité, elle met en évidence ces hiérarchies entre dominants et dominés, entre ceux qui sont relativement actifs et ceux qui sont relativement passifs. Elle est comparativement stable en ce sens qu'elle ne se modifie qu'en longue période ou que le changement accéléré signale et accompagne une crise. » Cf. Pierre URI, « François Perroux », *Revue Économique*, vol. 38, n° 5, 1987, p. V-VI.

⁶⁵² Cf. Henri AUJAC, « Une hypothèse de travail : l'inflation, conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux », *op. cit.*, p. 282. Et Aujac de préciser : « Chaque groupe social dispose de moyens spécifiques pour transformer les liaisons monétaires : l'État utilise la fiscalité et les avances de la Banque d'émission, le groupe des entrepreneurs le crédit, le stockage, la coalition, la pression politique, les salariés la grève ou l'action politique. » *Ibid.*, p. 288.

⁶⁵³ *Ibid.*, p. 288-289 et 300 ; pour la citation de François Perroux, la référence donnée par Aujac (*ibid.*, p. 288, note 1) est la suivante : « *Experta* », n° 23, mai 1949, p. 119.

⁶⁵⁴ *Ibid.*, p. 300.

⁶⁵⁵ Cf. Colin DANBY, « Juan F. Noyola Vázquez : regreso al solar de la economía política clásica », in R. T. SÁNCHEZ, C. MALLORQUIN (coord.), *El institucionalismo norteamericano y el estructuralismo latinoamericano : ¿discursos compatibles en la teoría social contemporánea?*, México, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, 2006, p. 97-115, citation p. 107.

de vue selon lequel la société est « intrinsèquement instable et conflictuelle ».⁶⁵⁶

Celso Furtado, avec sa formation française, aurait contribué à développer le courant structuraliste latino-américain préoccupé par l'intégration de l'histoire et une approche interdisciplinaire de la réalité économique. Comprenant la capacité d'influence des différents groupes sociaux sur les institutions de l'État et les problèmes structurels caractéristiques de l'inflation latino-américaine, Furtado refusera une approche orthodoxe (ou monétariste) de l'inflation brésilienne. Il proposera, en tant que ministre du Plan sous la présidence de João Goulart, une approche gradualiste de l'inflation, cherchant à promouvoir la stabilisation monétaire tout en maintenant la croissance économique. Analysant historiquement la croissance brésilienne, Furtado observe des rigidités relatives du côté de la structure productive, qui engendrent des difficultés d'adaptation de l'offre à la demande et des déséquilibres inflationnistes. Il soutient que, en vue de l'élimination d'une inflation structurelle⁶⁵⁷, une programmation du développement économique se fait nécessaire. C'est à cette tâche que Celso Furtado se consacrera en tant que ministre du Plan au Brésil, en élaborant le « Plan triennal de développement économique et social 1963-1965 ».

Dans une conférence internationale sur l'inflation et la croissance économique qui a lieu à Rio de Janeiro en janvier 1963⁶⁵⁸, Furtado synthétise la politique économique contenue

⁶⁵⁶ *Ibid.* H. Aujac, dans l'étude citée, critique la dichotomie traditionnelle entre dimensions économiques et sociales de l'inflation ; cette dichotomie serait « purement formelle » selon lui. En prenant l'exemple de l'analyse de l'inflation de John M. Keynes (« La réforme monétaire », 1924, chap. I et III), il observe que les conceptions traditionnelles sont fondées sur des catégories économiques (stocks ou flux), « l'aspect social [n'y apparaissant] que comme conséquence de l'aspect économique ». Du point de vue d'Aujac, l'action des groupes sociaux sur les liaisons monétaires est plus efficace que celle des individus ; selon lui, les groupes sociaux ont évolué « dans le sens d'une cohésion toujours plus grande ». Dès lors, l'analyse de l'inflation de Keynes qui implicitement estimait « l'action des collections d'individus sur critère économique déterminante par rapport à celle des groupes sociaux » ne semble plus, à Aujac, correspondre à la situation qu'il observe à son époque. Pour Aujac, le comportement des groupes sociaux, indépendamment du « moyen choisi » ou du « but visé », est à l'origine du processus inflationniste : « C'est l'ensemble des actions et des réactions des groupes sociaux dans tous les domaines qui peut directement ou indirectement provoquer l'inflation, car il arrive qu'un effet monétaire soit produit non seulement sans moyen d'ordre monétaire, politique par exemple, mais même sans but monétaire », à l'exemple d'une grève généralisée suscitant une chute de la production. Cf. Henri AUJAC, « Une hypothèse de travail : l'inflation, conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux », *op. cit.* (citations aux pages 285, 286 et 287).

⁶⁵⁷ En analysant les inflations structurelles, Perroux observe, à partir de l'exemple français : « [...] la structure des prix et des coûts, combinée à la structure démographique et à la structure politique, a installé dans l'économie l'*inflation structurelle*. Elle s'oppose à l'inflation accidentelle dans un système sain, à l'inflation fonctionnelle qui anticipe un produit dans une économie flexible et soumise à une logique économique, notamment à l'inflation 'cyclique' normale et justifiée dans la mesure où elle permet l'expansion du produit réel finalement absorbé par l'économie. » Et l'auteur de poursuivre : « L'origine de l'inflation structurelle n'est pas *seulement monétaire* ; on peut donc aisément prévoir que la réalité de cette inflation structurelle rend insuffisante et inopérante la cure typique que recommande le néo-classicisme. » Cf. François PERROUX, « La stabilité financière et l'équilibre de la balance des paiements » [1954], in *id.*, *L'économie du XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 605-635, citations p. 627 (italiques de l'auteur).

⁶⁵⁸ La Conférence sur l'inflation et la croissance [Conference on inflation and growth] s'est tenue à Rio de Janeiro, du 3 au 11 janvier 1963. Étaient présents aux discussions, entre autres : Arthur Lewis, Dudley Seers, Arnold Harberger, Osvaldo Sunkel, Mario H. Simonsen, Albert Hirschman, Nicholas Kaldor, Friedrich Lutz, Roy Harrod, Roberto Campos et Celso Furtado. Les textes préparés pour la Conférence ainsi que les discussions tenues lors des séances thématiques sur des problèmes de politique économique concernant l'inflation et la

dans le Plan triennal, en affirmant que l'objectif de la politique économique du gouvernement était d'atteindre simultanément le maintien d'un taux élevé de croissance économique et l'élimination progressive des tensions responsables du processus inflationniste.⁶⁵⁹ Furtado y souligne le lien entre les pressions inflationnistes et les insuffisances du processus de financement des investissements au Brésil (c'est-à-dire, de transformation de son épargne en investissement). Les dépenses publiques étant insuffisamment financées, une réforme fiscale se ferait nécessaire en vue d'éliminer cette source de pression inflationniste. Furtado observe que la disparité entre les dépenses planifiées (soumises à des pressions de différents secteurs) et la capacité réelle de dépense du gouvernement engendre le recours aux émissions monétaires comme forme de financement du secteur public, en entretenant l'inflation. D'où la nécessité d'une correcte planification des dépenses du gouvernement en fonction de sa capacité fiscale. Les exigences de la population en ce qui concerne l'offre de services publics, comme la santé, l'éducation et les infrastructures, auraient amené l'État moderne à augmenter sa participation dans le produit national. Du conflit entre le rôle accru du gouvernement dans le processus de formation de capital et les limitations de ressources disponibles à l'investissement émergent les pressions inflationnistes et les émissions monétaires (sans lesquelles l'action du gouvernement pourrait être paralysée). En observant que « les émissions opèrent comme un impôt hautement régressif qui a une incidence lourde sur les secteurs les plus pauvres de la population »⁶⁶⁰, Furtado soutient que « une politique fiscale juste, adéquate et efficiente » s'impose en vue du financement du développement économique du Brésil.⁶⁶¹ Il prône alors une réforme du système fiscal visant à orienter l'imposition vers les classes présentant une consommation excessive, ce qui pourrait être atteint par des critères discriminatoires de taxation sur des produits de luxe et des biens durables demandés par les groupes à hauts revenus. Il affirme également l'importance de vérifier l'application des ressources des groupes à hauts revenus, dans le but de distinguer - et d'imposer plus lourdement - les fortunes qui s'accumulent à des fins ostentatoires de ceux qui réinvestissent leurs ressources : les premiers sont, comme le considère Furtado, « la peste la plus pernicieuse

croissance ont été publiés dans : Werner BAER, Isaac KERSTENETZKY (éd.), *Inflation and growth in Latin America*, New Haven/London, Yale University Press, 1964. Comme l'a observé M. Boianovsky, cet ouvrage couronne une décennie de débats sur l'interprétation et les propositions de politique de stabilisation concernant l'inflation chronique de pays latino-américains (à l'exemple de l'Argentine, du Brésil et du Chili). Pour une discussion sur les débats entre « monétaristes » et « structuralistes », et l'approche de Celso Furtado au problème de l'inflation, voir : Mauro BOIANOVSKY, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate... », *op. cit.*

⁶⁵⁹ Cf. l'intervention de Celso Furtado dans : « Panel : Fiscal and financial policies », in W. BAER, I. KERSTENETZKY (éd.), *Inflation and growth in Latin America*, *op. cit.*, p. 496-499.

⁶⁶⁰ Cf. Celso FURTADO, « Ninguna política está justificada como no sea en virtud del desarrollo económico del país », *El Trimestre Económico*, vol. 26, n° 101(1), jan.-mars 1959, p. 136-140 (citation page 137). Ce texte est la traduction d'un entretien accordé par C. Furtado au journal *Última Hora*, de Rio de Janeiro, publié le 30 octobre 1958.

⁶⁶¹ *Ibid.*

dans un pays pauvre qui aspire à se développer ». ⁶⁶² Furtado affirme également la nécessité de mobiliser l'épargne privée en vue du financement du développement du pays, ce que le gouvernement pourrait rendre viable en émettant des titres protégés contre l'inflation. ⁶⁶³ Ces efforts en vue du financement du développement national, nécessaires pour la contention des pressions inflationnistes, ne sauraient, néanmoins, éliminer complètement l'inflation ; Furtado admet qu'un niveau minimum d'inflation reste « inévitable » dans une économie sous-développée en croissance. ⁶⁶⁴

Dans l'analyse du processus d'industrialisation brésilien en ses rapports avec l'inflation, Furtado observe un changement dans le processus de croissance et d'accumulation de capital de l'économie brésilienne dans la deuxième moitié des années 1950. Il mettra dès lors en relief dans son analyse du processus inflationniste le rôle accru de l'investissement public : le secteur public aurait été appelé à des responsabilités concrètes dans le processus de formation de capital sans la réalisation des adaptations nécessaires dans son appareil fiscal. ⁶⁶⁵ Le problème des déficits fiscaux occupe dès lors une place importante dans l'effort de stabilisation prévu dans le Plan triennal. ⁶⁶⁶ Le diagnostic du processus inflationniste brésilien

⁶⁶² *Ibid.*

⁶⁶³ *Ibid.* Dans une des dix conférences qu'il prononce à la BNDE, à Rio de Janeiro, en 1957, Furtado précise qu'une inflation aiguë enlève beaucoup de son efficacité à la politique monétaire. Une « déformation psychologique » serait créée chez les entrepreneurs et chez la population en faveur des investissements spéculatifs (augmentation de la demande de biens réels au détriment des liquidités), contribuant à rendre chronique l'inflation. Cf. Celso FURTADO, *Perspectivas da economia brasileira*, Rio de Janeiro, ISEB, 1958, chap. 9 : « A política monetária » ; voir aussi : Mauro BOIANOVSKY, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate... », *op. cit.*, p. 318-319.

⁶⁶⁴ Cf. Celso FURTADO, « Ninguna política está justificada como no sea en virtud del desarrollo económico del país », *op. cit.*, p. 140. Furtado explique que l'inflation brésilienne est un phénomène distinct des déséquilibres inflationnistes observés en pays développé. L'auteur soutient que : « la cause de base de la tendance chronique au déséquilibre inflationniste de l'économie brésilienne réside en ce que, dans les étapes de croissance, la demande globale se diversifie de façon beaucoup plus rapide que l'offre globale. Il y a beaucoup plus de mobilité du côté de la demande que du côté de l'offre ». Il explique cette rigidité de l'appareil productif caractéristique des économies sous-développées par la coexistence de « secteurs productifs diversifiés et flexibles avec d'autres rudimentaires et rigides », dont la cause résiderait dans la réticence des entrepreneurs à pénétrer des secteurs nouveaux, ainsi que dans les difficultés d'accès à la technologie et la crainte de la concurrence des groupes internationaux ; en outre, les restrictions de la capacité d'importation imposent une difficulté supplémentaire à l'ajustement entre l'offre et la demande. De la sorte, le déséquilibre inflationniste d'une économie comme la brésilienne « résulte moins de l'excès de demande globale sur l'offre globale que de l'existence de tranches de demande sans contrepartie d'offre et de tranches d'offre sans contrepartie de demande ». Dès lors, la réduction de la demande globale par l'application de mesures déflationnistes produirait un équilibre entre l'offre et la demande « avec ample marge de sous-utilisation de la capacité productive, et [qui] ne se maintiendra qu'à un rythme de croissance nul ou très réduit ». Si la stabilité est un « objectif fondamental », elle doit être néanmoins subordonnée à un objectif « plus ample, qu'est le développement ». La position de Furtado est claire : « le prix de la stabilité ne doit pas être la stagnation » ; d'où l'impératif de la programmation du développement pour que l'élimination d'une « inflation de nature structurelle » ne compromette pas le rythme du développement. Cf. Celso FURTADO, *Perspectivas da economia brasileira*, *op. cit.*, chap. 9 *passim*.

⁶⁶⁵ Cf. l'intervention de Celso Furtado dans : « Panel : Fiscal and financial policies », in W. BAER, I. KERSTENETZKY (éd.), *Inflation and growth in Latin America*, *op. cit.*, p. 498.

⁶⁶⁶ Pour l'analyse du rôle de l'inflation dans le processus d'industrialisation brésilien, voir : Celso FURTADO, *Développement et sous-développement*, *op. cit.*, chap. 6, « Industrialisation et inflation ». Comme le résume M. Boianovsky, Furtado identifie trois étapes dans l'industrialisation brésilienne depuis la Grande dépression, associées à trois vagues inflationnistes : dans les années 1930, l'achat et la destruction de la production excédentaire de café par le gouvernement auraient permis le maintien du niveau de la demande globale,

présenté dans le Plan triennal sera de ce fait analysé comme étant assez orthodoxe en raison de la mise en relief d'un excès de demande par la voie des dépenses publiques parmi ses causes principales ; le gradualisme recommandé ne rendrait pas les solutions proposées essentiellement différentes de celles des plans de stabilisation précédents (correction des prix, réduction du déficit public et contrôle de l'expansion de crédit au secteur privé).⁶⁶⁷

M. Boianovsky observe, cependant, que le diagnostic de l'inflation développé par Furtado⁶⁶⁸ est pionnier en ce qu'il met en rapport les taux élevés d'inflation communs à divers pays latino-américains avec le processus d'industrialisation par substitution d'importations (et les effets de la capacité d'importation sur l'offre globale) mis en place à partir des années 1930. Furtado aurait dès lors mis en relief dans son analyse de la dynamique de l'inflation le caractère passif de la monnaie⁶⁶⁹ ainsi que les effets de l'inflation sur la répartition intersectorielle du revenu.⁶⁷⁰

Le rapport entre l'inflation et la croissance économique en conditions de restrictions de la balance des paiements sera présent dans le Plan triennal conjointement avec le problème des déficits publics comme facteur inflationniste (observé au Brésil à partir de la moitié des années 1950). D'où la proposition d'un traitement gradualiste de l'inflation, en contraposition au traitement de choc proposé par le FMI, lequel, en séparant les problèmes de long terme de ceux de court terme, préconise de « stopper l'économie en vue de la régler »⁶⁷¹ ; du point de vue structuraliste, les coûts associés à une politique de stabilisation étaient une « question cruciale »⁶⁷², notamment en ce qui concerne la réduction du taux de croissance économique.⁶⁷³ Sur ce point, Prebisch soutient, dans son article sur le faux dilemme entre le

engendrant l'élévation du niveau des prix et favorisant involontairement (car le but était la défense des intérêts des exportateurs de café) l'industrie nationale ; entre la fin des années 1940 et la moitié des années 1950, l'amélioration des termes de l'échange conjointement avec l'établissement d'un système de contrôle d'importations oriente l'utilisation du revenu accru des exportateurs vers le marché intérieur, engendrant des pressions inflationnistes tout en bénéficiant aux investissements industriels ; et à partir de la deuxième moitié des années 1950, la troisième vague inflationniste a lieu avec la production interne de biens de capital jusque-là importés et l'accroissement des investissements publics. Cf. Mauro BOIANOVSKY, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate... », *op. cit.*, p. 308.

⁶⁶⁷ Cf. Marcelo de Paiva ABREU, « Inflação, estagnação e ruptura : 1961-1964 », in M. P. Abreu (org.), *A ordem do progresso : cem anos de política econômica republicana, 1889-1989*. Rio de Janeiro : Campus, 1989.

⁶⁶⁸ Celso FURTADO, « Formação de capital e desenvolvimento econômico » [1952], *op. cit.*

⁶⁶⁹ Comme M. Boianovsky le souligne, « les changements dans l'offre monétaire étaient perçus par les structuralistes comme étant essentiellement endogènes au processus inflationniste ». Cf. Mauro BOIANOVSKY, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate... », *op. cit.*, p. 288.

⁶⁷⁰ *Ibid.*, p. 279.

⁶⁷¹ Cf. Celso FURTADO, Rosa F. d'Aguiar FURTADO (org.), *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*, Rio de Janeiro, Centro Celso Furtado/Contraponto, 2011 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 4), p. 29-30 ; Mauro BOIANOVSKY, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate... », *op. cit.*, p. 315.

⁶⁷² Cf. Mauro BOIANOVSKY, « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate... », *op. cit.*, p. 290.

⁶⁷³ Furtado souligne que le financement inadéquat des dépenses publiques (et non nécessairement leur excès) était, en grande partie, le responsable de l'inflation. Il cite en exemple le cas du Chili, où les ressources de l'État étaient dépendantes des recettes des entreprises exportatrices de cuivre (les variations du marché international engendrant le désordre des finances publiques et l'inflation). En ce qui concerne le Brésil, Furtado avait pu observer que, pour la période 1948-1952, l'augmentation de l'inflation n'avait pas suivi directement

développement économique et la stabilité monétaire, que l'inflation dans les pays latino-américains n'est pas le résultat exclusif de désordres financiers et du relâchement monétaire. Des facteurs structurels y interviendraient, contre lesquels la politique monétaire serait impuissante.⁶⁷⁴ Dès lors, tout en affirmant qu'un grand effort pour le contrôle de l'inflation est nécessaire, Prebisch souligne que les mesures visant à la stabilisation monétaire ne doivent pas compromettre le rythme du développement. Conséquemment, considérant que l'inflation n'est pas un phénomène purement monétaire, il préconise que la politique anti-inflationniste soit partie intégrante de la politique de développement. Les désajustements et tensions entraînés par des changements insuffisants dans la production, dans la structure économique et sociale et dans la répartition du revenu, seraient, l'observe Prebisch, à la l'origine de l'émergence de pressions inflationnistes dans les pays latino-américains.⁶⁷⁵

Les dernières années de Celso Furtado à la CEPAL

L'anonymat propre des publications des Nations Unies n'a jamais été questionné au sein du groupe de travail de Furtado à la CEPAL, leur suffisant « la joie ineffable de la création », comme l'a souligné Furtado.⁶⁷⁶ Furtado manifeste, cependant, un certain mécontentement concernant la politique de l'institution, qui n'encourageait pas suffisamment l'élaboration d'œuvres théoriques sur le développement économique. En outre, des controverses internes entre « monétaristes » et « structuralistes » marquaient l'institution, notamment après l'acceptation de la part de Prebisch de participer à l'élaboration d'une nouvelle politique économique au sein du gouvernement argentin issu de la destitution du gouvernement Perón. La position qu'il adopte alors contribue à renforcer les disputes internes au sein de la CEPAL. Comme Furtado l'observe, la posture de Prebisch en Argentine s'avère « trop alignée à l'orthodoxie locale, mettant excessivement l'accent sur le problème de la stabilité, comme si celle-ci pouvait être isolée pour un traitement spécial. »⁶⁷⁷ Prebisch avait

l'augmentation du déficit public. D'où la difficulté, selon lui, de généraliser un cas concret d'inflation à l'ensemble de l'Amérique latine. Furtado affirme que la base de la nouvelle approche de l'inflation (proposée notamment par Furtado et Noyola) était « des facteurs structurels créateurs d'instabilité et l'inadéquation des politiques fiscales ». L'auteur poursuit : « Il ne s'agissait pas de lutter contre l'inflation à tout prix, mais de réussir le développement avec le minimum possible d'inflation ». Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 305-306 (citation à la page 306).

⁶⁷⁴ Prebisch précise, toutefois, que l'inflation n'est pas un phénomène inévitable dans le développement économique latino-américain. Cf. Raúl PREBISCH, « El falso dilema entre desarrollo económico y estabilidad monetaria », op. cit., p. 1.

⁶⁷⁵ *Ibid.*

⁶⁷⁶ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., chap. IX, p. 247-248.

⁶⁷⁷ *Ibid.*, chap. XII, p. 303. Sur la question de l'inflation, Furtado souligne ses discordances avec Prebisch qui, notamment en ce qui concerne l'économie argentine (et les politiques péronistes), souscrivait l'idée d'une inflation liée aux pressions salariales et aux dépenses publiques. Furtado observe, toutefois que, depuis les débuts de la CEPAL, Prebisch refusait la « vision simpliste » des phénomènes inflationnistes présentée par le

auparavant manifesté l'intention de regrouper ses réflexions sur les relations centre-périphérie en un corpus théorique consistant ; l'ajournement de ce projet semblait, toutefois, faire perdre du terrain à l'institution en ce qui concerne la théorisation sur les questions du développement économique.⁶⁷⁸ La publication d'une importante contribution à la théorie du développement, l'article d'Arthur Lewis (1954), « Economic development with unlimited supplies of labour », suivant les mêmes lignes des études réalisées au sein de la CEPAL, a été l'occasion pour Furtado d'exprimer sa préoccupation au sujet de la non consolidation des idées de la CEPAL. Furtado écrit alors à Juan Noyola, son collègue à la CEPAL :

« I call your attention to Lewis's work. ... I regard it as the best single piece ever written about the theory of development. He follows exactly the same approach adopted by us in our preliminary studies for planning techniques. I am convinced that if we had not been discouraged to 'theorize' at that stage, we would have been able to present two years ago the basic elements of a theory of development along the lines of this important contribution by Lewis. We are left with the fact that, having dedicated more time than any other person or group of people to think about and investigate in this field, we find ourselves today relatively behind and without anything of real significance to show for it. ».⁶⁷⁹

Comme le souligne M. Boianovsky, les rapports entre l'offre élastique de main-d'œuvre, les bénéfices élevés du secteur dynamique de l'économie et le processus de croissance économique, intégraient déjà le cadre analytique de Furtado depuis ses textes publiés en 1950 et 1954. Cependant, c'est à partir de l'impact de la publication de l'article de Lewis (1954) que la question de l'offre illimitée de main-d'œuvre acquiert une importance fondamentale pour la théorie du développement économique.⁶⁸⁰

Si la publication de travaux sur la responsabilité personnelle de ses membres n'était pas contraire aux règlements de l'Organisation des Nations Unies, la publication du livre de Furtado en 1954 a toutefois suscité des réactions négatives au siège central à New York. Après la publication du livre de Furtado, la direction de la CEPAL a décidé d'établir un ensemble de règles – d'un « esprit restrictif » selon l'avis de Furtado – sur le sujet. Révélateur du « changement d'ambiance dans l'institution », cet événement sera à l'origine de la décision de Furtado de solliciter une année de congé de ses activités à la CEPAL pour un stage à Cambridge.⁶⁸¹

monétarisme, et insistait sur la « vulnérabilité extérieure » des économies exportatrices de produits primaires, créatrice des tensions structurelles à la base des inflations chroniques (*ibid.*, p. 305). Dans le chapitre cité, Furtado traite de la contre-offensive monétariste qui touchait le continent vers la moitié des années 1950, ainsi que de l'évolution des débats sur l'inflation (y compris l'évolution des positions de Prebisch).

⁶⁷⁸ *Ibid.*

⁶⁷⁹ Lettre de C. Furtado à J. Noyola, datée du 22 février 1955, archives personnelles de Celso Furtado. Citée (en anglais) par : Mauro BOIANOVSKY, « A view from the tropics... », *op. cit.*, p. 252. ; voir aussi : Celso FURTADO, *A fantasia organizada, op. cit.*, p. 304.

⁶⁸⁰ Cf. Mauro BOIANOVSKY, « A view from the tropics... », *op. cit.*, p. 252 ; voir *ibid.*, p. 252-255, pour une analyse des élaborations ultérieures de Celso Furtado à partir du modèle proposé par Lewis.

⁶⁸¹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada, op. cit.*, chap. XII. Edgar J. Dosman, dans son ouvrage sur la vie et l'œuvre de Raúl Prebisch, affirme : « Since taking over ECLA in 1950 Prebisch had been invariably

Avant le stage universitaire à Cambridge, Furtado dirigera une mission de la CEPAL au Mexique pendant l'année 1956. Composé par les mexicains Juan Noyola et Oscar Soberón, et par le chilien Osvaldo Sunkel, le groupe d'économistes sous la direction de Furtado est chargé de l'élaboration d'une étude sur la situation économique du Mexique. En vérifiant l'insuffisance des données statistiques du pays, l'équipe décide de se concentrer sur l'étude de la tendance au déséquilibre externe de l'économie mexicaine : à partir de la compréhension de l'expérience passée, le groupe chercherait à identifier les facteurs passibles d'engendrer des déséquilibres futurs. Le difficile contrôle du secteur externe mexicain, dont le rôle était hautement dynamique dans l'économie, est souligné par le groupe, notamment en fonction des rapports établis avec les États-Unis. Le fait de chercher la stabilité cambiale, en l'absence de contrôle de changes, obligeait le gouvernement à chercher dans les ressources externes une alternative de financement, créant « un problème pour l'avenir ». En outre, les nécessaires dévaluations périodiques de la monnaie récompensaient les spéculateurs, renforçant la concentration des revenus.⁶⁸² Alors, l'étude préparée par le groupe de Furtado constatait que le développement se faisait au Mexique à un coût social excessif, avec forte concentration des revenus ; néanmoins, le coût social du développement pourrait être diminué par la réalisation de modifications structurelles dans l'économie.⁶⁸³

Furtado souligne que, malgré l'atténuation des propos présentés dans le texte final, des « susceptibilités » seraient inévitablement heurtées par de telles recommandations. Prebisch, à qui tous les documents de la CEPAL devaient être soumis avant publication, a adopté une position défensive par rapport à ce texte, le considérant passible d'être interprété comme un

cautious in dealing with his sponsoring governments, always working to build consensus rather than provoking confrontation. He personally reviewed all reports prior to publication ; he would warn Furtado not to be impetuous ; and he was scrupulous in trying to be objective and neutral with governments even to the point of opposing general recommendations in ECLA reports. » Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986, op. cit.*, p. 291.

⁶⁸² Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada, op. cit.*, p. 311.

⁶⁸³ Malgré l'intérêt suscité auprès des chercheurs et administrateurs mexicains, le directeur du bureau local de la CEPAL, Victor Urquidí, n'a pas réussi à obtenir la publication de cette étude (il quittera quelques mois plus tard la CEPAL). Le texte final (ronéoté) a été présenté à la Conférence de La Paz, en mai 1957. *Ibid.*, chap. XII, p. 310-315. Victor Urquidí affirme dans un entretien réalisé en 2000 que, vu l'impact des études de la CEPAL sur l'opinion publique des pays concernés, il a été une erreur considérable le fait de réaliser l'étude sur le Mexique sans l'accord de son gouvernement. Circulant comme un document temporaire (non approuvé pour publication) à la Conférence de la Paz, l'étude a engendré des réactions négatives de la part des délégués mexicains. Comme le souligne Urquidí, le document « mettait en évidence l'inaptitude du gouvernement mexicain » qui, incapable d'éviter les déséquilibres et les fuites de capitaux, entreprenait des dévaluations soudaines pour faire face à la réduction des réserves de devises du pays. La délégation mexicaine (des membres du gouvernement) à la Conférence de la CEPAL à La Paz aurait convaincu Prebisch à ne pas publier le rapport élaboré sous la direction de Furtado. Cf. « The Oral History Interview of Victor URQUIDI (18-19 June 2000) », p. 91-94, in *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices, op. cit.*

appel à un plus grand interventionnisme dans l'économie.⁶⁸⁴ Le rapport final de l'étude sur l'économie mexicaine ne sera pas publié par la CEPAL⁶⁸⁵, ce qui Furtado attribue aussi bien à des réticences de la part de Prebisch (qui dirigeait en ce moment une étude sur l'économie argentine, « en parfaite syntonie avec le gouvernement local ») qu'aux résistances de la part des autorités mexicaines à des « ingérences externes ».⁶⁸⁶ En évoquant les aspects négatifs (ou les ambiguïtés) de la situation de « fonctionnaire international », Furtado observe : « La liberté de pensée était tolérée si les problèmes abordés étaient abstraits : rapports d'échanges, excédent structurel de main-d'œuvre, tendance au déséquilibre externe et de telles choses. Or, la meilleure contribution que nous puissions donner consistait à aider les gouvernements à identifier des problèmes concrets. »⁶⁸⁷ Une contribution alors engagée dans « la cause du développement » qui devait se faire, le souligne Furtado, de façon indépendante des pressions des gouvernements locaux.⁶⁸⁸

E. Dosman identifie dans la querelle engendrée par le rapport sur le Mexique l'émergence d'une contestation générationnelle au sein de la CEPAL. Furtado, en raison de son expérience et de sa crédibilité internationale, semblait être le successeur de Prebisch ; néanmoins, l'analyse qu'il fait de l'économie mexicaine montre qu'il propose un avancement par rapport aux réflexions originales de la CEPAL, en fonction de l'observation de changements dans la réalité économique des pays latino-américains. En rappelant la crise argentine, les disparités interrégionales au Brésil et l'inflation chilienne, E. Dosman affirme que l'étude de cas du Mexique a eu d'ailleurs l'importance de démontrer « le besoin pour la CEPAL de comprendre la phase plus complexe de développement alors en cours dans la région. La substitution d'importations était bien établie dans la région, mais était-elle la solution ? ».⁶⁸⁹ Le conflit ouvert avec Prebisch n'a pas porté atteinte à la poursuite des

⁶⁸⁴ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 312. Le chef du bureau de la CEPAL au Mexique, Victor Urquidi, rapporte la rencontre « dramatique » entre Furtado et Prebisch à propos de l'étude sur le Mexique, avant leur départ pour la Conférence de la CEPAL à La Paz (mai 1957) : « We sat there for maybe four or five hours discussing the study. This was a direct confrontation between Prebisch and Furtado. I had never witnessed such an encounter. Both held strongly to their views [...] [Furtado] and Prebisch were like two giants vying against each other. [...] And Prebisch won. [...] [Furtado] felt that Prebisch was overpowering him, in a personal way. » Cf. « The Oral History Interview of Victor URQUIDI », op. cit., p. 93-94.

⁶⁸⁵ Le rapport sur l'économie mexicaine présenté lors de la Conférence de la CEPAL à La Paz a circulé sous le titre : *El desequilibrio externo en el desarrollo economico latinoamericano - el caso de México* (CEPAL, 7^e Session, La Paz, Bolivie, 15 mai 1957, 2 vol., E/CN.12/428 et E/CN.12/428/Add.1). Une copie numérisée de ce document est disponible sur le site de la bibliothèque de la CEPAL (<http://biblioteca.cepal.org/>).

⁶⁸⁶ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 312-313.

⁶⁸⁷ *Ibid.*, p. 312.

⁶⁸⁸ *Ibid.*

⁶⁸⁹ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986*, op. cit., p. 331. Une révision critique des textes fondateurs de la CEPAL, à la lumière de l'expérience vécue par les économies latino-américaines, sera entreprise quelques années plus tard au sein de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES), dirigé par Prebisch, à Santiago du Chili. Dosman souligne que, en 1964, la présence d'exilés brésiliens tels que C. Furtado et F. H. Cardoso à l'ILPES aurait pu promouvoir l'étude des entreprises multinationales en

activités auxquelles Furtado s'était engagé dans le cadre de la CEPAL. Sa décision de quitter prochainement l'institution sera néanmoins maintenue.

Chargé d'une mission de la CEPAL au Venezuela, Furtado y arrive en mai 1957, pour un séjour de trois mois.⁶⁹⁰ Il y prépare une étude préliminaire sur l'économie vénézuélienne qui devait servir de base à la réalisation d'un cours de formation de spécialistes en politiques de développement. Ce cours visant à la formation de cadres pour l'administration avait été sollicité par le gouvernement vénézuélien qui, sur demande de la direction de la CEPAL, rend possible l'exécution d'une étude préalable sur la réalité économique du pays.⁶⁹¹ Les premières séries macroéconomiques de ce pays sont produites à cette occasion, pour la période 1945-1955, période de forte expansion de la production pétrolière. En analysant le Venezuela, Furtado dira avoir « devant les yeux, pour la première fois, le phénomène de ces économies qui croissent appuyées sur un secteur de très haute productivité, utilisateur d'une ressource non renouvelable », qui s'enrichissent mais n'acquièrent pas d'autonomie de croissance.⁶⁹² Le rapport élaboré par Furtado n'a circulé que de manière extra-officielle, en raison des pressions exercées par le gouvernement vénézuélien, opposé aux conclusions y avancées. Selon Furtado, la surévaluation du taux de change du pays, en raison de l'excédent structurel dans ses comptes extérieures (dû à la présence d'une ressource naturelle abondante), produisait des effets négatifs sur la diversification de la structure productive du pays ; le secteur moderne exportateur de pétrole n'était pas, de ce fait, capable de promouvoir la modernisation de l'ensemble de l'économie.⁶⁹³ Le gouvernement vénézuélien n'a pas autorisé l'utilisation du texte élaboré par Furtado dans le cours de qualification qui a été, nonobstant, organisé par la CEPAL.

Le thème du sous-développement avec abondance de devises sera développé, à partir des travaux pionniers de C. Furtado en la matière, entre autres, par l'économiste algérien Abdelkader Sid Ahmed. Élève de Celso Furtado à Paris, Sid Ahmed souligne l'importance des analyses de Furtado et les nouvelles voies de recherche qui en découlent :

« Dès 1957, donc, Celso Furtado avait esquissé les principaux paradigmes des économies d'exportation de ressources naturelles et notamment des hydrocarbures, développement sans croissance où l'État allocatif se substituait à l'État productif, là où les

Amérique latine ; en raison des pressions du gouvernement militaire brésilien, Prebisch aurait écarté cette ligne de recherche. *Ibid.*, p. 412 et 448.

⁶⁹⁰ Sur cette mission de Celso Furtado au Venezuela et les difficultés qu'il a pu rencontrer au cours de son exécution, voir l'introduction « Um olhar pioneiro », de Rosa Freire d'Aguiar FURTADO, dans : Celso FURTADO, *Ensaio sobre a Venezuela...*, *op. cit.*

⁶⁹¹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 316.

⁶⁹² *Ibid.*, p. 318. Pour les analyses de Furtado sur l'économie vénézuélienne dans les années 1940/1950 et dans les années 1970, voir les documents « O desenvolvimento recente da economia venezuelana, 1957 » et « Notas sobre a economia venezuelana e suas perspectivas atuais, 1974 », publiés dans : Celso FURTADO, *Ensaio sobre a Venezuela...*, *op. cit.*

⁶⁹³ Cf. Celso FURTADO, *Ensaio sobre a Venezuela...*, *op. cit.*

investissements de prestige l'emportent sur les investissements productifs, où l'atrophie du système fiscal traditionnel, l'envolée des dépenses publiques, la corruption et la spéculation, le 'squeeze' sur le secteur productif, et la surévaluation du taux de change ou 'dutch disease', ont pour conséquence la désindustrialisation et l'involution de l'agriculture. »⁶⁹⁴

Avant de partir pour un séjour au King's College, à Cambridge, Furtado prononcera encore une série de conférences au Brésil, dans le cadre du cours de formation en problèmes du développement économique organisé par la CEPAL en collaboration avec la BNDE, à Rio de Janeiro.⁶⁹⁵ Le Rio de Janeiro étant devenu « un champ de bataille idéologique »⁶⁹⁶, Furtado affirme avoir cherché, dans ses conférences de 1957, à élargir le champ du débat sur les problèmes du développement brésilien, tout en évitant les controverses, entendant que la réussite d'une politique de développement dépendait d'un « large soutien social »⁶⁹⁷. Nonobstant, en traitant de la nécessité d'accroître le taux d'épargne de l'économie, il mettra en relief qu'une politique fiscale rigoureuse est fondamentale afin de contrecarrer les tendances à l'augmentation de la consommation des groupes à moyens et hauts revenus. Caractéristique des pays sous-développés en processus d'industrialisation, cette expansion de la consommation découlerait de la conjonction de deux facteurs, à savoir les bas prix relatifs des services personnels et la réduction (en fonction de la technologie) des prix relatifs des biens de consommation durable.⁶⁹⁸

Le livre *Perspectivas da economia brasileira*, publié en 1958⁶⁹⁹, regroupe ces conférences prononcées par Furtado à Rio, où il analyse le développement brésilien et les déséquilibres qui en sont créés, démontrant le rôle central de la planification pour un processus de croissance stable. A partir de la maximisation de la capacité d'exportation du pays, et considérant la capacité d'importation qui en découlerait, une politique d'orientation des investissements dans le secteur industriel et dans les services essentiels devrait être mise en place ; il serait aussi fondamental une politique d'assistance technique à l'agriculture, l'affirme Furtado. Selon lui, l'élément nouveau de ces conférences était l'approche du problème des disparités régionales que le processus de développement était en train

⁶⁹⁴ Cf. Abdelkader SID AHMED, « Celso Furtado et le développement à partir de l'exportation des ressources naturelles non renouvelables », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998, p. 86. Voir aussi, du même auteur, le livre *Développement sans croissance*, où il développe l'idée selon laquelle des pays bénéficiant d'une rente pétrolière ont pu avoir accès à une augmentation de leur bien-être économique et social, conformant un développement apparent (et sujet à des instabilités et tensions socio-politiques), du fait de l'inexistence d'une base productive capable de promouvoir la croissance de ces économies. Cf. Abdelkader SID AHMED, *Développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières du Tiers Monde*, Paris, Publisud, 1983.

⁶⁹⁵ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada, op. cit.*, p. 321-325.

⁶⁹⁶ *Ibid.*, p. 321.

⁶⁹⁷ *Ibid.*, p. 324.

⁶⁹⁸ *Ibid.*

⁶⁹⁹ Celso FURTADO, *Perspectivas da economia brasileira*, Rio de Janeiro, ISEB, 1958.

d'aggraver au Brésil.⁷⁰⁰ À ce sujet, il affirmait que la politique de change au Brésil était en train de transférer des ressources des régions pauvres du pays (Nord-est) vers les régions en industrialisation rapide (Centre-sud).⁷⁰¹ L'affrontement du problème de la structure agraire archaïque de la région Nord-est (monoculture et grandes propriétés) et la promotion de son industrialisation devaient alors être intégrés dans une politique nationale de développement. Ces idées présentées en 1957, Furtado les reprendra après son séjour à Cambridge, « avec vigueur », comme il l'affirme, étant « déjà détaché du manteau protecteur et immobilisateur de fonctionnaire international ».⁷⁰²

2.2 Le renouvellement théorique à Cambridge et Formação Econômica do Brasil

Le réexamen des problèmes du sous-développement

Invité par l'économiste Nicholas Kaldor, qui l'avait impressionné « par l'usage innovateur qu'il faisait des catégories keynésiennes dans l'approche des problèmes du développement »⁷⁰³, Celso Furtado passe l'année universitaire 1957-1958 au King's College, à Cambridge (G.B.). Pour ce séjour, Furtado demande un congé sans solde à la CEPAL et postule une allocation de recherche des Nations Unies ; cette option se montrant impraticable en raison de sa condition de fonctionnaire de l'organisation, sa demande est réorientée à la

⁷⁰⁰ Cf. les commentaires de Celso Furtado (2002) à *Perspectivas da economia brasileira* dans : Celso FURTADO, « Comentários às 'Perspectivas da economia brasileira' » [2002], *Cadernos do Desenvolvimento*, année 1, n° 2, 2006 (publication disponible sur le site Internet : www.centrocelsofurtado.org.br).

⁷⁰¹ Francisco de Oliveira synthétise ainsi l'approche qu'adoptera Celso Furtado des rapports économiques entre les régions Nord-Est et Centre-Sud du Brésil : « Toutes les thèses de la CEPAL sont de retour maintenant dans le cadre nordestin. Il y a, explicite, une détérioration des termes de l'échange entre le Nord-Est et le Centre-Sud, par le biais d'une opération triangulaire : le Nord-Est exporte vers l'extérieur, et aussi vers le Centre-Sud, des biens primaires, alors qu'il importe de ce dernier les biens manufacturés. Le Centre-Sud dépense, dans l'importation de biens de capitaux et produits intermédiaires pour son industrialisation, les devises que le Nord-Est produit. Une politique *nationale* de commerce extérieur pénalise le Nord-Est : les politiques de change et tarifaires l'empêchent d'avoir des relations autonomes avec les pays vers lesquels il exporte du sucre, du sisal, du coton, cuirs et peaux, huiles végétales. » Oliveira rappelle que le Brésil est alors « en pleine euphorie de l'industrialisation » sous la présidence de Kubitschek : comme le Brésil, le Nord-Est ne pourrait sortir de sa condition de « périphérie » ou de sous-développement qu'en s'industrialisant. Cf. Francisco de OLIVEIRA, « A navegação venturosa », in *id.*, *A navegação venturosa...*, *op. cit.*, p. 22.

⁷⁰² Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 325.

⁷⁰³ La rencontre entre Kaldor et Furtado s'est produite en 1956, quand Furtado dirigeait une mission de la CEPAL au Mexique. À cette occasion, en discutant avec Kaldor sur la situation actuelle de la théorie économique, Furtado lui exprime sa conviction qu'une véritable innovation était nécessaire dans le champ de la théorie de la distribution. Kaldor était en train de travailler exactement sur cette question et remet alors à Furtado une ébauche de son article sur les théories alternatives de la distribution, l'invitant à venir à Cambridge où cette question continuerait à être discutée dans ses séminaires. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 319-320 ; Nicholas KALDOR, « Alternative theories of distribution », *Review of Economic Studies*, vol. XXIII(2), n° 61, 1955-1956.

Fondation Rockefeller, qui lui accorde alors une bourse de recherches.⁷⁰⁴ Questionné sur le choix d'une université britannique, alors qu'il était un spécialiste des problèmes du développement latino-américain, matière sur laquelle les États-Unis semblaient pouvoir offrir une contribution plus importante à ses études, Furtado argumente à la Fondation Rockefeller :

« Mon principal objectif est de travailler dans le champ de la dynamique économique, avec référence spéciale à la théorie du sous-développement. Cela implique de reconsidérer les approches classique, néoclassique et keynésienne de la théorie de la production, de la distribution du revenu et du commerce international, et un effort supplémentaire pour observer les résultats des recherches récentes, particulièrement celles qui se réfèrent à la construction de modèles dynamiques. »⁷⁰⁵

À Cambridge, Furtado a pu avoir accès à l'importante bibliographie (européenne et américaine) produite en vue de la compréhension de la crise qui ravageait l'économie mondiale dans les années 1930 : des recherches sur « les cycles du capitalisme, dans la perspective de politiques de planification »⁷⁰⁶. Des historiens et économistes rassemblés notamment au sein de la London School of Economics (spécifiquement dans l'International Scientific Committee on Price History) entreprennent alors des études concernant les fluctuations des prix en Europe et aux États-Unis. Cet effort de recherche, suscité par la crise de 1929 et qui se poursuit dans l'après-guerre, dans le champ de l'histoire économique, est en développement au moment de l'arrivée de Furtado à Cambridge, et sera intégré dans l'élaboration de *Formação econômica do Brasil*.

Les recherches dans la bibliothèque de Cambridge, « l'une des plus complètes qui existent », et aussi dans la bibliothèque spécialisée en économie, Marshall Library, qui conservait des livres ayant appartenu au fondateur de l'école d'économie de Cambridge, permettent à Furtado de consulter une masse importante d'ouvrages.⁷⁰⁷ À la Marshall Library, par exemple, Furtado a l'occasion de consulter une étude rare sur l'histoire financière du Brésil, publiée par J. P. Wileman qui, ayant consulté des archives ministérielles au Brésil, élabore des estimations de la balance des paiements du pays (1861-1893) et analyse

⁷⁰⁴ Selon la description qu'il en fait dans ses mémoires, Furtado avait déjà pris la décision de donner sa démission de son poste à la CEPAL avant la conclusion du rapport sur le Mexique. Sa rencontre avec Nicholas Kaldor au Mexique (qui l'invite à passer une année au King's College) lui aurait montré le chemin à entreprendre pour la « transition » : une année de congé sans solde en vue de la réalisation d'études. À Victor Urquidí, après l'affaire du rapport sur le Mexique, Furtado aurait affirmé que sa décision de quitter la CEPAL était prise, manifestant son intention de se consacrer à la vie universitaire. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 320 ; « The Oral History Interview of Victor URQUIDI », op. cit., p. 96.

⁷⁰⁵ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 320-321.

⁷⁰⁶ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos* [éd. commémorative organisée et présentée par Rosa Freire d'Aguiar Furtado], São Paulo, Companhia das Letras, 2009, p. 30.

⁷⁰⁷ Toutefois, en raison de ses limitations de temps, Furtado décide de restreindre les références bibliographiques dans le livre qu'il rédige à Cambridge « à des œuvres sur lesquelles [il] voulait attirer expressément l'attention, outre celles qui étaient les sources des données qu'[il] utilisait. » Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 344.

l'instabilité de son taux de change en relation avec les prix du café.⁷⁰⁸ En travaillant sur la bibliographie disponible, Furtado observe que le Brésil, dès ses origines, a été un acteur important sur la scène économique mondiale ; il envisage alors l'élaboration d'un modèle de l'économie brésilienne dans une perspective historique multiséculaire, dont la nouveauté était de « capter l'évolution historique dans le cadre de rapports structurels, à commencer par les internationaux ».⁷⁰⁹

Alors, Furtado trouve à Cambridge un cadre de travail privilégié pour la réalisation de ses recherches sur le Brésil, ainsi que pour l'approfondissement et le renouvellement théorique qu'il cherchait après huit années dédiées à étude de l'Amérique latine dans le cadre de la CEPAL.⁷¹⁰ Arrivant à Cambridge en 1957 avec « beaucoup d'idées et aussi beaucoup de doutes », Furtado était décidé à s'y consacrer prioritairement au travail théorique ; il trouve dans ce milieu universitaire « sophistiqué » l'occasion de « vérifier certaines choses, donner une plus grande précision à [son] langage, être plus rigoureux dans l'analyse économique ».⁷¹¹

Comme *fellow* du King's College, Furtado participe à Cambridge aux séminaires de N. Kaldor, Piero Sraffa et Maurice Dobb, ainsi qu'aux cours de Joan Robinson, à un moment d'intenses débats théoriques autour du keynésianisme de gauche ; il a également l'occasion de rencontrer d'autres économistes importants comme Richard Kahn, A. K. Sen, James Meade, Piero Garegnani et Arthur Pigou.⁷¹² Joan Robinson, dont les théories l'ont beaucoup influencé, est aussi devenue « une grande amie personnelle » de Furtado⁷¹³ ; son livre *The*

⁷⁰⁸ Selon Furtado, qui le cite à plusieurs reprises dans *Formação econômica do Brasil*, l'ouvrage de Wileman constitue la première étude technique du secteur externe de l'économie brésilienne. Ce livre rare sur les finances externes du Brésil n'aurait néanmoins jamais été cité auparavant par un auteur brésilien. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 343-344 ; Celso FURTADO, *O capitalismo global*, op. cit., p. 16 ; J. P. WILEMAN, *Brazilian exchange : the study of an inconvertible currency*, Buenos Aires, Galli Bros., 1896. L. F. de Alencastro met en lumière quelques auteurs dont les ouvrages ont été consultés par Celso Furtado à Cambridge (la plupart récemment publiés) et cités dans *Formação econômica do Brasil* : dans le champ de l'histoire économique, Noel Deer, I. Ferencz, J. Isaac, E. J. Hamilton, C. H. Wilson, L. C. Gray, E. Hobsbawm ; sur l'histoire du Brésil, des spécialistes européens et américains tels que S. Stein, C. R. Boxer, A. K. Manchester, P. Monbeig, J. Lúcio de Azevedo ; dans le domaine de l'analyse de la croissance économique, S. Kuznets et W. W. Rostow. Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*, op. cit., p. 31.

⁷⁰⁹ Cf. Celso FURTADO, *O capitalismo global*, op. cit., p. 16.

⁷¹⁰ Sur sa décision de quitter la CEPAL, Furtado affirme qu'elle a été « moins le fruit de la déception que de la conscience de l'épuisement du projet dans lequel [il s'était] engagé huit années auparavant » ; il voit alors cette décision comme nécessaire pour qu'il puisse « continuer d'avancer ». Si Furtado souligne que les actions sont « essentiellement le fruit des circonstances », il admet également que, à certains moments, les circonstances peuvent être étouffantes : « C'était pour bien respirer que je m'étais libéré de la tyrannie des circonstances ». Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 327-328.

⁷¹¹ Cf. Celso FURTADO, « Entrevista com Celso Furtado... » [entretien accordé à Rosa M. Vieira, 2001], op. cit., p. 427.

⁷¹² Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., chap. XIII ; Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*, op. cit.

⁷¹³ Cf. Celso FURTADO, « Entrevista com Celso Furtado... » [entretien accordé à Rosa M. Vieira, 2001], op. cit., p. 427. Pour les impressions de Furtado sur son contact avec Joan Robinson à Cambridge, voir : Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 328-330.

accumulation of capital venait d'être publié (1956), constituant « possiblement le plus grand effort, depuis Marx, pour pénétrer la logique de l'accumulation dans les économies capitalistes »⁷¹⁴. Les séminaires de N. Kaldor consistaient en une révision critique de la pensée économique, centrée notamment sur les questions nécessaires à la compréhension du développement économique ; à Cambridge, le modèle de croissance économique proposé par Kaldor était déjà l'objet de vives discussions avant sa publication.⁷¹⁵ Dans le rapport final élaboré à l'attention de la Fondation Rockefeller, qui avait financé son séjour à Cambridge, Furtado affirme que les critiques que la CEPAL avaient subies, notamment aux États-Unis, n'étaient pas accompagnées de propositions alternatives pour les pays sous-développés. Durant cette période à Cambridge, il affirme alors avoir eu l'intention d'examiner à fond les possibles réponses de l'Économie aux problèmes liés au sous-développement : le travail réalisé en Amérique latine était-il « inconsistant devant les principes fondamentaux des théories des prix (allocation de ressources), de l'emploi (utilisation de la capacité productive) et du commerce international ? »⁷¹⁶ Dans ce sens, le cours donné par Kaldor se présente comme une occasion de choix pour la réflexion à laquelle entend se livrer Furtado, car y sont discutées les limites et l'utilité des théories de la croissance ; Furtado peut alors « réaliser une révision complète de [sa] compréhension des théories économiques généralement acceptées ».⁷¹⁷

Formação Econômica do Brasil, par Celso Furtado

L'œuvre *Formação econômica do Brasil* [*La formation économique du Brésil*]⁷¹⁸, fruit de dix ans de réflexion de Furtado sur les problèmes brésiliens, fondatrice d'une méthode d'analyse historique du sous-développement, est rédigée pendant cette période à Cambridge, quand Furtado a l'occasion de « réorganiser et épurer ses idées sur l'économie

⁷¹⁴ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 328.

⁷¹⁵ Nicholas KALDOR, « A model of economic growth », *Economic Journal*, déc. 1957. Sur Kaldor, Furtado observe : « À la différence de la plupart de ses collègues de Cambridge à cette époque, Kaldor avait une claire perception des limitations des constructions abstraites qu'élaboraient les économistes. La diversité et la mutabilité du monde réel ne lui échappaient pas, et il savait faire usage de l'imagination pour les saisir. » Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 330.

⁷¹⁶ Cf. Celso FURTADO, « Final Report » de C. Furtado à Erskine W. McKinley, Fellowship Adviser, The Rockefeller Foundation, 22 juillet 1958 (archives personnelles de Celso Furtado), cité dans : Rosa F. d'A. FURTADO, « Apresentação », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*, *op. cit.*, p. 14).

⁷¹⁷ *Ibid.*

⁷¹⁸ Première édition : Celso FURTADO, *Formação econômica do Brasil*, Rio de Janeiro, Fundo de Cultura, 1959. Édition française : Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil : de l'époque coloniale aux temps modernes*, trad. J. Peffäu, Paris/La Haye, Mouton, 1972 (préface de Frédéric Mauro) ; une deuxième édition française fut publiée en 1998, chez Publisud, Paris (coll. « Le développement dans les faits »).

brésilienne »⁷¹⁹. Avant de partir de Rio, en 1957, Furtado avait reçu la proposition de rééditer son livre *A economia brasileira* qui, publié en 1954, n'avait eu qu'un faible tirage (financé par Furtado lui-même).⁷²⁰ Si Furtado n'autorise pas cette réédition, car le livre était composé de parties hétérogènes, il considère néanmoins « l'hypothèse de le réécrire, en mettant en relief la partie sur le Brésil en vue d'une publication autonome »⁷²¹. L'acquisition d'une réédition du livre de Roberto Simonsen, *História econômica do Brasil*, riche en données sur la période coloniale brésilienne, et qu'il avait lu pendant l'élaboration de sa thèse de doctorat, lui donne l'idée d'élaborer *Formação econômica do Brasil*.⁷²² Dans cet ouvrage Furtado analyse l'évolution de l'économie du Brésil depuis sa découverte, en passant par l'économie agricole et minière esclavagiste, l'économie de transition vers le travail salarié et la transition vers l'économie industrielle, jusqu'à la moitié du XX^e siècle⁷²³. Comme l'observe F. de Oliveira, Furtado réélabore la division classique des périodes de l'histoire économique brésilienne (les cycles du bois brésil, du sucre, de l'or, du café) et la complète par le cycle de l'industrialisation, dont il analysera la spécificité.⁷²⁴

L'économie brésilienne est alors comprise, à son origine, comme « une projection de la grande expansion commerciale de l'Europe au XVI^e siècle ». ⁷²⁵ Pour financer l'occupation des terres qui viendraient à former le Brésil, une entreprise agricole y est établie : la production du sucre de canne fait alors de ces terres « la première exploitation agricole

⁷¹⁹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 331.

⁷²⁰ Comme le souligne L. F. de Alencastro, le livre *A economia brasileira* avait déjà été adopté dans l'enseignement universitaire à São Paulo et à Rio de Janeiro. Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*, *op. cit.*, p. 27 ; Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 331.

⁷²¹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 331.

⁷²² Furtado retrouve le livre de Roberto Simonsen (*História econômica do Brasil, 1500-1820*, 3^e éd, São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1957) à Recife, déjà pendant une correspondance de son vol vers Londres. À partir des données quantitatives présentées dans l'ouvrage de Simonsen, Furtado pense d'abord à élaborer un modèle de l'économie du sucre au XVII^e siècle ; l'idée se développe en une analyse de quatre siècles et demi de l'économie brésilienne. Sur le processus d'élaboration de *Formação econômica do Brasil* et la problématique qui y est développée, voir : Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 331-343 ; Rosa F. d'A. FURTADO, « Apresentação », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*, *op. cit.* Le contexte intellectuel des années 1950 et le contenu « structuraliste-cepalien » de cette œuvre de C. Furtado sont analysés dans : Ricardo BIELSCHOWSKY, « *Formação Econômica do Brasil : uma obra-prima do estruturalismo cepalino* », *Revista de Economia Política*, vol. 9, n° 4, oct.-déc. 1989, p. 38-55. Pour une analyse de l'interprétation de C. Furtado sur l'histoire économique du Brésil et une analyse comparative entre *A economia brasileira* et *Formação econômica do Brasil*, voir : Carlos MALLORQUIN, *Celso Furtado : um retrato intelectual*, *op. cit.*, chap. 3.

⁷²³ L'ouvrage original est composé de trente-six chapitres, divisés en cinq parties. Dans l'édition française, les parties (ici, chapitres), portent les titres : I. Les fondements économiques de l'occupation territoriale ; II. L'économie esclavagiste de l'agriculture tropicale 16^e-17^e siècles ; III. L'économie esclavagiste minière 18^e siècle ; IV. L'économie de transition vers le travail salarié 19^e siècle ; V. Économie de transition vers un système industriel 20^e siècle.

⁷²⁴ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « *Formação econômica do Brasil : gênese, importância e influências teóricas* », in *id.*, *A navegação venturosa...*, *op. cit.*

⁷²⁵ En plus de l'ouvrage *La formation économique du Brésil*, nous nous appuyons ici sur la description que fait C. Furtado de la problématique traitée dans son livre, dans : Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 331-343 (p. 332 pour les citations de ce paragraphe).

rentable de l'Amérique ». S'y constitue une économie hautement spécialisée, mais dont la rémunération des facteurs de production était insignifiante, car l'équipement, les terres et la plupart de la main-d'œuvre (force de travail esclave) appartenaient à un seul propriétaire. À part le développement de quelques activités économiques subsidiaires, comme l'élevage d'animaux de trait, l'effet d'entraînement de l'économie sucrière sur d'autres zones de peuplement du pays restait limité ; avec le déclin du cycle sucrier, ces régions régressaient à une économie de subsistance.

L'économie minière, dont le cycle d'expansion commence au XVIII^e siècle, entraîne des changements démographiques (y compris l'immigration européenne) et dans la distribution géographique de la population. Malgré la prédominance du travail esclave, un flux de revenu monétaire est engendré et commence à s'ébaucher un marché interne vers lequel afflue la production d'autres régions. Le cycle de l'or constitue ainsi un moment décisif de la formation nationale brésilienne :

« par ses effets indirects, l'économie minière permet que s'articulent les différentes régions du Sud du pays. [...] Ces différentes régions vivaient indépendamment et se seraient probablement développées dans le cadre d'une économie de subsistance sans lien de solidarité économique qui les articule. L'économie minière ouvrit à toutes un nouveau cycle de développement. [...] Penser que ce fut l'élevage qui les unit est une erreur. Ce fut plutôt la demande de bétail qui provenait du centre dynamique constitué par l'économie minière. »⁷²⁶

Néanmoins, l'affirme Furtado, le cycle de l'or n'a pas été capable d'engendrer des activités économiques autonomes ni la consolidation du marché interne ; avec son déclin, l'économie revient aux activités de subsistance à la fin du XVIII^e siècle⁷²⁷, avec un niveau de revenu toutefois plus élevé (grâce à un certain développement urbain) qu'après le déclin de l'économie du sucre.

Par rapport à l'ensemble de l'économie, certains systèmes s'articulaient entre eux, d'autres restaient isolés. L'articulation entre les divers systèmes composant l'économie brésilienne à la fin du XVIII^e siècle s'opérait autour de deux pôles principaux, à savoir l'économie sucrière et l'économie minière. Au noyau sucrier s'articulait l'élevage nordestin, tandis qu'au noyau minier s'articulait l'hinterland d'élevage du Sud (entre São Paulo et le Rio Grande). Les deux systèmes étaient liés par le fleuve São Francisco (à mi-chemin entre les régions Nordeste et Centre-Sud), ce qui leur permettait de se diriger vers le marché occasionnellement le plus avantageux.⁷²⁸ Nonobstant, comme l'affirme Furtado : « Quand les exportations entraient en déclin, croissait plus rapidement le secteur de subsistance, dans

⁷²⁶ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, op. cit., chap. III, p. 70.

⁷²⁷ Par rapport à la régression économique de la région minière, Furtado observe : « En aucun endroit du continent américain il n'y eut de cas d'involution aussi rapide et aussi complète d'un système économique constitué par une population d'origine principalement européenne. » *Ibid.*, p. 77.

⁷²⁸ *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. I.

lequel s'accumulait une masse de main-d'œuvre à très basse productivité. »⁷²⁹

Le cycle de l'or, responsable de la création de conditions favorables au développement endogène de la colonie, aurait en même temps engourdi un possible essor industriel de la métropole, qui s'approvisionnait de produits manufacturés, de même que sa colonie, en Angleterre (payés en partie grâce à l'or brésilien). L'accord de Methuen constitue alors « un point de référence important dans l'analyse du développement économique du Portugal et du Brésil ». ⁷³⁰ Comme l'affirme Furtado : « Si le Portugal avait accumulé une certaine technique manufacturière, elle aurait été transférée au Brésil malgré les dispositions législatives contraires, comme cela arriva aux États-Unis. »⁷³¹ L'accord de Methuen n'aurait pas été économiquement viable au Portugal (incapable de payer en vins les tissus qu'il consommait) sans les conditions favorables apportées par le cycle de l'or au Brésil. Du côté de l'Angleterre, « [à] une époque dominée par le plus strict mercantilisme et où il était particulièrement difficile de développer un commerce de manufactures, l'Angleterre rencontre dans l'économie luso-brésilienne un marché en expansion rapide et pratiquement unilatéral. »⁷³² Comme l'observe Furtado, recevant la plupart de l'or alors produit dans le monde en échange de ses produits manufacturés, l'Angleterre est devenue capable d'acquitter ses importations indirectement via ses manufactures. L'Angleterre a pu ainsi concentrer ses investissements dans ce secteur en rapide évolution technologique, en plus de renforcer la position de ses banques jusqu'à devenir le centre financier européen à la place d'Amsterdam.⁷³³

Entre la fin du XVIII^e siècle et la fin de l'époque coloniale, l'économie brésilienne a pu bénéficier de facteurs exogènes favorables à l'exportation de ses produits agricoles. La guerre d'Indépendance des États-Unis (suivie par la révolution industrielle anglaise), la Révolution française et les guerres napoléoniennes ouvrent la voie à l'expansion de l'exportation brésilienne de produits primaires vers l'Europe, comme le sucre du Nordeste (favorisé par la désorganisation de l'économie sucrière en Haïti), le coton (qui passe à être exporté par le Nordeste et surtout par le Maranhão), le riz blanc (Maranhão), etc. Il s'agissait, néanmoins, d'une prospérité précaire, comme le souligne Furtado, fruit de conditions

⁷²⁹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 336.

⁷³⁰ Par l'accord de Methuen, signé en 1703 (après une période de grandes difficultés économiques pour le Portugal), les vins portugais passaient à bénéficier d'un tarif préférentiel pour leur exportation vers l'Angleterre, alors que le Portugal levait les restrictions à l'importation des tissus anglais. L'intérêt des groupes dominants portugais, producteurs et exportateurs de vins, aurait été à l'origine des pressions contraires à la politique protectionniste essayée par le Portugal à la fin du XVII^e siècle afin de stimuler l'installation de manufactures dans le pays. Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, chap. III, sous-chap. II : « Flux de revenu » (pour la citation, p. 73).

⁷³¹ *Ibid.*, p. 73.

⁷³² *Ibid.*, p. 75.

⁷³³ *Ibid.*

anormales touchant le marché mondial de produits tropicaux⁷³⁴.

Au XIX^e siècle, les exportations continuaient à être l'élément dynamique de l'économie brésilienne. Une période de crise financière et d'instabilité politique s'installe avec l'indépendance (1822), le pays ayant accordé des privilèges économiques à l'Angleterre afin d'assumer une partie du passif accumulé par le Portugal ; cette solution a évité au Brésil une dispute prolongée pour son indépendance et a permis la conservation de son unité territoriale.⁷³⁵ Cependant, l'indépendance n'a pas engendré un processus de transformation du Brésil en une société moderne (à l'exemple des États-Unis) dans cette première moitié du XIX^e siècle. Selon l'analyse de Furtado, les privilèges accordés à l'Angleterre ne seraient pourtant pas responsables de ce retard, mais l'absence d'une classe commerciale importante en conditions d'occuper le pouvoir (le grand commerce ayant constitué un monopole de la métropole, la classe marchande locale était liée avec l'étranger et peu insérée dans la société locale) ; la seule classe alors expressive était celle des grands propriétaires terriens.⁷³⁶ L'élimination de l'entrepôt onéreux que représentait le Portugal a permis une baisse des prix des produits importés et a élargi l'offre de crédit au bénéfice de la classe des grands agriculteurs. Les privilèges douaniers accordés à l'Angleterre portaient toutefois préjudice aux recettes fiscales du gouvernement central (prélevées surtout sur les importations), l'obligeant à imposer les exportations (avec des effets directs sur les bénéfices des grands propriétaires). Par ailleurs, le financement du déficit public par des émissions monétaires engendrait la dépréciation de la monnaie, avec une augmentation relative des prix des produits importés, qui touchait particulièrement les populations urbaines. Les difficultés économiques provoquent la généralisation de l'insatisfaction à l'ensemble du pays, qui connaît alors une période de révoltes et guerre civile dans les années 1830 et 1840.⁷³⁷ C'est l'émergence d'une nouvelle source de richesses, le café, lequel progresse dans le Centre-Sud comme principal produit d'exportation du Brésil à partir des années 1830, qui permet la consolidation d'un centre de résistance contre les forces de désagrégation du pays.

Furtado présente alors dans son ouvrage une approche comparative de l'évolution économique du Brésil et des États-Unis jusqu'au début du XIX^e siècle. En confrontant le développement nord-américain et le sous-développement brésilien, Furtado cherche une explication à la question suivante : « pourquoi les États-Unis se sont-ils industrialisés au 19^e siècle, s'égalant aux nations européennes, alors que le Brésil évoluait de telle sorte qu'il se

⁷³⁴ *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. I.

⁷³⁵ *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. II.

⁷³⁶ *Ibid.* ; Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 336-337.

⁷³⁷ *Ibid.*

transformait au 20^e siècle en une vaste région sous-développée ? »⁷³⁸ Si les États-Unis et le Brésil avaient, à l'époque de l'indépendance du premier, des populations de dimensions semblables, leurs structures économiques et sociales étaient, néanmoins, bien différentes. Alors qu'aux États-Unis prédominaient les petites propriétés agricoles (revenus moins concentrés) et le groupe des grands commerçants urbains (plus autonomes par rapport à la métropole), au Brésil la classe dominante était formée par les grands agriculteurs esclavagistes. Aux États-Unis, la guerre d'Indépendance, en coupant le flux de produits manufacturés en provenance de la métropole, en stimule la production interne ; en outre, pendant les guerres napoléoniennes, le développement de leur industrie de construction navale est stimulé, les États-Unis étant la seule puissance neutre disposant d'une flotte marchande importante. Après leur indépendance, les États-Unis ont ainsi connu une période d'industrialisation et de grand dynamisme économique. Furtado souligne l'importance de l'exportation de matières premières, en l'occurrence le coton, dans le développement nord-américain de la première moitié du XIX^e siècle. Dans cette période du développement nord-américain, l'action pionnière de l'État aurait été fondamentale, notamment en ce qui concerne la construction d'une infrastructure économique et l'incitation des activités de base.⁷³⁹

Au Brésil, les revenus se concentraient dans le groupe des grands propriétaires agricoles⁷⁴⁰ ; les groupes sociaux dominants étaient ainsi fortement liés à la métropole. Avec le déclin du cycle de l'économie minière, le niveau de consommation interne décline, et une période économique défavorable s'ensuit avec l'indépendance, jusqu'à ce que l'exportation du café engendre un nouveau cycle de croissance. Après l'indépendance, l'absence d'un marché interne ainsi que d'une classe d'entrepreneurs et dirigeants dynamiques, dans un contexte de stagnation des exportations (et donc, sans la capacité d'importation nécessaire à la composition d'une base technique⁷⁴¹), rendait impraticable une politique d'industrialisation au

⁷³⁸ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil, op. cit.*, chap. IV, sous-chap. III, p. 87. Les spécificités de la colonisation nord-américaine sont traitées dans le chap. I de cet ouvrage, sous-chapitres V : « Les colonies de peuplement de l'hémisphère nord », et VI : « Les conséquences de la pénétration du sucre aux Antilles ».

⁷³⁹ *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. III : « Comparaison avec le développement des États-Unis ». Furtado y souligne que ce n'est qu'à partir de l'accroissement de l'influence du grand capital aux États-Unis, notamment dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, que se développe une idéologie de non-intervention de l'État dans l'économie.

⁷⁴⁰ Furtado fait remarquer que, dans les colonies du Nord des États-Unis, les dépenses de consommation (notamment des biens de consommation courante) étaient réparties dans l'ensemble de la population, différemment des colonies de grande plantation, où le revenu était concentré dans la classe des propriétaires, dont la consommation était satisfaite par des importations. *Ibid.*, chap. I, sous-chap. VI.

⁷⁴¹ À ce sujet, Furtado, affirme : « Les techniques nouvelles, issues de la révolution industrielle, avaient très sommairement pénétré le pays, et quand elles le firent ce fut sous la forme de biens ou de services de consommation qui n'affectaient pas la structure du système de production. [...] À l'observateur d'aujourd'hui, il apparaît clairement que le Brésil, pour dépasser cette phase de stagnation, avait besoin de s'intégrer à nouveau dans les voies en expansion du commerce international. À un pays sans technique propre et où pratiquement ne se créaient pas de capitaux susceptibles d'être dirigés vers des activités nouvelles, la seule voie d'accès au développement économique qu'offrait le 19^e siècle était le commerce international. Le développement fondé sur

Brésil. La seule industrie qui aurait pu disposer d'un marché interne constitué au Brésil, l'industrie textile, devait concurrencer les produits britanniques, dont les prix étaient en baisse ; en plus, l'Angleterre imposait des restrictions à l'exportation de machines.⁷⁴² Alors, l'industrialisation se montrait impraticable, tant en fonction des caractéristiques de la classe dirigeante du pays (propriétaires terriens esclavagistes) que de l'absence d'impulsion à son secteur exportateur. Furtado affirme alors que la stagnation de ses exportations a été la cause principale du grand retard relatif de l'économie brésilienne dans la première moitié du XIX^e siècle.⁷⁴³

Dans la « perspective ample du processus historique » qu'adopte Furtado, la moitié du XIX^e siècle représente un important changement en raison de l'expiration de l'accord avec l'Angleterre, de la fin de l'importation d'esclaves⁷⁴⁴ et de la consolidation de l'importance du café comme produit d'exportation.⁷⁴⁵ À la fin du troisième quart du XIX^e siècle, l'exportation du café avait permis au Brésil de se réintégrer dans les courants en expansion du commerce mondial.⁷⁴⁶ Si dans un premier moment l'expansion caféière se réalise en employant des ressources productives préexistantes et sous-utilisées (après le déclin de l'économie minière)⁷⁴⁷, le problème de la main-d'œuvre se pose alors après la cessation de l'importation d'esclaves africains. Le secteur de subsistance ne s'avérait pas constituer une offre potentielle de main-d'œuvre pour les nouvelles plantations de café. Cette main-d'œuvre employée à très basse productivité, si elle n'était pas attachée à la terre par des liens de propriété, elle l'était par des liens sociaux : « Dans ce groupe, pour en préserver la cohésion, on cultivait la mystique de la fidélité au chef », l'affirme Furtado.⁷⁴⁸ L'engagement de cette force de travail potentielle, dispersée entre le Nord et l'extrême Sud du pays, aurait alors demandé une énorme mobilisation de ressources ainsi que la coopération des grands propriétaires terriens ; cette dernière « était très difficile d'obtenir », comme l'observe Furtado, « car elle mettait en jeu tout un style de vie, d'organisation sociale et de structuration du pouvoir politique ».⁷⁴⁹

le marché intérieur est seulement possible lorsque l'organisme économique atteint un certain degré de complexité qui se caractérise par une relative autonomie technologique. » *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. V, p. 95-96.

⁷⁴² *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. IV : « Détérioration à long terme du niveau de revenu : première moitié du 19^e siècle ».

⁷⁴³ *Ibid.*

⁷⁴⁴ Pour une analyse des enjeux de la traite négrière, situant la rupture de l'ordre colonial au Brésil en 1850 (la fin de la traite), voir : Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Le versant brésilien de l'Atlantique-Sud : 1550-1850 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 61, n° 2, 2006, p. 339-382. L'auteur y affirme (p. 365) : « il n'existe qu'un seul cycle économique pendant le Brésil moderne : le cycle multiséculaire de la traite des Noirs. Tous les autres - ceux du sucre, du tabac, de l'or, du café ou du coton - dérivent directement de la longue durée négrière, qui perdura de 1550 à 1850. ».

⁷⁴⁵ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 337.

⁷⁴⁶ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, chap. IV, sous-chap. V (« La gestation de l'économie caféière »).

⁷⁴⁷ *Ibid.*

⁷⁴⁸ *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. VI.1, p. 105.

⁷⁴⁹ *Ibid.*, p. 105-106.

Quant à la population des zones urbaines, également employée à basse productivité, la difficulté résidait dans l'adaptation aux conditions de travail et de vie des grands domaines agricoles.

L'immigration européenne apparaît alors comme la solution au problème de la main-d'œuvre, inspirée de l'exemple du flux de population qui se dirigeait (spontanément) de l'Europe vers les États-Unis.⁷⁵⁰ Toutefois, l'immigration vers les États-Unis s'appuyait sur un marché en expansion (en raison surtout du développement des plantations du Sud) sur lequel les colons pouvaient vendre leurs produits, alors que, au Brésil, les colonies subventionnées par le gouvernement Impérial dans la première moitié du XIX^e siècle « manquaient totalement de fondement économique »⁷⁵¹. C'est à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle que l'immigration sera organisée directement vers les grandes plantations de café, le transport des paysans étant à la charge du gouvernement et les dépenses relatives à leur installation incombant aux propriétaires agricoles ; ces derniers devaient, en outre, mettre à la disposition des immigrants des terres où cultiver des denrées de première nécessité, ainsi que leur assurer le paiement d'un salaire monétaire. L'ensemble de mesures prises au Brésil à partir de 1870 a permis, pour la première fois en Amérique, comme l'observe Furtado, l'établissement d'un important courant d'immigration d'origine européenne destiné au travail dans des grandes plantations agricoles.⁷⁵²

D'après l'analyse de Furtado, l'abolition de l'esclavage, survenue en 1888, a eu une importance plus politique qu'économique, dans la mesure où l'organisation de la production et la distribution des revenus n'ont pas connu de changements significatifs. Sur le système économique, l'élimination du travail esclave a eu pour effet une expansion de l'économie de subsistance ainsi qu'une diminution de la productivité du travail⁷⁵³ ; la pénurie relative de

⁷⁵⁰ *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. VI.2.

⁷⁵¹ Et Furtado de préciser : « leur raison d'être était la croyance en la supériorité innée du travailleur européen, surtout s'il était d'une autre 'race' que celle des premiers colonisateurs. » *Ibid.*, p. 108.

⁷⁵² C. Furtado souligne aussi l'importance de l'unification politique en Italie qui, en désorganisant les industries manufacturières du Sud (face à la concurrence des régions plus développées du Nord) engendre un excédent de population agricole. Les immigrants originaires de l'Italie configurent alors le principal courant d'immigration pour l'expansion de la production caféière dans l'État de São Paulo dans le dernier quart du XIX^e siècle. *Ibid.*, p. 110-111. Voir aussi *ibid.*, chap. IV, sous-chap. VI.3, pour une comparaison entre les conditions de l'immigration européenne de la fin du XIX^e siècle et les conditions subies par les populations qui se déplacent de la région Nord-Est du Brésil (touchée par les réversions cycliques de l'économie ainsi que par le problème de la sécheresse) vers la région amazonienne. Attirées par l'expansion de la production de caoutchouc destiné à l'exportation, ces populations connaîtront de mauvaises conditions de vie, ce qui configure, comme l'affirme Furtado, une perte de ressources humaines à un moment où l'économie brésilienne cherchait à augmenter l'offre de main-d'œuvre disponible.

⁷⁵³ Selon C. Furtado, l'abolition de l'esclavage ne constitue en soi ni création ni destruction de richesse, mais simplement une redistribution de la propriété : la propriété de la force de travail passe du seigneur d'esclaves (pour qui elle constituait un actif comptable) à l'individu libre (pour qui elle devient une virtualité). L'abolition ne transforme pas directement l'esclave en travailleur salarié, sauf dans l'hypothèse d'inexistence de terres disponibles et d'aucune possibilité d'émigration. Dans ce cas, le changement n'est que formel, l'esclave libéré passant à percevoir un salaire monétaire compatible avec son niveau de subsistance antérieur. Dans l'extrême

main-d'œuvre dans l'économie d'exportation en expansion a alors été compensée par l'immigration européenne vers les régions caféières.⁷⁵⁴ Cependant, l'esclavage constituant la base du système de pouvoir établi à l'époque coloniale, sa disparition enlevait un frein au développement économique du pays. Quant à la masse des descendants d'esclaves, elle conserve un cadre de vie rudimentaire dans la première moitié du XX^e siècle, jouant un rôle passif dans les transformations économiques du pays.⁷⁵⁵

La deuxième moitié du XIX^e siècle est marquée par une forte croissance du revenu réel du secteur exportateur et par l'émergence d'un flux de revenu monétaire sous forme de salaires, notamment à partir du dernier quart du XIX^e siècle.⁷⁵⁶ Un changement qualitatif est alors en cours, l'expansion de l'économie brésilienne s'appuyant désormais sur un secteur basé sur le travail salarié, différemment de l'expansion antérieure fondée sur le travail esclave ou sur les divers noyaux de subsistance. Comme le souligne C. Furtado, la dynamique de ce nouveau système engendre les transformations structurelles responsables de la « naissance, au Brésil, d'une économie de marche intérieur »⁷⁵⁷ dans la première moitié du XX^e siècle. Dans ce sens, les mouvements d'expansion et de contraction de l'activité exportatrice passent à produire des effets internes divers sur la structure économique, l'« ancien binôme économie d'exportation-économie de subsistance [étant] substitué par un autre : économie d'exportation-économie de marché intérieur »⁷⁵⁸. Dans son analyse, Furtado observe toutefois que la croissance qui s'amorce au Brésil à la deuxième moitié du XIX^e siècle est survenue après trois quarts de siècle de stagnation ou de régression de son revenu par tête, tandis que les États-Unis croissaient depuis le dernier quart du XVIII^e siècle. C'est, dès lors, dans ce

opposé, avec une offre de terres élastique, les esclaves libérés auraient tendance à se consacrer à l'agriculture de subsistance ; toutefois, comme l'analyse Furtado, dans ce cas, les propriétaires dépourvus de main-d'œuvre auraient tendance à offrir des salaires plus élevés afin de retenir les travailleurs, produisant une redistribution de revenu en faveur de ces derniers. Cependant, au Brésil, ces cas extrêmes n'ont pas eu lieu : la région sucrière se rapprochait plus du premier cas (avec des salaires relativement faibles), tandis que dans la région caféière, l'ancien esclave rencontrait des conditions plus favorables pour se consacrer à l'économie de subsistance, ou alors il pouvait vendre sa force de travail à des salaires relativement élevés. Furtado observe, toutefois, que la région caféière a connu avec l'abolition une réduction du degré d'utilisation de la force de travail : les salaires plus élevés que le niveau de subsistance permettaient alors aux anciens esclaves de survivre en travaillant moins. Ce serait, comme l'analyse Furtado, un comportement déterminé par le système social dont étaient issues ces populations, « [le] travail étant pour [l'esclave] une malédiction et le loisir un bien inaccessible ». *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. VI.4, citation p. 120.

⁷⁵⁴ Voir *ibid.*, chap. IV, sous-chap. VI.2. Voir aussi : Ricardo BIELSCHOWSKY, « *Formação Econômica do Brasil : uma obra-prima do estruturalismo cepalino* », *op. cit.*

⁷⁵⁵ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, chap. IV, sous-chap. VI.4.

⁷⁵⁶ Furtado souligne que, à cette époque, commencent à se configurer les disparités régionales au Brésil, le niveau de revenu de la région Nord-Est restant stagné et ses structures économiques figées, tandis que le Centre-Sud expérimentait une période de croissance de son revenu par tête, avec des changements qualitatifs dans sa structure économique. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 339. Pour l'analyse de Furtado sur la croissance économique des différentes régions du pays dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, y compris ses estimatives sur le comportement de leurs niveaux de revenus, voir Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, chap. IV, sous-chap. VII.

⁷⁵⁷ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, chap. IV, sous-chap. VIII, p. 129.

⁷⁵⁸ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 339.

retard relatif de l'économie brésilienne que seraient à chercher les origines de son sous-développement, comme l'explique Furtado :

« Ce retard ne trouve pas sa cause dans le rythme de développement passablement intense des cent dernières années, mais dans la récession survenue au cours des trois-quarts de siècle précédents. Le Brésil ne réussit pas alors à s'intégrer dans les courants en expansion du commerce mondial pendant cette phase de révolution des structures économiques des pays les plus avancés et de profondes dissemblances naquirent entre son économie et celles de ces derniers pays. »⁷⁵⁹

La nouvelle étape d'expansion de l'économie brésilienne basée sur le travail salarié permet la propagation du flux de revenu créé par le secteur exportateur (en l'occurrence, le secteur caféier) vers d'autres secteurs de l'économie à travers les dépenses de consommation des salariés. La masse des salaires payés par le secteur exportateur constitue alors le noyau de l'économie de marché intérieur et engendre une meilleure utilisation des facteurs de production déjà existants dans le pays.⁷⁶⁰ En analysant la propagation du flux de revenu créé par les exportations, Furtado observe que le secteur exportateur a pu disposer, dans les périodes d'expansion, de la main-d'œuvre en provenance d'autres secteurs de l'économie (à salaires plus faibles), sans avoir à augmenter ses salaires réels.⁷⁶¹ L'auteur argumente que si une partie de l'augmentation de la productivité dans les périodes de hausse cyclique avait été transférée vers les salaires, l'économie aurait eu de meilleures conditions de défense dans les périodes de dépression, y compris par rapport à l'évolution des termes de l'échange.⁷⁶² Autrement, « tout le poids des dépressions cycliques se concentrait sur la masse des bénéfiques », finissant par être transféré vers d'autres secteurs de la collectivité.⁷⁶³

La croissance du revenu créé par le secteur exportateur (et par conséquent, de la masse des salaires) produit un effet multiplicateur sur les autres activités productrices à l'intérieur de

⁷⁵⁹ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, op. cit., chap. IV, sous-chap. VII, p. 128. Comme l'observe R. Bielschowsky, cette analyse de C. Furtado suggère que si l'expansion caféière s'était ensuivie au déclin de l'économie minière, l'économie brésilienne aurait pu éviter ce retard relatif, voire le sous-développement. Cette période de trois quarts de siècle pendant laquelle une réserve de main-d'œuvre s'accumule dans l'économie de subsistance aurait pu être, dans le cas d'une expansion du secteur exportateur, une période d'élévation de la productivité et des salaires, ainsi que de formation d'un marché interne. Alors, à l'exemple des États-Unis, une structure productive diversifiée aurait pu être formée au Brésil, évitant la constitution d'un système économique dualiste (où coexistent des secteurs modernes et des secteurs de subsistance). Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, « *Formação Econômica do Brasil : uma obra-prima do estruturalismo cepalino* », op. cit., p. 49.

⁷⁶⁰ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, op. cit., chap. IV, sous-chap. VIII.

⁷⁶¹ Si le salaire réel du secteur exportateur restait stable, celui de l'ensemble de l'économie augmentait en raison de l'absorption de la main-d'œuvre du secteur de subsistance. *Ibid.*

⁷⁶² Dans cette argumentation de Furtado l'on retrouve l'analyse prebischienne des effets de l'offre abondante de main-d'œuvre sur les termes de l'échange d'un pays. Les salaires offrant plus de résistance à la baisse que les bénéfiques, quand une partie de la rentabilité obtenue dans les périodes de hausse cyclique est transférée vers les salaires, l'économie présente une capacité accrue de défense contre la chute de ses prix et la détérioration des termes de l'échange dans les périodes de baisse cyclique. Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, « *Formação Econômica do Brasil : uma obra-prima do estruturalismo cepalino* », op. cit., p. 51.

⁷⁶³ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, op. cit., chap. IV, sous-chap. VIII, p. 132.

l'économie.⁷⁶⁴ De ce fait, la demande monétaire de l'économie a tendance à croître plus rapidement que les exportations, entraînant la possibilité de déséquilibres externes en raison de l'augmentation des importations qui suit, selon un rapport relativement stable, la croissance du revenu interne.⁷⁶⁵ La tendance au déséquilibre externe d'une économie exportatrice de produits primaires se manifeste alors aux moments de crise dans les centres industriels, quand chutent les prix des produits primaires, se réduisant immédiatement l'entrée de devises dans le pays à économie dépendante ; la demande d'importations, toutefois, ne se réduit pas automatiquement, continuant même de croître pendant une période après la réduction de l'offre de devises.⁷⁶⁶ Un déséquilibre initial dans la balance des paiements du pays est alors créé. Les déséquilibres de la balance des paiements, de même que l'inflation monétaire, sont une réponse caractéristique des économies dépendantes aux cycles économiques.

Furtado souligne que, dans les économies industrialisées, les phénomènes cycliques sont liés au niveau des investissements, dont la contraction engendre une réduction de la demande globale ainsi que des importations, qui sont principalement composées par les produits primaires des économies dépendantes. Dans ces dernières, la crise débute, distinctement, par une réduction de la valeur de leurs exportations, dont les prix chutent plus rapidement que ceux des produits importés (en l'occurrence, des produits manufacturés) ; une dégradation des termes de l'échange du pays (rapport entre les prix d'importation et les prix d'exportation) est alors observée, en même temps qu'un mouvement de sortie de capitaux du pays, cela en raison du paiement du service des capitaux étrangers et de la réduction de leur entrée. L'analyse de Furtado montre que les déséquilibres dans la balance des paiements rendaient difficile le fonctionnement de l'étalon-or à mesure que l'économie esclavagiste-exportatrice (où la demande monétaire était égale aux exportations et pouvait se transformer entièrement en importations) était substituée par le nouveau système à base de travail salarié, sujet à des déséquilibres externes.⁷⁶⁷

Les nouvelles conditions de l'économie brésilienne dans la période d'expansion de l'économie caféière demandaient un entendement des problèmes économiques qui dépassait le cadre analytique des hommes publics brésiliens, marqué par une transposition acritique des doctrines économiques européennes aux problèmes économiques brésiliens. À ce sujet,

⁷⁶⁴ F. de Oliveira observe que l'influence de Keynes apparaît dans la centralité accordée à la question de la demande dans l'approche de Furtado, aussi bien en ce qui concerne la demande de travail que la demande engendrée par le flux de revenu produit par l'économie caféière. Oliveira affirme que Furtado fait une « relecture keynésienne de l'histoire brésilienne ». Cf. Francisco de OLIVEIRA, « *Formação econômica do Brasil : gênese, importância e influências teóricas* », in *id.*, *A navegação venturosa...*, *op. cit.*, p. 86 (citation) et p. 95.

⁷⁶⁵ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, chap. IV, sous-chap. IX.

⁷⁶⁶ *Ibid.*

⁷⁶⁷ *Ibid.*

Furtado affirme :

« Cette économie étant une dépendance des centres industriels, on pouvait difficilement éviter la tendance à ‘interpréter’ les problèmes économiques du pays par analogie avec ce qui se passait en Europe. La science économique européenne pénétrait par le biais des écoles de droit et tendait à se transformer en un ‘corps de doctrine’ que l’on acceptait indépendamment de toute tentative de confrontation avec la réalité. [...] Cette inhibition mentale à capter la réalité d’un point de vue à la fois critique et scientifique est particulièrement frappante en regard des problèmes monétaires. »⁷⁶⁸

Prisonniers des règles de l’étalon-or, les hommes politiques brésiliens essayaient de les appliquer à la monnaie brésilienne, pourtant, inconvertible ; conséquemment, dans la mesure où la réalité brésilienne s’éloignait du « domaine idéal de la doctrine », l’inconvertibilité, les déficits budgétaires et les émissions monétaires étaient perçus comme des aspects pathologiques de cette société.⁷⁶⁹ Furtado observe que cette « anomalie », qui était en effet « la réalité au centre de laquelle on vivait » n’a, toutefois, jamais fait « l’objet d’une étude systématique ». Ainsi, la « foi inébranlable dans les principes d’une doctrine sans fondement » dans la réalité du pays se conservera pendant les trois premières décennies du XX^e siècle.⁷⁷⁰

La correction des déséquilibres externes qui, dans le cadre l’étalon-or devait se produire par la liquidation des réserves métalliques et actifs étrangers, au Brésil était réalisée par la variation du taux de change (le pays ne disposant d’ailleurs pas de réserves passibles d’être liquidées).⁷⁷¹ En l’absence de pressions pour l’augmentation des salaires, ou pour l’investissement en capital visant à élever le niveau de productivité par l’amélioration des méthodes de production, les modifications des prix à l’exportation du café avaient des effets directs sur les revenus des entrepreneurs.⁷⁷² Cependant, si l’élévation cyclique des prix du

⁷⁶⁸ *Ibid.*, p. 136.

⁷⁶⁹ *Ibid.*, p. 136 (citation) et p. 137. Comme l’observe L. F. de Alencastro dans son analyse sur l’élaboration du livre de Celso Furtado (1959), l’idée de dépendance avait déjà été illustrée par l’auteur dans son livre *Uma economia dependente* (1956, *op. cit.*). Ce concept est alors repris dans *Formação econômica do Brasil* et « étendu de l’économie et de la société à l’idéologie qui formait la pensée brésilienne ». Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos, op. cit.*, p. 27. Dans son étude sur l’histoire de « l’idée » de développement économique, H. W. Arndt affirme que Celso Furtado semble avoir été le premier auteur à développer, en une théorie de la « dépendance », l’interprétation de l’économie mondiale en termes de centre-périphérie de R. Prebisch. Arndt fait référence au livre *Formação econômica do Brasil*, à partir duquel Furtado aurait dépassé l’interprétation du partage inégal des bénéfices du développement entre le centre et la périphérie, en y introduisant l’idée d’une dépendance impliquant domination et exploitation économique. C. Mallorquin, à son tour, observe que, en acceptant la proposition de Arndt (qu’il relativise en affirmant la différence entre l’emploi d’un mot et la construction d’un concept), l’on doit remonter aux textes de Furtado de 1954 (*A economia brasileira*) et de 1956 (*Uma economia dependente*), où sont présentées des idées reprises dans *Formação*. Cf. Heinz W. ARNDT, *Economic development : the history of an idea*, Chicago/London, The University of Chicago Press, 1989, p. 120 ; Carlos MALLORQUIN, *Celso Furtado : um retrato intelectual, op. cit.*, p. 331-333.

⁷⁷⁰ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil, op. cit.*, chap. IV, sous-chap. IX, p. 137.

⁷⁷¹ *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. X.

⁷⁷² Furtado souligne l’existence d’une réserve de main-d’œuvre dans le secteur de subsistance, complétée par l’immigration, ainsi que la disponibilité de terres (qui stimulait une utilisation extensive du sol, par l’expansion

café augmentait les revenus des producteurs, leur baisse cyclique n'engendrait pas un mouvement équivalent de contraction des marges de bénéfices des producteurs. Alors, au lieu de permettre que les crises internationales pénètrent le système économique générant une baisse des prix d'exportation et des bénéfices des producteurs (ce qui aurait des effets sur l'activité des autres secteurs de l'économie produisant une réduction de la demande d'importations), la dévaluation cambiaire, employée comme mécanisme de correction des déséquilibres, avait des conséquences distinctes sur l'économie. Comme Furtado l'explique, ce mécanisme avait pour effet de « socialiser les pertes » qui se seraient autrement concentrées sur les profits : la dévaluation cambiaire réduisait le pouvoir d'achat des consommateurs de produits importés (y compris le propre groupe des entrepreneurs exportateurs) en même temps qu'elle réduisait les pertes des exportateurs, auxquels bénéficiait l'élévation du prix, en monnaie nationale, des devises étrangères. Il se produisait alors un transfert de revenus de l'ensemble des consommateurs de produits importés en faveur des entrepreneurs exportateurs ; ce transfert était renforcé par le fait que les importations consommées par les travailleurs étaient composées notamment de biens essentiels (comme les aliments et les tissus, à faible élasticité-revenu), tandis que les classes non salariées demandaient aussi des importations non essentielles (à élasticité-revenu élevée). Ainsi, les revenus tendaient à se concentrer dans cette économie aussi bien dans les périodes de prospérité, quand les entrepreneurs accaparaient les gains de productivité (découlant de l'extension de la production), que dans les périodes de baisse cyclique, quand le mécanisme de réajustement du taux de change permettait de transférer les pertes à la grande masse des consommateurs.⁷⁷³

À la différence d'une économie industrielle, dans laquelle une crise économique pouvait engendrer l'élimination des éléments les moins efficaces du système et le préparer, par la concentration du pouvoir financier, à une étape supérieure de développement capitaliste, dans une économie dépendante, « la crise se présentait comme un cataclysme imposé de l'extérieur ».⁷⁷⁴ À propos de la politique de socialisation des pertes visant au maintien du niveau de l'activité économique, Furtado argumente alors que, dans une économie exportatrice de produits primaires, et notamment dans le cas du café, la possibilité de récupération après une période de dépression était restreinte. Comme il n'existait pas de marge de réduction des salaires (qui n'augmentaient pas dans les périodes de hausse cyclique), la crise du secteur exportateur impliquerait une réaction de la part des entrepreneurs

des plantations) comme des éléments inhibant l'intérêt des entrepreneurs à augmenter la productivité physique des facteurs de production employés (la terre et le travail). *Ibid.*

⁷⁷³ *Ibid.*

⁷⁷⁴ *Ibid.*, p. 142.

dans le sens de la réduction de la production ; les pertes seraient alors considérables, car le café est une culture qui demande des investissements à long terme et une grande immobilisation de capital. En ce qui concerne l'emploi, les possibilités d'utilisation alternative de la main-d'œuvre étaient restreintes ; le retour de ces populations à l'économie de subsistance représenterait alors une baisse des revenus monétaires, avec des répercussions sur l'économie de marché intérieur, amplifiant la dépression de l'économie. La conservation du niveau des exportations, responsable du maintien du niveau de l'emploi, se montrait, dans ces conditions, profitable à l'ensemble de la collectivité.⁷⁷⁵

C. Furtado montre que la politique cambiaire visant à maintenir le niveau des exportations aura des implications aussi bien sur les finances publiques que sur le pouvoir d'achat de la population, notamment de la population urbaine, grande consommatrice de biens importés (dont aliments). En raison de la dévaluation monétaire, le gouvernement était obligé de consacrer une partie plus importante de ses recettes en monnaie nationale au paiement des services de la dette extérieure (contractée en or) ; en outre, la défense du taux de change menait à des emprunts extérieurs successifs, aggravant les déficits. Pour le financement de son déficit, le gouvernement avait alors recours aux émissions de papier-monnaie, engendrant des pressions inflationnistes avec des effets immédiats sur les zones urbaines. Comme le signale Furtado, « la dépression externe (réduction du prix des exportations) se transformait à l'intérieur en un processus inflationniste ».⁷⁷⁶

Face à la croissance de la dette extérieure et une situation interne de pénurie de moyens de paiements, la fin du XIX^e siècle sera marquée au Brésil par des divergences croissantes entre les différentes régions du pays. La fin de la traite des esclaves et l'expansion du travail salarié engendrent des modifications dans l'organisation sociale, notamment dans les régions caféières, qui passent à réclamer l'action du gouvernement dans le champ des services publics. La proclamation de la République (1889) survient alors dans un contexte de mouvements de revendication d'autonomie régionale. Si les dévaluations de la monnaie répondaient aux intérêts des groupes exportateurs, d'autres intérêts surgissent à cette époque qui s'opposent à cette politique, comme les groupes salariés, les petits agriculteurs liés au marché interne, les entreprises étrangères (services publics) et les groupes industriels naissants, à qui la dévaluation de la monnaie portait préjudice. Une période de tensions entre

⁷⁷⁵ *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. X.

⁷⁷⁶ *Ibid.*, chap. IV, sous-chap. XI, p. 145. Comme le souligne J. Love, « [depuis] ses débuts comme théoricien structuraliste en 1950, Furtado s'est intéressé à l'inflation comme une caractéristique persistante de l'économie brésilienne ». L'idée fondamentale de l'approche structuraliste était que les caractéristiques structurelles des économies latino-américaines (comme l'offre agricole inélastique, la détérioration séculaire des termes de l'échange qui augmentaient les prix des importations, etc.) engendraient des pressions inflationnistes durables. Cf. Joseph. L. LOVE, *Crafting the Third World*, op. cit., p. 160.

le niveau fédéral et les États marquera alors les premières décennies du XX^e siècle : en même temps que la décentralisation républicaine accorde une plus grande souplesse au gouvernement dans le domaine économique, pour répondre aux intérêts des groupes agricoles exportateurs, elle permet l'ascension politique de nouveaux groupes sociaux, réduisant l'emprise des exportateurs sur le gouvernement central.⁷⁷⁷

Furtado analyse, alors, dans la dernière partie de son livre, la transition de l'économie brésilienne vers un système industriel, dans le cadre de la crise de l'économie caféière. Les mesures prises par le gouvernement en vue de la défense des prix du café, particulièrement face à la crise de 1929, sont alors à l'origine du déplacement du centre dynamique de l'économie brésilienne vers le marché intérieur, par le biais d'un processus de substitution des importations par des biens de production interne (processus d'industrialisation par substitution d'importations).⁷⁷⁸

Si la décentralisation républicaine contribue au renforcement du pouvoir régional des producteurs de café, elle permet également la montée de pressions venant des classes urbaines dans le sens d'une politique de récupération du taux de change. Rendu impraticable le mécanisme des dévaluations de la monnaie comme forme de soutien de la production caféière, les États producteurs œuvrent à la mise en place d'une nouvelle politique, dite politique de « valorisation » du café.⁷⁷⁹ Le marché mondial affrontait alors une crise de surproduction de café ; l'expansion des plantations rencontrant des conditions favorables au Brésil, l'offre interne du produit avait augmenté de façon continue dans les dernières décennies du XIX^e siècle. Alors, contrôlant les trois quarts de l'offre mondiale du produit, les entrepreneurs brésiliens disposaient de conditions privilégiées pour tenter une politique de défense des prix du café : la rétention d'une partie de la production, sous forme de stocks, produirait une contraction artificielle de l'offre mondiale, protégeant les producteurs des baisses des prix et leur permettant de répondre à la demande supplémentaire dans les périodes de hausse. Cependant, la politique de défense des prix du café stimulait l'investissement de nouveaux capitaux dans ce secteur, engendrant des pressions supplémentaires sur l'offre. Furtado résume ainsi la situation :

⁷⁷⁷ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, op. cit., chap. IV, sous-chap. XI.

⁷⁷⁸ C. Furtado reprend dans cette partie de son livre des réflexions réalisées dans le cadre de la CEPAL, présentées dans *Estudio Económico de América Latina, 1949* (notamment dans le chapitre VII, consacré au développement brésilien, dont l'élaboration est attribuée à Furtado). L'auteur avait aussi développé ces réflexions dans le livre *A economia brasileira* (1954). Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 339.

⁷⁷⁹ L'accord signé à Taubaté (État de São Paulo) en 1906, prévoyait l'intervention du gouvernement dans le marché afin de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande du produit, par l'achat des excédents. Ces achats seraient financés par des emprunts à l'étranger, dont les services seraient payés par le moyen d'un nouvel impôt (en or) sur le café exporté. Les gouverneurs des États producteurs de café s'engageaient alors à décourager l'expansion des plantations, dans le but de régler, dans le long terme, le problème de la surproduction. Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, op. cit., chap. V, sous-chap. I.

« [La] défense des prix donnait à la culture du café une situation privilégiée parmi les matières premières qui alimentaient le commerce international. L'avantage relatif qu'offrait ce produit avait donc tendance à augmenter. D'autre part, les bénéfices élevés obligeaient l'entrepreneur à poursuivre ses investissements. Il devenait donc impossible d'éviter que ces investissements ne retournent à la culture même du café. Ainsi le mécanisme de défense de l'économie du café était-il en dernière instance un processus de transfert sur l'avenir de la solution d'un problème chaque jour plus sérieux. »⁷⁸⁰

La crise de 1929 survient alors à un moment d'extrême vulnérabilité du mécanisme de défense de l'économie du café : la production était en hausse tandis que l'exportation restait stable (en 1927-9, n'ont pu être exportés que deux tiers de la production).⁷⁸¹ Se configurait alors une situation de déséquilibre structurel entre l'offre et la demande de café, sans aucune perspective d'utilisation économique, dans un proche avenir, des stocks accumulés. Selon l'analyse de Furtado, l'« erreur » de cette politique résidait dans la méconnaissance des caractéristiques propres d'une activité économique de nature coloniale, comme était la production de café brésilienne. La crise de surproduction aurait pu être évitée par l'encouragement d'autres activités d'exportation ; toutefois, les prix élevés maintenus sur le marché international auraient certainement incité l'entrée dans ce marché d'autres concurrents, éliminant ainsi la situation de semi-monopole à la base de la politique de « valorisation » du café. Ainsi, même bien conçue, cette politique aurait engendré, selon l'analyse de Furtado, des effets négatifs sur le long terme⁷⁸² ; cependant, de la manière dont elle est conduite au Brésil, cette politique finit par approfondir la crise de l'économie caféière. En réalité, le gouvernement cherchait à éviter les déséquilibres externes en finançant la formation des stocks de café par le biais d'emprunts à l'étranger ; ceux-là, sommés à l'entrée de capitaux privés, ont engendré des conditions cambiales favorables, dans la deuxième moitié des années 1920, à l'établissement d'une politique de convertibilité. Un déséquilibre potentiel était alors créé en raison de la vulnérabilité de l'économie à une fuite de capitaux. Effectivement, la politique de convertibilité a engendré l'épuisement, en l'espace d'un an (à partir de la fin 1929) des réserves métalliques du pays.

Face à une situation de surproduction de café⁷⁸³ et d'absence de financement étranger pour la poursuite de la politique d'achat des excédents de production, le choix se posait entre

⁷⁸⁰ *Ibid.*, p. 152.

⁷⁸¹ Furtado fait remarquer que la demande de café a pour caractéristique de croître lentement accompagnant la croissance de la population et de l'urbanisation. Ainsi, la prospérité des pays industrialisés dans les années 1920 ne modifie pas la dynamique de la demande de café : faible contraction dans les périodes de dépression et faible expansion dans les périodes de prospérité. *Ibid.*, chap. V, sous-chap. I.

⁷⁸² À l'exemple des pressions inflationnistes qui en étaient engendrées : les emprunts à l'étranger servaient de base à l'expansion des moyens de paiement destinés à l'acquisition du café que l'on cherchait à retirer du marché. L'augmentation du revenu monétaire des producteurs de café engendrait alors des pressions inflationnistes et une croissance des importations (en raison de la faible élasticité de l'offre interne). *Ibid.*

⁷⁸³ Le niveau le plus élevé de la production de café sera atteint en 1933 (au point le plus profond de la dépression internationale), fruit des grandes plantations réalisées en 1927-8. *Ibid.*, chap. V, sous-chap. II.

l'abandon des plantations ou le transfert vers la collectivité de la charge d'une politique de défense du café. Le mécanisme des dévaluations - et de socialisation des pertes - est alors actionné, mais il restait le problème des stocks grandissants et sans perspectives d'écoulement sur le marché international. La destruction des excédents de café s'imposait comme conséquence de la production en expansion pendant les années de la dépression internationale (et de baisse des prix des produits primaires). L'analyse de Furtado montre que cette politique a eu l'effet, en évitant une contraction du revenu monétaire du secteur exportateur, de préserver le niveau d'emploi dans les autres secteurs liés au marché interne, grâce au flux de salaires émanant de l'économie caféière. En soulignant que la valeur du produit détruit était alors très inférieure au montant de revenu créé, l'auteur affirme : « Nous étions en vérité en train de construire les fameuses pyramides que, des années plus tard, préconisera Keynes. Ainsi la politique de défense du café se concrétisa dans les années de dépression en un véritable programme de soutien du revenu national. »⁷⁸⁴ Cette politique, suivie « inconsciemment » comme un « sous-produit de la défense des intérêts caféiers », aurait permis au Brésil d'entamer son redressement économique avant les pays industrialisés, et sans le concours d'aucun facteur extérieur.⁷⁸⁵ Le pouvoir d'achat créé par les sommes injectées dans l'économie (expansion de crédit) pour l'acquisition du café et sa destruction a évité une chute plus profonde de la demande des secteurs dépendant indirectement du revenu créé par le secteur exportateur.⁷⁸⁶

En même temps que la politique de défense du café s'avérait un programme de soutien du revenu national, elle approfondissait les déséquilibres externes. La chute du pouvoir d'achat de la monnaie nationale à l'étranger (augmentant les prix des importations) comprimait le coefficient d'importations du pays. Alors, retenu à l'intérieur du pays, le revenu créé par la politique de défense du café stimulait le secteur produisant pour le marché intérieur. Ce dernier, offrant des opportunités d'investissement plus favorables que le secteur exportateur⁷⁸⁷, devient prépondérant dans le processus de formation de capital dans l'économie brésilienne. Furtado affirme que « le facteur dynamique dans les années qui suivent la crise devient sans aucun doute le marché intérieur »⁷⁸⁸, dont les activités croissent impulsées aussi bien par leurs propres bénéfices en expansion que par les capitaux attirés du

⁷⁸⁴ *Ibid.*, p. 162.

⁷⁸⁵ *Ibid.*, p. 163.

⁷⁸⁶ Et l'auteur de conclure : « aux époques de dépression, qui se caractérisent par le sous-emploi de la capacité productrice [...] il est plus important de créer une demande effective qui amène à utiliser la capacité productrice oisive que d'augmenter cette capacité productrice. » *Ibid.*, p. 164.

⁷⁸⁷ La capacité productrice du secteur caféier est réduite de moitié dans les quinze années qui suivent la crise. L'agriculture d'exportation absorbe alors une partie des capitaux disponibles, profitant notamment des prix internationaux favorables du coton. *Ibid.*, chap. V, sous-chap. III.

⁷⁸⁸ *Ibid.*, p. 166-167.

secteur d'exportation. Quant aux difficultés pour l'importation (vu la dépréciation de la monnaie) des équipements nécessaires à l'augmentation de la capacité productrice du secteur industriel, Furtado observe que, dans une première étape, une utilisation plus intensive de la capacité déjà installée dans le pays a été effectuée ; il souligne également la possibilité d'acquisition à bas prix d'équipements d'occasion à l'étranger, en provenance d'entreprises ayant cessé leurs activités au cours de la dépression.⁷⁸⁹

En s'appuyant sur les données présentées dans l'*Estudio económico de América Latina*, Furtado affirme que la capacité d'importation de l'économie brésilienne ne se redresse pas au cours des années 1930 : si le quantum des exportations augmente, leur pouvoir d'achat à l'étranger diminue. Toutefois, la production industrielle connaît un accroissement de plus de cinquante pour cent entre 1929 et 1937 ; en même temps, la production primaire tournée vers le marché intérieur augmente de quarante pour cent, et le revenu national de vingt pour cent. L'analyse de Furtado montre que, en n'ayant pas suivi une politique économique orthodoxe durant les années de crise, le Brésil a été capable d'entamer son redressement économique avant d'autres pays d'économie spécialisée dans la production de produits primaires (dont la croissance est restée dépendante de l'impulsion externe).⁷⁹⁰

Le déséquilibre externe engendré par la politique de défense du café, en établissant un nouveau rapport de prix entre les articles de production interne et les articles importés, stimule le développement d'industries destinées à substituer les importations.⁷⁹¹ Cependant, la récupération des prix des produits exportés, notamment pendant la Seconde Guerre mondiale, en valorisant le pouvoir d'achat extérieur de la monnaie nationale, portait préjudice à la fois aux intérêts des caféiculteurs (dont le revenu en monnaie nationale baissait) et à ceux des producteurs liés au marché intérieur (vu la possibilité d'augmentation des importations). Les intérêts des deux secteurs étant convergents, le gouvernement décide de fixer le taux de change à un niveau qui reflétait la situation des années 1930.⁷⁹² Toutefois, des déséquilibres internes en sont engendrés, du fait du déplacement de facteurs de production vers les activités pouvant profiter de la situation internationale favorable aux vendeurs sur le marché mondial.

Furtado fait remarquer que l'économie brésilienne, tout en accumulant des réserves de change (c'est-à-dire, en n'utilisant pas une partie de la production du pays), fonctionnait avec la pleine utilisation de sa capacité de production. Le flux de revenu dans l'économie augmentait, tant du fait du pouvoir d'achat créé par le secteur externe (suivant l'élévation des

⁷⁸⁹ *Ibid.*, chap. V, sous-chap. III.

⁷⁹⁰ *Ibid.*, p. 168-169.

⁷⁹¹ Le maintien du revenu monétaire à un niveau relativement élevé, tandis que se réduisait la capacité d'importation du pays, a provoqué l'augmentation des prix relatifs des biens importés (nécessaire pour le rétablissement de l'équilibre entre l'offre et la demande de devises). *Ibid.*, p. 171.

⁷⁹² *Ibid.*, chap. V, sous-chap. IV.

prix internationaux), que des salaires payés par le gouvernement. Le déséquilibre entre ce flux de revenu et la masse de biens et services produits met en marche un processus inflationniste (entre 1940 et 1946, le niveau général des prix monte de 86%), que Furtado interprète comme « le symptôme du fait que la forme de répartition du revenu se modifie rapidement ». ⁷⁹³ Et l'auteur d'expliquer :

« Or la hausse des prix n'est pas autre chose qu'une valorisation de tous les biens en cours de production ou déjà produits et aux mains des intermédiaires, sous l'effet de la pression de la demande. Cette hausse des prix a tendance à se propager à tout le système économique et la forme que prend ce processus de propagation est responsable du degré de redistribution du revenu qu'il provoque. » ⁷⁹⁴

Avec la régularisation du marché mondial après la guerre, le coefficient d'importations de l'économie brésilienne tend à s'accroître. Face à une capacité d'importation limitée et à une demande potentielle d'importations qui dépassait les possibilités de paiement du pays à l'étranger, le gouvernement introduit une série de contrôles sélectifs des importations. ⁷⁹⁵ Selon l'analyse de Furtado, ces mesures qui visaient, dans l'immédiat, à éviter l'amplification de la hausse des prix, auront des effets positifs sur le processus d'industrialisation du pays. Est alors prise la décision de restreindre l'importation de biens de consommation, en faveur de l'importation de biens de capital et de matières premières. Protégées de la concurrence externe et pouvant acquérir des matières premières et équipements à des prix relativement plus bas, les industries liées au marché intérieur connaissent une période très favorable à l'investissement. Furtado affirme que les bénéfices de cette politique cambiaire ne sont pas restés concentrés dans le secteur industriel, mais ont aussi été étendus à l'ensemble des consommateurs qui ont pu bénéficier d'une baisse relative des prix des produits industriels (qui augmentaient plus lentement que le niveau général des prix). Nonobstant, le prix des biens manufacturés produits avec les équipements importés augmentant plus que les prix de ces derniers, les entrepreneurs s'approprièrent « une part encore plus grande du bénéfice de l'augmentation de productivité qui pénétrait dans l'économie grâce aux importations ». ⁷⁹⁶

En rappelant son analyse du processus de « socialisation des pertes », responsable de la tendance historique de l'économie brésilienne à l'élévation de son niveau de prix, l'auteur développe le sujet de l'instabilité des prix dans cette économie dans l'après-guerre. ⁷⁹⁷ Après une période de relative stabilité (1947-1949), une recrudescence du niveau de prix est observée à partir de 1949, moment de forte hausse des prix des produits d'exportation

⁷⁹³ *Ibid.*, p. 179.

⁷⁹⁴ *Ibid.*, p. 180.

⁷⁹⁵ La capacité d'importation du Brésil en 1947 était identique à celle de 1929, mais le revenu national avait connu, en même période, une augmentation d'environ cinquante pour cent. *Ibid.*, chap. V, sous-chap. V, p. 183.

⁷⁹⁶ *Ibid.*, chap. V, sous-chap. VI, p. 189.

⁷⁹⁷ *Ibid.*, chap. V, sous-chap. VI : « Les deux aspects du processus inflationniste », p. 188-196.

(notamment du café). Furtado affirme que l'élévation des prix d'exportation (qui engendre l'élévation de la masse de revenu de l'économie) sous un système de contrôle des importations (qui empêche l'augmentation de l'offre de biens de consommation dans le court terme), introduit dans le système économique un déséquilibre de nature monétaire. Dans cette analyse, cependant, l'inflation n'est pas un phénomène monétaire, mais une manifestation externe de la lutte entre les groupes pour la redistribution du revenu réel. Dès lors, l'amélioration des prix de l'échange engendre l'action des groupes économiques dans le sens d'augmenter leur participation dans le revenu réel. En outre, d'autres effets en sont créés, notamment une transmission de la hausse internationale des prix au marché intérieur, où les consommateurs doivent payer plus pour le produit d'exportation, et un transfert de facteurs de production vers le secteur où les prix sont en train d'augmenter. Ce dernier facteur porte préjudice à la production agricole liée au marché intérieur, dont les produits connaissent, en conséquence, une hausse de prix, à un moment où le revenu des consommateurs est en train d'augmenter. Sur ce point, Furtado affirme : « La façon dont s'adapte l'agriculture à cette économie de marché double est en partie responsable de l'instabilité chronique de l'économie brésilienne. »⁷⁹⁸ Le secteur primaire de l'économie brésilienne amplifie, ainsi, les déséquilibres provenant de l'extérieur, ce qui rend plus difficile l'atteinte d'un minimum de stabilité dans son niveau général de prix.⁷⁹⁹

Un chapitre sur « la perspective des prochaines décennies » clôt cet ouvrage de C. Furtado. En affirmant que la première moitié du XX^e siècle est marquée par l'émergence du marché intérieur en tant que centre dynamique du système économique brésilien, Furtado rappelle l'importance du commerce extérieur dans le développement économique, surtout dans les premières étapes du développement. Si l'expansion du secteur extérieur rend alors possible la capitalisation qui permet l'absorption du progrès technique, une contraction de la demande extérieure peut engendrer un retour à des formes d'économie de subsistance.

Dans une deuxième étape du développement, quand la structure du système se transforme (avec l'élévation des investissements dans le secteur industriel et services connexes), le commerce extérieur acquiert une importance stratégique accrue pour le

⁷⁹⁸ *Ibid.*, p. 196.

⁷⁹⁹ Comme l'a remarqué R. Bielschowsky, la fin du chapitre dans lequel C. Furtado analyse le processus inflationniste brésilien (chap. V, sous-chap. VI ; chap. 35 de l'éd. brésilienne), est un des rares moments dans l'ouvrage où Furtado se manifeste à propos de la politique économique qu'il juge la plus appropriée au processus de développement économique national, apportant un « message développementiste ». Furtado y affirme : « Prétendre à la stabilité sans tenir compte de la nature et des dimensions du problème peut entraîner des phénomènes de freinage de la croissance de l'économie. Et, dans une économie de grande potentialité et de faible degré de développement, la dernière chose à sacrifier doit être le rythme de sa croissance. » Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, chap. V, sous-chap. VI, p. 196 (passage repris de son ouvrage *A economia brasileira* [1954], *op. cit.*, p. 187) ; Ricardo BIELSCHOWSKY, « *Formação Econômica do Brasil* : uma obra-prima do estruturalismo cepalino », *op. cit.*, p. 54.

processus de formation de capital. À partir de la Première Guerre mondiale, d'après l'analyse de Furtado, le principal facteur responsable du développement brésilien a été l'investissement lié au marché intérieur⁸⁰⁰, les variations de la capacité d'importation déterminant néanmoins l'intensité de la croissance. À partir de l'observation des années 1950, Furtado pronostique que la plus importante transformation structurelle du troisième quart du XX^e siècle « sera la réduction progressive de l'importance relative du secteur externe dans le processus de formation du capital », de façon à « éviter que les effets de fluctuation de la capacité d'importation ne se concentrent sur le processus de capitalisation ».⁸⁰¹

Malgré le processus d'articulation des diverses régions du pays qui s'est produit dans la première moitié du XX^e siècle, la question des disparités des niveaux de revenu régionaux restait un problème à résoudre dans les années 1950. Le processus d'industrialisation qui commence en même temps dans toutes les régions du pays (les premières industries textiles du Nordeste sont installées vers la moitié du XIX^e siècle), connaît un processus de concentration des investissements dans l'État de São Paulo, qui s'amorce pendant la Première Guerre mondiale et s'accroît dans le deuxième après-guerre.⁸⁰² Soulignant que le processus de concentration régionale du revenu « est spontanément irréversible »⁸⁰³, Furtado conclut : « La solution de ce problème sera très probablement une des préoccupations centrales de la politique économique au cours des prochaines décennies. »⁸⁰⁴

Dès lors, dans cette analyse, l'industrialisation se présente comme condition essentielle pour l'augmentation de la productivité dans des régions très peuplées, la monoculture n'y permettant pas d'atteindre des formes supérieures d'organisation de la production. Furtado met alors en évidence qu'une vision d'ensemble de l'économie nationale est nécessaire afin de permettre un processus d'intégration orienté à une utilisation plus

⁸⁰⁰ Furtado affirme : « La période comprise entre 1920 et 1957 est signalée par une réduction notable de l'importance relative de la demande extérieure comme facteur déterminant du niveau du revenu. [...] Une grande partie des investissements réalisés étaient destinés à créer une capacité productrice en vue de répondre à une demande auparavant satisfaite par des importations. Cependant, dans la mesure où l'économie augmentait tout en réduisant son coefficient d'importations, la composition des importations se modifiait et la part des biens directement liés au processus de capitalisation ne faisait que croître. » Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, op. cit., chap. V, sous-chap. VII, p. 199.

⁸⁰¹ *Ibid.*, p. 200.

⁸⁰² Furtado souligne que la coexistence de deux régions dans une même économie présentant des niveaux de productivité différents a des conséquences pratiques : la main-d'œuvre de la région à basse productivité influence le niveau des salaires de la région où la productivité est plus élevée ; la baisse relative du niveau des salaires de cette dernière améliore la rentabilité du capital (en empêchant les salaires de suivre l'élévation de la productivité), et attire davantage d'investissements ; la concentration des investissements amène des économies externes, augmentant la rentabilité relative des capitaux investis dans la région à plus haute productivité. *Ibid.*, p. 203.

⁸⁰³ *Ibid.*, p. 202.

⁸⁰⁴ *Ibid.*, p. 203. Dans le cas du Nordeste, la réussite de l'industrialisation (qui entraîne une urbanisation rapide) demanderait une meilleure utilisation des terres afin de pourvoir en vivres les populations urbaines. Autrement, la dépendance d'aliments en provenance du Sud du pays réduirait sa rentabilité industrielle, qui est fonction de la productivité du travail et des salaires monétaires payés (lesquels sont conditionnés par le prix des aliments). *Ibid.*, p. 204-205.

rationnelle des ressources et facteurs du pays. Autrement, comme le pronostique Furtado en achevant son livre, à la fin du XX^e siècle, en maintenant ses taux historiques de croissance, le Brésil « continuera à figurer comme une des grandes surfaces du globe où la disparité entre le degré de développement et la constellation des ressources potentielles sera la plus grande. »⁸⁰⁵

La réception internationale de Formação Econômica do Brasil

Témoignent de la portée internationale atteinte par *Formação econômica do Brasil* ses traductions dans des langues aussi diverses que l'espagnol (1962), l'anglais (1963), le polonais (1967, préface de l'économiste Ignacy Sachs), l'italien (1970, préface de l'historien Ruggiero Romano), le japonais (1972), le français (1972, préface de l'historien Frédéric Mauro), l'allemand (1975), le roumain (2000) et le chinois (2002). Arrivé à sa 34^e édition brésilienne en 2007, l'ouvrage avait eu environ 350.000 exemplaires vendus au Brésil, y intégrant, depuis sa sortie, les bibliographies des cours d'économie et de sciences sociales, ainsi que les répertoires des dix livres les plus importants de la pensée brésilienne, et des ouvrages les plus cités dans les revues scientifiques.⁸⁰⁶

Le cinquantième anniversaire de la sortie du livre a été marqué par la publication d'une édition commémorative, organisée (et présentée) par Rosa Freire d'Aguiar Furtado⁸⁰⁷. Composent cette édition un essai introductoire élaboré par l'historien Luiz Felipe de Alencastro⁸⁰⁸, ainsi qu'une « Fortune critique » regroupant vingt-et-un textes consacrés à cet ouvrage (des textes contemporains à sa parution au Brésil, des préfaces et comptes-rendus publiés en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine, et des articles plus récents traitant d'une œuvre déjà classique).⁸⁰⁹

À l'étranger, un des premiers comptes-rendus du livre a été publié par l'économiste américain Allen H. Lester dans *The American Economic Review*, déjà en 1960 (à partir de

⁸⁰⁵ *Ibid.*, p. 206.

⁸⁰⁶ Cf. Rosa F. d'A. FURTADO, « Apresentação », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos, op. cit.*, p. 15. Par rapport à l'influence de ce livre, L. F. de Alencastro souligne que, même sans avoir jamais enseigné de façon régulière dans le pays, Celso Furtado est probablement l'économiste qui a le plus contribué à la formation d'économistes et d'historiens de l'économie au Brésil. Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos, op. cit.*, p. 39.

⁸⁰⁷ Veuve de Celso Furtado, la journaliste et traductrice Rosa F. d'A. Furtado est la directrice culturelle du Centre International Celso Furtado de Politiques pour le Développement (établi à Rio de Janeiro).

⁸⁰⁸ Un nom qui « s'est imposé comme une évidence », l'affirme Rosa Furtado, en raison de sa proximité avec Celso Furtado pendant les « longues années d'exil à Paris », quand s'est consolidé « un dialogue entre l'historien et l'économiste - le même que, d'une certaine façon, a aussi marqué le parcours de *Formação*. » Cf. Rosa F. d'A. FURTADO, « Apresentação », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos, op. cit.*, p. 18.

⁸⁰⁹ Cf. « Fortuna crítica », dans : Celso FURTADO, Rosa F. d'A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos, op. cit.*, p. 345-544. Ce n'est pas notre propos ici de reprendre tous ces textes traitant de *Formação econômica do Brasil*. Sur ce point, notre but est de retenir des analyses permettant d'illustrer la méthode de l'auteur ainsi que ses influences théoriques.

l'édition brésilienne de 1959). Lester souligne que le livre de Furtado met en rapport les tendances récentes de l'économie brésilienne et les racines anciennes des traditions et institutions du pays. Il considère alors que, pour les économistes de langue anglaise, l'intérêt principal du livre réside dans l'appréciation de l'influence de divers facteurs (politiques, sociaux, géographiques, fiscaux, monétaires, etc.) sur la croissance économique et la formation de capital au Brésil. Lester se déclare d'ailleurs impressionné par l'ingéniosité de Furtado dans l'élaboration d'estimations statistiques à partir des données existantes (avec leurs lacunes).⁸¹⁰

Le travail de C. Furtado à la Division de développement économique de la CEPAL n'est pas étranger à sa capacité d'extraire des données statistiques des documents les plus divers.⁸¹¹ Procédant ainsi, il énonce, « pour la première fois dans la historiographie sur le Brésil, des analyses sur la production et le revenu dans les principales étapes de la période coloniale et nationale » ; un effort de systématisation des variables sociales et économiques sans précédents qui influencera les générations futures de chercheurs.⁸¹² Le traitement de l'agro-industrie sucrière illustre la méthode de travail de Furtado : en s'appuyant sur les recherches générales existantes (faute d'études conjoncturelles plus développées), Furtado procède par des estimations de l'ordre de grandeur des richesses de cette économie. C'est alors par une méthode inductive qu'il apporte des réponses aux hypothèses formulées : au-delà de la simple systématisation des connaissances existantes, il pose « des questions-problèmes, capables de susciter des réponses très diverses, fruits elles-mêmes de recherches nouvelles »⁸¹³.

En français, un compte-rendu du livre de Furtado (à partir de son édition en anglais)

⁸¹⁰ Cf. Allen H. LESTER, « *Formação econômica do Brasil* by Celso Furtado », *The American Economic Review*, vol. 50, n° 1, 1960, p. 209-210.

⁸¹¹ A ce sujet, Furtado souligne la présence de l'économiste nord-américain Alexandre Ganz, spécialisé en comptabilité nationale, au sein de la petite équipe de la Division de développement de la CEPAL. Ganz avait cette capacité, l'affirme Furtado, d'élaborer des tableaux statistiques à partir de données fragmentaires, de « développer à partir d'un détail l'ensemble, comme un paléontologue ». Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., p. 246-247. Il est d'ailleurs à souligner l'observation de l'historien F. Iglesias par rapport à la démarche de C. Furtado : « Quand l'auteur, disposant de peu d'éléments, construit l'ensemble d'une situation, il est correct s'il part d'une source sûre, encore que parcimonieuse, s'il conduit son raisonnement par l'application d'outils de choix de la science économique, arrivant à des résultats. » Cf. Francisco IGLESIAS, « Prefácio a *Formação Econômica do Brasil* » [éd. Universidade de Brasília, 1963], in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO, (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*, op. cit., p. 393-422 (citation p. 409-410).

⁸¹² Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*, op. cit., p. 36. L. F. de Alencastro affirme, au sujet des critiques sur « la fragilité des données quantitatives et des calculs faits par Furtado pour analyser la période coloniale et une partie de la période nationale » : « Dans la plupart des fois, il s'agit d'auteurs qui n'ont pas la plus faible idée de comment travaillent les historiens ou qui méconnaissent la historiographie brésilienne antérieure à *Formação econômica*. Ou qui cumulent les deux lacunes. » *Ibid.*, p. 36, note 33.

⁸¹³ Cf. Katia de Queirós MATTOSO, « Hommage à Celso Furtado », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998, p. 5-20, citation p. 8.

paraît dans *Bulletin Hispanique*, en 1964, signé par Frédéric Mauro.⁸¹⁴ À ce moment-là, Furtado avait déjà été privé de ses droits politiques au Brésil par la dictature militaire. Mauro rappelle alors brièvement le parcours de ce « jeune économiste brésilien », dont la carrière a été précédée d'un doctorat à l'Université de Paris, et affirme qu'il « reste un des économistes les plus en vue du Brésil et de l'Amérique latine ». Mauro souligne l'« originalité de Furtado parmi les économistes », lesquels font l'analyse économique du présent, tandis que, s'étant « longuement penché sur le passé », Furtado « éclaire le présent par le passé et il apparaît comme un historien de l'économie ». Comme l'accentue Mauro,

« L'histoire économique n'est pas seulement, en effet, géographie, sociologie, démographie, droit ou ethnologie économiques du passé. Elle doit être plus ; elle doit aboutir à la théorie, c'est-à-dire à la mise en valeur des mécanismes économiques du passé ; à la fois mécanismes généraux de l'économie et mécanismes propres aux structures et au système de telle époque déterminée. Celso Furtado a compris tout cela. Il sait profiter à la fois de tout l'appareil conceptuel mis à sa disposition par une science économique qui a beaucoup progressé en cinquante ans et de la matière que des historiens restés assez près du détail ont su lui préparer. »⁸¹⁵

Malgré quelques points de désaccord avec l'analyse de Furtado, notamment quant à la rentabilité de la production sucrière (que Furtado analyse par une méthode macroéconomique, tandis que Mauro arrive à des conclusions différentes par une méthode microéconomique), Mauro affirme que « l'ouvrage si suggestif de Celso Furtado » sera lu « avec le plus grand intérêt » par les économistes et les historiens.

La parution de l'édition française de *Formação econômica do Brasil*, en 1972, aurait apporté au public français « un renouveau actuel »⁸¹⁶ de la pensée structuraliste de C. Furtado en ce qui concerne le développement économique colonial. L'historien Frédéric Mauro, en écrivant la préface de cette édition, renforce ses points de vue sur l'œuvre et l'auteur : « Ce qui fait la vigueur de cette pensée c'est qu'elle est née d'un combat, d'une familiarité ancienne avec l'histoire du Brésil ». Mauro contredit alors les critiques soulignant que « Celso Furtado est un économiste professionnel et un historien amateur, qu'il est un théoricien qui 'utilise' l'histoire » ; comme Mauro le conçoit, « une vraie histoire économique est d'abord une théorie économique du passé », et donc, « [en] décrivant la dynamique économique du passé brésilien, Furtado fait l'histoire économique du Brésil ».⁸¹⁷ Furtado renouvelle la théorie

⁸¹⁴ Cf. Frédéric MAURO, « Celso Furtado, *The Economic Growth of Brazil. A survey from colonial to modern times* », *Bulletin Hispanique*, vol. 66, n° 1, 1964, p. 242-243.

⁸¹⁵ *Ibid.*, p. 242-243.

⁸¹⁶ Cf. Frédéric MAURO, « Recent works on the political economy of Brazil in the Portuguese Empire », *Latin American Research Review*, vol. 19, n° 1, 1984, p. 87-105.

⁸¹⁷ Cf. Frédéric MAURO, « Préface » à Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, citations p. 6.

des cycles économiques brésiliens⁸¹⁸, offrant une explication à la transition entre les cycles, quand l'économie entrait en période de stagnation.⁸¹⁹

Lors de la parution de la traduction française de l'ouvrage, dans un compte-rendu publié dans la revue *Tiers Monde*, Pedro Padis en souligne le caractère de lecture fondamentale pour ceux qui étudient l'histoire et l'économie du Brésil. Une traduction qui venait, il l'observe, diminuer la rareté des publications en français sur le Brésil, un pays qui, par son évolution récente, éveillait l'intérêt de « tous ceux qui s'intéressent aux problèmes du sous-développement ». Padis accentue, d'ailleurs, qu'il s'agit du « plus important essai d'interprétation globale du processus de développement de ce pays sud-américain », « résultat d'une longue période de réflexion sur la formation de l'économie brésilienne ».⁸²⁰

Sur la démarche de C. Furtado, « très neuve et très stimulante », l'historienne Katia Q. Mattoso souligne que, en cherchant à montrer la spécificité du Brésil dès sa naissance, Furtado construit des « modèles historiques interprétatifs successifs » et compare « d'abord, les deux métropoles ibériques et leurs enjeux coloniaux pour, ensuite, comparer les colonies de peuplement et d'exploitation agricole brésiliennes avec leurs homologues installées au Nord de l'Amérique anglaise et aux Antilles. » Et Mattoso de poursuivre : « Il a donc la volonté de placer l'expérience lusitanienne du Brésil au sein plus vaste d'une problématique économique européenne et atlantique. »⁸²¹ Dans ce sens, cet essai dans la longue durée de l'histoire économique du Brésil, sera considéré par Fernand Braudel comme une œuvre innovatrice du point de vue méthodologique : pour la première fois, la formation du Brésil était placée dans le processus global de l'économie mondiale, sa naissance étant comprise comme partie du processus de développement et d'expansion de l'Europe.⁸²²

D'une façon innovatrice, Furtado cherche à mettre en lumière les facteurs responsables de la formation de différentes structures économiques dans la périphérie du capitalisme européen, en employant une approche comparative de l'histoire des économies nord-américaine et brésilienne.⁸²³ Dans son analyse de la formation de la structure sous-développée

⁸¹⁸ Lancée par João Lúcio de Azevedo dans *Épocas de Portugal econômico* (Lisboa, 1929), comme l'observe Frédéric Mauro (*ibid.*).

⁸¹⁹ F. Mauro souligne que chacun des chapitres de l'ouvrage de synthèse proposé par C. Furtado mériterait d'être développé en livres, à l'aide de nouvelles recherches. Cf. Frédéric MAURO, « Préface » à Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, p. 6. F. Mauro est l'un des chercheurs qui remettent en discussion, en développant des études microéconomiques, certaines hypothèses présentées par Furtado pour la période coloniale. Voir à ce sujet les commentaires de Katia de Queirós MATTOSO, « Hommage à Celso Furtado », *op. cit.*

⁸²⁰ Cf. Pedro Calil PADIS, « Celso Furtado, *La formation économique du Brésil de l'époque coloniale aux temps modernes* », *Tiers-Monde*, vol. 14, n° 56, 1973, p. 897-899.

⁸²¹ Cf. Katia de Queirós MATTOSO, « Hommage à Celso Furtado », *op. cit.*, citations p. 6.

⁸²² Cf. Celso FURTADO, « Celso Monteiro Furtado [entretien] », in C. BIDERMAN, L. F. COZAC, J. M. REGO (org.), *Conversas com economistas brasileiros*, *op. cit.*, p. 75.

⁸²³ Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, « *Formação Econômica do Brasil* : uma obra-prima do estruturalismo cepalino », *op. cit.*

brésilienne, Furtado contraste les grands propriétaires esclavagistes brésiliens avec les petits agriculteurs et les grands commerçants nord-américains, ainsi que la situation des économies nord-américaine et brésilienne à l'époque de leur indépendance ; il présente également, « pour la première fois dans la historiographie, un calcul comparatif entre la démographie des esclaves américains et celle des brésiliens. »⁸²⁴ L'approche de C. Furtado de l'économie des colonies anglaises de l'Amérique du Nord et les conséquences sur leur développement de la pénétration du sucre aux Antilles, ainsi que la confrontation de l'économie brésilienne avec le développement des États-Unis, est une contribution très originale, l'affirme l'historien F. Iglesias ; selon lui, l'ouvrage de Celso Furtado établit même le parallèle le plus réussi entre le développement des nations brésilienne et nord-américaine.⁸²⁵

Cet essai interprétatif de l'histoire économique du Brésil constitue, selon Werner Baer, une des œuvres-clés pour la compréhension du développement brésilien ; pour les économistes du développement, *Formação* « est une excellente démonstration des racines historiques du sous-développement », phénomène qui dépasse alors la question de la rareté du capital et des ressources humaines.⁸²⁶ Relisant *Formação econômica do Brasil* quelques années après sa première édition, et après avoir acquis une connaissance plus large sur le Brésil, W. Baer soulève quelques aspects remarquables du livre. D'abord, Furtado discute des questions qui n'étaient pas à l'ordre du jour à la fin des années cinquante : il utilise déjà le concept de « dépendance » (en référence à l'acceptation des doctrines économiques européennes) ; il apporte, en outre, une vision interdisciplinaire de l'économie du développement, bien avant que cela ne devienne à la mode. En outre, W. Baer souligne l'intérêt de la comparaison entreprise par Furtado des expériences brésilienne et nord-américaine pour la compréhension des facteurs qui ont contribué au retard du développement brésilien.⁸²⁷ Baer attire aussi l'attention sur l'usage que fait Furtado des analyses modernes du

⁸²⁴ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos, op. cit.*, p. 37 ; Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil, op. cit.*, chap. IV, sous-chap. VI.1.

⁸²⁵ Cf. Francisco IGLESIAS, « Prefácio a *Formação Econômica do Brasil* » [1963], in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos, op. cit.*, p. 410. Voir aussi : Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil, op. cit.*, chap. I, sous-chap.V, « Les colonies de peuplement de l'hémisphère nord », et sous-chap. VI, « Les conséquences de la pénétration du sucre aux Antilles », et chap. IV, sous-chap. III, « Comparaison avec le développement des États-Unis » (respectivement, chapitres 5, 6 et 18 de l'édition brésilienne).

⁸²⁶ Cf. Werner BAER, « Furtado revisited », *Luso-Brazilian Review*, vol. 11, n° 1, 1974, p. 114-121 (citation p. 115).

⁸²⁷ A ce sujet, Baer observe que l'absence d'une importante classe marchande native est pointée par Furtado comme l'un des éléments du retard de l'économie brésilienne dans les décennies qui suivent l'indépendance politique du pays (et non seulement la position privilégiée de l'Angleterre dans l'offre de biens manufacturés). Au Brésil, les intérêts des propriétaires terriens, qui contrôlaient le pouvoir politique, étaient, d'après Furtado, compatibles avec la division internationale du travail entre centre et périphérie du XIX^e siècle. Aux États-Unis, au contraire, l'influence des petits propriétaires et des classes marchandes, ainsi que la guerre d'Indépendance contre le fournisseur de biens manufacturés, constituent d'importants facteurs institutionnels qui expliquent le

revenu dans le traitement du phénomène historique ; dans le même sens, le concept de « socialisation des pertes » introduit par Furtado, permet d'apporter une dimension distributive à l'analyse néoclassique (des dévaluations monétaires et programmes de soutien des prix), et donc une meilleure compréhension des interactions entre les forces du marché et les groupes d'intérêt.⁸²⁸

Pour l'historiographie économique au Brésil, *Formação* est une œuvre « d'influence catalysatrice », qui ne constitue pas un travail historiographique « de synthèse » mais, à l'instar de la thèse de doctorat soutenue en 1948 par C. Furtado, une œuvre originale.⁸²⁹ À la différence des ouvrages de synthèse proposés auparavant par Roberto Simonsen et Caio Prado Jr., les deux les plus significatifs de l'historiographie économique brésilienne jusqu'alors, *Formação* constitue un essai interprétatif de l'histoire économique brésilienne.⁸³⁰ Titulaire de la chaire d'histoire économique à l'École de Sociologie et Politique (installée à São Paulo en 1933), R. Simonsen publie, en 1937, un ouvrage riche en données statistiques et calculs de la production et des prix de l'économie brésilienne jusqu'à la veille de l'Indépendance : étant un livre important d'histoire, *História econômica do Brasil (1500-1821)* est, toutefois, un livre « plus d'économiste et financier que d'historien », d'après l'analyse de l'historien Francisco Iglesias.⁸³¹ À son tour, l'ouvrage de Caio Prado Jr., *História econômica do Brasil*, publiée en 1945, cherche à comprendre le problème économique brésilien d'une façon globale jusqu'à l'époque contemporaine ; traitant de questions nouvelles ou insuffisamment traitées auparavant, comme l'industrialisation et l'impérialisme⁸³², Prado Jr., écrivain de formation marxiste, démontre une « sensibilité pour la compréhension du social » et a une « inéquivoque vocation d'historien ».⁸³³ Celso Furtado venait ainsi compléter, selon l'analyse de F. Iglesias, le trio d'auteurs indispensables à la compréhension de l'histoire économique du Brésil. Toutefois, *Formação econômica do Brasil* est plus qu'un prolongement des ouvrages

contraste avec la stagnation socioéconomique du Brésil. Cf. Werner BAER, « Furtado revisited », *op. cit.*, p. 116.

⁸²⁸ *Ibid.*, p. 118.

⁸²⁹ Des observations concernant la recherche bibliographique succincte présentée par C. Furtado dans *Formação econômica do Brasil* découleraient alors de la non connaissance, au Brésil, de sa monographie doctorale, dans laquelle les sources primaires et références bibliographiques utilisées par l'auteur sont plus largement communiquées. Cf. Tamás SZMRECSÁNYI, « Retomando a questão do início da historiografia econômica no Brasil », *Nova Economia*, vol. 14, n° 1, jan.-avr. 2004, p. 11-37.

⁸³⁰ Dans ce sens, *Formação econômica do Brasil* se rapproche de *Formação do Brasil contemporâneo-Colônia* (1942) de Caio Prado Jr., essai interprétatif également basé directement sur les données empiriques disponibles. Si les présupposés théoriques et les périodes traitées diffèrent, les sources utilisées sont souvent les mêmes. Cf. Tamás SZMRECSÁNYI, « Retomando a questão do início da historiografia econômica no Brasil », *op. cit.*, p. 34-35.

⁸³¹ Cf. Francisco IGLESIAS, « Prefácio a *Formação Econômica do Brasil* » [1963], *op. cit.*, p. 399.

⁸³² L'absence de traitement de la question de l'impérialisme (l'impérialisme britannique au XIX^e siècle et le nord-américain depuis 1920) paraît à F. Iglesias être l'une des lacunes de *Formação econômica do Brasil* de Celso Furtado. *Ibid.*, p. 411-412.

⁸³³ *Ibid.*, p. 399-400.

antérieurs, car il a été « conçu et exécuté dans des perspectives propres ». ⁸³⁴ Si Furtado ne cherche pas à reconstituer les événements historiques qui sont derrière les processus analysés, il les connaît, pourtant, pleinement ; sa « sensibilité d'historien » ⁸³⁵ aurait déjà été démontrée auparavant dans *A economia brasileira* (1954), dont des parties ont été reprises ou développées dans l'ouvrage de 1959. Par rapport à la recherche documentaire, considérant que l'interprétation des sources demande des connaissances de sociologie, d'économie et d'anthropologie, F. Iglesias affirme que la base théorique solide de Furtado vient valoriser son ouvrage : Furtado a la « capacité de tirer le maximum de quelques informations, par [sa] connaissance sûre du mécanisme de la vie économique ». ⁸³⁶

Si certaines parties du livre de 1959 sont déjà présentes dans la thèse soutenue par Furtado en 1948, son parcours intellectuel et professionnel depuis son retour de Paris imprimera une approche théorique nouvelle à son œuvre, marquée par la théorie keynésienne et par les idées de la CEPAL (qu'il passe à intégrer depuis 1949). ⁸³⁷ Ces développements de la pensée de C. Furtado peuvent être retrouvés dans les deux livres qui précèdent *Formação*, à savoir, *A economia brasileira* (1954) et *Uma economia dependente* (1956). Le deuxième reprend la partie historique du premier, avec un changement significatif dans la terminologie employée pour caractériser l'économie spécialisée dans l'exportation de produits primaires : le terme « économie coloniale » est remplacé par « économie dépendante » dans le livre de 1956. Les chapitres méthodologiques et théoriques du livre de 1954 ne figurent pas dans celui de 1956, et seront également absents de *Formação*, étant cependant repris et développés dans *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, publié en 1961 (composé d'articles élaborés au cours des années 1950). *Formação econômica do Brasil* correspond alors à une version modifiée et mise à jour (données et bibliographie) des chapitres historiques du livre de 1954, notamment en ce qui concerne les chapitres initiaux, dans lesquels l'auteur traite de la conformation de la structure sous-développée brésilienne (beaucoup plus approfondie et avec des chapitres supplémentaires dans le livre de 1959) ; moins de changements sont observés dans les parties finales du livre qui traitent de l'économie de transition vers le travail salarié, de la crise de l'économie caféière et de la transition vers une économie industrielle. ⁸³⁸

Par rapport à ses années de travail dans la recherche scientifique, notamment en tant qu'économiste de la CEPAL, Furtado lui-même explique :

⁸³⁴ *Ibid.*, p. 400.

⁸³⁵ *Ibid.*, p. 404.

⁸³⁶ *Ibid.*, p. 408.

⁸³⁷ Cf. Tamás SZMRECSÁNYI, « Retomando a questão do início da historiografia econômica no Brasil », *op. cit.*, p. 34.

⁸³⁸ Cf. Celso FURTADO, *A economia brasileira*, *op. cit.* ; Celso FURTADO, *Uma economia dependente*, *op. cit.* Voir aussi les analyses de : Ricardo BIELSCHOWSKY, « *Formação Econômica do Brasil* : uma obra-prima do estruturalismo cepalino », *op. cit.* ; Carlos MALLORQUIN, *Celso Furtado : um retrato intelectual*, *op. cit.*

« La nécessité de porter un diagnostic sur les systèmes économiques nationaux, à des stades différents de sous-développement, l'amena [l'auteur] à *rapprocher les méthodes d'analyse économique de celles de l'histoire*. L'étude comparée de problèmes identiques dans l'abstrait, mais envisagés dans des situations historiques variées ou replacés dans des contextes nationaux bien distincts, conduisit progressivement l'auteur à aborder les problèmes économiques sous l'angle des structures. Celui-ci est convaincu que nous devons avant tout nous efforcer de déterminer dans la phase actuelle des études économiques et sur un plan théorique ce que chaque structure a de spécifique. »⁸³⁹

Dans *Formação*, précisément, la méthode de Furtado est de « rapprocher l'Histoire (vision globale) de l'analyse économique, extraire de celle-ci des questions précises et obtenir les réponses à ces questions dans l'Histoire », son objectif étant « d'avancer une série d'hypothèses interprétatives ».⁸⁴⁰ La démarche de Furtado fait de son livre un classique « d'histoire économique raisonnée », selon l'expression employée par Ignacy Sachs pour le décrire.⁸⁴¹ I. Sachs souligne que Furtado est un économiste qui s'intéresse à la problématique socioéconomique du développement, d'où son intérêt pour l'histoire économique, une fois que les problèmes brésiliens et latino-américains contemporains ne peuvent être compris que par leur mise en contexte historique.⁸⁴² Dès lors, son approche (« extrêmement moderne ») est celle d'un économiste qui pose des questions au matériel historique en vue de présenter les mécanismes de fonctionnement de l'économie brésilienne dans les diverses périodes de son

⁸³⁹ Cf. Celso FURTADO, *Développement et sous-développement*, *op. cit.*, p. 9 (c'est nous qui soulignons).

⁸⁴⁰ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, citations aux pages 331 et 344, respectivement. Similairement, l'on peut retrouver chez l'économiste Maurice Dobb une défense de l'articulation entre l'économie et l'histoire dans l'analyse des problèmes du développement. Dobb souligne qu'une telle démarche peut entraîner des critiques aussi bien du côté des économistes (« an irrelevant wanderer ») que des historiens (« an intruding amateur »). Cependant, il affirme : « [the author] has, nevertheless, been encouraged to persevere by the obstinate belief that economic analysis only makes sense and can only bear fruit if it is joined to a study of historical development, and that the economist concerned with present-day problems has certain questions of his own to put to historical data. [...] it is not a matter simply of verifying particular assumptions, but of examining the relationships within a complex set of assumptions and between this set as a whole and changing actuality. It is a matter of discovering from a study of its growth how a total situation is really constructed [...]. It is a matter of putting questions to economic development in order to discover what are the correct questions to ask both of the past and of the present and what are the crucial relationships on which to focus attention. » Cf. Maurice DOBB, *Studies in the development of capitalism*, London, Routledge and Kegan Paul, 1963, p. vii-viii.

⁸⁴¹ Cf. Ignacy SACHS, « L'imagination et le savoir : le développement selon Celso Furtado », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998, p. 179-183 (citation p. 181). I. Sachs a également accentué que « l'histoire raisonnée » caractérise l'œuvre de Furtado (avec l'introduction de paradigmes, de modèles dans l'analyse historique), étant un des apports les plus significatifs et influents de l'auteur, lors d'un entretien qu'il nous a accordé à Paris (EHESS, le 13 février 2007). Il convient de rappeler que l'expression « histoire raisonnée » est employée par J. A. Schumpeter en référence à l'articulation entre les niveaux théorique et historique dans l'œuvre de K. Marx. Schumpeter affirme à propos de la méthodologie de Marx : « Economists always have either themselves done work in economic history or else used the historical work of others. But the facts of economic history were assigned to a separate compartment. They entered theory, if at all, merely in the role of illustrations, or possibly of verifications of results. They mixed with it only mechanically. Now Marx's mixture is a chemical one ; that is to say, he introduced them into the very argument that produces the results. He was the first economist of top rank to see and to teach systematically how economic theory may be turned into historical analysis and how the historical narrative may be turned into *histoire raisonnée*. » Cf. Joseph A. SCHUMPETER, *Capitalism, socialism and democracy* [1942], London/New York, Routledge, 1994, p. 44. Pour une analyse des rapports entre l'histoire et l'économie, voir : Pierre DOCKÈS, Bernard ROSIER, « Histoire 'raisonnée' et économie historique », *Revue Économique*, vol. 42, n° 2, 1991, p. 181-210.

⁸⁴² Cf. la préface d'Ignacy SACHS à l'édition polonaise de *Formação econômica do Brasil* (1967), dont la traduction en portugais a été publiée dans la partie « Fortuna crítica » de : C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*, *op. cit.*, p. 427-431.

développement. I. Sachs accentue ainsi « l'importance méthodologique » de cet ouvrage pour les recherches, au demeurant nécessaires, « qui se situent à la jonction de l'histoire économique et de la théorie du développement ».⁸⁴³

Une « leçon de méthode », selon l'historien italien Ruggiero Romano, cette œuvre de C. Furtado réussit à traduire des situations historiques en termes économiques, sans néanmoins tomber dans l'anachronisme ; Furtado aurait d'ailleurs compris le vrai problème de l'interdisciplinarité, qui est la réelle intégration entre les disciplines, la problématique de l'une enrichissant la problématique de l'autre.⁸⁴⁴ Romano affirme que l'économiste C. Furtado se rapproche de l'histoire non pas dans le but d'une vérification historique de lois économiques, mais à la recherche des racines historiques du présent de son pays. Furtado devient alors, avec *Formação*, l'un des rares économistes, l'affirme R. Romano, qui se penche sur les problèmes du développement sans présenter le défaut du « développementisme » [sviluppismo], dans le sens d'une répétition de concepts a-historiques. Cette influence de l'analyse historique sur l'œuvre économique de Furtado serait encore plus évidente, comme l'observe R. Romano, dans son livre *Développement et sous-développement*, dont l'originalité ne dérive pas seulement de la force de son jugement économique, mais surtout de l'enrichissement que ce dernier puise dans l'analyse historique préliminairement effectuée.⁸⁴⁵ Dès lors, la préoccupation centrale de C. Furtado semble être, d'après l'analyse de Romano, la « spécificité » des différentes expériences de développement ; le sous-développement y apparaît comme un processus particulier résultant de la pénétration d'entreprises modernes dans des structures archaïques, sans que l'archaïsme des structures n'en soit changé, mais engendrant la juxtaposition des deux secteurs. Conséquemment, il en résulte l'impossibilité d'établir des comparaisons entre les actuels pays sous-développés et les situations observées dans l'Europe d'avant la révolution industrielle : ce serait une « [erreur] anachronique et de conséquences vraiment graves, et pour l'examen historique et pour l'économie ».⁸⁴⁶ L'analyse de Furtado a donc le mérite de « débarrasser » le terrain historique, économique et politique des erreurs commises auparavant. L'histoire est un instrument employé par Furtado en vue d'une « conceptualisation globale, structurelle » ; l'auteur parvient à cette approche structurelle par un « reflux continu » entre l'histoire, l'économie et la sociologie.⁸⁴⁷ Celso Furtado est alors l'un des premiers auteurs engagés dans cette nouvelle approche de l'étude du

⁸⁴³ *Ibid.*, p. 428-429.

⁸⁴⁴ Cf. « Prefazione » de Ruggiero ROMANO in C. FURTADO, *La formazione economica del Brasile*, trad. de L. Iraci, Turin, Einaudi, 1970, p. 9-21.

⁸⁴⁵ *Ibid.*, p. 14.

⁸⁴⁶ *Ibid.*, p. 18.

⁸⁴⁷ *Ibid.*, p. 19 et 20.

sous-développement⁸⁴⁸, pour laquelle *Formação* est un instrument important : « l'enquête historique a constitué, pour Celso Furtado, un moyen essentiel pour une approche structurelle du problème du sous-développement ».⁸⁴⁹

C'est à la CEPAL que Furtado raffine son « outillage théorique de réflexion sur le sous-développement »⁸⁵⁰ latino-américain et peut observer le retard relatif du Brésil face à ses voisins. À la CEPAL, en rassemblant les informations disponibles sur l'économie brésilienne, Furtado constate le retard de l'économie brésilienne par rapport à la région : l'Argentine, avec une population de moins d'un tiers de la population brésilienne, avait une production industrielle supérieure ; la population brésilienne avait aussi un revenu par tête inférieur à celui de l'ensemble de Amérique hispanique (sans compter l'Argentine).⁸⁵¹ Cela l'amène à étudier les origines du retard brésilien : si les théories sur l'infériorité raciale⁸⁵² et l'inadéquation du climat avaient déjà été discréditées à cette époque, l'explication à cette situation devrait être cherchée dans l'histoire. Appuyé sur ses connaissances des sciences sociales modernes (y compris l'analyse macroéconomique) et ayant pu bénéficier « d'un échange franc d'idées avec Prebisch », Furtado développe son raisonnement sur l'histoire brésilienne.⁸⁵³

Son livre constitue ainsi un vrai « document sur le développement intellectuel de l'Amérique latine », car Furtado, « comme planificateur, administrateur, et écrivain, est le principal porte-parole d'une école de pensée significative au Brésil ».⁸⁵⁴ La méthode de Celso

⁸⁴⁸ R. Romano souligne aussi l'importance, vers une interprétation structurelle des problèmes du développement et du sous-développement, de la recherche d'Oswaldo Sunkel sur l'inflation chilienne (Oswaldo SUNKEL, « La inflación chilena : un enfoque heterodoxo », *op. cit.*). *Ibid.*, p. 20.

⁸⁴⁹ *Ibid.*, p. 21.

⁸⁵⁰ Cf. Rosa F. d'A. FURTADO, « Apresentação », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos, op. cit.*, p. 15.

⁸⁵¹ Cf. Celso FURTADO, *O capitalismo global, op. cit.*, p. 15.

⁸⁵² À ce sujet, Warren Dean affirme que le livre *Formação econômica do Brasil*, de C. Furtado, apporte une importante contribution à l'historiographie, dans le sens qu'il « offre une justification sophistiquée du passé brésilien évitant non seulement le racisme honteux de deux générations passées, mais aussi la sentimentalité et la descente dans le pittoresque de la dernière génération ». Cf. Warren DEAN, « The Economic Growth of Brazil », *Luso-Brazilian Review*, vol. 2, n° 2, 1965, p. 105-107 (citation p. 106).

⁸⁵³ Cf. Celso FURTADO, *O capitalismo global, op. cit.*, p. 15. F. de Oliveira fait remarquer l'influence de Karl Marx chez C. Furtado et dans *Formação*, une influence qui n'est pas citée dans l'ouvrage, y étant pourtant patente. Oliveira affirme : « La jonction non-juxtaposée, non-mécanique, non-simpliste entre théorie et histoire est la plus importante contribution silencieuse de Marx dans l'œuvre de Furtado. » Par ailleurs, Oliveira observe que, outre l'influence de l'historiographie brésilienne qui le précède et celle de la CEPAL, il est à souligner chez Furtado l'influence de K. Mannheim et de Max Weber ; J. M. Keynes reste toutefois la contribution la plus présente dans le livre. Cf. Francisco de OLIVEIRA, « *Formação econômica do Brasil* : gênese, importância e influências teóricas », in *id.*, *A navegação venturosa...*, *op. cit.*, p. 85.

⁸⁵⁴ Cf. Warren DEAN, « The Economic Growth of Brazil », *op. cit.*, citation p. 106. Dean souligne en outre que les explications de Celso Furtado sur les cycles économiques brésiliens, le mode de colonisation de l'intérieur, l'inflation séculaire et le retard relatif vis-à-vis des États-Unis, sont élaborées « avec grande habileté logique et consistance à la lumière des récentes analyses en matière de développement économique, spécialement la théorie Prebischienne. » *Ibid.*

Furtado est alors « historico-structurelle », comme le souligne Ricardo Bielschowsky : son point de départ est le structuralisme cépalien de Raúl Prebisch, auquel il incorpore l'histoire.⁸⁵⁵ Il s'agit, le précise Bielschowsky,

« d'une méthode essentiellement inductive, mais qui explore la relation entre l'approche inductive et la référence structuraliste abstraite : l'analyse des structures sous-développées apparaît comme une référence théorique générique pour l'examen des tendances historiques, composant une méthode très attentive aux changements de comportement des agents et à la trajectoire des institutions, ainsi qu'à l'examen des 'déséquilibres' typiques d'économies et sociétés en rapide transformation. »⁸⁵⁶

Dans son introduction à *Formação*, Furtado énonçait ainsi ses objectifs :

« Ce livre ne prétend pas être autre chose qu'une ébauche du processus historique de l'économie brésilienne. [...] On a omis presque totalement la bibliographie historique brésilienne car elle s'écarte du champ spécifique du présent ouvrage qui est simplement l'analyse des processus économiques et non pas la reconstitution des événements historiques qui se profilent derrière ces processus. »⁸⁵⁷

C'est le long processus de gestation du sous-développement brésilien qu'analyse Furtado, dans le cadre de la dynamique du capitalisme mondial. Une analyse qui s'achève, d'un côté, par « l'explicitation des problèmes que l'industrialisation de la périphérie exacerbe » et de l'autre, par le « programme » permettant de poursuivre la voie de l'industrialisation tout en apportant une solution aux problèmes régionaux, agraires et de distribution du revenu, ainsi qu'en « échappant aux pièges de la relation centre-périphérie ». ⁸⁵⁸ Ce que propose Furtado est alors « un développement capitaliste national autonome, dans lequel l'économie est la voie pour trouver les chemins de la nation ». ⁸⁵⁹

Dans le Brésil de la fin des années 1950, se profilaient les débats sur les « questions nationales » qui marqueraient les décennies postérieures : « les inégalités régionales et sociales, l'industrialisation, le rôle de l'État dans l'économie, l'action des syndicats,

⁸⁵⁵ Selon R. Bielschowsky, économiste de la CEPAL et spécialiste de la pensée économique brésilienne, C. Furtado a apporté trois contributions majeures à la conception originale du structuralisme cépalien, qui l'ont enrichie sur le plan analytique. Premièrement, Furtado intègre une dimension historique à l'approche structuraliste ; deuxièmement, il analyse les relations entre la distribution du revenu et la croissance économique dans le cadre du sous-développement latino-américain ; troisièmement, Furtado analyse le sous-développement latino-américain comme correspondant à un certain « système de culture » qui, sur le plan matériel, imite le système productif et les modèles de consommation des pays centraux et, sur le plan non-matériel, est incapable de façonner une identité propre et une voie alternative à son développement économique. Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, « Celso Furtado e o pensamento econômico latino-americano », in L. C. BRESSER-PEREIRA, J. M. RÊGO (org.), *A grande esperança em Celso Furtado*, op. cit., p. 109-125.

⁸⁵⁶ *Ibid.*, p. 115.

⁸⁵⁷ Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, op. cit., p. 9. R. Bielschowsky interprète l'œuvre *Formação econômica do Brasil* comme étant la recherche d'un fondement historique à l'approche cépalienne : « de façon consistante et convaincante, l'histoire économique brésilienne racontée par Celso Furtado confirme et légitime la formulation structuraliste. » Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, « *Formação Econômica do Brasil* : uma obra-prima do estruturalismo cepalino », op. cit., p. 54-55.

⁸⁵⁸ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « *Formação econômica do Brasil* : gênese, importância e influências teóricas », in *id.*, *A navegação venturosa...*, op. cit., p. 102.

⁸⁵⁹ *Ibid.*

l'hégémonie américaine en Amérique latine »⁸⁶⁰. L'élection de Juscelino Kubitschek à la présidence de la République en 1955, ayant comme vice-président João Goulart, apportait « un projet développementiste au centre du pouvoir » tout en garantissant la « continuité du travaillisme » de l'ère Vargas.⁸⁶¹ C'est alors à ce moment de relatif optimisme concernant l'avènement futur des réformes de base préconisées par les secteurs de gauche de la société brésilienne (dans un cadre constitutionnel) que le livre de Furtado est écrit. Son ouvrage reflète ainsi cet état d'esprit, comme le souligne le « brésilianniste » Warren Dean dans son compte-rendu du livre de Furtado : « Les explications de Furtado sont surtout opérationnelles, car elles peuvent être employées à changer le présent, et elles sont optimistes, car elles suggèrent que la plupart des transformations nécessaires ont déjà été accomplies. »⁸⁶² Sa réflexion est alors celle de l'homme d'État, une réflexion vouée à l'action, qui « prépare l'intervention dans les centres de décision de l'État »⁸⁶³.

S'inscrivant dans la lignée des classiques de l'histoire du Brésil avec *Formação*, Furtado s'en différencie en ce qu'il estime qu'une « intervention patriotique et éclairée des gouvernants »⁸⁶⁴ est capable de corriger les problèmes de la formation brésilienne. Alors, le point stratégique en vue du dépassement de l'« héritage colonial » est, dans l'approche de Furtado, la nécessité d'amener à l'intérieur du pays ses centres de décision économique : « le processus de progressive intériorisation des décisions serait, s'il arrivait à se compléter, l'aspect décisif de l'histoire nationale récente. »⁸⁶⁵

Formação est donc l'aboutissement d'une longue recherche, un livre qui « fonde une méthode d'analyse du processus de sous-développement, en même temps qu'il livre l'analyse

⁸⁶⁰ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos, op. cit.*, p. 24.

⁸⁶¹ *Ibid.*, p. 25

⁸⁶² Cf. Warren DEAN, « The Economic Growth of Brazil », *op. cit.*, p. 106-107. Dean observe, néanmoins, que des intellectuels avec des tendances plus à gauche ne partageaient pas la conclusion de Furtado concernant « le déplacement du centre dynamique » de l'économie. Selon Furtado, une étape cruciale du développement aurait déjà été atteinte au Brésil, le marché intérieur devenant décisif dans les attentes des investisseurs.

⁸⁶³ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos, op. cit.*, p. 26.

⁸⁶⁴ Cf. Roberto SCHWARZ, *Seqüências brasileiras : ensaios*, São Paulo, Companhia das Letras, 1999, p. 18.

⁸⁶⁵ *Ibid.* Dans un essai sur le livre *Formação da literatura brasileira*, de Antonio Candido (1959), R. Schwarz rappelle des aspects des œuvres qui l'ont précédé traitant de la formation du Brésil (envisagée sous d'autres perspectives). Il souligne, dans le « camp progressiste », les œuvres de Caio Prado Jr., Sérgio Buarque de Holanda et Celso Furtado. Pour Prado Jr, l'achèvement de la formation brésilienne dépendait du dépassement de l'héritage colonial (« d'inorganicité sociale »). Similairement, Buarque de Holanda affirmait que la formation du Brésil moderne, démocratique, dépendait du dépassement de l'« héritage portugais, rural et autoritaire ». Celso Furtado, à son tour, met l'accent sur l'impératif d'intérioriser les mécanismes de direction du pays (surtout économiques) pour que la nation se complète ; un processus qui semblait, pour la génération de Furtado, prêt à se conclure, mais que l'auteur remettra en question quelques années plus tard (avec *Brasil : a construção interrompida*, de 1992). *Ibid.*, chap. : « Os sete fôlegos de um livro », p. 54-55 ; Celso FURTADO, *Brasil : a construção interrompida*, São Paulo, Paz e Terra, 1992 (traduction française : *Globalisation et exclusion : le Brésil dans l'ordre mondial émergent*, Paris, Publisud, 1995).

qui en résulte. »⁸⁶⁶ Destanne de Bernis souligne que l'« histoire longue est essentielle aux économistes, ils y trouvent le seul terrain d'expérience à leur disposition ; [...] elle livre des enseignements, Celso Furtado a cherché à les reconnaître et à en construire la théorie englobante. » De la longue histoire qu'il analyse, Furtado « tire des éléments lui permettant de proposer une perspective pour les décennies ultérieures ». ⁸⁶⁷

Ayant mis en lumière, au long d'une dizaine d'années de recherches, les déséquilibres engendrés au cours du processus de développement de l'économie brésilienne, Furtado s'engage dans l'action aussitôt rentré au Brésil après son séjour à Cambridge⁸⁶⁸, sans toutefois jamais interrompre la recherche et la théorisation sur les problèmes relatifs au sous-développement.⁸⁶⁹ Comme l'a souligné I. Sachs, l'engagement de Furtado à la SUDENE, situant la lutte contre les inégalités régionales au centre de la problématique du développement, est un exemple des solutions institutionnelles novatrices qu'il propose en traduisant les enjeux du développement en politiques publiques.⁸⁷⁰

⁸⁶⁶ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Furtado et l'économie mondiale », *op. cit.*, p. 60.

⁸⁶⁷ *Ibid.*

⁸⁶⁸ Furtado reprend alors à Cambridge des réflexions qui l'avaient occupé lors de l'élaboration de la dernière partie de son livre *A economia brasileira*, dans laquelle il traite de la théorie du développement dans la science économique. Il assiste à Cambridge à un « formidable effort intellectuel » de rééquipement de la science économique en vue de répondre aux attentes de la société, aux préoccupations politiques de l'époque. Sa vision du travail théorique en est changée : « La leçon était claire : le travail de théorisation en sciences sociales est dans une certaine mesure un prolongement de la politique. » Une valorisation de l'activité politique émerge de cette expérience à Cambridge, qui ne sera pas étrangère à l'engagement de Furtado dans la vie publique au Brésil. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, chap. XIV, citations p. 356 et 358.

⁸⁶⁹ Comme le souligne l'économiste brésilien Mauricio Coutinho, le processus d'industrialisation en cours au Brésil, avec la perspective de conclusion de la structure industrielle par le processus de substitution d'importations, imprime un ton relativement optimiste à l'analyse de Furtado dans *Formação*, que perdront ses analyses des années 1960 et 1970. Cf. Mauricio COUTINHO, « A teoria econômica de Celso Furtado : *Formação econômica do Brasil* » [2008], reproduit dans la partie « Fortuna crítica » de : Celso FURTADO, Rosa. F. d'A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*, *op. cit.*, p. 519-544.

⁸⁷⁰ Cf. Ignacy SACHS, « L'imagination et le savoir : le développement selon Celso Furtado », *op. cit.*, p. 180.

PARTIE III - Celso Furtado au gouvernement brésilien : la SUDENE, le ministère du Plan et le coup d'État militaire

En concluant sa réflexion sur les problèmes de la formation brésilienne dans son ouvrage *Formação econômica do Brasil*, Furtado soulignait que les principaux défis auxquels le Brésil devait faire face étaient l'achèvement de son processus d'industrialisation et l'affrontement des croissantes disparités régionales.⁸⁷¹ Furtado affirme que, en rentrant de Cambridge en 1958, il était décidé (et il souligne le fait d'être nordestin) à apporter une contribution à la lutte contre les disparités régionales au Brésil.⁸⁷²

Furtado renonce alors à son poste aux Nations Unies et accepte un poste de direction à la BNDE pour s'occuper exclusivement de la région Nord-Est du Brésil (le *Nordeste*)⁸⁷³. Les croissantes disparités régionales étaient un défi majeur à être relevé, comme Furtado l'avait déjà souligné dans des travaux précédents ; les efforts de Furtado s'y concentreront jusqu'au coup d'État militaire de 1964⁸⁷⁴. Sa première mission à la BNDE sera d'intervenir au sein du Groupe de travail sur le développement du *Nordeste* (GTDN), qui menait des études sectorielles sur la région avec l'aide d'une mission technique des Nations Unies.

L'approche de Furtado sur les problèmes du *Nordeste*, région dévastée par des périodes de sécheresse, était innovatrice, dépassant les solutions hydrauliques cherchées jusque-là ; au lieu de « combattre les sécheresses », il fallait apprendre à « coexister avec

⁸⁷¹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, p. 358-359.

⁸⁷² *Ibid.*, p. 359.

⁸⁷³ Sur le *Nordeste*, nous reprenons les mots de Furtado : « Le nord-est du Brésil, où je suis né et où j'ai vécu jusqu'à ma vingtième année, est le plus ancien noyau de peuplement du Brésil. Il a d'abord connu une période de prospérité aux XVI^e et XVII^e siècles. Ensuite, ce fut le début d'un long déclin, qui allait doter le Nord-Est des structures sociales les plus rigides du pays. Dès le début du XVIII^e siècle, la découverte des mines d'or et de diamant de la province de Minas Gerais fait perdre au Nord-Est sa prépondérance économique. Puis, au milieu du siècle, la capitale est transférée de Bahia à Rio et c'en est fait de la prépondérance politique du Nord-Est. Ce déclin relatif, qui s'accélère au cours du XIX^e siècle, explique qu'aujourd'hui le Nord-Est est une région dépendante, réduite à produire des matières premières pour les industries installées dans le sud du pays. » Cf. Celso FURTADO. « Aventures d'un économiste brésilien », *op. cit.*, p. 28. Dans le premier chapitre du deuxième volet de ses mémoires, Furtado synthétise son analyse sur la conformation de la région Nordeste, traitant de sa colonisation dans le cadre de l'expansion commerciale européenne (une combinaison de capitalisme agro-industriel avec l'esclavage), de la coexistence du secteur exportateur et d'une économie périphérique (de subsistance), du problème des sécheresses, de la politique, etc. En concluant ce chapitre, l'auteur affirme : « L'écologique, l'économique, le social et le politique s'entremêlent pour produire le dur ciment dans lequel s'est consolidé le sous-développement du Nord-Est. » Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, chap. I : « O Nordeste : alicerces do subdesenvolvimento » [Le Nord-Est : les fondements du sous-développement], p. 50. Pour un bref aperçu historique de la région Nord-Est du Brésil jusqu'à l'émergence des Ligues paysannes, voir : Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, New York, Grossman, 1972, chap. 2 ; voir aussi l'analyse d'A. O. Hirschman sur les problèmes de la région et les politiques économiques la concernant (jusqu'à la mi-1962) : Albert O. HIRSCHMAN, *Journeys toward progress : studies of economic policy-making in Latin America*, New York, Anchor Books, 1965, chap. 1 : « Brazil's Northeast », p. 29-129.

⁸⁷⁴ Cette période fait l'objet du deuxième volet de l'autobiographie de l'auteur, *A fantasia desfeita* (*op. cit.*).

elles »⁸⁷⁵, mettant en rapport la spécificité écologique régionale et les structures socio-économiques. En effet, il s'agissait, selon lui, d'une région sous-développée à l'intérieur d'un pays sous-développé. Furtado expose ses thèses sur les problèmes du *Nordeste* au Président de la République Juscelino Kubitschek, qui le charge de l'élaboration d'un plan d'action pour la région, dans le cadre d'une nouvelle politique, l'Opération *Nordeste*⁸⁷⁶. Le document *Une politique de développement économique pour le Nordeste*, attribué au GTDN mais, en fait, conçu et rédigé par Furtado⁸⁷⁷, est un « texte qui applique les conceptions de la CEPAL au niveau régional » et qui propose « une politique d'industrialisation et de programmation tout en évitant le déséquilibre de l'agriculture »⁸⁷⁸.

Suite à la présentation de l'étude sur le *Nordeste*, le président Kubitschek propose la création de la SUDENE (Superintendance pour le développement du Nord-Est), à Recife, agence qui serait responsable de la mise en place d'une nouvelle politique pour la région. Le Congrès national approuve la création de la nouvelle institution – non sans résistances de la part de l'élite locale – fin 1959. Celso Furtado est alors nommé à la direction de la SUDENE et son poste sera maintenu par les deux présidents qui ont succédé à Kubitschek, Jânio Quadros et João Goulart (sous la présidence duquel Furtado occupe en outre le ministère extraordinaire du Plan, créé en 1962), jusqu'au coup d'État de 1964.⁸⁷⁹

⁸⁷⁵ *Ibid.*, p. 79.

⁸⁷⁶ Furtado publiera ses analyses dans le livre : *A Operação Nordeste*, Rio de Janeiro, Instituto Superior de Estudos Brasileiros, 1959.

⁸⁷⁷ GTDN (Grupo de trabalho para o desenvolvimento do Nordeste), *Uma política de desenvolvimento econômico para o Nordeste*, Rio de Janeiro, Imprensa Nacional, 1958 ; ce document sera plus tard connu comme le « Rapport Furtado ». Sur le travail de C. Furtado en tant que directeur de la BNDE, chargé du Groupe de travail pour le développement du Nordeste, voir l'entretien accordé par l'auteur en 1982, repris dans : CICEF, *Memórias do Desenvolvimento*, année 3, n° 3, octobre 2009, p. 101-121 (voir spécialement les pages 110 à 115).

⁸⁷⁸ Cf. Claude COURLET, « La construction nationale et le développement régional (la SUDENE) », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998, p. 135.

⁸⁷⁹ Toutefois, ce parcours n'a pas été sans contraintes. La SUDENE étant tributaire du gouvernement fédéral, les successions présidentielles remettaient en cause la continuité de Furtado à sa direction. Les pressions politiques auxquelles il a dû faire face à la direction de la BNDE et de la SUDENE lui ont fait envisager un futur complètement dédié à l'activité intellectuelle, dans une université. Furtado pose sa candidature à une chaire vacante d'Économie politique à la Faculté de Droit de l'Université du Brésil, en 1958, en présentant une monographie sur la spécificité du sous-développement et les déséquilibres externes des économies sous-développées (chapitres 4 et 5 de son livre déjà cité, *Développement et sous-développement*, dont la première édition brésilienne est de 1961). Néanmoins, le concours d'admission sera toujours ajourné jusqu'à ce qu'il soit privé de ses droits politiques (et donc de l'exercice de fonctions publiques). Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, chap. 5, p. 161 ; *id.*, « Entrevista com Celso Furtado... », in R. M. VIEIRA, *Celso Furtado : reforma, política e ideologia (1950-1964)*, *op. cit.*, p. 428.

1. Le contexte international de la Guerre froide, ses répercussions sur le développement latino-américain et les plans de la SUDENE pour le Nordeste brésilien

La dispute entre les méthodes communistes et non communistes de modernisation des pays en développement, installée depuis le lancement du Point IV du président Truman (1949), sera pleinement engagée pendant la présidence de Kennedy (dans ce que W. W. Rostow a identifié comme un « second tour » de la Guerre froide)⁸⁸⁰. Les théoriciens de la modernisation par des méthodes non communistes acquièrent une importance accrue, influençant les programmes de développement alors mis en œuvre, à l'exemple de l'Alliance pour le progrès.

Pendant la présidence Eisenhower prévalait encore la doctrine selon laquelle les investissements privés seraient capables de promouvoir le développement en Amérique latine : les cours favorables des matières premières après la Seconde Guerre mondiale confortaient la croyance en l'absence de problèmes économiques de base en Amérique latine. Alors, outre l'assistance militaire et technique, la participation gouvernementale des États-Unis dans le développement latino-américain devrait se limiter au soutien à des gouvernements capables de promouvoir un environnement favorable aux entreprises privées, notamment en ce qui concerne les garanties aux investisseurs étrangers et la stabilité monétaire.⁸⁸¹ Cette théorie du développement comme étant produit par la seule initiative privée - « as an act of immaculate private conception », selon le définit l'historien Arthur Schlesinger, Jr. - émanait d'une profonde méconnaissance de l'histoire du développement économique aux États-Unis.⁸⁸² Supposément inspirée de l'expérience du développement nord-américain, cette théorie ignorerait le rôle actif joué par le gouvernement dans la mise en place des infrastructures qui ont permis l'expansion économique de ce pays⁸⁸³ ; pareillement en ce

⁸⁸⁰ Cf. Walt W. ROSTOW, « On ending the Cold War », *Foreign Affairs*, vol. 65, n° 4, 1987. L'un des intellectuels les plus influents de cette période, W. W. Rostow propose une approche des problèmes du développement économique à partir de l'analyse des étapes historiques de la croissance des sociétés modernes ; l'auteur entend présenter un système de pensée alternatif à celui de Marx (à ce sujet, voir la critique qui lui est adressée dans : Paul A. BARAN, Eric J. HOBSBAWN, « The stages of economic growth », *Kyklos*, vol. 14, n° 2, 1961, p. 234-242). Pour l'analyse des étapes historiques vers la modernité, voir : Walt W. ROSTOW, *The stages of economic growth : a non-Communist manifesto*, op. cit.

⁸⁸¹ Cf. Arthur M. SCHLESINGER, Jr., *A thousand days : John F. Kennedy in the White House* [1965], Boston, Houghton Mifflin, 2002.

⁸⁸² *Ibid.*, p. 174.

⁸⁸³ Celso Furtado, dans *La formation économique du Brésil*, avait attiré l'attention sur le rôle décisif de l'État dans le développement nord-américain : « Dans la première moitié du 19^e siècle, l'action de l'État est fondamentale dans le développement nord-américain. C'est seulement dans la seconde moitié du siècle, quand l'influence du grand capital est dominante, que l'idéologie de non-intervention de l'État dans la sphère

qui concerne les critères d'austérité fiscale et monétaire exigés des pays latino-américains pour la concession de l'aide internationale (ignorant le rôle joué par les émissions monétaires et l'inflation dans le financement du développement économique des États-Unis au XIX^e siècle).⁸⁸⁴

Pour l'analyse de cette période de l'histoire latino-américaine marquée par la menace d'expansion du communisme, Kennedy pouvait compter sur des intellectuels de renom pour donner une base scientifique aux solutions proposées pour la région. Des théories élaborées dans les champs de l'histoire, de l'économie et des sciences politiques pourvoient des éléments aux politiques d'aide au développement économique.⁸⁸⁵ Ces théories de la modernisation identifiaient un mouvement universel (et mesurable) des sociétés : à partir d'une situation « traditionnelle » (structures politiques autoritaires, économies rurales et en retard, manque de foi dans le progrès scientifique et d'esprit d'entreprise) les sociétés marcheraient vers une forme idéale d'organisation « moderne » (système politique compétitif, système économique marchand et technologiquement sophistiqué, consommation de masse, taux élevés d'alphabétisation et mobilité sociale des populations). Cette « société moderne », comme le souligne S. Rabe, « ressemblerait remarquablement aux États-Unis ».⁸⁸⁶ Comme

économique arrive à prévaloir. » Cf. Celso FURTADO, *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, p. 92 (note 22).

⁸⁸⁴ Spécialiste des affaires latino-américaines pendant la présidence Kennedy, A. Schlesinger affirme : « If the criteria of the International Monetary Fund had governed the United States in the nineteenth century, our own economic development would have taken a good deal longer. » Cf. Arthur M. SCHLESINGER, Jr., *A thousand days*, *op. cit.*, p. 175.

⁸⁸⁵ Stephen Rabe cite des intellectuels tels que Gabriel A. Almond, Lincoln Gordon, John J. Johnson, Seymour Martin Lipset, Max F. Millikan, Lucian Pye, Walt Rostow et Kalman Silvert comme ayant « énoncé des théories formelles sur le développement politique et économique » qui ont servi de base à la politique étrangère de Kennedy. Cf. Stephen G. RABE, *The most dangerous area in the world : John F. Kennedy confronts communist revolution in Latin America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999, p. 25. À propos de l'influence de la pensée de W. W. Rostow sur les programmes d'aide au développement de la présidence Kennedy, voir : Kimber C. PEARCE, *Rostow, Kennedy, and the rhetoric of foreign aid*, East Lansing, Michigan State University Press, 2001.

⁸⁸⁶ Cf. Stephen G. RABE, *The most dangerous area in the world*, *op. cit.*, p. 25.

André Gunder Frank, dans son analyse des approches aux problèmes du développement, affirme (à propos des variantes de la méthode d'attaque « au problème du développement économique et du changement culturel par la comparaison de types idéaux statiques ») : « elles postulent que le sous-développement est un état originel que l'on peut caractériser par des indices de traditionalisme et que, par conséquent, le développement consiste à abandonner ces caractéristiques et à adopter celles des pays développés. » Spécifiquement sur l'approche par « étapes » de W. W. Rostow, Frank observe : « La thèse et les étapes de Rostow ne sont pas valables d'abord parce qu'elles ne correspondent aucunement à la réalité passée ou présente des pays sous-développés dont elles sont supposées guider de développement. [...] le sous-développement est l'étape initiale de ce qui est supposé être une société traditionnelle, qu'il n'y avait pas d'étape avant la présente étape du sous-développement. Il est de plus explicite chez Rostow que les sociétés maintenant développées étaient autrefois sous-développées. [...] Toute cette conception du développement économique et du changement culturel attribue une histoire aux pays développés, mais nie que les sous-développés en aient eu une. De toute évidence, les pays qui sont aujourd'hui sous-développés ont derrière eux une histoire tout comme les développés. [...] depuis au moins plusieurs siècles, l'histoire des pays actuellement sous-développés a été liée de la façon la plus étroite à celle des pays actuellement développés. [...] En fait, depuis le XV^e siècle, l'expansion économique et politique de l'Europe a entraîné les pays actuellement sous-développés dans le flot commun de l'histoire mondiale, lequel a donné

Henry Bernstein le résume, les principales hypothèses de la théorie de la modernisation étaient « que la modernisation est un processus social total associé à (ou subsumant) le développement économique en termes de conditions préalables, concomitantes, et les conséquences de ces dernières », et « que ce processus constitue un ‘modèle universel’ ».⁸⁸⁷ L’ethnocentrisme occidental apparaît dans l’approche de la modernisation⁸⁸⁸, dans la mesure où le modèle de société moderne provient de l’expérience du développement occidental, la modernité étant représentée par le développement industriel-capitaliste et par le modèle du système politique nord-américain ; un caractère de légitimation de certains intérêts économiques, politiques et culturels est alors décelable dans l’universalisme conféré à cette notion de modernisation.⁸⁸⁹ Dans l’analyse de la transition d’une société traditionnelle vers une société moderne (les différents chemins menant à une même destination⁸⁹⁰), la théorie de la modernisation ignore le contexte historique dans lequel évoluent les rapports entre les pays développés et sous-développés contemporains (ou entre les sociétés traditionnelles et les forces modernisatrices). À partir d’une perspective historique, des auteurs tels que Celso

simultanément naissance au développement présent de certains pays et au présent sous-développement de certains autres. Néanmoins, dans leur tentative d’édifier une théorie et une politique pour les pays sous-développés, Rostow et consorts ont étudié les pays développés comme s’ils avaient été isolés du courant de l’histoire mondiale. [...] la conception des étapes de Rostow ne tient compte ni de l’histoire des pays présentement sous-développés ni de celle de leurs relations cruciales, au cours des quelques derniers siècles, avec les pays maintenant développés. » Cf. André GUNDER FRANK, « Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie », *op. cit.*, citations p. 168 et 183-184. Il est à noter que Gunder Frank utilise, dans sa critique à Rostow, des idées semblables à celles développées antérieurement par Celso Furtado (par exemple, dans *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, de 1961).

⁸⁸⁷ Cf. Henry BERNSTEIN, « Modernization theory and the sociological study of development », *Journal of Development Studies*, vol. 7, n° 2, 1971, p. 141.

⁸⁸⁸ L’un des exposants de la théorie de la modernisation, S. N. Eisenstadt, affirme : « Historically, modernization is the process of change towards those types of social, economic, and political systems that have developed in Western Europe and North America from the seventeenth century to the nineteenth and have then spread to other European countries and in the nineteenth and twentieth centuries to the South American, Asian and African continents. » Cf. S. N. EISENSTADT, *Modernisation : protest and change*, Englewood Cliffs N.J., 1966, p. 1 (cité par Henry BERNSTEIN, « Modernization theory and the sociological study of development », *op. cit.*, p. 147).

⁸⁸⁹ Cf. Henry BERNSTEIN, « Modernization theory and the sociological study of development », *op. cit.*, p. 147. Bernstein observe : « [...] a conceptual framework articulated by modernization theorists has its uses for government, military and intelligence agencies, as well as for the corporations and finally for export to underdeveloped countries. [...] With the independence fervour of the late 1950s and the early 1960s many social scientists waxed lyrical on the ‘revolution of rising expectations’ in ‘the new states’, this phenomenon being central both to the conceptual framework of the sociology of development, and to the potential role of an enlightened U.S. policy in helping to establish effective economic growth and viable democracies. » *Ibid.*, p. 148.

⁸⁹⁰ Dans le cas de la théorie du développement de Rostow, le passage entre les étapes historiques pourrait se produire de différentes formes : « Perhaps the most important thing to be said about the behavior of these variables in historical cases of take-off is that they have assumed many different forms. There is no single pattern. The rate and productivity of investment can rise, and the consequences of this rise can be diffused into a self-reinforcing general growth process by many different technical and economic routes, under the aegis of many different political, social and cultural settings, driven along by a wide variety of human motivations ». En critiquant l’absence d’un mécanisme d’évolution entre les différentes étapes de la théorie de Rostow, Baran et Hobsbawm citent le passage précédent de l’ouvrage de Rostow, et affirment : « Or, we may add, they [the rate and productivity of investment] may not rise, and may not be diffused... ». Cf. Walt W. ROSTOW, *The stages of economic growth*, *op. cit.*, p. 46 ; Paul A. BARAN, Eric J. HOBBSAWM, « The stages of economic growth », *op. cit.*, p. 236.

Furtado et Gunder Frank, contredisent l'idée selon laquelle les pays développés auraient été « sous-développés » à un moment de leur histoire (autrement dit, que les pays sous-développés correspondent aux sociétés occidentales préindustrielles). Furtado affirme que le sous-développement constitue un processus historique spécifique, créé à partir de la pénétration d'entreprises capitalistes modernes dans des structures archaïques ; à son tour, Frank précise que, si les actuels pays développés ont pu être « non-développés », ils n'ont jamais été « sous-développés ». ⁸⁹¹

En affirmant que le contact avec l'Occident stimulerait les changements dans le monde en développement (adaptant leur population aux exigences de la vie moderne), les théories de la modernisation rendaient inutile l'étude des spécificités des pays en développement : leur modernisation politique devrait se baser sur le modèle occidental et ses valeurs libérales (anglo-américaines), puisque « des harmonies naturelles et des communautés d'intérêts » étaient censées exister dans l'hémisphère occidental. ⁸⁹² Howard Wiarda, en revanche, souligne les préjugés ancrés aux États-Unis au sujet de l'Amérique latine, considérée comme une région instable, peu développée, incompétente, voire historiquement « sans succès ». Compte tenu de leur réussite, aussi bien quant à leur progrès matériel que quant à leur stabilité démocratique, les États-Unis auraient tendance, l'observe H. Wiarda, à se supposer capables de résoudre les problèmes des latino-américains (à leur place) ; l'appréhension de l'histoire latino-américaine devenait, dès lors, dispensable. ⁸⁹³

Si la transition des sociétés traditionnelles vers la modernité semblait certaine, il existait toutefois le risque que cette transition ne se réalise pas par une voie évolutionnaire, mais révolutionnaire. D'où la préconisation du développement économique en même temps que la stabilité politique, dans le but d'assurer le maintien de la démocratie en Amérique latine. L'aide étrangère, via l'investissement public et privé, aurait alors le rôle de soutenir le développement économique de ces nations jusqu'à leur « démarrage » économique, étape à partir de laquelle la mobilisation de ressources internes leur assurerait une croissance auto-soutenue.

W.W. Rostow a été l'un des exposants de la théorie de la modernisation, un des

⁸⁹¹ Cf. Celso FURTADO, *Développement et sous-développement*, *op. cit.* ; André GUNDER FRANK, « Le développement du sous-développement », *Cahiers Vilfredo Pareto*, vol. 6, n° 16-17, 1968, p. 70 ; Henry BERNSTEIN, « Modernization theory and the sociological study of development », *op. cit.* (l'auteur affirme - p. 154 - l'importance d'une « analyse structurelle du pouvoir et de l'exploitation dans leurs diverses formes »).

⁸⁹² Cf. Stephen G. RABE, *The most dangerous area in the world*, *op. cit.*, p. 26.

⁸⁹³ Cf. Howard J. WIARDA, « Did the Alliance 'lose its way,' or were its assumptions all wrong from the beginning and are those assumptions still with us ? », in L. R. SCHEMAN (éd.), *The Alliance for Progress : a retrospective*, New York, Praeger, 1988, p. 104.

courants dominants du discours occidental sur le développement.⁸⁹⁴ Refusant les modèles de croissance proposés par l'économie néoclassique, Rostow part d'une vision de l'histoire économique selon laquelle toute société peut parvenir à ressembler aux sociétés les plus modernes - transformation qui dépend de certaines conditions sociales et politiques ; il est considéré comme une référence de « l'anti-communisme éclairé des années Eisenhower et Kennedy »⁸⁹⁵. Prônant une aide étrangère au-delà des propos militaires et contemplant le développement économique à long terme, Rostow a influencé l'établissement de l'Alliance pour le progrès, entendant cette politique comme celle capable d'aligner les États-Unis avec les forces latino-américaines en quête de développement économique et justice sociale. Après l'avènement de la Révolution cubaine, la menace d'une conspiration menée par les soviétiques en Amérique latine était réelle aux yeux de l'administration nord-américaine ; Kennedy et ses conseillers entendaient alors que le choix se posait entre une révolution modernisatrice pacifique et une révolution castriste violente.⁸⁹⁶ La théorie de la modernisation de Rostow servant de base à l'Alliance pour le progrès permettait aussi bien de convaincre le Congrès nord-américain - étant présentée comme une mesure anti-communiste - que de satisfaire les dirigeants latino-américains avec une perspective de construction de la nation et de promotion du progrès social.

Servant l'administration Kennedy à la Maison Blanche et au Département d'État, Rostow aurait encouragé le président « à faire des années 1960 la 'décennie du développement économique' » ; il affirmait qu'avec l'aide nord-américaine, des pays comme l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Venezuela auraient accompli leur « démarrage » vers 1970⁸⁹⁷. Puissante, cette rhétorique engendrait, du côté des pays sous-

⁸⁹⁴ Cf. John TOYE et Richard TOYE, *The UN and global political economy : trade, finance and development*, Bloomington, Indiana University Press, 2004, chap. 7 : « Competitive coexistence and the politics of modernization ».

⁸⁹⁵ *Ibid.*, p. 168. Et les auteurs d'expliquer (*ibid.*, p. 343, note 19) : « The term 'enlightened anti-communism' refers to attempts to create conditions in which people do not choose to become communists. » L'expression « enlightened anti-communism » caractériserait l'Alliance pour le progrès, comme le fait remarquer Stephen G. Rabe (*The most dangerous area in the world, op. cit.*, p. 196)

⁸⁹⁶ Hans Singer, du Secrétariat des Nations Unies à l'époque, affirme à propos du contexte dans lequel émerge l'idée de la Décennie du développement : « Just as the Marshall Plan was politically motivated, in addition to other things possibly, but certainly to build up Western Europe and Japan as a bulwark against communism. Well in the same way, the Development Decade was conceived as showing that the Western approach to development problems can get results and there's no need for communism. That was the background. » Cf. « The Oral History Interview of Hans W. SINGER (2 January 2000) », p. 103-104, in *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices, op. cit.*

⁸⁹⁷ Cf. Stephen G. RABE, *The most dangerous area in the world, op. cit.*, p. 27 ; voir aussi : John TOYE et Richard TOYE, *The UN and global political economy, op. cit.* chap. 7. La « Décennie des Nations Unies pour le développement », proposée par le président Kennedy, a été proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 19 décembre 1961 (Résolution 1710 (XVI)) Les États membres des Nations Unies s'engagent alors à intensifier leurs efforts afin d'accélérer le progrès vers la croissance auto-entretenu de l'économie et le progrès social des pays sous-développés ; le but d'un taux minimum de croissance annuelle du revenu national de 5% est établi. Les États membres sont invités à appliquer des politiques d'expansion des marchés et de stabilisation des prix des produits primaires, afin de permettre aux pays peu développés de financer leur développement

développés, des attentes de profonds changements dans le système de commerce international, vu comme le principal frein à leur développement économique.⁸⁹⁸

Du côté des Nations Unies, la théorie de la modernisation de Rostow, en affirmant la possibilité d'un démarrage vers la croissance auto-entretenu (étape dépendant de certaines conditions mais qui était identique partout au mépris des conditions historiques dans lesquelles émergent les différents processus d'industrialisation), offrait une justification à l'expansion de l'aide étrangère. Des figures importantes aux Nations Unies, comme H. Singer (collaborant à l'élaboration des « Propositions d'action » de la Décennie du développement, au sein du Secrétariat général de l'ONU)⁸⁹⁹, auraient souscrit cette perspective de la modernisation ; R. Prebisch (de la CEPAL) aurait « avidement collaboré avec l'Alliance pour le progrès, qui était une autre manifestation de la perspective de la modernisation », considérant celle-ci comme une « opportunité de mettre l'influence politique et la force financière des États-Unis derrière les idées de la CEPAL pour le changement socioéconomique en Amérique latine ».⁹⁰⁰ Publiquement, les Nations Unies ne mettaient pas en lumière l'intention anti-communiste des dispositions nord-américaines, considérant que l'administration Kennedy offrait une projection favorable des Nations Unies sur la scène politique internationale ; en outre, la perspective d'une action de la communauté internationale en vue de l'atteinte des objectifs de croissance (et financement) fixés pour les pays en développement avec l'aide des Nations Unies permettait d'envisager la possibilité de changements futurs au-delà de l'aide internationale, précisément dans le sens d'une prise en

économique ; l'apport de capitaux étrangers publics et privés est aussi préconisé (il est recommandé un flux net de capitaux de 1% du produit national des pays développés vers les pays en développement). Les organismes des Nations Unies sont priés de mettre à la disposition des pays en voie de développement leur aide pour l'élaboration de plans nationaux de développement, ainsi que de promouvoir des mesures d'accélération de l'élimination de l'analphabétisme, de la faim et des maladies. Cf. NATIONS UNIES, *The United Nations Development Decade : Proposals for action*, New York, United Nations, 1962. C'est dans le cadre de la « décennie pour le développement des Nations Unies » que sera créée, le 30 décembre 1964, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Comme Hans Singer l'affirme : « La CNUCED est née de la certitude que la coopération intergouvernementale permettrait, à travers les Nations Unies, de modifier le système commercial et financier mondial dans un sens favorable au développement. » D'après lui, la Décennie pour le développement comportait trois points clés, à savoir : 1) « L'importance accordée aux facteurs externes dans le processus de développement des nations les plus pauvres engagées dans le système commercial et financier mondial [...] » ; 2) « La place attribuée aux gouvernements comme promoteurs de développement par la planification et les interventions sélectives mais aussi par la coopération gouvernementale internationale [...] » ; 3) « La conviction que les Nations Unies constitueraient le pôle autour duquel s'organiserait un mode d'administration mondiale par la coopération internationale. » Cf. Hans W. SINGER, « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, 1994, p. 489-498 (citations p. 489-490).

⁸⁹⁸ Hans Singer, du Secrétariat des Nations Unies, soulignait le manque de sens de l'expansion de programmes d'aide aux pays sous-développés, si ces pays continuaient à être soumis aux fluctuations du commerce international. Cf. John TOYE et Richard TOYE, *The UN and global political economy*, op. cit., p. 179.

⁸⁹⁹ Selon l'analyse de J. Toye et R. Toye, « [economists within UN Secretariat] were undoubtedly charmed by the vision of social reform and progress that Kennedy and his team expounded. Not the least of these charms was the fact that the substance of the vision was a process of industrialization brought about by means of government economic planning. » *Ibid.*, p. 181.

⁹⁰⁰ *Ibid.*

compte des problèmes de ces pays dans le cadre du système d'échanges internationaux.⁹⁰¹ Il est à souligner, toutefois, que l'idée initiale d'une décennie du développement, telle qu'elle a été proposée par Rostow, ne considérait pas son institution dans le cadre des Nations Unies ; il s'agissait plutôt d'un développement économique et social à l'échelle mondiale à être promu par les États-Unis.⁹⁰² L'engagement multilatéral préconisé en vue du développement économique s'avérerait être une coopération entre les États-Unis et les pays sous-développés, suivant, toutefois, les termes déterminés par les premiers. Seraient, en conséquence, frustrées les attentes des pays sous-développés d'un changement dans les rapports d'échange internationaux que la création de la CNUCED (ayant comme Secrétaire-général R. Prebisch), en 1964, laissait entrevoir, avec la projection des idées de la CEPAL au niveau mondial.⁹⁰³

L'expérience historique de la reconstruction européenne après la guerre ainsi que les théories de la modernisation ouvraient la voie à des prévisions optimistes concernant le futur de l'Amérique latine. L'Alliance pour le progrès apparaît alors comme un « Plan Marshall pour l'Amérique latine », dans le sens que, comme l'a affirmé Rostow, les sociétés modernes doivent être « construites » (et les États-Unis seraient en mesure d'entreprendre cette construction) ; une position éventuellement interprétée, même du côté du Département d'État nord-américain, comme une « illusion d'omnipotence » de la part de l'administration Kennedy.⁹⁰⁴ Lincoln Gordon, futur ambassadeur des États-Unis au Brésil (1961-1966), alors consultant au sein du groupe de travail sur l'Amérique latine constitué par Kennedy, estimait que la comparaison entre le Plan Marshall et l'Alliance pour le progrès pouvait être une « analogie trompeuse » à plusieurs égards, l'action en vue de surmonter les graves inégalités socioéconomiques présentes en Amérique latine étant fondamentalement différente de la reconstruction économique de nations industriellement avancées et endommagées par la guerre. Gordon affirmait, néanmoins, que cette analogie était pertinente en vue de concentrer les efforts de l'Amérique latine (comme avait été le cas en Europe pour la reconstruction économique, servant aussi à « remplacer le désespoir par l'espoir ») sur le défi d'assurer la croissance dans un cadre de justice et de liberté.⁹⁰⁵

Arthur Schlesinger estimait que la structure agraire semi-féodale prévalente en

⁹⁰¹ *Ibid.*

⁹⁰² *Ibid.*, p. 182.

⁹⁰³ Voir, au sujet de la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), ses rapports avec les États-Unis, ses réalisations et le rôle de R. Prebisch : John TOYE et Richard TOYE, *The UN and global political economy*, *op. cit.*, chap. 8 et 9. Voir aussi: Hans W. SINGER, « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *op. cit.*

⁹⁰⁴ Cf. Stephen G. RABE, *The most dangerous area in the world*, *op. cit.*, p. 27-28.

⁹⁰⁵ Cf. U. S. DEPARTMENT OF STATE, « Draft memorandum from the consultant to the task force on Latin America (Gordon) to the President's assistant special counsel (Goodwin). Washington, March 6, 1961 », in *Foreign Relations of the United States, 1961-1963* [en ligne], vol. XII : « American Republics », document 5. Document disponible sur le site Internet de l'*Office of the Historian* (U.S. Department of State) : <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d5> [réf. du 23 mars 2012].

Amérique latine s'avérait être le principal obstacle au processus de modernisation de la région.⁹⁰⁶ Considérant que l'Amérique latine était « irrévocablement engagée dans la quête de la modernisation » et que la nécessaire « révision radicale » de sa structure agraire ne pouvait se faire que par une révolution de la classe moyenne ou par une révolution d'ouvriers et paysans (communiste ou péroniste), Schlesinger affirmait qu'il était de l'intérêt des États-Unis de promouvoir la révolution de la classe moyenne. Il soulignait que la mission nord-américaine envoyée dans la région avait pu observer le mécontentement grandissant dans les zones rurales latino-américaines, où les paysans (à l'exemple des Ligues paysannes dans le Nordeste brésilien) réclamaient leur droit à la terre, ou bien affluaient vers les villes, constituant des centres potentiels d'instabilité politique ; d'où l'importance d'une réforme agraire effective (suivie de programmes pour l'élévation de la productivité des petites propriétés).

Schlesinger souligne en outre le nécessaire changement dans la politique économique préconisée par les États-Unis : selon le Fonds monétaire international, la stabilité financière devait précéder (et engendrerait par l'attrait de capitaux étrangers) le développement économique. L'expérience des années 1950 aurait démontré l'échec de cette politique qui, au lieu d'amener le développement économique, a engendré la stagnation économique, la réduction des niveaux de vie, ainsi que des réactions favorables au communisme dans les pays qui l'ont suivie (Argentine, Chili, Bolivie). Le Brésil, au contraire, en ne suivant pas les politiques prônées par le FMI dans les années 1950, a connu une période d'expansion économique (malgré un processus inflationniste).

Entre autres recommandations pour la politique nord-américaine concernant l'Amérique latine, Schlesinger attire l'attention sur le fait que l'industrialisation des pays latino-américains n'est pas nécessairement défavorable aux intérêts des exportateurs nord-américains, et que la thèse qui a longtemps conduit la politique des États-Unis (selon laquelle « l'Amérique latine devrait être essentiellement un producteur et exportateur de produits primaires ») persuadait les défenseurs de la modernisation que l'intention des États-Unis était de maintenir la région en condition de « servitude coloniale ».⁹⁰⁷ De même en ce qui concerne le financement du développement économique : en finançant exclusivement des entreprises privées (au détriment d'entreprises de propriété de l'État), le gouvernement nord-américain

⁹⁰⁶ La référence d'A. Schlesinger, Jr. pour ce paragraphe et pour les subséquents est le rapport qu'il a élaboré à l'attention du Président Kennedy sur la mission en Amérique latine du 12 février au 3 mars 1961 (Argentine, Brésil, Peru, Bolivie, Panama et Venezuela) à laquelle il a participé en accompagnant le directeur du programme *Food for peace*, George McGovern. Cf. U. S. DEPARTMENT OF STATE, « Memorandum from the President's special assistant (Schlesinger) to President Kennedy. Washington, March 10, 1961 », in *Foreign Relations of the United States, 1961-1963* [en ligne], vol. XII : « American Republics », document 7, disponible sur <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d7> [réf. du 23 mars 2012].

⁹⁰⁷ *Ibid.*

apparaissait comme un instrument des intérêts du capital américain. Schlesinger souligne alors à Kennedy l'importance de mettre l'accent, dans le programme de l'Alliance pour le progrès, sur l'équilibre entre les programmes d'investissement social et économique, en réponse à la crainte des dirigeants latino-américains que la priorité ne soit accordée aux investissements sociaux. Tout de même, les États-Unis étant perçus par les latino-américains comme « une nation matérialiste », il serait également souhaitable la mise en évidence des valeurs non matérielles guidant les politiques prônées : l'abondance matérielle ne constituerait pas une fin en soi, mais un moyen de « promouvoir les objectifs supérieurs de culture et de civilisation »⁹⁰⁸.

Effectivement, dans son discours d'investiture, le 20 janvier 1961, le président John F. Kennedy avait mentionné son intention d'établir une « alliance pour le progrès » afin d'aider hommes et gouvernements « libres » à s'affranchir de la pauvreté.⁹⁰⁹ En évoquant l'héritage partagé par le Nouveau monde - la quête de la dignité et de la liberté de l'homme - Kennedy annonce officiellement, le 13 mars 1961, son programme de l'Alliance pour le progrès, devant une assistance composée de diplomates latino-américains et de membres du Congrès nord-américain.⁹¹⁰ Soulignant que les nations américaines sont le produit d'une lutte commune contre la domination coloniale, il affirme dans ce discours qu'une nouvelle fois dans son histoire le continent américain fait face à des forces étrangères qui « cherchent à imposer les despotismes du Vieux monde aux peuples du Nouveau ». Alors, le vaste effort de coopération proposé, visant à satisfaire les besoins de base des populations américaines (habitation, travail, santé et éducation), permettrait de « démontrer au monde entier que l'aspiration insatisfaite de l'homme au progrès économique et à la justice sociale peut être le mieux réalisée par des hommes libres travaillant dans un cadre d'institutions démocratiques »⁹¹¹.

Le président Kennedy propose alors un plan de dix ans (présenté en dix points) aux nations latino-américaines, pour « une décennie historique de progrès démocratique », à être

⁹⁰⁸ *Ibid.*

⁹⁰⁹ Dans son discours d'investiture, Kennedy affirme : « To our sister republics south of our border, we offer a special pledge - to convert our good words into good deeds - in a new alliance for progress - to assist free men and free governments in casting off the chains of poverty. But this peaceful revolution of hope cannot become the prey of hostile powers. Let all our neighbors know that we shall join with them to oppose aggression or subversion anywhere in the Americas. And let every other power know that this Hemisphere intends to remain the master of its own house. » Cf. John F. KENNEDY, « Inaugural Address » (January 20, 1961), in J. T. WOOLLEY, G. PETERS, *The American Presidency Project* [en ligne], Santa Barbara, University of California, disponible sur <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=8032> [réf. du 1^{er} mai 2012].

⁹¹⁰ Cf. John F. KENNEDY, « Address at a White House reception for members of Congress and for the diplomatic corps of the Latin American Republics » (March 13, 1961), in J. T. WOOLLEY, G. PETERS, *The American Presidency Project* [en ligne], *op.cit.*, disponible sur <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=8531> [réf. du 1^{er} mai 2012]. Ce texte est la référence utilisée pour ce paragraphe et les subséquents, sauf mention contraire.

⁹¹¹ *Ibid.*

accompli avec l'aide nord-américaine, à l'exemple de la reconstruction des économies de l'Europe occidentale. Le plan de l'Alliance pour le progrès exhortait les nations latino-américaines à mobiliser leurs ressources et énergies et à modifier leurs structures sociales en vue du partage des fruits de la croissance. L'élévation du niveau de vie des populations et l'atteinte d'une croissance auto-soutenue permettraient à chaque République américaine d'être « le maître de sa propre révolution ». Chaque nation est alors invitée à formuler ses propres plans de développement à long terme (sur lesquels se déciderait l'allocation des ressources de l'Alliance), en établissant des buts et priorités nationaux tout en assurant la stabilité monétaire et le stimulus à l'initiative privée. Pour ce faire, l'aide du Conseil interaméricain économique et social - CIES (de l'Organisation des États américains - OEA/ONU), en coopération avec la CEPAL (agence de l'ONU) et la Banque interaméricaine de développement - BID, est prévue, aussi bien pour l'élaboration des plans de développement que pour le suivi des progrès économiques réalisés.

Kennedy s'engage alors à l'obtention de fonds auprès du Congrès nord-américain, à être employés dans la réduction des barrières sociales qui bloquent le progrès économique (comme l'illettrisme, les maladies, les structures agraires archaïques) et dans l'élaboration de projets permettant la participation de tous dans les bénéfices de l'abondance. L'importance de l'intégration économique est aussi soulignée par Kennedy comme un moyen de stimuler la croissance industrielle des pays latino-américains ; est également évoqué le problème des variations des prix des produits primaires qui drainent les ressources et compromettent la croissance des économies latino-américaines. L'urgence du problème de la sécheresse est soulignée par le président, qui affirme immédiatement actionner le programme d'assistance alimentaire (*Food for peace program*⁹¹²) afin d'aider les régions affectées à constituer des réserves d'aliments et à promouvoir leur développement rural, « car hommes et femmes

⁹¹² Le programme *Food for peace* avait été proposé par l'alors sénateur J. F. Kennedy, dans un discours du 22 septembre 1960. À cette occasion, Kennedy souligne l'incertitude régnante aux États-Unis, spécifiquement en ce qui concerne la question des surplus agricoles. À son avis, les surplus agricoles ne configuraient pas un problème mais, au contraire, une opportunité pour le pays. Il propose alors l'établissement d'un programme qui pourrait faire bénéficier d'autres peuples du monde de cette production agricole excédentaire, par le biais des Nations Unies et des agences de distribution nord-américaines. En reliant le programme d'aide alimentaire aux intérêts internationaux des États-Unis, Kennedy affirme : « food is strength, and food is peace, and food is freedom, and food is a helping hand to people around the world whose good will and friendship we want. » Quelques jours avant l'élection présidentielle, en reprenant ce thème (le 31 octobre 1960), Kennedy souligne les contrastes entre des terres d'abondance et les soixante pour cent de la population mondiale qui vivent sous la menace de la faim et de la malnutrition. Ce « grand paradoxe des années 1950 » aurait, poursuit-il, poussé des peuples en quête de meilleures conditions de vie vers « la tyrannie du communisme comme un moyen pour le développement économique rapide ». Le programme *Food for peace* pourrait, dans ce contexte, « devenir un important instrument de politique étrangère ». Cf. John F. KENNEDY, « Remarks of Senator John F. Kennedy, Corn Palace, Mitchell, SD » (September 22, 1960) et *id.*, « Statement by Senator John F. Kennedy, Washington, DC » (October 31, 1960), dans : J. T. WOOLLEY, G. PETERS, *The American Presidency Project* [en ligne], *op.cit.* Textes disponibles respectivement sur <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=74154> et <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=74308> [réf. du 1^{er} mai 2012].

affamés ne peuvent pas attendre des discussions économiques ou des conférences diplomatiques ». Soulignant l'importance du partage des connaissances scientifiques, Kennedy invite au renforcement de la collaboration entre les pays latino-américains et les États-Unis (universités et laboratoires) dans le domaine de la recherche scientifique ; il affirme également son intention d'étendre aux éducateurs latino-américains les programmes de formation nord-américains dans le domaine de l'enseignement scientifique. Par ailleurs, l'expansion des programmes de formation technique serait nécessaire aux économies en développement rapide, afin de répondre aux besoins en main-d'œuvre qualifiée.

Tout en réaffirmant l'engagement des États-Unis dans la défense de l'indépendance des nations américaines, Kennedy souligne qu'un « usage constructif » de ressources employées en « instruments de guerre » serait possible à mesure que se développe la confiance dans le système collectif de sécurité de l'OEA : « les armées ne peuvent pas seulement défendre leurs pays », l'affirme Kennedy, « elles peuvent aider à les construire ».

Le programme proposé par Kennedy à l'intention de l'Amérique latine s'achève par une mise en relief de l'intérêt de l'apport culturel des nations latino-américaines aux États-Unis (« nous savons que nous avons beaucoup à apprendre », affirmait Kennedy). Il appelle ainsi à la contribution des latino-américains à l'enrichissement de la vie et de la culture aux États-Unis (littérature, musique, arts, histoire, traditions) voyant en cela une contribution à « la compréhension et au respect mutuel entre les nations de l'hémisphère ».

Kennedy achève son discours par le renforcement de l'idée de liberté (dans le sens caractéristique de la rhétorique nord-américaine de la Guerre froide : « free men », « free world », en contraposition au monde communiste)⁹¹³ comme étant l'élément fondamental de la « révolution » proposée par l'Alliance pour le progrès. Ce programme permettrait, l'affirme Kennedy, de « construire un hémisphère où tous les hommes peuvent espérer un niveau de vie convenable, et tous peuvent vivre leur vie dans la dignité et la liberté ». Ce serait alors l'aboutissement de la « révolution des Amériques », amorcée un siècle et demi auparavant comme une lutte pour l'indépendance nationale et la liberté individuelle. En affirmant que l'Alliance pour le progrès doit œuvrer à éliminer la tyrannie de l'hémisphère, Kennedy manifeste son amitié aux peuples de Cuba et de la République Dominicaine et l'espoir qu'ils « rejoindront bientôt la société des hommes libres ». En terminant son discours, Kennedy prône la devise (prononcée en anglais et en espagnol) « progress yes, tyranny no - progreso sí,

⁹¹³ Comme Henry Bernstein l'affirme dans son analyse de la sociologie du développement en ses rapports avec la théorie de modernisation, « in the West the conflict with the socialist countries, whether the U.S.S.R., China, Cuba or North Vietnam, is conventionally expressed in political terms, i.e. democracy or freedom vs. totalitarianism, even when this involves including the right kind of military dictatorship in the 'free world' and sacrificing some of the specifically parliamentary connotations of democracy. » Cf. Henry BERNSTEIN, « Modernization theory and the sociological study of development », *op. cit.*, p. 146.

tirania no! » pour illustrer les changements proposés pour l'Amérique latine dans le cadre de l'Alliance pour le progrès : contre « un impérialisme de la force et de la peur », une révolution où la liberté et le progrès marcheraient ensemble.

Le ton est alors clairement donné : la politique de coopération internationale proposée pour les années 1960 apparaît comme une réponse à la pénétration communiste dans le continent américain ; l'aide internationale serait mise à la disposition des nations faisant preuve d'engagement dans le combat à cette idéologie (et disposées à suivre les recommandations en matière de politique économique émanant des États-Unis).

Pour la signature de la Charte de l'Alliance pour le progrès, une réunion de ministres des Finances se déroulera à Punta del Este, le choix de responsables économiques au lieu de responsables politiques réfléchissant la préoccupation de Kennedy avec une possible interprétation de l'Alliance en termes exclusivement de Guerre froide. Toutefois, à ses origines, l'Alliance pour le progrès surgit de l'engagement de Kennedy à vaincre la Guerre froide en Amérique latine (où il pensait pouvoir « réellement accomplir quelque chose » différemment de l'Asie ou de l'Afrique).⁹¹⁴ À Punta del Este, le contexte de la Guerre froide n'émerge que dans les discussions entre le délégué de Cuba, Guevara, et le secrétaire d'État nord-américain Dillon.⁹¹⁵ Du côté des autres délégations latino-américaines, la conférence de Punta del Este a été considérée comme une réussite : « les latino-américains ont finalement estimé que les États-Unis promouvraient leur bien-être »⁹¹⁶. La présence et les propos de Guevara ont tout de même rassuré les latino-américains dans leurs demandes : tout en affirmant que Cuba n'entendait pas exporter sa révolution, Guevara soulignait que l'exemple de Cuba pourrait servir à d'autres pays au cas où des mesures visant à satisfaire les demandes du peuple ne seraient pas prises.⁹¹⁷ La « modération » de Guevara par rapport aux objectifs de l'Alliance contenus dans la Charte de Punta del Este (dont plusieurs avaient la sympathie de Cuba, même si le pays, la considérant comme un « instrument de l'impérialisme » voué à l'échec, s'abstient de la voter) témoignerait, comme l'a observé A. Schlesinger, du fort attrait initial de l'Alliance.⁹¹⁸ Outre la menace communiste et l'instabilité politique en Amérique latine, un autre élément marque les débuts de l'Alliance pour le progrès : le déclin des prix mondiaux des produits primaires. Dépendants de l'exportation de quelques produits pour l'obtention de devises, les pays latino-américains affrontaient une situation d'augmentation du volume exporté sans un accroissement correspondant du montant de devises. Par exemple, le

⁹¹⁴ Cf. Stephen G. RABE, *The most dangerous area in the world*, op. cit., p. 30.

⁹¹⁵ *Ibid.*, p. 31-32.

⁹¹⁶ *Ibid.*, p. 31.

⁹¹⁷ *Ibid.*, p. 32.

⁹¹⁸ Cf. Arthur M. SCHLESINGER, Jr., *A thousand days*, op. cit., p. 762.

prix d'un important produit d'exportation de la région, le café, avait chuté en 1961 à environ soixante pour cent de son prix de 1953, engendrant des pressions sur la balance des paiements des pays exportateurs (et compromettant une partie de l'effort financier proposé dans le cadre de l'Alliance).⁹¹⁹

1.1 La situation économique en Amérique latine et l'établissement de l'Alliance pour le progrès

La fin des années 1950 a été marquée par une détérioration aiguë des termes de l'échange de l'Amérique latine⁹²⁰, contribuant à la perte de dynamisme de ces économies, fortement dépendantes de l'exportation de quelques produits primaires (à l'exemple du café au Brésil et en Colombie, du cuivre au Chili, de l'étain en Bolivie, des bananes en Honduras).⁹²¹ La forte croissance de la population dans un contexte économique défavorable à la création d'emplois approfondissait les mauvaises conditions de vie, avec une tendance à l'accélération de la migration vers les villes. Alors, un contexte de production agricole insuffisante se dessinait et les efforts en vue de la diversification des systèmes productifs se heurtaient au manque de capitaux disponibles à l'investissement. La situation latino-américaine était donc, à la fin des années 1950, celle d'un approfondissement de l'écart entre riches et pauvres, alimenté par des structures agraires et fiscales inéquitables et une inflation persistante. L'installation de l'idéologie communiste dans le continent avec l'arrivée au pouvoir de Castro à Cuba créa aux États-Unis une opinion publique favorable à

⁹¹⁹ *Ibid.*, p. 789-790.

⁹²⁰ D'après l'analyse de W. W. Rostow : « In 1961, the more advanced countries in Latin America were generally suffering from an economic deceleration caused by a convergence of two forces : first, a loss of momentum as a take-off based on substitution for imported consumer goods - a strategy forced on Latin America by the Great Depression of the 1930s - reached its natural limits ; second, a markedly unfavorable shift in the terms of trade after 1951, following almost two decades of relatively favorable terms of trade. Looked at in this way, the Alliance for Progress may be seen as a method for helping Latin America bridge the awkward structural transition between the end of take-off and the achievement of high momentum in the drive toward technological maturity. And that happened in the 1960s and for most of the 1970s. » Considérant les effets de la crise économique des années 1980 sur la croissance des pays latino-américains, Rostow affirme : « Looking ahead, I, at least, do not doubt that in technological virtuosity as well as income per capita Latin America, taken as a whole, will continue to narrow the gap with the advanced industrial regions of the world economy. » Cf. Walt W. ROSTOW, « Toward a new hemispheric partnership », in L. R. SCHEMAN (éd.), *The Alliance for Progress : a retrospective*, op. cit., chap. 24, p. 239-251, citations respectivement p. 241 et 250.

⁹²¹ À propos des relations commerciales des pays latino-américains au cours de années 1950 et 1960, A. Ortiz Mena (ministre des Finances du Mexique aux débuts de l'Alliance pour le progrès) souligne que ces économies ont connu une période de croissance et de modernisation, dans un contexte d'augmentation du volume des échanges internationaux, sans, toutefois, augmenter leur participation dans les exportations mondiales (qui passe de 13,4% en 1950 à 5% en 1969). L'auteur évoque trois raisons pour ce déclin : la détérioration des termes de l'échange de la région (de ses principaux produits), la concurrence des matières premières synthétiques et les faibles progrès de la région dans le commerce de produits manufacturés (où les échanges internationaux connaissaient une croissance rapide). Cf. Antonio Ortiz MENA, « Overcoming the inertia », in L. R. SCHEMAN (éd.), *The Alliance for Progress : a retrospective*, op. cit., p. 127-130 (voir spécialement p. 129).

l'établissement de l'Alliance pour le progrès comme forme de contrecarrer l'expansion de cette idéologie.⁹²²

Du côté des responsables politiques et penseurs latino-américains, la prise de conscience de la pauvreté existante dans la région et des problèmes structurels l'engendrant et l'entretenant précède la révolution castriste et l'initiative nord-américaine de l'Alliance pour le progrès. Comme L. R. Scheman le synthétise, influencées par la pensée innovatrice de la CEPAL (sous la direction de l'économiste argentin Raúl Prebisch), de nouvelles forces politiques sociales-démocrates et démocrates-chrétiennes mettaient en œuvre des politiques réformistes de développement dans des pays latino-américains.⁹²³ L'Opération Panaméricaine proposée par le président brésilien Juscelino Kubitschek en 1958⁹²⁴ suscite un regain d'importance de l'Amérique latine, déclenchant des mesures de la part de l'administration Eisenhower, comme la création d'un fond destiné au développement social ; dans le cadre du système des Nations Unies, la Banque interaméricaine de développement est établie en 1959, suite à la première session du « Comité des Vingt-et-un » (ou Commission économique interaméricaine, instituée suite au lancement de l'Opération Panaméricaine, visant à la recherche de moyens de coopération économique entre les vingt-et-un pays membres de l'OEA).

Face à une situation économique aggravée depuis le début des années 1950 en raison des fluctuations des prix des matières premières sur le marché mondial (produisant une chute du revenu en dollar de leurs exportations), les pays latino-américains réunis avec les États-Unis (le Comité des Vingt-et-un) à Bogota, en septembre 1960, réclament une aide plus effective à leur redressement économique. Néanmoins, l'Acte de Bogota, malgré la déclaration d'intentions des États-Unis pour l'accroissement de l'assistance économique à l'Amérique latine dans les années à venir, ne les engageait en ce moment qu'à un apport de 500 millions de dollars à un nouveau Fonds spécial interaméricain de développement social, placé sous l'administration de la BID. Ce Fonds visait à attaquer les problèmes d'organisation sociale qui bloquaient l'expansion économique ; pour l'avenir, des prêts à long terme et à des conditions favorables étaient envisagés, ainsi que la recherche de solutions à l'instabilité des

⁹²² Nous nous appuyons ici sur des points soulevés par L. R. Scheman à propos des origines de l'Alliance pour le progrès, dans : L. Ronald SCHEMAN, « The Alliance for Progress : concept and creativity », in L. R. SCHEMAN (éd.), *The Alliance for Progress : a retrospective*, op. cit., p. 3-62.

⁹²³ Cf. L. Ronald SCHEMAN, « The Alliance for Progress : concept and creativity », op. cit., p. 5.

⁹²⁴ Sur les relations économiques internationales du Brésil, y compris la politique panaméricaniste de Kubitschek, voir : Pedro S. MALAN, « Relações econômicas internacionais do Brasil (1945-1964) », in B. FAUSTO (org.), *O Brasil republicano : economia e cultura (1930-1964)*, 3^e éd., Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 1995 (coll. « História geral da civilização brasileira », tome 3, vol. 4), p. 51-106 (spécifiquement sur le rôle de la politique panaméricaniste sous Kubitschek, voir p. 77-93).

cours des matières premières.⁹²⁵ Si l'acceptation de l'Acte de Bogota par l'unanimité des pays participants (à l'exception de Cuba) pouvait représenter une victoire des États-Unis sur la révolution cubaine, son caractère de simple déclaration d'intentions pour l'avenir mettait en doute son efficacité à long terme : « Il reste à savoir si les populations pressées par la misère et la propagande adverse auront la patience d'attendre... », le faisait remarquer Micheline Paunet, dans le *Monde diplomatique*, en 1960.⁹²⁶ Par rapport au compromis obtenu à Bogota, les critiques des pays latino-américains concernaient aussi bien les montants proposés que leur destination (une coopération interaméricaine visant à des buts sociaux) : chercher à résoudre les problèmes sociaux sans un programme pour le développement économique serait dépourvu de sens, comme l'a objecté Fidel Castro à l'Assemblée générale des Nations Unies (le 26 septembre 1960).⁹²⁷ Cependant, pour la majorité des représentants latino-américains (y compris R. Prebisch, invité à la réunion conjointement avec d'autres dirigeants d'organisations internationales), l'Acte de Bogota a marqué un vrai changement de position des États-Unis concernant l'Amérique latine.⁹²⁸

Des expériences de coopération entre les États-Unis et les pays de l'Amérique latine dans le but de stimuler le développement social et économique de ces derniers (les écartant de l'influence du modèle communiste) avaient été intentées dans les années 1950 ; ce n'est toutefois qu'avec Kennedy qu'un programme sera formulé de façon à articuler les divers éléments nécessaires au développement d'une nation : l'économie, la société et la politique. Dans ce sens, plus que l'apport de capitaux, l'Alliance pour le progrès prônait la réforme des institutions latino-américaines afin d'atteindre aussi bien la croissance économique que la stabilité politique et la justice sociale.

⁹²⁵ Comme le résumait le journaliste M. Paunet : « Cette somme, qui ne changera rien aux structures proprement économiques, doit permettre le lancement d'un vaste programme de réformes sociales qui est l'idée maîtresse du plan américain largement repris dans l'acte de Bogota. Celui-ci pose deux grands principes fondamentaux : tout d'abord il est nécessaire de promouvoir le progrès social dans les pays latino-américains en entreprenant une série de réformes systématiques et profondes des structures actuelles ; toute une liste de mesures à prendre est dressée, tant en ce qui concerne les réformes agraires, le système de crédit agricole et le système d'imposition, que les services publics (santé, communications, éducation, logement, etc.). [...] Le Fonds spécial pour le développement social [...] est la seule décision concrète du comité des Vingt et un réuni à Bogota. » Cf. Micheline PAUNET, « À Bogota, les États-Unis se sont engagés à accroître leur aide économique aux pays latino-américains », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1960.

⁹²⁶ *Ibid.*

⁹²⁷ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986, op. cit.*, p. 356 (et note 18, p. 534).

⁹²⁸ *Ibid.*, chap. 16 : « The Kennedy offensive ». La primauté accordée à l'OEA dans le contrôle des projets de développement aurait pu impliquer une perte d'importance de la CEPAL face à l'OEA (qui comptait avec le financement des États-Unis) et à la BID (qui contrôlait la distribution des ressources). Prebisch, comme leader de la CEPAL, institution dotée de forte crédibilité, disposant d'une capacité analytique plus large que la nouvellement créé BID et d'une plus grande capacité organisationnelle que l'OEA, œuvre alors à la création d'un Comité tripartite de coopération (OEA, BID, CEPAL) afin de concentrer les efforts de ces institutions dans le sens du développement économique et social de l'Amérique latine (*ibid.*, p. 356-357). L'Acte d'installation du Comité de coopération a été signé le 7 décembre 1960 par MM. José A. Mora (Secrétaire général de l'OEA), Felipe Herrera (Président de la BID) et Raúl Prebisch (Sous-secrétaire des Nations Unies chargé de la CEPAL).

Cependant, comme l'a souligné Prebisch⁹²⁹, la seule transformation des structures économiques et sociales ne serait pas capable de promouvoir l'accélération du développement dans des pays où le capital était un facteur de production rare, restreignant l'assimilation de la technologie moderne ; les ressources internationales auraient alors un rôle important à jouer dans ces pays, comme complément des ressources locales disponibles à l'investissement, afin d'atteindre des niveaux de croissance économique satisfaisants. Cela impliquait, d'après Prebisch, de donner une nouvelle orientation à la politique de collaboration internationale, dans le but de permettre aux pays latino-américains de devenir, progressivement, capables de faire tout ce que faisaient déjà les pays avancés, en développant au mieux leurs capacités et ressources. Prebisch illustre son argument en affirmant :

« One of the things that has most fired the imagination and enthusiasm of our people, particularly the younger generation, has been the very significant lesson to be learned from the Soviet method of economic development : No matter how rudimentary the technology in underdeveloped countries, no matter how high the rate of illiteracy, there is nothing which in time these countries cannot learn and practice - from the exploitation of their natural resources to the most complex industrial techniques. »⁹³⁰

Prebisch insiste alors sur la connotation politique de la coopération internationale qui, en contribuant à la transformation des structures économiques et sociales qui entravent le développement, pourrait atténuer les tensions sociales en Amérique latine à un moment où « des forces profondes » se manifestent au niveau international, cherchant « des formes authentiques de développement ». ⁹³¹ S'il affirme que l'Amérique latine désire activer ses propres forces vitales à la recherche de solutions à ses problèmes économiques et sociaux, Prebisch reconnaît également que l'apport de ressources internationales est indispensable aux investissements nécessaires à la suppression des obstacles structurels qui freinent son développement. Dans le sens d'un effort international pour le développement, il faudrait alors que chaque pays élabore son propre plan de développement à long terme, mais qu'il lui soit aussi assuré le nécessaire financement international (sur la base d'évaluations techniques de la part des institutions de financement). La CEPAL, dans le cadre de l'accord établi avec l'OEA et la BID (Comité tripartite de coopération), aurait une place de choix, avec son expérience en la matière, dans la collaboration avec les gouvernements latino-américains pour l'élaboration de leurs plans de développement. Cette planification du développement viserait alors à « introduire de la rationalité dans les grandes décisions économiques »⁹³², établissant les buts

⁹²⁹ Cf. Raúl PREBISCH, « Joint responsibilities for Latin American progress », *Foreign Affairs*, vol. 39, n° 4, July 1961, p. 622-633.

⁹³⁰ *Ibid.*, p. 624.

⁹³¹ Cf. Raúl PREBISCH, *Exposición del Sr. Raúl Prebisch, Director Principal a cargo de la Secretaría Ejecutiva de la Comisión Económica para América Latina, en la primera sesión plenaria, el día 5 de mayo de 1961*, Santiago, CEPAL, 1961 [Nations Unies, Conseil économique et social, document n° E/CN.12/616], p. 10.

⁹³² *Ibid.*, p. 12.

de chaque pays et ses besoins en matière de coopération internationale. Également, le précise Prebisch, dans le cadre des plans de développement économique nationaux, doivent être définies les activités qui seraient ouvertes aux entreprises privées étrangères et celles réservées préférentiellement à l'initiative privée nationale. Il souligne notamment la question de l'exploitation de ressources naturelles et de services publics, ces derniers étant souvent à la charge de l'État en Amérique latine en raison des débilites techniques et économiques de l'initiative privée nationale ; la politique de coopération internationale pourrait contribuer à surmonter ces débilites. Quant aux ressources naturelles, tout en reconnaissant que l'opération des firmes étrangères apporte des bénéfices en termes de technologie, organisation et niveau de salaires, Prebisch fait remarquer que l'action de ces entreprises n'est orientée que par leurs intérêts particuliers, nonobstant l'influence de leurs décisions sur l'ensemble de la nation où elles opèrent.⁹³³

Prebisch accentue que la planification du développement ne porte pas préjudice à l'initiative privée⁹³⁴ ; au contraire, une planification rationnelle du développement est nécessaire pour surmonter les obstacles structurels qui entravent le développement et impulser l'initiative privée en Amérique latine. Ces obstacles comprennent le régime de propriété de la terre, le profil du commerce extérieur, la vulnérabilité externe⁹³⁵, les disparités dans la distribution des revenus (ne servant pas à augmenter l'accumulation de capital, mais à des dépenses superflues, la concentration des revenus n'aurait joué aucun rôle significatif dans la dynamique du développement) et le processus inflationniste. D'après l'analyse de Prebisch, en l'absence de transformations structurelles en Amérique latine, le libre jeu des forces de l'économie ainsi que l'afflux de capital privé étranger ne seraient pas suffisants pour promouvoir l'accélération de la croissance économique nécessaire au développement latino-américain. Un plan de développement ayant pour but la suppression des obstacles structurels ainsi que l'investissement en infrastructures - où l'action de l'État est fondamentale en Amérique latine - ne pourrait, l'affirme Prebisch, qu'augmenter les possibilités de l'initiative privée.

Cependant, une politique de coopération internationale ne saurait être centrée essentiellement sur l'initiative privée étrangère.⁹³⁶ Quand celle-ci constitue une source d'irradiation technologique, elle joue un rôle important dans le processus de développement des pays latino-américains ; toutefois, comme le précise Prebisch, « le développement

⁹³³ Cf. Raúl PREBISCH, « Joint responsibilities for Latin American progress », *op. cit.*, p. 631-632.

⁹³⁴ Cf. Raúl PREBISCH, *Exposición del Sr. Raúl Prebisch...* [1961], *op. cit.*

⁹³⁵ L'industrialisation s'étant développée « hacia adentro » (vers le marché interne) en Amérique latine, sans un volume significatif d'exportations industrielles, ces pays sont restés dépendants des exportations traditionnelles et sujets aux fluctuations des cours internationaux des produits primaires.

⁹³⁶ Cf. Raúl PREBISCH, *Exposición del Sr. Raúl Prebisch...* [1961], *op. cit.*

économique est essentiellement un processus de développement d'aptitudes nationales »⁹³⁷. Dès lors, insister sur l'initiative privée étrangère comme élément primordial du développement latino-américain ne ferait que renforcer la perception de la politique de coopération en Amérique latine comme un moyen d'assurer « de nouveaux champs d'investissement au capital étranger au profit des grands centres industriels »⁹³⁸. Alors, un vrai changement d'orientation de la politique de coopération internationale est préconisé par Prebisch, avec une définition des activités dans lesquelles le capital étranger pourrait contribuer davantage au développement économique, et un renforcement de l'initiative privée nationale. Prebisch affirme la nécessité d'augmenter l'apport de ressources internationales, compte tenu des besoins du développement ; il met toutefois en garde contre l'utilisation des ressources supplémentaires prioritairement dans des investissements qui économisent de la main-d'œuvre⁹³⁹ ou qui répondent à la satisfaction de formes de consommation ostentatoires⁹⁴⁰ (ou non compatibles avec la rareté des ressources).

Prebisch met en évidence la nécessité de stimuler l'initiative privée latino-américaine comme partie de l'effort de développement à être engagé. L'industrie locale ne serait pas en mesure de concurrencer l'initiative privée étrangère, d'où la nécessité de diriger la coopération internationale aussi à son renforcement, par le biais de crédits à long terme et d'une assistance technique appropriée. À ce propos, Prebisch affirme : « Une concurrence saine doit être fondée sur l'égalité des conditions ; autrement, elle conduit à la destruction ou à la subordination de la partie la plus faible. Les conflits qui en résultent débordent alors sur des domaines politiques, provoquant des tensions et des antagonismes. »⁹⁴¹

Le renforcement de l'initiative privée latino-américaine, dans le cadre d'une nouvelle approche de la coopération internationale, aurait aussi l'effet de favoriser les démarches en vue de l'établissement d'un marché commun latino-américain. La consolidation de l'initiative privée locale permettrait de dissiper les réticences existantes en Amérique latine quant à un

⁹³⁷ *Ibid.*, p. 8.

⁹³⁸ *Ibid.*, p. 9.

⁹³⁹ L'un des problèmes les plus délicats en ce qui concerne le développement économique est, selon Prebisch, l'assimilation de formes technologiques des pays avancés (qui économisent de la main-d'œuvre) par des pays dans lesquels la main-d'œuvre est un facteur de production abondant. Laissées au libre jeu des forces du marché, les décisions sur les investissements industriels ne contribueraient pas d'une manière satisfaisante à l'absorption de la main-d'œuvre disponible ; eu égard à la rareté du capital dans des économies comme les latino-américaines, cette situation configure un « gaspillage de ressources » qui pourraient autrement contribuer à l'absorption de la main-d'œuvre excédentaire à des niveaux de productivité croissante. Cf. Raúl PREBISCH, *Exposición del Sr. Raúl Prebisch...* [1961], *op. cit.* (voir spécialement p. 2-3).

⁹⁴⁰ Au sujet des inégalités de revenus, Prebisch affirme : « Les groupes à revenus élevés [en Amérique latine] vivent généralement beaucoup mieux que les groupes à revenus élevés des centres les plus avancés, car aux avantages traditionnels de leurs formes d'existence s'ajoutent tous les nouveaux avantages de la technique moderne. » Cf. Raúl PREBISCH, *Exposición del Doctor Raúl Prebisch, Representante del Secretario General de las Naciones Unidas y Director Principal de la CEPAL, en la Reunión Plenaria del « Comité de los 21 » celebrada el día 8 de septiembre de 1960, en Bogotá, Santiago, CEPAL, 1960, p. 5.*

⁹⁴¹ Cf. Raúl PREBISCH, « Joint responsibilities for Latin American progress », *op. cit.*, p. 631.

éventuel accaparement des opportunités d'affaires par les entreprises étrangères. Cette appréhension serait corroborée par des exemples d'absorption de firmes originellement nationales (opérant dans des marchés protégés) par le capital étranger, notamment dans les centres manufacturiers les plus importants d'Amérique latine ; des pressions supplémentaires sur les balances des paiements de ces pays en sont engendrées, en raison des rapatriements de bénéfices.⁹⁴² Favorisant une utilisation plus efficiente des facteurs de production (compte tenu de l'élargissement des marchés), l'établissement d'un marché commun latino-américain pourrait également promouvoir l'exportation industrielle latino-américaine (dont les coûts se réduiraient) à d'autres pays du monde, y compris les grands centres industriels. Prebisch souligne, en cette année 1961, qu'il s'agit d'un moment opportun pour l'établissement de nouvelles formules dans le commerce international : des avantages mutuels aux grands centres industrialisés et aux pays latino-américains pourraient advenir de l'orientation de l'effort industriel des derniers davantage vers les marchés d'exportation. C'est alors le Plan Marshall, vu comme un effort de nivellement technologique de l'Europe occidentale par rapport aux États-Unis, l'exemple à suivre dans le sens d'une coexistence réussie entre le capital étranger et l'initiative privée nationale.⁹⁴³

Le contexte de la Guerre froide est présent dans le discours de Prebisch, qui perçoit une inquiétude grandissante en Amérique latine et le rétrécissement des opportunités pour la réalisation des réformes nécessaires au développement. Lors de la Conférence économique interaméricaine, en septembre 1960, à Bogota, Prebisch manifestait déjà son inquiétude par rapport à l'expansion des idéologies révolutionnaires en Amérique latine. Considérant le sentiment de frustration des jeunes générations latino-américaines et l'attrait « d'autres méthodes de développement économique qui, nonobstant leur coût politique et social, se traduisent par des taux élevés de développement », Prebisch met en évidence l'impératif du changement en Amérique latine. Il serait nécessaire, affirme-t-il, de promouvoir un regain de confiance dans la validité dynamique du système de libre entreprise, dans la mesure où ce système rejoint « les libertés fondamentales consacrées dans la Charte des Nations Unies ».⁹⁴⁴ Dans ce sens, il accentue l'opportunité ouverte alors au niveau international pour l'établissement d'une politique de coopération capable de transformer en profondeur la vie sociale et économique de la région. Cependant, Prebisch attire l'attention sur la possibilité que pays latino-américains ne soient pas en mesure, du point de vue politique, d'entreprendre les réformes structurelles nécessaires à la conduite d'une politique économique efficace. Dans ce

⁹⁴² *Ibid.*

⁹⁴³ *Ibid.*, p. 633.

⁹⁴⁴ Cf. Raúl PREBISCH, *Exposición del Doctor Raúl Prebisch...* [1960], *op. cit.*, p. 2 et p. 13, respectivement, pour les deux citations précédentes.

cas, les nouvelles ressources provenant de la politique de coopération internationale pourraient, au détriment du développement social envisagé, se destiner « simplement à calmer les effervescences, sans aller au fond des problèmes qui empêchent le développement économique de l'Amérique latine ». ⁹⁴⁵

Avant l'investiture de Kennedy, des contacts avec des personnalités latino-américaines avaient été établis par ses collaborateurs afin de rassembler des idées pour un nouveau programme en préparation ; à cette fin, des réunions ont été organisées à Washington. ⁹⁴⁶ L'engagement de Kennedy, dès son discours d'investiture, vers le soutien au développement international a été alors compris en Amérique latine comme le début d'une nouvelle ère de la politique étrangère nord-américaine. Juste avant le lancement de l'Alliance pour le progrès, un groupe d'experts latino-américains a été invité à élaborer des considérations plus détaillées pour une nouvelle approche des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine. À Raúl Prebisch, Secrétaire exécutif de la CEPAL et figure notable de la pensée latino-américaine, échoit alors l'élaboration d'une lettre conjointe (CEPAL, BID, OEA) à l'intention de Kennedy. Ce document, affirmant qu'il était « le moment d'établir une politique hémisphérique pour l'Amérique latine » ⁹⁴⁷ s'est avéré contenir huit des dix points présentés par Kennedy lors de son discours du 13 mars 1961. ⁹⁴⁸ Sur le point fondamental de la mise en place des réformes économiques, spécifiquement sur le rôle de chaque pays dans l'élaboration de ses propres programmes de développement économique et social (objectifs, financement, réformes administratives et sociales) qui serviraient de base à l'allocation des ressources étrangères, le discours reprend essentiellement la lettre rédigée par Prebisch. Il est indéniable, comme le fait remarquer Dosman, que Prebisch a été le « parrain intellectuel » de l'Alliance pour le progrès. ⁹⁴⁹ Prebisch, tout en soulignant qu'il n'a pas été le promoteur ou l'auteur intellectuel de l'Alliance, affirme qu'il a aussitôt rejoint l'idée et que le document qu'il a élaboré à l'intention de Kennedy a été en fait la base du programme de l'Alliance. ⁹⁵⁰ Ainsi,

⁹⁴⁵ *Ibid.*, p. 4.

⁹⁴⁶ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986*, *op. cit.*, p. 358.

⁹⁴⁷ Cf. l'entretien accordé par Raúl Prebisch à David Pollock en mai 1985 (à Washington D.C.), publié dans : David POLLOCK, Daniel KERNER et Joseph L. LOVE, « Entrevista inédita a Prebisch : logros y deficiencias de la CEPAL », *Revista de la CEPAL*, n° 75, décembre 2001, p. 19.

⁹⁴⁸ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986*, *op. cit.*, p. 358.

⁹⁴⁹ *Ibid.*, p. 358.

⁹⁵⁰ Cf. David POLLOCK, Daniel KERNER et Joseph L. LOVE, « Entrevista inédita a Prebisch... », *op. cit.*, p. 19. Comme le rapporte Arthur Schlesinger dans son ouvrage sur J. F. Kennedy, le mémorandum provenant d'un groupe d'économistes latino-américains engagés dans la lutte pour le développement a été « d'un intérêt particulier » pour le lancement de l'Alliance pour le progrès. Ce document, en affirmant que l'Amérique latine était dans un état de crise, appelait à une coopération internationale qui, libre de toute menace d'impérialisme économique, devait aider à guider les transformations structurelles dans le cadre des libertés fondamentales. Comme soulignait le document, pour vaincre la résistance des intérêts privés, une vigoureuse action de l'État serait nécessaire ; le libre jeu des forces de l'économie ne serait pas capable de promouvoir les changements

vraisemblablement, les idées fondamentales du programme présenté le 13 mars 1961 étaient celles de la CEPAL, ce qui a beaucoup enthousiasmé Prebisch et ses collaborateurs. En revanche, la présentation de ces idées sous le nom d'« Alliance pour le progrès » (initiative de Richard Goodwin, conseiller spécial et rédacteur des discours de Kennedy) a été faite sans consultation préalable de Prebisch, qui a jugé le titre « malheureux », car il ne s'agissait pas d'une « alliance ». ⁹⁵¹ En outre, un élément-clé du document élaboré par Prebisch a été abandonné dans le programme final de l'Alliance, à savoir le lien qu'établissait Prebisch entre l'intégration régionale et la promotion des exportations industrielles. D'après le raisonnement de Prebisch, l'intégration de l'Amérique latine dans le marché des exportations industrielles était fondamentale pour la progression de son industrialisation ⁹⁵² ; allégeant cette proposition, l'Alliance prévoyait l'appui à toute intégration économique engendrant des opportunités compétitives plus larges. ⁹⁵³

Alors, à un moment où les États-Unis cherchaient un modèle de développement capable de faire face à l'exemple du modèle communiste qui s'installait avec Fidel Castro, le programme développé au sein de la CEPAL depuis le début des années 1950 s'impose comme le plus approprié pour une stratégie de développement à long terme. ⁹⁵⁴ La Charte de Punta del Este incorpore ainsi le programme de base de la CEPAL, malgré les réticences manifestées auparavant par Washington à l'égard des idées de cette organisation. Aux yeux de Prebisch, cette souscription aux idées de la CEPAL prédisposait l'Alliance à des critiques de la part d'importants segments des pays signataires, posant des difficultés à la mise en œuvre des engagements tenus à Punta del Este. Du côté du Congrès nord-américain, des propositions concernant l'encadrement du capital étranger requis au développement latino-américain et la participation de l'État dans l'économie ne rencontreraient pas un accueil favorable ; du côté

structurels requis. Le document se termine « in somber tones » en affirmant que : « We are likewise disturbed at the thought of imitating methods which pursue their economic objectives at the cost of fundamental human freedoms. Latin America still has time to avoid this, but not much time. » Cf. Arthur M. SCHLESINGER, Jr., *A thousand days*, *op. cit.*, p. 204.

⁹⁵¹ Cf. David POLLOCK, Daniel KERNER et Joseph L. LOVE, « Entrevista inédita a Prebisch... », *op. cit.*, p. 19.

⁹⁵² A ce sujet, Prebisch affirme dans un article de 1961 sur l'Amérique latine face à une nouvelle politique de coopération économique internationale : « Increased exports of industrial products are becoming imperative for the Latin American countries, particularly those which have made the greatest industrial progress. Under the pressure of circumstances, industrialization has been directed inwards and not outwards, so that emphasis has been on replacing imports with goods of local manufacture - first consumer goods, then intermediate products and more complex capital goods. The Latin American common market will facilitate this process by ensuring coordinated efforts. But the need to produce import substitutes would not be quite so acute if our countries could add industrial exports to their traditional primary ones, which tend to grow slowly. » Cf. Raúl PREBISCH, « Joint responsibilities for Latin American progress », *op. cit.*, p. 627.

⁹⁵³ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986*, *op. cit.*, p. 534 (note 21 du chap. 16).

⁹⁵⁴ *Ibid.*, chap. 16 : « The Kennedy offensive ». Dosman souligne le vide intellectuel aux États-Unis concernant le développement économique à long terme de l'Amérique latine au moment où survient la menace de la Révolution cubaine : du côté du Département d'État nord-américain, depuis la Seconde Guerre mondiale, ce genre d'élaboration serait absent ; quant aux intellectuels collaborant avec Kennedy dans l'élaboration de l'Alliance, il leur manquerait l'expérience nécessaire en Amérique latine. *Ibid.*, p. 362.

des délégations latino-américaines, l'engagement « à entreprendre les réformes structurelles requises pour une révolution démocratique pacifique » serait irréaliste, compte tenu de la résistance des intérêts établis aux réformes (fiscale et agraire, par exemple) et de la faiblesse de certains gouvernements, comme celui de Jânio Quadros au Brésil. Prebisch avait auparavant mis en doute l'efficacité de l'aide financière nord-américaine sans la concrétisation des réformes économiques et sociales nécessaires au développement en Amérique latine⁹⁵⁵ ; il insistait sur les obstacles internes au développement, comme les inégalités, la structure agraire, l'éducation et la mobilité sociale, qui seraient surtout politiques. Alors, comme l'a souligné Dosman, si la Révolution cubaine oblige Washington à mobiliser des instruments économiques, politiques et militaires en vue du rétablissement de son contrôle sur l'Amérique latine (en évitant la survenue d'autres mouvements révolutionnaires), elle pose également une menace de changement social et économique pour les élites de la région.⁹⁵⁶

A l'issue de la conférence du Conseil interaméricain économique et social qui s'est déroulée à Punta del Este, Uruguay, du 5 au 17 août 1961, la Charte de l'Alliance pour le progrès est signée par tous les États membres de l'OEA, à l'exception de Cuba⁹⁵⁷. Réaffirmant les principes de l'Opération Panaméricaine et de l'Acte de Bogota, les Républiques américaines s'engagent par l'Alliance pour le progrès dans « un effort commun en vue d'apporter à [leurs] peuples un progrès économique accéléré et une plus large justice sociale dans le cadre de la dignité personnelle et de la liberté politique »⁹⁵⁸. En préambule de la Charte de Punta del Este, l'histoire révolutionnaire des nations américaines et leur « longue lutte pour la liberté » sont remémorées. Il est affirmé dans ce document qu'à un moment où l'Amérique se trouve à un tournant de son histoire, où les populations aspirent à de meilleures conditions de vie, c'est un « devoir inéluctable » que de « démontrer aux pauvres et délaissés [...] que les pouvoirs créateurs des hommes libres détiennent la clé de leur progrès et du

⁹⁵⁵ Cf. Raúl PREBISCH, « Vamos a tener más recursos exteriores en América Latina, pero ¿estamos preparados para aprovecharlos al máximo? », *United Nations Review*, octobre 1960 (cité dans : Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986, op. cit.*, p. 363). Ce texte de Prebisch comprend l'exposition qu'il a faite lors de la réunion du Comité des Vingt-et-un, à Bogota, le 8 septembre 1960.

⁹⁵⁶ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986, op. cit.*, p. 363.

⁹⁵⁷ Dosman affirme : « The Alliance was essentially political, and the political backdrop of the Conference was the containment of the Cuban revolution, on everyone's mind with the arrival of Che Guevara and the stir he created. [...] Che was not authorized to sign the *Declaration to the Peoples of the Americas* [ratifiée conjointement avec la Charte de Punta del Este], which specifically excluded Cuba by insisting on 'the institutions of representative democracy'. » *Ibid.*, p. 361.

⁹⁵⁸ Cf. « The Charter of Punta del Este. Establishing the Alliance for Progress within the framework of Operation Pan America », *The Department of State Bulletin*, vol. XLV, n° 1159, September 11, 1961, p. 463-469, citation p. 463.

progrès des générations futures ». ⁹⁵⁹ Dans ce sens, l'objectif de l'Alliance est d'engager l'énergie du peuple et des gouvernements des Républiques américaines dans un effort de coopération pour accélérer le développement économique et social des pays signataires, visant à maximiser le bien-être des populations tout en leur garantissant l'égalité des chances dans le cadre de sociétés démocratiques. Il est alors affirmé dans la Charte qu'un taux de croissance annuelle du revenu par tête d'au moins 2,5% est nécessaire, visant à assurer un développement auto-soutenu, capable de promouvoir la réduction de l'écart entre les niveaux de vie des latino-américains et celui des nations plus industrialisées. Une meilleure distribution des bénéfices du progrès économique doit être cherchée, en même temps qu'une augmentation de la part du produit national consacrée à l'investissement. L'industrialisation, avec une attention spéciale à l'industrie de biens de capital, y est préconisée, dans un effort de diversification des structures économiques nationales (réduisant leur dépendance par rapport à l'exportation d'un nombre limité de produits primaires, dont la stabilité des cours internationaux doit également être cherchée). Des objectifs concernant l'augmentation de la production agricole et de sa productivité y sont présents ; doivent également être envisagés des programmes de réforme agraire, visant à donner des conditions de stabilité économique à ceux qui travaillent la terre, leur assurant la liberté et la dignité. Les Républiques américaines s'engagent en outre, au cours de la décennie de 1960, à éliminer l'illettrisme, à augmenter, de cinq années au moins, l'espérance de vie à la naissance, ainsi qu'à augmenter l'offre d'habitations populaires, pourvues des nécessaires services publics. La nécessité de maintenir des taux de croissance économique adéquats est accentuée (qui doivent être atteints dans un cadre de stabilité des prix afin d'éviter des problèmes sociaux et de distribution de ressources) ; l'importance de l'intégration régionale, permettant l'expansion et la diversification du commerce entre les pays latino-américains ainsi que leur croissance économique, est également soulignée parmi les buts fondamentaux pour la décennie de 1960, auxquels s'engagent les pays membres de l'Organisation des États américains (à l'exception de Cuba) par la Charte de l'Alliance pour le progrès. ⁹⁶⁰

Un an après le lancement de l'Alliance pour le progrès, l'impératif de la sécurité nationale montait à Washington et l'approche du développement économique comme moyen de combattre la menace communiste en Amérique latine perdait de l'importance, l'Alliance endurent déjà des critiques aux États-Unis. De la part du Trésor des États-Unis ainsi que de leur secteur privé, la position adoptée était contraire à la planification ; étaient loués plutôt les bénéfices de la discipline fiscale et monétaire et critiquée l'approche « étatiste » de

⁹⁵⁹ *Ibid.*, p. 463.

⁹⁶⁰ *Ibid.*, p. 463-469.

l'Alliance⁹⁶¹.

Du côté des milieux d'affaires nord-américains opérant en Amérique latine (leur « source de bénéfices », dans les mots de Prebisch), la primauté aux réformes sociales et à la justice sociale prônée par l'Alliance n'était pas exacte, la croissance économique devant être stimulée préalablement à toute mesure concernant la distribution des revenus ; de même en ce qui concerne la réforme agraire : s'ils n'étaient pas opposés à cette idée (contrairement aux propriétaires fonciers latino-américains), en revanche, ils ne la recommanderaient qu'après l'atteinte de hauts niveaux de prospérité économique dans un pays.⁹⁶²

Le multilatéralisme prôné par l'Alliance avait été délaissé, la capacité des latino-américains à conduire des politiques, ainsi que leur probité, étant mises en doute par le Département d'État nord-américain. Pareillement, la Commission d'experts de l'OEA, sous la direction de Prebisch, chargée d'évaluer les plans de développement nationaux présentés par les gouvernements latino-américains, était jugée « sans importance » par l'administration nord-américaine ; la Commission a même été discréditée suite à un accord entre les États-Unis et l'Argentine, par lequel une aide financière était accordée au nouveau gouvernement argentin (mis en place par les militaires après la déposition du président Frondizi en mars 1962), à des fins de sécurité, sans la présentation préalable d'aucun plan national de développement, comme était prévu dans le cadre de l'Alliance pour le progrès.⁹⁶³

Plus largement, Howard Wiarda estime que, si aux débuts de l'Alliance la contribution des latino-américains a été considérable, leurs conseils étant demandés surtout par le biais du « Comité des Neuf » [*Committee of Nine Wise Men*]⁹⁶⁴, l'opération est devenue de plus en plus nord-américaine. Wiarda y identifie la conviction des États-Unis de pouvoir apporter « les bénéfices de [leur] civilisation à l'Amérique latine » ; la région apparaît alors comme devant être guidée et conduite : « les intellectuels et les politiciens latino-américains étaient vus de cette manière supérieure et condescendante », observe l'auteur.⁹⁶⁵

⁹⁶¹ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986*, *op. cit.*, p. 370.

⁹⁶² Cf. David POLLOCK, Daniel KERNER et Joseph L. LOVE, « Entrevista inédita a Prebisch : logros y deficiencias de la CEPAL », *op. cit.* Alors, compte tenu des attaques subies par l'Alliance aussi bien aux États-Unis qu'en Amérique latine, Prebisch affirme : « Seule la personnalité du Président Kennedy et son influence personnelle dans le gouvernement auraient pu sauver l'Alliance. Mais il est mort. » (*ibid.*, p. 19)

⁹⁶³ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986*, *op. cit.*, chap. 16.

⁹⁶⁴ La Charte de Punta del Este établit la création d'un comité de neuf experts de haut niveau avec des compétences sur les divers aspects du développement économique et social. Ce Comité autonome, attaché au Conseil interaméricain économique et social (CIES), avait pour but de coopérer avec les pays latino-américains intéressés, en examinant leurs plans de développement et en les conseillant techniquement (sans interférer dans la définition des buts et priorités des programmes nationaux de développement). Les programmes recommandés par le Comité seraient soumis à la BID en vue de l'obtention du financement requis. Le Comité des Neuf était coordonné par R. Prebisch, qui démissionne en juin 1962. L'intégration du Comité d'experts comme un groupe consultatif technique au sein du Comité interaméricain de l'Alliance pour le progrès (CIAP), en mars 1966, provoquera la démission de ses membres restants. *Ibid.*, chap. 16 et p. 545 (chap. 18, note 49).

⁹⁶⁵ Cf. Howard J. WIARDA, « Did the Alliance 'lose its way'... », *op. cit.*, p. 104.

E. Dosman attribue l'échec de l'Alliance pour le progrès aussi bien aux difficultés que rencontre Kennedy aux États-Unis pour maintenir les engagements entrepris lors du lancement du programme qu'aux pays latino-américains eux-mêmes, lesquels auraient souscrit les engagements de la Charte de Punta del Este sans être préparés à les mettre en place. Les méfiances sous-jacentes dans les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine collaborent alors à mettre fin à « l'année de l'Amérique latine » à Washington ; du côté des pays latino-américains, la démission de Prebisch (le 13 juin 1962) de son poste de coordinateur témoigne de l'échec de la Commission d'experts de la OEA qui, sans pouvoirs exécutifs, n'a pas réussi à engager les gouvernements de la région dans l'élaboration de plans de développement en vue de l'obtention de ressources de l'Alliance (surtout après l'exemple argentin)⁹⁶⁶. Le lancement de l'Alliance pour le progrès s'avérait alors avoir été marqué par un optimisme excessif, la préoccupation avec la menace communiste reprenant sa prédominance dans la politique nord-américaine.

Selon Stephen Rabe, Kennedy a été le président des États-Unis qui a le plus porté attention à l'Amérique latine depuis la Seconde Guerre mondiale, accordant une place importante aux relations interaméricaines dans la politique étrangère des États-Unis. Selon Rabe, l'engagement de Kennedy à l'Amérique latine provenait aussi bien de sa perception de l'importance de la région comme un « champ de bataille de la Guerre froide », que de son aspiration à « aider les pauvres » - ce qui lui semblait pouvoir être accompli par les États-Unis en Amérique latine.⁹⁶⁷ Malgré la mise en valeur des relations avec l'Amérique latine et l'apport d'« idéaux élevés et nobles finalités »⁹⁶⁸ à sa politique envers la région, celle-ci aurait été guidée (ainsi que celles de son prédécesseur et de son successeur) par le contexte de la Guerre froide ; la lutte contre le communisme l'aurait toujours emporté sur la défense de la démocratie et de la justice sociale. Le défi à l'hégémonie nord-américaine dans l'hémisphère

⁹⁶⁶ Dans les mots de Dosman: « If Latin generals could get easy US money by waving 'communist threats' at Kennedy Administration, why would any government take his Panel of Experts seriously? » Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986*, op. cit., p. 369.

⁹⁶⁷ Cf. Stephen G. RABE, *The most dangerous area in the world*, op. cit., p. 195-196. L'importante recherche sur les relations étrangères des États-Unis réalisée par S. Rabe a contemplé exclusivement des archives nord-américaines ; ses conclusions reflètent ainsi les opinions du gouvernement, des diplomates et envoyés des États-Unis en Amérique latine, ainsi que des chercheurs nord-américains dont les théories ont servi de base à la politique étrangère de cette période. D'où des conclusions accentuant les problèmes d'incompatibilité de « valeurs » dans l'analyse de l'échec de l'Alliance pour le progrès (plus que l'excès d'ingérence étrangère dans les affaires internes des pays, comme auraient pu souligner leurs homologues latino-américains). L'échec des tentatives de modernisation des sociétés latino-américaines serait à trouver dans l'inefficience des bureaucraties chargées de l'aide étrangère nord-américaine, ainsi que dans l'explosion de la population en Amérique latine (qui aurait stérilisé les efforts d'amélioration en matière de santé, éducation et bien-être) et dans la résistance des élites et classes moyennes locales au changement de la structure sociale. Sur la stratégie de recherche de Rabe, voir : David SHEININ, « Review of Rabe, S. G., *The Most Dangerous Area in the World* : John F. Kennedy Confronts Communist Revolution in Latin America » [en ligne], *H-Diplo*, *H-Net Reviews*, nov. 2000. Disponible sur <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=4683> [réf. du 17 mars 2012].

⁹⁶⁸ Cf. Stephen G. RABE, *The most dangerous area in the world*, op. cit., p. 199.

occidental posé par la Révolution cubaine a conduit l'administration Kennedy à une politique sans précédent d'intervention dans les affaires internes de l'Amérique latine (jusqu'à éroder des régimes constitutionnels, comme, par exemple, en Argentine et au Brésil).⁹⁶⁹ Des objectifs majeurs de l'Alliance pour le progrès auraient été délaissés quand ils portaient atteinte aux intérêts nord-américains, à l'exemple de la réforme agraire en Honduras, où une loi prévoyant l'expropriation de terres a été changée en 1962 suite aux protestations d'entreprises nord-américaines soutenues par le gouvernement Kennedy⁹⁷⁰.

D'après l'analyse d'Ivan Illich, si l'Alliance pour le progrès a été « conçue pour lutter contre le sous-développement », « elle est devenue l'Alliance pour le progrès de la consommation et de la domestication des masses d'Amérique latine ». Et l'auteur de poursuivre :

« Elle a permis de faire un grand pas en avant vers une conception moderne de la consommation parmi la bourgeoisie d'Amérique du Sud, en l'intégrant à la culture dominante de la métropole nord-américaine. En même temps, l'Alliance a contribué à la modernisation des aspirations de la majorité des citoyens et les a amenés à croire en la nécessité des produits qu'ils ne pourront jamais obtenir. »⁹⁷¹

1.2 Les répercussions de la Guerre froide au Nordeste brésilien

Dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès⁹⁷², la SUDENE reçoit la visite d'une équipe de collaborateurs du président Kennedy, intéressés à connaître la réalité du *Nordeste* brésilien, dont la situation avait déjà été montrée dans des articles de presse aux États-Unis. Résultats d'un voyage du correspondant Tad Szulc au Brésil, deux articles sont publiés dans

⁹⁶⁹ A ce sujet, H. Wiarda affirme : « In the early 1960s the United States saw but three possibilities in Latin America. The first was a Castro-like regime, 'another Cuba in the Caribbean', which had to be avoided at all costs. The second was a dictatorial or authoritarian regime. The third was a democratic regime, which was our first preference. But as John F. Kennedy reminded us, as quoted by Arthur F. Schlesinger, Jr., the United States could not renounce authoritarian regimes in favor of democracy unless it could first be assured that it could avoid a Castro-like regime. In effect that gave the United States only two choices in Latin America : dictatorship or democracy. » L'auteur souligne d'ailleurs que l'accent mis sur la « dichotomie dictature versus démocratie » aurait favorisé l'ascension de régimes autoritaires en Amérique latine dans les années 1960 et 1970, en écartant l'adoption de solutions intermédiaires, pourtant souvent plus réalistes compte tenu des caractéristiques de la politique latino-américaine. Cf. Howard J. WIARDA, « Did the Alliance 'lose its way' ... », *op. cit.*, p. 107-108.

⁹⁷⁰ Cf. Stephen G. RABE, *The most dangerous area in the world*, *op. cit.*, p. 167.

⁹⁷¹ Cf. Ivan ILLICH, « La critique du développement en 1969 », extrait du dernier chapitre de l'ouvrage *Libérer l'avenir* (Seuil, 1971), repris dans la revue *L'Écologiste* (n° 6, hiver 2001-2002), mis en ligne sur http://www.apres-developpement.org/alire/textes/lecologiste6/illich_libererlavenir.htm [réf. du 25 janvier 2010].

⁹⁷² Ce plan d'aide américaine à la réalisation de réformes structurelles (dont la réforme agraire) en Amérique latine a été, selon Furtado, « l'initiative la plus audacieuse de politique externe sortie de Washington depuis le Plan Marshall », par laquelle les États-Unis passaient de « gendarme du *statu quo* en Amérique latine » à « stimulateurs de changements orientés à la modernisation et au développement ». Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 173.

le *New York Times* en 1960⁹⁷³. Le premier de ces deux articles sur le *Nordeste* du Brésil exposait la situation d'extrême misère de cette vaste région brésilienne touchée par la sécheresse et affirmait sa condition potentiellement révolutionnaire⁹⁷⁴, alors que le deuxième article se concentrait sur les Ligues paysannes et la figure de Francisco Julião⁹⁷⁵. Selon l'analyse de Joseph A. Page, la publication de ces reportages - d'un ton « sensationnaliste » - dans les derniers jours de la campagne présidentielle de 1960, aurait « touché un nerf sensibilisé par la Révolution cubaine » aux États-Unis.⁹⁷⁶ D'autres reportages s'en suivent qui soulignent la menace d'expansion de la Révolution cubaine - le « Fidelismo » - vers des zones de mécontentement en Amérique latine.⁹⁷⁷ La diffusion subséquente à la télévision aux États-Unis d'un documentaire tourné au *Nordeste* intitulé *The Troubled Land*⁹⁷⁸ a permis la

⁹⁷³ Envoyé par le *New York Times* pour écrire un article sur le « Fidelismo » en Amérique latine, Szulc aurait décidé de se concentrer sur les Ligues paysannes, comme il le rapporte dans un entretien avec le journaliste brésilien A. Callado et le Conseiller politique de l'Ambassade américaine à Rio, Philip Raine. Cette information provient d'un mémorandum de l'Ambassade nord-américaine au Brésil, datant du 17 octobre 1960, cité par : Sarah SARZYNSKI, *History, identity and the struggle for land in northeastern Brazil, 1955-1985*, Ph.D. dissertation, University of Maryland, College Park, 2008, p. 54.

⁹⁷⁴ Szulc écrit : « The makings of a revolutionary situation are increasingly apparent across the vastness of the poverty-stricken and drought-plagued Brazilian Northeast. [...] The misery is exploited by the rising Leftist influences in the overcrowded cities. The Communist-infiltrated Peasant Leagues, organizing and indoctrinating, have become an important political factor in this area. Cuba's Premier, Fidel Castro, and Mao Tse-tung, Communist China's party chairman, are being presented as heroes to be imitated by the Northeast's peasants, workers and students. » Cf. Tad SZULC, « Northeast Brazil poverty breeds threat of a revolt », *The New York Times*, October 31, 1960, p. 1.

⁹⁷⁵ Cf. Tad SZULC, « Marxists are organizing peasants in Brazil », *The New York Times*, November 01, 1960. L'éditorial de ce numéro du journal, intitulé « The 'fidelistas' of Brazil », tout en affirmant que les mouvements révolutionnaires anti-américains trouvent un terrain favorable en Amérique latine, souligne : « Mr. Szulc's findings do suggest that it is time that the United States took a far more positive part in aiding our neighbors south of the Canal. We can fight the 'Fidelistas' everywhere in Latin America not with armed force but with the kind of economic aid that proceeds from science and proper understanding. »

⁹⁷⁶ Cf. Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, New York, Grossman, 1972, p. 12.

⁹⁷⁷ Voir, p. ex. : Tad SZULC, « Castro tries to export 'Fidelismo' », *The New York Times Magazine*, 27 November, 1960 ; en soulignant des manifestations « pro-Castro » et « anti-United States », Szulc affirme : « an amorphous blend of political, economic and social concepts drawing inspiration from Premier Fidel Castro's Cuba - has been grafted, perhaps permanently, onto Latin America's body politic. ». Voir aussi, du même auteur : « Brazilian leftist reports plan for new peasant-worker bloc », *The New York Times*, January 23, 1961.

⁹⁷⁸ Réalisé par Helen Jean Rogers, journaliste de la chaîne nord-américaine ABC, ce documentaire a été diffusé aux États-Unis en juin 1961. Contacté par Rogers à Recife, Celso Furtado l'a aidée dans la recherche d'un « paysan typique des plantations de canne » pour son documentaire, et lui a accordé un entretien sur les projets de la SUDENE. Dans *The Troubled Land*, Rogers montre l'histoire de misère du paysan Severino et de sa famille, et l'attrait sur ces gens sans avenir du mouvement social des Ligues paysannes, « où [le paysan] commence à découvrir que le monde pourrait être différent ». En parallèle au monde isolé du paysan, le mouvement d'organisation de la masse des travailleurs est présenté en la personne de Francisco Julião, qui propose l'union des travailleurs contre leur exploitation. Comme contraposition au monde des paysans, Rogers montre le propriétaire des terres où travaille Severino, dans sa « belle maison avec piscine [et] des jardins exubérants ». Ce « seigneur du sucre », interrogé sur les manifestations de mécontentement de ses travailleurs et la possibilité d'aggravation des conflits, répond : « Dans ce cas, ils auront ce qu'ils méritent, la force » - en tirant des coups de feu en l'air et en poussant des éclats de rire. A propos de ce documentaire, nous nous basons principalement sur les informations présentées par Celso Furtado dans le deuxième volet de ses mémoires : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 175-176. Sur le documentaire *The Troubled Land* voir aussi la description qu'en fait S. Sarzynski, qui a eu accès à une copie du film aux États-Unis, dans : Sarah SARZYNSKI, *History, identity and the struggle for land in northeastern Brazil, 1955-1985*, op. cit., p. 166-169. De son analyse du documentaire, Sarzynski conclut (*ibid.*, p. 169) : « The message is that of modernization theorists : modernity exists in Brazil and even in Northeastern Brazil, but most of the region's people still have no access to this modernity even though they find it appealing. Northeastern Brazil appears to be in a precarious

traduction en images de ce que les articles de presse décrivaient, offrant au public nord-américain une « preuve visuelle » de la crise dans la région et de la « sérieuse menace » représentée par le communisme castriste⁹⁷⁹. Ce documentaire comprend aussi une visite à la SUDENE et un entretien avec Celso Furtado, qui expose les plans de l'agence pour la modification des structures archaïques de la région. Selon lui, ces plans visant à une solution pacifique pour la région seraient plus rapidement achevés si le *Nordeste* pouvait compter sur une aide internationale efficace. Le documentaire a eu un « extraordinaire accueil » aux États-Unis, mais est resté inédit au Brésil, jugé « inconvenable » par le Conseil de sécurité nationale. Selon Furtado, malgré la non diffusion du documentaire au Brésil, son objectif de contribuer à la formation, aux États-Unis, d'une opinion favorable à l'Alliance pour le progrès (et à la désignation du *Nordeste* comme l'une de ses priorités) a été atteint.⁹⁸⁰ Sur l'entretien accordé par Celso Furtado dans ce documentaire, Sarah Sarzynski rapporte que, en étant interrogé sur les Ligues paysannes, C. Furtado aurait souligné que F. Julião n'était pas une figure politique importante, et que le problème du *Nordeste* était « un problème 'brésilien' qui doit être résolu par les Brésiliens ».⁹⁸¹ S. Sarzynski observe que, même si les arguments de Furtado semblaient valables, la suite du film cherchera à mettre en question son appréciation, suggérant que les membres du gouvernement n'étaient pas en mesure de faire face à la « menace réelle du communisme ». Julião est alors montré parmi les paysans et décrit comme quelqu'un d'ambitieux, capable d'arriver à la Présidence du Brésil par des moyens révolutionnaires ; le capitalisme américain est affirmé être l'ennemi des Ligues paysannes, et Fidel Castro et Mao Tsé Tung, leurs héros.⁹⁸²

La répercussion des reportages sur le *Nordeste* du Brésil a eu l'effet immédiat d'éveiller les esprits (opinion publique et milieux officiels) à une éventuelle expansion de la révolution communiste en Amérique du Sud à partir de la région « troublée » du Brésil ; la négligence et des erreurs passées des États-Unis envers la région étaient soulevées comme des catalyseurs de la révolution cubaine. Le *Nordeste* devient alors un passage obligé dans les voyages en Amérique du Sud d'hommes politiques, universitaires, journalistes, écrivains, etc., intéressés à observer ces « agitations révolutionnaires ».⁹⁸³

position, where its poverty and feudalism could easily turn to 'communist' revolution if (the United States) does not step in and help bring modernity, freedom and democracy to the region. »

⁹⁷⁹ Cf. Stefan H. ROBOCK, *Brazil's developing Northeast*, Washington, The Brookings Institution, 1963, p. 5.

⁹⁸⁰ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 175-176. Le journal *The New York Times*, dans son édition du 15 juin 1961, corrobore l'intérêt suscité aux États-Unis par ce film (qui avait récemment été diffusé à la télévision) : « significant and disturbing documentary about political, social and economic unrest among Brazilian peasants ».

⁹⁸¹ Cf. Sarah SARZYNSKI, *History, identity and the struggle for land in northeastern Brazil, 1955-1985*, op. cit., p. 167.

⁹⁸² *Ibid.*, p. 168.

⁹⁸³ Cf. Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, op. cit., p. 14.

Investie par le président Kennedy de la mission d'observer la situation en Amérique latine en ce qui concerne l'image des États-Unis après les politiques jugées inadéquates des années 1950 (menaçant la position des États-Unis dans l'hémisphère), une équipe de ses collaborateurs est envoyée à la région en 1961, avant le lancement officiel de l'Alliance pour le progrès (le 13 mars 1961). L'échec de la politique étrangère antérieure des États-Unis dans le traitement des problèmes latino-américains (basée sur la préconisation de l'austérité fiscale et monétaire et de la libre entreprise) aurait renforcé la « conviction que l'essence de l'objectif des États-Unis était l'impérialisme économique » ; l'avènement de la révolution cubaine, transformait alors cet « échec de politique dans une menace à la sécurité ». ⁹⁸⁴ Dans ce contexte, comme partie d'une étape de la mission nord-américaine de *Food for peace* en Amérique latine, George McGovern (directeur de ce programme), Richard Goodwin (conseiller présidentiel) et Arthur Schlesinger (assistant spécial du président pour l'Amérique latine) visitent le *Nordeste* brésilien (après Rio et Brasilia), arrivant à Recife en février 1961.

À Recife (siège de la SUDENE), la mission nord-américaine est accueillie par Celso Furtado qui fait connaître l'action de cette institution pour affronter la grave situation du *Nordeste* brésilien. Selon Furtado, les projets de la SUDENE n'étaient pas, en général, endossés par les classes dirigeantes locales, mais comptaient avec l'appui d'importants segments de la population. A propos des Ligues paysannes, Furtado a cherché à montrer aux visiteurs nord-américains l'intérêt d'entretenir de bonnes relations avec ces mouvements, qui n'étaient, à son avis, que l'expression de l'insatisfaction de la population ⁹⁸⁵. La presse nord-américaine, notamment par des articles publiés dans le *New York Times* à l'époque de la campagne présidentielle de Kennedy avait éveillé l'opinion publique à la situation d'extrême misère dans laquelle se trouvait la population du *Nordeste* ; les mouvements de paysans, ouvriers et étudiants que connaissait la région étaient mis en lumière dans ces articles, et jugés susceptibles à l'influence idéologique de Cuba et de la Chine. Furtado cherche alors, en recevant la mission nord-américaine, à mettre en avant l'opportunité ouverte par l'élection de Kennedy pour un changement de l'image des États-Unis au Brésil (qui « était la pire possible », selon lui), le *Nordeste* pouvant devenir « le cas exemplaire pour mettre en œuvre l'Alliance pour le Progrès » ⁹⁸⁶.

⁹⁸⁴ Cf. Arthur M. SCHLESINGER, Jr., *A thousand days*, *op. cit.*, p. 175.

⁹⁸⁵ Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 174.

⁹⁸⁶ Pour les impressions de Furtado sur l'Alliance pour le Progrès, voir : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 173-176, citation à la page 174. Il est intéressant de rappeler qu'un programme d'action conjointe des pays latino-américains et des États-Unis visant à lutter contre le sous-développement avait été proposé en 1958 par le président brésilien J. Kubitschek, l'Opération Panaméricaine (qui est d'ailleurs rappelée par Kennedy dans son discours de lancement de l'Alliance pour le progrès). Comme Cléantho de Paiva Leite (directeur de l'Institut brésilien des Relations internationales, ancien directeur de la BNDE et de la BID) le souligne : « L'opération Panaméricaine a été une tentative de mobilisation des chancelleries et de l'opinion publique de l'Amérique latine

Selon les observations d'Arthur Schlesinger, la situation de la zone semi-aride du *Nordeste*, que la mission visite en compagnie de Celso Furtado, était de désolation : maladies, malnutrition, presque absence de personnes âgées (l'espérance de vie étant de vingt-neuf ans pour ceux qui survivaient à leur première année), dans une succession de villages stagnants. Devant un tel scénario, aucun programme alimentaire d'urgence n'aurait d'effet positif, selon Celso Furtado. Il explique que, compte tenu des mauvaises conditions de vie auxquelles étaient contraintes ces populations, la distribution d'aliments ne ferait que leur permettre de subsister en allégeant leur charge de travail. Un vrai développement, en revanche, consisterait à leur donner la possibilité de travailler dans de meilleures conditions, de changer leur mode de vie. Après une journée passée dans la zone semi-aride, en compagnie de Celso Furtado, les membres de la mission nord-américaine retournent « fatigués et déprimés » à Recife ; à leur arrivée à l'hôtel, Furtado souligne les profonds contrastes entre les deux zones, en leur affirmant sèchement : « Nous sommes évidemment de retour dans un pays développé ».⁹⁸⁷ Considéré avec méfiance par l'Ambassade nord-américaine dans les années 1950 (« comme un Marxiste, voire possiblement un communiste »), Furtado (et l'action de la SUDENE) est vu en cette année 1961 comme une alternative à l'agitation révolutionnaire dans la région. Schlesinger observe : « Furtado semblait voir le problème du Nord-Est comme une course personnelle entre lui-même et l'agitateur Francisco Julião, qui organisait les paysans en *Ligas Camponesas* et les exhortait à s'emparer de la terre. »⁹⁸⁸

D'autres envoyés nord-américains à la région ont exprimé l'existence d'une opposition entre Celso Furtado et Francisco Julião dans le traitement des problèmes du *Nordeste* : d'un côté, l'admirateur de Fidel Castro, Julião, organisait les masses paysannes à la recherche de meilleures conditions de vie dans des Ligues paysannes « potentiellement explosives » (menace révolutionnaire) ; de l'autre côté, « dans une course contre la montre », le « brillant économiste » Celso Furtado cherchait à obtenir les mêmes résultats par des moyens pacifiques, en mettant en place un plan de développement pour la région, avec l'appui du

en faveur de l'établissement d'un programme de coopération économique avec les États-Unis sur des bases permanentes », « un programme d'aide comparable à celui qui avait été appliqué à l'Europe occidentale sous le nom de Plan Marshall ». Malgré les réticences de Washington, la menace représentée par la Révolution cubaine a stimulé des avancements comme la création de la Banque interaméricaine de développement (BID, 1959) et l'établissement d'un programme de développement social (l'Acte de Bogotá). L'idée d'un programme de développement économique ne serait reprise qu'avec l'élection de Kennedy, dans son Alliance pour le progrès. Quant à la tentative de Kubitschek, elle était, selon C. Furtado, « au-delà du modeste rôle que, à l'époque, jouait le Brésil sur la scène internationale ». Cf. Cléanthe de Paiva LEITE, « Constantes et variables de la politique étrangère du Brésil », *Politique Étrangère*, vol. 34, n° 1, 1969, p. 33-55 (citation à la page 42) ; Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 80.

⁹⁸⁷ Cf. Arthur M. SCHLESINGER, Jr., *A thousand days*, *op. cit.*, p. 181.

⁹⁸⁸ *Ibid.*

gouvernement.⁹⁸⁹ Pareillement, *The Washington Post* opposait, dans un article du 12 août 1962, « l’ami de Fidel Castro, Francisco Julião » et la « rébellion » de ses Ligues paysannes au « dr. Celso Furtado, chef de la SUDENE » et sa « révolution légale par le moyen de réformes structurelles fondamentales ».⁹⁹⁰ Comme l’affirme Rosa Furtado, Hubert Beuve-Méry, directeur du journal *Le Monde*, a laissé « un témoignage plus fidèle de la bataille de la SUDENE », car moins influencé par la rhétorique de la Guerre froide. Écrivant sous son pseudonyme de Sirius, le journaliste français relate sa visite à des plantations dans l’État de Pernambouc et son contact avec des syndicats paysans, en compagnie de Celso Furtado. Avec Furtado, Beuve-Méry assiste à une réunion d’un syndicat rural dirigé par le clergé, qui se substituait aux Ligues paysannes de Julião (considéré comme disciple et émule de Fidel Castro).⁹⁹¹ À cette occasion, Beuve-Méry observe le grand intérêt porté par les paysans aux réformes projetées par la SUDENE, exposées par Furtado sans « démagogie » ou « paternalisme ». Devant la dimension et l’urgence des problèmes, le journaliste considérait que l’action de la SUDENE permettait déjà d’entrevoir un espoir pour la région.⁹⁹²

En 1961, déjà sous la présidence de Jânio Quadros au Brésil⁹⁹³, Furtado a été

⁹⁸⁹ Cf. Charles KEELY, « If this is communism we need more of it », *The Washington Daily News*, 12 mars 1962 (cité dans : Rosa F. d’Aguiar FURTADO, « A batalha da SUDENE », in C. FURTADO, *O Nordeste e a saga da Sudene : 1958-1964*, Rio de Janeiro, Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, 2009 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 3), p. 18).

⁹⁹⁰ Cf. Willem BRUGSMA, « Brazil’s Northeast : explosive as Cuba », *The Washington Post*, 12 août 1962 (cité dans : Rosa F. d’Aguiar FURTADO, « A batalha da SUDENE », *op. cit.*, p. 18).

⁹⁹¹ Cf. SIRIUS [Hubert Beuve-Méry], « Conquête et révolution », *Le Monde*, 25 juillet 1963.

⁹⁹² Le voyage de Beuve-Méry au Brésil en 1963 comprend la visite de diverses capitales et des entretiens avec des personnalités politiques, entre autres, les gouverneurs Carlos Lacerda (Rio de Janeiro) et Miguel Arraes (Pernambouc), et les ministres San Tiago Dantas (des Finances) et Almino Afonso (du Travail). Cf. les informations du journal *O Estado de S. Paulo* du 24 mai 1963. À partir de cette expérience au Brésil, une série de trois articles paraît dans *Le Monde*, les 24, 25 et 26 juillet 1963, intitulés respectivement : « Défi et symbole : Brasilia », « Conquête et révolution » et « Intérêts et sentiments ». De ses impressions sur le Brésil, Beuve-Méry relève particulièrement les contrastes entre le Sud et le Nord du pays, où vingt millions d’analphabètes espèrent de meilleures conditions d’existence. Il observe un profond désir de transformation dans le pays, la nouvelle capitale Brasilia (conçue et inaugurée sous la présidence Kubitschek) en étant un symbole. Toutefois, excessivement dispendieuse, l’entreprise rencontrait des difficultés à sa conclusion après le départ de Kubitschek ; l’architecte Niemeyer constatait déjà un détournement de son projet original, observant une ségrégation en fonction des revenus dans l’occupation de Brasilia. La situation politique au Brésil demeurerait incertaine au moment de la visite du directeur du *Monde*, le président Goulart devant gérer des opposants de droite et de gauche, ainsi que les pressions nord-américaines.

⁹⁹³ Comme le souligne Cléantho de Paiva Leite : « L’élection du Président Jânio Quadros et les six mois pendant lesquels il est resté au pouvoir, coïncident avec la consolidation de la révolution cubaine à La Havane. L’élection de Kennedy, l’Alliance pour le Progrès et la 1^e Conférence de Punta del Este, sont des faits qui ont contribué sensiblement à une révision de la politique du Brésil vis-à-vis des États-Unis. C’est ce qu’on a appelé ‘la politique extérieure indépendante’ qui incorpore des éléments de la politique de Vargas dans son deuxième gouvernement et s’est prolongée pendant toute la période de Goulart jusqu’au mois d’avril 1964. » Cf. Cléantho de Paiva LEITE, « Constantes et variables de la politique étrangère du Brésil », *op. cit.*, p. 50-51. Pour une analyse de la politique extérieure indépendante essayée sous Quadros et Goulart, et de son échec, voir : Pedro S. MALAN, « Relações econômicas internacionais do Brasil (1945-1964) », *op. cit.*, p. 94-104. Malan observe, en citant George Liska, que la politique extérieure brésilienne semble avoir l’influence intellectuelle du nationalisme de Charles de Gaulle, selon lequel l’idéologie de la coopération chercherait à cacher les impulsions hégémoniques des alliés les plus forts ; la subordination aux alliés équivaldrait ainsi à la servitude imposée par

officiellement invité à Washington pour y présenter, en tant que dirigeant de l'agence, les projets en cours à la SUDENE. L'invitation à Celso Furtado, faite par l'Ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies, Adlai Stevenson, lors d'une visite au Brésil⁹⁹⁴, a abouti à des réunions à Washington en juillet 1961.⁹⁹⁵ La mission nord-américaine qui avait visité le *Nordeste* en février 1961 avait recommandé l'élection de cette région, « la plus large et la plus cruciale zone de famine en Amérique latine » comme l'une des priorités du programme *Food for peace*, y identifiant « une opportunité inhabituelle » d'améliorer les rapports entre les États-Unis et le Brésil.⁹⁹⁶ Le voyage de Furtado aux États-Unis, visant à obtenir l'aide de ce pays aux plans de la SUDENE pour le redressement du *Nordeste* du Brésil, a lieu dans la première quinzaine du mois de juillet 1961.⁹⁹⁷ Avant de s'entretenir avec le président Kennedy, Furtado participe à des réunions dans le Département d'État avec des responsables du programme d'aide économique nord-américaine à l'étranger, et s'entretient avec des ministres d'État et avec le président de la Banque Mondiale ; il expose également dans le Sénat, à des membres du Congrès nord-américain, les plans de la SUDENE pour le développement du *Nordeste*.⁹⁹⁸ Dans sa conversation avec le Secrétaire d'État Dean Rusk, le

l'ennemie. D'où la conclusion en faveur de l'importance de l'autodétermination à l'intérieur d'une alliance. *Ibid.*, p. 96.

⁹⁹⁴ Du 4 au 22 juin 1961, une mission nord-américaine visite dix capitales sud-américaines afin de consulter les gouvernements à propos des plans de l'Alliance pour le progrès, ainsi que des possibilités d'une action collective contre la pénétration communiste et la subversion dans la région. Dans son rapport au Président Kennedy à propos de cette mission, Adlai E. Stevenson souligne la mise en relief par ses interlocuteurs de questions concernant le commerce international (au lieu de l'aide étrangère à l'investissement). Stevenson affirme : « There was the most intense interest in joint action to stabilize primary commodity markets and to raise prices of key export items, notably coffee. » Cf. U. S. DEPARTMENT OF STATE, « Report from the representative to the United Nations (Stevenson) to President Kennedy. Washington, June 27, 1961 », in *Foreign Relations of the United States, 1961-1963* [en ligne], vol. XII : « American Republics », document 14, disponible sur <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d14> [réf. du 23 mars 2012].

⁹⁹⁵ Dans un reportage sur le voyage d'Adlai Stevenson en Amérique du Sud, le correspondant à New York de *The Times* observe que le gouvernement des États-Unis avait hésité à inviter Furtado auparavant en raison de ses supposés liens avec le communisme. Cf. « Mr. Stevenson's South American tour dogged by violence », *The Times*, Jun 19, 1961, p. 10. Voir aussi Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 174.

⁹⁹⁶ Cf. George MCGOVERN, « Memorandum for the President », February 27, 1961 (Subject : Food for Peace Mission - Argentina and Brazil, February 14-20, 1961), *John F. Kennedy Presidential Library and Museum*, Folder : Food for Peace Program, 1961 : January-March. Disponible sur : <http://www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/Archives/JFKPOF-078-026.aspx> [réf. du 4 mai 2012].

⁹⁹⁷ Aux États-Unis, Furtado affirme à la presse que le président Quadros considérait le problème du *Nordeste* (le développement économique et le redressement social de la région) comme une responsabilité primordiale de son gouvernement. En résumant les objectifs du plan de la SUDENE, Furtado souligne la nécessité d'augmenter la production d'aliments et de récupérer l'industrie textile locale ; il a également souligné la nécessité d'assurer habitation et terre propres aux travailleurs ruraux, surtout des plantations de canne, afin d'améliorer leurs conditions de vie. Les mauvaises conditions de vie en zones rurales dominées par les grandes propriétés seraient à l'origine des migrations vers les villes, où des populations s'installaient en conditions de subsistance. Les projets de la SUDENE pour les zones urbaines concernaient la construction d'habitations populaires, les services d'eau et d'assainissement et la fourniture d'électricité. Interrogé sur la possibilité de mettre en place ces bénéfices avant que des perturbations sociales graves n'interviennent dans la région, Furtado aurait répondu aux journalistes : « Cela est notre problème principal. Et il est aussi à vous. » [Este é o nosso problema principal. E também é seu.] Cf. James MINIFIE, « Celso Furtado confia numa ajuda substancial dos EUA ao Nordeste », *O Estado de S. Paulo*, 13 juillet 1961.

⁹⁹⁸ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 180.

12 juillet 1961, le problème du développement économique du *Nordeste* aurait été traité dans le cadre des problèmes de l'Hémisphère occidental ; d'autres fonctionnaires nord-américains auraient mis en évidence, dans leurs entretiens avec Furtado, la nécessité de la promotion de la réforme agraire dans la région.⁹⁹⁹ Dans ses entretiens avec des autorités nord-américaines et avec la presse, Furtado cherche à transmettre un message de prise de conscience au Brésil de l'urgence du problème des inégalités régionales, surtout des conditions extrêmement précaires dans lesquelles vit la population du *Nordeste*. Il souligne que, si l'aide étrangère peut accélérer les résultats, la situation du *Nordeste* est un problème brésilien et, en tant que tel, sa solution est du ressort des brésiliens. Le plan d'action du gouvernement brésilien cherche alors à créer les bases d'une nouvelle économie dans la région, capable de générer ses propres forces de croissance. Dans ce sens, pour le renouvellement de l'agriculture de la région, secteur où sa structure économique est la plus déficiente, des projets d'irrigation sont prévus pour la zone semi-aride, mais également des projets de peuplement de terres publiques vers l'Amazonie et la création d'une agriculture familiale dans la région de production sucrière ; parallèlement aux projets économiques, de réalisation plus lente, le plan d'action du gouvernement au *Nordeste* envisage des programmes à caractère social, visant à l'amélioration immédiate des conditions de vie des populations de la région.¹⁰⁰⁰

L'entretien entre Celso Furtado et le président J. F. Kennedy a lieu le 14 juillet 1961, à la Maison Blanche, en présence d'autorités nord-américaines et du ministre-conseiller de l'Ambassade du Brésil, Carlos Bernardes. Furtado apporte une lettre du président brésilien Jânio Quadros à Kennedy dans laquelle Quadros souligne l'éveil des populations latino-américaines à leur misère, dans un monde où les progrès de la technologie et de la science permettraient d'affronter la stagnation économique. Dans sa lettre, Quadros met en relief que ce « défi historique » est l'objet d'une dispute idéologique entre des systèmes et formules qui prétendent en être la solution. Il accentue alors l'impératif de prouver aux populations latino-américaines que la méthode démocratique constitue une voie plus efficace que la méthode totalitaire dans leur quête de développement économique et progrès social. En évoquant l'Opération Panaméricaine et l'Alliance pour le Progrès, Quadros loue la convergence des aspirations des deux pays, avant de souligner l'intérêt démontré par Kennedy aux problèmes du *Nordeste* brésilien traduit par cette invitation à Furtado.¹⁰⁰¹

Dans sa conversation avec Kennedy, Furtado expose brièvement au président la grave situation du *Nordeste*, les politiques déjà en cours et l'importance de la coopération

⁹⁹⁹ Cf. James MINIFIE, « Celso Furtado confia numa ajuda substancial dos EUA ao Nordeste », *op. cit.*

¹⁰⁰⁰ Furtado synthétise le message qu'il cherche à diffuser lors de son voyage aux États-Unis dans : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 182-183.

¹⁰⁰¹ Furtado rapporte le contenu de la lettre de J. Quadros à J. F. Kennedy dans : *ibid.*, p. 180-181.

internationale. Furtado affirme à Kennedy la nécessité d'une « action rapide », afin de « restituer l'espoir à un peuple qui actuellement n'en a aucun »¹⁰⁰² ; Kennedy aurait répondu en demandant à ses collaborateurs de passer à l'action, en cherchant une solution pour que les États-Unis aident à l'accomplissement de cette politique.¹⁰⁰³ Furtado infère que son entretien avec Kennedy a probablement aidé le président à se former une opinion personnelle - face aux « commentaires controversés » qui circulaient - sur les politiques menées au *Nordeste*.¹⁰⁰⁴

Dans la perception de Furtado, deux approches de l'aide nord-américaine à l'étranger se profilaient à ce moment-là. À la Maison Blanche, un groupe ayant Richard Goodwin comme figure prééminente, visait à rendre exemplaire le cas du *Nordeste*, prônant le financement de l'intégralité des 400 millions de dollars de déficit prévu dans le plan quinquennal de la SUDENE ; les différents organes d'aide financière seraient alors mobilisés et articulés par un organisme multilatéral, comme la BID, qui apprécierait les projets et déciderait la concession des financements. Si cette approche ouvrait la voie à la participation d'autres pays dans cet effort de développement (par le biais de l'agence multilatérale), le Département d'État, en revanche, envisageait la prééminence des autorités nord-américaines sur l'élaboration des projets (« dès le niveau technique jusqu'à celui des décisions finales »¹⁰⁰⁵). Face à l'objection exprimée par Furtado à cette approche - il argumente que les projets déjà élaborés par la SUDENE pouvaient être soumis à une évaluation finale des organismes responsables de la concession des financements - le Département d'État propose l'envoi d'une mission technique au *Nordeste* « pour apprécier *in loco* la capacité de la SUDENE d'effectivement mettre en œuvre les programmes qui devraient mériter appui ».¹⁰⁰⁶ Si Furtado avait obtenu le soutien du président Kennedy aux projets de la SUDENE, cette « victoire » serait amoindrie à l'avenir par la subordination progressive des décisions aux

¹⁰⁰² *Ibid.*, p. 181.

¹⁰⁰³ Furtado décrit sa visite au président Kennedy dans : *ibid.*, p. 179-185. Voir aussi le compte-rendu de cette conversation, élaboré par le Département d'État nord-américain : U. S. DEPARTMENT OF STATE, « Memorandum of conversation. Washington, July 14, 1961 », in *Foreign Relations of the United States* [en ligne], vol. XII : « American Republics », document 211, disponible sur <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d211> [réf. du 23 mars 2012].

¹⁰⁰⁴ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 182. Le 30 juillet 1961 arrivait à Recife, dans le cadre d'un voyage en Amérique latine, le frère du président Kennedy, Edward M. Kennedy (procureur-adjoint à Massachusetts). Il s'entretient avec le gouverneur Cid Sampaio et visite l'*engenho* Galiléia, siège des Ligues paysannes. Furtado accompagne le visiteur, lui servant d'interprète. Edward Kennedy dialogue avec des habitants locaux, s'intéressant à leurs conditions de vie. Il fait don d'un groupe électrogène à une ville voisine ; toutefois, Sampaio ne voulant pas bénéficier aux Ligues paysannes, l'installation du groupe électrogène devra attendre l'élection de Miguel Arraes au gouvernement de l'État de Pernambouc. Cf. Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, *op. cit.*, chap. 9. Furtado fait également référence à cette visite dans ses mémoires. En répondant à des journalistes à cette occasion, il affirme que la SUDENE n'est pas un « remède » contre les Ligues paysannes, mais pouvait être une solution contre leur exploitation par des démagogues ; Edward Kennedy aurait approuvé ce point de vue et incité la SUDENE à continuer dans cette direction. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 205-206.

¹⁰⁰⁵ *Ibid.*, p. 184.

¹⁰⁰⁶ *Ibid.*

appréciations sur la situation du Brésil faites par le Département d'État.¹⁰⁰⁷

La Conférence de Punta del Este, en août 1961, où se sont réunis les membres de l'OEA pour la signature de la Charte de l'Alliance pour le progrès, qui définissait ses objectifs et ses organes d'exécution, a été l'occasion pour Furtado de s'entretenir avec Ernesto Che Guevara, chef de la délégation cubaine à cette conférence¹⁰⁰⁸. L'absence du président Kennedy à la conférence aurait permis au ministre Guevara de devenir la « vedette » de l'évènement, en faisant remarquer à l'audience, dans ses prises de parole, que les États-Unis n'étaient pas les seuls à adopter des « positions d'avant-garde » concernant le développement latino-américain.¹⁰⁰⁹ Assistant à la conférence interaméricaine en tant que membre de la délégation brésilienne, Furtado a pu observer l'ambiance confraternelle qui y régnait entre Nord-américains et Latino-américains (qui louaient la « nouvelle ère dans la coopération avec les États-Unis » qui s'ouvrait et « s'auto-félicitaient » de l'adoption d'idées soutenues par les forces progressistes de la région).¹⁰¹⁰

La démission du Président Jânio Quadros¹⁰¹¹ advient quelques jours après la signature de la Charte de l'Alliance pour le progrès à Punta del Este. La situation de crise politique qui

¹⁰⁰⁷ *Ibid.*, p. 185.

¹⁰⁰⁸ Dans sa rencontre avec Guevara, Furtado lui parle des possibilités de l'Alliance pour le progrès au *Nordeste*, dont la réussite dépendrait d'un changement d'attitude des Nord-américains (notamment de leur soutien à des forces en quête de changement), ainsi que du soutien des groupes dominants du Centre-Sud du Brésil. Sur le *Nordeste*, Guevara avait l'idée que les Ligues paysannes de Francisco Julião représentaient des organisations de masse puissantes ; il sous-estimait, selon Furtado, les structures de pouvoir enracinées dans la région. Furtado souligne à Guevara que le contexte national brésilien permettait d'envisager des « changements structurels dans le cadre régional sans ruptures institutionnelles ». De cette rencontre, Furtado gardera l'impression d'avoir voulu expliquer ou justifier ses attitudes : « Pourquoi n'ai-je pas dit clairement que je n'accepte pas la révolution comme option, sauf pour affronter une dictature ? Tenter des changements sociaux par des moyens violents dans une société ouverte, avec un gouvernement représentatif et légitime, c'est se mettre dans un tunnel sans savoir où il mène. » *Ibid.*, p. 188-190 (citations respectivement aux pages 189 et 190).

¹⁰⁰⁹ *Ibid.*, p. 187.

¹⁰¹⁰ *Ibid.*, p. 188.

¹⁰¹¹ Jânio Quadros, appuyé par l'UDN, bat le candidat Henrique Lott (PSD et PTB), maréchal nationaliste, dans les élections présidentielles de 1960 ; toutefois, comme vice-président est élu le candidat du PTB, João Goulart. Appuyé par les secteurs conservateurs lors des élections, Quadros voit son image publique se détériorer rapidement en raison de prises de position en politique extérieure qui l'éloignaient des États-Unis, et de l'indépendance de son gouvernement par rapport à l'UDN. Il rétablit des relations commerciales avec les pays socialistes, refuse de participer au boycott de Cuba et concède la décoration de l'Ordre national du *Cruzeiro do Sul* à Ernesto Che Guevara, ministre de Fidel Castro. Sa politique extérieure ainsi que sa posture personnelle (et son tempérament instable) étaient critiquées par la presse, ce qui culmine avec la dénonciation d'un complot de Quadros pour l'établissement d'un régime autoritaire. Isolé par les forces politiques et ayant perdu sa crédibilité publique, Quadros démissionne le 25 août 1961. Un conflit politique s'ouvre alors avec le virage à gauche qui représenterait l'ascension au pouvoir de Goulart, successeur légal de Quadros. Goulart se trouvant en voyage officiel en Chine au moment de la démission de Quadros, une lutte s'engage entre les forces de droite contraires à l'investiture de Goulart (l'UDN avec Lacerda à Rio de Janeiro, et les ministres des trois armes) et le courant légaliste (le PTB avec Brizola à Rio Grande do Sul et les syndicats). Une solution de compromis est alors trouvée avec l'institution du régime parlementaire par le Congrès national le 2 septembre 1961 (*Emenda Constitucional* n° 4, *Diário Oficial da União*, Seção 1, 02/09/1961, p. 8034), permettant l'investiture de João Goulart mais avec des pouvoirs limités. Sur la campagne de presse déclenchée contre Jânio Quadros et la crise politique qui s'installe avec sa démission, voir : André de SEGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 92-97.

s'installe au Brésil avec la possibilité de constitution d'un gouvernement de gauche sous Goulart engendre une certaine appréhension internationale.¹⁰¹² Malgré sa politique de neutralité par rapport au bloc communiste et certaines attitudes ambiguës aux yeux de Washington (comme la décoration de Ernesto Guevara), l'administration Quadros, surtout en ce qui concerne le traitement des questions économiques, avait eu une appréciation positive de la part des États-Unis. Les engagements nouvellement entrepris en vue du développement latino-américain permettent d'entrevoir une issue pacifique à la crise brésilienne. L'intérêt d'une coopération économique avec les États-Unis pour l'accélération des projets de développement en cours au Brésil (à l'instar de la SUDENE), ainsi que leur engagement concernant la stabilisation du cours international de matières premières comme le café et le sucre sont soulignés par la presse. De New York, le président de la BID, Felipe Herrera, a affirmé, par rapport à l'Alliance pour le progrès et les répercussions de la crise politique brésilienne, que le changement de gouvernement au Brésil ne devait pas porter préjudice à l'engagement des pays latino-américains dans la coopération, ni à la position des États-Unis en faveur de l'aide internationale. Il souligne l'importance de l'Alliance pour le progrès dans la promotion des changements nécessaires en Amérique latine, comme la lutte contre les privilèges soulignée par divers chefs d'État à Punta del Este. En outre, Herrera affirme sa conviction que l'effort de planification économique des pays latino-américains ne sera pas influencé par Cuba, une fois qu'il considère que le programme de l'Alliance rejoint les attentes de ces pays, qui ne chercheraient donc pas de « formules » en dehors de l'Alliance.¹⁰¹³ De Londres, un reportage repris par le quotidien brésilien *O Estado de S. Paulo*, mettait en garde contre une éventuelle guerre civile dans le cas d'une prise du pouvoir par des « généraux de droite », capable de « déclencher une révolte communiste ouverte ».¹⁰¹⁴

Le premier Plan Directeur de la SUDENE est approuvé au Congrès national en décembre 1961, le Brésil déjà sous le parlementarisme (après la démission du président Quadros), garantissant des ressources pour un ensemble de projets d'infrastructure. Le président João Goulart¹⁰¹⁵ assure la permanence de Celso Furtado à la direction de la

¹⁰¹² Cf. « Repercussão da crise brasileira nos círculos econômicos dos EUA », *O Estado de S. Paulo*, 31 août 1961, p. 20.

¹⁰¹³ *Ibid.* (avec des informations de l'United Press International, New York).

¹⁰¹⁴ *Ibid.*

¹⁰¹⁵ João Goulart était vu par les militaires comme un élément favorable au communisme en vertu de son rapprochement avec les mouvements syndicaux. En tant que ministre du Travail sous Vargas (1953), Goulart avait été à l'origine d'une proposition de revalorisation du salaire minimum, qui a engendré des réactions des militaires dont les soldes continuaient de se rétrécir face à l'inflation, ainsi que des entités patronales. Lors de l'élection de Juscelino Kubitschek à la présidence de la République, pour la période 1956-1961, et de João Goulart comme vice-président (le président et le vice-président étaient élus séparément), la droite parlementaire (le parti UDN et son leader Carlos Lacerda) ainsi que des chefs militaires se sont manifestés pour l'annulation de

SUDENE, malgré les pressions survenues en cette année électorale de 1962 pour une utilisation politique des postes et ressources de la SUDENE. Si le Premier ministre Tancredo Neves avait fait savoir à Furtado ses intentions concernant la SUDENE en cette année électorale, le président Goulart, à son tour, a affirmé à Furtado que sa signature (nécessaire conjointement à celle du Premier ministre) ne serait pas obtenue pour un éventuel remplacement de Furtado à la tête de la SUDENE.¹⁰¹⁶

Des ressources additionnelles pour les projets de la SUDENE étaient attendues par le biais de l'Alliance pour le progrès, mais, selon Furtado, la priorité américaine étant devenue de « détenir la subversion dans l'hémisphère », les autorités américaines s'accordaient le droit « de s'opposer et de se superposer aux autorités brésiliennes (en l'occurrence, la SUDENE) »¹⁰¹⁷. La mission technique envoyée par les États-Unis au *Nordeste* proposait des mesures diverses de celles entreprises par la SUDENE dans la région, avec des programmes d'impact à court terme et « visuellement liés à l'Alliance pour le progrès ».¹⁰¹⁸ Ainsi, l'accord établi en 1962 entre la SUDENE et l'USAID (United States Agency for International Development) n'aurait pas été sans conflits, avec une excessive ingérence de l'agence nord-américaine dans la distribution des ressources (en fonction du résultat des élections, par exemple), dans l'exécution des travaux et même dans l'utilisation future des équipements achetés avec son financement.¹⁰¹⁹

ce scrutin, défendant un putsch militaire afin d'éviter l'accession au gouvernement des candidats légalement élus. Des secteurs des forces armées, sous le commandement du maréchal Henrique Lott, ministre de la Guerre, se sont mobilisés afin d'assurer l'investiture des élus. Élu une nouvelle fois à la vice-présidence du pays avec Jânio Quadros, Goulart fera face à l'opposition des ministres militaires à son accession, pourtant prévue par la Constitution, à la présidence de la République lors de la démission de Quadros. Cependant, des mouvements « légalistes » se sont organisés et un compromis a été trouvé au sein de la Chambre des députés, avec l'instauration du régime parlementariste, viabilisant ainsi l'investiture de Goulart mais en lui accordant des pouvoirs réduits. Cf. Marieta de M. FERREIRA, « Goulart, João », in A. A. de ABREU *et al.* (coords.), *Dicionário histórico-biográfico brasileiro pós 1930*, 2^e éd., Rio de Janeiro, FGV/CPDOC, 2001, vol. 3, p. 2610-2629 ; André de SEGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985*, *op. cit.* ; Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, New York, Oxford University Press, 1988, chap. 1.

¹⁰¹⁶ Furtado raconte ses rencontres avec le ministre Juarez Távora (qui lui parle au nom du Premier ministre), et avec le président Goulart dans : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 200-203.

¹⁰¹⁷ *Ibid.*, p. 206. A l'appui de ces affirmations, Furtado cite (*ibid.*, p. 206-207) un rapport de la commission des relations extérieures de la Chambre des Députés des États-Unis, dans lequel l'on affirmait que la théorie du développement économique de la SUDENE était en désaccord avec celle des États-Unis, et qu'il n'était pas intéressant aux États-Unis qu'un groupe de bureaucrates bloque leurs efforts en vue de la solution des problèmes de la région. A ce sujet, en faisant le rapprochement entre les enjeux de la Guerre froide et le programme de l'Alliance pour le progrès au Brésil, John DeWitt affirme : « Like the Truman Doctrine, containment policy and the Marshall Plan, the Alliance for Progress was a program to combat the expansion of international communism. » Cf. John DEWITT, « The Alliance for Progress : economic warfare in Brazil (1962-1964) », *Journal of Third World Studies*, vol. XXVI, n° 1, 2009, p. 58.

¹⁰¹⁸ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 205. Furtado affirme (*ibid.*, p. 203) que la présence de l'ambassadeur Bohan à la tête de la mission qui s'achève en février 1962 l'a averti sur la primauté des aspects politiques dans l'engagement nord-américain au *Nordeste*.

¹⁰¹⁹ Pour une synthèse des rapports entre Celso Furtado et l'administration nord-américaine en ce qui concerne les activités de la SUDENE, voir : Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, *op. cit.*, chap. 5. Voir aussi l'analyse détaillée de la politique d'aide nord-américaine au *Nordeste* brésilien dans : Riordan ROETT, *The*

Les efforts de la SUDENE pour maintenir une politique indépendante des ingérences externes ont fini par créer des tensions entre l'institution et des gouverneurs d'État qui l'accusaient de rendre plus difficile la libération de ressources de la part des Américains. Les reproches à Furtado venaient aussi bien de la droite que de la gauche : taxé de « communiste » et « subversif » par les uns (entre autres, en raison de sa défense des Ligues paysannes)¹⁰²⁰, il était aussi accusé d'être un « agent de Wall Street » par les autres, en raison de sa visite à Washington, en 1961, et de la participation nord-américaine dans des projets au *Nordeste* qui en ont découlé¹⁰²¹.

1.3 La polarisation du débat politique au Brésil : Le Brésil à l'heure du choix

Observant la polarisation du débat politique qui se profilait au Brésil en 1962 et les « grandes anxiétés [dominant] les esprits »¹⁰²² de sa jeunesse universitaire, désireuse de comprendre et de participer aux transformations en cours dans le pays, Furtado intervient dans les débats avec la publication de l'essai « Réflexions sur la pré-révolution brésilienne »¹⁰²³.

politics of foreign aid in the Brazilian Northeast, Nashville, Vanderbilt University Press, 1972. Roett met en relief l'exemplarité de la situation du *Nordeste*, avec son faible niveau de développement, pour la mise en œuvre de l'Alliance pour le progrès. Il souligne que l'existence des Ligues Paysannes, sous le leadership d'une personnalité d'orientation marxiste (Francisco Julião) était un motif d'appréhension pour les États-Unis en raison de la récente révolution cubaine et de la possibilité de son « exportation » à d'autres pays de l'Amérique latine. Roett montre qu'une deuxième personnalité a également été fondamentale pour la mise en place de l'accord pour l'aide au *Nordeste* : Celso Furtado. La disposition de Furtado à faire face aux forces établies dans la région, ainsi que le Plan Directeur de la SUDENE auraient impressionné Kennedy. Les États-Unis avaient alors au *Nordeste* brésilien l'opportunité de combattre Castro tout en mettant en marche la naissante Alliance pour le progrès. (*ibid.*, p. 87-90). Cependant, des ambiguïtés surviendront sur le rôle de la SUDENE dans la détermination des investissements, l'agence nord-américaine au *Nordeste* soutenant des projets avec un impact politique immédiat, alors que la SUDENE privilégiait le développement de l'infrastructure économique de la région.

¹⁰²⁰ Furtado cite, comme illustration de la campagne de diffamation qu'il a subie, quelques titres de la presse brésilienne, comme *O Cruzeiro*. Voir : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 209-210. Voir aussi, au sujet des accusations de communisme adressées contre C. Furtado, des extraits de la presse brésilienne de l'époque repris par Rosa F. d'Aguiar FURTADO dans « A batalha da SUDENE » (*op. cit.*).

¹⁰²¹ Furtado affirme que sa visite aux États-Unis faisait partie d'un effort de changement de l'image des États-Unis au *Nordeste*, dans le but d'obtenir l'appui de ce pays au travail qu'entreprenait le gouvernement brésilien dans la région. Cependant, dans un article de l'hebdomadaire *O Semanário*, lié au Parti communiste, l'aide financière nord-américaine au *Nordeste* est critiquée ; Furtado est accusé de, par le biais de l'Alliance pour le progrès, collaborer à l'expansion économique des États-Unis en adoptant « la directive antinationale de proposer des 'solutions américaines' aux problèmes brésiliens ». Furtado serait, selon l'hebdomadaire, « au service de l'impérialisme », un représentant de la politique d'intervention des États-Unis, menée sous l'allégation de la menace communiste en Amérique latine (le *Nordeste* étant vu comme un danger à la sécurité du Continent). Cf. « Mr. Celso Furtado, o novo agente da Wall Street, quer entregar o Nordeste aos norte-americanos », *O Semanário*, n° 270, 2 a 9 de agosto de 1961, p. 12 ; Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 210.

¹⁰²² Cf. « Nordeste : novos depoimentos no II Ciclo de Estudos », *O Estado de S. Paulo*, 26 janvier 1962, p. 12. Cet article traite de la conférence prononcée par Furtado le 25 janvier 1962, à São Paulo, dans le cadre du Second Cycle d'études sur l'intégration du Nordeste, à l'Institut National d'Études Supérieures (INES). Cette conférence est à l'origine de l'essai « Reflexões sobre a pré-revolução brasileira », qui atteint une grande répercussion - y compris internationale - étant intégré dans le livre *A pré-revolução brasileira*, publié cette même année 1962 (*op. cit.*).

¹⁰²³ « Reflexões sobre a pré-revolução brasileira » est publié en portugais dans : *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, Belo Horizonte, UFMG, Faculdade de Ciências Econômicas, vol. 2, n° 1, 1962, p. 40-56 ; *Estudos Universitários*, Recife, UFPE, vol. 1, juil.-sept. 1962, p. 17-27. L'essai paraît simultanément en espagnol

Dans ce texte, il part du constat de l'énorme coût social du développement économique au Brésil : concentration sociale et géographique des revenus, augmentation des rentes de la terre (subsides, crédits) en raison d'une structure agraire anachronique, expansion des structures de l'État sans les réformes nécessaires. D'où le mécontentement populaire grandissant, spécialement chez les jeunes (où le marxisme serait en train de se répandre). Furtado signale, néanmoins, des aspects positifs dans le développement économique du Brésil, comme le fait d'avoir réussi à transférer à l'intérieur de ses frontières les principaux centres de décision de sa vie économique et d'avoir atteint un certain degré de développement de ses structures sociales et politiques.

Il cherche, selon lui, dans cet essai, à démystifier le marxisme craint par la droite, ainsi qu'à démontrer à la gauche l'énorme régression sociale et politique que représenteraient les méthodes révolutionnaires dans une société comme la brésilienne.¹⁰²⁴ Si Furtado considère que le développement brésilien a permis d'amener à l'intérieur du pays ses centres de décision, il souligne également les aspects négatifs de ce processus. Désordonné, le développement en cours au Brésil aurait un coût social démesuré, ne bénéficiant qu'à un quart de la population du pays, et étant caractérisé par une croissante concentration sociale et géographique du revenu.¹⁰²⁵

Furtado explique que la diffusion du marxisme chez les étudiants brésiliens ne serait que la quête légitime d'une philosophie de l'action permettant le diagnostic de la réalité sociale. À ce propos, il affirme : « nous ne doutons pas qu'il y ait au centre de toutes les aspirations et des idées de la jeunesse actuelle, un humanisme authentique. Ce qui indigné notre jeunesse, c'est l'aspect anti-humain de notre développement. »¹⁰²⁶ En même temps, il montre que les techniques révolutionnaires ne permettraient pas d'atteindre les objectifs escomptés : le développement économique et la préservation des libertés. En ce moment, il

(« Reflexiones sobre la prerrevolución brasileña »), dans : *Revista de la Facultad de Ciencias Economicas de la Universidad de Chile*, Santiago, vol. XX, n° 74, 1962 ; *Cuadernos*, Paris, vol. 63, août 1962 ; *El Trimestre Económico*, México, vol. XXIX, n° 115, 1962. Cet essai sera publié dans le recueil : Celso FURTADO, *A pré-revolução brasileira* (1962), *op. cit.* ; traduction française : *Le Brésil à l'heure du choix - La politique économique d'un pays en voie de développement*, *op.cit.* (avec une préface de Pierre Massé, Commissaire général du Plan en France, ce sera le premier livre de C. Furtado publié en français, en 1964). En 1963, l'essai est également traduit en anglais : « Brazil : what kind of revolution? », *Foreign Affairs* (Washington), vol. 41, n° 3, Apr. 1963.

¹⁰²⁴ Cf. les commentaires de C. Furtado sur l'essai « Reflexões sobre a pré-revolução brasileira », développé en livre, et ses répercussions au Brésil, dans : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 213-220.

¹⁰²⁵ Cf. Celso FURTADO, *Le Brésil à l'heure du choix*, *op. cit.*, chap. 1 : « Réflexions sur la pré-révolution brésilienne », p. 20.

¹⁰²⁶ Et Furtado d'ajouter : « C'est le fait que le contraste entre le gaspillage et la misère devient chaque jour plus aigu. Ce sont les populations rurales qui vivent sur la terre, mais ne peuvent l'exploiter pour manger et qui ont faim presque tous les jours de l'année. Ce sont ces villes du Nord-Est du pays dont 10% des habitants sont enregistrés dans les hôpitaux comme tuberculeux. Et nous savons qu'on peut remédier à tout cela, qui a déjà disparu d'une grande partie du monde. Donc, ce qui est au centre des préoccupations des jeunes, c'est l'homme ; ce qui les anguisse, c'est son avilissement, c'est la conscience de notre co-responsabilité dans cette honte. » *Ibid.*, p. 28.

voyait deux origines possibles à une « révolution » au Brésil : les masses paysannes, écartées des droits politiques élémentaires, et la régression de la structure politique, avec l'instauration d'une dictature de droite.

Furtado souligne que l'expérience historique des décennies précédentes - à l'exemple du développement matériel rapide de l'URSS - avait créé l'idée que les pays sous-développés devaient choisir entre la liberté individuelle et développement économique rapide de la collectivité. L'auteur observe : « Cette fausse alternative a été présentée par l'un et l'autre tenants de la controverse, soit pour la défense de la liberté, soit pour celle du bien-être des masses. »¹⁰²⁷ Furtado cherche à mettre en lumière la nécessaire distinction entre les objectifs ultimes de la société (en gestation en Occident depuis la Renaissance et incorporés à la philosophie social de Marx) - c'est-à-dire la plénitude du développement humain - et les techniques élaborées pour atteindre ces objectifs. Le marxisme-léninisme ne serait alors que « une de ces techniques », qui « pose comme inévitable la révolution violente, dirigée par un parti de révolutionnaires professionnels », aboutissant à un « ordre nouveau » à être « maintenu par un régime dictatorial qui demeurera pendant une période de transition de durée indéfinie ». ¹⁰²⁸ Si cette technique peut présenter une efficacité élevée dans la lutte contre des structures politico-sociales totalement rigides, elle perdrait de l'efficacité, selon Furtado, dans des sociétés ouvertes (dans lesquelles l'État représente diverses classes), où le passage à une dictature créerait « un climat d'insatisfaction sociale ». ¹⁰²⁹ Toutefois, Furtado observe que « la dure expérience de la misère » peut disposer les populations sous-développées à payer cher pour leur développement. ¹⁰³⁰ Dans le cas brésilien, les techniques révolutionnaires auraient, donc, plus de chances de pénétrer dans la classe paysanne que dans la classe ouvrière, car le système politique serait plus ouvert aux revendications de cette dernière. La rigidité de la société brésilienne en ce qui concerne le secteur rural (les masses rurales étant privées de droits légaux), stimulerait l'assimilation de techniques révolutionnaires par les mouvements revendicatifs ruraux.

Parallèlement, Furtado identifie la possibilité d'un recul politico-social (« des coups d'État préventifs »¹⁰³¹) engendré par la panique des classes privilégiées face à la pression sociale grandissante. Dans ce cas, il considère que l'imposition d'une dictature de droite rendrait la structure sociale complètement rigide, ouvrant la voie à la réalisation d'une révolution de type marxiste-léniniste au Brésil. Il s'agirait alors du remplacement d'une dictature par une autre, ce qui serait plus facile que l'imposition d'une dictature au secteur

¹⁰²⁷ *Ibid.* p. 29-30.

¹⁰²⁸ *Ibid.*, p. 34.

¹⁰²⁹ *Ibid.*, p. 38.

¹⁰³⁰ *Ibid.*, p. 32.

¹⁰³¹ *Ibid.*, p. 43.

urbain (lequel jouissait de formes d'organisation politico-sociales supérieures).¹⁰³² Il propose, toutefois, la thèse selon laquelle le pays devrait « avancer dans le processus de démocratisation »¹⁰³³, avec ample participation de la société dans la vie politique et la réalisation des réformes nécessaires. Furtado considère que l'objectif fondamental « est la pleine réalisation de l'homme, libéré de toute exploitation ou sujétion »¹⁰³⁴, à être atteint par le moyen d'un développement économique à un rythme élevé et conduit par des critères sociaux.

Les demandes collectives s'aiguissant, le Brésil se trouverait alors dans une période pré-révolutionnaire, dans laquelle le développement est devenu un impératif politique. Afin d'éviter tout recul dans le système politique et social du pays¹⁰³⁵, Furtado affirme l'impératif des réformes, notamment de la structure agraire anachronique du pays. La réalisation de changements progressifs permettrait, selon Furtado, la préservation du système politique et social brésilien.¹⁰³⁶ Des modifications constitutionnelles seraient alors nécessaires visant à la réalisation de ces réformes (agraire, de l'administration de l'État, du système fiscal et de la structure bancaire). Furtado appelle à la subordination de l'action de l'État, par le biais du Parlement, « à une claire définition des objectifs du développement économique et social »¹⁰³⁷, tout en soulignant que la répartition des fonds budgétaires ne doit pas être soumise aux pressions des groupes d'intérêt locaux. Également affirmée par Furtado est la nécessité d'un statut disciplinaire du capital étranger, capable de subordonner son action « aux objectifs du développement économique et de l'indépendance politique »¹⁰³⁸. Attentif aussi aux démarches en vue de la manipulation de l'opinion publique (1962 était une année électorale), il affirme : « Le Gouvernement doit être en mesure de connaître l'origine de toutes les ressources utilisées dans les organismes qui orientent l'opinion publique. »¹⁰³⁹ Furtado prône toutefois l'organisation de l'opinion publique - les étudiants, les ouvriers, les entrepreneurs, les intellectuels et les paysans - en vue d'une discussion sur leurs attentes

¹⁰³² Et Furtado d'ajouter : « Même en ce cas, pourtant, le plus probable est que le secteur agraire viendrait à prévaloir en cas de révolution sociale. Sans les conditions objectives déterminées par un recul politico-social du pays, détruisant la puissance du secteur urbain qui jouit déjà de conditions politiques évoluées, la seule possibilité de révolution de type marxiste-léniniste réside en la persistance d'une structure agraire anachronique. » *Ibid.*, p. 41.

¹⁰³³ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 219.

¹⁰³⁴ Cf. Celso FURTADO, *Le Brésil à l'heure du choix*, *op. cit.*, chap. 1, p. 41.

¹⁰³⁵ Furtado affirme : « Devant le degré de développement déjà atteint par notre structure sociale et politique, nous devons considérer comme un recul les méthodes révolutionnaires qui aboutiraient nécessairement à des formes politiques dictatoriales sous l'égide de classes sociales, de groupes idéologiques ou de systèmes rigides de partis. » *Ibid.*, p. 42.

¹⁰³⁶ *Ibid.*, p. 43.

¹⁰³⁷ *Ibid.*

¹⁰³⁸ *Ibid.*, p. 44.

¹⁰³⁹ *Ibid.*

concernant les organes politiques du pays.¹⁰⁴⁰ Considérant que le « pays est mûr pour se mettre à réfléchir sur son propre destin »¹⁰⁴¹, Furtado suggère que les débats et manifestations de l'opinion publique soient à la base des propositions de la campagne électorale de l'année 1962 (renouvellement du Parlement).

Cet essai, dans lequel est discutée « la fausse opposition entre développement et liberté »¹⁰⁴², ouvre le livre *A pré-revolução brasileira*¹⁰⁴³, publié également en 1962. Dans le chapitre qui s'ensuit, « Politique économique et réformes de base », Furtado critique la philosophie libérale, en montrant que si dans les pays développés la politique économique vise au maintien du plein emploi (les politiques quantitatives y ayant une portée indéniable), dans les pays sous-développés, des changements de nature qualitative s'imposent qui exigent « une connaissance de la dynamique des structures qui échappe à l'analyse économique conventionnelle »¹⁰⁴⁴. Or, pour les économistes orthodoxes, les problèmes structurels ne seraient pas de nature économique.

Furtado approche par la suite « Le problème du Nord-Est », en montrant que dans cette région à des niveaux de vie extrêmement faibles, la stratégie de la SUDENE concevait le problème d'un point de vue dynamique, comme un problème de développement. Pour y faire face, la responsabilité du secteur privé était appelée conjointement à celle du secteur public. Tout en assurant qu'à la SUDENE la technique et la politique se placent sur deux plans différents, il affirme qu'une cohésion étroite entre l'action technique et le pouvoir politique doit être maintenue, car « il n'existe pas de plan de développement sans politique de développement et celle-ci n'aura d'efficacité qu'en s'appuyant sur les principaux centres du pouvoir ».¹⁰⁴⁵ À ce titre, Furtado affirme dans le quatrième chapitre, « Développement sans politique de développement », que « la politique économique est politique avant d'être

¹⁰⁴⁰ *Ibid.*

¹⁰⁴¹ *Ibid.*

¹⁰⁴² *Ibid.*, p. 17.

¹⁰⁴³ Adressés à la jeunesse universitaire du Brésil, les neuf exposés regroupés dans le livre *A pré-revolução brasileira* discutent des problèmes contemporains relatifs au développement économique brésilien. Comme Furtado l'affirme dans son introduction à cet ouvrage, il y soutient la thèse selon laquelle l'économie brésilienne « a atteint un degré de différentiation [...] suffisant pour avoir permis le transfert à l'intérieur de [ses] frontières des principaux centres de décision de sa vie économique ». Considérant que le système économique brésilien « conquiert une individualité et une autonomie croissante », Furtado affirme que le pays est alors obligé de se gouverner lui-même. Le Brésil ne vivait plus « en 'économie réflexe' » et devait faire face à une phase du développement de l'économie capitaliste marquée par les grands monopoles et les pressions sociales (« où les automatismes conventionnels [de l'économie] ont perdu beaucoup de leur efficacité »). Un effort de réflexion théorique s'impose pour que le pays se prépare à « assumer les responsabilités qu'implique cet accroissement énorme du pouvoir de décision ». Considérant que l'observation et l'interprétation de la réalité économique se font au Brésil par « un système conceptuel inadéquat », Furtado propose, par cette réunion d'essais, d'établir « un pont entre l'analyse et la politique économique, pour insuffler dans cette dernière quelques éléments rationnels en ce qui concerne tant les instruments qu'elle utilise, que les jugements de valeur sur lesquels elle se fonde. » Cf. l'Introduction de l'auteur dans : Celso FURTADO, *Le Brésil à l'heure du choix*, op. cit., p. 15-18.

¹⁰⁴⁴ *Ibid.*, p. 52.

¹⁰⁴⁵ *Ibid.*, p. 82.

économique »¹⁰⁴⁶ ; dès lors, son point de départ doit être une claire perception de la réalité sociale et de sa dynamique.

Dans le chapitre « Sous-développement et état démocratique », Furtado affirme que le développement brésilien depuis 1930 a été plus une imposition historique qu'une authentique prise de conscience de la réalité nationale ; les années 1960 seraient, à leur tour, caractérisées par « une prise de conscience lucide du problème du sous-développement »¹⁰⁴⁷. Dans la lutte pour le développement qui s'annonce, l'État doit se doter d'instruments appropriés, s'imposant alors une restructuration de l'administration publique (création d'organes intégrés) ; un effort en commun entre les divers spécialistes (en sciences politiques, en administration et en économie) est également nécessaire pour que les fonctions de l'État « soient définies à la lumière d'un véritable idéal démocratique »¹⁰⁴⁸. Furtado met l'accent sur la nécessité d'une planification économique pour que l'action de l'État en vue du développement puisse s'effectuer avec l'ampleur exigée par les conditions de sous-développement.¹⁰⁴⁹

Dans l'essai intitulé « De l'objectivité de l'économiste », Furtado attire l'attention sur le fait qu'un phénomène économique doit être saisi dans son contexte spécifique. À ce titre, il affirme : « La différence essentielle qui nous sépare des économistes de la génération précédente réside en ceci : nous ne croyons pas à une science économique pure, c'est-à-dire indépendante d'un ensemble de jugements de valeur et de principes préétablis concernant la vie en société. »¹⁰⁵⁰ Dès lors, l'universalisation de principes comme la stabilité et le laissez-faire, pourtant capables de conduire des structures homogènes au maximum de bien-être social, se montre problématique ; appliquer ces principes à une structure sous-développée constituerait « une grande erreur d'objectivité »¹⁰⁵¹, contribuant même à y perpétuer la misère. Furtado appelle à une discussion ouverte sur les principes relatifs à l'action de l'État dans l'orientation du développement social ; l'effort constructif des hommes de pensée pourrait orienter la prise de conscience des hommes d'action en ce qui concerne les problèmes d'un pays en rapide transformation.¹⁰⁵²

La formation des économistes devait, dès lors, être orientée à l'affrontement du défi

¹⁰⁴⁶ *Ibid.*, p. 93.

¹⁰⁴⁷ *Ibid.*, chap. 5, p. 97.

¹⁰⁴⁸ *Ibid.*, p. 104.

¹⁰⁴⁹ Sur ce point, Pierre Massé affirme dans sa préface à l'édition française de cet ouvrage : « Quant à la planification du développement, M. Furtado en affirme la nécessité, avec une conviction que je partage entièrement, et en étayant cette conviction sur des arguments précis, tirés de la situation particulière des pays à développer. » Cf. la préface de P. Massé dans : *ibid.*, p. 12-13.

¹⁰⁵⁰ *Ibid.*, chap. 6, p. 110.

¹⁰⁵¹ *Ibid.*, p. 116.

¹⁰⁵² *Ibid.*, p. 123.

que constitue le développement¹⁰⁵³. Furtado attire l'attention sur le fait que les théories économiques correspondent à une simplification du monde réel et sont formulées pour expliquer le comportement de structures fondamentalement distinctes de celles d'un pays sous-développé. L'auteur affirme : « Ce qui se produit en Économie, c'est qu'une théorie, formulée pour expliquer telle réalité bien définie dans le temps et l'espace, se trouve souvent transformée en une doctrine de portée universelle. »¹⁰⁵⁴ Considérant que le contenu historique (ou les éléments spécifiques à chaque réalité) se perdent dans l'élaboration des modèles abstraits, Furtado affirme la nécessité d'une progression des études économiques dans les pays sous-développés¹⁰⁵⁵ ; autrement, se pose le problème de l'utilisation indiscriminée de formules qui n'ont de validité que pour des contextes historiques donnés. Sur les conséquences pour la politique économique, Furtado souligne : « Il est fréquent qu'à vouloir généraliser une théorie, nous en réduisons tellement la valeur explicative qu'elle se transforme en un simple truisme et perd toute valeur de guide pour la politique économique. »¹⁰⁵⁶ C'est alors à l'absence d'une politique nationale de développement que Furtado attribue les déséquilibres entre les niveaux de productivité et de revenu des groupes démographiques et régions du pays ; l'action du gouvernement, « d'une manière improvisée » et notamment lors des crises, ne contribuait qu'à « une aggravation des tensions actuelles »¹⁰⁵⁷. Conjointement à un travail scientifique de la part des économistes en vue d'une meilleure compréhension de la réalité nationale, Furtado souligne la nécessité de « rétablir la dignité de la fonction publique »¹⁰⁵⁸ qui, à l'abri de pressions électorales ou économiques, doit être en mesure d'exécuter les plans d'investissement nécessaires (surtout pour faire sortir le *Nordeste* de la situation de stagnation).

Récapitulant l'évolution de l'économie brésilienne, Furtado affirme qu'à partir du deuxième quart du XX^e siècle, après être devenu « la plus vaste zone de sous-développement économique, de peuplement récent, du monde occidental »¹⁰⁵⁹, le Brésil entame un processus de développement industriel basé sur le marché intérieur. Ayant constitué un système industriel diversifié, le Brésil acquerrait un degré croissant d'autonomie de décisions sur la vie économique nationale, étant apte à mettre en œuvre une politique de développement. Les forces les plus progressistes du pays s'orientaient, selon Furtado, dans ce début des années 1960, vers l'intégration du territoire national, l'affrontement des déséquilibres régionaux et la

¹⁰⁵³ *Ibid.*, chap. 7 : « La formation de l'économiste en pays sous-développé ».

¹⁰⁵⁴ *Ibid.*, p. 131.

¹⁰⁵⁵ *Ibid.*, chap. 8 : « Rénovation de la pensée économique ».

¹⁰⁵⁶ *Ibid.*, p. 137.

¹⁰⁵⁷ *Ibid.*, p. 141.

¹⁰⁵⁸ *Ibid.*, p. 142.

¹⁰⁵⁹ *Ibid.*, chap. 9 : « L'économie brésilienne dans le milieu du XX^e siècle », p. 148.

rupture de la structure agraire anachronique du pays. Cet ouvrage, dont les textes, selon Pierre Massé, « ne devraient laisser indifférent aucun économiste soucieux des rapports entre la science économique et l'action, ni aucun politique acquis à l'idée du développement planifié »¹⁰⁶⁰, se termine par la défense d'un commandement gouvernemental du développement. Sur ce point, Furtado affirme : « un mouvement de cette envergure ne pourra se réaliser que si le commandement est assumé par le Gouvernement national lui-même. C'est en tant que programme gouvernemental étalé sur les prochaines décennies que nous devons concevoir ce grand mouvement en vue de la conquête finale du Brésil. »¹⁰⁶¹

La répercussion qu'a eu l'essai « Réflexions sur la pré-révolution brésilienne », surtout après sa circulation en Amérique latine et sa publication dans la revue américaine *Foreign Affairs*¹⁰⁶², a majoré la critique de la droite brésilienne envers Furtado. Ces critiques, reprises des agences télégraphiques internationales - et sans consultation au texte publié dans la revue nord-américaine - concernaient notamment les tendances idéologiques de l'auteur.¹⁰⁶³ A ce moment-là, quand Furtado avait déjà été nommé ministre du Plan par le président Goulart, avec des responsabilités accrues, les journaux l'accusaient d'être « un adepte du matérialisme historique et, donc, un élément avec qui les communistes peuvent compter dans leur action contre les institutions »¹⁰⁶⁴. La droite brésilienne concentrait ses critiques sur les affirmations de Furtado concernant la propriété privée des moyens de production : si elle était « une façon de promouvoir la décentralisation, donc, d'assurer l'efficacité »¹⁰⁶⁵ de la production, la propriété privée des moyens de production devait tout de même se borner aux limites de l'intérêt public, affirmait Furtado. Et l'auteur de préciser : « Concilier la lutte pour le développement avec la préservation de la liberté était le défi majeur que nous affrontions à ce moment-là. »¹⁰⁶⁶. Si Furtado cherche dans cet essai (à l'origine, une conférence) à montrer aux jeunes que le marxisme-léninisme les écarteraient des buts fondamentaux de la vie en société qu'ils cherchaient, son propos central était néanmoins l'inclusion des jeunes dans le processus politique, par la défense de leur droit à une philosophie de l'action ; cela serait passé inaperçu de ses critiques.¹⁰⁶⁷

À l'étranger, à la différence du point de vue de la droite brésilienne (des suspicions de

¹⁰⁶⁰ Cf. la préface de P. Massé dans : *ibid.*, p. 12.

¹⁰⁶¹ *Ibid.*, p. 158.

¹⁰⁶² Celso FURTADO, « Brazil : what kind of revolution? », *op. cit.*

¹⁰⁶³ Commentaire publié dans le périodique *Visão*, édition du 31 mai 1963, p. 45.

¹⁰⁶⁴ Editorial du journal *O Estado de São Paulo*, cité dans : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 218-219.

¹⁰⁶⁵ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 219.

¹⁰⁶⁶ *Ibid.*, p. 220.

¹⁰⁶⁷ *Ibid.*, p. 218-219.

collaboration avec les communistes), cet ouvrage de Furtado a été analysé d'un point de vue scientifique, moins marqué par la terminologie de la Guerre froide. À partir de l'édition brésilienne du livre, des comptes-rendus sont publiés dans les revues *Hispania* (1963), *Southern Economic Journal* (1964) et *Desarrollo Económico* (1964). Wilson Martins (University of Kansas) souligne que la réforme de l'État et de ses fonctions qu'implique la réforme du système économique prônée par Furtado peut sembler excessivement de gauche ; cependant, une influence grandissant du pouvoir public serait, en effet, une caractéristique du monde contemporain, « même des [nations] les plus décidément 'capitalistes' et de celles qui, par principe, désirent le plus préserver la nature du libéralisme politique ». ¹⁰⁶⁸ Hans G. Mueller (Middle Tennessee State College), en commentant l'ouvrage de Furtado, souligne que l'auteur est un défenseur des réformes (comme la réforme agraire au Nordeste) et un « vigoureux défenseur du point de vue 'structuraliste' » face aux monétaristes ; le coup d'État au Brésil l'ayant privé de ses droits politiques, Furtado contribuait alors à « renforcer le camp structuraliste » à l'Université Yale, tandis que les conservateurs commandaient l'économie brésilienne. Mueller observe que Furtado met en garde contre le recul que représenterait l'adoption de systèmes autoritaires de gouvernement dans une société ouverte (à l'exemple des centres industriels brésiliens), étant favorable à la solution des tensions par des réformes successives, capables d'éviter des « ruptures cataclysmiques ». ¹⁰⁶⁹ Dans son compte-rendu de *A pré-revolução brasileira*, Torcuato Di Tella en met en relief le premier chapitre, qui expose les alternatives politiques posées au Brésil au début des années 1960. L'auteur considère que la problématique marxiste y est développée par Furtado « de façon critique et avec l'incorporation des expériences historiques récentes ». Di Tella observe cependant que, à la lumière des événements de 1964, une révolution socialiste se montrait improbable au Brésil, malgré la présence à cette époque des causes possibles soulevées par Furtado pour un tournant politique vers le marxisme-léninisme (en l'occurrence l'instauration d'une dictature de droite et le maintien de la rigidité du secteur agraire). ¹⁰⁷⁰

À partir de l'édition française de l'ouvrage de Furtado, l'économiste français M.-P. Rudloff souligne, dans un compte-rendu qu'il en publie, que l'auteur « a le grand mérite d'aborder et de discuter avec une totale franchise » le « thème tabou » qui est la philosophie

¹⁰⁶⁸ W. Martins critique le titre de l'ouvrage, en affirmant que le Brésil ne vivait pas « une phase pré-révolutionnaire », mais une « phase pré-capitaliste » ; il voit la politique de développement soutenue par Furtado comme une « politique de 'pays sous-développé' », qu'il entend comme une « nation qui vit le cycle pré-capitaliste de l'économie ». Cf. Wilson MARTINS, « Review : Celso Furtado, *A Pré-Revolução Brasileira* », *Hispania*, vol. 46, n° 3, sep. 1963, p. 677-678.

¹⁰⁶⁹ Cf. Hans G. MUELLER, « *A Pré-Revolução Brasileira*, by Celso Furtado », *Southern Economic Journal*, vol. 31, n° 2, oct. 1964, p. 157-158.

¹⁰⁷⁰ Cf. Torcuato S. DI TELLA, « *A Pré-Revolução Brasileira* by Celso Furtado ; *Dialectica do Desenvolvimento* by Celso Furtado », *Desarrollo Económico*, vol. 4, n° 14/15, juil.-déc., 1964, p. 267-268.

marxiste.¹⁰⁷¹ La philosophie libérale ayant produit un développement asymétrique, le marxisme apporterait à la jeunesse « ce souffle humaniste, puisqu'il place l'homme au centre du développement et qu'il accorde sa totale confiance à l'homme maître de son destin. »¹⁰⁷² Si le marxisme présente moins de succès dans des sociétés plus évoluées, une philosophie de l'action reste tout de même indispensable, devant résulter d'un grand débat regroupant, entre autres, organisations syndicales, paysannes et étudiantes ; Furtado cherche alors avec ce livre à élaborer des thèmes qui lui semblent fondamentaux à ce débat. Rudloff observe que, si le livre de Furtado est destinée aux étudiants (lesquels s'interrogent « sur le sens du développement et sur sa finalité »), il apporte également « un incontestable enrichissement et de précieuses observations aux économistes, praticiens et enseignants des pays en voie de développement. »¹⁰⁷³ Guy Caire, dans un bref compte-rendu du livre de Furtado, affirme que le spécialiste y trouve « des sources de réflexion judicieuse ». G. Caire met en relief quelques affirmations de Furtado, telles que « la politique économique est politique avant d'être économique », « la politique requise [dans les pays sous-développés] est essentiellement de nature qualitative », en plus de l'accentuation de l'imagination comme qualité maîtresse d'un économiste.¹⁰⁷⁴ Dans la revue *Population* est soulignée la critique de Furtado à l'esprit dogmatique et sa défense de « l'imagination, quand elle s'associe à une meilleure observation des faits » ; toutefois, « [partisan] de l'intervention de l'État, [Furtado] ne montre pas assez comment les pouvoirs publics échapperont à la pression des intérêts privés ».¹⁰⁷⁵

¹⁰⁷¹ Cf. Marcel-Paul RUDLOFF, « Celso Furtado : *Le Brésil à l'heure du choix. La politique économique d'un pays en voie de développement* », *Revue Économique de Madagascar*, janvier-juillet, 1966, p. 350-354 (citations p. 351).

¹⁰⁷² *Ibid.*, p. 352.

¹⁰⁷³ *Ibid.*, p. 351 et 354 respectivement. Rudloff affirme : « L'ouvrage de Celso Furtado, original et profond, dépasse de beaucoup son sujet qui est le Brésil. Il constitue une somme de réflexions sur les problèmes les plus délicats du développement ; il souligne les menaces, les risques, les dérapages d'un processus de croissance à la fois sur le plan économique et sur le plan social. Il rappelle qu'un pays n'est réellement sorti de sa phase coloniale que lorsque les grandes décisions de sa vie économique ne dépendent plus de l'étranger. Enfin Furtado dénonce certaines mystifications qui trouvent un écho facile dans trop de pays hantés par le souci du 'décollage' ». *Ibid.*, p. 354.

¹⁰⁷⁴ Cf. Guy CAIRE, « Celso Furtado : *Le Brésil à l'heure du choix* », *Développement et Civilisations*, n° 25, mars 1966, p. 96.

¹⁰⁷⁵ Cf. P. P., « *Le Brésil à l'heure du choix. La politique économique d'un pays en voie de développement* by Celso Furtado », *Population (French Edition)*, 20^e année, n° 3, mai-juin, 1965, p. 527.

2. Le ministère du Plan, l'échec du Plan triennal et le coup d'État de 1964

La lutte politique étant fortement polarisée au Brésil dans l'année 1962, année d'élections parlementaires et des gouverneurs d'État, Furtado prépare un projet, un « manifeste des forces progressistes » rassemblant les idées exposées dans les débats en cours sur les réformes de base indispensables à la poursuite du développement brésilien avec la réduction de son coût social et la conservation des institutions démocratiques. Les forces de droite s'étaient mobilisées pour le scrutin, comme en témoigne notamment la création de l'Institut brésilien d'action démocratique (IBAD) voué au financement de la campagne électorale de leurs candidats.¹⁰⁷⁶

Si dans le Pernambouc les forces progressistes avaient réussi à se réunir autour de la candidature de Miguel Arraes au gouvernement de l'État¹⁰⁷⁷, leur rassemblement n'était pas acquis au niveau national. Furtado suggère au Président Goulart (préoccupé à ce moment-là par le référendum sur le rétablissement du présidentielisme) un effort pour le rassemblement des principaux leaders progressistes en vue de la constitution d'un parlement favorable aux réformes. Considérant l'incertitude sur l'éventualité de l'élection d'un « nouveau président capable de conduire le mouvement visant à moderniser les structures du pays », Furtado alertait le président Goulart, à cette occasion, contre le risque de perdre « une véritable chance historique »¹⁰⁷⁸. L'initiative de Furtado visait alors, par l'encouragement du rassemblement des forces progressistes, à stimuler l'élection de candidats engagés dans les réformes de base, afin de constituer une « majorité opérationnelle » au Parlement, capable d'entamer les réformes préconisées. Sa démarche serait de faire circuler ce projet parmi les candidats, qui le

¹⁰⁷⁶ Comme l'a souligné Werneck Sodré, « Les élections de 1962 [...] ont montré que des forces économiques et financières très puissantes avaient dépensé d'énormes sommes en corruption électorale, dans le but de liquider des courants, des partis et des candidats de gauche, supposément de gauche ou simplement engagés avec la démocratie représentative et avec la défense des intérêts nationaux. [...] par la grandeur des ressources mobilisées et appliquées, cet organisme était entretenu à partir de l'étranger. ». Cf. Nelson Werneck SODRÉ, *História da imprensa no Brasil*, 4^e éd., Rio de Janeiro, Mauad, 1999, chap. « A crise da imprensa », p. 430.

¹⁰⁷⁷ L'ambassadeur nord-américain au Brésil, Lincoln Gordon, confirme l'utilisation des « fonds politiques » de la CIA dans les élections de 1962, ce qui était, selon lui, une pratique courante de cette agence. Voir l'entretien de Lincoln Gordon à l'hebdomadaire brésilien *Veja*, où il traite de la participation de l'ambassade nord-américaine dans la déposition de João Goulart : Lincoln GORDON, « Castello perdeu a batalha » [entretien à R. Garcia], *Veja*, 9 mars 1977. Dans un autre entretien, accordé en 2002 au journaliste brésilien Geneton Moraes Neto, L. Gordon affirme que la CIA avait financé des candidats « à droite du centre, sympathisants des États-Unis ». Selon lui, les sommes fournies par la CIA visaient aussi à produire une « littérature sur l'économie libérale » afin de contrecarrer « l'énorme quantité de littérature de gauche » produite dans le pays (financée par les communistes, selon lui). Sur le résultat des démarches nord-américaines lors de ces élections, Gordon considère qu'elles n'ont pas produit de résultats importants en ce qui concerne la composition du Congrès, et souligne que Miguel Arraes a été élu gouverneur de Pernambouc, « ce qui a été un fait plus important que n'importe quel changement dans le Congrès ». L'entretien de L. Gordon à G. Moraes Neto, datant de novembre 2002, a été partiellement publié en ligne, le 21 décembre 2009, sur le blog du journaliste, « Dossiê geral », sur le site Internet <http://g1.globo.com/platb/geneton/tag/lincoln-gordon>.

¹⁰⁷⁸ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 224.

signeraient, étant contraints de le suivre une fois élus.¹⁰⁷⁹ Selon le document, le programme a être accompli par le nouveau Parlement englobait des réformes agraire, fiscale, administrative, universitaire, électorale, bancaire, ainsi qu'un statut disciplinaire du capital étranger.

Selon Furtado, l'évolution matérielle accélérée du pays à partir des années 1930 se faisait dans un cadre institutionnel obsolète, ce qui aurait engendré les tensions sociales et politiques exacerbées dans les années 1960. Dans une trentaine d'années le pays est sorti de sa condition de simple exportateur de produits primaires pour devenir une nation industrielle, sans, néanmoins, inclure dans la vie politique de larges secteurs de sa population qui, maintenus sous l'emprise de structures sociales archaïques, « soutiennent le vieux système d'organisation agraire »¹⁰⁸⁰. La *réforme agraire* est ainsi le premier point du programme élaboré par Furtado à l'attention des candidats au Parlement, proposant : des garanties sur les conditions de travail et de rémunération des travailleurs agricoles ; l'expropriation (moyennant paiement) des terres improductives et nécessaires à la production de denrées alimentaires ; la réorganisation de l'économie agraire du pays, établissant le montant de l'assistance technique et financière que les instances gouvernementales devaient accorder à l'agriculture ; et la réorganisation au niveau national du réseau de distribution de produits alimentaires (entrepôts et silos) afin d'établir des prix de seuil pour ces produits aux producteurs et aux consommateurs.¹⁰⁸¹

Considérant que le Brésil avait réussi à « ouvrir la voie du développement », en franchissant « dans l'espace d'une génération les étapes qui vont de l'agriculture d'exportation extensive et prédatrice à l'économie industrielle »¹⁰⁸², Furtado mettait néanmoins en garde contre les aspects négatifs de la croissance économique brésilienne. En cette année 1962, une certaine capacité d'auto-direction avait déjà été acquise, malgré des conditions économiques internationales adverses (la stagnation de la capacité d'importation du pays face à des conditions défavorables dans le commerce international de produits primaires), avec la consolidation du marché interne. Il restait toutefois à résoudre la question de l'absence d'une vision d'ensemble et de perspectives à plus long terme dans le processus de développement brésilien. De ce fait, si des mesures ponctuelles (politiques de change, de crédit et fiscale) répondant aux pressions exercées par des groupes d'intérêts ont permis la

¹⁰⁷⁹ Furtado présenterait ce document à des leaders politiques jugés favorables aux réformes institutionnelles dans le cadre démocratique, qui seraient chargés de le transmettre aux candidats de leurs partis. Avant cela, Furtado soumet le texte au président Goulart, qui l'approuve intégralement. Furtado reproduit ce texte, jusque-là inédit, dans ses mémoires. Voir : *ibid.*, p. 225-234.

¹⁰⁸⁰ *Ibid.*, p. 225.

¹⁰⁸¹ *Ibid.*, p. 230-231.

¹⁰⁸² *Ibid.*, p. 226.

poursuite de la croissance économique, elles ont aussi contribué au renforcement des structures de privilèges. Les injustices sociales qui se sont accumulées dans le processus de développement brésilien constitueraient, selon l'analyse de Furtado, un frein au développement du pays, dans la mesure où la croissance du marché interne serait compromise (par exemple, par les mauvaises conditions de vie des masses agraires). Ne partageant pas l'idée selon laquelle le processus de développement engendre inexorablement des inégalités (ou exige des sacrifices de la population), Furtado affirme que les sacrifices endurés par la population sont le résultat d'un système institutionnel façonné par des intérêts particularistes.¹⁰⁸³ Il en découle que le gouvernement, n'étant pas en mesure de prélever suffisamment d'impôts sur les agents qui concentrent les bénéfices du développement économique, recourt aux émissions monétaires pour son financement, alimentant l'inflation et augmentant la charge sur les plus démunis. À partir de cette analyse, Furtado propose, dans son « projet de manifeste des forces progressistes », une *réforme fiscale* envisageant : la priorité à l'investissement et à la consommation des travailleurs dans la destination du revenu créé par le développement économique ; une modification de la structure fiscale afin d'alléger les impôts directs et de concentrer la charge fiscale sur les groupes à hauts revenus ; le réexamen de la politique de subsides gouvernementaux au secteur privé en vue d'éviter l'augmentation de la consommation des groupes à hauts revenus et la concentration du pouvoir économique ; l'établissement de sanctions sévères en cas de fraude fiscale.¹⁰⁸⁴

Par rapport à la *réforme administrative*, Furtado propose : une planification des activités gouvernementales liées au développement (y compris l'étude des ressources naturelles du pays), dont les directives générales seraient formulées par un organe central de planification à être créé à cette fin, sous la supervision directe du chef du gouvernement¹⁰⁸⁵ ; le vote par le Parlement des ressources globales assignées aux plans de développement (passant outre les intérêts politiques locaux), dont l'exécution serait attribuée aux États, sous contrôle technique et financier fédéral ; la revalorisation de la fonction publique fédérale (notamment les fonctions techniques de niveau supérieur) ; et une effective punition aux malversations de fonds publics. Furtado souligne également la nécessité d'une *réforme universitaire* capable d'assurer une sensible augmentation du nombre d'étudiants universitaires, y compris par l'attribution de bourses d'études et l'élargissement des cours nocturnes. Une *réforme électorale* devait étendre le droit de vote aux analphabètes, ainsi qu'assurer un minimum de ressources aux partis politiques et le contrôle des sommes dépensées dans les campagnes électorales. Un *statut disciplinaire du capital étranger* est

¹⁰⁸³ *Ibid.*, p. 227.

¹⁰⁸⁴ *Ibid.*, p. 231.

¹⁰⁸⁵ À ce moment-là le Brésil vivait sous un régime parlementaire.

proposé afin d'en permettre l'exacte définition, de déterminer les secteurs de l'économie nationale interdits au capital étranger, d'établir le montant et les conditions de rapatriement de ce capital, d'identifier l'utilisation des bénéfices sous contrôle étranger non rapatriés ainsi que les relations financières et commerciales liant le capital étranger et ses maisons mères. Le dernier point du programme synthétisé par Furtado comme un compromis à être assumé par le futur Parlement traitait de la *réforme bancaire*. Celle-ci devrait permettre d'orienter et d'utiliser adéquatement l'épargne nationale qui passe par le système bancaire, de créer une structure de banques spécialisées pour pourvoir les secteurs agricole, exportateur et producteur d'équipements, ainsi que d'éviter que le système bancaire ne contribue à la concentration du pouvoir économique ou aux appropriations de ressources réalisées en période d'inflation et que des organisations étrangères n'opèrent en tant que banques de dépôts au Brésil.¹⁰⁸⁶

Furtado affirme avoir écrit ce document dans « un langage modéré, sans sectarismes, capable d'agglutiner des personnalités d'un ample spectre politique »¹⁰⁸⁷. Néanmoins, il y appelle à la responsabilité des leaders politiques « progressistes » en employant des expressions fortes : « Un parlement qui légitimement représente le peuple ne pourra pas nier au pays une solution rapide à ses problèmes angoissants [et] les forces qui impulsent les transformations ne pourront pas être endiguées longtemps » ; il s'agissait, il l'avertit, d'un « engagement formel », car « [le peuple] connaîtra les noms de ceux qui l'ont trahi et pourra légitimement exiger leur exclusion de la vie politique. La démocratie authentique aura perdu sa grande opportunité, mais aussi l'époque des mystificateurs de la fausse démocratie sera terminée ».¹⁰⁸⁸ Par rapport aux conversations au sujet du document sur les réformes de base avec ses possibles signataires¹⁰⁸⁹, Furtado relate avoir eu l'impression que les institutions démocratiques ne paraissaient pas à ses interlocuteurs aussi menacées qu'elles le semblaient à lui-même : « Pour la majorité de mes interlocuteurs, ces réformes ne paraissaient pas si urgentes, le système pouvait encore absorber des tensions pour longtemps. Il y avait donc pour eux de l'espace pour continuer à prêter plus attention aux préoccupations biographiques qu'aux problèmes de portée historique. »¹⁰⁹⁰ Sur les résultats de ses démarches, compte tenu

¹⁰⁸⁶ Les sept points des réformes de base synthétisés par Furtado sont publiés dans : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 230-234.

¹⁰⁸⁷ *Ibid.*, p. 225.

¹⁰⁸⁸ *Ibid.*, p. 229 et 230.

¹⁰⁸⁹ Furtado cite ses conversations avec des personnalités politiques telles que le ministre San Tiago Dantas, le gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul Leonel Brizola (qui a démontré peu d'intérêt à ce projet d'union des forces démocratiques), le gouverneur de Minas Gerais Magalhães Pinto (disposé à souscrire le document si les autres signataires n'étaient pas un « groupe de personnes de gauche »), et l'ex-président Jânio Quadros (qui s'est limité à commenter que Furtado restait un « idéaliste » - ce qu'il a compris comme un euphémisme pour « naïf »). *Ibid.*, p. 235.

¹⁰⁹⁰ *Ibid.*, p. 235-236.

de l'évolution subséquente de la situation politique au Brésil (aboutissant au coup d'État militaire en 1964), Furtado conclura : « Préoccupé à sauver les institutions démocratiques, j'aurais forgé des instruments pour ceux qui voulaient anticiper son enterrement. »¹⁰⁹¹

Selon Furtado, le président Goulart n'a pas porté un grand intérêt au résultat de ses démarches concernant le rassemblement des leaders progressistes autour des réformes de base pour les élections de 1962.¹⁰⁹² En revanche, la campagne du référendum sur le rétablissement du présidentielisme¹⁰⁹³ occupait plus profondément le président. Visant à l'élaboration d'un plan de gouvernement bien structuré à être présenté à cette occasion, Goulart crée un ministère extraordinaire du Plan et invite Celso Furtado à l'assumer en septembre 1962 (« un peu plus d'un mois après l'épisode du 'manifeste' »).¹⁰⁹⁴ La période à la direction de la SUDENE, depuis 1959, conférait à Furtado l'expérience pratique de la planification ; l'expérience théorique lui venait de la décennie précédente, quand à la CEPAL il dirige l'élaboration des techniques de planification qui se répandront dans les pays latino-américains.¹⁰⁹⁵ Le Plan, ratifié par le Conseil de ministres le 28 décembre 1962, est présenté à la nation par le président Goulart le 31 décembre 1962. La large victoire du présidentielisme dans le référendum du 6 janvier 1963 a démontré, selon Furtado, l'état de confiance engendré par le Plan triennal.¹⁰⁹⁶ Engagé en tant que ministre extraordinaire, spécifiquement pour l'élaboration de ce plan, Furtado répond à la demande du président Goulart et devient le premier ministre du Plan du Brésil (le 23 janvier 1963)¹⁰⁹⁷.

¹⁰⁹¹ *Ibid.*, p. 236.

¹⁰⁹² *Ibid.*

¹⁰⁹³ Il y aurait un référendum anticipé début 1963 (il était initialement prévu pour 1965) visant à confirmer le parlementarisme ou rétablir le présidentielisme. Le régime parlementaire avait été institué (le 2 septembre 1961) comme solution de compromis à la crise qui s'installe avec la démission du président Jânio Quadros (le 25 août 1961), dont le vice-président était João Goulart.

¹⁰⁹⁴ Selon Furtado, c'est San Tiago Dantas qui a attiré l'attention du président Goulart sur la nécessité de disposer d'un plan de gouvernement explicitant ses projets pour la nouvelle étape du gouvernement (les trois ans qui restaient du mandat commencé en 1961 avec Quadros). Dantas aurait également affirmé que la seule personne capable de mener à bien un tel projet dans le court délai disponible serait Celso Furtado, et à condition d'avoir à sa disposition les moyens nécessaires (que seul le statut de ministre pourrait lui conférer). Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 237.

¹⁰⁹⁵ Cf. Rosa F. d'Aguiar FURTADO, « A história de um plano », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*, *op. cit.*, p. 7-22.

¹⁰⁹⁶ Sur le Plan triennal, voir : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, chap. VI. Voir aussi la publication de l'intégralité du plan préparé par Celso Furtado, ainsi que l'introduction « A história de um plano » et un recueil de la presse de l'époque, « A batalha nos jornais : do alcorão à revolução », élaborés par Rosa F. d'Aguiar FURTADO, in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*, *op. cit.* Pour une analyse du Plan triennal intégrant ses aspects économiques et le contexte politique de l'époque, voir : Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas : desenvolvimento, estabilidade, populismo*, São Paulo, Edusp/FAPESP, 1998, p. 258-282 et le chap. 7 (sur le Plan triennal et la crise de la démocratie populiste) ; cet ouvrage correspond à une version de la thèse de doctorat de L. Sola : *The political and ideological constraints of economic management in Brazil 1945-1963*, Oxford University, 1982.

¹⁰⁹⁷ Cf. Rosa F. d'Aguiar FURTADO, « A história de um plano », *op. cit.*

Le « Plan triennal de développement économique et social 1963-1965 »¹⁰⁹⁸, qui devait orienter la nouvelle étape du gouvernement Goulart, ambitionnait concilier le redressement économique et financier du pays (intensifier la croissance tout en combattant l'inflation) avec l'implantation des réformes revendiquées par de larges secteurs de la population. Des ajustements de court terme, permettant la réduction progressive des pressions inflationnistes, seraient ainsi nécessaires pour ouvrir la voie aux réformes structurelles (administrative, bancaire, fiscale, agraire).¹⁰⁹⁹ L'orientation des investissements devrait permettre d'ajuster la structure de la production à la nécessité de substitution d'importations déterminée par les limitations de la capacité d'importation. Les politiques fiscale, monétaire et cambiaire seraient maniées de façon à assurer le financement des investissements planifiés ; un effort sur les dépenses du gouvernement fédéral serait nécessaire, le secteur public étant le principal facteur de déséquilibre (pressions inflationnistes).¹¹⁰⁰ Le Brésil avait alors un plan national de développement comme était prévu dans la Charte de Punta del Este (dont le pays était signataire)¹¹⁰¹ ; l'aide financière dans le cadre de l'Alliance pour le progrès en dépendait et Goulart souhaitait montrer l'infondé des critiques nord-américaines concernant l'instabilité du gouvernement brésilien et son manque de contrôle sur les problèmes économiques. L'importance accordée par Goulart à l'élaboration du Plan triennal répondait donc à un double propos : d'un côté, l'obtention du soutien de la classe moyenne au rétablissement du présidentielisme (Goulart ayant déjà l'appui des secteurs de gauche) ; de l'autre, la quête d'un changement de l'attitude pessimiste des États-Unis envers le Brésil.¹¹⁰²

L'élaboration du Plan triennal par l'équipe de Furtado s'achève à la veille d'une visite de courtoisie de Robert Kennedy (*Attorney General* des États-Unis) au Brésil. La visite du frère du président Kennedy, le 17 décembre 1962, se termine par un déjeuner auquel Celso Furtado prend part. Sur cette rencontre, Furtado dira avoir pu observer - avec « perplexité » -

¹⁰⁹⁸ Période correspondant aux trois dernières années du mandat de João Goulart, une fois que la réélection n'était pas autorisée par la Constitution brésilienne.

¹⁰⁹⁹ L'inflation étant un des problèmes politiques majeurs, le Plan triennal contenait des mesures de court terme d'orientation monétariste ; par rapport aux mesures de long terme, le plan avait des caractéristiques structuralistes, visant à l'élimination des obstacles institutionnels à la croissance, spécialement la réforme agraire. Étant donné les conditions politiques dans lesquelles le plan est mis en place, il sera plus connu par ses mesures orthodoxes que par les changements structurels qu'il prônait. Cf. Joseph. L. LOVE, *Crafting the Third World, op. cit.*, chap. 10.

¹¹⁰⁰ Cf. Celso FURTADO, « Plano Trienal de desenvolvimento econômico e social 1963-1965 (Síntese, dezembro de 1962) », in O. MUNTEAL *et al.* (org), *O Brasil de João Goulart : um projeto de nação*, Rio de Janeiro, PUC-Rio/Contraponto, 2006, p. 51-55.

¹¹⁰¹ Face aux critiques au plan de gouvernement alors en élaboration et aux objectifs que pourrait avoir la planification globale de l'économie, Celso Furtado précise à la presse brésilienne que le plan « n'entre pas en collision avec l'Alliance pour le Progrès » et permettra exactement son exécution au Brésil », une fois que le programme de l'Alliance approuvé à Punta del Este affirme la nécessité d'une planification préalable dans chaque pays. Cf. *O Estado de S. Paulo*, 12 octobre 1962, p. 19.

¹¹⁰² Cf. Robert T. DALAND, *Estratégia e estilo do planejamento brasileiro*, Rio de Janeiro, Lidador, 1969, chap. 5. Titre de l'original en anglais : *Brazilian planning - Development politics and administration* (The University of California Press, 1967).

que Robert Kennedy « reproduisait les critiques les plus légères faites à Goulart par ses ennemis jurés ». ¹¹⁰³ Selon Furtado, l'avenir du Brésil après le référendum préoccupait les nord-américains, surtout en ce qui concerne le comportement du président Goulart qui aurait ses pleins pouvoirs restitués. Il affirme que les nord-américains amalgamaient alors « nationalisme, gauchisme et communisme », en les assimilant à de « l'anti-américanisme » ; le climat de la Guerre froide prédominait et l'exemple de Cuba attestait la possibilité d'une « option soviétique en Amérique latine ». ¹¹⁰⁴ Sur les discussions concernant la destination des fonds en provenance de l'Alliance pour le progrès, Furtado souligne que les États-Unis préconisaient exclusivement des investissements en éducation et en santé, alors que le Brésil avait élaboré un plan de développement et souhaitait l'obtention de ressources à ses projets d'infrastructure. ¹¹⁰⁵ La supposée « infiltration communiste » dans le gouvernement de Goulart est une des préoccupations exprimées par Robert Kennedy : les États-Unis seraient disposés à financer l'économie brésilienne pourvu que des éléments du gouvernement de Goulart n'affichent pas de positions systématiquement hostiles aux États-Unis. Celso Furtado est cité dans cette conversation (à laquelle il ne participe pas) comme étant quelqu'un qui avait « certainement soutenu des positions d'extrême gauche ». ¹¹⁰⁶ Si le ton de la conversation est

¹¹⁰³ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 254.

¹¹⁰⁴ Furtado observe, toutefois, que le gouvernement Goulart, jusqu'à sa fin, n'a pas manifesté d'anti-américanisme. La radicalisation ne serait pas venue de la part de Goulart, mais des États-Unis (vers la droite, après la mort de J. F. Kennedy) ; pareillement par rapport à leurs alliés au Brésil. Cf. l'entretien de Celso Furtado à Claudia Antunes sur la rencontre entre Robert Kennedy et Goulart : « Os EUA já haviam tomado partido », *Folha de S. Paulo*, 13 août 2001, p. A13.

¹¹⁰⁵ *Ibid.* En effet, le président Goulart, lors de sa rencontre avec R. Kennedy, manifeste son mécontentement par rapport aux résultats jusque-là insuffisants de l'Alliance pour le progrès. Il affirme que des résultats plus importants, aussi bien psychologiques que politiques, pourraient être atteints si l'Alliance se « concentre plus sur les causes basiques des maux de l'Amérique latine, et non simplement sur leurs effets » ; les besoins de base du développement économique ne devraient dès lors pas être délaissées en faveur des seuls investissements en habitation, santé, éducation et bien-être social. Cf. le compte rendu de la rencontre entre J. Goulart et Robert Kennedy, le 17 décembre 1962 (Aérogramme A-710, de l'ambassade à Rio de Janeiro, 19 décembre 1962) dans : Lincoln GORDON, *A segunda chance do Brasil : a caminho do primeiro mundo*, São Paulo, SENAC, 2002, p. 371-392 (citations p. 378).

¹¹⁰⁶ Selon les propos de l'ambassadeur nord-américain au Brésil, Lincoln Gordon, qui participe de la conversation entre Goulart et R. Kennedy. Furtado n'aurait rejoint le groupe que pendant le déjeuner qui a eu lieu après cette rencontre. Pour les détails de la visite de Robert Kennedy au Brésil, basés sur le mémorandum de conversation transmis de l'ambassade à Rio de Janeiro au Département d'État nord-américain (Airgram A-710), le 19 décembre 1962, voir : Marcio AITH, « O encontro secreto de Jango e Bob Kennedy », *Folha de S. Paulo*, 12 août 2001, p. A17 ; voir aussi : Rosa F. d'Aguiar FURTADO, « A história de um plano », op. cit. L. Gordon, dans son ouvrage *Brazil's second chance*, soutient que le Brésil à l'époque de la présidence Goulart démontrait de la sympathie pour le communisme (le président étant proche de la gauche radicale, anti-américaine), même si Goulart essayait d'afficher une politique indépendante à l'égard de Cuba et des États-Unis. Si son gouvernement s'entame sur des rapports cordiaux avec les États-Unis (Goulart rend visite au président Kennedy en avril 1962 et manifeste son appui aux États-Unis à l'occasion de la crise des missiles), des critiques surviendront bientôt concernant notamment la présence d'éléments « anti-américains » dans le gouvernement, l'instabilité macroéconomique et les restrictions imposées au rapatriement de bénéficiaires des entreprises étrangères (il est à souligner aussi l'impasse créée suite à l'expropriation de l'ITT dans l'État du Rio Grande do Sul, gouverné par L. Brizola, beau-frère de Goulart). En 1963, Gordon identifiait dans les rapports de Goulart avec la gauche un désir de se perpétuer au pouvoir ; selon lui, une fois la dictature installée, l'incompétence de Goulart pourrait permettre la montée au pouvoir des communistes. Cf. Lincoln GORDON, *Brazil's second chance : en route toward the First World*, Washington, Brookings Institution Press, 2001, chap. 2. Il est à souligner que l'édition

cordial, des moments d'irritation réciproque ont pu être observés suite aux pressions de R. Kennedy concernant la démission des éléments communistes du gouvernement de Goulart, qui réplique considérer les accusations comme exagérées ; comme Goulart demande l'explicitation des noms des éléments hostiles aux États-Unis, l'ambassadeur Gordon suggère que le problème serait plus grave dans des organismes tels que la Petrobras, le ministère des Mines et de l'Énergie, la SUDENE et la BNDE.¹¹⁰⁷

La situation qui précède la visite de Robert Kennedy au Brésil est marquée par la méfiance des États-Unis quant à la capacité de Goulart de tenir ses engagements et quant à ses préférences politiques. Les conseillers du président Kennedy lui suggèrent la nécessité de démontrer à Goulart la disposition des États-Unis à collaborer avec le Brésil dans des questions économiques et politiques, dès que certaines difficultés soient surmontées, notamment en ce qui concerne la stabilité économique du pays et le traitement y dispensé au capital étranger. Une réaction favorable de la part de Goulart dans le sens de changer l'orientation de son gouvernement devrait mener les États-Unis à ne pas afficher ouvertement son appui à des éléments hostiles à Goulart. Une assistance économique au Brésil à large échelle ne devrait être envisagée qu'après la mise en œuvre (et l'analyse des résultats) d'un programme de stabilisation et l'adoption d'une posture politique favorable à l'Alliance pour le progrès. Les États-Unis n'auraient alors que trois alternatives à l'égard du Brésil¹¹⁰⁸ : « A. Ne rien faire et permettre que la dérive présente continue » ; B. Enrégimenter des éléments hostiles à Goulart en vue de son renversement ; « C. Chercher à changer l'orientation politique et économique de Goulart et de son gouvernement ». Étant donné la situation de crise financière interne et externe vécue par le Brésil, l'alternative A serait intenable, les États-Unis devant prendre une position concernant le programme de stabilisation à être présenté par le Brésil (en l'occurrence, le Plan triennal élaboré sous la direction de C. Furtado). L'alternative B est rejetée car les États-Unis n'identifiaient en ce moment aucun leadership d'opposition (militaire ou civile) au Brésil capable d'agir promptement contre le gouvernement Goulart (et les États-Unis ne seraient pas en mesure de « stimuler une telle

brésilienne de l'ouvrage de L. Gordon, de 2002, comprend un chapitre supplémentaire sur les États-Unis et le gouvernement de João Goulart ; le compte rendu de la rencontre entre J. Goulart et Robert Kennedy, le 17 décembre 1962 (Aérogamme A-710, de l'ambassade à Rio de Janeiro, 19 décembre 1962) y figure également, à l'appendice A. Cf. Lincoln GORDON, *A segunda chance do Brasil*, op. cit.

¹¹⁰⁷ Cf. *Folha de S. Paulo*, 12 août 2001, p. A17.

¹¹⁰⁸ Cf. U. S. DEPARTMENT OF STATE, « Memorandum prepared for the National Security Council Executive Committee meeting : U.S. short-term policy toward Brazil. Washington, December 11, 1962 », in *Foreign Relations of the United States, 1961-1963* [en ligne], vol. XII : « American Republics », document 230, disponible sur <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d230> [réf. du 21 mars 2012]. Les informations concernant l'alternative B ont été supprimées de ce document (« text not declassified »). Pour ces informations, nous suivons ici l'article de James Hershberg (qui a eu accès à ce document dans son intégralité) : James G. HERSHBERG, « The United States, Brazil, and the Cuban missile crisis, 1962 (Part 2) », *Journal of Cold War Studies*, vol. 6, n° 3, Summer 2004, p. 60.

opération avec succès » dans un futur proche).¹¹⁰⁹ Alors, l'alternative C est approuvée par Kennedy¹¹¹⁰, qui envoie son frère au Brésil dans un effort de persuasion en vue d'un changement de l'orientation politique et économique du gouvernement brésilien.

La politique d'autodétermination et de non-intervention affichée par le gouvernement brésilien dans la Guerre froide, en maintenant des relations diplomatiques avec Cuba, le plaçait en position privilégiée en tant qu'intermédiaire pour une réduction des tensions dans le continent américain et pour l'éloignement de Cuba de la sphère d'influence soviétique.¹¹¹¹ Lors de sa visite à Washington, en avril 1962, Goulart avait affirmé devant le Congrès que, tout en étant une nation indépendante, le Brésil était opposé au régime totalitaire de Castro. Le président brésilien se serait montré raisonnable concernant la question de l'expropriation d'entreprises étrangères ; en revanche, Goulart aurait été peu sensible à la demande d'une coopération accrue du Brésil dans l'Alliance pour le progrès et peu impressionné par l'inquiétude nord-américaine concernant l'infiltration communiste dans le mouvement syndical au Brésil. La visite de Goulart permet tout de même la conclusion de négociations pour la concession d'une aide financière au *Nordeste* (qui avait été entravée en raison de divergences concernant le contrôle de l'application des ressources).¹¹¹²

Lors de la « crise des missiles », qui précède la visite de Robert Kennedy au Brésil, l'administration Kennedy avait jugé utile d'employer le gouvernement brésilien comme intermédiaire auprès du gouvernement cubain afin d'attirer l'attention sur la dimension de la crise.¹¹¹³ Les résolutions contre Cuba étant soumises au vote dans le cadre de l'OEA, le 23

¹¹⁰⁹ Cf. James G. HERSHBERG, « The United States, Brazil, and the Cuban missile crisis, 1962 (Part 2) », *op. cit.*, p. 60.

¹¹¹⁰ Selon un mémorandum du 12 décembre 1962, cité dans : U. S. DEPARTMENT OF STATE, *Foreign Relations of the United States, 1961-1963* [en ligne], vol. XII : « American Republics », document 230 (note 1), disponible sur <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d230> [réf. du 21 mars 2012].

¹¹¹¹ Sur la situation qui précède la crise des missiles et les démarches du gouvernement brésilien (avec San Tiago Dantas au ministère des Affaires étrangères) auprès de Washington en vue d'une solution au conflit avec Cuba (cherchant spécifiquement à dissocier Castro des communistes étroitement liés à Moscou), voir James G. HERSHBERG, « The United States, Brazil, and the Cuban missile crisis, 1962 (Part 1) », *Journal of Cold War Studies*, vol. 6, n° 2, Spring 2004, p. 3-20. Hershberg montre que, par le biais de son ambassadeur à La Havane, le Brésil propose de servir d'intermédiaire (affirmant être la seule voie disponible entre Cuba et l'Occident) entre Castro et Washington. D'après les documents cités par Hershberg, l'administration nord-américaine s'est intéressée à l'initiative brésilienne, mais ne souhaitait en aucun cas être liée à une démarche d'ouverture envers Castro. Hershberg montre que Richard Goodwin, observant des indices d'une possible scission du pouvoir à La Havane (entre Castro et les communistes de la « vieille ligne »), avait évoqué l'idée d'un rapprochement avec Cuba. Pour une telle entreprise, Castro devait être assuré de ne pas être destitué du pouvoir ni de devoir revenir en arrière sur les expropriations effectuées pendant la révolution ; après la rupture entre Cuba et Moscou, cependant, cette politique pourrait être reconsidérée. Goodwin n'était pourtant pas favorable à une intermédiation brésilienne entre La Havane et Washington, en raison du danger d'exposition des États-Unis (qui ne voulaient pas apparaître dans ces démarches) ; en outre, il mettait en garde contre le danger qu'un tel rôle ne soit utilisé à des fins de « politique intérieure », les latino-américains étant connus par la pauvreté de leurs « sincérité et concepts de sécurité ». *Ibid.*

¹¹¹² Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, *op. cit.*, chap. 7.

¹¹¹³ James Hershberg souligne que pour l'affrontement de la question de l'installation de missiles nucléaires soviétiques à Cuba (en octobre 1962), trois options se présentaient au président Kennedy : une attaque militaire contre Cuba ; une solution « politico-militaire », avec un blocus naval de Cuba (évitant la livraison d'équipement

octobre 1962, le délégué brésilien vote favorablement à l'imposition d'un blocus naval à Cuba, mais s'abstient concernant la possibilité d'une action militaire contre le pays.¹¹¹⁴ Comme l'observe J. Hershberg, le 25 octobre Goulart décide de jouer « un rôle plus direct dans la crise »¹¹¹⁵. Dans une lettre à Kennedy, Goulart affirme la nécessité d'éviter un conflit nucléaire en même temps qu'il manifeste son refus à toute violation de souveraineté et du principe d'autodétermination des peuples ; il y déplore également l'absence de négociations préalables aux résolutions prises sous pression dans le cadre de l'OEA.¹¹¹⁶ Hershberg évalue que ce document « a érodé n'importe quelle bonne volonté » existant encore aux États-Unis envers Goulart.¹¹¹⁷ Après l'intermédiation diplomatique du Brésil auprès de Cuba visant au

militaire supplémentaire) suivi de pressions sur Nikita Khrouchtchev pour la retraite des missiles ; et une solution « diplomatique » qui consisterait à persuader le leader soviétique à une retraite sans confrontation publique. Si la deuxième option a été choisie - et annoncée publiquement - par Kennedy, une « variante » de la troisième option a également été adoptée à l'apogée de la crise. Par cette « voie diplomatique », les États-Unis ont poursuivi l'établissement d'un accord secret avec Fidel Castro, passant par l'intermédiation du gouvernement Goulart. Si Kennedy a pu voir en Goulart « un partenaire de valeur dans l'Alliance pour le progrès », son administration est devenue de plus en plus méfiante à l'égard de la capacité de gestion du président brésilien et de ses tendances politiques (jusqu'à considérer l'appui à un coup d'État au Brésil). Cf. James G. HERSHBERG, « The United States, Brazil, and the Cuban missile crisis, 1962 (Part 1) », *op. cit.*, p. 3-4.

¹¹¹⁴ Cf. James G. HERSHBERG, « The United States, Brazil, and the Cuban missile crisis, 1962 (Part 2) », *op. cit.*, p. 17.

¹¹¹⁵ *Ibid.*, p. 18.

¹¹¹⁶ Cette lettre (datée du 25 octobre 1962) s'ensuit à un appel du président des États-Unis à des dirigeants latino-américains en vue de leur soutien à une réponse au déploiement des missiles soviétiques. En ce moment, en raison de la crise des missiles, Kennedy venaient d'annuler une visite au Brésil. Sur le contenu de la lettre de Goulart à Kennedy et les réactions qu'elle a engendrées à Washington, voir : *ibid.*, p. 18-20.

¹¹¹⁷ *Ibid.*, p. 20. Le Brésil avait aussi secrètement entamé des négociations avec Cuba afin de permettre à une commission de l'ONU de visiter le pays pour y vérifier la présence ou non de missiles. Castro aurait répondu simplement en niant la présence des missiles, ce qui aurait amené le Brésil à voter, à l'OEA, pour l'imposition d'une quarantaine à l'île (*ibid.*, p. 15-17). Le gouvernement brésilien avait également, selon les documents consultés par Hershberg, proposé, dans le cadre des Nations Unies (Assemblée générale du 20 septembre 1962), l'établissement d'une zone dénucléarisée en Amérique latine et en Afrique. Pour le Brésil, cette proposition (reprise comme un moyen de mettre fin à la crise des missiles) aurait l'intérêt d'être populaire sur le plan national (en sauvegardant l'Amérique latine du contexte de la Guerre froide), en même temps que permettrait de projeter le pays sur la scène internationale (en le rapprochant du mouvement des pays non-alignés) (*ibid.*, p. 20-21). L'administration nord-américaine, ayant intercepté des communications diplomatiques brésiliennes, avait réagi favorablement à la démarche brésilienne, considérant même la possibilité d'employer l'ambassade brésilienne à Cuba pour la transmission d'un message à Castro, avec des garanties de non invasion de l'île par les États-Unis si le retrait des missiles se confirmait (restant non négociables l'élimination des liens politico-militaires avec l'URSS et la non immixtion dans les affaires internes d'autres pays latino-américains). Ce message (reproduit par Hershberg, *ibid.*, p. 26-27), présenté par le Secrétaire d'État Dean Rusk à J. F. Kennedy le 26 octobre 1962, devrait être transmis à l'ambassadeur Gordon à Rio de Janeiro et puis « retransmis à Castro comme un message brésilien » (*ibid.*, p. 26) par le biais de l'ambassade brésilienne à Cuba. Kennedy approuve l'envoi du message, qui devait figurer comme une initiative brésilienne. Le 28 octobre, Khrouchtchev acquiesce le retrait des missiles de Cuba sous la supervision de l'ONU ; n'ayant pas été préalablement informé de cet accord (il considérera l'inspection internationale comme une insulte au peuple cubain), Castro, « outragé », prononce un discours imposant une série de demandes aux États-Unis (fin du blocus, des sanctions économiques, des vols de reconnaissance, des activités subversives, et la restitution de la baie de Guantanamo à Cuba). La situation demeurant « tendue », ce jour même est donné suite à la médiation brésilienne. Même si la participation des États-Unis n'était pas mentionnée, l'action diplomatique brésilienne a été connue des médias, réduisant encore la confiance de l'ambassadeur Gordon envers le gouvernement brésilien (*ibid.*, p. 43). Gordon explique au Premier ministre brésilien, Hermes Lima, le 4 novembre (voir *ibid.*, p. 50-53), les préoccupations de Washington concernant le comportement brésilien pendant la crise, comprenant la lettre avec un « ton pétulant » envoyée par Goulart à Kennedy, le support du gouvernement brésilien à Cuba et des déclarations de membres du gouvernement peu amicales envers les États-Unis, ainsi que la publicité donnée à la médiation avec Cuba (qu'il

retrait des missiles soviétiques et l'échec de sa proposition aux Nations Unies en vue de l'établissement d'une zone dénucléarisée en Amérique latine, les relations entre les États-Unis et le Brésil se trouvaient détériorées, à tel point que le président Kennedy aurait affirmé être plus préoccupé par la situation du Brésil que par celle de Cuba.¹¹¹⁸ Les informations transmises à Washington par l'ambassadeur Gordon étaient plutôt alarmantes : Goulart serait en train de flirter avec un tournant économique, politique et militaire vers l'Est.¹¹¹⁹ Goulart avait été considéré comme « très ambivalent » lors de la crise des missiles et des membres de l'administration nord-américaine soutenaient que le moment était favorable à une confrontation (éventuellement le soutien à un coup d'État militaire).¹¹²⁰

Dans ce contexte, le président Kennedy décide d'essayer une stratégie de changement de l'orientation politique et économique du gouvernement brésilien ; visant à confronter Goulart à l'urgence des mesures en vue de récupérer la confiance et le support des États-Unis, Robert Kennedy est envoyé au Brésil. De cette rencontre, l'inutilité de collaborer avec Goulart restera à l'esprit de l'administration nord-américaine. Robert Kennedy aurait transmis au président nord-américain sa méfiance envers Goulart, lequel il considérait comme capable de mener le Brésil au communisme.¹¹²¹ Comme Hershberg souligne, en côtoyant le mouvement des non-alignés, en établissant des relations politiques et économiques avec l'Est, et en essayant d'élargir son rôle diplomatique dans des questions internationales telles que le désarmement, le Brésil aurait « testé répétitivement les limites de la tolérance des États-Unis ». ¹¹²² En outre, l'administration américaine ayant conclu, dès 1959, à l'impossibilité d'une « accommodation » avec le régime cubain, les tentatives des gouvernements brésiliens dans le sens d'une médiation entre La Havane et Washington n'auraient engendré que l'effet d'exaspérer les rapports entre les États-Unis et le Brésil.¹¹²³

jugeait un échec alors que le Brésil en affirmaient publiquement le succès). La question du retrait des missiles sera finalement résolue par un arrangement entre les États-Unis et l'URSS (retrait sous surveillance aérienne nord-américaine), sans passer par l'envoi, objecté par Cuba, d'inspecteurs internationaux (*ibid.*, p. 54). Sur la proposition de dénucléarisation, les États-Unis soutiennent la poursuite d'une intermédiation brésilienne auprès de Cuba (qui propose à son tour, le 29 octobre, à l'ONU, une dénucléarisation couvrant la planète entière) ; en novembre, Cuba propose l'inclusion de Puerto Rico, du Canal du Panama et de Guantánamo dans l'accord, rendant non viable son acceptation par les États-Unis (*ibid.*, p. 55). L'impasse a mené au retrait de la proposition par le Brésil à la mi-décembre, l'échec de la démarche étant toutefois imputé par Washington à La Havane (*ibid.*, p. 58).

¹¹¹⁸ Selon un mémorandum de conversation entre J. F. Kennedy et ex-président brésilien J. Kubitschek, daté du 13 décembre 1962. *Ibid.*, p. 58.

¹¹¹⁹ *Ibid.*, p. 58-59. Selon un rapport de conversation entre un visiteur cubain et N. Khrouchtchev, l'URSS considérait que, après la crise des missiles (et le compromis de Kennedy de ne pas envahir Cuba), la « corrélation de forces » pourrait lui devenir favorable en Amérique latine ; l'entrée du Brésil dans la révolution était alors vue comme une possibilité par les soviétiques. *Ibid.*, p. 59.

¹¹²⁰ *Ibid.*

¹¹²¹ *Ibid.*, p. 60-61.

¹¹²² *Ibid.*, p. 61.

¹¹²³ *Ibid.*, p. 62. Hershberg souligne cependant que la crise des missiles a été un moment où les États-Unis ont sérieusement considéré un accord avec le leader cubain, par le biais de la diplomatie brésilienne.

Comme l'a souligné la presse brésilienne, la visite de Robert Kennedy au Brésil aurait montré que l'obtention d'une aide nord-américaine à grande échelle, dans le cadre de l'Alliance pour le progrès, dépendait d'une prise de position plus ferme du gouvernement brésilien en ce qui concerne le conflit Est-Ouest, ainsi que de réformes économiques en vue du contrôle de l'inflation. De prises de position plus claires du gouvernement brésilien dépendrait la réussite de la mission du ministre San Tiago Dantas aux États-Unis, en janvier 1963, en vue de l'obtention de soutien financier à l'économie brésilienne. Sur les problèmes économiques du Brésil, qui avaient fait l'objet de déclarations appréhensives de la part du président des États-Unis, Robert Kennedy a été informé du programme de stabilisation fiscale et de développement économique élaboré par le ministre du Plan Celso Furtado, à être présenté au « Comité des Neuf » de l'Alliance pour le progrès. L'administration américaine espérait qu'après la réalisation du référendum (en janvier) des changements se produisent dans le gouvernement Goulart, le président ayant manifesté à Robert Kennedy les difficultés rencontrées pour l'implantation de réformes demandant une « action énergique du gouvernement » avant la récupération des pleins pouvoirs présidentiels.¹¹²⁴

Élaborant le Plan triennal, Furtado proposait une voie propre au redressement de l'économie brésilienne, loin des formules déjà tentées en Amérique latine sous les auspices d'organisations internationales telles que le FMI et la Banque mondiale. Dans un article non signé publié dans la presse brésilienne lors de l'annonce du Plan triennal, Furtado affirmait que ces formules considéraient l'économie comme un organisme malade à être traité, ce qui se traduisait en ralentissement de l'activité en vue de la stabilisation de l'économie ; stabilisée, l'économie serait apte à recevoir le secours de la Banque mondiale pour son développement.¹¹²⁵ Les problèmes de court terme étaient donc isolés des problèmes de long terme dans ce genre d'approche. Diversement, la conception de la planification présente dans le Plan triennal considérait qu'il n'était pas nécessaire d'arrêter le développement afin de contrôler l'inflation. Mettant en relief les possibilités de l'économie brésilienne, Furtado s'oppose à la « mentalité de formation coloniale » d'une grande partie de l'élite locale, laquelle considérait que le Brésil ne pouvait se développer qu'en étant « porté » par les États-

¹¹²⁴ Cf. *O Estado de S. Paulo*, 22 décembre 1962, p. 4. T. Skidmore observe que les éventuelles « déficiences techniques » du Plan triennal découlaient de son élaboration hâtive, répondant au souhait de Goulart de pouvoir démontrer aux États-Unis et aux autorités multilatérales de l'Alliance pour le progrès la capacité brésilienne de planification à long terme. Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, op. cit., chap. 7, note 57.

¹¹²⁵ L'article mentionné, écrit par Celso Furtado, a été publié dans le quotidien *Última Hora*, le 31 décembre 1962, jour de l'annonce du Plan triennal par le Président Goulart. Cet article a été republié dans : Celso FURTADO, « O Plano Trienal e o desenvolvimento », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*, op. cit., p. 29-31.

Unis.¹¹²⁶ S'il soutient que « [le] développement du Brésil est fruit du travail des brésiliens », Furtado affirme également qu'il est essentiel de coopérer avec le capital et la technique étrangers, surtout dans le cas d'une économie en formation comme la brésilienne. Furtado explique que le rôle de l'État dans le Plan triennal est l'orientation du processus de formation de capital, la discipline des investissements étant nécessaire en vue de promouvoir un taux de croissance élevé avec une adéquate utilisation des facteurs. En outre, des moyens non inflationnistes de financement des investissements devaient être cherchés. Selon lui, le point névralgique de la planification d'une économie sous-développée reste la discipline du secteur public ; il assure, toutefois, que le Plan triennal contient les mesures nécessaires à rendre compatibles le financement des dépenses publiques et la réduction des pressions inflationnistes.¹¹²⁷ Néanmoins, comme le ministre Furtado l'avait déjà signalé lors de son investiture, les plus grandes difficultés seraient à affronter dans les étapes initiales du Plan, lors de la mise en place de mesures de court terme nécessaires à rendre viables les objectifs de long terme de la planification.¹¹²⁸

Sur le plan national, le Plan triennal pouvait être compris comme « une déclaration politique »¹¹²⁹ de Goulart qui, en héritier politique de Vargas, se montrait disposé à répondre aux pressions populaires pour une participation accrue dans les bénéfices de l'économie brésilienne. Le Plan triennal, comprenant des objectifs de croissance et de distribution des fruits du développement économique, ainsi que l'action gouvernementale pour l'éducation et la recherche (l'homme étant mis en relief en tant que facteur nécessaire au développement), visait à des réformes de la société brésilienne qui étaient l'objet de pressions populaires depuis Vargas. Cherchant à produire des changements structurels dans l'économie brésilienne pour des bénéfices futurs, la planification imposait toutefois des sacrifices immédiats, lesquels les agents mêmes qui demandaient des réformes n'étaient pas toujours disposés à subir. Dans ce sens, indiquée dans le Plan triennal comme nécessaire pour assurer le financement des réformes, la contention du budget fédéral a été mal perçue par les groupes qui en seraient les plus touchés.¹¹³⁰ D'autres points du programme ont été critiqués, comme la nécessité d'apport de capital étranger pour assurer le taux de développement économique programmé¹¹³¹ qui

¹¹²⁶ *Ibid.*, p. 30.

¹¹²⁷ *Ibid.*, p. 31.

¹¹²⁸ Cf. Celso FURTADO, « Discurso de posse » [Discours d'investiture comme ministre, le 27 septembre 1962], in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*, op. cit., p. 34.

¹¹²⁹ Cf. Robert T. DALAND, *Estratégia e estilo do planejamento brasileiro*, op. cit., chap. 3.

¹¹³⁰ Le plafonnement à 40% des réajustements des salaires des fonctionnaires de l'État et des forces armées a engendré des réactions au sein des syndicats et des dirigeants militaires, avec des reflets hautement politiques. *Ibid.*

¹¹³¹ Les investissements planifiés pour l'ensemble de l'économie devaient permettre un taux de croissance annuelle du produit de 7% durant le triennat 1963-1965. Cf. l'intégralité du plan conçu et préparé par C. Furtado,

exigeait le maintien du niveau d'endettement externe du pays (compte tenu des obligations financières du pays avec l'extérieur et des objectifs de contrôle de l'inflation, des ressources additionnelles ainsi que le rééchelonnement de la dette extérieure seraient essentiels au maintien du niveau d'importations nécessaire à la croissance) ; les États-Unis et le FMI étant les principales sources de financement, des critiques ont émané de la part de la gauche nationaliste. De la sorte, le Plan triennal élaboré par Furtado a subi des critiques aussi bien de la gauche que de la droite : alors que la droite dénonçait des réformes qui mèneraient le pays à une « semi-dictature »¹¹³², le leader du Parti Communiste, Luiz Carlos Prestes, interprétait ce plan comme « une tentative de la bourgeoisie liée aux intérêts internationaux d'augmenter le rythme de développement et réduire l'inflation avec le maintien du privilège du capital impérialiste et du secteur agraire-exportateur ».¹¹³³ Comme souligne Robert Daland, même si Furtado était un personnage identifié à la gauche, le Plan triennal était loin d'être un plan socialiste. Si le plan rompait avec le passé en ce qu'il ne n'était pas démagogique (dans le sens de favoriser les dépenses de l'État sans prévoir des recettes correspondantes), il ne proposait pas de ruptures violentes : « Les réformes proposées dans le système agraire, tributaire, bancaire et administratif n'ont pas surgi d'une base idéologique, mais des besoins de changements institutionnels qui retirent les barrières du principal objectif du plan qu'était le développement économique croissant. »¹¹³⁴

La planification consiste, comme l'observe Furtado, à « discipliner l'utilisation des moyens pour arriver, avec le minimum d'efforts, à des fins préalablement établies »¹¹³⁵ ; autrement dit, pour une économie sous-développée, la planification consiste à « promouvoir le développement avec le minimum de tensions structurelles, c'est-à-dire, avec le minimum de coûts sociaux ». ¹¹³⁶ Les objectifs de politique économique qui représentaient alors les demandes de la société brésilienne étaient le maintien d'un taux élevé de croissance du produit, la réduction de l'inflation, la réduction des coûts sociaux du développement (avec une meilleure répartition de ses fruits) et la réduction des inégalités régionales concernant les niveaux de vie ; le rôle de la planification serait de permettre le maintien d'un taux élevé de

« Plano Trienal de Desenvolvimento Econômico e Social 1963-1965 », dans : Celso FURTADO, Rosa F. d'Aguiar FURTADO (org.), *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*, op. cit., p. 35-440.

¹¹³² Dans les pages du journal *O Globo*, par exemple, a été louée (dans un article de l'économiste libéral Eugênio Gudín) la suppression de subsides au pétrole et au blé, onéreux aux comptes publics ; le même journal, contrarié par la possible suppression de subsides gouvernementaux au papier de presse, s'insurge contre les réformes prévues dans le plan, qui mettraient le pays « dans une semi-dictature ». Cf. *O Globo*, éditions du 11 janvier 1963 et du 29 décembre 1962, cités dans : Rosa F. d'Aguiar FURTADO, « A história de um plano », op. cit., p. 12.

¹¹³³ Cf. *Correio da Manhã*, 31 janvier 1963, cité dans : Rosa F. d'Aguiar FURTADO, « A história de um plano », op. cit., p. 20.

¹¹³⁴ Cf. Robert T. DALAND, *Estratégia e estilo do planejamento brasileiro*, op. cit., chap. 3.

¹¹³⁵ Cf. Celso FURTADO, « Discurso de posse » [Discours d'investiture comme ministre, le 27 septembre 1962], op. cit., p. 33.

¹¹³⁶ *Ibid.*, p. 34.

croissance tout en réduisant progressivement l'inflation, ce qui rendrait faisable la réalisation des deux autres objectifs.¹¹³⁷ Furtado observe qu'une adéquate planification peut éviter les tensions structurelles qui engendrent les pressions inflationnistes¹¹³⁸ et le coût social élevé du développement brésilien ; il avertit, toutefois, que l'efficacité de la planification dépend de conditions telles que la rationalisation de l'action du gouvernement et l'élimination des obstacles institutionnels qui empêchent la pleine utilisation des facteurs de production. Dès lors, des réformes engendrant des modifications qualitatives dans les processus économiques seraient indispensables à la concrétisation de la politique de développement.¹¹³⁹

Comme observe Robert Daland, le décret de création du ministère du Plan prônait la coordination des plans et activités des agences de planification régionales existantes, ainsi que la coordination des plans d'aide financière et d'assistance technique étrangers ; l'idée d'un organe de contrôle central est explicitée en novembre 1962 dans une proposition de loi déterminant que « la responsabilité de planification, coordination et contrôle est conférée au ministère du Développement et du Plan, *qui traitera aussi de l'exécution de la politique de développement régional et national* ». ¹¹⁴⁰ La création d'un « superministère » avec un grand pouvoir politique auprès de la Présidence posait le problème de sa direction, qui pourrait aussi bien échoir à un technicien comme Furtado ou à quelqu'un avec un intérêt politique à ce poste centralisateur de pouvoirs. Le côté « peu démocratique » d'un organe contrôlant en même temps l'élaboration (de nature technique) et l'exécution (de nature politique) des plans a également été souligné à l'époque. Abandonnée l'idée d'un superministère, le président

¹¹³⁷ Cf. Celso FURTADO, « Plano Trienal de Desenvolvimento Econômico e Social 1963-1965 », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*, op. cit., p. 77.

¹¹³⁸ Il convient de rappeler que Furtado n'interprétait pas l'inflation comme étant le résultat exclusif d'une demande monétaire excessive (due principalement au déficit public), dont la solution consisterait à réduire les dépenses publiques. Contrairement à cette approche orthodoxe qui privilégiait l'excès de demande globale dans l'explication de l'inflation, Furtado soulignait l'existence de goulots d'étranglement de l'offre de certains secteurs de l'économie, en plus du déficit public. La programmation du développement, permettant d'orienter l'investissement public et privé vers ces secteurs, apparaît donc comme la seule solution structurelle à l'inflation. Cf. Pedro P. Z. BASTOS, « O Plano Trienal e sua economia política », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*, op. cit., p. 441-449 (spécifiquement sur l'approche de l'inflation dans le Plan triennal, voir p. 443-445). Dans le Plan triennal, en traitant des « objectifs généraux de planification de l'économie brésilienne », Furtado affirme que l'approfondissement des inégalités régionales et le coût social élevé du développement brésilien sont des conséquences de l'inflation. Il soutient, cependant, que le déclin du taux de croissance de l'économie qu'engendrerait l'adoption de mesures monétaires « serait, du point de vue social, bien plus négatif que le développement présent avec toutes ses déficiences ». Cf. Celso FURTADO, « Plano Trienal de Desenvolvimento Econômico e Social 1963-1965 », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*, op. cit., p. 78.

¹¹³⁹ Le plan élaboré par Furtado, tout en affirmant qu'il s'agit de matière à être appréciée par le Congrès national, comprend une partie concernant les réformes de base requises pour le développement (à savoir les réformes administrative, bancaire, fiscale et agraire) ; il indique les directions à être suivies pour que ces réformes configurent d'« effectifs instruments d'une politique de développement ». Cf. Celso FURTADO, « Plano Trienal de Desenvolvimento Econômico e Social 1963-1965 », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*, op. cit., p. 423-440 (citation p. 424).

¹¹⁴⁰ Cf. Robert T. DALAND, *Estratégia e estilo do planejamento brasileiro*, op. cit., p. 146 (italiques de R. Daland).

Goulart nomme San Tiago Dantas (juriste, sénateur et ancien ministre des Affaires étrangères) au ministère des Finances ; Dantas, « un politicien déclaré » et soutenant la séparation entre la planification et l'exécution, devient « le nouveau porte-parole » du Plan triennal, avec la coopération de Furtado qui recouvre son rôle de technicien.¹¹⁴¹ L'opposition au Plan qui, lors de son élaboration, s'était concentrée sur la figure de Furtado et émanait notamment de la droite¹¹⁴², avec la présentation publique du Plan devient une critique acérée de la gauche, qui l'accuse d'être contraire aux masses et favorable aux intérêts du capital étranger.¹¹⁴³ La contention des réajustements de salaires des fonctionnaires civils et militaires, nécessaire au contrôle de l'inflation cherché avec le Plan triennal, n'a finalement pas été suivie par le gouvernement. Sous la pression des syndicats de travailleurs et aussi des militaires, après une période de soutien au plafonnement des réajustements à 40% (engagement pour la stabilisation fondamentale aux négociations alors en cours avec les États-Unis et le FMI), une augmentation à 70% a été votée par la Chambre des Députés (après le gouvernement avoir proposé 60% au mois de mai).¹¹⁴⁴ Afin de stimuler les exportations, ce qui serait en conformité avec le Plan triennal, Dantas (via la Surintendance de la monnaie et du crédit - SUMOC, responsable du contrôle du taux de change) élève le taux officiel du change cruzeiros/dollar. L'« Instruction 239 » de la SUMOC sera critiquée en raison de son côté inflationniste, mais également en raison d'être une mesure anodine pour stimuler les exportations ; la gauche en soulignera l'augmentation des revenus des exportateurs au détriment des masses.¹¹⁴⁵ Les contrôles sur le crédit et le prix prévus dans le Plan triennal ont engendré des critiques de la part des secteurs industriel, bancaire e exportateur qui ont finalement obtenu l'accord de Dantas pour l'assouplissement de cette politique ; selon R. Daland, « Furtado a soutenu l'augmentation de salaires et le nouveau plafond de crédit comme étant dans l'esprit du Plan triennal. »¹¹⁴⁶ Un dernier ajustement des buts initiaux du Plan a concerné la contention du budget du gouvernement : en invoquant une conjoncture économique plus favorable (augmentation de la perception d'impôts sur la consommation), Dantas annonce une augmentation de 20% dans le limite de la dette publique fixé par le Plan triennal. Dès lors, trois mois après l'adoption (fin janvier) du Plan triennal, des ajustements

¹¹⁴¹ *Ibid.*, p. 144-150 (« Um superministério : a luta para a liderança no planejamento »), *passim*.

¹¹⁴² Furtado a été accusé par Eugenio Gudim (économiste anti-gauche et opposé à la planification gouvernementale) de « préparer la révolution totalitaire de la gauche » ; l'anti-communiste Carlos Lacerda, en affirmant l'incapacité, l'ambition du pouvoir et les plans pour l'instauration du communisme au *Nordeste* de Furtado, l'accusait d'entraver les relations entre le Brésil et les États-Unis. Cf. respectivement les journaux *O Globo*, du 28 novembre 1962, et *Tribuna da Imprensa*, du 18 décembre 1962, cités dans : Robert T. DALAND, *Estratégia e estilo do planejamento brasileiro, op. cit.*, p. 151-152.

¹¹⁴³ *Ibid.*, p. 151-153.

¹¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 153-156.

¹¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 156-157.

¹¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 158.

significatifs de ses objectifs (malgré l'annonce officielle de résultats satisfaisants par rapport au contrôle de l'inflation) engendraient des accusations à l'administration Goulart dans le sens de l'abandon du Plan et de la quête de la stabilité ; selon les critiques, « les planificateurs obéissaient à des pressions politiques, alors qu'ils justifiaient leurs actions comme des ajustements du plan à de nouvelles réalités, et découvraient 'de nouvelles tendances' dans les données. »¹¹⁴⁷

Selon Furtado¹¹⁴⁸, le Plan triennal a représenté un effort dans le sens d'enrégimenter l'appui de la classe moyenne à l'administration Goulart, qui comptait déjà sur l'appui politique de la gauche. Furtado aurait ainsi la mission d'expliquer l'importance générale des techniques et institutions de la planification et, en particulier, celle du Plan triennal, à des représentants de l'industrie, des banques, des syndicats de travailleurs et militaires. Furtado voit dans son échec à convaincre banquiers et industriels des mérites du Plan triennal une des causes de son abandon.¹¹⁴⁹ Les pressions de l'opposition de gauche, notamment à partir des manifestations du 1^{er} mai 1963, viendraient s'ajouter à la campagne contre le plan Dantas-Furtado. Le Plan était alors devenu un problème pour Goulart qui, sous pression, y compris des journaux qui soulignaient la nécessité de rétablir la confiance des États-Unis et des investisseurs internationaux, renouvelle l'intégralité de son Cabinet en juin.

R. Daland observe que la chronologie particulière du Plan triennal ne saurait être expliquée sans références au contexte international dans lequel il est conçu et adopté.¹¹⁵⁰ Daland rappelle que l'Alliance pour le progrès constituait un rapport donateur-donataire plutôt qu'une société ; dans ce sens, le donateur, même sans intervenir directement sur les politiques des autres pays, imposait des conditions à la concession de l'aide. Dans le cas du Brésil, le contrôle de l'inflation était la condition primordiale à l'aide financière ; étant donné les difficultés financières du gouvernement, des pressions émergeaient pour l'acceptation de ces conditions, en vue de profiter de cette occasion de choix pour l'obtention d'une aide étrangère en dehors du cadre de la traditionnelle assistance militaire. Dans le cadre de l'Alliance pour le progrès, s'imposait l'élaboration d'un plan de développement contenant les réformes de base nécessaires, lequel fournirait des informations sur la capacité du pays de

¹¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 159.

¹¹⁴⁸ Cf. l'entretien de Celso Furtado à R. Daland, le 7 mai 1965, rapporté par Daland dans : *ibid.*, p. 160.

¹¹⁴⁹ Sur les efforts de C. Furtado et San Tiago Dantas pour la divulgation des objectifs de la politique économique du gouvernement, voir : Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas, op. cit.*, p. 357-360.

¹¹⁵⁰ Sur les pressions internationales qui marquent l'histoire du Plan triennal, voir : Robert T. DALAND, *Estratégia e estilo do planejamento brasileiro, op. cit.*, p. 163-171 (« Pressões internacionais »). L'auteur résume ainsi la chronologie du Plan triennal (pendant ses cinq mois de vie) : création comme un document technique ; acceptation à la hâte par le gouvernement ; attaque immédiate de la part de divers secteurs ; réalisation de modifications à des points-clé du Plan ; défense de ces modifications par les planificateurs (qui affirment leur conformité avec le Plan initial) ; démission du Cabinet et adoption d'une nouvelle politique financière. *Ibid.*, p. 163.

maintenir une politique économique stable ; le contrôle de l'inflation garantirait la bonne application des ressources de l'aide étrangère ainsi que la stabilité politique nécessaire à la poursuite des politiques de développement. S'il est de l'intérêt de tout pays d'atteindre la stabilité politique et économique, un pays en développement peut souhaiter rompre l'ordre établi afin d'atteindre un nouvel ordre économique et social. C'est dans ce sens que le Brésil, comme l'observe Daland, a accordé plus d'importance au développement qu'au contrôle de l'inflation pendant le Plan triennal, en contradiction avec la politique prônée par les États-Unis (ce qui avait déjà engendré des critiques de la part du président Kennedy et motivée la visite de Robert Kennedy en décembre 1962).¹¹⁵¹

L'histoire du Plan triennal aurait donc obéi à l'intérêt d'obtenir l'aide étrangère qui provenait, notamment, des États-Unis. Sous pression, Goulart aurait tout de même maintenu Furtado (le technicien) et Dantas (politicien et diplomate)¹¹⁵² à leurs postes en vue de conserver la fiabilité du plan de laquelle dépendait la concession des ressources étrangères. Dans ce même but, Dantas et Furtado auraient soutenu les modifications apportées au plan initial face aux pressions politiques contre Goulart. La mission de Dantas à Washington, en mars 1963, qui comprend des conversations avec le président Kennedy, avait réussi à obtenir un accord avec le directeur de l'USAID, David Bell, pour la libération de presque 400 millions de dollars de la part des États-Unis, dont plus de 300 millions restaient conditionnés à la réalisation de réformes sociales et d'un programme de contrôle de l'inflation (un accord donc marqué par le scepticisme nord-américain quant à la capacité du gouvernement Goulart à tenir ses engagements)¹¹⁵³ ; les négociations subséquentes avec le FMI, desquelles dépendait la libération de ressources supplémentaires et le rééchelonnement de la dette extérieure (une mission du FMI évaluerait au mois de mai la politique de stabilisation en cours) n'ont finalement pas porté de fruits. Avec l'échec des négociations avec le FMI, « Dantas et Furtado ont cessé d'être utiles »¹¹⁵⁴, et Goulart cède aux fortes pressions pour la réforme de

¹¹⁵¹ Cf. Robert T. DALAND, *Estratégia e estilo do planejamento brasileiro*, op. cit., chap. 5.

¹¹⁵² *Ibid.*, p. 170. Furtado lui-même insistait sur le caractère technique de son engagement dans l'élaboration du Plan triennal. Après la présentation du plan au président Goulart, Furtado lui aurait signalé qu'il n'accepterait de conduire l'exécution du plan que si toutes les injonctions politiques étaient écartées ; autrement, un politicien serait plus apte à la tâche. Cf. « Plano Trienal de Celso entusiasmo presidente », *Última Hora*, 20 décembre 1962.

¹¹⁵³ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, op. cit., p. 240-241 (pour un rapport des négociations entre Dantas et Bell, Skidmore renvoie le lecteur (note 67) aux éditions du *New York Times* du 11, 12, 14, 18 et 25 mars 1963). Robert Daland souligne les manifestations positives aux États-Unis concernant la compétence de Dantas et l'énergie de l'administration brésilienne pour impulser le Plan triennal. Le *Washington Post*, du 28 mars 1963, en traitant de l'accord Dantas-Bell, louait « le courage politique du gouvernement Goulart » avec son programme d'élimination de l'inflation et de rétablissement du crédit international du Brésil. Cet article de Walter Lippmann soulignait en plus que, même en étant de gauche, le gouvernement Goulart était suffisamment fort pour conduire son programme (augmentation d'impôts, élimination de subsides, réduction du crédit bancaire et contrôle des recrutements et salaires dans la fonction publique). Cf. Robert T. DALAND, *Estratégia e estilo do planejamento brasileiro*, op. cit., p. 168-169.

¹¹⁵⁴ Cf. Robert T. DALAND, *Estratégia e estilo do planejamento brasileiro*, op. cit., p. 170.

son Cabinet. Le ministère du Plan disparaît, la responsabilité de la planification échoyant au ministère des Finances. Dans cette période finale du gouvernement Goulart, avec l'escalade de l'inflation, les crises financières s'enchaînent. Daland établit alors un lien direct entre l'échec du Plan triennal (et le cours subséquent de la planification) avec le coup d'État de 1964.¹¹⁵⁵ L'historien brésilien Boris Fausto, à son tour, observe : « Bombardé par les intérêts de la droite et par les illusions de la gauche, le plan a échoué. »¹¹⁵⁶

Sur le destin du Plan triennal, Furtado affirme que le plan qu'il a préparé a été utile au gouvernement pour la victoire dans le référendum permettant la restauration du présidentielisme, mais n'a pas trouvé une « base d'appui » à son exécution subséquente.¹¹⁵⁷ À ce titre, il observe :

« L'objectif était de lancer une politique de stabilisation avec croissance. Le plan a été accepté par tous les courants politiques, mais quand il est arrivé l'heure de le mettre en exécution les tensions de la société brésilienne étaient tellement grandes que personne ne voulait s'asseoir autour de la table pour discuter. Le président Goulart a trouvé convenable d'abandonner le plan. »¹¹⁵⁸

Conscient de la nécessité de l'appui étranger pour la réussite du plan, Furtado y avait intégré des mesures de stabilisation qui étaient, selon lui, « loin de heurter la sensibilité orthodoxe des techniciens du FMI ». ¹¹⁵⁹ Comme il affirme, l'élaboration du Plan triennal a représenté « un défi, car il s'agissait de démontrer, contre l'orthodoxie des monétaristes épousée et imposée par le FMI, qu'il était possible de conduire l'économie à une relative stabilité sans lui imposer la purge récessive. En effet, le Plan triennal a été le premier exercice de ce qui serait plus tard appelé thérapeutique gradualiste de traitement de l'inflation. »¹¹⁶⁰ Dans le cas du Plan triennal, le « gradualisme » se justifiait aussi bien par l'objectif de réforme sociale contenu dans le plan (auquel toute récession porterait préjudice) que par le

¹¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 173. Pour une analyse de la période présidentieliste du gouvernement Goulart, les enjeux du Plan triennal sous le commandement de Furtado-Dantas et son échec, voir : Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, op. cit., p. 234-252 et 256-259.

¹¹⁵⁶ Cf. Boris FAUSTO, « Diálogo no Brasil antecedeu tempestade » [article sur les rapports entre le Brésil et les États-Unis au moment de la rencontre entre João Goulart et Robert Kennedy en 1962], *Folha de S. Paulo*, 12 août 2001, p. A18. Sur les enjeux du Plan triennal, Roberto de Oliveira Campos (ministre du Plan à partir d'avril 1964) affirme dans ses mémoires : « Du point de vue de Celso Furtado et de San Tiago Dantas, le Plan triennal serait une opportunité pour restaurer la rationalité dans le comportement du gouvernement. Du point de vue de João Goulart, [le plan] aurait été surtout de la propagande [truque propagandístico] pour faciliter la restauration du présidentielisme. Au fond, néanmoins, lui répugnaient viscéralement les solutions proposées de coupes budgétaires, contention de salaires et dévaluation cambiaire. [...] Mentalement, João Goulart se défendait contre des mesures d'austérité, politiquement éprouvantes, recourant au *slogan* des 'réformes de base'. Celles-ci n'étaient pas vues par lui comme un complément au programme de stabilisation, mais comme un substitut politiquement acceptable, puisque l'attention publique serait déviée des problèmes urgents de conjoncture vers les problèmes permanents de structure. » Cf. Roberto CAMPOS, *Lanterna na popa : memórias*, Rio de Janeiro, Topbooks, 1994, p. 571.

¹¹⁵⁷ Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado. Entrevista concedida a Alzira de Abreu », op. cit., p. 43

¹¹⁵⁸ *Ibid.*

¹¹⁵⁹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 251.

¹¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 244.

diagnostic structuraliste de l'inflation concernant la présence de goulots d'étranglement dans l'économie (engendrés pendant le processus d'industrialisation par substitution des importations).¹¹⁶¹ D'où la nécessité de soutenir le niveau des investissements dans le cadre d'une planification (compte tenu des limitations de la capacité d'importation du pays) visant à compléter le processus de substitution d'importations.

La politique gradualiste de stabilisation avec croissance peut être observée en outre comme une stratégie pour la consolidation du gouvernement Goulart : sur le plan national, la minimisation des conflits viserait à l'implantation future des réformes de base, lesquelles demanderaient « la mobilisation d'une énorme masse de ressources politiques » ; sur le plan international, le rétablissement de la confiance des investisseurs étrangers était fondamentale.¹¹⁶² En suivant l'analyse du Plan triennal faite par Lourdes Sola, un optimisme excessif peut être observé quant à la capacité de récupération de l'activité économique (croissance annuelle de 7%) ; en outre, le financement des investissements prévus se montrait difficile, car dépendant de décisions politiques impopulaires, comme le contrôle des dépenses publiques (en vue de l'augmentation de l'épargne intérieure) ou la réforme fiscale. Par rapport aux réactions des investisseurs étrangers, les attentes des concepteurs du Plan triennal étaient assez positives : la perspective de participer comme un acteur privilégié au nouveau cycle d'accumulation de capital au Brésil compenserait les réticences des investisseurs étrangers à une approche gradualiste de la stabilisation.¹¹⁶³ Cependant, comme le montre Furtado, les prévisions du Plan triennal sur l'investissement direct étranger (net), qui étaient d'un montant de cent millions de dollars, s'étaient réduites, à la mi-1963, à trente millions de dollars. De même pour les prêts et financements étrangers, lesquels, sous des conditions onéreuses, n'ont atteint que 250 millions de dollars, contre des prévisions d'un minimum de 302 millions. Comme Furtado l'observe, les créanciers disposaient de moyens pour « asphyxier un gouvernement qui faisait face sur le plan interne à une puissante coalition de forces ».¹¹⁶⁴

Dans les négociations à Washington pour l'aide financière au Brésil, nécessaire afin d'éviter un moratoire de la dette extérieure du pays, des motivations d'ordre politique marquaient le positionnement des autorités nord-américaines. Le contexte international engendré par la récente crise des missiles à Cuba s'impose dans les négociations pour l'aide

¹¹⁶¹ Cf. Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas*, op. cit., p. 262-263.

¹¹⁶² Cf. l'entretien de Celso Furtado à Lourdes Sola, le 17 avril 1977 (*ibid.*, p. 275). Sola estime qu'une « analyse trop optimiste du rapport de forces existant » fondait le calcul politique prédominant dans le Plan triennal, notamment quant à la stabilité politique (nécessaire à la gestion des revendications salariales) que le rétablissement du présidentialisme sous le gouvernement travailliste de Goulart pourrait apporter. *Ibid.*, p. 275 (citation) et 276.

¹¹⁶³ *Ibid.*, p. 262-277.

¹¹⁶⁴ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 267 et 268 (citation).

financière au Brésil, sous forme d'omission d'informations sur le positionnement nord-américain par rapport au programme économique lancé au Brésil (et son approche gradualiste de la stabilisation).¹¹⁶⁵ Il s'agissait d'une stratégie de « coopération limitée et continue »¹¹⁶⁶, par laquelle, en ajournant la communication des termes souhaités dans les accords, les États-Unis cherchaient à influencer la politique brésilienne dans une direction conforme aux objectifs politiques du Département d'État nord-américain. Dès lors, outre les mesures d'austérité prônées par le FMI, l'alignement avec les États-Unis était un élément fondamental dans les négociations à Washington. Si Goulart était considéré plutôt comme un « opportuniste » que comme un « gauchiste idéologique »¹¹⁶⁷, les autorités nord-américaines soulignaient toutefois la présence de communistes dans son gouvernement, desquels il devait être incité à se dissocier. De plus, la « tactique de persuasion »¹¹⁶⁸ des États-Unis visait à défendre les intérêts de ses entreprises privées, auxquelles porterait préjudice la nouvelle loi de rapatriement de bénéfices¹¹⁶⁹, ainsi que les processus d'expropriation d'entreprises de services publics (à l'exemple de l'indemnisation à être payée à l'*American and Foreign Power Company-AMFORP*)¹¹⁷⁰. Comme le fait remarquer L. Sola, « [les] motivations d'ordre politique ont été la pièce centrale, donc, dans la formulation de la stratégie nord-américaine de conditionner l'aide financière à l'exécution des recommandations économiques du FMI. »¹¹⁷¹

Après un moment d'optimisme suite à des conversations avec des techniciens du FMI, le ministre Dantas passe à rencontrer des difficultés face aux créanciers brésiliens à Washington.¹¹⁷² Observant que depuis son début le gouvernement Goulart était maintenu sous

¹¹⁶⁵ Nous suivons ici les informations présentées dans : Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas*, op. cit., chap. 7.

¹¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 371.

¹¹⁶⁷ Cf. Phyllis PARKER, *Brazil and the quiet intervention, 1964*, Austin/London, University of Texas Press, 1979, p. 18.

¹¹⁶⁸ Cf. Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas*, op. cit., p. 372.

¹¹⁶⁹ Passée dans le Congrès national en septembre 1962, la loi sur le rapatriement de bénéfices des entreprises étrangères n'est sanctionnée par le président Goulart qu'en janvier 1964. Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, op. cit., p. 271. Dans une analyse récente sur le Plan triennal, Pedro P. Z. Bastos observe que, dans le cas d'un échec des négociations avec les créanciers étrangers et n'ayant pas les moyens d'imposer une réforme fiscale au Congrès (ce qui serait fait plus tard par la dictature), Goulart aurait pu trouver une « échappatoire » à la crise financière en déclarant un moratoire de la dette extérieure. Le président aurait préféré, cependant, « marchander avec le gouvernement nord-américain par le moyen de la menace de régler la loi de rapatriement de bénéfices, en échange du refinancement de la dette ». Ces démarches échouant, l'implantation de la loi se montre incapable de résoudre le déséquilibre extérieur ; elle contribue, toutefois, à la montée de l'opposition (interne et externe) contre le gouvernement, considéré comme « populiste ». Cf. Pedro P. Z. BASTOS, « O Plano Trienal e sua economia política », op. cit., p. 448.

¹¹⁷⁰ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, op. cit., p. 271.

¹¹⁷¹ Cf. Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas*, op. cit., p. 372 (italiques de L. Sola).

¹¹⁷² A ce sujet, Furtado précise : « Alors, comme aujourd'hui, sans le feu vert des autorités nord-américaines, particulièrement du Trésor, rien de vraiment important ne se faisait dans les agences créées à Bretton Woods.

surveillance des autorités américaines, Furtado estime que vers la mi-1963 leur choix avait été fait en faveur des groupes hostiles à Goulart. Dès lors, du côté des banquiers de New York, desquels Dantas cherchait à obtenir les financements dont le Brésil avait besoin pour le règlement de ses transactions commerciales avec l'étranger, des pressions sont advenues. Ces pressions concernaient notamment le retrait d'un projet de réforme bancaire (déposé au Congrès par des « supposés amis de Goulart ») qui toucherait particulièrement les banques multinationales installées au Brésil.¹¹⁷³ En l'absence d'appui financier externe, les déséquilibres de la balance des paiements surviendraient inévitablement obligeant le pays à adopter des mesures récessives impopulaires (difficilement acceptées par Goulart), faute de quoi l'administration du pays serait menacée, « mettant en sérieux danger les institutions démocratiques ».¹¹⁷⁴ Afin d'éviter un moratoire, le ministre San Tiago Dantas accepte les conditions imposées, signant un accord dans lequel « [l']approche gradualiste de la stabilisation a été, ainsi, rejetée *dans la pratique* par les mentors de la politique nord-américaine ».¹¹⁷⁵

Sur le plan interne, face à l'organisation des forces opposées à son gouvernement, Goulart cherche à mobiliser les segments mécontents de la société, comme les paysans des zones sucrières. Toutefois, le manque d'adhésion aux paramètres établis par le Plan triennal (avec des concessions à des groupes corporatistes, par exemple) renforce les déséquilibres financiers du pays. Subséquemment, en plus des forces opposées à son gouvernement qui s'organisent, Goulart doit faire face aux mécontentements engendrés par la recrudescence de l'inflation¹¹⁷⁶, laquelle portait préjudice à d'amples secteurs de la société. Comme observe Furtado, après le changement de son ministère, Goulart n'aurait plus pensé à « gouverner », mais à « se défendre ».¹¹⁷⁷

L'explication de l'échec de l'expérience de « stabilisation-avec-croissance » dépasse, selon l'analyse de L. Sola, les aspects techniques du Plan triennal. Il y aurait implicite dans le

Pour une certaine raison, le FMI et la Banque mondiale ont leur siège à Washington. » Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 251-252.

¹¹⁷³ *Ibid.*, p. 252-253. Furtado souligne que, à certains « groupes exaltés », une éventuelle déroute du gouvernement semblait pouvoir être profitable aux réformes de base ; une « idée naïve », selon lui. *Ibid.*, p. 255.

¹¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 251. Furtado fait remarquer dans ses mémoires que l'absence d'appui de l'extérieur pour faire face aux problèmes de la balance des paiements poserait un dilemme au pays : le choix entre la récession et le déséquilibre, les deux rendant difficile le gouvernement du pays. En traitant, dans ses mémoires, de la visite de Robert Kennedy au Brésil, en décembre 1962, Furtado avait observé : « Les autorités nord-américaines avaient déjà très probablement pris leur parti : elles ne feraient rien pour 'aider Jango à se sauver'. » *Ibid.*, p. 254.

¹¹⁷⁵ Cf. Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas*, op. cit., p. 374 (italiques de L. Sola). Sur les termes de l'accord signé entre San Tiago Dantas et David Bell, voir: Phyllis PARKER, *Brazil and the quiet intervention, 1964*, op. cit., p. 37-39.

¹¹⁷⁶ En ce qui concerne le niveau de l'inflation, le Plan triennal prévoyait pour l'année 1963 une réduction de 50% par rapport au niveau de 1962, afin d'atteindre le niveau de 10% en 1965. Cependant, le niveau des prix a connu une augmentation de 34,9% pendant la première moitié de 1963, contre 17,7% au deuxième semestre de 1962. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 268.

¹¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 267-268 (p. 267 pour la citation).

Plan un « système de valeurs », selon lequel les réformes proposées (fiscale, salariale, administrative) « visaient à restreindre ce que les techniciens [nationalistes] considéraient comme l'un des fléaux du système socioéconomique brésilien : la consommation superflue ». ¹¹⁷⁸ Le modèle d'accumulation hérité du gouvernement Kubitschek allait toutefois à l'encontre de cette idéologie, car basé sur l'expansion du secteur de biens de consommation durables. ¹¹⁷⁹ Sans compromis avec l'élargissement de la démocratie brésilienne ou avec la participation de la population dans les fruits du développement économique, le régime autoritaire qui s'installe en 1964 réussit, en contrôlant l'accélération inflationniste et la crise cambiaire, à rendre viable un nouveau cycle d'accumulation de capital, mettant fin à la récession, à partir de 1968. ¹¹⁸⁰ Le Programme d'Action Économique du Gouvernement (PAEG) est proposé en 1964 par les ministres du Plan, Roberto Campos, et des Finances, Octávio Gouveia de Bulhões. Il s'agit d'un programme « quasi-orthodoxe » ¹¹⁸¹ car, tout en respectant les principes monétaristes, il propose une approche gradualiste pour la mise en place des mesures restrictives. Si l'application de politiques économiques plus complexes demanderait des réformes institutionnelles préalables (comme la création d'une Banque centrale), l'autoritarisme qui s'installe en 1964 permet un contrôle immédiat sur l'augmentation de la dette des États, par exemple. En vue du contrôle du déficit du gouvernement fédéral, les entreprises de l'État ont eu leurs prix augmentés et leurs dépenses contrôlées. Avec l'augmentation des prix des services publics, ainsi qu'avec l'élimination des subventions à l'importation du pétrole et du blé, le coût de la vie augmente aussitôt. Comme le fait remarquer T. Skidmore, un gouvernement élu aurait difficilement survécu à l'implantation de telles mesures. ¹¹⁸²

En bref, la conception du Plan triennal semblait imbue d'une idéologie économique et politique qui empêchait la proposition d'un ajustement comme celui entrepris pendant la période 1964-1967, qui ne serait d'ailleurs pas viable dans le cadre de la démocratie populiste alors en place. Le processus de concentration du revenu intensifié sous le régime autoritaire a promu l'adaptation de la demande à la structure productive héritée du « Plano de Metas » de Kubitschek. L'approche structuraliste proposait, au contraire, la promotion de la redistribution

¹¹⁷⁸ Cf. Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas, op. cit.*, p. 398.

¹¹⁷⁹ Le régime autoritaire installé en 1964 propose un nouveau modèle qui viserait à « adapter la demande à la structure d'offre modernisée pendant le gouvernement Kubitschek ». La stratégie économique précédente, au contraire, proposait « la restructuration de l'offre afin de l'adapter à une demande et à un marché intérieur à être élargi au moyen de la redistribution du revenu et de la richesse ». *Ibid.*, p. 398.

¹¹⁸⁰ Pour une interprétation politique de la crise économique qui suit l'échec du Plan triennal, et de la récupération de la croissance économique sous la dictature militaire, voir : Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas, op. cit.*, chap. 8. Sur le programme de stabilisation mis en œuvre par le gouvernement Castelo Branco, sa politique salariale et les négociations avec les créanciers et investisseurs étrangers, voir : Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985, op. cit.*, p. 29-39.

¹¹⁸¹ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985, op. cit.*, p. 29.

¹¹⁸² *Ibid.*, p. 31.

du revenu et de la richesse, de façon à élargir le marché intérieur, en incorporant les masses à l'économie de marché ; conséquemment, un accroissement la demande de biens-salaire se produirait, à laquelle l'offre devrait répondre.¹¹⁸³ Dès lors, l'incorporation des masses dans l'économie de marché et dans le système politique (ce qui demanderait des changements dans le modèle d'industrialisation en cours) devrait être l'objectif de l'intervention de l'État par le biais de la planification du développement.

2.1 Le retour de Celso Furtado à la SUDENE et la montée des pressions politiques

Le rétablissement, par référendum, du présidentielisme, entame une période du gouvernement Goulart marquée par une recrudescence de l'insatisfaction de secteurs civils et militaires à son égard, les critiques concernant notamment la menace à la sécurité nationale représentée par la présence d'éléments de gauche dans son gouvernement.

Héritier politique de Vargas et de son projet développementiste, Goulart cherchait en tant que Président de la République à renouer avec les secteurs populaires, considérant leur participation comme essentielle au développement du pays.¹¹⁸⁴ L'opposition des secteurs conservateurs de la société augmentait à mesure que se développait l'organisation des travailleurs urbains et aussi ruraux, auxquels les droits du travail avaient été étendus en 1963¹¹⁸⁵. La large victoire du présidentielisme dans le référendum de janvier 1963, rétablissant les pleins pouvoirs du Président, amplifiait les attentes autour des réformes intentées par Goulart, notamment en ce qui concerne la réforme agraire. Écartée la fragilité du pouvoir exercé sous le parlementarisme, Goulart cherchera à reconquérir des secteurs

¹¹⁸³ Nous nous appuyons ici sur les observations présentées dans : Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas, op. cit.*, p. 411-412.

¹¹⁸⁴ Cf. Oswaldo MUNTEAL *et al.* (org), *O Brasil de João Goulart, op. cit.*

¹¹⁸⁵ Le Statut du travailleur rural (*Estatuto do Trabalhador Rural*), approuvé par le Congrès national, a été sanctionné par le Président Goulart le 2 mars 1963, garantissant aux travailleurs agricoles des droits comme le contrat de travail, le salaire minimum, la limitation de la durée du travail, les congés payés, entre autres mesures de protection sociale, ainsi que le droit de s'organiser en syndicats. Il convient de rappeler qu'à ce moment-là les Ligues paysannes fleurissaient dans plusieurs États, suite au succès obtenu à Pernambuco, avec l'expropriation par la justice des terres d'un propriétaire rural. Cette expropriation a été obtenue en 1959, suite à un long procès entrepris par des paysans qui travaillaient ces terres, soutenus par l'avocat Francisco Julião, figure-clé de l'expansion des Ligues paysannes. Désormais, la lutte pour la réforme agraire s'engage dans plusieurs États, configurant un facteur de pression sur le gouvernement Goulart, qui cherchait à obtenir l'appui des masses urbaines et rurales en engageant des réformes de base. Cf. « Le Nordeste à l'épicentre d'intenses mouvements sociaux », chap. 3, partie 2 de : Richard MARIN, *Dom Helder Camara, les puissants et les pauvres : pour une histoire de l'Église des pauvres dans le Nordeste brésilien, 1955-1985*, Paris, Les Ed. de l'Atelier, 1995 ; voir aussi : Aspásia de A. CAMARGO, « A questão agrária : crise de poder e reformas de base (1930-1964) », in B. FAUSTO (org.), *O Brasil republicano : sociedade e política (1930-1964)*, 6^e éd., Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 1996 (coll. « História geral da civilização brasileira », tome 3, vol. 3), p. 121-224. Pour une analyse des réformes de base ou de structure défendues par Goulart, devenues « le thème dominant de la politique brésilienne » à partir de 1962, voir Roland CORBISIER, « Lógica e cronologia das reformas » [1968], in O. MUNTEAL *et al.* (org.), *O Brasil de João Goulart, op. cit.*

politiques du centre, après une dispute électorale au niveau des États qui « mobilise la gauche et exacerbe la droite (et de laquelle participe directement l'ambassade américaine) ». ¹¹⁸⁶ Dans cette recherche de « bases plus solides et stables à l'exercice du pouvoir », Goulart retrouve dans des personnalités telles que Santiago Dantas et Celso Furtado la possibilité de concilier la nécessaire stabilisation financière avec les revendications réformistes, ainsi que d'augmenter sa crédibilité et son pouvoir de négociation en vue de la réussite de son programme de gouvernement. ¹¹⁸⁷ Frustrée l'intention du début du gouvernement Goulart - retentée après le référendum de 1963 - d'établir un compromis entre les principaux courants politiques du centre et de la gauche (assemblant modérés et radicaux) en vue des réformes nécessaires au développement du pays, Goulart finit par se trouver sous la pression de groupes aussi bien de la gauche que de la droite dans la période présidentiale de son mandat. Lors des élections législatives et des gouverneurs des États d'octobre 1962 les polarisations politiques s'étaient intensifiées : si le socialiste Miguel Arraes est élu gouverneur de Pernambouc (État du *Nordeste* marqué par l'agitation du mouvement paysan) ¹¹⁸⁸, les élections ont toutefois été un moment de forte pression anti-gouvernementale, avec le soutien financier nord-américain, dirigé notamment à la campagne de députés d'opposition à Goulart et à la presse anti-communiste engagée dans la campagne électorale des candidats conservateurs ¹¹⁸⁹.

Les mesures de stabilisation mises en place en 1963 qui, répondant à des exigences du

¹¹⁸⁶ Cf. Aspásia de A. CAMARGO, « A questão agrária : crise de poder e reformas de base (1930-1964) », *op. cit.*, p. 205.

¹¹⁸⁷ *Ibid.* Aspásia Camargo souligne (*ibid.*, p. 205-206) que le Plan triennal accorde une place importante à l'agriculture dans le processus de développement : une « absurde et antiéconomique distribution des terres déjà incorporées au marché national » serait responsable, selon Furtado, de la faible productivité du secteur agricole et de la pauvreté de sa population. Les pleins pouvoirs présidentiels repris, la réforme agraire sera l'élément primordial de l'offensive réformatrice de Goulart, déjà à partir de mars 1963. Comme le projet de réforme agraire du gouvernement prévoyait le paiement des expropriations par des titres de la dette publique, un amendement à la Constitution se faisait nécessaire. Les négociations au niveau du Congrès national (considéré comme un « Congrès latifundiaire » par la gauche) ne seront pas réussies, marquant « aussi bien pour l'opposition de droite que pour les radicaux de gauche l'épuisement d'un projet de *réformisme constitutionnel* » (*ibid.*, p. 217).

¹¹⁸⁸ L'élection d'un socialiste dans ce « fief traditionnel du coronelisme » indiquait, selon l'observe Seguin des Hons, « le dynamisme des mouvements populaires de revendications et l'ampleur avec laquelle se posait désormais la question sociale ». Cf. André de SEGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985*, *op. cit.*, p. 99.

¹¹⁸⁹ Le dévoilement de l'action d'un organisme clandestin, l'IBAD, lors des élections législatives de 1962, qui regroupait des membres du patronat brésilien et des multinationales, ainsi que des militaires radicaux, a donné lieu à une commission parlementaire d'enquête (cf. *ibid.*, p. 99-100). Selon N. Werneck Sodré, l'IBAD, en relation avec l'ambassade des États-Unis et la CIA, était accusé de promouvoir des campagnes contre les syndicats ouvriers, les ligues paysannes, les organisations étudiantes, les nationalistes, les communistes, etc., par le moyen de la publication d'articles (payés, mais non identifiés comme tels) dans plusieurs organes de la presse brésilienne. Le coup d'État de 1964 mettra fin aux investigations sur l'IBAD (accusé, en 1963, d'avoir financé la campagne électorale de 250 candidats à députés) et sur l'action de la presse étrangère au Brésil. Sur l'influence de la presse dans le jeu politique au Brésil et ses rapports avec les intérêts nord-américains, voir : Nelson Werneck SODRÉ, *História da imprensa no Brasil*, *op. cit.*, chap. « A crise da imprensa ». Sur l'influence nord-américaine dans le processus électoral de 1962 par le biais de l'USAID, voir : John DEWITT, « The Alliance for Progress : economic warfare in Brazil (1962-1964) », *op. cit.*, p. 65-69.

FMI, devaient servir de base aux négociations subséquentes de Dantas à Washington, ont accru les critiques de la gauche envers Goulart.¹¹⁹⁰ L'engagement de Dantas pour une compensation financière aux entreprises américaines expropriées, vital pour la poursuite des négociations, aurait été perçu par la gauche « radicale » (notamment, Brizola) comme un retour en arrière, voire un « crime de lèse-patrie ».¹¹⁹¹ Le combat au Plan triennal et à la « politique de conciliation » de Goulart auraient dès lors intégré le combat de la gauche pour les réformes de base. Sa base politique étant les salariés, Goulart rencontrait des difficultés à adopter des mesures d'austérité et, conséquemment, à maintenir son engagement pour la réalisation du Plan triennal (qui dépendait du soutien de l'élite politique brésilienne et des banquiers étrangers).¹¹⁹² En outre, comme observe Lourdes Sola, « l'imposition de conditionnalités chaque fois plus dures au gouvernement brésilien était perçue et employée par les décideurs américains pour faire plier Goulart, l'obligeant à se dissocier définitivement de ses alliés de la gauche 'radicale'. »¹¹⁹³

Dans un contexte de tensions politiques et sociales montantes, Furtado retourne à la direction de la SUDENE, après la réorganisation par Goulart de son ministère, en juin 1963. A cette époque était approuvé par le Congrès le II Plan directeur¹¹⁹⁴ de la SUDENE pour la période 1963-1965. Selon Furtado, « les parlementaires récemment élus ont montré être plus sensibles aux problèmes du développement »¹¹⁹⁵.

Cependant, comme l'observe John DeWitt, depuis son établissement, les États-Unis et

¹¹⁹⁰ Au deuxième trimestre de 1963, le Plan triennal était accusé de s'être circonscrit à un programme de stabilisation, et n'avait plus le soutien du secteur privé. Les industriels réclamaient alors une augmentation du volume de crédit correspondant à l'augmentation du niveau général des prix. La réduction des ventes, l'augmentation des stocks et la paralysie des investissements caractérisent la situation de l'industrie à ce moment-là. Avec la substitution de Dantas par Carvalho Pinto (qui sera également remplacé après quelques mois) au ministère des Finances s'intensifient la politique économique restrictive et les critiques à la politique de stabilisation. Les bouleversements de la politique économique brésilienne engendrent des restrictions de la part des sources de financement international, ainsi que des investisseurs étrangers, aggravant la situation de la balance des paiements et obligeant le gouvernement à avoir recours à des emprunts à des banques privées (à des conditions défavorables). Le résultat, pour l'année 1963, a été un taux négatif de croissance réelle par tête et une inflation de plus de 80%. Cf. Pedro S. MALAN, « *Relações econômicas internacionais do Brasil (1945-1964)* », *op. cit.*, p. 103-104.

¹¹⁹¹ Cf. Aspásia de A. CAMARGO, « *A questão agrária : crise de poder e reformas de base (1930-1964)* », *op. cit.*, p. 206.

¹¹⁹² Cf. Marieta de Moraes FERREIRA, « *Goulart, João* », *op. cit.*

¹¹⁹³ Cf. Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas*, *op. cit.*, p. 365.

¹¹⁹⁴ L'action de la SUDENE se basait sur des plans pluriannuels d'investissements approuvés par le Congrès national. La loi approuvant le II Plan directeur de développement économique et social du Nordeste a été sanctionnée par le président Goulart le 27 juin 1963 [Presidência da República, Lei n° 4.239].

¹¹⁹⁵ Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 220-223 (citation p. 223). De la part des gouverneurs des États du *Nordeste*, les pressions contre Furtado montaient. Président du Conseil délibératif de la SUDENE (composé par les gouverneurs de la région et des représentants d'institutions nationales et régionales liées au gouvernement fédéral), Celso Furtado enduraient les critiques des gouverneurs qui accusaient la SUDENE d'être centralisatrice, heurtant l'autonomie des États. La plupart des gouverneurs étant des latifundiaires (ou leurs alliés), leur préoccupation majeure était liée à la concrétisation des réformes touchant la structure agraire. Cf. Marcos Costa LIMA, « *O Conselho deliberativo da SUDENE (1959-1964)* », in C. FURTADO, *O Nordeste e a saga da Sudene : 1958-1964*, *op. cit.*

le Brésil avaient des divergences sur le programme d'aide au développement du *Nordeste*. Alors que l'agence nord-américaine (USAID) priorisait des projets d'impact politique immédiat capables « d'éliminer la supposée menace communiste », la SUDENE cherchait le financement à des projets de long terme destinés « à changer les structures économiques et sociales qui retardaient le développement et appauvrirent la population ». L'ignorance, l'exploitation et la famine seraient, selon Furtado, les causes des mécontentements perçus dans la région.¹¹⁹⁶

Retournant se consacrer à temps plein à la SUDENE, Furtado observe que, malgré la reprise d'un « certain degré de normalité » dans les relations avec l'agence nord-américaine au *Nordeste*, l'« Alliance pour le progrès s'était transformée en un instrument d'intervention du gouvernement de Washington, étant au-dessus de [leurs] forces de pouvoir modifier la situation »¹¹⁹⁷. En effet, l'administration Kennedy se trouvait sous pression après le fiasco de l'invasion de Baie des Cochons à Cuba, n'étant pas disposée à « perdre » autre région à la révolution communiste. L'ambassade nord-américaine au Brésil, identifiant le *Nordeste* comme une région sous la menace de forces radicales, y concentre son intervention par le biais de l'Alliance pour le progrès.¹¹⁹⁸ Furtado avait obtenu directement du président Goulart des garanties concernant le contrôle et la direction de la SUDENE sur l'aide étrangère au *Nordeste* ; toutefois, l'Accord du *Nordeste*, signé le 13 avril 1962 et qui est à l'origine de l'établissement d'une mission de la USAID à Recife, ne déterminait pas avec exactitude à qui échoirait la responsabilité de décision sur les projets passibles de recevoir l'aide financière nord-américaine. La mission de l'USAID entendait pouvoir traiter directement avec d'autres institutions que la SUDENE ; Celso Furtado, à son tour, interprétait que l'aide nord-américaine devait se conformer au Plan directeur de la SUDENE, l'agence nord-américaine se limitant à approuver ou désapprouver la concession de financement à un projet donné.¹¹⁹⁹

¹¹⁹⁶ Cf. John DEWITT, « The Alliance for Progress : economic warfare in Brazil (1962-1964) », *op. cit.*, p. 64-65.

¹¹⁹⁷ Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 275. Il convient de rappeler que la présence de Furtado à la direction de la SUDENE n'était pas appréciée à Washington. Citant des affirmations d'Edwin Martin (*Assistant Secretary of State for Inter American Affairs*), John DeWitt affirme que, pendant la visite de Robert Kennedy au Brésil (décembre 1962), Goulart lui aurait assuré que la permanence de Furtado à ce poste ne dépasserait pas le mois de janvier 1963. En traitant des négociations de Dantas à Washington pour l'aide financière au Brésil, E. Martin rappelle que Furtado était toujours en charge de la SUDENE malgré l'engagement de Goulart pour son remplacement. Sur cette question, DeWitt affirme : « President Goulart may have told RFK that he would replace Furtado when he had no intention of doing so. He may have been so flabbergasted by the outrageous American request to terminate the services of the man who had created and directed SUDENE since its inauguration that he agreed to the proposal just to avoid giving offense to the brother of President Kennedy who would soon receive a Brazilian delegation requesting urgently needed economic assistance. » Cf. John DEWITT, « The Alliance for Progress : economic warfare in Brazil (1962-1964) », *op. cit.*, p. 65.

¹¹⁹⁸ Cf. Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, *op. cit.*, chap. 5.

¹¹⁹⁹ *Ibid.* A ce sujet, J. Page affirme (en faisant référence à un entretien que C. Furtado lui a accordé à Paris, en mai 1968) : « The proper role of foreign aid, in Furtado's view, was to support Brazilian plans to projects which the donor-country decided were in its interest to support. These would remain Brazilian plans or projects and

Pendant la période où Furtado, cumulant les charges de ministre du Plan et de directeur de la SUDENE, est obligé de passer de longues périodes à Brasília et à Rio de Janeiro, les relations entre l'USAID et la SUDENE se détériorent.¹²⁰⁰ Les employés de l'agence nord-américaine se plaignaient du manque de coopération de la SUDENE, reprochant à ses fonctionnaires d'être sous l'influence du communisme.¹²⁰¹ Une série de reportages de Ralph Nader sur la mission de l'USAID à Recife, publiées dans le *Christian Science Monitor*, témoignent du manque d'enthousiasme et d'activité des employés de l'USAID, ainsi que des difficultés de communication entre l'USAID et la SUDENE.¹²⁰² Du côté brésilien, l'augmentation de la mission de l'USAID à Recife, prévue pour être de petite dimension mais comptant déjà 133 techniciens américains à la mi-1963, éveillait des hostilités.¹²⁰³ L'élection de Miguel Arraes au gouvernement de Pernambouc renforce ces hostilités, car le nouveau gouverneur met en cause la légalité des accords établis entre l'agence nord-américaine et son prédécesseur, lesquels ne prévoyaient pas la participation de la SUDENE. Sur ce point, Joseph Page observe que les Brésiliens, différemment de l'USAID, interprétaient l'Accord du *Nordeste* comme exigeant la participation de la SUDENE dans tous des projets relatifs à l'Alliance pour le progrès.¹²⁰⁴ Lors d'une réunion du Conseil délibératif de la SUDENE, en mai 1963, le gouverneur Arraes soutient, en présence de l'ambassadeur Gordon, que les projets réalisés au Pernambouc en collaboration avec les États-Unis (colonisation de terres, construction d'habitations) ne bénéficiaient qu'à peu de familles par rapport aux sommes engagées. En outre, il affirme que l'absence de la SUDENE dans l'établissement de ces accords heurtait les déterminations de la Charte de Punta del Este, dans la mesure où la concession de ressources ne correspondait pas à des projets nationaux, mais à des accords à caractère bilatéral ou d'assistance ; dans le cas de l'éducation, en ne passant pas par l'intermédiation de la SUDENE, les programmes heurteraient également la constitution brésilienne (car configurant une négociation directe entre un État de la fédération et une nation étrangère).¹²⁰⁵ En même temps qu'il soutient le rôle de la SUDENE, Arraes critique les

should in no way be considered as actions jointly undertaken. Thus, ideally Furtado would have preferred U.S. loans which SUDENE could utilize as it saw fit to carry out the master plan (assuming, of course, that the U.S. approved of the master plan). Since the Alliance for Progress under its enabling legislation could not grant such general loans, Furtado would have settled for loans to be applied to specific SUDENE projects. » *Ibid.*, p. 72.

¹²⁰⁰ *Ibid.*, chap. 10 et chap. 13.

¹²⁰¹ Joseph Page souligne que cette attitude s'aggrave avec la présence d'agents de la CIA dans le consulat nord-américain à Recife. Sur l'infiltration d'agents de la CIA à Recife, aussi bien secrets (dans les mouvements de travailleurs ruraux, par exemple) qu'en collaboration avec la police locale, voir : *ibid.*, chap. 9.

¹²⁰² Cf. Ralph NADER, « Brazil aid effort rapped », *The Christian Science Monitor*, 7 septembre 1963 (les autres articles auraient été publiés les 5 et 9 septembre 1963), cité dans : Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, *op. cit.*, chap. 9 et 10.

¹²⁰³ Cf. Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, *op. cit.*, p. 136.

¹²⁰⁴ *Ibid.*, chap. 10.

¹²⁰⁵ Les propos de Miguel Arraes lors de la réunion du Conseil délibératif de la SUDENE, de mai 1963, sont cités dans : Marcos Costa LIMA, « O Conselho deliberativo da SUDENE (1959-1964) », *op. cit.*, p. 252-254.

injonctions nord-américaines au Brésil ; son gouvernement devenait ainsi une cible des mouvements de déstabilisation du gouvernement nord-américain (comme l'était aussi celui de Goulart).¹²⁰⁶

En insistant sur le caractère technique des décisions de la SUDENE et touchant le point névralgique des faibles niveaux de productivité agricole du *Nordeste*, Furtado faisait face, au sein du Conseil délibératif de l'institution, à des discordances avec des gouverneurs de la région. Comme observe M. C. Lima, des mesures réformistes plus profondes, notamment en ce qui concerne des changements distributifs dans la structure agraire de la région, rencontreraient l'obstacle des gouverneurs, dont certains, en établissant des accords directement avec le gouvernement nord-américain, contribuaient au processus de déstabilisation du gouvernement Goulart.¹²⁰⁷

Dans ses derniers mois à la direction de la SUDENE, Celso Furtado aurait rencontré des difficultés à mener à bien les programmes de l'institution. Son engagement au Plan triennal rapprochait l'image du directeur de la SUDENE de celle de Goulart, vu de plus en plus comme un président hésitant ; les mesures d'austérité, ainsi que les besoins en investissements étrangers prévus dans le Plan triennal, attiraient les critiques de la gauche. À la SUDENE, un point fondamental du Plan directeur, à savoir, l'industrialisation de la région, était critiqué par la gauche en raison des éventuels bénéfices aux entreprises étrangères déjà installées dans le Centre-sud du pays (qui pourraient convertir leurs impôts à payer en investissements dans le *Nordeste*).¹²⁰⁸ Des pressions au sein de la propre SUDENE marquent également les derniers mois de la gestion de Furtado : les manifestations de travailleurs, devenues courantes à Recife et dans les zones rurales, n'épargnent pas la SUDENE, dont les fonctionnaires organisent des grèves¹²⁰⁹.

Les agitations politiques se déployaient dans tout le pays, venant s'ajouter à la crise financière qui suit l'abandon du Plan triennal. Goulart cherche à concentrer les efforts de son gouvernement sur les réformes à réaliser (notamment la réforme agraire). Toutefois, les polarisations entre les conservateurs et l'extrême gauche minent toute possibilité de soutien

¹²⁰⁶ *Ibid.*, p. 254. M. C. Lima y souligne également la présence de nombreux « vice-consuls » des États-Unis à Recife, lesquels étaient en réalité des agents du service des renseignements de ce pays. Une procédure qui, comme Lima rappelle, sera adoptée plus tard « en Uruguay, en Argentine et au Chili, le tragique Cône Sud ».

¹²⁰⁷ *Ibid.*, p. 257. En citant l'intervention du conseiller Gilberto Freyre (représentant du ministère de l'Éducation et de la Culture) dans le Conseil délibératif de la SUDENE du mois de mars 1964, Lima observe que les propos de Freyre visaient à « démoraliser Celso Furtado et Miguel Arraes ». Freyre fait référence, à cette occasion, à une manifestation devant le bâtiment de la SUDENE, en affirmant que les manifestants exprimaient leurs opinions idéologiques afin d'influencer les membres du Conseil dans leurs décisions ; il suggère (et cela à la veille du coup d'État) que le gouverneur Arraes a été négligeant par rapport aux supposées intimidations aux conseillers. En réalité, comme d'autres conseillers l'ont souligné à cette même occasion, le mouvement concernait une grève d'un autre organe (IAPI) qui partageait les locaux avec la SUDENE. *Ibid.*, p. 259-260.

¹²⁰⁸ Ces points sont soulevés par Joseph A. PAGE dans : *The revolution that never was, op. cit.*, chap. 13 : « Countdown to catastrophe ».

¹²⁰⁹ *Ibid.*, p. 186.

du pouvoir législatif aux réformes¹²¹⁰. En outre, un mouvement militaire (« révolte des sergents ») revendiquant des droits politiques éclate le 12 septembre 1963 à Brasilia ; l'attitude neutre de Goulart envers ce mouvement (qui aurait des contacts avec des leaders syndicaux radicaux de gauche) éveille les officiers haut-gradés contre une possible utilisation des militaires par Goulart pour un coup contre les processus constitutionnels¹²¹¹. À partir d'octobre avancent les conspirations militaires pour la déposition de Goulart, notamment à partir d'une demande du président au congrès pour l'établissement de l'état de siège pendant trente jours ; la proposition de Goulart, stimulée par ses ministres militaires afin de contenir les grèves et les manifestations politiques violentes en cours, sera aussitôt retirée. Critiquée par la gauche, en raison de la possibilité d'une utilisation des pouvoirs d'exception contre les travailleurs, et aussi par la droite, la manœuvre de Goulart aurait eu l'effet de rendre la situation politique encore plus compliquée.

Le manque de contrôle de Goulart sur l'économie brésilienne est démontré dans un entretien accordé par le président en novembre 1963, dans lequel il affirme que l'augmentation de l'inflation et la récession économique se profilaient à court terme, ce qui conduirait le pays à une situation de « désastre social de proportions catastrophiques ».¹²¹² L'inaction de Goulart face aux problèmes économiques lui valait des critiques de la part de la presse brésilienne ; au niveau international, le président ne se montrait pas non plus disposé à satisfaire les créanciers étrangers et la détérioration des relations de son gouvernement avec les États-Unis devenait explicite, comme en témoigne sa participation à la réunion du Conseil interaméricain économique et social (CIES) tenue à São Paulo, en novembre 1963. À ce meeting, a été discutée la création du Comité interaméricain de l'Alliance pour le progrès (CIAP) qui devait coordonner et rendre multilatérale l'administration de l'Alliance ; Goulart, au lieu de diriger son discours aux possibilités de reformulation de l'Alliance, a préféré d'avancer des points de vue qui seraient présentés prochainement à Genève lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en mars 1964.¹²¹³ Goulart soutient donc à São Paulo la nécessité de l'établissement d'une politique commerciale commune des pays latino-américains face aux pays développés, afin de contrecarrer les effets de la détérioration des termes de l'échange, responsable de la limitation de la capacité d'importation des pays latino-américains.¹²¹⁴ Le président met l'accent, dans son discours, sur

¹²¹⁰ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, *op. cit.*, chap. 8.

¹²¹¹ *Ibid.*, p. 261.

¹²¹² Cf. *Manchete*, édition du 30 novembre 1963, cité dans : Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, *op. cit.*, p. 265.

¹²¹³ La politique proposée à la CNUCED a été explicitée dans le rapport élaboré par son Secrétaire général, Raúl Prebisch, *Vers une nouvelle politique commerciale en vue du développement économique* (Nations Unies, 1964).

¹²¹⁴ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, *op. cit.*, p. 265-266 (et note 17 p. 409) et p. 323-324.

les problèmes du commerce international et la nécessaire union des pays latino-américains dans la défense de leurs intérêts communs. La détérioration des prix internationaux des produits primaires serait, selon Goulart, responsable en grande partie des processus inflationnistes, les besoins en importations dépassant les recettes d'exportation du pays. En outre, les déficits de la balance des paiements engendreraient des conditions défavorables pour les renégociations des dettes extérieures (obligeant les pays à accepter des conditions « qui ne répondent pas aux intérêts de notre peuple »). Affirmant que « des solutions palliatives ou de fausses concessions superficielles » ne sont pas suffisantes, Goulart souligne la nécessité « d'une nouvelle division internationale du travail, avec de nouveaux modèles de production et de commerce ».¹²¹⁵ Cependant, en ne présentant aucune politique économique cohérente depuis l'abandon de son expérience avec la « gauche positive » (Dantas et Furtado) dans le Plan triennal, Goulart affichait « un curieux mélange de pessimisme et détachement »¹²¹⁶ par rapport à la situation financière du pays, une fois que la collaboration de ses créanciers internationaux était essentielle au Brésil à ce moment-là.

T. Skidmore observe un tournant dans l'attitude (jusqu'à « prudemment coopérative ») des États-Unis envers le gouvernement Goulart, notamment suite aux développements de l'accord Dantas-Bell de mars 1963. Si l'aide financière internationale dépendait de la mise en place d'un programme de stabilisation et de réformes, l'abandon du plan Dantas-Furtado et l'hésitation du président à appliquer un programme de contrôle de l'inflation, n'auraient fait qu'accroître la méfiance du gouvernement américain envers Goulart. Le résultat aurait été la suppression de l'aide financière au gouvernement fédéral, n'étant maintenue que la coopération avec des États, suivant les procédures de l'Alliance pour le progrès.¹²¹⁷ L'ambassadeur L. Gordon, à son tour, réfute les affirmations concernant toute tentative des États-Unis d'affaiblir Goulart en mettant son gouvernement sous pression économique. Tout en affirmant sa conviction sur l'intention de Goulart de se perpétuer au

¹²¹⁵ Cf. le discours du président Goulart à l'ouverture de la réunion du CIES à São Paulo, le 11 novembre 1963, publié dans : *Jornal do Brasil*, 12 novembre 1963, p. 3. En réponse aux discussions concernant la détérioration des rapports d'échange des pays exportateurs de produits primaires, l'ambassadeur L. Gordon publie un article quelques semaines après la réunion du CIES à São Paulo. Il y réfute l'évidence empirique d'une telle détérioration dans le long terme et affirme qu'une issue aux variations des prix internationaux des produits primaires réside dans la diversification des exportations du pays, souhaitable spécialement pour un pays semi-industrialisé comme le Brésil. Dès lors, il affirme que l'aide internationale ne doit pas servir à compenser les pertes du commerce, finançant la surproduction et le stockage de produits dont le consommateur mondial n'a pas besoin. Il souligne, en outre, qu'une aide ainsi accordée (de façon arbitraire, en proportion à la production de certains produits) ne procurerait aucune garantie aux pays industrialisés quant à l'utilisation de cette aide « à des objectifs constructifs ». L'aide doit se diriger, affirme Gordon, surtout à promouvoir des changements structurels dans ces économies, permettant la diversification de leurs exportations. Dans ce but, l'ambassadeur nord-américain soutient l'importance de l'encouragement à l'investissement direct étranger, lequel permettrait au Brésil de bénéficier des techniques les plus modernes développées dans les pays industrialisés. Cf. Lincoln GORDON, « Diálogo, comércio e ajuda », *Jornal do Brasil*, 8 décembre 1963.

¹²¹⁶ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, *op. cit.*, p. 265.

¹²¹⁷ *Ibid.*, p. 323-324.

pouvoir, Gordon souligne ses recommandations à l'administration américaine pour la poursuite de l'aide à des projets qui pourraient procurer des avantages politiques aux États-Unis. Dans les mois qui précèdent le coup d'État au Brésil, l'ambassadeur affirme avoir cherché à conserver les projets de l'Alliance pour le progrès dans les États où il pouvait identifier des « îles de rectitude administrative » [islands of administrative sanity], lesquelles ne se limitaient pas, selon lui, à des États politiquement hostiles à Goulart.¹²¹⁸ Toutefois, si la bataille économique contre Goulart n'a pas été ouvertement déclarée, elle a été, comme l'a observé J. DeWitt, une « lente strangulation ».¹²¹⁹

Portant un projet de développement économique pour la région Nordeste, qui visait à réformer ses structures archaïques, Furtado œuvre à la conception et à l'établissement de la SUDENE, étant en cela soutenu par le président Juscelino Kubitschek ainsi que par ses successeurs, Jânio Quadros et João Goulart. Celso Furtado, naturel de la région *Nordeste*, mais n'ayant pas de liens avec le système politique local, incarne ce projet de modernisation « [entrant] par le haut sur la scène politique régionale et [pouvant] ainsi constituer un capital politique autonome par rapport à ses collègues économistes et aux leaders politiques régionaux ».¹²²⁰ Son parcours lui conférait « un capital d'autorité politique et intellectuelle constitué dans un espace international » : des études doctorales à Paris, suivies d'années de travail intellectuel et pratique en Amérique latine dans le cadre de la CEPAL, des connaissances économiques approfondies et renouvelées à Cambridge ; Furtado représente ainsi au Nordeste « une modernité politique assise sur l'expertise économique ».¹²²¹

La SUDENE, établie sur une analyse profonde et un plan élaboré pour le développement économique et social du *Nordeste*, avait permis à la région d'occuper une place de choix dans l'assistance économique qui émanait de l'Alliance pour le progrès.¹²²² Si elle était le résultat d'un engagement ambitieux des États-Unis dans les réformes sociales en

¹²¹⁸ Cf. Lincoln GORDON, *Brazil's second chance*, *op. cit.*, p. 63-64 (citation p. 64). Cette politique d'orientation de l'aide à des « islands of administrative sanity » aurait signifié, en réalité, la suppression de l'aide au gouvernement fédéral et la concession d'aide à des gouverneurs favorables aux États-Unis. En effet, Guanabara, Minas Gerais et São Paulo (des gouvernements anti-Goulart) sont bénéficiés par des programmes d'assistance à la sécurité publique qui visaient à contrôler des manifestations subversives. Cf. Jan Knippers BLACK, « Lincoln Gordon and Brazil's military counterrevolution », in C. N. Ronning, A. P. Vannucci (éds.), *Ambassadors in foreign policy : the influence of individuals on U.S.-Latin American policy*, New York, Praeger, 1987, p. 101, cité par : John DEWITT, « The Alliance for Progress : economic warfare in Brazil (1962-1964) », *op. cit.*, p. 70.

¹²¹⁹ Cf. John DEWITT, « The Alliance for Progress : economic warfare in Brazil (1962-1964) », *op. cit.*, p. 70.

¹²²⁰ Cf. Afrânio GARCIA, « La construction interrompue : Celso Furtado, la guerre froide et le développement du Nordeste », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 121-122, mars 1998, p. 52-61 (citation à la p. 58) ; voir aussi, du même auteur, « La construction politique d'un avenir régional : Celso Furtado et la création de la SUDENE », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998, p. 123-132.

¹²²¹ Cf. Afrânio GARCIA, « La construction interrompue », *op. cit.*, p. 59.

¹²²² Cf. Albert O. HIRSCHMAN, *Journeys toward progress*, *op. cit.*, p. 126.

Amérique latine, l'Alliance, en conditionnant la concession de l'aide aux progrès dans ces réformes, favorisait l'ingérence des États-Unis dans le processus d'élaboration de politiques d'autres nations.¹²²³ Dès lors, le conditionnement au contexte international de la Guerre froide des décisions sur la destination de l'aide nord-américaine portera atteinte aux efforts en vue de la modernisation des structures économiques au *Nordeste* brésilien. D'où la proposition de Riordan Roett : « l'aide économique des États-Unis [...] a contribué à la rétention du pouvoir par l'oligarchie traditionnelle ». ¹²²⁴ L'auteur soutient que la méfiance des États-Unis envers la SUDENE et Furtado (qui mettait au même rang les buts économiques et les sociopolitiques de la modernisation) a rendu inviable toute collaboration entre l'agence nord-américaine et la brésilienne ; les États-Unis auraient dès lors « perdu une occasion de renforcer non seulement la structure économique et sociale de la région mais de soutenir l'important aspect politique du changement sociétal ». ¹²²⁵

¹²²³ *Ibid.*, p. 24.

¹²²⁴ Cf. Riordan ROETT, *The politics of foreign aid in the Brazilian Northeast*, *op. cit.*, p. x.

¹²²⁵ *Ibid.*, p. xi.

3. La dictature militaire au Brésil

3.1 La chute du gouvernement Goulart

L'inefficacité de l'action politique de Goulart en vue de l'obtention du soutien du centre et de la gauche modérée à la réalisation des réformes qu'il soutenait depuis le début de son gouvernement, accroît le poids politique des secteurs de droite, notamment les anti-réformistes. Sans appui politique pour la réalisation des réformes, le président se tourne plus décidément vers les secteurs populaires au début de 1964. Son message au peuple brésilien pour la nouvelle année démontre son insatisfaction avec les secteurs politiques qui seraient en train de faire obstacle aux réformes structurelles, pourtant nécessaires à la résorption de la crise économique. Goulart y affirme qu'il ne serait pas possible de contrôler l'inflation dans le cadre du système financier et des structures en vigueur ; la réalisation des réformes de base seraient dès lors le seul moyen d'éviter la stagnation et d'« assurer la tranquillité sociale ».¹²²⁶

La conjoncture internationale imposait, selon le président, des difficultés supplémentaires à cette entreprise. Il soutient tout de même que la nationalisation d'activités de service public se fait nécessaire dans l'intérêt de la collectivité, ainsi que la réglementation des transferts de capitaux et bénéfices vers l'étranger.¹²²⁷ Cherchant à reconquérir l'appui des syndicats, des paysans et des partis de gauche, Goulart propose une série de mesures à la fin de l'année 1963, comme l'élargissement des bénéfices sociaux des travailleurs (y compris des travailleurs ruraux), la révision des concessions gouvernementales (extraction de minerais, importation et distribution de pétrole et dérivés) ; le président intensifie aussi ses offensives pour la réforme agraire, qui rencontrait des obstacles au niveau du Congrès national.¹²²⁸ De telles démarches font accroître l'opposition à Goulart de la part des entreprises étrangères, exaspérant spécialement les investisseurs nord-américains, ainsi que de la part des entrepreneurs nationaux ; la signature du décret réglementant les rapatriements de bénéfices à l'étranger, en janvier 1964, viendra ajouter un élément de discorde dans les rapports entre le gouvernement Goulart et les investisseurs et créanciers étrangers. L'accent mis sur la réforme agraire permettra à la droite d'obtenir l'appui des secteurs conservateurs de la société, notamment en s'utilisant de la menace communiste supposément contenue dans les propositions de Goulart.

Le point culminant de l'offensive de la gauche pour les réformes de base sera

¹²²⁶ Cf. « Goulart pede reformas em 1964 contra a inflação », *Jornal do Brasil*, 1^{er} janvier 1964, p. 1.

¹²²⁷ *Ibid.*

¹²²⁸ Cf. Marieta de Moraes FERREIRA, « Goulart, João », *op. cit.* ; Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, *op. cit.*, chap. 8.

l'organisation d'un rassemblement populaire, avec la présence du président Goulart, le 13 mars 1964, à Rio de Janeiro (État dont le gouverneur, Lacerda, faisait forte opposition à Goulart). Au cours de ce rassemblement qui mobilise 150.000 personnes, Goulart signe deux décrets, l'un sur la nationalisation des raffineries de pétrole privées, l'autre sur la réforme agraire, considérant comme d'intérêt social et passibles d'expropriation les terres situées à proximité de routes et d'œuvres d'irrigation réalisées par le gouvernement fédéral (bénéficiant, donc, d'investissements publics).¹²²⁹ Goulart en appelle au Congrès national, dans son discours, pour qu'il réponde aux revendications populaires. Il affirme pouvoir compter sur l'appui des Forces armées pour que la libre manifestation du peuple soit assurée ; le rassemblement à Rio se déroulait, d'ailleurs, sous forte présence des forces de l'ordre, sur demande du président. Goulart achève son discours en réaffirmant les « propos inébranlables [du gouvernement] de lutter avec toutes ses forces pour les réformes fiscale, électorale, pour le vote des analphabètes, pour l'éligibilité de tous les brésiliens, pour la pureté de la vie démocratique, pour l'émancipation économique, pour la justice sociale et, aux côtés du peuple, pour le progrès du Brésil. »¹²³⁰ Si l'effet immédiat des décrets du 13 mars était modeste (des changements constitutionnels étant nécessaires pour rendre financièrement viable le paiement des expropriations), la signification de ce rassemblement était indéniable, comme observe Skidmore : « Jango s'était finalement tourné vers la gauche radicale ». ¹²³¹ Le président avait attaqué le principe de la propriété privée et faisait accroître les suspicions de la droite envers lui quant à son rejet des règles du jeu démocratique.

Dans son message au Congrès national, à l'ouverture des travaux législatifs de l'année 1964, le président appelle « à tous les brésiliens lucides et progressistes » de s'engager dans « la noble tâche de la transformation d'une société archaïque en une nation moderne, vraiment démocratique et libre » ; il affirme que « aucune force, interne ou externe, ne sera capable de contenir l'impulsion créatrice d'un peuple [...] résolu à progresser ». Affirmant la nécessité de réformes structurelles et institutionnelles, le président déclare avoir fait son choix « pour le combat aux privilèges et pour l'initiative des réformes de base, par la force desquelles se réalisera la substitution de structures et d'institutions inadéquates à la tranquille continuité de notre progrès et à l'établissement d'une vie [*convivência*] démocratique pleine et

¹²²⁹ L'intégralité du discours de João Goulart, du 13 mars 1964, a été publiée dans le *Jornal do Brasil*, le 14 mars 1964 ; ce discours a été republié dans : Oswaldo MUNTEAL *et al.* (org), *O Brasil de João Goulart, op. cit.*, p. 37-45. Pour une analyse du rassemblement populaire du 13 mars 1964, voir : Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964, op. cit.*, p. 284-293 : « A President's Fate : Friday the Thirteenth ».

¹²³⁰ Cf. João GOULART, « Discurso de 13 de março », in O. MUNTEAL *et al.* (org), *O Brasil de João Goulart, op. cit.*, p. 45.

¹²³¹ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964, op. cit.*, p. 289.

effective. »¹²³² Ayant rappelé que la campagne victorieuse pour le rétablissement du présidentielisme s'était faite sur la défense des réformes de base, Goulart réaffirme la « nécessité impérieuse de répondre aux attentes et réclamations de la Nation » ; afin de rendre viable l'approbation des réformes, il suggère au Congrès la convocation d'une consultation populaire pour la vérification de la « volonté nationale » à ce sujet.¹²³³ En concluant son message, Goulart souligne que le pays fait face à un « défi historique » de l'ampleur de « l'Indépendance, [de] l'Abolition de l'esclavage, [de] la Proclamation de la République et [de] la promulgation de la Législation travailliste » ; à ces occasions, « le développement pacifique du peuple brésilien » aurait été assuré par ceux qui ont eu « la sagesse et la grandeur de renouveler des institutions de base de la Nation, qui étaient devenues obsolètes. »¹²³⁴

La politique de conciliation tentée par Goulart semblait désormais définitivement révolue. Si la gauche radicale, après le rassemblement du 13 mars, considérait comme irréversible la mobilisation populaire en marche, Goulart restait « incapable d'articuler un programme cohérent pour la gauche », laquelle était toujours aussi divisée.¹²³⁵ Les secteurs conservateurs opposés à Goulart, par contre, se renforçaient. Des militaires modérés rejoignent les secteurs anti-Goulart, convaincus des propos du président de se servir des syndicats (y compris militaires) pour renverser la structure constitutionnelle ; le soutien de Goulart à une association de marins, à Rio de Janeiro, qui revendiquait, entre autres, la destitution du ministre de la Marine, est perçue comme une atteinte à la discipline militaire (Goulart nomme un nouveau ministre qui amnistie les marins rebelles)¹²³⁶. À São Paulo, en réaction au discours de Goulart à Rio (meeting de la *Central do Brasil*, le 13 mars), des groupes catholiques conservateurs (majoritairement féminins) organisent le 19 mars la *Marche de la Famille, avec Dieu et pour la Liberté*. Cette manifestation, à caractère anti-communiste et anti-Goulart, rassemble 500.000 personnes. À partir de l'analyse de la presse brésilienne de l'époque, A. de Seguin des Hons observe : « S'il est clair, pour l'historien, que le gouvernement de Goulart n'avait strictement aucune prétention de remettre en cause la cellule familiale ou la religion catholique, la sensation de la petite bourgeoisie en avril 1964

¹²³² Cf. João GOULART, *Mensagem ao Congresso Nacional, remetida pelo Presidente da República na abertura da sessão legislativa de 1964*, Brasília, 15 mars 1964, citations aux pages V-VII (introduction).

¹²³³ *Ibid.*, p. L et LVIII.

¹²³⁴ *Ibid.*, p. LIX-LX. Sur le message de Goulart au Congrès national (1964), on peut également consulter : Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, op. cit., p. 290-291.

¹²³⁵ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, op. cit., chap. 8, citation p. 291. Le gouverneur de Pernambouc, M. Arraes, et le député fédéral L. Brizola étaient les exposants de la gauche demandant des actions radicales : alors que le premier défendait le processus démocratique pour la réalisation d'une politique de redistribution des revenus et de la richesse (notamment par la réforme agraire), le second soutenait des positions plus radicales, rejetant toute possibilité de réforme dans le cadre de la structure politique existante. *Ibid.*, chap. 8.

¹²³⁶ *Ibid.* ; voir aussi : André de SEGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985*, op. cit., p. 101.

était totalement différente. »¹²³⁷

Pendant que les militaires s'organisaient pour la déposition de Goulart¹²³⁸, les secteurs civils appuyaient le mouvement conspirateur, sous le leadership des gouverneurs d'États hostiles à Goulart et de la presse, avec le soutien des classes moyennes.¹²³⁹ Tout en étant au courant des mobilisations militaires en vue de sa déposition, Goulart fournit une « justification finale » à ses opposants en participant à une réunion de sergents à Rio de Janeiro (à l'*Automóvel Clube*), le 30 mars.¹²⁴⁰ À cette occasion, Goulart prononce un discours dans lequel il attaque les intrigues contre son gouvernement et incite les sergents à respecter la hiérarchie légale sans jamais accepter le sectarisme ; il affirme qu'un coup contre le gouvernement serait un coup contre le peuple.¹²⁴¹ Retransmis à la télévision, le discours est décisif au déclenchement des manœuvres militaires : jugeant l'ordre constitutionnel compromis, le général Mourão Filho mobilise ses troupes à Minas Gerais et marche vers Rio de Janeiro le 31 mars 1964. À São Paulo, le général Kruehl rejoint le mouvement, envoyant ses troupes à Rio.¹²⁴² En même temps, l'Armée se trouvait dépourvue de commandement, le ministre de la Guerre de Goulart, Dantas Ribeiro (respecté par les officiers centristes), étant hospitalisé pendant toute cette période de crise. Goulart se déplace de Rio à Brasília le 1^{er} avril afin d'organiser la résistance au mouvement militaire, ayant donné des ordres à Rio pour que ne soit déclenché aucun conflit militaire. La situation à Brasília n'étant pas favorable au président, il poursuit son voyage vers le Rio Grande do Sul. Face à l'absence de Goulart, le président du Sénat déclare vacante la Présidence de la République et investit le président de la Chambre des Députés, Ranieri Mazzilli, comme président intérimaire. Cette manœuvre politique aurait été légale si le Goulart avait quitté le territoire national sans la permission du Congrès (violant la Constitution). Le président se trouvait toutefois à Rio Grande do Sul, où il

¹²³⁷ Et l'auteur de conclure : « L'anathème jeté depuis des décennies contre le communisme par la grande presse, l'assimilation de João Goulart et des populistes à des 'bolcheviques', des athées, des dictateurs en puissance avaient porté leurs fruits au sein d'une classe moyenne traditionaliste et catholique. » Cf. André de SEGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985, op. cit.*, p. 101.

¹²³⁸ Si à d'autres moments de l'histoire brésilienne, des mouvements conduits par les chefs des trois armes avaient permis le maintien du système démocratique (garantie à la réalisation des élections en 1945 et de l'investiture de Kubitschek en 1954), en 1964 la conspiration contre Goulart n'était pas soutenue par ses ministres militaires et a correspondu au renversement de la légalité. *Ibid.*, p. 102-103.

¹²³⁹ Faisaient opposition à Goulart notamment les gouverneurs des États de Guanabara (Carlos Lacerda), de Minas Gerais (Magalhães Pinto), de São Paulo (Adhemar de Barros) et de Rio Grande do Sul (Ildo Meneghetti) ; le directeur du journal *O Estado de S. Paulo*, Julio de Mesquita Filho, est également cité comme un des leaders civils du mouvement conspirateur, appuyé, entre autres, par les journaux *O Globo*, *Jornal do Brasil* et *Correio da Manhã*. Cf. André de SEGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985, op. cit.*, p. 102 ; Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964, op. cit.*, p. 299 ; Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985, op. cit.*, p. 14.

¹²⁴⁰ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964, op. cit.*, p. 300.

¹²⁴¹ Pour le discours de Goulart du 30 mars et les réactions qui s'ensuivent, voir : *Jornal do Brasil*, 31 mars 1964.

¹²⁴² Ami de Goulart et défenseur de la « légalité », le général Kruehl aurait insisté (le 31 mars) pour que le président renonce à ses liaisons avec le CGT (Comando Geral dos Trabalhadores) communiste afin de sauver son mandat ; le président lui affirmant ne pas pouvoir abandonner les forces populaires qui le soutenaient, Kruehl rejoint les conspirateurs. *Ibid.*, p. 299-300.

s'oppose également à toute résistance par la violence, contrariant le gouverneur Brizola qui soutenait vivement une résistance armée. Le 4 avril Goulart s'exile finalement en Uruguay, attitude que suivra aussi Brizola.¹²⁴³

Ayant été invité à intégrer, comme représentant du Brésil, de l'Equateur et de Haïti le Comité interaméricain de l'Alliance pour le progrès, Furtado participait à une réunion à Washington lors des moments qui précèdent le déclenchement de la crise institutionnelle au Brésil. S'il n'était pas personnellement au courant des mouvements en cours au Brésil à ce moment-là, il a pu observer à Washington que le comportement des autorités nord-américaines envers lui (des questions évasives, des non-dits) laissait présager des changements prochains dans la situation politique au Brésil. Furtado lui-même considérait qu'au Brésil « la corde tendue qui soutenait la légalité arrivait à la limite de sa résistance ».¹²⁴⁴ Alors qu'après la disparition de Kennedy les idées initiales de l'Alliance pour le progrès semblaient à Furtado avoir été formellement abandonnées, sa désignation au CIAP a été tout de même soutenue par les États-Unis : possiblement son nom « traduisait un certain message qu'il convenait de préserver dans le cadre du programme », suggère-t-il.¹²⁴⁵ L'ouverture des travaux du CIAP à Washington a été l'occasion pour Furtado d'exprimer son point de vue sur le programme de coopération internationale, alors qu'il avait pu observer au Brésil l'instrumentalisation de l'Alliance en vue de combattre l'infiltration communiste. Dans son discours, Furtado soulignera l'importance des nouvelles formes de coopération internationale, l'Alliance pour le progrès en étant un exemple. Néanmoins, selon lui, on pouvait remarquer une « tendance de la part du gouvernement des États-Unis à donner un caractère de plus en plus politique à l'aide qu'il était déjà en train de concéder ». Et Furtado d'ajouter :

« Il est fondamental que l'on reconnaisse que le développement ne peut être qu'une tâche de la responsabilité de chaque peuple. Il n'est pas du ressort de la coopération internationale de mettre sous sa tutelle le développement latino-américain, mais de contribuer à réduire ses coûts sociaux et d'éviter que les tensions s'amplifient endommageant la cohabitation internationale. »¹²⁴⁶

Lors de son retour au Brésil, Furtado déclare à la presse que les latino-américains et nord-américains avaient admis à la réunion du CIAP l'insuccès de l'Alliance pour le progrès. À son avis, les problèmes venaient du fait que le Département d'État nord-américain contrôlait le programme, alors qu'un contrôle multilatéral était nécessaire : « Les politiques

¹²⁴³ Nous nous appuyons ici sur la description de la « chute de Goulart » présentée dans : Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, op. cit., p. 294-302.

¹²⁴⁴ Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 276.

¹²⁴⁵ *Ibid.*, p. 275.

¹²⁴⁶ Des passages de son discours au CIAP, au mois de mars 1964, sont repris par Furtado dans : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 276.

économiques des pays de l'Amérique latine ne peuvent pas rester soumis aux organes étrangers », car cela serait incompatible avec l'idée de souveraineté nationale, aurait-il affirmé. En outre, Furtado souligne que la Charte de Punta del Este établissait un compromis entre les élites latino-américaines (qui reconnaissaient l'impératif des réformes, principalement l'agrarie) et le gouvernement nord-américain (disposé à reformuler sa politique de coopération). Il observe, toutefois, que les compromis n'ont pas été tenus : du côté des élites latino-américaines, si elles parlaient toujours de réformes, elles n'avaient pas modifié les privilèges sur lesquels elles s'appuyaient ; du côté des États-Unis, le contenu politique aurait prédominé dans la mise en œuvre de l'Alliance. Les études subséquentes du CIAP devaient dès lors proposer une reformulation de la politique de l'Alliance pour le progrès.¹²⁴⁷ Les événements en cours au Brésil écarteraient Furtado de ces discussions futures.

De retour à Recife le 31 mars 1964, Furtado est à son bureau à la SUDENE quand l'information du soulèvement militaire lui parvient ; il décide de rejoindre M. Arraes au siège du gouvernement de Pernambouc, désirant « assumer une position qui [l'] identifiait avec les forces qui luttent pour préserver l'ordre démocratique dans le pays ». ¹²⁴⁸ Suivant une demande du président Goulart, Arraes essaierait de rassembler les gouverneurs de la région autour d'un « manifeste légaliste en défense des mandats et de la Constitution ». ¹²⁴⁹ Les gouverneurs consultés ont préféré, toutefois, attendre le déroulement des événements, sans s'engager clairement à défendre la Constitution (à l'exception du gouverneur du Piauí). À la SUDENE, le 1^{er} avril, répondant à un appel du CGT, les fonctionnaires se mettent en grève, ce qui débilite encore plus la situation de M. Arraes, dont le mandat était menacé. ¹²⁵⁰ Observant le mouvement des forces militaires locales, Furtado décide de s'entretenir directement avec le commandant de IV^e armée à Recife, général Justino Alves, afin de découvrir les intentions des militaires locaux. Malgré les commentaires vagues du général (sur la nécessité d'un changement politique du gouvernement Goulart, du rétablissement de l'ordre, etc.), Furtado comprendra bientôt que sa position était prise : le matin du 1^{er} avril les militaires se prononcent en faveur des rebelles, affirmant le respect aux mandats de ceux partageant leurs points de vue. Le message s'adressait à Arraes qui n'acceptera, cependant, ni

¹²⁴⁷ Cf. « Estudos da CIAP sobre a Aliança », *O Estado de S. Paulo*, 2 avril 1964, p. 21. En citant le *Jornal do Comércio* (Rio de Janeiro) du 1^{er} avril 1964, J. Page rapporte que Furtado déclare à la presse, en rentrant de la réunion du CIAP à Washington, qu'une reformulation de l'Alliance était nécessaire, car le pouvoir en Amérique latine était aux mains d'élites qui n'entendaient aucunement renoncer à leur « constellation de privilèges ». Comme le fait remarquer Page, Furtado allait bientôt connaître les implications d'une telle proposition. Cf. Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, op. cit., p. 195.

¹²⁴⁸ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, op. cit., p. 290. Furtado décrit les événements du 31 mars et du 1^{er} avril à Recife dans l'ouvrage cité, p. 289-299, « A deposição do governador Arraes » [La déposition du gouverneur Arraes].

¹²⁴⁹ *Ibid.*, p. 291.

¹²⁵⁰ *Ibid.*, p. 292.

de renoncer à son mandat ni de se prononcer publiquement en faveur du comportement des soulevés.¹²⁵¹ L'impasse prend fin avec l'arrestation d'Arraes par les militaires¹²⁵² ; impossibilité d'exercer ses fonctions, Arraes fait l'objet d'une procédure de destitution à l'Assemblée législative de l'État, ce qui permet l'investiture légale du vice-gouverneur (Paulo Guerra, grand propriétaire, accepté par les militaires).¹²⁵³ Bénéficiant d'une remise en liberté en avril 1965, Arraes demandera asile à l'ambassade de l'Algérie et sera autorisé à quitter le Brésil ; exilé à Alger, il sera tout de même condamné postérieurement à vingt-trois ans de prison par un tribunal militaire au Brésil.¹²⁵⁴

Celso Furtado est enlevé de ses fonctions à la SUDENE par un ordre du commandant de la IV^e Armée. Furtado est remplacé par un militaire qui travaillait sous ses ordres à la SUDENE, lequel « s'efforçait de donner l'impression que tout se passait 'entre amis' ».¹²⁵⁵ Toutefois, la « chasse aux sorcières » s'étant installée, beaucoup de collaborateurs de Furtado n'étaient plus présents à la SUDENE quand son concepteur et directeur la visite pour la dernière fois afin de récupérer ses documents personnels. Furtado part aussitôt à Brasília où, installé chez sa sœur, il observe le déroulement des événements. Le climat d'insécurité installé à Recife l'oblige à un départ discret, surveillé par des compagnons de la SUDENE. Furtado souligne n'avoir jamais envisagé « un point final si mélancolique »¹²⁵⁶ pour l'Opération *Nordeste* qui, à l'origine de la SUDENE, avait permis au *Nordeste* d'émerger comme entité politique.

De Brasília, Furtado observe la multiplication des arrestations, les comparant à un « minutieux plan préparé pour démanteler toute la capacité de résistance de la société

¹²⁵¹ *Ibid.*, p. 292-294.

¹²⁵² Après avoir été informé par les militaires rebelles qu'il avait été enlevé de ses fonctions, Arraes décide de rester au siège du gouvernement, sous l'argument que son mandat ne pourrait lui être enlevé que par le peuple qui l'avait élu ; plus tard dans la journée du 1^{er} avril, Arraes y sera arrêté par les militaires. J. Page observe que la décision de quitter le palais du gouvernement (afin d'entamer une résistance au coup d'État) aurait été « suicidaire ». N'étant pas un « révolutionnaire » ni un leader militaire, mais un défenseur « de la légalité, de la démocratie et de la Constitution », Arraes aurait jusqu'au bout soutenu ses principes. Comme l'affirme J. Page : « His mistake was to believe that legal means could bring about truly radical change in Brazil. » Et l'auteur de conclure : « Miguel Arraes and his supporters hoped to apply the rhetoric of democracy to the reality of the Northeast. They failed to realize the inherent limitations of democratic action, which tends to fade before tanks and troops. » Cf. Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, *op. cit.*, p. 200 et p. 220 (pour la dernière phrase citée).

¹²⁵³ *Ibid.*, p. 201. Le coup d'État militaire, notamment du point de vue du *Nordeste*, est traité par Page dans le chapitre 14 de l'ouvrage cité ; le témoignage de Celso Furtado (entretien accordé à Paris, en mai 1968) est un des éléments sur lesquels Page base sa reconstitution de ces événements.

¹²⁵⁴ *Ibid.*, p. 224.

¹²⁵⁵ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 300. Furtado raconte ses derniers jours au Brésil, dès sa sortie de Recife jusqu'à son départ pour le Chili, dans l'ouvrage cité, p. 300-306, « A retirada » [Le retrait]. Le journal *O Estado de S. Paulo* informait, dans son numéro du 7 avril 1964, que le général Expedito Sampaio avait été désigné par le commandant de la IV^e Armée pour le poste de Celso Furtado à la SUDENE ; une réunion avec des fonctionnaires de la USAID allait avoir lieu ce jour même.

¹²⁵⁶ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 301.

civile. »¹²⁵⁷ Observant la circulation incessante de véhicules militaires, qu'il compare au scénario de *La peste* d'Albert Camus, Furtado apprend le 10 avril 1964 la cassation de ses droits politiques : « Interdit de s'occuper de la chose publique ! Procès secret. Probablement l'accusation avait été la même faite à Socrate : pervertir la jeunesse ! », s'exclame-t-il dans ses mémoires¹²⁵⁸. Sa surprise était d'autant plus grande que des généraux en tête de la « révolution », Castelo Branco et Costa e Silva, avaient loué le travail réalisé par la SUDENE lorsqu'ils avaient été en charge de la IV^e Armée à Recife.¹²⁵⁹

Voyageant à Rio de Janeiro, Furtado peut observer la situation difficile à laquelle est contraint quelqu'un dont les droits politiques ont été enlevés : la crainte de représailles rendait les rencontres occasionnelles dans les rues embarrassantes, en même temps que lui-même était conseillé de ne pas s'exposer ; beaucoup de ses amis avaient déjà été arrêtés ou se trouvaient exilés dans des ambassades. Furtado décide alors de répondre à une invitation de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES), organisme lié à la CEPAL, établi à Santiago du Chili. Il s'agissait de prononcer une série de conférences, pendant une période de trois mois, après lesquelles il partirait enseigner aux États-Unis.

Si le gouvernement brésilien avait suspendu ses droits politiques, Furtado était toujours le représentant de deux autres pays, l'Équateur et Haïti, au sein du CIAP. Il était alors en charge d'un mandat international (auquel il n'avait pas encore renoncé et que le gouvernement brésilien n'avait pas le pouvoir de lui enlever), et disposait d'un passeport diplomatique, avec lequel il comptait partir à l'étranger. La mobilisation en vue d'assurer le départ de Furtado a été importante : son chemin vers l'aéroport et son embarquement ont été accompagnés par le journal *Correio da Manhã*¹²⁶⁰ ; en outre, il est conduit à l'aéroport par une voiture de l'ambassade du Chili, accompagné d'un diplomate qui pourrait répondre à une éventuelle demande d'asile.¹²⁶¹ A propos de son départ, Furtado observe qu'il doit être « le seul individu privé de droits à sortir de son pays sous la couverture d'un passeport

¹²⁵⁷ *Ibid.*

¹²⁵⁸ *Ibid.*, p. 302.

¹²⁵⁹ Des années plus tard, Furtado saura qu'à l'origine de la cassation de ses droits était le colonel José Costa Cavalcanti, élu député fédéral, et allié de ex-gouverneur de Pernambouc, Cid Sampaio ; sa cassation aurait donc été un message des « oligarques du sucre ». *Ibid.*, p. 303.

¹²⁶⁰ Le quotidien libéral *Correio da Manhã* avait appelé à la chute de Goulart, mais, insatisfait face aux actes arbitraires du régime militaire, passe à réclamer le respect de la Constitution et des libertés individuelles. Cf. André de SEGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985*, *op. cit.*, p. 104-105.

¹²⁶¹ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 304-305. A l'aéroport, avant son départ au Chili, dans la matinée du 14 mai 1964, Furtado refuse de commenter « l'acte éminemment politique » de la cassation de ses droits. Il affirme à cette occasion qu'après sa mission au Chili, il rejoindrait l'Université Yale, aux États-Unis. Parmi les invitations reçues de l'étranger après la cassation de ses droits politiques, il cite celles des universités nord-américaines Harvard, Columbia et Yale, de l'ONU (CEPAL, BID, ILPES), de l'Institut Di Tella (Argentine), des commissions de planification des gouvernements bolivien et vénézuélien, des Universités du Chili et du Mexique et aussi d'institutions anglaises. Cf. *Correio da Manhã*, 15 mai 1964.

diplomatique ». ¹²⁶² En partant au Chili, Furtado entamait un long séjour à l'étranger.

3.2 Le rôle des États-Unis et la répercussion internationale du coup d'État de 1964

Comme a observé Joseph Page, si la conspiration contre Goulart n'a pas été conçue à Washington, elle a toutefois reçu un fort encouragement des États-Unis. ¹²⁶³ Les déclarations du Secrétaire d'État adjoint pour les affaires interaméricaines, Thomas C. Mann, témoignent du pragmatisme de l'administration Johnson envers l'Amérique latine : les États-Unis n'auraient dorénavant pas de « position *a priori* contre des gouvernements arrivant au pouvoir par coup d'État militaire », ce qui sera connu comme la « doctrine Mann ». ¹²⁶⁴ La presse nord-américaine perçoit telles déclarations comme un encouragement aux militaires brésiliens pour une action contre Goulart. Tout à fait au courant des mouvements putschistes, l'ambassade nord-américaine aurait assuré l'assistance des États-Unis aux conspirateurs brésiliens. Au moment crucial de la crise (fin mars) Lincoln Gordon aurait même choisi d'annuler un déplacement programmé au *Nordeste* afin de rester à Rio. ¹²⁶⁵ Gordon venait de rentrer des États-Unis où il avait participé au meeting dans lequel Thomas Mann expose à des fonctionnaires de l'administration et aux ambassadeurs nord-américains et directeurs de l'USAID en Amérique latine son approche concernant la politique étrangère pour la région. De Rio de Janeiro, Gordon maintient informées les autorités nord-américaines sur les mouvements des groupes militaires au Brésil ; il envoie des messages aux principaux

¹²⁶² Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 305.

¹²⁶³ Cf. Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, *op. cit.*, p. 190.

¹²⁶⁴ Cf. « What is the Mann Doctrine ? », *New York Times*, 21 mars 1964, cité dans : James N. GREEN, *We cannot remain silent : opposition to the Brazilian military dictatorship in the United States*, Durham, Duke University Press, 2010, p. 36.

¹²⁶⁵ Cf. Joseph A. PAGE, *The revolution that never was*, *op. cit.*, p. 189-190. Thomas Skidmore, à son tour, souligne qu'aucune évidence ne permet d'affirmer que les États-Unis ont sponsorisé ou dirigé les conspirateurs militaires brésiliens (cf. *Politics in Brazil, 1930-1964*, *op. cit.*, p. 324-325). En 1977, Phyllis Parker, ayant travaillé sur des fonds de la Bibliothèque présidentielle Lyndon B. Johnson rendus accessibles au public (1975), dévoile la mise en place d'une opération de support militaire et logistique aux forces anti-Goulart : l'Opération *Brother Sam*. Les documents mettaient en évidence le rôle de l'ambassadeur Gordon dans le support nord-américain à la conspiration militaire et au gouvernement qui s'installe après le coup d'État. Conçue à Washington, l'Opération *Brother Sam* comprenait une force navale et l'approvisionnement en combustibles, armes et munitions aux conspirateurs. Après le dévoilement de cette opération, Gordon (qui niait toute implication des États-Unis dans la conspiration) soutient qu'il ne s'agissait pas d'une force de combat, visant à une intervention militaire ; son but serait l'approvisionnement en dérivés du pétrole des forces jugées démocratiques (tout en décourageant l'autre côté par la présence nord-américaine), et l'éventuelle évacuation des citoyens nord-américains en cas de guerre civile. Sur les « multiples versions » du coup d'État de 1964 au Brésil soutenues par Gordon (et son inlassable défense des propos de la « révolution » militaire), voir l'article : James N. GREEN, Abigail JONES, « Reinventando a história : Lincoln Gordon e as suas múltiplas versões de 1964 » [Reinventing history: Lincoln Gordon and his multiple versions of 1964], *Revista Brasileira de História*, vol. 29, n° 57, p. 67-89, 2009. Sur le rôle des États-Unis dans le coup d'État de 1964, voir : Phyllis PARKER, *Brazil and the quiet intervention, 1964*, *op. cit.* ; cette dissertation (de l'Université du Texas, Austin) a été publiée au Brésil, en 1977, sous le titre : *1964 : o papel dos Estados Unidos no golpe de Estado de 31 de março* (Rio de Janeiro, éd. Civilização Brasileira).

gouverneurs d'État brésiliens insistant sur l'importance de l'aspect de légitimité et de défense de la Constitution dans les actions en cours. En effet, le Département d'État (Dean Rusk) avait souligné à Gordon, en télégramme daté du 30 mars, qu'il était hautement souhaitable que toute intervention militaire s'accompagne d'une démonstration de l'inconstitutionnalité de l'action de Goulart. Nonobstant, Rusk précise, l'action nord-américaine ne devait pas être « paralysée par des subtilités [niceties] théoriques si les options sont clairement entre les forces authentiquement démocratiques du Brésil et une dictature dominée par les communistes. »¹²⁶⁶ Quant à l'assistance militaire nord-américaine (force navale basée sur la zone du Canal du Panama), le Département d'État informe l'ambassadeur qu'elle ne pourrait pas arriver avant dix jours. Selon Gordon, le plan d'aide militaire aux conspirateurs était un « plan de contingence, ignoré des brésiliens, basé sur l'hypothèse d'une guerre civile qui n'a jamais été près de se matérialiser » ; il soutient, en outre, qu'aucun plan conjoint n'avait été établi entre les États-Unis et les forces armées putschistes.¹²⁶⁷ En tout cas, le support nord-américain aurait été fondamental pour l'organisation des forces conspiratrices, ainsi que pour la conformation d'un cadre de légalité constitutionnelle que la chronologie des événements ne permettait pas de vérifier.

Dans l'interprétation du coup d'État au Brésil présentée aux États-Unis (presse et autorités diplomatiques), prédominait l'idée que la déposition du président Goulart était nécessaire afin d'écarter le désordre et le péril communiste au Brésil.¹²⁶⁸ En effet, le contexte de la Guerre froide était présent dans l'action de la politique étrangère nord-américaine au Brésil dans les années précédant le coup d'État militaire. Le support à l'élection d'adversaires politiques de Goulart dans les États de la fédération, ainsi que la concession de l'aide étrangère des États-Unis prioritairement aux gouverneurs alignés avec leurs intérêts sont des exemples de l'ingérence nord-américaine dans la vie politique brésilienne dans cette période. A la direction de la SUDENE, Furtado était considéré comme ayant des liaisons avec le mouvement communiste qui, selon la droite brésilienne, s'apprêtait à prendre le pouvoir avec le soutien de Goulart.¹²⁶⁹ Si dans les années postérieures au coup d'État au Brésil les autorités

¹²⁶⁶ Cf. Lincoln GORDON, *Brazil's second chance*, *op. cit.*, p. 69-70 (Télégramme 1296 du Département d'État à l'Ambassade des États-Unis à Rio de Janeiro, daté du 30 mars 1964, Washington, 9:52 p.m.).

¹²⁶⁷ *Ibid.*, p. 68 (voir p. 68-71 pour l'échange de télégrammes entre le Département d'État et l'ambassade des États-Unis à Rio, datés du 30 et du 31 mars 1964).

¹²⁶⁸ Sur ce point, voir : James N. GREEN, *We cannot remain silent*, *op. cit.*

¹²⁶⁹ Dans un entretien fort instructif accordé par le député Bilac Pinto (leader du parti de droite UDN), en avril 1964, à Eduardo Galeano, est affirmée l'existence d'une « guerre révolutionnaire » au Brésil, de laquelle Goulart aurait été complice. Selon le député de droite (et proche du général Castelo Branco, « élu » président après le coup d'État), les communistes avançaient rapidement vers la prise du pouvoir dans les mois qui ont précédé le coup d'État - ou la « révolution rédemptrice », selon ses partisans. Pour démanteler la « conspiration communiste », ce même député avait auparavant exhorté la population civile à entreprendre la lutte armée. Selon lui, les communistes s'étaient infiltrés dans toutes les sphères du gouvernement, y compris à la SUDENE, l'organisation dirigée par Furtado, où, selon ses informations, « Si l'on n'était pas communiste, l'on n'entrerait

nord-américaines désavouaient toute participation dans les événements, Lincoln Gordon, ambassadeur nord-américain au Brésil de 1961 à 1966, reconnaîtra néanmoins en 1976 que les États-Unis, sous la présidence de Lyndon Johnson, étaient prêts à intervenir militairement en 1964 afin d'éviter une prise du pouvoir par l'extrême-gauche au Brésil.¹²⁷⁰ En effet, tout de suite après le coup d'État au Brésil, les États-Unis apportent leur soutien au remplaçant de João Goulart, le président de la Chambre des députés (fédérale) Ranieri Mazzili. Le président intérimaire du Brésil, investi avant même le départ à l'étranger ou la démission de Goulart (le fait de quitter le territoire national sans l'accord préalable du Congrès aurait configuré la vacance du pouvoir selon la Constitution brésilienne) reçoit un télégramme du président Lyndon Johnson reconnaissant le nouveau régime.¹²⁷¹ L'ambassadeur nord-américain au Brésil, Lincoln Gordon, serait à l'origine de cet acte de reconnaissance si rapide.¹²⁷² Selon Gordon, la précipitation de la reconnaissance du nouveau gouvernement a été due à la crainte d'une radicalisation des disputes politiques dans le pays ; ce geste de soutien de la part de Washington - à une solution extra-constitutionnelle, comme Gordon admettra plus tard avoir été le renversement du gouvernement Goulart - aurait pour but d'aider à réduire la menace d'une guerre civile au Brésil.¹²⁷³ Tout de suite après le message du président L. Johnson à R.

pas ». A propos des sources qui propageaient les informations sur la guerre révolutionnaire des communistes au Brésil, et sur l'appartenance politique de Furtado, le témoignage du député UDN est révélateur : « Furtado était communiste. [...] L'ambassadeur nord-américain me l'a dit. » Cf. Eduardo H. GALEANO, *Nosotros decimos no : crónicas (1963/1988)*, 7^e éd., Mexico, Siglo XXI, 2001, citations p. 45.

¹²⁷⁰ Cf. Robert D. McFADDEN, « Lincoln Gordon dies at 96 ; Educator and Ambassador to Brazil », *The New York Times*, 21 décembre 2009.

¹²⁷¹ Le message de Lyndon B. Johnson à Ranieri Mazzilli, envoyé le 2 avril 1964, était le suivant :

« PLEASE accept my warmest good wishes on your installation as President of the United States of Brazil. The American people have watched with anxiety the political and economic difficulties through which your great nation has been passing, and have admired the resolute will of the Brazilian community to resolve these difficulties within a framework of constitutional democracy and without civil strife.

The relations of friendship and cooperation between our two governments and peoples are a great historical legacy for us both and a precious asset in the interests of peace and prosperity and liberty in this hemisphere and in the whole world. I look forward to the continued strengthening of those relations and to our intensified cooperation in the interests of economic progress and social justice for all and of hemispheric and world peace. »

Cf. Lyndon B. JOHNSON, « Message to the new President of Brazil » (April 2, 1964), in J. T. WOOLLEY, G. PETERS, *The American Presidency Project* [en ligne], *op. cit.*, disponible sur <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=26136> [réf. du 1^{er} mai 2012].

¹²⁷² Cf. Lincoln GORDON, « Transcript, Lincoln Gordon Oral History Interview I, July 10, 1969, by Paige E. Mulhollan » [en ligne]. *LBJ Library Oral History Collection*. Disponible sur : <http://www.lbjlib.utexas.edu/johnson/archives.hom/oralhistory.hom/Gordon-L/Gordon.pdf> [réf. du 20 février 2012].

¹²⁷³ Cf. l'entretien accordé par L. Gordon à E. Gaspari : Lincoln GORDON, « Quase renunciéi no AI-1 », *Veja*, n° 167, 17 novembre 1971. Si Gordon affirme avoir cru à une solution respectant la Constitution du pays avec le renversement de Goulart du pouvoir par les militaires, il se dira néanmoins « choqué » par le premier Acte Institutionnel (AI), publié le 9 avril 1964 ; cet acte déterminait que la légitimité du Congrès venait du « mouvement révolutionnaire », réduisait les libertés politiques et écartait les opposants. Selon Gordon, une telle « violation des principes constitutionnels » (survenue une semaine après le télégramme de L. Johnson à R. Mazzili) aurait pu l'inciter à ne pas recommander à Washington la reconnaissance du nouveau gouvernement ; en tout cas, le nouveau régime étant déjà reconnu par les États-Unis, il affirmait avoir confiance dans l'intégrité du maréchal Castelo Branco, « élu » président quelques jours après la publication de l'AI n° 1. En effet, dans un autre entretien accordé quelques années plus tard, Gordon affirmait qu'il était plus facile de traiter avec Castelo Branco qu'avec son successeur Costa e Silva, dont le gouvernement était « moins engagé par rapport à la

Mazzilli reconnaissant le nouveau gouvernement brésilien, le Secrétaire d'État Dean Rusk déclare à la presse (le 3 avril) que la Constitution brésilienne avait été respectée pendant les événements récents, et que les États-Unis avaient l'intention de rétablir rapidement son aide au Brésil (pour le paiement des dettes et pour le développement économique). Selon Rusk, Goulart n'aurait été victime que de ses propres actes et des extrémistes qui l'entouraient ; la « coalition démocratique » (gouverneurs, leaders militaires et politiques) qui l'a renversé cherchait à éviter l'instauration d'un système totalitaire au Brésil.¹²⁷⁴

Un « Commandement suprême de la révolution » a été organisé le 2 avril 1964 par le général Arthur da Costa e Silva, porte-parole de la « ligne dure » des « révolutionnaires » et ministre de la Guerre du nouveau gouvernement¹²⁷⁵, qui le composait conjointement avec le vice-amiral Augusto Rademaker de la Marine et le lieutenant-brigadier Correia de Melo de l'Armée de l'Air. Dans son premier acte publié le 9 avril, les Commandants en chef des trois armes, chargés de « la réalisation des objectifs révolutionnaires », se dirigeaient à la Nation affirmant que « le mouvement civil et militaire » ouvrait une « nouvelle perspective » au futur du Brésil et configurait une « authentique révolution ».¹²⁷⁶ La « révolution » s'octroie ainsi le droit de réduire les pouvoirs du Congrès national : ce n'est pas le Congrès qui la légitime, car une « révolution victorieuse [...] se légitime par elle-même »¹²⁷⁷ ; bien au contraire, la légitimation du Congrès vient de l'Acte institutionnel alors publié, « résultant de l'exercice du Pouvoir Constituant, inhérent à toutes les révolutions ». Cette « révolution » ayant été nécessaire, selon les putschistes, pour destituer un gouvernement qui « se disposait à bolcheviser le pays », c'est à elle qu'échoirait l'organisation du nouveau gouvernement. Les militaires se réclament la mission de restaurer l'ordre économique et financier au Brésil, visent à entreprendre sa reconstruction politique et morale et la restauration de l'ordre interne et du prestige international de la Patrie. Pour ce faire, le nouveau Président devrait être en mesure de purger le gouvernement et l'administration des éléments communistes y

coopération avec les États-Unis » ; Castelo Branco avait même été parfois « trop favorable aux États-Unis » alors qu'« une certaine indépendance en matière de politique étrangère est très utile », comme l'a souligné L. Gordon. Cf. Lincoln GORDON, « Porque menti sobre 1964 » [entretien à E. Fernandes], *Manchete*, 22 janvier 1977.

¹²⁷⁴ Cf. James MINIFIE, « Dean Rusk tratou longamente da situação no Brasil em sua entrevista coletiva à imprensa », *O Estado de S. Paulo*, 4 avril 1964, p. 2.

¹²⁷⁵ En raison de son ancienneté dans l'Armée active à Rio, Costa e Silva s'est nommé lui-même au ministère de la Guerre et a annoncé l'organisation d'un Commandement suprême révolutionnaire. Ce commandement « extralégal » fut légitimé par la nomination de ses trois membres comme ministres militaires par le président en intérim R. Mazzilli. Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., p. 19.

¹²⁷⁶ Cf. BRASIL [Comando Supremo da Revolução], « Ato Institucional [n° 1], de 9 de Abril de 1964 », *Diário Oficial da União*, Seção 1, 09/04/1964, p. 3193.

¹²⁷⁷ *Ibid.*

infiltrés.¹²⁷⁸

L'Acte institutionnel du 9 avril 1964 (AI-1), « charte politique du mouvement révolutionnaire brésilien »¹²⁷⁹, s'il maintenait en vigueur la Constitution fédérale de 1946 et celles des États, il en instituait néanmoins des modifications, notamment en ce qui concerne les pouvoirs du président de la République. Entre autres, l'AI-1 déterminait : l'élection immédiate du nouveau président (et du vice-président) par le Congrès national, et sans inéligibilités pour ce scrutin, contredisant l'élection au suffrage universel direct prévu par la Constitution et allégeant les conditions d'inéligibilité des militaires¹²⁸⁰ ; modification des conditions d'instauration de l'état de siège ; la suspension pendant six mois des garanties constitutionnelles de stabilité de la fonction publique et de l'inamovibilité, ouvrant la voie à des procédures de mise en retraite forcée en raison d'atteinte « [à] la sécurité du Pays, [au] régime démocratique et [à] la probité de l'administration publique », moyennant une « instruction sommaire »¹²⁸¹ ; par l'article 10 de l'AI-1, « dans l'intérêt de la paix et de l'honneur national », les Commandants en chef s'octroient la possibilité de suspendre les droits politiques (pour une période de dix ans) ainsi que de procéder à la cassation des mandats législatifs (fédéraux, étatiques ou municipaux), ces opérations n'étant passibles d'aucun contrôle judiciaire, ni soumises à aucune limitation prévue par la Constitution¹²⁸². L'AI-1 donnait ainsi « l'apparence de la légalité aux excès commis dans les premiers jours de la Révolution »¹²⁸³.

Configurant l'organisation d'une « justice politique », voire d'une « chasse aux sorcières »¹²⁸⁴, l'AI-1 a été suivi d'une première liste de suspension de droits politiques, publiée le 10 avril 1964. Une centaine de personnalités - haut fonctionnaires, hommes politiques, intellectuels, militaires - ont ainsi été déchues de leurs droits politiques, à l'exemple du leader communiste Luís Carlos Prestes, des ex-présidents João Goulart et Jânio Quadros, du gouverneur de l'État de Pernambouc Miguel Arraes, de ancien ministre de l'Éducation et alors chef de la Maison civile du Président Goulart, l'anthropologue Darcy Ribeiro¹²⁸⁵, de l'ancien ministre du Plan et alors superintendant de la SUDENE, Celso

¹²⁷⁸ *Ibid.*

¹²⁷⁹ Pour une analyse du premier Acte institutionnel du gouvernement militaire, voir Jacques-Bernard HERZOG, « Observations sur la situation constitutionnelle du Brésil : l'Acte institutionnel du 9 avril 1964 », *Revue Internationale de Droit Comparé*, vol. 17, n° 2, avril-juin 1965, p. 433-442 (citation à la page 435).

¹²⁸⁰ Point soulevé par Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, *op. cit.*, p. 21.

¹²⁸¹ Cf. BRASIL [Comando Supremo da Revolução], « Ato Institucional [n° 1], de 9 de Abril de 1964 », *op. cit.*

¹²⁸² *Ibid.*

¹²⁸³ Cf. Jacques-Bernard HERZOG, « Observations sur la situation constitutionnelle du Brésil : l'Acte institutionnel du 9 avril 1964 », *op. cit.*, p. 441.

¹²⁸⁴ Selon l'analyse de Jacques-Bernard Herzog (*ibid.*, p. 440).

¹²⁸⁵ Darcy Ribeiro, selon ses propres déclarations, aurait essayé de convaincre le Président Goulart, lors du coup d'État, à entreprendre une résistance armée par le biais d'avions militaires encore sous son contrôle. Selon D. Ribeiro, étant au courant de l'appui militaire des États-Unis aux conspirateurs, Goulart aurait refusé de donner

Furtado, de Josué de Castro¹²⁸⁶, ainsi que de Francisco Julião, fondateur des Ligues paysannes et alors député fédéral¹²⁸⁷.

Dans une « imbrication du légalisme et de la méthode révolutionnaire »¹²⁸⁸, le Congrès national, privé des éléments d'opposition au nouveau régime, élit, le 11 avril 1964, le général Castelo Branco comme président de la République, pour achever le mandat auquel avaient été élus Jânio Quadros et son vice-président João Goulart, qui expirait le 31 janvier 1966.¹²⁸⁹ Si la prévision d'organisation d'élections pour le 3 octobre 1965 dans les formes de la Constitution donnait l'idée d'un proche retour du pays « à la stricte légalité républicaine »¹²⁹⁰, d'autres articles de l'AI du 9 avril 1964 ouvraient la voie à l'arbitraire, comme dans le cas de la suspension de droits et de libertés individuels ainsi que de la réforme constitutionnelle (à l'initiative du président de la République). Si Castelo Branco était considéré comme un « modéré », la « ligne dure » des militaires se faisait fortement présente dans le gouvernement du pays¹²⁹¹ : dans les semaines suivant l'AI-1 et l'élection de Castelo Branco, se multiplieront

l'ordre d'attaque, afin d'éviter la possibilité du déclenchement d'une guerre civile dans le pays. D. Ribeiro interprète, dans cet entretien, le renversement de Goulart comme une réponse des États-Unis aux politiques de contrôle du capital étranger entamées par le gouvernement Goulart. Cf. l'entretien accordé par Darcy Ribeiro à l'émission télévisée *Roda Viva*, TV Cultura, SP-Brésil, le 17 avril 1995 [une transcription de cet entretien est disponible sur http://www.rodaviva.fapesp.br/materia/63/entrevistados/darcy_ribeiro_1995.htm ; réf. du 9 mars 2012].

¹²⁸⁶ Médecin et homme politique, professeur de géographie et d'anthropologie, Josué de Castro a été président du conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ambassadeur brésilien auprès de l'ONU. Il a été mondialement connu par ses études sur la faim, ayant notamment publié *Géographie de la faim* [1946] et *Géopolitique de la faim* [1951]. Cf. Vera CALICCHIO, « Castro, Josué de », in A. A. de ABREU *et al.* (coords.), *Dicionário histórico-biográfico brasileiro - pós-1930* [en ligne], Rio de Janeiro, CPDOC, 2010, disponible sur <http://www.fgv.br/cpdoc/busca>.

¹²⁸⁷ Avocat, défenseur des paysans, Francisco Julião fonde en 1955 les Ligues paysannes, visant à lutter pour les droits de ces travailleurs, notamment ceux du *Nordeste*. Sur les Ligues paysannes et aussi sur l'État de Pernambouc, « cette sorte de plateforme où, avec une rapidité vertigineuse, les idées naissent pour se transformer en armes de combat » (en référence au gouverneur M. Arraes, à F. Julião et à C. Furtado, alors exilés, ainsi qu'au militant communiste Gregorio Bezerra, alors emprisonné), voir l'intéressant article de Antonio CALLADO, « Les Ligues paysannes du Nord-Est brésilien », *Les Temps Modernes*, n° 257 [numéro spécial sur le Brésil, coordonné par Celso Furtado], octobre 1967, p. 751-760, citation p. 752.

¹²⁸⁸ Cf. Jacques-Bernard HERZOG, « Observations sur la situation constitutionnelle du Brésil : l'Acte institutionnel du 9 avril 1964 », *op. cit.*, p. 436.

¹²⁸⁹ Castelo Branco, l'un des coordinateurs de la conspiration militaire, est devenu le candidat du consensus (des militaires et des gouverneurs anti-Goulart). Le Congrès a ainsi « dûment » élu Castelo Branco avec 361 voix (contre 72 abstentions et 5 voix à « d'autres héros militaires conservateurs »). Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, *op. cit.*, p. 21.

¹²⁹⁰ Cf. Jacques-Bernard HERZOG, « Observations sur la situation constitutionnelle du Brésil : l'Acte institutionnel du 9 avril 1964 », *op. cit.*, p. 436.

¹²⁹¹ Castelo Branco était un vétéran de la Force Expéditionnaire Brésilienne, « chef incontesté » des officiers issus de l'École supérieure de guerre - ESG. Méprisant « les généraux dictateurs de l'Amérique espagnole », il s'était investi de la mission de « remettre la maison en ordre » ; la « tutelle vigilante » de l'Armée sur la démocratie ne devrait alors s'exercer que pendant un temps limité. La « ligne dure » des militaires, représentée par le ministre de la Guerre A. Costa e Silva, « n'envisage pas de terme pour l'intervention militaire », différemment de la ligne plus intellectuelle et « modérée » incarnée par C. Branco (qui, cependant, n'hésitera pas à reporter les prochaines élections présidentielles à octobre 1966, par un Amendement constitutionnel, du 22 juillet 1964). Toutefois, les deux courants s'accordant sur le combat au communisme et à la subversion, il sera aussitôt organisé un service des renseignements attaché à la Présidence : le *Serviço Nacional de Informações* [Service national de renseignements] - SNI (approuvé par le Congrès national le 13 juin 1964), de fondamentale importance pour l'appareil d'État militaire qui se mettait en place. L'écartement du danger communiste passant

les arrestations et les destitutions de membres de l'administration publique et aussi des forces militaires.

Si la prompte reconnaissance du nouveau gouvernement brésilien par les États-Unis avait pu être motivée par l'intention de renforcer les militaires modérés, plus sensibles aux formalités constitutionnelles que ceux de la « ligne dure », les événements qui suivent la prise du pouvoir démontreront qu'il s'agissait bien d'un coup d'État militaire ; dès lors, le mouvement pouvait difficilement se restreindre aux « limites constitutionnels normaux ». ¹²⁹² En tout cas, même après les répercussions négatives au niveau international de l'AI-1, l'ambassadeur Gordon louera le nouveau gouvernement brésilien et le défendra des critiques, croyant à un engagement de Castelo Branco pour le rétablissement de la démocratie. Dans ses déclarations au Brésil, il traitera de la chute de Goulart comme une nouvelle opportunité pour la réalisation des idéaux de l'Alliance pour le progrès. ¹²⁹³ Dans une conférence portant sur les « Nouvelles perspectives des relations brésiliennes-nord-américaines », prononcée à l'École Supérieure de Guerre, le 5 mai 1964, l'ambassadeur exalte la « Révolution Brésilienne » comme étant un des événements récents les plus importants pour la « cause de la liberté » dans le monde ; il y affirme que les futurs historiens la rangeront, à côté « du début du Plan Marshall, de la fin du blocus de Berlin, de la défaite de l'agression communiste en Corée et de la solution de la crise des missiles à Cuba, comme un des points tournants de l'histoire mondiale de la moitié du XX^e siècle ». ¹²⁹⁴ En soutenant que le gouvernement C. Branco était compatible avec la politique de coopération entre les États-Unis et l'Amérique latine prônée par le président Kennedy, Gordon œuvrera au rétablissement de l'aide financière au Brésil. Selon lui, l'assistance économique accordée par les États-Unis au gouvernement militaire juste après son instauration a été fondamentale pour le redressement économique du pays : n'étant pas obligé de réduire son niveau d'importations, le Brésil a pu conserver les bases économiques qui ont permis le déclenchement d'une période de croissance rapide (le

aussi par le redressement de la situation économique du pays, un programme anti-inflationniste sera élaboré par Octávio Gouveia de Bulhões et Roberto Campos, nommés ministres des Finances et du Plan, respectivement ; la marge de manœuvre des ministres était assurée par le contrôle qu'exerçait la dictature sur les mouvements sociaux (limitation du droit de grève, par exemple). Nous nous appuyons ici sur le chap. « La démocratie sous contrôle (1964-1967) », de l'ouvrage d'Armelle ENDERS, *Histoire du Brésil contemporain : XIX^e-XX^e siècles* (Bruxelles, Complexe, 1997) ; voir également : Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, *op. cit.*, chap. 1.

¹²⁹² Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, *op. cit.*, « Appendix : the United States role in João Goulart's fall », p. 328.

¹²⁹³ Allocution de Lincoln Gordon à Porto Alegre, le 23 avril 1964, cf. *ibid.*

¹²⁹⁴ Cf. *O Estado de S. Paulo*, 6 avril 1964, p. 7 ; le journal publie l'intégralité de la conférence prononcée par Lincoln Gordon à l'ESG, à Rio de Janeiro, le 5 avril 1964 ; voir aussi : « Gordon diz a militares que Revolução passa à História », *Jornal do Brasil*, 6 avril 1964, p. 10. Sur cette conférence, voir également les commentaires de J. Green, qui le cite sous le titre « Novas perspectivas das relações brasileiro-norte-americanas », dans : James N. GREEN, *We cannot remain silent*, *op. cit.*, p. 37-38

« miracle brésilien »).¹²⁹⁵ En contrepartie, depuis le coup d'État militaire, le gouvernement brésilien abandonne la politique étrangère indépendante soutenue par Quadros et Goulart, adoptant une posture décidément favorable aux États-Unis (en soutenant, par exemple, leur intervention en République Dominicaine, en avril 1965).¹²⁹⁶

Au niveau national, le côté « modéré » des militaires qui commandent la déposition de Goulart n'était pas corroboré par les faits : à la chasse de supposés subversifs communistes, une « opération nettoyage » s'installe avec le coup d'État, qui frappe plus fortement le *Nordeste* (où les ligues paysannes et les activistes politiques étaient depuis longtemps observés par la IV^e Armée) ; des centaines d'arrestations ont lieu et plusieurs cas de torture y sont recensés, qui seront dénoncés par la presse à Rio de Janeiro (*Correio da Manhã* et *Última Hora*), mais non confirmés par les militaires. À Rio des cas de torture étaient aussi recensés, la police sous les ordres du gouverneur Carlos Lacerda entreprenant grand nombre d'arrestations de leaders étudiants, religieux et des syndicats. En absence de données officielles, l'on estime que la répression, qui touchaient également d'autres États, aurait fait entre 10.000 et 50.000 arrestations.¹²⁹⁷

Dans le domaine politique, la cassation de mandats et la suspension de droits avaient écarté un total de 441 personnes de la vie politique, jusqu'au 15 juin 1964 (date prévue dans l'AI-1, maintenue par le « modéré » Castelo Branco contre l'avis d'autres militaires).¹²⁹⁸ Au niveau international, certaines cassations, comme celle du sénateur et ex-président J. Kubitschek (l'écartant de ce fait de la dispute présidentielle prévue pour 1965) ont été mal perçues, en raison de ses actions pour le développement économique et de son soutien au processus démocratique (comme l'ambassadeur Gordon aurait exprimé à Castelo Branco) ; cherchant à dissocier son gouvernement des excès perpétrés par les militaires brésiliens, Gordon mettait en relief la nécessité de faire la distinction entre subversion et opposition politique.¹²⁹⁹

En vue d'un accueil positif du coup d'État brésilien aux États-Unis, outre les déclarations et démarches de l'ambassadeur Gordon, le ministre Roberto Campos s'est engagé à expliquer, sur place, les événements. Dans un entretien télévisé, il affirme que les excès du début du mouvement brésilien auraient été moindres si comparés à la lutte pour les droits

¹²⁹⁵ L'ambassadeur Gordon soutient même que, en l'absence d'assistance économique, notamment nord-américaine, le Brésil aurait pu endurer un régime encore plus répressif et autoritaire. Cf. Lincoln GORDON, « Castello perdu a batalha » [entretien à R. Garcia], *Veja*, 9 mars 1977.

¹²⁹⁶ T. Skidmore observe que cette « philosophie 'pro-occidentale' » était mise en avant dans le cadre de l'École Supérieure de Guerre. Cf. Thomas E. SKIDMORE, *Politics in Brazil, 1930-1964*, *op. cit.*, p. 329.

¹²⁹⁷ Nous suivons ici les informations présentées dans : Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, *op. cit.*, chap. 2.

¹²⁹⁸ *Ibid.*

¹²⁹⁹ *Ibid.*

civiques aux États-Unis, par exemple ; une perspective pacifique du mouvement brésilien est dès lors mise en relief, étant répandue par la presse l'idée d'une révolution bien organisée et sans effusion de sang.¹³⁰⁰ La presse nord-américaine ne sera toutefois pas indifférente à la répression aux opposants qui suit le coup d'État, informant ses lecteurs sur les arrestations politiques qui se multipliaient, ainsi que sur les purges dans la fonction publique, dans les universités, dans les syndicats et les partis politiques. Les journaux évitaient, toutefois, de condamner le gouvernement militaire, lui accordant un vote de confiance en fonction de l'ampleur des problèmes brésiliens.¹³⁰¹

Le journal *Le Monde*, en revanche, publie le 4 avril un éditorial écrit par H. Beuve-Méry (publié sous son pseudonyme Sirius), sur le coup d'État au Brésil, au titre assez parlant, « L'ordre contre le progrès ? ». Le renversement de Goulart y est interprété comme une réaction des classes possédantes, pour lesquelles « Dieu et liberté » se confondent avec le pouvoir de l'argent : « les privilégiés ont fait bloc sous la menace. L'ordre, *leur ordre*, a été préservé. » Le « progrès » de millions d'habitants risquait, toutefois, d'être bloqué. En conséquence, Sirius observe que, en l'absence des profondes réformes estimées indispensables par de nombreux secteurs de la population, la possibilité d'une révolution de style castriste ou chinois serait toujours présente.¹³⁰²

Dans un article de son correspondant à Paris, le *Jornal do Brasil* revient sur l'interprétation donnée à la déposition de Goulart par la presse française, qui l'aurait majoritairement considérée comme une victoire de la droite contre les aspirations réformistes du pays. En l'absence de déclarations claires en faveur des réformes de base, affirme le correspondant (en citant des observateurs internationaux à Paris), l'opinion publique européenne conservera « l'impression que la chute de M. João Goulart a été un coup d'État réactionnaire, voué à maintenir les privilèges injustes des classes aisées du Brésil ». ¹³⁰³ Un article de Claude Julien, paru dans *Le Monde*, traite le coup d'État au Brésil comme un échec de l'Alliance pour le progrès. Il affirme que les réformes proposées par Goulart restaient limitées et modérées par rapport aux objectifs fixés par l'Alliance, mais ont été suffisantes pour provoquer la réaction des forces conservatrices ; les déclarations du Département d'État

¹³⁰⁰ Cf. James N. GREEN, *We cannot remain silent, op. cit.*, p. 38-39. Green souligne la publication d'un article dans *Reader's Digest*, magazine de droite à large diffusion, sur la « révolution brésilienne », par laquelle les Brésiliens auraient empêché les communistes de s'emparer de leur pays. Une traduction de l'article « The country that saved itself », de Clarence H. Hall, est également parue dans l'édition brésilienne du magazine (*Seleções*), avec un lectorat estimé à 600.000 personnes. Green observe que l'article ressemble à une « caricature » de « propagande de la Guerre froide ». *Ibid.*, p. 39 (et note 80).

¹³⁰¹ *Ibid.*, p. 39-40. Pour un aperçu de la répercussion immédiate du renversement de Goulart dans la presse aux États-Unis, en Europe et en Amérique latine, on peut consulter : *O Estado de S. Paulo*, 4 avril 1964 ; voir aussi *Jornal do Brasil*, 12 avril 1964, Cad. Especial.

¹³⁰² Cf. SIRIUS, « L'ordre contre le progrès ? », *Le Monde*, 4 avril 1964, p. 1.

¹³⁰³ Cf. Luís E. de ANDRADE, « França vê rebelião como golpe para manter privilégios » [La France voit la rébellion comme un coup visant à maintenir des privilèges], *Jornal do Brasil*, 5 avril 1964, p. 10.

à Washington sur l'infiltration communiste dans le gouvernement Goulart auraient donné le feu vert, à la veille du coup d'État, à la rébellion de la droite brésilienne. Julien estime que l'encouragement des États-Unis a permis à une droite hétérogène de se rassembler afin de sauvegarder ses privilèges anachroniques (lesquels une authentique révolution pourrait encore un jour supprimer).¹³⁰⁴ *Le Figaro* et *L'Aurore* ont également mis en relief la menace future que représentait la préservation des privilèges d'une minorité de la population brésilienne.¹³⁰⁵

Dans la revue française *Esprit*, le coup d'État au Brésil est analysé en tant que mouvement de réaction à un gouvernement qui essayait « assez timidement » d'entreprendre des réformes ; un cas qui ne serait d'ailleurs pas une exception. M. Tuñon de Lara observe qu'un « mécanisme relativement bien monté » est alors mis en route : des chefs militaires liés aux grands possédants « sortent leurs troupes dans la rue et battent le rappel pour 'le salut de la patrie', 'face au danger communiste' (ou maintenant castriste) » ; en même temps, des contacts avec l'étranger sont entrepris. Pour les Européens, poursuit l'auteur, « attachés à certaines valeurs », le coup au Brésil doit éveiller des préoccupations, car il est « un nouvel exemple d'un usage mystificateur de mots - et partant d'idées - essentiels à la vie des sociétés tels que 'liberté' et 'démocratie' » ; des idées qui seraient en train d'être employées « pour mieux barrer la route de la justice tout en méprisant la liberté ».¹³⁰⁶

La presse brésilienne, épaulée par le soutien nord-américain au nouveau gouvernement, critique fortement les réactions de la presse française au renversement de Goulart. Hubert Beuve-Méry est alors une cible de choix, accusé de ne pas connaître l'Amérique latine et le Brésil et de mal interpréter le mouvement brésilien. Sirius affirmait que le mouvement brésilien visait à interrompre l'élan réformiste entrepris par Goulart et à suffoquer le progrès ; *O Estado de S. Paulo* l'accuse d'ignorer que civils et militaires s'étaient insurgés contre le communisme et la corruption d'un gouvernement populiste qui empêchait le progrès, ayant eux-mêmes le compromis de promouvoir le progrès.¹³⁰⁷ Similairement, en

¹³⁰⁴ *Ibid.* (l'article de Claude Julien paraît dans *Le Monde* du 4 avril 1964).

¹³⁰⁵ *Ibid.* *L'Aurore*, toutefois, se félicite du coup reçu par le castrisme avec l'échec de Goulart. Le journal estime qu'une victoire de Goulart se serait propagée par tout le continent ; néanmoins, une défaite durable du communisme au Brésil demanderait l'affrontement de l'analphabétisme et de la misère. *Paris-Presse*, en liant la chute de Goulart à l'expropriation de raffineries de pétrole (nuisant aux intérêts de Wall Street) aurait heurté la sensibilité des brésiliens à Paris. De même pour *Le Figaro* qui accentue des intérêts étrangers dans la déposition de Goulart ; ce journal, en outre, met en garde contre une possible vague de maccartisme, en commentant les purges à São Paulo contre des « communistes » (les éléments ainsi désignés au Brésil correspondraient, selon le journal, à des libéraux de gauche en France). Pour le milieu politique en France, comme l'observe le correspondant brésilien à Paris, la chute de Goulart aurait correspondu à une victoire nord-américaine (rendant plus difficile la stratégie française en Amérique latine). Quant à la reconnaissance du nouveau gouvernement brésilien par les États-Unis, la presse parisienne l'aurait considérée comme précipitée. Cf. *ibid.* et, du même auteur, « Brasileiros em Paris não gostaram da interpretação dada à queda de Goulart » [Les Brésiliens à Paris n'ont pas aimé l'interprétation donnée à la chute de Goulart], *Jornal do Brasil*, 5 avril 1964, p. 10.

¹³⁰⁶ Cf. Manuel TUÑON DE LARA, « Réflexions sur un coup de force », *Esprit*, mai-juin 1964, citations p. 1186-1187.

¹³⁰⁷ Cf. « De um dia para outro », *O Estado de S. Paulo*, 4 avril 1964, p. 2.

réponse à Beuve-Méry, sera publié, à Rio de Janeiro, l'article « O progresso na ordem » [Le progrès dans l'ordre], protestant contre la défiguration d'un mouvement qui aurait libéré le Brésil de la menace communiste.¹³⁰⁸ Le *Correio da Manhã*, en revanche, dans l'aperçu qu'il publie le 10 mai sur la répercussion internationale des événements au Brésil, souligne que *Le Monde* se montre bien informé sur la situation brésilienne, ayant même publié une chronologie détaillée de la politique brésilienne depuis l'élection de Quadros jusqu'à l'exil de Goulart en Uruguay ; le communiqué du Département d'État nord-américain sur l'infiltration communiste dans le gouvernement Goulart qui précède sa déposition, ainsi que les célébrations à Rio de la victoire sur le communisme et la « chasse aux sorcières » ouverte par le gouverneur de São Paulo, n'auraient pas échappé au quotidien parisien.¹³⁰⁹ À ceux qui considèrent que l'image du Brésil véhiculée par la presse française dès la chute de Goulart n'était pas « adéquate et réaliste », le journal met en évidence d'autres commentaires allant dans le même sens, notamment aux États-Unis. Walter Lippmann, dans le *Newsweek*, du 27 avril, parle d'une « réaction fasciste » des forces de résistance contre le castrisme ; le *New York Times* remettait en cause la constitutionnalité de la déposition de Goulart, critiquant, donc, la position officielle du gouvernement nord-américain ; d'autres journaux caractérisaient déjà le nouveau gouvernement comme une « dictature militaire » et mettaient en lumière les milliers d'arrestations en cours. Dans le *Washington Post* on faisait remarquer l'utilisation d'instruments totalitaires contre la subversion ; la privation des droits politiques de Celso Furtado, incompréhensible aux nord-américains, y est soulignée.¹³¹⁰ Le *Post*, de New York, estime que la cassation de Furtado (« espèce de Kenneth Galbraith brésilien », hautement respecté à Washington) illustre le refus du gouvernement Castelo Branco quant au programme de réforme agraire de Goulart (compte tenu du travail de Furtado en marche dans le *Nordeste*).¹³¹¹

Si la cassation des droits politiques de brésiliens de renommée internationale telles que Josué de Castro¹³¹² et Celso Furtado a été fortement critiquée par la presse internationale, des manifestations d'indignation sont également trouvées dans la presse brésilienne. Le *Jornal do Brasil*, tout en soutenant le gouvernement qui s'impose avec la déposition de Goulart, considère comme « une erreur » l'inclusion de Celso Furtado dans la liste de personnes dont

¹³⁰⁸ Cf. « O progresso na ordem », *O Globo*, 6 avril 1964.

¹³⁰⁹ Cf. Arthur José POERNER, « Uma imagem realista para o novo Governo do Brasil », *Correio da Manhã*, 10 mai 1964, 4^o Caderno, p. 3.

¹³¹⁰ *Ibid.*

¹³¹¹ « 'Post' condena cassação de direitos de Furtado que tem todo respeito dos EUA », *Jornal do Brasil*, 14 avril 1964, p. 5.

¹³¹² La cassation des droits de l'ex-président de la FAO, ambassadeur du Brésil auprès de l'ONU, provoque des réactions au sein des Nations Unies à Genève et de l'incompréhension dans le milieu international. Voir à ce sujet : *Jornal do Brasil*, 15 avril 1964, p. 13 ; *Jornal do Brasil*, 10 mai 1964, p. 17.

les droits politiques ont été suspendus. Faute d'explication alternative, la punition de ce technicien, sans affiliation politique, dont les services à son pays lui ont accordé une renommée internationale, « aura atteint la liberté de pensée », laquelle ne configure pas un crime dans une démocratie, observe le journal.¹³¹³ Dans le même journal, Tristão de Athayde affirme :

« Quand sont destitués de leurs charges des hommes de réputation mondiale dans le domaine de l'éducation, comme Anísio Teixeira, dans le domaine de la sociologie, comme Josué de Castro, dans le domaine de l'économie, comme Celso Furtado, simplement car ils pensent de façon différente de la nouvelle idéologie dominante, nous sommes sur le plan du terrorisme culturel. »¹³¹⁴

Principal représentant direct du gouvernement fédéral dans la région « troublée » du *Nordeste*, Celso Furtado a été un observateur privilégié de la situation politico-sociale au Brésil. Les politiques régionales préconisées dans le cadre de la SUDENE ont contribué à majorer les appréhensions des classes possédantes locales, ainsi qu'à déranger la mise en place des programmes d'aide menés par le États-Unis dans le but d'éloigner la menace communiste du continent. Furtado analyse le gouvernement Goulart comme une situation de transition jamais accomplie : entre l'effort pour le rétablissement de ses pleins pouvoirs présidentiels et le problème de sa succession qui l'occupe par la suite, Goulart n'aurait jamais assumé véritablement le pouvoir. Furtado déclare : « Le gouvernement Jango, à la rigueur, n'a jamais existé. [...] Il a été très contesté par le système de pouvoir au Brésil, soit par les secteurs privés, soit par les secteurs militaires. »¹³¹⁵ En 1964 s'était produit, d'après l'analyse de Furtado, l'aboutissement d'un long processus de prise du pouvoir, dont le premier assaut aurait été le suicide de Vargas en 1954, et qui ne devait pas durer moins de quinze ans.¹³¹⁶

L'ascension des forces armées dans le processus politique brésilien remonte aux conflits entre les pouvoirs oligarchiques et les aspirations des classes moyennes en expansion ; partageant l'idéologie « progressiste » de ces dernières, les forces armées se

¹³¹³ « Moderação e justiça », *Jornal do Brasil*, 11 avril 1964, p. 1. Le journal *O Estado de S. Paulo*, en revanche, dans son numéro du 12 avril 1964, range Celso Furtado parmi les « rouges et sympathisants du communisme » atteints par la purge entamée par le *Comando Revolucionário*.

¹³¹⁴ Et l'auteur d'ajouter : « Le droitisme autoritaire est aussi implacable que le gauchisme révolutionnaire. Tous les deux se servent d'instruments de force de l'État pour tenter de courber les consciences et de détruire les idées. [...] Jusqu'à aujourd'hui je n'ai jamais eu peur du communisme au Brésil. Maintenant je commence à en avoir. » Cf. Tristão de ATHAYDE, « Terrorismo cultural », *Jornal do Brasil*, 7 mai 1964, p. 1.

¹³¹⁵ Cf. Celso FURTADO, « Documento : 'O autoritarismo agrava as desigualdades' » [entretien à L. Dantas Mota *et al.*, 2^e partie], *O Estado de S. Paulo*, 20 janvier 1980.

¹³¹⁶ Furtado a tenu ces propos lors d'une conversation avec Felipe Herrera, à l'aéroport de Buenos Aires, alors que Furtado se dirigeait au Chili. Il sollicite à Herrera à cette occasion de transmettre sa demande de démission aux ambassades à Washington des deux autres pays concernés par son mandat au CIAP ; Herrera lui demande alors si son attitude n'était pas prématurée, d'où son observation sur la situation qui s'installait au Brésil. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 305.

considéraient comme « l'avant-garde moderne de la société ». ¹³¹⁷ Un compromis entre les demandes des classes moyennes (démocratie formelle) et le pouvoir oligarchique se conforme à partir de 1930. Toutefois, le suffrage universel permettait la participation des masses urbaines dans le processus politique, engendrant des pressions sur l'État ; une ère de populisme s'installe, « créant de sérieux obstacles au fonctionnement d'une démocratie formelle capable de concilier le maintien des intérêts oligarchiques avec les revendications libérales de la classe moyenne. » ¹³¹⁸ Si les forces armées étaient porteuses d'une conscience nationale, ayant joué un rôle politique dans la modernisation de la société, avec la politisation des masses et la crainte de la classe dirigeante d'un élargissement des réformes constitutionnelles, elles passent à œuvrer au bénéfice des intérêts établis ; cela devient incompatible avec le maintien de la démocratie formelle, comme Furtado l'analyse. ¹³¹⁹

Après la Seconde Guerre mondiale, l'idéologie des forces armées brésiliennes sera fortement liée aux États-Unis (à l'exemple de la création de l'École Supérieure de Guerre), intégrant la stratégie anticommuniste en Amérique latine. ¹³²⁰ Les militaires « nationalistes » qui avaient joué un rôle important dans le développement économique pendant l'ère Vargas, liaient le processus d'industrialisation à l'indépendance de la Nation, critiquant la présence du capital étranger, notamment en ce qui concerne le contrôle des ressources naturelles (la campagne pour le pétrole, par exemple, unit communistes et militaires nationalistes) ; ils rejoignent par la suite les campagnes pour le contrôle du rapatriement des bénéfices des entreprises étrangères et critiquent l'orthodoxie économique du FMI comme étant une proposition impérialiste contre le développement industriel brésilien. ¹³²¹ Leur appui aux réformes de base pendant le gouvernement Goulart, ainsi que la radicalisation de certains secteurs, mettant en échec la hiérarchie militaire, ont contribué à renforcer la crise politique nationale. Au moment de l'intervention militaire contre Goulart, toutefois, la plupart des officiers nationalistes rejoignent le mouvement, « certainement plus par souci de survie de l'organisation que par concordance avec les arguments des putschistes ». ¹³²²

¹³¹⁷ Cf. Celso FURTADO, « Brésil : de la République oligarchique à l'Etat militaire », *Les Temps Modernes*, n° 257, octobre 1967, p. 578-601 (citation p. 585).

¹³¹⁸ *Ibid.*, p. 588.

¹³¹⁹ *Ibid.*, p. 590.

¹³²⁰ Cf. A. B., « Une idéologie de l'interdépendance et de la sécurité », *Le Monde Diplomatique*, juillet 1975.

¹³²¹ Pour une analyse de la participation militaire dans la politique brésilienne, du point de vue de l'engagement des militaires dans le débat sur le modèle de développement économique à être adopté, voir : Ligia Osório SILVA, « Desenvolvimentismo e intervencionismo militar », *E-Premissas : Revista de Estudos Estratégicos* [en ligne], n° 1, 2006. Disponible sur : <http://www.unicamp.br/nee/epremissas/01.htm> [réf. du 29 mars 2012].

¹³²² *Ibid.* A ce sujet, dans *Le Monde Diplomatique*, on observe : « Il y avait des généraux et même des maréchaux nationalistes, mais les forces de gauche ont surestimé la tendance qu'ils représentaient. Il n'existait en effet pas d'idéologie nationaliste cohérente et propre à l'appareil militaire, mais seulement des notions esquissées dans le débat politique entre partisans et adversaires des investissements étrangers. Dans la mesure où la droite affirmait que le gouvernement Goulart avait favorisé la corruption, toléré l'indiscipline dans l'armée, lié le destin du pays

L'ampleur du mouvement putschiste serait à chercher dans l'appui de la société civile à un projet de « modernisation conservatrice » (c'est-à-dire, écartée la participation populaire), prônant des réformes conformes à l'idéologie de l'alignement avec les États-Unis qui se développe notamment depuis la participation de la Force expéditionnaire brésilienne dans la Seconde Guerre mondiale.¹³²³ Lieu privilégié de contact entre les milieux américains et brésiliens, l'ESG avait pour but de préparer civils et militaires (officiers militaires, hommes d'affaires, dirigeants de banques, de la presse, de l'administration publique, etc.) « pour la formulation, le développement, la planification et l'exécution de la politique de sécurité nationale ».¹³²⁴ Les idées développementistes d'économistes liés aux milieux des affaires y étaient fréquemment exposées, les militaires de l'ESG partageant avec eux l'idée de la nécessaire constitution d'une société industrielle capitaliste au Brésil, ce qui unissait l'idéologie de la sécurité nationale et les intérêts multinationaux.

Affichant le propos de défendre la démocratie des attaques de la gauche (militaires, syndicalistes, communistes), l'Institut brésilien d'action démocratique (IBAD) jouait un rôle actif pour la constitution d'une opinion publique favorable à une orientation du processus économique compatible avec les intérêts multinationaux. L'Institut de recherche économique et sociale (IPES), de son côté, était le centre idéologique de la pensée libérale-conservatrice. Créé en 1961 par des intellectuels et hommes d'affaires, l'IPES proposait un modèle économique modernisateur, de consolidation du capitalisme industriel au Brésil, qui ne pouvait être commandé que par la bourgeoisie nationale associée aux intérêts multinationaux. L'ESG, de son côté, introduit au Brésil des idées venues du contexte international de la Guerre froide qui se traduisaient dans la doctrine de « sécurité et développement national »¹³²⁵ ; l'appareil politico-idéologique constitué par des organismes tels que l'IPES et l'IBAD partageait l'idéologie de la sécurité nationale, et divulguait sa doctrine liée à la libre entreprise et à la démocratie dans des conférences et publications diverses.¹³²⁶ L'articulation

au communisme, rien ne justifiait que l'armée suive la voie de la légalité constitutionnelle. » Cf. A. B., « Une idéologie de l'interdépendance et de la sécurité », *op. cit.*

¹³²³ Cf. René Armand DREIFUSS, 1964 : *A conquista do Estado*, *op. cit.*

¹³²⁴ Cf. A. B., « Une idéologie de l'interdépendance et de la sécurité », *op. cit.*

¹³²⁵ Sur l'organisation de l'ESG et son orientation intellectuelle à partir de la mi-1950 (notamment sous l'influence du général Golbery do Couto e Silva) vers une interpénétration entre la sécurité nationale et la nécessité d'une stratégie de développement, voir : Alfred STEPAN, *The military in politics : changing patterns in Brazil*, Princeton, Princeton University Press, 1974, chap. 8. L'auteur y souligne également que les liens extensifs entre l'ESG et les civils, notamment par le moyen de l'IPES (groupe d'affaires anti-communiste) a permis l'occupation de grand nombre de postes-clé dans le gouvernement militaire par des technocrates civils partageant les points de vue de l'ESG sur les problèmes brésiliens et le développement du pays. *Ibid.*, p. 186.

¹³²⁶ Cf. René Armand DREIFUSS, 1964 : *A conquista do Estado*, *op. cit.*, chap. III et V. L'ouvrage de Dreifuss analyse en profondeur la participation de divers secteurs de la société civile dans la préparation idéologique et l'exécution du coup d'État de 1964. Comme l'a observé C. Navarro de Toledo, l'ouvrage de Dreifuss a le mérite de s'opposer à des versions selon lesquelles la droite brésilienne aurait agi « préventivement » en 1964 contre un coup d'État de la gauche. La recherche menée par Dreifuss met en évidence que « depuis les années 1950, le coup d'État était dans l'horizon politique des secteurs libéraux et conservateurs » et que, malgré les « boutades »

dans un bloc modernisateur-conservateur des intérêts communs de civils et militaires sera dès lors à l'origine de la défaite de Goulart. R. A. Dreifuss identifie deux périodes dans le processus idéologique et politique de prise du pouvoir de l'État : depuis la création de l'ESG jusqu'à la démission de Quadros, le pouvoir de classe s'organise et réalise des tentatives frustrées d'accéder au pouvoir politique (pendant la présidence de Café Filho après le suicide de Vargas, et pendant la présidence Kubitschek, quand le « bloc multinational et associé » s'établit dans les cercles bureaucratiques et des affaires) ; pendant le gouvernement Goulart (1961-1964) les efforts du bloc modernisateur se concentrent dans l'influence sur le Parlement, sur les ministres et sur les militaires pour empêcher toute action du gouvernement Goulart. Ce dernier schéma, Dreifuss l'interprète comme étant « une manœuvre ample de contention à l'intérieur d'une campagne majeure en direction à un coup d'État » ; il observe, en outre, que pendant le gouvernement Goulart « les nouvelles forces socio-économiques, dans leur désir de pouvoir politique, ont tenté de destituer l'Exécutif de son autorité et d'arracher aux forces populaires le point d'appui qu'elles avaient obtenu dans la conduite des affaires de l'État. »¹³²⁷

3.3 Un régime d'exception qui dure vingt-et-un ans

Lors de la « révolution » de 1964 les militaires affichaient l'intention de « remettre la maison en ordre », avec l'écartement de la vie publique des éléments considérés comme subversifs et la réalisation des réformes nécessaires au rétablissement économique et financier du pays (ainsi que de sa crédibilité à l'étranger) ; le régime d'exception ne devait avoir qu'une durée limitée.¹³²⁸ Toutefois, le nouveau gouvernement s'est vite aperçu que les délais jusqu'aux prochaines élections ne seraient pas suffisants pour que les mesures entreprises permettent le contrôle de l'inflation ; au contraire, en raison de l'opposition à la rigueur des mesures de stabilisation, ainsi que des excès des mesures punitives, les « révolutionnaires » risquaient de ne pas sortir vainqueurs des prochaines élections. Le mandat de Castelo Branco sera aussitôt prolongé jusqu'au mois de mars 1967 ; un amendement constitutionnel de juillet

de la gauche, « la droite brésilienne - associée au capital multinational - ne renoncerait pas au coup qu'elle était en train de comploter depuis longtemps contre le régime démocratique et contre les réformes sociales. » Cf. Caio Navarro de TOLEDO, « A luta ideológica na conjuntura do golpe de 1964 », *op. cit.*, p. 130.

¹³²⁷ Cf. René Armand DREIFUSS, *1964 : A conquista do Estado*, *op. cit.*, chap. III, p. 106-107.

¹³²⁸ A. Stepan met en relief la rupture que représente la prise du pouvoir par les militaires en 1964. Si depuis 1945 les militaires s'étaient limités à un rôle de « modérateur » dans leurs interventions dans la vie politique du pays, en 1964 ils assumeront sa direction effective, instaurant un « régime d'exception », « le premier gouvernement militaire du vingtième siècle au Brésil. » Cf. Alfred STEPAN, *The military in politics : changing patterns in Brazil*, *op. cit.*, p. 121.

1964 reportait les prochaines élections présidentielles à novembre 1966.¹³²⁹ Les élections d'octobre 1965, pour le remplacement de onze gouverneurs dont le mandat venait à échéance, étaient maintenues. Toutefois, le maréchal Castelo Branco chercherait à éliminer les candidats de l'opposition grâce à une loi sur l'inéligibilité, visant à « apprendre aux brésiliens à voter comme il faut », selon les déclarations du chef du Service nationale de renseignements, Golbery do Couto e Silva.¹³³⁰

Sur la situation au Brésil, le journaliste Edouard Bailby attirait l'attention en septembre 1965 : « Étrange 'révolution' que celle-là qui avait promis dès sa naissance, en avril 1964, de sauvegarder les principes démocratiques. [...] Quels sont ces principes démocratiques qui permettent à des hommes, installés par la force au pouvoir, de s'y perpétuer par des 'astuces' juridiques ? Il serait plus honnête d'appeler les choses par leur nom. »¹³³¹

L'opposition remporte la victoire dans deux États-clé de la fédération, Guanabara (actuelle ville de Rio de Janeiro) et Minas Gerais ; Castelo Branco respecte les résultats des élections (malgré des pressions contraires), mais édicte aussitôt un nouvel acte institutionnel visant à empêcher la reproduction de tels résultats dans l'avenir. Le retour à la normalité constitutionnelle semblait de plus en plus difficile : l'AI-2 déterminait, entre autres, la suppression des partis politiques existants et la réalisation d'élections indirectes pour la présidence et la vice-présidence du pays, en plus de redonner au président le pouvoir de suspension des droits politiques des citoyens, ainsi que de cassation de mandats législatifs, « dans l'intérêt de préserver et consolider la Révolution ».¹³³² Le 5 février 1966, l'AI n° 3 étendait l'élection indirecte aux gouvernements des États, ce qui a permis, avec la cassation de quelques mandats législatifs au Rio Grande do Sul, l'élection de tous les candidats soutenus par les militaires.¹³³³

Faisant face à des critiques du côté des militaires, Castelo Branco décide d'institutionnaliser un gouvernement plus fort par la promulgation d'une nouvelle Constitution élargissant les pouvoirs de l'Exécutif, qui était une synthèse des actes

¹³²⁹ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., chap. 2.

¹³³⁰ Cf. Edouard BAILBY, « L'expérience brésilienne ouvre la porte à l'aventure », *Le Monde Diplomatique*, septembre 1965.

¹³³¹ *Ibid.*

¹³³² Cf. BRASIL [Presidência da República], « Ato Institucional n° 2, de 27 de Outubro de 1965 », *Diário Oficial da União*, Seção 1, 27/10/1965, p. 11017. Les nouvelles règles concernant les organisations politiques (« Ato Complementar n° 4 », 22/11/1965), n'ont permis que la composition de deux partis : l'*Aliança Renovadora Nacional* - ARENA [Alliance Rénovatrice Nationale], de soutien au gouvernement, et le *Movimento Democrático Brasileiro* - MDB [Mouvement Démocratique Brésilien], organisation regroupant toute l'opposition. Pour une analyse de l'Acte Institutionnel n° 2 et de ses conséquences politiques, voir : Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., chap. 3.

¹³³³ *Ibid.*, p. 53.

institutionnels et lois complémentaires décrétés.¹³³⁴ Sous pression d'un possible coup d'État, le ministre de la Guerre Costa e Silva émerge comme médiateur entre le gouvernement Castelo Branco et les officiers « ligne-dure », plus autoritaires et nationalistes ; il est choisi comme prochain président de la République.¹³³⁵ La « remise en ordre » rapide du pays demandait désormais au moins une période présidentielle supplémentaire sous le commandement militaire.¹³³⁶

Arrivant à la présidence du Brésil en 1967, Costa e Silva portera initialement un discours conciliateur, s'engageant à « humaniser la Révolution ».¹³³⁷ Se montrant hésitant, Costa e Silva fera face à un mécontentement populaire grandissant, hérité des politiques d'austérité de Castelo Branco ainsi que de l'autoritarisme montant.¹³³⁸ Les manifestations étudiantes s'aiguisaient depuis le début de 1968 ; des grèves émergeaient également, notamment chez les ouvriers métallurgistes. Le Congrès se manifestait contre la violence de la répression aux étudiants. Le contexte international de manifestations étudiantes renforçait la menace ressentie par les militaires brésiliens, spécialement les manifestations à Paris, traditionnelle source d'influence de l'élite brésilienne. Des discours de Márcio Moreira Alves, journaliste et député d'opposition au Parlement, dénonçant les violences policières ainsi que la torture des détenus politiques sont le point culminant de la crise qui s'installe en 1968.¹³³⁹ Les militaires appelant à la punition du député, Costa e Silva envoie au Congrès la demande de suppression des droits politiques de Moreira Alves, qui y est refusée. Les pressions des militaires pour une attitude de la part de Costa e Silva aboutissent à la publication de l'Acte

¹³³⁴ Avant son départ, Castelo Branco édicte d'autres lois, concernant notamment l'élaboration de plans pluriannuels par l'Exécutif, l'accès du Service national de renseignements à tous les ministères et le contrôle des médias (par l'élargissement des raisons permettant une intervention gouvernementale) ; une Loi de sécurité nationale restreint les possibilités de manifestation publique, cherchant à institutionnaliser les doctrines prônées par l'ESG. Selon Skidmore, Castelo cherchait à « modeler » le Brésil de l'après 1967, évitant l'établissement de lois plus arbitraires dans l'avenir, ainsi que des politiques économiques irresponsables ; cela faisait partie, comme Skidmore le souligne, d'une supposition élitiste ancrée au Brésil selon laquelle « la solution à tout problème était une nouvelle loi ». *Ibid.*, chap. 3 (citation p. 58).

¹³³⁵ Cf. Alfred STEPAN, *The military in politics : changing patterns in Brazil*, *op. cit.*, p. 256-257.

¹³³⁶ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, *op. cit.*, p. 52. Face au boycott du MDB à l'élection présidentielle, la candidature unique est approuvée par l'ARENA.

¹³³⁷ *Ibid.*, p. 71.

¹³³⁸ La Commission d'économie de la Chambre des Députés fédérale invite l'économiste Celso Furtado, dont les droits politiques avaient été suspendus par les militaires, à y présenter, en juin 1968, ses propositions pour le développement national. La venue de Celso Furtado au Brésil (pour la première fois depuis son départ volontaire en exil) aurait été promue par le député Adolfo Oliveira, président de la Commission d'économie, et rendue viable par une cotisation faite entre cinquante parlementaires. Cf. « Furtado vai falar na Câmara », *O Estado de S. Paulo*, 18 juin 1968.

¹³³⁹ M. Moreira Alves avait publié le livre *Torturas e torturados* (Rio de Janeiro : Oficinas da Empresa Jornalística PN, 1966). Voir son article : Márcio MOREIRA ALVES, « La répression au Brésil », *Esprit*, juillet 1967. Selon A. Stepan, les critiques de M. M Alves aux militaires, ainsi que son appel au boycott civil des commémorations du Jour de l'Indépendance (le 7 septembre), n'auraient été qu'un « prétexte pour une nouvelle vague de répression », puisque le SNI avait déjà suggéré auparavant l'adoption de mesures plus restrictives. Cf. Alfred STEPAN, *The military in politics : changing patterns in Brazil*, *op. cit.*, p. 260.

institutionnel n° 5, le 13 décembre 1968.¹³⁴⁰ L'AI-5 suspendait la garantie de l'*habeas corpus*, élargissait les possibilités d'intervention du Président outre les limites constitutionnelles, mettait en vacances tous les pouvoirs législatifs et excluait de l'appréciation judiciaire les mesures découlant de cet Acte.¹³⁴¹ Costa e Silva liquidait, alors, « les dernières apparences de la démocratie au Brésil ». ¹³⁴² Comme résultat de ce « durcissement », ont été jetés « dans la clandestinité d'abord, dans la lutte armée ensuite, des étudiants, journalistes et ouvriers qui, dans la période précédente, misaient sur la pression du mouvement de masses pour contraindre les militaires à infléchir leur politique. »¹³⁴³

En raison de son état de santé, le président Costa e Silva est substitué par une junte militaire jusqu'à l'élection du général Emílio Garrastazu Médici et de son vice-président, l'amiral Rademaker, par le Congrès national (avec l'abstention du MDB), rouvert à cette fin et aussitôt refermé.¹³⁴⁴ S'il affirmait vouloir implanter la démocratie au Brésil jusqu'à la fin de son mandat (1969-1974), ainsi que rétablir le dialogue avec les étudiants, le clergé et la presse, son gouvernement sera marquée par un autoritarisme grandissant.¹³⁴⁵ Le pays était désormais sous commandement de la « ligne-dure » des militaires ; la forte censure et la répression aux manifestations publiques donnaient l'apparence d'un calme relatif au gouvernement Médici.¹³⁴⁶ Un élément important de ce gouvernement était la propagande,

¹³⁴⁰ Sur la crise menant à l'AI-5, voir : Alfred STEPAN, *The military in politics : changing patterns in Brazil*, op. cit., p. 259-262. Stepan observe, à partir d'entretiens avec des militaires dans divers États brésiliens (juillet-octobre 1968), des critiques envers Costa e Silva qui, en faisant de la politique, trahirait « les idéaux a-politiques de la révolution ». Les militaires désiraient alors une restructuration « moins politique et plus révolutionnaire » du système politique. *Ibid.*, p. 259. Voir également : Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., chap. IV.

¹³⁴¹ Cf. BRASIL [Presidência da República], « Ato Institucional n° 5, de 13 de dezembro de 1968 », *Diário Oficial da União*, Seção 1, 13/12/1968, p. 10801.

¹³⁴² Cf. Edouard BAILBY, « Au Brésil l'armée dispose désormais de pouvoirs absolus pour contrôler la situation », *Le Monde Diplomatique*, février 1969. Le journaliste résume dans cet article la situation au Brésil : « Coup d'État dans un système issu lui-même d'un coup d'État, l'acte numéro cinq ne laisse plus de doute sur le caractère d'un régime auquel les militaires s'évertuent à donner l'appellation de révolution. [...] Costa e Silva [...] dispose désormais de pouvoirs absolus pour nommer, démettre, dissoudre, incarcérer, interdire, bref, régner en maître sur 90 millions de Brésiliens. Entièrement soumis à l'exécutif, les pouvoirs législatif et judiciaire ne sont plus que les ombres d'eux-mêmes. »

¹³⁴³ Cf. Julia JURUNA [pseudonyme de Luiz Felipe de Alencastro], « Brésil, le despotisme tropical », *Le Monde Diplomatique*, juin 1976.

¹³⁴⁴ Pedro Aleixo, le vice-président civil qui s'était opposé à la promulgation de l'AI-5, a eu son accession (constitutionnelle) à la présidence refusée par les militaires ; les chefs des trois armes assument les fonctions du président de la République par l'Acte Institutionnel n° 12, du 1^{er} septembre 1969. La junte militaire présente une nouvelle constitution au pays le 17 octobre 1969, basée sur celle de 1967, mais intégrant les dispositions de l'AI-5, renforçant les pouvoirs de l'Exécutif et la Loi de sécurité nationale. Sur la crise de la succession de Costa e Silva, voir : Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., p. 93-101 ; Alfred STEPAN, *The military in politics : changing patterns in Brazil*, op. cit., p. 264.

¹³⁴⁵ Comme Skidmore observe : « It was the Janus face of the Revolution - assuming more authoritarian powers while promising that, if the public were cooperative, Brazil would someday return to the rule of law. » Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., p.101.

¹³⁴⁶ *Ibid.*, p. 107. Toutefois, comme souligne Marilena Chauí, la dictature instaurée après le coup d'État à l'intérieur du régime militaire (qui mène Médici au pouvoir en 1969) est considérée comme « la dictature la plus féroce qu'ait jamais connue le pays » ; à cette période, les médias répétaient le slogan forgé par la classe

avec diffusion dans l'opinion publique de messages portant un nationalisme optimiste¹³⁴⁷, avec l'idée d'un avenir grandiose pour le pays, que le « miracle brésilien » alors en cours permettait d'envisager. Cette croissance économique rapide engageait les couches qui en bénéficiaient le plus dans la défense du régime ; le mécontentement de ceux qui étaient au plus bas de l'échelle sociale, les masses dépourvues des campagnes et des villes qui ne ressentaient pas les bénéfices de la croissance rapide, était étouffé par la dictature.¹³⁴⁸

Depuis l'arrivée au pouvoir de Costa e Silva, la politique économique brésilienne était commandée par un « technocrate par excellence » qui louait l'indépendance du gouvernement militaire par rapport à la préservation d'institutions sociales nocives à l'activité économique.¹³⁴⁹ Le tournant autoritaire représenté par l'AI-5 avait rendu plus difficile le débat public sur les priorités de la politique économique, favorisant le travail de l'équipe de technocrates de Delfim Netto, dont la politique économique permettait l'essor de la croissance économique, avec des résultats toutefois « controversés » en ce qui concerne l'égalité sociale. Médici maintient Delfim Netto à la tête de l'équipe économique de son gouvernement ; selon lui, le pays serait administré par des technocrates et militaires attentifs aux « meilleurs intérêts des secteurs sociaux nominalement non représentés ».¹³⁵⁰ L'ascension des technocrates, qui avait commencé avec la nomination de Roberto Campos, en 1964, se poursuit avec Delfim Netto, consolidant l'alliance militaire-technocratique.¹³⁵¹

Si la croissance économique rapide basée sur la demande intérieure avait eu des effets positifs sur l'opinion publique, avec « le consentement tacite de tous ceux qui en récoltent les fruits »¹³⁵², en 1974, le début d'une crise économique se profilait ; dans le long terme, le gouvernement ne pourrait plus compter sur la croissance économique accélérée, insuffisamment stable, pour se légitimer.¹³⁵³ Sur les transitions présidentielles au Brésil, Miguel Arraes, en exil, observait : « le peuple étant éloigné de toutes les décisions et le

dominante : « Brésil, aime le ou quitte le ». Cf. Marilena CHAÚÍ, « Le Brésil et ses phantasmes », *Esprit*, octobre 1983, p. 197.

¹³⁴⁷ Cf. Armelle ENDERS, *Histoire du Brésil contemporain : XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 184.

¹³⁴⁸ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., p. 107.

¹³⁴⁹ *Ibid.*, p. 71.

¹³⁵⁰ *Ibid.*, p. 106.

¹³⁵¹ Skidmore explique ainsi l'efficacité de l'alliance entre les militaires radicaux et les technocrates : « Each had their own reasons for wanting an authoritarian regime, and each needed the other. The hard-line military needed the technocrats to make the economy work. The technocrats needed the military to stay in power. The high growth rates in turn gave legitimacy to the authoritarian system. » *Ibid.*, p. 110.

¹³⁵² Cf. Armelle ENDERS, *Histoire du Brésil contemporain : XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 186.

¹³⁵³ Le gouvernement Geisel avait comme buts la réduction du pouvoir des militaires de la « ligne-dure » (tout en conservant le soutien de la corporation militaire), la lutte contre la subversion et le retour « graduel mais sûr » à la démocratie, ainsi que le maintien de taux élevés de croissance économique. La croissance économique accélérée, en plus d'apporter légitimité au gouvernement, à l'exemple du gouvernement Médici, devrait maintenant rendre viable une certaine redistribution des bénéfices de la croissance, sans porter préjudice, en termes absolus, à aucun secteur. Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., chap. VI.

Congrès, de pure façade, ne disposant pas du moindre pouvoir de délibération, le remplacement d'un général par un autre dépend exclusivement de l'affrontement entre quelques chefs militaires et entre les grands intérêts économiques. »¹³⁵⁴ Le président Ernesto Geisel (investi en mars 1974 pour la période 1974-1979), défenseur de l'élection de Castelo Branco en 1964, maintient les élections parlementaires directes prévues pour novembre 1974.¹³⁵⁵ Nonobstant l'effondrement des mouvements d'opposition par la répression, les élections de 1974 s'avèrent un « plébiscite anti-gouvernemental »¹³⁵⁶. Le gouvernement cherchait alors à améliorer l'image du pays à l'étranger et à élargir sa base sociale, envisageant une certaine libéralisation du régime. Toutefois, sous l'influence des milieux industriels et bancaires qui « avaient confisqué à leur profit l'ordre établi par les militaires »¹³⁵⁷ et craignaient la réorganisation du mouvement syndical, l'appareil de répression poursuivait son action.¹³⁵⁸

Après les élections libres de novembre 1974, le parti MDB ayant fait plus d'un tiers des élus au Congrès, le gouvernement ne disposait plus de la majorité législative de deux tiers

¹³⁵⁴ Cf. Miguel ARRAES, « Le nouveau visage de l'absolutisme », *Le Monde Diplomatique*, septembre 1974. L'ancien gouverneur de l'État de Pernambouc y analyse le parcours du président Geisel, affirmant « son adhésion à l'effort des États-Unis pour assurer leur domination sur le Brésil ». Analysant également le parcours du collaborateur immédiat le plus influent du président, le général Golbery do Couto e Silva, ainsi que le choix des ministres fait par le président, Arraes conclut : « De tous les gouvernements qui se sont succédé depuis le coup d'État de 1964, celui du général Geisel, par son idéologie et par les hommes qui le composent, est le mieux adapté aux plans que les États-Unis ont conçus pour le Brésil et pour sa 'zone d'influence' dans l'Atlantique sud. »

¹³⁵⁵ Ernesto Geisel et ses collaborateurs suivaient la ligne de pensée prévalente sous Castelo Branco, selon laquelle le fonctionnement « irrégulier » du système représentatif ne serait que « temporaire » ; écartés les politiciens corrompus, subversifs et irresponsables, la normalité du système politique serait rétablie. La « ligne-dure », au contraire, « n'avait jamais alimenté d'illusions sur la viabilité de la démocratie représentative au Brésil dans le court ou même dans moyen terme » ; l'importance accordée aux relations avec les États-Unis, « bastion de l'anticommunisme », et la crainte de réactions défavorables de l'opinion publique internationale, leur amenait à ne pas afficher publiquement leur refus de « la foi de l'élite politique dans l'idée libérale ». Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, *op. cit.*, p. 157-158.

¹³⁵⁶ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « L'impératif électoral au Brésil (1964-1981) », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 61, 1981, p. 59.

¹³⁵⁷ Cf. Julia JURUNA [Luiz Felipe de Alencastro], « Brésil, le despotisme tropical », *op. cit.*

¹³⁵⁸ La torture et mort du journaliste Vladimir Herzog dans les locaux de la II^e Armée à São Paulo, en 1975, a été un cas emblématique de manque de contrôle du gouvernement sur les extrémistes militaires. Outre l'impact sur l'opinion publique nationale, la répercussion internationale de cet épisode (un supposé « suicide ») a été importante : Richard M. Morse, Thomas E. Skidmore, Alfred Stepan, Stanley Stein et Charles Wagley, cinq spécialistes nord-américains de l'histoire du Brésil, signent un manifeste sur la mort « suspecte » d'Herzog et la possible dérive autoritaire au Brésil. Ils y mettent en relief des déclarations de militaires sur une « escalade de la répression » et leur lutte « implacable » contre les subversifs. Ces cercles militaires de la « ligne-dure » seraient alliés à des intérêts nationaux et étrangers et joueraient un rôle important dans les affaires nationales. Les professeurs nord-américains soulignent en outre un possible anti-sémitisme dans l'action répressive au Brésil, Herzog et plusieurs journalistes arrêtés étant des juifs. Ils finissent leur lettre en attirant l'attention sur le rôle des États-Unis dans le régime autoritaire au Brésil : « American complicity after the 1964 coup helped set in motion a decade of authoritarian rule, just as official US silence in the face of repeated repression must share the blame for the erosion of human rights. Congress should seriously question the use of tax dollars for regimes which systematically violate human rights ; while American scholars, religious leaders, and journalists must see to it that Herzog's death puts new life into the common struggle for justice and liberty. » Cf. Richard M. MORSE, Thomas E. SKIDMORE, Alfred STEPAN *et al.*, « Brazil : the sealed coffin », *The New York Review of Books*, 27 novembre 1975.

nécessaire à tout amendement constitutionnel ; les élections municipales de novembre 1976 viendraient confirmer l'ascension du MDB, notamment dans les grandes villes du pays.¹³⁵⁹ La libéralisation prévue par Geisel se trouvait menacée, car le gouvernement n'avait pas l'intention de rendre le pouvoir effectif à l'opposition ; le « processus d'ouverture » devait en outre rester complètement maîtrisé par le gouvernement, pour que son autorité ne se trouve pas fragilisée face aux militaires « ligne dure ».¹³⁶⁰ Préoccupé par les résultats des prochaines élections pour les gouvernements des États (qui devaient être directes), Geisel invoquera les prérogatives accordées par l'AI-5, et prendra des mesures restreignant l'accès des candidats aux médias lors des campagnes électorales ; il suspend en outre les travaux du Congrès du 1^{er} au 15 avril 1977 afin de décréter des réformes constitutionnelles. Le « pacote de abril » [les mesures d'avril] déterminait l'élection indirecte pour les gouverneurs en 1978, ainsi que l'élection indirecte d'un tiers des sénateurs ; est établie la majorité simple des voix au Congrès pour l'approbation d'amendements constitutionnels ; le mandat présidentiel est prolongé de cinq à six ans.¹³⁶¹

Les arrestations politiques, l'autoritarisme policier, la censure et la torture se poursuivaient. Sous menace d'un possible coup d'État de la part du ministre de l'Armée, Sílvio Frota « *anticastelista* notoire », Geisel l'écarte du gouvernement et, suite à la consolidation de l'ARENA lors des élections, poursuit le processus de libéralisation. Des pressions pour la libéralisation politique commencent à se faire entendre également du côté des chefs d'entreprise, lesquels avaient soutenu le coup d'État de 1964 (et même financé la répression), mais considéraient maintenant que l'intervention du gouvernement dans l'économie était excessive, l'État ayant « envahi trop de secteurs aux détriment de l'initiative privée » ; la démocratisation pourrait, en outre, permettre aux entrepreneurs nationaux d'influencer davantage la politique en leur faveur, car beaucoup considéraient que l'autoritarisme avait favorisé l'intérêt des entreprises étrangères.¹³⁶²

Par l'Amendement constitutionnel n° 11¹³⁶³, Geisel révoque les dispositions de l'AI-5 : le droit du président de suspendre l'activité du Congrès ainsi que les mandats et les droits politiques des citoyens est aboli ; la peine de mort, l'emprisonnement à perpétuité et la censure préalable sont supprimés ; l'indépendance du pouvoir judiciaire ainsi que l'*habeas*

¹³⁵⁹ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., chap. IV ; Armelle ENDERS, *Histoire du Brésil contemporain : XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 187.

¹³⁶⁰ Cf. Armelle ENDERS, *Histoire du Brésil contemporain : XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 188.

¹³⁶¹ *Ibid.* ; Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., chap. VI.

¹³⁶² Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., p. 201.

¹³⁶³ BRASIL [Congresso Nacional], « Emenda Constitucional n° 11, de 1978 », *Diário Oficial da União*, Seção 1, 17/10/1978, p. 16713 [promulgation le 13 octobre 1978 ; entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1979].

corpus sont rétablis.¹³⁶⁴ L'élection à la présidence en octobre 1978 du général João Batista Figueiredo consolide le pouvoir des militaires « modérés », permettant la continuité du processus de libéralisation. Une loi d'amnistie (Loi n° 6.683) sera finalement promulguée le 28 août 1979, qui permettra le retour des exilés, mais qui concernera également les actes de répression perpétrés par l'État.¹³⁶⁵

Sur le plan économique, élaboré sous le commandement des ministres Mário Henrique Simonsen (Finances) et João Paulo dos Reis Velloso (Plan), le II Plan National de Développement 1975-1979 (II PND) est présenté, qui envisageait une croissance économique basée sur le secteur de biens de capital et intermédiaires, et non plus sur le secteur de biens de consommation durable ; un taux de croissance annuelle de dix pour cent était envisagé, ce qui exigeait la poursuite de l'entrée de capitaux, ainsi que l'augmentation de l'épargne intérieure.¹³⁶⁶

Le modèle de croissance mis en marche par les gouvernements militaires et le ministre Delfim Netto puisait son dynamisme dans « une suite de réactions en chaîne qui constituaient un cycle renouvelable : rétention salariale, concentration des revenus, développement du marché des biens de consommation de luxe, plus-value accrue et investissements dans le secteur industriel alimentant ce marché privilégié, nouvelle concentration des revenus... »¹³⁶⁷ Le gouvernement Geisel hérite un modèle économique dont les premiers signes d'épuisement étaient déjà présents en 1974 et auquel le choc pétrolier de la fin de 1973 viendra ajouter un élément de renforcement des déséquilibres de la balance des paiements du pays.¹³⁶⁸

¹³⁶⁴ S'il révoquait l'AI-5, cet amendement constitutionnel contenait des articles accordant des pouvoirs à l'Exécutif pour l'établissement de « mesures d'urgence », lui conservant ainsi la possibilité de suspendre les garanties légales, de nommer des gouverneurs et de rétablir la censure. Cf. Armelle ENDERS, *Histoire du Brésil contemporain : XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 193 ; Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., chap. VI, p. 203.

¹³⁶⁵ BRASIL [Presidência da República], « Lei n° 6.683, de 28 de agosto de 1979 », *Diário Oficial da União*, 28/08/1979. De la loi de l'amnistie en seront exclus (article premier, paragraphe second) les « condamnés pour pratique de crimes de terrorisme, d'agression, de séquestration et d'attentat à la personne ».

¹³⁶⁶ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., p. 178.

¹³⁶⁷ Cf. Yves HARDY, « De l'euphorie économique au désenchantement », *Le Monde Diplomatique*, juin 1976. L'auteur y présente une brève analyse des difficultés économiques auxquelles fait face le gouvernement Geisel.

¹³⁶⁸ Selon l'analyse d'Albert Fishlow, la croissance économique pendant la période du « miracle » a bénéficié d'une capacité oisive accumulée pendant la période précédente. Le maintien des taux élevés de croissance économique aurait requis un taux d'épargne intérieure plus élevé que celui observé pendant le « miracle », dont une des caractéristiques était, au contraire, l'incitation à la consommation (de biens durables). L'amélioration des termes de l'échange (le prix des exportations brésiliennes augmentent de 7% par an, en moyenne, entre 1969 et 1972, tandis que ses importations n'augmentent que de 1%) aurait limité les besoins en financement étranger ; allié à l'entrée de capitaux, l'amélioration des termes de l'échange a permis l'importante accumulation de réserves internationales observée à la fin de 1973. Il y avait, toutefois, un potentiel déséquilibre de ressources dans l'économie en raison de l'incitation aux importations favorisée par un taux de change surévalué (dont l'ajustement se basait sur l'inflation annoncée, sous-estimée par rapport à l'inflation réelle). L'augmentation du prix du pétrole en 1973 viendra compléter les problèmes économiques qui se cumulaient, mettant en péril la croissance économique : l'élévation des dépenses avec l'importation de pétrole pourrait dès lors compromettre l'importation d'équipements et biens intermédiaires nécessaires à la poursuite de la croissance. Cf. Albert FISHLOW, « A política econômica do ajustamento brasileiro aos choques do petróleo : uma nota sobre o período 1974/84 », *Pesquisa e Planejamento Econômico*, vol. 16, n° 3, 1986, p. 510-511.

L'entretien du « miracle » par une politique d'incitation à l'entrée de capital étranger a engendré le contrôle de branches stratégiques de l'économie par des entreprises multinationales, ainsi que des distorsions comme des rapatriements de profits supérieurs à l'apport de capital étranger sous forme d'investissements directs ; outre cela, l'endettement nécessaire pour le financement des importations brésiliennes parvenait à une situation que la conjoncture internationale à partir du choc pétrolier viendra rendre plus difficile.¹³⁶⁹

La stratégie économique adoptée pendant le gouvernement Geisel, le II PND, cherchait alors à implanter un nouveau modèle d'expansion économique, tout en réduisant les pressions inflationnistes et en éliminant les déficits de la balance des paiements. S'il n'était pas explicité dans le II PND, la nouvelle politique mettait les grandes entreprises de l'État (pétrole, électricité, sidérurgie, télécommunications) au centre de la politique d'industrialisation.¹³⁷⁰ Un processus d'étatisation de l'économie était dénoncé par la presse qui présentait l'étatisation de l'économie menée par des gouvernements privatistes comme « le grand *paradoxe* du mouvement révolutionnaire de 1964 ». ¹³⁷¹ Sur ce point, A. B. de Castro observe que, pour compenser l'augmentation des prix du pétrole, les pays développés ont augmenté leurs ventes de machines, équipements et armes aux pays du Tiers monde ; une réponse qui n'était pas à la portée d'un pays ne disposant pas au préalable de ces industries. Selon lui, le Brésil ne disposait pas d'alternative « capable d'éviter l'endettement extérieur et la réorientation *forcée* des investissements ». ¹³⁷²

La présidence Geisel s'achève sur un bilan économique positif, avec un taux de croissance annuel moyen de 7% entre 1974 et 1978 (mais en processus de ralentissement) ; le

¹³⁶⁹ Cf. Yves HARDY, « De l'euphorie économique au désenchantement », *op. cit.* Comme rappelé par A. Enders, le « miracle » économique brésilien repose « sur l'approvisionnement en une énergie bon marché, le pétrole, que le Brésil importe à 80%, et sur le maintien de taux d'intérêt très bas sur le marché international, deux conditions essentielles dont la maîtrise échappe totalement au Brésil. » Cf. Armelle ENDERS, *Histoire du Brésil contemporain : XIX^e-XX^e siècles*, *op. cit.*, p. 186.

¹³⁷⁰ Cf. Carlos LESSA, *A estratégia de desenvolvimento 1974-1976 : sonho e fracasso* [1978], 2^e éd., Campinas, UNICAMP/IE, 1998. À son tour, Antonio Barros de Castro analyse la « stratégie » de 1974 comme étant un choix (face au déséquilibre dans les comptes extérieurs du Brésil) contre la voie d'un ajustement avec ralentissement de la croissance. La voie du financement de la croissance économique a été entreprise, l'endettement étant rendu viable par la mise à disposition, sur le marché financier international, des fonds en provenance des pays exportateurs de pétrole. Toutefois, plus qu'un choix pour la croissance à tout prix, le gouvernement a adopté, selon Castro, un programme visant à compléter le processus de développement du pays (agissant directement sur la formation de capital) et à éliminer le déficit de sa balance commerciale. Le processus de croissance devrait être désormais réorienté des biens de consommation durables (tel l'automobile) vers les industries lourdes, les secteurs producteurs de biens intermédiaires et de capital ; il s'agissait de faire face aux turbulences de l'économie internationale en réduisant la dépendance extérieure du pays. Étant donné les délais de maturation de ce type d'investissement, l'incitation fiscale et/ou financière du gouvernement se faisait indispensable ; les commandes passées par les entreprises publiques servaient également d'incitation à des projets menés par le secteur privé. Cf. Antonio Barros de CASTRO, « Ajustamento x transformação. A economia brasileira de 1974 a 1984 », in A. B. de CASTRO, F. E. P. de SOUZA, *A economia brasileira em marcha forçada*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1985.

¹³⁷¹ Cf. *Visão*, 19 avril 1976, p. 27 (cité par Antonio Barros de CASTRO, « Ajustamento x transformação », *op. cit.*, p. 41).

¹³⁷² Cf. Antonio Barros de CASTRO, « Ajustamento x transformação », *op. cit.*, p. 42-43 (citation p. 43).

taux d'inflation moyen pour la période 1974-1978, de 37,9%, correspond au double de celui vérifié pendant les années 1968-1973, sans toutefois engendrer des distorsions graves au niveau des prix relatifs.¹³⁷³ Du côté de la balance des paiements, malgré l'augmentation des exportations (et particulièrement des produits manufacturés), le paiement des importations dépendait de l'entrée de capitaux étrangers, de laquelle dépendaient également les rapatriements de bénéfices ainsi que le paiement des services de la dette extérieure. L'accès au marché international de capitaux par le secteur privé brésilien était stimulé par les taux d'intérêts nationaux maintenus élevés par le gouvernement (intéressé par l'apport de capitaux étrangers qui permettait de couvrir le déficit de la balance des paiements). Dépendante de l'entrée de capitaux étrangers (provenant surtout des pétrodollars « recyclés » par les banques privées), la croissance économique brésilienne se trouvait vulnérable aux variations des taux d'intérêt sur le marché international.¹³⁷⁴

La première année du gouvernement Figueiredo s'achève sur un bilan mélangeant la reprise de la croissance économique (6,8%, le taux le plus élevé depuis 1976) avec l'accélération de l'inflation (77%, le taux le plus élevé depuis 1964) et la réduction de l'entrée de capitaux étrangers (ce qui oblige le gouvernement à faire appel à ses réserves de change afin de couvrir le déficit de la balance des paiements)¹³⁷⁵. Delfim Netto avait alors remplacé Simonsen (qui prônait l'inéluctabilité du ralentissement de la croissance face à la situation de la balance des paiements du pays) au commandement de la politique économique brésilienne, s'engageant à promouvoir la croissance économique en même temps que la réduction de l'inflation, à l'exemple de la période du « miracle ».

La recrudescence de l'inflation dans un contexte de négociations salariales contrôlées par un gouvernement sous pression du FMI, plaçait l'opposition dans une situation favorable face au parti de soutien au gouvernement. Le président Figueiredo, qui s'était engagé à poursuivre le processus d'ouverture politique, en révoquant des dispositions prises en 1977, rétablit le suffrage direct pour les prochaines élections pour les gouvernements des États et le Sénat (amendement constitutionnel de novembre 1980). Suivant une stratégie de rupture de l'unité de l'opposition¹³⁷⁶, Figueiredo avait éliminé le bipartisme (projet approuvé par le Congrès en novembre 1979), ouvrant la voie à la création de multiples partis d'opposition, alors que les forces du gouvernement (l'ARENA) se rassembleraient majoritairement sous le Parti Démocratique Social (PDS).¹³⁷⁷ Du côté de l'opposition, le Parti du Mouvement

¹³⁷³ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, *op. cit.*, p. 206.

¹³⁷⁴ *Ibid.*, p. 207-208.

¹³⁷⁵ *Ibid.*, p. 217.

¹³⁷⁶ *Ibid.*, p. 219.

¹³⁷⁷ Sur la reformulation des partis politiques entreprise sous Figueiredo, voir : *ibid.*, p. 219-222 ; voir également : Boris FAUSTO, *História do Brasil*, 2^e éd., São Paulo, Edusp, 1995, p. 506-507.

Démocratique Brésilien (PMDB) est créé, regroupant la plupart des membres du MDB. Avec son retour de l'exil autorisé par la loi de l'amnistie, Leonel Brizola fonde le Parti Démocratique Travailleiste (PDT), la sigle de son ancien parti, le PTB, ayant été accordée à Ivete Vargas, arrière-nièce de Getúlio Vargas (« une figure politique mineure »)¹³⁷⁸ par les autorités électorales. Sous le commandement de Tancredo Neves et du banquier Magalhães Pinto, « figures de l'establishment »¹³⁷⁹, est fondée le Parti Populaire - PP, qui sera dissout et incorporé au PMDB avant les élections de 1982¹³⁸⁰. Luiz Inácio da Silva (surnommé « Lula »), président du syndicat des métallurgistes de São Bernardo do Campo à São Paulo, dont la notoriété advenait des grèves qu'il avait dirigées (notamment celle de mai 1978), fonde le Parti des Travailleurs - PT, qui regroupe des tendances socialistes diverses.

En raison de la réorganisation des partis, les élections municipales de 1980 sont ajournées à la fin de 1982, quand étaient prévues des élections directes pour les gouverneurs (pour la première fois depuis 1965) et les assemblées législatives des États, un tiers des sénateurs et la totalité de la Chambre des députés fédéraux.¹³⁸¹ Malgré une recrudescence de la violence de la part des militaires contraires au processus d'ouverture politique (à l'exemple de attentat du *Riocentro*, en 1981¹³⁸²), celui-ci se poursuit, la campagne en vue des élections de novembre 1982 engendrant d'amples débats.¹³⁸³

Une campagne pour des élections directes à la présidence de la République est lancée pendant l'année 1983, qui rassemblera partis politiques et organisations syndicales ; la campagne des « Diretas já » devient, en 1984, « une presque unanimité nationale ».¹³⁸⁴ Cependant, l'amendement constitutionnel proposé au Congrès par le PMDB, qui permettrait l'élection directe du prochain président, n'a finalement pas obtenu les voix nécessaires, malgré le soutien de plusieurs députés du parti du gouvernement. Des disputes internes

¹³⁷⁸ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., p. 220.

¹³⁷⁹ *Ibid.*

¹³⁸⁰ Un changement dans les règles électorales obligeait l'électeur à choisir des candidats d'un même parti pour tous les niveaux de représentation concernés par l'élection de 1982. La mesure bénéficiait au PDS, alors que les possibilités électorales du PP se rétrécissaient. Cf. Boris FAUSTO, *História do Brasil*, op. cit., p. 508.

¹³⁸¹ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, op. cit., p. 222.

¹³⁸² Le 30 avril 1981, pendant les célébrations de la Fête du travail au centre de congrès Riocentro, deux bombes explosent. Malgré les évidences de la participation de deux militaires extrémistes dans l'attentat (une des bombes explose dans leur voiture), l'enquête sera archivée. Des entretiens récemment publiés avec Cláudio Guerra, ancien commissaire de police au Département de l'ordre public et social (DOPS), ont éclairci l'attentat. Protégé de toute poursuite judiciaire par la loi de l'amnistie, Guerra présente ses mémoires de la « guerre sale », témoignant de la participation de militaires contraires au retour à la démocratie dans plusieurs attentats et exécutions perpétrés pendant la dictature. Voir : Cláudio GUERRA, *Memórias de uma guerra suja* [entretien à Marcelo Netto et Rogério Medeiros], Rio de Janeiro, Topbooks, 2012.

¹³⁸³ Si le parti du gouvernement, le PDS, obtient la majorité des sièges au Sénat, dans la Chambre des députés il est loin de garantir la majorité (étant toutefois le parti le plus voté). Victorieux dans la plupart des États (y compris Pernambuco et Rio Grande do Sul, où l'opposition était forte), le PDS est battu par le PMDB dans les élections pour les gouverneurs d'États importants tels que São Paulo (Franco Montoro), Minas Gerais (Tancredo Neves) et Paraná (José Richa) ; Leonel Brizola (PDT) est élu à Rio de Janeiro. Cf. Boris FAUSTO, *História do Brasil*, op. cit., p. 508.

¹³⁸⁴ *Ibid.*, p. 509.

s'installent au sein du parti de soutien du gouvernement à propos du candidat à être désigné par le PDS à la présidence de la République ; l'ancien gouverneur de São Paulo et alors député fédéral, Paulo Maluf, réussit à imposer sa candidature. À partir de la dissidence organisée par le vice-président Aureliano Chaves, qui s'était retiré de la dispute contre Maluf, est fondé le Parti du Front Libéral (PFL). Du rapprochement entre le PFL (formé d'une partie des membres du PDS) et le PMDB, est composée l'Alliance Démocratique, qui indique Tancredo Neves (PMDB) comme candidat à la présidence et José Sarney à la vice-présidence de la République. Ainsi, en opposition à la candidature de Maluf, le PMDB accepte une alliance qui impose le nom de José Sarney, figure importante du PDS (son ancien président, ainsi que de l'ARENA) ; une décision dont la portée, comme observe B. Fausto, « [personne] ne pourrait imaginer, en 1984 »¹³⁸⁵.

Depuis 1980, après la levée de la censure, la presse s'était concentrée sur les questions de politique intérieure, la succession présidentielle occupant une place importante dans les journaux. En analysant la presse brésilienne de cette période, Seguin des Hons affirme : « Indépendamment des calendriers électoraux, le pays a vécu pendant quatre ans dans une atmosphère d'expectative et de changement. Cette atmosphère a constitué un des mécanismes les plus efficaces et les plus subtils de l'«ouverture», dans la mesure où elle a drainé le mécontentement général, où elle a réussi à amortir l'impact des problèmes sociaux. »¹³⁸⁶ La conciliation avait été le mot d'ordre de la presse lors du vote de l'amendement constitutionnel concernant l'élection directe à la présidence de la République ; la décision du Congrès n'a dès lors pas fait objet de contestations, un puissant alignement des médias autour de la candidature de Tancredo Neves favorisant la voie de la conciliation.¹³⁸⁷ De la sorte, avec le soutien de la majorité de l'opinion publique ainsi que des médias, Tancredo Neves est élu par le Collège électoral le 15 janvier 1985.¹³⁸⁸ Cependant, le président élu étant hospitalisé à la veille de son investiture, le vice-président José Sarney sera investi à la présidence de la République le 15 mars 1985. Tancredo Neves s'éteint, victime d'un cancer, le 21 avril 1985. Alors que Tancredo Neves avait été, conjointement avec Ulysses Guimarães¹³⁸⁹, la

¹³⁸⁵ *Ibid.*, p. 511.

¹³⁸⁶ Cf. André de SEGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985*, op. cit., p. 116.

¹³⁸⁷ *Ibid.*, p. 117-118.

¹³⁸⁸ Sur la campagne présidentielle qui débute avec la mobilisation populaire pour les élections directes et culmine avec l'élection de Tancredo Neves par le collège électoral, « sur un consensus presque unanime », voir : Claudette SAVONNET-GUYOT, « Brésil 1984 : la re-démocratisation tranquille. Chronique d'une campagne présidentielle », *Revue Française de Science Politique*, vol. 35, n°2, 1985. p. 262-278.

¹³⁸⁹ Ulysses Guimarães, homme politique déjà présent sur la scène politique avant le coup d'État de 1964 (député fédéral depuis 1951), s'est maintenu dans l'opposition au régime militaire, n'ayant pas été privé de ses droits politiques. Lors des élections de 1974, il a été le candidat de l'opposition (MDB) contre Geisel. Président du PMDB, Ulysses Guimarães commande la campagne des « Diretas já ». Comme président de la Chambre des députés, il sera une des figures-clé de la « Nouvelle République » ; sous sa présidence est élaborée et promulguée la nouvelle Constitution du Brésil, en 1988. Sur le parcours politique d'U. Guimarães, voir : Dulce

personnification de l'opposition au régime militaire dans le Congrès national, José Sarney, quant à lui, l'avait « servi fidèlement » (comme gouverneur, puis sénateur du Maranhão), faisant ainsi « figure de vestige du régime militaire » que les circonstances imposent aux brésiliens en 1985.¹³⁹⁰

Si la promulgation de la nouvelle Constitution brésilienne en 1988 symbolise la fin des « derniers vestiges formels du régime autoritaire »¹³⁹¹, la démocratie qui s'installe au Brésil depuis 1985 sera marquée par les limites imposées par la stratégie de transition « lente, graduelle et sûre » entamée par Geisel en 1974. Dès lors, la transition brésilienne permet la permanence de cadres politiques de la période autoritaire dans le régime démocratique qui s'installe. Si des troubles sociaux ont ainsi pu être évités, comme observe Boris Fausto, un moment crucial pour l'affrontement de maux enracinés au Brésil (tels que les inégalités des chances, l'absence d'institutions de l'État fiables et ouvertes aux citoyens, la corruption et le clientélisme) a été perdu. B. Fausto en conclut que, avec la « continuité de pratiques contraires à une véritable démocratie », « la fin de l'autoritarisme a conduit le pays plus à une 'situation démocratique' qu'à un régime démocratique consolidé ».¹³⁹²

En reprenant l'idée de construction de la conciliation¹³⁹³ comme étant une forme permanente de la pensée et de l'action politique brésiliennes, Paulo Sérgio Pinheiro observe :

« Les obstacles à la consolidation de la République ou à la démocratisation effective ont perduré car, dans toutes les transitions, les anciennes oppositions, sous la panique de ruptures effectives dans les équilibres de pouvoir, avec mobilisation populaire forment des coalitions avec des défections des partis au pouvoir [*dos situacionismos*]. [...] Des hégémonies déguisées en consensus populaire n'auront pas de conditions politiques pour se confronter avec l'héritage autoritaire. »¹³⁹⁴

Si Tancredo Neves est le candidat de l'opposition (il obtient 275 des 280 voix du PMDB), il a été élu également grâce aux voix des délégués déserteurs du parti du gouvernement (le PDS lui accorde 166 voix contre 174 à Maluf). Tancredo Neves avait

PANDOLFI, « GUIMARÃES, Ulysses », in A. A. de ABREU *et al.* (coords.), *Dicionário histórico-biográfico brasileiro - pós-1930* [en ligne], Rio de Janeiro, CPDOC, 2010, disponible sur <http://www.fgv.br/cpdoc/busca>.

¹³⁹⁰ Cf. Armelle ENDERS, *Histoire du Brésil contemporain : XIX^e-XX^e siècles*, *op. cit.*, p. 198 et 201 pour les citations (sur la fin du régime militaire et la présidence de José Sarney, voir *ibid.*, p. 194-209).

¹³⁹¹ Cf. Boris FAUSTO, *História do Brasil*, *op. cit.*, p. 526.

¹³⁹² *Ibid.*, p. 527.

¹³⁹³ Pour l'analyse de la stratégie de la « conciliation » dans le processus politique brésilien, voir le recueil d'articles de Michel DEBRUN, *A conciliação e outras estratégias* (São Paulo, Brasiliense, 1983). Debrun affirme que la « conciliation » au Brésil (différemment de l'entendement usuel de la conciliation politique) présuppose « le déséquilibre, la dissymétrie des partenaires, et non leur équilibre ». Cette « conciliation » ne vise pas, poursuit Debrun, à éviter des disputes entre des opposants de force comparable, mais à « formaliser et réguler la relation entre des acteurs [groupes ou individus] inégaux, les uns déjà dominants, les autres déjà dominés. Et pour permettre aux premiers d'exploiter à leur profit la transformation des seconds en associés caudataires. » Dès lors, la « conciliation » sert à « renforcer le pouvoir de ceux qui avaient déjà le pouvoir ». *Ibid.*, p. 15.

¹³⁹⁴ Cf. Paulo Sérgio PINHEIRO, « Transição política e não-estado de direito na República », in I. SACHS, J. WILHEIM, P. S. PINHEIRO (orgs.), *Brasil : um século de transformações*, São Paulo, Companhia das Letras, 2001, p. 264.

construit sa campagne, avec le soutien de la presse et de la télévision, sous le signe de la « conciliation ». Une « conciliation » qui, comme observe T. Skidmore, bien décrit « l’habileté de l’élite politique brésilienne à étouffer les conflits de classe et sectoriels », tout en étant, depuis longtemps, « le désespoir de ceux qui veulent un changement social rapide ».¹³⁹⁵ Analysant la naissance de la « Nouvelle République », le sociologue Florestan Fernandes met en relief son aspect de continuité avec le passé : « Elle n’a pas combattu de front la dictature. Elle l’a contournée et l’a prolongée. »¹³⁹⁶ L’auteur estime que le mouvement pour les élections directes a démontré aux forces conservatrices que « l’inquiétude sociale » était plus forte qu’en 1964, ce qui a engendré « *une composition par le haut*, en respectant leur bras armé, une fois que, ‘en temps de démocratie’, personne ne sait quel sera le gré [*veneta*] du Peuple ». Et l’auteur d’ajouter : « [Les militaires] n’ont pas été renversés ; ils ont préparé un retrait stratégique duquel et sur lequel ils maintiennent un contrôle direct et intouchable jusqu’aujourd’hui. [...] [La] dictature militaire a subi une défaite, mais c’est une défaite qui se caractérise par l’auto-préservation. »¹³⁹⁷

Dès lors, la continuité, plutôt que la rupture, marque les débuts de la Nouvelle République, notamment en ce qui concerne le secteur militaire et la gestion économique : « S’il est vrai qu’une politique de rechange dans le domaine militaire était au départ obérée par l’emprise du courant autoritaire au sein des forces armées, une nouvelle politique était cependant concevable dans le domaine économique. »¹³⁹⁸ Si l’opposition attendait la nomination de Celso Furtado, adhérent du PMDB, au ministère des Finances, le président élu, Tancredo Neves, choisit son ancien auxiliaire (et neveu), Francisco Dornelles, à ce poste ; cette indication « entraîne au pouvoir le second échelon des équipes formées par MM. Simonsen et Delfim Netto, concepteurs et exécuteurs de la politique économique imposée au pays durant le régime militaire. »¹³⁹⁹

Celso Furtado observe que, pendant les années de la dictature militaire, la classe politique brésilienne s’est profondément dégradée.¹⁴⁰⁰ Selon lui, le coup d’État de 1964 interrompt le processus de formation de la classe politique, cessant son entraînement à l’arbitrage entre les forces antagonistes qui sont créées par les disparités présentes dans une société ; d’autant pire, soutient Furtado, que l’interruption de la démocratie survient à un moment de grandes transformations et de rapide urbanisation du pays. Furtado affirme :

¹³⁹⁵ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule...*, *op. cit.*, p. 253 et p. 391 (pour la citation).

¹³⁹⁶ Cf. Florestan FERNANDES, *Nova República ?*, 3^e éd., Rio de Janeiro, Jorge Zahar Ed., 1986, p. 20.

¹³⁹⁷ *Ibid.*, p. 22 (italiques de F. Fernandes).

¹³⁹⁸ Cf. Julia JURUNA [Luiz Felipe de Alencastro], « Les survivances du régime militaire dans le gouvernement civil », *Le Monde Diplomatique*, avril 1985.

¹³⁹⁹ Pour une analyse de la composition du ministère de Tancredo Neves, voir *ibid.*

¹⁴⁰⁰ Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado : decifrando o Brasil » [entretien], p. 58-77.

« Pour avoir une classe politique bien entraînée il faut avoir une société ouverte pour que les hommes acquièrent de l'expérience en luttant pour des objectifs contradictoires. »¹⁴⁰¹ Dans ce sens, il évalue, l'expérience brésilienne de l'autoritarisme a été plus « perverse » que dans d'autres pays, comme le Chili, car les militaires, au Brésil, n'ont pas fermé le Congrès tout de suite après le coup d'État, mais en ont ôté les « meilleures têtes », conservant « les pires » ; une « sélection perverse, négative » a alors entraîné la décomposition de la classe politique au Brésil, tandis qu'au Chili, en étant expulsée, la classe politique aurait préservé ses valeurs, étant préparée pour affronter les problèmes du pays lors de l'ouverture.¹⁴⁰²

Similairement, en traitant de la faiblesse et du manque de discipline des partis politiques brésiliens juste après le rétablissement de la démocratie (attribution de postes à des proches, non engagement dans la révocation de lois autoritaires), T. Skidmore soulignait que « trop de politiciens mettent leur propre intérêt au-dessus de celui de la population. »¹⁴⁰³ Et l'auteur d'expliquer :

« Les gouvernements militaires avaient, après tout, réprimé le principe fondamental de la politique démocratique : que des représentants élus cherchent à juger et à résoudre, dans un forum public, les conflits de base de leur société. [...] Était-il donc raisonnable d'espérer que les politiciens émergeant de vingt ans de gouvernement militaire agissent comme des hommes d'État athéniens ? »¹⁴⁰⁴

¹⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 67.

¹⁴⁰² *Ibid.*

¹⁴⁰³ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, *op. cit.*, p. 263.

¹⁴⁰⁴ *Ibid.*, p. 264.

PARTIE IV - Celso Furtado en exil : nouvelles voies de réflexion sur la problématique du sous-développement

1. Le départ en exil : débats sur le développement latino-américain dans les années 1960

Furtado présente son interprétation du coup d'État militaire de 1964, dans ses mémoires, plaçant les événements qui s'étaient produits au Brésil dans un contexte international d'un « tournant en Amérique latine à partir de l'incident des missiles soviétiques installés à peu de kilomètres de la Floride, de l'échec du projet Kennedy de l'Alliance pour le Progrès et de la consolidation de la Révolution Cubaine ». ¹⁴⁰⁵ Les motivations internes seraient à chercher dans un projet « modernisateur » dans lequel la distribution égalitaire des revenus ainsi que la démocratie ne pourraient être atteintes que dans les étapes supérieures du développement économique. ¹⁴⁰⁶

Considérant que la prise du pouvoir par les putschistes au Brésil en 1964 était l'aboutissement d'un mouvement qui se préparait depuis une dizaine d'années (entamé avec le suicide de Vargas en 1954), Furtado n'envisageait pas une réversion rapide de la situation politico-sociale brésilienne. Différemment d'autres réfugiés brésiliens qui se préparaient à un retour prochain au Brésil, Furtado supposait que son séjour à Santiago du Chili marquait le début d'un long exil à l'étranger. D'autres intellectuels, tels que le futur président Fernando Henrique Cardoso, soutenaient qu'il fallait faire survivre à l'intérieur du Brésil « quelque forme d'*intelligentsia* indépendante ». ¹⁴⁰⁷ Furtado, tout en respectant ce point de vue,

¹⁴⁰⁵ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo* [mémoires, 1991], in C. FURTADO, R. F. AGUIAR (org.), *Obra autobiográfica de Celso Furtado*, t. III, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1997, p. 53-54.

¹⁴⁰⁶ *Ibid.*, p. 56. Si la politique économique entreprise pendant la dictature militaire au Brésil a viabilisé des taux de croissance élevés, la question de la répartition des revenus a été négligée. Selon la doctrine sous-jacente à cette politique économique, il fallait augmenter le « gâteau » (le revenu national) avant de le partager. Cette idée est attribuée à l'économiste A. Delfim Netto, ministre des Finances du gouvernement militaire (sous les présidences d'A. da Costa e Silva et d'E. G. Médici) pendant la période connue comme le « miracle brésilien » (1968-1973), période de croissance économique accélérée. Pour les défenseurs des politiques en cours, l'accroissement des inégalités serait une conséquence de déséquilibres du marché (accroissement de la demande de main-d'œuvre qualifiée, mieux rémunérée). Ces déséquilibres seraient provisoires et tendraient à disparaître avec l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre qualifiée et son incorporation à l'économie en croissance. Cette thèse est défendue (avec une préface de A. Delfim Netto) dans : Carlos G. LANGONI, *Distribuição de renda e desenvolvimento econômico no Brasil*, Rio de Janeiro, Expressão e Cultura, 1973. Pour une approche critique de la période du « miracle brésilien », voir : Celso FURTADO, *Análise do « modelo » brasileiro*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1972 ; *id.*, *O Brasil pós-« milagre »*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1981. Sur la politique économique brésilienne sous la dictature militaire, voir : Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*, *op. cit.* ; pour un aperçu historique de l'évolution de la politique économique brésilienne et ses rapports avec les forces armées (et leur alliance privilégiée avec les États-Unis), voir : Julia JURUNA, « Brésil, le despotisme tropical », *op. cit.*

¹⁴⁰⁷ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 56.

envisageait à son tour d'« observer de près ce qui se passait dans le vaste monde », étant « décidé à [s']approcher des centres d'où émane le pouvoir réel pour étudier les systèmes de domination qui commandent notre destin de peuples périphériques ». ¹⁴⁰⁸

Dès lors, après un bref passage au Chili, Furtado décide de se fixer aux États-Unis. Ex-ministre et ex-fonctionnaire des Nations Unies dans le cadre de la CEPAL, Furtado était un économiste de renommée internationale au moment du coup d'État au Brésil. En plus de quelques articles scientifiques de circulation internationale - à l'exemple de ceux publiés dans *International Economic Papers*, *Foreign Affairs* et *Scientific American* ¹⁴⁰⁹ - son livre *Formação econômica do Brasil* (1959) avait été traduit en espagnol (1962) et en anglais (1963). Furtado reçoit des invitations pour des postes de professeur invité de la part de plusieurs universités nord-américaines. Notamment, le Département d'Économie et le Centre de Développement économique de l'Université Yale lui offrent un poste de recherche et la direction d'un séminaire latino-américain ; l'Université Harvard lui offre un poste de professeur invité pour l'année 1964-1965 ; Furtado est également invité par l'Institut d'études latino-américaines de l'Université Columbia pour y assurer, pendant l'année 1964-1965, des activités d'enseignement ainsi qu'un séminaire et des conférences sur le développement économique latino-américain. ¹⁴¹⁰ Furtado acceptera l'invitation du Centre d'études de la croissance économique (*Economic Growth Center*) de l'Université Yale, l'un des principaux centres d'études sur le Tiers Monde. Débutant son séjour aux États-Unis en septembre 1964, Furtado aura probablement été le premier exilé politique brésilien aux États-Unis après de coup d'État du 1^{er} avril 1964. ¹⁴¹¹

Ses réflexions sur le processus de développement récent en Amérique latine, entamées à Santiago du Chili en 1964 et poursuivies à l'Université Yale, seront publiées en 1965. ¹⁴¹² L'interprétation avancée par Furtado selon laquelle l'évolution des économies latino-américaines les menaient à la stagnation a donné lieu à une grande controverse et n'a pas été corroborée par les faits, notamment dans le cas du Brésil, qui a connu une période de croissance accélérée à partir de la fin 1967.

¹⁴⁰⁸ *Ibid.*, p. 57 et 60, respectivement.

¹⁴⁰⁹ Celso FURTADO, « Capital formation and economic development », *International Economic Papers*, n° 4, 1954 (reproduit dans le recueil de textes sur le sous-développement organisé par A. N. Agarwala et S. P. Singh, publié en 1958, *op. cit.*) ; *id.*, « Brazil : what kind of revolution? », *Foreign Affairs*, vol. 41, n° 3, 1963 ; *id.*, « The development of Brazil », *Scientific American*, n° 3, sept. 1963.

¹⁴¹⁰ Cf. les télégrammes adressés à Furtado de la part de ces universités, reproduits dans : Maria C. TAVARES (org.), *Celso Furtado e o Brasil*, São Paulo, Fund. Perseu Abramo, 2000. Voir aussi l'article de Juan de Onis consacré à Celso Furtado, sa démission de la SUDENE et les invitations reçues de la part d'universités nord-américaines : « Purged Brazilian economist will teach in U.S. » dans *The New York Times*, 11 mai 1964.

¹⁴¹¹ Sur les exilés politiques brésiliens aux États-Unis et leur rôle dans l'opposition à la dictature brésilienne, voir : James N. GREEN, *We cannot remain silent*, *op. cit.*

¹⁴¹² Cf. Celso FURTADO, « Development and stagnation in Latin America : a structuralist approach », *Studies in Comparative International Development*, vol. 1, n° 11, 1965, p. 159-175.

Pôle d'attraction de la première vague d'exilés brésiliens, le Chili vivait une période de réformes structurelles sous le gouvernement du démocrate-chrétien Eduardo Frei ; d'anciens collègues de Furtado à la CEPAL, comme Jorge Ahumada, intégraient le mouvement réformiste.¹⁴¹³ Santiago du Chili constituait un « important centre d'activité intellectuelle »¹⁴¹⁴ depuis la création de la CEPAL en 1949 ; l'organisation de l'Institut Latino-américain de Planification Économique et Sociale (ILPES)¹⁴¹⁵, en 1962, venait contribuer à la diffusion des idées de la CEPAL dans une ambiance universitaire, destinée à la formation de spécialistes en développement économique pour les pays latino-américains. Furtado, qui avait participé en tant que représentant du gouvernement brésilien de l'organisation de l'ILPES et était membre de son conseil de direction, rejoint l'institution en mai 1964, proposant l'organisation d'un séminaire destiné à « une relecture critique des textes 'classiques' de la CEPAL » ; c'était la première fois, selon Furtado, que des économistes et sociologues se réunissaient « pour débattre la problématique du développement/sous-développement à partir d'une série de textes théoriques élaborés en Amérique latine même, les alliant avec l'expérience vécue dont beaucoup d'entre [eux] avaient une connaissance directe. »¹⁴¹⁶ Étant le seul membre du groupe à avoir participé à l'élaboration des textes

¹⁴¹³ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 58-59.

¹⁴¹⁴ *Ibid.*, p. 53. Fernando Henrique Cardoso observe que, à cette époque, le Chili était « la capitale culturelle de l'Amérique latine », accueillant des personnes de plusieurs pays de la région. Le séminaire de révision des textes de la CEPAL dirigé par Furtado a été, selon Cardoso, « extrêmement riche », car permettant de percevoir que les problèmes brésiliens étaient communs à d'autres pays de l'Amérique latine, et que ces problèmes se rapportaient aux structures. Face à la situation de stagnation économique de l'Amérique latine vers la moitié des années 1960, circulait l'idée selon laquelle le socialisme serait la réponse à la crise, le développement capitaliste du Tiers monde étant impossible. Furtado, en reprenant les thèmes développés par la CEPAL, s'opposait à une telle formulation, en affirmant que l'action de l'État conjointement avec une nouvelle politique concernant le capital étranger y rendrait viable le développement. Cardoso, qui élabore à l'ILPES [entre 1965 et 1967, en collaboration avec Enzo Faletto] son livre *Dépendance et développement* affirmait également que le développement capitaliste était possible dans la région. Selon sa thèse, la dépendance n'empêchait pas le développement (ce qui ouvrirait la voie au socialisme) ; il existait, au contraire, la possibilité d'un « développement dépendant ». Pour Cardoso, l'évolution de la région allait dans le sens d'une symbiose entre les forces internes et externes : si l'industrie installée par le capital étranger vise à répondre à la demande locale, l'entreprise multinationale devient solidaire de la croissance du marché intérieur. Cf. Fernando Henrique CARDOSO, *Entrevistas a Lourenço Dantas Mota*, Brasília, Senado Federal, 1985, p. 12-15 (entretien publié dans le journal *O Estado de S. Paulo*, le 7 août 1983) ; Fernando Henrique CARDOSO, Enzo FALETTTO, *Dependencia y desarrollo en América Latina*, México, Siglo XXI, 1969.

¹⁴¹⁵ Voir <http://www.eclac.org/ilpes/> sur l'histoire et la mission de l'ILPES, entité intégrant le système de la CEPAL. Comme observe Gert Rosenthal (ancien Secrétaire exécutif de la CEPAL, 1988-1997), la création de l'ILPES s'insère dans l'élan donné à la planification dans les années 1960 par l'Alliance pour le progrès, laquelle prônait le support technique (par des missions conjointes de l'OEA, de la CEPAL et de la BID) à l'élaboration des plans nationaux de développement, ainsi que leur évaluation par un groupe d'experts nommé par le Conseil interaméricain économique et social. L'ILPES apparaît ainsi comme une « des expressions institutionnelles » des développements des années 1960. Cf. Gert ROSENTHAL, « ECLAC : a commitment to a Latin American way toward development », in Y. BERTHELOT (éd.), *Unity and diversity in development ideas : perspectives from the UN regional commissions*, Bloomington, Indiana University Press, 2004, p. 200.

¹⁴¹⁶ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 64-65. Pendant son séjour à Santiago, Furtado partagera une maison avec trois autres collègues de la CEPAL (Fernando Henrique Cardoso, Francisco Weffort et Wilson Cantoni), dans un climat d'incertitude quant à la durée de leur séjour ainsi qu'à leurs moyens de subsistance. Cf.

originaux de la CEPAL¹⁴¹⁷, à Furtado a incombé une exposition introductive de ces textes. Un des sujets du débat en ce moment concernait la perte de dynamisme des économies latino-américaines, surtout de celles déjà avancées dans le processus d'industrialisation. Si la théorie de l'industrialisation périphérique élaborée par la CEPAL conservait sa valeur explicative, la réalité de plusieurs pays latino-américains posait des obstacles à l'application des idées développées aux débuts de la CEPAL. Comme Furtado souligne, d'après cette théorie, « la progressive différenciation des systèmes productifs engendrée par l'industrialisation conduirait à la croissance auto-soutenue. »¹⁴¹⁸ Or, des pays latino-américains engagés dans le processus d'industrialisation faisaient face à un déclin de leur taux de croissance, l'industrialisation par substitution d'importations rencontrant des difficultés en raison de leur forme d'insertion internationale : en Argentine, l'expansion du marché intérieur concurrençait les exportations (dans le cas de la viande, par exemple), réduisant la capacité d'importation du pays ; au Chili, l'étranglement du marché intérieur et l'instabilité du prix de son principal produit d'exportation, le cuivre, posaient des contraintes à l'industrialisation.

R. Prebisch, directeur de l'ILPES depuis son établissement, présidait à ce moment-là la première réunion de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), dont il a été le premier Secrétaire général.¹⁴¹⁹ Le nouvel organisme établi dans le cadre des Nations Unies répondait au besoin de restructuration de l'ordre économique mondial observé par les pays exportateurs de produits primaires : alors que les prix de ces derniers étaient sujets à une forte instabilité, les prix des produits manufacturés jouissaient d'une stabilité croissante, car établis dans le cadre d'oligopoles. Pour que les échanges internationaux répondent aux besoins du développement, les pays développés devraient ouvrir

Fernando Henrique CARDOSO, Brian WINTER, *The accidental president of Brazil : a memoir*, New York, PublicAffairs, 2006, p. 86.

¹⁴¹⁷ Les autres membres faisaient partie de la génération qui rejoint la CEPAL à partir de la moitié des années 1950, à l'exception du sociologue espagnol José Medina Echavarría, qui avait apporté sa contribution critique aux débuts de la CEPAL. Echavarría avait été invité à rejoindre l'institution par Celso Furtado (qui le rend visite à cette fin à Puerto Rico en 1951) ; l'idée de Furtado, qui suscite une réaction favorable de la part de Prebisch, était de protéger la CEPAL de l'« économicisme » en y intégrant des chercheurs d'autres sciences sociales. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*, 223-225. En 1964, dans les rencontres hebdomadaires à l'ILPES, débutées le 3 juin, prenaient part : Cristóbal Lara, Eric Calagno, Fernando Henrique Cardoso, Ricardo Cibotti, Norberto Gonzáles, Benjamin Hoppenhayn, Carlos Matus, Gonzalo Martiner, José Medina Echavarría, Julio Melnick, Luis Ratinoff, Osvaldo Sunkel, Pedro Vuscovic et Francisco Weffort. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 65.

¹⁴¹⁸ *Ibid.*, p. 61.

¹⁴¹⁹ La première session de la CNUCED a eu lieu à Genève, du 13 mars au 16 juin 1964 ; Prebisch a été le Secrétaire général de l'organisation entre les années 1964 et 1969. Cf. le site Internet de l'organisation, <http://unctad.org>. Furtado avait participé aux discussions préliminaires en vue d'une prise de position commune des pays latino-américains lors de la réunion de la CNUCED (voir le compte-rendu de la réunion de spécialistes en politique commerciale promue par la CEPAL, à Brasília, dans : *Jornal do Brasil*, 26 janvier 1964, p. 3) ; le coup d'État au Brésil l'empêche toutefois d'intégrer la délégation brésilienne à cette conférence. Selon Furtado, depuis Genève Prebisch accompagnait les travaux de l'ILPES, ayant félicité le groupe pour le travail proposé, demandant tout de même que le groupe attende son retour à Santiago avant toute divulgation des travaux. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 65.

leurs marchés aux biens manufacturés produits par le pays sous-développés. Pour cela, observe Furtado, « il était nécessaire de reconnaître que les rapports internationaux comportaient des asymétries, les pays industrialisés devant faire des concessions unilatérales aux sous-développés ». Et l'auteur d'ajouter : « Prebisch luttait à Genève pour la reconstruction des relations commerciales internationales, conscient que celles qui existaient alors bloquaient l'expansion des économies périphériques. »¹⁴²⁰

1.1 La crise des économies latino-américaines dans les années 1960 et le débat sur la stagnation

Prebisch et les problèmes du développement périphérique dans les années 1960

Prebisch, qui se consacrait alors au changement des structures du commerce international, avait affirmé dans un ouvrage récent (1963) que l'Amérique latine devait accélérer le rythme de sa croissance économique et de la répartition du revenu en faveur des masses populaires. Sur la politique de redistribution, Prebisch précise qu'une compression de la consommation des groupes privilégiés qui se traduise en accroissement de l'accumulation de capital, permettrait l'élévation progressive du niveau de vie des masses.¹⁴²¹ Outre les problèmes concernant leur structure sociale, les pays latino-américains qui ont le plus avancé dans le processus d'industrialisation font face également aux contraintes que leur impose la structure du commerce international. À ce sujet, Prebisch observe que, en même temps que l'industrialisation périphérique a été acceptée comme étant indispensable au développement économique, l'industrialisation latino-américaine s'est développée dans le cadre d'un schéma anachronique de commerce international, celui qui consiste à échanger des produits primaires par des biens manufacturés.¹⁴²² Il en résulte qu'un obstacle se pose à l'industrialisation des pays périphériques lorsque leurs importations de biens manufacturés croissent plus rapidement que l'exportation de produits primaires, engendrant des déséquilibres qui s'amplifient avec l'intensification du développement économique.¹⁴²³ Pour pallier cela,

¹⁴²⁰ *Ibid.*, p. 64.

¹⁴²¹ Cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, México, Fondo de Cultura Económica, 1963, p. 5-6. Cette étude a été présentée par R. Prebisch à la Conférence de la CEPAL, tenue à Mar del Plata (Argentine), en mai 1963. Présidée par Celso Furtado, cette conférence marque l'adieu de Prebisch en tant que Secrétaire exécutif de la CEPAL. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 255-257 : « Farewell a Prebisch ».

¹⁴²² Cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, *op. cit.*, p. 7.

¹⁴²³ Prebisch souligne que, à mesure que s'élève le revenu par habitant, la demande de produits primaires croît plus lentement que celle de biens manufacturés, ce qui configure un « phénomène universel ». *Ibid.*, p. 8. Dans un texte de la CEPAL, de 1961, l'on affirmait déjà : « La industrialización progresiva de América Latina, como

Prebisch soutient l'incitation aux exportations de produits manufacturés latino-américains ; il prône également le retrait des restrictions aux importations posées par les États-Unis et le marché commun européen. Prebisch soutient d'ailleurs que les pays latino-américains élargissent la base géographique de leurs exportations afin de profiter des possibilités de commerce ouvertes par le développement des pays socialistes ; l'intérêt de poursuivre l'effort en vue de l'établissement d'un marché commun latino-américain est aussi renforcé par Prebisch.¹⁴²⁴ Au-delà des questions concernant la lenteur de l'accroissement des exportations de produits primaires de l'Amérique latine face à l'accroissement rapide de ses importations, Prebisch identifie dans la détérioration du rapport des prix de l'échange un facteur déterminant de l'étranglement extérieur du développement de la région. Il attire l'attention sur le fait que, faute de solutions à ces déséquilibres, l'Amérique latine risquerait d'être entraînée dans un « type de développement chaque fois plus fermé et à un déclin persistant de la proportion de son échange avec le reste du monde » ; des « mesures autoritaires » pourraient alors advenir, « avec de graves conséquences pour le progrès de la démocratie latino-américaine ». ¹⁴²⁵ D'où l'importance d'une coopération internationale capable d'intervenir aussi bien sur les échanges internationaux que sur le financement du développement.¹⁴²⁶

À partir de l'observation de l'existence d'une tendance séculaire à la détérioration des termes de l'échange entre produits primaires et biens manufacturés, qui affirmait la distribution inégalitaire des bénéfices du commerce international entre les pays exportateurs de produits primaires et ceux exportateurs de biens manufacturés, l'argumentation en faveur de changements dans la structure de l'économie mondiale prend de l'ampleur en Amérique latine. En même temps, plus concentré sur les problèmes relatifs au processus de décolonisation, et sur le non-alignement des nouveaux États, le mouvement des pays afro-asiatiques (réunis à la Conférence de Bandoeng, 1955) venait parfaire la scène internationale dans la décennie 1950. C'est à l'issue de la première CNUCED (Genève, 1964) que les soixante-dix-sept pays sous-développés participants émergent comme un groupe unifié (le G-77), signant une déclaration conjointe destinée à promouvoir leurs intérêts économiques

exigencia ineludible del desarrollo económico, deriva de un hecho simple y conocido : a medida que crece el ingreso por habitante, la demanda de productos industriales tiende a crecer con intensidad mayor que la de productos primarios. Este hecho se debe a las transformaciones de la demanda y de la técnica productiva. » Cf. CEPAL, *Desarrollo económico, planeamiento y cooperación internacional*, 2^e éd. (1^{er} éd. juin 1961), Santiago du Chili, Nations Unies, 1973 (Série commémorative du XXV anniversaire de la CEPAL), p. 18.

¹⁴²⁴ Cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, *op. cit.*, p. 8 ; pour une discussion des problèmes liés au marché commun latino-américain, voir *ibid.*, p. 107-123. La question du commerce entre les pays socialistes et les pays en voie de développement est approfondie par Prebisch dans : Raúl PREBISCH, *Vers une nouvelle politique commerciale en vue du développement économique*, Rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Paris, DUNOD, 1964, chap. IV.

¹⁴²⁵ Cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, *op. cit.*, p. 9-10.

¹⁴²⁶ *Ibid.*, p. 10.

collectifs. La CNUCED se présente alors comme un cadre privilégié pour les demandes émanant des pays pauvres.¹⁴²⁷

Dans le cadre de la Guerre froide, l'argumentation en faveur du développement latino-américain menée au sein de la CEPAL sera reprise par l'administration nord-américaine, servant de base à l'Alliance pour le progrès proposée par le président Kennedy, ainsi qu'à l'instauration d'une « Décennie du développement » sous les auspices des Nations Unies.¹⁴²⁸ À la CNUCED, en 1964, en reprenant l'argumentation cépalienne sur la détérioration des termes de l'échange et sur la diffusion inégalitaire du progrès technique entre les pays développés et ceux en voie de développement, Prebisch expose à une audience mondiale l'importance des liens entre le commerce et le développement.¹⁴²⁹ Prebisch y expose les problèmes posés par le déséquilibre commercial à la concrétisation de l'objectif fixé par les Nations Unies, dans le cadre de la Décennie pour le développement, de porter la croissance des pays en voie de développement à un taux minimum de 5% en 1970.¹⁴³⁰ Il y met en relief la tendance persistante au déséquilibre extérieur dans le processus de développement à laquelle font face ces pays. Face à la lente croissance de leurs exportations et à la détérioration des termes de l'échange des pays en voie de développement¹⁴³¹, Prebisch prône une restructuration des relations de commerce international, concernant notamment la garantie du

¹⁴²⁷ Cf. Joseph S. NYE, « UNCTAD : pour nations' pressure group », in R. W. COX, H. K. JACOBSON *et al.*, *The anatomy of influence : decision making in international organization*, New Haven, Yale University Press, 1974, p. 334-370.

¹⁴²⁸ Comme observent John Toye et Richard Toye, la « thèse Prebisch-Singer » concernant la détérioration séculaire des termes de l'échange des pays en voie de développement, « est promptement entrée dans le champ de bataille de la Guerre froide ». Cf. John TOYE, Richard TOYE, « The origins and interpretation of the Prebisch-Singer thesis », *op. cit.*, p. 463.

¹⁴²⁹ Cf. Edgar J. DOSMAN, David H. POLLOCK, « Hasta la UNCTAD y de regreso : divulgando el evangelio, 1964-1968 », *Estudios Sociológicos*, vol. 16, n° 48, 1998, p. 573-603. G. Rosenthal observe que « les idées promues par la CNUCED dans les années 1960 sont clairement un développement et une extension des idées séminales de la CEPAL des années 1950. » À la CNUCED ont été ajoutées à la formulation de la CEPAL, entre autres, des propositions telles que la nécessité d'accords internationaux sur les produits de base, le système de préférences (sans réciprocité) pour l'exportation de produits manufacturés des pays en voie de développement, et les financements compensatoires en cas de déclin des prix des produits primaires. Cf. Gert ROSENTHAL, « ECLAC : a commitment to a Latin American way toward development », *op. cit.*, p. 194 et 398 (note 103).

¹⁴³⁰ Cf. Raúl PREBISCH, *Vers une nouvelle politique commerciale en vue du développement économique*, *op. cit.*

¹⁴³¹ Prebisch explique le lent accroissement des exportations de produits primaires comme étant « le reflet des conséquences irréversibles du progrès technique dans les centres industriels » : des conséquences directes, comme le remplacement de produits naturels par des articles synthétiques et la diminution de la part des produits primaires dans le produit final ; des conséquences indirectes, comme la faible augmentation de la demande de denrées alimentaires et d'autres biens courants de consommation à mesure que le revenu par habitant augmente en raison du progrès technique (alors que la demande de biens industriels et de services a tendance à s'accroître rapidement). Prebisch souligne en outre que la mécanisation de l'agriculture aux États-Unis et en Europe transforme l'ancien système d'échanges (où l'exportation agricole était le propre des pays peu développés) ; il dénonce toutefois les attitudes politiques (des subventions qui stimulent la production et des limitations aux importations) qui accompagnent l'augmentation de la production agricole des grands pays industrialisés. Face aux effets de ces mesures sur les pays en voie de développement, Prebisch prône « une politique qui ne chercherait pas à résoudre les difficultés intérieures des pays industrialisés en aggravant celles des pays en voie de développement ». *Ibid.*, p. 22-24.

pouvoir d'achat des exportations de produits primaires¹⁴³² et l'ouverture des marchés aux biens manufacturés produits par les pays en voie de développement. En raison du lent accroissement de la demande de produits primaires et aussi des effets du progrès technique sur la productivité agricole, la production agricole n'est capable d'absorber qu'une moindre fraction de l'augmentation de la population active dans ces pays. La croissance de l'industrie se présente, dès lors, comme une condition fondamentale pour le développement de la périphérie de l'économie mondiale.¹⁴³³ Par rapport au déficit commercial des pays périphériques, Prebisch affirme que l'accroissement des exportations industrielles de ces pays est une « nécessité inéluctable ».¹⁴³⁴ Il souligne que « [ces] exportations auraient dû être le complément naturel de l'industrialisation périphérique », mais, dans les années 1930, quand l'industrialisation prend de l'élan dans plusieurs pays périphériques, les pays industrialisés étaient contraints à l'application de mesures restrictives.¹⁴³⁵ En conséquence, l'industrialisation périphérique fondée sur la substitution des importations a, certes, contribué à élever le revenu dans ces pays, mais cette élévation a été beaucoup moins importante qu'elle n'aurait été avec l'application d'une « politique rationnelle qui aurait judicieusement combiné le remplacement des importations et les exportations industrielles ».¹⁴³⁶ Prebisch attire l'attention sur le fait que, malgré les conditions très différentes observées dans les années 1960 (par rapport à celles des années 1930 et de l'après-guerre), les pays industrialisés ne se montraient pas ouverts aux importations d'articles manufacturés en provenance des pays en voie de développement.¹⁴³⁷

Considérant que le développement social ne surviendrait pas comme une conséquence naturelle du développement économique, Prebisch affirme la nécessité d'une action

¹⁴³² Prebisch observe que, pour atteindre leurs objectifs de développement, les pays doivent être en mesure de planifier la mobilisation possible des ressources internes et externes. Et l'auteur de préciser : « Toute accélération du taux de croissance présuppose l'accélération du rythme des investissements et, dans la mesure où il faut importer des biens de capital pour remplir cette condition, ce programme d'investissements ne peut être établi que si l'on admet par hypothèse que le montant voulu de devises sera disponible. » Une attaque sur deux fronts est donc nécessaire, selon l'auteur : des accords internationaux sur les produits de base et la concession de « ressources complémentaires aux pays en voie de développement pour les dédommager des pertes dues à la détérioration des termes de l'échange » (afin de maintenir intact le pouvoir d'achat à l'extérieur de leurs exportations, nécessaire à maintenir l'intégralité des plans de développement). *Ibid.*, p. 101-105 (citations, p. 102 et 103).

¹⁴³³ *Ibid.*, p. 36.

¹⁴³⁴ Prebisch affirme : « L'augmentation de la part des exportations primaires des pays périphériques dans la consommation des pays industrialisés et le transfert de fonds de ces derniers aux premiers pour compenser les effets de la détérioration des termes de l'échange contribueront à réduire le déficit commercial mais ne suffiront pas à le combler. » *Ibid.*, p. 33.

¹⁴³⁵ *Ibid.*, p. 33.

¹⁴³⁶ *Ibid.*, p. 34.

¹⁴³⁷ *Ibid.*, p. 36.

rationnelle et délibérée de l'État sur les forces du développement.¹⁴³⁸ Il observe que l'évolution capitaliste des pays avancés ne se reproduit pas dans les pays latino-américains : alors que les pays avancés ont introduit graduellement la technologie dans le processus productif (simultanément à leur accumulation de capital), les pays en développement assimilent une technologie déjà élaborée, sur laquelle interviennent de constantes innovations et qui requiert un rapport capital/travail élevé.¹⁴³⁹ Si dans les pays avancés l'accumulation de capital a précédé la redistribution du revenu, dans les pays en développement les deux problèmes doivent être résolus simultanément, car les couches supérieures de la collectivité n'y épargnent pas spontanément (d'où la nécessité de restreindre délibérément leur consommation). Pour que l'accroissement de l'épargne par la voie de la compression de la consommation des couches supérieures contribue à l'accélération du développement, il faut que cette épargne additionnelle soit canalisée vers l'accumulation de capital.¹⁴⁴⁰ En ce qui concerne l'accumulation de capital, Prebisch souligne, en outre, la question de l'adéquation de la technologie à la structure économique du pays : la technique élaborée dans les grands centres industriels a répondu à leur rareté de main-d'œuvre, tandis que les pays latino-américains connaissent une abondance persistante de main-d'œuvre, qui contraste avec la technique à être assimilée.¹⁴⁴¹ Il constate également que les grands centres n'ont pas éprouvé pendant leur développement la tendance à « l'étranglement extérieur » (disparité entre la demande d'importations et d'exportations) qui touche les pays latino-américains.¹⁴⁴² En vue du développement latino-américain, Prebisch prône que toute politique soit fondée sur une « interprétation authentique de la réalité latino-américaine ». Il attire l'attention sur la « fausse prétention d'universalité » des théories conçues dans les grands centres, tout en affirmant qu'il échoit aux « hommes de la périphérie » de les corriger en y insérant les éléments dynamiques nécessaires à la compréhension de la réalité de la région.¹⁴⁴³ Dès lors, la thèse selon laquelle une phase de développement économique doit précéder celle des réformes sociales consiste, selon Prebisch, en une « erreur profonde », puisque dans les pays latino-américains « il n'y aura pas de développement économique sans transformation de la structure sociale ».¹⁴⁴⁴ Au moment de son départ de la direction de la CEPAL, Prebisch appelle ainsi à

¹⁴³⁸ Cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, p. 12.

¹⁴³⁹ *Ibid.*, p. 13.

¹⁴⁴⁰ *Ibid.*, p. 38.

¹⁴⁴¹ *Ibid.*, p. 13-14, p. 32.

¹⁴⁴² *Ibid.*, p. 14.

¹⁴⁴³ *Ibid.*, p. 19. En effet, depuis le « Manifeste latino-américain » (« El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas », 1949), Prebisch mettait en relief cette question, en affirmant : « un des défauts les plus manifestes dont souffre la théorie économique générale, vue de la périphérie, est son faux sens d'universalité. » Cf. Raúl PREBISCH, « O desenvolvimento econômico da América Latina e seus principais problemas », *Revista Brasileira de Economia*, vol. 3, n° 3, 1949, p. 54.

¹⁴⁴⁴ Cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, p. 21.

une nouvelle agenda de discussions sur le développement périphérique et de nouveaux éléments sont mis en évidence : le changement de la structure sociale et la redistribution du revenu. La réforme de la structure agraire apparaît désormais comme étant fondamentale pour le dépassement de l'« insuffisance dynamique » observée dans les économies latino-américaines.

Comme le souligne R. Bielschowsky, « le modèle explicatif sur le manque de capacité à absorber la force de travail qui apparaissait dans les textes des années 1950 - insuffisance d'épargne et utilisation de technologies intensives en capital - s'oriente maintenant vers l'analyse de l'usage social de l'excédent potentiel ». ¹⁴⁴⁵ Dans ce sens, l'impératif de la réforme de la structure agraire vient compléter l'argumentation en faveur des restrictions à la consommation des classes aisées (en vue de la canalisation des ressources vers l'investissement et le progrès technique). Prebisch explique que l'application de capital à l'agriculture peut entraîner l'élimination de la main-d'œuvre ; alors, tout en étant convenable à l'entrepreneur, la mécanisation agricole peut présenter des effets sociaux négatifs si la population déplacée n'est pas absorbée dans d'autres activités. La capacité d'absorption de la main-d'œuvre déplacée étant insuffisante en Amérique latine, il serait préférable de choisir des technologies qui augmentent la productivité de la terre, au lieu d'investissements permettant l'économie de main-d'œuvre ; pour cela, Prebisch souligne l'importance d'une action préalable de l'État en vue de la recherche technologique et de la diffusion de ses résultats. ¹⁴⁴⁶ Adoptant une perspective dynamique, Prebisch soutient la réalisation de la réforme agraire en Amérique latine pour trois raisons capitales : le changement structurel engendré aurait des conséquences importantes sur les plans économique, social et politique, du fait de l'utilisation intensifiée du potentiel d'épargne et de la promotion de la mobilité sociale ; la satisfaction de la demande d'une population en croissance ; et l'élévation du niveau de vie des masses rurales. ¹⁴⁴⁷ Prebisch avertit, toutefois, que la redistribution de la terre doit être suivie d'une rapide augmentation de la productivité et du revenu, faute de quoi la réduction des tensions dans le milieu rural ne serait qu'éphémère. ¹⁴⁴⁸ En outre, Prebisch observe que les grandes disparités dans la propriété de la terre freinent l'application de techniques modernes (exploitation intensive), car les grands propriétaires perçoivent des revenus élevés sans le faire, alors que les très petites propriétés ne disposent pas de moyens

¹⁴⁴⁵ Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, « Cinquenta anos de pensamento na CEPAL - uma resenha », in R. BIELSCHOWSKY (org.), *Cinquenta anos de pensamento na CEPAL*, Rio de Janeiro, Record, 2000, p. 13-68 (citation p. 39-40).

¹⁴⁴⁶ Cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, p. 46.

¹⁴⁴⁷ *Ibid.*, p. 47.

¹⁴⁴⁸ *Ibid.*, p. 47.

ou d'effectivité.¹⁴⁴⁹ Ce manque d'incitation au progrès technique toucherait également l'industrie latino-américaine, en raison de la « protection exagérée » dont elle bénéficie. L'auteur rappelle que les privilèges liés à la propriété de la terre sont à l'origine de la concentration de la richesse et du revenu dans les mains d'une minorité de la population en Amérique latine. À ceux-là serait venu s'ajouter le privilège de la protection excessive ; l'inflation configurerait également « un instrument puissant d'enrichissement arbitraire ».¹⁴⁵⁰ Dès lors, le système économique fonctionne d'une « forme vicieuse », « le revenu personnel n'ayant pas de relation étroite avec l'apport effectif de ceux qui le perçoivent au processus économique ».¹⁴⁵¹

Dans son analyse de la structure sociale latino-américaine, Prebisch met également en relief le rôle du capital étranger. Pendant la période du « desarrollo hacia afuera » (développement vers l'extérieur), le capital étranger s'intéressait aux activités liées à l'exportation et la pénétration du progrès technique se circonscrivait à ces activités ; aucune incompatibilité, souligne Prebisch, n'était observée entre les entreprises étrangères et la structure sociale dominante. Toutefois, l'évolution de l'économie latino-américaine - sa nouvelle étape d'industrialisation - demande que la participation étrangère se fasse dans le sens de l'irradiation de la technologie, afin d'aider à développer les aptitudes locales et à incorporer la masse de la population au développement.¹⁴⁵² Dans ce sens, l'auteur souligne que les bénéfices faits par les entreprises étrangères doivent correspondre à leur apport à l'économie locale (progrès technique, nouvelles formes de production, organisation et marché) ; cependant, l'excessive protection ainsi que l'inflation contribueraient à la réalisation de bénéfices abondants en Amérique latine. Une action de la part du gouvernement était dès lors nécessaire pour la correction de ces questions, ainsi que pour l'établissement d'un équilibre entre les capacités techniques et économiques des entreprises latino-américaines face aux étrangères. En ce qui concerne l'action des entreprises étrangères, Prebisch attire également l'attention sur les problèmes complexes engendrés par les consortiums internationaux lesquels, en se partageant le marché, obstruent l'effort productif national. Dans ce sens, Prebisch affirme que c'est à chaque pays, dans le cadre de son plan de

¹⁴⁴⁹ *Ibid.*, p. 56.

¹⁴⁵⁰ *Ibid.*, p. 58 ; voir p. 59-64 du même ouvrage pour une discussion sur l'inflation et la structure sociale.

¹⁴⁵¹ *Ibid.*, p. 57. Prebisch observe, en outre (*ibid.*, p. 59), que dans le processus de multiplication des fonctions publiques, des formes de privilège s'insèrent dans la structure sociale : l'ascension sociale de certains individus, notamment issus des couches moyennes de la société, peut les amener à « s'assimiler aux modes de vie des groupes dirigeants et à former sa clientèle » ; se perdrait, de ce fait, « la force transformatrice » de la mobilité sociale. Sur cette question, Prebisch renvoie au texte de José Medina Echavarría, *Consideraciones sociológicas sobre el desarrollo económico de América Latina* (CEPAL, 1963). Comme observe R. Bielschowsky, le sociologue J. M. Echavarría, qui apportait sa contribution à la CEPAL depuis les années 1950, a été le responsable de la diffusion, dans le cadre de l'institution, de la sociologie du développement. Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, « Cinquenta anos de pensamento na CEPAL - uma resenha », *op. cit.*, p. 37-38.

¹⁴⁵² Cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, p. 64-66.

développement, qu'il doit incomber de déterminer les secteurs où la coopération de l'initiative privée étrangère est désirable. Selon lui, dans un programme d'encouragement aux exportations, l'association avec les entreprises étrangères (qui connaissent les pratiques d'exportation et les marchés extérieurs), devient une solution très convenable. Dès lors, en contribuant à la propagation nationale du progrès technique, l'entreprise étrangère peut jouer un rôle dans le développement latino-américain qui soit compatible avec les transformations des structures sociales de la région.¹⁴⁵³

L'argument en faveur des exportations industrielles découle de l'observation de l'épuisement des possibilités du développement basé sur l'exportation de produits primaires et la substitution d'importations. Après une étape de substitution « facile » des importations, pendant laquelle des biens de consommation courante et certains biens durables de consommation et de capital ont été substitués par la production intérieure, les pays latino-américains se sont engagés dans une étape de substitution de biens intermédiaires ou durables de consommation et de capital qui demandent des dimensions de marché supérieures à celles dont disposent ces pays. Comme Prebisch le synthétise, après chaque étape de substitution d'importations survient la nécessité d'en réaliser d'autres, ce qui pose de nouveaux obstacles au processus d'industrialisation, qui ne peuvent pas être corrigés tant que se maintient la structure des échanges.¹⁴⁵⁴ À mesure qu'avance la substitution d'importations, la complexité et les coûts du processus s'élèvent ; en même temps, la marge de compression de l'importation de certains biens au bénéfice d'autres se réduit (les importations représentaient alors 12% du revenu de l'Amérique latine contre 28% avant les années 1930)¹⁴⁵⁵. En conséquence, dans la nouvelle étape du processus de substitution, l'ajournement des importations en raison de l'étranglement extérieur passe à signifier une diminution du rythme ou la contraction de l'activité économique. Pendant la période de substitution facile des importations s'offrait aux les pays latino-américains un marché intérieur en croissance et protégé des importations ; ces pays n'étaient dès lors pas contraints de lutter pour le marché extérieur.¹⁴⁵⁶ Prebisch explique que les exportations industrielles deviennent vitales aux pays latino-américains, surtout les exportations vers les grands centres (en raison des coûts différentiels de main-d'œuvre). Leur capacité d'importation ne dépendant plus de la seule exportation de produits primaires, les pays latino-américains, écarté le déséquilibre extérieur, seraient en mesure de décider sur l'intérêt de poursuivre ou pas le processus de substitution

¹⁴⁵³ *Ibid.*, p. 66-68.

¹⁴⁵⁴ *Ibid.*, p. 84.

¹⁴⁵⁵ *Ibid.*, p. 84.

¹⁴⁵⁶ *Ibid.*, p. 85.

d'importations. Il fait remarquer que l'évolution technologique des pays centraux engendre l'apparition continue sur le marché de nouveaux produits ou de nouvelles formes de produits déjà existants, ce qui engendre, dans les pays en développement, de nouveaux besoins d'importation. Dans certains cas, observe Prebisch, il sera possible et convenable de procéder à la substitution de ces importations ; dans d'autres, le pays peut choisir d'importer les produits dans lesquels le progrès technique se manifeste.¹⁴⁵⁷ Des possibilités qui ne s'ouvrent aux pays de la périphérie que s'ils ne sont plus dépendants de l'exportation de produits primaires¹⁴⁵⁸, notamment en raison du phénomène de la détérioration des termes de l'échange (rapport entre les prix des produits primaires et ceux des biens manufacturés)¹⁴⁵⁹.

La CEPAL attirait l'attention, depuis le début des années 1960, sur les défauts et insuffisances de l'industrialisation latino-américaine, tels que l'excessive orientation de la production industrielle vers le marché intérieur (plusieurs biens produits à des coûts fort supérieurs aux internationaux), le manque de critères d'efficacité économique (des raisons circonstanciées - difficultés d'importation - déterminant le choix des industries), et l'incapacité à corriger la vulnérabilité extérieure des pays latino-américains.¹⁴⁶⁰ En 1963, tout en affirmant que la protection avait été indispensable aux pays latino-américains, Prebisch soulignait qu'elle n'avait pas été accordée d'une façon modérée, ni en suivant une politique élaborée en vue d'éviter les crises de la balance des paiements. Le protectionnisme excessif avait, dès lors, créé une structure de coûts qui rendait difficile l'exportation des produits manufacturés latino-américains au reste du monde.¹⁴⁶¹ Si la CEPAL attirait l'attention dans les années 1960 sur l'incapacité de l'économie latino-américaine à exploiter la possibilité de l'exportation de biens manufacturés tout en poursuivant la substitution d'importations, elle

¹⁴⁵⁷ *Ibid.*, p. 92.

¹⁴⁵⁸ Déjà dans le « Manifeste » latino-américain écrit en 1949, Prebisch soutenait que l'industrialisation de l'Amérique latine n'était pas incompatible avec le développement efficace de sa production primaire. Il affirme, en conséquence, que les exportations traditionnelles restent importantes et doivent être stimulées dans le développement de la région (cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, *op. cit.*, p. 105). Dans son rapport à la première réunion de la CNUCED, en 1964, Prebisch renforçait son argumentation en affirmant que « non seulement l'industrialisation et l'expansion de la production sont compatibles avec les exportations primaires, mais il est possible d'établir entre ces éléments un rapport optimum propre à intensifier le développement économique. » Cf. Raúl PREBISCH, *Vers une nouvelle politique commerciale en vue du développement économique*, *op. cit.*, p. 44.

¹⁴⁵⁹ Le phénomène de la détérioration des termes de l'échange extérieur éprouvé par les pays périphériques découle de facteurs tels que les faibles élasticité-prix et élasticité-revenu de la demande de denrées alimentaires (par rapport à demande de biens industriels et de services), le remplacement de matières premières par des produits synthétiques dans la composition du produit final (en fonction de la concentration du progrès technique dans les pays du centre du système), et de la modernisation de l'agriculture qui engendre l'augmentation de la production agricole dans les pays développés. Sur la formulation de la thèse concernant la détérioration des termes de l'échange entre produits primaires et biens manufacturés, connue comme la « thèse Prebisch-Singer », voir : John TOYE, Richard TOYE, « The origins and interpretation of the Prebisch-Singer thesis », *op. cit.*

¹⁴⁶⁰ Cf. CEPAL, *Desarrollo económico, planeamiento y cooperación internacional*, *op. cit.*, p. 19-20.

¹⁴⁶¹ Cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, *op. cit.*, p. 86-87.

soulignait également la responsabilité des pays du centre, lesquels n'auraient pas facilité l'importation de produits industriels en provenance des pays en développement (des biens techniquement moins avancés dont la production dans la périphérie pourrait être compétitive¹⁴⁶²). Si cela avait été cas, les pays périphériques auraient pu profiter d'une capacité accrue pour l'importation des biens où les différences de coûts étaient plus grandes ; une opportune division internationale du travail dans le domaine industriel aurait ainsi pu se développer.¹⁴⁶³

Lors de la première réunion de la CNUCED, Prebisch soutient deux types de mesures en vue de stimuler les exportations industrielles des pays en voie de développement, à savoir l'ouverture des marchés des grands centres industriels (élimination des obstacles aux flux d'exportations) et la promotion active des exportations sur le plan international. Il prône l'introduction d'un système de traitement préférentiel des exportations des pays en voie de développement ; cette mesure serait temporaire, car elle permettrait à ces pays, par l'élargissement de leurs débouchés, de réduire leurs coûts industriels et de devenir compétitifs sur les marchés mondiaux. Le système préférentiel serait, affirme Prebisch, « une extension logique de la thèse relative aux industries naissantes » ; ce système permettrait de briser le cercle vicieux d'une production faible et des coûts élevés.¹⁴⁶⁴ Du côté des pays en voie de développement, Prebisch met en relief la nécessité d'un effort interne de promotion des exportations d'articles manufacturés, une fois que leur processus d'industrialisation s'est concentré sur le marché intérieur (substitution des importations, surtout dans le domaine des industries légères). Prebisch prône que, outre les possibilités d'exportation de produits de l'industrie légère (comme l'industrie textile), les pays exploitent les possibilités d'exportation dans des domaines où la demande est plus dynamique (industries mécaniques et produits

¹⁴⁶² À ce sujet, Prebisch précise dans son rapport à la première réunion de la CNUCED : « On aurait tort de supposer que, dans la nouvelle division internationale du travail que préconise le présent rapport, les pays en voie de développement ne pourraient exporter que des articles manufacturés simples et d'une technique primitive. Une telle interprétation contribuerait à perpétuer les modes de production actuels. Au contraire, il faut que les exportations, outre l'objectif propre qu'elles poursuivent, constituent un instrument efficace de progrès technique, c'est-à-dire de transformation de ces modes de production. » Et l'auteur de poursuivre : « à mesure qu'augmente la densité technique de chaque pays en voie de développement et ses possibilités compétitives sur les marchés extérieurs, la création de nouvelles branches d'exportation d'articles manufacturés sera encouragée par le dynamisme de la demande pour toute une série de produits. Il ne faut pas oublier que le but est de diminuer l'écart technique entre les pays en voie de développement et les centres industriels, même si on ne peut y parvenir rapidement, compte tenu du rythme ininterrompu du progrès de ces derniers. » Cf. Raúl PREBISCH, *Vers une nouvelle politique commerciale en vue du développement économique*, op. cit., p. 77 et 78, respectivement.

¹⁴⁶³ Cf. Raúl PREBISCH, *Capitalismo periférico : crisis y transformación*, México, Fondo de Cultura Económica, 1981, p. 187-188.

¹⁴⁶⁴ Cf. Raúl PREBISCH, *Vers une nouvelle politique commerciale en vue du développement économique*, op. cit., p. 84-85 (citation, p. 85).

semi-finis et intermédiaires).¹⁴⁶⁵ Les investissements privés étrangers, en raison de leur apport de techniques modernes et leur connaissance des marchés, auraient un rôle important à jouer dans le développement des exportations industrielles des pays en voie de développement. Prebisch observe, d'après l'expérience récente en Amérique latine, que les capitaux étrangers auraient de « meilleures conditions d'efficacité et de recevabilité » en se combinant avec l'initiative locale.¹⁴⁶⁶ Prebisch souligne, en outre, que les gouvernements des pays en voie de développement pourraient envisager de fixer aux capitaux étrangers des objectifs adéquats d'exportation, en liant à ces objectifs l'octroi d'avantages spéciaux au capital privé étranger ; car, il observe, « [lorsque] les sociétés internationales établissent des filiales dans les pays en voie de développement, elles se concentrent souvent sur le remplacement des produits d'importation sur les marchés locaux, évitant les exportations qui entreraient en concurrence avec la production des usines métropolitaines ». ¹⁴⁶⁷

En conduisant les travaux de la CNUCED, Prebisch œuvrait à l'établissement d'une nouvelle politique commerciale capable de faire face à la tendance persistante au déséquilibre extérieur des pays en voie de développement. Si son habileté en tant que négociateur avait permis la réussite de la conférence à Genève, avec une ratification à l'unanimité de la déclaration finale, l'avenir de la CNUCED en tant qu'organisation pérenne n'était pas encore assuré. En attendant l'approbation de l'institutionnalisation de la CNUCED par l'Assemblée générale des Nations Unies à l'automne 1964, les membres de l'équipe organisée par Prebisch retournent à leurs anciennes fonctions.

À son retour à l'ILPES, Prebisch fait face à une menace, posée par le gouvernement brésilien, de suspension des financements accordés à l'institution. Roberto Campos, ancien ambassadeur du Brésil à Washington sous Goulart et aussitôt devenu ministre du Plan du gouvernement militaire, fait savoir à Prebisch que l'accueil à l'ILPES d'opposants au régime militaire n'était pas compatible avec le soutien brésilien à l'assignation de fonds de la BID à l'institut. Jouissant d'une image positive à Washington en raison de ses prises de position toujours favorables aux États-Unis, Campos pourrait réussir à bloquer le financement de la BID à l'ILPES ; dans ce cas, Prebisch ne pourrait pas assurer la permanence de ses collaborateurs à l'ILPES. En outre, le Brésil était un élément important du G-77, et Campos savait que le soutien du pays à la CNUCED était essentiel : « Le Brésil, sous gouvernement militaire ou pas, était une puissance globale et régionale, et Prebisch aurait plus que jamais

¹⁴⁶⁵ *Ibid.*, p. 97.

¹⁴⁶⁶ *Ibid.*, p. 99.

¹⁴⁶⁷ *Ibid.*, p. 99-100.

besoin de son soutien actif dans la construction de la CNUCED », analyse E. J. Dosman.¹⁴⁶⁸ Campos jugeait inacceptable l'accueil d'un séminaire sur le développement (le nouveau modèle économique implantée au Brésil pouvant y être critiqué), mené par des brésiliens de gauche, au sein d'un institut lié à l'ONU et voué à conseiller les gouvernements latino-américains en matière de planification.¹⁴⁶⁹

Cependant, le séminaire en question, co-organisé par Furtado et J. Medina Echavarría, dépassait largement la critique du coup d'État au Brésil.¹⁴⁷⁰ L'expérience récente du développement latino-américain demandait une révision des textes fondateurs de la CEPAL, y compris en raison de l'importance croissante des entreprises multinationales dans la région. Pour F. H. Cardoso, un phénomène d'« internalisation du marché intérieur » était en train de se produire en Amérique latine, par le biais de l'installation dans la « périphérie » d'entreprises du « centre ».¹⁴⁷¹ Si l'industrialisation avait été considérée par la CEPAL comme la voie vers le développement latino-américain, la présence puissante d'entreprises multinationales dans ce processus imposait une révision critique de cette conception, centrée sur l'approfondissement de la dépendance latino-américaine.¹⁴⁷² Campos considérait que, en étudiant les entreprises multinationales, le séminaire mené par des exilés brésiliens conduirait à l'étude des bases (élites-entreprises) des nouvelles dictatures latino-américaines. Pour que le Brésil continue à accorder son soutien à l'ILPES, Prebisch s'engage auprès de Campos à conserver la direction de l'institut¹⁴⁷³ ; afin de se tenir informé des activités à Santiago pendant qu'il s'occupait des activités relatives à la CNUCED, Prebisch sollicite à Benjamin Hopenhayn l'envoi de rapports détaillés des activités de l'ILPES.¹⁴⁷⁴

Comme résultat des pressions du gouvernement brésilien, l'édition des textes (faite par Furtado) du séminaire sur le développement a été « discrètement abandonnée » ; Furtado partira bientôt pour l'Université Yale.¹⁴⁷⁵ Fernando Henrique Cardoso continue à travailler à l'ILPES après le départ de Furtado ; les recherches qu'il mène en collaboration avec le chilien Enzo Faletto sur les nouvelles connexions entre l'Amérique latine et les puissances

¹⁴⁶⁸ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986, op. cit.*, p. 411-412 (citation p. 412).

¹⁴⁶⁹ *Ibid.*, p. 412. E. Dosman base ces informations sur des entretiens réalisés avec C. Furtado et F. H. Cardoso.

¹⁴⁷⁰ *Ibid.*

¹⁴⁷¹ Le coup d'État au Brésil ne serait pas étranger à ces nouvelles circonstances car, selon Cardoso, l'État de « sécurité nationale » introduit par le général Castelo Branco et par Roberto Campos démontrait « la nouvelle combinaison de marchés ouverts, répression, et un État minimum ». *Ibid.*, p. 413.

¹⁴⁷² Dosman synthétise ainsi le sens de la critique portant sur l'approfondissement de la dépendance latino-américaine par rapport aux pays du « centre » : « [les entreprises multinationales] étaient en train de redéfinir et d'étendre les relations économiques internationales, affectant profondément les choix du consommateur, la formation des classes, les partis politiques, et la société civile, sans parler du rôle évident de Washington dans le coup d'État au Brésil. » *Ibid.*, p. 413.

¹⁴⁷³ *Ibid.* (informations provenant d'un entretien accordé par Prebisch à Dosman en 1973).

¹⁴⁷⁴ Cette information est présentée dans : Celso FURTADO, *Os ares do mundo, op. cit.*, p. 65.

¹⁴⁷⁵ Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986, op. cit.*, p. 413-414.

industrielles ne seront pas non plus publiées par l'ILPES. Cardoso quitte l'institut pour un poste à l'Université de Paris-Nanterre en 1967.¹⁴⁷⁶ D'après l'analyse d'E. Dosman, la présence de Furtado et de Cardoso à l'ILPES après de coup d'État au Brésil « aurait pu lancer un travail innovateur [*frontier work*] sur les entreprises multinationales dans la région », initiative que Prebisch a réprimé suite aux menaces de Campos.¹⁴⁷⁷ Les ambitions de l'ILPES d'être « un leader régional dans les idées et dans la recherche, un groupe d'experts [*think-tank*] autonome et libre des pressions immédiates des gouvernements et de la politique bureaucratique de l'ONU » auraient ainsi été anéanties par le manque d'innovation dans l'institut depuis 1964.¹⁴⁷⁸

En 1963, en observant les problèmes engendrés par l'industrialisation latino-américaine (substitution d'importations), Prebisch avait exposée l'idée selon laquelle des réformes sociales étaient nécessaires pour le développement latino-américain (notamment la réforme agraire). Il faisait remarquer la nécessité d'une redistribution du revenu, une fois que les classes aisées, en adoptant des modèles de consommation des pays développés, exacerbent le problème de l'adoption de technologies intensives en capital (incorporées dans les biens de consommation demandés). Ces technologies, élaborées dans les grands centres industriels en fonction de leur besoin d'économiser de la main-d'œuvre (pourtant abondante dans les pays périphériques), n'étaient pas compatibles avec la capacité d'accumulation de

¹⁴⁷⁶ Cardoso affirme que, avant l'élaboration du livre *Dépendance et développement* [dont la première édition, *Dependencia y desarrollo en América Latina*, date de 1969], un rapport avait été présenté à l'ILPES en 1966 ; Cardoso et Faletto transforment le rapport en livre en 1967. Cependant, la direction de l'ILPES refuse la publication du livre, considérant qu'il ne s'agissait que d'un document interne dirigé à Prebisch. En effet, Cardoso observe que les critiques contenues dans le livre soulevaient des craintes au sein de l'ILPES : « un texte de la CEPAL est un texte de l'ONU, il doit être modéré. », conclut-il. Cf. F. H. CARDOSO, « Fernando Henrique Cardoso » [entretien], in E. R. BASTOS, F. ABRUCIO, M. R. LOUREIRO et J. M. REGO, *Conversas com sociólogos brasileiros*, São Paulo, Ed. 34, 2006, p. 81.

¹⁴⁷⁷ D'autres projets, tels celui dirigé par l'argentin José Nun sur la marginalisation (migration rurale, occupation chaotique des villes), ont subi le même destin ; dans ce cas, il s'agissait d'un thème politiquement controversé (après l'invasion de la République Dominicaine, en 1965), à un moment où Prebisch cherchait le soutien de Washington à la CNUCED. Cf. Edgar J. DOSMAN, *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986, op. cit.*, p. 448.

¹⁴⁷⁸ *Ibid.* La présence de sociologues au sein de l'ILPES contribuait à l'élargissement du débat en vue d'un dépassement de l'analyse strictement économique. La compréhension de la situation latino-américaine exigeait l'introduction d'éléments politiques et sociaux dans l'analyse. F. H. Cardoso proposait l'étude des groupes sociaux qui impulsaient le développement et de leurs interactions politico-sociales. J. Medina Echavarría attirait l'attention sur la dépendance culturelle qui touchait la pensée économique dans les pays périphériques et prônait la mise en valeur de la dimension historique en vue de l'avancement sur le plan des idées politiques. En outre, en ce qui concerne la situation politique latino-américaine, cet auteur évaluait la révolution cubaine comme une source de « blocage de la voie démocratique en Amérique latine » (propos tenus lors de conversations personnelles avec Furtado). Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo, op. cit.*, p. 70-72 (citation p. 72). Pour le développement des analyses de Cardoso sur les rapports entre les entreprises multinationales, l'État et la bourgeoisie local dans le cadre de industrialisation périphérique, voir : Fernando Henrique CARDOSO, Enzo FALETTI, *Dependencia y desarrollo en América Latina, op. cit.* Pour l'approche sociologique du développement économique latino-américain développée par Echavarría, voir : José Medina ECHAVARRÍA, *Consideraciones sociológicas sobre el desarrollo económico de América Latina*, Buenos Aires, Solar/Hachette, 1964.

capital des pays latino-américains.¹⁴⁷⁹ Alors, à mesure que le processus d'industrialisation avançait, des pressions sur la balance des paiements survenaient en raison des exigences accrues d'importations (biens intermédiaires, équipements) ; la détérioration des termes de l'échange venait aggraver les restrictions à la capacité d'importation. Des réformes, telle la réforme agraire, visaient à une meilleure utilisation de l'excédent potentiel de l'économie afin de rendre viable le développement latino-américain. Dès lors, en traitant de « l'insuffisance dynamique » de ce développement, Prebisch mettait l'accent sur « la question de la mise à disposition de l'épargne potentielle à des fins d'investissement productif »¹⁴⁸⁰ ; une concertation sur le plan international, vouée à la restructuration de l'ordre économique était également fondamentale, car le dynamisme que les marchés nationaux avaient pu engendrer tendait à l'épuisement. En s'engageant dans le projet de la CNUCED, en 1964, Prebisch soutenait le point de vue selon lequel la lutte contre la tendance à la perte de dynamisme des économies latino-américaines demandait le changement de la division internationale du travail. À Furtado, cependant, cette issue ne paraissait pas aussi facile. À partir des discussions menées pendant son séjour à l'ILPES, la possibilité de changements significatifs dans le cadre international lui semblait « un mirage ».¹⁴⁸¹

Le débat sur la crise des années 1960 en Amérique latine et la critique à l'approche de Furtado sur la stagnation

Les réflexions engagées pendant le séjour de Furtado à l'ILPES et développées pendant l'année universitaire qu'il passe à l'Université Yale¹⁴⁸² inaugurent une ligne de réflexion que l'auteur poursuivra dans les années à venir sur les rapports entre le sous-développement et la dépendance extérieure du point de vue des effets du progrès technologique.¹⁴⁸³

L'objectif principal du séminaire dirigé par Furtado à l'ILPES était la discussion sur la

¹⁴⁷⁹ Cf. Raúl PREBISCH, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, op. cit., p. 32.

¹⁴⁸⁰ Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, « Cinquenta anos de pensamento na CEPAL - uma resenha », op. cit., p. 40.

¹⁴⁸¹ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit., p. 68 et 72. En analysant la période de son engagement à la CNUCED, Prebisch observe que le « dialogue Nord-Sud » alors engagé s'est avérée être plutôt « une série de monologues parallèles » ; dès lors, sans convergence d'opinions, aucune mesure concrète n'a pu être adoptée par rapport aux problèmes fondamentaux de la coopération internationale, tels que le commerce extérieur, le financement et la technologie. Cf. Raúl PREBISCH, « Cinco etapas de mi pensamiento sobre el desarrollo », *El Trimestre Económico*, vol. 50, n° 198(2), avril-juin 1983, p. 1086.

¹⁴⁸² Furtado regroupera ces réflexions dans l'ouvrage *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina* [Sous-développement et stagnation en Amérique latine], paru au Brésil en 1966. Cf. Celso FURTADO, *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1966.

¹⁴⁸³ Cf. Celso FURTADO, *A hegemonia dos Estados Unidos e o subdesenvolvimento da América Latina*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1973, p. 1. Une explication théorique globale sur les rapports entre la dépendance extérieure des pays sous-développés et l'orientation du progrès technologique qu'ils absorbent, est présentée par l'auteur dans : Celso FURTADO, « Dépendance externe et théorie économique », *L'Homme et la Société*, n° 22, 1971, p. 53-65.

perte de dynamisme des économies latino-américaines déjà avancées dans la voie de l'industrialisation. Afin d'entamer la discussion, Furtado présente deux thèses qu'il juge représentatives de la pensée « classique » de la CEPAL, présentes dans ses principaux documents :

« Première : la forme dont a eu lieu la propagation du progrès technique des centres industrialisés à la périphérie de l'économie mondiale a engendré un système de division internationale du travail qui opère comme mécanisme de concentration des fruits du progrès technique dans ces centres industrialisés.

Seconde : l'industrialisation périphérique ne pourra pas se réaliser en conformité avec le modèle qu'ont connu les actuels centres industriels. La technologie actuellement disponible correspond aux nécessités d'économies à haut niveau de productivité et d'épargne, et les modèles de consommation qui s'universalisent correspondent à de hauts niveaux de revenu. »¹⁴⁸⁴

Furtado soulève, déjà à la première rencontre de son groupe à l'ILPES, que l'idée de la structure centre-périphérie, telle que Prebisch l'avait conçue, ne faisait pas référence à la formation historique de cette structure. Or, l'observe Furtado, « la conformation du commerce international était le fruit d'une politique délibérée de domination de la part de la nation qui avait commandé la révolution industrielle à son aube ». ¹⁴⁸⁵ Dès lors, affirmait Furtado, la conception centre-périphérie présupposait une théorie de l'impérialisme, une fois que la propagation du progrès technique suite à la révolution industrielle n'avait pas été spontanée, mais strictement contrôlée par l'Angleterre. Furtado rappelle que, outre le contrôle de la technologie exportée dans les équipements et de l'émigration d'ouvriers spécialisés, l'Angleterre avait entrepris, en Amérique latine, une offensive diplomatique en vue de l'établissement d'accords de libre-échange, ainsi qu'une offensive idéologique en faveur de la doctrine des avantages comparatifs. ¹⁴⁸⁶

La seconde thèse que Furtado avait choisi de présenter à la discussion correspondait plus directement à la question de la tendance à la stagnation des économies latino-américaines. L'impasse dans laquelle se trouvaient les pays sous-développés pouvait être interprétée de diverses façons, soit en mettant l'accent sur la *dépendance technologique* et l'élévation du coefficient de capital de ces économies à mesure que leur système productif se diversifiait, soit en mettant l'accent sur le comportement de la demande dans ces pays, c'est-à-dire, en employant le concept de *modernisation*. Cette dernière lecture permettait d'avancer dans la compréhension du problème posé aux économies sous-développées, en liant la dépendance technologique au phénomène de la dépendance culturelle. Furtado explique que

¹⁴⁸⁴ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit., p. 66.

¹⁴⁸⁵ *Ibid.* p. 67.

¹⁴⁸⁶ *Ibid.*, p. 66-67. Furtado affirme avoir trouvé convenable de conserver ces considérations « *off record* » afin de ne pas rajouter des critiques à la CEPAL en lui attribuant « la supposée paternité d'une théorie de l'impérialisme ». *Ibid.*, p. 67.

le système de division internationale du travail avait permis aux pays exportateurs de produits primaires l'importation de biens de consommation manufacturés, lesquels incorporaient une technique en constante évolution. Mais, en même temps que les producteurs de canne-à-sucre ou de café adoptaient les modèles de consommation contemporains, leurs techniques productives restaient « similaires à celles de l'époque de leurs grands-parents ». ¹⁴⁸⁷ Furtado précise que la structure socio-économique de ces pays sera, en conséquence, conditionnée par la dépendance culturelle que le processus de modernisation (adoption de modèles de consommation créés par l'avancement de la technique) engendre. ¹⁴⁸⁸ Marqués par la dépendance culturelle et par l'adoption de modes de consommation qui se diversifient en permanence, les pays sous-développés rencontraient des difficultés à poursuivre le processus d'industrialisation par substitution d'importations : à mesure que les besoins en capital augmentaient (substitution d'équipements et de biens intermédiaires), l'insuffisance de l'épargne intérieure s'imposait comme un facteur restreignant la poursuite de la croissance. Afin de pallier le problème de l'insuffisance de l'épargne et de l'élévation des besoins en capital engendrés par l'exacerbation des formes de consommation, il était nécessaire, affirme Furtado, à la fois un contrôle sur les dépenses de consommation (politique fiscale) et un changement du profil de la répartition des revenus en faveur des masses. ¹⁴⁸⁹

En analysant la situation de l'économie latino-américaine dans les années 1960, Furtado y identifie une « tendance à la stagnation » ; sa thèse a en commun avec « l'insuffisance dynamique » observée par Prebisch la défense de la réforme agraire et la l'idée de la dépendance technologique ¹⁴⁹⁰. Selon Furtado, la réforme agraire serait impérative en vue de la création d'emplois et de la redistribution du revenu, introduisant des changements du côté de la demande : l'élargissement du marché consommateur de produits moins intensifs en capital engendrerait un réarrangement des investissements industriels, permettant à l'économie de recouvrer son dynamisme. ¹⁴⁹¹ Furtado observait, dans un texte de 1966, que le Mexique était le seul pays latino-américain parmi les plus avancés sur la voie de l'industrialisation par substitution d'importations à ne pas présenter de signe de stagnation ; il mettait en relief, à ce sujet, le fait que le Mexique était « l'unique pays de ce groupe qui [avait] lancé une profonde réforme agraire et qui [avait] éliminé l'influence politique de

¹⁴⁸⁷ *Ibid.*, p. 68-69.

¹⁴⁸⁸ *Ibid.*, p. 69.

¹⁴⁸⁹ *Ibid.*, p. 69-70.

¹⁴⁹⁰ Ce point a été soulevé par R. Bielschowsky dans : Ricardo BIELSCHOWSKY, « Cinquenta anos de pensamento na CEPAL - uma resenha », *op. cit.*, p. 40.

¹⁴⁹¹ *Ibid.*, p. 40-41.

l'oligarchie d'origine féodale. »¹⁴⁹²

À propos de la tendance à la stagnation en Amérique latine, Furtado observe que, si l'industrialisation par substitution d'importations a pu promouvoir des modifications dans la structure productive des pays de la région, à mesure que se restreignaient les secteurs où le remplacement des importations était plus facile, ce genre d'industrialisation perdait de sa force. L'auteur explique que la forme d'organisation industrielle propre aux conditions historiques de l'époque impose l'utilisation d'une technologie qui économise de la main-d'œuvre et est exigeante en ce qui concerne les dimensions du marché. Dans les conditions présentes en Amérique latine, l'adoption de cette technologie impliquait une forme d'organisation industrielle basée sur le monopole ou l'oligopole et une progressive concentration du revenu. En conditionnant la composition de la demande, la concentration du revenu orientait les investissements vers des industries à haut coefficient de capital.¹⁴⁹³ Le processus de concentration du revenu agissait donc dans deux directions : en provoquant un processus cumulatif, car l'augmentation de la quantité de capital par unité de travail, à des taux de salaire stables, engendrait une distribution plus inégale du revenu ; en tendant à réduire le taux de croissance, en raison de la concentration des investissements dans les industries de biens de consommation durable (où les dimensions inadéquates du marché posaient des obstacles), et en raison de la réduction relative des investissements dans le secteur agricole (où la formation de capital aurait pu absorber la main-d'œuvre du secteur précapitaliste de l'économie).¹⁴⁹⁴

Furtado synthétise ainsi son argumentation :

« En résumé, tout se passe comme si l'existence d'un secteur précapitaliste à caractère féodal, coexistant avec un secteur industriel qui absorbe une technologie exigeant une augmentation rapide du coefficient de capital, provoquait un nouveau mode de répartition du revenu, tendant à affecter la distribution des ressources productives de manière à réduire leur efficacité économique et à concentrer davantage encore le revenu, dans un processus de causalité circulaire. Dans le cas le plus général, la chute de l'efficacité économique provoquera la stagnation économique. Dans des cas particuliers, la concentration croissante du revenu, et le sous-emploi consécutif d'une population affluant dans les zones urbaines, créent des tensions sociales qui, par elles-mêmes, sont capables de rendre caduc [*inviável*] le

¹⁴⁹² Cf. Celso FURTADO, « L'hégémonie des États-Unis et l'avenir de l'Amérique latine », *Esprit*, juillet 1966, p. 46-47 (note 12). Ce texte est une version du chapitre 2 (« Obstáculos externos ao desenvolvimento ») de l'ouvrage *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina* (*op. cit.*).

¹⁴⁹³ *Ibid.*, p. 46.

¹⁴⁹⁴ Cf. Celso FURTADO, « Développement et stagnation en Amérique latine : une approche structuraliste », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 21, n° 1, 1966, p. 24. Ce texte est le chapitre 3 (« Fatores estruturais internos que impedem o desenvolvimento ») de l'ouvrage *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina* (*op. cit.*). Rédigé en 1965, alors que Furtado intégrait le Centre de développement économique de l'Université Yale (*Yale University Economic Growth Center*), l'article a été publié en anglais cette année-là : Celso FURTADO, « Development and stagnation in Latin America : a structuralist approach », *Studies in Comparative International Development*, vol. 1, n° 11, 1965, p. 159-175.

processus de croissance. »¹⁴⁹⁵

Le débat sur la « tendance à la stagnation »¹⁴⁹⁶ se poursuivrait dans les années à venir, l'approche de Furtado étant fortement contestée par d'autres économistes latino-américains, notamment Maria da Conceição Tavares et José Serra.¹⁴⁹⁷ Ces auteurs affirmaient la nécessité de comprendre le fonctionnement et la dynamique des économies latino-américaines, lesquelles feraient face à une crise plutôt qu'à une situation de stagnation à long terme. Selon les auteurs, la crise découlant de l'épuisement du processus de substitution d'importations représenterait, pour certains pays,

« une situation de transition vers un nouveau schéma de développement capitaliste, qui peut présenter des caractéristiques assez dynamiques, renforçant en même temps certains traits du 'modèle' substitutif de croissance dans ses étapes les plus avancées : l'exclusion sociale, la concentration spatiale, ainsi que le retard de certains sous-secteurs économiques par rapport aux niveaux de productivité. »¹⁴⁹⁸

À la lumière de l'expérience brésilienne, dont la croissance économique est reprise dès l'année 1967 (le début de la période de croissance accélérée connue comme le « miracle brésilien »), Tavares et Serra critiquent l'approche de Furtado sur la stagnation économique. Tout en critiquant les fondements théoriques de l'argumentation de Furtado, les auteurs affirment qu'une crise économique s'était installée au Brésil dans la moitié des années 1960, due à l'épuisement du dynamisme de l'industrialisation par substitution des importations. Après les investissements réalisés pendant le « Plano de Metas » du gouvernement Kubitschek (1956-1960), l'économie brésilienne avait besoin d'une nouvelle vague d'investissements capables d'assurer l'expansion économique ; des problèmes relatifs à la demande et au financement engendraient alors une insuffisance de nouveaux investissements.¹⁴⁹⁹ Du côté de la demande, une redistribution du revenu (très concentré) vers les couches moyennes pourrait permettre une expansion de la consommation compatible avec

¹⁴⁹⁵ Cf. Celso FURTADO, « Développement et stagnation en Amérique latine : une approche structuraliste », *op. cit.*, p. 29.

¹⁴⁹⁶ Voir : Celso FURTADO, *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*, *op. cit.* Pierre Salama résume ainsi cette thèse : « la tendance à la stagnation a deux origines : la première vient de l'impossibilité de poursuivre le processus de substitution des importations lourdes en raison de la rigidité croissante de la structure des importations. [...] La seconde raison [...] plus originale, explique la faiblesse des taux de croissance essentiellement par des évolutions divergentes de la demande de biens durables, de leurs inputs et de biens d'équipement et de l'offre de ces biens. Du côté de la demande de ces biens, la responsabilité principale était la très forte inégalité des revenus, entretenue par le mode de croissance de substitution d'importations de biens lourds. Du côté de l'offre, l'influence plus forte que par le passé de la contrainte technologique internationale se traduit par une augmentation de la dimension optimale de production [...] » Cf. Pierre SALAMA, « Ralentissement économique : la thèse de la tendance à la stagnation revisitée », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 52, 2004, p. 112-113.

¹⁴⁹⁷ Cf. Maria da Conceição TAVARES, José SERRA, « Más allá del estancamiento : una discusión sobre el estilo de desarrollo reciente », *El Trimestre Económico*, vol. 38, n° 152(4), oct.-déc. 1971, p. 905-950.

¹⁴⁹⁸ *Ibid.*, p. 907.

¹⁴⁹⁹ *Ibid.*, p. 917.

une meilleure utilisation, voire l'ampliation, de la capacité productive industrielle installée. Quant au financement de nouveaux projets d'investissement, la compression des salaires de la masse de travailleurs moins qualifiés pourrait permettre une augmentation du « rapport excédent-salaires ».¹⁵⁰⁰

L'installation du régime militaire en 1964, argumentent les auteurs, a apporté des changements en matière de politique économique (des politiques restrictives de crédit, de change, de salaires et de déficit public) qui se sont avérés être « fonctionnels » du point de vue du dépassement de la crise. Ainsi, des entreprises moins solides financièrement ont été éliminées (les entreprises étrangères étant bénéficiées par des facilités à l'apport de ressources extérieures) et la capacité productive excédentaire a été réduite (avec des effets positifs sur l'efficacité productive) ; en outre, une redistribution du revenu en faveur des profits a résulté de la politique de compression des salaires, favorisant l'expansion subséquente de l'économie.¹⁵⁰¹ La récupération de la croissance économique brésilienne a donc été le résultat des réarrangements de la politique économique entrepris pendant les premières années du régime militaire, y compris des réformes institutionnelles (fiscale et du marché des capitaux). Les auteurs mettent en relief, cependant, que la compression des salaires a été l'élément fondamental en vue de la solution du problème de la disponibilité de ressources pour le financement des nouveaux investissements et pour l'expansion de la demande de biens durables.¹⁵⁰² Si Furtado interprétait le système économique brésilien comme présentant des tendances à la stagnation (dues à l'orientation des investissements et à une distribution inégalitaire des revenus), Tavares et Serra, de leur côté, considéraient que ce système pouvait évoluer vers un schéma d'expansion capable d'engendrer ses propres stimulants. Selon cette critique, la thèse soutenue par Furtado portait préjudice « à la compréhension de la dynamique actuelle du capitalisme dans les économies les plus avancées de la région »¹⁵⁰³, à savoir, celles disposant d'un secteur de biens de production important. L'exclusion de couches de la population des bénéficiaires de la croissance économique n'est pas, argumentent les auteurs, un élément suffisant pour démontrer l'incapacité dynamique du capitalisme latino-américain. Ils observent : « Marginalité, chômage structurel, infraconsommation, etc., ne constituent pas en eux-mêmes et nécessairement des problèmes fondamentaux pour la dynamique économique capitaliste, contrairement à ce qui se passe, par exemple, avec les problèmes relatifs à

¹⁵⁰⁰ *Ibid.*

¹⁵⁰¹ *Ibid.*, p. 919-920. Tavares et Serra observent également que « l'étranglement extérieur », un problème évoqué dans des théories de la stagnation, a été éliminé (1964 et 1965) suite à la chute des importations qui découle de la baisse des investissements.

¹⁵⁰² *Ibid.*, p. 920.

¹⁵⁰³ *Ibid.*, p. 908.

l'absorption de l'épargne, les opportunités d'investissement, etc. »¹⁵⁰⁴ Spécifiquement sur le cas du Brésil, les auteurs affirment que, malgré une évolution du processus capitaliste de plus en plus inégalitaire, le pays est capable de tirer son dynamisme de sources intérieures d'expansion ; cela leur permet d'affirmer : « alors que le capitalisme brésilien se développe de façon satisfaisante, la nation, la majorité de la population, reste dans des conditions de grande privation économique et en grande mesure *en raison* du dynamisme du système, ou bien, du type de dynamisme qui l'anime. »¹⁵⁰⁵

Le nouveau style de développement capitaliste qui se configure au Brésil à partir de 1966, aurait engendré les taux de croissance élevés observés à partir de 1968. Tavares et Serra mettent en relief dans leur analyse l'intégration avec le capitalisme international comme étant un des traits caractéristiques de ce nouveau style de développement : une « solidarité organique » entre l'État et le capital international serait dès lors observée dans les principaux secteurs dynamiques de l'économie, un rôle secondaire incombant à l'initiative privée nationale. Les auteurs accentuent également que la forme d'incorporation et de diffusion de la technologie moderne (la « modernisation »¹⁵⁰⁶) pose des obstacles à l'homogénéisation productive du système¹⁵⁰⁷, et produit des résultats insatisfaisants en ce qui concerne l'absorption de la main-d'œuvre¹⁵⁰⁸. En outre, Tavares et Serra rappellent que le processus de

¹⁵⁰⁴ *Ibid.*, p. 907.

¹⁵⁰⁵ *Ibid.*, p. 907-908. Selon la critique qui lui est adressée par Plinio Sampaio Jr., cet article de Tavares et Serra marque une rupture avec la conception « développementiste » qui considérait comme fondamentale l'intégration de l'excédent de population dans le marché du travail pour la conformation d'un système économique national. Dorénavant, d'après une analyse basée sur le principe keynésien de la demande effective, la persistance de la marginalité sociale n'est pas incompatible avec l'accumulation de capital et l'approfondissement de l'industrialisation dans les pays sous-développés. Sampaio Jr. affirme : « En faisant abstraction des contraintes socioculturelles qui caractérisent la spécificité des espaces économiques nationaux, la nouvelle approche a réduit la discussion du développement national à une question pure et simple de dynamique capitaliste, ignorant qu'un des grands dilemmes du développement national consiste exactement en concilier valorisation du capital et solidarité organique entre les classes sociales. » En outre, comme Sampaio Jr. le rappelle, la notion de demande effective n'est pas appropriée au traitement des problèmes du développement économique, puisque élaborée pour traiter de phénomènes de court terme. Cf. Plínio S. A. SAMPAIO Jr., *Entre a nação e a barbárie : os dilemas do capitalismo dependente*, Petrópolis, Vozes, 1999, p. 49 (pour la citation) et p. 51-52 (note 80).

¹⁵⁰⁶ Cf. Maria da Conceição TAVARES, José SERRA, « Más allá del estancamiento », *op. cit.*, p. 929.

¹⁵⁰⁷ En raison des caractéristiques du fonctionnement du « capitalisme dépendant sous-développé » et non de l'inexistence d'un potentiel productif suffisant dans l'économie. La « modernisation généralisée » se trouve entravée par une application insuffisante de l'excédent global dans des investissements dans les secteurs « non modernes » de l'économie (ce qui pourrait réduire les différentiels de productivité). L'excédent circule, dès lors, prioritairement dans le secteur moderne de l'économie, pour lequel le schéma de la distribution du revenu assure une demande croissante. D'ailleurs, à mesure que, avec l'expansion de l'économie, la modernisation technologique avance vers d'autres secteurs, elle s'y restreint à certains sous-secteurs, approfondissant l'hétérogénéité structurelle. *Ibid.*, p. 931-934.

¹⁵⁰⁸ Cette évolution insatisfaisante en termes d'emploi productif ne serait pas, analysent Tavares et Serra, une conséquence de l'utilisation excessive d'une technologie moderne intensive en capital, mais plutôt le résultat de l'utilisation de l'excédent supplémentaire créé par l'application de cette technologie. Dans le cas du Brésil, l'intensification de l'exploitation de la main-d'œuvre incorporée au secteur moderne et la concentration de l'activité économique et du revenu ont permis l'ampliation du marché consommateur (classes moyennes), l'intensification de la capitalisation et une nouvelle vague d'expansion de l'économie. Dès lors, le caractère excluant du développement capitaliste brésilien n'aurait pas posé d'obstacles à son expansion. Pour le développement de ces questions, voir *ibid.*, p. 936-939.

concentration marque le développement du capitalisme, étant fondamental pour l'explication du fonctionnement et de l'expansion du système¹⁵⁰⁹. Toutefois, le processus de concentration (de la propriété et de la production et du revenu) ne serait pas linéaire, dans le sens d'une tendance permanente à la concentration, mais prendrait des formes variables de déconcentration et « reconcentration » (le conglomérat en étant un exemple d'évolution des mécanismes de contrôle du marché et d'appropriation de l'excédent)¹⁵¹⁰. Dans le cas de la distribution du revenu, une concentration sur un groupe réduit de la population imposerait au système économique une crise permanente de réalisation ; d'où la tendance à « une continuelle redistribution ou reconcentration du revenu, où se solidarise l'ampliation de la consommation de certains groupes sociaux avec la génération de l'excédent nécessaire. »¹⁵¹¹ Une crise de réalisation peut, observent les auteurs, s'installer si, à une étape de développement basée sur la diversification de la consommation, le pays n'est pas capable d'incorporer (par le niveau de l'emploi, par le financement de l'endettement ou par la différenciation des salaires) les groupes moyens à la consommation. Au Brésil, concluent les auteurs, « [la] politique du nouveau gouvernement militaire a créé les conditions pour un réaménagement du schéma distributif 'convenable' au système [...] »¹⁵¹²

L'hypothèse de Tavares et Serra sur la crise économique des économies latino-américaines dans les années 1960 s'inscrit dans le cadre de l'analyse du fonctionnement du système capitaliste, lequel est sujet à des crises périodiques de réalisation. L'objet de l'analyse étant les systèmes dépendants sous-développés, une attention particulière est accordée à la forme d'intégration de ces pays dans la division internationale du travail (notamment l'intégration de leurs secteurs industriels de pointe). Tavares et Serra accentuent le fait que les économies latino-américaines ne sont pas capables d'engendrer et de contrôler de façon endogène le progrès technique (ce qui restreint leurs possibilités d'intégration au marché international), ni de généraliser la modernisation à l'ensemble de l'économie ; des réorientations périodiques de l'activité économique sont dès lors nécessaires, qui requièrent des changements dans le schéma de concentration du revenu et du produit (adaptation aux nouveaux schémas d'allocation de ressources).¹⁵¹³ Une situation qui, comme l'affirment les

¹⁵⁰⁹ *Ibid.*, p. 939.

¹⁵¹⁰ Dans les mots des auteurs : « la finalidad del conglomerado no consiste en concentrar la producción, regular la absorción de tecnología y aumentar la eficiencia productiva mediante el aprovechamiento de las economías de escala y de encadenamiento o complementariedad ; su objetivo reside en captar el excedente de varias empresas o sectores y buscarle nuevas y diversificadas formas de aplicación, que minimicen los riesgos y mantengan la acumulación rentable del capital. Se trata, pues, de expandir el mercado y de realizar una creciente masa de excedente, de una forma mucho más flexible que la superacumulación en moléculas productivas gigantes. » *Ibid.*, p. 941.

¹⁵¹¹ *Ibid.*, p. 942.

¹⁵¹² *Ibid.*, p. 945.

¹⁵¹³ *Ibid.*, p. 949.

auteurs, « implique que, à chaque fois qu'on entre dans une nouvelle étape de développement capitaliste, il faut une réorganisation des mécanismes de pouvoir - depuis les instruments de contrôle de l'État et les nouvelles formes de solidarité avec les agents du capitalisme international, jusqu'au plan des alliances de classe. »¹⁵¹⁴ Spécifiquement sur la situation brésilienne après 1964, les auteurs considèrent que le pays a pu accroître son contrôle sur les variables-clés du processus d'accumulation et de modernisation, et même participer à la nouvelle division internationale du travail sous contrôle des entreprises transnationales. Pour les auteurs, donc, si des problèmes subsistaient concernant le processus d'expansion de l'économie brésilienne, ils n'étaient pas dus à des tendances à la stagnation, mais à des problèmes concernant la réalisation de l'excédent.¹⁵¹⁵

En bref, les tendances à la stagnation dans le processus d'industrialisation latino-américain analysées par Furtado dans les années 1960 surviendraient des limitations du côté de la structure de la demande, qui finiraient par constituer des freins à l'accumulation capitaliste et à la croissance. Ainsi, l'offre abondante de main-d'œuvre dans les économies périphériques¹⁵¹⁶ inhibe une augmentation généralisée des salaires, approfondissant la concentration des revenus. Ce profil de répartition des revenus concentré n'a pas empêché la poursuite de la croissance pendant la période de substitution d'importations « facile » (biens de consommation simples). En revanche, avec l'avancement du processus d'industrialisation vers la substitution de biens d'élaboration plus complexe (biens durables, intermédiaires et de capital), l'étroitesse des marchés limiterait la réalisation de la production, engendrant une

¹⁵¹⁴ *Ibid.*

¹⁵¹⁵ *Ibid.*

¹⁵¹⁶ Au début des années 1950, Ragnar Nurkse et Arthur Lewis avaient apporté leur contribution au sujet de l'offre abondante de main-d'œuvre observée dans les pays sous-développés. Comme le souligne Celso Furtado, Nurkse propose le concept d'*excédent structurel de main-d'œuvre* et décrit la situation d'*équilibre de sous-développement* : « Dans la mesure où il existe une incompatibilité entre l'offre potentielle des facteurs, la technologie incorporée dans les équipements qu'on utilise et la composition de la demande qu'on prétend satisfaire, il n'est pas possible de généraliser le critère de la maximisation du profit dans ces économies ». Cependant, l'excédent structurel de main-d'œuvre (« chômage déguisé ») pourrait, selon cette approche, constituer des ressources potentielles en vue de l'accélération de l'accumulation. De façon semblable (toujours selon C. Furtado), Lewis affirme que la pénétration tardive du capitalisme dans une société ne peut promouvoir que l'absorption d'une partie de la main-d'œuvre, car le potentiel d'investissement de l'économie est incompatible avec le degré d'accumulation par personne employée exigé par les critères de maximisation du profit capitaliste. Toutefois, l'excédent engendré par la différence entre la productivité moyenne et le salaire de subsistance opère comme le moteur de l'accumulation du secteur capitaliste ; ce secteur, tant que dure le transfert de main-d'œuvre du secteur précapitaliste vers le capitaliste, dispose d'une *offre illimitée de main-d'œuvre*. Cf. Celso FURTADO, « Le développement », *op. cit.*, p. 695-696 ; Ragnar NURKSE, *Problems of capital formation in underdeveloped countries*, *op. cit.* ; Arthur LEWIS, « Economic development with unlimited supplies of labour », *op. cit.* Au vu de l'expérience brésilienne, Celso Furtado réfutera « la thèse implicite dans les modèles de croissance du type introduit par Lewis, selon laquelle la canalisation du surplus d'une économie sous-développée vers le secteur industriel (les activités qui absorbent le progrès technique) résulterait finalement en un système économique à homogénéité croissante (où le niveau du salaire tend à croître dans toutes les activités économiques *pari passu* avec la productivité moyenne du système). » Cf. Celso FURTADO, *Le mythe du développement économique*, Paris, Anthropos, 1976, p. 121.

sous-utilisation du facteur capital et la conséquente diminution de sa rémunération.¹⁵¹⁷ Dès lors, dans l'approche de Furtado, la réserve de main-d'œuvre existante dans le secteur précapitaliste de l'économie permet le maintien des salaires à un niveau faible pendant le processus d'industrialisation, reproduisant le dualisme de la structure économique et conduisant à la stagnation. Ainsi, si Furtado partage l'interprétation d'A. Lewis selon laquelle l'offre illimitée de main-d'œuvre agit en maintenant les salaires à un bas niveau, ses conclusions ne vont pas dans le sens de l'absorption du dualisme (par le transfert de la main-d'œuvre du secteur précapitaliste vers le secteur capitaliste).¹⁵¹⁸ Au lieu de considérer que les bas salaires (dus à l'excédent de main-d'œuvre) permettent d'élever le taux d'accumulation de capital dans le secteur industriel, stimulant la croissance, Furtado attire l'attention sur les effets négatifs de la concentration des revenus sur la structure de la demande et sur l'efficacité de la structure industrielle. L'interprétation de Furtado sur les tendances à la stagnation des économies latino-américaines décrit un processus similaire à celui de « causation circulaire et cumulative » présenté par G. Myrdal¹⁵¹⁹, puisque Furtado affirme que les inégalités croissantes dans la distribution des revenus renforcent la diversification et les inefficiences de la structure industrielle, ce qui agit en concentrant toujours plus les revenus.¹⁵²⁰ Dès lors, l'étroitesse du marché intérieur, résultat de l'inégalité dans la

¹⁵¹⁷ Sur l'approche de Furtado concernant le rôle de la demande dans le processus de développement, voir : Octavio RODRÍGUEZ, *El estructuralismo latinoamericano*, *op. cit.*, p. 218-223.

¹⁵¹⁸ Cf. Cristóbal KAY, *Latin American theories of development and underdevelopment*, London, Routledge, 1989, p. 42. Dans son article de 1954, Arthur Lewis affirme que, dans une économie où une offre illimitée de main-d'œuvre est disponible à un salaire de subsistance, une augmentation du niveau d'emploi arrive dans le secteur capitaliste à mesure qu'a lieu la formation de capital. Et l'auteur de préciser : « Capital formation and technical progress result not in raising wages, but in raising the share of profits in the national income. [...] As the capitalist sector expands, profits grow relatively, and an increasing proportion of national income is re-invested. » Cf. Arthur LEWIS, « Economic development with unlimited supplies of labour », *op. cit.*, p. 190.

¹⁵¹⁹ Par le principe de la « causation circulaire », Myrdal présente une approche dynamique de la réalité sociale (qui ne se réalise pas en direction d'un équilibre) : un changement intervenu dans une variable du processus social engendre des changements secondaires et tertiaires dans les autres variables, toujours dans le sens du renforcement du changement primaire. Le principe de la « causation circulaire et cumulative » est également appliqué à l'explication des inégalités croissantes au niveau international et à l'intérieur d'un pays donné ; seulement la planification et une action délibérée du gouvernement sur les forces du marché seraient capables de rompre le processus. Cf. Gunnar MYRDAL, *Economic theory and underdeveloped regions*, London, Duckworth, 1957. Voir aussi : Celso FURTADO, *Théorie du développement économique*, *op. cit.*, p. 37-38 ; Diana HUNT, *Economic theories of development : an analysis of competing paradigms*, New York, Harvester Wheatsheaf, 1989, p. 58-59.

¹⁵²⁰ Cf. Cristóbal KAY, *Latin American theories of development and underdevelopment*, *op. cit.*, p. 42. Dans un entretien accordé à R. M. Vieira en 2001, Furtado affirme que « Schumpeter et Myrdal ont été les deux penseurs économiques avec une vision ample qui [l']ont le plus influencé. » R. M. Vieira rappelle que Schumpeter, depuis le début du XX^e siècle, avait défié la notion d'équilibre de la pensée néoclassique afin de proposer une théorie du développement capitaliste ; elle observe que les premiers économistes à avoir analysé les possibilités du développement des nations pauvres d'une perspective qui n'était ni marxiste ni orthodoxe libérale, tels que P. Rosenstein-Rodan, H. Singer, N. Kaldor, M. Kalecki, R. Nurkse et G. Myrdal, étaient tributaires de la pensée de Schumpeter. Myrdal, spécifiquement, en insérant des facteurs non-économiques dans l'analyse du retard des nations périphériques, attirait l'attention sur les aspects politiques du processus de développement et à la nécessité d'actions affirmatives afin de contrecarrer les tendances dépressives des économies sous-développées ; son principe de la causation circulaire et cumulative permettait, par exemple, de développer, en apportant des éléments politiques, la thèse du « cercle vicieux de la pauvreté », de R. Nurkse (centrée sur le problème de la

distribution des revenus, empêcherait les économies d'échelle nécessaires à la rentabilité des industries produisant des biens intermédiaires et de capital ; la stagnation succéderait ainsi à l'épuisement de l'étape « facile » de l'industrialisation par substitution d'importations.

Tavares et Serra, à leur tour, interprètent la crise des économies latino-américaines comme un problème de transformation des profits en investissements ; pour eux, les problèmes ne proviennent donc pas d'une insuffisance de profits menant à un niveau d'épargne insuffisant pour le financement de la poursuite de l'industrialisation.¹⁵²¹ Dans l'évolution de l'économie brésilienne, les auteurs identifient un nouveau style de développement pour lequel la concentration des revenus et de nouvelles formes d'intégration dans l'économie internationale se présentent comme nécessaires. L'accumulation de capital et la croissance dépendent ainsi de l'expansion des secteurs de pointe (liés aux entreprises étrangères), auxquels le soutien de l'État est fondamental, en garantissant l'apport de biens intermédiaires aux entreprises et en pourvoyant les conditions pour l'ampliation de la consommation. Dès lors, si une tendance à la concentration effectivement se présente, l'effet de stagnation prévu par Furtado est évité, notamment en raison des politiques entreprises par l'État.¹⁵²² Comme le souligne F. de Oliveira, si la proposition de Furtado sur la non augmentation des salaires réels des travailleurs était correcte, la crise de réalisation prévue ne s'est toutefois pas confirmée, car « le modèle concentrationniste avait lui-même créé son marché, adéquat, en termes de distribution du revenu, à la réalisation de la production des nouvelles branches industrielles ».¹⁵²³

Il faut noter ici que la question de l'utilité de la concentration des revenus pour le processus de croissance (pour le dépassement de la stagnation) n'était pas absente des discussions menées par le group de Furtado au sein de l'ILPES.¹⁵²⁴ L'évolution récente de la pensée de Prebisch conduisait à l'idée qu'un développement démocratique en Amérique latine exigeait des changements dans le contexte international ainsi que l'action de l'État en vue de surmonter les obstacles structurels au développement ; autrement, tourné vers le marché intérieur, le développement conduirait à des régimes autoritaires (la stagnation étant source

rareté de capital dans les économies sous-développées). Cf. Rosa Maria VIEIRA, *Celso Furtado : reforma, política e ideologia (1950-1964)*, op. cit., p. 186-188 et p. 427 (pour la citation de l'entretien avec C. Furtado).

¹⁵²¹ Cf. Cristóbal KAY, *Latin American theories of development and underdevelopment*, op. cit., p. 43.

¹⁵²² Sur la critique de Tavares et Serra à C. Furtado et leur approche sur le nouveau « style de développement » au Brésil après 1964, voir : Octavio RODRÍGUEZ, *El estructuralismo latinoamericano*, op. cit., chap. 7, p. 232-240.

¹⁵²³ Cf. Francisco de OLIVEIRA, « A economia brasileira : crítica à razão dualista », *Estudos CEBRAP*, n° 2, 1972, p. 59 (note 39).

¹⁵²⁴ Nous nous appuyons ici sur les impressions de Furtado sur la première étape de son parcours en exil (à Santiago du Chili), notamment ses rapports concernant les discussions menées au sein de l'ILPES, qui intègrent le dernier volet de ses mémoires : Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit., chap. 1 : « A retirada ».

d'instabilités sociales).¹⁵²⁵ Les tensions sociales que la stagnation pouvait provoquer semblaient être à l'origine des événements récents au Brésil ; le populisme et les idées « distributivistes » étaient tenus pour responsables des problèmes de l'économie (notamment l'insuffisance de l'épargne et l'étranglement extérieur). D'où, observe Furtado, la conclusion des critiques de droite : « s'imposait un autoritarisme avec un effectif soutien financier extérieur ».¹⁵²⁶

Le cas du Brésil et les récents événements d'avril 1964 illustraient les discussions à l'ILPES sur la stagnation économique. Le Brésil étant un exemple de croissance économique basée sur la substitution d'importations, l'analyse du ralentissement de sa croissance devait tenir compte des nouvelles exigences en termes de capitalisation qu'imposait la poursuite du processus d'industrialisation (biens durables, intermédiaires et d'équipement). Dans ces discussions, il n'était pas ignoré le fait qu'une politique de concentration des revenus (contention ou baisse des salaires réels) pourrait engendrer la nécessaire augmentation de l'excédent économique, à être dirigé vers l'investissement et vers la dynamisation de la demande de biens durables (crédit à la consommation). Furtado affirme, toutefois, qu'une telle hypothèse n'avait même pas été admise dans leurs discussions.¹⁵²⁷ Nonobstant, il ne leur échappait pas que l'adoption d'une telle voie, même par des moyens autoritaires, pourrait se légitimer auprès des consommateurs de biens durables (notamment la classe moyenne) et avoir le soutien des producteurs de ces biens (notamment les entreprises transnationales).¹⁵²⁸ Dans ce cas, la croissance du secteur moderne de l'économie pourrait engendrer l'affaiblissement des tensions sociales, puisque une augmentation du salaire moyen des

¹⁵²⁵ *Ibid.*, p. 70-71.

¹⁵²⁶ *Ibid.*, p. 75.

¹⁵²⁷ Furtado affirmait que la préconisation de la concentration des revenus dans un pays où une grande partie de la population était misérable serait politiquement très difficile. Cependant, il en rappelait des précédents historiques : « Le stalinisme n'avait été autre chose qu'une forme brutale d'augmentation de l'excédent, lequel serait utilisé pour modifier la structure du système productif - croissance privilégiée des industries de base - visant à renforcer le potentiel militaire ainsi qu'à bénéficier une classe bureaucratique. » *Ibid.*

¹⁵²⁸ *Ibid.*, p. 75. Il est intéressant de rappeler ici que les séminaires qui ont eu lieu à l'ILPES aux mois de mai et juin 1964, ont contribué au développement des idées présentées par Cardoso et Faletto sur les nouveaux rapports entre les économies périphériques (secteur public et entreprises nationales « modernes ») et les centres dynamiques des économies avancées (les groupes monopolistiques étrangers). En analysant la crise du processus d'industrialisation par substitution d'importations, les auteurs observent que de nouveaux liens se sont tissés avec le capital étranger au sein du marché intérieur des économies périphériques. Par le concept d'« internationalisation du marché intérieur », ils décrivent les nouveaux rapports de dépendance avec l'étranger, liés à l'organisation et au contrôle de la production dirigée au marché intérieur par le capital étranger. En ce qui concerne la tendance à la stagnation des économies latino-américaines dans les années 1960, les auteurs ne partagent pas la position soutenue par Furtado. Si la perspective d'un développement capitaliste autonome (national) s'éloigne, de nouvelles formes de dépendance avec le capital étranger permettraient la poursuite du processus d'industrialisation (approfondissant, toutefois, l'exclusion sociale). Cf. Fernando Henrique CARDOSO, Enzo FALETTO, *Dependencia y desarrollo en América Latina*, *op. cit.* Sur l'approche de Cardoso sur le développement « dépendant-associé », voir : Cristóbal KAY, *Latin American theories of development and underdevelopment*, *op. cit.*, p. 134-139.

travailleurs serait produite, malgré l'approfondissement de la concentration des revenus.¹⁵²⁹ Furtado analyse ainsi cette croissance basée sur la concentration des revenus : « une fois mis en marche ce processus, il ne serait pas facile de l'arrêter, vu que le segment le plus dynamique de la demande tendrait à reproduire les modèles de consommation de plus en plus diversifiés et sophistiqués des classes moyennes des pays riches. » Dans ce processus, et compte tenu du rôle des entreprises transnationales dans l'uniformisation à l'échelle mondiale des modèles de consommation, le fossé entre les groupes privilégiés et la masse de la population tendrait à s'approfondir. Et l'auteur de se demander : « il n'y aurait pas le risque que cette industrialisation tardive, dans le cadre de l'autoritarisme, n'engendre une société dans laquelle les exclus constitueraient une majorité croissante et qui, donc, serait intrinsèquement non-viable ? »¹⁵³⁰

L'interprétation structuraliste du sous-développement et de la stagnation latino-américaine

Le livre *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina* [Sous-développement et stagnation en Amérique latine] est considéré comme le « le point culminant de la version de Furtado du structuralisme ».¹⁵³¹ Sa vision du développement comme une réalité historique, un phénomène de l'histoire moderne qui résulte « de la propagation de la technique moderne dans le processus de constitution d'une économie d'échelle mondiale »¹⁵³² (processus, donc, contemporain du processus de développement), y est développée.

L'industrialisation latino-américaine, explique Furtado, est spécifique par rapport à la forme classique de l'industrialisation européenne : elle a une nature substitutive d'importations (l'offre extérieure étant éliminée à cause des restrictions à la capacité d'importation), et se réalise à une époque où la technologie disponible s'oriente dans le sens de l'économie de main-d'œuvre.¹⁵³³ Dans le processus d'industrialisation classique, l'avancement de la technique répondait à l'accélération du processus de développement et au changement social : le progrès technique était à la fois la base de la croissance (en réduisant

¹⁵²⁹ Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit., p. 76.

¹⁵³⁰ *Ibid.*, p. 76.

¹⁵³¹ Cf. Carlos MALLORQUÍN, « Celso Furtado and development : an outline », *Development in Practice*, vol. 17, n° 6, 2007, p. 811. Furtado entame ses réflexions dans cet ouvrage en affirmant : « La formation des sociétés industrielles modernes est plus facilement comprise quand on l'étudie simultanément de l'angle du développement de ses forces productives et de celui de la transformation des structures sociales et du cadre institutionnel dans lequel opèrent ces forces. L'écartement croissant de ces deux approches, causé par la fausse spécialisation des sciences sociales, est responsable des difficultés que nous affrontons aujourd'hui pour solutionner les problèmes du développement, par rapport auxquels perdent de la validité les critères traditionnels qui permettaient de différencier les variables économiques des non-économiques. » Cf. Celso FURTADO, *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*, op. cit., p. 3.

¹⁵³² Cf. Celso FURTADO, *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*, op. cit., p. 3.

¹⁵³³ *Ibid.*, chap. 1 (ce chapitre a été également publié sous le titre « Hacia una ideología del desarrollo », dans *El Trimestre Económico*, vol. 33, n° 131(3), juil.-sept.1966).

les pressions vers la hausse des salaires qui pourraient mener à un déclin du taux d'investissement) et de la stabilité sociale (car permettant la croissance du produit global). Dans l'industrialisation des pays sous-développés, au contraire, la technologie constitue un facteur exogène et peu flexible à la disponibilité relative des facteurs de production. Au sujet de l'assimilation de la technologie, Furtado affirme : « L'idée, implicite dans plusieurs schémas théoriques, selon laquelle il existe à la disposition des entrepreneurs des pays sous-développés une large gamme de technologies alternatives, ne correspond pas à la réalité. »¹⁵³⁴ Il explique que la technologie utilisée dans les pays les plus avancés se trouve déjà incorporée dans les équipements qui sont disponibles à des prix plus bas sur le marché. D'ailleurs, les innovations destinées à économiser la main-d'œuvre ne sont pas dissociables d'autres entraînant l'économie de matières premières ou la simplification des méthodes de travail. En outre, les entreprises industrielles des pays sous-développés liées à des groupes étrangers reçoivent des équipements acquis par les maisons-mères. Dès lors, il en résulte que « les entrepreneurs des pays sous-développés ont tendance à suivre de près, et chaque fois plus, les modèles technologiques des pays les plus avancés, qui sont les producteurs et les exportateurs d'équipements. »¹⁵³⁵

En conséquence, la pénétration des techniques modernes dans les structures sous-développées en processus d'industrialisation par substitution d'importations engendre des problèmes sur le plan social : le système économique n'est pas capable de créer les emplois que demandent les masses sous-employées des villes latino-américaines. Ainsi, les décisions techniques d'individus et de groupes privés engendrent des problèmes qui requièrent des décisions de nature politique.¹⁵³⁶ Furtado observe que seulement la rationalisation de l'assimilation de nouvelles technologies en fonction de l'intérêt social serait capable de promouvoir la croissance économique conjointement avec la modernisation sociale. Il prône ainsi une politique de développement qui, en abandonnant toutes les formes de « laissez-

¹⁵³⁴ *Ibid.*, p. 9. Ces considérations venaient compléter les réflexions sur la spécificité du phénomène du sous-développement élaborées par Furtado au cours des années 1950. A ce moment-là, en traitant de la question de l'assimilation de la technologie dans le processus de substitution d'importations, l'auteur attirait l'attention sur le fait que le sous-développement n'est pas le résultat « de transformations endogènes d'une économie pré-capitaliste, mais d'un processus de greffe, sur cette dernière, d'une ou plusieurs entreprises liées au commerce des économies industrialisées en expansion ». Dès lors, en développant son secteur industriel par un processus de substitution d'importations, le pays sous-développé est amené à adopter une technologie compatible avec la structure de coûts du marché international et qui ne correspond pas à sa propre disponibilité de ressources et facteurs de production. Cf. Celso FURTADO, *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, *op. cit.*, chap. 5, p. 196.

¹⁵³⁵ Cf. Celso FURTADO, *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*, *op. cit.*, chap. 1, p. 10. Les données statistiques présentées par Furtado montrent le résultat de l'importation en Amérique latine de technologies qui économisent de la main-d'œuvre : dans les années 1950, alors que le taux annuel de croissance du produit industriel en Amérique latine a atteint 6,2%, le taux de croissance de l'emploi industriel n'a été que de 1,6% (un taux correspondant à la moitié du taux de croissance de la population). *Ibid.*

¹⁵³⁶ *Ibid.*, p. 12-13.

faire », adopte une « effective planification ». ¹⁵³⁷ Toutefois, la nécessaire « action consciente et délibérée d'organes centraux de décision » se heurterait à l'obstination des groupes dominants, usagers des privilèges, à maintenir le statu quo ; de cette façon, analyse Furtado, « ceux qui en Amérique latine luttent effectivement pour le développement, remplissent, consciemment ou non, un rôle révolutionnaire ». ¹⁵³⁸

La lutte pour le développement en Amérique latine se déroulant dans un contexte international marqué par la Guerre froide, Furtado attire l'attention sur le fait que la région intègre la « zone d'influence » des États-Unis. À ce sujet, et considérant que le processus historique contemporain est commandé par le développement technologique ¹⁵³⁹, l'auteur affirme :

« Pour les États-Unis le problème fondamental, en cette seconde moitié du XX^e siècle, est celui de la 'sécurité', c'est-à-dire celui de la forme d'organisation mondiale qui prévaudra à l'issue de la révolution technique en cours, et dont il faudrait qu'elle soit compatible avec la préservation de l'*american way of life* aux U.S.A., ainsi qu'avec la défense des intérêts économiques américains à l'étranger. Mais, du point de vue latino-américain, le grand problème est celui du développement, c'est-à-dire, celui de l'ouverture d'une voie d'accès aux bénéfices de cette révolution technique. » ¹⁵⁴⁰

Dès lors que le développement économique des pays sous-développés est incorporé dans la rhétorique de la Guerre froide, l'aide étrangère devient un moyen d'écartier ces pays des risques d'instabilité sociale. La doctrine selon laquelle l'aide étrangère rendrait viable le « décollage » vers le développement auto-soutenu ¹⁵⁴¹ a eu son apogée avec l'Alliance pour le progrès proposée par le président Kennedy. L'analyse de Furtado met en relief le fait que l'Amérique latine intègre la « zone d'influence » des États-Unis (ce qui se consolide avec la « crise des missiles » de 1962) et que le maintien de la stabilité dans la région fait partie de la politique de sécurité de ce pays. ¹⁵⁴² En conséquence, afin d'éviter tout écartement de la « zone d'influence », un strict contrôle de la politique intérieure (surtout de la politique économique) des pays latino-américains s'impose, ce qui implique le maintien des structures du pouvoir en place, et réduit l'autonomie d'action de ces pays sur leur développement. ¹⁵⁴³ Au cours des années 1960, la politique d'aide au développement des pays de l'Amérique latine évolue vers la conviction selon laquelle il échoit aux entreprises privées nord-américaines le rôle principal dans ce processus ; pour qu'elles remplissent cette « importante mission » de politique extérieure, les entreprises privées bénéficient du soutien de l'administration et des instances

¹⁵³⁷ *Ibid.*, p. 15.

¹⁵³⁸ Cf. Celso FURTADO, « L'hégémonie des États-Unis et l'avenir de l'Amérique latine », *op. cit.*, p. 47.

¹⁵³⁹ *Ibid.*, p. 43.

¹⁵⁴⁰ *Ibid.*, p. 46.

¹⁵⁴¹ Comme décrit par W. W. Rostow dans *The stages of economic growth (op. cit.)*.

¹⁵⁴² Cf. Celso FURTADO, « L'hégémonie des États-Unis et l'avenir de l'Amérique latine », *op. cit.*

¹⁵⁴³ *Ibid.*, p. 48.

politiques nord-américaines.¹⁵⁴⁴ Furtado souligne que la promotion des investissements privés nord-américains en Amérique latine ne concerne que les grandes entreprises (les seules disposant de moyens d'action à l'étranger), dont les préférences d'implantation se concentrent sur les secteurs productifs où l'avancement technologique est plus prononcé. Furtado s'interroge dès lors sur le type d'organisation politique en Amérique latine qui pourrait être compatible avec le contrôle des systèmes économiques par ces entreprises, « de puissantes bureaucraties privées, qui exercent des fonctions publiques ou semi-publiques ». ¹⁵⁴⁵ À ce sujet, et tenant compte de la protection politico-militaire et des privilèges dont jouissent ces entreprises en Amérique latine, l'auteur avertit :

« Comme il revient à ces sociétés anonymes mastodontes un grand contrôle dans les décisions fondamentales touchant l'orientation des investissements, la localisation des activités économiques, l'orientation de la technique et le degré d'intégration des économies nationales, il est clair que les centres de décision actuellement représentés par les États nationaux deviendront rapidement secondaires. » ¹⁵⁴⁶

La liquidation du nationalisme, avec la réduction du rôle de l'État dans l'orientation du développement économique et social, pourrait même être convenable, observe Furtado, à des secteurs de la classe dirigeante latino-américaine intéressés à éliminer l'inquiétude politique. En revanche, en ce qui concerne les problèmes du développement latino-américain, la présence de ces grandes entreprises, sous un faible contrôle des gouvernements nationaux, introduit des déséquilibres structurels tels que l'augmentation des inégalités sociales et régionales et du chômage. Comme résultat d'un tel « projet de développement », analyse Furtado, les tensions sociales connaîtraient une augmentation en Amérique latine, engendrant des actions répressives de la part des gouvernements, une fois que les décisions économiques les plus stratégiques se situeraient hors de leur pouvoir. ¹⁵⁴⁷ D'après ce point de vue, le

¹⁵⁴⁴ *Ibid.*, p. 49.

¹⁵⁴⁵ *Ibid.*, p. 50.

¹⁵⁴⁶ *Ibid.*, p. 51.

¹⁵⁴⁷ *Ibid.*, p. 52. Spécifiquement sur le cas du Brésil, Furtado observe que le contrôle de l'État est aux mains de la classe dominante traditionnelle qui doit toutefois faire face aux masses urbaines (sans organisation mais sous contrôle populiste). La pression populiste permet, à son tour, à l'oligarchie traditionnelle de rassembler sous un schéma d'action commun les groupes industriels et les intérêts liés au capital étranger, ainsi que les échelons supérieurs des militaires. L'arbitrage militaire émerge ainsi du conflit politique entre les classes dominantes et les leaders populistes. Considérant que, si le coup d'État militaire n'a pas vocation à s'appuyer sur les masses en vue d'un changement de la structure en vigueur, il ne peut qu'être voué à la conservation de cette structure, Furtado se demande : « un pouvoir destiné à préserver le statu quo est-il apte à formuler et à poursuivre une politique de développement dans un pays où l'expansion dépend d'abord de la modification des structures sociales ? » Cf. Celso FURTADO, « Le Brésil ou les entraves au développement », *Esprit*, janvier 1966, citation p. 61 ; voir également la version de ce texte publiée dans *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*, *op. cit.*, chap. 4 : « Análise do caso do Brasil ». Le texte original a été présenté par l'auteur en février 1965 à Chatham House : Celso FURTADO, « Political obstacles to economic growth in Brazil », *International Affairs*, vol. 41, n°. 2, avril 1965, p. 252-266. Cette conférence, regroupant des chercheurs latino-américains, a porté sur les facteurs qui empêchaient des changements institutionnels en Amérique latine ; les textes de la conférence, dont celui de Furtado, ont été publiés dans : Claudio VELIZ (éd.), *Obstacles to change in Latin America*, London, Oxford University Press, 1965.

« principe de nationalité » reste vital, car l'épanouissement du développement latino-américain dépend de l'existence de centres politiques nationaux capables d'interpréter les aspirations de la collectivité et de rassembler les populations autour d'idéaux communs. Considérant dès lors que l'effort à entreprendre en Amérique latine est éminemment politique (et non technique), Furtado affirme : « Toute politique de développement authentique tire sa force d'un ensemble de jugements de valeur où s'expriment les idéaux d'une collectivité. Et si une collectivité ne dispose pas d'organes politiques aptes à interpréter ses légitimes aspirations, elle n'est pas équipée pour entreprendre les tâches du développement. »¹⁵⁴⁸

En bref, dans les premières réflexions qu'il présente, après le coup d'État au Brésil, sur la situation latino-américaine, Furtado met en relief le fait que l'Amérique latine intègre, dans le cadre de la Guerre froide, la « zone d'influence » des États-Unis, étant sujette au système de domination économique qui en découle. Il discerne un « projet » de développement pour la région émanant du gouvernement des États-Unis, qui serait basé sur l'action de leurs grandes entreprises et sur le contrôle des « subversions » dans la région. L'hégémonie nord-américaine réduisait, dès lors, la liberté des pays latino-américains à adapter leurs structures aux besoins d'une politique de développement ; il ne pourrait résulter d'un tel « projet » que la conservation du statu quo social dans la région. En outre, étant affaiblis les centres politiques nationaux, le projet d'intégration économique latino-américaine pourrait ne correspondre qu'à une juxtaposition d'intérêts des grandes entreprises étrangères opérant dans la région.¹⁵⁴⁹

¹⁵⁴⁸ Cf. Celso FURTADO, « L'hégémonie des États-Unis et l'avenir de l'Amérique latine », *op. cit.*, p. 52 ; Celso FURTADO, *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*, *op. cit.*, chap. 2, p. 46.

¹⁵⁴⁹ Cf. Celso FURTADO, *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*, *op. cit.*, chap. 2, p. 46-47. Il convient de rappeler que Prebisch, en analysant l'industrialisation latino-américaine au début des années 1960, avait accentué l'intérêt de promouvoir l'exportation des produits manufacturés vers les pays centraux, ainsi que le renforcement des rapports commerciaux entre les pays périphériques (y compris le développement d'un marché commun latino-américain). Avec l'élargissement de leurs débouchés, les pays latino-américains pourraient poursuivre le processus d'industrialisation vers des industries plus complexes. Cependant, dans des analyses publiées au début des années 1980, Prebisch met en relief le fait que le grand retard historique du processus d'industrialisation périphérique a renforcé la tendance à l'adoption de technologies et de modes de vie des pays centraux. Il accentue que la « société privilégiée de consommation » ainsi engendrée favorise l'absorption du revenu par les pays centraux (par le biais des entreprises transnationales). Les analyses qu'il entreprend dans les années 1970, mènent Prebisch (1981) à prôner une « synthèse entre le socialisme et le libéralisme », alliant une décision collective sur l'utilisation sociale de l'excédent avec des décisions individuelles de production et de consommation contrôlées par le marché. Cette transformation du système serait nécessaire en vue de la conciliation du développement économique avec l'équité sociale et l'avancement politique. Cf. Raúl PREBISCH, « Cinco etapas de mi pensamiento sobre el desarrollo », *op. cit.*, p. 1095-1096 ; Raúl PREBISCH, *Capitalismo periférico : crisis y transformación* (1981), *op. cit.*

Bref bilan de la première étape de l'exil de Celso Furtado à l'ILPES et à l'Université Yale

Privé de ses droits politiques par le coup d'État d'avril 1964 au Brésil, Celso Furtado s'engage dans un exil volontaire. Un séjour à l'ILPES¹⁵⁵⁰, à Santiago du Chili, est la première étape du long parcours à l'étranger de l'auteur, qui décide bientôt de se fixer aux États-Unis. À Santiago, notamment en raison de ses longs échanges d'idées avec le sociologue J. Medina Echavarría, Furtado peut mieux saisir les événements au Brésil, dont la clé serait la révolution cubaine. Dès lors, les pays latino-américains ont été placés sous une surveillance rigide des États-Unis, devenant des « pièces d'un vaste engrenage » ; en conséquence, l'affrontement direct des dictatures ne ferait que renforcer, estime Furtado, les forces de droite et le combat international contre les mouvements subversifs.¹⁵⁵¹ Son choix face aux circonstances est celui de contribuer à une meilleure perception de la réalité mondiale : « tôt ou tard, une nouvelle génération devra s'apercevoir que le Brésil a été entraîné à une guerre erronée. Son problème majeur n'était pas l'insurrection, mais bien la faim; d'autre part, les relations économiques internationales étaient en rapide évolution, indépendamment de la confrontation politique alimentée par la Guerre froide. »¹⁵⁵² Son approche de la situation serait donc celle d'approfondir, dans le monde universitaire, les connaissances sur ce processus, étant conscient qu'il fallait « éviter la confrontation quand l'ennemie est évidemment plus fort ».¹⁵⁵³

La décision de rejoindre une université nord-américaine s'insérait dans le cadre des réflexions de l'auteur concernant les événements récents au Brésil.¹⁵⁵⁴ Furtado appréhendait le coup d'État au Brésil comme une partie intégrante du contexte de la Guerre froide, d'un processus de domination - dépendance, duquel il avait eu une vision privilégiée en servant trois gouvernements brésiliens, notamment à la tête de la SUDENE. Furtado souligne dès lors la nécessité de comprendre ce qui se passait aux États-Unis pour comprendre le sens des transformations mondiales en cours. Ainsi, selon lui, sa décision d'aller aux États-Unis « répondait à une impulsion profonde de [son] esprit : le désir de connaître plus amplement la société qui était en train d'engendrer un modèle de civilisation qui marchait inexorablement à

¹⁵⁵⁰ Pendant son séjour à l'ILPES, où il travaille, entre autres, avec le sociologue Fernando Henrique Cardoso, Furtado aurait contribué de manière significative, selon J. Love, à l'émergence de l'analyse de la dépendance. Cf. Joseph LOVE, *Crafting the third world*, *op. cit.*, p. 157.

¹⁵⁵¹ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 97-98.

¹⁵⁵² *Ibid.*, p. 99.

¹⁵⁵³ *Ibid.*, p. 100.

¹⁵⁵⁴ Le choc personnel de la privation de ses droits politiques contribue à la décision de Furtado de ne pas vouloir fixer sa résidence dans un pays latino-américain. Son identité avec les valeurs latino-américaines lui faisait considérer l'Amérique latine comme une vraie patrie, où il ne se sentirait jamais « exilé ». Toutefois, dans un pays latino-américain, il serait incessamment questionné sur la situation brésilienne, ainsi que contacté par des mouvements politiques, à un moment où il cherchait l'isolement et la réflexion. *Ibid.*, p. 135-136 et 143.

s'universaliser ». ¹⁵⁵⁵ Son intérêt à comprendre la spécificité de la société nord-américaine venait de ses études en Europe, où il avait pu remarquer que l'attention portée à l'étude des États-Unis était beaucoup plus importante qu'en Amérique latine. D'abord, pendant son doctorat, Furtado a pu assister aux cours d'André Siegfried à l'Institut de Sciences Politiques de Paris ; ensuite, pendant son séjour à l'Université de Cambridge à la fin des années 1950, les cours et séminaires auxquels il assiste lui permettent de mieux comprendre « l'importance croissante [de la civilisation nord-américaine] dans le dessin du style de vie contemporain ». ¹⁵⁵⁶

Sa notoriété internationale, ainsi que la dénonciation massive dans la presse de la cassation de ses droits politiques, assuraient à Furtado la sympathie du milieu universitaire nord-américain, facilitant ses démarches auprès du Département d'État afin de fixer sa résidence aux États-Unis. Rattaché à l'Université Yale, Furtado participera à des conférences et congrès sur la problématique du Tiers monde dans plusieurs universités nord-américaines pendant l'année universitaire 1964-1965. Si dans le Centre d'études de la croissance économique de l'Université Yale travaillaient des chercheurs connaissant la pensée latino-américaine sur le développement (y compris Werner Baer, spécialiste en économie brésilienne), cette pensée était absente de l'enseignement universitaire y dispensé. Tout écartement de la pensée dominante, observe Furtado, portait le risque d'une « disqualification académique ». ¹⁵⁵⁷

Dans ses conférences, Furtado exposera la problématique du sous-développement en tant que phénomène spécifique (et pas une étape vers le développement), demandant une théorisation autonome. Visant à expliquer le sous-développement, l'auteur commence par une caractérisation de la dynamique des économies industrialisées, passant ensuite aux spécificités de l'industrialisation latino-américaine. Le problème de la technologie y est mis en relief : la technologie contemporaine à l'industrialisation latino-américaine étant orientée à l'économie de main-d'œuvre, cette industrialisation n'est pas capable d'absorber la main-d'œuvre excédentaire, ni de promouvoir l'homogénéisation des structures sociales. Selon Furtado,

¹⁵⁵⁵ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 140.

¹⁵⁵⁶ *Ibid.*, p. 144. André Siegfried a publié, entre autres, *Les États-Unis d'aujourd'hui* (Paris, A. Colin, 1927), *Qu'est-ce que l'Amérique ?* (Paris, Flammarion, 1937), *Tableau des États-Unis* (Paris, A. Colin, 1958) ; Furtado possédait un exemplaire de ce dernier livre dans sa bibliothèque personnelle. Il est à rappeler que l'étude comparative du développement brésilien et nord-américain pendant la période coloniale intégrait les préoccupations de l'auteur depuis sa thèse de doctorat ; dans son œuvre *Formação econômica do Brasil* (1959), l'auteur approfondit son approche comparative de l'évolution des économies brésilienne et nord-américaine. Dans le troisième volet de ses mémoires, dans le chapitre « Interregno norte-americano », concernant son expérience aux États-Unis (1964-1965), Furtado présente une analyse historique de la formation culturelle des États-Unis, de la conformation de la structure économique nord-américaine et de son évolution jusqu'au milieu des années 1960 ; les enjeux de la Guerre froide y sont également présentés, ainsi que leurs répercussions sur les pays du Tiers monde. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 103-135.

¹⁵⁵⁷ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 153.

seulement l'action de l'État peut contrecarrer les tendances à la concentration des revenus, en promouvant l'équilibre entre l'accumulation et la distribution. Afin d'éviter et l'autoritarisme et le populisme, Furtado affirme la nécessité d'un effort dans le sens de l'éducation politique, ce qui exige une société ouverte et la participation sociale dans le processus politique.¹⁵⁵⁸

Parmi les chercheurs travaillant au Centre d'études de la croissance économique de l'Université Yale, le canadien Stephen Hymer est celui qui a le plus impressionné Celso Furtado. Hymer étudiait les effets des grandes entreprises (comprises comme des organisations économiques qui se superposent aux marchés) sur le commerce international. Furtado a pu bénéficier à Yale d'amples discussions avec Hymer, dont les travaux ont été « fondamentaux pour la compréhension de la transnationalisation comme forme émergente d'organisation des activités économiques »¹⁵⁵⁹. À l'Université Yale, Furtado rencontre d'autres économistes menant des recherches d'avant-garde, tel Robert Triffin, qui attirait l'attention sur la fragilité des institutions de Bretton Woods et à la situation insoutenable de la monnaie nord-américaine (face à la croissance des réserves européennes en dollars).¹⁵⁶⁰ En visitant d'autres universités nord-américaines, Furtado prend contact avec les derniers développements de la recherche sur les entreprises transnationales. À Harvard, où Raymond Vernon dirigeait des recherches sur le sujet, Furtado prend contact avec l'économiste grec Constantin Vaitsos, dont les recherches sur l'administration des prix par les entreprises transnationales montraient le coût élevé et les limitations du transfert de technologie vers les pays périphériques ; également à Harvard, Furtado a pu rencontrer J. K. Galbraith, dont les idées exerceront une influence significative sur son travail ultérieur.¹⁵⁶¹

Les pressions du gouvernement brésilien sur l'Université Yale visant au non renouvellement du contrat de Furtado (sans suite), ainsi que ses démarches auprès de Washington visant à empêcher la circulation de Furtado hors des États-Unis (refus de visa), sont à l'origine de sa décision de ne pas prolonger son séjour aux États-Unis. En outre, il ressentait une ambiance de « peu de sympathie » aux États-Unis pour quelqu'un connu « pour

¹⁵⁵⁸ Voir *ibid.*, p. 154-161, pour une synthèse des idées exposées par Furtado dans les universités nord-américaines. Voir aussi la participation de Furtado à la conférence de la Chatham House, « Obstacles to change in Latin America ». Dans cette conférence, réalisée en février 1965, Furtado présente sa première analyse du processus historique brésilien depuis le coup d'État de 1964 : Celso FURTADO, « Political obstacles to economic growth in Brazil », *op. cit.*

¹⁵⁵⁹ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 149. Furtado affirme que ces échanges lui ont permis de « saisir dans les années suivantes la vraie nature du système bancaire international, lequel viendrait à être l'élément déterminant dans l'évolution de l'économie capitaliste à partir des années 1970. » *Ibid.*, p. 150.

¹⁵⁶⁰ *Ibid.*, p. 152.

¹⁵⁶¹ *Ibid.*, p. 151-152. Déjà dans son ouvrage *Um projeto para o Brasil*, de 1968, Furtado fait référence à l'idée proposée par Galbraith selon laquelle les décisions prises par les grandes entreprises peuvent avoir une influence plus importante sur la population que les décisions prises par le pouvoir public. Cf. Celso FURTADO, *Um projeto para o Brasil*, Rio de Janeiro, Saga, 1968, p. 73 ; J. K. GALBRAITH, *The new industrial state*, Boston, Houghton Mifflin, 1967.

des activités dites ‘subversives’ en Amérique latine ». ¹⁵⁶²

Son départ des États-Unis ne fut néanmoins possible que grâce à la collaboration d’un fonctionnaire du Consulat brésilien qui, contrariant les instructions reçues, lui rendra son passeport diplomatique ¹⁵⁶³. Furtado pourra alors entreprendre le voyage en France, où il avait accepté une invitation à intégrer le corps d’enseignants de l’Université de Paris. Furtado enseignera à Paris pendant vingt ans, y développant toute sa carrière universitaire.

1.2 Celso Furtado : de la stagnation à l’analyse du « modèle » brésilien de développement

La question des transformations de l’économie internationale dans le sens de la concentration du pouvoir économique, notamment avec l’émergence des entreprises transnationales, maquera le développement postérieur de l’œuvre de Furtado. Dans le livre *Um projeto para o Brasil* ¹⁵⁶⁴, publié en 1968, Furtado attire l’attention sur l’émergence de ce phénomène. Toutefois, la perception du « miracle » de la croissance brésilienne n’étant pas

¹⁵⁶² Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 173. Des documents de l’agence américaine d’information – CIA montrent que les États-Unis le considèrent comme ayant des rapports avec les mouvements communistes au Brésil. Disponibles sur le site <http://www.foia.cia.gov>, deux documents illustrent ce fait. Daté du 7 décembre 1962, le rapport « Current Intelligence Weekly Review » - Central Intelligence Agency (p. 28), traite des « tendances vers la gauche au Brésil » sous la présidence de J. Goulart : « Brazilian officials concerned with economic development are showing increased hostility toward the United States and increasingly open willingness to get along with Communists. Celso Furtado, cabinet minister for economic development and head of a key economic development agency, recently told US officials that ‘10 percent’ of his agency’s personnel, including known Communists, oppose cooperation with the United States. He said he has no intention of removing this element. Furtado and some of his subordinates have been sharply critical of the Alliance for Progress during the past month. » Dans un document daté du 27 février 1963 intitulé « The character of the Goulart regime in Brazil », de la Central Intelligence Agency, l’on affirme (p. 3) à propos de Celso Furtado, l’un des « principaux conseillers » du président Goulart en questions économiques : « Furtado is a reputable economist and planner, with an eclectic, but predominantly statist attitude. He was formerly active in the Communist movement and still retains close associations with radical leftist and nationalist elements. »

¹⁵⁶³ Malgré la cassation de ses droits politiques, Furtado est parti du Brésil conservant son passeport diplomatique, situation dont le gouvernement nord-américain était au courant en lui accordant le visa d’entrée aux États-Unis sur un passeport « à la rigueur sans validité ». A l’occasion de son retour à l’Université Yale après un voyage en Angleterre (pour des séminaires à Oxford et à Cambridge), Furtado se voit refuser le visa de retour aux États-Unis. Cette difficulté sera contournée, mais Furtado sera invité à comparaître au consulat du Brésil aux États-Unis afin de régulariser son passeport. Contre la restitution de son passeport diplomatique, un passeport ordinaire lui est délivré, valable uniquement pour sa permanence aux États-Unis ou son retour au Brésil. « J’ai eu la sensation d’être tombé dans un piège », dira Furtado. Furtado explique alors au secrétaire du consulat qu’il envisageait de partir travailler à l’Université de Paris dans quelques mois, et qu’il n’avait pas été informé que l’on avait l’intention de le priver du droit de voyager à l’étranger en ce moment. Transgressant les ordres reçus, le secrétaire du consulat décide de rendre à Furtado son passeport diplomatique pour qu’il puisse partir en Europe. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 168-170.

¹⁵⁶⁴ Ce livre est composé de trois essais : le premier (« A reforma das estruturas econômicas : ensaio de estratégia global ») reprend le contenu de conférences prononcées par l’auteur au Brésil, devant la Commission d’Économie de la Chambre des Députés, à Brasília, les 18 et 19 juin 1968 ; les deux autres essais, « A reestruturação da economia internacional » et « A concentração do poder econômico nos Estados Unidos e a integração latino-americana », sont le résultat de conférences prononcées par l’auteur à l’Institut d’Etudes Internationales de l’Université du Chili. Cf. Celso FURTADO, *Um projeto para o Brasil*, *op. cit.*

encore claire, ces textes conservent l'interprétation selon laquelle l'évolution du processus d'industrialisation menait à l'impasse de la stagnation. L'auteur cherche dans ces réflexions à identifier les causes de la paralysie de l'économie brésilienne en vue de la proposition de solutions réalisables. Dans ce sens, il prône une « action globale » afin de réformer la structure du système, marquée par la concentration des revenus. Furtado appelle à une redéfinition de la compréhension de l'idée de développement : « le développement n'est pas une simple question d'augmentation de l'offre de biens ou d'accumulation de capital, il possède un *sens*, il est un ensemble de réponses à un projet d'autotransformation d'une collectivité humaine ». ¹⁵⁶⁵ Identifiant dans le profil de la demande globale une des déformations structurelles du système économique brésilien, il suggère une action en vue de la modification de ce profil (pour l'augmentation des taux d'épargne et d'investissement) afin de rompre le cercle vicieux de la concentration des bénéfices du progrès technique. Les déformations de la structure agraire seraient un autre point à attaquer, notamment par : l'élévation du niveau de vie de ces populations (dont la pauvreté entrave l'élévation de la productivité dans le secteur agricole) et la lutte contre les *latifúndios* qui bénéficient des infrastructures publiques. En outre, Furtado attire l'attention, dans les conférences prononcées à la Chambre des Députés, à Brasília, en 1968, sur les « fonctions de droit public sous la couverture d'entité privée » exercées par les grandes entreprises. Ces dernières, par l'autofinancement (financement de leur expansion par les ressources accumulées après la rémunération des capitaux), réaliseraient une forme « d'appropriation de l'épargne collective ». ¹⁵⁶⁶ Le problème des investissements étrangers est perçu par Furtado du point de vue de l'insertion de groupes appartenant à d'autres économies nationales dans le système national de décisions (brésilien, en l'occurrence) ; contrôlant les secteurs les plus dynamiques en ce qui concerne le progrès technologique, ces entreprises contribuent à l'inadéquation du profil de la demande globale. Si Furtado souligne d'autres points importants pour une stratégie globale de développement, tels que l'intégration du secteur industriel dans les courants d'exportation du Brésil et les investissements dans la recherche scientifique et technologique, le point névralgique de la stratégie proposée reste la question de la répartition des revenus.

¹⁵⁶⁵ *Ibid.*, 1^e partie, p. 19. En ce qui concerne le phénomène du développement, Furtado attire l'attention sur ses deux dimensions (qui doivent toutefois être saisies conjointement) : l'économique, concernant l'augmentation de la productivité du travail, ou l'augmentation de la quantité de biens et services à la disposition de la collectivité ; la culturelle, concernant « le processus d'adaptation des structures sociales à un horizon en expansion de possibilités ouvertes à l'homme ». Cette dernière permet de poser des questions telles que : « pourquoi produit-on une constellation déterminée de biens et non d'autres ? Au bénéfice de qui se fait le développement ? [...] » (*ibid.*, p. 18 et 19, respectivement).

¹⁵⁶⁶ *Ibid.*, p. 16. En faisant référence aux discussions en cours aux États-Unis (J. K. Galbraith, A. A. Berle) sur la transformation des grandes entreprises en centres de décisions influençant la collectivité, Furtado rappelle que leur pouvoir manque de base de légitimité. *Ibid.*, p. 73.

Furtado souligne que dans un processus de développement autonome, le progrès technologique (qui permet l'élévation de la productivité physique des facteurs) est la source du développement. Dans un processus de développement dépendant, en revanche, le progrès technologique est une conséquence de transformations structurelles produites, initialement, du côté de la demande : des modifications dans la composition de la demande stimulent l'accumulation de capital et le progrès technologique.¹⁵⁶⁷ Furtado explique que l'industrialisation brésilienne est un exemple de développement dépendant. Dans une première phase (1890-1930), l'augmentation du revenu engendrée par l'augmentation des exportations a été le facteur dynamique favorisant l'installation d'industries (textile, par exemple) ; cette croissance industrielle n'avait toutefois pas le pouvoir d'engendrer un processus d'industrialisation, car elle ne créait pas d'économies externes à d'autres industries (puisqu'utilisant des matières premières agricoles), et n'exigeait pas le développement d'une infrastructure moderne. Dans une seconde phase (1930-1960), le déclin de la capacité d'importation déclenche l'industrialisation par substitution d'importations. Pendant cette période, l'intensification de l'activité industrielle et les investissements de l'État (industries de base, comme le pétrole et la sidérurgie) ont stimulé l'installation d'autres industries ; un système industriel intégré se constitue, l'industrie devenant le facteur d'impulsion du développement. Cependant, l'industrialisation ayant un caractère substitutif d'importations, elle se réalisait comme une réponse à la demande préexistante (l'assimilation du progrès technique n'était pas la cause primaire du développement) ; en outre, pendant cette étape de l'industrialisation, des filiales d'entreprises étrangères, avec un grand pouvoir financier et liées à des systèmes multinationaux, se sont installées dans le pays. Les deux caractéristiques précédentes composent l'explication de Furtado sur les raisons de l'échec de l'industrialisation à conduire à un développement auto-soutenu.¹⁵⁶⁸

Dans l'évolution du système industriel brésilien, l'installation d'entreprises oligopolistiques combinée avec l'excédent structurel de main-d'œuvre, a engendré une augmentation de la masse des salaires du secteur industriel inférieur à l'augmentation de la production de ce secteur. Les données présentées par Furtado montrent que le pouvoir de transformation de la structure occupationnelle attribué à l'industrialisation a été réduit pendant le passage de la substitution d'importations des industries légères vers les industries lourdes.¹⁵⁶⁹ Le flux des salaires industriels n'ayant pas accompagné la croissance de la

¹⁵⁶⁷ L'ordre des facteurs d'impulsion est donc inverse à celui observé dans les économies développées, à savoir : « progrès technologique - accumulation de capital - modifications structurelles découlant de changements dans le profil de la demande ». *Ibid.*, p. 22.

¹⁵⁶⁸ Pour l'explication des deux phases de l'industrialisation brésilienne, voir *ibid.*, p. 24-30.

¹⁵⁶⁹ Entre 1940 et 1950, la participation du secteur manufacturier dans le produit intérieur brut augmente de 10,6% à 16,1%, et la participation de l'emploi industriel augmente de 7,7% à 9,4% de la population occupée ;

production du secteur, Furtado affirme que la masse de la population salariée n'a pas bénéficié de l'augmentation de la productivité industrielle. Différemment de ce qui se passe dans les pays industrialisés, où le développement implique des changements dans la consommation de tous les secteurs de la population, dans les pays périphériques, les bénéfices de l'augmentation de la productivité se concentrent dans les groupes à hauts revenus.¹⁵⁷⁰ En conséquence, la concentration des revenus engendre une tendance à la diversification de la consommation des « groupes privilégiés » qui bénéficie aux industries de biens de consommation durable. Cependant, les dimensions réduites du marché ne permettraient pas à ces industries de profiter des économies d'échelle ; elles opèrent dès lors à des coûts élevés, en raison des dimensions inadéquates des unités productives. En même temps, la croissance des revenus se concentre dans le groupe dont la consommation est déjà élevée, ce qui requiert une diversification croissante de la production (des industries intensives en capital). Il en résulte, conclut Furtado, que l'industrialisation se réalise dans un sens contraire à celui de la technologie moderne, qui s'oriente vers les économies d'échelle de production : « Plus on concentre le revenu, plus on diversifie la consommation des groupes à hauts revenus, plus inadéquate est l'évolution du profil de la demande en ce qui concerne la mise à profit des économies d'échelle de production. Le progrès technologique sera assimilé en apparence, mais ses meilleurs fruits ne seront pas cueillis. »¹⁵⁷¹

Furtado affirmait, en 1968, que la concentration de la richesse et des revenus constituait un obstacle au développement brésilien ; la planification, visant à modifier la structure du système économique, serait dès lors indispensable en vue de la transformation de cette économie sous-développée. Le problème central consiste, selon l'auteur, à rendre compatibles le profil de distribution des revenus et les objectifs de bien-être social et de transformation de la structure économique.¹⁵⁷² La modification du profil de la consommation (par des mesures fiscales, par exemple, concernant l'impôt sur le revenu et des changements des prix relatifs des biens), aurait des répercussions sur les plans d'investissement. Étant modifiée la structure du système productif, le secteur industriel serait en mesure de « jouer le

entre 1950 et 1960, la participation du secteur industriel passe de 16,1% à 23%, alors que la participation de l'emploi industriel décline, passant de 9,4% à 9,1% (nonobstant un taux annuel de croissance du produit industriel qui passe de 8,1% à 9,2% entre 1950 et 1960). En ce qui concerne la part des salaires dans la valeur ajoutée, Furtado montre que, entre 1950 et 1960, elle a décliné aussi bien dans les industries modernes que dans les traditionnelles, passant de 27 à 20% dans les premières, et de 22 à 20% dans les secondes. *Ibid.*, p. 34-35 et 36.

¹⁵⁷⁰ En outre, souligne Furtado, la production du secteur moderne en expansion étant contrôlée par des entreprises étrangères, des problèmes supplémentaires se posent concernant la balance des paiements du pays (rapatriement de profits) et le contrôle étranger sur une part croissante du produit national. *Ibid.*, p. 40.

¹⁵⁷¹ *Ibid.*, p. 42.

¹⁵⁷² *Ibid.*, p. 52.

rôle de pôle d'un processus de croissance à fort pouvoir d'irradiation sociale ».¹⁵⁷³

Furtado met également l'accent dans cet ouvrage sur une problématique fortement présente dans sa pensée, à savoir, les rapports entre le sous-développement et les modèles de consommation imitatifs. En rappelant que les modèles de consommation en modification permanente sont caractéristiques de la civilisation industrielle, il soulève le problème du conditionnement de la demande par les grandes entreprises.¹⁵⁷⁴ Et l'auteur analyse : « Il ne serait pas déplacé d'affirmer qu'il existe une corrélation positive entre le niveau de consommation des masses modernes et la pauvreté imaginative avec laquelle les hommes utilisent les fruits de leur travail. »¹⁵⁷⁵ L'auteur considère, de même que Cardoso et Faletto, que l'industrialisation latino-américaine a pris la forme d'internationalisation des activités productives liées au marché intérieur¹⁵⁷⁶. L'autonomie sur le plan technologique n'ayant pas constitué une préoccupation pendant le processus d'industrialisation, l'auteur conclut, spécifiquement sur le cas du Brésil, que l'assimilation de la technologie (sous contrôle d'entreprises étrangères) « s'est transformée en l'instrument d'aliénation de la capacité de décision ».¹⁵⁷⁷

Cette première visite de Celso Furtado au Brésil après son départ en exil a eu une grande répercussion. Sous la présidence de Costa e Silva, une certaine ouverture politique était perçue au Brésil ; le pays n'était, cependant, qu'à quelques mois de la promulgation de l'Acte Institutionnel n° 5 (du 13 décembre 1968).¹⁵⁷⁸ Un éditorial du *Jornal do Brasil* critique l'approche « nationaliste et étatiste » de l'ancien ministre venu « endoctriner sur les possibles

¹⁵⁷³ *Ibid.*, p. 58.

¹⁵⁷⁴ Furtado observe que, si traditionnellement, il incombait aux élites l'orientation des modèles de consommation, dans les conditions actuelles de transformation rapide des modèles, les entreprises ont rempli cette fonction. *Ibid.*, p. 75.

¹⁵⁷⁵ *Ibid.*

¹⁵⁷⁶ Furtado explique (*ibid.*, p. 110) que l'industrialisation latino-américaine (dans les années 1950-1960) coïncide avec l'expansion à l'étranger des grandes entreprises nord-américaines qui passent à produire à l'intérieur des pays ce qui était exporté auparavant. Furtado développe la question de la restructuration de l'économie internationale et celle des rapports entre de la concentration du pouvoir économique aux États-Unis et l'intégration latino-américaine dans les deuxième et troisième essais de l'ouvrage cité. Des versions de ces articles ont été publiées en français : Celso FURTADO, « La restructuration de l'économie internationale », *Développement et civilisations*, n° 37, mars 1969 ; *id.*, « La concentration du pouvoir économique aux États-Unis et ses projections en Amérique Latine », *Esprit*, avril 1969. Voir également de l'auteur : *Les Etats-Unis et le sous-développement de l'Amérique Latine*, Paris, Calmann-Lévy, 1970.

¹⁵⁷⁷ Cf. Celso FURTADO, *Um projeto para o Brasil*, *op. cit.*, p. 85. Pour une discussion sur la question des centres nationaux de décision dans l'approche de Furtado de l'industrialisation périphérique, voir : Renata BIANCONI, Alexandre MINDA, « Multinational firms, peripheral industrialisation and the recovery of national decision centres: the contribution of Celso Furtado », *op. cit.*

¹⁵⁷⁸ Comme Furtado observe, l'AI-5 était à ce moment-là en « état avancé de gestation ». Furtado profite de son séjour au Brésil pour lancer le livre *Um projeto para o Brasil*, quelques semaines après ses conférences à Brasília. Furtado a pu observer que toutes les personnes qui lui ont demandé des dédicaces sur son livre, lors des lancements à Rio de Janeiro et à São Paulo, ont été photographiées. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 191.

solutions au problème économique brésilien ». ¹⁵⁷⁹ Sur les analyses de Furtado concernant la stagnation économique brésilienne, et ses propositions pour le développement du pays, des critiques lui sont adressées par la presse. Le ministre des Affaires étrangères, Magalhães Pinto, lui reproche de méconnaître les données du problème brésilien, possiblement en raison de son éloignement du pays. ¹⁵⁸⁰ Le journal *Folha de S. Paulo*, en revanche, présente un compte-rendu des conférences de Furtado, ainsi qu'un portrait de l'ancien ministre et professeur de la Sorbonne dans lequel sont soulignées ses positions réformistes, et le fait qu'aucune accusation n'a été portée contre lui qui pourrait justifier la cassation de ses droits politiques. ¹⁵⁸¹ Dans les débats qui ont suivi sa première conférence, si Furtado n'a pas souhaité analyser les plans de développement du gouvernement militaire brésilien, il a toutefois réitéré sa conviction selon laquelle « le pays n'atteindra le développement que moyennant une unité de propos autour d'objectifs exprimant une conscience nationale formée par la participation de l'opinion publique. » ¹⁵⁸² L'opinion publique sera toutefois définitivement exclue du processus politique brésilien à la fin de cette même année, qui marque le début de la période de croissance économique accélérée connue comme le « miracle brésilien ».

En observant qu'en Amérique latine l'avancement dans le processus d'industrialisation correspondait à une capacité additionnelle réduite d'absorption de main-d'œuvre, Furtado cherchait une explication au phénomène dans l'analyse du modèle de développement de ces pays. Trois phases sont identifiées dans le développement latino-américain dans un modèle proposé par Furtado en collaboration avec A. Maneschi ¹⁵⁸³ : la première correspond à la période de croissance des exportations (la croissance économique

¹⁵⁷⁹ Cf. *Jornal do Brasil*, 19 juin 1968, p. 1.

¹⁵⁸⁰ *Ibid.*, p. 7.

¹⁵⁸¹ Le journal établit même une comparaison entre le Plan triennal et le PAEG (Plan d'action économique du gouvernement) mis en place par les militaires, en 1964 : tous les deux auraient prôné un combat à l'inflation compatible avec le développement. Considérant que les deux plans sont également réformistes, le journal met en relief le fait que Celso Furtado et Santiago Dantas ont été destitués de leurs fonctions par le président Goulart lorsque l'opposition s'est manifestée (notamment concernant le combat à l'inflation), alors que Roberto Campos et Otavio Bulhões ont été soutenus par le maréchal Castelo Branco. Cf. *Folha de S. Paulo*, 18 juin 1968, p. 3, et 20 juin 1968, p. 6 (compte-rendu de la conférence de Furtado).

¹⁵⁸² Cf. *Jornal do Brasil*, 19 juin 1968, p. 4.

¹⁵⁸³ Cf. Celso FURTADO, Andrea MANESCHI, « Um modelo simulado de desenvolvimento e estagnação na América Latina », *Revista Brasileira de Economia*, vol. 22, n° 2, juin 1968. Conjointement avec *Um projeto para o Brasil*, Furtado publie l'article cité, qui intègre les recherches sur les tendances à la stagnation des économies latino-américaines, menées par Furtado à l'*Economic Growth Center* de l'Université Yale, pendant l'année 1964-1965. La collaboration entre Furtado et Maneschi à Yale aboutit à l'élaboration d'un modèle économétrique sur le développement et la stagnation en Amérique latine, publié en 1968. Le modèle, selon les auteurs, s'applique à des économies comme la brésilienne et la chilienne, qui présentent un dualisme structurel (défini comme la « coexistence de secteurs précapitalistes et capitalistes qui se dédient à des lignes de production semblables ») et une capacité d'importation qui croît insuffisamment par rapport à leurs besoins en devises ; le modèle peut être étendu à des économies comme l'Argentine, où le degré de dualisme structurel est, pour des raisons historiques, moins important (*ibid.*, p. 6). Une version française de cet article a également été publiée par C. Furtado l'année suivante, sous le titre « Un modèle simulé de développement et de stagnation en Amérique latine », dans la revue *Économies et Sociétés*, n° 15, Série P, mars 1969.

étant libre de tensions structurelles) et se termine avec la crise de l'économie internationale ; le déclin de la capacité d'importation amène à la phase d'industrialisation par substitution d'importations de biens de consommation non durable ; l'épuisement des possibilités de cette industrialisation amène à la troisième phase, celle du développement des secteurs plus intensifs en capital (biens de consommation durable, intermédiaires et de capital). La propension à la stagnation découlerait, dans cette étape, de l'augmentation de la consommation (par rapport au revenu national) des groupes à hauts revenus, et de la nécessité qui s'ensuit d'investir dans des secteurs intensifs en capital. Si l'objectif du modèle de développement élaboré par Furtado et Maneschi est la simulation d'un processus historique, il pourrait néanmoins servir de base à des modèles de planification économique. Car, comme Furtado l'avait suggéré dans *Subdesenvolvimento e estagnação na América latina*, les tendances à la stagnation des économies latino-américaines ne pourraient être surmontées que par l'adoption d'une effective planification commandée par l'État.¹⁵⁸⁴

Toutefois, dans le nouveau cycle de croissance de l'économie brésilienne entamé en 1968, le processus de « modernisation » économique triomphe sur la possibilité d'un développement planifié, capable de rationaliser l'assimilation du progrès technologique en fonction de l'intérêt social. Observant sur place, en 1971, la nouvelle réalité de l'économie brésilienne, Furtado établira une analyse fort critique du processus en cours.¹⁵⁸⁵ Mettant en garde contre le mépris du concept de *biens superflus* dans l'analyse économique conventionnelle¹⁵⁸⁶, il observe que l'intensification du processus de capitalisation de l'économie brésilienne a approfondi la concentration des revenus (avec l'augmentation de la production de ces biens). Si l'État, participant largement aux décisions économiques,

¹⁵⁸⁴ Voir spécialement le chapitre 1 de l'ouvrage cité (*Subdesenvolvimento e estagnação na América latina*).

¹⁵⁸⁵ Enseignant à Paris, Furtado décide d'entreprendre un voyage au Brésil en 1971 afin d'observer de près la « nouvelle réalité » (une réalité qui, lui affirmaient des professeurs américains « brazilianists », serait complètement différente du « désordre et du découragement de l'époque de Jango »). La croissance rapide vérifiée au Brésil à partir de la fin des années 1960 stimulait les étudiants de Furtado à Paris à approfondir leurs connaissances sur cette expérience ; beaucoup d'entre eux considéraient que les discussions sur les « problèmes structurels » du Brésil étaient dépassées et que le pays allait réussir son « take-off » et vite intégrer le « Premier monde ». L'intérêt portait également sur les aspects qualitatifs du processus en cours au Brésil et les possibles enseignements, à partir de cette expérience, à d'autres pays sous-développés. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 206-207. Sur ce voyage au Brésil, voir également l'entretien de l'auteur, « Celso Furtado : decifrando o Brasil », *op. cit.*, p. 66. Les analyses résultant de ce séjour au Brésil constituent l'ouvrage *Análise do « modelo » brasileiro* (*op. cit.* ; trad. française : *Analyse du « modèle » brésilien*, Paris, Anthropos, 1974) ; une partie du premier chapitre de ce livre a été publiée sous le titre « Sous-développement, dépendance : une hypothèse globale », dans la *Revue Tiers-Monde* (vol. 13, n° 52, oct.-déc. 1972). L'auteur poursuit son analyse du modèle de développement brésilien, avec une mise en relief de l'idée de modernisation des modèles de consommation, dans : « Le modèle brésilien », *Revue Tiers-Monde*, vol. 14, n° 55, juil.-sept. 1973 (ce texte correspond au chapitre 3 du livre de C. Furtado *O mito do desenvolvimento econômico*, *op. cit.*).

¹⁵⁸⁶ Les économistes confondraient, avertit Furtado, le niveau du revenu national avec le niveau de bien-être social : « De cette façon, une quantité donnée de ressources a la même *valeur sociale* n'importe son destin : financer le gaspillage des oisifs ou satisfaire les besoins de base d'alimentation et de santé de la population. » Et l'auteur de conclure sur l'analyse économique : « [...] la rigueur de la présentation formelle sert à occulter le fond du problème, qui est celui d'option entre des valeurs substantives. » Cf. Celso FURTADO, *Análise do « modelo » brasileiro*, *op. cit.*, p. 8 (note 1).

constituait la principale source du processus d'accumulation, la capitalisation bénéficiait principalement aux groupes étrangers opérant dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie. Comme la technologie échappe au contrôle des centres de décision du pays, il échoit aux entreprises qui la détiennent de définir les biens à produire et les processus à être employés (qui ne privilégient pas nécessairement la création d'emplois). Une agriculture à très faible productivité demeurait, en conséquence, la source d'emploi de la moitié de la population, dans un pays disposant du secteur industriel le plus ample et diversifié du Tiers monde.¹⁵⁸⁷

Furtado débute son analyse de l'économie brésilienne de la fin des années 1960 par une explication du processus de formation des économies sous-développées. Considérant que la révolution industrielle s'est manifestée sous la forme de transformation des techniques productives et de modification des modèles de consommation, Furtado affirme que l'histoire du sous-développement est liée à l'adoption de la deuxième de ces formes (sans la modification correspondante des techniques de production).¹⁵⁸⁸ Ainsi, le sous-développement découle, d'après l'auteur, de l'assimilation prioritaire du progrès technique sous la forme de nouveaux biens de consommation (l'assimilation du progrès technologique sous la forme de transformation des processus productifs étant secondaire). Autrement dit,

« La caractéristique essentielle des structures sous-développées se trouveraient donc dans cette assimilation inégale des deux formes fondamentales du progrès technologique. [...] L'histoire du sous-développement consiste, fondamentalement, dans le dédoublement de ce modèle d'économie où le progrès technologique a servi bien plus à *moderniser* les habitudes de consommation qu'à transformer les processus productifs. »¹⁵⁸⁹

Quand la crise de la division internationale du travail survient et le système traditionnel (lié aux avantages comparatifs dans le commerce international) n'est plus capable d'assurer le niveau de consommation intérieure, la voie de l'industrialisation est entreprise. Toutefois, le niveau technologique correspondant aux modèles de consommation d'une minorité de la population imposera une industrialisation appuyée sur une grande capitalisation

¹⁵⁸⁷ *Ibid.*, p. 7-8. Nous nous intéressons ici au premier essai qui compose ce livre et lui donne le titre, « Analyse du 'modèle' brésilien ». La question de la structure agraire brésilienne est étudiée par Furtado dans la deuxième partie de l'ouvrage, intitulée « La structure agraire dans le sous-développement brésilien ». L'auteur y analyse le processus historique de formation de cette structure, les formes d'organisation de la production et la situation du travailleur rural (sujet au pouvoir des entreprises agro-mercantiles qui bénéficient historiquement de privilèges). Furtado considère que le système de privilèges qui caractérise l'agriculture brésilienne est une des causes primaires de la concentration du revenu national. Pour lui, un « traitement de fond » de la structure agraire est nécessaire, sans lequel le développement au Brésil pourra ne signifier que « la modernisation d'une façade, en marge de laquelle reste la grande masse de la population du pays. » *Ibid.*, p. 122.

¹⁵⁸⁸ *Ibid.*, p. 8-9. L'auteur appelle « *modernisation* » ce processus qui conduit à adopter des modèles de consommation correspondant à des revenus élevés sans qu'il y ait eu développement économique [c'est-à-dire, l'accumulation de capital et l'adoption de procédés de production plus efficaces]. » Cf. Celso FURTADO, « Le modèle brésilien », *op. cit.*, p. 480.

¹⁵⁸⁹ Cf. Celso FURTADO, *Análise do « modelo » brasileiro*, *op. cit.*, p. 10-11 ; Celso FURTADO, « Sous-développement, dépendance : une hypothèse globale », p. 699.

(incompatible avec le revenu moyen d'un pays sous-développé). De ce fait, même si le progrès technologique pénètre sous ses deux formes pendant la phase d'industrialisation, plus rapide est sa pénétration au niveau de la consommation, plus lente est sa diffusion à l'ensemble des activités productives. Dès lors, un pays sous-développé dont le système industriel cherche à reproduire le flux de nouveaux produits créés dans les économies développées sera sujet à de nouvelles formes de dépendance. L'industrialisation n'est donc pas une condition suffisante pour l'accroissement de l'autonomie de décisions dans un pays sous-développé :

« On ne voyait pas, alors, avec suffisamment de clarté, qu'un système industriel est un processus en mutation permanente et non un circuit fermé. Si les facteurs responsables de ces mutations sont exogènes au système, il suffit de les contrôler pour que soient créées les conditions structurelles de la dépendance, aussi strictes ou davantage que celles qui prévalaient dans le système traditionnel de la division internationale du travail. »¹⁵⁹⁰

L'auteur constate que le sous-développement actuel, qui combine le type exportateur de matières premières et le type industrialisé, correspond à des processus d'adaptation aux conditions de l'économie capitaliste internationale (concernant les marchés internationaux ou le contrôle de la technologie et du pouvoir financier par les grandes entreprises internationales).¹⁵⁹¹ Pour les pays sous-développés, donc, la situation de dépendance structurelle engendre une réduction de la capacité d'articuler les décisions économiques en fonction d'objectifs propres.

Au Brésil, particulièrement, la structure industrielle s'adapte, dès ses débuts, à un profil de demande qui comporte une discontinuité entre le modèle de consommation d'une minorité de la population et celui de la masse. L'offre abondante de main-d'œuvre a permis que l'augmentation de la productivité engendrée par l'incorporation du progrès technique ne soit pas transférée aux salaires, mais agisse, au contraire, dans le sens de la concentration des revenus. Le pouvoir d'achat en expansion étant celui des groupes à hauts revenus, l'introduction de nouveaux produits et la diversification de la consommation ont été stimulées. Dès lors, les ressources disponibles à l'investissement seront canalisées vers la satisfaction de la demande diversifiée d'une minorité de la population, au détriment de la diffusion du progrès technique à l'ensemble du système ; l'approfondissement du sous-développement en est le résultat.¹⁵⁹²

Furtado attire l'attention sur l'« *effet de dépendance* qui découle de la façon comme actuellement le progrès technologique se propage du centre vers la périphérie du monde

¹⁵⁹⁰ Cf. Celso FURTADO, « Sous-développement, dépendance : une hypothèse globale », *op. cit.*, p. 701.

¹⁵⁹¹ *Ibid.*, p. 702.

¹⁵⁹² Cf. Celso FURTADO, *Análise do « modelo » brasileiro*, *op. cit.*, p. 30-31.

capitaliste. »¹⁵⁹³ Au Brésil, les entreprises qui opèrent dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie étant celles insérées dans l'économie capitaliste internationale, la perception de la différence entre les objectifs nationaux et ceux des oligopoles internationaux tend à s'affaiblir. Furtado observe qu'aucune difficulté ne se pose au contrôle croissant exercé par les firmes internationales, tendant même à prédominer l'idéologie selon laquelle « établir des différences entre entreprises *étrangères* et *nationales* est un anachronisme, car ce qui intéresse réellement est la 'contribution' de chacune au développement du pays. »¹⁵⁹⁴ Furtado identifie dès lors une cohésion importante au sein du groupe industriel au Brésil, et des affinités de ce dernier avec les militaires, en raison de la « nature hiérarchique et autoritaire » de ceux deux types d'organisation, ainsi que de leur « tendance à *se légitimer* au pouvoir par l'efficacité ». ¹⁵⁹⁵

Furtado observe que, à partir de 1964, des « points d'étranglement » responsables de la perte de dynamisme de l'économie brésilienne ont été éliminés : l'équilibre des comptes du secteur public a permis le contrôle de l'inflation¹⁵⁹⁶ et a augmenté la capacité d'action du gouvernement sur le processus de formation de capital ; le crédit étranger a également été largement rétabli.¹⁵⁹⁷ Le problème fondamental à être attaqué était alors celui de la reprise du processus d'industrialisation à partir d'un système industriel disposant d'une capacité de production sous-utilisée. Pour cela, la stratégie adoptée, « relativement simple », selon Furtado, s'est résumée à trois lignes d'action : a) réorientation du processus de concentration de la richesse et du revenu (favorisant la formation de capital et la consommation de biens durables) ; b) réduction du taux de salaire réel de base par rapport à la productivité moyenne du système (le processus de croissance créant des emplois, la masse des salaires croît) ; c) incitation à l'exportation de produits industriels, afin de soutenir les industries faisant face à des insuffisances de demande aussi bien de nature conjoncturelle (les industries traditionnelles affectées par la lente croissance de la masse des salaires) que structurelle (industries où les échelles de production dépasseraient les dimensions du marché).¹⁵⁹⁸ Furtado affirme que la ligne d'action fondamentale de la stratégie a été la première : la dynamisation de la demande de la classe moyenne supérieure, notamment par le crédit¹⁵⁹⁹ et des bénéfices

¹⁵⁹³ *Ibid.*, p. 31.

¹⁵⁹⁴ *Ibid.*, p. 36.

¹⁵⁹⁵ *Ibid.*, p. 37 (note 25).

¹⁵⁹⁶ Au sujet de l'inflation qui subsiste, Furtado affirme qu'elle continue de jouer un rôle important dans la composition de l'excédent contrôlé par le secteur public, alimentant l'expansion de ses investissements. *Ibid.*, p. 54.

¹⁵⁹⁷ *Ibid.*, p. 37.

¹⁵⁹⁸ Pour l'application de cette stratégie, le gouvernement se sert des instruments traditionnellement utilisés au Brésil, comme les politiques de change, fiscales, de crédit et de salaires. *Ibid.*, p. 38-39.

¹⁵⁹⁹ Comme observent C. P. Bastos et J. G. d'Avila, si Furtado affirme l'importance du rôle du crédit dans le « miracle brésilien », le noyau de son interprétation reste la dénonciation de l'incompatibilité entre le

financiers visant à une évolution patrimoniale favorable de cette classe (y compris l'incitation fiscale à l'investissement en titres financiers). Le marché consommateur ainsi formé serait capable d'assurer les dimensions adéquates à la production de biens durables.¹⁶⁰⁰

Cependant, analyse Furtado, la poursuite de la croissance économique du pays dépendait de : 1) l'augmentation de sa capacité de paiement à l'étranger, afin d'éviter des problèmes de la balance des paiements, compte tenu des coûts financiers en devises croissants (à cela pourrait concourir le secteur industriel lui-même) ; 2) le maintien de l'expansion du secteur public, dont les investissements, fondamentaux à la création de nouveaux emplois, ont pu être financés grâce à des ressources extérieures (endettement à l'étranger) ; 3) le maintien de la croissance du « secteur de pointe » de l'économie, c'est-à-dire, les industries liées aux consommateurs à hauts revenus.¹⁶⁰¹

Furtado fait remarquer que dans les économies capitalistes industrialisées le flux de salaires créé dans les processus de production (en vue de la consommation ou de l'accumulation) est ce qui alimente la demande de biens finaux. Dans une économie sous-développée avec un excédent structurel de main-d'œuvre le flux de salaires est insuffisant à mettre en marche le même mécanisme de *feedback* (expansion de la production - expansion des coûts de production - expansion de la masse salariale - expansion du revenu disponible à la consommation - expansion de la production)¹⁶⁰². Dans le cas du « modèle » brésilien, l'État agit dans le sens de rétablir ce mécanisme, en assurant l'expansion adéquate de la demande de biens durables¹⁶⁰³, ainsi que la création d'un flux minimum de nouveaux emplois. Furtado conclut, dès lors, que le système implanté au Brésil est dépendant « d'une action complexe de l'État ». Le pays aurait ainsi créé une variété de « capitalisme d'État » qui exige, pour son

développement économique périphérique et le modèle de consommation d'une minorité de la population (qui dispose d'une proportion très élevée du revenu national). Cf. Carlos Pinkusfeld BASTOS, Júlia Galarza d'AVILA, « O debate do desenvolvimento na tradição heterodoxa brasileira », *Revista de Economia Contemporânea*, vol. 13, n° 2, mai-août 2009, p. 189.

¹⁶⁰⁰ « En d'autres mots, ont été créés des privilèges pour la fraction de la classe moyenne habilitée à engendrer, à court terme, le type de demande qu'on prétendait dynamiser. » Furtado informe que la classe moyenne supérieure représentait cinq pour cent de la population brésilienne, avec un revenu familiale moyen de mille dollars (en 1970). Cf. Celso FURTADO, *Análise do « modelo » brasileiro*, op. cit., p. 42.

¹⁶⁰¹ *Ibid.*, p. 57-59. À propos du « miracle économique brésilien », L. C. Prado et F. S. Earp mettent en relief le fait que des conditions favorables de l'économie internationale (l'expansion du marché d'euro-dollars, par exemple) ont rendu viable le processus, en plus des réformes entreprises par le gouvernement militaire. Toutefois, rappellent les auteurs, les conditions de l'économie internationale commencent à changer, notamment à partir de 1971, quand les États-Unis abandonnent la convertibilité dollar-or ; le « choc du pétrolé », en 1973, viendra compléter le processus de détérioration des conditions internationales qui contribuaient à la croissance rapide de l'économie brésilienne ; déjà en 1974, la croissance du PIB brésilien commence à ralentir. Cf. Luiz Carlos Delorme PRADO, Fábio Sá EARP, « O 'milagre' brasileiro : crescimento acelerado, integração internacional e concentração de renda (1967-1973) », in J. FERREIRA, L. A. N. DELGADO (org), *O Brasil republicano*, vol. 4, *O tempo da ditadura*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2003.

¹⁶⁰² Cf. Celso FURTADO, *Análise do « modelo » brasileiro*, op. cit., p. 60-61.

¹⁶⁰³ En plus de la réorientation du crédit, l'État incite à la formation d'une classe de « semi-rentistes » chez les salariés à hauts revenus. Il s'agit de canaliser, par la voie du marché des capitaux, une partie des profits des entreprises vers les consommateurs de biens durables. *Ibid.*, p. 62-63.

fonctionnement normal, une intime articulation entre la classe des entrepreneurs (insérés dans des consortiums internationaux) et les pouvoirs publics (dont les options politiques deviennent étroites).¹⁶⁰⁴ Si le flux d'emplois créés par l'État peut contribuer à freiner la marginalisation des populations urbaines, la politique visant à concentrer les revenus engendre l'approfondissement du fossé qui sépare les niveaux de vie de la masse et ceux de la minorité de consommateurs de biens durables.

Le modèle brésilien, qui consiste en l'adaptation la structure de la demande à celle de l'offre, conjointement avec une action de l'État dans la création d'emplois, a permis d'atteindre un niveau de croissance élevé (à un coût social élevé). Serait-il généralisable à d'autres économies sous-développées ? Furtado rappelle que « l'économie industrielle sous-développée ne constitue pas une *phase* qui tend à être nécessairement dépassée ». La poursuite de l'industrialisation, telle qu'elle se réalise au Brésil, impose la reproduction des modèles de consommation, ce qui accentue les déformations structurelles du sous-développement (dont l'essence est le fossé entre les conditions de vie d'une minorité privilégiée et celles de la masse de la population). Il met ainsi en garde contre les tentatives d'accélérer le rapprochement à un paradigme de développement qui, « par définition, est inaccessible, car en transformation toujours plus rapide ». D'autres voies doivent être cherchées par les pays du Tiers monde en vue de l'amélioration des conditions de vie de la population car, avertit l'auteur, « [l']Inde ne sera jamais une Suède d'un milliard d'habitants, ni le Brésil ne sera une reproduction des États-Unis. »¹⁶⁰⁵

¹⁶⁰⁴ *Ibid.*, p. 63-64.

¹⁶⁰⁵ *Ibid.*, p. 77 (pour toutes les citations de ce paragraphe). Pour une analyse critique de l'ouvrage de Furtado, d'un point de vue de la science économique, voir le compte-rendu : Pedro MALAN, John WELLS, « Análise do modelo brasileiro », *Pesquisa e Planejamento Econômico*, vol. 2, n° 2, décembre 1972. Voir également le compte-rendu de la traduction française de l'ouvrage : Pedro Calil PADIS, « Celso Furtado, Analyse du 'modèle' brésilien », *Revue Tiers-Monde*, vol. 16, n° 64, 1975.

2. L'exil parisien de Celso Furtado

2.1 L'intérêt pour l'Amérique latine en France et l'arrivée de Celso Furtado à Paris

Celso Furtado est parmi les premiers latino-américains qui élisent la France comme destination privilégiée en raison de la montée des dictatures en Amérique latine.¹⁶⁰⁶ Si aux États-Unis, où il avait passé l'année universitaire 1964-1965, la séparation entre la vie intellectuelle et la vie politique était patente, en France il comptait trouver des possibilités d'action élargies. Du moins, « le non-conformisme d'un latino-américain » contre le maintien du statu quo social dans sa région n'y tendrait pas « à être interprété comme de l'hostilité » à l'égard du pays hôte.¹⁶⁰⁷ La forte présence des États-Unis sur la scène internationale engendrait une certaine sympathie en France envers les pays latino-américains, assujettis à la domination nord-américaine (entreprises et autorités) ; les critiques des États-Unis à la politique coloniale française avaient également un rôle à jouer dans l'image de ce pays en France.¹⁶⁰⁸

Sous la présidence du général De Gaulle, la France cherchait à recouvrer sa place sur la scène internationale, à un moment où le pouvoir nord-américain - notamment le statut de monnaie de réserve internationale du dollar - présentait des signes de déclin.¹⁶⁰⁹ Des pays latino-américains dont le destin « basculait entre l'Alliance pour le progrès et la Révolution cubaine »¹⁶¹⁰ émanaient des demandes d'apport de l'aide technique française à leur développement. Dans la nouvelle politique de coopération internationale mise en œuvre par le président De Gaulle, un rôle prépondérant sera dès lors accordé à la coopération technique (envoi d'experts, par exemple), en plus de la coopération scientifique et culturelle. La France représentant une alternative face à l'hégémonie redoutée aussi bien du côté capitaliste (les États-Unis) que du côté communiste, les pays latino-américains accueillent favorablement les

¹⁶⁰⁶ Cf. Idelette Muzart-Fonseca dos SANTOS, Denis ROLLAND (dir.), *L'exil brésilien en France : histoire et imaginaire*, Paris, L'Harmattan, 2008.

¹⁶⁰⁷ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 173.

¹⁶⁰⁸ *Ibid.*, p. 177.

¹⁶⁰⁹ La reconnaissance du gouvernement de Mao Zedong et le rétablissement de relations diplomatiques entre la France et la République Populaire de Chine, en 1964, ainsi que le retrait de la France du commandement militaire intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), en 1966, seraient des exemples de la politique étrangère indépendante entreprise par De Gaulle. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 173-179 : « De Gaulle e o novo policentrismo » ; voir aussi, sur la « série de gestes spectaculaires » faits par De Gaulle : Dominique VIDAL, « Ce que voulait de Gaulle en 1966 », *Le Monde Diplomatique*, avril 2008.

¹⁶¹⁰ Cf. Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, *op. cit.*, p. 147-155, « Le latino-américanisme des technocrates ; la propagation de la coopération technique et administrative à la suite du voyage du général de Gaulle » (p. 147 pour la citation).

voyages présidentiels dans la région, en 1964.¹⁶¹¹ Cependant, en France comme aux États-Unis, les propos des voyages de De Gaulle en Amérique latine ont été perçus comme un défi à l'hégémonie nord-américaine dans la région : l'ancien président H. Truman déclare que De Gaulle cherchait à « concurrencer les États-Unis en Amérique latine », alors que l'opposant socialiste français G. Defferre se demandait si le voyage présidentiel avait été accompli « pour un rapprochement entre la France et le Mexique, ou bien pour être désagréable aux Américains ». ¹⁶¹² D'un autre point de vue, Celso Furtado observait que, dans le cadre de la planification indicative, la France avait pu avancer dans la recherche technologique et ouvrir de nouveaux espaces à l'initiative privée, tout en conservant une relative harmonie entre les divers secteurs de l'économie, y compris l'agricole. En même temps, l'évolution de la technologie militaire « était en train d'effacer la différence entre grands et petits pouvoirs thermonucléaires » ; d'où la conclusion selon laquelle la France, ayant atteint une « masse critique de pouvoir », pouvait prétendre à une certaine indépendance dans les relations internationales. Si dans un monde polarisé par la Guerre froide, l'option politique des pays périphériques se restreignait à une satellisation politique, les prises de position de De Gaulle sur la scène internationale (y compris ses voyages à des pays du Tiers monde), semblaient dessiner une issue polycentrique.¹⁶¹³

Comme soulignent J. Chonchol et G. Martinière, dans les années 1960,

¹⁶¹¹ Suzanne Balous souligne que le président français représentait « l'esprit d'indépendance nationale, la coopération sur la base de l'égalité, l'équilibre entre le libéralisme et l'étatisme, l'attachement à l'humanisme et à la latinité. » Cf. Suzanne BALOUS, *L'action culturelle de la France dans le monde*, Paris, PUF, 1970, p. 158 (cité par Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, *op. cit.*, p. 149).

¹⁶¹² Cf. Jean-Baptiste DUROSELLE, *La France et les États-Unis : des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1976, p. 239-240.

¹⁶¹³ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 173-179, p. 174 pour les citations. Spécifiquement sur la politique extérieure gaulliste concernant le Brésil, l'analyse de G.-H. Soutou montre l'histoire d'un échec face aux possibilités favorables qui se présentaient à l'établissement de rapports entre les deux pays. Sous le gouvernement Kubitschek, un voyage au Brésil d'André Malraux, ministre de la Culture, marque le développement de liens plus étroits entre les deux pays (relations culturelles et coopération technique, notamment au *Nordeste*). Sous Quadros, le désir d'un rapprochement avec la France (afin de garder une certaine indépendance vis-à-vis des États-Unis) s'est heurté au contentieux datant de 1940 (nationalisation de deux lignes de chemin de fer et du port de Pará, dont un accord établi en 1956 n'avait pas été exécuté). Pendant le gouvernement Goulart, des tentatives d'amélioration des rapports entre les deux pays ont été entreprises : les brésiliens « imaginaient de Gaulle prenant la direction d'une troisième force entre l'Est et l'Ouest, et y voyaient une orientation convergent avec leur propre politique ». Toutefois, au contentieux bloquant l'aide française au Brésil, s'ajoutent des problèmes concernant des langoustiers français sur le plateau continental brésilien (au cours desquels la France a fermement défendu ses intérêts nationaux). Avec le renversement de Goulart, la traditionnelle amitié du Brésil envers Washington se rétablissait. Le voyage du général De Gaulle au Brésil, en octobre 1964, dans le cadre de sa tournée en Amérique latine, n'a donné lieu qu'à des déclarations d'amitié entre les deux pays et de convergence d'opinions sur des questions internationales ; à un projet de centrale nucléaire discuté à cette occasion, le Brésil renoncera par la suite. Le bilan de la politique gaulliste envers le Brésil aurait, selon l'analyse de Soutou, été très médiocre : le « tiers-mondisme progressiste se situait plus dans le discours que dans la réalité ». Cf. Georges-Henri SOUTOU, « Le général de Gaulle et le Brésil (1958-1969) », in K. de Q. MATTOSO, I. M. F. dos SANTOS, D. ROLLAND (dir.), *Le Brésil, l'Europe et les équilibres internationaux, XVI^e-XX^e siècles*, Paris, Centre d'Études sur le Brésil/PUPS, 1999, p. 321-338 (citations p. 327 et 336, respectivement).

« Le développement, la crise de son développement plaçaient l'Amérique latine face à un dilemme lui imposant d'imaginer de nouvelles sources de modernité, de mutations structurelles, sous peine de radicalisation révolutionnaire. [...] L'émergence du Tiers-Monde à partir de l'Asie et de l'Afrique commençait à trouver des échos bienveillants sur un continent qui avait accompli la première décolonisation mondiale, un siècle et demi plus tôt, mais constatait que le développement économique n'était pas synonyme d'indépendance politique. »¹⁶¹⁴

À cette période, un « latino-américanisme politique » fait irruption en France à partir de l'intérêt suscité par les mouvements révolutionnaires en Amérique latine et par l'instauration de la dictature militaire au Brésil.¹⁶¹⁵

La tradition des missions universitaires françaises au Brésil remonte aux années 1930 (Roger Bastide, Pierre Monbeig, entre autres). Reprise dans l'après-guerre (Charles Morazé, Jacques Boudeville, entre autres), la présence des universitaires français décline dans les années 1950 au Brésil. C'est alors un moment de « brasilianisation » des sciences sociales, cherchée par les universitaires brésiliens. En même temps, en France, la création de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL), en 1954, offre « un lieu d'accueil spécifique » aux études sur l'Amérique latine en France.¹⁶¹⁶ Dans l'après-guerre, jusqu'aux années 1960, les premiers travaux « brasilianistes » émergent en France, résultat de la production des universitaires français qui avaient été en mission au Brésil, ou de leurs disciples, français (à l'exemple de Frédéric Mauro) et brésiliens (comme Celso Furtado, dont la thèse dirigée par Maurice Byé est soutenue à l'Université de Paris, en 1948).¹⁶¹⁷ Dans les années 1960, le Brésil ayant établi des relations privilégiées avec les États-Unis (après 1964), alors que la France est préoccupée par des problèmes liés à la décolonisation de l'Afrique et à la construction de l'Europe, la politique scientifique française en œuvre au Brésil depuis les années 1930 entre en déclin. Cependant, l'accueil en France d'« universitaires brésiliens de haute valeur scientifique » qui ne disposaient plus, au Brésil, d'un cadre adéquat à l'expression de leurs réflexions, donne lieu à la publication de « travaux de qualité », œuvre, maintenant, « des chercheurs de nationalité brésilienne ». ¹⁶¹⁸ Constituaient des moyens

¹⁶¹⁴ Cf. Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, op. cit., p. 140.

¹⁶¹⁵ *Ibid.*, p. 141.

¹⁶¹⁶ *Ibid.*, p. 91. Après la crise universitaire de 1968, l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine sera rattaché à l'Université de Paris III (Sorbonne Nouvelle). *Ibid.*, p. 165-166.

¹⁶¹⁷ Cf. Guy MARTINIÈRE, *Aspects de la coopération franco-brésilienne : transplantation culturelle et stratégie de la modernité*, op. cit. L'auteur observe : « Est-il besoin de rappeler le rôle que le Brésil joua dans l'œuvre ethnologique de C. Lévi-Strauss, sociologique de Roger Bastide ou historique de Fernand Braudel ? [...] François Perroux, Maurice Byé ou Gaston Leduc auraient-ils été aussi sensibles à certains aspects de la croissance et du développement économique sans leur approche brésilienne, révélatrice d'une perception du sous-développement ? » *Ibid.*, p. 180.

¹⁶¹⁸ *Ibid.*, p. 183 (« La cellule d'accueil 'structuraliste' française et ses contradictions (1960-1970) »). Il est à noter, toutefois, que, si la France était un lieu favorable à l'expression des réflexions des chercheurs

privilegiés d'expression de ces recherches, les revues *Tiers Monde*, publiée par l'IEDES (à partir de 1960, avec des numéros spéciaux sur l'Amérique latine) et *Cahiers de l'Amérique Latine*, publiée par l'IHEAL (à partir de 1968), institut qui publiait également la collection « Travaux et Mémoires » (à partir de 1957). Animée par Alain Touraine, la revue *Sociologie du Travail* consacre des numéros spéciaux à l'Amérique latine en 1961 et en 1967 ; la revue *Développement et Civilisations*, publiée par l'IRFED (Institut international de recherche et de formation en vue du développement harmonisé) publie également un numéro spécial, « L'Amérique latine, demain », en mars 1969, reproduisant des contributions de chercheurs latino-américains (dont Celso Furtado)¹⁶¹⁹. À l'IEDES, sous l'impulsion de François Perroux, et à la VI^e Section de l'École Pratique des Hautes Études (EPHE)¹⁶²⁰, sous l'impulsion de Fernand Braudel, l'Amérique latine devient un thème privilégié de recherche en France.¹⁶²¹

Avec la redécouverte de l'Amérique latine par l'opinion publique française, notamment depuis la révolution cubaine et ses dédoublements sur la scène internationale, la presse passe à occuper une place privilégiée dans le traitement des questions relatives à la région. Les reportages se multiplient, les journalistes politiques concourant à mieux faire connaître l'Amérique latine (« un peu de la même façon que les voyageurs au siècle précédent »), et des ouvrages engagés sont publiés.¹⁶²²

Grâce à des articles dans la presse française consacrés à l'activité de la SUDENE,

structuralistes, « les cellules d'accueil des universités françaises [pouvaient se révéler] des médiocres moyens d'action » lorsque ces chercheurs « envisageaient de diriger plusieurs projets de recherche en équipe ». *Ibid.*, p. 184 (en référence à un entretien du géographe Milton Santos accordé à Yves Lacoste : « L'itinéraire de Milton Santos. A propos de 'L'espace partagé' », *Hérodote*, n° 17, 1980).

¹⁶¹⁹ La contribution de Celso Furtado à ce numéro est un extrait de son livre *Um projeto para o Brasil* (1968) : Celso FURTADO, « La restructuration de l'économie internationale », *Développement et Civilisations*, n° 37, mars 1969. Fondé à Paris en 1958, l'IRFED est l'œuvre du père Louis-Joseph Lebreton (1897-1966), qui se consacre à la question du sous-développement économique, notamment à la suite d'un voyage au Brésil en 1947. Alors directeur de l'association *Économie et Humanisme* (fondée en 1941 et de laquelle participe F. Perroux), Lebreton donne une série de cours d'introduction à l'économie humaine à l'École libre de sociologie et de politique de São Paulo (printemps 1947). Ses recherches lui permettant d'observer la misère existante, le père Lebreton oriente ses efforts vers l'élaboration d'une théorie et des pratiques du développement. Menant des enquêtes sur le terrain (Brésil, Colombie, Liban, etc.) et conseillant des gouvernements (Sénégal, par exemple), il est également expert international auprès de l'ONU et participe à la première CNUCED, en 1964. Il est à noter aussi sa collaboration avec la CEPAL dans les années 1950 et avec Josué de Castro (dans le cadre de la campagne contre la faim organisée par la FAO-ONU). Son rattachement intellectuel à la pensée humaniste de François Perroux reste prédominant. Cf. Denis PELLETIER, « Le Père Lebreton et l'économie humaine, une stratégie chrétienne du développement », *Cahiers Les Amis du Père Lebreton*, n° 8, mai 1988 ; voir également : Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, *op. cit.* p. 143-145.

¹⁶²⁰ La VI^e Section de l'École Pratique des Hautes Études (sciences économiques et sociales), créée en 1947, est l'œuvre de Charles Morazé, Lucien Febvre et Fernand Braudel ; la VI^e Section de l'EPHE devient, en 1975, l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Cf. Brigitte MAZON, *Aux origines de l'École des hautes études en sciences sociales. Le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, Éd. du Cerf, 1988.

¹⁶²¹ Cf. Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, *op. cit.* ; Guy MARTINIÈRE, *Aspects de la coopération franco-brésilienne*, *op. cit.*

¹⁶²² Cf. Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, *op. cit.*, p. 141. Les ouvrages écrits par des journalistes incluent, entre autres, ceux de Marcel Niedergang (*Les vingt Amériques latines*, Paris, Plon, 1962) et d'Edouard Bailby (*Le Brésil, pays clef du Tiers Monde*, Paris, Calmann-Lévy, 1964).

Celso Furtado était une personnalité bien connue en France. Hubert Beuve-Méry et le journal *Le Monde* avaient spécialement contribué à cela. Dans une série de reportages sur le Brésil qu'il réalise en 1963, H. Beuve-Méry met en lumière le rôle de Celso Furtado à la SUDENE.¹⁶²³ Lors du coup d'État d'avril 1964, il publie aussitôt une analyse critique des événements au Brésil, dénonçant les propos anti-progressistes du renversement de Goulart, avant même que la vague de cassations de droits politiques et d'arrestations ne survienne.¹⁶²⁴ À l'occasion de la sortie en France, début juin 1964, de *Le Brésil à l'heure du choix*¹⁶²⁵, de Celso Furtado, H. Beuve-Méry (sous son pseudonyme Sirius) remémore dans *Le Monde* sa rencontre avec l'auteur. En 1963, Furtado avait fait connaître à Beuve-Méry le travail de la SUDENE au *Nordeste* ; un travail qui visait au développement de la région tout en évitant le recours « à une dictature marxiste-léniniste », laquelle représenterait, selon Furtado, une « régression politique indéniable ». Affirme Sirius :

« Parmi les hommes en place que j'ai pu approcher l'an dernier au Brésil, nul ne m'est apparu plus lucide, plus travailleur, plus généreux, moins démagogique que M. Celso Furtado. J'avais pu notamment admirer le ton extraordinairement juste avec lequel il abordait les délégués paysans au cours d'une tournée que nous faisons ensemble à travers ce fameux Nord-Est si lointain et déshérité. »¹⁶²⁶

En mettant en relief le paradoxe de la cassation des droits civiques de Celso Furtado, « ce redoutable 'communiste' » dont « les plus fameuses universités des États-Unis se disputent le concours », il se demandait : « Pourquoi les Français [...] n'inviteraient-ils pas M. Celso Furtado à venir à Paris l'automne prochain ? Ils apprendraient ainsi à connaître un autre Brésil. Sur son pays, comme sur les aspects théoriques et pratiques du développement économique et social, cet ancien étudiant de la faculté de droit de Paris a beaucoup à nous dire. »¹⁶²⁷

Après le coup d'État au Brésil, Maurice Byé et Maurice Duverger auraient aussitôt invité Furtado à retourner à Paris.¹⁶²⁸ Après l'année passée à l'Université Yale, il acceptera l'invitation de Université de Paris. D'autres propositions de travail sont parvenues à l'ancien ministre brésilien, spécifiquement de la part de banques françaises, qu'il a systématiquement refusées. Décidé à s'engager dans une carrière de professeur, Furtado décline également une

¹⁶²³ Cf. SIRIUS, « Conquête et révolution », *Le Monde*, 25 juillet 1963.

¹⁶²⁴ Cf. SIRIUS, « L'ordre' contre le 'progrès' ? », *Le Monde*, 4 avril 1964.

¹⁶²⁵ Traduction de *A pré-revolução brasileira*, paru au Brésil en 1962. Il est intéressant de rappeler que cette traduction française a été préfacée par Pierre Massé, Commissaire général au Plan en France, ce qui montre l'attention déjà portée en France à l'œuvre du créateur de la SUDENE et ancien ministre du Plan de Goulart.

¹⁶²⁶ Cf. SIRIUS, « Le Brésil à l'heure du choix », *Le Monde*, 5 juin 1964.

¹⁶²⁷ *Ibid.* L. F. de Alencastro avait rappelé ce fait lors de la disparition de Celso Furtado : « Hubert Beuve-Méry [dans *Le Monde*] attire l'attention sur le fait que ce docteur de la Sorbonne et ami de la France devrait être invité à enseigner dans une université parisienne ». Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Celso Furtado : grand théoricien du développement », *Le Monde*, 23 novembre 2004.

¹⁶²⁸ Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Celso Furtado : uma homenagem », *Estudos Avançados*, vol. 11, n° 29, 1997.

invitation de la part de Fernand Braudel à intégrer le corps de chercheurs du CNRS.¹⁶²⁹

Dans la France des années 1960, Furtado trouve de l'espace « pour des initiatives de dénonciation du manichéisme qui dominait la politique internationale ». ¹⁶³⁰ Comme le soulignent J. Chonchol et G. Martinière, le latino-américanisme universitaire français s'avère être, « pour les chercheurs et universitaires brésiliens qui n'étaient plus en mesure dans leurs pays d'exercer leurs enseignements et cessaient leurs fonctions, une structure d'accueil de renommée internationale » ; la présence à Paris de Celso Furtado contribuera à renforcer les recherches d'orientation structuraliste, favorisant l'accueil, dans les années 1970, des chercheurs chiliens et argentins. ¹⁶³¹ Toutefois, en livrant, dans ses mémoires, ses impressions sur l'arrivée en France, Furtado déclare : « Il ne m'a pas été difficile de m'apercevoir combien est petit l'espace que peut occuper, en France, un intellectuel du Tiers monde, nonobstant la sympathie et la bonne volonté avec lesquelles il puisse être traité. » ¹⁶³² Malgré les difficultés que Furtado ait pu rencontrer en s'intégrant au milieu universitaire français (avec un statut de professeur associé) ¹⁶³³ après une longue carrière aux Nations Unies et au gouvernement brésilien, et une œuvre reconnue internationalement, la présence de Furtado en France aurait apporté une énorme contribution aux études sur le Brésil en France. Guy Martinière (dans une étude publiée en 1982) résume ainsi l'importance « de cet économiste qui allie intimement le sens de l'humain à la pratique de sa discipline, au point d'avoir été privé dans son pays de ses droits civiques » : « quoiqu'il ait dû, personnellement, lui coûter beaucoup d'avoir été contraint de vivre si loin de son pays, le long séjour parisien de Celso Furtado doit être considéré comme la grande chance du *brasilianisme* français de ces quinze dernières années... » ¹⁶³⁴

¹⁶²⁹ C. Furtado aura, ainsi, à l'exemple de R. Prebisch, alterné au cours de sa carrière la fonction publique et l'enseignement. Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Celso Furtado e a América Latina », in C. FURTADO, *A economia latino-americana - formação histórica e problemas contemporâneos*, São Paulo, Companhia das Letras, 2007, p. 14.

¹⁶³⁰ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit., p. 178.

¹⁶³¹ Cf. Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, op. cit., p. 162.

¹⁶³² Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit., p. 177.

¹⁶³³ Dans un entretien accordé à L. Emmerij, à Paris, en 2000, Furtado relativise les possibilités d'action d'un « professeur associé » dans le milieu universitaire français. Questionné sur sa survie matérielle pendant l'exil, Furtado affirme qu'il a joui du privilège d'être le premier étranger nommé à l'Université de Paris. Puis, en rappelant le fait d'avoir eu l'occasion d'organiser beaucoup de séminaires à l'IEDES, Furtado pondère : « Mais en France, si vous n'êtes pas professeur, 'full professor' [rires]... ». Cf. « The Oral History Interview of Celso FURTADO (7 January 2000) », p. 10, in *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices*, op. cit.

¹⁶³⁴ Cf. Guy MARTINIÈRE, *Aspects de la coopération franco-brésilienne*, op. cit., p. 172.

2.2 Activités d'enseignement et de recherche à Paris, 1965-1985

Celso Furtado arrive à Paris en juin 1965, débutant son activité universitaire à la rentrée 1965. La France qu'il retrouve, presque deux décennies après ses études universitaires à Paris, lui semblait un pays transformé, conscient de son « destin historique propre »¹⁶³⁵. L'effort du général De Gaulle à liquider le colonialisme français et à faire face à l'hégémonie nord-américaine, avait permis à la France de reprendre une place sur la scène internationale. Furtado peut observer que « Paris s'était transformée dans le pôle d'attraction de tous les mouvements de libération ou de contestation de la vaste et hétérogène aire qui commençait à être référée comme Tiers monde. »¹⁶³⁶ Sa grande expérience dans le traitement des problèmes du sous-développement lui montrait que « la faiblesse majeure du Tiers monde était sur le plan des idées ». Furtado considère, dès lors, qu'il était nécessaire de faire circuler efficacement des idées rénovatrices, afin de vaincre le colonialisme mental et l'attachement à des doctrines « révolutionnaires » dépassées.¹⁶³⁷

Furtado était convaincu de la nécessité de repenser les structures de pouvoir à l'échelle mondiale et de remettre les questions concernant le sous-développement dans un cadre global. Dans ce sens, il affirme : « je ne souhaitais pas être vu comme un spécialiste en Brésil, ni même en Amérique latine. Je savais que rien ne se comprend du Tiers monde si on ne part pas d'une vision globale de l'économie internationale, et en particulier de la dynamique des économies dominantes. »¹⁶³⁸ L'étude des États-Unis comme un système de pouvoir mondial était ainsi nécessaire à la compréhension de la situation latino-américaine.

Orienté par une vision globale de la problématique du sous-développement, Celso Furtado organise ses recherches, en s'installant à Paris, autour de trois axes¹⁶³⁹ : l'étude de l'économie internationale, plus précisément l'analyse du rôle des grandes entreprises dans l'économie internationale ; l'étude théorique des structures sous-développées ; l'étude de l'économie latino-américaine.¹⁶⁴⁰

¹⁶³⁵ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo, op. cit.*, p. 175.

¹⁶³⁶ *Ibid.*, p. 50.

¹⁶³⁷ *Ibid.*

¹⁶³⁸ *Ibid.*, p. 178-179.

¹⁶³⁹ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo, op. cit.*, p. 179.

¹⁶⁴⁰ À ces axes de recherche correspondent, respectivement, trois livres publiés en France par l'auteur, en 1970. L'ouvrage *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique Latine* (trad. par C. Deniz da Silva, Paris, Calmann-Lévy, 1970) est composé d'essais publiés au Brésil dans deux de ses livres précédents : *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*, 1966, et *Um projeto para o Brasil*, 1968. A l'origine de la publication de ce livre se trouve l'intérêt suscité par un article de Furtado paru dans *Le Monde* sous le titre : « 'Sécurité' américaine et 'révolution' latino-américaine » ; cet article a été publié en deux parties : I. « Le nouvel espace 'thermonucléaire' de Washington » et II. « L'obstacle des trusts », *Le Monde*, 5 et 6 janvier 1966. Le livre *Théorie du développement économique* (trad. par A. Diniz Silva et J. Peffau, Paris, PUF, 1970, coll. SUP) correspond au livre publié au Brésil, en 1967, *Teoria e política do desenvolvimento econômico* (São Paulo, Companhia Editora Nacional). L'ouvrage *Politique économique de l'Amérique latine* (trad. par E. Bailby, Paris,

Furtado assume, déjà pour l'année universitaire 1965-1966, le poste de professeur de Développement économique à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de l'Université de Paris ; il sera rattaché également à l'Institut d'études du développement économique et social - IEDES¹⁶⁴¹. Furtado organisera aussi des cours et séminaires à l'Institut des Hautes de l'Amérique latine - IHEAL et, plus tard, dans les années 1980, des séminaires à l'École des Hautes études en Sciences sociales - EHESS.¹⁶⁴² À l'EHESS, les séries de conférences prononcées par C. Furtado (années scolaire 1982-1983 et 1983-1984) seront consacrées au thème de la crise économique internationale et ses répercussions au Brésil ; les conférences de l'année 1984-1985, reflétant la situation politique brésilienne et le processus d'ouverture en cours, seront consacrées aux options du nouveau gouvernement brésilien.¹⁶⁴³

Renouvellement des études sur le sous-développement

Professeur associé à la Faculté de Droit et des Sciences économiques, Furtado assure, pendant année universitaire 1965-1966, des enseignements à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine de l'Université de Paris. À l'IHEAL, des enseignements sur tous les thèmes de recherche concernant l'Amérique latine étaient accueillis (de facultés, Écoles ou instituts

Sirey, 1970, coll. Politiques économiques) avait été publié au Brésil sous le titre *Formação econômica da América Latina*, en 1969.

¹⁶⁴¹ Créée en 1957 dans le cadre de l'Université de Paris, l'IEDES est intégré, lors du démembrement de cette dernière, dans la nouvelle Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (1969). Sur ses origines, A. Guichaoua observe : « La création de l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) par le gouvernement français, dans le cadre de l'Université de Paris, relève d'un triple choix. Politique en premier lieu, il anticipe l'accession inévitable à l'indépendance d'une large partie au moins des colonies françaises. Pédagogique ensuite, car la nécessité de former en nombre de futures élites nationales et les divers personnels 'de la coopération et du développement' est devenue impérieuse. Scientifique enfin, au regard du renouvellement urgent de l'approche des réalités coloniales et des dynamiques inédites qui s'imposent dans tout l'hémisphère sud. » Cf. André GUICHAOUA, « Parcours d'une institution : l'IEDES a 50 ans au terme de cinq décennies du développement », *Revue Tiers Monde*, n° 191, 2007/3, p. 647.

¹⁶⁴² Furtado aurait été le premier étranger nommé à une université française, par décret présidentiel du général de Gaulle. Cf. le site Internet du Centre International Celso Furtado de politiques pour le développement. <http://www.centrocelsofurtado.org.br> (rubrique « Celso Furtado », « Cronologia »). À la Faculté de Droit et des Sciences économiques, Furtado occupera le poste vacant laissé par Raymond Barre, lors de son départ en mission à la Communauté Économique Européenne, à Bruxelles. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit., p. 179. En date du 30 novembre 1965, un décret présidentiel porte la nomination de Celso Furtado : « Par décret du Président de la République en date du 30 novembre 1965, M. Celso Furtado, professeur à l'Université de Yale (U.S.A.), est nommé, pour une période maximum de deux ans à compter de la date de son installation, en qualité de professeur associé près de la faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Paris. » Cf. *Journal Officiel de la République Française*, du 4 décembre 1965, p. 10867. Professeur à Paris jusqu'en 1985, Furtado devient, en 1982, directeur d'études associé à l'EHESS, répondant à une invitation d'Ignacy Sachs (cf. l'entretien qu'I. Sachs nous a accordé le 13 février 2007). Il est possible que des changements intervenus dans la législation relative au recrutement de personnels associés (limitant à quatre ans les fonctions au sein d'une même université, à partir du 1^{er} octobre 1978) aient pu concerner l'activité de Celso Furtado à Paris. Cf. le décret n° 78-284, du Ministère des Universités, publié dans le *Journal Officiel de la République Française*, du 11 mars 1978, p. 1058.

¹⁶⁴³ La renégociation de la dette extérieure, la lutte contre l'inflation, les réformes institutionnelles, ainsi que les perspectives à long terme pour une nouvelle orientation du développement, composent les discussions. Cf. les programmes des conférences de C. Furtado à l'EHESS, consultés dans les archives personnelles de l'auteur.

parisiens).¹⁶⁴⁴ Celso Furtado y animait, en collaboration avec d'autres professeurs latino-américains, dont la brésilienne Maria Isaura Pereira de Queiróz¹⁶⁴⁵, le Centre d'études politiques, économiques et sociales (CEPES), créé en 1958 par Pierre Monbeig ; s'y constituait ainsi « un foyer parisien de réflexion et d'études propices à l'analyse des réalités du Brésil et qui permit d'accueillir bien des chercheurs en délicatesse avec le régime militaire ».¹⁶⁴⁶

Le thème du cours de Furtado pour l'année 1965-1966 à l'IHEAL est « La politique du développement en Amérique latine : l'influence de la CEPAL ».¹⁶⁴⁷ Parmi les sujets sélectionnés par Furtado dans son programme, l'on retrouve : la structure traditionnelle du commerce international et son rôle dynamique dans le développement de l'Amérique latine ; la désorganisation du commerce international dans la décennie 1930 et ses conséquences pour l'Amérique latine ; la CEPAL : la phase du diagnostic et de la critique des schémas théoriques traditionnels, la tendance séculaire des termes de l'échange, l'élaboration d'une idéologie de l'industrialisation latino-américaine et d'une technique de la planification, les idées intégrationnistes ; la théorie de l'inflation dans une optique structuraliste ; la généralisation de l'optique structuraliste aux problèmes de la croissance et de la stagnation.

Vu l'intérêt porté aux analyses de l'économiste brésilien, il est invité à prononcer une conférence dans le séminaire dirigé par le Professeur François Perroux à l'École Pratique des Hautes Études, pour l'année universitaire 1965-1966.¹⁶⁴⁸ Il est à rappeler que l'ouvrage de C. Furtado *Développement et sous-développement*¹⁶⁴⁹, paru au Brésil en 1961, paraît en France au deuxième trimestre 1966, augmenté d'un chapitre, fruit des recherches menées par l'auteur à Yale. Ce chapitre, dans sa version en anglais, miméographiée (Yale, 1965), avait attiré l'attention de François Perroux, qui le cite dans *L'Économie du XX^e siècle*.¹⁶⁵⁰ Dans sa conférence à EPHE, Furtado expose l'expérience brésilienne de planification, démontrant les blocages de développement résultants de l'absorption non planifiée de technologies exogènes, dans le cadre d'une économie dualiste où un secteur moderne (qui utilise la technologie

¹⁶⁴⁴ Cf. Guy MARTINIÈRE, *Aspects de la coopération franco-brésilienne*, op. cit., p. 195.

¹⁶⁴⁵ Disciple de Roger Bastide, Maria Isaura Pereira de Queiroz présente, en 1954, à l'École Pratique des Hautes Études, le mémoire « La guerre sainte au Brésil : le mouvement messianique du Contestado ». Sur l'œuvre de cette sociologue brésilienne, voir : Marion AUBRÉE, « L'œuvre en français de M. I Pereira de Queiroz », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 25-26, 1994.

¹⁶⁴⁶ Cf. Jacques CHONCHOL, Guy MARTINIÈRE, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, op. cit., p. 162.

¹⁶⁴⁷ Cf. le programme de la discipline (archives personnelles de Celso Furtado).

¹⁶⁴⁸ L'objet du séminaire était « Programmation de la Recherche scientifique et Plans économiques ». Cf. « Compte-rendu de la Conférence de Celso Furtado (EPHE, Paris, 13 mai 1966) sur l'existence de blocages de développement au Brésil, résultat de l'absorption non planifiée de technologies exogènes », *Tiers-Monde*, tome 7, n° 27, 1966, p. 615-617.

¹⁶⁴⁹ L'ouvrage paraît aux Presses Universitaires de France, dans la collection « Théoria », dirigée, entre autres, par Maurice Byé et François Perroux.

¹⁶⁵⁰ Cf. François PERROUX, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit., p. 690 (note1)

importée) coexiste avec un secteur traditionnel. Furtado y discute la question de la création de technologies adaptées aux pays semi-industrialisés, qui aurait pour but l'utilisation des ressources naturelles locales, ainsi que l'adaptation à l'offre locale de facteurs. Il montre que ces objectifs sont divergents de ceux des grands centres internationaux de technologie moderne.¹⁶⁵¹

Dans ses cours, Furtado discute la problématique du sous-développement comme une série de défis auxquels doivent faire face certaines sociétés.¹⁶⁵² Sortant du formalisme excessif qu'il identifiait dans les cours donnés à l'université (qu'il comparait à une « symphonie classique »), il accapare une audience grandissante. Le style d'enseignement qu'il adopte, par lequel la formalisation théorique émanait naturellement de l'analyse des données statistiques et des références historiques, était très apprécié par les étudiants. À la rentrée 1966-1967, l'affluence d'étudiants et auditeurs libres aux cours de Celso Furtado oblige la Faculté de Droit à lui attribuer un grand amphithéâtre, place du Panthéon.¹⁶⁵³

Une décennie plus tard, les cours du Professeur Furtado attiraient autant d'étudiants, comme en témoigne l'économiste brésilienne Tânia Bacelar de Araújo¹⁶⁵⁴, qui suit son cours de théorie et politique du développement pendant l'année 1976-1977 :

« Une salle remplie d'étudiants français, latino-américains et africains débattait librement ses idées et entendait son expérience dans la direction de politiques de développement. [...] Les étudiants de formation marxiste critiquaient l'utilisation de la notion de base d'excédent économique, très chère au professeur Furtado et très générique pour eux. Ils demandaient l'application de l'analyse de la plus-value, de l'analyse des mécanismes de l'exploitation [...]. Le professeur Furtado écoutait chacun, expliquant de nouveau ses points de vue [...]. »¹⁶⁵⁵

Comme Elsa Assidon le rappelle, à la fin des années 1960, alors que « les études sur le développement étaient enchâssées dans les débats idéologiques, [Furtado] enseigne les thèses des pionniers (Rosenstein-Rodan, Lewis, Nurkse...), et celle de la dépendance, la sienne, déclinée [...] en termes de blocage de la croissance ; l'enjeu de ces théories est, pour lui,

¹⁶⁵¹ La discussion sur les « technologies adaptées » se poursuivra dans les années à venir. Voir le débat entre C. Furtado et A. Emmanuel dans : Arghiri EMMANUEL, *Technologie appropriée ou technologie sous-développée ? - suivi d'une discussion avec Celso Furtado et Hartmut Elsenhans*, Paris, PUF/IRM, 1981.

¹⁶⁵² Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 180.

¹⁶⁵³ *Ibid.*

¹⁶⁵⁴ Ayant travaillé à la SUDENE après le départ de Celso Furtado de l'institution, Tânia Bacelar de Araújo préparait un Diplôme d'études approfondies à l'Université de Paris 1. Furtado participe au jury de la thèse de T. B. de Araújo [*La division interrégionale du travail au Brésil et l'exemple du Nord-est*, Thèse 3^e cycle, Paris 1, 1979, dir. Ph. Aydalot]. Furtado manifeste alors sa perspicace et sa critique rigoureuse, comme Araújo avait pu observer auparavant lors d'autres soutenances, spécialement de brésiliens. Cf. l'intervention de Tânia Bacelar de Araújo lors d'un colloque en hommage à C. Furtado tenu en août 1991 à l'Université Fédérale de Paraíba, publié dans : Francisco de S. GAUDÊNCIO, Marcos FORMIGA (coord.), *Era da esperança*, *op. cit.*, p. 53-61.

¹⁶⁵⁵ *Ibid.*, p. 56

l'analyse positive du développement. »¹⁶⁵⁶

Si la première période de la recherche économique en Amérique latine, dominée par les idées élaborées au sein de la CEPAL (comme la notion de système centre-périphérie), est restée méconnue des milieux spécialisés en France jusqu'aux années 1960, c'est alors par sa version « dépendantiste » (deuxième période) que la pensée latino-américaine se propage en France.¹⁶⁵⁷ Celso Furtado intègre un des deux grands courants qui forment ce qui a été appelé « la théorie de la dépendance ». Un premier courant, plus radical, composé, entre autres par A. Gunder-Frank, T. dos Santos et R. Mauro Marini, a des racines dans la pensée marxiste (interprétation léniniste du phénomène impérialiste) et récuse l'apport des analyses de la CEPAL. D'autre part, le courant formé, entre autres, par C. Furtado, O. Sunkel et A. Pinto, des chercheurs ayant participé à l'élaboration des idées de la CEPAL, reconnaît l'importance de ses idées tout en les critiquant.¹⁶⁵⁸ Cette évolution de la recherche économique en Amérique latine (des années 1960 jusqu'à la moitié de années 1970) est liée aux changements produits à l'échelle mondiale par le déploiement des firmes multinationales, dont des filiales s'implantent dans des pays latino-américains disposant déjà d'une structure industrielle et d'un marché intérieur avec un potentiel d'expansion.¹⁶⁵⁹ Face à ces nouvelles circonstances, la problématique de la recherche latino-américaine passe à incorporer, comme le souligne M. Ikonikoff, « l'interrogation centrale : qu'advient-il d'un processus de développement et d'un projet de société lorsque l'allocation globale de ressources, la technologie, le modèle de consommation, sont dominés ou orientés par des centres de décision internationaux ? Et cela,

¹⁶⁵⁶ Cf. Elsa ASSIDON, « Celso Furtado, défricheur des territoires multidimensionnels du développement », *Le Monde, Économie*, 14 décembre 2004.

¹⁶⁵⁷ Nous suivons ici les remarques de M. Ikonikoff présentées dans son rapport aux « États généraux de la recherche et de l'enseignement sur l'Amérique latine en France », publié dans : Moises IKONICOFF, « Évolution de la recherche en Amérique latine et ses répercussions en France », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 27-28, 1983, p. 239-258.

¹⁶⁵⁸ *Ibid.*, p. 249. Le professeur Bresser-Pereira, à son tour, distingue trois variantes de l'interprétation par la dépendance : en plus de l'interprétation originelle de la surexploitation (celle de Gunder-Frank, Marini et Dos Santos, proche de la théorie de l'impérialisme) et de celle de la dépendance-associée (également d'origine marxiste, soutenue par Cardoso et Faletto), il propose une troisième interprétation, la « nationale-dépendante ». Cette troisième variante, dont la vision du développement et du sous-développement de l'Amérique latine Bresser-Pereira partage, est liée à des auteurs tels que C. Furtado et O. Sunkel. Ils entendaient « que les crises politiques et économiques des années 1960 étaient la conséquence d'une série de nouveaux événements historiques qui exigeaient que l'on trouve une nouvelle interprétation, mais ces événements ne justifiaient pas de liquider la critique de l'impérialisme [...] ni d'affirmer l'absolue impossibilité de l'existence d'une bourgeoisie nationale ». Si l'interprétation nationale-dépendante « admet la dépendance des élites latino-américaines et, pour cette raison, peut être considérée comme faisant partie de l'interprétation par la dépendance », elle considère, néanmoins, « que cette dépendance est relative et contradictoire » ; pour cette raison, comme l'affirme Bresser-Pereira, « elle peut aussi être considérée comme une interprétation indépendante ». Cf. Luiz Carlos BRESSER-PEREIRA, « Amérique latine : de l'interprétation nationaliste à l'interprétation par la dépendance », *Revue Tiers Monde*, n° 199, juil.-sept. 2009, citations p. 543.

¹⁶⁵⁹ Cf. Moises IKONICOFF, « Évolution de la recherche en Amérique latine... », *op. cit.*, p. 247-248.

même si les agents nationaux et notamment l'État participent au processus. »¹⁶⁶⁰ La présence de Celso Furtado et la publication de ses ouvrages en France y contribueront à la pénétration des catégories fondamentales de l'analyse cépalienne, comme en témoignent les recherches menées au sein de l'IEDES.¹⁶⁶¹

Comme le souligne L. F. de Alencastro, « alors que les spécialistes français s'intéressent surtout à l'évolution des nations africaines, Celso Furtado renouvelle les études sur le tiers-monde, faisant connaître les théories du développement de la CEPAL et l'école structuraliste latino-américaine. »¹⁶⁶²

Gaston Leduc était une figure importante dans le domaine des études sur le développement économique à l'Université de Paris. Enseignant les Relations économiques internationales depuis les années 1950 à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de l'Université de Paris¹⁶⁶³, Leduc y était le titulaire de la chaire de Développement économique au début des années 1960. Spécialiste des questions concernant le développement des pays africains, Gaston Leduc participe à la création, en 1964, d'un Département de Droit et Économie des pays d'Afrique au sein de l'Université de Paris, y occupant la chaire d'Économie Africaine et Malgache. L'arrivée de Celso Furtado à l'Université de Paris, en 1965, apporte, selon le soulignent René Passet, son confrère à l'Université, ainsi que Pierre Salama, élève et puis assistant de Furtado, un vrai changement qualitatif dans l'enseignement des questions relatives au développement économique des pays du Tiers monde, stimulant l'ouverture de l'Économie à d'autres disciplines.¹⁶⁶⁴

Très apprécié par ses collègues et par ses étudiants, Furtado aurait eu une profonde influence sur ces derniers. L'un des principaux animateurs des questions de l'Amérique latine

¹⁶⁶⁰ *Ibid.*, p. 248.

¹⁶⁶¹ Voir, par exemple, le numéro spécial « Le capitalisme périphérique » de la revue *Tiers Monde* (n° 52, oct.-déc., 1972). Dans cette étude présentée par M. Ikonicoff collaborent : C. Furtado, S. Amin, Y. Goussault et P. Goulène. La revue *Tiers Monde* a tenu à présenter à ses lecteurs, en 1968, l'importance de la CEPAL pour la formation d'une conscience du développement en Amérique latine ainsi que pour l'élaboration d'instruments adéquats à l'analyse de cette réalité. Après avoir brièvement présenté la contribution théorique et pratique de la CEPAL au développement de l'Amérique latine, M. Ikonicoff y affirme : « [la CEPAL] a servi avant tout de lieu de rencontre privilégié, de dialogue et de travail, à des hommes qui représentent l'expression la plus lucide de la pensée moderne dans le sous-continent. Ahumada, Prebisch, Furtado et tant d'autres intellectuels, hommes de science et techniciens, ont, dans son cadre, ébauché en commun le grand projet du développement latino-américain. » Cf. Moïse IKONICOFF, « La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) », *Tiers Monde*, vol. 9, n° 34, avril-juin 1968, p. 534.

¹⁶⁶² Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Celso Furtado : grand théoricien du développement », *op. cit.*

¹⁶⁶³ L'économiste Gaston Leduc (1904-1979), qui avait intégré en 1938-1939 la mission universitaire française à Rio de Janeiro, fut chargé de cours (à partir de 1947), puis professeur de Relations économiques internationales depuis 1952, à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris. Alors professeur d'Économie du développement, Gaston Leduc fut élu le 12 juin 1967, dans la section Économie politique, Statistique et Finances, de l'Académie des Sciences morales et politiques. Cf. la fiche de l'Académicien Gaston Leduc, disponible sur le site Internet <http://www.asmp.fr>.

¹⁶⁶⁴ Cf. les entretiens accordés par les professeurs Pierre Salama et René Passet à l'auteur, le 24 octobre 2011 et le 28 octobre 2011, respectivement.

à Paris à l'époque, Furtado a contribué à faire progresser l'étude du développement en général et, plus particulièrement, la connaissance des économies latino-américaines en France.¹⁶⁶⁵ Grâce à sa présence et à ses enseignements, la production scientifique sur l'Amérique latine s'est beaucoup développée, notamment avec l'arrivée des vagues d'exilés des pays latino-américains sous des régimes dictatoriaux.

Pour orienter ses étudiants, Furtado publiera, en 1970, deux livres relatifs aux cours donnés à Paris : *Théorie du développement économique*¹⁶⁶⁶ et *L'Amérique latine - Politique économique de l'Amérique latine*. Cette même année, l'auteur publie en France l'ouvrage *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*¹⁶⁶⁷, regroupant des textes écrits dans les années 1960.

Dans *Théorie du développement économique*, ouvrage dédié à la mémoire du Professeur Maurice Byé, Furtado présente, comme il le résume :

« l'essentiel de [son] approche structurelle de la genèse du phénomène du sous-développement et de sa contrepartie, la dépendance externe, dans le processus de formation du système économique mondial. L'approche est simultanément structurelle et historique et intègre dans un seul cadre analytique l'étude de l'industrialisation tardive et des relations internationales asymétriques. »¹⁶⁶⁸

Furtado offre ainsi aux nombreux étudiants qui assistaient à ses cours sur l'économie du sous-développement, à Paris, un « petit 'manuel' extraordinairement dense »¹⁶⁶⁹. En analysant cet ouvrage de C. Furtado, A. Piatier observe qu'il « témoigne de la large culture de l'auteur, économiste, historien, sociologue », dont la méthode « porte la marque de Max Weber et de l'école historique » ; la « parenté d'esprit » entre C. Furtado et F. Perroux tout au long de l'ouvrage est également mise en relief par A. Piatier, concernant la définition du

¹⁶⁶⁵ Selon les propos de René Passet dans un entretien accordé à l'auteur le 28 octobre 2011.

¹⁶⁶⁶ Dans ce livre, Furtado refond et augmente son ouvrage *Développement et sous-développement*. Cet ouvrage constitue, ainsi, le deuxième effort de consolidation de la pensée théorique de l'auteur. Le livre, d'abord publié au Brésil, en 1967, sous le titre *Teoria e política do desenvolvimento econômico (op. cit.)* sera traduit en français en 1970 ; en France, le livre a eu une deuxième édition, revue et augmentée, publiée, en 1976, et au Brésil, la 10^e éd. de l'ouvrage, révisée par l'auteur, a été publiée en 2000 (São Paulo, Paz e Terra). Par la suite, Furtado publiera un troisième ouvrage concernant ses réflexions sur la théorie économique : *Pequena introdução ao desenvolvimento : um enfoque interdisciplinar*, São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1980 [*Brève introduction au développement : une approche interdisciplinaire*, trad. française d'A. Sid Ahmed, Paris, Publisud, 1987]. Pour une analyse de ces trois principaux ouvrages de Celso Furtado concernant sa pensée proprement économique, voir : Tamás SZMRECSÁNYI, « Celso Furtado », *Estudos Avançados*, vol. 15, n° 43, 2001.

¹⁶⁶⁷ *Op. cit.*

¹⁶⁶⁸ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo, op. cit.*, p. 180-181.

¹⁶⁶⁹ Cf. André PIATIER, « Celso Furtado, *Théorie du développement économique* ; Celso Furtado, *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine* [comptes-rendus] », *Mondes en Développement*, n° 3, 1973, p. 181-183.

développement, l'étude des centres de décision, de la concentration du pouvoir et des effets de domination.¹⁶⁷⁰

Souhaitant que son ouvrage contribue aussi bien à l'élargissement du champ de réflexions des économistes, qu'à l'apport d'une vision d'ensemble des processus économiques aux spécialistes d'autres sciences sociales, Furtado cherche à employer un langage accessible tout en gardant la rigueur méthodologique nécessaire à l'étudiant d'économie.¹⁶⁷¹ Dans sa préface (datée de Paris, août 1966) à la première édition de l'ouvrage (1967) Furtado expliquait l'intérêt de l'élaboration de textes sur la problématique du développement orientés aux étudiants d'économie et d'autres sciences sociales. Nonobstant les textes de valeur déjà disponibles, Furtado considérait que ces derniers, ayant été élaborés pour être employés dans des pays développés, ne consacraient pas la nécessaire attention aux problèmes spécifiques des pays sous-développés.

L'ouvrage de Furtado (édition française de 1976) est divisé en dix-huit chapitres, organisés en quatre parties. La première partie est consacrée à l'étude du processus de développement économique, dans laquelle, entre autres, l'auteur discute les différences entre croissance et développement économique, les interactions entre les décisions et les structures et présente un schéma macro-économique du développement, où il discute, à la lumière de divers auteurs, des questions relatives à la productivité du travail, à la demande, aux investissements, aux innovations, ainsi qu'au phénomène du pouvoir économique ; les modèles de croissance dans l'économie post-keynésienne sont également analysés dans une annexe.

Dans la partie suivante, concernant le cadre historique du développement, Furtado examine les conceptions de l'évolution du développement comme une suite de « phases », ainsi que les formes historiques du développement (la formation de l'excédent économique, le capitalisme commercial, le capitalisme industriel) et les tendances à long terme (analyse de données quantitatives).

La troisième partie est consacrée au sous-développement : sa formation historique et ses caractéristiques structurelles, les problèmes relatifs à l'agriculture, les possibilités ouvertes par le commerce international et par l'industrialisation à la transformation des économies sous-développées, le problème de la dépendance externe ; une annexe est consacrée à la discussion des théories marxistes du « capitalisme impérialiste » (R. Luxemburg, R. Hilferding et V. I. Lénine).

¹⁶⁷⁰ *Ibid.*, p. 181.

¹⁶⁷¹ Cf. Celso FURTADO, *Théorie du développement économique*, 2^e éd., *op. cit.*, p. 9.

La dernière partie est consacrée aux fondements théoriques de la politique du développement, où Furtado discute la coordination des décisions économiques, les modifications des structures¹⁶⁷², ainsi que les problèmes posés aux politiques de développement par les tendances à la stagnation et au déséquilibre extérieur ; la question de l'intégration régionale est discutée d'un point de vue critique (une intégration non planifiée conduirait à la concentration géographique et fonctionnelle du revenu, rendant plus difficile le dépassement du sous-développement) ; le dernier chapitre, concernant la polarisation développement - sous-développement, synthétise l'évolution des relations économiques internationales et ses effets sur les pays sous-développés, et s'achève sur des propositions de restructuration de l'économie mondiale.¹⁶⁷³

Déjà dans l'avant-propos de l'ouvrage, Furtado fait remarquer l'originalité de son approche des problèmes du développement : son point de vue, développé auparavant dans l'ouvrage *Développement et sous-développement*, serait « radicalement différent »¹⁶⁷⁴ de la tradition qui, depuis Marx, comprend le développement des économies en retard comme devant suivre les mêmes chemins parcourus par les pays les plus avancés dans le processus d'industrialisation. Dans l'approche de Furtado, le sous-développement est « un phénomène contemporain du développement, conséquence de la façon dont la révolution industrielle s'est déroulée jusqu'à nos jours. Il constitue donc une thématique particulière, et sa compréhension exige un effort autonome d'élaboration théorique. »¹⁶⁷⁵ En mettant en relief la différence entre les concepts de développement et de croissance économique (« le concept de développement contient l'idée de croissance, mais il la dépasse »¹⁶⁷⁶), Furtado souscrit la définition de développement de F. Perroux, comme « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global. »¹⁶⁷⁷

Furtado avance dans l'analyse du processus de développement en identifiant les deux composantes du problème : le développement est à la fois une question d'augmentation de la

¹⁶⁷² Furtado y expose la doctrine du « développement équilibré », qui est soutenue par P. Rosenstein-Rodan (le « big push ») et R. Nurkse, et la conception des « pôles de croissance » de F. Perroux (qui se rapprocherait de la doctrine du développement équilibré) ; la critique d'A. Hirschman à l'opérationnalité d'une telle stratégie, en raison des difficultés de coordination d'un ensemble de projets complémentaires en pays sous-développé, y est également présentée. *Ibid.*, chap. XIV.

¹⁶⁷³ Pour une analyse de la dernière édition brésilienne de l'ouvrage *Teoria e política do desenvolvimento econômico*, revue et augmentée par l'auteur et publiée en 2000, voir : Clóvis CAVALCANTI, « Celso Furtado e a persistência do subdesenvolvimento », in L. C. BRESSER-PEREIRA, J. M. RÊGO (org.), *A grande esperança em Celso Furtado*, *op. cit.*, p. 68-73. Voir également le compte-rendu de la 7^e édition brésilienne (1979, réimpression de 1983) contenu dans l'article de Tamás SZMRECSÁNYI, « Celso Furtado », *op. cit.*, p. 354-356.

¹⁶⁷⁴ Cf. Celso FURTADO, *Théorie du développement économique* (2^e éd.), *op. cit.*, p. 8.

¹⁶⁷⁵ *Ibid.*, p. 9.

¹⁶⁷⁶ *Ibid.*, p. 13.

¹⁶⁷⁷ *Ibid.* La citation de F. Perroux est tirée de : François PERROUX, *L'économie du XX^e siècle*, 2^e éd., Paris, PUF, 1965, p. 155.

productivité de l'économie (ce qui implique accumulation de capital et progrès technique) et d'expression des valeurs d'une collectivité (matérialisée dans la composition de la demande qui reflète la répartition et l'utilisation du revenu). Furtado introduit ainsi, dans l'analyse du développement, la question des jugements de valeurs d'une société, qui reflètent l'équilibre de forces y dominant. Dès lors, l'auteur affirme : « Prétendre trouver dans le développement une réalité en soi, de portée universelle, est la même chose que vouloir attribuer à une échelle de valeurs déterminée une signification unique pour toutes les sociétés. »¹⁶⁷⁸

La problématique du développement acquiert, ainsi, une dimension historique indéniable dans l'approche de Furtado. Cependant, il critique la vision historique du processus de développement selon laquelle le développement se produit par le dépassement d'une série de phases (comme proposé par W. W. Rostow)¹⁶⁷⁹. Furtado met en relief la perspective historique proposée par R. Prebisch, basée sur l'analyse de la propagation de la technologie moderne et de la répartition des bénéfices du progrès technique, et qui caractérise l'économie contemporaine par « la coexistence d'un *centre*, qui commande le développement technologique, et d'une *périphérie* vaste et hétérogène ». ¹⁶⁸⁰ La concentration du revenu à l'échelle mondiale qui en résulte, ne permettrait pas d'envisager, l'affirme Furtado, « de tendance à un passage automatique d'une phase quelconque à une autre phase supérieure. Au contraire, la seule tendance visible est que les pays sous-développés continuent à l'être. »¹⁶⁸¹

Plus loin, en analysant la formation historique du sous-développement, Furtado présente sa définition du phénomène : « le sous-développement ne constitue pas une étape nécessaire du processus de formation des économies capitalistes. Il est en lui-même une situation particulière, résultant de l'expansion des économies capitalistes qui visent à utiliser des ressources naturelles et de main-d'œuvre dans des aires d'économie précapitaliste. »¹⁶⁸² C'est donc dans l'histoire de l'expansion du capitalisme que l'auteur cherche les origines du sous-développement actuel, aboutissant à l'affirmation selon laquelle « le sous-développement a ses racines dans des relations complexes de domination-dépendance entre peuples, et [il] tend à se perpétuer sous des formes changeantes »¹⁶⁸³ ; d'où l'intérêt de concentrer l'attention « sur l'étude des systèmes de pouvoir et [leurs] racines culturelles et historiques »¹⁶⁸⁴ La dimension politique du problème du sous-développement se manifeste, ainsi, dans la mesure où un vaste processus de reconstruction sociale s'impose afin de doter

¹⁶⁷⁸ Cf. Celso FURTADO, *Théorie du développement économique*, op. cit., p. 20.

¹⁶⁷⁹ *Ibid.*, chap. IV.

¹⁶⁸⁰ *Ibid.*, p. 99.

¹⁶⁸¹ *Ibid.*, p. 100.

¹⁶⁸² *Ibid.*, p. 145.

¹⁶⁸³ *Ibid.*, p. 209.

¹⁶⁸⁴ *Ibid.*, p. 210.

les pays dépendants de centres nationaux de décision fermes.¹⁶⁸⁵ Cela est d'autant plus nécessaire que les forces prédominantes dans l'économie mondiale tendraient, selon Furtado, « à un élargissement progressif du fossé qui sépare les zones industrialisées et les pays sous-développés »¹⁶⁸⁶.

C. Furtado publie en France, également en 1970, l'ouvrage *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*¹⁶⁸⁷, présentant au public francophone des textes auparavant publiés au Brésil dans les ouvrages *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*, (1966) et *Um projeto para o Brasil* (1968). Dans cette version, destinée à un public international, les textes sont réorganisés afin de mettre en relief les facteurs externes du sous-développement.¹⁶⁸⁸ Furtado affirmera plus tard avoir eu l'intention, avec la publication de ce livre, de « faire la lumière sur l'alliance tacite entre le gouvernement de Washington et les dictatures latino-américaines. »¹⁶⁸⁹

La publication de l'ouvrage en français répond à une demande de l'éditeur Calmann-Lévy, suite à l'intérêt suscité en France par un article de Furtado paru dans *Le Monde* sous le titre « 'Sécurité' américaine et 'révolution' latino-américaine », en janvier 1966.¹⁶⁹⁰ Dans cet article, Furtado avait attiré l'attention sur les contradictions entre les préoccupations « sécuritaires » des États-Unis (préservation de leur style de vie et défense de leurs intérêts économiques à l'étranger) et le développement auquel aspiraient les pays latino-américains. L'Amérique latine intégrant la zone d'influence des États-Unis (après la crise cubaine des fusées), l'hégémonie de ce pays s'y exerce de manière exemplaire, la politique économique de la région étant étroitement surveillée.

¹⁶⁸⁵ *Ibid.*

¹⁶⁸⁶ *Ibid.*, p. 278.

¹⁶⁸⁷ Cf. Celso FURTADO, *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*, op. cit. Cet ouvrage a été publié d'abord en français et en anglais, en 1970, ayant des traductions en italien (1971) et en japonais (1972). Au Brésil, l'ouvrage paraît, après relecture de l'auteur, en 1973 ; une dernière édition, amplement révisée, paraît en 2003 portant le titre *Raízes do subdesenvolvimento* (Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2003).

¹⁶⁸⁸ L'ouvrage est composé d'une introduction sur le sous-développement et le capitalisme industriel, suivie d'une première partie sur les fondements de l'hégémonie nord-américaine ; la deuxième partie discute les obstacles structurels internes au développement latino-américain (les structures traditionnelles, l'insertion dans les marchés internationaux, la formation de capital et le processus d'industrialisation) ; la troisième partie, considérant la réalité brésilienne, discute les caractéristiques du développement dépendant dans le cadre du capitalisme des grandes entreprises et les mesures nécessaires pour une stratégie de modification des structures économiques et sociales (des mesures liées à la composition de la demande, à la structure agraire, à l'action des grandes entreprises, aux exportations industrielles et à la recherche scientifique et technologique).

¹⁶⁸⁹ Cf. Celso FURTADO, « Há 30 anos, um livro para explicar o Brasil » [entretien à J. Barros], *O Estado de S. Paulo*, 18 février 1989, Caderno 2, p. 4. Il s'agit d'un entretien sur son œuvre, accordé par C. Furtado à l'occasion du 30^e anniversaire de la publication de *Formação econômica do Brasil*.

¹⁶⁹⁰ Article publié en deux parties : I. « Le nouvel espace 'thermonucléaire' de Washington » et II. « L'obstacle des trusts », *Le Monde*, 5 et 6 janvier 1966.

Furtado montre que le type de développement préconisé par les États-Unis pour l'Amérique latine est basé sur l'action des entreprises privées nord-américaines, en plus d'un contrôle préventif de la « subversion ». Jouissant de privilèges, ces grandes entreprises deviennent de superpuissances en Amérique latine (« des États dans l'État »), contrôlant des décisions concernant l'orientation et la localisation des investissements, l'orientation de la technique, ainsi que le degré d'intégration des économies nationales. Les grandes entreprises, caractérisées par leur rigidité administrative et leur grand pouvoir financier, ne seraient pas, avertit Furtado, des instruments adaptés à l'affrontement du sous-développement ; leur action engendrerait des déséquilibres structurels tels que l'augmentation des disparités entre les niveaux de vie des groupes de la population et l'accroissement du chômage ouvert ou déguisé. Dans un contexte d'affaiblissement du pouvoir de décision économique des gouvernements latino-américains, les tensions sociales accrues ne seraient alors affrontées que par l'action répressive des États. Dès lors, Furtado oppose aux « trusts envahissants », l'action des centres du pouvoir politique national : sans des centres politiques capables d'interpréter les aspirations de la collectivité et de rassembler les populations autour d'idéaux communs, les possibilités du développement latino-américain resteraient limitées. En conclusion, Furtado observe que les zones d'influence n'ont aucune signification du point de vue de la sécurité militaire des puissances hégémoniques ; ces zones ne constituent que des systèmes de domination économique, réduisant la liberté des pays du Tiers monde quant à l'adaptation de leurs structures aux besoins du développement.

Les questions soulevées dans cet article sont développées par Furtado dans les essais sélectionnés pour composer l'ouvrage sur l'hégémonie nord-américaine et le sous-développement latino-américain. Dans sa préface, Furtado affirme son intention d'apporter, avec cette publication, une contribution au débat sur les nouvelles formes de domination internationale appuyées sur le progrès technologique. Dans l'analyse de D.-C. Lambert, cet ouvrage, de propos non académique, est complémentaire à celui sur l'Amérique latine, que Furtado publie en France cette même année, dans le sens de porter « une appréciation sur la viabilité actuelle des méthodes de développement ».¹⁶⁹¹ En mettant l'accent sur les causes externes du sous-développement, Furtado développe davantage, dans l'ouvrage en question, les liens entre la dépendance et le progrès technologique. L'apport le plus original de l'ouvrage aurait été, selon Lambert, de montrer que la concentration du pouvoir économique par le moyen des conglomérats aurait incité les groupes à élargir leur champ d'action, y compris sur le marché latino-américain, engendrant dans ces pays la désarticulation des

¹⁶⁹¹ Cf. Denis-Clair LAMBERT, « FURTADO (Celso) - L'Amérique latine, Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine, Economic development of Latin America », *Revue Économique*, vol. 23, n° 2, 1972, p. 335.

centres nationaux de décision.¹⁶⁹² L'étude du cas du Brésil, développée par Furtado dans la troisième partie de l'ouvrage doit retenir davantage l'attention, souligne Lambert, en raison de l'expérience précédente de l'auteur dans la direction de politiques économiques au Brésil : « ce sont les réflexions de l'économiste et celle de l'homme d'action »¹⁶⁹³, observe Lambert. Il souligne, en outre, que l'analyse de Furtado sur la domination des grandes firmes multinationales sous contrôle nord-américain dépasse l'intérêt de la réflexion sur l'avenir du Brésil : « Le lecteur français, hanté par l'inquiétude d'un 'sous-développement européen' face à l'hégémonie des États-Unis, doit également porter son regard sur l'Amérique latine. »¹⁶⁹⁴

Sur le plan plus général des analyses sur le sous-développement, les deux livres sur l'Amérique latine publiés par Furtado en France, en 1970¹⁶⁹⁵, auraient le mérite de ne pas proposer une vision déterministe des racines du sous-développement. Dès lors, l'auteur n'entre pas dans le débat qui oppose les analystes en ce qui concerne les *blocages internes* (dualité des structures économiques et sociales internes) et les *blocages externes* (interprétation marxiste-léniniste de la pénétration du capitalisme international dans les économies primaires).¹⁶⁹⁶ Lorsque Furtado met l'accent sur les causes externes du sous-développement, s'il aborde des questions communes aux interprètes du marxisme-léninisme, sa perspective historique lui permet de mettre en relief également les facteurs internes de résistance au développement. Dès lors, dans son interprétation, les blocages internes et l'emprise extérieure se combinent dans l'explication du sous-développement.¹⁶⁹⁷

Celso Furtado et L'Amérique latine

Les activités de Celso Furtado à la direction de la SUDENE, desquelles il est écarté par le coup d'État de 1964, l'avaient rendu internationalement connu, spécialement en

¹⁶⁹² Pour une analyse de l'apport de C. Furtado sur la question des centres nationaux de décision dans l'industrialisation périphérique, en rapport avec l'action des entreprises multinationales, voir : Renata BIANCONI, Alexandre MINDA, « Multinational firms, peripheral industrialisation and the recovery of national decision centres : the contribution of Celso Furtado », *op. cit.*

¹⁶⁹³ Cf. Denis-Clair LAMBERT, « FURTADO (Celso) - L'Amérique latine, Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine, Economic development of Latin America », *op. cit.*, p. 337.

¹⁶⁹⁴ *Ibid.*, p. 338.

¹⁶⁹⁵ Celso FURTADO, *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*, *op. cit.* ; Celso FURTADO, *L'Amérique latine. Politique économique de l'Amérique latine*, *op. cit.*

¹⁶⁹⁶ Ce point a été mis en relief par D.-C. Lambert dans : Denis-Clair LAMBERT, « FURTADO (Celso) - L'Amérique latine, Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine, Economic development of Latin America », *op. cit.*

¹⁶⁹⁷ Cf. Celso FURTADO, *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*, *op. cit.* Pour des comptes-rendus de cet ouvrage, on peut consulter : Marcio MOREIRA ALVES, « Celso Furtado : *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine* », *Esprit*, décembre 1971, p. 1053-1055 ; Alfred SAUVY, « Celso Furtado. *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine* », *Le Monde*, 5 janvier 1971 ; Georges HOURDIN, « Un programme de rénovation pour le Brésil : le dernier livre de Celso Furtado », *Croissance des Jeunes Nations*, n° 110, 1971 ; André PIATIER, « Celso Furtado, *Théorie du développement économique* ; Celso Furtado, *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine* [comptes-rendus] », *Mondes en Développement*, n° 3, 1973.

France.¹⁶⁹⁸ Les problèmes du développement du *Nordeste* brésilien suscitant de l'intérêt en France, Furtado est invité à exposer son expérience, par exemple, au sein du groupe d'Aires culturelles, de l'Institut d'Études hispaniques, hispano-américaines et luso-brésiliennes de l'Université de Toulouse, animé par Frédéric Mauro; son exposé, portant sur « Quelques problèmes du Nord-est brésilien » y est présenté le 3 décembre 1966.¹⁶⁹⁹

À son arrivée à Paris, ses enseignements à l'IHEAL (1965-1966) portent sur la politique du développement en Amérique latine, l'accent étant alors mis sur l'influence de la CEPAL. L'année suivante, 1966-1967, dans le cadre du Diplôme d'études supérieures de Sciences économiques, Furtado élargit les sujets sélectionnés pour son cours de « Politique du développement en Amérique latine »¹⁷⁰⁰, introduisant des questions relatives à la formation historique de ces économies et à leur développement au sein de l'économie mondiale. Furtado traite donc de sujets tels que le développement « vers l'extérieur » des économies latino-américaines entraîné par l'expansion des marchés mondiaux de matières premières et l'impact qu'elles subissent suite à la crise de 1929 (qui désorganise le commerce mondial). Après avoir présenté les caractéristiques des structures économiques latino-américaines¹⁷⁰¹, Furtado traite de la disparition de l'impulsion externe et du développement « vers l'intérieur » qui s'ensuit, les idées de la CEPAL constituant l'idéologie de l'industrialisation latino-américaine ; le processus de substitution d'importations permet alors le déplacement des centres dynamiques de ces économies ; le problème de l'inflation est discuté d'un point de vue structurel, de dépassement des politiques anti-inflationnistes traditionnelles. La dernière partie du cours de Furtado concerne les politiques de développement, où sont discutés : les premiers essais de politique concertée de développement (les « corporaciones de fomento » et les banques de développement) ; les essais de planification indicative ; l'épuisement de l'impulsion substitutive et les phénomènes de blocage (la concentration du revenu et l'étranglement du secteur externe) ; la correction des déséquilibres régionaux intranationaux (le cas du *Nordeste* brésilien) ; l'action vers la modification des structures traditionnelles des marchés mondiaux

¹⁶⁹⁸ Une mission française à Recife intégrait les activités de coopération technique soutenues dans le Rapport Jeanneney sur l'aide française aux pays sous-développés, chère au général De Gaulle. Un projet de collaboration entre la SUDENE de C. Furtado et l'IRAM (Institut de recherches pour l'application de méthodes de développement), représenté par le spécialiste Pierre Gervaiseau, avait été mis en place à Pernambouc. Le projet d'« animation rurale » (création de coopératives rurales et formation technique des travailleurs) a été considéré par les autorités militaires comme une possible source de « contamination progressiste dans le *Nordeste* » ; le gouvernement militaire brésilien se désengage dès lors de ce projet. Cf. « Brasil perde interesse no plano de cooperação técnica dos franceses », *Jornal do Brasil*, 7 juin 1964, p. 19.

¹⁶⁹⁹ Cf. « Chronique », *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 7, 1966, p. 189.

¹⁷⁰⁰ Les informations ici présentées proviennent des programmes des cours donnés par Celso Furtado, consultés dans les archives personnelles de l'auteur.

¹⁷⁰¹ Revenu par habitant, vitesse de croissance, interdépendance externe, composition de la population active, structure de la production et production industrielle par tête. Les dimensions des différents marchés nationaux et sous-régionaux y sont également présentées, ainsi que les structures agraires et les pôles de la croissance industrielle.

(l'Amérique latine dans la Conférence de Genève) ; les expériences d'intégration régionale et leurs limites dans le cadre des structures actuelles. Une discussion sur le rôle stratégique de l'État dans la politique de développement clôt ce cours de Celso Furtado.

La bibliographie sélectionnée par Furtado comprend ses ouvrages *Développement et sous-développement* (nouvellement paru en langue française, en 1966), ainsi que la traduction anglaise de son ouvrage *Formação econômica do Brasil* (1959), dont la traduction française ne paraît qu'en 1972. Des ouvrages français sont indiqués dans la bibliographie, tels que *Amérique latine*, de Jacques Lambert, *Commerce extérieur et sous-développement*, de Guy de Lacharrière et *Une politique monétaire pour l'Amérique latine*, de Pierre Uri. Des ouvrages récents de R. Prebisch, discutant les difficultés d'expansion des économies latino-américaines dans les années 1960, ainsi que les changements nécessaires dans la structure du commerce international, y sont également indiqués.¹⁷⁰² L'étude de la CEPAL *The economic development of Latin America in the post-war period*, des ouvrages collectifs sur les problèmes récents de la région (l'inflation, l'intégration régionale et les obstacles posés aux changements institutionnels), ainsi que des ouvrages de V. Urquidi, A. Hirschman, A. Ferrer et A. Pinto, complètent la bibliographie sélectionnée par C. Furtado.

En 1966, en commentant l'ouvrage *Les vingt Amériques latines*, du journaliste M. Niedergang, C. Furtado exprime son opinion sur l'approche des questions relatives à l'Amérique latine, notamment concernant la tendance à un traitement « homogène » de la région :

« Évitant les sentiers battus des approches économiques basées sur une utilisation des grands agrégats statistiques, l'auteur nous présente un tableau, complexe de chacune des nations latino-américaines : formation historique personnalité culturelle, structure économique et sociale, et entité politique. [...] Le lecteur prend contact avec une réalité sociale en s'attachant à des détails apparemment sans liaisons entre eux, et, au fur et à mesure qu'il s'imprègne des éléments communs existant dans ces détails, il commence à percevoir le rythme propre de la réalité historique. [...] Il est plus important de capter le rythme profond de cette même réalité que de présenter, avec une fausse rigueur mais avec des schémas abstraits, la seule apparence de cette réalité. »¹⁷⁰³

Dans « le double but d'aider ceux qui, en dehors du continent américain, veulent se former une idée du profil socio-économique de l'ensemble de la région et de contribuer à élargir la perspective des études de développement de chaque pays latino-américain en particulier »,¹⁷⁰⁴ Celso Furtado publie, en 1969, le livre *Formação econômica da América*

¹⁷⁰² Les livres de R. Prebisch qui intègrent la bibliographie de ce cours de C. Furtado sont : *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano* (1963) et *Nueva política comercial para el desarrollo* (1964).

¹⁷⁰³ Cf. Celso FURTADO, « Marcel Niedergang : *Les vingt Amériques latines* », *Tiers Monde*, vol. 7, n° 28, 1966, p. 819-821.

¹⁷⁰⁴ Cf. la préface de C. Furtado à : Celso FURTADO, *L'Amérique latine. Politique économique de l'Amérique latine*, op. cit.

latina (qui prend le titre *A economia latino-americana* depuis l'édition révisée de 1976).¹⁷⁰⁵ Paru en France, en 1970, sous le titre *L'Amérique latine - Politique économique de l'Amérique latine*, l'ouvrage a été préparé pendant l'année 1967-1968 pour orienter les cours donnés par Furtado à l'IHEAL et à l'IEDES, ainsi que son séminaire de troisième cycle à la faculté d'Économie.¹⁷⁰⁶ L'ouvrage est dédié par Furtado à ses étudiants de l'Université de Paris.

L'ouvrage *L'Amérique latine* est composé de vingt-cinq chapitres organisés en huit parties.¹⁷⁰⁷ Furtado présente d'abord un panorama historique et géographique de la colonisation ibérique, ainsi que les bases économiques et sociales de l'occupation des territoires, jusqu'à la formation des États nationaux. Il s'ensuit une analyse historique de l'insertion des économies latino-américaines, comme exportatrices de produits primaires, dans la division internationale du travail résultant de la révolution industrielle anglaise, pendant le XIX^e siècle ; cette deuxième partie s'achève avec une analyse des effets de la crise de 1929 sur l'Amérique latine, et la présentation d'indicateurs économiques concernant le degré de développement atteint par les pays de la région.

Une caractérisation des structures traditionnelles (agaires, de répartition et utilisation du revenu social, les systèmes monétaires et de change) est présentée dans la troisième partie du livre, qui fournit ainsi des éléments pour l'analyse subséquente du processus d'industrialisation. Les différentes expériences et les limites de l'industrialisation induite par

¹⁷⁰⁵ Publié originalement en portugais sous le titre *Formação econômica da América latina* (Rio de Janeiro, Lia, 1969), l'ouvrage paraît également en espagnol en 1969 (*La economía latinoamericana. Una síntesis desde la conquista ibérica hasta la Revolución Cubana*, Santiago, Editorial Universitaria). Les traductions anglaise et française paraissent en 1970 : *L'Amérique latine. Politique économique de l'Amérique latine* (op. cit.) ; *Economic Development of Latin America : a Survey from Colonial Times to the Cuban Revolution*, trad. S. Macedo, Cambridge, Cambridge University Press, 1970, coll. « Cambridge Latin American Studies », n° 8. En 1976, une édition révisée de l'ouvrage est publiée au Brésil, avec des traductions en anglais et en espagnol : *A economia latino-americana*, São Paulo, Editora Nacional, 1976 ; *Economic Development of Latin America : historical background and contemporary problems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976 ; *La economía latinoamericana : formación histórica y problemas contemporáneos*, México, Siglo Veintiuno, 1976.

¹⁷⁰⁶ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit., 181. Il est à noter également que l'encyclopédie Universalis invite l'auteur à rédiger un article sur l'Amérique pour son édition de 1968 : Celso FURTADO, « Amérique Latine, Économie et société », in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, Encyclopaedia Universalis, 1968 (selon les informations des *Cahiers des Amériques Latines*, n° 3, 1969, p. 191).

¹⁷⁰⁷ Cette structure est maintenue dans l'édition révisée de 1976. Dans cette dernière, compte tenu de l'évolution de l'économie latino-américaine après la publication de la première édition de l'ouvrage (1969), C. Furtado met à jour les données présentées et approfondit ses analyses sur le cadre institutionnel de la région. Dans sa préface à l'édition de 1976 (datée de Paris, avril 1975), Furtado affirme : « Dans les six années découlées depuis la préparation de l'édition antérieure, l'Amérique latine est sortie d'une phase de ralentissement de sa croissance économique pour décrire un cycle d'expansion comparable à celui de la première moitié des années 1950. En outre, l'effort visant à la réforme des structures, particulièrement dans le secteur agricole, s'est approfondi, en même temps qu'étaient introduits de nouveaux modèles de politique économique et se diversifiait le fondement idéologique de ces politiques. La richesse de l'expérience historique latino-américaine, découlant d'une diversité de situations qui couvre toute la gamme contemporaine du sous-développement et tout le spectre d'approches idéologiques, explique le croissant intérêt que la région éveille aussi bien dans les pays nommés développés que dans ceux du Tiers monde. » Cf. Celso FURTADO, « Prefácio à edição de 1976 » [Préface à l'édition de 1976], in C. FURTADO, *A economia latino-americana* [2007], op. cit., p. 23-24.

l'expansion des exportations sont analysées dans la quatrième partie de l'ouvrage ; y sont également analysés la crise du secteur exportateur et le processus d'industrialisation par substitution d'importations qui en découle, ainsi que les déséquilibres causés par cette dernière (notamment, l'inflation structurelle).

La cinquième partie de l'ouvrage analyse le processus de croissance à partir des années 1950 et ses effets sur la structure macroéconomique de différents pays latino-américains, ainsi que l'évolution de leurs secteurs agricole et industriel ; cette partie s'achève par une analyse du déclin du taux de croissance dans l'ensemble de la région, une attention spéciale étant portée aux cas du Brésil et de l'Argentine, pays d'industrialisation plus avancée.¹⁷⁰⁸

Les relations internationales sont traitées dans la sixième partie, avec des chapitres concernant les formes traditionnelles de la dépendance extérieure (liées à l'exportation de produits primaires), et les nouvelles formes de cette dépendance qui émergent après la Seconde Guerre mondiale (liées aux flux financiers, à l'accès à la technologie moderne et au contrôle étranger de l'industrie) ; un dernier chapitre traite des possibilités de restructuration de l'économie internationale et de la nécessité d'une stratégie globale sur plusieurs fronts (conçue au sein de la CNUCED) en vue d'une répartition plus équitable des fruits du progrès technique entre pays développés et sous-développés.

Dans la septième partie de l'ouvrage, les expériences réalisées d'intégration intrarégionale (Amérique centrale et Groupe andin) sont évaluées, et sont analysées les perspectives de cette intégration (un des fronts de la stratégie globale étudiée dans la partie précédente). Les politiques de reconstruction structurelle entreprises en Amérique latine sont évaluées dans la dernière partie de l'ouvrage. Furtado y analyse les essais de planification économique (entrepris d'après les techniques développées par la CEPAL) et les différentes expériences de réforme agraire (l'obstacle posé par la structure agraire au développement étant fondamental dans l'approche structuraliste) ; un chapitre est dédié aux aspects économiques de la révolution cubaine, avec des considérations historiques (la révolution étant comprise dans le cadre du processus de construction de l'État national cubain) et l'analyse des deux phases de la révolution, celle de la redistribution et celle de la reconstruction du secteur externe. Dans le chapitre final de l'ouvrage, Furtado reprend son argumentation sur le processus de développement économique, dont la base est l'assimilation du progrès technologique ; il rappelle les problèmes posés par la transplantation d'une technologie à

¹⁷⁰⁸ En réécrivant cette cinquième partie pour l'édition révisée de 1976, Furtado l'intitule désormais « Reorientação do desenvolvimento no período recente » [Réorientation du développement dans la période récente], au lieu de « Croissance et stagnation dans la période récente » ; le dernier chapitre (XVI) de cette partie, « Baisse du taux de croissance », prend, à partir de 1976, le titre « Insuficiência do crescimento e reorientação do desenvolvimento » [Insuffisance de la croissance et réorientation du développement].

haute complexité, notamment par le biais des filiales des grandes entreprises étrangères. Furtado juge épuisées en Amérique latine les possibilités du développement basé sur l'exportation de produits primaires et sur la substitution d'importations. Dès lors, il identifie la nécessité de réformes des structures économiques des pays latino-américains, lesquelles il discute brièvement en concluant son ouvrage, telles que la réinsertion de ces économies dans les lignes en expansion du commerce international et la reformulation des relations économiques avec les États-Unis et avec les grands consortiums internationaux. Pour cela, la reconstruction des structures internes de ces pays serait nécessaire, ainsi que l'établissement de nouvelles formes de coopération entre eux.¹⁷⁰⁹

En remémorant l'élaboration de *L'Amérique latine*, Furtado affirme avoir cherché à rassembler toute la région dans un même cadre analytique. Il observe que les textes introductoires à l'étude de l'Amérique latine, écrits par des géographes ou des historiens, ne comprenaient que rarement le Brésil ; ou, alors, l'Amérique de langue portugaise et l'Amérique de langue espagnole étaient souvent traitées séparément dans les ouvrages existants. Pour accomplir ce projet, il fallait, selon Furtado, partir de l'économie politique :

« observer la réalité latino-américaine, d'abord comme partie de la grande expansion de l'espace de domination européen, ensuite de l'angle de la destruction des civilisations amérindiennes, et finalement comme la construction d'un nouveau monde sous la forme d'exploitation intensive de la main-d'œuvre préexistante, initialement décimée, et de la considérable ponction réalisée dans la masse démographique de l'Afrique. [...] Pour saisir la situation présente, il était de fondamentale importance d'étudier les formes d'insertion dans le commerce international dans la période postérieure à l'indépendance politique, qui est aussi celle de l'hégémonie industrielle anglaise. [...] La logique de la dépendance externe émergeait naturellement de l'étude de l'histoire, de même que la compréhension de la réalité présente. »¹⁷¹⁰

L'industrialisation par substitution d'importations apparaît ainsi comme une réaction aux contractions de la demande externe (et non comme une diversification autonome de l'offre interne). La dépendance vis-à-vis de l'extérieur devenait de plus en plus complexe, englobant les circuits technologiques et financiers, à mesure qu'avancait la substitution d'importations. Selon Furtado : « L'étude comparative des économies latino-américaines permet d'identifier toutes les formes possibles de blocage du processus de croissance engendré par la dépendance externe, ainsi que les déformations structurelles provoquées par

¹⁷⁰⁹ Comparant les deux éditions de l'ouvrage dans un compte-rendu de l'édition révisée, E. Floto observe qu'il est « remarquable et déprimant de noter que, en dépit de l'information statistique mise à jour, beaucoup des principales conclusions tirées il y a presque dix ans s'appliquent aujourd'hui, particulièrement la nécessité d'une réforme agraire et d'un plan effectif de développement ». Cf. Edgardo FLOTO, « Economic development of Latin America : historical background and contemporary problems. By Celso Furtado [book review] », *Journal of Development Studies*, vol. 14, n° 3, 1978, p. 388.

¹⁷¹⁰ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit., 181-182.

des contractions de la croissance du secteur primaire-exportateur. »¹⁷¹¹

Ainsi, si Furtado évite le traitement isolé de chaque pays latino-américain, ce qui reviendrait à « ignorer l'existence d'une réalité culturelle en voie d'homogénéisation », il évite également « de donner la fausse impression qu'il existe un *système économique* latino-américain, comme il en résulte de la manipulation de données globales relatives à l'ensemble de la région. »¹⁷¹² Comme souligne W. Baer, l'accent mis à la fois sur les similarités et sur les différences entre les diverses parties de l'Amérique latine permet à Furtado d'éviter des généralisations fallacieuses concernant la région.¹⁷¹³

Nonobstant les difficultés d'appréhension de l'Amérique latine comme un ensemble unique, soulignées d'ailleurs par Fernand Braudel¹⁷¹⁴, C. Furtado identifie des traits caractéristiques dans les économies de la région qui les distinguent d'autres pays du Tiers monde. Différemment des nouvelles nations africaines et asiatiques, les pays d'Amérique latine avaient accompli leur indépendance politique au début du XIX^e siècle, ayant déjà une longue histoire politique nationale.¹⁷¹⁵ Une conscience régionale ne commence à se constituer, toutefois, qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale, quand de nouveaux problèmes se posent au développement économique et social latino-américain, dans un contexte de renforcement de la domination économique nord-américaine. À ce moment-là, affirme Furtado, « l'Amérique latine cessa d'être une expression géographique pour devenir une réalité historique, par le fait même de son industrialisation, au demeurant tardive, et des

¹⁷¹¹ *Ibid.*, p. 182. Sur cet ouvrage, voir aussi la préface de L. F. de Alencastro à la nouvelle édition brésilienne : Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Celso Furtado e a América Latina », *op. cit.*

¹⁷¹² Cf. la préface de C. Furtado à : Celso FURTADO, *L'Amérique latine...*, *op. cit.*

¹⁷¹³ Cf. Werner BAER, « Development of Latin America : A Survey from Colonial Times to the Cuban Revolution by Celso Furtado [review], *The Journal of Developing Areas*, vol. 6, n° 1, 1971, p. 96. W. Baer affirme que ce livre est « extrêmement utile », dans la mesure où Furtado a été capable de transmettre dans ces pages « les principaux traits du retard économique de l'Amérique latine, les obstacles à la modernisation et les problèmes créés par les diverses stratégies de développement. » En outre, comme il l'observe, Furtado offre de nouvelles idées [insights] et fournit des évidences statistiques suffisantes pour rendre crédibles ses arguments. *Ibid.*, p. 95-96.

¹⁷¹⁴ Dans un compte-rendu du livre de L. A. Sanchez (*¿Existe una América Latina?*), F. Braudel décrit l'Amérique latine comme un « presque continent écartelé entre les quatre points cardinaux, entre Pacifique et Atlantique, entre Europe et États-Unis, et, plus encore, entre les mille influences, internes ou externes, qui l'ont habitué aux changements brusques et aux miracles. » Sur l'unité latino-américaine souhaitée par Sanchez, Braudel affirme : « En vérité, l'Amérique latine n'est *une*, avec une netteté aveuglante, que vue du dehors. [...] Quand Luis Alberto Sanchez retrouve son Amérique, avec ses odeurs et ses couleurs violentes à Panama, c'est qu'il vient des États-Unis. Car elle est *une* par contraste, par opposition, prise dans sa masse continentale, mais à condition d'opposer celle-ci aux autres continents, sans que cela l'empêche jamais, par ailleurs, d'être profondément divisée. » Cf. Fernand BRAUDEL, « Le livre de Luis Alberto Sanchez : Y a-t-il une Amérique latine ?, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 3, n° 4, 1948, p. 467-471 (citations p. 471).

¹⁷¹⁵ L. F. de Alencastro fait remarquer que C. Furtado, dans ses cours et conférences, a toujours insisté sur la singularité de l'Amérique latine face à d'autres pays du Tiers monde. Furtado mettait l'accent sur la longue histoire politique nationale des pays latino-américains (et sur la longue tradition parlementaire brésilienne), à un moment où « l'irruption de dictatures semblait réduire l'Amérique latine à un ensemble de sociétés anomiques, soumises à des gouvernements brutaux ». Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Celso Furtado e a América Latina », *op. cit.*, p. 17.

aspects particuliers de sa dépendance à l'égard des États-Unis. »¹⁷¹⁶ Dans la formation d'une conscience latino-américaine, la création de la CEPAL, sous forte opposition des États-Unis, joue un rôle fondamental. Comme Furtado le souligne, « en Amérique latine le diagnostic des problèmes du sous-développement est lié à la prise de conscience du phénomène de la dépendance extérieure et [il] repose sur un travail original de ses propres économistes, travail qui a été possible lorsque, dans le cadre des Nations Unies, des équipes se sont formées avec des éléments originaires de divers pays de la région. »¹⁷¹⁷

Dans *L'Amérique latine*, les idées que Furtado a contribué à forger au sein de la CEPAL constituent le fondement des analyses proposées¹⁷¹⁸. Par rapport aux données utilisées par l'auteur pour l'analyse des périodes plus récentes, les documents publiés par la CEPAL occupent une place de choix. Dans ce sens, R. Thorp met en relief le point de vue structuraliste des analyses de C. Furtado, et considère que l'ouvrage constitue une introduction idéale pour les étudiants à cette pensée.¹⁷¹⁹ Dans *The American Historical Review*, J. P. Harrison souligne la capacité de Furtado d'évoquer les événements passés pour l'explication des faits présents et le caractère historiquement informé et rationnellement ordonné de ses explications. Il attire l'attention, toutefois, sur le côté « évangelique » des propositions de Furtado par rapport aux idées de la CEPAL : les forces extérieures seraient les principales responsables de l'état de dépendance de l'économie latino-américaine, la planification nationale étant la réponse à cette situation. Harrison affirme, néanmoins : « On n'est pas obligé d'accepter la validité théorique de la position de Furtado, mais il serait imprudent d'essayer d'appréhender ce qui se passe dans la plupart des pays latino-américains aujourd'hui sans comprendre sa vision du 'large processus de changement social vu dans le contexte de la réalité historique.' »¹⁷²⁰ Frank T. Bachmura, dans son compte-rendu de l'édition en espagnol de l'ouvrage, tout en soulignant que le sous-titre de la traduction crée

¹⁷¹⁶ Cf. Celso FURTADO, *L'Amérique latine...*, *op. cit.*, chap. 1 (citation à la p. 3).

¹⁷¹⁷ *Ibid.*, p. 160, note 1.

¹⁷¹⁸ Il est à rappeler, également que, c'est en travaillant à la CEPAL, à Santiago du Chili, que Furtado a l'occasion d'approfondir ses connaissances sur les économies latino-américaines. Pendant cette période (1949-1957), il est chargé de mission dans plusieurs pays de la région, tels que l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, l'Équateur, le Pérou et le Costa Rica. Sur cette période, voir le premier volet des mémoires de l'auteur : Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, *op. cit.*

¹⁷¹⁹ Cf. le compte-rendu de *Economic Development of Latin America* de C. Furtado, par Rosemary THORP, dans : *International Affairs*, vol. 48, n° 3, 1972, p. 542-543.

¹⁷²⁰ Cf. John P. HARRISON, « Economic Development of Latin America [review] », *The American Historical Review*, vol. 77, n° 3, 1972, p. 845-846 (p. 846 pour la citation). La citation de Celso Furtado contenue dans le passage cité semble faire référence à un passage de la traduction en anglais de l'ouvrage *Dialética do desenvolvimento* (1964). Dans cet ouvrage, Furtado affirme la nécessité de saisir les phénomènes économiques dans le développement « as one aspect of a wider process of social change, the outlines of which can only be seen in the context of a historical reality, i.e., by starting from some figurative image of the social whole and its behavior in time. » Cf. Celso FURTADO, *Diagnosis of the Brazilian crisis*, Los Angeles, University of California Press, 1965, p. 13.

une idée fallacieuse de son contenu¹⁷²¹, affirme que l'intérêt de cet ouvrage réside précisément dans l'interprétation du développement économique récent faite par C. Furtado, « un économiste brésilien bien connu, influent dans les cercles intellectuels nord et latino-américains ».¹⁷²² Dans le même sens, R. H. Wilson considère que l'analyse du processus d'industrialisation par substitution d'importations est un des points forts du livre, comme l'est aussi le traitement des relations internationales (les formes traditionnelles de dépendance et les nouvelles formes qui émergent dans l'après-guerre en rapport avec l'action des entreprises étrangères).¹⁷²³

D'autres analystes, toutefois, ont mis en question les prémisses sur lesquelles sont basées les analyses de C. Furtado. Ainsi, T. Skidmore déplore l'absence de perspectives non structuralistes dans l'ouvrage et critique l'attachement de Furtado à des points de vue qu'il soutenait déjà une décennie auparavant.¹⁷²⁴ Dans son compte-rendu de l'édition anglaise de *L'Amérique latine*, Skidmore décrit Furtado comme étant « un 'structuraliste' irréductible [unreconstructed] de l'école de la CEPAL, qui croit à l'importance prédominante des obstacles institutionnels dans le façonnement du développement économique latino-américain »¹⁷²⁵. Skidmore met le lecteur en garde contre l'acceptation des thèses de la CEPAL en tant que « schéma analytique satisfaisant pour la compréhension de l'histoire économique latino-américaine du XX^e siècle. »¹⁷²⁶ Contrairement au « brazilianist » T. Skidmore, aux latino-américains l'intérêt des analyses de Furtado sur leur région sera accru du fait même de porter l'influence d'une pensée proprement latino-américaine¹⁷²⁷. En témoignent les mots de

¹⁷²¹ Les sous-titres des traductions en espagnol et en anglais de la première édition de l'ouvrage ont donné lieu à des critiques, car ils présentaient le livre comme « Une synthèse depuis la conquête ibérique [ou les temps coloniaux, pour l'édition en anglais] jusqu'à la Révolution cubaine », alors qu'une partie réduite de l'ouvrage traite de la période antérieure au XX^e siècle. Le problème est réglé dans les traductions en anglais et en espagnol de l'édition révisée de 1976, qui portent, respectivement, les titres *Economic development of Latin America : historical background and contemporary problems* et *La economía latinoamericana : formación histórica y problemas contemporáneos*.

¹⁷²² Cf. Frank T. BACHMURA, « *La economía latinoamericana. Una síntesis desde la conquista ibérica hasta la Revolución Cubana*. By Celso Furtado [book review] », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 51, n° 1, 1971, p. 132-133.

¹⁷²³ Cf. Robert Hines WILSON, « *Economic Development of Latin America : historical background and contemporary problems*, by Celso Furtado [book review] », *Annals of Regional Science*, vol. 14, n° 1, 1980, p. 102-104.

¹⁷²⁴ Skidmore considère que l'analyse de Furtado est basée sur des « dogmes » structuralistes, tels que : l'explication de l'inflation par des rigidités structurelles, l'épuisement de la substitution d'importations engendrant le ralentissement de la croissance et la dépendance étant vue comme inhérente aux économies à haut coefficient de commerce extérieur. Cf. Thomas E. SKIDMORE, « Economic Development of Latin America [review] », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 52, n° 1, 1972, p. 131-132.

¹⁷²⁵ *Ibid.*, p. 131.

¹⁷²⁶ *Ibid.*, p. 132.

¹⁷²⁷ Dans sa préface (datée de Paris, avril 1975) à l'édition revue de l'ouvrage (1976), C. Furtado affirme que la diffusion qu'a eu son livre (traductions en espagnol, français, anglais, italien, suédois et japonais ; en 1981 le livre sera également traduit en chinois) a confirmé son idée selon laquelle « il existe, à l'intérieur et en dehors du monde universitaire, un intérêt croissant pour la problématique économique latino-américaine et pour les interprétations de cette problématique surgies dans la région elle-même. » Et Furtado de préciser, à propos de cette deuxième édition : « Un des objectifs de l'auteur est de stimuler l'intérêt pour la réalité latino-américaine et

Ricardo Lagos (alors président du Chili) lors de la disparition de C. Furtado :

« Ses analyses avaient été profondément convaincantes pour ceux parmi nous qui, au début des années 1960, ouvraient une voie à la recherche profonde de ce que nous signifiions comme continent et comme latino-américains. Il n'a pas été le seul, mais ce fut essentiel pour nous tous de connaître sa pensée, dans des articles, conférences et analyses qui culmineraient avec un de ses livres les plus brillants : *A Economia Latino-americana*. [...] Il n'a jamais hésité à construire cette vision latino-américaine, à englober la diversité historique du continent, pour y trouver les tendances communes à partir desquelles exposer son analyse théorique de la dépendance. »¹⁷²⁸

En France, D.-C. Lambert met en relief le fait que « l'analyse globale, très largement documentée » présentée par C. Furtado « permet au lecteur français non seulement de prendre une connaissance des changements économiques et sociaux de l'Amérique latine, mais aussi de se familiariser avec des analyses économiques, rarement accessibles en langue française ». ¹⁷²⁹ Dans le même sens, J. Beaujeu-Garnier souligne que cet « ouvrage remarquable » de C. Furtado, en plus de l'enrichissement des « connaissances sur l'évolution interne de l'économie latino-américaine », permet de « percevoir plus nettement les relations entre les faits internationaux et les économies nationales, [et d'acquérir] une autre dimension des problèmes du développement. »¹⁷³⁰

L'historien L. F. de Alencastro fait remarquer que *A economia latino-americana*, « ouvrage hors pair », est resté, comme d'autres parties de l'œuvre de Furtado produite pendant la période de maturité intellectuelle de l'auteur, dans laquelle il se consacre à la vie universitaire, notamment en France, « quelque peu obscurci [au Brésil] par l'énorme influence que *Formação econômica do Brasil* obtient depuis sa publication, en 1959 ». ¹⁷³¹

Traduit en diverses langues, le panorama que Furtado dresse sur l'Amérique latine devient « le livre le plus connu sur le sujet »¹⁷³², ce que l'auteur attribue au fait d'avoir su globaliser l'Amérique latine, en ayant précocement saisi les relations de la région avec les États-Unis. Ce qui le singularise parmi les latino-américains, dans sa propre évaluation, c'est le fait d'avoir compris les différences entre la colonisation anglaise et la colonisation portugaise et espagnole, ce qui lui aurait permis d'intégrer le Brésil dans l'Amérique

pour la vision de cette réalité qui est élaborée dans la région. » Furtado affirme n'avoir que la prétention de transmettre une vision de l'Amérique latine qui est celle élaborée par la génération contemporaine ; il se fait, ainsi, « un des interprètes de sa propre génération ». Cf. Celso FURTADO, « Prefácio à edição de 1976 », in C. FURTADO, *A economia latino-americana* [2007], *op. cit.*, p. 23-24.

¹⁷²⁸ Cf. Ricardo LAGOS, « Celso Furtado e a América Latina », *Folha de S. Paulo*, 28 novembre 2004, p. 3.

¹⁷²⁹ Cf. Denis-Clair LAMBERT, « FURTADO (Celso) - L'Amérique latine, Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine, Economic development of Latin America », *op. cit.*, p. 336.

¹⁷³⁰ Cf. Jacqueline BEAUJEU-GARNIER, « Les vicissitudes du développement économique de l'Amérique latine : Celso Furtado, *L'Amérique latine. Politiques économiques* [compte-rendu] », *Annales de Géographie*, vol. 80, n° 442, 1971, p. 751-752.

¹⁷³¹ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Celso Furtado e a América Latina », *op. cit.*, p. 21.

¹⁷³² Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado » [entretien], *Folha de S. Paulo*, 19 juillet 1992.

latine.¹⁷³³

Si les latino-américains en général n'étaient pas « capables d'intégrer le Brésil dans l'Amérique latine », comme l'affirme Furtado¹⁷³⁴, les brésiliens, en particulier, ne se percevaient pas comme faisant partie d'une communauté latino-américaine. Le futur président F. H. Cardoso affirme que c'est l'exil à Santiago qui l'a éveillé au concept d'Amérique latine, en tant que bloc politique et culturel ; jusque-là, le Brésil, par son héritage portugais et sa dimension continentale, ne lui semblait pas avoir beaucoup en commun avec des pays tels que le Pérou, le Venezuela ou le Mexique¹⁷³⁵. Le professeur P. S. Pinheiro corrobore l'idée selon laquelle beaucoup de brésiliens ont découvert l'Amérique latine à Santiago du Chili ou à Paris, pendant la diaspora brésilienne des années 1960 et 1970. Pinheiro observe que les brésiliens, se croyant différents, n'avaient pas le sentiment d'être des latino-américains ; lui-même n'avait pas pris contact avec la réalité latino-américaine pendant sa formation en Droit au Brésil, mais seulement pendant ses études à Paris, où il a vécu entre 1967 et 1971.¹⁷³⁶ Sur ce point, l'historien L. Bethell, en analysant d'une perspective historique la perception de l'appartenance du Brésil à l'Amérique latine, observe que, si les États-Unis et le reste du monde passent à intégrer systématiquement le Brésil dans la région, surtout dans le contexte de la Guerre froide, le Brésil n'affichait pas d'engagement majeur envers l'Amérique latine.¹⁷³⁷ Bethell met en relief, néanmoins, qu'une identité latino-américaine émerge chez les brésiliens poussés à l'exil (en Uruguay, au Chili, au Mexique ou au Venezuela) pendant la dictature militaire au Brésil. Cette identité latino-américaine serait visible dans l'œuvre produite en exil par des intellectuels tels que F. H. Cardoso, R. M. Marini, T. dos Santos et Darcy Ribeiro. A propos de C. Furtado, tout en observant que son livre sur la formation économique de l'Amérique latine a été publié pendant l'exil, Bethell rappelle que Furtado avait été « latino-américanisé » auparavant en travaillant avec R. Prebisch à la CEPAL, la

¹⁷³³ *Ibid.*

¹⁷³⁴ *Ibid.*

¹⁷³⁵ Cf. Fernando Henrique CARDOSO, Brian WINTER, *The accidental president of Brazil : a memoir, op. cit.*, p. 88.

¹⁷³⁶ P. S. Pinheiro observe (2002) que l'Amérique latine semble toujours être « une représentation intellectuelle de la gauche » : nonobstant la participation du Brésil dans le Mercosur, les brésiliens ne seraient pas encore des latino-américains à part entière. Cf. « The Oral History Interview of Paulo Sérgio PINHEIRO (8 May 2002 and 18 July 2002) », p. 6, in *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices, op. cit.* Celso Furtado participe du jury de la thèse de doctorat de Science politique soutenue par P. S. Pinheiro (sous la direction de Serge Hurtig), intitulée *La fin de la première république au Brésil : crise politique et révolution, 1920-1930* (Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1971).

¹⁷³⁷ L. Bethell souligne que la préoccupation avec la construction d'une identité nationale marque la production intellectuelle brésilienne dans l'entre-deux-guerres. Avec la Seconde Guerre mondiale, si un « esprit panaméricain » s'affiche au Brésil, le pays veille toutefois à démarquer sa singularité face aux autres pays, aspirant à un rapprochement avec les États-Unis. Peu de brésiliens s'identifiaient alors avec l'Amérique latine, et le pays cherchait des rapports privilégiés avec les États-Unis plutôt qu'avec l'Amérique espagnole. Cette expectative se heurte, dans le contexte de la Guerre froide, au traitement indifférencié de la part des États-Unis en ce qui concerne les pays de l'Amérique latine. Cf. Leslie BETHELL, « O Brasil e a ideia de 'América Latina' em perspectiva histórica », *Estudos Históricos*, vol. 22, n° 44, 2009, p. 289-321.

première organisation internationale à s'occuper spécifiquement de l'Amérique latine.¹⁷³⁸

Disciples du maître brésilien à Paris

Bénéficiant de rapports étroits avec Celso Furtado à Paris, Pierre Salama élaborera sa thèse de doctorat, « Étude sur les limites de l'accumulation du capital dans les économies semi-industrialisées » (soutenue en 1970)¹⁷³⁹, après avoir préparé un Diplôme d'études supérieures en sciences économiques, portant sur « Le Modèle de développement de substitution d'importations en Argentine » (1967)¹⁷⁴⁰. Si Furtado n'a pas dirigé la thèse de doctorat de Pierre Salama (ce qui a incombé au Professeur René Passet), sa contribution au travail de l'auteur a été décisive. En plus de l'influence fondamentale de C. Furtado sur les recherches doctorales de P. Salama, sa thèse présente également l'influence de ses lectures du *Capital*, de K. Marx, affichant de ce fait de positions « plus marxistes » en comparaison avec l'approche de Furtado. En effet, P. Salama souligne que la formation de C. Furtado s'est faite chez les classiques, comme A. Smith et D. Ricardo, étant complétée par le contact avec les derniers développements de la théorie keynésienne élaborés à Cambridge, où il côtoie Joan Robinson, responsable de la mise en rapport des théories keynésienne et marxiste¹⁷⁴¹. Furtado présentait, selon le point de vue de P. Salama, le caractère singulier d'être un penseur en même temps « anti-marxiste et cambridgien ».¹⁷⁴² P. Salama souligne avoir été « l'un des premiers en France à travailler sur des théories marxistes et cambridgiennes », à un moment où K. Marx et J. Robinson y étaient encore peu lus.¹⁷⁴³ Donc, le succès qu'a connu sa thèse de doctorat en France et en Amérique latine, il l'attribue au fait d'avoir su ajouter Marx à Cambridge et à Furtado, en plus de sa connaissance factuelle de l'Amérique latine (lectures et discussions avec des réfugiés latino-américains).¹⁷⁴⁴ Connaître C. Furtado et le monde des réfugiés politiques a dès lors été très important dans la formation de P. Salama. La chance d'avoir eu C. Furtado comme un « maître à penser » l'aurait « mobilisé sur le

¹⁷³⁸ *Ibid.*

¹⁷³⁹ Le livre de P. Salama, *Le procès de sous-développement : essai sur les limites de l'accumulation nationale du capital dans les économies semi-industrialisées* (Paris, Maspéro, 1972) est, selon informé dans l'ouvrage, un extrait remanié de la thèse pour le doctorat d'État de sciences économiques soutenue à Paris le 17 décembre 1970.

¹⁷⁴⁰ Il est à noter que pendant l'année 1966-1967, le Professeur C. Furtado est chargé du cours « Politique du développement en Amérique latine », dans le cadre du D.E.S. de Sciences économiques.

¹⁷⁴¹ Cf. Joan ROBINSON, *An Essay on Marxian Economics* (1942), 2^e éd, London, Macmillan, 1967 ; *id.*, *The accumulation of capital*, London, Macmillan, 1956.

¹⁷⁴² Points soulignés par Pierre Salama, dans un entretien accordé à l'auteur le 24 octobre 2011.

¹⁷⁴³ Cf. Pierre SALAMA, « Parcours de vie d'un chercheur en économie », *Revue Tiers Monde*, n° 191, juil.-sept. 2007, p. 574. Engagé politiquement, lors des événements de 1968, P. Salama militait à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), organisation trotskiste appartenant à la IV^e internationale. *Ibid.*

¹⁷⁴⁴ *Ibid.*

développement »¹⁷⁴⁵. Sur C. Furtado, P. Salama affirme :

« C'était quelqu'un de très grand, quelqu'un qui m'a profondément influencé. [...] En France, dans les années 1960, les professeurs d'économie 'spécialisés' sur le développement avaient peu connaissance de ce qui se passait, ou s'était passé, en Asie, en Égypte, en Inde et moins encore en Amérique latine. L'arrivée de C. Furtado en France les a pour le moins dérangés dans leurs certitudes et jouait comme effet de miroir de leur incompetence. »¹⁷⁴⁶

Étudiant de Celso Furtado dans les années 1960, l'économiste Abdelkader Sid Ahmed (IEDES) développera des études innovatrices sur les économies rentières pétrolières, sur les bases posées par Celso Furtado dans les années 1950¹⁷⁴⁷. Travaillant à la CEPAL, C. Furtado avait été chargé d'une mission d'analyse de la réalité économique du Venezuela (1957), pays qui s'enrichissait grâce à une ressource non renouvelable (le pétrole). Son étude pionnière sur les spécificités des économies minières exportatrices concluait à l'irrationalité économique d'un enrichissement qui n'engendrait pas les conditions pour une croissance autonome à l'avenir.¹⁷⁴⁸ Sous « la direction étroite du Professeur Celso Furtado »¹⁷⁴⁹, A. Sid Ahmed développe, à Paris, des travaux doctoraux sur l'industrialisation et le développement du Venezuela et du Brésil¹⁷⁵⁰ ; les outils qu'offrait la pensée latino-américaine lui ont permis de mieux comprendre les problèmes du développement des économies pétroliers arabes.¹⁷⁵¹ Les raisons du « succès » de la pensée de C. Furtado en France tiennent, selon lui, « à l'apport scientifique exceptionnel de l'auteur à la théorie du développement couplé à une pratique de terrain remarquable non seulement dans son propre pays, le Brésil, mais également dans divers pays d'Amérique latine au titre de la CEPAL. »¹⁷⁵²

Dans un colloque sur l'apport de C. Furtado à l'étude du développement, tenu à Paris, en février 1997, A. Sid Ahmed rappelle que pour lui, ainsi que pour d'autres professeurs (il

¹⁷⁴⁵ *Ibid.*, p. 573 et 574, respectivement.

¹⁷⁴⁶ *Ibid.* Il est à noter que P. Salama a suivi les cours de Furtado pendant deux ans et a été son assistant durant un an.

¹⁷⁴⁷ Cf. Abdelkader SID AHMED, *Développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières du Tiers Monde*, Paris, Publisud, 1983 ; *id.*, *Économie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles*, 2 tomes, Paris, Publisud, 1989.

¹⁷⁴⁸ Cf. Celso FURTADO, *Ensaio sobre a Venezuela*, *op. cit.* ; *id.*, *A fantasia organizada*, *op. cit.*

¹⁷⁴⁹ Cf. Abdelkader SID AHMED, « Préface à l'édition française », in C. FURTADO, *Brève introduction au développement : une approche interdisciplinaire*, Paris, Publisud, 1989, p. IX.

¹⁷⁵⁰ Cf. Abdelkader SID AHMED, *L'industrialisation de substitution d'importation en Amérique latine : réflexions à partir de l'expérience du Brésil*, Thèse. Sc. écon., Paris, 1969 ; *id.*, *Accumulation du capital et équilibre dans les relations économiques internationales : controverses récentes*, Thèse compl. Sc. écon. Paris I, 1971.

¹⁷⁵¹ Cf. Abdelkader SID AHMED, « Celso Furtado et le développement à partir de l'exportation des ressources naturelles non renouvelables », *op. cit.*, p. 83.

¹⁷⁵² Et l'auteur de poursuivre : « Les enseignements et séminaires de Celso Furtado à Paris furent sans conteste un vecteur efficace de propagation d'une pensée riche, continuellement soucieuse de prendre en compte - à la différence de la pensée abstraite de certains maîtres de Cambridge - de la 'diversité' et de la 'mutabilité' du monde réel, condition préalable de toute action. Car, s'il est un mot qui prend tout son sens dans le cas de Celso Furtado, c'est bien celui d'*action*. [...] Cette quête infatigable de connaissance et d'action devait nécessairement amener Celso Furtado à porter un regard critique sur l'économie et son enseignement en Occident, regard tout à la fois du praticien et du théoricien. » Cf. Abdelkader SID AHMED, « Préface à l'édition française », *op. cit.*, p. I-II.

cite P. Salama, R. Tortajada et M. F. L'Hériveau), la rencontre avec C. Furtado, à la fin des années 1960, a été mémorable, voire déterminante : ses enseignements d'économie du développement insufflaient « un esprit radicalement différent dans un cadre où le discours, à quelques exceptions près, restait souvent abstrait, archaïque et superficiel. »¹⁷⁵³ Le Professeur Furtado leur présente alors les grands thèmes de la pensée cépalienne, des analyses fondées sur l'observation du fonctionnement réel des économies¹⁷⁵⁴, qui permettaient de dépasser les analyses dominantes en France, centrées sur l'offre et ignorant l'examen de la nature du profil de la demande ainsi que les caractéristiques structurelles des économies en développement. Dans le cas de la recherche développée par A. Sid Ahmed, l'analyse furtadienne de la problématique du sous-développement se serait révélée « également féconde dans des situations plus spécifiques comme celle des pays en développement exportateurs des ressources naturelles non renouvelables, et notamment les économies pétrolières. »¹⁷⁵⁵

Toujours proche de Celso Furtado, duquel il devient l'éditeur à Paris, chez Publisud, dans les années 1980-1990, Sid Ahmed poursuit ses recherches publiant, en 1995, *Un projet pour l'Algérie*. Dans ce livre, des concepts développés par Furtado depuis les années 1970, notamment celui de « modernisation », sont évoqués pour l'explication de la situation des économies pétrolières, cas typique où l'« assimilation du progrès technique opère exclusivement dans la sphère de la consommation sans contrepartie substantielle concernant la transformation du système productif. »¹⁷⁵⁶ Celso Furtado écrit la préface de l'ouvrage et, en situant les analyses de Sid Ahmed dans le prolongement de ses propres réflexions, il affirme :

« Le sous-développement se présente souvent comme un déséquilibre engendré par la dépendance culturelle : les élites d'une société adoptent un style de vie incompatible avec l'accumulation de capital et le niveau technologique atteint par l'économie du pays où elles vivent. En effet, la domination externe qui accompagne le sous-développement agit tout d'abord sur le plan des valeurs culturelles, donc, sur l'esprit même des classes dirigeantes. »¹⁷⁵⁷

Le grand intérêt suscité par les enseignements, l'expérience personnelle et les livres de C. Furtado aux problèmes du développement des économies latino-américaines est à l'origine de diverses recherches élaborées sous sa direction à Paris, qui contribueront à élargir la

¹⁷⁵³ Cf. Abdelkader SID AHMED, « Celso Furtado et le développement à partir de l'exportation des ressources naturelles non renouvelables », *op. cit.*, p. 83.

¹⁷⁵⁴ Il précise : « Étaient particulièrement fécondes dans mon esprit les analyses furtadiennes relatives à l'industrialisation périphérique, au rôle du progrès technique dans la dynamique centre-périphérie, la dialectique innovation-diffusion des techniques - horizon du processus d'accumulation, la tendance structurelle observée dans la périphérie à l'affaiblissement de la dynamique de croissance compte tenu de ces caractéristiques et enfin l'interaction entre les profils d'offre et de demande globales dans le développement. » *Ibid.*

¹⁷⁵⁵ *Ibid.*, p. 92.

¹⁷⁵⁶ Cf. Abdelkader SID AHMED, *Un projet pour l'Algérie : éléments pour un réel partenariat Euro-Méditerranéen*, préface de Celso Furtado, Paris, Publisud, 1995, p. 10.

¹⁷⁵⁷ *Ibid.*, p. 5.

gamme disponible de monographies sur divers pays de la région.¹⁷⁵⁸ La première thèse préparée sous la direction de Celso Furtado, au sein de l'IHEAL, porte spécifiquement sur l'expérience de la SUDENE : Alain Tobelem soutient, en 1969, la thèse intitulée *La Superintendance du Développement du Nord-Est du Brésil : origines et conséquence de sa politique d'industrialisation*.¹⁷⁵⁹ L'économiste mexicain Rodolfo Becerril Straffon, par exemple, a effectué des travaux doctoraux à Paris au début des années 1970, sous la direction de Furtado ; la thèse de ce futur député et sénateur au Mexique, aussi professeur à l'UNAM, portait sur le développement de l'économie mexicaine dans les années 1960-1970.¹⁷⁶⁰

Pascal Arnaud, également sous la direction de C. Furtado, élit la formation des systèmes économiques nationaux en Amérique latine au XIX^e siècle comme thème de ses études doctorales à l'Université de Paris I ; les cas de l'Argentine et du Mexique sont analysés dans sa thèse soutenue en 1977.¹⁷⁶¹ Lors de la publication en espagnol de ses recherches, en

¹⁷⁵⁸ Nous faisons référence ici aux thèses de doctorat que nous avons pu identifier comme ayant été dirigées par Celso Furtado. Dans les différents catalogues consultés, nous n'avons pu identifier que sept thèses de doctorat dirigées par C. Furtado pendant ses années d'activité universitaire à Paris. Une explication plausible à ce nombre apparemment réduit de thèses est la perspective de retour de l'auteur au Brésil, qui aurait pu se concrétiser dès 1974, avec la reprise de ses droits politiques (mais qui n'a pas eu lieu en raison des conditions politiques retrouvées au Brésil). L'auteur a certainement dirigé un nombre important de mémoires de 3^e cycle et, éventuellement, d'autres thèses de doctorat. Toutefois, en ce qui concerne les mémoires, l'identification de C. Furtado en tant que directeur de recherches n'a pas été possible, en raison de l'absence de ces informations dans les bibliothèques, répertoires et catalogues consultés (imprimés et informatisés). Quant aux thèses de doctorat, certaines sont conservées à la bibliothèque personnelle de C. Furtado (au CICEF, à Rio de Janeiro), dans leur version de soutenance (parfois sans l'identification du rôle de Furtado dans la thèse). Outre les catalogues informatisés (à l'exemple du Système Universitaire de Documentation - Sudoc, qui a pour mission de recenser l'ensemble des thèses produites en France), ont été consultés les *Cahiers de l'Amérique Latine*, qui ont systématiquement publié le « catalogue des thèses et mémoires soutenus en France sur l'Amérique latine » : n° 4, 1969 (pour la période 1954-1969), n° 9-10, 1974 (pour la période 1970-1974), n° 19, 1979 (pour la période 1975-1978), n° 21-22, 1980 (pour la période 1979-1980), n° 24, 1981 (pour la période 1979-1980, avec des positions de thèses), n° 26, 1982 (pour la période 1980-1981). Par rapport à la période subséquente : Hélène RIVIÈRE D'ARC (dir.), *Thèses sur l'Amérique Latine soutenues en France, 1980-1984 : répertoire bibliographique en sciences sociales et sciences humaines*, Paris, C.N.R.S., 1987. Spécifiquement concernant les thèses de brésiliens ou sur le Brésil : Diva ANDRADE, Maria A. R. QUEMEL (org.), *Teses de brasileiros e sobre o Brasil defendidas na França : 1970-1980*, São Paulo, USP-FFLCH, 1983 ; Anita PIRES-SABOIA (org.), *Catalogue général des thèses soutenues en France sur le Brésil, 1823-1999* [Numéro hors série des *Cahiers du Brésil contemporain*], Paris, Centre de recherches sur le Brésil contemporain, 2000 [catalogue mis à jour disponible sur <http://crbc-thesaurus.ehess.fr>, dernière consultation le 14 novembre 2013].

¹⁷⁵⁹ Cf. Alain TOBELEM, *La Superintendance du Développement du Nord-Est du Brésil : Origines et conséquence de sa politique d'industrialisation*, (directeur de thèse : Celso Furtado), Thèse 3^e cycle, Paris, Université de Paris/Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, 1969. Par la suite, Tobelem occupe, entre autres, les postes d'Expert principal en développement institutionnel à la Banque mondiale (1975-1996) et de professeur aux Universités de Nice Sophia Antipolis et Aix-en-Provence (cf. la page personnelle de l'auteur sur Internet : http://sadc.pagesperso-orange.fr/fr/CV_ATobelem.pdf).

¹⁷⁶⁰ R. Becerril Straffon aurait réalisé ses études doctorales à Paris entre les années 1970 et 1973. Cf. le profil de l'auteur publié dans *Temática económica política y social*, vol. 2, n° 7, 1975, p. 51. Dans l'exemplaire de cette thèse disponible dans la bibliothèque personnelle de C. Furtado (au CICEF), Furtado est mentionnée comme président du jury, la date de la soutenance n'y figurant pas (probablement, 1973) : Rodolfo B. STRAFFON, *Le développement de l'économie mexicaine pendant la décennie 1960-1970 : essai d'interprétation*, Thèse de Doctorat de l'Université Paris I, Économie du Développement.

¹⁷⁶¹ Cf. Pascal ARNAUD, *La formation des systèmes économiques nationaux en Amérique latine : cas de l'Argentine et du Mexique au XIX^e siècle*, Thèse de 3^e cycle, Sciences économiques, Paris I, 1977. Professeur à l'Université de Mexico, puis chargé de cours à l'Université de Paris I (IEDES) dans les années 1980, P. Arnaud poursuit ses recherches sur les problèmes des économies périphériques, en traitant notamment de la question de

1981, P. Arnaud rappelle sa dette particulière envers C. Furtado, dont les conseils, critiques et encouragements auraient été fondamentaux dans l'élaboration de son travail.¹⁷⁶² Publiées chez Publisud, en 1983, les recherches de P. Arnaud sur la formation économique de l'Argentine et du Mexique ont mérité une préface de C. Furtado. Furtado y affirme que la recherche de P. Arnaud dépasse l'histoire comparative et apporte une contribution théorique en démontrant « que l'émergence des États nationaux en Amérique latine n'est qu'un aspect de la structuration de l'espace imposée par la diffusion du capitalisme ». ¹⁷⁶³ Furtado rappelle que ce même processus historique de la deuxième moitié du XIX^e siècle est responsable de la différenciation du système capitaliste entre économies développées et sous-développées. Ayant rapproché l'histoire institutionnelle de l'histoire économique, P. Arnaud aurait apporté, selon Furtado, « des éléments nouveaux à la vision centre-périphérie du système capitaliste et [renforcé] la perception du sous-développement comme morphogenèse sociale irréductible aux explications linéaires du développement ». ¹⁷⁶⁴ L'évolution du capitalisme dans le sens du dépassement des espaces nationaux, soulignée par P. Arnaud, permet à Furtado d'exprimer des préoccupations qui sont au cœur de ses propres réflexions : « il paraît chaque jour plus évident que la structuration de l'espace, engendrée par les formes de domination imposées au XIX^e siècle, est révolue. Ce qui ne nous empêche pas de voir que de nouvelles formes de domination préparent déjà le sous-développement du futur. » ¹⁷⁶⁵

Les problèmes du développement et de l'industrialisation périphérique, notamment en rapport avec le contrôle croissant de la technologie par des firmes multinationales, occupent une place importante dans les réflexions de C. Furtado élaborées depuis son exil.¹⁷⁶⁶ À son arrivée en France, invité à prendre part dans un colloque organisé par la revue *Développement et civilisations*, Celso Furtado avait exposé ses réflexions sur les problèmes que pose le transfert des techniques, d'après son expérience en tant qu'expert des Nations Unies ainsi qu'à la tête de la SUDENE.¹⁷⁶⁷ En affirmant qu'une « technique naît toujours d'un besoin

la dette des pays du Tiers monde. Cf. Didier REISSER, « Pascal Arnaud. La dette du Tiers Monde » [compte-rendu], *Politique Étrangère*, vol. 49, n° 4, 1984 ; Pascal ARNAUD, *La dette du Tiers-Monde*, Paris, La Découverte, 1984.

¹⁷⁶² Cf. Pascal ARNAUD, *Estado y capitalismo en América Latina : casos de México y Argentina*, México, Siglo XXI, 1981, p. 6.

¹⁷⁶³ Cf. la préface de C. Furtado à : Pascal ARNAUD, *Amérique latine : la formation de l'économie nationale, Argentine et Mexique*, Paris, Publisud, 1983, p. 11.

¹⁷⁶⁴ *Ibid.*, p. 12.

¹⁷⁶⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶⁶ Voir, par exemple, *Subdesenvolvimento e estagnação na América latina*, *op. cit.*

¹⁷⁶⁷ Cf. Celso FURTADO, « Les conditions d'efficacité du transfert des techniques », *Développement et civilisations*, n° 26 [« La coopération internationale »], juin 1966, p. 21-22. Le colloque organisé par la revue *Développement et civilisations*, de l'IRFED, a eu lieu à Paris, le 20 novembre 1965.

concret »¹⁷⁶⁸, Furtado attire l'attention sur les difficultés inhérentes au transfert des techniques, aussi bien des techniques dérivées des sciences physiques (face à la diversité des problèmes réels) que de celles dérivées des sciences sociales (qui dépendent d'un contexte historique et culturel donné)¹⁷⁶⁹. Rappelant que le développement est un phénomène global (M. Byé) concernant des collectivités humaines, Furtado affirmait la nécessité de la participation de ces dernières dans tout effort visant à provoquer des changements de structure.¹⁷⁷⁰ D'un autre côté, le développement est, affirme-t-il, « essentiellement un problème de diffusion de la technologie »¹⁷⁷¹. La question fondamentale devient, dès lors, celle de la façon dont la technologie est transmise, assimilée et contrôlée. Furtado souligne que, dans les pays du Tiers monde, les activités qui assimilent la technologie moderne sont contrôlées de l'étranger ; de ce fait, compte tenu de l'excédent de main-d'œuvre limitant l'augmentation des salaires, les revenus tendent à se concentrer en faveur du capital étranger (engendrant une exportation de ressources sous forme de dividendes et intérêts). Dès lors, Furtado observe qu'une technologie peut être « faussement moderne pour un pays sous-développé »¹⁷⁷² dans la mesure où elle épargne de la main-d'œuvre et est coûteuse en ressources de capital. Toutefois, le choix de la technologie la plus rationnelle à employer se présente, dès lors, comme un problème technique, dont la solution serait « plutôt simple, si la décision peut être prise par les centres de décisions nationaux ».¹⁷⁷³

¹⁷⁶⁸ *Ibid.*, p. 22.

¹⁷⁶⁹ Furtado observe que l'expert international tend à se renfermer « sur son propre plan de rationalité », ignorant les réalités sociales, dont la connaissance est pourtant indispensable à l'acquisition d'une vision globale des problèmes. *Ibid.*

¹⁷⁷⁰ *Ibid.*, p. 21. En ce qui concerne l'aide technique à des projets de développement, d'après son expérience, Furtado considère que l'aide la plus efficace dans un processus de développement « provoqué » concerne l'étape d'études systématiques des ressources potentielles, d'identification des projets ; les pays sous-développés disposant de financements, l'élaboration et l'exécution subséquentes des projets ne présenteraient pas de problèmes. *Ibid.*, p. 22.

¹⁷⁷¹ Cf. l'intervention de Celso Furtado à la Table ronde « Système économique et types de société dans certains pays de l'Ouest », in *Quelle économie ? Quelle société ?* (Semaines sociales de France, 56^e session, Lille, 1969), Lyon, Chronique Sociale de France, 1970, p. 114. Prennent part à cette Table ronde : Paul Delouvrier, Bertrand de Jouvenel et Jacques Lautman. Elle est précédée d'un exposé du professeur Henri Bartoli, collègue de C. Furtado à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris : Henri BARTOLI, « Relations économiques et rapports sociaux dans les pays occidentaux », in *Quelle économie ? Quelle société ?*, *op. cit.*, p. 67-97. H. Bartoli y exprime des préoccupations très proches de celles de C. Furtado (dans son œuvre produite en exil et, spécialement, en France) lorsqu'en critiquant la société de consommation, il rappelle J. K. Galbraith et le conditionnement des consommateurs par les entreprises (*ibid.*, p. 84) ; de même, lorsqu'en référence à J. K. Galbraith et à F. Perroux, il souligne la négligence de la production de biens et services publics au profit de la production et de la différenciation des biens privés, engendrant une longue liste de « laissés pour compte de l'abondance » (*ibid.*, p. 90 et p. 91 pour la citation).

¹⁷⁷² Cf. l'intervention de Celso Furtado à la Table Ronde « Système économique et types de société dans certains pays de l'Ouest », *op. cit.*, p. 115. Plus loin dans son intervention, Furtado affirme que l'emploi d'une technologie peut être « rationnel au niveau de l'entreprise et irrationnel au niveau de la collectivité. C'est ce que nous appelons les critères de productivité au niveau social et les critères de productivité au niveau de l'entreprise. Il existe une contradiction qui est évidente dans les pays sous-développés et qui est à la source de beaucoup de gaspillages des ressources et de beaucoup de problèmes, responsables des freinages dans ces pays. » *Ibid.*, p. 116.

¹⁷⁷³ *Ibid.*, p. 116.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'évolution de l'industrialisation latino-américaine, le problème de l'accès au progrès technologique par les pays périphériques et celui du contrôle croissant du transfert technique par des firmes transnationales acquièrent une importance accrue. Dans les rapports des pays sous-développés avec les entreprises étrangères, Furtado discernait de nouvelles formes de dépendance externe. Dans ce sens, l'économie sous-développée étant soumise à l'importation de modèles de consommation (modernisation des styles de vie d'une minorité locale), le transfert de techniques jouera le rôle dynamisant pendant le processus de substitution d'importations. Dans les mots de l'auteur : « l'industrialisation des économies périphériques tend à prendre la forme d'une intégration croissante avec les grandes entreprises qui ont leur siège dans les centres dominants. »¹⁷⁷⁴ Il souligne, toutefois, que cette intégration ne conduit pas à une homogénéisation croissante de la structure du système global ; inversement, dans des conditions de sous-développement, une concentration croissante du revenu se produit, en raison de l'élévation du coefficient de capital requise par l'introduction de nouveaux produits.

Sous la direction de C. Furtado, quelques recherches doctorales seront menées concernant la problématique des entreprises étrangères en Amérique latine. Par exemple, la question du transfert de technologies industrielles sera étudiée dans la thèse élaborée par Jean-François Bijon¹⁷⁷⁵. Bijon privilégie le sujet de l'exportation de technologies industrielles par le moyen d'accords de concession de licences. Il constate que le transfert de technologie y reste exceptionnel : dans la mesure où le savoir-faire contenu dans les technologies licenciées continue d'être perfectionné dans les sociétés industrialisées, les licenciés essayeront d'assimiler une technologie déjà en période d'obsolescence. L'acquisition d'une licence d'une technologie ne correspond pas, avertit l'auteur, à la possibilité de « rattraper » celui qui a vendu la licence.¹⁷⁷⁶

Salvador Machado-Cordaro, à son tour, réalise des études, sous la direction de C. Furtado, abordant la présence étrangère dans l'industrie brésilienne.¹⁷⁷⁷ Il analyse historiquement la pénétration du capital étranger au Brésil jusqu'à la période du « miracle économique », ainsi que les conséquences de cette pénétration sur les flux des marchandises, des capitaux et technologique. Il observe, pendant la période du « miracle », une exportation

¹⁷⁷⁴ Cf. Celso FURTADO, *Théorie du développement économique*, 2^e éd., *op. cit.*, p. 207.

¹⁷⁷⁵ Cf. Jean-François BIJON, *Pratique et théorie de la vente de technologies industrielles*, Doctorat d'État ès Sciences économiques, Paris 1, 1978. Expert de la coopération internationale, J.-F. Bijon a eu des postes économiques et diplomatiques dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Liban, Madagascar, la Malaisie, entre autres. Cf. Jean-François BIJON, *Coopération au développement : les raisons de persévérer*, Paris, C. L. Mayer, 2011.

¹⁷⁷⁶ Cf. Jean-François BIJON, *Pratique et théorie de la vente de technologies industrielles*, *op. cit.*, p. 192.

¹⁷⁷⁷ Cf. Salvador CORDARO MACHADO, *Les investissements étrangers dans l'industrie manufacturière brésilienne : ses causes et son impact*, Doctorat 3^e cycle, Université Paris I, Institut d'études du développement économique et social. 1979.

de capital du centre vers le Brésil, identifiant une corrélation entre le développement d'un pays périphérique et l'apport de capital étranger ; il n'ignore toutefois pas que les surplus excessifs réalisés par les filiales des entreprises multinationales, malgré des réinvestissements sur place, sont exportés à d'autres unités du groupe.

Le rôle du capital étranger dans l'industrialisation brésilienne sera analysé dans une autre thèse de doctorat dirigée par C. Furtado. Dans ses recherches, José Carlos Vidal traite spécifiquement des investissements français au Brésil, après avoir analysé l'industrialisation brésilienne (1929-1978) depuis ses débuts jusqu'à la période d'accumulation accélérée. Sur l'apport financier étranger et, plus particulièrement, français, à l'expansion industrielle brésilienne, Vidal observe un impact négatif sur la balance des paiements du pays. Dès lors, les flux de sortie des liquidités internationales engendrés par les investissements français tendraient à réduire la capacité d'importation du pays. Dans ce sens, conclut l'auteur, les flux financiers de retour vers la France seraient disproportionnels par rapport aux flux d'entrée de capitaux à leur origine.¹⁷⁷⁸

A propos de la direction de recherches, C. Furtado affirme avoir privilégié celles concernant l'Amérique latine, en raison de sa connaissance directe de la plupart des pays de la région. Pour lui, la connaissance de la réalité était fondamentale à la réalisation de recherches en économie appliquée ; cette conviction le rendait, il l'estime, très exigeant lors de sa participation à des jurys de mémoires et thèses.¹⁷⁷⁹ Furtado se montre agacé par un certain « paternalisme colonial »¹⁷⁸⁰ qu'il identifie dans le traitement des latino-américains dans le milieu universitaire français, alors qu'il désirait, quant à lui, contribuer à la réalisation de recherches de haut niveau par ces étudiants.

Nonobstant le niveau d'exigence de ses cours, l'affluence d'étudiants y était très importante. Les latino-américains, en particulier, s'intéressaient à poursuivre des recherches complémentaires aux enseignements de Furtado ; l'auteur fait référence à des « dizaines de mémoires » et à des thèses ainsi produites.¹⁷⁸¹ Spécifiquement à propos des thèses, Furtado

¹⁷⁷⁸ Cf. José Carlos VIDAL, *Capital étranger et industrialisation : le cas des investissements français au Brésil*, Thèse de Doctorat en Économie du développement, Université de Paris 1, 1980.

¹⁷⁷⁹ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 185.

¹⁷⁸⁰ *Ibid.*

¹⁷⁸¹ *Ibid.*, p. 183. Il souligne, en outre, que certains de ses étudiants ont par la suite occupé des postes dans des universités, ainsi que dans le gouvernement de leur pays. D'après nos entretiens avec Mme. Furtado, nous pourrions citer, par exemple, le cas de Théodore Pangalos, ancien élève de C. Furtado à Paris, qui a été ministre des Affaires étrangères en Grèce ; Abdellatif Benachenhou, professeur et ministre des Finances en Algérie, ancien Secrétaire général de l'Association des économistes du Tiers monde, aurait également côtoyé C. Furtado à Paris (certains des livres écrits par Benachenhou intègrent la bibliothèque personnelle de C. Furtado, avec des dédicaces à ce dernier). Mme Furtado a souligné également la proximité de C. Furtado à Paris avec l'intellectuel égyptien Anouar Abdel-Malek (docteur de l'Université de Paris), avec lequel il travaillera au sein de l'Université des Nations Unies (UNU) à la fin des années 1970. Abdel-Malek rappelle que sa rencontre avec Celso Furtado,

observe que peu de latino-américains ont réussi à conclure leur recherche, certains ne pouvant pas rester à l'étranger pendant le temps requis.¹⁷⁸² L'engagement dans d'autres activités professionnelles pouvait également être à l'origine de l'interruption d'un projet de thèse, le cas du chilien Juan Somavía, futur Directeur général de l'Organisation internationale du travail (1999-2012) en étant un exemple. Suivant des études supérieures en développement économique (1964-1966) à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de l'Université de Paris, J. Somavía a été étudiant de C. Furtado, sous la direction duquel il avait l'intention d'élaborer une thèse portant sur le système général de préférences proposé par R. Prebisch à la première CNUCED.¹⁷⁸³ Lors de recherches dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), J. Somavía est invité à y travailler dans la préparation du Kennedy Round. En consultant son directeur de thèse, Somavía est conseillé d'accepter l'offre ; Furtado le considérait comme une personne d'action, qui aurait beaucoup à apprendre de cette expérience. Quant à la thèse qu'il avait l'intention d'écrire après la conclusion du Kennedy Round, Furtado lui manifeste son scepticisme tout en lui affirmant qu'il n'aurait pas besoin d'une thèse.¹⁷⁸⁴ A propos de la thèse qu'il n'a jamais écrite, Somavía affirme que, effectivement, « [il] n'en a jamais eu besoin comme une carte de présentation ». ¹⁷⁸⁵ Les enseignements et les conseils de C. Furtado auront ainsi eu une influence déterminante dans le parcours professionnel de J. Somavía ; il développera une longue carrière dans des organisations internationales, occupant des postes importants aux Nations Unies, ainsi que des fonctions liées au gouvernement chilien.

À l'exemple du travail doctoral de l'économiste Pierre Salama, qui a une profonde influence de C. Furtado, mais dont la direction ne lui incombe pas, les recherches doctorales menées par l'historien Luiz Felipe de Alencastro ont beaucoup bénéficié de la présence de C. Furtado à Paris. Personnellement, il bénéficie d'un contact rapproché, à partir des années 1970, avec C. Furtado, qui dépasse l'élaboration de sa thèse de doctorat¹⁷⁸⁶ et se poursuit plus

« éminent économiste politique » et « figure centrale du groupe d'avant-garde des intellectuels brésiliens » réfugiés à Paris, lui a ouvert les yeux sur le Brésil et l'Amérique latine, lui permettant d'apercevoir les similarités et les différences entre la façon de penser latino-américaine et l'égyptienne. Les deux intellectuels ayant gardé le contact après le retour de C. Furtado au Brésil, Abdel-Malek remémore avoir rendu visite à Furtado, alors ministre de la Culture (1985-1986), à Brasilia. Cf. Anouar ABDEL-MALEK, « Southern awakening », *Al-Ahram Weekly*, n° 742, 12-18 mai 2005.

¹⁷⁸² Cf. Celso Furtado, *Os ares do mundo*, op. cit., p. 186.

¹⁷⁸³ Cf. « The Oral History Interview of Juan SOMAVIA (2 October 2001) », in *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices*, op. cit. Sur la biographie et le parcours professionnel de l'ancien directeur général de l'OIT, on peut également consulter la page Internet de l'institution, <http://www.ilo.org>.

¹⁷⁸⁴ On pourrait rappeler que, dans sa jeunesse, C. Furtado ne manifestait pas d'attachement aux titres universitaires. Cf. Celso FURTADO, *A fantasia organizada*, op. cit., 102.

¹⁷⁸⁵ Cf. « The Oral History Interview of Juan SOMAVIA », op. cit., p. 15.

¹⁷⁸⁶ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, *Le commerce des vivants : traite d'esclaves et « Pax lusitana » dans l'Atlantique sud*, Thèse de doctorat en Histoire, Paris 10, 1986. Celso Furtado est désigné membre du jury de la thèse de doctorat de L. F. de Alencastro, élaborée sous la direction de Frédéric Mauro. La contribution de C. Furtado au travail de L. F. de Alencastro avait été celle d'un vrai co-directeur ; pour cette raison, son nom figure

tard au Brésil, lors du retour des deux intellectuels au pays. Furtado participera ainsi du jury de sa soutenance de *Livre Docência* (l'équivalent de l'Habilitation à diriger des recherches), en 1995, à l'Universidade Estadual de Campinas - UNICAMP, où enseignait alors le professeur Alencastro. C'est en suivant les conseils de C. Furtado et de Frédéric Mauro que L. F. de Alencastro affirme avoir proposé d'élargir le champ de recherches de la chaire d'Histoire du Brésil de l'Université Paris-Sorbonne, lorsqu'il l'assume, à l'Atlantique Sud et à l'Afrique lusophone.¹⁷⁸⁷ Au-delà de l'influence personnelle, L. F. de Alencastro met en relief le rôle fondamental - et souvent méconnu au Brésil - qu'a eu C. Furtado pour les étudiants et intellectuels à Paris, aussi bien pour les brésiliens que pour les latino-américains et européens.¹⁷⁸⁸

L'importance de la présence de Celso Furtado à Paris dépasse dès lors le cadre de la recherche universitaire. Dans cette période de montée des régimes autoritaires en Amérique latine, Furtado cherche à conserver un mode de vie discret à Paris, « évitant une implication excessive dans la diaspora brésilienne et latino-américaine, alors en rapide croissance ».¹⁷⁸⁹ Nonobstant, comme relate L. F. de Alencastro, beaucoup d'exilés arrivant en France dans des conditions difficiles (sans visa ou justificatif de séjour) ont bénéficié du soutien de Celso Furtado. En déclarant aux autorités qu'elles venaient étudier avec le Professeur Furtado, plusieurs personnes persécutées par la dictature ont pu entrer en France ; attentif à la montée des difficultés au Brésil, Furtado confirmait aux autorités françaises l'accueil de ces exilés en tant que ses étudiants, sans parfois même les connaître personnellement, mais ayant été informé de leur situation par d'autres personnes.¹⁷⁹⁰ Pierre Salama rappelle, à son tour, l'influence de Celso Furtado sur les réfugiés plus « radicalisés »¹⁷⁹¹ qui arrivent en France notamment à partir de la fin des années 1960. Étant un « réfugié de 1964 », Furtado aurait eu

parmi les membres du jury de la thèse, même si son départ à Bruxelles (en tant qu'ambassadeur du Brésil auprès de la Communauté Économique Européenne) ne lui permet pas d'être présent à la soutenance.

¹⁷⁸⁷ Titulaire de la chaire d'Histoire du Brésil de l'Université Paris-Sorbonne depuis 2000, M. Alencastro succède à la première titulaire de la chaire, Mme Kátia de Queirós Mattoso, après son départ à la retraite. Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « História, política e cultura », *Estudos Avançados*, vol. 25, n° 72, 2011, p. 235-247.

¹⁷⁸⁸ *Ibid.*, p. 237-238.

¹⁷⁸⁹ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 175.

¹⁷⁹⁰ Cf. C. BARBOSA, E. B. RIBEIRO, « Entrevista com o Professor Luiz Felipe de Alencastro », *Passages de Paris*, n° 1, 2005, p. 6. Ami personnel de Celso Furtado pendant leur séjour à Paris, le Professeur Alencastro arrive en France en 1966, après avoir obtenu une bourse d'études du gouvernement français, pour la réalisation de ses études universitaires.

¹⁷⁹¹ Selon les mots de Pierre Salama, dans un entretien accordé à l'auteur le 24 octobre 2011. Gilberto Mathias, étudiant brésilien lié à des mouvements politiques communistes, ayant dû se réfugier en France en 1969, serait un des brésiliens qui ont bénéficié de la présence de C. Furtado à Paris. Il vit à Paris jusqu'à son décès, en 1987, enseignant à l'IEDES (Paris 1). Il y développe des recherches en collaboration avec Pierre Salama (*L'État surdéveloppé*, Paris, Maspero, 1983), avec lequel il collabore également dans la revue *Critiques de l'Économie Politique*. Il soutient, en 1982, sous la direction de P. Salama, la thèse : *Critique des théories « exogénéiste » et « endogénéiste » du sous-développement : les spécificités de l'État et des régimes d'accumulation en Amérique latine* (Thèse de 3^e cycle, Sciences économiques, Paris 1).

le temps de réfléchir sur les événements en cours en Amérique latine, étant considéré comme un « penseur » par les réfugiés avec des positions politiques plus radicales¹⁷⁹². Furtado insiste, quant à lui, sur le fait que la lutte qu'il croyait lui échoir pendant ces années d'exil était celle à être menée « sur le plan des idées ».¹⁷⁹³

2.3 Les années 1970 : intensification de la circulation internationale de Celso Furtado

Si Furtado accordait beaucoup d'importance à la liberté de pensée, notamment comme moyen de « rompre le voile d'obscurantisme dans lequel la dictature était en train d'enrober la réalité brésilienne »¹⁷⁹⁴, il estimait également fondamental de faire circuler ses idées ; pour cela, le milieu universitaire était un vecteur privilégié. Dans les années 1970, surmontées quelques difficultés que l'administration nord-américaine imposait à sa circulation aux États-Unis, Furtado aura l'occasion d'y participer à des débats sur la situation latino-américaine, ainsi que d'enseigner, en 1972, à l'American University (Washington D. C.) et, en 1976, à Columbia University (New York). Il enseignera également à l'Université de Cambridge, en Grande-Bretagne, pendant l'année universitaire 1973-1974, et au Brésil, à l'Université Catholique de São Paulo, en 1975.

Vers la fin de la décennie, Furtado acceptera également un mandat de trois ans, à partir de 1978, au sein du Conseil Académique de l'Université des Nations Unies (UNU), créée à Tokyo, en 1972¹⁷⁹⁵. Au sein de l'UNU, Furtado participe notamment du Projet sur les alternatives socioculturelles du développement dans un monde en transformation.¹⁷⁹⁶ En tant

¹⁷⁹² Cf. Pierre Salama à l'auteur (Paris, 24 octobre 2011). Spécifiquement dans le cas du Brésil, la première vague d'exilés concernait notamment des personnalités liées au monde politique, alors qu'à partir de 1968, la radicalisation de la dictature contraint à l'exil des intellectuels et des personnalités liées aux médias et aux arts. Cf. Emmanuel GAROT, « Le Brésil des militaires à travers le regard français, 1964-1976 », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 23-24, 1994, p. 151-152.

¹⁷⁹³ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 175.

¹⁷⁹⁴ *Ibid.*, p. 192.

¹⁷⁹⁵ Quelque temps après la création de l'UNU, le nom de C. Furtado avait figuré parmi les candidats au poste de recteur de l'université, avec le soutien de gouvernements de pays du Tiers Monde et de l'Europe occidentale, mais sans le soutien du gouvernement de son propre pays ; à cette occasion, la dispute est favorable à un candidat nord-américain, soutenu par le gouvernement japonais. C. Furtado se dira soulagé par ce résultat, qui lui évite de « retourner au ballet des institutions internationales ». Indiqué une deuxième fois comme candidat au poste de recteur de l'UNU, en 1981, Furtado sollicite le retrait de son nom, en raison de l'ouverture politique qui se dessinait au Brésil et qui l'encouragerait à y retourner. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 294 ; voir aussi la lettre de Celso Furtado à Jorge Furtado, datée du 24 janvier 1975, citée dans : Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », *op. cit.*, p. 8 (pour la citation). Sur les impressions de C. Furtado sur l'économie et la société japonaises, voir ses annotations (datées de Kyoto et Tokyo, novembre 1978) retranscrites dans : Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 296-300.

¹⁷⁹⁶ Cf. Celso FURTADO, « Creatividad cultural y desarrollo dependiente », Tokyo, The United Nations University, 1981 ; Celso FURTADO, « De la ideología del progreso a la ideología del desarrollo », Tokyo, The United Nations University, 1981. Il s'agit notamment de réflexions qui intègrent l'ouvrage *Créativité et dépendance* (dont l'édition brésilienne est publiée en 1978).

que membre du Conseil de l'ONU, Furtado soutient que cette institution, expression de l'*intelligentsia* mondiale, s'engage dans des lignes de recherche concernant la « société globale », compte tenu de la croissante interdépendance entre les peuples. L'ONU lui semblait pouvoir constituer « un instrument valable pour la diffusion de l'idée selon laquelle nous devons passer de l'interdépendance à la solidarité. Et, avancer sur le plan des idées est la condition nécessaire pour progresser sur tous les autres plans. »¹⁷⁹⁷ Entre 1979 et 1982, Furtado intègre, également dans le cadre des Nations Unies, le Committee for Development Planning. Selon lui, cette commission était caractéristique d'une époque où « on croyait encore à l'importance de la politique et de la planification pour sortir du sous-développement » ; toutefois, comme Furtado le souligne, l'essor d'une contre-révolution économique était déjà perceptible, qui allait « transformer le monde en une seule économie ».¹⁷⁹⁸

Invité à organiser des cours sur la théorie du développement et sur l'économie latino-américaine à l'American University, Furtado y passera un semestre en 1972.¹⁷⁹⁹ Le séminaire sur le sous-développement économique qu'il dirige au Département d'Économie de cette université, à l'automne 1972, est organisé autour de dix points de discussion, pour lesquels la bibliographie pertinente est indiquée par Furtado.¹⁸⁰⁰ Le séminaire débute par une discussion sur la science économique et le sous-développement, appuyée sur des textes de R. Prebisch, D. Seers, P. Streeten, H. Myint et E. Stephen. Furtado propose ensuite la discussion du sous-développement dans une perspective historique, ainsi que des caractéristiques structurelles du

¹⁷⁹⁷ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 294 et 296 (citation). Nonobstant, dans un entretien daté de 2000, Furtado souligne les difficultés imposées aux débuts de l'ONU par les Japonais, qui avaient financé l'institution (« pour avoir du prestige sur le plan international ») et cherchaient à la soumettre à un certain contrôle. Furtado affirme : « Ils n'avaient pas de connaissances directes de la réalité internationale sur le plan économique, alors que l'Université devait être internationale. Ils regardaient trop du côté japonais. » Cf. « The Oral History Interview of Celso FURTADO (7 January 2000) », *op. cit.*, p. 10 et 11 (citation).

¹⁷⁹⁸ *Ibid.*, p. 12. Et Furtado d'ajouter : « Alors la responsabilité des États était énorme dans le cadre des pays en construction. Or, arrive alors la primauté du marché (du marché monétaire) qui conduit à la globalisation de l'économie mondiale, et l'Amérique Latine est condamnée à passer à la globalisation aussi. Avec la globalisation, la souveraineté s'annule. » *Ibid.*, p. 13.

¹⁷⁹⁹ Ce séjour aux États-Unis est également l'occasion pour Furtado de rencontrer l'entrepreneur brésilien Fernando Gasparian, qui lui expose son projet de publier, à Rio de Janeiro, un « hebdomadaire d'idées ». Le rôle de Furtado dans ce projet serait la discussion de la politique économique brésilienne (poursuivant ses réflexions publiées dans *Análise do « modelo » brasileiro*), laquelle était en train d'être exposée comme un modèle à être suivi par les pays du Tiers monde. Furtado rejoint le projet de l'hebdomadaire *Opinião* (qui survivra pendant cinq ans aux persécutions de la dictature) ; il contribue également à l'établissement d'accords avec *Le Monde* et autres publications internationales permettant la reproduction d'articles dans l'hebdomadaire brésilien. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 213. Luciano Martins souligne en outre le rôle de Violeta Gervaiseau dans l'accord passé avec *Le Monde*, et la disposition d'Hubert Beuve-Méry d'aider l'opposition brésilienne ; ami de F. Gasparian, F. H. Cardoso aurait également contribué activement à *Opinião*. Cf. Brigitte Hersant LEONI, *Fernando Henrique Cardoso : le Brésil du possible*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 119-121.

¹⁸⁰⁰ Cf. le programme du séminaire, consulté dans les archives personnelles de C. Furtado : Celso Furtado, « Seminar in economic underdevelopment », « Outline and bibliography », The American University, Department of Economics, Fall 1972.

sous-développement. La question des structures agraires dans le développement et les possibilités de transformation des économies sous-développées (concernant spécifiquement le commerce extérieur et le processus d'industrialisation) sont les trois points traités par la suite. Le septième point de discussion proposé par Furtado concerne la répartition du revenu et, plus particulièrement, la plus-value dans les pays sous-développés ; pour cette discussion, il propose des textes des cambridgiens N. Kaldor et J. Robinson, de P. Baran, de C. Bettelheim, ainsi que son propre livre *Economic development of Latin America*. Les rapports entre le sous-développement et la dépendance externe sont ensuite analysés à l'appui de textes sur l'impérialisme (R. Luxembourg, R. Hilferding, V. Lénine, S. Amin, A. Emmanuel, entre autres). Les inégalités dans les taux de croissance (les tendances à la stagnation) sont également traitées par Furtado, dont le cours s'achève par une analyse du fossé grandissant entre pays développés et sous-développés.

Les sujets traités dans ce séminaire à l'American University concernaient notamment des questions présentes dans deux des livres de l'auteur, publiés récemment en français (1970) et qui servaient de base pour les cours donnés par Furtado à Paris : *Economic development of Latin America* et *Teoria y politica del desarrollo económico*.¹⁸⁰¹

Toutefois, ses recherches récentes concernant la période de croissance accélérée qui avait lieu au Brésil sous la dictature militaire¹⁸⁰² ne seront pas absentes des discussions menées par l'auteur pendant ce séjour aux États-Unis. Dans un recueil publié par C. K. Wilber, en 1973, concernant la politique économique du développement et du sous-développement¹⁸⁰³, figureront deux textes produits par C. Furtado pendant ce séjour à Washington. Le premier, « The concept of external dependence in the study of underdevelopment » correspond à l'article présenté par l'auteur à la conférence de l'Union for Radical Political Economics, à Washington, D. C., le 10 novembre 1972.¹⁸⁰⁴ Le deuxième,

¹⁸⁰¹ Il s'agit ici des titres indiqués dans la bibliographie du séminaire, qui correspondent aux ouvrages publiés en France, *L'Amérique latine - politique économique de l'Amérique latine* et *Théorie du développement économique* (l'ouvrage n'ayant pas de traduction en anglais, la traduction en espagnol est indiquée par Furtado). Sont également indiqués ses livres *Development and underdevelopment* [Développement et sous-développement] et *Obstacles to development in Latin America*. Ce dernier, publié en 1970, correspond au livre publié cette même année en France, *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique Latine* (composé de textes extraits de *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina* et *Um projeto para o Brasil*).

¹⁸⁰² Furtado avait passé trois mois au Brésil, en 1971, afin de prendre contact direct avec la réalité brésilienne de la période qui sera connue comme le « miracle » brésilien. Pendant ce séjour, il acquiert des publications officielles et établit des contacts avec d'autres économistes brésiliens. À son retour à Paris, il rédige deux essais qui composeront l'ouvrage *Análise do « modelo » brasileiro*, publié en 1972. Tenant compte de la censure qui régnait au Brésil, Furtado affirme avoir décidé d'approcher des questions telles que la compression des salaires et la concentration des revenus d'un point de vue technique dans ces essais. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 209.

¹⁸⁰³ Cf. Charles K WILBER (éd.), *The political economy of development and underdevelopment*, New York, Random House, 1973.

¹⁸⁰⁴ Une version antérieure de cette discussion se trouve dans : Celso FURTADO, « Dépendance externe et théorie économique », *L'homme et la société*, n° 22, oct.-déc. 1971.

« The brazilian ‘model’ of development », mis sous forme écrite spécifiquement pour être publié dans ce recueil, a son origine dans un exposé présenté par Furtado dans son séminaire à l’American University.¹⁸⁰⁵

Le cas du « miracle » économique brésilien sera également discuté par Furtado, lors de ce séjour aux États-Unis, dans le cadre d’un séminaire organisé à l’Université de Boston, en septembre 1972, par Paul Rosenstein-Rodan. Organisé autour de la question *Quo vadis ?*, le séminaire cherchait à débattre la situation latino-américaine ; y ont pris part, entre autres, des anciens chefs d’État, tels qu’Eduardo Frei, du Chili, et Carlos Lleras Restrepo, de la Colombie, ainsi que des spécialistes en économie latino-américaine.¹⁸⁰⁶ L’intervention de Furtado, cherchant à répondre à la question « où va l’Amérique latine ? », a été considérée comme pessimiste, vraisemblablement marquée par son analyse de la situation brésilienne. Alors que Furtado dénonçait la concentration du revenu et les déformations sociales engendrées, ses interlocuteurs, notamment les nord-américains, louaient les niveaux de croissance économique et la stabilité politique atteints par le Brésil. Du point de vue de Furtado, l’industrialisation périphérique s’est réalisée au profit de minorités locales habituées aux modes de vie des pays riches, et sous le contrôle technique et financier des entreprises multinationales.¹⁸⁰⁷ En s’appuyant sur l’exemple brésilien, il s’oppose à l’interprétation de la concentration du revenu comme étant un facteur nécessaire à l’augmentation des taux d’investissement. Au Brésil, au contraire, la forte concentration du revenu pendant les années 1960 n’aurait pas contribué à l’augmentation du taux d’épargne, mais à la diversification de la consommation d’une minorité de la population ; c’est donc à l’endettement à l’étranger que Furtado attribue l’accroissement des investissements vérifié au Brésil. Dès lors, Furtado met en relief plusieurs problèmes engendrés par le modèle de croissance en vigueur au Brésil : outre les projections de l’endettement dans l’avenir, il signale la perte de contrôle du pays sur les secteurs les plus dynamiques de son système productif, la question de la dépendance technologique, ainsi que l’aggravation des disparités régionales.¹⁸⁰⁸ Il exprime ainsi son opinion sur ce modèle :

« ce type de croissance, basée sur la reproduction des formes de vie en permanente mutation des pays qui se trouvent dans une phase d’accumulation très avancée, et le mimétisme culturel en faveur d’une minorité, promeuvent des conditions sociales qui ne peuvent ne pas préoccuper les personnes légitimement intéressées par l’avenir du pays. Je parle de *croissance économique*, car je ne peux pas accepter qu’on appelle ce processus

¹⁸⁰⁵ Ce texte sera publié en français, en 1973, sous le titre « Le modèle brésilien » (*Revue Tiers-Monde*, vol. 14, n° 55, juil.-sept. 1973) ; il intégrera également le livre *O mito do desenvolvimento econômico* (*op. cit.*, chap. 3), publié au Brésil en 1974 et en France en 1976 (*Le mythe du développement économique*, *op. cit.*).

¹⁸⁰⁶ Nous suivons ici les informations, ainsi que la transcription de l’intervention de C. Furtado, présentées dans ses mémoires : Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 240-248.

¹⁸⁰⁷ *Ibid.*, p. 245.

¹⁸⁰⁸ *Ibid.*, p. 246.

développement. Par exemple, sommer le revenu gaspillé de ceux qui en ont déjà beaucoup avec le peu qu'ont ceux qui arrivent à satisfaire leurs besoins élémentaires est beaucoup plus qu'un artifice statistique, c'est une mystification. »¹⁸⁰⁹

Plus généralement, en ce qui concerne l'Amérique latine, Furtado observe que la domination culturelle exercée par les pays du centre sur ceux de la périphérie, fruit de l'incapacité de ces derniers à percevoir les spécificités de leur propre histoire (notamment celles engendrées par leur industrialisation tardive), entrave toute pensée politique créatrice. À ce sujet, il affirme : « Nous [les latino-américains] insistons à analyser notre réalité sur la base de catégories conçues par des penseurs qui ne captent pas nos spécificités. [...] Le génie politique est propre des peuples qui ont une lucide perception du sens de leur histoire. »¹⁸¹⁰ Dans ce sens, la manifestation de la volonté de la population serait fondamentale dans l'identification des problèmes sociaux ; autrement, il avertit, l'identification des problèmes incombant exclusivement à des minorités privilégiées, le développement continuera d'être confondu avec l'expansion de la consommation somptuaire. Il attire également l'attention sur l'importance de l'existence d'une société ouverte au dialogue et à la participation ; il souligne surtout l'importance du dialogue avec les nouvelles générations, dont le désir de lutte serait fondamental à l'avenir d'un peuple. Ceci dit (et vraisemblablement en référence à la répression en vigueur au Brésil), il achève son intervention en posant la question : « *Quo vadis*, si tu te supprimes le futur ? »¹⁸¹¹

Profond connaisseur de la réalité latino-américain, Furtado était fréquemment invité à apporter sa contribution à des rencontres scientifiques et à des débats dans la région. En 1972, Dudley Seers, de l'Institut d'études du développement de l'Université de Sussex, en Angleterre, organise un débat à Santiago du Chili, du 25 mars au 2 avril, sur « La voie chilienne vers le socialisme : expérience passée et perspectives futures ». Celso Furtado, membre du conseil directeur de cet institut, s'engage dans cette initiative, appuyée par le gouvernement chilien, et prend part à plusieurs débats avec des membres du gouvernement de l'Unité Populaire de S. Allende.¹⁸¹² Furtado interprétait la situation présente du Chili comme une conséquence du tournant idéologique vers la gauche observé en Europe et aux États-Unis à la fin des années 1960 ; au Chili, toutefois, la confrontation idéologique se produisait entre l'Unité Populaire (de racines marxistes) et la démocratie-chrétienne (soutenant un réformisme social avancé).¹⁸¹³ Furtado perçoit au Chili, à cette occasion, un certain sentiment d'insécurité par rapport à l'avenir, et l'absence d'un authentique leadership de la part d'Allende. Des

¹⁸⁰⁹ *Ibid.* (c'est nous qui soulignons).

¹⁸¹⁰ *Ibid.*, p. 242.

¹⁸¹¹ *Ibid.*, p. 248.

¹⁸¹² Furtado livre ses impressions sur ce séjour au Chili, en 1972, dans : *ibid.*, p. 232-237.

¹⁸¹³ *Ibid.*, p. 232.

problèmes concernant l'efficacité du système économique ont été soulignés par Furtado, qui voyait dans la productivité en baisse un des résultats du déclin de la capacité d'importation du pays. La déformation du sous-développement y apparaissait, par exemple, dans la rareté du facteur capital combinée à un coefficient de capital par travailleur élevé dans des secteurs-clés de l'économie. Si des préoccupations subsistaient, Furtado a pu observer une confiance généralisée dans la stabilité des institutions et dans le professionnalisme des Forces armées ; il affirme que personne n'envisageait alors que le Chili « pouvait régresser à la pratique du coup d'État dans le plus grossier style latino-américain. »¹⁸¹⁴

Au Venezuela, en juillet 1974, Furtado collabore à l'organisation d'un projet universitaire visant à la préparation de spécialistes en politique publique économique. En plein boom pétrolier, le gouvernement vénézuélien visait à la formation de cadres supérieurs capables de relever le défi posé par l'abondance de ressources qui affluaient aux caisses de l'État. À la demande du président Carlos Andrés Pérez, qui l'avait invité à une réunion avec son équipe économique, C. Furtado élaborera un document exprimant son opinion sur les perspectives du pays, animé par la possibilité de contribuer à une éventuelle expérience de rupture de la barrière du sous-développement en Amérique latine.¹⁸¹⁵ Il s'agissait, selon Furtado, de savoir si, disposant de ressources suffisantes pour le dépassement du sous-développement, les vénézuéliens seraient-ils en mesure de les employer à cette fin.¹⁸¹⁶ Dans ses « Notes sur l'économie vénézuélienne »¹⁸¹⁷, Furtado attire l'attention sur des caractéristiques de ce système économique, qui reflétaient l'utilisation de l'excédent pétrolier du quart de siècle précédent : faible productivité (exclut le secteur pétrolier), faible niveau de la charge fiscale, ainsi qu'une haute concentration du revenu. L'auteur conclut : « C'est un système économique-social fondamentalement orienté vers la consommation et le gaspillage. D'où découle une extraordinaire diversification des modèles de consommation, ce qui a des effets négatifs secondaires sur la productivité. »¹⁸¹⁸ Il rappelle que le sous-développement peut se reproduire, à l'exemple du Brésil des années 1970, malgré des taux élevés de croissance. Dès lors, s'impose une stratégie de développement attentive aux spécificités du

¹⁸¹⁴ *Ibid.*, p. 234.

¹⁸¹⁵ Furtado souligne (*ibid.*, p. 254) qu'il n'avait pris aucun engagement formel envers le gouvernement vénézuélien, et qu'il n'accepterait aucune rémunération pour ce travail. L'hebdomadaire *Opinião* rapporte une visite de C. Furtado au Brésil, en juillet 1974, où il participe à une réunion de la SBPC (Société Brésilienne pour le Progrès de la Science), à Recife, et lance son ouvrage *O mito do desenvolvimento econômico* dans diverses capitales du pays. *Opinião* informe que l'économiste arrivait du Venezuela où il intégrait l'équipe qui élaborait un plan de gouvernement pour Carlos Andrés Pérez. Cf. « O mito do desenvolvimento econômico. Celso Furtado », *Opinião*, n° 90, 29 juillet 1974, p. 2.

¹⁸¹⁶ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 254.

¹⁸¹⁷ Datées de Caracas, le 10 septembre 1974, les observations de Furtado sur l'économie vénézuélienne sont restées inédites jusqu'à leur reproduction dans le troisième volet des mémoires de l'auteur, en 1991. Voir : Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 255-265.

¹⁸¹⁸ *Ibid.*, p. 257.

pays. Attirant l'attention sur le fait que le Venezuela ne pourrait pas être considéré comme *développé* sans atteindre une plus grande homogénéisation sociale, Furtado affirmait :

« On ne doit pas perdre de vue que ce pays ne reproduira pas le modèle historique de développement qu'ont connu les actuels pays développés. Dans ces derniers, l'homogénéisation sociale a surgi en grande mesure comme un sous-produit de l'élévation du revenu moyen, ce qui a été possible parce que l'évolution de la demande n'a pas reproduit des modèles de consommation copiés de sociétés beaucoup plus riches et parce que n'existait pas la tendance structurelle à la concentration du revenu. »¹⁸¹⁹

Les disciples de Celso Furtado ne se limitant pas aux latino-américains et français, l'auteur aurait également influencé le milieu intellectuel portugais. En pleine Révolution des Œillets, Furtado est invité à apporter sa contribution aux débats alors en cours sur les stratégies de développement des militaires du Mouvement des Forces Armées (MFA). L'invitation de la part du Premier ministre Vasco Gonçalves aurait été transmise à Celso Furtado, à Paris, par l'économiste Mário Murteira, ministre des gouvernements provisoires suite au 25 avril 1974 (chute du régime salazariste), et professeur de l'ISCTE (Institut Supérieur de Sciences du Travail et de l'Entreprise), à Lisbonne.¹⁸²⁰ En rapportant cette visite au Portugal dans ses mémoires, Furtado affirme avoir répondu à une invitation de ses anciens étudiants de l'Université de Paris, alors occupant des postes de direction dans les universités portugaises.¹⁸²¹ En tout cas, arrivant à Lisbonne début octobre 1974, Furtado aura des activités aussi bien au sein des universités qu'avec le milieu politique. Les leaders du MFA auraient profité de sa présence pour promouvoir un ample débat d'idées, avec la confrontation de divers courants doctrinaires. Furtado présente des conférences dans l'Université Catholique, dans l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale et dans l'Institut Supérieur d'Économie, auxquelles s'ensuivent des débats. Les débats au sein de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale sont présidés par le Premier ministre et y prennent part les membres de son cabinet ainsi qu'un groupe d'officiers du MFA. Considérant que le but de

¹⁸¹⁹ *Ibid.*, p. 262. Celso Furtado retourne au Venezuela, en octobre 1978, avec l'objectif d'inaugurer un programme de doctorat en sciences sociales au sein du CENDES (Centre d'études du développement, conçu par le chilien J. Ahumada et consacré à la recherche sur la planification) ; il y dirige un séminaire, suivi par des économistes, sociologues, ingénieurs et historiens. Furtado décrit alors la situation qu'il rencontre au Venezuela comme un spectacle d'irrationalité : accroissement de la consommation de toutes les classes sociales, mais surtout des classes aisées, augmentation du coefficient d'importations du pays (forte augmentation de l'importation de biens de consommation courante et de biens de luxe), augmentation de l'inefficacité des services et gaspillage de ressources. Les notes de Furtado sur ce séjour au Venezuela, datées de Caracas, octobre 1978, sont publiées dans : *ibid.*, p. 265-272.

¹⁸²⁰ Cf. José Manuel ROLO, « Entrevista a Mário Murteira », *Análise Social*, vol. XLVI, n° 200, 2011. Murteira rappelle qu'un économiste portugais réputé de sa génération, Alfredo de Sousa, avait travaillé avec Celso Furtado pendant la préparation de son doctorat à la Sorbonne. Toutefois, la thèse d'Alfredo de Sousa a probablement été dirigée par Gaston Leduc, qui signe la préface du livre issu de la thèse (de Sciences économiques, 1967), et auquel se dirigent les remerciements de l'auteur. Cf. Alfredo de SOUSA, *Fonctions de consommation dans les économies africaines*, Paris, Éditions Cujas, 1970.

¹⁸²¹ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 273.

la révolution en cours était la modernisation du pays, Furtado passe le message suivant : « Le chemin pour avancer passe par un projet social fondé en stricte discipline des dépenses en consommation. [...] On ne peut pas ignorer que la productivité moyenne, au Portugal, est un tiers de celle de l'Europe occidentale, et que c'est cette productivité qui détermine la disponibilité de biens et services. »¹⁸²² Furtado est invité à un banquet dans la résidence du Premier ministre, auquel prennent part également le président de la République et plusieurs ministres. Dans l'importance accordée à sa visite, Furtado discerne l'intention de la part des nouveaux leaders du pays de manifester leur mésestime envers les autorités brésiliennes, tout en démontrant leur appréciation envers le Brésil.

Pendant l'année universitaire 1973-1974, Furtado enseigne à l'Université de Cambridge, en Grande-Bretagne, où il occupe la chaire Simon Bolívar¹⁸²³. Cambridge constituait pour Furtado, depuis les années 1950, une « référence essentielle ». Il y avait côtoyé R. Kahn, J. Robinson, N. Kaldor et P. Sraffa, des disciples de Keynes qui lui ont permis de « [se] vacciner contre les formes insidieuses de monétarisme qui stérilisent la pensée économique contemporaine, la vidant de toute préoccupation avec le social. »¹⁸²⁴ Maintenant, chargé d'un cours sur la problématique du développement, Furtado y expose ses idées élaborées depuis les années 1960 concernant « la spécificité du sous-développement et la nécessité de partir d'une vision globale des relations internationales et du processus de propagation du progrès technologique. »¹⁸²⁵

Des exilés brésiliens ont pu bénéficier de la présence de C. Furtado à Cambridge pendant l'année universitaire 1973-1974, à l'exemple de José Serra et Lourdes Sola, jusque-là exilés au Chili. Après le coup d'État du 11 septembre 1973, l'économiste brésilien José Serra part en Angleterre afin d'étudier à Cambridge. Il y rejoint Celso Furtado, alors professeur invité, qui l'accueille et l'oriente par rapport à la poursuite de ses études.¹⁸²⁶ L'économiste brésilienne Lourdes Sola aurait également bénéficié de la présence de C. Furtado à Cambridge pour la conclusion de ses recherches sur la politique économique de la correction monétaire

¹⁸²² *Ibid.*, p. 274 (notes de C. Furtado datées de Lisbonne, le 16 octobre 1974). À la demande du Premier ministre, le général Vasco Gonçalves, Furtado synthétisera les idées qu'il avait exposées lors de ses conférences. Ces notes, intitulées « L'économie portugaise : tendances structurelles et perspectives », il les enverra au gouvernement portugais. Furtado reproduit ce texte inédit dans : *ibid.*, p. 277-284.

¹⁸²³ Créée par une initiative du gouvernement vénézuélien, la Chaire Simon Bolívar, de l'Université de Cambridge, était consacrée à l'étude des économies sous-développées. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 254.

¹⁸²⁴ *Ibid.*, p. 222.

¹⁸²⁵ *Ibid.*

¹⁸²⁶ J. Serra décidera finalement de poursuivre ses études doctorales à l'Université Cornell, aux États-Unis. Cf. l'entretien de José SERRA publié dans : Guido MANTEGA, José M. REGO, *Conversas com economistas brasileiros II*, São Paulo, Editora 34, 1999. J. Serra s'engage, après son exil, dans la vie politique brésilienne, étant gouverneur de l'État de São Paulo et candidat à la présidence du pays.

au Brésil. Furtado contribuera, en outre, à la réalisation du travail doctoral de L. Sola à Oxford, en lui accordant des entretiens, abondamment cités par l'auteur dans sa thèse sur la politique économique de la période 1945-1964.¹⁸²⁷

Ce séjour à Cambridge, pendant lequel Furtado participe à plusieurs séminaires, est l'occasion pour lui de discuter l'idée de reconstruction de l'économie politique, ainsi que de réorganiser ses propres idées. Le travail intellectuel alors réalisé aboutira à l'élaboration d'ouvrages qui marquent un tournant dans l'œuvre de l'auteur. *O mito do desenvolvimento econômico*, *Prefácio a nova economia política*, *Criatividade e dependência* et *Pequena introdução ao desenvolvimento*¹⁸²⁸ paraissent alors entre 1974 et 1980, proposant un nouveau cadre conceptuel à l'étude de l'Économie, ainsi qu'introduisant de nouvelles questions, et notamment la question culturelle, dans l'étude de la problématique du sous-développement.¹⁸²⁹

Ayant repris ses droits politiques au Brésil, en avril 1974, Furtado acceptera une invitation de l'Université Catholique de São Paulo (PUC-SP) pour y donner un cours sur l'Économie du développement, en 1975. Cette possibilité ouverte à l'insertion de Celso Furtado dans le milieu universitaire brésilien aurait pu marquer la reprise de ses activités professionnelles au Brésil et, éventuellement, la fin de son exil. Compte tenu du contexte politique au Brésil, ce cours à São Paulo, entre juin et septembre 1975, s'avère être la seule expérience d'insertion de C. Furtado dans le corps d'enseignants d'une université brésilienne.¹⁸³⁰ Après dix années de son départ du Brésil, Furtado manifestait le désir de retourner vivre au Brésil, tout en conservant ses liens avec Paris, où il maintiendrait des activités universitaires ; pour cela, son activité d'enseignement à Paris avait été concentrée sur un seul semestre. Les premiers contacts entre la PUC-SP et C. Furtado remontaient à 1973,

¹⁸²⁷ Cf. les informations contenues dans le profil de L. Sola, membre de l'Académie brésilienne des sciences, publiées sur <http://www.abc.org.br/~lsola>. Une version de la thèse de doctorat soutenue par l'auteur à Oxford, en 1982, a été publiée au Brésil, en 1998. Dans cet ouvrage, L. Sola analyse la période de la démocratie populiste brésilienne, entre 1945-1964, réalisant une reconstruction intellectuelle de la période et une analyse politique des successives politiques économiques adoptées. Cf. Lourdes SOLA, *Idéias econômicas, decisões políticas*, op. cit.

¹⁸²⁸ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit., p. 223. Les références pour les ouvrages de C. Furtado cités sont : *O mito do desenvolvimento econômico*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1974 [*Le mythe du développement économique*, trad. E. Treves, Paris, Anthropos, 1976] ; *Prefácio a nova economia política*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1976 [Préface à la nouvelle économie politique ; ouvrage non traduit en français] ; *Criatividade e dependência na civilização industrial*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1978 [*Créativité et dépendance*, trad. J. Peffau, Paris, Presses Universitaires de France/IEDES, 1981] ; *Pequena introdução ao desenvolvimento - um enfoque interdisciplinar*, São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1980 [*Brève introduction au développement : une approche interdisciplinaire*, trad. A. Sid Ahmed, Paris, Publisud, 1989].

¹⁸²⁹ Nous analyserons ces ouvrages en détail par la suite.

¹⁸³⁰ Nous suivons ici le texte élaboré par Mme Furtado, basé sur les archives personnelles et, notamment, la correspondance de Celso Furtado, publié comme introduction au deuxième volume de la collection Archives Celso Furtado. Cf. Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », in C. FURTADO, *Economia do desenvolvimento : curso ministrado na PUC-SP em 1975*, Rio de Janeiro, Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2008 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 2).

quand cette université avait manifesté l'intérêt de lui accorder la direction de son institut d'économie.¹⁸³¹

Furtado avait initialement proposé le mois d'avril 1975 pour le début de ses cours au Brésil. D'après sa correspondance avec le président de la PUC, Geraldo Ataliba, Furtado comptait rester de quatre à cinq mois au Brésil. Les cours ne pourront finalement débiter qu'au mois de juin, en raison de contretemps politiques.¹⁸³²

Suivi par deux cents étudiants diplômés (surtout des économistes) et professeurs (de l'Université de São Paulo, de l'Université Catholique et de la Fondation Getúlio Vargas), le cours de C. Furtado débute le 3 juin.¹⁸³³ Il envisageait, avec ce cours, un triple but : la formation (exposé de questions théoriques), l'information (analyse de l'actualité des pays sous-développés) et la réflexion collective entre professeur et étudiants.¹⁸³⁴

Basé sur des thèmes de travail de Furtado, le cours présentait des idées qui se trouvaient développées dans les propres livres de l'auteur. Les notes rédigées pour son cours d'Économie du développement, à l'Université de Paris 1, ont servi de base pour les notes élaborées pour l'exposition de certains thèmes à São Paulo ; c'est le cas notamment du premier cours¹⁸³⁵, comprenant le concept d'économie nationale (décisions économiques et politiques), le problème de la dépendance, le rôle du progrès technologique, l'excédent économique et son appropriation.¹⁸³⁶

¹⁸³¹ Pedro Calil Padis, jeune économiste brésilien exilé à Paris, alors enseignant à l'IEDES, avait transmis cette invitation de la PUC à C. Furtado. *Ibid.*, p. 12.

¹⁸³² Des doutes existaient concernant l'éventualité de l'arrestation de C. Furtado à son arrivée au Brésil. L'Université Catholique a dû s'assurer auprès des cercles politiques à Brasília qu'aucune menace ne pesait sur C. Furtado avant de confirmer son voyage. Cette préoccupation n'était pas sans fondements, car, comme le rappelle Rosa Furtado, malgré la détente [distensão] politique annoncée par le président E. Geisel, l'année 1975 sera marquée par l'arrestation et l'assassinat du journaliste Wladimir Herzog (en octobre, après le retour de C. Furtado à Paris). *Ibid.*, p. 12-14.

¹⁸³³ L'économiste et futur ministre Luiz Carlos Bresser-Pereira est parmi les professeurs qui assistent aux cours de Furtado. L'un de ces cours, sur l'industrialisation périphérique, enregistré et retranscrit, intégrera la bibliographie du cours donnée par Bresser-Pereira à la Fondation Getúlio Vargas. Ce texte a été publié dans le deuxième volume de la collection Archives Celso Furtado : Celso FURTADO, « A industrialização periférica », in C. FURTADO, *Economia do desenvolvimento*, *op. cit.*, p. 155-170.

¹⁸³⁴ Cf. Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », *op. cit.*, p. 11. L'activité de Furtado consistait en un cours magistral les mardis et des séminaires les mercredis et les jeudis (avec des groupes de vingt-cinq personnes). Le manuscrit du cours donné par Celso Furtado à la PUC-SP, en 1975, était conservé dans les archives personnelles de l'auteur. Comprenant le programme du cours, des textes concernant chacun des seize thèmes traités, les thèmes de discussion des trois premiers séminaires, ainsi que quelques notes sur des points à être exposés, le manuscrit du cours d'Économie du développement de Celso Furtado est publié, dans sa forme originale, dans : Celso FURTADO, « Economia do desenvolvimento », in C. FURTADO, *Economia do desenvolvimento*, *op. cit.*, p. 27-139.

¹⁸³⁵ Cf. Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », *op. cit.*, p. 19.

¹⁸³⁶ La lecture de son livre *Teoria e política do desenvolvimento econômico* (5^e éd. brésilienne, les éditions précédentes étant incomplètes) est recommandée à ceux non familiarisés avec la théorie du développement. Il est à noter qu'une 2^e éd. française (revue et augmentée) de l'ouvrage *Théorie du développement économique* est publiée en 1976 ; ce livre avait été publié pour servir de base aux cours d'économie du développement donnés par Furtado à l'Université de Paris. Pour le cours à São Paulo, aucune bibliographie n'est indiquée, mais des chapitres précis des ouvrages de Furtado seraient suggérés au long des cours, contenant des bibliographies supplémentaires. Cf. Celso FURTADO, « Economia do desenvolvimento », *op. cit.*, p.30.

Les thèmes développés dans le cours de 1975 étaient présents notamment dans l'ouvrage *Théorie du développement économique*, qui venait d'avoir une cinquième édition (revue et augmentée) au Brésil, et dans son ouvrage sur l'économie latino-américaine, dont une édition revue et augmentée serait également publiée en 1976¹⁸³⁷. Spécifiquement sur les entreprises transnationales, Furtado reprend dans ses cours à la PUC des questions traitées auparavant dans *Um projeto para o Brasil*¹⁸³⁸. Il présente également des thèmes qui seront plus développés dans *Prefácio a nova economia política*, publié en 1976.¹⁸³⁹

Débutant par une exposition des éléments d'une théorie du développement économique, C. Furtado présente ensuite une vision globale du système capitaliste, ainsi que les rapports centre-périphérie, pour arriver à la présentation des éléments d'une théorie du sous-développement.

Du cinquième au huitième cours, l'auteur traite spécifiquement des pays latino-américains : il présente d'abord la formation de leur matrice institutionnelle (héritage colonial et formation des États nationaux), passant ensuite à une typologie des structures agraires et, enfin, à la présentation des essais de réforme agraire en Amérique latine. L'auteur approche, à partir de la neuvième séance de cours, la question de l'industrialisation latino-américaine, d'abord dans le cadre de l'ancien système de la division internationale du travail (la diversification de la demande et les formes de l'industrialisation périphérique), et après, l'industrialisation basée sur la substitution d'importations (modélisée par la demande créée pendant le processus de modernisation).

Les onzième et douzièmes séances concernent le phénomène des entreprises transnationales : les aspects historiques de la concentration du pouvoir économique, l'émergence du conglomérat dans le deuxième après-guerre et la spécificité de l'entreprise transnationale ; la pénétration des entreprises transnationales dans la périphérie, les caractéristiques de l'industrialisation périphérique sous leur contrôle et les rapports centre-périphérie dans le cadre de l'entreprise transnationale sont traités par la suite.

Deux séances sont consacrées au « modèle » brésilien de développement, dans lesquelles l'auteur présente la particularité de ce processus d'industrialisation (incapable de réduire la population vivant au niveau de subsistance) et analyse les caractéristiques du

¹⁸³⁷ L'ouvrage *Formação econômica da América Latina* (1969), à partir de son édition mise à jour, publiée en 1976, prend le titre *A economia latino-americana* (*op. cit.*).

¹⁸³⁸ Des questions reprises également dans l'ouvrage *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine* (*op. cit.*)

¹⁸³⁹ Rosa Furtado souligne que, si certains chapitres de ce cours à São Paulo avaient déjà été rédigés auparavant pour les cours donnés par Furtado à Paris, d'autres thèmes ont leur première version rédigée spécifiquement pour les cours de 1975. Il s'agit de thèmes qui seront réélaborés dans des ouvrages futurs de l'auteur, notamment *Prefácio a nova economia política* (1976) et *A economia latino-americana* (édition mise à jour, publiée en 1976, de *Formação econômica da América Latina*). Cf. Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », *op. cit.*, p. 19.

« modèle », sa tendance à la concentration de la richesse et du revenu ainsi que les stratégies adoptées face à sa perte de dynamisme (compression des salaires et dynamisation de la demande de biens de consommation durable).

Dans les séances finales de son cours à la PUC, Celso Furtado analyse la crise actuelle du capitalisme et discute la réorganisation de l'économie mondiale. Furtado y souligne les modifications structurelles du système capitaliste, et notamment l'émergence des entreprises transnationales comme des centres de décision à l'échelle internationale.¹⁸⁴⁰ Il soutient qu'une solution à la crise des années 1970 (instabilité et récession) requiert un contrôle croissant de l'activité internationale, ce qui exige une nouvelle conception de l'ordre économique international. Pour l'approche de la question de la réorganisation de l'économie mondiale, Furtado met tout d'abord en relief les caractéristiques de la structure actuelle (1975) : augmentation du fossé entre le centre et la périphérie dans le dernier quart de siècle ; contrôle du système de décisions (lié à l'orientation du développement) dans les pays périphériques par des entreprises transnationales ; inégalités sociales croissantes dérivées du style de développement, avec une concentration de la richesse et du revenu au bénéfice des pays dominants et des minorités des pays périphériques. Il identifiait, à ce moment-là, la possibilité d'une contestation de l'ordre économique international par les pays du Tiers monde.¹⁸⁴¹

La dernière séance du cours d'Économie du développement de C. Furtado à la PUC s'achève sur un « agenda pour le futur »¹⁸⁴², où l'auteur met en relief cinq points du débat présent sur l'ordre économique international.¹⁸⁴³ Il souligne d'abord la nécessité de reformulation du système international de décisions qui est sous contrôle des États-Unis ou d'un groupe restreint de pays financièrement puissants (dans des organes tels que le FMI et la BIRD). Pour cela, il prône diverses formes de coalition entre les pays du Tiers monde, comme l'adoption de directives communes lors des négociations, l'établissement de groupements

¹⁸⁴⁰ Furtado souligne qu'un nouveau système de division internationale du travail a émergé sous l'égide des entreprises transnationales. Le flux croissant de ressources financières ainsi engendré et qui échappe au contrôle des banques centrales, serait à l'origine de la crise des années 1970 et de l'effondrement du système de Bretton Woods de taux de change fixes. Cette situation aurait été aggravée par le flux financier engendré par le réajustement des prix du pétrole. Cf. Celso FURTADO, « Economia do desenvolvimento », *op. cit.*, p. 119-120.

¹⁸⁴¹ Cette « *position de force* » serait dérivée de processus historiques tels que : le démantèlement des structures coloniales (lié à l'effort nord-américain pour l'ouverture des marchés) ; la dépendance croissante des pays du centre par rapport aux ressources non renouvelables du Tiers monde ; l'évolution politique interne des pays du Tiers monde, soit dans le sens de l'émergence de groupes sociaux identifiés avec « l'intérêt national » (dans le cas des pays nouvellement indépendants), soit par le déclin des anciennes bourgeoisies nationales face à l'ascension des entreprises transnationales et à l'élargissement des fonctions de l'État (cadres bureaucratiques professionnels) requis par le processus d'industrialisation. *Ibid.*, p. 124.

¹⁸⁴² *Ibid.*, p. 125-126.

¹⁸⁴³ La discussion sur le nouvel ordre économique international est davantage développée par Furtado dans l'essai « A nova ordem mundial », dont une version préliminaire avait été présentée lors du Premier congrès des économistes du Tiers monde (Alger, février 1976), et qui est publié dans *Prefácio a nova economia política* (*op. cit.*, chap. 3). Une version française de cet essai est publiée dans : Celso FURTADO, « Le nouvel ordre économique mondial : un point de vue du Tiers Monde », *Revue Tiers Monde*, vol. 17, n° 67, juil.-sep. 1976.

régionaux et fonctionnels (intérêts spécifiques communs). Ensuite, Furtado souligne l'importance de la réorganisation des marchés de produits primaires, dont l'exportation est cruciale à la plupart des pays du Tiers monde ; le but serait d'assurer un prix adéquat aux producteurs et, dans le cas des ressources non renouvelables, d'encourager en outre la recherche technologique (économie de ressources ou recherche de ressources alternatives). En ce qui concerne la réforme du système monétaire, Furtado souligne la nécessité d'établir un système de création de liquidités (une banque centrale mondiale), en vue du financement de plans de développement. En considérant la tendance à la décentralisation des activités industrielles vers la périphérie, et la possibilité de mise en concurrence de ces pays pour l'exploitation de leur main-d'œuvre, Furtado met en relief la nécessité d'une action conjuguée des pays du Tiers monde dans le sens de la valorisation du travail. Finalement, l'auteur soutient la limitation, par l'État, du champ d'action des entreprises transnationales, avec l'établissement de leurs marges de profit (à l'origine de transferts vers l'étranger). En concluant son cours, l'auteur affirme :

« La modification de l'ordre économique international, pour être effective, requiert une *réorientation du développement à l'intérieur des pays du Tiers monde*. Il s'impose la définition d'objectifs sociaux et la satisfaction prioritaire des besoins de base des populations. Le nouveau style de développement devra réduire la pression sur les ressources non renouvelables et être compatible avec le niveau d'accumulation réalisé dans le passé et programmé pour le futur. »¹⁸⁴⁴

Si Furtado a une bonne impression de ses étudiants, il ressent, depuis son arrivée, une certaine « froideur » dans son environnement de travail à São Paulo.¹⁸⁴⁵ Nonobstant son insistance sur le caractère purement universitaire de ses activités au Brésil¹⁸⁴⁶, la présence de Furtado est une source de pressions politiques sur le milieu universitaire. En août 1975, par exemple, l'Université Fédérale de Rio de Janeiro oppose son veto à un hommage qui serait rendu à Furtado lors de la cérémonie de remise des diplômes de sa faculté d'Économie et d'Administration.¹⁸⁴⁷ Le mois suivant, a lieu un autre épisode des pressions politiques exercées sur le milieu universitaire : à São Paulo, l'Université Catholique n'autorisera pas la

¹⁸⁴⁴ Cf. Celso FURTADO, « *Economia do desenvolvimento* », *op. cit.*, p. 126 (italiques de l'auteur).

¹⁸⁴⁵ Lettre de Celso Furtado à Lucia Tosi, datée du 4 juin 1975, citée dans : Rosa F. d'A. FURTADO, « *Introdução : Um sonho de regresso* », *op. cit.*, p. 14-15.

¹⁸⁴⁶ Cf. Claudio CERRI, « A primeira aula de Celso Furtado » [entretien avec C. Furtado], *Jornal da Tarde*, 16 juin 1975 ; cet entretien est reproduit dans : Celso FURTADO, *Economia do desenvolvimento*, *op. cit.*, p. 247-254.

¹⁸⁴⁷ Sur la carte d'invitation à la cérémonie, la place où devait se trouver le nom de Celso Furtado (« patrono ») avait été laissée en blanc. Cf. Rosa F. d'A. FURTADO, « *Introdução : Um sonho de regresso* », *op. cit.*, p. 16 et p. 22 (reproduction de l'invitation). À Rio de Janeiro, en juin 1975, Furtado avait participé d'une table ronde (où prend part également F. H. Cardoso), à l'occasion du lancement du premier numéro de *Cadernos de Opinião*. Le texte de Furtado, « O capitalismo pós-nacional », récemment présenté à un colloque à Téhéran, y était publié. Initiative de l'éditeur Fernando Gasparian, cette publication a fait l'objet de pressions politiques ; pour contourner la censure militaire, son titre devient *Ensaio de Opinião* déjà à partir de son troisième numéro.

réalisation, dans ses locaux, d'un cycle de conférences organisé par les représentants étudiants de sa Faculté d'Économie, auquel Furtado avait accepté de participer.¹⁸⁴⁸ Comme le souligne Rosa Furtado : « Il était évident que l'annoncée détente du gouvernement Geisel, plus intention que geste, n'était pas encore arrivée aux universités. »¹⁸⁴⁹

En quittant le Brésil pour la reprise de ses activités universitaires à Paris, en octobre 1975, Furtado avait laissé ouverte la possibilité de revenir à l'Université Catholique de São Paulo en 1976. Néanmoins, dans sa correspondance de la fin de l'année 1975, transparaît la désillusion de l'auteur par rapport à un retour au Brésil. Furtado affirme que son désir de retourner vivre dans son pays augmentait à mesure que s'approchait la dixième année de son exil ; cette expérience dans l'enseignement brésilien, en 1975, lui aurait montré, toutefois, qu'au Brésil il n'avait pas « de conditions effectives de travail » et ne pouvait faire que « très peu » pour aider d'autres personnes.¹⁸⁵⁰ Le président de la PUC-SP écrit à Furtado à la fin 1975, insistant pour la reprise de son activité à cette université en 1976 ; compte tenu des conditions rencontrées au Brésil, Furtado ne se sentait déjà plus motivé pour continuer ce projet.¹⁸⁵¹ Au président de la PUC-SP, il répond :

« Je suis aujourd'hui beaucoup plus pessimiste par rapport à la possibilité de réaliser un travail universitaire utile dans notre pays que je ne l'étais il y a un an. [...] La vérité est que je m'étais absenté pendant dix ans et mon système de références s'était usé. L'expérience du temps que j'y ai passé m'a restitué la lucidité et je ne peux déjà plus me permettre de me laisser porter par certaines illusions. »¹⁸⁵²

Début 1976 sa décision était prise : sa réinsertion professionnelle au Brésil ne se ferait pas dans les conditions y rencontrées en 1975. S'il serait « plus gratifiant » pour lui d'être au Brésil et d'y « réaliser un travail utile », Furtado ne souhaitait cependant pas contribuer à l'apparence d'un retour à la normale dans l'université brésilienne. Il décide d'accepter l'encadrement de nouvelles thèses à Paris, ainsi que d'acquérir un appartement dans le Quartier Latin pour y installer sa bibliothèque et son lieu de travail.¹⁸⁵³ Ainsi, ce séjour au Brésil, en 1975, qui aurait pu marquer un nouveau tournant dans le parcours de Celso Furtado et sa réinsertion dans la vie brésilienne, s'est avéré être un chemin de « désespoir par rapport au pays qui depuis toujours avait été son champ privilégié d'études et d'observation. »¹⁸⁵⁴

¹⁸⁴⁸ *Ibid.*, p. 15.

¹⁸⁴⁹ *Ibid.*, p. 16.

¹⁸⁵⁰ Lettre de Celso Furtado à Adhemar Nóbrega, datée du 23 décembre 1975 (citée dans : Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », *op. cit.*, p. 16).

¹⁸⁵¹ Lettre de Celso Furtado à sa sœur, Antonieta Rezende, datée du 24 décembre 1975 (citée dans : Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », *op. cit.*, p. 16-17).

¹⁸⁵² Lettre de Celso Furtado à Geraldo Ataliba, datée du 26 décembre 1975 (citée dans : Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », *op. cit.*, p. 17).

¹⁸⁵³ Lettre de Celso Furtado à Jorge Furtado, datée du 8 janvier 1976 (citée dans : Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », *op. cit.*, p. 17).

¹⁸⁵⁴ Cf. Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », *op. cit.*, p. 18

Corroborant les impressions de C. Furtado sur la situation politique brésilienne, vers cette époque, *Le Monde Diplomatique* publiait une analyse sur la vantée « normalisation » que le gouvernement militaire aurait réussi à établir au Brésil après dix années de dictature. Le journal rappelait que les militaires, liés au capital étranger, étaient arrivés au pouvoir avec l'appui de larges secteurs des classes moyennes, de la bourgeoisie d'affaires et des latifundistes. Alors que le gouvernement Geisel annonçait une détente politique, la « normalisation » de la situation brésilienne était ainsi perçue en France :

« Cette 'normalisation' est le corollaire de l'idéologie de l'interdépendance : d'un côté, le gouvernement doit montrer que les capitaux étrangers trouvent au Brésil un terrain accueillant ; de l'autre, que ces capitaux sont à l'abri d'éventuels sursauts nationalistes. L'un a signifié la surexploitation du travail des ouvriers et des paysans ; l'autre le silence des oppositions. Les deux sont le résultat de l'application d'une politique de sécurité nationale qui légitime l'hégémonie de l'appareil militaro-policié à l'intérieur de l'État. »¹⁸⁵⁵

2.4 Une lutte dans le champ des idées : entraves à la libre circulation des idées, et l'analyse de la dictature brésilienne par des intellectuels brésiliens à Paris

À un moment où d'autres pays latino-américains présentaient encore des conditions d'accueil satisfaisantes pour les expatriés brésiliens, la communauté de brésiliens installée à Paris était réduite. Composée surtout d'anciens ministres du gouvernement Goulart et d'intellectuels de renom, cette communauté bénéficie de la présence à Paris de Violeta Arraes Gervaiseau¹⁸⁵⁶, sœur du gouverneur de Pernambouc Miguel Arraes, déposé par les militaires et exilé en Algérie.¹⁸⁵⁷ Disposant d'un réseau important de contacts en France, notamment dans les mouvements catholiques de gauche, Violeta Arraes fera connaître aux français la situation politique brésilienne. Le cercle d'exilés brésiliens de gauche à Paris, auquel s'incorpore F. H. Cardoso, en 1967, comprenait, entre autres, Celso Furtado et Luciano Martins (sociologue, attaché au CNRS). Le groupe, qui se réunissait toutes les semaines (M. Arraes les rejoignait quand il était à Paris), n'avait « pas d'activité politique, mais la politique

¹⁸⁵⁵ Cf. A. B., « Une idéologie de l'interdépendance et de la sécurité », *Le Monde Diplomatique*, juillet 1975.

¹⁸⁵⁶ Violeta Arraes, sociologue, épouse l'économiste Pierre Gervaiseau en France. À Recife, en 1963, sous le gouvernement de Miguel Arraes, ils travaillent dans le cadre de la SUDENE avec Celso Furtado. Ils sont expulsés vers la France après le coup d'État de 1964. Elle est décédée à Rio de Janeiro, en 2008. « Plaque tournante de l'exil brésilien en France », le foyer de Violeta Arraes à Paris a été, déclare le professeur L. F. de Alencastro, « la véritable représentation du Brésil, à une époque où le régime militaire déniait à ses citoyens les droits les plus élémentaires, y compris le passeport ». Cf. Paulo A. PARANAGUA, « Violeta Arraes », *Le Monde*, 2 juillet 2008.

¹⁸⁵⁷ Nous nous appuyons ici sur les informations présentées par B. H. Leoni dans un ouvrage sur le parcours du président F. H. Cardoso, notamment sur son chapitre 7 concernant le séjour de Cardoso en France (1967-1968). Ce chapitre est basé sur des entretiens avec des personnalités telles que F. H. Cardoso, C. Furtado, L. Martins, A. Touraine, entre autres. Cf. Brigitte Hersant LEONI, *Fernando Henrique Cardoso : le Brésil du possible, op. cit.*

était au cœur de [ses] réflexions », affirme L. Martins.¹⁸⁵⁸ Celso Furtado précise qu'ils faisaient « de la résistance organisée subtile » : « Une résistance qui ne s'exprimait pas en termes politiques mais en présence académique. Nous apportions tous notre contribution, en donnant à l'étudiant d'économie ou de sociologie français une autre vision du Brésil. En cela nous avons une attitude politique. »¹⁸⁵⁹

Les activités de C. Furtado en France se restreignaient au monde universitaire et aux cercles intellectuels, ne concernant pas d'engagements directs dans des mouvements politiques.¹⁸⁶⁰ Si le travail intellectuel réalisé à Paris pouvait avoir une répercussion internationale, C. Furtado jugeait tout de même important d'être présent sur d'autres centres universitaires ; il s'aperçoit vite des obstacles posés à la circulation des idées. De la part des États-Unis, pourtant « patrie de la liberté »¹⁸⁶¹, est refusé à Furtado le visa consulaire qui lui permettrait d'accepter l'invitation à un séminaire, en 1965, dans l'Université de Puerto Rico ; Furtado proteste auprès du consul nord-américain à Paris contre ce geste de discrimination contre le peuple de l'île et arrive à obtenir le visa.¹⁸⁶² L'origine du problème, manifesté à d'autres reprises par la suite, se trouvait dans la transmission par les autorités brésiliennes à celles des États-Unis d'accusations fausses et sans fondements qui circulaient contre lui au Brésil ; un contact, en 1968, avec l'ambassadeur à Paris Sargent Shriver, que Furtado avait rencontré lors d'une mission nord-américaine à Recife, permettra d'éclaircir le problème auprès des autorités à Washington.¹⁸⁶³

Durant la présidence du maréchal Castelo Branco au Brésil, la circulation internationale de C. Furtado a été empêchée à maintes reprises. Son activité à la direction de la SUDENE lui a valu, en 1966, une invitation de la part du Bureau des Affaires sociales des Nations Unies à apporter son expertise sur des projets relatifs au Moyen Orient, et à diriger une mission technique en rapport avec le projet du haut barrage d'Assouan, en Égypte. À cette occasion, le gouvernement brésilien non seulement refuse à Furtado l'utilisation de son passeport mais contraint l'ONU à retirer un laissez-passer qui avait été accordé à Furtado ; ni

¹⁸⁵⁸ *Ibid.*, p. 101.

¹⁸⁵⁹ *Ibid.*, p. 102.

¹⁸⁶⁰ C. Furtado refuse, par exemple, de prendre part dans le « tribunal international » proposé par Bertrand Russel en vue de la dénonciation des crimes de guerre perpétrés par les États-Unis contre la population du Vietnam. Honoré par l'invitation qui lui est faite, Furtado considère néanmoins la formule comme inadéquate pour affronter l'impérialisme nord-américain. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 186-187. La lettre de B. Russel adressée à C. Furtado est publiée dans : Maria C. TAVARES (org.), *Celso Furtado e o Brasil*, *op. cit.*, p. 207.

¹⁸⁶¹ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 187.

¹⁸⁶² *Ibid.*

¹⁸⁶³ *Ibid.*, p. 193.

l'intervention d'H. Beuve-Méry, directeur du prestigieux *Le Monde*, auprès de l'ambassade du Brésil à Paris, n'est capable de modifier la situation.¹⁸⁶⁴

Un autre épisode des restrictions imposées par la dictature brésilienne à la circulation internationale de C. Furtado concerne l'historien Fernand Braudel. Admirateur de l'ouvrage méthodologiquement innovateur *Formação econômica do Brasil*¹⁸⁶⁵, F. Braudel désigne C. Furtado comme membre de l'Association Internationale d'Histoire économique, en 1966, et lui adresse, par la suite, une invitation à participer au Congrès de l'association à Leningrad. L'acceptation de cette invitation se heurte à une réponse négative du consulat brésilien quant à l'utilisation de son passeport par Furtado. Cette fois-ci, c'est Fernand Braudel, professeur au Collège de France, qui intervient auprès de l'ambassadeur du Brésil à Paris ; sa lettre, datée du 23 juin 1970, qui affirmait l'importance de la présence de C. Furtado à cet événement, est, toutefois, restée sans réponse. C'était, conjecture Furtado, une manifestation du mécontentement de la dictature brésilienne contre le grand accueil que recevaient ses idées.¹⁸⁶⁶

La dictature brésilienne n'a apparemment pas identifié une menace majeure dans la participation de C. Furtado à la « Conférence internationale sur la recherche comparative à propos de changement social et de disparité régionale dans et entre les nations, avec référence spéciale à l'Asie du Sud-est », tenue à New Delhi, du 27 mars au 1^{er} avril 1967. Furtado y présente l'article « Intra-country discontinuities : towards a theory of spatial structures ».¹⁸⁶⁷ Peu connu, cet article théorique sur l'économie spatiale a été considéré par T. Szmrecsányi comme figurant parmi « les meilleurs jamais produits par Furtado ».¹⁸⁶⁸ Furtado y soutient que la centralisation du pouvoir de décision économique (soit par la planification centralisée

¹⁸⁶⁴ *Ibid.*, p. 188. Les difficultés posées par les autorités diplomatiques brésiennes au voyage de C. Furtado, ainsi que la réaction de H. Beuve-Méry, ont également été relatées au Brésil dans le *Jornal do Brasil*, du 2 février 1967.

¹⁸⁶⁵ G. Destanne de Bernis, dans son allocution lors de la remise du titre de Docteur *Honoris Causa* de l'Université Pierre Mendès-France (Grenoble) à Celso Furtado, en octobre 1996, souligne l'admiration que Fernand Braudel portait à l'ouvrage *Formação econômica do Brasil*, dont la méthode historique l'aurait séduit. Sur les deux auteurs, Bernis affirme qu'ils s'identifiaient facilement l'un avec l'autre, Braudel découvrant dans l'ouvrage « les modèles successifs qui ont fait le Brésil d'aujourd'hui : le sucre, l'or, le café ; les phases de la formation du Brésil sont liées à ses transformations structurelles, engendrant son industrialisation. L'un et l'autre sont des historiens avec une claire conscience du poids des structures. » Cf. Gérard DESTANNE DE BERNIS, « Celso Furtado : uma homenagem », *op. cit.*, p. 199. Il est à noter que Furtado sera présent aux Journées Fernand Braudel, tenues à Châteauevallon, en octobre 1985, un mois avant la disparition de Braudel. Furtado y présente une communication sur « Le capitalisme brésilien : croissance ou développement ? ». Dans ses échanges avec Braudel à cette occasion, Furtado lui déclare appliquer son idée de la « longue durée » au Brésil. Cf. Fernand BRAUDEL, *Une leçon d'histoire de Fernand Braudel*, Paris, Arthaud/Flammarion, 1986.

¹⁸⁶⁶ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 189.

¹⁸⁶⁷ Cf. Celso FURTADO, « Intra-country discontinuities : towards a theory of spatial structures », *Social Science Information*, vol. 6, n° 6, déc. 1967. L'article a été également traduit en français par Abdelkader SID AHMED : Celso FURTADO, « Les discontinuités intra-régionales : vers une théorie des structures spatiales », *Revue Algérienne des Sciences Juridiques, Économiques et Politiques*, vol. 6, n° 2, 1969.

¹⁸⁶⁸ Cf. Tamás SZMRECSÁNYI, « The contributions of Celso Furtado (1920-2004) to development economics », *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 12, n° 4, 2005, p. 694-695.

soviétique, soit par la voie des politiques anti-cycliques dans les pays industrialisés à économie de marché), a permis de dépasser la pensée économique traditionnelle selon laquelle le mécanisme du marché assurerait l'allocation la plus rationnelle des ressources fonctionnels et spatiales. Dès lors, la conciliation des objectifs du développement national avec ceux du bien-être régional doit être cherchée par une programmation de l'allocation des ressources.¹⁸⁶⁹ Ainsi, les inégalités géographiques ne sont plus considérées comme une caractéristique inhérente au développement (à être éliminées dans une phase ultérieure de celui-ci), mais comme des problèmes politiques¹⁸⁷⁰.

Une vague d'ouverture au Brésil sous le gouvernement de Costa e Silva permet à C. Furtado de retourner en Amérique latine, sa « patrie majeure », invité par l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili.¹⁸⁷¹ Cette même vague d'ouverture - qui précède le durcissement de la dictature par l'Acte institutionnel n° 5 - permet à la Chambre des Députés fédérale d'inviter C. Furtado à une série de conférences à Brasilia, en juin 1968, sur la situation économique du pays. Lors de ce séjour au Brésil, regroupant les conférences prononcées à Brasilia et celles précédemment prononcées à l'Université du Chili, Furtado lance l'ouvrage *Um projeto para o Brasil*. Par la suite, le gouvernement brésilien continuera de chercher à entraver la circulation internationale de C. Furtado, à l'exemple d'un veto à l'utilisation de son passeport pour un voyage au Pérou, en 1970. Furtado avait été invité à une conférence à Lima concernant le projet d'intégration économique des pays de la zone andine et spécialement le traitement à être accordé aux entreprises internationales dans ce processus. Il pourra s'y rendre, toutefois, muni d'un sauf-conduit accordé par le gouvernement péruvien.¹⁸⁷²

Furtado livre ces témoignages personnels, dans ses mémoires, sur les persécutions de la dictature brésilienne afin de montrer qu'elles ne concernaient pas que les « guérillas », mais atteignaient tous ceux qui « exerçaient le droit élémentaire de penser avec indépendance ». D'ailleurs, il considérait, personnellement, que l'appel à la violence contre la dictature au

¹⁸⁶⁹ Dans son argumentation, Furtado attire l'attention sur la question des firmes motrices (F. Perroux), dont l'installation, en raison de leur dimension, va affecter la localisation de grand nombre d'autres entreprises. Il affirme : « Puisque les décisions localisationnelles ne sont réversibles qu'à grands frais, quand une entreprise motrice est installée, elle induit une chaîne de décisions qui viendront établir les facteurs constitutifs de la structure spatiale d'une économie. » Furtado souligne, en outre, que « le rapport des firmes motrices à l'ensemble des nouvelles firmes est plus grand dans les pays sous-développés. » *Ibid.*, p. 455 et 457, respectivement.

¹⁸⁷⁰ Furtado affirme : « En pratique, les tentatives de concilier les divers critères dérivant de l'analyse sectorielle ou régionale continuent à être principalement l'objet d'une décision politique. » Cf. Celso FURTADO, « Les discontinuités intra-régionales... », *op. cit.*, p. 459.

¹⁸⁷¹ Des manœuvres diplomatiques réussies de la part des autorités chiliennes auprès du gouvernement brésilien ont rendu viable le voyage de C. Furtado au Chili. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 190.

¹⁸⁷² *Ibid.*, p. 191-192.

Brésil n'aboutissait qu'à consolider le pouvoir des militaires.¹⁸⁷³ Son combat, à Furtado, serait celui pour la liberté de pensée et la libre circulation des idées. Dans ce sens, il accepte aussitôt une invitation de J.-P. Sartre à préparer un numéro spécial sur le Brésil pour *Les Temps Modernes*. Le numéro spécial « Le Brésil », conçu et élaboré par C. Furtado, sera publié en octobre 1967.

Cette invitation faite par J. P. Sartre témoigne de l'intérêt de l'écrivain français par les problèmes du Tiers monde, qui s'était déjà manifesté, spécifiquement en ce qui concerne le Brésil, par une visite au pays en 1960. Lors de cette visite, Sartre et Furtado s'étaient rencontrés à Recife. A cette occasion, les organisateurs de la conférence de Sartre n'ayant pas prévu d'interprète pour l'auteur, Furtado, qui assistait à la conférence, accepte de servir d'interprète à J.-P. Sartre. À Recife, Sartre discute des sujets divers comme la conception de la capitale Brasilia (dont le projet urbanistique il critique) et les problèmes sociaux brésiliens (il souligne alors la liberté d'expression qui prédominait au Brésil).¹⁸⁷⁴ A la fin de la conférence, Furtado et Sartre ont l'occasion de faire connaissance, et Furtado lui expose brièvement son travail à la direction de la SUDENE (des problèmes sur lesquels Sartre avait très peu de connaissances).¹⁸⁷⁵

L'exil de C. Furtado à Paris est l'occasion d'une nouvelle rencontre entre les deux auteurs. Sartre manifeste alors son intérêt à publier un numéro spécial sur le Brésil, invitant Furtado à l'organiser.¹⁸⁷⁶ Trois mois plus tard, en octobre 1967, circulait le numéro de *Les Temps Modernes*¹⁸⁷⁷, dont l'intérêt suscité a engendré sa traduction, comme livre, vers d'autres langues.¹⁸⁷⁸ Ce numéro porte les contributions de : Celso Furtado, « Brésil : de la République oligarchique à l'État militaire » ; Hélio Jaguaribe, « Stabilité sociale par le 'colonial-fascisme' » ; Francisco C. Weffort, « Le populisme » ; Fernando Henrique Cardoso, « Hégémonie bourgeoise et indépendance économique » ; Florestan Fernandes, « Rapports de

¹⁸⁷³ Furtado manifeste cette opinion au cinéaste Glauber Rocha, qui le rend visite à Paris avant de rejoindre Cuba. *Ibid.*, p. 192.

¹⁸⁷⁴ Lors de sa visite au Brésil, en 1960, Sartre avait livré ses impressions sur le pays à un journaliste qui l'accompagnait dans l'avion le conduisant de Rio à São Paulo : « [Le Brésil] est la plus complète démocratie de l'Occident et il est, en même temps, une dictature de 10 millions de personnes qui vivent dans les villes, profitant de l'extraordinaire développement industriel, sur 60 millions de personnes qui habitent à la campagne, dans la misère la plus absolue. » Cf. *O Estado de S. Paulo*, 3 septembre 1960 (cité dans : Rosa Alice CAUBET, « La bibliographie brésilienne de Sartre », *Fragmentos : Revista de Língua e Literatura Estrangeiras*, vol. 1, n° 2, juil.-déc. 1986, p. 70).

¹⁸⁷⁵ Furtado expose cette première rencontre avec Sartre dans : Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 151-154. Sur le séjour de J.-P. Sartre et Simone de Beauvoir au Brésil, en 1960, on peut consulter la recherche menée par R. A. Caubet, concernant notamment les interviews accordées au Brésil par Sartre, les articles qu'il publie dans la presse brésilienne, ainsi que les conférences prononcées par l'auteur et transcrites dans des journaux brésiliens : Rosa Alice CAUBET, « La bibliographie brésilienne de Sartre », *op. cit.*

¹⁸⁷⁶ Cf. Celso FURTADO, *A fantasia desfeita*, *op. cit.*, p. 153-154.

¹⁸⁷⁷ « Le Brésil », *Les Temps Modernes*, vol. 23, n° 257, octobre 1967.

¹⁸⁷⁸ Des traductions vers le portugais, l'espagnol et l'allemand sont disponibles : Celso FURTADO (coord.), *Brasil : Tempos modernos*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1968 ; *id.*, *Brasil hoy*, México, Siglo Veintiuno, 1968 ; *id.*, *Brasilien Heute*, Frankfurt, Athenäum, 1971.

racas » ; J. Leite Lopes, « Science et université » ; Otto Maria Carpeaux, « La littérature brésilienne » ; Jean-Claude Bernardet, « Le 'cinema novo' » ; et Antonio Callado, « Les ligues paysannes ». Dans la présentation qui précède les textes, l'éditeur affirme : « C'est en Amérique latine que se décidera la réussite ou l'échec du projet impérialiste des États-Unis [...] Or l'avenir de l'Amérique latine dépend principalement de ce qui se passera au Brésil. [...] la situation brésilienne est sans doute particulière, mais sa signification ne l'est pas. »

Dans sa collaboration à cette publication, Furtado reprend la réalité actuelle du Brésil d'une perspective historique, en analysant les trois dimensions de cette réalité : 1) la transformation rapide de la base économique, le pays passant, en moins de cinquante ans, d'un ensemble de plantations tropicales à une économie semi-industrielle (qui dépend de son marché intérieur pour absorber l'accroissement de la population) ; 2) les transformations de la structure sociale, avec les déplacements de population rurale vers les villes, l'importance grandissante du prolétariat et des groupes moyens (classes urbaines) à côté des groupes oligarchiques et de la masse paysanne politiquement disqualifiée (Furtado rappelle que le pays était encore à la fin du XIX^e siècle une société de maîtres et esclaves) ; 3) la dimension politique, sur laquelle il affirme que, jusqu'à l'industrialisation, l'État national (en tant que centre de décisions capable d'intervenir dans les processus économiques et sociaux) se constitue lentement, faute d'une véritable interdépendance économique entre les régions du pays.

Sur la période récente, Furtado affirme qu'à partir des années 1950, avec l'accélération de l'industrialisation, le conflit traditionnel entre groupes oligarchiques et groupes moyens n'était plus capable d'alimenter le processus politique. Une nouvelle confrontation se pose alors entre une conception libérale (qui cache toutes les formes de défense du *statu quo*) et les aspirations des masses (confuses, mais chaque fois plus difficiles à tromper). Comme les institutions de la République oligarchique étaient rigides, la lutte politique de la classe moyenne s'est déplacée sur le terrain militaire, les forces armées étant amenées « à jouer un rôle essentiellement politique, orienté vers la modernisation de la société ». ¹⁸⁷⁹ Avec la problématique des réformes passant au premier plan, les groupes oligarchiques et la classe moyenne font appel aux forces armées comme « gendarmes du *statu quo* social dont le maintien allait exiger l'élimination de la démocratie formelle. » ¹⁸⁸⁰

Selon l'analyse de Furtado, les forces armées passeront à jouer au Brésil un rôle inverse de celui qu'elles avaient joué pendant la phase de consolidation de l'État national, quand elles portaient une conscience de la réalité nationale au-dessus des loyautés de groupe.

¹⁸⁷⁹ Cf. Celso FURTADO, « Brésil : de la République oligarchique à l'État militaire », *op. cit.*, p. 589-590.

¹⁸⁸⁰ *Ibid.*, p. 590.

Les raisons de ces changements sont alors à chercher dans la classe moyenne brésilienne, mais aussi dans le contexte de la Guerre froide. La « rationalisation doctrinale » de cette dernière aurait fait perdre aux militaires la notion d'identité nationale : « Le concept de sécurité ne sous-entend plus l'idée de Nation-État : il l'oblitére. »¹⁸⁸¹ Sur la doctrine du « Pouvoir national » (Nation et État conçus comme de simples projections du Pouvoir), Furtado affirme que :

« [elle] est amenée à exagérer la non viabilité du Brésil, comme projet national, et à glisser vers la conception de la 'sécurité élargie' qui, dans ce cas-là, recouvre l'idéologie du satellitisme. Le Brésil est alors considéré comme une *donnée* d'un problème plus large : celui de l'organisation du pouvoir à une échelle mondiale. [...] Développement signifie modifications de structures. Or, celles-ci peuvent causer des tensions sociales et mettre en danger la stabilité du système du pouvoir. Ainsi, le développement sera un objectif 'qualifié' et sera soumis à une étroite surveillance. »¹⁸⁸²

Considérant alors que les critères de « sécurité » prédominaient au Brésil, et que la stagnation économique pouvait y être considérée comme un « mal mineur » face à la subversion, Furtado émet l'hypothèse (au demeurant, controversée) selon laquelle un modèle de « pastorisation » pourrait être mis en place par les militaires au Brésil.¹⁸⁸³ Ce modèle suivrait celui proposé aux États-Unis pour être appliqué à l'Allemagne à la fin de la Seconde Guerre mondiale (Plan Morgenthau). La stabilité sociale serait cherchée par un déplacement de la population sous-employée des zones urbaines vers des terres inoccupées, et la réduction des investissements du secteur urbain (industriel) contribuerait à freiner les déplacements vers les villes (et la consommation agricole) ; l'économie tendrait à s'étendre horizontalement, sans modifications dans les formes de production. Par le schéma de pastorisation, la tension sociale serait réduite au minimum et le pays, dans son effort de préserver les structures sociales, écarté de la révolution technologique.¹⁸⁸⁴

Le putsch d'avril 1964 est vu par Furtado comme une alliance des groupes oligarchiques avec les classes moyennes urbaines et les forces armées, sous l'assistance

¹⁸⁸¹ *Ibid.*, p. 591.

¹⁸⁸² *Ibid.*, p. 592-593.

¹⁸⁸³ *Ibid.*, p. 594-596. Il est à noter, toutefois, que cette analyse de la situation brésilienne a été élaborée par C. Furtado en 1967, avant que le « miracle économique » brésilien ne soit amplement observé ; l'auteur discernait à ce moment-là une tendance à la stagnation dans l'économie brésilienne.

¹⁸⁸⁴ Cette thèse du retour de l'économie brésilienne à une situation agricole par un schéma de pastorisation mis en place par la dictature a été fortement critiquée par des auteurs tels que F. H. Cardoso et R. M. Marini. Marini affirmait que la dictature au Brésil correspondait à la domination du grand capital national et étranger, qui impulsait l'économie brésilienne vers une étape supérieure de son développement capitaliste. Cf. Ruy Mauro MARINI, *Subdesenvolvimento e revolução*, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1975. Cardoso, quant à lui, réfute l'analyse initiale de C. Furtado selon laquelle les militaires adoptent une politique de stabilisation sociale qui présuppose la stagnation économique. Cardoso considère, au contraire, que le développement brésilien, dépendant-associé, ne manque pas de dynamisme, permettant la croissance et la mobilité sociale. Une nouvelle division internationale du travail serait alors en cours, dans laquelle les pays hégémoniques transfèrent une partie de leur système industriel (par le biais des corporations internationales) vers les économies périphériques ayant atteint préalablement un certain niveau de développement industriel. Cf. Fernando Henrique CARDOSO, « O regime político brasileiro », *Estudos CEBRAP*, n° 2, octobre 1972.

technique des agents impérialistes. Ce compromis, qui prend une forme autoritaire, est d'essence libérale, dans le sens de mettre fin à l'« étatisation » de l'économie, de contrôler l'inflation avec des instruments monétaires, de rétablir un « climat attrayant » pour le capital étranger et d'imposer une discipline rigide à la classe salariée.¹⁸⁸⁵

De l'expérience de la période 1964-1967, Furtado observe que la doctrine libérale a dû être abandonnée face à la réalité de l'économie. Les solutions opportunistes engagées ont engendré une situation économique chaotique, l'affirme Furtado : inflation forte, baisse de l'activité économique, investissements réduits à zéro, concentration plus grande du revenu (crédit à la consommation des groupes à revenus élevés) et accumulation de réserves (ce qui allège la balance des paiements des États-Unis). Le groupe militaire, « qui s'est promu lui-même au rang d'élément de tutelle du système du pouvoir », étant « aliéné idéologiquement » et « incapable de saisir la réalité historique du Brésil », « sera également incapable de promouvoir les transformations de structure requises par le développement du pays ».¹⁸⁸⁶

A ce moment-là, Furtado identifiait trois courants de réaction future à la tutelle militaire, tous les trois originaires des classes moyennes urbaines : les couches moyennes urbaines alliées à des secteurs militaires, appuyés par des leaders prestigieux de l'oligarchie (populistes), cherchant à reprendre la lutte pour la démocratie formelle ; les couches jeunes de la classe moyenne qui, cherchant à éviter que la classe moyenne participe au système de pouvoir aux côtés de l'oligarchie pour maintenir la tutelle militaire, identifieraient dans les classes déchuées un potentiel révolutionnaire à être mobilisé dans la société ; les contradictions au sein du groupe militaire au pouvoir pourraient engendrer l'apparition d'un mouvement unissant classes moyennes et masses urbaines « autour d'un programme de développement authentiquement national ».¹⁸⁸⁷ Furtado conclut son texte en observant :

« Dans le futur immédiat, l'évolution politique sera principalement déterminée par le comportement des militaires, face aux problèmes de plus en plus complexes posés par un système de pouvoir sans légitimité, par l'action des politiciens liés aux classes moyennes et à l'oligarchie, dont l'union pourra créer des conditions favorables à une transition contrôlée, et par le comportement de la nouvelle génération. [...] A plus long terme, d'autres forces sociales, en particulier les classes déchuées, feront sentir leur présence, ce qui réduira les possibilités d'une transition contrôlée vers un système plus stable. »¹⁸⁸⁸

En analysant, à partir de l'exil, les premières années de la dictature militaire au Brésil, Furtado observait que les mesures économiques entreprises par le gouvernement de Castelo Branco suivaient de près les formules orthodoxes de stabilisation du Fonds monétaire international ; les travailleurs, dont le salaire réel déclinait, en étaient les grandes victimes. En

¹⁸⁸⁵ Cf. Celso FURTADO, « Brésil : de la République oligarchique à l'État militaire », *op. cit.*, p. 596.

¹⁸⁸⁶ *Ibid.*, p. 598.

¹⁸⁸⁷ *Ibid.*, p. 600.

¹⁸⁸⁸ *Ibid.*, p. 601.

outre, les concessions faites aux investissements étrangers au détriment de l'industrie nationale laissaient présager l'effondrement de cette dernière.¹⁸⁸⁹ Cependant, à cette période (1964-1967), étaient posées les bases macroéconomiques de la croissance subséquente, connue comme le « miracle économique brésilien ». Ce nouveau « modèle » économique, concentrateur des revenus, et appuyé sur le durcissement de la dictature au Brésil sera analysé et durement critiqué par C. Furtado par la suite.

Quelques mois après la publication du numéro spécial des *Temps Modernes* sur le Brésil, les intellectuels brésiliens, dont le pays allait bientôt connaître un durcissement du régime militaire, ont l'occasion d'observer de près les manifestations de Mai 1968 à Paris.

Les événements déclenchés en mai 1968 en France ont apparemment surpris le petit groupe de brésiliens qui se réunissait autour de la figure de C. Furtado à Paris. Quelques mois avant les manifestations, la société française leur paraissait extrêmement solide et stable.¹⁸⁹⁰ Interrogé sur les négociations syndicales qui étaient alors en cours (vers février 1968), Furtado aurait répondu à Paulo de Tarso¹⁸⁹¹ qu'en France les négociations étaient faites d'une manière très rationnelle, avec des discussions basées sur la présentation d'indices économiques ; rien de plus grave ne leur semblait pouvoir se produire dans cette société.

Rétrospectivement, sur les événements de 1968, Furtado observe qu'une « culture d'exceptionnel pouvoir créatif et avec une longue tradition de discipline sociale, comme c'est le cas de la France, est sujette à des virages historiques ». ¹⁸⁹² À l'époque, toutefois, cette « authentique révolution dans le sens d'une coupure dans l'histoire » a surpris, selon lui, « [les] observateurs les plus attentifs ». ¹⁸⁹³ Dans son évaluation, la société française de la fin des années 1960 était épuisée par les efforts jusque-là entrepris par le pays, tels les guerres coloniales, l'effort de reprise d'une position d'avant-garde technologique parmi les pays développés et la création d'un dispositif autonome de sécurité nationale. En outre, la croissance démographique et l'urbanisation rapide engendraient l'accroissement des demandes sociales. Furtado attribue, néanmoins, « l'explosion qui a eu lieu en 1968 », à la liquidation de l'empire colonial qui, en produisant une fracture dans la société, a empêché la

¹⁸⁸⁹ Cf. Thomas E. SKIDMORE, *The politics of military...*, *op. cit.*, p. 68-71 : « The new economic strategy ».

¹⁸⁹⁰ Nous nous basons ici sur les récits de F. H. Cardoso, professeur à Nanterre en 1967-1968, période pendant laquelle il côtoie de près C. Furtado à Paris : Fernando H. CARDOSO, *O Presidente segundo o sociólogo*, São Paulo, Companhia das Letras, 1998, p. 44-45.

¹⁸⁹¹ Paulo de Tarso Santos, ancien ministre de Goulart, rejoint le groupe formé par C. Furtado, F. H. Cardoso, L. Martins et W. Pires lors d'un de leurs déjeuners hebdomadaires à Paris. *Ibid.*

¹⁸⁹² Les impressions de Furtado sur les événements de mai 1968 sont présentées dans : Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, sous-chapitre « A revolução branca », p. 194-205 (p. 194 pour la citation).

¹⁸⁹³ *Ibid.*

solution des pressions sociales par des changements graduels.¹⁸⁹⁴ La position de De Gaulle, en disqualifiant ouvriers et intellectuels liés au Parti Communiste, aurait été un autre foyer de tensions et de déstabilisation du cadre institutionnel de V^e République. Furtado observe que deux processus d'origines distinctes, le mouvement étudiant et la grève générale, se sont conjugués en 1968. Si l'affrontement de l'inquiétude étudiante est perçu par Furtado comme « un conflit familial dans lequel un père intolérant avait son autorité mise en échec »¹⁸⁹⁵, c'est dans le mouvement des travailleurs pour l'augmentation des salaires (aboutissant aux accords de Grenelle) qu'il voit les débuts « d'un nouveau cycle dans l'évolution sociale de la France ».¹⁸⁹⁶ Le « cycle du césarisme gaulliste » a, observe Furtado, permis la modernisation de la France et sa projection sur le plan international, mais a conduit « à une impasse institutionnelle manichéiste ».¹⁸⁹⁷ Dans son analyse, les messages libertaires de 1968 ont déplacé idéologiquement le Parti Communiste vers la droite et le Parti Socialiste vers un réformisme radical (avec l'absorption d'une partie des électeurs communistes); un gouvernement de gauche se profilait comme alternative au gaullisme.¹⁸⁹⁸

Professeur à la Sorbonne, Furtado est un observateur privilégié des événements de 1968.¹⁸⁹⁹ Cherchant à assurer les cours qui avaient été programmés, il doit faire face à des situations inusitées : des changements abrupts de son audience, des demandes de discussions hors programme. À ses cours à l'IHEAL, devenu un des principaux foyers d'agitation (temporairement baptisé « Institut Che Guevara »), il a été possible à Furtado d'avoir une audience fidèle, en travaillant des thèmes tels que les révolutions agraires et les injustices sociales en Amérique latine.¹⁹⁰⁰

En tant que membre de la Faculté de Droit et des Sciences économiques, Furtado participe aux débats préparatoires du projet de réforme universitaire qui aboutit à la division de l'Université de Paris en plusieurs établissements, avec le partage des divers niveaux de l'administration entre enseignants et étudiants. Sur la réforme universitaire, Furtado observe : « une réforme aussi ample et profonde, dans un pays où le professorat universitaire constituait un vrai mandarinat, n'était devenue possible que parce que la structure de l'État avait été

¹⁸⁹⁴ *Ibid.*, p. 194-195.

¹⁸⁹⁵ *Ibid.*, p. 196.

¹⁸⁹⁶ *Ibid.*

¹⁸⁹⁷ *Ibid.*, p. 198.

¹⁸⁹⁸ *Ibid.*, p. 198-199.

¹⁸⁹⁹ La présence de Celso Furtado en France lors des manifestations étudiantes de 1968, ne serait pas passée inaperçue de ses détracteurs au Brésil. Roberto de Oliveira Campos, ministre de la dictature militaire, affirme dans un article dans la presse brésilienne que le « know-how » de Celso Furtado avait été exporté à la Sorbonne et, à l'insu des français, avait contribué à la révolution étudiante de mai 1968. Cf. Roberto de Oliveira CAMPOS, « Exportando 'know-how' », *O Estado de S. Paulo*, 18 février 1970.

¹⁹⁰⁰ Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 197.

ébranlée dans ses fondations. »¹⁹⁰¹ Furtado révèle qu'à un moment crucial des discussions sur la réforme, « un vieux professeur, *résistant*, qui avait été aux côtés de De Gaulle dès la première heure », fait comprendre à ses collègues la nécessité de renoncer à des privilèges : « si nous sommes vainqueurs dans ce combat, tout sera perdu ; l'important est que la jeunesse ne se sente pas battue ! »¹⁹⁰² Furtado observe, en outre, que les événements de mai 1968 ont provoqué une « désorientation » chez les professeurs communistes, Louis Althusser en étant un exemple. Prestigieux théoricien marxiste lié au Parti Communiste, il se serait « réfugié dans un niveau élevé d'abstraction et dans une discipline scolastique, ressemblant à un prêtre qui s'efforçait d'officier ignorant que le temple était en flammes ».¹⁹⁰³

Début mai 1968, C. Furtado participe à un symposium, organisé à l'UNESCO, à Paris, en commémoration au 150^e anniversaire de Karl Marx¹⁹⁰⁴. Si cela a été l'occasion pour lui de participer à des discussions avec des spécialistes de la pensée marxiste, tels H. Marcuse et J. Habermas, les idées que Furtado lance lors des discussions ne trouvent pas un terrain propice. Il observe : « On me considère comme un naïf car j'insiste à poser le problème social à partir de l'identification des besoins essentiels de l'homme. »¹⁹⁰⁵ Alors que Furtado considérait la manipulation des prix dans le commerce international ou l'échange inégal comme une forme d'exploitation d'un peuple par un autre (la forme « la plus odieuse », d'après lui, de l'exploitation de l'homme par l'homme), ses interlocuteurs ne semblaient pas intéressés à traiter de « problèmes *mineurs* ».¹⁹⁰⁶ Une impression plutôt sombre de l'avenir du marxisme révolutionnaire lui reste de ces discussions, alors que tous semblaient fascinés par « l'idée de Marcuse d'une confrontation planétaire entre les peuples qui possèdent tout et ceux destitués de tout, et entre les deux systèmes sociaux rivaux. »¹⁹⁰⁷ Si les forces qui s'opposent au capitalisme des grandes entreprises sont les populations marginalisées et les classes moyennes (les étudiants) des métropoles, comme l'affirmait Marcuse, le résultat ne pourrait être, selon Furtado, que « l'écrasement » de ces dernières. D'où sa constatation : « le futur radiant des révolutionnaires marxistes est enterré, et à sa place il n'existe qu'un *trou noir*. »¹⁹⁰⁸

¹⁹⁰¹ *Ibid.*

¹⁹⁰² *Ibid.*, p. 198.

¹⁹⁰³ *Ibid.*, p. 199.

¹⁹⁰⁴ Ce symposium sur *Le rôle de Karl Marx dans le développement de la pensée scientifique contemporaine*, organisé sous les auspices de l'UNESCO, s'est tenu à Paris, les 8, 9 et 10 mai 1968. Les contributions y présentées ont été publiées dans : R. ARON, M. RODINSON, C. FURTADO *et al.*, *Marx and the Contemporary Scientific Thought - Marx et la pensée scientifique contemporaine*, Paris/La Haye : Mouton, 1969. La contribution de C. Furtado à ce recueil s'intitule « Marx's model in the analysis of the underdeveloped economic structures ».

¹⁹⁰⁵ Furtado relate brièvement ses impressions sur les discussions qui ont eu lieu à cet événement dans : Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 204-205 (p. 204 pour la citation).

¹⁹⁰⁶ *Ibid.*, p. 205 (italique de l'auteur).

¹⁹⁰⁷ *Ibid.*, p. 205.

¹⁹⁰⁸ *Ibid.*, p. 205 (italique de l'auteur).

Retournant sur la situation politique brésilienne et les manifestations des intellectuels brésiliens à Paris, il est important de rappeler que Celso Furtado, nonobstant sa discrétion en ce qui concerne ses prises de position publiques sur la situation politique brésilienne, ne refusera pas l'organisation d'une page spéciale dans le journal *Le Monde* à l'occasion du quinzième anniversaire du coup d'État au Brésil.¹⁹⁰⁹ En introduisant les analyses publiées dans ce numéro, le journal souligne que les militaires, dont le coup d'État du 31 mars 1964 avait été encouragé par les États-Unis, avaient réussi « à institutionnaliser un système autoritaire ». Ce régime, en même temps qu'il avait « contribué à un spectaculaire développement économique », n'avait pas « éliminé les énormes disparités sociales et régionales » ; d'ailleurs, s'il avait « brisé toute opposition politique », il devait « affronter l'hostilité latente de larges secteurs d'une société aspirant à l'exercice des libertés. »¹⁹¹⁰ Outre l'analyse de C. Furtado, sont publiées les contributions de trois autres personnalités brésiliennes : Luciano Martins (sociologue, chercheur au CNRS), Miguel Arraes (ancien gouverneur de Pernambouc) et Felipe Alencastro (Luiz Felipe de Alencastro, alors assistant associé de civilisation brésilienne à l'Université de Rouen).

La contribution de Furtado porte sur la région à laquelle il avait consacré une partie importante de son effort intellectuel et de son action professionnelle au Brésil. Dans « Pour le Nord-Est : quinze années perdues », Furtado constate que les problèmes de la région sont aussi graves ou davantage en 1979 que lors de l'installation du régime militaire. Il souligne la nature politique des problèmes de la région, tout en affirmant que « les régimes autoritaires brillent rarement par l'imagination politique ». En conséquence, cette vaste région constitue « une de ces zones de pauvreté que l'on se doit d'appeler le quart-monde ». Il rappelle que dans les débats des années 1950 (qui ont conduit à la création de la SUDENE) la nature politique du problème de la région avait été comprise. Dans le cadre de la SUDENE, avec le même superintendant pendant trois gouvernements, les intérêts de la région étaient placés au-dessus des partis ; les gouverneurs élus des États de la région y siégeaient et pouvaient agir conjointement, indépendamment de leur appartenance politique. Furtado conclut que, en asphyxiant l'action politique, le régime autoritaire a détruit la SUDENE. Transformée en organisme technocratique (administrant des incitations fiscales) subordonné à un ministre d'État et avec des gouverneurs « fonctionnaires du gouvernement central », la SUDENE devient, comme l'observe Furtado, la « ruine d'une institution dont personne ne sait pourquoi elle avait été créée. » Pour les trente millions de personnes de la région, l'asphyxie du système politique aurait causé des dommages durables : « À la pauvreté économique, se superpose

¹⁹⁰⁹ « Idées », *Le Monde*, 1^{er}-2 avril 1979, p. 2.

¹⁹¹⁰ *Ibid.*

maintenant un considérable retard politique. »¹⁹¹¹

Dans cette page du *Monde* consacrée au Brésil, Miguel Arraes s'interrogeait, à son tour, sur les motivations du coup d'État militaire de 1964. Il identifiait dans l'élimination du mouvement populaire brésilien et de « toutes les interventions de l'État visant à la correction des inégalités sociales et régionales » le but de donner libre cours à une politique en faveur des sociétés multinationales. Compression des salaires, internationalisation de l'économie et appel prioritaire au capital étranger intégreraient la stratégie. Si un secteur industriel moderne a pu ainsi se développer au Brésil, l'État est « devenu un simple intermédiaire entre les intérêts extérieurs et ses associés à l'intérieur du pays. » Face à l'offensive politique du nouveau gouvernement Figueiredo, qui affiche l'« intention de modifier le cadre politique du régime », mais est le gardien des choix économiques précédents, Arraes incite l'opposition à « dénoncer les mesures qui confirment la politique économique ». Il considère que « [le] développement du pays doit désormais être conduit dans la perspective d'une prise en charge prioritaire des problèmes de la population » ; pour cela, « la conquête d'amples libertés » serait fondamentale.¹⁹¹²

Luciano Martins, dans son analyse de l'évolution du régime militaire brésilien publiée dans le *Monde*¹⁹¹³, revient sur les alliances à l'origine du renversement du gouvernement Goulart. Il rappelle que les militaires ont compté avec l'appui des classes possédantes du pays, ainsi que des milieux d'affaires et du gouvernement nord-américain. Comme l'affirme l'auteur : « C'était la 'réponse préventive' des classes dominantes aux tensions sociales provoquées par un processus de développement rapide et inégal, qui s'inscrit dans le cadre du capitalisme tardif et dépendant. » Martins souligne également l'incapacité du populisme d'organiser une opposition efficace au régime militaire et l'émergence, à partir du désarroi de la jeunesse, d'actions de guérilla qui, sans aucune perspective de prise de pouvoir, ont toutefois servi de prétexte au renforcement de la répression. Si une phase d'expansion économique a pu avoir lieu dans ce contexte (le « miracle brésilien »), la crise du pétrole, le poids de la dette extérieure, la poussée inflationniste et la montée des revendications sociales auraient mis en évidence « l'échec de la 'normalisation' autoritaire et les incohérences du

¹⁹¹¹ Cf. Celso FURTADO, « Pour le Nord-Est : quinze années perdues », *Le Monde*, 1^{er}-2 avril 1979, p. 2. Vingt-cinq années plus tard, en faisant un bilan de la période de la dictature au Brésil, Furtado affirmait que la région Nord-Est avait été la plus touchée par le coup d'État : « Le Nordeste a été surpris avec une politique en cours, un mouvement social, par le moyen des Ligue paysannes, de la SUDENE et de l'Église catholique, qui orientaient vers une autre direction. Tout cela a été détruit. [...] La région qui avait accumulé le plus grand retard social était le Nordeste. Le retard a augmenté encore plus avec le changement [1964]. » Cf. REALI JÚNIOR, « Nordeste foi 'o mais prejudicado' em 64, diz Furtado » [entretien avec C. Furtado], *O Estado de S. Paulo*, 4 avril 2004, p. A9. Voir également l'analyse de la situation de la région Nordeste faite par C. Furtado en 1982, publiée dans : Celso FURTADO, *A nova dependência : dívida externa e monetarismo*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1982, chap. VII : « O Nordeste : novo modelo de desenvolvimento ? ».

¹⁹¹² Cf. Miguel ARRAES, « Un pays pour qui ? », *Le Monde*, 1^{er}-2 avril 1979, p. 2.

¹⁹¹³ Cf. Luciano MARTINS, « L'échec de la 'normalisation' autoritaire », *Le Monde*, 1^{er}-2 avril 1979, p. 2.

modèle de développement. »

L. Martins met en relief les deux tâches historiques principales remplies par le régime militaire : « d'abord, stopper les menaces (réelles ou imaginaires) contre le système de domination ; ensuite, implanter un nouveau modèle d'accumulation à partir duquel s'est renforcé, sous l'égide de l'État, le contrôle de l'économie par les grandes firmes transnationales et nationales souvent associées. » En ce qui concerne le modèle d'accumulation brésilien, Martins met en relief que les militaires ne sont pas que des « laquais » du grand capital ; la surexploitation ne pouvait dès lors pas être attribuée exclusivement aux firmes multinationales et au grand capital national. À ce sujet, il affirme : « La compression salariale et le poids de la fiscalité [...] ont servi non pas à alimenter la grande industrie mais à financer l'appareil d'État, à nourrir le parasitisme de certaines entreprises, à gaver la classe moyenne urbaine ou à acheter telle conscience. »

Quinze années après son instauration, le régime serait en crise, « la coalition des couches dominantes [semblant] s'effriter. » Tout en soulignant que, dans cette période de turbulences, des régressions autoritaires brutales n'étaient pas exclues, Martins affirme le rôle des « oppositions démocratiques » dans l'accélération de « l'agonie du régime ». Face à un éventuel repli politique de l'armée, Martins s'interroge sur les nouvelles alliances des classes dominantes pour légitimer leur domination, et met en garde contre un éventuel retour du populisme : « Essayer de voir clair implique nécessairement le rejet des conceptions et des pratiques d'un passé révolu », conclut l'auteur.¹⁹¹⁴

Dans sa contribution à ce numéro du *Monde*, Luiz Felipe de Alencastro met en relief des aspects historiques de l'évolution des rapports entre la société et l'appareil étatique brésilien.¹⁹¹⁵ Il rappelle qu'avant la crise de 1930, l'intelligentsia cherchait à utiliser l'État comme instrument de modernisation de la société, et des tenants de la modernisation autoritaire existaient au sein de l'appareil d'État. Après la crise, l'industrialisation devient le projet unifiant l'armée, la bureaucratie et les intellectuels. Jusqu'en 1955, les devises fournies par les exportations agricoles sont utilisées par l'État pour financer l'industrie nationale ; depuis, des filiales d'entreprises multinationales s'installent dans le pays. Sur la nature autoritaire du régime en place au Brésil depuis quinze ans, Alencastro fait remarquer dans cet article qu'il « ne tranche pas radicalement sur les systèmes que le pays a connus précédemment ». Et l'auteur d'expliquer : « A vrai dire, c'est la période constitutionnelle allant de 1946 à 1964 qui apparaît comme une exception dans l'histoire récente du Brésil. La tendance à l'autoritarisme des classes dominantes s'inscrit dans un mouvement de longue

¹⁹¹⁴ *Ibid.*

¹⁹¹⁵ Cf. Felipe ALENCASTRO [Luiz Felipe de Alencastro], « Pour que vive la nation », *Le Monde*, 1^{er}-2 avril 1979, p. 2.

durée qui ne s'est jamais sérieusement infléchi. » Après le coup d'État de 1964, l'État élargit son intervention grâce à des mécanismes d'épargne forcée (pénalisant la masse des salariés) et à l'extension de la compétence fiscale fédérale. Comme le souligne l'auteur, « [ce] processus accentue fortement les inégalités sociales et les différences régionales, érodant ainsi le tissu national brésilien. » Travailleurs ruraux démunis expulsés vers la périphérie des grands centres urbains et enfants abandonnés par leurs familles pauvres en sont les conséquences, constituant une « tragédie [qui] ne compromet pas que l'avenir de ces millions de Brésiliens », mais qui « hypothèque le destin du pays tout entier. »

Quelques mois plus tôt, en novembre 1978, Celso Furtado était en visite au Brésil pour le lancement de son livre *Criatividade e dependência na civilização industrial*. À cette occasion, tout en refusant de commenter les élections générales de cette année¹⁹¹⁶, l'économiste insiste sur le caractère politique des problèmes brésiliens. De son point de vue, la crise économique que traversait le pays ne lui était pas spécifique, étant une crise globale. Considérant que les décisions économiques sont orientées par la politique et ont des conséquences sur le plan social, Furtado affirmait : « La technocratie peut résoudre des problèmes économiques mais pas les problèmes sociaux. Ces derniers ne pourront être résolus qu'avec créativité, par l'interaction des forces sociales. »¹⁹¹⁷ Sa critique de l'autoritarisme ne viendrait dès lors pas de l'inefficacité de ce dernier, mais de l'incapacité d'un tel régime de résoudre les problèmes sociaux. Furtado s'oppose à l'idée selon laquelle l'autoritarisme serait inévitable dans un pays de capitalisme tardif. Cette idée, il le précise, découle de l'adoption d'un modèle de développement imitatif des modèles de consommation et de production des pays du centre : tant que les centres de décision sont à l'extérieur, l'autoritarisme (qui étouffe l'innovation) peut se présenter comme une tendance politique, car la créativité ne s'impose pas comme une nécessité à la société.¹⁹¹⁸ L'objectif de la société brésilienne doit être, selon Furtado, de conserver à l'intérieur du pays le contrôle de son système économique, ce qui exige « une société ouverte, la fin de l'autoritarisme ».¹⁹¹⁹ Il soutient ainsi que le « génie politique » du peuple brésilien soit employé à la solution des grandes problèmes nationaux. Et, pour Furtado, l'injustice sociale était le problème le plus important du pays : « nulle part dans le monde l'économie n'est dirigée de façon aussi antisociale qu'au Brésil ».¹⁹²⁰

¹⁹¹⁶ Le général João Figueiredo avait été élu président (par un Collège électoral) le 15 octobre 1978 ; les gouverneurs des États avaient également été élus par suffrage indirect. Des élections directes, le 15 novembre, concernaient une partie du Congrès national et les Chambres de députés des États.

¹⁹¹⁷ « Furtado : a crise é global », *O Estado de S. Paulo*, 10 novembre 1978, p. 28.

¹⁹¹⁸ « Autoritarismo é apontado por Celso Furtado como o maior problema brasileiro », *Jornal do Brasil*, 9 novembre 1978, p. 19.

¹⁹¹⁹ *Ibid.*

¹⁹²⁰ *Ibid.*

3. De nouvelles voies de réflexion sur le sous-développement

3.1 Le développement économique comme « mythe »

Un séjour au Brésil, en 1974, répondant à une invitation de la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science (SBPC), est l'occasion pour Furtado de revenir au *Nordeste*, dix années et trois mois après son départ de la SUDENE (Furtado venait de récupérer ses droits politiques). Dans la XXVI réunion annuelle de la SBPC, tenue à Recife, Furtado participe à un symposium sur le thème « Environnement, développement et sous-développement », où il aborde des thèmes présents dans son ouvrage à être lancé pendant ce séjour au Brésil, *O mito do desenvolvimento econômico*.¹⁹²¹ À cette occasion, il déclare, en tant qu'un des pionniers des « ordres du développement », avoir pendant longtemps cru à la promesse de diffusion des fruits du développement économique ; le *développement économique* était alors identifié à l'accès des pauvres aux conditions de vie des groupes privilégiés. Cette croyance se serait évanouie face à la tendance observée de concentration des fruits de l'augmentation de la productivité. Les connaissances présentes montreraient, en outre, que « si les formes de consommation des privilégiés se diffusaient par le monde, le système s'effondrait ». ¹⁹²² En affirmant l'existence d'un fossé croissant entre les pays développés et la périphérie du système, Furtado souligne le rôle contemporain des grandes entreprises dans l'augmentation de la concentration du revenu en faveur des pays développés. Selon lui, « rien n'est plus propre au capitalisme que sa tendance à une rapide diversification de la consommation qui exige un revenu hautement concentré. »¹⁹²³

L'auteur, qui avait développé l'analyse de la concentration du revenu au Brésil dans l'ouvrage récent *Análise do « modelo » brasileiro* (1972), approfondit la question dans des articles publiés au Brésil dans *Opinião*. En 1972, dans un article qui sera reproduit dans l'ouvrage *O mito do desenvolvimento econômico*, Furtado affirmait que la concentration du revenu, en augmentant la consommation relative de biens superflus pouvait élever le taux de

¹⁹²¹ Cf. « O mito do desenvolvimento econômico. Celso Furtado », *Opinião*, n° 90, 29 juillet 1974, p. 2. Dans cet article, sont rapportés des propos tenus par C. Furtado lors de la conférence de la SBPC à Recife, en 1974, ainsi que des déclarations de l'auteur à la presse à cette même occasion.

¹⁹²² *Ibid.*

¹⁹²³ Cf. Celso FURTADO, « Meio-ambiente, desenvolvimento e subdesenvolvimento na teoria econômica e no planejamento », in M. C. de ANDRADE *et al.*, *Meio-ambiente, desenvolvimento e subdesenvolvimento*, São Paulo, Hucitec, 1985, p. 88. Cet ouvrage regroupe les textes présentés lors du symposium (de même titre) tenu dans le cadre de la XXVI réunion annuelle de la SBPC, en 1974. L'article de C. Furtado y publié correspond à une version (traduite de l'anglais) de : Celso FURTADO, « The myth of economic development and the future of the Third World », Centre of Latin American Studies, *Working Papers* n° 16, Cambridge, University of Cambridge, 1974.

croissance du PIB.¹⁹²⁴ Furtado rappelait, en outre, dans une autre article, publié en 1973, que l'industrialisation, cause nécessaire du dépassement du sous-développement, n'en était pas une cause suffisante.¹⁹²⁵ Il attirait l'attention sur le fait que l'industrialisation, dans un pays sous-développé, peut être entreprise dans le même cadre des anciennes « économies de plantation ». Ainsi, des « plantations » industrielles tireraient profit de la main-d'œuvre bon marché et des ressources naturelles des pays sous-développés ; la technique et le capital resteraient sous contrôle étranger, en même temps que les décisions concernant la demande (qualité du produit, croissance de la production). L'augmentation de la productivité engendrée par un processus d'industrialisation mené par des entreprises étrangères bénéficierait essentiellement aux capitalistes, alors que les salaires n'auraient pas tendance à croître. Dès lors, l'industrialisation périphérique commandée de l'étranger ne bénéficierait que la minorité de la population associée au système de domination. Dans ces conditions, dans un cadre idéologique où toute forme de nationalisme devient anachronique, le « développementisme » (la lutte pour l'industrialisation) aurait été transformé en un « mythe » contribuant à la perpétuation de rapports de type colonial avec l'étranger.

L'ouvrage *O mito do desenvolvimento econômico*, lancé au Brésil en 1974, est composé d'essais rédigés pendant les séjours de l'auteur à l'American University (au second semestre de 1972) et à l'Université de Cambridge (pendant l'année universitaire 1973-1974). Différemment des études réunies dans l'ouvrage *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*, écrites à un moment où des tendances polycentriques étaient observées dans l'économie mondiale (y compris par les initiatives de De Gaulle), *O mito do desenvolvimento econômico* est le fruit de l'observation de tendances à l'unification du système capitaliste, notamment sous l'égide des grandes entreprises. En ce qui concerne son intérêt pour le rôle des grandes entreprises dans l'évolution présente du capitalisme, Furtado affirme avoir été influencé par le contact rapproché qu'il a eu avec les économistes Stephen Hymer, son compagnon à l'Université Yale, et Maurice Byé, son ancien maître à l'Université de Paris.¹⁹²⁶ M. Byé, qui avait été l'un des premiers économistes à théoriser sur la question des grandes entreprises, attire l'attention de Furtado, dans les années 1960, sur la capacité d'adaptation des grandes entreprises sur le plan international.¹⁹²⁷ La rencontre avec S. Hymer, auteur de travaux innovateurs sur l'économie internationale, avait attiré l'attention de Furtado sur le rôle des firmes multinationales dans les échanges internationaux ainsi que dans le

¹⁹²⁴ Cf. Celso FURTADO, « Objetividade e ilusionismo em economia », *Opinião*, octobre 1972.

¹⁹²⁵ Cf. Celso FURTADO, « Reflexões de um marciano », *Opinião*, n° 14, 5 février 1973, p. 10.

¹⁹²⁶ Cf. la préface de l'auteur à : Celso FURTADO, *Le mythe du développement économique*, *op. cit.*, p. 9.

¹⁹²⁷ *Ibid.*

développement de nouvelles technologies.¹⁹²⁸ Le travail pionnier de Hymer¹⁹²⁹ faisait le rapport entre la nature oligopolistique ou monopolistique des firmes et leurs investissements directs à l'étranger ; l'auteur montre également une tendance dans l'évolution de l'économie internationale vers un pouvoir de marché grandissant des firmes multinationales, ainsi que vers leur affranchissement par rapport au pouvoir régulateur des États.¹⁹³⁰ Outre l'influence toujours présente des idées de R. Prebisch sur les rapports centre-périphérie, Furtado souligne que ses réflexions dans ce livre ont également bénéficié des échanges avec Osvaldo Sunkel, son ancien collègue à la CEPAL, qui a mis en relief de nouveaux aspects des rapports centre-périphérie.¹⁹³¹ Sunkel affirmait que l'industrialisation par substitution d'importations a été un moyen d'intégrer l'économie sous-développée à un nouveau type de système capitaliste international ; un modèle centre-périphérie d'un nouveau type serait en train de s'organiser. Avec l'avènement de l'oligopole manufacturier international, agent d'une nouvelle division internationale du travail, Sunkel observe « se former une nouvelle spécialisation internationale relativement à la création de la connaissance scientifique et technologique dans les métropoles et à la manière dont celle-ci est 'consommée' au fur et à mesure par les nations périphériques. »¹⁹³²

Dans *O mito do desenvolvimento econômico* et dans ses écrits postérieurs, la « modernité » de la pensée de Celso Furtado, mise en relief par F. H. Cardoso¹⁹³³, est manifeste. En touchant à la question des limites de l'utilisation des ressources naturelles dans le cadre d'un style de développement consumériste, Furtado entame une critique de la civilisation occidentale. Étant donné le coût en ressources non renouvelables du modèle de vie créé par la civilisation industrielle, celle-ci devient, comme l'affirme Furtado, une « civilisation élitiste », qui « ne sera jamais à la portée des grandes masses qui habitent le

¹⁹²⁸ Cf. Celso FURTADO, *Le mythe du développement économique*, op. cit. ; Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, op. cit.

¹⁹²⁹ Cf. Stephen HYMER [1960], *The international operations of national firm : a study of foreign direct investment*, Cambridge, MIT Press, 1976 ; voir aussi : *id.*, The efficiency (contradictions) of multinational corporations, *The American Economic Review*, vol. 60, n° 2, 1970.

¹⁹³⁰ Furtado partage les points de vue de Hymer, ainsi que l'idée de J. K. Galbraith, selon laquelle, dans les pays industrialisés (et spécialement aux États-Unis) un nombre réduit de grandes firmes planifient le marché global. Cf. Celso FURTADO, *O mito do desenvolvimento econômico*, op. cit., chap. 1 ; *id.*, *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*, op. cit. ; John K. GALBRAITH, *The new industrial state*, op. cit. Sur les auteurs ayant influencé l'approche de C. Furtado sur les firmes multinationales, voir : Renata BIANCONI, Alexandre MINDA, « Multinational firms... », op. cit.

¹⁹³¹ Cf. la préface de Celso Furtado à son ouvrage *Le mythe du développement économique*, op. cit.

¹⁹³² Cf. Osvaldo SUNKEL, « Intégration capitaliste transnationale et désintégration nationale en Amérique latine », *Politique Étrangère*, vol. 35, n° 6, 1970, p. 652.

¹⁹³³ Cf. Fernando Henrique CARDOSO, « Prefácio », in F. S. COELHO, R. G. GRANZIERA (éds.), *Celso Furtado e a Formação econômica do Brasil : edição comemorativa dos 50 anos de publicação : 1959-2009*, op. cit.

Tiers monde ». ¹⁹³⁴ C'est dans ce sens que l'auteur avait formalisé, en 1974, l'idée selon laquelle le développement économique, entendu comme l'accès aux formes de vie des pays alors développés, n'était qu'un *mythe*.

Le premier chapitre de *O mito do desenvolvimento econômico* concerne les tendances structurelles du système capitaliste dans la phase de domination des grandes entreprises. Il s'agit d'un texte inédit, mais qui reprend des idées présentées lors d'une conférence à Cambridge ¹⁹³⁵, où l'auteur avait discuté, du point de vue des pays sous-développés, les conclusions du rapport *The limits to growth* ¹⁹³⁶, élaboré pour le Club de Rome. L'évolution du système capitaliste est davantage développée dans le premier chapitre du livre publié en 1974, étant mis en relief le rôle des grandes entreprises dans les rapports centre-périphérie. Sur l'évolution du système capitaliste, l'auteur affirme :

« Rien n'est plus caractéristique du capitalisme dans sa phase d'évolution actuelle, que le fait qu'il se passe d'un État, national ou multinational, pour encadrer et ordonner l'ensemble le plus dynamique des activités économiques. Ceci ne veut pas dire que les États se préoccupent peu, aujourd'hui, de l'intérêt collectif. [...] Mais comme la stabilité et l'expansion de ces économies dépendent fondamentalement des transactions internationales, et comme celles-ci sont sous le contrôle des grandes entreprises, les rapports des États nationaux, avec les grandes entreprises, tendent à devenir des rapports de pouvoir. » ¹⁹³⁷

Dans les économies périphériques, la coopération des oligopoles internationaux a permis de surmonter les obstacles à la poursuite de l'expansion économique, tels que le manque de capitaux, les difficultés d'accès à la technologie et l'étroitesse des marchés intérieurs. L'industrialisation périphérique sous contrôle des grandes entreprises est, toutefois, différente de celle qui a lieu dans les pays du centre, où le dynamisme économique découle du flux de nouveaux produits et de l'augmentation des salaires réels (expansion de la consommation de masse). Dans la périphérie, par contre, le capitalisme « provoque un mimétisme culturel et exige la concentration permanente des revenus pour permettre à des minorités privilégiées de reproduire les modèles de consommation des pays du centre. » ¹⁹³⁸

Dès lors, en observant l'évolution du système capitaliste dans l'après-guerre, sous

¹⁹³⁴ Selon les propos de C. Furtado, tenus dans une de ses interventions lors d'un colloque sur son œuvre, à Paraíba, en 1991, publiés dans : Francisco de S. GAUDÊNCIO, Marcos FORMIGA (coord.), *Era da esperança*, *op. cit.*, p. 77.

¹⁹³⁵ À l'Université de Cambridge, Furtado présentera l'idée du *mythe du développement* lors d'une conférence à la Faculté d'Économie, en mars 1974 : Celso FURTADO, « The myth of economic development and the future of the Third World », *op. cit.* Une version de ce texte sera également publiée en français : « Le mythe du développement économique et le futur du Tiers monde », *Revue Tiers-Monde*, vol. 15, n° 57, jan.-mars 1974. Ces idées seront développées davantage dans le premier chapitre de l'ouvrage *O mito do desenvolvimento econômico*, *op. cit.*

¹⁹³⁶ Il s'agit d'une étude préparée au Massachusetts Institute of Technology. Cf. Donella H. MEADOWS, Dennis L. MEADOWS, Jorgen RANDERS, William W. BEHRENS III, *The limits to growth*, New York, Universe Books, 1972.

¹⁹³⁷ Cf. Celso FURTADO, *Le mythe du développement économique*, *op. cit.*, p. 38-39.

¹⁹³⁸ *Ibid.*, p. 53

l'hégémonie croissante des grandes entreprises dans le processus d'accumulation, Furtado met en relief l'augmentation du fossé qui sépare le centre du système des économies périphériques. Si dans le premier une tendance à l'homogénéisation des modèles de consommation est observée, dans les dernières, le modèle de vie adopté par une minorité privilégiée s'écarte de celui des masses. C'est cette constatation qui est à la base de l'analyse de Furtado sur les projections alarmantes du début des années 1970 concernant l'utilisation des ressources naturelles. L'auteur souligne que le raisonnement selon lequel l'accession de tous les peuples au développement économique engendrerait l'effondrement du système économique mondial était « fallacieux », car la dynamique de l'économie mondiale opérait dans le sens de la concentration du revenu. Il affirme : « Pour aller au fond de ce problème, il est nécessaire de saisir la nature du sous-développement, le phénomène de la *dépendance technologique* et celui du mimétisme culturel que cette dernière engendre. »¹⁹³⁹

L'étude *The limits to growth* avait attiré l'attention sur les conséquences à long terme de la poursuite de la croissance mondiale. L'importance de cette étude résidait, selon Furtado, dans l'abandon de l'hypothèse d'un monde illimité, jusqu'alors prédominante dans les projections des tendances à long terme des économies nationales ou régionales. Les projections concernant l'économie des États-Unis, par exemple, considéraient le problème de la demande de ressources naturelles non renouvelables dans le long terme, mais contenaient « l'hypothèse implicite d'un monde sans limites en dehors des États-Unis. »¹⁹⁴⁰ Si l'étude préparée pour le Club de Rome a eu le mérite d'analyser le comportement de l'économie mondiale dans son ensemble, fermant pour la première fois le système à l'échelle planétaire¹⁹⁴¹, ses prémisses posaient des problèmes. Considérant que tous les pays, en se développant, suivraient le modèle de consommation américain, l'étude concluait à une tendance au collapsus du système ; son point de départ était, ainsi, la compréhension du sous-développement comme une *phase* dans le processus de développement (l'école de Rostow).¹⁹⁴² Selon l'interprétation de Furtado, toutefois, le sous-développement est « une

¹⁹³⁹ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 225.

¹⁹⁴⁰ Cf. Celso FURTADO, « Le mythe du développement économique et le futur du Tiers monde », *op. cit.*, p. 58.

¹⁹⁴¹ Furtado fait remarquer que les économistes ignorent les modifications dans le monde physique causées par la création de valeurs économiques. Il rappelle, toutefois, l'importance des travaux de N. Georgescu-Roegen, l'un des seules économistes à s'occuper de cette question, qui offre une interprétation des processus économiques du point de vue des lois de la thermodynamique. Cf. Celso FURTADO, *Le mythe du développement économique*, *op. cit.*, p. 17-18 (note 4) ; Nicholas GEORGESCU-ROEGEN, *The entropy law and the economic process*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.

¹⁹⁴² Georges Corm souligne que la démystification du « sous-développement comme simple retard dans le cadre d'une marche par étapes vers la généralisation du progrès » est très difficile. Dans ce sens, il met en relief la réflexion de Celso Furtado, dans *Le mythe du développement économique*, qui démontre « les effets dévastateurs du mimétisme culturel dans les politiques de développement du tiers-monde. » Et G. Corm d'ajouter : « En effet, c'est bien l'aliénation culturelle des minorités privilégiées et dominantes des pays du tiers-monde qui est responsable de l'hémorragie permanente de richesses que subit le tiers-monde au profit des centres industrialisés,

déformation provoquée par des réactions particulières survenues entre pays dominants et pays dépendants, à partir de la révolution industrielle. »¹⁹⁴³ L'irréalisme du modèle proposé par les économistes du MIT viendrait donc de la non prise en compte de la différence qualitative entre le capitalisme centrique ou dominant et le capitalisme périphérique ou dépendant.¹⁹⁴⁴ Dans ce dernier, l'industrialisation¹⁹⁴⁵ exclut les grandes masses des fruits de l'augmentation de la productivité. Un modèle plus réaliste concernant la pression sur les ressources non renouvelables devait prendre en compte le fait que seulement cinq pour cent de la population du Tiers monde pourront avoir accès à l'*american way of life* ; la tendance observée serait alors dans le sens de la concentration du revenu et de la richesse au profit des pays riches et de minorités privilégiées des pays pauvres.¹⁹⁴⁶ Furtado arrive ainsi à la conclusion suivante :

« Le style de vie produit par le capitalisme industriel doit être préservé pour une minorité, puisque toutes les tentatives de généralisation de ce style de vie, à l'ensemble de l'humanité entraîneront nécessairement l'effondrement du système. Cette conclusion est importante pour les pays du Tiers Monde, car elle met en évidence que le *développement économique* préconisé et pratiqué dans ces pays - la voie d'accès aux formes de vie des pays actuellement développés - est tout simplement un mythe. On sait maintenant que les pays du Tiers Monde ne pourront jamais se *développer* si par là on comprend l'accession aux formes de vie des pays actuellement développés. »¹⁹⁴⁷

En réfléchissant sur la civilisation créée par le capitalisme industriel, Furtado met en relief son caractère inégalitaire : c'est la consommation des groupes à hauts revenus qui doit être incitée (par l'apparition en permanence de nouveaux produits et de nouveaux modèles), une fois que celle des masses dépend du niveau des salaires réels.¹⁹⁴⁸ Dès lors, Furtado observe : « Il s'établit une interrelation entre la rapidité de ce flux innovateur de consommation des groupes à hauts revenus, le taux de profit et le degré de concentration du

du fait des politiques de développement et de coopération mises en oeuvre. » Cf. Georges CORM, « Saper l'idéologie du développement », *Le Monde Diplomatique*, avril 1978.

¹⁹⁴³ Cf. Celso FURTADO, « Le mythe du développement économique et le futur du Tiers monde », *op. cit.*, p. 60. Posant autrement le problème, Furtado affirme : « Il n'est pas facile de comprendre la nature du sous-développement ; ses dimensions sont multiples et celles qui paraissent le plus facilement dépisables ne sont pas toujours les plus significatives. Tout ce que nous savons, avec quelque certitude, c'est que le sous-développement n'a rien à voir avec l'âge d'une société ou d'un pays. Nous savons également que le paramètre pour le mesurer est donné par l'accumulation au niveau du système de production et par l'accès à la panoplie des biens finis qui caractérisent ce qu'on appelle conventionnellement le mode de vie moderne. » Cf. Celso FURTADO, *Le mythe du développement économique*, *op. cit.*, p. 21.

¹⁹⁴⁴ Et l'auteur de préciser : « Le premier se fonde sur l'introduction de produits nouveaux et sur la diffusion et l'emploi de ces nouveaux produits, c'est-à-dire, sur la consommation de masse. Le deuxième se fonde sur l'imitation technologique et sur la concentration du revenu et de la richesse. Comme c'est au sein du capitalisme périphérique qu'a lieu la grande expansion démographique, l'ignorance de cette disparité structurelle conduit nécessairement à des résultats irréalistes dans des projections de tendances. » Cf. Celso FURTADO, « Le mythe du développement économique et le futur du Tiers monde », *op. cit.*, p. 62.

¹⁹⁴⁵ Furtado rappelle que l'industrialisation périphérique est basée soit sur la substitution d'importations au service de minorités privilégiées, soit sur les industries d'exportation qui exploitent une main-d'œuvre bon marché. *Ibid.*, p. 60.

¹⁹⁴⁶ *Ibid.*, p. 62 et 64.

¹⁹⁴⁷ *Ibid.*, p. 64.

¹⁹⁴⁸ *Ibid.*, p. 65-66.

revenu. »¹⁹⁴⁹ Un système productif orienté à l'obsolescence rapide en vue de l'augmentation de la consommation des groupes à hauts revenus ne serait pas adapté à l'affrontement du problème de la misère dans les pays périphériques. Furtado souligne plutôt l'intérêt de l'orientation du progrès technique vers la simplification de la consommation et la longévité de ce qui est produit, de façon à économiser les ressources rares. Pour cette réorientation du développement économique, un grand renforcement des centres internes de décision serait nécessaire, ainsi que l'élimination du contrôle des systèmes industriels des pays périphériques par des entreprises multinationales. Reprenant le contrôle sur ses propres ressources non renouvelables (dont les prix tendraient ainsi à augmenter), les pays périphériques forceraient une réorientation du progrès technique vers une utilisation plus efficace de ces ressources ; en outre, les transferts de ressources vers le Tiers monde contribueraient à réduire l'accumulation dans les pays développés. Dans ces conditions, Furtado soutient qu'une augmentation de la consommation des masses du Tiers monde sommée à la réduction de la consommation des élites aurait comme effet une pression sur les ressources naturelles inférieure à celle qu'aurait produit la diffusion des formes de vie des pays dominants.¹⁹⁵⁰

Furtado identifie dans l'orientation générale du processus de développement un facteur de pression sur les ressources non renouvelables. À ce sujet, il affirme :

« la concentration croissante du revenu au centre du système, c'est-à-dire, l'amplification du fossé qui sépare la périphérie de ce centre, constitue un facteur additionnel augmentant la pression sur les ressources non renouvelables. En effet : si les richesses étaient mieux réparties dans l'ensemble du système capitaliste, la croissance dépendrait moins de l'introduction de nouveaux produits finis et davantage de la diffusion des produits déjà connus, ce qui signifierait un coefficient moins élevé de déperdition. La capitalisation tend à être plus intense quand la croissance est orientée vers l'introduction de nouveaux produits finis, c'est-à-dire, vers le raccourcissement de la durée de vie des biens déjà incorporés au patrimoine des individus et de la collectivité. »¹⁹⁵¹

Analysant les tendances du système capitaliste, Furtado conclut à des pressions moins importantes sur les ressources non renouvelables que celles déduites des projections faites par les experts du MIT. D'un côté, l'industrialisation périphérique se réalise dans le sens de l'exclusion des masses des bénéfices des augmentations de productivité ; tout scénario décrivant l'ascension des masses aux niveaux de consommation des pays développés serait, dès lors, fantaisiste. De l'autre, si des changements sociaux se produisent, le développement pourrait être réorienté à la satisfaction prioritaire des besoins généralisables à l'ensemble de la population.

À Celso Furtado, ainsi qu'à son collègue Ignacy Sachs, expert des questions relatives à

¹⁹⁴⁹ *Ibid.*, p. 66.

¹⁹⁵⁰ *Ibid.*, p. 66-67.

¹⁹⁵¹ Cf. Celso FURTADO, *Le mythe du développement économique*, *op. cit.*, p. 88.

l'environnement et au développement, le scénario apocalyptique prévu par le Club de Rome ne leur paraissait pas imminent, alors que le problème le plus immédiat serait celui de la misère d'une grande partie de l'humanité.¹⁹⁵² À ce sujet, Furtado affirme : « Pour les masses croissantes qui, depuis deux siècles de révolution industrielle, vivent au niveau de la subsistance, la menace réelle consiste à y rester, tandis que leurs pays respectifs se dotent des façades industrielles au bénéfice des minorités locales et des groupes liés aux économies dominantes. »¹⁹⁵³

A propos des essais réunis dans *O mito do desenvolvimento econômico*, Furtado souligne que le deuxième, également écrit à Cambridge, « Sous-développement et dépendance : les connexions fondamentales » présente de façon plus systématique la formulation théorique contenue dans les autres chapitres du livre.¹⁹⁵⁴ Dans ce chapitre l'auteur montre que, à l'origine du sous-développement, se trouvent les augmentations de la productivité du travail dans le cadre des avantages comparatifs dans le commerce international. La division internationale du travail, par la transformation de l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale, par exemple, a permis à certaines régions d'accroître leur excédent économique sans exiger des changements majeurs dans les techniques de production. L'excédent additionnel ainsi créé a pu être employé à la diversification des habitudes de consommation des classes dirigeantes moyennant l'importation de biens de consommation qui étaient le fruit de l'accumulation et du progrès technique qui avaient lieu dans le centre du système. Dès lors, l'excédent engendré dans la périphérie du système capitaliste n'était pas dirigé à la formation de capital, mais à la diffusion des nouveaux modèles de consommation qui étaient créés dans le centre du système économique mondial.

L'idée de *modernisation* est ici employée par Furtado pour caractériser « le processus d'adoption de modèles de consommation plus sophistiqués (publique et privée) qui se produit en l'absence du processus correspondant d'accumulation du capital et du progrès dans les méthodes de production. »¹⁹⁵⁵ Dans ce cadre, à mesure qu'avance le processus d'industrialisation, la technologie incorporée dans les équipements importés correspondra au

¹⁹⁵² Cf. l'intervention d'I. Sachs dans le même symposium (SBPC, Recife, 1974), auquel participe C. Furtado : Ignacy SACHS, « Meio-ambiente e desenvolvimento : estratégias de harmonização », in M. C. de Andrade *et al.*, *Meio-ambiente, desenvolvimento e subdesenvolvimento*, *op. cit.*, p. 47-48.

¹⁹⁵³ Cf. Celso FURTADO, « Le mythe du développement économique et le futur du Tiers monde », *op. cit.*, p. 67-68.

¹⁹⁵⁴ Présenté dans un séminaire à Cambridge [Faculty Seminar at Queen's College], le 22 novembre 1973, ce texte reprenait des idées présentées auparavant dans : Celso FURTADO, « Dependencia externa y teoria economica », *El Trimestre Económico*, n° 150(2), avril-juin 1971 ; une version de ce texte en français a également été publiée en 1971 : « Dépendance externe et théorie économique », *op. cit.* Pour le texte du séminaire présenté à l'Université de Cambridge, voir : Celso FURTADO, « Underdevelopment and dependence : the fundamental connections », Centre of Latin American Studies, *Working Papers* n° 17, 1973.

¹⁹⁵⁵ Cf. Celso FURTADO, *Le mythe du développement économique*, *op. cit.*, p. 102.

profil de la demande des secteurs modernisés de la société, mais n'aura pas de rapport avec le niveau d'accumulation de capital du pays. La reproduction du sous-développement est ainsi en rapport direct avec la dépendance culturelle, puisque l'orientation de la technologie correspondant à la demande diversifiée exige l'utilisation plus intensive de ressources relativement rares dans une économie sous-développée (travail spécialisé, devises étrangères, capital) au détriment de ressources relativement abondantes (terre, travail non spécialisé).

Si la dépendance, « situation particulière des pays dont les modèles de consommation sont imités de l'extérieur »¹⁹⁵⁶ peut exister même sans la présence d'investissements directs étrangers, elle est aggravée par le contrôle du système de production local par des entreprises étrangères. Tant qu'un pays reste en position de « satellite culturel des pays du centre du système capitaliste », le phénomène de la dépendance, avertit Furtado, ne sera pas éliminé.¹⁹⁵⁷

L'industrialisation par substitution d'importations, dans une situation de dépendance, tend à introduire un clivage dans l'appareil productif entre les activités traditionnelles et le secteur produisant pour la minorité modernisée ; la disparité entre le niveau de consommation de cette dernière et celui de la masse de la population s'introduit désormais dans l'appareil productif, où passent à coexister deux niveaux technologiques. Les biens demandés étant liés à une certaine technologie, toute tentative d'adaptation de la technologie employée aurait peu de résultats ; le problème réside, donc, dans la constellation de biens demandés. Pour avoir accès aux flux d'innovations des pays centraux et contourner les obstacles à la poursuite de l'industrialisation, les pays périphériques sollicitent la coopération des entreprises étrangères, qui passent à contrôler de plus en plus l'appareil productif local. « Ainsi, la dépendance, d'abord simple reproduction des modèles de consommation des pays du centre, par le truchement de la division internationale du travail, tend à s'enraciner dans le système de production et finalement prend la forme de programmation par les filiales des entreprises transnationales, du style de développement. »¹⁹⁵⁸ Furtado avertit, toutefois, que le contrôle du système productif par des groupes locaux ne saurait réduire la dépendance, si ces groupes restent attachés à une vision du développement comme processus mimétique de modèles culturels importés.¹⁹⁵⁹

Le cas brésilien est discuté par Furtado dans le troisième essai de l'ouvrage, « Le modèle brésilien de sous-développement ». Dans cette étude, qui avait fait l'objet d'une

¹⁹⁵⁶ *Ibid.*, p. 106.

¹⁹⁵⁷ *Ibid.*, p. 107. Furtado souligne, d'ailleurs, que le phénomène de la dépendance est plus général que celui du sous-développement (qui est une création de la dépendance). Dès lors, si la dépendance ne produit pas nécessairement des formations sociales sous-développées, le dépassement du sous-développement, dans le cadre de la dépendance, reste difficilement concevable.

¹⁹⁵⁸ *Ibid.*, p. 113-114.

¹⁹⁵⁹ *Ibid.*, p. 114.

conférence à l'American University, en octobre 1972, l'auteur poursuit les réflexions entamées dans *Análise do « modelo » brasileiro*, publié en 1972 (à partir d'observations faites au Brésil en 1971). Furtado vise ici à réfléchir sur les raisons de la persistance du sous-développement dans le contexte de la diffusion du progrès technique à l'échelle mondiale, ainsi qu'à discuter la politique de « développement » mise en place au Brésil. Selon son hypothèse de base, le sous-développement est un aspect du mode de croissance et de diffusion du capitalisme industriel, et ne peut pas en être isolé. Il définit le progrès technique comme « l'introduction de nouveaux procédés de production capables d'augmenter l'efficacité dans l'utilisation des ressources rares et/ou l'introduction de nouveaux produits capables d'être incorporés au panier des biens et services de consommation ». ¹⁹⁶⁰ Quant au développement économique, Furtado le définit comme « l'accumulation de capital et l'adoption de procédés de production plus efficaces » et émet l'hypothèse selon laquelle il « implique la diffusion de l'usage de produits déjà connus et/ou l'introduction de nouveaux produits dans l'éventail des biens de consommation. » ¹⁹⁶¹ Dans les pays sous-développés, un processus de *modernisation* aurait eu lieu, c'est-à-dire, « d'adoption de nouveaux modèles de consommation correspondant à des niveaux plus élevés de revenu, en l'absence d'un développement économique. » ¹⁹⁶²

Sur la croissance industrielle rapide observée au Brésil, demandant intense absorption de progrès technique, Furtado souligne que se sont conjugués dans ce processus les intérêts des grandes entreprises internationales et ceux des minorités modernisées. Cependant, le système économique n'étant pas capable de créer le type de demande nécessaire à son expansion, le gouvernement aurait joué un rôle fondamental dans ce processus, aussi bien en subsidiant les investissements qu'en amplifiant la demande. Après une période de relative stagnation économique, le gouvernement brésilien a adopté, à partir de 1968, une politique réussie d'attraction d'entreprises étrangères et d'aide à l'expansion des filiales installées dans le pays, y compris par la création d'un profil de demande adapté à leurs intérêts. L'action du gouvernement sur la répartition du revenu a maximisé le transfert de progrès technique au pays ainsi que l'apport de ressources étrangères, maximisant ainsi l'expansion du PIB. Il s'agit ainsi, souligne Furtado, d'une économie très dépendante de l'action de l'État pour l'articulation entre l'offre et la demande. L'auteur achève son analyse en affirmant le caractère antisocial du modèle brésilien, qui exclut la masse de la population des bénéficiaires de l'accumulation de capital et du progrès technique.

Dans le dernier essai qui compose *O mito do desenvolvimento econômico*,

¹⁹⁶⁰ *Ibid.*, p. 122.

¹⁹⁶¹ *Ibid.*, p. 124 et 122, respectivement.

¹⁹⁶² *Ibid.*, p. 124.

« Objectivité et illusionnisme en économie »¹⁹⁶³, Furtado attire l'attention sur le fait que les concepts et les catégories d'analyse dont s'utilise l'économiste ne sont pas indépendantes de sa propre vision d'un *projet* implicite dans la vie sociale. Furtado critique la prétendue objectivité de l'utilisation de concepts tels qu'investissement et produit intérieur brut. L'investissement, par exemple, n'est pas un concept sans ambiguïtés, avertit l'auteur. Il fait référence à un processus d'augmentation de la capacité productive qui implique un coût social, car la consommation (dont la réduction pourrait servir à financer des investissements) n'est pas une masse homogène. De même en ce qui concerne le taux de croissance du PIB qui, dans un pays comme le Brésil, peut être élevé par le moyen de la concentration du revenu. Furtado synthétise ainsi la question : « plus est grande la concentration du revenu, plus les privilèges augmentent, plus grande est la consommation du superflu, plus le taux de croissance du PIB sera élevé. Une comptabilité nationale peut ainsi se transformer en un jeu de miroirs à l'aide duquel un illusionniste habile peut obtenir les effets les plus déroutants. »¹⁹⁶⁴ Furtado appelle ainsi à l'exercice de l'autocritique et de la conscience de la responsabilité sociale dans les sciences sociales.

3.2 L'analyse du capitalisme post-national et la réflexion sur un Nouvel ordre économique international

Les transformations de l'économie mondiale dans le cadre de l'expansion des entreprises multinationales occupent une place importante dans les préoccupations intellectuelles de C. Furtado vers la moitié des années 1970. Furtado estimait fondamentale l'étude de la phase post-nationale du capitalisme pour l'approfondissement de l'étude du sous-développement.¹⁹⁶⁵ Dans un colloque à Téhéran¹⁹⁶⁶, en 1975, il présente une

¹⁹⁶³ Cet essai avait été publié dans l'hebdomadaire *Opinião*, au Brésil, en octobre 1972.

¹⁹⁶⁴ Cf. Celso FURTADO, *Le mythe du développement économique*, *op. cit.*, chap. 4, p. 150.

¹⁹⁶⁵ Cf. Lettre de Celso Furtado à Antonieta Rezende, datée du 9 avril 1975 (citée dans : Rosa F. d'A. FURTADO, « Introdução : Um sonho de regresso », *op. cit.*, p. 8-9).

¹⁹⁶⁶ Le « Colloque économique Iran-Europe », organisé conjointement par l'IEDES (Paris) et le Centre des Hautes Études internationales de l'Université de Téhéran, comme le rapporte M. Ikonicoff, « a été l'occasion privilégiée d'une réflexion commune sur les problèmes essentiels qui caractérisent la situation internationale actuelle, et sur l'Iran, qui en est l'un des principaux protagonistes ». Ce colloque a réuni plus de 80 économistes, sociologues et journalistes, environ la moitié d'entre eux Iraniens (dont le Premier ministre et des membres du conseil d'administration de la Compagnie nationale iranienne du Pétrole), l'autre moitié Européens (dont le futur Premier ministre français Raymond Barre et le directeur de l'IEDES Charles Morazé), plus quelques personnalités du Tiers Monde, dont Celso Furtado. Sur les résultats du Colloque, M. Ikonicoff affirme, dans un compte-rendu sur l'évènement : « Convoqué à un moment où tous les efforts convergent pour définir le profil de ce qui pourrait être un nouvel ordre économique international, le Colloque a sans doute constitué un champ de confrontation d'idées qui peut contribuer à l'éclaircissement de certaines des conditions de la création de ce nouvel ordre. » Cf. Moïses IKONICOFF, « Colloque économique Iran-Europe. Téhéran, 15-17 mars 1975 », *Tiers-Monde*, vol. 16, n° 64, 1975, citations p. 871-872 et p. 877, respectivement.

communication sur les transformations et la crise de l'économie mondiale. L'auteur y met en évidence les distorsions de l'industrialisation des pays périphériques. Il montre qu'à l'intérieur de ces économies se forment des sous-systèmes différenciés, l'un étant composé par des industries à haute intensité de capital (produisant pour l'exportation ou pour une minorité de la population), l'autre, étant composé par des activités économiques à faible productivité (où s'insère une grande partie de la population). L'effet d'entraînement du secteur dynamique sur les autres activités étant très difficile dans ces conditions, Furtado attirait l'attention sur le risque de perpétuation d'une scission structurelle sur le plan économique et social.¹⁹⁶⁷

Issu de cette communication, l'essai « Le capitalisme post-national (analyse des formes de pouvoir) », aussitôt publié en France, au Mexique, au Chili, en Argentine, au Sénégal et au Brésil¹⁹⁶⁸, aura une grande répercussion.

En présentant l'essai de C. Furtado à ses lecteurs, la revue *Esprit* affirmait : « À un moment où les équilibres économiques et politiques à l'intérieur du monde capitaliste sont remis en cause, il nous semble que cette synthèse informée et argumentée fournit, au prix d'une lecture attentive, le cadre de référence dont beaucoup ont besoin. »¹⁹⁶⁹ Dans la première partie de l'essai, intitulée « De la coordination nationale au laisser faire international », Furtado montre qu'un effort de consolidation des systèmes économiques nationaux apparaît en réaction au projet anglais d'économie mondiale, ce qui permettra la formation du « club fermé des économies développées actuelles »¹⁹⁷⁰ ; un élargissement des centres internes de décision et de coordination marque cette phase de l'évolution du capitalisme. Après le second conflit mondial, la tutelle politique nord-américaine s'établit : « présentée comme un instrument de défense de la 'civilisation occidentale' », cette tutelle « sera la base d'une plus grande homogénéité des nations capitalistes industrialisées ».¹⁹⁷¹ Furtado souligne que, face à l'unification croissante de l'espace économique du système capitaliste, les systèmes nationaux perdent leurs contours ; les grandes entreprises (multinationales) prennent un pouvoir

¹⁹⁶⁷ *Ibid.*, p. 876-877. Le projet de développement iranien étant l'un des axes principaux de discussion dans ce colloque, ces observations de C. Furtado auraient donné lieu à des éclaircissements de la part des responsables iraniens du plan, lesquels auraient tenu à affirmer « que le projet économique iranien tendait à éviter les distorsions signalées et à incorporer l'ensemble de la population au processus de développement ». *Ibid.*, p. 877.

¹⁹⁶⁸ Article publié dans : *Esprit* (Paris), vol. 43, n° 445, avril 1975 (parties I et II), et vol. 43, n° 446, mai 1975 (partie III) ; *El Trimestre Económico* (Mexico), vol. XLII, n° 168, 1975 ; *Estudios internacionales* (Santiago), vol. VIII, n° 30, 1975 ; *Asuntos internacionales* (Buenos Aires), 1975 ; *Foro del Tercer Mundo* (Dakar), 1975 ; *Cadernos de Opinião* (Rio de Janeiro), n° 1, 1975. Cet article a été récemment republié dans son intégralité, dans le deuxième volume de la collection « Arquivos Celso Furtado », sous le titre : « O capitalismo pós-nacional. Uma interpretação da 'crise' econômica atual » (cf. C. FURTADO, *Economia do desenvolvimento, op. cit.*, p. 171-223).

¹⁹⁶⁹ Cf. *Esprit*, vol. 43, n° 445, avril 1975, p. 481.

¹⁹⁷⁰ Cf. Celso FURTADO, « Le capitalisme post-national (analyse des formes de pouvoir) », *Esprit*, vol. 43, n° 445, avril 1975, p. 484.

¹⁹⁷¹ *Ibid.*, p. 486.

croissant à l'intérieur du nouveau système global. Il attire l'attention sur le fait que ces grandes entreprises disposent de ressources supérieures aux réserves de toutes les banques centrales du monde capitaliste, et que ces ressources circulent sur le marché financier international échappant au contrôle des autorités monétaires. D'où sa conclusion :

« Il existe donc une sphère de décision qui ne se confond pas avec les cadres institutionnels contrôlés par les États nationaux. *Tout se passe comme si une nouvelle dimension était apparue, qui échappe aux formes d'action codifiées par les gouvernements sur le plan national ou sur le plan international. Bref, à l'intérieur du cadre institutionnel actuel, les gouvernements n'ont pas la possibilité de coordonner l'action que tout un ensemble d'agents puissants exercent dans le système capitaliste. S'il existe une coordination, elle se fait dans le cadre des oligopoles et des consortiums financiers où les gouvernements se manifestent par la pression qu'ils exercent sur tel ou tel agent.* »¹⁹⁷²

Le dérèglement alors observé dans l'économie mondiale découlerait de l'incapacité à contrôler les foyers d'instabilité qui apparaissent dans cette nouvelle dimension internationale¹⁹⁷³, notamment depuis la moitié des années 1960. Dans la structuration de cette nouvelle économie internationale, Furtado met en relief le déficit persistant du compte courant de la balance des paiements des États-Unis (qui constitue des liquidités à la disposition des grandes firmes ayant une capacité d'action internationale), ainsi que les dollars du pétrole qui, mis à la disposition d'institutions financières, alimentent aussi les grandes entreprises internationales. Furtado souligne, toutefois, la vulnérabilité de la situation financière des grandes entreprises nord-américaines, dont l'endettement croissant aurait été favorisé par l'endettement extérieur des États-Unis ainsi que par la perspective de continuité de l'inflation ; l'aggravation de la situation économique nord-américaine pourrait ainsi, avertit Furtado, conduire le système capitaliste à une crise avec des conséquences imprévisibles.¹⁹⁷⁴

Après avoir présenté son interprétation des dérèglements touchant l'économie mondiale au début du troisième quart du XX^e siècle, Furtado approche, dans la deuxième partie de son essai, « Les relations centre-périphérie ». ¹⁹⁷⁵ L'auteur rappelle que l'industrialisation d'un pays dépend toujours du degré d'accumulation atteint par les pays qui commandent le progrès technique. Ainsi, un retard relatif dans le processus d'accumulation imposera un effort supplémentaire pour le démarrage de l'industrialisation : « *à partir d'un certain point, la possibilité d'opter pour un système économique national [devient]*

¹⁹⁷² *Ibid.*, p. 490 (italiques de l'auteur).

¹⁹⁷³ Les activités que Furtado appelle « nouvelle dimension internationale » concernent « la manipulation d'une masse croissante de titres de crédit à fort degré de liquidité, appartenant à des agents qui ne participent pas aux procès productifs. » *Ibid.*, p. 498.

¹⁹⁷⁴ *Ibid.*, p. 500-501 (note 10).

¹⁹⁷⁵ Comme le résume la revue *Esprit*, Furtado montre, dans cette analyse structurelle du système, « qu'entreprise avec retard, l'industrialisation de la périphérie se fait au prix d'une monopolisation des bénéfices du développement par une couche étroite et à travers l'apparition d'un pouvoir autoritaire de type 'technobureaucratique », et souvent militaire. » Cf. *Esprit*, vol. 43, n° 445, avril 1975, p. 481.

pratiquement nulle »¹⁹⁷⁶, affirme Furtado. Il attire l'attention sur les différences qualitatives entre le capitalisme central et le capitalisme périphérique : alors que les pays du premier se caractérisent par l'homogénéité technologique (découlant de la forte accumulation de capital sur laquelle s'est appuyée leur croissance économique depuis le XIX^e siècle), les pays du second ont en commun des caractéristiques structurelles dérivées du processus de modernisation qui précède leur engagement dans le processus d'industrialisation. Ce processus de modernisation des styles de vie (d'une minorité) a été une option d'utilisation de l'excédent économique engendré par l'insertion dans le système de division internationale du travail. Une asymétrie est alors créée entre l'assimilation du progrès technique au niveau des biens de consommation finale (importés) et au niveau des processus productifs. L'industrialisation périphérique a lieu ainsi dans le cadre d'un retard d'accumulation au niveau du système de production. Furtado montre que, pour l'intensification de cette industrialisation, les besoins en capital augmentent, car le secteur dynamique du marché est celui formé sous l'influence des importations (qui incorporent les flux d'innovations). En conséquence, des entreprises ayant une action internationale tendent à contrôler les activités industrielles des pays du capitalisme périphérique. Comme Furtado le souligne, « [la] rareté intérieure des ressources a servi de justification dans de nombreux pays pour offrir des avantages supplémentaires à ces entreprises, celles-ci tendant à occuper les secteurs dans lesquels le contrôle de la technologie offre les plus grands avantages. »¹⁹⁷⁷

À propos des structures internes de domination, qui légitiment le type de développement excluant caractéristique de la périphérie, Furtado attire l'attention sur le problème de la dépendance culturelle : « Le système de division internationale du travail a créé dans les pays exportateurs de matières premières des bourgeoisies dépendantes qui agissaient comme des foyers de rayonnement des valeurs culturelles nées dans les pays centraux. La domination culturelle à l'intérieur de laquelle ont pris forme les structures économique-sociales est ainsi apparue. »¹⁹⁷⁸ Prolongée en bourgeoisie industrielle, cette bourgeoisie dépendante a pu croître en s'intégrant avec des firmes multinationales ; de ce fait, Furtado affirme que « l'industrialisation brésilienne, et périphérique en général, [acquiert] un caractère de prolongement des systèmes industriels des pays centraux. »¹⁹⁷⁹ Quant au rôle de l'État dans le capitalisme périphérique, Furtado souligne que, au cours de la phase d'industrialisation, le pouvoir public est appelé à exercer des responsabilités directes dans le domaine économique (financement, investissements en infrastructures, etc.), plus grandes que

¹⁹⁷⁶ Cf. Celso FURTADO, « Le capitalisme post-national (analyse des formes de pouvoir) », *Esprit*, vol. 43, n° 445, avril 1975, p. 503 (italiques de l'auteur).

¹⁹⁷⁷ *Ibid.*, p. 507.

¹⁹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁹⁷⁹ *Ibid.*, p. 508.

celles exercées dans le capitalisme central. Comme l'auteur l'observe, l'État exerce, dans le capitalisme périphérique, « *des fonctions technobureaucratiques semblables à celles que les grandes entreprises exercent dans le capitalisme central* ». ¹⁹⁸⁰ L'auteur identifie dans cette « *prééminence du groupe technobureaucratique dans les structures de pouvoir [...] un des traits les plus caractéristiques du capitalisme périphérique contemporain* » ; il observe, en outre, que l'État contrôlé par le pouvoir technobureaucratique tend à être l'interlocuteur des groupes internationaux, « ce qui signifie une distance considérable par rapport à l'ancien État contrôlé par les bourgeoisies liées à l'exportation de produits primaires ». ¹⁹⁸¹ En suggérant que dans le capitalisme périphérique la concentration du pouvoir et l'interdépendance entre le politique et l'économique sont accentuées, Furtado affirme :

« En effet, l'évolution du capitalisme périphérique se fait par l'assimilation de modèles de consommation créés dans des sociétés qui se trouvent à un niveau d'accumulation beaucoup plus avancé (ce qui engendre une aggravation des inégalités sociales inhérentes au capitalisme). On comprend que l'État autoritaire apparaisse si fréquemment dans le monde périphérique : d'un côté, le processus d'accumulation requiert plus souvent des modifications structurelles, dont beaucoup ont comme objectif avoué ou caché de faciliter la concentration du revenu ; de l'autre, des inégalités croissantes entre les niveaux de consommation personnelle créent un facteur gênant d'instabilité sociale. » ¹⁹⁸²

Dans la troisième partie de son essai, C. Furtado s'interroge sur la possibilité d'un épuisement, dans le cadre du capitalisme post-national, du modèle de civilisation en cours. La portée de la restructuration économique engendrée par la mutation politique survenue après le deuxième conflit mondial pouvait alors être observée. Furtado souligne que le capitalisme contemporain se caractérisait par la discontinuité centre-périphérie (le revenu se concentrant au bénéfice des pays du centre et de la minorité de la population périphérique qui suit leur style de vie) et par la tendance à l'intégration des économies centrales (engendrant la croissance du centre et l'élargissement du fossé entre le centre et la périphérie).

Furtado souligne l'existence de quatre « niveaux de décision, ou zones de condensation du pouvoir » dans le système capitaliste contemporain. Le premier niveau est celui de la superstructure politique sous tutelle nord-américaine. Le deuxième, est celui des États centraux, avec leur défense du bien-être des populations, et qui crée des conditions pour le perfectionnement de la vie politique. Le troisième niveau de condensation du pouvoir correspond aux États périphériques, où décline le pouvoir des bourgeoisies dépendantes traditionnelles et émerge un pouvoir technobureaucratique (interlocuteur des entreprises internationales et qui cherche à disputer une partie de l'excédent qu'elles s'approprient localement). Le quatrième niveau est formé par les grandes entreprises ayant une action

¹⁹⁸⁰ *Ibid.*, p. 509 (italiques de l'auteur).

¹⁹⁸¹ *Ibid.*, p. 509 (italiques de l'auteur) et p. 510, respectivement.

¹⁹⁸² *Ibid.*, p. 510.

internationale : « principal instrument d'accumulation, d'innovation technique et d'intégration du système », leur « autonomie effective [...] constitue un changement important dans la structure du système capitaliste ». ¹⁹⁸³ Furtado identifie dans la rationalité des entreprises transnationales, qui cherchent à « maximiser les avantages à court terme sans se préoccuper des conséquences dans les pays consommateurs et dans les pays producteurs », une source d'augmentation de la consommation de ressources non renouvelables ; elles créent ainsi dans les pays centraux, « une sérieuse dépendance par rapport à la périphérie pour ce qui est de l'approvisionnement en ressources non renouvelables ». ¹⁹⁸⁴ Cette dépendance serait, selon Furtado, une donnée fondamentale de l'aggravation des tensions dans le système capitaliste, notamment depuis le début des années 1970. Observant une tendance à la valorisation des ressources primaires (non renouvelables et de main-d'œuvre) de la périphérie, l'auteur admet l'hypothèse d'accords internationaux entre pays périphériques visant à assurer un niveau minimum de rémunération du travail (notamment dans les industries d'exportation sous contrôle des grandes entreprises).

Furtado met surtout en relief que le style de développement orienté par les grandes entreprises est prédateur en ce qui concerne l'usage des ressources non renouvelables. Par rapport à ces dernières, le comportement des pays périphériques aurait contribué à la prise de conscience du problème. À partir de cela, une confrontation pourrait avoir lieu dans les pays centraux, entre l'État et les grandes entreprises, concernant l'orientation du développement. Furtado conjecture, dès lors, la possibilité d'une réduction du pouvoir des grandes entreprises sur les innovations engendrant la transformation des modèles de consommation (via un flux permanent de nouveaux produits qui se répand par l'effet de démonstration).

Comme Furtado le souligne, pour le pays périphériques le pouvoir croissant des grandes entreprises pose davantage de problèmes :

« [...] l'orientation du processus d'industrialisation par ces entreprises signifie la transplantation de façons de vivre qui correspondent à des pays ayant un niveau d'accumulation beaucoup plus haut. Il faut ajouter que ces façons de vivre impliquent un gaspillage considérable de ressources rares, gaspillage dont fait montre une minorité privilégiée à côté de la misère énorme qui pèse sur de grandes masses de la population. » ¹⁹⁸⁵

Il faisait remarquer que, si les tensions au sein du système capitaliste permettaient le transfert de ressources du centre vers la périphérie, ces tensions aggravaient également les disparités à l'intérieur de la périphérie. Dans ce cas, la pièce la plus fragile du système était constituée par les pays importateurs de pétrole et d'autres ressources non renouvelables ;

¹⁹⁸³ Cf. Celso FURTADO, « Le capitalisme post-national (analyse des formes de pouvoir) », *Esprit*, vol. 43, n° 446, mai 1975, p. 833.

¹⁹⁸⁴ *Ibid.*, p. 834.

¹⁹⁸⁵ *Ibid.*, p. 839-840.

toutefois, les pays exportateurs de pétrole et/ou de ressources primaires (qui bénéficient d'améliorations dans les termes de l'échange) faisaient face à l'aggravation des inégalités sociales, en raison d'un développement orienté par les filiales des grandes entreprises. À partir de l'augmentation des tensions sociales dans la majorité des pays périphériques qui se dégageait à ce moment-là des tendances structurelles du système capitaliste, Furtado identifiait la possibilité d'une subordination de l'activité économique à un projet social. Ainsi, l'auteur conclut son essai en affirmant : « Il serait ingénu d'imaginer que l'époque des disparités croissantes entre le centre et la périphérie et à l'intérieur des pays périphériques connaisse ses derniers jours. Mais il existe des indices de la gestation d'une époque de convergence, à partir d'une conception du développement qui implique *un nouveau projet de civilisation*. »¹⁹⁸⁶

À une époque de débats sur la conformation d'un nouvel « ordre économique international » (ensemble de normes régissant les relations entre les différents systèmes économiques nationaux), Furtado sera invité à apporter sa contribution sur le sujet à maintes reprises. Son interprétation des transformations et de la crise de l'économie capitaliste, développée notamment pendant ses années d'enseignement en Europe et aux États-Unis, partait de l'idée suivante : « les modifications politiques causées par le second conflit mondial ont conduit à l'intégration des marchés des économies capitalistes industrialisées, réduisant la capacité régulatrice des États nationaux, et augmentant l'autonomie d'action des grandes entreprises. »¹⁹⁸⁷

Au premier Congrès des économistes du Tiers monde, tenu à Alger, en février 1976, portant sur le thème « Matières premières, développement et Nouvel Ordre Économique International »¹⁹⁸⁸, Furtado soutient la nécessité de modification du style de développement en cours. L'auteur attire l'attention sur le fait que la période de croissance accélérée qui suit le deuxième conflit mondial a accentué les tendances structurelles du système capitaliste à la concentration du revenu au bénéfice des pays du centre ainsi qu'à l'aggravation des inégalités sociales dans la périphérie. À l'origine des asymétries qui caractérisent les relations centre-périphérie, Furtado identifie le contrôle de la technologie d'avant-garde et de l'introduction de

¹⁹⁸⁶ *Ibid.*, p. 841 (c'est nous qui soulignons).

¹⁹⁸⁷ Cf. Celso FURTADO, *Transformação e crise na economia mundial*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1987, p. 9-10.

¹⁹⁸⁸ Convoqué du 2 au 7 février 1976, ce Congrès réunit trois cents congressistes environ (approximativement deux cents venant de pays du Tiers monde et une centaine provenant des pays développés de l'Est et de l'Ouest, invités à titre d'observateurs). Il donne naissance à l'Association des économistes du Tiers monde, ayant comme Président le cubain Oscar Pino Santos, et comme Secrétaire exécutif, Abdellatif Benachenhou, doyen de la Faculté des Sciences Économiques d'Alger. Sur ce Congrès, les premiers travaux de l'Association et le projet collectif de recherche sur le Nouvel Ordre Économique Mondial, voir l'article : Gérard DESTANNE DE BERNIS, « L'Association des Économistes du Tiers-monde », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol. 15, 1977.

nouveaux produits par un nombre réduit de pays. À ce sujet, l'auteur précise :

« [...] les modes de vie et les valeurs qui dominent dans les pays périphériques sont plus ou moins sous le contrôle des entreprises du Centre qui opèrent transnationalement. Le style de développement imposé aux populations périphériques, basé comme il l'est sur un panier de biens toujours plus diversifiés et sophistiqués, provoque la concentration du revenu et est à l'origine de toute une panoplie de problèmes sociaux. »¹⁹⁸⁹

La spécificité de la crise des années 1970 résidait, comme le souligne Furtado, dans l'autonomie des activités transnationales par rapport aux centres nationaux de décision, phénomène spécifique de la période qui suit la Seconde Guerre mondiale. Les activités transnationales étant un foyer incontrôlable d'instabilités mais en même temps l'élément dynamique de la croissance économique des pays du centre, ces derniers auraient compris l'intérêt d'établir des mécanismes de coordination et de contrôle transnational. Pour les pays périphériques, toutefois, « la naissance d'un 'système de coresponsabilité' des grandes puissances dans la gestion de l'économie internationale affaiblira nécessairement [leur] position », évalue Furtado.¹⁹⁹⁰ Dès lors, un consensus entre les grandes puissances capitalistes, en introduisant des modifications dans les règles du jeu de l'économie inter et transnationale, pourrait contribuer à résoudre des problèmes d'intérêt immédiat des grandes puissances industrielles ; du côté des pays du Tiers monde, cependant, restait indéfinie la question de la réorganisation des relations économiques internationales avec prise en compte de leurs objectifs.¹⁹⁹¹ Furtado discute quelques points qui se dégagent des débats internationaux menés par les pays périphériques, mettant en relief la question de la « modification du style de développement » comme une idée permettant une vision d'ensemble de la problématique concernant la construction d'un nouvel ordre économique international. En reprenant des questions qu'il avait récemment développées dans son ouvrage *O mito do desenvolvimento econômico*, Furtado affirme : « Il est hors de doute que le style de vie qui prévaut de nos jours au Centre du système capitaliste ne peut s'universaliser, ne serait-ce qu'en raison de son coût énorme en termes de ressources non renouvelables. *La Périphérie ne sera jamais la reproduction du Centre* », avertissait l'auteur.¹⁹⁹² Les tendances alors

¹⁹⁸⁹ Cf. Celso FURTADO, « Le nouvel ordre économique mondial : un point de vue du Tiers Monde », *op. cit.*, p. 572.

¹⁹⁹⁰ *Ibid.*, p. 577.

¹⁹⁹¹ *Ibid.*, p. 571. En concluant son article, l'auteur affirmera : « Personne ne peut prévoir si les efforts que réalisent actuellement les pays du Tiers Monde, en vue d'obtenir des modifications effectives dans l'ordre économique mondial, auront, ou non, du succès, encore que les événements récents conduisent à adopter une attitude plutôt pessimiste. Mais il n'y a pas de doute que la persistance des tendances actuelles dans le sens d'une inégalité croissante agit comme un accumulateur de forces qui risquent de modifier de façon imprévisible, voire tragique, le cours de notre civilisation. » *Ibid.*, p. 583.

¹⁹⁹² *Ibid.*, p. 582 (c'est nous qui soulignons). Manifestant une préoccupation semblable, Charles Morazé, directeur de l'IEDES (où travaillait également C. Furtado), avait attiré l'attention, lors de son allocution de clôture du Colloque Iran-Europe (en référence au projet de développement iranien), sur le « danger d'un

perçues dans l'ordre économique mondial, y compris l'imitation des modes de vie des pays du centre par les minorités privilégiées des pays périphériques, opéraient dans le sens de l'aggravation des inégalités sociales dans ces derniers. Furtado restait, nonobstant, persuadé que le développement économique (dans le sens de l'accumulation de capital et de l'assimilation de progrès technique) pouvait engendrer des sociétés davantage égalitaires. À ce titre, il affirmait : « Modifier ce style de développement dans le sens de la marche vers une société plus égalitaire dans les pays de la Périphérie signifie planifier la consommation avant de rationaliser la production, c'est-à-dire *faire prévaloir la logique des fins sur la logique des moyens*. »¹⁹⁹³

Un nouvel ordre économique mondial devrait, selon l'argumentation de l'auteur, œuvrer à la création de conditions pour la réalisation des options de chaque peuple, à l'abri de pressions extérieures (les entreprises transnationales étant les principales bénéficiaires des tendances actuelles), mais avec le soutien international à cet effort de reconstruction sociale.¹⁹⁹⁴

Invité par l'Agence pour le développement international des États-Unis (USAID), Celso Furtado aura l'occasion de présenter son analyse des tendances de l'économie mondiale, ainsi que son point de vue sur la conformation d'un « nouvel ordre économique international », à Washington, le 22 juin 1977. Sa « prééminence comme théoricien de la dépendance » est évoquée dans l'invitation qui lui est adressée pour une « exposition critique des théories courantes et stratégiques de développement ». ¹⁹⁹⁵ Lors d'un séminaire réunissant les directeurs de l'USAID, ainsi que les principaux responsables des missions de l'Agence, à Furtado incombe la présentation du thème « A Third World view of development prospects ». Ayant travaillé avec l'USAID dans le cadre de la SUDENE, Furtado avait témoigné « le drame de l'Alliance pour le progrès »¹⁹⁹⁶. Maintenant, sous l'administration Carter (1976), un essai de changement dans les rapports entre les États-Unis et le Tiers monde semblait se dessiner. Contrairement à des analyses des années 1970 soutenant que l'immobilisme social favorisait la croissance économique, le président Carter avait affirmé, dans ses discours, la prééminence des droits de l'homme, ce qui redonnait de l'importance à l'activité politique

développement dont la structure d'arrivée serait le modèle occidental tel qu'il existe aujourd'hui ». Cf. Moises IKONICOFF, « Colloque économique Iran-Europe. Téhéran, 15-17 mars 1975 », *op. cit.*, p. 877.

¹⁹⁹³ Cf. Celso FURTADO, « Le nouvel ordre économique mondial : un point de vue du Tiers Monde », *op. cit.*, p. 582 (c'est nous qui soulignons).

¹⁹⁹⁴ *Ibid.*, p. 582-583.

¹⁹⁹⁵ Nous suivons ici les informations présentées par Furtado dans ses mémoires, où il publie également des extraits de son exposé lors de ce séminaire à Washington. Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 285-293 (citation, p. 285).

¹⁹⁹⁶ *Ibid.*

dans le processus de développement : « [c'était] reconnaître que la créativité politique ne survit pas à la répression généralisée »¹⁹⁹⁷, estime Furtado. Si ce projet succombe bientôt aux forces de droite, au moment du séminaire à Washington, en 1977, il existait une vraie confiance dans l'avènement d'un nouvel ordre économique international.¹⁹⁹⁸

L'ordre économique international en cours, rappelait Furtado, augmentait les inégalités entre pays riches et pauvres, et amplifiait les déséquilibres sociaux dans ces derniers. Cet ordre favorisait le contrôle des activités économiques des pays pauvres par des entreprises opérant à partir des pays riches, dont la stratégie de croissance implique l'homogénéisation des marchés. Si cela « correspond aux aspirations des élites locales, qui cherchent à accéder aux formes de vie des sociétés d'abondance »¹⁹⁹⁹, l'autre face du problème concerne les inégalités sociales et le gaspillage de ressources rares. Dès lors, étant donné les forces qui déterminent le comportement de l'économie mondiale²⁰⁰⁰, Furtado souligne que la croissance économique n'est plus capable de promouvoir le dépassement du sous-développement. Furtado met alors en évidence deux ordres de problèmes liés à la prééminence des entreprises transnationales dans l'ordre international : d'un côté, le problème de la concentration du revenu et de la richesse, engendrée par le contrôle transnational de l'accumulation dans les pays pauvres ; de l'autre, le problème de l'inadéquation des moyens de coordination et de contrôle des activités transnationales. Concernant cette problématique, l'auteur pose les questions suivantes :

« Y a-t-il du sens à parler de développement dans le cadre d'une simple reproduction et diffusion des modèles de consommation importés des pays riches de l'Occident ? Les critères de rationalité des entreprises transnationales sont-ils compatibles avec l'effort de satisfaire les besoins de base de la population du Tiers monde ? La coordination et le contrôle des activités financières internationales sont-ils compatibles avec la position privilégiée du dollar comme monnaie de réserve internationale ?²⁰⁰¹

Furtado voit dans les coalitions entre des pays du Tiers monde, visant notamment à élever le coût de la main-d'œuvre incorporée dans les produits exportés, une façon d'augmenter leur part dans la valeur ajoutée finale du produit exporté. Pour les pays du Tiers monde, cela ouvrirait la voie à la réorientation du processus d'accumulation, c'est-à-dire, à la modification du style de développement. Comme Furtado le souligne, le développement implique des valeurs ; quand ces valeurs sont imposées de l'extérieur à une société, la

¹⁹⁹⁷ *Ibid.*, p. 292.

¹⁹⁹⁸ *Ibid.*, p. 286.

¹⁹⁹⁹ *Ibid.*

²⁰⁰⁰ Furtado souligne que les entreprises transnationales sont le moteur du processus d'interdépendance des systèmes nationaux de production observé depuis les années 1960. Leur capacité de mobilisation de ressources financières (qui échappent au contrôle des autorités monétaires nationales) alimente l'inflation mondiale, confrontant les économies industrialisées à un arbitrage entre le chômage et l'inflation. *Ibid.*, p. 287-288.

²⁰⁰¹ *Ibid.*, p. 288.

subordination culturelle est produite, « matrice de toutes les formes de dépendance ». ²⁰⁰²

L'auteur précise son point de vue :

« Je veux être explicite sur cette matière. Je ne suis pas en train de comparer ou de hiérarchiser des systèmes de valeurs. Il n'y aurait pas de raison de parler de dépendance culturelle si toute l'humanité pouvait avoir accès librement aux formes de vie des nord-américains et des européens occidentaux. Mais nous n'avons pas besoin d'être très imaginatifs pour percevoir que l'*american way of life* est hors de la portée de la grande majorité de l'humanité. Je fais référence à ce système de vie d'une minorité des êtres humains fondé sur un fantastique processus d'accumulation et qui engendre une non moins fantastique pression sur la base de ressources non renouvelables de toute la planète. » ²⁰⁰³

Furtado attire également l'attention sur les distorsions sociales que la transplantation de la culture matérielle des pays riches engendre dans les pays du Tiers monde et qui caractérisent le sous-développement, comme l'urbanisation désordonnée, la marginalité sociale et la concentration déraisonnable du revenu et de la richesse. Dès lors, dans le cadre de la dépendance, la croissance économique engendre des tensions sociales et élargit le fossé entre une minorité qui imite les valeurs de la culture dominante et la majorité de population qui reste marginalisée. Ayant dénoncé « l'illusion économique » des modèles qui, en ne tenant pas compte de l'élément politique, schématisent des objectifs et des stratégies pour l'économie, Furtado critique « l'idéologie selon laquelle les régimes autoritaires seraient une condition préalable pour la croissance » dans les pays du Tiers monde. ²⁰⁰⁴ Sur ce point, l'auteur précise : « Les régimes autoritaires stimulent l'accumulation quand le développement est dirigé de l'extérieur par les entreprises transnationales. En effet, pour transplanter des modèles culturels, l'activité politique est inutile : l'efficacité technocratique peut substituer la créativité culturelle. » ²⁰⁰⁵ Comme Furtado le conçoit, un authentique développement ne peut pas être atteint dans le cadre de la dépendance : « les pays du Tiers monde doivent découvrir leur propre chemin », soutient-il. ²⁰⁰⁶ Cela n'étant pas envisageable que par l'exercice d'une activité politique qui ouvre la voie à l'invention sociale et à la créativité culturelle, Furtado attire l'attention sur l'aspect très nocif de l'interruption du développement politique dans divers pays du Tiers monde, à l'exemple du Brésil. ²⁰⁰⁷

La crise économique internationale continuera d'être analysée par C. Furtado dans les années à venir. Notamment au début des années 1980, l'auteur publie *Non à la récession non*

²⁰⁰² *Ibid.*, p. 291.

²⁰⁰³ *Ibid.*

²⁰⁰⁴ *Ibid.*, p. 291-292.

²⁰⁰⁵ *Ibid.*, p. 292.

²⁰⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁰⁷ *Ibid.*

au chômage²⁰⁰⁸ ouvrage consacré à la discussion des problèmes de politique économique brésiliens. L'auteur y dénonce la grave situation sociale engendrée par les années de régime autoritaire au Brésil ainsi que l'affaiblissement de la souveraineté nationale face aux institutions financières internationales. La perte de contrôle du pays sur les décisions en matière de politique économique et sa soumission aux politiques d'ajustement prônées par le Fonds monétaire international (condition pour le refinancement de la dette extérieure, imposée par ses créanciers internationaux) seraient en train de condamner des millions de brésiliens au chômage et à la misère. Furtado soutient qu'une rupture avec le FMI ainsi que la déclaration d'un moratoire sur les paiements de la dette s'imposent²⁰⁰⁹ ; une renégociation de la dette extérieure (aux mains notamment des banques privées internationales) pourrait être entamée par la suite. Furtado dénonce ainsi la symbiose entre le FMI et les grandes banques privées internationales, qui permet à ces dernières, par les accords passés entre le FMI et les pays endettés, d'influencer la politique économique intérieure de ces pays. En vue des négociations avec les créanciers internationaux, Furtado prône l'union des pays du Tiers monde dans le but de faire accepter par leurs créanciers une répartition plus juste des pertes ;²⁰¹⁰ car, comme il l'observe, la crise du début des années 1980 découle de l'expansion inusitée et hors de toute discipline et contrôle du système bancaire privé international à partir de la fin des années 1960, suivie d'un processus démesuré d'endettement extérieur des pays du Tiers monde (dont la dépendance s'est ainsi approfondie).²⁰¹¹

L'augmentation des prix du pétrole fin 1973, produisant l'afflux de pétrodollars sur le système bancaire privé international, engendre deux sortes de comportement, pourtant complémentaires, de la part des pays développés et de la part des pays du Tiers monde et socialistes. Les premiers cherchent à augmenter leurs exportations afin de rétablir l'équilibre de la balance des paiements, alors que les seconds, trouvent dans l'endettement à l'étranger un moyen de maintenir le niveau d'investissements sans réduction du niveau de consommation.

²⁰⁰⁸ Cf. Celso FURTADO, *Non à la récession non au chômage*, trad. E. Treves, Paris, Anthropos, 1984. La première édition brésilienne de l'ouvrage date de 1983 : *Não à recessão e ao desemprego* (Rio de Janeiro, Paz e Terra). Des chapitres de cet ouvrage avaient été publiés précédemment dans la presse brésilienne, ce qui démontre le réengagement de l'auteur dans la vie politique et dans les discussions sur la conjoncture économique du pays, dans cette période de crise et de perspective de réouverture politique. À cette même époque, Furtado publie des articles dans la presse française, concernant la crise internationale et la situation économique brésilienne. Voir, respectivement : Celso FURTADO, « L'incertaine logique de la crise », *Le Monde Diplomatique*, février 1983 ; *id.*, « Quand le Brésil doit réinventer la démocratie. Dette extérieure : quel type de renégociation ? », *Le Monde Diplomatique*, août 1983.

²⁰⁰⁹ Cf. Celso FURTADO, *Non à la récession non au chômage*, *op. cit.*, chap. 1 : « Une nouvelle politique ». L'auteur attire l'attention sur les difficultés d'entreprendre ce genre d'acte unilatéral, mais rappelle des précédents historiques, comme la suppression du paiement des dettes de la France et de l'Angleterre aux États-Unis, pendant la Grande dépression, au nom de leurs obligations prioritaires envers leurs peuples. *Ibid.*, chap. 3 : « De la 'saine gestion' d'une dette à la subordination au Fond Monétaire International ».

²⁰¹⁰ *Ibid.*, chap. 1.

²⁰¹¹ *Ibid.*, chap. 6 : « La crise économique internationale et ses projections au Brésil ».

Un système financier international hypertrophié et agissant en l'absence de mécanismes de régulation a ainsi permis le surendettement des pays du Tiers monde. Furtado souligne que la solution à la crise ne dépend pas des pays endettés (car la création de liquidités internationales leur échappe) ; à ces derniers, incombe la réorientation de leur processus de développement, appuyée sur l'épargne intérieure. La critique de l'auteur se dirigeait alors à la transformation du FMI en organisme de tutelle des pays endettés. Dans le cas du Brésil, les accords promus avec les banques internationales, dans un contexte de perte d'autonomie de décision, signifiaient la capitulation du pays, compromettant son présent et son avenir.²⁰¹²

Dès lors, pour les pays périphériques, l'application d'une politique monétariste (dans le sens de la stabilisation via l'emploi d'outils monétaires), engendrait la paralysie des centres nationaux de décision, au profit du processus de transnationalisation.²⁰¹³ Furtado critique ainsi l'idée d'un « monétarisme global », défendue par Milton Friedman, qui implique l'existence d'une rationalité propre aux marchés internationaux ; comme Furtado l'explique, la réalité de l'internationalisation des circuits monétaires et financières est distincte selon qu'il s'agisse d'un pays d'économie dominante (dont les autorités monétaires peuvent influencer la liquidité internationale) ou d'une économie périphérique. Replaçant ainsi le problème de la dette extérieure dans le cadre du processus de transnationalisation, Furtado affirme que les pays périphériques, notamment dans un contexte d'absence de mécanismes internationaux de contrôle de la liquidité internationale, ont plus que jamais besoin de conserver une certaine autonomie de décision.²⁰¹⁴

En 1984, dans une conférence prononcée à l'Université de São Paulo, C. Furtado présentait son interprétation historico-analytique des transformations de l'économie mondiale dans la deuxième moitié du XX^e siècle. En traitant de l'instabilité de l'économie internationale, l'auteur affirme la nécessité de soumettre le processus de transnationalisation à des objectifs de politique économique, formulés au niveau national ou international. D'après son point de vue,

« La plus grande erreur, commise à l'époque de la transnationalisation à tout crin, a été d'imaginer qu'il existe une rationalité immanente à l'économie internationale, à laquelle devraient être subordonnées les activités économiques réalisées à l'intérieur de chaque pays.

²⁰¹² *Ibid.*

²⁰¹³ En partant de l'élément idéologique présent dans la science économique, C. Furtado discute les transformations de l'économie mondiale, le processus de transnationalisation du système financier et ses effets dans les pays périphériques, dans l'essai « Transnationalisation et monétarisme ». Cet essai, publié au Brésil, en 1982, dans l'ouvrage *A nova dependência*, est repris dans : Celso FURTADO, *Le Brésil après le « miracle »*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1987. Ce volume regroupe des textes publiés auparavant dans : Celso FURTADO, *O Brasil pós-« milagre »*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1981, *id.*, *Cultura e desenvolvimento em época de crise*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1984 ; *id.*, *A nova dependência : dívida externa e monetarismo* (1982), *op. cit.*

²⁰¹⁴ Cf. Celso FURTADO, *Le Brésil après le « miracle »*, *op. cit.*, chap. 6 : « Transnationalisation et monétarisme ».

L'hypothèse, on s'en souvient, était la suivante : la transnationalisation n'était en somme que le processus de formation d'un nouveau système économique aux dimensions planétaires, dont la logique allait inexorablement prévaloir sur celle des économies nationales. S'opposer à ce processus était tout simplement prétendre freiner le 'progrès'. »²⁰¹⁵

Cependant, spécifiquement en ce qui concerne les pays du Tiers monde, Furtado attire l'attention sur le fait que leur insertion internationale a, historiquement, engendré des formes de dépendance, auxquelles la transnationalisation a introduit de nouvelles dimensions. Considérant le problème de la divergence entre la logique du développement de ces pays et celle imposée par le processus de transnationalisation, Furtado souligne la nécessité d'un changement de l'« ordre économique international ». L'auteur met en relief que « dans les pays du Tiers-Monde plus encore que dans les nations industriellement avancées, la reconstruction des relations extérieures, qui, seule, peut permettre de dépasser la crise actuelle, passe par la restitution effective à chaque pays de sa capacité à définir les objectifs de son propre développement. »²⁰¹⁶

L'hétérogénéité sociale des pays dits en voie de développement, où il existe un excédent structurel de main-d'œuvre, rend encore plus importante une action régulatrice du système politique. Comme Furtado l'observe, supposée être plus englobante que celle d'un système économique national donné, la rationalité économique d'une entreprise transnationale, « est non seulement de nature strictement instrumentale, mais encore elle ignore les coûts internes de différents ordres supportés par les systèmes nationaux dans lesquels elle s'insère. »²⁰¹⁷ L'auteur attire l'attention sur les difficultés qui s'imposent aux pays de développement tardif pour la conciliation entre « l'autonomie de décision dont ils ont besoin pour affronter les problèmes sociaux les plus graves »²⁰¹⁸ et l'accès à la technologie moderne qui se trouve sous le contrôle des entreprises transnationales. Considérant que ce n'est que par le renforcement de la sphère politique que les activités économiques peuvent être mises au service de la satisfaction des besoins sociaux légitimement reconnus, l'auteur analysait ainsi la crise économique des années 1980 :

« Nous vivons une époque où deux temps historiques se trouvent superposés : dans l'un, on cherche à rattraper le retard accusé dans la construction du système politique devant réguler les activités économiques qui se structurent déjà à l'échelle planétaire; dans l'autre, on cherche à éliminer les formes anachroniques d'organisation sociale qui condamnent des

²⁰¹⁵ *Ibid.*, chap. 5, « L'économie mondiale émergente », p. 99-100. Ce texte avait été publié, en 1984, dans son ouvrage *Cultura e desenvolvimento em época de crise (op. cit.)*.

²⁰¹⁶ *Ibid.*, p. 100.

²⁰¹⁷ Cf. Celso FURTADO, « La crise économique contemporaine », *Revue Tiers Monde*, vol. 28, n° 112, oct.-déc. 1987, p. 882-883.

²⁰¹⁸ *Ibid.*, p. 883. Furtado souligne que le succès du processus de transnationalisation a été plus important dans les domaines de la technologie et des ressources financières. Il attire toutefois l'attention sur le fait que le pouvoir des entreprises transnationales « cherche à se légitimer par la qualité des services qu'elles rendent, mais les normes qui assurent leur expansion participent d'un ordre international placé sous la tutelle des États-Unis ». *Ibid.*, p. 884.

millions d'hommes à des conditions de vie abjectes. Échouer dans l'une ou l'autre de ces deux tâches serait condamner l'humanité à poursuivre dans la voie de l'instabilité et de l'incertitude. »²⁰¹⁹

Analysant le processus de mondialisation quelques années plus tard, Furtado constatait que l'époque de l'autonomie des systèmes économiques nationaux était révolue. Dans leur action internationale, en s'appuyant sur les marchés extérieurs pour leur croissance, les entreprises désarticulent les mécanismes régulateurs de l'État ; le pouvoir public n'étant plus capable de réguler les rapports entre les travailleurs organisés et les entreprises (via la protection du marché intérieur, par exemple), la participation de la masse salariale dans le revenu national tend à décliner dans tous les pays.²⁰²⁰ Dans le cadre du processus de mondialisation des marchés (de la technologie, financiers, de la communication, de biens de consommation et de matières premières), Furtado considère que :

« Les désajustements causés par l'exclusion sociale de parts croissantes de la population émergent comme le plus grave problème aussi bien dans des sociétés pauvres que riches. Ces désajustements ne découlent pas que de l'orientation assumée par le progrès technologique, mais ils reflètent aussi l'incorporation indirecte au système productif de la main-d'œuvre mal rémunérée des pays d'industrialisation tardive, au premier plan les asiatiques. [...] Les nouveaux défis sont, donc, de caractère social, et non fondamentalement économique comme dans l'étape précédente du développement du capitalisme. L'imagination politique devra ainsi passer au premier plan. Il se trompe celui qui imagine qu'il n'y a déjà plus de place pour l'utopie. Contrairement à ce qu'a prophétisé Marx, l'administration des choses sera de plus en plus remplacée par le gouvernement créatif des hommes. »²⁰²¹

La réflexion théorique de C. Furtado aboutit à la constatation de la prééminence, dans la persistance du sous-développement, de facteurs culturels, en l'occurrence, le mimétisme des modèles de consommation des pays développés. Ce comportement des classes dominantes, cet « impératif culturel pervers », est à l'origine de la concentration du revenu. Prônant la modification du modèle de consommation dans le cadre d'une ample politique sociale, ainsi que la compression de la consommation des groupes à hauts revenus (afin d'accroître l'épargne), Furtado revient à l'idée de planification. Seulement une planification appuyée sur un ample consensus social permettrait la réalisation des changements structurels nécessaires au développement.²⁰²²

Le développement étant compris comme l'enrichissement de la vie des hommes, la perception des fins²⁰²³ recherchées par les individus et par la communauté doit être le point de

²⁰¹⁹ *Ibid.*, p. 885.

²⁰²⁰ Cf. Celso FURTADO, *O capitalismo global* (1998), *op. cit.*, chap. 2.

²⁰²¹ *Ibid.*, p. 33.

²⁰²² *Ibid.*, p. 60. Afin de conserver l'esprit d'initiative et d'innovation de la société, c'est dans le cadre de l'économie de marché que l'auteur prône ces changements.

²⁰²³ Ces fins, précise l'auteur, « sont les valeurs des collectivités, les systèmes symboliques qui constituent les cultures. » *Ibid.*, p. 70

départ de toute politique de développement. C'est dans ce sens que la dimension culturelle du développement acquière une place de choix dans l'argumentation de C. Furtado.²⁰²⁴ L'auteur attire l'attention sur les « pressions destructrices » auxquelles est soumis le système de culture des sociétés qui s'étaient insérées dans le commerce international par l'exportation de produits primaires et qui se sont engagées par la suite dans un processus d'industrialisation par substitution d'importations. Dans ces sociétés, comme l'auteur l'observe, « l'accumulation de biens culturels est en grande partie commandée de l'extérieur, en fonction des intérêts des groupes qui dirigent les transactions internationales ».²⁰²⁵ Ainsi, poursuit l'auteur, le coût en termes culturels du développement matériel d'un pays d'économie dépendante est particulièrement grand, car la « logique de l'accumulation [y prévaut] sur la cohérence du système de culture ».²⁰²⁶ Dès lors, une politique de développement, aussi bien économique que sociale, doit englober le système de valeurs d'une société. Sans une claire perception de l'identité culturelle, avertit l'auteur, « nous serons soumis à la logique des moyens, qui devient d'autant plus péremptoire que la dimension technologique tend à y prévaloir. »²⁰²⁷ Et les techniques, comme l'auteur le rappelle, ne sont pas « neutres », mais correspondent à des forces culturellement dominantes : c'est la sophistication des modèles de consommation des pays riches qui commande l'évolution du progrès technique.²⁰²⁸

En réfléchissant sur le développement brésilien face au processus de mondialisation, Furtado prônait un retour « à l'idée de projet national, récupérant pour le marché intérieur le centre dynamique de l'économie ». Pour cela, « une grande mobilisation sociale » serait nécessaire afin « d'inverser le processus de concentration du revenu ».²⁰²⁹

Dans le dernier texte publié par C. Furtado dans la presse brésilienne, quelques jours avant sa disparition, il exprimait son indignation sur la situation de son pays, « doté d'immenses réserves de ressources naturelles et de main-d'œuvre [et qui] applique une politique qui se satisfait d'un taux de croissance proche de zéro ».²⁰³⁰ Les faibles taux de

²⁰²⁴ *Ibid.*, chap. 7. Voir spécialement à ce sujet l'ouvrage : Celso FURTADO, *Cultura e desenvolvimento em época de crise*, op. cit.

²⁰²⁵ Cf. Celso FURTADO, *O capitalismo global*, op. cit., p. 71.

²⁰²⁶ *Ibid.*

²⁰²⁷ *Ibid.*, p. 72.

²⁰²⁸ Cf. Celso FURTADO, *Em busca de novo modelo : reflexões sobre a crise contemporânea*, São Paulo, Paz e Terra, 2002.

²⁰²⁹ *Ibid.*, p. 42.

²⁰³⁰ Cf. Celso FURTADO, « Cultura neoliberal e reforma fiscal », *Jornal do Brasil*, 10 novembre 2004. Il est intéressant de mettre en relief ce texte de C. Furtado en raison de l'actualité des analyses de l'auteur en ce qui concerne l'économie brésilienne. Les analyses y présentées par Furtado ont également été développées par l'auteur dans sa préface (datée de Rio de Janeiro, le 19 novembre 2004) à un ouvrage de A. J. Avelãs Nunes ; il s'agit du dernier texte écrit par C. Furtado. L'ouvrage de Nunes, publié en 2005, est issu d'une thèse de doctorat soutenue à Coimbra (Portugal), en 1984, sur l'économie politique du « modèle brésilien de développement ». Dans sa préface, « Objetivo maior : desconcentrar a renda » [L'objectif majeur : déconcentrer le revenu], Furtado

croissance, installés depuis les années 1980, avaient été aggravés, dans les années 1990, par le « Consensus de Washington », « prescription néolibérale au service de la politique impériale des États-Unis », dans les mots de Furtado.²⁰³¹ En adoptant cette doctrine, qui accorde peu d'importance au rôle de l'État dans la création d'emplois, le gouvernement aurait énormément accru l'endettement extérieur du Brésil. Furtado observe que la stratégie adoptée dans les années 1990, dont la raison d'être n'a pas été explicitée, privilégiait les marchés extérieurs comme source de dynamisme pour l'économie brésilienne. Étant donné les dimensions continentales du Brésil, un tel changement de stratégie semblait découler, selon son analyse, « du fait que les entreprises transnationales contrôlaient progressivement les centres de commandement des activités économiques ».²⁰³² Le résultat de l'application du Consensus de Washington à un pays dont les taux de croissance étaient en déclin, aurait été la désarticulation de son marché intérieur et de son parc industriel, contraignant des millions de brésiliens au travail informel. L'auteur rappelle que la période de croissance élevée qu'a connu le Brésil entre les années 1950 et la fin des années 1970 a engendré le problème également grave de la concentration du revenu.

En observant la dynamique de l'économie brésilienne, Furtado attire l'attention sur le paradoxe liant la concentration du revenu, des taux d'intérêt extravagants et les taux de croissance de l'économie. Il explique que les taux d'intérêts élevés incitent le capital étranger à investir au Brésil, faute de quoi le pays ne dispose que d'une marge de croissance réduite ; toutefois, l'appel immodéré à l'investissement étranger engendre et l'accroissement de la dette et l'aggravation de la concentration du revenu (en raison de la promotion d'une croissance sans critères sociaux).

Furtado achève cette analyse de l'économie brésilienne en affirmant que, pour sortir de cette impasse, la réalisation d'une réforme fiscale serait l'instrument le plus adéquat. Dans ce sens, il soutient la correction de distorsions du système fiscal, telles que la charge fiscale élevée touchant les groupes à faibles revenus, et la très faible imposition des institutions bancaires (dont les profits sont pourtant « fabuleux », rappelle Furtado). En prenant l'exemple des pays européens, Furtado affirme que le but dernier d'une réforme fiscale, en accordant au gouvernement les moyens d'affronter les graves problèmes sociaux du pays, doit être la création d'une société plus homogène. Et l'auteur de conclure : « En réalité, une réforme fiscale peut aller jusqu'à modifier le système de valeurs des classes dirigeantes d'une société donnée. Dans notre cas, est devenue évidente la fragilité des structures sociales résultant de

affirme que cette étude est la plus complète analyse du processus de dépassement du sous-développement, avec attention spéciale au cas brésilien. Cf. Antonio José Avelãs NUNES, *Industrialização e desenvolvimento : a economia política do « modelo brasileiro de desenvolvimento »*, São Paulo, Quartier Latin, 2005.

²⁰³¹ Cf. Celso FURTADO, « Cultura neoliberal e reforma fiscal », *op. cit.*

²⁰³² *Ibid.*

plusieurs décennies de concentration du revenu conjuguées à une faible croissance. »²⁰³³

3.3 Les insuffisances de la science économique : pour une nouvelle économie politique et une approche interdisciplinaire du développement

Considérant que le cadre conceptuel avec lequel travaillent les économistes est insuffisant pour l'élaboration d'une « dynamique économique », Furtado présente, en 1976, un essai particulier, rédigé sous la forme de préface et table des matières d'un ouvrage qui devrait être élaboré. Furtado y suggère des thèmes à la réflexion d'étudiants et professeurs en vue d'une reconstruction théorique des sciences sociales, considérant qu'un système théorique inadéquat « limite la capacité de l'homme pour agir et transformer le monde dans lequel il vit. »²⁰³⁴ Ce texte a ainsi le mérite d'essayer de « recouvrir la dimension sociale et historique de la Science économique ».²⁰³⁵

Dans son introduction à *Prefácio a nova economia política*²⁰³⁶, Furtado affirme que, tout en ayant absorbé les meilleures intelligences vouées à l'étude de l'économie, l'économie mathématique n'a abouti qu'à de faibles résultats. Il attire l'attention sur le fait que l'économie est une science sociale, dont l'objet d'études est une certaine classe de problèmes sociaux, simplifiés pour pouvoir être traités avec certaines méthodes (le facteur temps est, en général, éliminé dans ce processus). La « dynamique économique » ne serait pas que la simple réintroduction du facteur temps dans l'analyse, avec le maintien du même degré de simplification. Pour l'auteur, « l'avancement dans la direction d'une dynamique économique passe par une compréhension des processus sociaux globaux, c'est-à-dire, par la construction d'un cadre théorique qui permette d'aborder l'étude de l'ensemble des processus sociaux. »²⁰³⁷ En même temps que la méthode historique contribue à pallier cette absence

²⁰³³ *Ibid.*

²⁰³⁴ Cf. Celso FURTADO, *Prefácio a nova economia política*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1976 [Préface à la nouvelle économie politique ; ouvrage non traduit en français], p. 12.

²⁰³⁵ Cf. Tamás SZMRECSÁNYI, « Celso Furtado », *op. cit.*, p. 356. Pour une analyse de *Prefácio a nova economia política*, voir : Carlos MALLORQUIN, *Celso Furtado : um retrato intelectual, op. cit.*, chap. 7, p. 260-280.

²⁰³⁶ En plus de l'essai qui porte le titre du livre, Furtado regroupe dans cet ouvrage trois autres essais : « O capitalismo pós-nacional », texte qui a servi d'introduction au débat sur les transformations de l'économie internationale promu par l'IEDES, de l'Université de Paris 1, et par l'Université de Téhéran, et qui a eu lieu dans cette ville, en mars 1975 ; « A nova ordem econômica mundial », dont une première version a été présentée au Congrès des économistes du Tiers monde, à Alger, en février 1976 ; « Conhecimento econômico da América latina », texte présenté au séminaire qui a ouvert les travaux de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine de l'Université Simon Bolivar, à Caracas, en mai 1976. Le deuxième et le troisième essais ont été publiés en français : Celso FURTADO, « Le capitalisme post-national (analyse des formes de pouvoir) », *Esprit*, vol. 43, n° 445, avril 1975 et n° 446, mai 1975 ; *id.*, « Le nouvel ordre économique mondial : un point de vue du Tiers Monde », *op.cit.*

²⁰³⁷ Cf. Celso FURTADO, *Prefácio a nova economia política, op. cit.*, p. 11.

d'une approche globale des processus sociaux, les modèles utilisés par l'économiste se sophistiquent dans le sens de l'a-historicité. Furtado observe, ainsi, l'ouverture d'« un fossé entre la vision globale dérivée de l'histoire et la perception particulière des problèmes sur lesquels l'analyse économique projette une certaine lumière. »²⁰³⁸ C'est la perception de l'absence d'une « théorie générale des formations sociales » pouvant servir de base à l'étude des problèmes économiques qui amène l'auteur à proposer une « reconstruction [du cadre conceptuel utilisé par l'économiste] appuyée sur une vision globale de structures sociales historiquement identifiées. »²⁰³⁹ Conscient des résistances qui s'opposent à toute tentative d'innovation dans le champ méthodologique²⁰⁴⁰, Furtado propose dans cette « préface » l'introduction d'un cadre conceptuel permettant d'intégrer la théorie de l'excédent économique, la théorie du pouvoir et la théorie de la stratification sociale. Dans cette recherche d'un cadre théorique plus large, Furtado propose l'utilisation d'un concept d'accumulation élargi, par la récupération des enseignements des classiques (notamment le concept d'excédent). Il suggère ainsi : l'étude de la division sociale du travail et de la stratification sociale, ainsi que du coût de reproduction de la population ; la mise en relief de la question des antagonismes sociaux dans le développement économique, en rapport avec l'appropriation de l'excédent et la structure de pouvoir ; l'approfondissement de l'étude du mode de production capitaliste et de sa diffusion à l'échelle mondiale ; l'étude des problèmes liés à la mensuration du produit social et du système de prix ; et, finalement, l'analyse de cette problématique dans le cadre des relations économiques internationales (l'appropriation de l'excédent, les activités transnationales, la dépendance externe), ainsi que les effets sociaux du retard dans le processus d'accumulation.²⁰⁴¹

Le cadre conceptuel esquissé dans *Préface a nova economia política* sert de base à l'ouvrage théorique *Pequena introdução ao desenvolvimento*, publié au Brésil, en 1980²⁰⁴², et qui clôt les réflexions entamées par l'auteur à son séjour à Cambridge (1973-1974).²⁰⁴³ Cet ouvrage vient également, précise l'auteur, éclairer des thèmes traités dans *Théorie du*

²⁰³⁸ *Ibid.*

²⁰³⁹ *Ibid.*

²⁰⁴⁰ Cf. Celso FURTADO, « Há 30 anos, um livro para explicar o Brasil » [entretien à J. Barros], *op. cit.*

²⁰⁴¹ Cf. Celso FURTADO, *Préface a nova economia política*, *op. cit.*, p. 13-62. Furtado présente également une table des matières pour l'ouvrage suggéré sur la Nouvelle économie politique, en dix points (que l'auteur présente de façon détaillée) : les formations sociales et les structures de pouvoir, les activités sociales et le produit social, le système de production, la reproduction de la population et la structure sociale, l'appropriation de l'excédent, l'accumulation et l'innovation, les relations extérieures, l'État et la coordination des activités économiques, l'avancement de l'accumulation et les pressions écologiques, la typologie du développement économique dans le monde actuel. *Ibid.*, p. 63-70.

²⁰⁴² La traduction française, *Brève introduction au développement : une approche interdisciplinaire* (*op. cit.*), a été publiée en 1987.

²⁰⁴³ Cf. Celso FURTADO, *Os ares do mundo*, *op. cit.*, p. 223.

développement économique.²⁰⁴⁴ Son approche interdisciplinaire, qui ne se confond pas avec une tentative de vulgarisation de l'analyse économique, vise à la construction d'« un cadre conceptuel qui permette d'appréhender la réalité sociale dans ses dimensions multiples ».²⁰⁴⁵ Furtado cherche, tout d'abord, dans cet ouvrage, à dépasser la vision qui assimile la théorie du développement à « l'explication du comportement du système productif qui émergea avec la civilisation industrielle », et dans laquelle les valeurs restent des phénomènes secondaires. Son objectif est

« d'appréhender le développement comme un processus global : transformation de la société au niveau des moyens, mais aussi des fins ; processus d'accumulation et d'élargissement de la capacité productive, mais aussi d'appropriation du produit social et de configuration de ce produit ; division sociale du travail et coopération, mais aussi stratification sociale et domination ; introduction de produits nouveaux et diversification de la consommation, mais aussi destruction de valeurs et suppression de capacité créative. »²⁰⁴⁶

Les trois premiers chapitres de l'ouvrage reprennent les idées présentées par Furtado dans l'article « Le développement », paru en 1977 dans une revue de UNESCO.²⁰⁴⁷ Dans le premier chapitre, en proposant une vision globale du développement, Furtado met en relief l'idée de progrès, synthèse d'une vision optimiste de l'histoire qui émerge au XVIII^e siècle.²⁰⁴⁸ Il rappelle que, dans le processus qui mène du capitalisme commercial à l'industriel, avec la pénétration de critères mercantiles dans l'organisation de la production, l'espace social soumis à la rationalité instrumentale (M. Weber) s'est élargi. Le progrès technique, souligne Furtado, est à la base du processus d'accumulation et de la reproduction de la société capitaliste ; il ne peut pas, toutefois, être vidé de son caractère social, car son introduction présuppose de complexes modifications sociales. Furtado attire l'attention sur le fait que le progrès technique s'est orienté à l'économie de main-d'œuvre, afin de surmonter les tensions sociales inhérentes à la reproduction de la société capitaliste ; la technologie se présente ainsi comme un instrument de pouvoir. En traitant de la problématique actuelle développement - sous-développement²⁰⁴⁹, Furtado souligne que le concept de développement

²⁰⁴⁴ Cf. l'introduction de l'auteur à : Celso FURTADO, *Brève introduction au développement : une approche interdisciplinaire*, op. cit., p. 9.

²⁰⁴⁵ *Ibid.*

²⁰⁴⁶ *Ibid.*, p. 8-9.

²⁰⁴⁷ Cf. Celso FURTADO, « Le développement », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. XXIX, n° 4, 1977. Nous ne cherchons pas ici à présenter une description détaillée de l'ouvrage *Pequena introdução ao desenvolvimento*, mais seulement à en relever quelques réflexions innovatrices de C. Furtado. Pour une analyse détaillée de cet ouvrage, voir : Carlos MALLORQUIN, *Celso Furtado : um retrato intelectual*, op. cit., p. 315-326.

²⁰⁴⁸ Cette vision serait présente dans trois courants de la pensée européenne : la première, liée à l'illuminisme, conçoit l'histoire comme une marche progressive vers le rationnel ; la seconde, est liée à l'idée d'accumulation de la richesse (promesse de bien-être futur) ; la troisième identifie dans l'expansion géographique européenne (et dans les échanges internationaux) un moyen d'accès des peuples arriérés à des formes supérieures de civilisation. Cf. Celso FURTADO, *Pequena introdução ao desenvolvimento*, op. cit., chap. 1 [Le développement : vision globale].

²⁰⁴⁹ *Ibid.*, chap. 2 [Développement-sous-développement : la problématique actuelle].

est employé couramment selon deux sens distincts : l'un concerne l'évolution d'un système social de production (accumulation, progrès technique et élévation de la productivité du travail) ; l'autre, fait référence au degré de satisfaction des besoins humains. L'auteur précise, toutefois, que ce concept comporte une troisième dimension, qui est celle de la réalisation des objectifs désirés par les groupes dominants d'une société qui sont en concurrence pour l'utilisation de ressources limitées. Ainsi, Furtado souligne que l'un des aspects paradoxaux de la civilisation contemporaine est la « subordination de l'inventivité technique aux intérêts de reproduction d'une société fortement inégalitaire et à haut potentiel d'accumulation ».²⁰⁵⁰

Considérant que la créativité humaine se manifeste sur deux plans distincts, celui de la créativité par rapport aux moyens (dérivée de l'action), et celui de l'invention au niveau des objectifs de la vie (dérivée de la personnalité humaine), Furtado affirme : « dans les deux derniers siècles la créativité humaine a été canalisée vers l'innovation technique. »²⁰⁵¹ Tout en affirmant que l'activité inventive est le « fruit de l'intention de modifier ce qui existe », Furtado observe que « ceux qui exercent le pouvoir ont plus de possibilités d'exercer cette option. »²⁰⁵² La diffusion d'une technologie se présente, dès lors, comme la transmission d'une forme de vivre qui désarticule le système antérieur de valeurs de la société qui la reçoit. Furtado souligne que, en mettant l'accent sur l'étude du processus d'accumulation au niveau des forces productives, la réflexion sur le développement aurait rendu moins nets le rôle de la créativité dans le développement ainsi que le « rapport entre l'accumulation et les valeurs qui président la vie sociale ».²⁰⁵³ Dans la civilisation industrielle, observe Furtado, « la rationalité instrumentale constitue elle-même la source de légitimité du système de pouvoir et [...] l'inventivité par rapport aux aspects opératifs de la vie sociale s'impose sur toutes les autres

²⁰⁵⁰ *Ibid.*, p. 18. Furtado rappelle que la conscience de l'inégalité de l'accès aux formes de vie créées par la civilisation industrielle aurait donné naissance, notamment après la Seconde Guerre mondiale, à une réflexion sur le développement. L'importance des Nations Unies, de ses commissions régionales et agences spécialisées dans la réalisation de travaux empiriques et interprétatifs sur la nouvelle problématique est mise en relief par l'auteur. Dans le troisième chapitre de l'ouvrage (*ibid.*, p. 29-40), Furtado analyse l'influence d'auteurs tels que J. M. Keynes, F. List, K. Marx et J. Schumpeter sur la nouvelle vision du développement. Il y analyse également l'apport à la nouvelle problématique d'auteurs tels que : F. Perroux, dont l'œuvre est lié à celle de Schumpeter, mais la dépasse en introduisant l'idée de pouvoir ; G. Myrdal et sa critique de la pensée économique néoclassique ; R. Nurkse, qui introduit le concept d'excédent structurel de main-d'œuvre ; A. Lewis, qui présente, similairement à Nurkse, l'idée d'offre illimitée de main-d'œuvre. Furtado met en relief la contribution de R. Prebisch, avec sa critique de la division internationale du travail et l'idée de la structure centre-périphérie, dans la formation d'une nouvelle vision du développement. Il rappelle également l'idée originale de l'École latino-américaine concernant les aspects pervers de l'orientation de la technologie incorporée dans les équipements utilisés par les pays sous-développés.

²⁰⁵¹ *Ibid.*, p. 44. Il s'agit du quatrième chapitre de l'ouvrage, dans lequel l'auteur présente des concepts fondamentaux à l'étude du développement, tels que structure, processus, fonction de production, innovation, accumulation et excédent social.

²⁰⁵² *Ibid.*, p. 45.

²⁰⁵³ Et l'auteur de poursuivre : « Cette simplification occulte l'existence de modes de développement hégémoniques qui monopolisent l'inventivité au niveau des fins au bénéfice de certains pays. » *Ibid.*, p. 47.

sources de créativité. »²⁰⁵⁴

L'auteur met en relief l'idée d'excédent comme étant un point de départ pour la compréhension de la totalité du processus social, permettant de regrouper les théories de la stratification sociale, de la structure de pouvoir et de l'accumulation. Défini comme la partie des ressources produites par une société qui dépasse le coût de reproduction de la population dans un contexte culturel donné, l'excédent ouvre un horizon d'options à la société. L'accumulation concerne la partie de l'excédent dont l'utilisation est transférée vers le futur, soit par la voie du développement des forces productives, soit par l'accumulation à l'extérieur du système productif ; la première forme du processus d'accumulation est subordonnée à la rationalité instrumentale (critères d'efficacité), alors que la deuxième est subordonnée à la rationalité substantive (liée aux fins de la vie sociale). Furtado souligne que, étant subordonné à la rationalité instrumentale, le développement des forces productives présuppose l'existence de fins préétablies. L'auteur précise que le développement des forces productives est « un ensemble de modifications structurelles²⁰⁵⁵, qui ont lieu dans un contexte social donné et sont la résultante de l'interaction d'agents dotés d'intentions et de capacité innovatrice, qui participent de l'appropriation de l'excédent. »²⁰⁵⁶ Deux groupes d'agents auraient un rôle fondamental dans le processus de développement des forces productives : celui qui contrôle les moyens de production, et celui composé par la masse des salariés. La contradiction entre les intérêts de ces deux groupes opère dans le sens de l'orientation de la technologie vers l'économie de main-d'œuvre. Dans ce processus, la créativité technique est mise au service de la préservation des structures sociales ; en même temps, la pression dans le sens de l'élévation du coût de reproduction de la population stimule la croissance du marché de biens finaux et les économies d'échelle. Furtado présente ainsi le problème : « la société capitaliste moderne est modelée par l'interaction de forces sociales complexes qui, d'un côté, font pression dans le sens de reproduire la stratification sociale et, de l'autre, dans le sens de banaliser des modèles de consommation réservés auparavant à des minorités privilégiées. »²⁰⁵⁷

À partir du septième chapitre de l'ouvrage (composé de douze chapitres), Furtado reprend des thèmes traités dans ses ouvrages précédents et imprime un caractère moins théorique et plus empirique à l'argumentation.²⁰⁵⁸ Il s'agit notamment du traitement de la

²⁰⁵⁴ *Ibid.*, chap. 5 : « La dialectique innovation-diffusion des techniques », p. 52-53.

²⁰⁵⁵ Ces modifications structurelles accompagnent l'introduction de techniques productives plus efficaces, l'introduction de nouveaux produits finaux, ainsi que des modifications délibérées dans la composition de la demande. *Ibid.*, p. 65.

²⁰⁵⁶ *Ibid.*, p. 64.

²⁰⁵⁷ *Ibid.*, chap. 6 [L'appropriation de l'excédent], p. 72.

²⁰⁵⁸ Cf. Tamás SZMRECSÁNYI, « Celso Furtado », *op. cit.*, p. 358. T. Szmrecsányi souligne en outre la « perspective essentiellement didactique » adoptée par Furtado dans cet ouvrage.

question de la division internationale du travail et de ses modifications récentes.²⁰⁵⁹

L'auteur montre que la consolidation du premier noyau industriel est un épisode de l'histoire sociale européenne. Sa force d'expansion est à l'origine d'un « ensemble de processus qui tendront à unifier la civilisation matérielle à l'échelle mondiale ». ²⁰⁶⁰ Toutefois, les modifications engendrées ne seront pas uniformes. Dans les territoires où l'expansion du premier noyau industriel s'est limitée aux activités commerciales, ²⁰⁶¹ la spécialisation a été la voie d'accès aux marchés du centre ; la destruction des formes traditionnelles de domination n'y sera que partielle ²⁰⁶², « en fonction de la façon dont sera approprié et utilisé le nouvel excédent surgi de l'insertion dans le système de division internationale du travail. » ²⁰⁶³ Dans la phase formative du système centre-périphérie, des transformations simultanées dans les structures économiques et dans l'organisation sociale avaient lieu dans le centre, alors que dans la périphérie la transformation concernait la formation de l'excédent. La formation de la périphérie s'est ainsi caractérisée, observe Furtado, par la dynamisation de la demande (modernisation), par un relatif immobilisme social et un lent développement des forces productives. Autrement dit, le sous-développement est la manifestation de la « disparité entre le dynamisme de la demande et le retard dans l'accumulation reproductive. » ²⁰⁶⁴

Dans les neuvième et dixième chapitres de *Pequena introdução ao desenvolvimento*, Furtado reprend son argumentation sur le processus d'industrialisation périphérique dans le cadre de la division internationale du travail et discute les effets de la crise de ce système sur la périphérie. Furtado montre que l'insertion dans le système de division internationale du travail d'une économie périphérique engendre en même temps l'orientation des ressources productives vers l'exportation (source d'un nouvel excédent) et la transformation de la demande intérieure (flux de nouveaux produits). Furtado souligne que les premières théories du développement considéraient que l'excédent engendré par la division internationale du travail serait canalisé vers l'accumulation, alors confondue avec le développement des forces productives. L'auteur précise, toutefois, que « le développement des forces productives ne

²⁰⁵⁹ *Ibid.*

²⁰⁶⁰ Cf. Celso FURTADO, *Pequena introdução ao desenvolvimento, op. cit.*, chap. 7 [La structure centre-périphérie], p. 80.

²⁰⁶¹ Différemment de l'expansion qui se produit en Europe occidentale autour du noyau central, ainsi que de l'occupation de territoires de climat tempéré (Amérique du Nord, Océanie, Afrique du Sud). *Ibid.*, p. 80-81.

²⁰⁶² Dans l'huitième chapitre de l'ouvrage, portant sur les structures agraires dans la formation de l'excédent, Furtado souligne que les activités agricoles, par la voie de l'insertion dans le système de division internationale du travail, ont permis l'expansion de l'excédent dans la périphérie. Les structures agraires constituent, selon l'auteur, « le meilleur point d'observation pour l'étude des mécanismes de domination sociale dans lesquels est basée l'extraction autoritaire d'un excédent. » *Ibid.*, p. 96 ; sur les formes d'appropriation de l'excédent (autoritaire et mercantile), voir *ibid.*, p. 72-74.

²⁰⁶³ Furtado souligne que la polarisation « centre-périphérie, développement-sous-développement, domination-dépendance » est un fait historique qui conditionne l'évolution subséquente du système ; elle n'est pas, toutefois, une conséquence inéluctable de l'expansion du mode de production capitaliste. *Ibid.*, p. 82.

²⁰⁶⁴ *Ibid.*, p. 89-90.

constitue aucune ‘nécessité historique’ et la formation d’un nouvel excédent peut n’avoir de répercussion qu’au niveau des formes de vie.»²⁰⁶⁵ Dans le cadre de la modernisation, l’industrialisation se présente comme une option secondaire, car les importations représentent la voie la plus simple pour la diversification de l’offre interne.²⁰⁶⁶ À partir de difficultés à la poursuite de la spécialisation extérieure, qui engendrent des problèmes au niveau de la balance des paiements, la diversification du système productif intérieur (industrialisation) sera stimulée. La désorganisation du système de division internationale du travail, avec une période de crise marquée par deux guerres mondiales et une dépression économique, engendre un processus de transformations structurelles dans les économies périphériques. Une seconde phase de l’industrialisation périphérique débute alors, par un processus connu en Amérique latine comme « substitution d’importations » : « [un] type particulier d’industrialisation, subséquent à une phase de formation d’une demande de biens manufacturés importés et contemporaine d’une baisse du coefficient d’importation ».²⁰⁶⁷ Il s’agit, observe Furtado, d’un processus adaptatif de transformation du système productif : « Ce n’est pas l’évolution du système productif qui conforme et modèle la demande finale, mais c’est cette dernière qui commande le processus de transformation du système de production. Toutefois, l’impulsion de croissance est engendrée intérieurement, résultat des tensions structurelles provoquées par la rupture externe. »²⁰⁶⁸

Furtado attire l’attention sur le fait que cette « réversion au marché intérieur » s’est produite dans des économies sans aucune autonomie technologique.²⁰⁶⁹ Sur le plan international, une reconstruction du système capitaliste s’opère, dans le troisième quart du XX^e siècle, dans le sens de l’unification des marchés des pays centraux (leurs grandes entreprises s’organisant à l’échelle mondiale). La prééminence des États-Unis dans la

²⁰⁶⁵ *Ibid.*, chap. 9 [L’industrialisation de la périphérie dans le cadre de la division internationale du travail], p. 106. Furtado souligne que l’accumulation peut être réalisée en dehors du système productif, par l’importation de biens de consommation durable, par l’adoption de nouvelles formes d’urbanisation, etc.

²⁰⁶⁶ Selon la typologie de l’industrialisation périphérique présentée par l’auteur, trois types d’industries étaient identifiées dans la périphérie pendant la période de croissance induite par l’insertion dans le système de division internationale du travail : les industries liées au secteur primaire-exportateur (usines de sucre, raffineries de pétrole, frigorifiques, etc.), les industries complémentaires des importations (assemblage ou finalisation de produits) et les industries bénéficiant d’une protection en raison de leur nécessaire proximité de l’utilisateur final (produits périssables, ateliers de réparation, industrie de la construction, etc.). Alors que les premières sont liées au marché extérieur (et à des intérêts à l’étranger) et ont un pouvoir réduit de transformation de la structure productive du pays, les secondes sont liées au marché intérieur (et à des groupes d’intérêts liés aussi bien à l’intérieur qu’à l’extérieur du pays) ; les troisièmes concernent des secteurs peu dynamiques, avec peu de liens avec l’étranger. Le second type d’industries sera le point de départ des industries de substitution d’importations, en raison de leur accès à la technologie et à des financements à l’étranger. *Ibid.*, p. 111-115.

²⁰⁶⁷ *Ibid.*, p. 123.

²⁰⁶⁸ *Ibid.*, p. 124. L’idée d’intériorisation du centre dynamique de l’économie avait été présentée par Celso Furtado dans : *La formation économique du Brésil*, *op. cit.*, chap. XXXII.

²⁰⁶⁹ De ce fait, l’avancement du processus substitutif, demandant technologie et équipements importés, signifiait « un effort de diversification de la structure productive excessif par rapport au niveau d’accumulation qui pouvait être atteint. » Cf. Celso FURTADO, *Pequena introdução ao desenvolvimento*, *op. cit.*, chap. 11 [État et entreprises transnationales dans l’industrialisation périphérique], p. 130.

nouvelle orientation du capitalisme favorise la prédominance de la technologie développée dans ce pays (influencée par les dimensions de son marché intérieur), ainsi que la concentration du pouvoir économique.²⁰⁷⁰ Pour les économies périphériques, l'effet de la participation des entreprises transnationales dans leur processus d'industrialisation (qui se tournait vers le marché intérieur) aurait été l'approfondissement de la dépendance car, comme Furtado l'affirme : « Plus le développement d'une économie est commandé par la dynamique de la demande de produits finaux, plus important est le rôle joué par la technologie du produit [qui] est la principale source de pouvoir de marché ».²⁰⁷¹

L'auteur met alors en relief les problèmes posés par la « fermeture » des économies périphériques dans le cadre de la modernisation orientée par les entreprises transnationales. Le style de développement adopté, notamment à partir des années 1950, requiert la concentration du revenu et le maintien de bas salaires. Nonobstant, la réinsertion des pays périphériques dans le commerce international, comme exportateurs de produits manufacturés, semblait nécessaire, compte tenu des exigences en importations et des paiements à l'étranger engendrés par le processus de modernisation. Furtado soulignait alors que les bas salaires dans la périphérie seraient à la base d'un processus de reconstruction de la division internationale du travail, mené par les entreprises transnationales.²⁰⁷² Pour ces dernières, un double but serait ainsi atteint, dans la mesure où l'industrialisation périphérique pourrait avancer dans le cadre de la modernisation (élargissant l'utilisation de la technique disponible) et leur position dans le système capitaliste serait renforcée (notamment par rapport aux organisations syndicales des pays du centre).²⁰⁷³ Quant à l'action de l'État dans l'industrialisation périphérique, Furtado rappelle qu'elle ne va pas à l'encontre du processus de modernisation ; au contraire, l'État intervient dans le sens de l'élargissement des possibilités d'une industrialisation qui tend à s'essouffler sous l'action de la modernisation. Toutefois, avertit l'auteur, si le problème de l'étroitesse du marché a pu être contourné grâce à la contribution des entreprises transnationales (utilisation d'une technologie amortie et accès aux marchés financiers internationaux), la solution définitive à ce problème ne pourrait venir que d'une nouvelle

²⁰⁷⁰ *Ibid.*, p. 131. Il est à rappeler que cette problématique de la concentration du pouvoir économique sous l'hégémonie nord-américaine était présente dans l'œuvre de Celso Furtado, notamment depuis la mi-1960, comme en témoignent les textes regroupés dans : *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*, *op. cit.*

²⁰⁷¹ Cf. Celso FURTADO, *Pequena introdução ao desenvolvimento*, *op. cit.*, p. 133.

²⁰⁷² Il est à rappeler que l'auteur avait attiré l'attention auparavant sur l'existence d'industries organisées de façon semblable aux « plantations » dans les pays périphériques, dans le but d'exploiter la main-d'œuvre bon marché de ces derniers. Cf. Celso FURTADO, « Reflexões de um marçiano », *Opinião*, n° 14, 5 février 1973, p. 10. La comparaison entre le modèle primaire exportateur et les industries extraverties (« plantations industrielles ») a également été présentée par l'auteur dans un document ayant circulé à l'IEDES : Celso FURTADO, *La crise actuelle du capitalisme, une interprétation structuraliste*, Paris, IEDES, Université de Paris I, Document ronéoté, 1975 (cité par : Moïses IKONICOFF, « Projet de développement : acteurs et modèle de référence », *Tiers-Monde*, vol. 26, n° 104, 1985, p. 784).

²⁰⁷³ Cf. Celso FURTADO, *Pequena introdução ao desenvolvimento*, *op. cit.*, p. 138.

division internationale du travail permettant les exportations industrielles de la périphérie. Une solution qui mènerait au «renforcement de la structure de domination centre-périphérie», en raison du contrôle des activités industrielles périphériques par les transnationales.²⁰⁷⁴

Dès lors, dans le dernier chapitre de cet ouvrage, Furtado traite de l'« Ordre économique international » (OEI), dont la reconstruction faisait l'objet d'efforts de la part des pays périphériques. Ensemble de règles permettant le fonctionnement du système économique mondial, l'OEI reflète la structure de pouvoir imposée par la division internationale du travail. Furtado souligne que ces règles «traduisent aussi bien des relations symétriques d'interdépendance que des relations asymétriques de domination-dépendance». ²⁰⁷⁵ Par rapport aux tendances futures de l'OEI, l'auteur faisait remarquer l'importance de l'évolution de la coordination des décisions dans le centre du système capitaliste, ainsi que des rapports entre ce dernier et la périphérie (compte tenu de l'importance croissante de la main-d'œuvre et des ressources naturelles périphériques pour les économies centrales).²⁰⁷⁶ Furtado conclut l'ouvrage en affirmant :

« Parler de nouvel OEI c'est poser simultanément le problème de la structure de pouvoir à l'échelle mondiale et celui des formes d'organisation sociale dans de vastes régions de la planète où des centaines de millions de personnes survivent à peine au niveau de pauvreté absolue. [...] Des conditions sont en train d'être réunies pour que les pays du Tiers monde réalisent d'effectifs progrès dans leur effort de modifier les règles du jeu, visant à rompre la tutelle technologique et financière qui leur est actuellement imposée. Mais les gains à être obtenus ne seront définitifs que si un effort simultané est réalisé afin de modifier l'actuel modèle de développement, dont la logique interne engendre dans le Tiers monde des sociétés élitistes et déprédatrices. »²⁰⁷⁷

²⁰⁷⁴ *Ibid.*, p. 140.

²⁰⁷⁵ *Ibid.*, chap. 12 [L'ordre économique international], p. 141. Dans ce chapitre, Furtado traite de l'évolution du capitalisme dans le sens de l'intégration des économies centrales, et de la conséquente expansion d'une technologie intensive en capital vers la périphérie. Il montre que les causes structurelles de la crise de l'OEI, manifestée dans la première moitié des années 1970, se trouvent, toutefois, dans le fonctionnement du centre de l'économie capitaliste. Dans ce sens, la diffusion à l'échelle mondiale du style technologique surgi aux États-Unis (qui produit des structures économiques dont le contrôle échappe aux centres nationaux de décision) aurait imposé des limitations à l'exécution de politiques économiques au niveau des États nationaux. L'auteur achève ce chapitre en présentant des « tendances et options » concernant l'évolution de l'OEI.

²⁰⁷⁶ *Ibid.*, p. 155. Il est à noter que ce chapitre, qui contient une discussion d'hypothèses de réorganisation de l'économie mondiale après la crise de la mi-1970, a été exclu par l'auteur de l'édition révisée de l'ouvrage, publiée en 2000 ; le titre de l'ouvrage a également été modifié. Voir : Celso FURTADO, *Introdução ao desenvolvimento : enfoque histórico-estrutural* [Introduction au développement : approche historico-structurelle], 3^e éd., São Paulo, Paz e Terra, 2000.

²⁰⁷⁷ Cf. Celso FURTADO, *Pequena introdução ao desenvolvimento*, *op. cit.*, p. 161. Voir également : Celso FURTADO, « Les mondes inégaux », *H-Histoire*, n° 6, 1980.

3.4 La vision globale de Celso Furtado : créativité versus dépendance, l'aspect culturel du développement

Ouvrage révélateur d'une vaste culture historique, philosophique et littéraire²⁰⁷⁸, *Créativité et dépendance* présente une réflexion englobante sur l'ensemble du monde et, en particulier, sur le monde sous-développé. Dans cet « antilivre académique », C. Furtado étudie la logique de la civilisation industrielle et ses impasses, des problèmes « trop vastes pour être introduits dans les éprouvettes des sciences sociales ».²⁰⁷⁹ L'auteur lui-même caractérise ce livre - qui prétend « démontrer que l'essence du développement est dans la capacité créative d'une société » - comme étant « à la frontière de la Philosophie de l'Histoire ».²⁰⁸⁰

Si en France la démarche innovatrice de C. Furtado a été très favorablement accueillie²⁰⁸¹, aux États-Unis une certaine absence de rigueur dans l'analyse de Furtado a été déplorée (nonobstant l'affirmation de l'intérêt des questions soulevées par l'auteur)²⁰⁸²; a également été soulignée l'imprécision de certains concepts employés par lui, tels qu'accumulation et rationalité instrumentale.²⁰⁸³ Toutefois, comme C. Furtado le souligne dans sa préface, le fil conducteur de sa proposition était « la perplexité de l'Auteur face au monde des ombres qui entourent les minuscules clairières où se cantonnent lesdites sciences [sociales] »; sa démarche n'avait dès lors qu'un seul but : être des notes sur le dialogue que nous entretenons sans cesse avec les ombres entrevues.²⁰⁸⁴ Comme A. Sid Ahmed le souligne, c'est « [cette] volonté de dépasser toutes les barrières et normes conventionnelles

²⁰⁷⁸ Cf. Frédéric MAURO, « Celso Furtado, Criatividade e dependencia na civilização industrial » [Notes de lecture], *Cahiers du Monde Hispanique et Luso-Brésilien*, vol. 33, n° 1, 1979, p. 282.

²⁰⁷⁹ Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, p. 7. Publié au Brésil en 1978, l'ouvrage est aussitôt traduit en espagnol (1979), en français (1981), en anglais (1983) et en allemand (1984). Il est intéressant de noter que François Perroux publiait, en 1981, son ouvrage *Pour une philosophie du nouveau développement* (*op. cit.*). Il s'agit d'un rapport de synthèse, rédigé du point de vue de l'interrogation philosophique, de la Réunion d'experts sur « La recherche d'un développement intégré », tenue à Quito, Equateur, du 27 au 31 août 1979, sous les auspices de l'UNESCO. À cette même réunion, C. Furtado présente un texte intitulé « Les sources de pouvoir dans l'ordre économique international », partiellement repris dans : Celso FURTADO, « Les nouvelles sources de pouvoir dans l'ordre économique international », *Revue Tiers Monde*, vol. 21, n° 81, janvier-mars 1980.

²⁰⁸⁰ Cf. « Há 30 anos, um livro para explicar o Brasil » [entretien à J. Barros], *op. cit.*

²⁰⁸¹ Voir, par exemple : Frédéric MAURO, « Celso Furtado, Criatividade e dependencia na civilização industrial », *op. cit.* ; Alain ROUQUIÉ, « Une doctrine économique cohérente pour l'Amérique latine », *Le Monde diplomatique*, août 1980 ; Abdelkader SID AHMED, « Celso Furtado, Créativité et dépendance », *Tiers-Monde*, vol. 23, n°90, 1982.

²⁰⁸² Cf. John T. HARTMAN, « Accumulation and Development by Celso Furtado », *Contemporary Sociology*, vol. 14, n° 2, 1985, p. 249.

²⁰⁸³ Cf. Wendell GORDON, « Accumulation and development : the logic of industrial civilization. By Celso Furtado », *Journal of Economic Issues*, vol. 19, n° 1, 1985. Gordon affirme que les arguments de Furtado enferment une logique sophistiquée, représentant une contribution majeure à l'économie, et spécialement à la compréhension du développement du Brésil. Gordon se demande toutefois si Furtado entend par « accumulation », thème unificateur de l'ouvrage, l'accumulation d'un surplus qui devient capital au sens de Marx. Il observe : « Furtado seems to be, and not to be, a Marxist, to be, and not to be, a dependency theorist. But whatever he is, he is certainly Celso Furtado ». *Ibid.*, p. 237.

²⁰⁸⁴ Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, p. 7.

pour embrasser le tout [qui] confère à cette ouvrage - par ailleurs dense et riche - une grande portée. »²⁰⁸⁵

Frédéric Mauro considère que cet ouvrage, en plus de montrer que C. Furtado n'est pas seulement un économiste, inaugure un troisième moment dans l'œuvre de l'auteur :

« Il nous montre aussi qu'il n'est pas seulement un Brésilien, comme il l'a été dans ses premiers livres ou un Latino-Américain, comme cela perçoit dans la seconde 'tranche' de son œuvre. C'est vraiment à une vision d'ensemble du monde et du tiers monde dans le passé, le présent et l'avenir, qu'il s'attache de façon brillante, avec une grande sûreté de plume. Peut-être conviendra-t-il désormais de parler à propos de son œuvre d'une *véritable philosophie économique* ? En tous cas par l'originalité et l'indépendance de sa pensée, par la hauteur de ses vues, par les rapprochements habiles qu'il ne cesse de faire et auxquels nous n'avons pas encore osé penser, il éclaire notre marche et nous donne des raisons de marcher. »²⁰⁸⁶

Si le thème de la culture en ses rapports avec le développement occupe une place privilégiée dans l'œuvre de C. Furtado depuis la fin des années 1970, il convient de souligner que l'auteur avait déjà abordé le sujet auparavant, à l'exemple d'un ouvrage élaboré à la veille du coup d'État au Brésil. Dans le deuxième chapitre de la première partie de *Dialética do desenvolvimento*, concernant le développement économique dans le processus de changement culturel, Furtado affirmait : « Les changements sociaux ont leur explication de base dans l'introduction d'innovations, qui peuvent avoir une origine endogène dans la culture, ou être empruntées à d'autres cultures. »²⁰⁸⁷ Dans le cas de l'introduction de changements dans la culture matérielle par des innovations technologiques, des réactions en chaîne sont produites ; les changements dans les processus de production présentent ainsi un caractère dynamique. Furtado soulignait, cependant, que, dans le cas des économies sous-développées, un processus de changement dans la culture non matérielle (le système de valeurs sociaux) a pu jouer un rôle déterminant, précédemment aux changements dans le système productif : « Les innovations absorbées d'autres cultures dans les attitudes et les habitudes, ont provoqué, en général, une totale modification dans les expectatives d'importantes couches de la population, ce qui a pu donner lieu à une chaîne de réactions avec des répercussions sur toute la structure sociale. »²⁰⁸⁸

Octavio Rodriguez met en relief le trait distinctif par rapport à d'autres structuralistes latino-américains que la connexion entre culture et développement apporte à l'œuvre de C. Furtado.²⁰⁸⁹ Rodriguez considère que l'approche totalisante du développement, comme

²⁰⁸⁵ Cf. Abdelkader SID AHMED, « Celso Furtado, Créativité et dépendance », *op. cit.*, p. 446.

²⁰⁸⁶ Cf. Frédéric MAURO, « Celso Furtado, Criatividade e dependencia na civilização industrial », *op. cit.*, p. 282-283.

²⁰⁸⁷ Cf. Celso FURTADO, *Dialética do desenvolvimento* (1964), *op. cit.*, p. 26.

²⁰⁸⁸ *Ibid.*, p. 28.

²⁰⁸⁹ Cf. Octavio RODRÍGUEZ, *El estructuralismo latinoamericano*, *op. cit.*, chap. 9. Rodriguez attire l'attention sur le fait que le concept de culture occupe une place importante dans la théorisation de Furtado sur le développement, depuis ses premières œuvres. *Ibid.*, chap. 9, II.

enrichissement du système de culture, proposée par Furtado, apporte une vraie contribution à la construction d'alternatives aux propositions néolibérales de développement.

En discutant le thème « Pouvoir et espace dans une économie qui se mondialise »²⁰⁹⁰, Furtado revient sur les caractéristiques de l'expansion économique du troisième quart du XX^e siècle, et les problèmes alors posés au fonctionnement de l'économie internationale, ainsi qu'au sein des économies nationales. Plus qu'une forme d'organisation de la production, le capitalisme industriel est un système d'organisation sociale, caractérisé par une énorme concentration de pouvoir ; la grande entreprise en serait une manifestation. La forme principale qu'a prise l'expansion internationale de ces entreprises a été la création de subsidiaires ou de filiales sur les marchés importateurs, de façon à transformer les transactions internationales en transactions internes au sein de groupes d'entreprises. Si dans les pays à l'avant-garde de la civilisation industrielle les organisations sociales sont en mesure de s'opposer au pouvoir croissant de ces entreprises (en vue de la répartition du revenu), dans les pays du Tiers monde les mécanismes de défense des travailleurs sont faibles. Dès lors, en utilisant de la main-d'œuvre d'un pays du Tiers monde, une entreprise nord-américaine est en mesure d'échapper aux pressions sociales pour la valorisation du travail. Ces entreprises exerceraient un pouvoir étendu par la voie de l'administrant des prix, du conditionnement des habitudes des consommateurs et de la modification des marchés par le crédit.²⁰⁹¹ Furtado fait remarquer que « malgré la formidable diversification de l'action de l'État, les grandes entreprises occupent une position prédominante : c'est d'elles que vient le maximum d'initiative dans le domaine de l'accumulation et de l'orientation de la créativité. »²⁰⁹²

Le cœur de cet ouvrage de Furtado se trouverait dans les deuxième et troisième chapitres, selon l'analyse faite par Alfredo Bosi, dans sa préface à la dernière édition brésilienne.²⁰⁹³ Ces deux chapitres concernent l'« Émergence et diffusion de la civilisation industrielle » (I et II), présentant « une vigoureuse synthèse historique et conceptuelle de la

²⁰⁹⁰ Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, chap. 1.

²⁰⁹¹ *Ibid.*, p. 11. En ce qui concerne le conditionnement de la demande, l'approche de Furtado se rapproche de celle de J. K. Galbraith : « Pour Galbraith, le poids économique des grandes entreprises leur permet de manipuler les besoins et planifier la consommation des ménages grâce au marketing et à la publicité, les politiques de prix et le crédit à la consommation. [...] Pour lui, la grande entreprise est aux mains d'une technostucture qui a la capacité d'échapper aux contraintes exercées par le marché, c'est-à-dire de déterminer elle-même ses prix et aussi d'exercer une influence sur les décisions des consommateurs. Les membres de la technostucture visent à adapter les objectifs de l'entreprise à leurs objectifs personnels et, par extension, l'entreprise s'efforce d'adapter les attitudes et les fins sociales à ceux des membres de sa technostucture. » Cf. Renata BIANCONI, Alexandre MINDA, « Multinational firms... », *op. cit.*, citation p. 321 ; John K. GALBRAITH, *The new industrial state*, *op. cit.* Nous avons, d'ailleurs, pu vérifier l'intérêt porté par C. Furtado à cet ouvrage de Galbraith, en consultant l'exemplaire appartenant à la bibliothèque personnelle de l'auteur, abondamment souligné par lui.

²⁰⁹² Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, p. 16.

²⁰⁹³ Cf. Alfredo BOSI, « Préface. Celso Furtado : rumo a uma visão holística », in C. FURTADO, *Criatividade e dependência na civilização industrial*, São Paulo, Companhia das Letras, 2008.

civilisation industrielle ». ²⁰⁹⁴ En introduisant ces chapitres, Furtado attire l'attention sur l'importance d'une « vision historique et structurale du capitalisme industriel » ²⁰⁹⁵ pour la compréhension des problèmes actuels des pays dépendants. L'auteur part du long processus qui mène de l'ouverture de lignes commerciales à l'échelle planétaire (amplifiant l'excédent commercial) jusqu'à l'accumulation qui conduit à la révolution industrielle. Dans l'observation de cette période multiséculaire de naissance de la civilisation industrielle, Furtado, reprend l'idée du « long XVI^e siècle » de F. Braudel, période décisive de l'histoire moderne qui « reflète en grande partie l'action dominatrice que les européens ont exercée sur les autres peuples dans une zone qui s'est étendue jusqu'aux confins de la planète. » ²⁰⁹⁶ Mettant en relief le processus de subordination des activités productives aux critères mercantiles, Furtado affirme :

« C'est ce processus, par lequel l'augmentation de l'excédent, induite par des facteurs externes, amène à des dislocations dans le système de domination sociale (d'où résultent des modifications fondamentales dans l'organisation de la production), qui est spécifique de l'histoire européenne. La civilisation industrielle fut créée dans son sein, c'est-à-dire, à l'intérieur d'un contexte historique parfaitement délimité. Sa diffusion appartient à un autre processus historique, qui ne peut en aucune manière être compris à partir d'un cadre conceptuel strictement dérivé de l'expérience originale européenne. » ²⁰⁹⁷

Dans la société industrielle, le développement des forces productives prend la forme d'un double processus de transformation : de l'utilisation des ressources productives et du comportement des agents sociaux. La poursuite de l'accumulation au niveau des forces productives étant conditionnée à l'augmentation de l'efficacité dans l'utilisation des ressources ainsi qu'à la diversification de la production (modèles de consommation), Furtado affirme : « Il existe, dans les sociétés nées du capitalisme industriel, un rapport structural entre le degré d'accumulation atteint, le degré de sophistication des techniques productives et le niveau de diversification des modèles de consommation des individus et de la collectivité. » ²⁰⁹⁸

Furtado montre que, dans le processus de diffusion planétaire de la civilisation

²⁰⁹⁴ *Ibid.*, p. 13.

²⁰⁹⁵ Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, p. 24.

²⁰⁹⁶ *Ibid.*, p. 25. Il convient de rappeler la définition d'« économie-monde » de F. Braudel, comme une triple réalité :

« - Elle occupe un espace géographique donné [...].

- Une économie-monde accepte toujours un *pôle*, un *centre* [...].

- Toute économie-monde se partage en zones successives. Le coeur, c'est-à-dire la région qui s'étend autour du centre [...]. Puis viennent des zones intermédiaires, autour du pivot central. Enfin, très larges, des marges qui, dans la division du travail qui caractérise l'économie-monde, se trouvent subordonnées et dépendantes, plus que participantes. Dans ces zones périphériques, la vie des hommes évoque souvent le Purgatoire, ou même l'Enfer. Et la raison suffisante en est, bel et bien, leur situation géographique. » Cf. Fernand BRAUDEL, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985, p. 85-87.

²⁰⁹⁷ Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, p. 27.

²⁰⁹⁸ *Ibid.*, p. 31.

industrielle (dont la genèse se trouve dans l'histoire sociale européenne), l'intégration sur les marchés internationaux a ouvert une voie d'accès indirecte à cette civilisation ; dans ce cas, les modèles de consommation ont pu se diversifier, en l'absence presque totale d'évolution des techniques productives. La rupture structurelle « centre-périphérie » est ainsi née. Si les économies dépendantes ont par la suite entrepris la voie de l'industrialisation, cela n'a pas signifié l'abandon de la voie indirecte d'accès à la civilisation industrielle ; cette industrialisation a plutôt représenté « un prolongement des systèmes de forces productives localisées à l'extérieur ».²⁰⁹⁹ Et l'auteur d'expliquer :

« [...] ce que nous appelons technologie n'est pas autre chose que l'ensemble des transformations dans un système productif et dans les relations sociales qui ont pour vecteur l'accumulation. [...] Ainsi, [dans le cadre de la modernisation] naît un sous-système productif d'une densité de capital importante, qui ne correspond pas au niveau d'accumulation atteint par l'ensemble de la société, avec une faible capacité de production directe d'emploi. Comme le sous-système demeure structurellement lié à des économies non seulement plus avancées dans l'accumulation mais aussi en expansion permanente, les liens de dépendance ne peuvent que se reproduire. »²¹⁰⁰

La dépendance s'installe plus durablement lorsque une alliance entre les élites locales et les intérêts étrangers est nouée, permettant la conservation d'une part de l'excédent à l'intérieur du pays, ce qui crée « un marché d'importations qui sera le rouage de la transmission des nouvelles valeurs matérielles »²¹⁰¹ Ancrées les habitudes de consommation, l'industrialisation tardive favorisera le contrôle de la production par des filiales d'entreprises étrangères, dans le cadre de marchés combinant concurrence monopolistique et stratégie des oligopoles.²¹⁰² Des pressions pour la diversification de la demande surgissent, de la part des entreprises transnationales, visant à l'adapter aux modèles des pays du centre, d'où émane la technologie. Furtado souligne que la diffusion de formes plus sophistiquées de consommation, exigeant un niveau plus élevé d'accumulation, « représente une des causes de base de l'hétérogénéité sociale croissante du monde dépendant » ; car, comme il l'explique, « le développement des forces productives n'engendre pas, dans des conditions de

²⁰⁹⁹ *Ibid.*, p. 38.

²¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 38-39.

²¹⁰¹ *Ibid.*, p. 53.

²¹⁰² Sur ce point, il convient d'établir un parallèle entre l'évolution de la pensée de C. Furtado et de celle de R. Prebisch. Prebisch, en critiquant ce qu'il appelle « la société de consommation privilégiée », souligne l'importance du concept d'excédent économique pour l'analyse des économies périphériques. Selon lui, l'utilisation de l'excédent à la diversification prématurée de la demande des groupes privilégiés nuira à la formation de capital reproductible (dont l'excédent est la source principale). Dans ce sens, les firmes multinationales, car liées à cette « société de consommation privilégiée », engendreront dans les pays périphériques un drainage supplémentaire de l'excédent économique vers les pays centraux. En outre, il affirme : « Les centres, en particulier les États-Unis, ont souligné le rôle des corporations multinationales dans la périphérie. On suppose que ces corporations internationalisent la production. Mais elles ont surtout engendré l'internationalisation de la consommation, c'est-à-dire, ont donné une plus grande impulsion à la société privilégiée de consommation. » Cf. Raúl PREBISCH, « Cinco etapas de mi pensamiento sobre el desarrollo », *op. cit.*, p 1089 et 1095 (citation). Voir également : Raúl PREBISCH, *Capitalismo periférico : crisis y transformación*, *op. cit.*, p. 190.

dépendance, les transformations sociales qui sont à la base de la valorisation de la force de travail. »²¹⁰³

Furtado fait remarquer que l'ensemble des techniques qui constituent la civilisation matérielle est compatible avec des formes d'organisation sociale distinctes des formes issues de la révolution bourgeoise.²¹⁰⁴ Dans ce sens, même les idéologies anticapitalistes, quand fondées sur l'idée maîtresse d'accumulation-progrès contribuent à la diffusion planétaire des valeurs de la civilisation industrielle. L'idée de progrès²¹⁰⁵, fondée sur la promesse d'abondance pour tous, portait une « vision optimiste du futur » et « faisait briller aux yeux des défavorisés le mirage de l'ascension sociale ».²¹⁰⁶ Si l'idée de progrès a servi à favoriser un pacte social entre des groupes à intérêts antagoniques, l'idéologie du développement porte un « économisme borné, né dans le cadre de la dépendance extérieure ». Furtado précise :

« L'idée de développement, en tant que *performance* internationale, se trouve dissociée des structures sociales [...]. Donc, elle a un contenu étroitement économiciste. En ignorant les aspirations - conflictuelles ou non - des groupes constitutifs de la société, cette idée n'est qu'une promesse de transplantation de la civilisation industrielle, conçue comme un style de vie matérielle né hors du contexte historique du pays en question. [...] Les conflits sociaux, loin d'être une source enrichissante de créativité politique, sont considérés comme des formes de déperdition des énergies de la société. Un prolongement important de cette idéologie est la doctrine de l'autoritarisme, considéré comme le système politique le mieux adapté aux sociétés à l'industrialisation tardive. »²¹⁰⁷

Écrit en France, pendant l'exil de C. Furtado, alors que le Brésil subissait encore un régime autoritaire, cet ouvrage met en relief l'impossibilité d'un véritable développement - « celui capable de créer des solutions originales aux problèmes spécifiques d'une société » - dans le cadre d'un autoritarisme bloquant les processus sociaux qui alimentent la créativité.²¹⁰⁸

Furtado faisait remarquer que le processus de créativité culturelle englobe plusieurs sphères de la vie sociale. Sa manifestation extérieure, la civilisation matérielle engendrée par l'industrialisation, est ainsi le résultat d'un long processus historique de confrontation des forces sociales, auquel l'orientation de la technologie n'est pas étrangère. Dès lors, l'industrialisation dépendante se présente comme « un effort d'adaptation face à une transplantation massive des techniques nées dans des sociétés qui se trouvent dans une phase

²¹⁰³ Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, p. 55 et 56, respectivement.

²¹⁰⁴ *Ibid.*, chap. 4 : « De l'idéologie de progrès à l'idéologie du développement ». La révolution bourgeoise correspond, l'observe Furtado, à l'ensemble des transformations sociales qui donnent naissance à la société industrielle ; elle « n'est pas autre chose que l'ascension d'une forme de domination sociale et d'une vision du monde liée à l'appropriation mercantile de l'excédent ». *Ibid.*, chap. 1 et chap. 7 (« Essai de vision rétrospective »), p. 122 (citation). Pour une analyse historique approfondie de la constitution de l'hégémonie bourgeoise européenne, voir le chap. 7 cité.

²¹⁰⁵ Issue de l'émergence du rationalisme et de l'empirisme à partir de la révolution bourgeoise. *Ibid.*, p. 57.

²¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 63.

²¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 63.

²¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 64.

d'accumulation plus avancée. »²¹⁰⁹

Reliant l'idée de développement à celle de créativité, Furtado rappelle que l'apparition d'un excédent additionnel représente un défi à l'inventivité, permettant la libération du potentiel de créativité de l'homme. Il affirme : « Dans sa double dimension de force génératrice de nouveaux excédents et d'impulsion créatrice de nouvelles valeurs culturelles, ce processus libérateur d'énergies humaines représente la dernière source de ce que nous considérons comme le développement. »²¹¹⁰ Dans la culture issue de la révolution bourgeoise, souligne l'auteur, la créativité est soumise à la rationalité ; il rappelle toutefois la différenciation, proposée par Max Weber, entre la rationalité par rapport aux *moyens* de l'activité sociale, et la rationalité par rapport aux *fins* de l'action humaine. Dans l'histoire de la civilisation industrielle, toutes les formes de l'activité créatrice auraient été subordonnées progressivement à la rationalité instrumentale ; la recherche scientifique ne répond plus à un désir de mieux comprendre le monde et l'homme lui-même, étant mise au service de l'invention technique (en vue de l'efficacité du travail et de la diversification des modèles de consommation). La science et la technologie seraient, ainsi, les deux formes de la créativité humaine qui satisfont le mieux aux exigences du processus d'accumulation.

Furtado met en lumière le fait que l'existence de l'activité politique est la meilleure démonstration de canalisation des forces créatrices vers les *fins*. Toutefois, la transplantation indirecte de la civilisation industrielle, dans le cadre de la dépendance, aurait réduit l'activité politique, la masse de la population restant soumise à un cadre traditionnel de domination sociale. Dès lors, se sont constituées « des contrefaçons des régimes politiques créés par un authentique dynamisme social. »²¹¹¹ Ainsi, selon Furtado, l'accumulation dans le cadre de l'industrialisation dépendante amenant des problèmes spécifiques, « l'inventivité sur le plan des formes sociales est autant ou plus importante que dans d'autres contextes ».²¹¹² Il conclut : « La tendance au mimétisme alimentée par la domination idéologique a remplacé une forme d'immobilisme par une autre. »²¹¹³

²¹⁰⁹ *Ibid.* Il est à noter que, dans le cadre de l'Université des Nations Unies, Furtado (membre de son Conseil académique) présentera ce texte, en tant que « keynote address » lors d'un séminaire à Madrid, en 1980. Cf. Celso FURTADO, « De la ideología del progreso a la ideología del desarrollo », Tokyo, United Nations University [Project on Socio-Cultural Development Alternatives in a Changing World], 1982 [*The second International Seminar on the Transformation of the World : Economy and Society in the Transformation of the World : a report of proceedings, Madrid, Spain, September 1980*]. Lors du premier séminaire concernant ce projet, tenu à Belgrade, en 1979, C. Furtado préside le groupe « From intellectual dependence to creativity ». Cf. *The first International Seminar on Science and technology in the Transformation of the World : a report of proceedings, Belgrade, Yugoslavia, October 1979*, Tokyo, The United Nations University, 1980.

²¹¹⁰ Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance, op. cit.*, chap. 5 : « Accumulation et créativité », p. 65.

²¹¹¹ *Ibid.*, p. 72.

²¹¹² *Ibid.*, p. 73.

²¹¹³ *Ibid.*

Dans « Dépendance dans un monde unifié »²¹¹⁴, Furtado met en lumière l'unité technologique de la civilisation industrielle. Il souligne que la révolution russe, qui aurait pu produire un nouveau projet de civilisation, en cherchant à récupérer rapidement le temps perdu par la copie des techniques du modèle éprouvé, a contribué à préserver l'unité de la civilisation industrielle. L'auteur souligne ainsi que « grâce à cette unité, la rationalité, en ce qui concerne les fins, est restée l'apanage des pays qui ont pris la tête dans le processus d'accumulation. Cette situation engendre une dépendance culturelle affectant à des degrés divers toutes les économies nationales qui s'emploient à réduire la 'brèche' qui les sépare de celles qui conduisent le processus d'accumulation. »²¹¹⁵

Le renforcement de la position des grandes entreprises, avec la tutelle nord-américaine éliminant les entraves à leur action sur le plan international, aurait engendré des changements structurels concernant la perte d'efficacité des formes traditionnelles de lutte des travailleurs ainsi que le déclin du rôle de l'État en tant que centre moteur et régulateur du système économique. Considérant que toutes les sociétés contemporaines tendent à un processus d'homogénéisation culturelle, Furtado analyse le cas de la Chine, « le seul pays qui réunit les conditions nécessaires pour tenter une voie autonome »²¹¹⁶. Il conclut, toutefois, que, « dans les conditions historiques présentes, pour un pays à accumulation retardataire, rompre les amarres avec l'extérieur et/ou soumettre les activités économiques à une direction centralisée n'est pas une condition suffisante (quelle que soit l'idéologie de ceux qui contrôlent l'État) pour ouvrir une 'voie autonome' de développement. »²¹¹⁷ Le problème central reste la poursuite de la reproduction des valeurs matérielles de la civilisation industrielle, d'où découle la persistance des rapports de dépendance. Selon le point de vue de l'auteur :

« La dépendance doit être perçue initialement comme un ensemble de traits structurels qui émergent de l'histoire : la forme d'insertion dans le système de la division internationale du travail créant un retard relatif dans le développement des forces productives ; l'industrialisation sous la tutelle de la modernisation renforçant les tendances à la concentration du revenu ; la nécessité d'importer certaines techniques facilitant le contrôle des activités économiques par les entreprises transnationales. Ce n'est qu'en seconde lecture qu'on doit considérer la dépendance comme une position de faiblesse ou subordonnée, dans les affrontements qui précèdent la fixation des prix internationaux, et qui, finalement,

²¹¹⁴ *Ibid.*, chap. 6. Ce chapitre a également été publié dans : Celso FURTADO, « Dependence in a unified world », *Alternatives*, vol. 8, n° 2, 1982. Dans une note introductive à ce texte (*ibid.*, p. 259), les éditeurs de la revue présentent C. Furtado comme étant un théoricien de la dépendance. Ils soulignent que, si Furtado ne nie pas que la dépendance accompagne l'industrialisation, il ne la considère pas comme un facteur inévitable ou même permanent. Considérant l'impossibilité de résister à l'unification culturelle amenée par l'exemple des pays industrialisés, Furtado soutient que les pays du Tiers monde peuvent réduire la dépendance en utilisant leur pouvoir économique. En cela il s'éloignerait d'autres théoriciens de la dépendance.

²¹¹⁵ Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, p. 75-76.

²¹¹⁶ *Ibid.*, p. 87 ; pour l'analyse du cas de la Chine, voir *ibid.*, p. 87-89.

²¹¹⁷ *Ibid.*, p. 90.

déterminent l'appropriation de l'excédent créé par la division internationale du travail. »²¹¹⁸

Dans la lutte contre la dépendance, Furtado ne préconise pas l'isolement, mais l'avancement sur la voie des relations internationales, en les modifiant qualitativement. Dès lors, c'est dans le champ de gravitation de la civilisation industrielle (d'où la presque totalité des pays périphériques ne peuvent plus échapper) que doit avoir lieu la lutte contre la dépendance.²¹¹⁹ Le coût de la dépendance pourrait être réduit par des stratégies d'interdépendance, par la « modification des rapports de force qui sont le substrat de l'ordre économique international ». ²¹²⁰ Cette dernière, précise Furtado, repose sur des ressources de pouvoir telles que le contrôle de la technologie, des finances, des marchés, de l'accès aux ressources non renouvelables et de l'accès à la main-d'œuvre. Considérant que le contrôle de la technologie est « la poutre maîtresse de la structure du pouvoir international », et que la technologie a « la faculté de se substituer à toutes les autres ressources de pouvoir », Furtado affirme que « la lutte contre la dépendance devient un effort pour annuler les effets du monopole de cette ressource détenue par les pays du centre ». ²¹²¹

Si l'élargissement de l'action des entreprises transnationales a approfondi la domination technologique, sur le front des ressources financières, en revanche, les pays périphériques ont pu connaître une évolution plus favorable. Grâce aux ressources financières des pays exportateurs de pétrole (à partir de 1973), des projets d'intérêt commun à des pays périphériques ont pu être financés hors de la tutelle des pays du centre. Furtado souligne également l'intérêt de l'association des pays visant à contourner l'étroitesse de leurs marchés et à en préserver le contrôle face à l'offensive des transnationales ; un contrôle accru des marchés pourrait contraindre les transnationales à céder la technologie à des conditions moins onéreuses, et permettre la création d'un marché pour la technologie produite localement. C'est surtout sur le front des ressources non renouvelables que Furtado identifie la possibilité d'un

²¹¹⁸ *Ibid.*, p. 90-91. Il est à noter qu'I. Sachs semble partager ces points de vue de Furtado quant il affirme : « La plupart des pays du Tiers Monde se lancèrent dans la voie de la croissance mimétique, essayant de transplanter le modèle actuel des économies industrielles, à commencer par les styles et les mêmes niveaux absolus de la consommation pour les élites, ceci malgré l'écart très prononcé de la production moyenne par tête. [...] À accabler de tous les péchés l'impérialisme, on finit par dédouaner les élites au pouvoir. Surtout, la critique se concentre d'une façon peut-être trop unilatérale sur la dépendance économique, financière et technique, alors que la source principale du mal réside dans la dépendance culturelle, celle-là même qui fait internaliser et promouvoir au rang d'objectifs de développement les valeurs de la société de consommation. » Cf. Ignacy SACHS, « Crise, conjoncture, civilisation », *H-Histoire*, n° 6, 1980, p. 25 et 27. Dans le même numéro de cette revue, C. Furtado publiait son interprétation de l'évolution historique et des tendances actuelles de l'Ordre économique international : Celso FURTADO, « Les mondes inégaux », *op. cit.*

²¹¹⁹ L'auteur précise que la révolution culturelle chinoise représente un chapitre à part dans l'histoire contemporaine, comme « unique tentative historique significative pour échapper à ce champ de gravitation ». Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, p. 92.

²¹²⁰ *Ibid.*, p. 93.

²¹²¹ *Ibid.*, p. 94. Furtado rappelle que « la technologie représente dans la civilisation industrielle l'expression finale de la créativité humaine », et que « toutes les autres formes de la créativité furent progressivement mises à son service. » *Ibid.*

renforcement de la position de la périphérie à long et moyen termes, notamment en raison de l'épuisement des réserves de certains pays du centre. Furtado revient ici sur la question des limites de l'offre de ressources non renouvelables²¹²² :

« L'hypothèse n'est pas exclue de voir un jour une grande partie des ressources que l'homme extrait de la nature, et les métaux en particulier, recyclés et d'une certaine façon devenus partiellement renouvelables. Mais ce n'est pas dans cette direction que s'est orientée la technologie de la civilisation industrielle. La logique du système d'accumulation actuel, avec son horizon de temps relativement court, tend à exercer une pression croissante sur les ressources appelées non renouvelables. [...] Certes, de puissants intérêts sont engagés dans les pays du centre pour empêcher une prise de conscience de ces problèmes et pour que dure l'illusion que la technologie résout tous les problèmes qu'elle crée elle-même. »²¹²³

En ce qui concerne la question de la main-d'œuvre des pays périphériques, Furtado souligne que cette ressource, qui contribuait aux faibles prix des produits agricoles exportés par ces pays, « commence à apparaître sur les marchés internationaux incorporée dans des articles manufacturés produits par des filiales des transnationales localisées en des points stratégiques de la périphérie. »²¹²⁴ Si les pays où la main-d'œuvre est abondante accordent des facilités aux investissements des transnationales orientés vers le marché extérieur, ils pourraient également augmenter le prix de cette main-d'œuvre (par un impôt sur les exportations, par exemple), la transformant en une nouvelle ressource de pouvoir.

Furtado soutient que « la *dépendance* est d'abord *technologique* », car cette ressource « noble » qu'est la technologie se trouve monopolisée par les pays du centre ; aux pays périphériques, reste un effort de mobilisation d'autres ressources, afin de contrecarrer le poids de la dépendance technologique et de progresser dans la voie du développement.²¹²⁵ Furtado observe, dès lors, que

« Dans l'immédiat, il s'agit de créer des liens d'authentique interdépendance, sans disposer d'autonomie technologique ; de tenter de *modifier l'orientation de la technologie*, sans avoir le contrôle de celle-ci. C'est seulement de positions plus avancées et plus solides qu'il sera possible de viser des objectifs plus ambitieux comme celui d'installer une logique des fins dans le processus d'accumulation : de soustraire la créativité de la tutelle qu'exerce actuellement sur elle la rationalité instrumentale. »²¹²⁶

²¹²² Pour une discussion de cette problématique, notamment du point de vue des pays périphériques, voir l'ouvrage : Celso FURTADO, *Le mythe du développement économique*, op. cit.

²¹²³ Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, op. cit., p. 98.

²¹²⁴ *Ibid.*, p. 99.

²¹²⁵ *Ibid.*, p. 100.

²¹²⁶ *Ibid.*, p. 101 (c'est nous qui soulignons). Dans une discussion avec A. Emmanuel, à propos des « technologies appropriées », Furtado synthétisait la question : « Bien entendu, aucun pays n'oserait envisager aujourd'hui l'autarcie technologique. Au contraire : tout le monde cherche à accéder à toutes les sources de création technologique. Le problème est donc d'identifier ses besoins et de savoir ce qu'on achète. Le problème est surtout, pour beaucoup de pays, d'accéder à la production de ce produit noble par excellence qu'est la technologie. Ce qui réclame avant tout un effort systématique des institutions de recherche et des entreprises locales. Aussi, imaginer que l'action des entreprises multinationales conduira aux mêmes résultats relève de la pure naïveté. » Cf. Celso FURTADO, « Commentaires de Celso Furtado », in A. EMMANUEL, *Technologie appropriée ou technologie sous-développée ?*, op. cit., p. 133.

Prônant des formes de coalition entre les pays périphériques pour la réorganisation de l'économie internationale, Furtado attire l'attention sur les dangers de l'incitation à des rivalités régionales pouvant entamer une course aux armements ; cela pourrait rompre la solidarité entre ces pays, au bénéfice des superpuissances.

« À la recherche d'une vision globale », C. Furtado achève son « antilivre académique », *Créativité et dépendance*, par un dialogue avec divers courants philosophiques, esthétiques et politiques.²¹²⁷

Furtado met en lumière le fait que la révolution bourgeoise et la révolution scientifique sont les deux processus de créativité culturelle convergeant au surgissement de la civilisation industrielle.²¹²⁸ Dans celle-ci, la créativité est subordonnée à la logique des moyens, l'ensemble des activités sociales étant soumis à l'accumulation ; la rationalité instrumentale s'installe ainsi dans le tissu social. En s'appuyant sur Nietzsche et son « inquiétude pour les valeurs, l'anxiété pour la *redéfinition* de ces valeurs, l'identification des *fins* »²¹²⁹, Furtado souligne l'impasse inhérente à une civilisation qui s'ordonne en fonction des *moyens*. Sur les liens entre les idées de liberté et de créativité, Furtado observe : « À la conception traditionnelle, essentiellement négative [de l'idée de liberté] - se libérer de ce qui nous contraint, rompre avec ce qui est établi -, [Nietzsche] a substitué quelque chose de positif : la créativité. »²¹³⁰

Si l'action créatrice de l'homme exprime sa liberté, Furtado rappelle que dans la civilisation industrielle, les formes de créativité, y compris la créativité artistique, « ont fini par graviter autour du processus d'accumulation »²¹³¹. En soulignant que la diffusion de toute innovation technologique est quelque chose d'inhérent à la civilisation industrielle, Furtado se sert de l'exemple de la technologie nucléaire, que l'homme ne contrôlait pas complètement, pour affirmer : « C'est seulement le cas le plus dramatique d'un processus historique dans lequel l'homme a conscience des problèmes créés par des décisions qu'il a pris et dont il sait par avance qu'il est incapable de les affronter. Il est libre de se voir dans l'engrenage mais pas suffisamment pour en échapper. »²¹³²

Mais, comme F. Mauro l'observe, « Celso Furtado n'est pas pessimiste »²¹³³ :

²¹²⁷ Cf. Alfredo BOSI, « Préfácio. Celso Furtado : rumo a uma visão holística », *op. cit.*, p. 30.

²¹²⁸ Et l'auteur de préciser : « Révolution bourgeoise comprise comme l'impact de la rationalité instrumentale sur l'organisation de la production, et révolution scientifique comme prédominance de la vision de la nature en tant que système doté d'une structure rationnelle, écrite en caractères géométriques, selon l'expression de Galilée. » Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, p. 126.

²¹²⁹ *Ibid.*, p. 131 (italiques de l'auteur).

²¹³⁰ *Ibid.*, p. 133.

²¹³¹ *Ibid.*, p. 134.

²¹³² *Ibid.*, p. 137.

²¹³³ Cf. Frédéric MAURO, « Celso Furtado, Criatividade e dependencia na civilização industrial », *op. cit.*, p. 282.

l'apparition de l'art comme expression non médiatisée de la vie, les nouveaux rapports entre l'homme et la nature grâce à l'écologie et entre les sexes grâce au féminisme, seraient autant d'éléments permettant d'envisager un nouveau système.

Furtado affirme que l'action politique est le seul espace dans la civilisation industrielle où a prospéré une authentique activité créatrice. « Si créativité est liberté, à notre époque la seule forme authentique de liberté qui existe est la politique », soutient l'auteur.²¹³⁴ Il identifie, dès lors, dans la renaissance de l'activité politique directe, « le point de départ d'une neutralisation des forces qui produisent la bureaucratisation de la vie politique dans les sociétés industrielles. »²¹³⁵

Approfondissant ses réflexions sur les rapports entre le développement et la créativité, C. Furtado affirme que le développement « comporte un élément d'intentionnalité » : « Plus que *transformation*, le développement est *invention*. » Et l'invention culturelle, précise l'auteur, est « la manifestation d'une possibilité », ouverte par « l'existence d'un *excédent* de ressources créé par la division internationale du travail ». ²¹³⁶ Furtado relie l'idée de développement à deux processus de créativité : « Le premier concerne la *technique*, c'est-à-dire, le désir qu'a l'homme de se doter d'instruments et d'accroître sa capacité d'action. Le second a trait à l'utilisation finale de ces moyens, aux *valeurs* que l'homme ajoute à son patrimoine existentiel. »²¹³⁷

Dès lors, Furtado refuse la vision simplifiée de la diffusion de la civilisation industrielle, qui consiste à l'identifier au progrès dans la maîtrise du milieu naturel et à l'accroissement de l'efficacité dans l'utilisation de ressources rares. En proposant une *théorie du sous-développement* ²¹³⁸, qui étudie les malformations sociales engendrées dans le processus de diffusion de la civilisation industrielle, Furtado mettait en lumière la « dimension cachée du développement qui est la création de valeurs »²¹³⁹. Dénoncée la pseudo-neutralité des techniques, l'endogénéité se présente comme « la faculté que possède une communauté humaine d'organiser le processus d'accumulation en fonction de priorités

²¹³⁴ Cf. Celso FURTADO, *Créativité et dépendance*, *op. cit.*, p. 138.

²¹³⁵ *Ibid.*, p. 145.

²¹³⁶ Cf. Celso FURTADO, « Le concept d'endogénéité dans le contexte mondial actuel », Réunion d'experts, « Réflexion philosophique sur les problèmes fondamentaux du développement endogène » (Libreville, Gabon, 19-22 décembre 1983), Paris, UNESCO, 1983, p. 1 (c'est l'auteur qui souligne). Une version de ce texte a également été publiée dans : Celso FURTADO, *Cultura e desenvolvimento em época de crise*, *op. cit.*, chap. 9 : « O desenvolvimento como processo endógeno ».

²¹³⁷ Cf. Celso FURTADO, « Le concept d'endogénéité dans le contexte mondial actuel », *op. cit.*, p. 2 (c'est l'auteur qui souligne).

²¹³⁸ Les réflexions de Furtado sur le sous-développement en tant que processus historique spécifique sont à la base de ce que l'auteur a appelé la *théorie du sous-développement*. Cf. Celso FURTADO, *O capitalismo global*, *op. cit.*, p. 21 ; voir à ce sujet : *id.*, *Développement et sous-développement*, *op. cit.*

²¹³⁹ Cf. Celso FURTADO, « Le concept d'endogénéité dans le contexte mondial actuel », *op. cit.*, p. 2.

qu'elle a elle-même définies. »²¹⁴⁰

Furtado rappelle que la constitution du premier noyau industriel dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, épisode de l'histoire sociale de l'Europe, a donné naissance à une constellation de sous-systèmes dépendants. Le système de la division internationale du travail engendrait un excédent, dont le mode d'appropriation variait selon les circonstances historiques. Toutefois, ayant lieu l'appropriation locale d'une part de l'excédent (ce qui était souvent nécessaire à l'efficacité du système de production), Furtado affirme que cet excédent jouera un rôle fondamental dans le processus d'acculturation qui a lieu dans la périphérie, agissant comme vecteur des habitudes de consommation ou des valeurs culturelles des économies dominantes.²¹⁴¹ Pendant la période d'insertion dans le système de la division internationale du travail, le dynamisme des économies de la périphérie venait de leur gravitation autour du centre qui était à l'origine de la diffusion de la civilisation industrielle. Comme Furtado le souligne, les transformations dans le centre reposaient sur le développement des forces productives (sur le progrès technique), alors que dans la périphérie l'accroissement de la productivité découlait de la spécialisation dans le cadre d'un marché élargi. Dès lors, dans l'économie périphérique, la transformation la plus importante se situe sur le plan de la formation de l'excédent, dont le mode d'appropriation détermine le profil de la demande intérieure (auquel répondent les importations)²¹⁴² Comme l'auteur le synthétise :

« La formation de la périphérie s'est caractérisée par la dynamisation de la demande - la modernisation - dans un contexte de relatif immobilisme social dû à la lenteur du développement des forces productives. *Ce qu'on a appelé le sous-développement n'est rien d'autre que la manifestation de ce décalage entre le dynamisme de la demande et le retard de l'accumulation reproductive.* Le retard s'explique par la forme d'insertion dans le système de la division internationale du travail ; le dynamisme par la pénétration des modèles de consommation du centre. »²¹⁴³

Dans leur analyse sur le développement et la culture dans la perspective de C. Furtado, O. Burgueño et O. Rodriguez mettent en relief l'importance de l'argumentation de Furtado sur l'imitation des modèles de consommation des pays du centre par les pays périphériques. Selon eux, il y a implicite dans l'emploi du mot « imitation » par Furtado une dénonciation de l'« appréciation spéciale de l'étranger » qui est derrière la rénovation constante des modèles de consommation de la périphérie. L'« étranger » est ainsi perçu comme étant porteur des « grandes conquêtes du progrès », auxquelles « sont associées des considérations de relief et de prestige social » ; en outre, observent les auteurs, « cette appréciation spéciale de l'étranger est accompagnée d'une ample pénétration d'idées et de valeurs transplantées d'autres

²¹⁴⁰ *Ibid.*

²¹⁴¹ *Ibid.*, p. 5 ; Celso FURTADO, *Cultura e desenvolvimento em época de crise*, *op. cit.*, p. 112.

²¹⁴² Cf. Celso FURTADO, « Le concept d'endogénéité dans le contexte mondial actuel », *op. cit.*, p. 6.

²¹⁴³ *Ibid.*, p. 7 (c'est nous qui soulignons).

cultures ».²¹⁴⁴

Furtado souligne que, dans la formulation de la théorie du sous-développement, l'idée de *dépendance technologique* a permis de mettre en relief le fait que la modernisation dépassait l'adoption de nouvelles valeurs, en imposant l'introduction de nouveaux modèles de consommation.²¹⁴⁵ Or, les nouveaux produits finis demandés ne correspondaient pas au niveau d'accumulation de la société qui se modernisait. Si l'excédent engendré par la spécialisation internationale pouvait servir à financer la consommation, le problème du retard technologique demeurait ; l'industrialisation substitutive d'importations, dans un contexte de reproduction des structures sociales modernisées, contribuerait à la perpétuation de la dépendance technologique. Dès lors, en réfléchissant sur l'endogénéisation du développement, Furtado posait les questions suivantes :

« La dépendance technologique serait-elle une simple conséquence du processus d'acculturation des élites dominantes dans les économies de la périphérie ? Dans quelle mesure est-il possible d'assimiler la technologie moderne tout en se soustrayant au processus de mondialisation des valeurs imposé par la dynamique des marchés ? Peut-on éviter que le système d'incitation nécessaire pour parvenir au type d'efficacité inhérent à la technologie moderne n'accroisse les inégalités sociales dans les pays où le niveau d'accumulation est bas ? »²¹⁴⁶

Tenant compte aussi bien du processus de mondialisation imposé par la logique des marchés, que des exigences d'une technologie qui est le fruit (et évolue en fonction) de l'histoire des économies centrales, et des formes d'organisation de la production et du travail mieux adaptées à cette technologie, Furtado appelle à une vision du développement dont

« [le] but est de trouver la voie de la créativité au niveau des objectifs, en tirant parti des ressources de la technologie moderne, dans la mesure où c'est compatible avec la préservation de l'autonomie dans la définition de ces objectifs. [...] Comment avoir accès à la technologie moderne sans tomber dans des formes de dépendance qui limitent l'autonomie de décision et compromettent l'homogénéisation sociale ? »²¹⁴⁷

²¹⁴⁴ Cf. Oscar BURGUEÑO, Octavio RODRIGUEZ, « Desenvolvimento e cultura : notas sobre o enfoque de Celso Furtado », in L. C. BRESSER-PEREIRA, J. M. RÉGO (org.), *A grande esperança em Celso Furtado*, *op. cit.*, p. 84 ; voir également : Octavio RODRÍGUEZ, *El estructuralismo latinoamericano*, *op. cit.*, chap. 9.

²¹⁴⁵ Le problème des techniques utilisées dans les pays périphériques par les firmes multinationales doit être envisagé, selon C. Furtado, du point de vue de la politique concurrentielle de ces entreprises, qui est faite à partir de l'innovation, au niveau des produits. Comme il l'affirme : « Si on encourage l'apport technique des FMN [firmes multinationales] elles finissent par imposer tout un style de consommation lié aux techniques qu'elles utilisent. [...] Le problème de la technique doit se poser d'abord en tenant compte de ce que l'on doit produire pour les besoins du pays. [...] Une fois fixé l'objectif de production, le procédé technique n'est qu'un moyen pour l'atteindre ». Cf. le compte-rendu de l'intervention de Celso Furtado lors d'un colloque du groupe de travail « Multinationales et développement », partie intégrante d'un réseau international de groupes de travail organisé par l'Association européenne des Instituts de Recherche et de Formation en matière de Développement (EADI). Lors de ce colloque, Furtado a été le rapporteur du thème « Modèles de développement périphérique et firmes multinationales ». Cf. Mario LANZAROTTI, Jean MASINI, « Colloque 'Firmes multinationales et développement', Paris, 14-15 juin 1977 », *Revue Tiers Monde*, vol. 19, n° 74, 1978 (citation p. 429-430).

²¹⁴⁶ Cf. Celso FURTADO, « Le concept d'endogénéité dans le contexte mondial actuel », *op. cit.*, p. 8.

²¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 8. Samir Amin, théoricien du développement inégal, participe avec C. Furtado, dans le cadre de l'UNESCO (Division de l'étude et de la planification du développement), au début des années 1980, des

Selon l'auteur, c'est la créativité politique, impulsée par la volonté collective, qui peut permettre de surmonter les impasses créées par un développement imitatif, qui cherche à reproduire la culture matérielle du capitalisme le plus avancé. En vue d'un débat sur les options du développement, il faut s'interroger, l'affirme Furtado, sur « les rapports qui existent entre la culture comme système de valeurs et le processus de développement des forces productives, entre la logique des fins qui régit la culture, et celle des moyens, la raison instrumentale inhérente à l'accumulation. »²¹⁴⁸

Celso Furtado, ministre de la Culture du Brésil

Celso Furtado participe activement au moment de reconstruction de la démocratie au Brésil, après vingt-et-un ans de dictature militaire. Membre du PMDB et proche du président de la Chambre des députés, Ulysses Guimarães, Furtado avait intégré le groupe de travail qui élabore le programme de gouvernement de Tancredo Neves. Contrariant les attentes des milieux les plus progressistes, le ministère des Finances n'échoit pas à Celso Furtado sous la présidence de José Sarney. L'économiste, qui avait accepté une invitation de Tancredo Neves (sanctionnée par le président José Sarney), dirigeait à Bruxelles la mission diplomatique brésilienne auprès de la Communauté Économique Européenne lorsqu'il est indiqué à assumer le ministère de la Culture.

Incombé de la structuration du jeune ministère, créé en mars 1985, sous la Nouvelle République, Furtado intègre ainsi le premier gouvernement civil après le coup d'État de 1964, après avoir participé activement, à la SUDENE et au ministère du Plan, des trois gouvernements civils qui l'ont précédé.²¹⁴⁹ Outre son expérience notoire dans l'administration publique, ses longues années de réflexion sur la problématique culturelle dans l'étude du

discussions en vue d'une doctrine du développement endogène. Amin partage les critiques de Furtado concernant l'emprise étrangère sur les centres de décision des pays en développement, ainsi que les modèles de consommation occidentaux des élites, et l'idée de neutralité de la technologie. Toutefois, si Furtado juge important le transfert de technologie vers les pays de la périphérie (à condition que ce transfert ne soit pas contrôlé par des entreprises transnationales), Amin, quant à lui, considère que cette technologie est centrée sur la production de biens de consommation « occidentaux », n'étant pas appropriée aux pays périphériques. Cf. Rahat KAHN, « Vers une doctrine du développement endogène », Paris, UNESCO, 1987 (il s'agit d'un rapport sur la série de séminaires et réunions d'experts tenus en Équateur, au Gabon, en Hongrie et en Italie, depuis la fin des années 1970, sur le développement endogène) ; Samir AMIN, « Une stratégie de développement autocentrée est-elle possible pour l'Afrique ? », Paris, UNESCO, 1983 ; Celso FURTADO, « Le concept d'endogénéité dans le contexte mondial actuel », *op. cit.*

²¹⁴⁸ Cf. Celso FURTADO, *Cultura e desenvolvimento em época de crise*, *op. cit.*, chap. 2, citation p. 31.

²¹⁴⁹ Cf. Ângelo O. de A. SANTOS, « Celso Furtado, ministro da Cultura », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*, Rio de Janeiro, Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2012 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 5).

sous-développement, notamment depuis la fin des années 1970²¹⁵⁰, mettent son nom au premier plan pour la direction du ministère de la Culture. Des intellectuels et artistes brésiliens élaborent une pétition suggérant au président de la République l'indication de « l'éminent professeur Celso Furtado » à ce poste. Le texte portant la signature de 176 personnalités (la première étant celle de l'architecte Oscar Niemeyer) affirmait que « en face de l'importance du nouvellement créé ministère de la Culture dans le cadre de la réalité brésilienne et de l'immense tâche de le mettre en œuvre [...] seulement un grand nom de la culture brésilienne, de prestige national et international, pourra l'occuper. »²¹⁵¹

De la sorte, avec le soutien d'artistes et intellectuels ainsi que de la direction du PMDB (Ulysses Guimarães), Furtado est nommé au ministère de la Culture. Nommé le 14 février 1986, il est le troisième titulaire du ministère, dans le cadre du changement ministériel effectué par le président Sarney. Sous la direction de Celso Furtado, le ministère de la Culture sera structuré, la structure de base de son fonctionnement étant instituée par le Décret présidentiel n° 92.489, du 24 mars 1986.

La législation en matière d'incitations fiscales à la culture, élaborée et mise en vigueur par Furtado, cherchait à décentraliser les décisions concernant le financement des projets culturels, de façon que « la société civile assume les propositions culturelles de la propre communauté »²¹⁵², c'est-à-dire, en prenant en charge le financement des ressources requises. Dans ce sens, l'État renoncerait à percevoir une part de l'impôt sur le revenu dû par les entreprises ou les personnes physiques finançant des projets culturels. Une « législation

²¹⁵⁰ Rosa F. D'Aguiar Furtado observe que Celso Furtado a approfondi ses réflexions sur la culture notamment à quatre moments de son parcours intellectuel : à la fin des années 1970, notamment avec la publication du livre *Créativité et dépendance dans la civilisation industrielle* (la 1^e éd. brésilienne est de 1978), dans lequel l'auteur présente une interprétation historique et philosophique des liens entre la culture et le développement ; pendant sa période à la tête du ministère de la Culture (1986-1988), quand l'auteur réfléchit sur les questions culturelles brésiliennes, comme la démocratisation de la culture dans un contexte d'inégalités sociales ; entre les années 1992 et 1995 quand il intègre la Commission mondiale de la culture et du développement (UNESCO-ONU) et y reprend ses réflexions sur la culture et le développement, à un moment de réexamen des pratiques du développement (après la chute du mur de Berlin et la « décennie perdue du développement ») ; un dernier moment des réflexions de Furtado sur la culture s'entame avec son entrée à l'Académie Brésilienne de Lettres, en 1997, et est marqué notamment par des conférences sur des grands auteurs brésiliens, lesquels il approche en apportant le point de vue des sciences sociales. Cf. Rosa F. A. FURTADO, « Introdução : Pensando a cultura », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*, op. cit. Des textes de ces différentes périodes de la réflexion de Furtado sur la culture sont réunis dans le volume cité.

²¹⁵¹ *Ibid.*, p. 10-11. Malgré le grand appui de la classe artistique à la nomination de Furtado, des critiques lui sont adressées au moment de son arrivée au ministère de la Culture, en raison de son soutien à la décision du président Sarney d'interdire le film « Je vous salue, Marie », de Jean-Luc Godard. La querelle oppose Furtado à des artistes comme Caetano Veloso et Chico Buarque, qui se déclarent « déçus » de son soutien au président dans cette affaire. Sur l'interdiction, Furtado déclare considérer que le film, en désacralisant la Vierge Marie, heurtait la sensibilité d'une partie de la population brésilienne ; il soutient, en outre, que la société a le droit de discipliner ce qui est présenté au public. Si Furtado était favorable à l'interdiction du film en circuit commercial, il défendait également la liberté des personnes intéressées à l'assister (dans des universités ou des salles spéciales). Cf. « A 'revolução cultural' de Celso Furtado » et « O 'meu ministério é um mundo' », *O Estado de S. Paulo*, 22 avril 1986.

²¹⁵² Cf. Rosa F. A. FURTADO, « Introdução : Pensando a cultura », op. cit., p. 14.

« pionnière » que l'ancien ministre français de la Culture, Jack Lang, aurait aimé avoir pu faire approuver par le Parlement français.²¹⁵³ En effet, Celso Furtado s'était inspiré de l'expérience française en matière d'incitations fiscales à la culture entreprise par le ministre Jack Lang.²¹⁵⁴ À partir de l'observation des bons résultats atteints en France avec les incitations fiscales, Furtado reprend un projet du sénateur Sarney présenté pendant le régime militaire, « circonscrit à une espèce de mécénat », et le transforme « en une législation avancée et décentralisatrice »²¹⁵⁵.

Louant l'initiative du ministre brésilien, le sociologue Alain Touraine proposait que la France, en s'inspirant de l'exemple brésilien, avance encore plus dans le désengagement de l'État du domaine de la culture et étende la liberté d'affectation d'une partie des impôts des particuliers à l'ensemble du domaine de la création intellectuelle et scientifique. Alain Touraine a ainsi présenté la loi brésilienne aux lecteurs du *Monde* :

« C'est du Brésil que nous vient aujourd'hui l'exemple le plus encourageant. La loi que Celso Furtado, ministre brésilien de la culture et intellectuel de renommée internationale, vient de faire adopter par le Congrès permet à des particuliers, par un jeu de déductions fiscales, de contribuer directement au développement d'activités culturelles et artistiques. La loi brésilienne fait même un pas décisif vers la transformation qui s'impose aujourd'hui : permettre un financement privé, mais contrôlé par l'État, d'activités de formation, puisque le premier des objectifs que son article II donne à ces déductions fiscales est de 'développer la formation artistique et culturelle en attribuant des bourses d'étude, de recherche et de travail, au Brésil ou à l'extérieur, à des auteurs, artistes et techniciens, Brésiliens ou étrangers résidant au Brésil'. Texte qui méritait d'être cité pour son admirable ouverture d'esprit. »²¹⁵⁶

Conscient du risque que pourrait comporter une telle loi²¹⁵⁷, en ce qui concerne la concentration des financements sur de grands centres urbains et des artistes de renom, Furtado œuvre à focaliser l'action du ministère sur des secteurs et régions insuffisamment bénéficiés par la loi. Le ministère n'avait pas d'ingérence sur le contenu des projets à être financés par les incitations fiscales ; il ne contrôlait que l'application des ressources, afin d'éviter des fraudes. Les projets ne devaient toutefois pas répondre exclusivement aux intérêts du marché, au détriment du développement des valeurs artistiques et culturelles. Furtado met alors les institutions et ressources du ministère au service de la correction de ces distorsions pour que la politique culturelle dépasse la simple consommation de biens culturels et rende viable les

²¹⁵³ Propos tenus lors d'une rencontre entre les couples Lang et Furtado à Paris. Cf. *ibid.*, p. 14-15.

²¹⁵⁴ Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado : decifrando o Brasil » [entretien], *op. cit.*, p. 74.

²¹⁵⁵ Cf. Rosa F. A. FURTADO, « Introdução : Pensando a cultura », *op. cit.*, p. 13. Sur l'aspect de la décentralisation contenu dans la législation qu'il élabore, Furtado observe que les facilités posées par la possibilité d'une prise de décision au niveau local ont pu engendrer des « abus », des « malversations » ; la centralisation des décisions, en revanche, n'aurait pas permis l'élargissement des régions bénéficiées par la loi. Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado : decifrando o Brasil » [entretien], *op. cit.*, p. 74.

²¹⁵⁶ Cf. Alain TOURAINE, « Comment stimuler la création. Étendre les déductions fiscales au monde de l'art et du savoir », *Le Monde*, 26 août 1986.

²¹⁵⁷ La loi traitant des avantages fiscaux (impôt sur le revenu) accordés à des opérations à caractère culturel ou artistique, dite « Loi Sarney », est approuvée au Parlement et sanctionnée par le président de la République le 2 juillet 1986 (loi n° 7.505).

activités créatrices et d'innovation.²¹⁵⁸

Dans le cadre des débats qui marquaient le pays à cette époque de reconstruction de la démocratie, notamment avec l'installation de l'Assemblée nationale constituante au début de 1987²¹⁵⁹, le ministère de la Culture, sous la gestion de Furtado, avait un rôle à jouer « comme élément intégrateur, d'inclusion sociale, capable de donner voix à la diversité culturelle à l'échelle nationale ».²¹⁶⁰ Tout en agissant pour la préservation du patrimoine culturel et pour le renforcement des traditions culturelles menacées (indigènes, *quilombolas*, etc.), Furtado était attentif aux nouveaux langages artistiques, ce qui impliquait un effort d'apprentissage du pouvoir public brésilien « à traiter avec la transgression, fondamentale pour la création artistique ».²¹⁶¹

Furtado affirmait qu'une politique culturelle devait avoir comme but dernier la libération de « toutes les formes créatives de la société », leur garantissant l'espace nécessaire à leur épanouissement, sans jamais les mettre sous tutelle. Sur le rôle de l'État par rapport à la culture, l'auteur précise :

« La créativité étant en même temps un processus de rupture et un processus qui s'alimente de racines du passé, il faut aussi bien garantir les espaces pour des activités d'avant-garde et contestation que se préoccuper de la défense du patrimoine cumulé. Il échoit aussi à l'État de donner appui aux initiatives nées de la société, en leur fournissant les moyens de les concrétiser. »²¹⁶²

Le ministère de la Culture, dans la conception de Furtado, devait être un « catalyseur » des forces créatives de la société brésilienne en ce moment de reconstruction de la vie politique du pays dans lequel se libéraient des forces longtemps retenues, spécialement sur le

²¹⁵⁸ Cf. Fabio MAGALHÃES, « Celso Furtado e os desafios do Ministério da Cultura », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Ensaaios sobre cultura e o Ministério da Cultura*, op. cit., p. 181-182.

²¹⁵⁹ La mise au point de l'avant-projet de la nouvelle Constitution, intégrant des avancées sociales (des propositions concernant la réduction des heures de travail, la stabilité de l'emploi, le droit de grève, etc.), engendre des pressions sur le Parlement de la part des représentants du patronat et des propriétaires terriens. Celso Furtado, l'« un des économistes les plus écoutés du PMDB », est alors interrogé sur la capacité de la Nouvelle République à promouvoir des réformes de base et se montre pessimiste : « Les tenants du pouvoir économique, dit-il, se sont arrangés pour remplacer le contrôle autoritaire de la société par des moyens plus subtils, mais tout aussi efficaces, la presse par exemple. La réforme agraire ne se pose plus dans les mêmes termes qu'il y a vingt ans. On pensait alors qu'elle était indispensable pour changer la structure foncière et la rendre plus productive. Mais, entre temps, le capital a fait une énorme percée dans les campagnes et le problème est devenu surtout social : à côté du grand capital agraire, il y a une masse de travailleurs agricoles misérables, dont il faut changer le sort. » Cf. Charles VANHECKE, « Brésil : la durée du mandat présidentiel. Les attermoissements du parti au pouvoir portent atteinte à son crédit », *Le Monde*, 22 juillet 1987, p. 4.

²¹⁶⁰ Cf. Fabio MAGALHÃES, « Celso Furtado e os desafios do Ministério da Cultura », op. cit., p. 179.

²¹⁶¹ *Ibid.*

²¹⁶² Furtado tient ces propos lors d'un entretien accordé à Hélène Rivière d'Arc et à Hélène Le Doaré, en mars 1987. Une copie de cet entretien jamais publié était conservée dans les archives personnelles de C. Furtado. L'entretien a récemment été publié sous le titre « A política cultural deve liberar as formas criativas da sociedade », dans : Celso FURTADO, Rosa F. A. FURTADO (org.), *Ensaaios sobre cultura e o Ministério da Cultura*, op. cit., citation p. 187.

plan culturel, négligé et soumis à la censure et à la manipulation.²¹⁶³

Dans ce sens, cette phase de l'histoire brésilienne de reconquête d'un « espace de liberté », nécessaire pour que des actions sur le champ de la culture portent des fruits, se montrerait propice à la politique culturelle.²¹⁶⁴ C'est ainsi qu'en ce moment de reprise en main du destin du pays, la législation d'incitations fiscales à la culture correspondait, selon le ministre Furtado, à « une invitation pour que la société participe plus amplement des initiatives culturelles » ; car, comme il l'observe, « [l']essentiel de la vie culturelle naît dans la société, se manifeste dans la société », devant, donc, « se traduire dans des projets dont l'exécution incombe à la société elle-même ».²¹⁶⁵

Furtado met en relief les inégalités sociales et régionales ainsi que les multiples formes de dépendance interne et externe qui caractérisent le Brésil. Dans son appréciation, le ministère de la Culture a un rôle majeur à jouer dans de telles circonstances. Ce rôle concerne aussi bien la diffusion du patrimoine culturel existant, que la libération de la capacité créative (qui ne se manifeste pas en raison de contraintes sociales) et la préservation de l'identité nationale face à l'offensive de l'industrie culturelle.²¹⁶⁶

Le ministre de la Culture soutient que la période autoritaire a engendré au Brésil une dégradation de l'État, responsable d'une « répulsion de la société à tout ce qui vient de l'État ».²¹⁶⁷ Il reste persuadé, toutefois, qu'à un pays pauvre comme le Brésil la présence de l'État est nécessaire pour l'élargissement de la diffusion des valeurs culturelles. Affirmant que toute initiative doit compter avec la participation de la société, Furtado clame à l'activation de la créativité de la société, à l'orientation de l'action du gouvernement vers la solution des problèmes sociaux et à une action plus poussée sur le plan culturel.²¹⁶⁸ C'est ainsi que, après vingt années d'inhibition du développement culturel et social au Brésil, Furtado comptait, en acceptant sa mission au ministère de la Culture, apporter sa contribution aux défis posés à la Nouvelle République. L'expérience au ministère de la Culture, un ministère qui a pour mission la « défense des valeurs dans une société », aura été personnellement « gratifiante » à cet intellectuel passionné de la culture et pour qui « tout est présidé par un système de valeurs ».²¹⁶⁹

²¹⁶³ Cf. l'entretien de Celso Furtado à Gabriela Marinho (*Arquitetura e Urbanismo*, juin 1986), republié sous le titre « A síntese segundo Celso Furtado », dans : Celso FURTADO, Rosa F. A. FURTADO (org.), *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*, op. cit.

²¹⁶⁴ Cf. Celso FURTADO, « Política cultural e criatividade » [allocation du ministre de la Culture, Brasília, le 9 avril 1987], in Celso FURTADO, Rosa F. A. FURTADO (org.), *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*, op. cit., p. 91-97.

²¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 96.

²¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 95-96.

²¹⁶⁷ Cf. « O 'meu ministério é um mundo' », *O Estado de S. Paulo*, 22 avril 1986.

²¹⁶⁸ *Ibid.*

²¹⁶⁹ Cf. Celso FURTADO, « Celso Furtado : decifrando o Brasil » [entretien], op. cit., p. 73.

Interrogé sur la frustration qu'il aurait pu éprouver en n'ayant pas été chargé de la politique économique de son pays sous la Nouvelle République, l'ancien ministre du Plan et de la Culture²¹⁷⁰ affirme : « Ma vie est celle d'un intellectuel avec des inclinations de gauche. Je ne me suis jamais résigné devant le scandale qu'est le cadre social de mon pays, où le développement a servi à augmenter les inégalités sociales. Il est naturel, donc, que je ne mérite pas la confiance des tenants du pouvoir au Brésil. Je serais frustré si j'avais transigé avec mes principes. »²¹⁷¹

²¹⁷⁰ Celso Furtado présente sa démission du ministère de la Culture à la fin juillet 1988. Sa sortie du gouvernement Sarney (concomitante à la sortie d'autres ministres liés au PMDB) survient après des déclarations du président critiquant le projet de Constitution élaboré sous la direction d'Ulysses Guimarães, notamment en ce qui concerne l'augmentation des droits et dépenses sociaux qui engendrerait des problèmes financiers au gouvernement. Furtado avait également des divergences envers la politique économique du gouvernement et son rapprochement du Fonds monétaire international et des intérêts financiers internationaux, ce qui était perçu par Furtado comme la fin des idéaux de la Nouvelle République. Cf. *O Estado de S. Paulo*, 29 juillet 1988.

²¹⁷¹ Cf. Celso FURTADO, « Há 30 anos, um livro para explicar o Brasil » [entretien à J. Barros], *O Estado de S. Paulo*, Caderno 2, 18 février 1989.

CONSIDÉRATIONS FINALES

L'un des pionniers du développement²¹⁷², Celso Furtado apporte une contribution singulière à l'étude des problèmes des pays sous-développés. Son approche historico-structurale, développée dans le cadre de la CEPAL²¹⁷³ a permis le dépassement de la vision linéaire du développement, selon laquelle tous les pays passeraient par une succession d'étapes au cours de leur développement économique. Celso Furtado montre la spécificité du phénomène du sous-développement, qui se configure comme une situation engendrée par l'expansion internationale du capitalisme. En proposant une théorie du sous-développement économique²¹⁷⁴, Furtado présente ainsi le phénomène du sous-développement contemporain comme une conséquence de la diffusion mondiale de la révolution industrielle européenne : dans le processus d'expansion des économies industrialisées vers des régions « précapitalistes », des structures dualistes sont créées dans ces dernières. Le sous-développement apparaît, dès lors, comme un processus historique autonome, que les pays actuellement développés n'ont pas connu au cours de leur évolution.

L'évolution de l'économie capitaliste dans le sens de l'autonomie croissante de l'action des grandes entreprises face aux États nationaux, et de l'imposition d'un style de développement basé sur la rationalité instrumentale propre à ses entreprises, amène l'auteur, notamment à partir des années 1970, à chercher de nouvelles voies de réflexion sur les problèmes du sous-développement. La pensée de Celso Furtado évolue alors, de manière innovatrice, vers la mise en lumière de la dimension culturelle du développement.

Comme nous avons pu montrer dans la première partie de notre travail, les idées de François Perroux sont décisives dans la formation de la pensée de Celso Furtado sur le phénomène du sous-développement. L'« effet de domination » analysé par F. Perroux permet à C. Furtado de précocement comprendre les rapports entre l'économie et le pouvoir, notamment sur le plan des relations internationales. Les deux auteurs partagent alors l'idée de l'impossibilité de transposition du modèle social historiquement configuré dans les pays occidentaux aux pays en développement ; ces derniers, ne disposant pas de pouvoir par rapport à l'étranger, participent des échanges internationaux dans des conditions d'inégalité profonde. Dans ce sens, F. Perroux considère que les théories économiques élaborées dans les

²¹⁷² Cf. Gerald M. MEIER (éd.), *Pioneers in Development : Second Series*, *op. cit.*

²¹⁷³ Les théorisations de Celso Furtado sur le sous-développement évoluent à la lumière des travaux pionniers de Raúl Prebisch sur la dynamique du commerce international et la propagation de la technique moderne (qui engendrent la structure « centre-périphérie »). Cf. Raúl PREBISCH [1949], « El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas », *op. cit.*

²¹⁷⁴ Cf. Celso FURTADO, *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*, *op. cit.* ; *id.*, *Théorie du développement économique*, *op. cit.*

pays développés, car correspondant à leur expérience sociale, sont d'un faible secours pour l'interprétation de la situation des pays en développement, ainsi que pour l'orientation de leur politique économique.²¹⁷⁵ Partageant cette idée, C. Furtado œuvre à l'élaboration d'une théorie du sous-développement.

Dès lors, la conceptualisation du sous-développement élaborée par Celso Furtado bénéficie de l'apport de l'idée de pouvoir mise en avant par F. Perroux, ainsi que de l'analyse de la structure « centre-périphérie » réalisée par R. Prebisch ; l'auteur se déclare ainsi le « disciple de ces deux maîtres »²¹⁷⁶. Nonobstant, Celso Furtado a subi d'autres influences importantes, comme nous l'avons signalé spécialement dans la première partie de ce travail. Dans ce sens, l'exemple de la planification indicative française (Pierre Massé) a permis à Celso Furtado d'avancer dans sa conceptualisation du sous-développement, en observant que le sous-développement, comme la dévastation causée par la guerre, ne serait pas surmonté par l'action des forces du marché ; la planification était nécessaire à la modification des structures. Cette planification, aussi bien dans la conception de P. Massé que dans celle de C. Furtado, devait répondre, comme nous l'avons montré, aux préférences de la Nation, la question fondamentale étant celle des fins à atteindre.

Intégrant la CEPAL en 1949, après la réalisation d'études doctorales en France, Celso Furtado a été en mesure d'apporter une contribution singulière à l'institution, composée majoritairement d'économistes formés aux États-Unis. Sous sa direction a été élaboré le premier manuel de techniques de planification (1953), voué aux problèmes spécifiques des pays latino-américains. En ce qui concerne l'apport théorique de Celso Furtado à la CEPAL, nous avons pu mettre en relief sa contribution à la conception de l'inflation structurelle, présentée par Juan Noyola (1956). En dépassant la conception monétariste de l'inflation, cette théorie se rapprochait de celle proposée en France par Henri Aujac, sous l'influence de François Perroux, qui a également profondément influencé Celso Furtado. Le discours structuraliste de Celso Furtado s'est enrichi par la suite avec l'incorporation de l'histoire.

En cherchant à comprendre les circonstances du départ de Celso Furtado de la CEPAL, nous avons montré, entre autres circonstances, que l'auteur considérait nécessaire l'élaboration d'ouvrages sur le développement économique, alors que l'institution n'encourageait pas ces membres à en produire. Le désir de mettre à jour ses connaissances théoriques, à la lumière des développements les plus récents de la science économique, ainsi

²¹⁷⁵ Pour une consolidation des idées de l'auteur, voir : François PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement*, *op. cit.*

²¹⁷⁶ Cf. Celso FURTADO, *Retour à la vision globale de Perroux et Prebisch*, *op. cit.* Furtado apprend également des classiques, de Marx et de Keynes. Il reste toutefois attaché à l'indépendance de sa pensée, élaborant une analyse propre des problèmes du sous-développement. Cf. Luiz Carlos BRESSER-PEREIRA, « Método e paixão em Celso Furtado », *op. cit.*

que de consolider ses réflexions sur le Brésil, entreprises depuis son doctorat en France, a conduit l'auteur au King's College, à Cambridge-G.B. (1957-1958). Nous concluons ainsi la deuxième partie de notre recherche en analysant le renouvellement théorique de l'auteur à Cambridge et la production, qui incorpore les conceptions les plus récentes de la macroéconomie, de son ouvrage *Formação econômica do Brasil*. Cet ouvrage est ainsi considéré comme le point culminant de l'évolution de la pensée de Celso Furtado pendant ses années d'engagement à la CEPAL, un « chef-d'œuvre du structuralisme cépalien »²¹⁷⁷. À partir des diverses analyses de cet ouvrage que nous avons présentées, il est intéressant de rappeler que, en ayant expliqué le processus de gestation du sous-développement brésilien, dans une analyse en longue durée, Furtado ouvre des perspectives pour les décennies à venir. C'est, comme l'a observé Luiz Felipe de Alencastro, la réflexion d'un homme d'État, vouée à « l'intervention dans les centres de décision de l'État ».²¹⁷⁸

La lutte contre les disparités régionales se dégageait de l'analyse de Furtado sur l'économie brésilienne comme étant l'un des principaux défis du pays ; l'on comprend alors son engagement au gouvernement brésilien, aussitôt rentré de Cambridge. Ses études au sein du Groupe de travail sur le développement du *Nordeste* (GTDN), proposant un plan d'action pour la région, ont été à l'origine de la création de la SUDENE, en 1959, mise en œuvre et dirigée par Furtado jusqu'au coup d'État militaire de 1964.

L'histoire de cette première période de la SUDENE, sous la direction de Celso Furtado, coïncide ainsi avec les débuts de la révolution cubaine. Nous avons montré, dans la troisième partie de notre travail, qu'un changement d'orientation s'était produit aux États-Unis, avec l'arrivée au pouvoir de Kennedy, concernant l'aide au développement. Un anti-communisme basé sur des théories de la modernisation, à l'exemple W. W. Rostow, considérait alors que toute société pourrait ressembler aux sociétés les plus modernes. Des initiatives nord-américaines, telles que l'Alliance pour le progrès et la Décennie du développement, ont été amplement soutenues au sein des Nations Unies (y compris par R. Prebisch et H. Singer). Nous avons analysé plus en détail les discussions menant à l'établissement de l'Alliance pour le progrès, ainsi que l'échec du multilatéralisme initialement proposé et la méfiance accrue des États-Unis envers les gouvernements latino-américains.

Nous avons ensuite montré l'intérêt porté par l'administration Kennedy au cas du *Nordeste* brésilien, région d'extrême misère que la presse nord-américaine avait mis en relief, notamment à partir du point de vue de sa situation potentiellement révolutionnaire. Nous

²¹⁷⁷ Cf. Ricardo BIELSCHOWSKY, « *Formação Econômica do Brasil* : uma obra-prima do estruturalismo cepalino », *op. cit.*

²¹⁷⁸ Cf. Luiz Felipe de ALENCASTRO, « Introdução », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Formação econômica do Brasil* : edição comemorativa, 50 anos, *op. cit.*, p. 26.

accompagnons l'effort de Celso Furtado à défaire les idées reçues sur l'infiltration communiste dans la région, y compris en se rendant aux États-Unis, en 1961, quand il est reçu par le président Kennedy. Nous avons souligné également la méfiance des États-Unis envers les supposées liaisons communistes de Celso Furtado, ainsi que les critiques dirigées contre lui à l'intérieur du Brésil, aussi bien par les secteurs de gauche (qui l'accusaient de collaborer avec les États-Unis) que par ceux de droite (notamment les gouverneurs de la région). Nous avons mis en relief l'intervention de Celso Furtado dans le débat politique qui se polarisait au Brésil, avec la publication du livre *A pré-revolução brasileira* (1962). L'auteur y manifestait son profond attachement à la démocratie, montrant que la seule voie pour la solution des problèmes brésiliens était l'ample participation de la population dans la vie politique. Préoccupé par le futur de la démocratie au Brésil, Furtado cherche à rassembler les leaders progressistes du pays en vue d'un programme commun, autour des réformes de base, lors des élections de 1962 ; ses démarches ne trouvent pas un terrain accueillant.

Dans la mesure où l'aide financière provenant de l'Alliance pour le progrès exigeait l'élaboration d'un plan national de développement, et compte tenu de la proximité du référendum concernant le rétablissement des pleins pouvoirs présidentiels, le président João Goulart nomme Celso Furtado au ministère du Plan en vue de l'élaboration de ce plan. Le Plan triennal de développement économique et social (1963-1965) n'a finalement pas eu le soutien des États-Unis, en raison de supposées infiltrations communistes au sein du gouvernement Goulart. Comme nous l'avons montré, des documents de l'administration nord-américaine rendus publics attestaient ces méfiances, voire la possibilité d'une intervention au Brésil dans le cas d'un tournant à gauche de Goulart, déjà en 1962. Nous avons discuté, à la lumière d'ouvrages sur le sujet, le rôle des États-Unis dans la réalisation du coup d'État en 1964, ainsi que dans la légitimation du nouveau gouvernement. Les répercussions du coup d'État et des mesures arbitraires qui s'en suivent, dans la presse étrangère et brésilienne, ont également été présentées, ainsi qu'un aperçu des enjeux politiques et économiques de la dictature militaire au Brésil.

Le coup d'État survient alors que Furtado avait repris l'exercice exclusif de ses fonctions à la SUDENE, après l'échec du Plan triennal. Nous avons montré que la privation de ses droits politiques pendant dix ans, lui interdisant l'exercice des fonctions publiques, rendait difficile sa permanence au Brésil ; d'autant plus qu'il a aussitôt perçu l'aspect durable du régime qui s'installait et la puissance des forces qui le soutenaient.

Période de dévouement exclusif à l'enseignement et à l'activité intellectuelle, l'exil de Celso Furtado a été analysé en détail dans notre travail. En débutant notre analyse par le

séjour de Celso Furtado à l'Institut latino-américain de la planification économique et sociale (ILPES), à Santiago du Chili, institut dirigé par R. Prebisch, nous avons pu montrer que l'auteur apporte une contribution importante à l'interprétation de l'évolution et de la crise des économies latino-américaines dans les années 1960. La révision critique des textes fondateurs de la CEPAL qu'il a proposée dans ses séminaires à l'ILPES, a contribué à l'ouverture de nouvelles voies d'interprétation du processus de développement latino-américain, y compris à l'avancement de la théorie de la dépendance (F. H. Cardoso était également à l'ILPES à ce moment-là). Si Furtado entamait à ce moment-là une critique théorique de l'industrialisation latino-américaine en y identifiant des tendances à la stagnation, nous avons pu montrer que Prebisch cherchait une issue à la crise latino-américaine dans la réorganisation des relations commerciales internationales (dans le cadre de la CNUCED). Nous avons également pu mettre en relief les pressions du gouvernement brésilien sur l'ILPES (lié à l'ONU) qui découlent de la présence de C. Furtado et d'autres exilés brésiliens à cet institut.

Nous avons ensuite montré que les réflexions sur le processus de développement récent en Amérique latine que Furtado entame à l'ILPES sont développées lors de son séjour à l'Université Yale (1964-1965). Nous avons présenté l'argumentation de l'auteur sur les tendances à la stagnation dans les économies latino-américaines, étroitement liées au problème de l'absorption de la technologie dans un contexte de dépendance. Ayant attiré l'attention sur les critiques dirigées aux thèses de Celso Furtado, notamment à la lumière de l'expérience brésilienne de croissance accélérée depuis 1968, nous avons choisi de montrer l'interprétation de l'auteur de ce nouveau style de développement brésilien. Nous y avons intégré des réflexions élaborées depuis l'exil parisien de Celso Furtado (après une visite au Brésil en 1971), mais qui se situent dans sa ligne de réflexion sur les tendances à la stagnation dans le processus d'industrialisation latino-américain. Nous avons montré que, dans l'interprétation de Celso Furtado, le cycle de croissance observé au Brésil correspondait au triomphe du processus de modernisation sur la possibilité d'un développement économique planifié, basé sur l'assimilation rationnelle du progrès technologique en fonction de l'intérêt social. Un point fort de l'argumentation de l'auteur est la question de l'effet de dépendance qui découle de la propagation du progrès technologique du centre vers la périphérie. Sur le cas de la stratégie de croissance adoptée par le gouvernement militaire au Brésil, il met en relief l'importance de la dynamisation de la demande de biens durables et du processus de concentration du revenu qui la rend viable. Nous avons conclu l'analyse de cette étape des réflexions de l'auteur en montrant qu'il ne considérait pas l'expérience brésilienne comme un modèle à suivre par d'autres pays, car basée sur la reproduction des modèles de consommation du centre, qu'il considérait déjà inaccessibles aux grandes masses du Tiers

monde.²¹⁷⁹

Concernant la période de l'exil de Celso Furtado, notre recherche s'est penchée d'une manière plus approfondie sur le long séjour parisien de l'auteur, entre 1965-1985. Nous avons montré l'intérêt suscité en France par l'Amérique latine dans un contexte international de polarisations politiques, et nous avons rappelé l'intérêt particulier porté au Brésil, notamment en ce qui concerne les missions universitaires françaises.

Celso Furtado, en raison de son activité pour le développement du *Nordeste* brésilien, était une personnalité particulièrement connue en France. Hubert Beuve-Méry, dans le journal *Le Monde*, avait contribué à la notoriété du personnage, ainsi qu'à attirer l'attention sur l'intérêt de le recevoir dans une université parisienne. Fernand Braudel, Maurice Byé et Maurice Duverger lui ont adressé des invitations à intégrer la recherche et l'enseignement français après le coup d'État au Brésil ; Celso Furtado a finalement accepté un poste de professeur associé à l'Université de Paris.

Comme nous l'avons montré, sa présence en France a été considérée comme une vraie chance pour le développement du *brasilianisme* français²¹⁸⁰. Toutefois, Celso Furtado lui-même ne souhaitait pas être cantonné dans les études sur le Brésil ou sur l'Amérique latine, mais approfondir la vision globale de l'économie internationale, nécessaire à la compréhension du Tiers monde. Dans ce sens, ses recherches, publiées notamment dans les années 1970 et 1980, ont apporté un vrai renouvellement à la compréhension du sous-développement en ses rapports avec l'évolution de l'économie internationale.

Dans ses cours, qui portaient sur l'économie du sous-développement et sur l'économie latino-américaine, Celso Furtado présentait le problème du sous-développement d'une manière innovatrice, comme une série de défis à être surmontés par certaines sociétés ; les références historiques qu'il présentaient conféraient également un style différencié à ses enseignements, très apprécié par les étudiants. Comme nous avons pu relever, son expérience au Brésil dans la direction de politiques de développement, ainsi que son approche des thèses des pionniers du développement, de l'école structuraliste latino-américaine et de la théorie de la dépendance attiraient l'intérêt des étudiants à ses cours. Celso Furtado a, même pendant les événements de mai 1968, réussi à conserver une audience fidèle, surtout à IHEAL, en discutant des thèmes tels que les révolutions agraires et les injustices sociales en Amérique latine.

En analysant les ouvrages publiés par Celso Furtado et leur réception en France, nous

²¹⁷⁹ Cf. Celso FURTADO, *Análise do « modelo » brasileiro*, op. cit.

²¹⁸⁰ Cf. Guy MARTINIÈRE, *Aspects de la coopération franco-brésilienne*, op. cit.

avons pu constater un accueil très favorable à son œuvre dans le pays. Concernant spécifiquement les cours donnés à Paris, l'auteur publie deux ouvrages en 1970²¹⁸¹. A propos de son approche du développement économique, l'influence de François Perroux a été remarquée ainsi que la vaste culture de l'auteur ; Furtado présente, en effet, une définition du sous-développement en termes de relations de domination-dépendance entre peuples, et attire l'attention sur la dimension politique du problème du sous-développement, dérivée de la nécessité de doter ces pays dépendants de centres nationaux de décision fermes. L'ouvrage sur l'Amérique latine, à son tour, portait l'influence des analyses de la CEPAL, ce qui a été considéré, en France, comme une chance de prise de contact avec des analyses encore peu accessibles en langue française. Pour les brésiliens en exil, la présence de Celso Furtado, avec sa large connaissance de l'Amérique latine, a certainement contribué à une prise de conscience de leur appartenance à la région, ce qui n'était pas acquis à l'époque. À titre d'exemple, le futur président brésilien F. H. Cardoso a affirmé que son éveil au concept d'Amérique latine n'a eu lieu qu'en exil, à Santiago du Chili, en l'occurrence.

Au-delà de la portée internationale atteinte par les ouvrages de Celso Furtado, nous avons pu, au cours de nos recherches, mettre en relief un aspect moins connu de la contribution de Celso Furtado à l'avancement des études sur le sous-développement et sur l'Amérique latine : son importance en tant que professeur et directeur de recherches. Outre la transmission de connaissances, y compris celles dérivées de sa propre œuvre, Celso Furtado contribue à la réalisation de recherches inédites à Paris.

Nous avons mis particulièrement en relief les travaux d'Abdelkader Sid Ahmed, élaborés sous la direction de Celso Furtado, portant sur les économies rentières pétrolières ; ces recherches s'appuyaient sur les travaux réalisés par C. Furtado, en mission de la CEPAL au Venezuela, dans les années 1950. L'influence déterminante de Celso Furtado sur la formation et les travaux de Pierre Salama a également été mise en relief. Si Celso Furtado n'a pas dirigé la thèse de Pierre Salama, il a été pour lui un « maître à penser ». Pareillement, l'historien Luiz Felipe de Alencastro, pendant l'élaboration de sa thèse de doctorat, bénéficie de la présence à Paris de Celso Furtado, avec lequel il noue des liens durables. Nous avons présenté, en outre, des recherches doctorales réalisées sous la direction de Celso Furtado, portant sur de thèmes liés à l'histoire et à la politique économique latino-américaines, tels que la politique d'industrialisation proposée par la SUDENE, l'économie mexicaine des années 1960-1970, et la formation nationale en Argentine et au Mexique ; des études concernant la

²¹⁸¹ Cf. Celso FURTADO, *Théorie du développement économique*, op. cit. ; id., *L'Amérique latine. Politique économique de l'Amérique latine*, op. cit. ; également en 1970, l'auteur publie en France l'ouvrage *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine* (op. cit.).

question des investissements étrangers en Amérique latine ont également été relevées. Comme l'auteur l'a lui-même souligné, il a privilégié la direction de recherches concernant l'Amérique latine, dont la réalité il connaissait directement.

Comme nous avons pu constater au cours de nos recherches, la période de l'exil parisien de Celso Furtado a comporté divers séjours à l'étranger en tant que professeur invité, notamment aux États-Unis et en Angleterre, mais aussi au Brésil. Sur cette unique expérience d'enseignement de Celso Furtado au Brésil (1975), nous avons relevé qu'elle aurait pu constituer sa voie de retour au pays, un désir que l'intellectuel et praticien du développement brésilien nourrissait depuis la reprise de ses droits politiques (1974) ; toutefois, les conditions politiques rencontrées au Brésil étaient toujours aussi adverses.

Particulièrement fécond du point de vue de l'évolution de la pensée de l'auteur, le séjour à Cambridge-G.B. (1973-1974) lui a permis d'envisager de nouvelles approches de la problématique du sous-développement. L'analyse des ouvrages et articles dérivés de cet effort de réflexion de l'auteur constitue le dernier chapitre de notre travail.

Nous avons montré que Celso Furtado, à partir des prévisions alarmistes des années 1970 concernant l'épuisement des ressources naturelles de la planète, avance l'idée selon laquelle le développement économique, entendu comme l'accès aux formes de vie des pays développés, constitue un « mythe ». Si ces prévisions sont, selon lui, basées sur l'idée fallacieuse d'un processus d'homogénéisation des formes de vie (alors qu'un fossé croissant entre pays riches et pauvres est observé), elles ont le mérite de démontrer l'impossibilité de l'universalisation du modèle de développement occidental. Dès lors, apparaît avec force dans l'argumentation de l'auteur la question du mimétisme des modèles de consommation des pays du centre et des liens entre la dépendance culturelle et la dépendance technologique dans la perpétuation du sous-développement.

L'auteur s'est préoccupé, également, en cherchant à approfondir la compréhension des problèmes du sous-développement, de l'étude de la phase post-nationale du capitalisme. La perception de l'autonomie grandissante de l'action des grandes entreprises et de la concomitante réduction de la capacité de régulation des États nationaux est à la base des réflexions de l'auteur sur la nécessité de configuration d'un « nouvel ordre économique international ». La question de l'utilisation des ressources non renouvelables revient dans l'argumentation de l'auteur lors de sa critique du style de développement prédateur diffusé par les grandes entreprises. Il appelle alors à une réorientation du style de développement, de façon à faire prévaloir la logique des fins sur la logique des moyens. La dimension culturelle du développement apparaît avec force dans son argumentation.

Nous avons montré que, en considérant insuffisant le cadre conceptuel de la science

économique pour l'action de l'homme en vue de la transformation du monde, Celso Furtado avait souligné la nécessité de constitution d'une nouvelle économie politique, qui récupère les dimensions sociale et historique de cette science. Dans ce sens, il a proposé une approche interdisciplinaire du développement dans son ouvrage *Pequena introdução ao desenvolvimento*, cherchant à construire un cadre conceptuel permettant l'appréhension, dans ses multiples dimensions, de la réalité sociale ; l'auteur a mis ainsi en relief sa conception du développement comme un processus global.

Notre analyse de l'œuvre de Celso Furtado s'est achevée par la présentation des réflexions de l'auteur regroupées dans l'ouvrage *Criatividade e dependência*, concernant la logique de la civilisation industrielle et les impasses engendrées par sa diffusion à l'échelle planétaire. Représentatif de son œuvre de maturité intellectuelle, ce livre est un essai de synthèse et d'approfondissement de sa pensée sur le développement, la dépendance et l'économie mondiale.²¹⁸² Nous avons pu relever la réception fort favorable en France de la démarche innovatrice proposée par Celso Furtado ; son ouvrage a été considéré d'une grande portée, démonstration de la vaste culture de l'auteur. Nous avons analysé cet ouvrage conjointement avec les réflexions postérieures de l'auteur au sujet des rapports entre la culture, en tant que système de valeurs, et le processus de développement. Nous avons montré que l'auteur appelle à un développement endogène, dans le sens de l'orientation du processus d'accumulation en fonction des priorités de la communauté ; pour cela, la consolidation de l'identité culturelle d'une société est fondamentale. La volonté collective et la créativité politique apparaissent ainsi comme la seule voie pour le dépassement des impasses créées par le développement imitatif. Comme nous l'avons souligné, le ministre de la Culture Celso Furtado prônait l'activation de la créativité de la société en vue de la défense de ses valeurs propres, de son identité nationale.

Notre travail de recherche a ainsi proposé d'apporter une contribution à la mise en lumière de l'œuvre de Celso Furtado et de son apport à la compréhension du Brésil, de l'Amérique latine et de l'économie internationale. Homme de pensée et homme d'État, sa vision globale de la civilisation industrielle nous permet de penser différemment les enjeux du développement économique. La mise en relief de la dimension culturelle du développement manifeste la modernité de sa pensée, nous montrant la voie pour une authentique politique de développement, celle basée sur la perception des fins recherchées par une société.

²¹⁸² Cf. Rosa F. A. FURTADO, « Introdução : Pensando a cultura », in C. FURTADO, R. F. A. FURTADO (org.), *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*, op. cit.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Documents gouvernementaux et d'organisations internationales

- BRASIL [Congresso Nacional]. « Emenda Constitucional n° 4 ». *Diário Oficial da União*, Seção 1, 02/09/1961.
- BRASIL [Comando Supremo da Revolução]. « Ato Institucional [n° 1], de 9 de Abril de 1964 », *Diário Oficial da União*, Seção 1, 09/04/1964.
- BRASIL [Presidência da República]. « Ato Institucional n° 2, de 27 de Outubro de 1965 », *Diário Oficial da União*, Seção 1, 27/10/1965.
- BRASIL [Presidência da República]. « Ato Institucional n° 5, de 13 de dezembro de 1968 », *Diário Oficial da União*, Seção 1, 13/12/1968.
- BRASIL [Congresso Nacional]. « Emenda Constitucional n° 11, de 1978 », *Diário Oficial da União*, Seção 1, 17/10/1978.
- BRASIL [Presidência da República]. « Lei n° 6.683, de 28 de agosto de 1979 », *Diário Oficial da União*, 28/08/1979.
- CEPAL. *Estudio Económico de América Latina, 1949*. New York : Nations Unies, 1951.
- CEPAL. *Estudio preliminar sobre la técnica de programación del desarrollo económico*. Santiago : CEPAL, 1953 [Nations Unies, document n° E/CN.12/292].
- CEPAL. *Desarrollo económico, planeamiento y cooperación internacional* [1961]. 2^e éd. Santiago du Chili : Nations Unies, 1973.
- CEPAL-BNDE. *Esboço de um programa preliminar de desenvolvimento da economia brasileira (período 1955-62)*. Rio de Janeiro : BNDE, Relatório do Grupo Misto CEPAL-BNDE, 1955.
- GOULART, J. *Mensagem ao Congresso Nacional, remetida pelo Presidente da República na abertura da sessão legislativa de 1964*. Brasília, 15 mars 1964.
- GTDN [Grupo de trabalho para o desenvolvimento do Nordeste]. *Uma política de desenvolvimento econômico para o Nordeste*. Rio de Janeiro : Imprensa Nacional, 1958.
- JOHNSON, L. B. « Message to the new President of Brazil », April 2, 1964. In : WOOLLEY, J. T., PETERS, G. *The American Presidency Project* [en ligne]. Santa Barbara : University of California. Disponible sur : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=26136> [réf. du 1^{er} mai 2012].
- Journal Officiel de la République Française*, 4 décembre 1965, p. 10867.
- Journal Officiel de la République Française*. Décret n° 78-284, Ministère des Universités, 11 mars 1978, p. 1058.
- KENNEDY, J. F. « Remarks of Senator John F. Kennedy, Corn Palace, Mitchell, SD », September 22, 1960. In : WOOLLEY, J. T., PETERS, G. *The American Presidency Project* [en ligne]. Santa Barbara : University of California. Disponible sur : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=74154> [réf. du 1^{er} mai 2012].
- KENNEDY, J. F. « Statement by Senator John F. Kennedy, Washington, DC », October 31, 1960. In : WOOLLEY, J. T., PETERS, G. *The American Presidency Project* [en ligne]. Santa Barbara : University of California. Disponible sur : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=74308> [réf. du 1^{er} mai 2012].

- KENNEDY, J. F. « Inaugural address », January 20, 1961. In : WOOLLEY, J. T., PETERS, G. *The American Presidency Project* [en ligne]. Santa Barbara : University of California. Disponible sur : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=8032> [réf. du 1^{er} mai 2012].
- KENNEDY, J. F. « Address at a White House reception for members of Congress and for the diplomatic corps of the Latin American Republics », March 13, 1961. In : WOOLLEY, J. T., PETERS, G. *The American Presidency Project* [en ligne]. Santa Barbara : University of California. Disponible sur : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=8531> [réf. du 1^{er} mai 2012].
- MCGOVERN, G. « Memorandum for the President », February 27, 1961 (Subject: Food for Peace Mission - Argentina and Brazil, February 14-20, 1961). *John F. Kennedy Presidential Library and Museum*, Folder : Food for Peace Program, 1961 : January-March. Disponible sur : <http://www.jfklibrary.org/Asset-Viewer/Archives/JFKPOF-078-026.aspx> [réf. du 4 mai 2012].
- NATIONS UNIES. *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - G.A.T.T.*, 1947 [en ligne]. Disponible sur : http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/gatt47.pdf [réf. du 29 juillet 2010].
- NATIONS UNIES. « Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi tenue à La Havane, Cuba, du 21 novembre 1947 au 24 mars 1948. Acte final et documents connexes - Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce, Lake Success, New-York avril 1948. Mise en forme par Jacques Nikonoff, 27 octobre 2006 » [en ligne]. Disponible sur : <http://france.attac.org/archives/IMG/pdf/Charte de La Havane 1 .pdf> [réf. du 23 septembre 2009].
- NATIONS UNIES. Département des affaires économiques et sociales. *Economic report : salient features of the world economic situation, 1945-47*. Lake Success, New York : United Nations publications, 1948.
- NATIONS UNIES. *Relative Prices of Exports and Imports of Under-developed Countries. A Study of Post-war Terms of Trade between Under-developed and Industrialized Countries*. Nations Unies, Département des affaires économiques, 1949.
- NATIONS UNIES. « The Charter of Punta del Este. Establishing the Alliance for Progress within the framework of Operation Pan America ». *The Department of State Bulletin*, vol. XLV, n° 1159, September 11, 1961.
- NATIONS UNIES. *The United Nations Development Decade : Proposals for action*. New York : United Nations, 1962.
- TRUMAN, H. S. « Inaugural address », January 20, 1949. In : WOOLLEY, J. T., PETERS, G. *The American Presidency Project* [en ligne]. Santa Barbara : University of California (hosted), Gerhard Peters (database). Disponible sur : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=13282> [réf. du 23 septembre 2009].
- U. S. CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY. « Current Intelligence Weekly Review : Trend to the left in Brazil », 7 December 1962 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.foia.cia.gov> [réf. du 27 septembre 2011].
- U. S. CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY. « The character of the Goulart regime in Brazil », 27 February 1963 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.foia.cia.gov> [réf. du 27 septembre 2011].
- U. S. DEPARTMENT OF STATE. « Draft memorandum from the consultant to the task force on Latin America (Gordon) to the President's assistant special counsel (Goodwin). Washington, March 6, 1961 ». In : *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*, vol. XII, American Republics [en ligne], document 5. Disponible sur :

<http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d5> [réf. du 23 mars 2012].

- U. S. DEPARTMENT OF STATE. « Memorandum from the President's special assistant (Schlesinger) to President Kennedy. Washington, March 10, 1961 ». In : *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*, vol. XII, American Republics [en ligne], document 7. Disponible sur : <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d7> [réf. du 23 mars 2012].
- U. S. DEPARTMENT OF STATE. « Report from the representative to the United Nations (Stevenson) to President Kennedy. Washington, June 27, 1961 ». In : *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*, vol. XII, American Republics [en ligne], document 14. Disponible sur : <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d14> [réf. du 23 mars 2012].
- U. S. DEPARTMENT OF STATE. « Memorandum of conversation. Washington, July 14, 1961 ». In : *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*, vol. XII, American Republics [en ligne], document 211. Disponible sur : <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d211> [réf. du 23 mars 2012].
- U. S. DEPARTMENT OF STATE. « Memorandum prepared for the National Security Council Executive Committee meeting : U.S. short-term policy toward Brazil. Washington, December 11, 1962 ». In : *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*, vol. XII, American Republics [en ligne], document 230. Disponible sur : <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d230> [réf. du 21 mars 2012].
- U. S. DEPARTMENT OF STATE. *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*. Vol. XII : « American Republics ». Washington : U. S. Government Printing Office, 1996. Mis en ligne par l'Office of the Historian (Bureau of Public Affairs, U. S. Department of State). Disponible sur : <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12>.

Articles de presse

- « A 'revolução cultural' de Celso Furtado ». *O Estado de S. Paulo*, 22 avril 1986.
- A. B. « Une idéologie de l'interdépendance et de la sécurité ». *Le Monde Diplomatique*, juillet 1975.
- ABDEL-MALEK, A. « Southern awakening ». *Al-Ahram Weekly*, n° 742, 12-18 mai 2005.
- AITH, M. « O encontro secreto de Jango e Bob Kennedy ». *Folha de S. Paulo*, 12 août 2001.
- ALENCASTRO, L. F. « Pour que vive la nation ». *Le Monde*, 1^{er}-2 avril 1979.
- ALENCASTRO, L. F. « Celso Furtado : grand théoricien du développement ». *Le Monde*, 23 novembre 2004.
- ANDRADE, L. E. « Brasileiros em Paris não gostaram da interpretação dada à queda de Goulart ». *Jornal do Brasil*, 5 avril 1964.
- ANDRADE, L. E. « França vê rebelião como golpe para manter privilégios ». *Jornal do Brasil*, 5 avril 1964.
- ANTUNES, C. « Os EUA já haviam tomado partido » [entretien avec Celso Furtado]. *Folha de S. Paulo*, 13 août 2001.
- ARRAES, M. « Le nouveau visage de l'absolutisme ». *Le Monde Diplomatique*, septembre 1974.
- ARRAES, M. « Un pays pour qui ? ». *Le Monde*, 1^{er}-2 avril 1979.
- ATHAYDE, T. « Terrorismo cultural ». *Jornal do Brasil*, 7 mai 1964.

- « Autoritarismo é apontado por Celso Furtado como o maior problema brasileiro ». *Jornal do Brasil*, 9 novembre 1978.
- BAILBY, E. « L'expérience brésilienne ouvre la porte à l'aventure ». *Le Monde Diplomatique*, septembre 1965.
- BAILBY, E. « Au Brésil l'armée dispose désormais de pouvoirs absolus pour contrôler la situation ». *Le Monde Diplomatique*, février 1969.
- « Brasil perde interesse no plano de cooperação técnica dos franceses ». *Jornal do Brasil*, 7 juin 1964.
- CAMPOS, R. O. « Exportando 'know-how' ». *O Estado de S. Paulo*, 18 février 1970.
- CERRI, C. « A primeira aula de Celso Furtado » [entretien avec C. Furtado]. *Jornal da Tarde*, 16 juin 1975.
- CORM, G. « Saper l'idéologie du développement ». *Le Monde Diplomatique*, avril 1978.
- « De um dia para outro ». *O Estado de S. Paulo*, 4 avril 1964.
- « Estudos da CIAP sobre a Aliança ». *O Estado de S. Paulo*, 2 avril 1964.
- FAUSTO, B. « Diálogo no Brasil antecedeu tempestade ». *Folha de S. Paulo*, 12 août 2001.
- « Furtado : a crise é global ». *O Estado de S. Paulo*, 10 novembre 1978.
- « Furtado vai falar na Câmara ». *O Estado de S. Paulo*, 18 juin 1968.
- « Gordon diz a militares que Revolução passa à História ». *Jornal do Brasil*, 6 avril 1964.
- GORDON, L. « Diálogo, comércio e ajuda ». *Jornal do Brasil*, 8 décembre 1963.
- GORDON, L. « Quase renunciei no AI-1 » [entretien à E. Gaspari]. *Veja*, n° 167, 17 novembre 1971.
- GORDON, L. « Porque menti sobre 1964 » [entretien à E. Fernandes]. *Manchete*, 22 janvier 1977.
- GORDON, L. « Castello perdeu a batalha » [entretien à R. Garcia]. *Veja*, 9 mars 1977.
- « Goulart pede reformas em 1964 contra a inflação ». *Jornal do Brasil*, 1^{er} janvier 1964.
- HARDY, Y. « De l'euphorie économique au désenchantement ». *Le Monde Diplomatique*, juin 1976.
- « Idées ». *Le Monde*, 1^{er}-2 avril 1979.
- JURUNA, J. [Luiz Felipe de Alencastro]. « Brésil, le despotisme tropical ». *Le Monde Diplomatique*, juin 1976.
- JURUNA, J. [Luiz Felipe de Alencastro]. « Les survivances du régime militaire dans le gouvernement civil ». *Le Monde Diplomatique*, avril 1985.
- LAGOS, R. « Celso Furtado e a América Latina ». *Folha de S. Paulo*, 28 novembre 2004.
- MARTINS, L. « L'échec de la 'normalisation' autoritaire ». *Le Monde*, 1^{er}-2 avril 1979.
- McFADDEN, R. D. « Lincoln Gordon dies at 96 ; Educator and Ambassador to Brazil ». *The New York Times*, 21 décembre 2009.
- MINIFIE, J. « Celso Furtado confia numa ajuda substancial dos EUA ao Nordeste ». *O Estado de S. Paulo*, 13 juillet 1961.
- MINIFIE, J. « Dean Rusk tratou longamente da situação no Brasil em sua entrevista coletiva à imprensa ». *O Estado de S. Paulo*, 4 avril 1964.
- « Moderação e justiça ». *Jornal do Brasil*, 11 avril 1964.

- MORSE, R., SKIDMORE, T., STEPAN, A. *et al.* « Brazil : the sealed coffin ». *The New York Review of Books*, 27 novembre 1975.
- « Mr. Celso Furtado, o novo agente da Wall Street, quer entregar o Nordeste aos norte-americanos ». *O Semanário*, n° 270, 2 a 9 de agosto de 1961.
- « Mr. Stevenson's South American tour dogged by violence ». *The Times*, Jun 19, 1961.
- « O mito do desenvolvimento econômico. Celso Furtado ». *Opinião*, n° 90, 29 juillet 1974.
- « O progresso na ordem ». *O Globo*, 6 avril 1964.
- ONIS, J. « Purged Brazilian economist will teach in U.S. ». *The New York Times*, 11 mai 1964.
- PARANAGUA, P. A. « Violeta Arraes ». *Le Monde*, 2 juillet 2008.
- PAUNET, M. « À Bogota, les États-Unis se sont engagés à accroître leur aide économique aux pays latino-américains ». *Le Monde Diplomatique*, octobre 1960.
- « Plano Trienal de Celso entusiasma presidente ». *Última Hora*, 20 décembre 1962.
- POERNER, A. J. « Uma imagem realista para o novo Governo do Brasil ». *Correio da Manhã*, 10 mai 1964.
- « 'Post' condena cassação de direitos de Furtado que tem todo respeito dos EUA ». *Jornal do Brasil*, 14 avril 1964.
- REALI JÚNIOR. « Nordeste foi 'o mais prejudicado' em 64, diz Furtado » [entretien avec C. Furtado]. *O Estado de S. Paulo*, 4 avril 2004.
- « Repercussão da crise brasileira nos círculos econômicos dos EUA ». *O Estado de S. Paulo*, 31 août 1961.
- ROUQUIÉ, A. « Une doctrine économique cohérente pour l'Amérique latine ». *Le Monde Diplomatique*, août 1980.
- SAUVY, A. « Trois mondes, une planète ». *L'Observateur*, n° 118, 14 août 1952.
- SAUVY, A. « Celso Furtado. Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine ». *Le Monde*, 5 janvier 1971.
- SIRIUS [Hubert Beuve-Méry]. « Défi et symbole : Brasilia ». *Le Monde*, 24 juillet 1963.
- SIRIUS [Hubert Beuve-Méry]. « Conquête et révolution ». *Le Monde*, 25 juillet 1963.
- SIRIUS [Hubert Beuve-Méry]. « Intérêts et sentiments ». *Le Monde*, 26 juillet 1963.
- SIRIUS [Hubert Beuve-Méry]. « L' 'ordre' contre le 'progress' ? ». *Le Monde*, 4 avril 1964.
- SIRIUS [Hubert Beuve-Méry]. « Le Brésil à l'heure du choix ». *Le Monde*, 5 juin 1964.
- SZULC, T. « Northeast Brazil poverty breeds threat of a revolt ». *The New York Times*, October 31, 1960.
- SZULC, T. « Marxists are organizing peasants in Brazil ». *The New York Times*, November 01, 1960.
- SZULC, T. « Castro tries to export 'Fidelismo' ». *The New York Times Magazine*, November 27, 1960.
- SZULC, T. « Brazilian leftist reports plan for new peasant-worker bloc ». *The New York Times*, January 23, 1961.
- TOURAINÉ, A. « Comment stimuler la création. Étendre les déductions fiscales au monde de l'art et du savoir ». *Le Monde*, 26 août 1986.

VANHECKE, C. « Brésil : la durée du mandat présidentiel. Les attermoiments du parti au pouvoir portent atteinte à son crédit ». *Le Monde*, 22 juillet 1987.

VIDAL, D. « Ce que voulait de Gaulle en 1966 ». *Le Monde Diplomatique*, avril 2008.

Références bibliographiques de Celso Furtado

FURTADO, C. « A estrutura da Comissão do Serviço Civil dos Estados Unidos ». *Revista do Serviço Público*, année VII, vol. 1, n° 2, 1944.

FURTADO, C. « Notas sobre a administração de pessoal no Governo Federal Americano ». *Revista do Serviço Público*, année VII, vol. 3, n° 1, 1944.

FURTADO, C. « Teoria da estrutura em organização ». *Revista do Serviço Público*, année IX, vol. 1, n° 2, 1946.

FURTADO, C. « Teoria do Departamento de Administração Geral ». *Revista do Serviço Público*, année IX, vol. 2, n° 2, 1946.

FURTADO, C. « Trajetória da democracia na América ». *Revista do Instituto Brasil-Estados Unidos*, vol. V, n° 2, 1947.

FURTADO, C. *L'Économie coloniale brésilienne (XVI^e et XVII^e siècles)*. Thèse de doctorat. Faculté de Droit, Université de Paris, 1948.

FURTADO, C. « Características gerais da economia brasileira ». *Revista Brasileira de Economia*, vol. 4, n° 1, 1950.

FURTADO, C. « Formação de capital e desenvolvimento econômico ». *Revista Brasileira de Economia*, vol. 6, n° 3, 1952.

FURTADO, C. *A economia brasileira : contribuição à análise do seu desenvolvimento*. Rio de Janeiro : A Noite, 1954.

FURTADO, C. « A técnica do planejamento econômico ». *Revista de Ciências Econômicas*, vol. XI, n° 70, 1954.

FURTADO, C. « Capital formation and economic development ». *International Economic Papers*, n° 4, 1954.

FURTADO, C. « O desenvolvimento econômico - ensaio de interpretação histórico-analítica ». *Econômica Brasileira*, vol. 1, n° 1, 1955.

FURTADO, C. « Ensayo de interpretación histórico-analítica del desarrollo económico ». *El Trimestre Económico*, vol. 23, n° 90(2), avril-juin 1956.

FURTADO, C. *Uma economia dependente*. Rio de Janeiro : Ministério da Educação e Cultura, 1956.

FURTADO, C. « Comentários sobre estudos do Professor Rosenstein-Rodan ». *Econômica Brasileira*, vol. 4, n° 3-4, juin-déc. 1958.

FURTADO, C. « Final Report » de C. Furtado à Erskine W. McKinley, Fellowship Adviser, The Rockefeller Foundation, 22 juillet 1958.

FURTADO, C. *Perspectivas da economia brasileira*. Rio de Janeiro: ISEB, 1958.

FURTADO, C. *A Operação Nordeste*. Rio de Janeiro : Instituto Superior de Estudos Brasileiros, 1959.

FURTADO, C. *Formação econômica do Brasil*. Rio de Janeiro : Fundo de Cultura, 1959.

FURTADO, C. « Ninguna política está justificada como no sea en virtud del desarrollo

- económico del país ». *El Trimestre Económico*, vol. 26, n° 101(1), jan.-mars 1959.
- FURTADO, C. *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*. Rio de Janeiro : Fundo de Cultura, 1961.
- FURTADO, C. *A pré-revolução brasileira*. Rio de Janeiro : Fundo de Cultura, 1962.
- FURTADO, C. « Reflexões sobre a pré-revolução brasileira ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 2, n° 1, 1962.
- FURTADO, C. « Brazil : what kind of revolution? ». *Foreign Affairs*, Washington, vol. 41, n° 3, Apr. 1963.
- FURTADO, C. « The development of Brazil ». *Scientific American*, n° 3, sept. 1963.
- FURTADO, C. *Dialética do desenvolvimento*. Rio de Janeiro : Fundo de Cultura, 1964.
- FURTADO, C. *Le Brésil à l'heure du choix – La politique économique d'un pays en voie de développement*. Trad. du portugais [*A pré-revolução brasileira*] par J. Chouard. Paris : Plon, 1964.
- FURTADO, C. « Panel : Fiscal and financial policies » [intervention de C. Furtado]. In : BAER, W., KERSTENETZKY, I. (éd.). *Inflation and growth in Latin America*. New Haven/London : Yale University Press, 1964.
- FURTADO, C. « Development and stagnation in Latin America : a structuralist approach ». *Studies in Comparative International Development*, vol. 1, n° 11, 1965.
- FURTADO, C. « Political obstacles to economic growth in Brazil ». *International Affairs*, vol. 41, n° 2, apr. 1965.
- FURTADO, C. « Compte-rendu de la Conférence de Celso Furtado (EPHE, Paris, 13 mai 1966) sur l'existence de blocages de développement au Brésil, résultat de l'absorption non planifiée de technologies exogènes ». *Tiers-Monde*, tome 7, n° 27, 1966.
- FURTADO, C. *Développement et sous-développement*. Avant-propos de J.-R. Boudeville. Préface de M. Byé. Paris : PUF (coll. « Théoria »), 1966.
- FURTADO, C. « Développement et stagnation en Amérique latine : une approche structuraliste ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 21, n° 1, 1966.
- FURTADO, C. « Hacia una ideologia del desarrollo ». *El Trimestre Económico*, vol. 33, n° 131(3), juil.-sept. 1966.
- FURTADO, C. « Le Brésil ou les entraves au développement ». *Esprit*, janvier 1966.
- FURTADO, C. « Les conditions d'efficacité du transfert des techniques ». *Développement et civilisations*, n° 26, 1966.
- FURTADO, C. « L'hégémonie des États-Unis et l'avenir de l'Amérique latine ». *Esprit*, juillet-août 1966.
- FURTADO, C. « Marcel Niedergang : *Les vingt Amériques latines* ». *Tiers Monde*, vol. 7, n° 28, 1966.
- FURTADO, C. « 'Sécurité' américaine et 'révolution' latino-américaine ». *Le Monde*, 5 et 6 janvier 1966.
- FURTADO, C. *Subdesenvolvimento e estagnação na América Latina*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 1966.
- FURTADO, C. « Brésil : de la République oligarchique à l'État militaire ». *Les Temps Modernes*, vol. 23, n° 257, oct. 1967.
- FURTADO, C. « Intra-country discontinuities : towards a theory of spatial structures ». *Social*

- Science Information*, vol. 6, n° 6, déc. 1967 [« Les discontinuités intra-régionales : vers une théorie des structures spatiales ». *Revue Algérienne des Sciences Juridiques, Économiques et Politiques*, vol. 6, n° 2, 1969].
- FURTADO, C. (coord.). « Le Brésil ». *Les Temps Modernes*, vol. 23, n° 257, oct. 1967.
- FURTADO, C. *Teoria e política do desenvolvimento econômico*. São Paulo : Companhia Editora Nacional, 1967.
- FURTADO, C. « Amérique Latine, Économie et société ». In : *Encyclopaedia Universalis*. Paris : Encyclopaedia Universalis, 1968.
- FURTADO, C. (coord.). *Brasil : Tempos Modernos*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1968.
- FURTADO, C. *Um projeto para o Brasil*. Rio de Janeiro : Saga, 1968.
- FURTADO, C. « La restructuration de l'économie internationale ». *Développement et Civilisations*, n° 37, mars 1969.
- FURTADO, C. « La concentration du pouvoir économique aux États-Unis et ses projections en Amérique Latine ». *Esprit*, avril 1969.
- FURTADO, C. « Marx's model in the analysis of the underdeveloped economic structures ». In : *Marx and the Contemporary Scientific Thought - Marx et la pensée scientifique contemporaine*. Paris/La Haye : Mouton, 1969.
- FURTADO, C. « Un modèle simulé de développement et de stagnation en Amérique latine ». *Économies et Sociétés*, n° 15, série P, mars 1969.
- FURTADO, C. Intervention à la Table Ronde « Système économique et types de société dans certains pays de l'Ouest ». In : *Quelle économie ? Quelle société ?* (Semaines sociales de France, 56^e session, Lille, 1969). Lyon : Chronique Sociale de France, 1970.
- FURTADO, C. *L'Amérique latine. Politique économique de l'Amérique latine*. Paris : Sirey, 1970.
- FURTADO, C. *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique Latine*. Trad. C. Deniz da Silva. Paris : Calmann-Lévy, 1970.
- FURTADO, C. « Planification et réforme de structures en Amérique latine ». *Archives Européennes de Sociologie*, vol. 11, mai 1970.
- FURTADO, C. « Dependencia externa y teoria economica ». *El Trimestre Económico*, vol. 38, n° 150(2), avril-juin 1971.
- FURTADO, C. « Dépendance externe et théorie économique ». *L'Homme et la Société*, n° 22, oct.-déc. 1971.
- FURTADO, C. *Análise do « modelo » brasileiro*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 1972. [Trad. française : *Analyse du « modèle » brésilien*. Paris : Anthropos, 1974.]
- FURTADO, C. *La formation économique du Brésil : de l'époque coloniale aux temps modernes*. Trad. du portugais [*Formação econômica do Brasil*] par J. Peffau. Préface de F. Mauro. Paris/La Haye : Mouton/École Pratique des Hautes Études (coll. « Civilisations et Sociétés », 32), 1972. [2^e éd., Paris, Publisud, coll. « Le développement dans les faits », 1998.]
- FURTADO, C. « Objetividade e ilusionismo em economia ». *Opinião*, oct. 1972.
- FURTADO, C. « Sous-développement, dépendance : une hypothèse globale ». *Revue Tiers Monde*, tome XIII, n° 52, oct-déc. 1972.
- FURTADO, C. *A hegemonia dos Estados Unidos e o subdesenvolvimento da América Latina*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 1973.

- FURTADO, C. « Analyse économique et histoire quantitative ». In : *L'Histoire quantitative du Brésil de 1800 à 1930* [Paris, 11-15 octobre 1971]. Colloques Internationaux du Centre National de la Recherche Scientifique, n° 543. Paris : CNRS, 1973.
- FURTADO, C. « Aventures d'un économiste brésilien ». *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. XXV, n° 1-2, 1973.
- FURTADO, C. « Le modèle brésilien ». *Revue Tiers-Monde*, vol. 14, n° 55, juil.-sept. 1973.
- FURTADO, C. « Reflexões de um marciano ». *Opinião*, n° 14, 5 février 1973.
- FURTADO, C. « Underdevelopment and dependence : the fundamental connections ». Centre of Latin American Studies (University of Cambridge), *Working Papers* n° 17, 1973.
- FURTADO, C. « Le mythe du développement et le futur du Tiers monde ». *Revue Tiers Monde*, vol. 25, n° 57, jan-mars 1974.
- FURTADO, C. *O mito do desenvolvimento econômico*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1974.
- FURTADO, C. « The myth of economic development and the future of the Third World ». Centre of Latin American Studies (University of Cambridge), *Working Papers* n° 16, 1974.
- FURTADO, C. « Le capitalisme post-national (analyse des formes de pouvoir) ». *Esprit*, n° 445 et n° 446, 1975.
- FURTADO, C. *Le mythe du développement économique*. Trad. du portugais par E. Treves. Paris : Anthropos, 1976.
- FURTADO, C. « Le nouvel ordre économique mondial : un point de vue du Tiers Monde ». *Revue Tiers Monde*, vol. 17, n° 67, juil.-sept. 1976.
- FURTADO, C. *Prefácio a Nova economia política*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1976.
- FURTADO, C. *Théorie du développement économique*. 2^e éd. rev. et aug. [1^e éd. fr., 1970]. Trad. du portugais par A. Diniz et J. Peffau. Paris : PUF, 1976.
- FURTADO, C. « Le développement ». *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. XXIX, n° 4, 1977.
- FURTADO, C. *Criatividade e dependência na civilização industrial*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1978.
- FURTADO, C. « Développement - sous-développement. Le cadre conceptuel dans une perspective historique ». In : *Culture, Science et Développement - Mélanges en l'honneur de Charles Morazé*. Toulouse : Privat, 1979.
- FURTADO, C. « Les sources de pouvoir dans l'ordre économique international ». In : UNESCO. *Réunion d'experts sur « La recherche sur l'idée d'un développement intégré »*. Quito-Equateur, 1979.
- FURTADO, C. « Pour le Nord-Est : quinze années perdues ». *Le Monde*, 1^{er}-2 avril 1979.
- FURTADO, C. « Development : theoretical and conceptual considerations ». In : PAJESTKA, J., FEINSTEIN, C.H. (éds.). *The relevance of economic theories*. Londres : Macmillan, 1980.
- FURTADO, C. « Documento : 'O autoritarismo agrava as desigualdades' » [entretien à L. Dantas Mota *et al.*, 2^e partie]. *O Estado de S. Paulo*, 20 janvier 1980.
- FURTADO, C. « Les mondes inégaux ». *H-Histoire*, n° 6, 1980.
- FURTADO, C. « Les nouvelles sources de pouvoir dans l'ordre économique international ». *Revue Tiers Monde*, vol. 21, n° 81, 1980.

- FURTADO, C. *Pequena introdução ao desenvolvimento : um enfoque interdisciplinar*. São Paulo : Companhia Editora Nacional, 1980.
- FURTADO, C. « Commentaires de Celso Furtado ». In : EMMANUEL, A. *Technologie appropriée ou technologie sous-développée ? - suivi d'une discussion avec Celso Furtado et Hartmut Elsenhans*. Paris : PUF/I.R.M., 1981.
- FURTADO, C. « Creatividad cultural y desarrollo dependiente ». Tokyo : The United Nations University, 1981.
- FURTADO, C. *Créativité et dépendance*. Trad. J. Peffau. Paris : Presses Universitaires de France/IEDES, 1981.
- FURTADO, C. « De la ideología del progreso a la ideología del desarrollo ». Tokyo : The United Nations University, 1981.
- FURTADO, C. *O Brasil pós-« milagre »*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1981.
- FURTADO, C. *A nova dependência : dívida externa e monetarismo*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1982.
- FURTADO, C. « Dependence in a unified world ». *Alternatives*, vol. 8, n° 2, 1982.
- FURTADO, C. « L'incertaine logique de la crise ». *Le Monde Diplomatique*, février 1983.
- FURTADO, C. « Le concept d'endogénéité dans le contexte mondial actuel ». In : UNESCO, *Réunion d'experts « Réflexion philosophique sur les problèmes fondamentaux du développement endogène »*. Libreville, Gabon, 19-22 décembre 1983.
- FURTADO, C. « Préface ». In : ARNAUD, P. *Amérique latine : la formation de l'économie nationale, Argentine et Mexique*. Paris : Publisud, 1983.
- FURTADO, C. « Quand le Brésil doit réinventer la démocratie. Dette extérieure : quel type de renégociation ? ». *Le Monde Diplomatique*, août 1983.
- FURTADO, C. *Cultura e desenvolvimento em época de crise*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1984.
- FURTADO, C. *Non à la récession non au chômage*. Trad. E. Treves. Paris : Anthropos, 1984.
- FURTADO, C. « Meio-ambiente, desenvolvimento e subdesenvolvimento na teoria econômica e no planejamento ». In : ANDRADE, M. C. *et al. Meio-ambiente, desenvolvimento e subdesenvolvimento*. São Paulo : Hucitec, 1985.
- FURTADO, C. « Le capitalisme brésilien : croissance ou développement ? ». In : BRAUDEL, F. *Une leçon d'histoire de Fernand Braudel*. Paris : Arthaud/Flammarion, 1986.
- FURTADO, C. « O 'meu ministério é um mundo' ». *O Estado de S. Paulo*, 22 avril 1986.
- FURTADO, C. « La crise économique contemporaine ». *Revue Tiers Monde*, vol. 28, n° 112, oct.-déc. 1987.
- FURTADO, C. *Le Brésil après le « miracle »*. Trad. C. Tricoire. Paris : Maison des Sciences de l'Homme, 1987.
- FURTADO, C. *Transformação e crise na economia mundial*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1987.
- FURTADO, C. « Underdevelopment: to conform or reform ». In : MEIER, G. (éd.). *Pioneers in development : second series*. New York : Oxford University Press for the World Bank, 1987.
- FURTADO, C. *Brève introduction au développement : une approche interdisciplinaire*. Trad. A. Sid Ahmed. Paris : Publisud, 1989.

- FURTADO, C. « Há 30 anos, um livro para explicar o Brasil » [entretien à J. Barros]. *O Estado de S. Paulo*, Caderno 2, 18 février 1989.
- FURTADO, C. *Brasil: a construção interrompida*. São Paulo : Paz e Terra, 1992.
- FURTADO, C. « Celso Furtado » [entretien]. *Folha de S. Paulo*, 19 juillet 1992.
- FURTADO, C. « O subdesenvolvimento revisitado ». *Economia e Sociedade*, n° 1, 1992.
- FURTADO, C. « Debate com o plenário ». In : GAUDÊNCIO, F. S., FORMIGA, M. (coord.). *Era da esperança : teoria e política no pensamento de Celso Furtado*. São Paulo : Paz e Terra, 1995.
- FURTADO, C. *Globalisation et exclusion : le Brésil dans l'ordre mondial émergent*. Trad. du portugais [*Brasil : a construção interrompida*] par A. Sid Ahmed. Paris : Publisud, 1995.
- FURTADO, C. *Retour à la vision globale de Perroux et Prebisch*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1995 (coll. « Les Conférences François Perroux », VI).
- FURTADO, C. « Celso Monteiro Furtado » [entretien]. In : BIDERMAN, C., COZAC, L. F., REGO, J. M. (org.). *Conversas com economistas brasileiros*. São Paulo : Ed. 34, 1996.
- FURTADO, C. *A fantasia organizada* [1985]. In : FURTADO, C., AGUIAR, R. F. (org.). *Obra autobiográfica de Celso Furtado*. Tome I. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1997. [Trad. française : *La fantaisie organisée*. Paris : Publisud, 1987.]
- FURTADO, C. *A fantasia desfeita* [1989]. In : FURTADO, C., AGUIAR, R. F. (org.). *Obra autobiográfica de Celso Furtado*. Tome II. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1997.
- FURTADO, C. *Os ares do mundo* [1991]. In : FURTADO, C., AGUIAR, R. F. (org.). *Obra autobiográfica de Celso Furtado*. Tome III. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1997.
- FURTADO, C. « Celso Furtado : decifrando o Brasil » [entretien]. *Revista Democracia Viva*, vol. 1, n° 1, 1997.
- FURTADO, C. « Celso Furtado. Entrevista concedida a Alzira de Abreu » [entretien initialement publié dans *Ciência Hoje*, mars-avril 1983]. In : CARVALHO, V. M., COSTA, V. R. (coord.). *Cientistas do Brasil : depoimentos*. São Paulo : SBPC, 1998.
- FURTADO, C. *O capitalismo global*. São Paulo : Paz e Terra, 1998.
- FURTADO, C. *O longo amanhecer : reflexões sobre a formação do Brasil*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1999.
- FURTADO, C. *Introdução ao desenvolvimento : enfoque histórico-estrutural*. 3^e éd. São Paulo : Paz e Terra, 2000.
- FURTADO, C. *A economia colonial no Brasil nos séculos XVI e XVII : elementos de história econômica aplicados à análise de problemas econômicos e sociais*. São Paulo : Hucitec/ABPHE, 2001. [Thèse de doctorat soutenue à l'Université de Paris en 1948.]
- FURTADO, C. « Idéias para o país - entrevista de C. Furtado a M. C. Tavares e L. G. Belluzzo ». *Carta Capital*, année VIII, n° 171, décembre 2001.
- FURTADO, C. « Reflexões sobre a crise brasileira ». In : ARBIX, G., ZILBOVICIUS, M., ABRAMOVAY, R. (éds.). *Razões e ficções do desenvolvimento*. São Paulo : Unesp/Edusp, 2001.
- FURTADO, C. *Em busca de novo modelo : reflexões sobre a crise contemporânea*. São Paulo : Paz e Terra, 2002.
- FURTADO, C. *Raízes do subdesenvolvimento*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2003.
- FURTADO, C. « Cultura neoliberal e reforma fiscal ». *Jornal do Brasil*, 10 novembre 2004.

- FURTADO, C. « Os desafios da nova geração ». *Revista de Economia Política*, vol. 24, n° 4, 2004.
- FURTADO, C. « Comentários às ‘Perspectivas da economia brasileira’ » [2002]. *Cadernos do Desenvolvimento*, année 1, n° 2, 2006.
- FURTADO, C. « Plano Trienal de desenvolvimento econômico e social 1963-1965 (Síntese, dezembro de 1962) ». In : MUNTEAL, O. *et al.* (org). *O Brasil de João Goulart : um projeto de nação*. Rio de Janeiro : PUC-Rio/Contraponto, 2006.
- FURTADO, C. « Entrevista com Celso Furtado realizada em 6 de agosto de 2001 e revista pelo entrevistado em julho de 2002 » [entretien accordé à Rosa M. Vieira, 2001]. In : VIEIRA, R. M. *Celso Furtado : reforma, política e ideologia (1950-1964)*. São Paulo : Educ, 2007.
- FURTADO, C. *Economia do desenvolvimento : curso ministrado na PUC-SP em 1975*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2008 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 2).
- FURTADO, C. *Ensaio sobre a Venezuela : subdesenvolvimento com abundância de divisas*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2008 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 1).
- FURTADO, C. « Celso Furtado » [entretien, 1982]. *Memórias do Desenvolvimento*, année 3, n° 3, octobre 2009.
- FURTADO, C. *O Nordeste e a saga da Sudene : 1958-1964*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, 2009 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 3).
- FURTADO, C. « Discurso de posse ». In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*. Rio de Janeiro : Centro Celso Furtado/Contraponto, 2011 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 4).
- FURTADO, C. « Plano Trienal de Desenvolvimento Econômico e Social 1963-1965 ». In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*. Rio de Janeiro : Centro Celso Furtado/Contraponto, 2011 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 4).
- FURTADO, C. « A política cultural deve liberar as formas criativas da sociedade » [entretien accordé à H. Rivière d’Arc et H. Le Doaré, mars 1987]. In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2012 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 5).
- FURTADO, C. « A síntese segundo Celso Furtado » [entretien accordé à G. Marinho, 1986]. In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2012 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 5).
- FURTADO, C. « Política cultural e criatividade » [1987]. In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2012 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 5).
- FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org). *Obra autobiográfica de Celso Furtado*. 3 vol. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1997.
- FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*. Éd. commémorative organisée et présentée par Rosa Freire

d'Aguiar Furtado. Introduction de Luiz Felipe de Alencastro. São Paulo : Companhia das Letras, 2009.

FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*. Rio de Janeiro : Centro Celso Furtado/Contraponto, 2011 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 4).

FURTADO, C., MANESCHI, A. « Um modelo simulado de desenvolvimento e estagnação na América Latina », *Revista Brasileira de Economia*, vol. 22, n° 2, juin 1968.

Autres références bibliographiques

AGARWALA, A. N., SINGH, S. P. (éds.). *The economics of underdevelopment*. Bombay/New York : Indian Branch/ Oxford University Press, 1958.

ALBUQUERQUE, E. M. « Inadequacy of technology and innovation systems at the periphery ». *Cambridge Journal of Economics*, vol. 31, 2007.

ALCOUFFE, A. « Furtado, o Brasil e os economistas franceses : influências cruzadas ». In : COELHO, F. S., GRANZIERA, R. G. (orgs.). *Celso Furtado e a Formação Econômica do Brasil : edição comemorativa dos 50 anos de publicação : 1959-2009*. São Paulo : Atlas/ Ordem dos economistas do Brasil, 2009.

ALENCASTRO, L. F. « L'impératif électoral au Brésil (1964-1981) ». *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 61, 1981.

ALENCASTRO, L. F. *Le commerce des vivants : traite d'esclaves et « Pax lusitana » dans l'Atlantique sud*. Thèse de doctorat en Histoire, Paris 10, 1986.

ALENCASTRO, L. F. « Le versant brésilien de l'Atlantique-Sud : 1550-1850 ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 61, n° 2, 2006.

ALENCASTRO, L. F. « Celso Furtado e a América Latina ». In : FURTADO, C. *A economia latino-americana - formação histórica e problemas contemporâneos*. São Paulo : Companhia das Letras, 2007.

ALENCASTRO, L. F. « Introdução ». In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*. São Paulo : Companhia das Letras, 2009.

ALENCASTRO, L. F. « História, política e cultura ». *Estudos Avançados*, vol. 25, n° 72, 2011.

AMIN, S. « Une stratégie de développement autocentrée est-elle possible pour l'Afrique ? ». Paris : UNESCO, 1983.

ANDRADE, D., QUEMEL, M. A. R. (org.). *Teses de brasileiros e sobre o Brasil defendidas na França : 1970-1980*. São Paulo : USP-FFLCH, 1983.

ARENA, R. « Les économistes français en 1950 ». *Revue Économique*, vol. 51, n° 5, septembre 2000.

ARNAUD, P. *La formation des systèmes économiques nationaux en Amérique latine : cas de l'Argentine et du Mexique au XIX^e siècle*. Thèse de 3^e cycle, Sciences économiques. Directeur de recherche : Celso Furtado. Paris 1, 1977.

ARNAUD, P. *Estado y capitalismo en América Latina : casos de México y Argentina*. México : Siglo XXI, 1981.

ARNAUD, P. *La dette du Tiers-Monde*. Paris : La Découverte, 1984.

- ARNDT, H. W. « Economic development : a semantic history ». *Economic Development and Cultural Change*, vol. 29, n° 3, avril 1981.
- ARNDT, H. W. *Economic development : the history of an idea*. Chicago/London : The University of Chicago Press, 1989.
- ARON, R., RODINSON, M., FURTADO, C. *et al. Marx and the Contemporary Scientific Thought - Marx et la pensée scientifique contemporaine*. Paris/La Haye : Mouton, 1969.
- ARRIGHI, G. *The long twentieth century*. London/New York : Verso, 1994.
- ASSIDON, E. « Celso Furtado, défricheur des territoires multidimensionnels du développement ». *Le Monde, Économie*, 14 décembre 2004.
- AUBRÉE, M. « L'œuvre en français de M. I. Pereira de Queiroz ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 25-26, 1994.
- AUJAC, H. « Une hypothèse de travail : l'inflation, conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux ». *Économie Appliquée*, vol. 3, n° 2, 1950.
- AUSTRUY, J. *Le scandale du développement*. Paris : Marcel Rivière et Cie, 1965.
- AZEVEDO AMARAL, A. J. *O Estado autoritário e a realidade nacional*. Rio de Janeiro : José Olympio, 1938.
- AZOULAY, G. *Les théories du développement : du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2002.
- BACHMURA, F. T. « *La economía latinoamericana. Una síntesis desde la conquista ibérica hasta la Revolución Cubana*. By Celso Furtado [book review] ». *The Hispanic American Historical Review*, vol. 51, n° 1, 1971.
- BAER, W. « Furtado on development : a review essay ». *The Journal of Developing Areas*, vol. 3, n° 2, 1969.
- BAER, W. « Development of Latin America : A Survey from Colonial Times to the Cuban Revolution by Celso Furtado [review] ». *The Journal of Developing Areas*, vol. 6, n° 1, 1971.
- BAER, W. « Furtado revisited ». *Luso-Brazilian Review*, vol. 11, n° 1, 1974.
- BAER, W., KERSTENETZKY, I. (éd.). *Inflation and growth in Latin America*. New Haven/London : Yale University Press, 1964.
- BAILBY, E. *Le Brésil, pays clef du Tiers Monde*. Paris : Calmann-Lévy, 1964.
- BALOUS, S. *L'action culturelle de la France dans le monde*. Paris : PUF, 1970.
- BARAN, P. A., HOBSBAWM, E. J. « The stages of economic growth ». *Kyklos*, vol. 14, n° 2, 1961.
- BARAN, P. *The political economy of growth*. New York : Monthly Review Press, 1957.
- BARBOSA, C., RIBEIRO, E. B. « Entrevista com o Professor Luiz Felipe de Alencastro ». *Passages de Paris*, n° 1, 2005.
- BARRE, R. « De l'Europe sans rivages à l'économie du genre humain ». In : DENOËL, F. (dir.). *François Perroux : dossier*. Lausanne : L'Age d'homme, 1990.
- BARRE, R. « L'économie dominante : de 1950 à 2004 ». In : BARRE, R., BLARDONE, G., SAVALL, H. (éds.). *François Perroux: le centenaire d'un grand économiste*. Paris : Economica, 2005.
- BARTOLI, H. « Relations économiques et rapports sociaux dans les pays occidentaux ». In : *Quelle économie ? Quelle société ?* (Semaines sociales de France, 56^e session, Lille,

- 1969). Lyon : Chronique Sociale de France, 1970.
- BARTOLI, H. « François Perroux, précurseur de l'alter-mondialisme ». In : BARRE, R., BLARDONE, G., SAVALL, H. (éds.). *François Perroux : le centenaire d'un grand économiste*. Paris : Economica, 2005.
- BASTER, J. « A second look at Point Four ». *The American Economic Review*, vol. 41, n° 2, Papers and Proceedings of the Sixty-third Annual Meeting of the American Economic Association, mai 1951.
- BASTER, J. « Recent literature on the economic development of backward areas ». *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 68, n° 4, novembre 1954.
- BASTOS, C. P., AVILA, J. G. « O debate do desenvolvimento na tradição heterodoxa brasileira ». *Revista de Economia Contemporânea*, vol. 13, n° 2, mai-août 2009.
- BASTOS, C. P., BRITTO, G. « Introdução ». In : AGARWALA, A. N., SINGH, S. P. (org.). *A economia do subdesenvolvimento*. Trad. de l'anglais par M. C. Whately. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2010.
- BASTOS, P. P. Z. « O Plano Trienal e sua economia política ». In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*. Rio de Janeiro : Centro Celso Furtado/Contraponto, 2011 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 4).
- BAZDRESCH, C. « El pensamiento de Juan F. Noyola ». *El trimestre económico*, vol. 50, n° 198(2), avril-juin 1983.
- BEAUJEU-GARNIER, J. « Les vicissitudes du développement économique de l'Amérique latine : Celso Furtado. *L'Amérique latine. Politiques économiques [compte-rendu]* ». *Annales de Géographie*, vol. 80, n° 442, 1971.
- BERNSTEIN, H. « Modernization theory and the sociological study of development ». *Journal of Development Studies*, vol. 7, 1971.
- BETHELL, L. « O Brasil e a ideia de 'América Latina' em perspectiva histórica ». *Estudos Históricos*, vol. 22, n° 44, 2009.
- BIANCONI, R., MINDA, A. « Multinational firms, peripheral industrialisation and the recovery of national decision centres : the contribution of Celso Furtado ». *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 21, n° 2, 2014.
- BIDERMAN, C., COZAC, L. F., REGO, J. M. (org.). *Conversas com economistas brasileiros*. São Paulo : Ed. 34, 1996.
- BIELSCHOWSKY, R. « *Formação Econômica do Brasil* : uma obra-prima do estruturalismo cepalino ». *Revista de Economia Política*, vol. 9, n° 4, oct.-déc. 1989.
- BIELSCHOWSKY, R. « Cinquenta anos de pensamento na CEPAL - uma resenha ». In : BIELSCHOWSKY, R. (org.). *Cinquenta anos de pensamento na CEPAL*. Rio de Janeiro : Record, 2000.
- BIELSCHOWSKY, R. *Pensamento econômico brasileiro : o ciclo ideológico do desenvolvimentismo*. 4^e éd. Rio de Janeiro : Contraponto, 2000.
- BIELSCHOWSKY, R. « Celso Furtado e o pensamento econômico latino-americano ». In : BRESSER-PEREIRA, L. C., RÊGO, J. M. (org.). *A grande esperança em Celso Furtado*. São Paulo : Editora 34, 2001.
- BIELSCHOWSKY R. « Celso Furtado's contributions to structuralism and their relevance today ». *CEPAL Review*, n° 88, 2006.
- BIJON, J. F. *Pratique et théorie de la vente de technologies industrielles*. Thèse de Doctorat

- d'État ès Sciences économiques. Directeur de recherche : Celso Furtado. Paris 1, 1978.
- BIJON, J. F. *Coopération au développement : les raisons de persévérer*. Paris : C. L. Mayer, 2011.
- BLARDONE, G. « François Perroux et le développement ». In : BARRE, R., BLARDONE, G., SAVALL, H. (éds.). *François Perroux : le centenaire d'un grand économiste*. Paris : Economica, 2005.
- BOIANOVSKY, M. « Celso Furtado (1920-2004) ». In : DURLAUF, S., BLUME, L. (éds.). *The New Palgrave Dictionary of Economics*. 2^e éd. Vol. 3. London : Palgrave Macmillan, 2008.
- BOIANOVSKY, M. « A view from the tropics : Celso Furtado and the theory of economic development in the 1950s ». *History of Political Economy*, vol. 42, n° 2, 2010.
- BOIANOVSKY, M. « Friedrich List and the economic fate of tropical countries » [en ligne], 2011. Disponible sur : <http://ssrn.com/abstract=1810846> [réf. du 22 juin 2011]. [Article à paraître dans *History of Political Economy*, vol. 45, n° 4, 2013.]
- BOIANOVSKY, M. « Celso Furtado and the structuralist-monetarist debate on economic stabilization in Latin America ». *History of Political Economy*, vol. 44, n° 2, 2012.
- BORELLY, R., GUILLÉN, A. « Propos d'ouverture ». In : Celso Furtado (1920-2004). *Économie Appliquée*, vol. 59, n° 3, 2006.
- BOSI, A. « Préfácio. Celso Furtado : rumo a uma visão holística ». In : FURTADO, C. *Criatividade e dependência na civilização industrial*. Éd. définitive. São Paulo : Companhia das Letras, 2008.
- BOUDEVILLE, J.-R. « Commerce extérieur, revenu national et dévaluation ». *Revue Économique*, n° 3, 1950.
- BOUDEVILLE, J.-R. « Contribution à l'étude des pôles de croissance brésiliens: une industrie motrice, la sidérurgie du Minas Gerais. *Cahiers de I.S.E.A.*, série F, n° 10, juin 1957.
- BOUDEVILLE, J.-R. « Avant-propos ». In : FURTADO, C. *Développement et sous-développement*. Paris : PUF (coll. « Théoria »), 1966.
- BRANDI, P. « Vargas, Getúlio ». In : ABREU, A. et al. (coords.). *Dicionário histórico-biográfico brasileiro pós-1930*. 2^e éd. 5 vol. Rio de Janeiro : FGV/CPDOC, 2001.
- BRAUDEL, F. « Le livre de Luis Alberto Sanchez : Y a-t-il une Amérique latine ? ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 3, n° 4, 1948.
- BRAUDEL, F. *La dynamique du capitalisme*. Paris : Arthaud, 1985.
- BRAUDEL, F. *Une leçon d'histoire de Fernand Braudel*. Paris : Arthaud/Flammarion, 1986.
- BRESSER-PEREIRA, L. C. « Les entreprises multinationales et le sous-développement industrialisé ». *Revue Tiers Monde*, vol. XIX, n° 74, avr.-juin 1978.
- BRESSER-PEREIRA, L. C. « Método e paixão em Celso Furtado ». In : BRESSER-PEREIRA, L. C., RÉGO, J. M. (org.). *A grande esperança em Celso Furtado*. São Paulo : Editora 34, 2001.
- BRESSER-PEREIRA, L. C. « Celso Furtado : o desenvolvimento como missão ». In : SABOIA, J., CARVALHO, F. C. (org.). *Celso Furtado e o século XXI*. São Paulo : Manole, 2007.
- BRESSER-PEREIRA, L. C. « Amérique latine : de l'interprétation nationaliste à l'interprétation par la dépendance ». *Revue Tiers Monde*, n° 199, juil.-sept. 2009.
- BRESSER-PEREIRA, L. C. et al. « Documento. Artigos na imprensa sobre Celso Furtado ».

- Revista de Economia Política*, vol. 25, nº 2, avr.-juin 2005.
- BRESSER-PEREIRA, L. C., RÊGO, J. M. (org.). *A grande esperança em Celso Furtado*. São Paulo : Editora 34, 2001.
- BUARQUE DE HOLANDA, S. *Raízes do Brasil*. 26^e éd. São Paulo : Companhia das Letras, 1995.
- BUARQUE, C. *Foto de uma conversa*. São Paulo : Paz e Terra, 2007.
- BURGUEÑO, O., RODRIGUEZ, O. « Desenvolvimento e cultura : notas sobre o enfoque de Celso Furtado ». In : BRESSER-PEREIRA, L. C., RÊGO, J. M. (org.). *A grande esperança em Celso Furtado*. São Paulo : Editora 34, 2001.
- BYÉ, M. « La Grande Unité Interterritoriale dans l'industrie extractive et ses plans ». *Cahiers de l'I.S.E.A.*, nº 2, série F, sept. 1955.
- BYÉ, M. « The role of capital in economic development ». In : ELLIS, H., WALLICH, H. (éds.). *Economic Development for Latin America : proceedings of a conference held by the International Economic Association*. London : Macmillan, 1961.
- CABRAL DE MELLO, E. « *Raízes do Brasil* e depois ». In : BUARQUE DE HOLANDA, S. *Raízes do Brasil*. 26^e éd. São Paulo : Companhia das Letras, 1995.
- CAIRE, G. « Esquisse d'un état des travaux en matière de développement ». In : AUSTRUY, J. *Le scandale du développement*. Paris : Marcel Rivière et Cie, 1965.
- CAIRE, G. « Celso Furtado : *Le Brésil à l'heure du choix* ». *Développement et Civilisations*, nº 25, mars 1966.
- CALICCHIO, V. « Castro, Josué de ». In : ABREU, A. *et al.* (coords.). *Dicionário histórico-biográfico brasileiro - pós-1930* [en ligne]. Rio de Janeiro : CPDOC, 2010. Disponible sur : <http://www.fgv.br/cpdoc/busca>.
- CALLADO, A. « Les Ligues paysannes du Nord-Est brésilien ». *Les Temps Modernes*, nº 257, oct. 1967.
- CAMARGO, A. « A questão agrária : crise de poder e reformas de base (1930-1964) ». In : FAUSTO, B. (org.). *O Brasil republicano : sociedade e política (1930-1964)*. 6^e éd. Rio de Janeiro : Bertrand Brasil, 1996 (coll. « História geral da civilização brasileira », tome 3, vol. 3).
- CAMARGO, A., LOYOLA, M. A. *Celso Furtado entrevistado por Aspásia Camargo e Maria Andréa Loyola*. Rio de Janeiro : EdUERJ, 2002.
- CAMPOS, R. *Lanterna na popa : memórias*. Rio de Janeiro : Topbooks, 1994.
- CANDIDO, A. « A Revolução de 1930 e a cultura ». *Novos Estudos Cebrap*, vol. 2, nº 4, avr. 1984.
- CANDIDO, A. « O significado de *Raízes do Brasil* ». In : BUARQUE DE HOLANDA, S., *Raízes do Brasil*. 26^e éd. São Paulo : Companhia das Letras, 1995.
- CARDOSO, F. H. *Capitalismo e escravidão no Brasil meridional : o negro na sociedade escravocata do Rio Grande do Sul*. São Paulo : DIFEL, 1962.
- CARDOSO, F. H. « O regime político brasileiro ». *Estudos CEBRAP*, nº 2, octobre 1972.
- CARDOSO, F. H. *Les idées à leur place : le concept de développement en Amérique latine*. Trad. du portugais par D. Ardaillon et C. Tricoire. Paris : A. M. Métailié, 1984.
- CARDOSO, F. H. *Entrevistas a Lourenço Dantas Mota*. Brasília : Senado Federal, 1985.
- CARDOSO, F. H. « Livros que inventaram o Brasil ». *Novos Estudos CEBRAP*, nº 37, 1993.

- CARDOSO, F. H. *O Presidente segundo o sociólogo*. São Paulo : Companhia das Letras, 1998.
- CARDOSO, F. H. « Fernando Henrique Cardoso » [entretien]. In : BASTOS, E. R., ABRUCIO, F., LOUREIRO, M. R., REGO, J. M. *Conversas com sociólogos brasileiros*. São Paulo : Ed. 34, 2006.
- CARDOSO, F. H. « Prefácio ». In : COELHO, F. S., GRANZIERA, R. G. (éds.). *Celso Furtado e a Formação econômica do Brasil : edição comemorativa dos 50 anos de publicação : 1959-2009*. São Paulo, Atlas/Ordem dos economistas do Brasil, 2009.
- CARDOSO, F. H., FALETTO, E. *Dependencia y desarrollo en América Latina* [1969]. 30^e éd. Mexico : Siglo Veintiuno, 2002.
- CARDOSO, F. H., WINTER, B. *The accidental president of Brazil : a memoir*. New York : PublicAffairs, 2006.
- CASTRO, A. B. « Ajustamento x transformação. A economia brasileira de 1974 a 1984 ». In : CASTRO, A. B., SOUZA, F. E. P. *A economia brasileira em marcha forçada*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1985.
- « Catalogue des thèses et mémoires soutenus en France sur l'Amérique latine ». *Cahiers de l'Amérique Latine*, n° 4, 1969.
- « Catalogue des thèses et mémoires soutenus en France sur l'Amérique latine ». *Cahiers de l'Amérique Latine*, n° 9-10, 1974.
- « Catalogue des thèses et mémoires soutenus en France sur l'Amérique latine ». *Cahiers de l'Amérique Latine*, n° 19, 1979.
- « Catalogue des thèses et mémoires soutenus en France sur l'Amérique latine ». *Cahiers de l'Amérique Latine*, n° 21-22, 1980.
- « Catalogue des thèses et mémoires soutenus en France sur l'Amérique latine ». *Cahiers de l'Amérique Latine*, n° 24, 1981.
- « Catalogue des thèses et mémoires soutenus en France sur l'Amérique latine ». *Cahiers de l'Amérique Latine*, n° 26, 1982.
- CAUBET, R. A. « La bibliographie brésilienne de Sartre ». *Fragmentos : Revista de Língua e Literatura Estrangeiras*, vol. 1, n° 2, juil.-déc. 1986.
- CAVALCANTI, C. « Celso Furtado e a persistência do subdesenvolvimento ». In : BRESSER-PEREIRA, L. C., RÊGO, J. M. (org.). *A grande esperança em Celso Furtado*. São Paulo : Editora 34, 2001.
- CEPÊDA, V. A. « O pensamento político de Celso Furtado - desenvolvimento e democracia ». In : BRESSER-PEREIRA, L. C., RÊGO, J. M. (org.). *A grande esperança em Celso Furtado*. São Paulo : Editora 34, 2001.
- CHAMBRE, H. « Pour une économie pleinement humaine. L'itinéraire de F. Perroux ». *Études*, mars 1974.
- CHANDLER, A. « The growth of the transnational industrial firm in the United States and the United Kingdom: a comparative analysis ». *Economic History Review*, vol. 33, 1980.
- CHAUÍ, M. « Le Brésil et ses phantasmes ». *Esprit*, octobre 1983.
- CHAVAGNEUX, C. « Introduction ». *L'Économie Politique*, n° 20, oct.-déc. 2003.
- CHONCHOL, J., MARTINIÈRE, G. *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*. Paris : L'Harmattan, 1985.
- « Chronique ». *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 7, 1966.

- CICEF. *Memórias do Desenvolvimento*, année 1, n° 1, juin 2007.
- CICEF. *Memórias do Desenvolvimento*, année 3, n° 3, oct. 2009.
- CICEF. *Memórias do Desenvolvimento*, année 4, n° 4, sept. 2010.
- CLARK, C. *The conditions of economic progress*. London : Macmillan, 1940.
- COHEN, A. « Du corporatisme au keynésianisme : continuités pratiques et ruptures symboliques dans le sillage de François Perroux ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 56, n° 4, août 2006.
- CORBISIER, R. « Lógica e cronologia das reformas » [1968]. In : MUNTEAL, O. *et al.* (org). *O Brasil de João Goulart : um projeto de nação*. Rio de Janeiro : PUC-Rio/Contraponto, 2006.
- CORDARO-MACHADO, S. *Les investissements étrangers dans l'industrie manufacturière brésilienne : ses causes et son impact*. Thèse de Doctorat 3^e cycle. Directeur de recherche : Celso Furtado. Paris1/IEDES : 1979.
- COURLET, C. « La construction nationale et le développement régional (la SUDENE) ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998.
- COURTIN, R. *Les problèmes de la civilisation économique au Brésil*. Paris : Librairie de Médecis, 1941.
- COUTINHO, M. « A teoria econômica de Celso Furtado : *Formação econômica do Brasil* » [2008]. In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*. São Paulo : Companhia das Letras, 2009.
- D'AVILA, R. Entretien télévisé avec Celso Furtado, Paris, 1997 (TV Cultura, Programa Conexão Roberto D'Avila, São Paulo, Brésil, 1997).
- DALAND, R. T. *Estratégia e estilo do planejamento brasileiro*. Trad. de l'anglais par C. Kronauer. Rio de Janeiro : Lidador, 1969.
- DANBY, C. « Noyola's institutional approach to inflation ». *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 27, n° 2, 2005.
- DANBY, C. « Juan F. Noyola Vázquez : regreso al solar de la economía política clásica ». In : SÁNCHEZ, R. T., MALLORQUIN, C. (coord.). *El institucionalismo norteamericano y el estructuralismo latinoamericano : ¿discursos compatibles en la teoría social contemporánea?* México : Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, 2006.
- DE JOUVENEL, B. *L'Amérique en Europe : le Plan Marshall et la coopération intercontinentale*. Paris : PLON, 1948.
- DEAN, W. « The Economic Growth of Brazil ». *Luso-Brazilian Review*, vol. 2, n° 2, 1965.
- DEBRUN, M. *A conciliação e outras estratégias*. São Paulo : Brasiliense, 1983.
- DENIZET, J. « Sur quelques œuvres para-économiques de François Perroux ». In : DENOËL, F. (dir.). *François Perroux : dossier*. Lausanne : L'Age d'homme, 1990.
- DESTANNE DE BERNIS, G. « Introduction ». *Cahiers de l'I.S.E.A., Niveaux de développement et politique de croissance*, mai 1958.
- DESTANNE DE BERNIS, G. « Le sous-développement, analyses ou représentations ». *Tiers-Monde*, vol. 15, n° 57, jan-mars 1974.
- DESTANNE DE BERNIS, G. « L'Association des Économistes du Tiers-monde ». *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol. 15, 1977.
- DESTANNE DE BERNIS, G. « La dynamique de François Perroux, l'homme, la création

- collective, le projet humain » [1977]. In : DENOËL, F. (dir.). *François Perroux : dossier*. Lausanne : L'Age d'homme, 1990.
- DESTANNE DE BERNIS, G. « Celso Furtado: uma homenagem ». *Estudos Avançados*, vol. 11, n° 29, 1997.
- DESTANNE DE BERNIS, G. « Furtado et l'économie mondiale ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998.
- DEWITT, J. « The Alliance for Progress: economic warfare in Brazil (1962-1964) ». *Journal of Third World Studies*, vol. XXVI, n° 1, 2009.
- DI TELLA, T. S. « A Pré-Revolução Brasileira by Celso Furtado ; Dialetica do Desenvolvimento by Celso Furtado ». *Desarrollo Económico*, vol. 4, n° 14/15, 1964.
- DOBB, M. *Studies in the development of capitalism*. London : Routledge and Kegan Paul, 1963.
- DOBB, M. « *Development and Underdevelopment* by Celso Furtado ». *Economica, New Series*, vol. 32, n° 128, 1965.
- DOCKÈS, P., ROSIER, B. « Histoire 'raisonnée' et économie historique ». *Revue Économique*, vol. 42, n° 2, 1991.
- DOMAR, E. D. « Capital expansion, rate of growth and employment ». *Econometrica*, vol. 14, avril 1946.
- DOSMAN, E. J., POLLOCK, D. H. « Hasta la UNCTAD y de regreso : divulgando el evangelio, 1964-1968 ». *Estudios Sociológicos*, vol. 16, n° 48, 1998.
- DOSMAN, E. J. *The life and times of Raúl Prebisch, 1901-1986*. Montreal : McGill-Queen's University Press, 2008.
- DREIFUSS, R. A. *1964 : A conquista do Estado. Ação política, poder e golpe de classe*. 3^e éd. Petrópolis : Vozes, 1981.
- DRUMMOND DE ANDRADE, C., DE ANDRADE, M. *A lição do amigo. Cartas de Mário de Andrade a Carlos Drummond de Andrade*. 2^e éd. Rio de Janeiro : Record, 1988.
- DUESENBERY, J. S. *Income, saving and the theory of consumer behavior*. Cambridge : Harvard University Press, 1949.
- DUMOULIN, R. *La structure asymétrique de l'économie algérienne d'après une analyse de la région de Bône*. Paris : Genin, 1960.
- DUROSELLE, J.-B. *La France et les États-Unis : des origines à nos jours*. Paris : Seuil, 1976.
- ECHAVARRÍA, J. M. *Consideraciones sociológicas sobre el desarrollo económico de América Latina*. Buenos Aires : Solar/Hachette, 1964.
- « Editorial ». *Economic Development and Cultural Change*, vol. 1, n° 1, mars 1952.
- ELLIS, H., WALLICH, H. (éds.). *Economic Development for Latin America : proceedings of a conference held by the International Economic Association*. London : Macmillan, 1961.
- EMMANUEL, A. *Technologie appropriée ou technologie sous-développée ? - suivi d'une discussion avec Celso Furtado et Hartmut Elsenhans*. Paris : PUF/IRM, 1981.
- ENDERS, A. *Histoire du Brésil contemporain : XIXe-XXe siècles*. Bruxelles : Complexe, 1997.
- FANO, E. « Los países capitalistas, desde la guerra mundial hasta la crisis de 1929 ». *Cuadernos de Pasado y Presente*, n° 85 (La crisis en los años 20), México, 1981.

- FAUSTO, B. *História do Brasil*. 2^o éd. São Paulo : Edusp, 1995.
- FAUSTO, B. *A Revolução de 1930 : historiografia e história*. São Paulo : Companhia das Letras, 1997.
- FEVRE, L. « Gilberto Freyre, *Maîtres et esclaves* ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 8, n^o 3, 1953.
- FERNANDES, F. *Nova República ?* 3^o éd. Rio de Janeiro : Jorge Zahar Ed., 1986.
- FERREIRA, M. M. « Goulart, João ». In : ABREU, A. *et al.* (coords.). *Dicionário histórico-biográfico brasileiro pós 1930*. 2^o éd. 5 vol., vol. 3. Rio de Janeiro : FGV/CPDOC, 2001.
- FICO, C. *Além do golpe : versões e controvérsias sobre 1964 e a ditadura militar*. Rio de Janeiro: Record, 2004.
- FISHLOW, A. « A política econômica do ajustamento brasileiro aos choques do petróleo : uma nota sobre o período 1974/84 ». *Pesquisa e Planejamento Econômico*, vol. 16, n^o 3, 1986.
- FISHLOW, A. « Review Essay : Alexander Gerschenkron, *Economic Backwardness in Historical Perspective: A Book of Essays* » [en ligne], 2003. Disponible sur http://eh.net/book_reviews/economic-backwardness-in-historical-perspective-a-book-of-essays.
- FLOTO, E. « Economic development of Latin America : historical background and contemporary problems. By Celso Furtado [book review] ». *Journal of Development Studies*, vol. 14, n^o 3, 1978.
- FREYRE, G. *Maîtres et esclaves : la formation de la société brésilienne*. Trad. du portugais par R. Bastide. Paris : Gallimard, 1952.
- FREYSSINET, J. *Le concept de sous-développement*. 4^o éd. Paris : Mouton, 1977.
- FURTADO, R. F. A. « Um olhar pioneiro ». In : FURTADO, C. *Ensaio sobre a Venezuela : subdesenvolvimento com abundância de divisas*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2008 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 1).
- FURTADO, R. F. A. « Introdução : Um sonho de regresso ». In : FURTADO, C. *Economia do desenvolvimento : curso ministrado na PUC-SP em 1975*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2008 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 2).
- FURTADO, R. F. A. « A batalha da SUDENE ». In : FURTADO, C. *O Nordeste e a saga da Sudene : 1958-1964*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, 2009 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 3).
- FURTADO, R. F. A. « Apresentação ». In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*. São Paulo : Companhia das Letras, 2009.
- FURTADO, R. F. A. « A história de um plano ». In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *O Plano Trienal e o Ministério do Planejamento*. Rio de Janeiro : Centro Celso Furtado/Contraponto, 2011 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 4).
- FURTADO, R. F. A. « Introdução : Pensando a cultura ». In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2012 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 5).
- GALBRAITH, J. K. *The affluent society*. Boston : Hamish Hamilton, 1958.

- GALBRAITH, J. K. *The new industrial state*. Boston : Houghton Mifflin, 1967.
- GALEANO, E. *Nosotros decimos no : crónicas (1963/1988)*. 7^e éd. Mexico : Siglo XXI, 2001.
- GANNAGÉ, E. *Économie du développement*. Paris : PUF, 1962.
- GARCIA, A. « La construction interrompue, Celso Furtado, la guerre froide et le développement du Nordeste ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 121-122, 1998.
- GARCIA, A. « La construction politique d'un avenir régional : Celso Furtado et la création de la SUDENE ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998.
- GAROT, E. « Le Brésil des militaires à travers le regard français, 1964-1976 ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 23-24, 1994.
- GASSIER, M. « Le Quatrième Point du président Truman ». *Politique Étrangère*, 16^e année, n°1, 1951.
- GAUDÊNCIO, F. S., FORMIGA, M. (coord.). *Era da esperança : teoria e política no pensamento de Celso Furtado*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1995.
- GENDARME, R. « Les sociétés multinationales, difficultés d'appréhension du concept et incidence sur les économies nationales ». *Mondes en développement*, n° 12, 1975.
- GEORGESCU-ROEGEN, N. *The entropy law and the economic process*. Cambridge : Harvard University Press, 1971.
- GERSCHENKRON, A. « Economic backwardness in historical perspective ». In : HOSELITZ, B. F. (éd.). *The progress of underdeveloped areas*. Chicago/London : The University of Chicago Press, 1952 [7^e réimpression, 1971].
- GERSCHENKRON, A. *Economic backwardness in historical perspective : a book of essays*. Cambridge : The Belknap Press of Harvard University Press, 1962.
- GOMES, A. C. « A política brasileira em busca da modernidade : na fronteira entre o político e o privado ». In : SCHWARCZ, L. M. (org.). *História da vida privada no Brasil : contrastes da intimidade contemporânea*. São Paulo : Companhia das Letras, 1998.
- GORDON, L. « Transcript, Lincoln Gordon Oral History Interview I, July 10, 1969, by Paige E. Mulhollan » [en ligne]. *LBJ Library Oral History Collection*. Disponible sur : <http://www.lbjlib.utexas.edu/johnson/archives.hom/oralhistory.hom/Gordon-L/Gordon.pdf> [réf. du 20 février 2012].
- GORDON, L. *Brazil's second chance : en route toward the First World*. Washington : Brookings Institution Press, 2001.
- GORDON, L. *A segunda chance do Brasil : a caminho do primeiro mundo*. São Paulo : SENAC, 2002.
- GORDON, W. « Accumulation and development : the logic of industrial civilization. By Celso Furtado ». *Journal of Economic Issues*, vol. 19, n° 1, 1985.
- GRAHAM, L. S. *Civil service reform in Brazil : principles versus practice*. Austin/London : Institute of Latin American Studies/University of Texas Press, 1968.
- GREEN, J. N. *We cannot remain silent : opposition to the Brazilian military dictatorship in the United States*. Durham : Duke University Press, 2010.
- GREEN, J. N., JONES, A. « Reinventando a história : Lincoln Gordon e as suas múltiplas versões de 1964 » [Reinventing history : Lincoln Gordon and his multiple versions of 1964]. *Revista Brasileira de História*, vol. 29, n° 57, 2009.

- GUERRA, C. *Memórias de uma guerra suja* [entretien à M. Netto et R. Medeiros]. Rio de Janeiro : Topbooks, 2012.
- GUICHAOUA, A. « Parcours d'une institution : l'IEDES a 50 ans au terme de cinq décennies du développement ». *Revue Tiers Monde*, n° 191, 2007/3.
- GUILLÉN, A. « The national development project in Celso Furtado's thinking. *Labour, Capital and Society*, vol. 36, n° 2, nov. 2003.
- GUILLÉN, A., VIDAL, G. *Celso Furtado*. Madrid : Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo, 2008.
- GUILLÉN ROMO, H. « De l'ordre cépalien du développement' au néo-structuralisme en Amérique latine ». In : Celso Furtado (1920-2004). *Economie appliquée*, vol. 59, n° 3, 2006.
- GUILLÉN ROMO, H. « François Perroux : pionnier oublié de l'économie du développement ». *Economie Appliquée*, vol. 63, n° 4, 2010.
- GUNDER FRANK, A. « Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie ». *Cahiers Vilfredo Pareto*, vol. 6, n° 15, 1968.
- GUNDER FRANK, A. « Le développement du sous-développement ». *Cahiers Vilfredo Pareto*, vol. 6, n° 16-17, 1968.
- HARRISON, J. P. « Economic Development of Latin America [review] ». *The American Historical Review*, vol. 77, n° 3, 1972.
- HARROD, R. F. « An essay in dynamic theory ». *Economic Journal*, mars 1939.
- HARROD, R. F. *Toward a dynamic economics*. Londres : Macmillan, 1948.
- HARTMAN, J. T. « Accumulation and Development by Celso Furtado ». *Contemporary Sociology*, vol. 14, n° 2, 1985.
- HEILPERIN, M. A. « Le point IV du président Truman ». *Politique Étrangère*, vol. 15, n° 2, 1950.
- HELPMAN, E. « A simple theory of international trade with multinational corporations ». *Journal of Political Economy*, vol. 92, n° 3, 1984.
- HERSHBERG, J. G. « The United States, Brazil, and the Cuban Missile Crisis, 1962 (Part 1) ». *Journal of Cold War Studies*, vol. 6, n° 2, Spring 2004.
- HERSHBERG, J. G. « The United States, Brazil, and the Cuban Missile Crisis, 1962 (Part 2) ». *Journal of Cold War Studies*, vol. 6, n° 3, Summer 2004.
- HERZOG, J.-B. « Observations sur la situation constitutionnelle du Brésil : l'Acte institutionnel du 9 avril 1964 ». *Revue Internationale de Droit Comparé*, vol. 17, n° 2, avril-juin 1965.
- HIRSCHMAN, A. O. *The strategy of economic development*. New Haven : Yale University Press, 1958.
- HIRSCHMAN, A. O. *Journeys toward progress : studies of economic policy-making in Latin America*. New York : Anchor Books, 1965.
- HIRSCHMAN, A. O. « Ideologies of economic development in Latin America » [1961]. In : HIRSCHMAN, A. O. *A bias for hope : essays on development and Latin America*. New Haven/London : Yale University Press, 1971.
- HOBBSBAWM, E. J. *L'âge des extrêmes : le court vingtième siècle, 1914-1991*. Trad. P.-E. Dauzat. Bruxelles/Paris : Éd. Complexe/Le Monde diplomatique, 2003.

- HOBBSAWM, E. *Interesting times : a twentieth-century life*. New York : Pantheon Books, 2007.
- HOSELITZ, B. F. (éd.). *The progress of underdeveloped areas*. Chicago/London : The University of Chicago Press, 1952 [7^e réimpression, 1971].
- HOURDIN, G. « Un programme de rénovation pour le Brésil : le dernier livre de Celso Furtado ». *Croissance des Jeunes Nations*, n° 110, 1971.
- HUNT, D. *Economic theories of development : an analysis of competing paradigms*. New York : Harvester Wheatsheaf, 1989.
- HYMER, S. H. « La grande 'corporation' multinationale ». *Revue Économique*, vol. 19, n° 6, 1968.
- HYMER, S. H. « The efficiency (contradictions) of multinational corporations ». *The American Economic Review*, vol. 60, n° 2, 1970.
- HYMER, S. H. *The international operations of national firms : a study of foreign direct investment*. Cambridge : MIT Press, 1976.
- IGLESIAS, F. « Prefácio a *Formação Econômica do Brasil* » [1963]. In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Formação econômica do Brasil : edição comemorativa, 50 anos*. São Paulo : Companhia das Letras, 2009.
- IKONICOFF, M. « La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) ». *Tiers-Monde*, vol. 9, n° 34, avril-juin 1968.
- IKONICOFF, M. « Colloque économique Iran-Europe. Téhéran, 15-17 mars 1975 ». *Tiers-Monde*, vol. 16, n° 64, 1975.
- IKONICOFF, M. « Évolution de la recherche en Amérique latine et ses répercussions en France ». *Cahiers des Amériques Latines*, n° 27-28, 1983.
- IKONICOFF, M. « Projet de développement : acteurs et modèle de référence ». *Tiers-Monde*, vol. 26, n° 104, 1985.
- ILLICH, I. « La critique du développement en 1969 » [en ligne]. Disponible sur : http://www.apres-developpement.org/alire/textes/lecologiste6/illich_libererlavenir.htm [réf. du 25 janvier 2010].
- ILLICH, I. *Libérer l'avenir*. Paris : Seuil, 1971.
- JOLL, J. « The decline of Europe: 1920-1970 ». *International Affairs*, nov. 1970.
- JOLLY, R., EMMERIJ, L., WEISS, T. G. *The power of UN ideas : lessons from the first 60 years*. New York : UN Intellectual History Project Series, 2005.
- KAHN, R. « Vers une doctrine du développement endogène ». Paris : UNESCO, 1987.
- KALDOR, N. « Alternative theories of distribution ». *Review of Economic Studies*, vol. XXIII(2), n° 61, 1955-1956.
- KALECKI, M. « El problema del financiamiento del desarrollo económico ». *El Trimestre Económico*, vol. 21, n° 84(4), oct.-déc. 1954.
- KAY, C. *Latin American theories of development and underdevelopment*. London : Routledge, 1989.
- KEYNES, J. M. *The general theory of employment, interest and money*. London : Macmillan, 1936.
- KINDLEBERGER, C. P. « Review : *Economic Backwardness in Historical Perspective : A Book of Essays*. By Alexander Gerschenkron ». *The Journal of Economic History*, vol. 23,

n° 3, sept. 1963.

- KINDLEBERGER, C. P. *The world in depression, 1919-1929*. Éd. rev. et aug. Berkeley : University of California Press, 1986.
- KINDLEBERGER, C. P. *Historical economics : art or science ?* Berkeley : University of California Press, 1990.
- KUZNETS, S. « Underdeveloped countries and the pre-industrial phase in the advanced countries » [1954]. In : AGARWALA, A. N., SINGH, S. P. (éds.). *The economics of underdevelopment*. Bombay/New York : Indian Branch/Oxford University Press, 1958.
- LACOSTE, Y. « Le sous-développement : quelques ouvrages significatifs parus depuis dix ans ». *Annales de Géographie*, vol. 71, n° 385 et n° 386, 1962.
- LACOSTE, Y. « L'itinéraire de Milton Santos. A propos de 'L'espace partagé' ». *Hérodote*, n° 17, 1980.
- LAMBERT, D. C. « FURTADO (Celso) - L'Amérique latine, Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine, Economic development of Latin America ». *Revue Économique*, vol. 23, n° 2, 1972.
- LANDES, D. S. *The unbound Prometheus : technological change and industrial development in Western Europe from 1750 to the present*. 2^e éd. Cambridge/New York : Cambridge University Press, 2003.
- LANGONI, C. G. *Distribuição de renda e desenvolvimento econômico no Brasil*. Rio de Janeiro : Expressão e Cultura, 1973.
- LANZAROTTI, M., MASINI, J. « Colloque Firmes multinationales et développement. Paris, 14-15 juin 1977 ». *Revue Tiers Monde*, vol. 19, n° 74, avril-juin 1978.
- LEFEBVRE, J.-P. « Les professeurs français des missions universitaires au Brésil (1934-1944) ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n°12, 1990.
- LEFEBVRE, J.-P. « Les missions universitaires françaises au Brésil dans les années 1930 ». *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 38, avril-juin 1993.
- LEITE, C. P. « Constantes et variables de la politique étrangère du Brésil ». *Politique Étrangère*, vol. 34, n° 1, 1969.
- LEONI, B. H. *Fernando Henrique Cardoso : le Brésil du possible*. Paris : L'Harmattan, 1997.
- LESSA, C. *A estratégia de desenvolvimento 1974-1976 : sonho e fracasso* [1978]. 2^e éd. Campinas : UNICAMP/IE, 1998.
- LESTER, A. H. « *Formação econômica do Brasil* by Celso Furtado ». *The American Economic Review*, vol. 50, n° 1, 1960.
- LEWIS, A. « Economic development with unlimited supplies of labour ». *Manchester School*, vol. 22, n° 2, mai 1954.
- LIMA, M. C. « O Conselho deliberativo da SUDENE (1959-1964) ». In : FURTADO, C. *O Nordeste e a saga da Sudene : 1958-1964*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, 2009 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 3).
- LIST, F. *Système national d'économie politique* [1841]. 2^e éd. Trad. de l'allemand par H. Richelot. Paris : Capelle, 1857.
- LOVE, J. L. « Raul Prebisch and the origins of the doctrine of unequal exchange ». *Latin American Research Review*, vol. 15, n° 3, 1980.

- LOVE, J. L. *Crafting the Third World : theorizing underdevelopment in Rumania and Brazil*. Stanford : Stanford University Press, 1996.
- LOVE, J. L. « Furtado, las ciencias sociales y la historia ». *Estudios Sociológicos*, vol. 17, n° 49, 1999.
- MAGALHÃES, F. « Celso Furtado e os desafios do Ministério da Cultura ». In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2012 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 5).
- MALAN, P. « Relações econômicas internacionais do Brasil (1945-1964) ». In : FAUSTO, B. (org.). *O Brasil republicano : economia e cultura (1930-1964)*. 3^e éd. Rio de Janeiro : Bertrand Brasil, 1995 (coll. « História geral da civilização brasileira », tome 3, vol. 4).
- MALAN, P., WELLS, J. « Análise do modelo brasileiro ». *Pesquisa e Planejamento Econômico*, vol. 2, n° 2, décembre 1972.
- MALLORQUÍN, C. *La idea del subdesarrollo : el pensamiento de Celso Furtado*. Thèse de doctorat. Facultad de Ciencias Políticas y Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, 1993.
- MALLORQUÍN, C. « O pensamento econômico latino-americano : entrevista de Celso Furtado a Carlos Mallorquín ». *Novos Estudos CEBRAP*, n° 41, mars 1995.
- MALLORQUÍN, C. « Teoría e interpretación del estructuralismo de Celso Furtado ». *Estudios Sociológicos*, vol. 17, n° 49, 1999.
- MALLORQUÍN, C. *Celso Furtado : um retrato intelectual*. São Paulo/Rio de Janeiro : Xamã/Contraponto, 2005.
- MALLORQUÍN, C. « Celso Furtado and development : an outline ». *Development in Practice*, vol. 17, n° 6, 2007.
- MANNHEIM, K. *Idéologie et utopie* [1929]. Trad. fr. J.-L. Evard. Paris : Maison des sciences de l'homme, 2006.
- MANTEGA, G. « Marxismo na economia brasileira ». In : SZMRECSÁNYI, T., SUZIGAN, W. *História econômica do Brasil contemporâneo*. São Paulo : EDUSP, 2002.
- MARÉCHAL, J.-P. « L'héritage négligé de François Perroux ». *L'Économie Politique*, n° 20, oct.-déc. 2003.
- MARIANI, J. (réal.). *O longo amanhecer : cinebiografia de Celso Furtado*. Riofilme/Andaluz, Brésil, 2004 [1 DVD vidéo, 73 min].
- MARIN, R. *Dom Helder Camara, les puissants et les pauvres : pour une histoire de l'Église des pauvres dans le Nordeste brésilien, 1955-1985*. Paris : Les Ed. de l'Atelier, 1995.
- MARINI, R. M. *Subdesenvolvimento e revolução*. Lisboa : Iniciativas Editoriais, 1975.
- MARTINIÈRE, G. *Aspects de la coopération franco-brésilienne : transplantation culturelle et stratégie de la modernité*. Paris : Maison des Sciences de l'Homme/Presses Universitaires de Grenoble (coll. « Brasilia »), 1982.
- MARTINS, L. *Pouvoir et développement économique - formation et évolution des structures politiques au Brésil*. Paris : Anthropos, 1976.
- MARTINS, L. « A gênese de uma *intelligentsia* - os intelectuais e a política no Brasil, 1920 a 1940 ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 2, n° 4, 1987.
- MARTINS, W. « Review : Celso Furtado, *A Pré-Revolução Brasileira* ». *Hispania*, vol. 46, n° 3, sept. 1963.

- MASSÉ, P. « Pratique et philosophie de l'investissement ». *Économie Appliquée*, vol. 5, n° 4, 1952.
- MASSÉ, P. « Aperçus économiques sur l'efficience, le risque et l'investissement ». *Revue de Statistique Appliquée*, tome 1, n° 2, 1953.
- MASSÉ, P. « La planification française ». *Les Cahiers de la Publicité*, vol. 1, n°1, 1962.
- MASSÉ, P. « Préface ». In : FURTADO, C. *Le Brésil à l'heure du choix - La politique économique d'un pays en voie de développement*. Trad. du portugais [A pré-revolução brasileira] par J. Chouard. Paris : Plon, 1964.
- MASSÉ, P. *Le Plan ou le anti-hasard*. Paris : Gallimard (coll. « Idées »), 1965.
- MASSÉ, P. *Aléas et progrès : entre Candide et Cassandre*. Paris : Economica, 1984.
- MATTOSO, K. Q. « Hommage à Celso Furtado ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998.
- MAURO, F. « Celso Furtado, *The Economic Growth of Brazil. A survey from colonial to modern times* ». *Bulletin Hispanique*, vol. 66, n° 1, 1964.
- MAURO, F. « Préface ». In : FURTADO, C. *La formation économique du Brésil : de l'époque coloniale aux temps modernes*. Paris/La Haye : Mouton/École Pratique des Hautes Études (coll. « Civilisations et Sociétés », 32), 1972.
- MAURO, F. « Celso Furtado, Criatividade e dependencia na civilização industrial » [Notes de lecture]. *Cahiers du Monde Hispanique et Luso-Brasilien*, vol. 33, n° 1, 1979.
- MAURO, F. « Recent works on the political economy of Brazil in the Portuguese Empire ». *Latin American Research Review*, vol. 19, n° 1, 1984.
- MAZON, B. *Aux origines de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Le rôle du mécénat américain (1920-1960)*. Paris : Éd. du Cerf, 1988.
- MEADOWS, D. H., MEADOWS, D. L., RANDERS, J., BEHRENS III, W. W. *The limits to growth*. New York : Universe Books, 1972.
- MEIER, G. M. (éd.). *Pioneers in development : second series*. New York : Oxford University Press, 1987.
- MEIER, G. M. « La période de formation ». In : MEIER, G. M., SEERS, D. (éds.). *Les pionniers du développement*. Paris : Économica, 1988.
- MEIER, G. M. « The old generation of development economists and the new ». In : MEIER, G. M., STIGLITZ, J. E. (éds.). *Frontiers of development economics : the future in perspective*. Oxford : World Bank/Oxford University Press, 2001.
- MEIER, G. M., SEERS, D. (éds.). *Les pionniers du développement*. Paris : Économica, 1988.
- MENA, A. O. « Overcoming the inertia ». In : SCHEMAN, L. R. (éd.). *The Alliance for Progress : a retrospective*. New York : Praeger Publishers, 1988.
- MICHALET, C.-A. « Le mythe de la firme transnationale ». *Mondes en Développement*, n° 12, 1975.
- MICHALET, C.-A. *Le capitalisme mondial*. Paris : PUF, 1976.
- MORAES NETO, G. Entretien avec L. Gordon (novembre 2002). In : « Dossiê geral » [blog]. Disponible sur <http://g1.globo.com/platb/geneton/tag/lincoln-gordon> [réf. du 21 décembre 2009].
- MOREIRA-ALVES, M. *Torturas e torturados*. Rio de Janeiro : Oficinas da Empresa Jornalística PN, 1966.

- MOREIRA-ALVES, M. « La répression au Brésil ». *Esprit*, juillet 1967.
- MOREIRA-ALVES, M. « Celso Furtado : *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine* ». *Esprit*, décembre 1971.
- MOTA, C. G. *Ideologia da cultura brasileira*. São Paulo : Editora 34, 2008.
- MOUSSA, P. *Les nations prolétaires*. Paris : PUF, 1959.
- MOUSSA, P. *Les États-Unis et les nations prolétaires*. Paris : Éditions du Seuil, 1965.
- MUELLER, H. G. « *A Pré-Revolução Brasileira*, by Celso Furtado ». *Southern Economic Journal*, vol. 31, n° 2, oct. 1964.
- MUNTEAL, O. *et al.* (org). *O Brasil de João Goulart : um projeto de nação*. Rio de Janeiro : PUC-Rio/Contraponto, 2006.
- MYINT, H. « An interpretation of economic backwardness ». *Oxford Economic Papers*, juin 1954.
- MYINT, H. « The neoclassical resurgence in development economics : its strength and limitations ». In : MEIER, G. M. (éd.). *Pioneers in development : second series*. New York : Oxford University Press, 1987.
- MYRDAL, G. *Economic theory and underdeveloped regions*. Londres : Duckworth, 1957.
- NIEDERGAN, M. *Les vingt Amériques latines*. Paris : Plon, 1962.
- NIKONOFF, J. « Contre le libre-échange, la Charte de La Havane » [en ligne], 2006. Disponible sur <http://www.france.attac.org/spip.php?article6720> [réf. du 23 septembre 2009].
- NOVAIS, F. A. « Caio Prado Jr. na historiografia brasileira ». *Histórica. Revista do Arquivo do Estado de São Paulo*, vol.1, n°1, 1993.
- NOVAIS, F. A. « Sistema colonial, industrialização e etapas do desenvolvimento » [1970]. In : NOVAIS, F. A. *Aproximações : estudos de historia e historiografia*. São Paulo : Cosac Naify, 2005.
- NOYOLA-VÁZQUEZ, J. « Celso Furtado, *A economia brasileira : contribuição à análise do seu desenvolvimento* ». *El Trimestre Económico*, vol. 22, n° 86(1), jan.-mars 1955.
- NOYOLA-VÁZQUEZ, J. « El desarrollo económico y la inflación en México y otros países latinoamericanos ». *Investigación Económica*, vol. XVI, n° 4, 1956.
- NUNES, A. J. A. *Industrialização e desenvolvimento : a economia política do « modelo brasileiro de desenvolvimento »*. Préface de C. Furtado. São Paulo : Quartier Latin, 2005.
- NURKSE, R. « Problemas de formação de capital em países subdesenvolvidos ». *Revista Brasileira de Economia*, vol. 5, n° 4, 1951.
- NURKSE, R. « Some international aspects of the problem of economic development ». *The American Economic Review*, vol. 42, n° 2, mai 1952.
- NURKSE, R. *Problems of capital formation in underdeveloped countries*. Oxford : Blackwell, 1953.
- NURKSE, R. « Notas sobre o trabalho do Sr. Furtado relativo a 'Formação de capitais e desenvolvimento econômico' » [1953]. In : CICEF. *Memórias do Desenvolvimento*, n° 1, juin 2007.
- NURKSE, R. « The conflict between 'balanced growth' and international specialization » [1957]. In : KATTEL, R., KREGEL, J. A., REINERT, E. S. (éds.). *Ragnar Nurkse : trade and development*. London/New York : Anthem Press, 2009.

- NYE, J. S. « UNCTAD : pour nations' pressure group ». In : COX, R. W., JACOBSON, H. K. *et al. The anatomy of influence : decision making in international organization*. New Haven : Yale University Press, 1974.
- OCAMPO, J. A., PARRA, M. A. « The continuing relevance of the terms of trade and industrialization debates ». In : PÉREZ-CALDENTEY, E., VERNENGO, M. (éds). *Ideas, policies and economic development in the Americas*. London/New York : Routledge, 2007.
- OLIVEIRA, F. « A economia brasileira : crítica à razão dualista ». *Estudos CEBRAP*, n° 2, 1972.
- OLIVEIRA, F. « Un clásico de El Trimestre Económico : Celso Furtado y el paradigma del subdesarrollo ». *El Trimestre Económico*, vol. 50, n° 198(2), avril-juin 1983.
- OLIVEIRA, F. « Voyage dans l'œil du cyclone : Celso Furtado et le défi de la pensée autoritaire brésilienne ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998.
- OLIVEIRA, F. *A navegação venturosa. Ensaio sobre Celso Furtado*. São Paulo : Boitempo, 2003.
- P. P., « Le Brésil à l'heure du choix. La politique économique d'un pays en voie de développement by Celso Furtado ». *Population*, vol. 20, n° 3, mai-juin, 1965.
- PADIS, P. C. « Celso Furtado, La formation économique du Brésil de l'époque coloniale aux temps modernes ». *Tiers-Monde*, vol. 14, n° 56, 1973.
- PADIS, P. C. « Celso Furtado, Analyse du 'modèle' brésilien ». *Tiers-Monde*, vol. 16, n° 64, 1975.
- PAGE, J. A. *The revolution that never was*. New York : Grossman, 1972.
- PANDOLFI, D. « Guimarães, Ulysses ». In : ABREU, A. *et al.* (coords.). *Dicionário histórico-biográfico brasileiro - pós-1930* [en ligne]. Rio de Janeiro : CPDOC, 2010. Disponible sur : <http://www.fgv.br/cpdoc/busca>.
- PARKER, P. *Brazil and the quiet intervention, 1964*. Austin/London : University of Texas Press, 1979.
- PEARCE, K. C. *Rostow, Kennedy, and the rhetoric of foreign aid*. East Lansing : Michigan State University Press, 2001.
- PÉCAUT, D. *Entre le peuple et la nation : les intellectuels et la politique au Brésil*. Paris : Ed. Maison des Sciences de l'Homme, 1989.
- PÉCAUT, D. « Celso Furtado et le politique : l'écrivain comme un 'penseur' ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998.
- PELLETIER, D. « Le Père Lebret et l'économie humaine, une stratégie chrétienne du développement ». *Cahiers Les Amis du Père Lebret*, n° 8, mai 1988.
- PERROUX, F. « Esquisse d'une théorie de l'économie dominante ». *Économie Appliquée*, vol. 1, n° 2-3, 1948.
- PERROUX, F. *Le capitalisme* [1948]. Paris : Presses Universitaires de France, 1962.
- PERROUX, F. *L'Économie du XX^e siècle* [1961]. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1991 (coll. « Œuvres complètes de François Perroux », tome V, n° 1).
- PERROUX, F. *L'économie des jeunes nations*. Vol. 1. Paris : PUF, 1962.
- PERROUX, F. *Le IV^e Plan Français (1962-1965)*. Paris : PUF, 1962.

- PERROUX, F. « Préface ». In : GANNAGÉ, E. *Économie du développement*. Paris : PUF, 1962.
- PERROUX, F. « Travail pour la paix et compétition entre systèmes économiques ». *Esprit*, vol. 30, n° 312, déc. 1962.
- PERROUX, F. *Industrie et création collective*. Vol. 1. Paris : PUF, 1964.
- PERROUX, F. « La pensée économique de Joseph Schumpeter » [1965]. In : PERROUX, F. *Marx, Schumpeter, Keynes*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1993 (coll. « Œuvres complètes de François Perroux », tome VI, n° 1).
- PERROUX, F. « Les blocages de la croissance et du développement. La croissance, le développement, les progrès, le progrès (définitions) ». *Tiers-Monde*, tome 7, n° 26, 1966.
- PERROUX, F. « *Indépendance* » de *l'économie nationale et interdépendance des nations*. Paris : Aubier Montaigne, 1969 (coll. « Recherches économiques et sociales »).
- PERROUX, F. « Maurice Byé (1905-1968) ». *Économies et Sociétés*, vol. 3, n° 3, mars 1969.
- PERROUX, F. « Les unités transnationales U.T.N. et la rénovation de la théorie de l'équilibre général (intérieur et extérieur) ». *Mondes en Développement*, n° 12, 1975.
- PERROUX, F. « L'idée du développement global endogène et intégré (D.G.E.I.) ». Document de travail. UNESCO, Réunion d'experts sur « Recherche sur l'idée d'un développement intégré », Quito, Equateur, 27-31 août 1979.
- PERROUX, F. *Pour une philosophie du nouveau développement*. Paris : Aubier/Presses de l'UNESCO, 1981.
- PERROUX, F. *Marx, Schumpeter, Keynes*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1993 (coll. « Œuvres complètes de François Perroux », tome VI, n° 1).
- PERROUX, F. *Pouvoir et économie généralisée*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1994 (coll. « Œuvres complètes de François Perroux », tome V, n° 2).
- PIATIER, A. « Celso Furtado, *Théorie du développement économique* ; Celso Furtado, *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine* [comptes-rendus] ». *Mondes en Développement*, n° 3, 1973.
- PINHEIRO, P. S. « Transição política e não-estado de direito na República ». In : SACHS, I., WILHEIM, J., PINHEIRO, P. S. (orgs.). *Brasil : um século de transformações*. São Paulo : Companhia das Letras, 2001.
- PINTO, A. « Centro-periferia e industrialización. Vigencia y cambios en el pensamiento de la Cepal ». *El Trimestre Económico*, vol. 50, n° 198(2), avril-juin 1983.
- PIRES-SABOIA, A. (org.). *Catalogue général des thèses soutenues en France sur le Brésil, 1823-1999* [Numéro hors série des *Cahiers du Brésil Contemporain*]. Paris : Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain, 2000.
- POLLOCK, D., KERNER, D., LOVE, J. L. « Entrevista inédita a Prebisch : logros y deficiencias de la CEPAL ». *Revista de la CEPAL*, n° 75, décembre 2001.
- PRADO, L. C. D., EARP, F. S. « O 'milagre' brasileiro : crescimento acelerado, integração internacional e concentração de renda (1967-1973) ». In : FERREIRA, J., DELGADO, L. (org.). *O Brasil republicano*. Vol. 4, *O tempo da ditadura*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2003.
- PRADO JÚNIOR, C. *Evolução política do Brasil : ensaio de interpretação materialista da história brasileira*. São Paulo : R. dos Tribunais, 1933.

- PRADO JÚNIOR, C. *Formação do Brasil contemporâneo*. São Paulo : Livraria Martins Editora, 1942.
- PREBISCH, R. « El desarrollo económico de América Latina y algunos de sus principales problemas » [1949]. In : CEPAL. *Boletín económico de América Latina*, vol. VII, n° 1, 1962.
- PREBISCH, R. « O desenvolvimento econômico da América Latina e seus principais problemas ». *Revista Brasileira de Economia*, vol. 3, n° 3, 1949.
- PREBISCH, R. « Interpretação do processo de desenvolvimento econômico ». *Revista Brasileira de Economia*, vol. 5, n° 1, 1951.
- PREBISCH, R. *Problemas teóricos y prácticos del crecimiento económico*. México : CEPAL, 1951. [Nations Unies, document n° E/CN.12/221.]
- PREBISCH, R. *Exposición del Doctor Raúl Prebisch, Representante del Secretario General de las Naciones Unidas y Director Principal de la CEPAL, en la Reunión Plenaria del « Comité de los 21 » celebrada el día 8 de septiembre de 1960, en Bogotá*. Santiago : CEPAL, 1960.
- PREBISCH, R. « El falso dilema entre desarrollo económico y estabilidad monetaria ». *Boletín Económico de América Latina*, vol. VI, n° 1, mars 1961.
- PREBISCH, R. *Exposición del Sr. Raúl Prebisch, Director Principal a cargo de la Secretaría Ejecutiva de la Comisión Económica para América Latina, en la primera sesión plenaria, el día 5 de mayo de 1961*. Santiago : CEPAL, 1961. [Nations Unies, Conseil économique et social, document n° E/CN.12/616.]
- PREBISCH, R. « Joint responsibilities for Latin American progress ». *Foreign Affairs*, vol. 39, n° 4, July 1961.
- PREBISCH, R. *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*. México : Fondo de Cultura Económica, 1963.
- PREBISCH, R. *Vers une nouvelle politique commerciale en vue du développement économique*. Rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Paris : DUNOD, 1964.
- PREBISCH, R. *Capitalismo periférico : crisis y transformación*. México : Fondo de Cultura Económica, 1981.
- PREBISCH, R. « Cinco etapas de mi pensamiento sobre el desarrollo ». *El Trimestre Económico*, vol. 50, n° 198(2), avril-juin 1983.
- RABE, S. G. *The Most Dangerous Area in the World: John F. Kennedy Confronts Communist Revolution in Latin America*. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1999.
- REISSER, D. « Pascal Arnaud. La dette du Tiers Monde » [compte-rendu]. *Politique Étrangère*, vol. 49, n° 4, 1984.
- RIBEIRO, D. Entretien à l'émission télévisée *Roda Viva*. TV Cultura, SP-Brésil, 17 avril 1995. [Une transcription de cet entretien est disponible sur http://www.rodaviva.fapesp.br/materia/63/entrevistados/darcy_ribeiro_1995.htm. Réf. du 9 mars 2012.]
- RIBEIRO, D. « Gilberto Freyre. Uma introdução a *Casa-grande & senzala* ». In : FREYRE, G. *Casa-grande & senzala*. 45^e éd. Rio de Janeiro : Record, 2001.
- RICUPERO, B. « Celso Furtado e o pensamento social brasileiro ». *Estudos Avançados*, vol. 19, n° 53, 2005.

- RIST, G. *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. 2^e éd. Paris : Presses de Sciences Po, 2001.
- RIVIÈRE D'ARC, H. (dir.). *Thèses sur l'Amérique Latine soutenues en France, 1980-1984 : répertoire bibliographique en sciences sociales et sciences humaines*. Paris : C.N.R.S., 1987.
- ROBOCK, S. H. *Brazil's developing Northeast*. Washington : The Brookings Institution, 1963.
- « Rodolfo Becerril Straffon ». *Temática económica política y social*, vol. 2, n° 7, 1975.
- RODRIGUEZ, O. *A teoria do subdesenvolvimento da CEPAL*. Rio de Janeiro : Forense-Universitária, 1981.
- RODRIGUEZ, O. *El estructuralismo latinoamericano*. México : Siglo XXI/CEPAL, 2006.
- ROETT, R. *The politics of foreign aid in the Brazilian Northeast*. Nashville : Vanderbilt University Press, 1972.
- ROLO, J. M. « Entrevista a Mário Murteira ». *Análise Social*, vol. XLVI, n° 200, 2011.
- ROMANO, R. « Prefazione ». In : FURTADO, C. *La formazione economica del Brasile*. Trad. it. de L. Iraci. Turim : Einaudi, 1970.
- ROSANVALLON, P. « Histoire des idées keynésiennes en France ». *Revue Française d'Économie*, vol. 2, n° 4, 1987.
- ROSENSTEIN-RODAN, P. « Problems of industrialization of Eastern and South-Eastern Europe ». *The Economic Journal*, vol. 53, n° 210/211, juin-sept. 1943.
- ROSENSTEIN-RODAN, P. « Notes on the theory of the 'big push' ». In : ELLIS, H., WALLICH, H. (éds.). *Economic Development for Latin America : proceedings of a conference held by the International Economic Association*. London : Macmillan, 1961.
- ROSENTHAL, G. « ECLAC : A commitment to a Latin American way toward development ». In : BERTHELOT, Y. (éd.). *Unity and diversity in development ideas : perspectives from the UN regional commissions*. Bloomington : Indiana University Press, 2004.
- ROSTOW, W. W. *The stages of economic growth : a non-Communist manifesto*. Cambridge : Cambridge University Press, 1960.
- ROSTOW, W. W. « On ending the Cold War ». *Foreign Affairs*, vol. 65, n° 4, 1987.
- ROSTOW, W. W. « Toward a new hemispheric partnership ». In : SCHEMAN, L. R. (éd.). *The Alliance for Progress : a retrospective*. New York : Praeger Publishers, 1988.
- RUDLOFF, M.-P. « Celso Furtado : *Le Brésil à l'heure du choix. La politique économique d'un pays en voie de développement* ». *Revue Économique de Madagascar*, janv.-juil. 1966.
- SABOIA, J., CARVALHO, F. C. (org.). *Celso Furtado e o século XXI*. São Paulo : Manole, 2007.
- SACHS, I. « La logique du développement ». *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. XXIV, n° 1, 1972.
- SACHS, I. « Crise, conjoncture, civilisation ». *H-Histoire*, n° 6, 1980.
- SACHS, I. « Meio-ambiente e desenvolvimento : estratégias de harmonização ». In : ANDRADE, M. C. et al. *Meio-ambiente, desenvolvimento e subdesenvolvimento*. São Paulo : Hucitec, 1985.

- SACHS, I. « L'imagination et le savoir : le développement selon Celso Furtado ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998.
- SACHS, I., GARCIA, A. (éds.). *Le développement : qu'est-ce? L'apport de Celso Furtado* [colloque international]. Paris : MSH, 1998. [Numéro spécial de *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34.]
- SALAMA, P. *Le procès de sous-développement : essai sur les limites de l'accumulation nationale du capital dans les économies semi-industrialisées*. Paris : Maspero, 1972.
- SALAMA, P. « Ralentissement économique : la thèse de la tendance à la stagnation revisitée ». *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 52, 2004.
- SALAMA, P. « Parcours de vie d'un chercheur en économie ». *Revue Tiers Monde*, n° 191, juil.-sept. 2007.
- SAMPAIO Jr., P. S. A. *Entre a nação e a barbárie : os dilemas do capitalismo dependente*. Petrópolis : Vozes, 1999.
- SANTOS, A. O. A. « Celso Furtado, ministro da Cultura ». In : FURTADO, C., FURTADO, R. F. A. (org.). *Ensaio sobre cultura e o Ministério da Cultura*. Rio de Janeiro : Contraponto/Centro Internacional Celso Furtado, 2012 (coll. « Arquivos Celso Furtado », 5).
- SANTOS, I. M. F., ROLLAND, D. (dir.). *L'exil brésilien en France : histoire et imaginaire*. Paris : L'Harmattan, 2008.
- SARZYNSKI, S. *History, identity and the struggle for land in northeastern Brazil, 1955-1985*. Ph.D. dissertation, University of Maryland, College Park, 2008.
- SAVONNET-GUYOT, C. « Brésil 1984 : la re-démocratisation tranquille. Chronique d'une campagne présidentielle ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 35, n° 2, 1985.
- SCHEMAN, L. R. « The Alliance for Progress : concept and creativity ». In : SCHEMAN, L. R. (éd.). *The Alliance for Progress : a retrospective*. New York : Praeger Publishers, 1988.
- SCHLESINGER, Jr., A. M. *A thousand days : John F. Kennedy in the White House* [1965]. Boston : Houghton Mifflin, 2002.
- SCHUMPETER, J. A., *Capitalism, socialism and democracy* [1942]. London/New York : Routledge, 1994.
- SCHWARTZMAN, S., BOMENY, H., COSTA, V. *Tempos de Capanema*. São Paulo : EDUSP/Paz e Terra, 1984.
- SCHWARZ, R. *Seqüências brasileiras : ensaios*. São Paulo : Companhia das Letras, 1999.
- SCITOVSKY, T. « Two concepts of external economies ». *Journal of Political Economy*, vol. LXII, 1954.
- SEERS, D. « The birth, life and death of economic development ». *Development and Change*, vol. 10, n° 4, oct. 1979.
- SEGUIN DES HONS, A. *Le Brésil : presse et histoire, 1930-1985*. Paris : L'Harmattan, 1985.
- SERRA, J. « José Serra (1942) » [entretien]. In : MANTEGA, G., REGO, J. M. *Conversas com economistas brasileiros II*. São Paulo : Editora 34, 1999.
- SHEININ, D. « Review of Rabe, S. G., The Most Dangerous Area in the World : John F. Kennedy Confronts Communist Revolution in Latin America » [en ligne]. *H-Diplo, H-Net Reviews*, nov. 2000. Disponible sur <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=4683>

[réf. du 17 mars 2012].

- SID AHMED, A. *L'industrialisation de substitution d'importation en Amérique latine : réflexions à partir de l'expérience du Brésil*. Thèse Sc. écon. Directeur de recherche : Celso Furtado. Paris 1, 1969.
- SID AHMED, A. *Accumulation du capital et équilibre dans les relations économiques internationales : controverses récentes*. Thèse compl. Sc. écon. Directeur de recherche : Celso Furtado. Paris 1, 1971.
- SID AHMED, A. « Celso Furtado, Créativité et dépendance ». *Tiers-Monde*, vol. 23, n° 90, 1982.
- SID AHMED, A. *Développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières du Tiers Monde*. Paris : Publisud, 1983.
- SID AHMED, A. *Économie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles*. 2 tomes. Paris : Publisud, 1989.
- SID AHMED, A. « Préface à l'édition française ». In : FURTADO, C. *Brève introduction au développement : une approche interdisciplinaire*. Paris : Publisud, 1989.
- SID AHMED, A. *Un projet pour l'Algérie : éléments pour un réel partenariat Euro-Méditerranéen*. Préface de Celso Furtado. Paris : Publisud, 1995.
- SID AHMED, A. « Celso Furtado et le développement à partir de l'exportation des ressources naturelles non renouvelables ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 33-34, 1998.
- SILVA, L. O. « Desenvolvimentismo e intervencionismo militar ». *E-Premissas : Revista de Estudos Estratégicos* [en ligne], n° 1, 2006. Disponible sur : <http://www.unicamp.br/nee/epremissas/01.htm> [réf. du 29 mars 2012].
- SILVA, R. P. *O jovem Celso Furtado : história, política e economia (1941-1948)*. Dissertação de Mestrado. Instituto de Economia, Universidade Estadual de Campinas. Campinas-SP, 2010.
- SIMONSEN, R. C. *História econômica do Brasil, 1500-1820*. 3^e éd. São Paulo : Companhia Editora Nacional, 1957.
- SINGER, H. W. « The distribution of gains between investing and borrowing countries ». *The American Economic Review*, vol. 40, n° 2, mai 1950.
- SINGER, H. W. « The terms of trade controversy and the evolution of soft financing : early years in the U.N. ». In : MEIER, G. M., SEERS, D. (éds.). *Pioneers in development*. New York : Oxford University Press, 1984.
- SINGER, H. W. « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement ». *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, 1994.
- SKIDMORE, T. *Politics in Brazil, 1930-1964 : an experiment in democracy*. London : Oxford University Press, 1969.
- SKIDMORE, T. « Economic Development of Latin America [review] ». *The Hispanic American Historical Review*, vol. 52, n° 1, 1972.
- SKIDMORE, T. *The politics of military rule in Brazil, 1964-1985*. New York : Oxford University Press, 1988.
- SKINNER, Q. *Visions of politics. Volume 1 : regarding method*. Cambridge : Cambridge University Press, 2002.
- SODRÉ, N. W. *História da imprensa no Brasil*. 4^e éd. Rio de Janeiro : Mauad, 1999.

- SOLA, L. *Idéias econômicas, decisões políticas : desenvolvimento, estabilidade, populismo*. São Paulo : Edusp/FAPESP, 1998.
- SOUSA, A. *Fonctions de consommation dans les économies africaines*. Paris : Éditions Cujas, 1970.
- SOUTOU, G.-H. « Le général de Gaulle et le Brésil (1958-1969) ». In : MATTOSO, K. Q., SANTOS, I. M. F., ROLLAND, D. (dir.). *Le Brésil, l'Europe et les équilibres internationaux, XVI^e-XX^e siècles*. Paris : Centre d'Études sur le Brésil/PUPS, 1999.
- SPANIER, J. W. *American foreign police since World War II*. Ed. rév. New York : Praeger, 1963.
- SPRAOS, J. « The statistical debate on the net barter terms of trade between primary commodities and manufactures ». *The Economic Journal*, vol. 90, n° 357, 1980.
- STEPAN, A. *The military in politics : changing patterns in Brazil*. Princeton : Princeton University Press, 1974.
- STRAFFON, R. B. *Le développement de l'économie mexicaine pendant la décennie 1960-1970 : essai d'interprétation*. Thèse de Doctorat, Économie du Développement. Directeur de recherche : Celso Furtado. Paris 1, s.d.
- STREETEN, P. « Development dichotomies ». In : MEIER, G. M., SEERS, D. (éds.), *Pioneers in development*. New York: Oxford University Press, 1984.
- SUNKEL, O. « La inflación chilena : un enfoque heterodoxo ». *El Trimestre Económico*, vol. 25, n° 100(4), oct.-déc. 1958.
- SUNKEL, O. « Intégration capitaliste transnationale et désintégration nationale en Amérique latine ». *Politique Étrangère*, vol. 35, n° 6, 1970.
- SZMRECSÁNYI, T. « Sobre a formação da *Formação econômica do Brasil* de C. Furtado ». *Estudos Avançados*, vol. 13, n° 37, 1999.
- SZMRECSÁNYI, T. « Celso Furtado ». *Estudos Avançados*, vol. 15, n° 43, 2001.
- SZMRECSÁNYI, T. « Retomando a questão do início da historiografia econômica no Brasil ». *Nova Economia*, vol. 14, n° 1, jan.-avr. 2004.
- SZMRECSÁNYI, T. « The contributions of Celso Furtado (1920-2004) to development economics ». *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 12, n° 4, 2005.
- TAVARES, M. C. « Auge y declinación del proceso de sustitución de importaciones en Brasil ». In : CEPAL. *Boletín Económico de América Latina*, vol. 9, 1964.
- TAVARES, M. C. (org). *Celso Furtado e o Brasil*. São Paulo : Fund. Perseu Abramo, 2000.
- TAVARES, M. C., SERRA, J. « Más allá del estancamiento : una discusión sobre el estilo de desarrollo reciente ». *El Trimestre Económico*, vol. 38, n° 152(4), oct.-déc. 1971.
- TAVARES, M. C., SERRA, J. « Além da estagnação ». In : TAVARES, M. C. *Da substituição de importações ao capitalismo financeiro*. Rio de Janeiro : Zahar, 1975.
- The Complete Oral History Transcripts from UN Voices [CD-ROM]*. New York : United Nations Intellectual History Project, 2007.
- The first International Seminar on Science and technology in the Transformation of the World : a report of proceedings, Belgrade, Yugoslavia, October 1979*. Tokyo : The United Nations University, 1980.

- « The Oral History Interview of Celso FURTADO (7 January 2000) ». In : *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices* [CD-ROM]. New York : United Nations Intellectual History Project, 2007.
- « The Oral History Interview of Paulo Sérgio PINHEIRO (8 May 2002 and 18 July 2002) ». In : *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices* [CD-ROM]. New York : United Nations Intellectual History Project, 2007.
- « The Oral History Interview of Hans W. SINGER (2 January 2000) ». In : *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices* [CD-ROM]. New York : United Nations Intellectual History Project, 2007.
- « The Oral History Interview of Juan SOMAVIA (2 October 2001) ». In : *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices* [CD-ROM]. New York : United Nations Intellectual History Project, 2007.
- « The Oral History Interview of Sir Brian URQUHART (6 January 2000) ». In : *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices* [CD-ROM]. New York : United Nations Intellectual History Project, 2007.
- « The Oral History Interview of Victor URQUIDI (18-19 June 2000) ». In : *The Complete Oral History Transcripts from UN Voices* [CD-ROM]. New York : United Nations Intellectual History Project, 2007.
- The second International Seminar on the Transformation of the World : Economy and Society in the Transformation of the World : a report of proceedings, Madrid, Spain, September 1980.* Tokyo : United Nations University, 1982.
- THORP, R. « Celso Furtado, *Economic Development of Latin America* [review] ». *International Affairs*, vol. 48, n° 3, 1972.
- TOBELEM, A. *La Superintendance du Développement du Nord-Est du Brésil : Origines et conséquence de sa politique d'industrialisation.* Thèse 3ème cycle. Directeur de thèse : Celso Furtado. Université de Paris/Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, 1969.
- TODARO WILLIAMS, M. « Integralism and the Brazilian Catholic Church ». *The Hispanic American Historical Review*, vol. 54, n° 3, Aug. 1974.
- TOLEDO, C. N. « A luta ideológica na conjuntura do golpe de 1964 ». *E-Premissas : Revista de Estudos Estratégicos* [en ligne], n° 1, 2006. Disponible sur : <http://www.unicamp.br/nee/epremissas/01.htm> [réf. du 29 mars 2012].
- TORRES, A. *A organização nacional.* Rio de Janeiro : Imprensa Nacional, 1914.
- TOURAINÉ, A. *Les sociétés dépendantes.* Paris : Duculot, 1976.
- TOYE, J., TOYE, R. « The origins and interpretation of the Prebisch-Singer Thesis ». *History of Political Economy*, vol. 35, n° 3, 2003.
- TOYE, J., TOYE, R. *The UN and global political economy : trade, finance, and development.* Bloomington : Indiana University Press, 2004.
- TRINDADE, H. *Integralismo : o fascismo brasileiro na década de 30.* São Paulo : DIFEL, 1974.
- TRINDADE, H. *La tentation fasciste au Brésil dans les années trente.* Paris : Maison des sciences de l'homme, 1988.
- TUÑÓN DE LARA, M. « Réflexions sur un coup de force ». *Esprit*, mai-juin 1964.
- TURNER, B. S. « Introduction ». In : MANNHEIM, K. *Ideology and utopia* [1936]. Collected Works of Karl Mannheim. Vol. 1. London/New York : Routledge, 1997.

- URI, P. « François Perroux ». *Revue Économique*, vol. 38, n° 5, septembre 1987.
- VELIZ, C. (éd.). *Obstacles to change in Latin America*. London : Oxford University Press, 1965.
- VIDAL, J. C. *Capital étranger et industrialisation : le cas des investissements français au Brésil*. Thèse de Doctorat en Économie du développement. Directeur de recherche : Celso Furtado. Paris 1, 1980.
- VIEIRA, R. M. *Celso Furtado : reforma, política e ideologia (1950-1964)*. São Paulo : Educ, 2007.
- VILAR, P. « Croissance économique et analyse historique » [1960]. In : VILAR, P. *Une histoire en construction : approche marxiste et problématiques conjoncturelles*. Paris : Gallimard : Le Seuil, 1982.
- VILAR, P. « Développement historique et progrès social. Les étapes et les critères » [1961]. In : VILAR, P. *Une histoire en construction : approche marxiste et problématiques conjoncturelles*. Paris : Gallimard : Le Seuil, 1982.
- VINER, J. *International trade and economic development*. Oxford : Clarendon Press, 1953.
- WAHRLICH, B. *Reforma administrativa na era de Vargas*. Rio de Janeiro : FGV, 1983.
- WEFFORT, F. « Le populisme dans la politique brésilienne ». *Les Temps Modernes*, n° 257, oct. 1967.
- WEFFORT, F. « Origens do sindicalismo populista no Brasil (A conjuntura do após-guerra) ». *Estudos Cebrap*, n° 4, 1973.
- WEFFORT, F. *O populismo na política brasileira*. Rio de Janeiro : Paz e Terra, 1980.
- WEILLER, J. « François Perroux, un grand contestataire ». *Revue Française d'Économie*, vol. 4, n° 2, 1989.
- WIARDA, H. J. « Did the Alliance 'lose its way,' or were its assumptions all wrong from the beginning and are those assumptions still with us? ». In SCHEMAN, L. R. (éd.). *The Alliance for Progress : a retrospective*. New York : Praeger, 1988.
- WILBER, C. K. (éd.). *The political economy of development and underdevelopment*. New York : Random House, 1973.
- WILSON, R. H. « *Economic Development of Latin America : historical background and contemporary problems*, by Celso Furtado [book review] ». *Annals of Regional Science*, vol. 14, n° 1, 1980.
- WOOLLEY, J. T., PETERS, G. *The American Presidency Project* [en ligne]. Santa Barbara : University of California. Disponible sur : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=12653> [réf. du 23 septembre 2009].

L'œuvre de Celso Furtado à Paris : le parcours d'un intellectuel et homme d'État

Cette thèse propose une étude de l'œuvre de l'économiste et historien brésilien Celso Furtado, dans le but de mettre en lumière l'évolution de la pensée et des travaux de l'auteur pendant la période où il a enseigné à Paris (1965-1985). Le parcours de Celso Furtado est retracé dans ce travail depuis la réalisation de ses études doctorales en France, quand il reçoit des influences décisives dans l'évolution subséquente de sa pensée sur le développement économique. Ensuite, est présentée la collaboration de l'auteur à la période de constitution de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL-ONU), école de pensée qui propose une approche innovatrice des problèmes des économies sous-développées. Son engagement au gouvernement brésilien (créateur et directeur de la Superintendance pour le développement du Nordeste - SUDENE et premier ministre du Plan), dans un contexte international marqué par les polarisations de la Guerre froide, est également analysé. En exil depuis l'instauration de la dictature militaire au Brésil, il s'installe à Paris, y développant une longue carrière universitaire. Cette thèse met alors en lumière la contribution de Celso Furtado à l'étude du développement économique et des économies latino-américaines en France, ainsi que les nouvelles voies de réflexion sur les problèmes du sous-développement proposées par l'auteur pendant son exil à Paris.

Mots-clés : Celso Furtado (1920-2004) ; Brésil ; Amérique latine ; CEPAL ; développement économique ; sous-développement ; économies périphériques ; firmes multinationales ; centres nationaux de décision.

The work of Celso Furtado in Paris : the course of an intellectual and statesman

This thesis is devoted to the work of the Brazilian economist and historian Celso Furtado. It traces his career and presents the evolution of his thought and work during the time he taught at Paris (1965-1985). This study first presents Celso Furtado's doctoral studies in France, when he received decisive influences for the subsequent evolution of his thinking on economic development. Next, it shows the author's contribution at the formative years of the Economic Commission for Latin America (ECLAC-UN), school of thought that proposed an innovative approach to the problems of underdeveloped economies. His commitment to the Brazilian government (creator and director of the Superintendency for the Development of the Northeast, and first Minister of Planning), in an international context marked by the polarization of the Cold War, is also analyzed. In exile since the establishment of the Brazilian military dictatorship, he moved to Paris, where he develops a long academic career. Finally, this thesis highlights the contribution of Celso Furtado to the study of economic development and Latin American economies in France, as well as the new ways of thinking about the problems of underdevelopment undertaken by the author during his exile in Paris.

Keywords : Celso Furtado (1920-2004); Brazil; Latin America; ECLAC; economic development; underdevelopment; peripheral economies; multinational firms; national decision centers.

UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

ÉCOLE DOCTORALE :

ED 2 – Histoire moderne et contemporaine

Maison de la Recherche, 28 rue Serpente, 75006 Paris, FRANCE

DISCIPLINE : Histoire moderne et contemporaine